

La Vie scolaire

et les

Créations intellectuelles en Anjou

Pendant la Révolution

(1789-1799)

THÈSE

*pour le Doctorat ès Lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

Benjamin BOIS

Ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud
Inspecteur de l'Enseignement primaire

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN (VI^e)

1929

Tous droits réservés

LA VIE SCOLAIRE
ET LES
CRÉATIONS INTELLECTUELLES EN ANJOU
PENDANT LA RÉVOLUTION
(1789-1799)

La Vie scolaire

et les

Créations intellectuelles en Anjou

Pendant la Révolution

(1789-1799)

THÈSE

*pour le Doctorat ès lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

Benjamin BOIS

Ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud
Inspecteur de l'Enseignement primaire

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN (VI^e)
1929

Tous droits réservés

La Vie scolaire

Créations intellectuelles en Algérie

Par M. la Résidence

1878-1879

TOME I

Algérie 1878-1879



ALGERIE 1878-1879

Par M. la Résidence

TOME I

Algérie 1878-1879

A M. GÉRARD-VARET
Recteur de l'Académie de Rennes

AUX INSTITUTEURS DE MAINE-ET-LOIRE

Respectueux et cordial hommage

B. B.

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

A. M.	Archives municipales.
A. D.	Archives départementales de Maine-et-Loire.
A. N.	Archives nationales.
B. A.	Bibliothèque de la Ville d'Angers.
B. N.	Bibliothèque nationale.
BUISSON, D.	<i>Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire</i> , publié sous la direction de F. BUISSON, Paris, Hachette, 1881.
PORT, D.	Célestin PORT, <i>Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire</i> , Paris, Dumoulin ; Angers, Lachèse et Dolbeau, 1873 ; 3 vol. in-8°.
An. Rév.	<i>Annales révolutionnaires</i> .
R. d'Anj.	<i>Revue d'Anjou</i> , Angers, Cosnier et Lachèse, puis Grassin, 1852-1922.
Anj. H.	<i>Anjou historique</i> (Revue dirigée par l'abbé F. UZUREAU).
And.	<i>Andegaviana</i> (publication par le même auteur).
Aff.	<i>Affiches d'Angers</i> , 1773-1800 ; Angers, Billault, puis Mame, in-4°.
Alm.	<i>Almanach</i> .
Dép.	Département.
Dist.	District.
Univ.	Université.
Coll.	Collège.

PRÉFACE

Faire connaître la vie scolaire en Anjou, pendant la période révolutionnaire : tel est l'objet de cette étude. Mais en un temps où l'instruction publique embrasse un champ immense, une étude de cette nature ne pouvait se limiter aux murs de l'école. Elle devait nécessairement faire une place aux multiples créations qui, en 1792, relèvent du Comité d'Instruction publique : « système décimal ; réforme du calendrier ; réorganisation ou fondation des musées, des bibliothèques, des grands établissements scientifiques ou artistiques ; programmes des fêtes nationales, etc.¹ ». Ces institutions diverses ne sont en quelque sorte que le prolongement de l'école dans l'éducation du citoyen. De là le titre de cet ouvrage : *La vie scolaire et les créations intellectuelles en Anjou pendant la Révolution*.

A cette époque, la vie de l'école est en relation étroite avec les événements politiques, et chaque conception, en matière d'enseignement, reflète l'opinion du parti au pouvoir. Aussi les limites et les divisions de ce travail devaient-elles nécessairement suivre la marche générale de la Révolution. *L'Introduction* est destinée à faire connaître le tableau des institutions scolaires à la veille de 1789. *La première partie* — qui correspond à la chute de la royauté — est consacrée à la destruction des créations de l'ancien régime (1789-1792). *La seconde partie* — époque des Montagnards (10 août 1792-9 thermidor an II) — rappelle la première reconstruction scolaire, faite dans un sens démocratique. *La troisième partie* — époque de la République bourgeoise (9 thermidor an II-18 brumaire an VIII) — a pour objet la seconde reconstruction au profit d'une classe dominante, la bourgeoisie. Un dernier chapitre, qui va du 18 brumaire à

¹ BUISSON, *D.*, t. 1, p. 521.

la loi du 11 floréal an X (20 avril 1802), au temps du Consulat, marque la fin de l'œuvre scolaire de la Révolution.

L'Anjou, province petite par son étendue, mais importante par sa situation¹, est un miroir dans lequel se reflète l'histoire de la Révolution, avec une acuité particulière. Dans la *Vendée angevine*, qui a été le principal foyer d'insurrection dans l'Ouest en 1793, l'action des prêtres, « qui n'est pas niable », quoiqu'elle ne fût « qu'indirecte »², est venue fortifier la contre-Révolution. Aussi, la lutte contre les institutions républicaines a-t-elle été, en Anjou, plus âpre qu'ailleurs, et les créations scolaires en particulier, y ont-elles trouvé, à côté de défenseurs résolus, stimulés par la résistance, des adversaires irréductibles, surexcités par les passions politiques et religieuses.

Pour comprendre la vie scolaire d'un département alors aux prises avec la guerre civile, nous avons, sous la haute direction de M. A. Mathiez, consulté les principaux travaux qui, depuis une vingtaine d'années, ont renouvelé l'histoire générale de la Révolution. « La connaissance de l'histoire locale », en effet, « est sans efficacité, si elle n'est pas incorporée à l'histoire nationale »³. » Les études considérables des *Annales révolutionnaires*, depuis 1908 ; *La Révolution et l'Église* (1910) ; *Rome et le Clergé français sous la Constituante* (1911) ; *la Vie chère et le mouvement social sous la Terreur* (1927) ; les trois volumes : *La Chute de la Royauté* ; *La Gironde et la Montagne* ; *la Terreur* (1925-1927), etc., nous ont servi de guides pour la connaissance générale des événements. Les études particulières,

¹ « L'Anjou, à qui l'on attribue 21 lieues du N. au S., 26 de l'E. à l'O., une centaine de lieues de circuit, comprenait, en dehors de la ville d'Angers, 644 paroisses, dont 462 seulement dépendant de l'Évêché d'Angers, le surplus emprunté à l'Évêché de Poitiers, dans l'Archiprêtré de Thouars, à l'Évêché de La Rochelle, dans les doyennés de Saint-Laurent-sur-Sèvre et de Vihiers, et 18 paroisses dont 2 sur la rive droite de la Loire, à l'Évêché de Nantes, etc. » (PORT., D., Introd. xxiv.) — Sur la province d'Anjou, voir les *Mémoires* des intendants Ch. Colbert (1664) Miroménil (1699), Harvoin (1783), publiés par MARCHEGAY dans *A. d'Anj.* (B. A., H, 2011, t. I et II). — Voir également : *Tableau de la généralité de Tours*, par LESCALOPIER (1762-1766) (A. D. I.-et-L., 6336), publié en partie par F. UZUREAU dans *Tableau de la province d'Anjou en 1766* (B. A., SH, 4121). — LE MOY, *Cahiers des paroisses de la Sénéchaussée d'Angers* (1915, t. I, Introd., chap. 1^{er}, pp. I-XXIX). — Voir aux Annexes : *Carte de J.-B. LAFOSSE 1780* (partie concernant le département actuel de Maine-et-Loire, d'après l'original des A. D. carton).

² A. MATHIEZ, *La Révolution française*, t. II, p. 197.

³ *L'enseignement de l'histoire locale au lycée et à l'école* (*An. Rév.*, 1916, p. 451.)

d'abord celles de M. F. Brunot, dans sa monumentale *Histoire de la langue française* (t. VII et IX) (1927) ; celles de M. G. Weill, sur *l'Histoire de l'enseignement secondaire en France* (1921) et sur *l'Histoire de l'Idée laïque en France au XIX^e siècle* (1925) ; dans un ordre d'idées plus spécial, les *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution*, de Rodolphe Reuss (1910) ; la monographie de G. Vallée, sur *l'Ecole centrale de la Vienne*, dans les *Annales* (1915-1918) et surtout celle de A. Troux, sur *l'Ecole centrale du Doubs* (1926), « un modèle du genre »¹, nous ont fourni des renseignements précieux sur la question qui fait l'objet de notre étude.

A la lumière de ces connaissances générales, et durant les rares loisirs de notre profession, nous avons mis en œuvre les matériaux recueillis, pendant près de vingt ans, dans les divers dépôts mis à notre disposition : archives départementales, qui renferment sur la Révolution des documents nombreux, sommairement classés, consultés avec l'obligeance du distingué archiviste M. Saché et de ses collaborateurs : MM. Benoît et Millet ; archives de la ville d'Angers, d'un accès moins facile ; archives des communes du département, mises à profit avec le concours dévoué des Instituteurs ; puis, bibliothèque municipale, où abondent des richesses manuscrites et imprimées d'une consultation journalière ; enfin, Archives nationales, Bibliothèque nationale et Bibliothèque du Sénat, pour complément d'information.

Au cours de ces diverses recherches, il nous a fallu compter avec les multiples productions, de valeur très inégale, se rapportant à l'histoire de la province : en particulier, études solides mais déjà vieilles, publiées pendant plus d'un demi-siècle, dans la *Revue d'Anjou* (1852-1922) ; études plus récentes de M. l'abbé Uzureau, dans *l'Anjou historique* (1900 à nos jours), et dans ses *Andegaviana*, dont la vingt-cinquième série vient de paraître, documentation précieuse entre toutes lorsque l'auteur, au lieu de citer et de commenter des extraits, dont il n'indique pas toujours l'origine, donne des textes dans leur entier, avec les références à l'appui. A ces deux sources, d'une importance

¹ *An. Rév.*, 1926, p. 291.

exceptionnelle, viennent s'ajouter des ouvrages d'un puissant secours : *Dictionnaire historique* de l'éminent archiviste Célestin Port ; *Recherches historiques* de J.-F. Bodin, sur l'Anjou ; ouvrages de Blordier-Langlois, sur *Angers et l'Anjou*, *Angers et le département* ; *Mémoires d'un nonagénaire*, d'Yves Besnard ; *Mémoires* de Choudieu et de La Révellière-Lépeaux ; puis biographies documentées mais partiales de Bougler, dans son *Mouvement provincial* ; travaux plus récents de M. Le Moy, sur les *Cahiers des paroisses de la Sénéchaussée d'Angers* et de M. Meynier, sur *La Révellière-Lépeaux* ; enfin nombreuses productions présentées parfois sous un jour tendancieux qui en diminue l'intérêt.

Sans prétendre compléter jusqu'à l'épuisement une liste déjà longue, il faut dire encore que, plus d'une fois, il nous a fallu nous arrêter devant des portes qui nous sont restées fermées ; et, s'il nous a été permis de consulter sur place la précieuse collection des *Affiches*, par contre, à plusieurs reprises, nous avons dû faire état de publications particulières, dont il ne nous a pas été permis de vérifier les sources.

Tel est le champ si vaste dont nous avons entrepris de faire le tour. Comme on l'a dit : « On ne peut plus écrire aujourd'hui qu'après avoir réuni patiemment tous les documents, toutes les pièces imprimées ou inédites qui peuvent éclairer de près ou de loin le sujet traité. . . On n'affirme plus rien que sur les preuves. A l'exemple du juge d'instruction, on interroge les témoins, on les confronte, on critique leurs dires et on ne ferme le dossier, on ne conclut qu'après avoir épuisé tous les moyens d'information. L'histoire est devenue ainsi une longue patience¹. » C'est cette patience que nous avons essayé d'apporter dans notre travail ; patience dans la documentation, « qui n'est pas le tout de l'histoire »² ; patience dans la mise en œuvre pour exposer les faits sans autre souci que la recherche de la vérité.

A M. Gérard-Varet, Recteur de l'Académie de Rennes, qui depuis quinze ans a été le témoin averti et le juge bienveillant de nos efforts ; aux Instituteurs de Maine-et-Loire, nos collaborateurs, que leurs fonctions destinent à servir la pensée

A. MATHIEZ, dans *Les Coulisses du Tribunal révolutionnaire* (1909), par Hector FLEISCHMANN (1909), préface, p. 7.

² *An. Rév.*, 1923, p. 518.

moderne sur un sol qui souvent la repousse, cette étude est dédiée. Puissent ces derniers, dans une connaissance plus approfondie d'un passé qui les touche de près, puiser une intelligence plus certaine du présent. Puissent-ils trouver dans la vie scolaire d'une époque, en apparence si lointaine, en réalité si proche, la force morale nécessaire pour prodiguer la semence, sans être certains de voir mûrir la moisson. L'auteur de ce travail n'a pas eu d'autre ambition et n'a voulu que leur donner, sous cette forme, une partie des heures consacrées à leur commune collaboration.

Angers, 27 octobre 1928.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

Les études d'histoire locale ne sauraient s'isoler de l'histoire générale et, pour être intelligibles, supposent une documentation d'ensemble qui en éclaire le caractère.

On trouvera ci-dessous l'énumération des principales sources générales auxquelles nous avons puisé pour la documentation d'ensemble sur l'histoire générale de la Révolution.

A) Lois, décrets, procès-verbaux

Pour les recherches d'ensemble : P. CARON, *Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française* (1912); — Ch. SCHMIDT, *Les Sources de l'histoire de France depuis 1789, aux Archives nationales* (1907); — *Tables des Procès-verbaux des Assemblées révolutionnaires*, — et *Tables alphabétiques du Moniteur*.

Pour les recueils de procès-verbaux : A. BRETTE, *Convocation des États généraux*, — M.-J. GUILLAUME, *Comité d'Instruction publique de la Législative*, 1 vol. in-4^o, — *de la Convention*, 6 vol. in-4^o; — A. AULARD, *Comité de Salut public*; — A. DEBIDOUR, *Actes du Directoire exécutif*; — enfin, *Recueil de lettres, circulaires, instructions, programmes, discours et autres actes publics émanés du citoyen François (de Neufchâteau)*, 1 vol. in-4^o, an VII.

B) Histoire générale

Pour l'étude générale de la Révolution française, nous nous sommes inspiré principalement de la collection des *Annales révolutionnaires* (1908 à 1923), devenues, depuis le 1^{er} janvier 1924, les *Annales historiques de la Révolution française*. On trouvera, au cours de ce travail, de nombreux renvois aux travaux publiés dans cette revue; en particulier : Maurice DOMMANGET, *La Déchristianisation à Beauvais* (1916), — *Les cultes révolutionnaires à Beauvais et dans*

l'Oise (1917 et suiv.), — *Le symbolisme révolutionnaire* (1925 et suiv.), — *Babeuf et la conjuration des Égaux* (1922), etc.; — L. DUBREUIL, *L'idée régionaliste sous la Révolution* (1917 et suiv.), — KERSHAW, *L'Esprit public dans l'Ouest, du 20 juin au 10 août 1792* (1924-1925); — A. MATHIEZ, *Les lettres de Volney et de La Révellière-Lépeaux* (1910 et 1911), — *La Révolution et les subsistances* (1917 et suiv.), — *Les Enseignements de la Révolution française* (1922), — *De la véritable nature de l'opposition entre les Girondins et les Montagnards* (1923), — conférence sur *Danton* (L'histoire et la légende), 1927, — *Les décrets de ventôse sur le séquestre des biens des suspects* (1928), etc.; — G. ROUANET, *Les débuts du parlementarisme français* (1916 et 1917), — *La religiosité des Girondins* (1928); — VALLÉE, *L'école centrale de la Vienne* (1914-1918); — Henri SÉE, *Les classes ouvrières et la question sociale à la veille de la Révolution* (1922), — *les Sociétés d'agriculture à la fin de l'Ancien régime* (1923), — *La presse provinciale à la fin de l'Ancien régime* (1927), etc.

D'autre part, on trouvera ci-dessous, par ordre alphabétique, une liste des principaux ouvrages se rapportant à l'histoire politique et religieuse, puis de ceux se rapportant plus spécialement aux questions d'éducation. Cette énumération sommaire n'épuise pas la liste des ouvrages généraux consultés. Afin d'éviter des longueurs, les autres seront indiqués au cours de notre travail.

I. — HISTOIRE POLITIQUE ET RELIGIEUSE

- AULARD (A.). — *Histoire politique de la Révolution française* (1789-1804). Paris, Colin, 1901, 805 p., in-8°.
- *Le Christianisme et la Révolution française*. 1 vol. in-16, 151 p., Paris, Rieder, 1925.
- BLOCH (C.). — *L'Assistance et l'État en France, à la veille de la Révolution*. Paris, 1908, 504, p. in-8°.
- CHASSIN (Ch. L.). — *La préparation de la guerre de Vendée* (1789-1793), 3 vol. in-8°, — *La Vendée patriote* (1793-1800), 4 vol. in-8°, — *La pacification dans l'Ouest*, 3 vol. in-8°, — *Table générale*, 1 vol. — (Paris, Dupont, 1892-1893-1896).
- LAVISSE (E.). — *Histoire de France contemporaine*. Paris, Hachette; t. I, *La Révolution* (1789-1792), par P. Sagnac, 439 p., in-4°; t. II, *La Révolution* (1792-1799), par G. Pariset, 438 p., in-4°.
- MATHIEZ (A.). — *La théophilanthropie et le culte décadaire* (1796-1801). Paris, Alcan, 1903, 553 p., in-8°.
- *Les origines des cultes révolutionnaires* (1789-1792). Paris, Soc. nouvelle de Librairie et d'Édition, 1904, 150 p., in-8°.

- MATHIEZ (A.). — *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution française*. Paris, Alcan, 1907, 272 p., in-12.
- *La Révolution et l'Église*. Paris, Colin, 1910, 307 p., in-12.
- *Rome et le Clergé français sous la Constituante*. Paris, Colin, 1911, 533 p., in-12.
- *La victoire en l'an II*. Paris, Alcan, 1916, 286 p., in-12.
- *Études robespierristes : La corruption parlementaire sous la Terreur*. Paris, Colin, 1917, 327 p., in-12.
- *Un procès de corruption sous la Terreur : L'affaire de la Compagnie des Indes*. Paris, Alcan, 1920, 398 p., in-8°.
- *La Révolution française : t. I, La Chute de la Royauté*, Paris, Colin, 1925, 217 p., in-16, — t. II, *La Gironde et la Montagne*, Paris, Colin, 1927, 222 p., in-16, — t. III, *La Terreur*, Paris, Colin, 1927, 223 p., in-16.
- *Autour de Robespierre*. Paris, Payot, 1926, 258 p., in-8°.
- *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*. Paris, Payot, 1927, 620 p., in-8°.
- SAGNAC (Ph.). — *La législation civile de la Révolution française (1789-1804)*. Paris, Hachette, 1898, 445 p., in-8°.
- SIEGFRIED. — *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République*. Paris, Colin, 1913, 535 p., in-8°.

II. — OUVRAGES SUR L'ÉDUCATION

- ALLAIN (E.). — *L'œuvre scolaire de la Révolution (1789-1802)*, — Paris, Didot, 1891, 436 p. in-8°.
- *L'Enquête scolaire de l'an IX* (Extraits de la *Revue des Questions historiques*, 1^{er} octobre 1882). Paris, 1892, 48 p., in-8°.
- AULARD (A.). — *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*. Paris, Colin, 1911, 315 p., in-8°.
- BRUNOT (F.). — *Histoire de la langue française, des origines à 1900*, Paris, Colin : t. VII, *La propagation du français en France jusqu'à la fin de l'Ancien régime*, 360 p., in-8°, — t. IX, *La Révolution et l'Empire*, 1^{re} partie : *Le français, langue nationale*. 1927, 616 p., in-8°.
- BUISSON (F.). — *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire, publié sous la direction de . . .*, 1^{re} partie, Paris, Hachette, 1881, grand in-8°.
- CHUQUET. — *L'École de Mars en 1794*. Paris, Plon, 1895, 363 p., in-12.
- COMPAYRÉ (G.). — *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France, depuis le XVI^e siècle*. Paris, Hachette, 5^e éd., 1885, 2 vol. in-8°, 490 p. chacun.

- COMPAYRÉ (G.). — *Condorcet. Rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'Instruction publique*. Paris, Hachette, 1883, 135 p., in-12.
- DUPUIS (P.). — *L'École Normale de l'an III*. Paris, Hachette, 1895, 252 p., grand in-8°.
- DURUY (A.). — *L'Instruction publique et la Révolution*. Paris, Hachette, 1882, 502 p., in-8°.
- GRÉARD (O.). — *Législation scolaire : t. I (1789-1833)*. Paris, Delalain, 1873.
- HIPPEAU (C.). — *L'Instruction publique en France pendant la Révolution, discours et rapports*. Paris, Didier, 1881, xxiii-520 p., in-12.
- *L'Instruction publique en France pendant la Révolution, débats législatifs*. Paris, Didier, 1883, xxxii-379 p., in-12.
- LETACONNOUX (J.). — *La lutte scolaire en France au XIX^e siècle* (leçons professées à l'École des Hautes études sociales, avec Introduction de...), Paris, Alcan, 1912.
- *La préparation de la loi du 11 floréal, an X*. (Bulletin de la Soc. d'Histoire moderne, mars-avril 1913.)
- LIARD (L.). — *L'Enseignement supérieur en France*. Paris, Colin, 1888-1894 2 vol. in-8°, 474 et 522 p.
- SAGNAC (Ph.). — *L'enseignement avant et pendant la Révolution, d'après des travaux récents*. (Revue d'Histoire moderne et contemporaine, t. XVIII, nov.-déc. 1913.)
- TIERSOT (J.). — *Les fêtes et les chants de la Révolution française*. Paris, Hachette, 1908, 323 p.
- TROUX (A.). — *L'École centrale du Doubs à Besançon (an IV-an XI)*. Paris, Alcan, 1926, 1 vol., 226 p., grand in-8°.
- VALLÉE (G.). — *L'École centrale de la Vienne (1795-1805)*. (Annales révolutionnaires, 1914, pp. 694-708 ; 1916, pp. 516-529 ; 1917, pp. 202-220 et 503-511 ; 1918, pp. 64-77.)
- WEILL (G.). — *Histoire de l'enseignement secondaire en France (1802-1920)*. Paris, Payot, 1921, 255 p., in-12.
- *Histoire de l'idée laïque au XIX^e siècle*. Paris, Alcan, 1925, 376 p., in-8°.

II. — SOURCES IMPRIMÉES SPÉCIALES A L'ANJOU

Les sources imprimées spéciales à l'Anjou appartiennent en majeure partie aux anciens fonds de la *Bibliothèque d'Angers* et sont indiquées dans les trois *Catalogues* de A. LEMARCHAND : *Série H* (Histoire), 1 vol. in-8°, Angers, Lachèse, 1871, 783 p., avec table alphabétique, pp. 785-920, — *Sér. B* (Belles-Lettres), 1 vol. in-8°, 1873, 484 p., — *Sér. S* (Sciences et Arts), 1 vol. in-8°,

1875, 603 p. Les ouvrages postérieurs à cette date figurent aux Suppléments de ces catalogues (SH, SB, Ss). Pour chaque ouvrage cité, la cote est donnée entre parenthèses, et chaque fois que cela a été possible, on y a joint, à la suite, la cote correspondante de la Bibliothèque nationale.

Les recherches complémentaires faites à l'aide de la *Bibliographie* de P. CARON, pour les travaux publiés de 1866 à 1897, — du *Répertoire méthodique*, qui y fait suite, pour les années 1898 et suivantes ; — du *Catalogue des thèses* de MOURIER et DELTOUR, — du *Catalogue du Musée pédagogique*, permettent d'avancer que les ressources locales, d'une richesse exceptionnelle, renferment les éléments essentiels de cette étude. D'autre part, les indications fournies par la *Bibliographie des travaux historiques des Sociétés savantes*, de LASTEYRIE et VIDIER (1895-1909), ne donnent, pour le Maine-et-Loire, qu'une documentation partielle qui a été complétée à l'aide des tables des principales revues : *Revue des Questions historiques* (depuis 1866), — *Revue de la Révolution française* (depuis 1881), — *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (depuis 1899), — *Annales révolutionnaires* (1908-1923), — *Annales historiques de la Révolution française* (depuis 1924). Enfin, on trouvera plus bas la liste des revues locales dans lesquelles il a été puisé et dont les collections complètes existent à la Bibliothèque d'Angers.

L'énumération ci-dessous des principales sources imprimées n'est pas destinée à faire double emploi avec les références détaillées données au cours de l'ouvrage ; elle a spécialement pour objet de permettre une vue d'ensemble des sources diverses concernant la matière de cette étude.

A) Sources imprimées de l'époque révolutionnaire (1762-1800)

I. — MÉMOIRES, PLANS D'ÉDUCATION, OUVRAGES DIVERS

Avant 1789

CHEVREUL (Michel). — *Précis de l'art des accouchemens en faveur des sages-femmes et des élèves de cet art*, par M. Chevreul. Angers, Mame, et Paris, Didot, 1782, in-12 (S 3145). Édition de 1826, Paris, Crévot, in-12 (S 3146). Édition de 1837, Paris, Méquignon, in-12 (S 3147).

LORRY (M.-F. Couet du Vivier du). — *Pouillé du diocèse d'Angers, imprimé par ordre de Mgr Michel-François Couet du Vivier du Lorry, évêque d'Angers*. Angers, Mame, 1783 (H 3390), in-8°, Bibl. nat. Lk³/₆₉ ; réimprimé par UZUREAU, Angers, Siraudeau, Paris, Picard, 1905 (SH 6267).

MARCHEGAY (M.-P.). — *Archives d'Anjou*, recueil de documents et mémoires inédits sur cette province. Angers, Labussière, 1843-1853. (Voir dans ce recueil : t. I, les rapports des intendants de la Généralité de Tours, Charles

Colbert 1664, Miromesnil 1699, avec addition du *Mémoire de Pilastre*, sur les établissements d'instruction publique, 1795 — t. II, *Mémoires de Harvoïn*, receveur général des finances, 1783 (H 2011), — B. N., Lk²/136.

PÉAN DE LA TUILLERIE. — *Description de la ville d'Angers et de tout ce qu'elle contient de plus remarquable*, par M. Péan de la Tuillerie, prêtre de Château-Gontier. Angers, Ch.-Fr. Billaut, 1778, in-12 (H 178). Nouvelle édition critique, par C. PORT. Angers, Barassé, 1869, in-18, plan (H 179). B. N., Lk⁷/270.

TURBILLY (DE). — *Mémoire sur les défrichements*. Paris, veuve d'Houry, 1760, in-12 (S 3650).

UZUREAU (abbé F.). — *Tableau de la province d'Anjou (1762-1766)*. (Extrait du *Tableau de la Généralité de Tours*, par l'intendant Lescalopier.) Angers, Siraudeau, 1901 (SH 4121). Voir : Bibl. de Tours, n° 1212. Arch. d'Indre-et-Loire, C 336.

Depuis 1789

BENABEN. — *Manuel des Instituteurs ou Réflexions sur l'éducation utile aux maîtres et aux parents, dédié au Corps administratif du département de Maine-et-Loire*. Angers, Mame, 1790, in-8°, 224 p. Épître dédicatoire, signée B... (S 642, t. I, p. 2).

— *Instruction sur les nouvelles mesures publiées par ordre du ministre de l'Intérieur, en exécution de l'arrêté des consuls du 13 brumaire, an IX*. Paris, imprim. de la République, an IX, in-8° (S 1120).

— *Correspondance et papiers de Bénaben*, publiés par Arsène Launay. Paris, Sauton, 1886, in-8°, 166 p. D'après des documents particuliers (SH 101.600).

BESNARD (Francois-Yves). — *Souvenirs d'un nonagénaire* (Mémoires publiés sur le manuscrit autographe, par C. Port). Paris, Champion ; Angers, Lachèse, 1880, 2 vol., in-8° (SH 1390).

CLÉMENCEAU (Joseph). — *Histoire de la guerre de Vendée (1793-1815)*. Paris, libr. nationale, 1909, 1 vol. in-8°. [Mémoires inédits d'un ancien juge au tribunal de Beaupréau en 1792, écrits en 1829, et publiés par l'abbé F. Uzureau, en 1904.]

CHOUDIEU. — *Mémoires et notes de Choudieu (1761-1838)*, publiés par V. Barrucand. Paris, Plon, 1897, 480 p. [Publication d'après les manuscrits de Pierre-René Choudieu, 3 portefeuilles in-f°, à la B. A., mss. 1888-1890, du Catalogue Molinier.]

LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX. — *Mémoires*, 3 vol. in-8°, dont 1 vol. de pièces justificatives. Paris, Plon, 1895. B. A. (SH 3441).

LA ROCHEJAQUELEIN (La marquise DE). — *Mémoires de M^{me} la marquise de La Rochejaquelein, écrits par elle-même*. Paris, Michaud, 1817, in-8°, Cartes (H 1604).

- MÉVOLHON. — *Calendrier du peuple franc, pour servir à l'instruction publique, rédigé par une société philanthropique, pour l'an II de la République 1793*. Angers, Jahyer et Geslin, rue Milton, in-12 (H 1617 et 5459).
- SAVARY. — *Guerre des Vendéens et des Chouans contre la République française ou annales des départements de l'Ouest pendant ces guerres, d'après les actes et la correspondance du Comité du Salut public, des ministres, des représentants du peuple, etc., par un officier supérieur des armées de la République (Jean-Julien-Marie Savary)*. Paris, Beaudouin frères, 1824-1827, 6 vol. in-8° (H 1575).
- VARENNES (Raymond de). — *Idées patriotiques sur la méthode et l'importance d'une éducation nationale pour assurer la régénération de la France*. Paris, Garnery, et Angers, Pavie, 1790, in-8°, 164 p. (S 642, t. I, p. 3).
- VILLIER. — *Nouveau plan d'éducation et d'instruction publique, dédié à l'Assemblée nationale*. Angers, Mame, 1789, in-8°, 207 p. (S 642, t. I, p. 1).
- VOLNEY (C.-F.). — *Les Ruines ou Méditations sur les Révolutions des Empires*. Paris, Desenne, 1791, in-8° (H 4518).
- *La loi naturelle ou Catéchisme du citoyen français, par C.-F. Volney*. Paris, Didot, 1793, an II de la République, 108 p., in-12 (Ss 52).

II. — OPUSCULES, LIBELLES, DISCOURS, RAPPORTS, ETC.

Avant 1789

- BEAUVAU (Le marquis de). — *Avis au tiers-état, par M. le marquis de Beauvau (sic)*. S. l. n. d., 12 p. (H 1559, IV, 2).
- *Projet présenté par M. de Beauvau à l'assemblée des électeurs du département de Maine-et-Loire*. Angers, Pavie, 1790, 8 p. (H 2033 (5) et H 2037 (1)).
- CHATISEL (L'abbé). — *Lettres de MM. les curés du diocèse d'Anjou à Mgr l'illustrissime et révérendissime Évêque d'Angers*, par l'abbé Chatisel, curé de Soulaïnes. S. l., 1785 (H 3324, in-12).
- *Lettre de M. le curé de Soulaïnes (l'abbé Chatisel), en réponse à celle de M. le syndic du clergé du diocèse d'Angers*. S. l., 1789 (H 3326, 12 p. in-8°).
- *Projet d'un mémoire des curés du diocèse d'Angers, relativement à la convocation des États généraux*. S. l. n. d., 23 p. (H 2032 (10)). B. N., Lb³⁹/₁₀₂₉.
- CORDIER (J.-B.), roturier angevin. — *Le « Pater », l' « Ave » et le « Credo » du tiers-état, paraphrasé par M. C...r (Cordier), roturier angevin*. S. l. n. d., 13 p. (H 1559, XVIII, (10) — H 1562 (6), in-8° — H 2038 (17), in-8° — H 2035 (2 et 3), in-8°).

- CORDIER (J.-B.). — *La Confession d'un pauvre roturier angevin*, 19 p. S. l., 1789 (H 2034 (6) — H 2035 (1), in-8°). B. N., Lb³⁹/1094.
- *Litanies du tiers-état*. S. l. n. d., 8 p. (H 2035 (4), in-8°).
- *Le « Gloria in excelsis » du peuple (puisque peuple y a), auquel on a joint l'épître et l'évangile du jour, avec la réflexion et la collecte*, 1789 6 p. (H 2035 (5), in-8°).
- *Protestation de l'ordre du tiers-état*, 1^{er} février 1789. 30 p. (H 2035 (6), in-8°).
- DELAUNAY (Joseph), d'Angers. — *Réponse à la lettre de M. le comte de S...t (de Serrant), signé Del...y (Delaunay)*. Angers, 6 décembre 1788, 21 p. (H 1559 (iv, 13), in-8°).
- *Assemblée et arrêté des mères, épouses et amantes des jeunes citoyens de la ville d'Angers*, 6 février 1789. S. l., 8 p. (déclaration attribuée à Delaunay aîné) (H 2067, in-8°).
- *Lettre écrite à MM. les curés d'Angers, par M. Delaunay l'aîné*. Angers, Mame, 1789, 24 p. (H 2094 (27), in-4°).
- DIEUSIE. — *Réflexions par un ami de la province, membre de la noblesse d'Anjou*. S. l. n. d., 15 p. (H 1562 (20)).
- GALISSONNIÈRE (Le comte DE LA). — *Discours prononcé par M. le comte de la Galissonnière, grand sénéchal d'épée héréditaire de la province d'Anjou, à l'ouverture de l'Assemblée générale des trois états de cette province, le 16 mars 1789*. Angers, Mame, 1789, 11 p. [H 1562 (15, in-8°).]
- HOULIÈRES (DE). — *Réflexions sur la prochaine tenue des États généraux par un membre de la noblesse d'Anjou*, 1788, in-8°, 54 p. [H 1559 (11, 2)].
- *Projet de doléances pour la noblesse de la sénéchaussée d'Anjou, par M. de Houlières*. Angers, Pavie, 1789, 23 p. (H 1559 [xii, 18], in-8°).
- LAMOTTE-BARACÉ (Le comte DE). — *Adresse aux trois ordres par M. le comte de Lamotte-Baracé*. Saumur, de Gouy, 1789, 11 p. [H 1559 (iv, 6), in-8° — H 2034 (13)].
- LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX (Louis-Marie). — *Lettre à un seigneur d'Anjou accusé de tromper le peuple, par La Révellière-Lépeaux*. Angers, 28 février, 11 p. (H 1562 (1), in-8°). B. N., Lb³⁹/1242.
- *Plaintes et désirs des communes tant de ville que de campagne, par Pilastre, Leclerc et La Révellière-Lépeaux*. (H 2025, t. I.)
- *Doléances, vœux et pétitions pour les paroisses de... par un laboureur, un syndic et un bailli*. (Pilastre et les deux La Révellière) (H 2025, t. I.)
- LECLERC (J.-B.). — *Plaintes et désirs des communes tant de ville que de campagne, par Pilastre, Leclerc et La Révellière-Lépeaux*. (H 2025, t. I.)
- MILSCENT (M.-J.). — *Discours prononcé par M. Milscent, lieutenant particulier du Présidial d'Angers, le 18 mars 1789, pour procéder à l'élection des députés aux États généraux du royaume*. Angers, 37 p. (H 1561 (1, 4), in-8°).
- PILASTRE. — *Plaintes et désirs des communes tant de ville que de campagne par Pilastre, Leclerc et La Révellière-Lépeaux*. (H 2025, t. I.)

- RANGEARD. — *Droit exclusif des curés aux dîmes de leur paroisse ou lettre de M. de Gr... pour être présentée à l'Assemblée générale des États de la Nation, par un curé de l'Anjou*. S. l. n. d. [B 3337 (6).]
- SERRANT (DE). — *Lettre de M. de S...t (de Serrant), à M. Del...y aîné (Delaunay), avocat au présidial d'Angers*. S. l. n. d., 8 p. [H 1559 (iv, 12).]
- *Seconde lettre de M. le comte de S...t (de Serrant), en réponse à M. Del...y (Delaunay) aîné*. Angers, 6 décembre 1788, 21 p. [H 1559 (iv, 14).]
- *Analyse de la brochure intitulée : des conditions nécessaires à la légalité des États généraux*. S. l., 1788 [H 2034 (3).]
- VIGER. — *Discours sur cette question : Quels sont les moyens d'encourager le commerce à Angers ? par M. Viger, avocat, qui a été couronné de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers, le 14 novembre 1787*. Angers, C. P. Mame, 1789, in-8° (S 986).
- VOLNEY (C.-F.). — *Petites lettres à un grand homme accusé d'écrits séditieux et de manœuvres perfides*. [B 3338 (1).]
- *Lettre de M. C.-F. de Volney à M. le comte de S...t (Serrant)*. S. l. n. d., 23 p. [B 3338 (2), H 1559 (iv, 15) et H 2034 (4).]
- *Lettre à un seigneur d'Anjou, accusé de tromper le peuple*. [B 3338 (3).]
- *Les conditions nécessaires à la légalité des États généraux*. S. l., 1788, 38 p. in-8° [H 2034 (2) et H 1559 (ii, 1).]

Depuis 1789

- BANCELIN. — *Compte public de l'administration du district de Segré, département de Maine-et-Loire. Suivi d'un Essai historique des troubles qui ont eu lieu dans le district de Segré... et d'un projet détaillé des moyens à employer pour la destruction des brigands...* Angers, Jahyer et Geslin, an III (H 1566 (3), in-4°).
- *A ses concitoyens*. Angers, Jahyer et Geslin (H 2077, in-8°).
- *Supplément à la justification du citoyen*. Angers, Jahyer et Geslin, an IV (H 2078, in-8°).
- BAUDIN (Philippe). — *Discours des commissaires du Conseil exécutif provisoire, prononcé par le citoyen Baudin à la Société populaire d'Angers, le 21 pluviôse, an II*. Angers, Jahyer et Geslin, 29 p. (H 1560 (iv, 27), in-8°, — H 2032 (6), in-8°, — H 2073, in-8°). B. N., Lb⁴⁰/₂₄₈₄.
- BÉNABEN. — *Discours prononcé par M. Bénaben, le jour de sa réception au club des Amis de la Constitution*. S. l. n. d., 8 p. (H 1560 (iii, 24), in-8°, — H 2036 (2), in-8°).
- *Rapport du citoyen Bénaben aux administrations du département de Maine-et-Loire, sur les événements les plus remarquables qui se sont passés sur les deux rives de la Loire*. Angers, Mame, an III (H 1560 (vi, 1), in-8°, — H 1597, in-8°).

- BÉNABEN. — *Copie d'une lettre écrite à M. Pétion, par les membres composant la société des Amis de la constitution séante à Angers, en date du 4 juin 1792.* Signé : Bénaben, président (H 2029 (6), in-4°).
- *Pétition des Amis de la constitution de la ville d'Angers à MM. les administrateurs du département de Maine-et-Loire, sur le décret relatif au marc d'argent.* Signé : Couraudin et Bénaben. Angers, Pavie, 7 novembre 1790, 8 p. (H 2036 (1), in-8°, — H 2038 (3), in-8°).
- BREVET DE BEAUJOUR. — *Rapport fait au Conseil du département de Maine-et-Loire, par M. Brevet-Beaujour, le 10 juillet 1792.* S. l., 21 p. (H 2031 (15), in-8° et 2036 (5), in-8°).
- CAILLEAU. — *Lettre du citoyen Cailleau, maire de Saumur, aux administrateurs du département de Maine-et-Loire.* Angers, Pavie, 1793, 16 p. (H 1560 (IV, 12), in-8°).
- CHEVREUL (Michel). — *Réflexions sur le projet d'un établissement en faveur des enfants trouvés dans la ville d'Angers, adressées à MM. les administrateurs du département de Maine-et-Loire, par M. Chevreul, docteur en médecine, maître en chirurgie, etc.* Angers, Mame, 1790, 16 p. (H 2038 (8), in-8°).
- CHODIEU (P.). — *Rapport sur la guerre de Vendée, présenté à la Convention nationale par les citoyens Richard et Choudieu.* Paris, imprim. nat. s. d., 78 p. (H 1560 (v, 18), in-8°, — H 1589).
- *Pierre Choudieu à ses concitoyens et collègues.* Paris, imprim. nat. s. d., 47 p. [H 1589, in-8°, — H 1560 (v, 19), — H 2037 (12).]
- *Au peuple souverain, Choudieu, l'un de ses représentants.* S. l. n. d., 12 p. (H 2037 (11), in-8°).
- COQUILLE D'ALLEUX (Le P. J.-B.). — *Discours patriotique sur l'égalité et la liberté civile et politique, prononcé sur le champ de foire de Beaufort par le P. Coquille d'Alleux, récollet.* Angers, Pavie, 1789, 24 p. (H 2036 (6), in-8°).
- *Discours patriotique sur les avantages de la Constitution, considérés par rapport à la religion et par rapport à l'humanité, par J.-B. Coquille, aumônier de la garde nationale de Beaufort et membre de la Société des Amis de la Constitution d'Angers.* Angers, Pavie, 1790, 32 p. (H 2036 (7), in-8°).
- *Dialogue entre un pauvre et un riche républicains, ou exposition des principes des anarchistes avec leur réfutation, par J. Coquille.* Angers, Mame, s. d., 40 p. (H 2036 (8), in-8°).
- CORDIER (J.-B.), roturier angevin. — *Discours sur la royauté, son organisation, l'hérédité et l'inviolabilité du pouvoir exécutif.* S. l., 1791, 27 p. (H 2035 (7), in-8°). B. N., Lb⁴⁰/2479.
- COURAUDIN. — *Pétition des Amis de la Constitution (Voir Bénaben).*
- DELAUNAY (Joseph), d'Angers. — *Discours au roi, prononcé le 17 juillet 1790, par Joseph Delaunay, d'Angers, parlant au nom des gardes nationales du département de Maine-et-Loire.* 2 p. (H 2033 (7), in-8°, — H 2036 (19), in-8°).

- DESCLOSEAUX. — *Le général Descloseaux à la jeunesse angevine, 10 août 1793, 1^{er} de la mort du tyran*. Angers, Mame, 1793, 3 p. (H 2030 (56), in-4^o).
- DIEUSIE. — *Le Conseil du département de Maine-et-Loire à ses concitoyens (24 juillet 1792)*. Signé : Dieusie et Barbot. Angers, Mame (H 2029 (19), in-4^o, — H 2039, 31 p., in-8^o).
- *Le Conseil général du département de Maine-et-Loire à ses concitoyens sur la libre circulation des subsistances (15 décembre 1792)*. Signé : Dieusie et Barbot. Angers, Mame (H 2029 (22), in-4^o).
- *Les administrateurs du département de Maine-et-Loire à leurs concitoyens (13 juillet 1793)*. Signé : Dieusie, Bouillet et Barbot, S. l. (H 2029 (28), in-4^o).
- DUBOYS (L'abbé). — *Lettre à MM. les électeurs du district de Saint-Florent, assemblés pour l'élection des juges*. Signé : Duboys, curé de La Pommeraye. Angers, Mame, 1790, 14 p. (H 2036 (20), in-8^o).
- *Lettre de M. Duboys, curé de La Pommeraye à M. Lebreton c.-d. curé de la même paroisse (17 juin 1792)*. Paris, impr. Crapard, s. d., in-8^o. Pièce. — B. N., Ld⁴/₃₉₀₉.
- DUFOUR (L'abbé Cl.-L.). — *Précis servant de défense pour le clergé assermenté d'Angers (dit constitutionnel)*. Signé : Claude-Louis Dufour, prêtre. Angers, Jahyer, 24 p. (H 2038 (16), in-8^o, — H 3328).
- GOUPIL. — *Justification de Goupil fils, apothicaire à Angers*. Angers, Jahyer et Geslin, an III (H 1560 (VII, 3), — H 2075, 32 p. in-8^o).
- GUILLOU. — *Le commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département de Maine-et-Loire à ses collègues près les administrations municipales du même département*. Signé : Guillou. Angers, Boutron 11 thermidor, an VII, 11 p. [H 2037 (15).]
- JODIN (M^{lle}). — *Vues législatives pour les femmes, adressées à l'Assemblée nationale*. Angers, Mame, 1790, in-8^o (S 602).
- LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX (Louis-Marie). — *Opinion sur la sanction royale prononcée à l'Assemblée nationale, séance du 2 septembre 1789, par M. La Révellière-Lépeaux, député d'Anjou*. S. l., 1789, 15 p. (H 1564 (4), in-8^o).
- *Opinion de Louis-Marie La Révellière-Lépeaux, député à la Convention nationale par Mayenne et Loire, sur la question de savoir si Louis XVI peut être mis en jugement*. Paris, imprim. nation., 1792, an I, 10 p. [H 1564 (5).]
- *Opinion de L.-M. La Révellière-Lépeaux, député de Maine-et-Loire sur la question de l'appel au peuple du Jugement de Louis (7 janvier, an II)*. Paris, impr. nat., an II, 15 p. (H 1564 (6), in-8^o, — H 2037 (10), in-8^o).
- *Rapport des Commissaires chargés de présenter à la Convention l'adresse arrêtée, le 29 mai 1793, par les citoyens de la ville d'Angers, et par les réfugiés de quatre districts d'Angers, de Vihiers, de Cholet et de Montglonne*. Louis-Marie La Révellière-Lépeaux, député de Maine-et-Loire à la Convention nationale à ses commettants. Déclaration des citoyens La Révellière-Lépeaux,

- Pilastre, Leclerc et Maignan, députés de Maine-et-Loire, relativement aux événements du 31 mai dernier* (Laval, Dariot, 1793, 32 p. (H 1564 (8), in-8°).
- *Réponse de L.-M. La Révellière-Lépeaux, aux dénonciations portées au Corps législatif contre lui et ses anciens collègues, 15 thermidor, an VII*. Paris, Jansen, an VII, 91 p. (H 1564 (11), in-8°).
 - *Réflexions sur le culte, sur les cérémonies civiles et sur les fêtes nationales, par Louis-Marie La Révellière-Lépeaux, membre de l'Institut*. Paris, Jansen, an V, 45 p. (H 1564 (1), in-8°, — H 1567 (1), in-8°).
 - *Essai sur les moyens de faire participer l'universalité des spectateurs à tout ce qui se pratique dans les fêtes nationales, par L.-M. La Révellière-Lépeaux*. Paris, Jansen, an VI (H 1567 (2), in-8°).
 - *Discours prononcé par L.-M. La Révellière-Lépeaux, président du Directoire exécutif, à la fête de la République, le 1^{er} vendémiaire, an VI* (H 1567 (3), in-8°).
 - *Discours prononcé à la cérémonie funèbre exécutée en mémoire du général Hoche, au Champ-de-Mars, le 10 vendémiaire, an VI, par L.-M. La Révellière-Lépeaux* (H 1567 (4), in-8°).
 - *Du Panthéon et d'un théâtre national, par L.-M. La Révellière-Lépeaux*. Paris, Jansen, an VI [H 1567 (5).]
 - *La Société des Amis de la liberté et de l'égalité d'Angers à celle de Paris* (13 novembre 1792). Signé : La Révellière, Cordier, Papin (H 2029 (7), in-4°).
 - *Rapport du voyage des commissaires de la Société des Amis de la constitution d'Angers au club ambulante établi dans les Mauges, fait à la séance du 1^{er} avril, l'an IV de la liberté, par L.-M. La Révellière-Lépeaux*. S. l. (H 2029 (12), in-4°). B. N., Lb⁴⁰/2481.
 - *Procès-verbal de la cérémonie funèbre qui a été célébrée à Angers en l'honneur de Jacques-Guillaume Simoneau, maire d'Étampes, mort pour le maintien des lois, le 10 avril 1792, par L.-M. La Révellière-Lépeaux* (H 2036 (30), in-8°).
 - *Notice des monuments celtiques visités dans le département de Maine-et-Loire par M. L.-M. La Révellière-Lépeaux, J.-B. Leclerc et Pilastre, en octobre 1806* 35 p., s. l. (H 4249, in-8°).
- LECLERC (J.-B.). — *Discours sur l'existence et l'utilité d'une religion civile en France, par J.-B. Leclerc (de Maine-et-Loire)*. Paris, Jansen, an V, 31 p. (H 1564 (2), in-8°, — H 1567 (9), in-8°).
- *Rapport des Commissaires...* [H 1564 (8).] Voir La Révellière-Lépeaux.
 - *Discours sur l'instruction publique par J.-B. Leclerc, du 18 décembre 1792, l'an I^{er} de la République*. Paris, Jansen, an VI [H 1567 (7)].
 - *Rapport par J.-B. Leclerc (de Maine-et-Loire), au Conseil des Cinq-Cents, sur les institutions relatives à l'état civil des citoyens. Séance du 16 brumaire, an VI*. Impr. nat., 59 p. (H 1567 (10), in-8°, — H 2037 (13), in-8°).

- LECLERC (J.-B.). — *Règlement proposé par Leclerc à la suite du rapport sur les institutions civiles. Séance du 17 brumaire, an VI*. Impr. nat. (H 1567 (11), in-8°).
- *Réponses faites par J.-B. Leclerc aux objections proposées contre l'institution du livre de famille et les cérémonies relatives au mariage, à la naissance, etc. Séance du 23 frimaire, an VI*. Impr. nat. (H 1567 (12), in-8°).
- *Opinion de J.-B. Leclerc, député de Maine-et-Loire, sur le jugement de Louis XVI*. Paris, Impr. nat., 1792, 15 p. (H 2037 (7), in-8°).
- *Notice des monuments celtiques* (H 4249). Voir Larevellière.
- LETERME-SAULNIER. — *Les administrateurs du département de Maine-et-Loire à leur concitoyens* (26 floréal, an III). Signé : Coulonnier, Leterme-Saulnier, Brichet, Bardet, Couillion-Mamert, Bodinier, Villiers et Letourneau. Angers, Mame (H 2029 (20), in-4°).
- *Les administrateurs du département de Mayenne et Loire à leurs concitoyens* (28 thermidor, an II). Signé : Bodinier, Reyneau, Leterme-Saulnier, etc. Angers, Mame (H 2029 (21), in-4°).
- LORRY (M. F. Couet du Vivier du). — *Mandement de Mgr l'Évêque d'Angers, qui ordonne que le « Te Deum » sera chanté dans toutes les églises de son diocèse en actions de grâces de la nomination des administrateurs du département de Maine-et-Loire*. Paris, Impr. nat., 1790, 7 p. (H 2038 (7), in-8°).
- MARCHAND (Joseph). — *Nouvelle notice des tableaux du Muséum de l'École centrale du département de Maine-et-Loire, par Joseph Marchand*. Angers, Mame, s. d., in-12 (H 4371).
- MEILLOC. — *Lettre pastorale de l'évêque d'Angers au clergé et aux fidèles de son diocèse* (22 juillet 1801), accompagnée de la lettre : *Les grands vicaires du diocèse d'Angers au clergé catholique du même diocèse*. Angers, Fourier, 14 p. [H 2031 (9)].
- MERLET LA BOULAYE. — *Questions proposées par les comités des domaines et d'instruction publique réunis, répondues par le citoyen Merlet la Boulaye, conservateur des dépôts, destinés à former le Musée angevin*. Angers, Jahyer et Geslin, an III, in-4° (H 4370). — B. N., Lk⁷/272.
- *Herborisations dans le départ. de Maine-et-Loire et aux environs de Thouars, départ. des Deux-Sèvres, par feu M. Merlet de la Boulaye, ancien professeur de botanique à Angers . . . publiées par plusieurs de ses élèves*. Angers, Fourier-Mame, in-18 (S 2003).
- MOREAU (Le citoyen). — *Réflexions présentées à la méditation de tous les bons Français, par le citoyen Moreau*. S. l., an III, 16 p. (H 2036 (24), in-8°).
- *Le commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département de Maine-et-Loire, à ses collègues près les administrations municipales du dit département*. Signé : Moreau. Angers, Boutron, 11 floréal, an VI, 19 p. (H 2037 (16), in-8°).
- PAPIN. — *La Société des Amis de la liberté et de l'égalité d'Angers à celle de Paris* (13 novembre 1792). Signé : La Révellière, Cordier, Papin (H 2029 (7), in-4°).

- PELLETIER (Hugues), évêque constitutionnel. — *Lettre pastorale de M. l'Évêque du département de Maine-et-Loire*. Angers, Mame, 1791, 47 p. [H 2030 (39)].
- PÉRARD. — *Opinion de Charles Pérard, député de Maine-et-Loire sur le jugement de Louis XVI*, 8 p. [H 2037 (8)].
- PILASTRE. — *Rapport des commissaires chargés de présenter à la Convention l'adresse arrêtée le 29 mai 1793, etc.* Voir La Révellière-Lépeaux [H 1564 (8)].
Avis aux citoyens. Signé : Pilastre, maire d'Angers, Angers, Mame, an IV, 2 p. [H 1564 (9)].
- *Discours d'Urbain Pilastre, maire d'Angers, à la cérémonie funèbre célébrée à Angers en l'honneur de Simoneau, maire d'Étampes*, 1792, S. 1., 25 p. [H 2036 (30)].
- *Notice sur les monuments celtiques du département de Maine-et-Loire* (en collaboration avec La Révellière-Lépeaux et Leclerc). Voir La Révellière (H 4248).
- PIQUELIN (J.-B.). — *Lettre adressée à la Société des Défenseurs des droits de l'homme, par un de ses membres. Paris (12 thermidor, an II)*. Signé : J.-B. Piquelin. Avec le postscriptum : « Partageant les mêmes sentiments, je m'unis à l'ami Piquelin. » Signé : Mame, Angers, Mame [H 2029 (10)].
- RANGEARD. — *Procès-verbal historique des actes du clergé, députés à l'Assemblée des États-Généraux des années 1789-1790*, Paris, imp. nat., 1791 [B 3337 (8).]
- ROYER. — *Mémoire pour Jean-Baptiste Royer, notaire public de la commune de Varennes-sous-Montsoreau et président de l'administration municipale du canton d'Allonnes, en réponse à celui du citoyen Charles-Jean Roberdeau, juge de paix du même canton, souscrit par le citoyen Coutard, homme de loi à Saumur*. Signé : Royer. Angers, Mame, s. d. [H 2029 (36)].
- SAVARY. — *Mon examen de conscience sur le 18 brumaire (9 novembre 1799), par M. Savary, ex-membre du Conseil des Anciens au Corps législatif*. Paris, Barrois, 1819, in-8° (H 1642).
- TALOT. — *Discours de Talot sur le message du Directoire concernant l'assassinat des plénipotentiaires à Rastadt*. Angers, Mame, an VII, 4 p. (H 1560 (VIII, 24)).
- VIAL (J.-A.). — 1° *Causes de la guerre de la Vendée et des Chouans, et l'amnistie manquée par Jean-Antoine Vial*. Angers. Jahyer et Geslin, an III ; 2° *Ligue de l'amnistien Dealaunay contre un patriote, par Vial*. Angers, Jahyer et Geslin, an III, le tout en 1 vol. in-8° (H 1598).
- *Récit historique de ce qui s'est passé à l'attaque d'Angers par les brigands de la Vendée, les 13 et 14 frimaire*. Signé : J.-A. Vial. Angers, Mame, 7 p. [H 2028 (17) et H 2029 (1)].
- *Jean-Antoine Vial, procureur général, syndic du département de Maine-et-Loire au président de la Convention nationale, 25 frimaire, an II*. Angers, Mame (H 2029 (2)).

- VIAL (J.-A.). — *Les administrateurs du département de Maine-et-Loire à leurs concitoyens, 23 frimaire, an II*. Signé : Villiers, J.-A. Vial, Letourneau. Angers, Mame [(H 2029 (14)].
- *Fusillades, assassinats, etc., commis par l'armée terroriste dans le département de Maine-et-Loire, ou discours prononcé à la Société populaire d'Angers, suivi de pièces justificatives, par Jean-Antoine Vial*. Angers, Mame, s. d., in-8° [H 1560, IX (13) — H 2040]. B. N., Lb⁴⁰/₂₄₈₅.
- VIGER. — *Lettre de Louis-Sébastien Viger à ses commettants, 1792*. Angers, Jahyer et Geslin, in-4° [H 2029 (25)].
- *Motion à l'Assemblée de la milice angevine, 22 juillet 1789*. 7 p. in-8° [H 1560 (II, 2)].
- VILLIER. — *Les administrateurs du département de Maine-et-Loire à leurs concitoyens, 23 frimaire, an II*. Signé : Villier, Vial, Letourneau. Angers, Mame, in-4° [H 2029 (14)].

III. — CAHIERS, PROCÈS-VERBAUX, CORRESPONDANCE

1787

- Procès-verbal des séances de l'Assemblée générale des trois provinces de la généralité de Tours, tenue à Tours le 12 novembre 1787*. Tours, Auguste Vauquer, 1787, in-4°. B. A. [H 1811 (1), 1872 (5)].
- Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale d'Anjou*. Angers, Mame, 1787, in-4° [H 1811 (4), 1812 (1 et 2), 1872 (6)]. B. N., Lk¹⁵/₁₁.

1789

- PROUST (A.). — *Archives de l'Ouest. Recueil de documents concernant l'histoire de la Révolution (1789-1800)*, publié par Antonin Proust. Sér. A : Opérations électorales de 1789, n° IV : Anjou, Maine, Berry. Paris, Lacroix, Verbæckhoven, 1868. Gr. in-8°. B. A. (H 1992).
- LE MOY. — *Cahiers de doléances des corporations de la ville d'Angers et des paroisses de la sénéchaussée particulière d'Angers pour les États généraux de 1789*, publiés, annotés et précédés d'une introduction, par A. Le Moy. Angers, Burdin, 1915, 2 vol. in-8° (t. I Introd. CCLXV, 418 p. ; t. II, 838 p.). (Collection des documents sur l'histoire économique de la Révolution.)
- *Cahiers contenant les vœux des communes de la province d'Anjou*. Angers, Pavie, 1789, 51 p., in-8°. B. A. (H 1559 (XII, 14), 1560 (I, 8), 1561 (I, 3), 2023, 2034). B. N., Le²⁴/₁₂.
- UZUREAU. — *Cahier collectif de la sénéchaussée de Baugé. Andegaviana, 1904* (II, 169).
- *Cahier collectif de la sénéch. de Beaufort. Ibid., 1904* (II, 336).

- UZUREAU. — *Cahier collectif de la sénéch. de Château-Gontier. La Province du Maine* (août et septembre 1903).
- *Cahier collectif de la sénéch. de La Flèche, publié Revue histor. et arch. du Maine* (mars-avril 1903).
- *Procès-verbal des séances de l'ordre de la noblesse des sénéchaussées d'Angers, Beaufort, Baugé, Château-Gontier et La Flèche, après la séparation des ordres du Clergé et du Tiers-État, etc.* (18 mars 1789). Angers, Mame, 70 p., in-4° [H 2024 (1)].
- *Catalogue des gentilshommes d'Anjou et pays saumurois, qui ont pris part ou envoyé leur procuration aux assemblées de la noblesse pour l'élection des députés aux États généraux de 1789, publié d'après les procès-verbaux officiels, par MM. Louis de la Roque et Édouard de Barthélemy.* Paris, Dentu, 1864, 32 p., in-8° [H 2024 (2)].
- *Liste des principaux membres du clergé qui comparurent à l'assemblée baillia-gère tenue à Saumur, le 9 mars 1789.* Desmé de Chavigny, dans *L'histoire de Saumur pendant la Révolution*, pp. 311-323, d'après les A. N. B³/₁₄₀.
- *Assemblée de l'ordre de la noblesse de la sénéch. de Saumur et pays saumurois, tenue dans ladite ville relativement à la convocation des États généraux indiquée au 27 avril 1789 (9-28 mars 1789).* Saumur, imp. D. M. de Gouy, s. d., in-8°. B. N. Le²³/₁₇₁.
- *Cahiers de remontrances de l'ordre du clergé de la sénéchaussée de Saumur au roi, arrêtées le 27 mars 1789.* S. l., 1789, in-8°, pièce. B. N. Le²³/₁₇₁.
- *Cahier de la noblesse de la sénéchaussée de Saumur et pays saumurois, contenant les instructions et pouvoirs donnés à leurs députés aux États généraux.* S. l. n. d., in-8°, pièce. B. N., Le²⁴/₁₇₃.
- *Cahier de remontrances, plaintes et doléances de l'ordre du Tiers, du ressort de la sénéchaussée de Saumur et pays saumurois, arrêté le 26 mars 1789.* S. l., 1789, in-8°, pièce. B. N., Le²⁴/₁₇₅.
- *Procès-verbal de l'assemblée générale de la province d'Anjou, tenue le 6 octobre 1789 dans l'église des Prêtres de l'Oratoire de la ville d'Angers, concernant le remplacement de l'impôt du sel.* Angers, Pavie, 1789, 27 p. [H 1560 (II, 11).] B. N., Lk¹⁵/₁₂.

1790

- UZUREAU. — *Procès-verbal des séances tenues par les jeunes citoyens de Bretagne et d'Anjou, extraordinairement assemblés dans la ville de Pontivy, le 15 janvier 1790.* Paris, Veuve Baudouin, 46 p., in-8° (H 2185).
- *Procès-verbal de l'assemblée de la Bretagne et de l'Anjou, tenue à Pontivy, les 15 et autres jours de février 1790.* Paris, Desenne, 1790, 53 p., in-4° (H 2186). B. N., Lk²/₁₂₀.
- *Procès-verbal de l'assemblée des électeurs du département de Maine-et-Loire, commencée le 10 mai 1790 en la ville d'Angers.* Angers, Pavie, 1790, in-8° (H 2026), 2 ex.

1789-1791

UZUREAU (F). — *Correspondance de MM. les députés des communes de la province d'Anjou avec leurs commettants, relativement aux États généraux tenans à Versailles en 1789*. Angers, Pavie, 1789. 2 vol. dont 1 de tables. [Au commencement du premier volume : 1^o Liste alphabétique des noms de MM. les députés à l'Assemblée nationale ; 2^o Cahier contenant les vœux des communes de la province d'Anjou ; 3^o Adresse à la noblesse et au clergé de la province d'Anjou ; 4^o Plaintes et désirs des communes tant de ville que de campagne ; 5^o Doléances, vœux et pétitions pour les représentants des paroisses de... aux assemblées de la nation pour les États généraux, rédigés par un laboureur, un syndic et un bailli de campagne.] 1789 (H 2025). B. N. Lc²/145.

IV. — RECUEILS

Indépendamment des sources détaillées énumérées ci-dessus, la Bibliothèque d'Angers renferme, dans la série H, un nombre considérable de pièces diverses, relatives à la Révolution (opuscules, brochures, libelles, pamphlets, rapports, discours, extraits des registres des séances du département, etc.), rassemblées sans ordre déterminé dans de multiples recueils dont on trouvera l'énumération ci-dessous :

a) *Recueils de pièces se rapportant en partie à l'histoire de la Révolution en Anjou.*

H 1559. — 25 vol., petit in-8^o, 432 pièces.

H 1560. — 12 vol., in-8^o, 226 pièces.

H 1561. — 3 vol., in-8^o, 42 pièces.

H 1562. — 1 vol., in-8^o, 21 pièces.

H 1563. — 1 vol., in-8^o, 10 pièces.

H 1564. — 1 vol., in-8^o, 12 pièces.

H 1565. — 1 vol., in-8^o, 14 pièces.

H 1566. — 1 vol., in-4^o, 21 pièces.

H 1568. — Recueil d'affiches de l'époque révolutionnaire, 26 feuilles.

b) *Recueils de pièces se rapportant exclusivement à la Révolution en Anjou*
(306 pièces)

H 1567. — Opuscules moraux de L.-M. La Révellière-Lépeaux et de J.-B. Leclerc, in-8^o, 12 p.

H 2005. — 1 vol., in-8^o, 8 pièces.

- H 2028. — 1 vol., in-4°, 22 pièces. [Voir en particulier, n° 21 : *Récit du voyage des commissaires envoyés par le Directoire du département de Maine-et-Loire dans les districts de Saint-Florent, Cholet et Vihiers, par un témoin oculaire*. Angers, an IV, 12 pages. N° 22 ; — *Compte rendu par l'administration centrale du département de Maine-et-Loire, du 1^{er} brumaire, an IV au 1^{er} brumaire, an V*. Angers, Boutron, an V, 82 pages.]
- H 2029. — 1 vol, in-4°, 36 pièces. [En particulier, n° 12 : *Rapport du voyage des commissaires de la Société des Amis de la Constitution d'Angers au Club ambulante établi dans les Mauges*. Fait à la séance du 1^{er} avril, l'an IV de la Liberté, par L.-M. La Révellière-Lépeaux. S. l.]
- H 2030. — In-4°, 72 pièces.
- H 2031. — In-8°, 31 pièces. [En particulier sur la constitution civile du clergé : n° 4 inclus à 9 inclus, — sur les fêtes civiques : n° 23 inclus à 31 inclus.]
- H 2032. — In-8°, 19 pièces. [En particulier sur la constitution civile : n° 8, 9, 10, 16, 17.]
- H 2033. — In-8°, 16 pièces. [En particulier, n° 9 : Arrivée de la bannière de la liberté. Dép. de Maine-et-Loire, 27 juillet 1790, 8 pages.]
- H 2034. — In-8°, 17 pièces. [En particulier, n° 1 : Affaires de Bretagne. *La Sentinelle du Peuple*, par un propriétaire de la province de Bretagne, Volney ; n° 1 à 5.]
- H 2035. — In-8°, 7 pièces. [Recueils d'opuscules composés par J.-B. Cordier.]
- H 2036. — In-8°, 31 pièces. [Discours de Bénaben, Brevet de Beaujour, Delaunay, Milscent, Pilastre, etc.]
- H 2037. — In-8°, 18 pièces. *Ibid.*
- H 2038. — In-8°, 17 pièces.

V. — LITTÉRATURE, POÉSIES, PIÈCES DE THÉÂTRE

Avant 1789

- COLLOT-D'HERBOIS. — *Le Bon Angevin ou l'hommage du cœur*. Angers, Billaut, 1775, in-8°, 82 p. B. A. (SB 117).
- LECLERC. — *Mes promenades champêtres ou poésies pastorales*. Paris, Desenne, 1786, in-8°. Grav. de Longueil (B 2057).
- MÉVOLHON. — *Influence de la Révolution sur la langue et sur la littérature françaises*. Mame, 1791, 15 p. [Discours de distribution de prix à l'Oratoire, 1791] (H 3804, in-4°).
- PROUST (Joachim). — *Le triomphe de la Philosophie ou la réception de Voltaire et de Jean-Jacques Rousseau aux Champs-Élysées*, par Joachim Proust Angers, Pavie, 1789, 15 p. [H 1560 (t, 6).]

Depuis 1789

- CLAIRFONS. — *Le siège et la prise de Cholet ou la destruction des brigands de la Vendée* (pièce patriotique en prose et en un acte). Angers, Mame, an II, 28 p., in-8°. (*Rev. d'Anjou*, XVII, 1888, pp. 285-303, d'après la Bibl. du Sénat, n° 1034, 56^e carton, 62^e de la collection Pixéricourt.) Nous devons la communication de cette pièce à l'obligation de M. Manceau, sénateur de Maine-et-Loire.
- COQUILLE D'ALLEUDS. — *Le vieux bâtiment changé en bâtiment nouveau, ou le gouvernement monarchique changé en gouvernement républicain*. Signé : Coquille, septembre 1796. Pièce de vers [S 1260 (6).]
- *Hymne pour la fédération du 14 juillet 1792, l'an IV* [S 1261 (10).]
- *Hymne* (septembre 1796) [B 1260 (6).]
- GOSSEC. — *Cantiques des Parisiens, l'un en l'honneur des Angevins, l'autre en l'honneur des Angevines, par A.-F.-J. Gossec*. Chinon, Breton, s. d., 4 p. (composés en l'honneur du siège d'Angers, décembre 1793) [H 2037 (2).]
- GRILLE (Toussaint). — *Chants de triomphe pour l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français (pluviôse, an VII), par le citoyen Grille, professeur de belles-lettres à l'École centrale* (9 strophes avec refrain [B 1260 (8)].
- *Les Britanniques, odes par T. Grille*. (Ode de Rangeard, augmentée de 3 strophes, publiée dans les *Affiches*, 5 janvier 1798-16 nivôse, an VI) [B 1260 (8).]
- *Le Parterre ou le Triomphe de la Rose, par T. Grille* (ventôse, an VI) [B 1261 (11).]
- GRILLE (François). — *Idylle : Le sage Hylas à la jeunesse de son canton, par F.-G. Grille, élève du cours de belles-lettres à l'École centrale d'Angers*, 4 p. [B 1261 (12).]
- LECLERC. — *Idylles et contes champêtres*. Paris, Jansen, an VI, 2 parties en 1 vol., in-8° (B 2058).
- *De la poésie considérée dans ses rapports avec l'éducation nationale, par J.-B. Leclerc, député du département de Maine-et-Loire*. S. l., an II, 11 p. (H 1564 (3), in-8°, — H 1567 (6), in-8°).
- *Essai sur la propagation de la musique en France, sa conservation et ses rapports avec le Gouvernement*. Paris, Jansen, an VI (H 1567 (8), in-8°).
- MALINAS Antoine). — *Strophes sur la Révolution*. Angers, Jahyer, 8 p. [B 1261 (10).]
- PAPIN. — *Les Détenues du Calvaire d'Angers, ou la générosité récompensée par l'Amour, drame en 2 actes et en prose, par le citoyen Papin*. Angers, Mame, an V de la République (B 2253 (7), in-8°, — B 2352).
- RANGEARD. — *Épître à M. le duc de Praslin, président de l'Assemblée nationale d'Anjou*. Angers, Mame, 1797 [B 3337 (1).]

- RANGEARD. — *Dialogue en vers libres entre Henri IV et Sully, qu'on suppose se rencontrer près du Louvre au moment où les États généraux vont être assemblés* [B 3337 (2).]
- *Prière à Dieu pour être présentée au roi et à l'Assemblée nationale, 1789* [B 3337 (4).]
- *Ode contre l'intolérance en matière de religion et de culte*. Angers, Mame, s. d. [B 3337 (10).]

VI. — JOURNAUX D'ANGERS

Affiches d'Angers (1773-1800). Angers, Billaut, puis Mame, in-4°. — *Affiches annonces et avis divers d'Angers, capitale de l'apanage de M. le comte de Provence et de la province d'Anjou* (du 3 juillet 1773 au 29 décembre 1786). Angers, Billaut, puis Mame, 4 vol. in-4°. (H 5423). — *Affiches d'Angers* (A. D. de M.-et-L., sér. K, 26 liasses incomplètes, 1773, an XI). — *Affiches d'Angers ou Journal national de Maine-et-Loire*. Angers, 1791, in-4°. Année 1794 (n° 1, 10 nivôse, an II, 30 décembre 1793, à n° 132, quartidi ou 4^e jour supplémentaire de l'an II). Années 1794 (22 septembre à décembre 1794) et 1795 (janvier-22 septembre 1795, an III). B. N., Lc¹¹/₂₅ (2).

La collection complète des *Affiches d'Angers* existe à la bibliothèque du *Journal de Maine-et-Loire*, rue Chaperonnière, Angers. Elle a été mise gracieusement à ma disposition par le rédacteur en chef, M. Philouze.

La Sentinelle du Peuple, 5 numéros, 10 novembre-25 décembre 1788 (H 1559 (IV, 16) — H 2034).

L'Ami des indigents, par J.-B. Leclerc, numéro premier. Angers, Mame, 1789, 44 p., in-8° (B 3339).

Le Creuset, par M. Milscent, n° 1 à 24, 1791 (H 5341, in-8°).

L'Observateur provincial, années 1789-1791. Angers, Pavie, 1 vol. in-8° (H 5426, A. D., une liasse, 1791-1792). B. N., Lc²/₁₄₆.

Journal du département de Maine-et-Loire, par les Amis de la Constitution d'Angers (12 janvier 1791-12 janvier 1792). Angers, C. P. Mame, puis Pavie, 3 vol. in-8° (H 5427). B. N., Lc¹⁰/₂₂₉. Voir, Règlement de la Société des Amis de la Constitution établis à Angers. Angers, Pavie, 1791, 19 pages. Bibl. d'Ang. [H 1560 (III, 23)]; — B. N., Lb⁴⁰/₂₄₇₈.

L'Ami des Principes ou Journal du républicain impartial et juste (prospectus). Angers, Jahyer le jeune, s. d., 4 pages in-8°. (H 5428). *L'Ami des Principes*, etc... Angers, an V, in-8°. B. N., Lc¹¹/₂₅ (3).

Le Copiste fidèle, an VI. Angers, Veuve Pavie, in-8° (5 numéros). Ce journal fait suite à *L'Ami des Principes*, supprimé en ventôse, an VI. A. D., n° 1, quartidi 24 ventôse, an VI, à n° 5, 2 germinal, an VI.

- L'Ami de la Constitution de l'an III*, an VI. Angers, J.-L. Touvont, in-8°.
Suite du *Copiste fidèle* et de *l'Ami des Principes*. A. D., sér. K, n° 6 germinal, an VI à n° 13, 30 germinal, an VI.
- L'Ami de la Liberté, journal d'Angers*, an VII, an XI. Angers, Jahyer, 18 vol. in-8°. B. N., Lc¹¹/₂₅ (4).
- Journal du département de Maine-et-Loire*, an VI, an VIII. Angers, Boutron, 3 vol. in-8° (journal officiel du département). A. D., sér. K, 6 liasses incomplètes ; 1^{er} germinal, an VI à brumaire, an VIII.

VII. — ALMANACHS ET ANNUAIRES ANGEVINS

- Étrennes angevines, ecclésiastiques et civiles pour toute la province*, 1772 et 1773. Angers, Barrière et Billaut, 2 vol. in-12 (H 5506).
- Almanach de la province d'Anjou, apanage de Monsieur ou Étrennes angevines*, 1775-1790. Angers, Billaut et autres, 5 vol. in-12 et 11 vol. in-8°. Bibl. d'Ang. (H 5507). Année 1790. B. N., Lc²⁹/₁₂.
- Almanach du département de Maine-et-Loire*, 1792, 1793, 1797-1802. Angers, Mame, 9 vol. in-18 (H 5508). B. N., Lc³⁰/₂₅₀. An VII-an IX, 3 vol.
- Calendrier républicain du département de Maine-et-Loire*, 1793-1798. Angers, Mame, 4 vol. in-12 (H 5509).
- NOTA. — Une collection incomplète des almanachs de l'Anjou existe aux Archives départementales.

B) Sources imprimées sur l'époque révolutionnaire (1800 à nos jours)

I. — HISTOIRE POLITIQUE

- BAGUENIER DES ORMEAUX (H.). — *Un conventionnel choletais, Michel-Louis Talot, adjudant général*, 1755-1828. (*Rev. d'Anj.*, 5^e sér. XXI (1890), 1, pp. 192, 319 ; XXII (1891), 60, 170.)
- BLORDIER-LANGLOIS. — *Angers et l'Anjou sous le régime municipal, depuis leur réunion à la couronne jusqu'à la Révolution*. Angers, Cornilleau, 1843, in-8°, 407 p. (H 2006).
- *Angers et le département de Maine-et-Loire de 1787 à 1830*. Angers, 1837, 2 vol. in-8° (H 2007). B. N., Lk⁷/₂₇₄.
- *Autobiographie*. (*Rev. d'Anj.*, 4^e sér. I (1867), p. 191-202, mss 1076. B. A., Catalogue Lemarchand.

- *Introduction historique aux Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers*. (Publié dans : *Mémoires de la Soc. d'Agr., Sciences et Arts d'Ang.*, n° 1, novembre 1831, pp. I-xxj.)
- BODIN (J.-F.). — *Recherches historiques sur la ville de Saumur, ses monuments et ceux de son arrondissement*. Saumur, Degouy, 1812-1814, 2 vol. in-8°. (H 2122-2123). B. N., Lk²/121.
- *Recherches historiques sur l'Anjou et ses monuments : Angers et le Bas-Anjou*. Saumur, Degouy, 1821-1823, 2 vol. in-8°. Seconde édition, Angers, Cosnier et Lachèse, 2 vol. in-12. (H 2001-2002-2003).
- BODINIER (G.). — *Les élections et les représentants de Maine-et-Loire, depuis 1789 jusqu'à nos jours*. Angers, Grassin, 1887, in-8°. (SH 101-721). (*Rev. d'Anj.* États généraux et Assemblée constituante, 5^e sér. XII (1886), p. 277 ; Assemblée législative et Conv. nat. XIII (1886), p. 18 ; Directoire, p. 154) (SH 101-721.)
- BONNEMÈRE (E.). — *La Vendée en 1793*. Paris, Lacroix, Verbæckhoven et C^{ie}, 1866, in-12 (H 1583).
- BOUGLER. — *Mouvement provincial en Anjou en 1789*, avec en sous-titre : *Bibliographies des députés de l'Anjou, depuis l'Assemblée constituante jusqu'en 1815*. Paris, Didier, 1865, 2 vol. in-8°. (H 2022). (*Rev. d'Anj.*, 1^{re} sér. 1855-1856 ; 2^e sér. 1858-1859 ; 3^e sér. 1861-1862).
- BOURCIER (C.). — *Essai sur la Terreur en Anjou*. Angers, Barassé ; Paris, Didier, 1870, in-8°. (*Rev. d'Anj.*, 4^e sér. IV, V (1869) ; VI (1870) ; VII (1870-1871).
- BRUAS. — *Souvenirs de la Révolution en Anjou. La Société populaire de Saumur en l'an II et l'an III*. (SH 101-759). (*Rev. d'Anj.*, 5^e sér. VI (1883), pp. 217-245 ; VII (1883), pp. 1-24.)
- CHARDON (H.). — *Les Vendéens dans la Sarthe*. Le Mans, Monnoyer, 1873, 3 vol. in-12 (SH 114).
- DAUPHIN (V.). — *Archives Ponts-de-Céaises*. Première série : *La vie municipale aux Ponts-de-Cé sous l'Ancien régime et la Révolution (1474-1800)*. (*Rev. d'Anj.*, 5^e sér. (1919), pp. 177-196, 329-350 ; (1920), I, pp. 63-81, 157-177, 325-331) ; II, pp. 189-226.)
- DEBIDOUR (A.). — *Précis de l'histoire de l'Anjou*. Paris, Delagrave, s. d., in-8° (SH 1060).
- DENIAU (curé du Voide). — *Histoire de la Vendée*, 1878, 6 vol. in-8°. (SH 1070).
- DESMÉ DE CHAVIGNY (O.). — *Histoire de Saumur pendant la Révolution*. Vannes, Lafolye, 1892, in-8°, 353 pages. (Extrait de la *Revue historique de l'Ouest*.)
- DUFOUR (G.). — *Jean-Antoine Vial, citoyen de Chalonnès*. (Publié dans : *Rev. d'Anj.*, 5^e sér. (1922), 70^e année, pp. 5-53, 139-183, 271-321.)
- *Quelques idées de J.-B. Leclerc*. (Publié dans : *La Province d'Anjou*, 1^{re} année, n° 4 (1926), pp. 213-236.)

- GRILLE (F.). — *La Vendée en 93*. Paris, Chamerot, 1851-1852, 3 vol. in-8° (H 1581).
- *Introduction aux Mémoires sur la Révolution française ou Tableau comparatif des mandats et pouvoirs donnés par les provinces à leurs députés aux États généraux de 1789*, par F. Grille. Paris, Pichard, 1825, 2 vol. in-8° (H 1816). — Exemplaire avec additions autographes de l'auteur ; mss. n° 828, Lemarchand ; 928-29 Molinier.
- *Lettres, mémoires et documents publiés avec des notes sur la formation, le personnel, l'esprit du premier bataillon des volontaires de Maine-et-Loire, et sa marche à travers les crises de la Révolution française*. Paris, Amyot, 1850, 4 vol. in-8°.
- *L'émigration angevine*. Angers, Cosnier et Lachèse ; Paris, Édouard Legrand, 1840, 28 p., in-8° (H 2041). — Mss. 34 p. in-4°. 907 Catalogue Lemarchand ; 1057 Molinier.
- GUILLORY (Aîné). — *Notice sur le marquis de Turbilly, agronome angevin du XVIII^e siècle*. Angers, Cosnier et Lachèse, 1849, 73 p., in-8° (H 5076). Deux. éd., avec appréciations historiques et critiques par MM. E. Chevreul et P. Clément. Paris, Guillaumin, et Angers, Cosnier et Lachèse, 1863, in-12 (H 5077).
- MEYNIER (Albert). — *Un représentant de la bourgeoisie angevine à l'Assemblée nationale constituante et à la Convention nationale, L.-M. La Révellière-Lépeaux (1753-1795)*. Paris, Picard, 1905, 539 p. (SH 6308).
- POITOU. — *Les représentants du peuple en mission dans le département de Maine-et-Loire*. (*Rev. d'Anj.*, 1^{re} sér. II (1852), pp. 225-289.)
- PORT (C.). — *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire*. Paris, Dumoulin ; Angers, Lachèse et Dolbeau, 1878, 3 vol. gr. in-8° à 2 col., XLIX-812 p., 776 p. et 761 p. (ouvrage honoré par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, d'une médaille d'or en 1874 et du Grand prix Gobert en 1877) (H 2010).
- *La Vendée angevine. Les origines, l'insurrection (janvier 1789-mars 1793)*. Hachette, 1888, 2 vol. in-8°. (SH 2215). (Voir de la Sicotière, étude historique et critique sur cet ouvrage dans *Rev. d'Anj.*, 5^e sér. XVIII (1889), p. 61 et réplique de C. Port, *Ibid.*, 5^e sér. XVIII (1889), p. 171.)
- *La légende de Cathelineau*. Paris, Alcan, 1893, in-8°. (SH 3108).
- QUÉRUAU-LAMERIE. — *Notice sur les journaux d'Angers pendant la Révolution (1789-1800)*. (*Rev. d'Anj.*, 5^e sér. XXIV (1892), pp. 135-156 et pp. 298-322 (SH 102-335).
- *Opuscules sur la Terreur en Anjou : La justice révolutionnaire en Maine-et-Loire*, commission Parein-Félix. Angers, Grassin, 1912 (SH 6461 bis). — La commission Proust (SH 7069). — Les petites commissions militaires [1793 (SH 6461).] — Les fusillades du Champ-des-Martyrs (*Mémoire de l'abbé Gruget*) (SH 3234). — Les fusillades d'Angers et des Ponts-de-Cé, décembre 1793. Angers, Grassin, 1903 (SH 6052).

- RÉAU DE LA GAIGNONNIÈRE. — *La commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale d'Anjou* (1787-1790). Angers, Siraudeau, 1911, in-8°, 167 p. (thèse de droit) (SH 7507).
- SACHÉ (M.). — *La vie d'un homme obscur : Le citoyen Morainville*. (Rev. d'Anj., 71^e année, mars-juin 1922, pp. 133-151.)
- *Études sur les archives communales, précédée d'une bibliographie succincte de l'Anjou*. Angers, Paré, 1914, brochure in-8°, 32 p. (conférence faite à l'École normale d'Angers, 1914).
- UZUREAU (F.). — *Opuscules divers : Les divisions administratives de la province d'Anjou et du département de Maine-et-Loire*. (Publié dans : *Mémoires de la Soc. nat. d'Agric., Sciences et Arts d'Angers*, 1907.) — *Les divisions judiciaires, etc., idem*, 1908. — *L'Anjou en 1789 : divisions ecclésiastiques, militaires, judiciaires et administratives, ibid.*, 1909.
- *État du département de Maine-et-Loire en l'an 1800* (rapport du Préfet). [Étude fragmentaire publiée dans : Rev. d'Anj., 5^e sér. XL (1900), pp. 161-183.]

II. — HISTOIRE RELIGIEUSE

- BOURGAIN. — *L'Église d'Angers pendant la Révolution et jusqu'en 1870*. Angers, Germain-Grassin, 1899, in-8° (SH 4199).
- CHAMARD (Le R. P. dom François). — *Les Vies des saints personnages de l'Anjou*. Paris, Lecoffre. Angers, Cosnier, 1863, 3 vol. in-12 (voir t. III, *Les martyrs de la persécution française à la fin du XVIII^e siècle*, pp. 468-638) (H 3036). B. N., Ln⁴/13.
- COSNIER. — *Les Sœurs hospitalières de l'Anjou* (SH 1510).
- DENAI. — *Hugues Pelletier, évêque constitutionnel de Maine-et-Loire, 38^e prieur de Beaufort*. (Rev. d'Anj., 4^e sér. XII (1874), pp. 156-163.)
- GODARD-FAULTRIER. — *Le Champ-des-Martyrs*. Angers, Cosnier et Lachèse, 1852, in-18 (H 2072).
- LETOURNEAU. — *Histoire du Séminaire d'Angers depuis sa fondation, en 1659, jusqu'à son union à Saint-Sulpice en 1695*. Angers, Grassin, 1893, 2 vol. in-8°. *Histoire du Séminaire d'Angers, depuis son union à Saint-Sulpice en 1695 jusqu'à nos jours*. Angers, Grassin, 1895, 1 vol. in-8° (SH 102.465).
- MACÉ (abbé J.). — *Vie de Jeanne de la Noue, fondatrice des Sœurs de la Providence de Saumur*. Godet, 1845 (SH 3610).
- PIOLIN (Dom). — *Persécution endurée pendant la Révolution par les religieuses hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Beaufort*. (Rev. d'Anj., 4^e sér. IX (1872), pp. 178-305 ; X (1873), pp. 232-294.)

- QUÉRUAU-LAMERIE. — *Le Clergé de Maine-et-Loire pendant la Révolution*. Angers, Grassin, 1889, 276 p. (SH 4563). [Notes biographiques succinctes classées par communes.]
- RONDEAU (E.), chanoine. — *Histoire du monastère des Ursulines d'Angers, 1618-1910*. Angers, Grassin, 1911, in-8°. B. A. (SH 7539).
- TRESVAUX (abbé). — *Histoire de l'Église et du diocèse d'Angers*. Paris, J. Lecoffre ; Angers, Cosnier et Lachèse, 2 vol. in-8° (H 3319). B. N., Lk³/₇₄.

III. — ENSEIGNEMENT, LETTRES, SCIENCES ET ARTS

- BEAUREGARD. — *Ancienne Académie d'Angers*. (Rev. d'Anj., 1^{re} sér. (1853), II, pp. 575-580.)
- BÉRAUD. — *Le cabinet d'histoire naturelle d'Angers, son origine, ses progrès*. (Mémoires soc. d'Agr., Sciences et Arts d'Angers, 1850, 2^e sér. I, pp. 169-186.)
- *Établissements scientifiques et artistiques d'Angers*. (Ibid., 2^e sér. VII (1856), pp. 182-199.)
- BERNIER (H.). — *Notice historique sur le Collège de Beaupréau et sur M. Urbain Loir-Mongazon*. Angers, Cosnier et Lachèse, 1854, in-8°. (H 3813). (Rev. d'Anj., 1^{re} sér. (1853), I, pp. 107, 147 ; II, p. 273.)
- BOIS (B.). — *Recherches historiques sur l'enseignement primaire en Anjou. (Des origines à 1789)*. Angers, Grassin, 1909, in-8°, 122 p. — (Rev. d'Anj., 5^e sér. (1908), II, pp. 257, 357, 457 ; (1909), I, pp. 313, 513, 591 ; II, pp. 49, 225.)
- BOREAU (A.). — *Le Jardin des Plantes d'Angers et le Jardin botanique en Anjou*. (Rev. d'Anj., 1^{re} sér. (1852), II, pp. 37, 76.)
- BOUVET. — *Le Musée d'histoire naturelle et le Jardin botanique d'Angers*. (Bulletin de la Soc. d'Études scientifiques d'Angers (1886), XV, pp. 154-184.)
- CHÊNE (Arthur DU). — *Un petit collège avant et pendant la Révolution, 1682-1793*. [Rev. d'Anj., 5^e sér. I (1880), pp. 333, 463, 493 (70 pages).]
- CLÈRE (J.). — *Histoire de l'École de La Flèche, depuis sa fondation par Henri IV, jusqu'à sa réorganisation en Prytanée impérial militaire*. La Flèche, Jourdain, 1853, in-12 (H 3815).
- COUFFON (O.). — *Le Musée d'histoire naturelle d'Angers (1794-1905)*. Grassin, 1906, in-8°, 99 p. Extrait de la Rev. d'Anj. (SH 6617).
- *L'Amphithéâtre de Douces*. Laval, Goupil, 1913. Brochure illustrée, in-8°, 93 p.
- *Projet d'une école centrale supplémentaire à Saumur en 1793*. Brochure in-8°, 8 p. (Extrait du Bulletin de la Soc. des Lettres, Sciences et Arts du Saumurois, 1913) (SH 7960).

- DESMAZIÈRES. — *La géologie, la minéralogie et la paléontologie au Musée d'histoire naturelle d'Angers.* (Bulletin Soc. d'Études scient. d'Angers, 1897.)
- F'AYE (H.). — *L'Instruction publique avant la Révolution d'après des tableaux récents.* (Rev. d'Anj., 5^e sér. (1885), X, pp. 186-216.)
- JOUIN (H.). — *Musée d'Angers.* Angers, Lachèse, 1881, in-12, 306 p. (catalogue) (SH 2603).
- LENS (DE). — *Facultés, collèges et professeurs de l'Université d'Angers, du XV^e siècle à la Révolution française.* Angers, Baracé, 1876, 1 vol. in-8°, 320 p. B. A. (SH 100.834) Rev. d'Anj., 4^e sér. XIV et XV (1875); XVI (1876.) *Faculté des droits*, 4^e sér. XVII (1876); XIX (1877); XX et XXI (1878). *Faculté de théologie*, 4^e sér. XXII et XXIII (1879) [ouvrage très documenté].
- *Notice sur l'exercice et l'enseignement de la chirurgie à Angers, avant le XIX^e siècle* (H 3801 et S 2926), 30 p., in-8°; manuscrit 901, n° 6 (catalogue Lemarchand). (Extrait du Bulletin de la Soc. industrielle d'Angers, année 1841, n° 3.)
- QUÉRUAU-LAMERIE. — *Étude sur l'enseignement secondaire pendant la Révolution. Le Collège et les écoles d'Angers.* (Rev. de la Révolution, 1887, I, pp. 63-72 et 127-141.)
- *La Rossignolerie pendant la Révolution.* (Rev. d'Anj., 5^e sér. (1889), XVIII, p. 273 et XIX, p. 62 (SH 100979).
- *Notice sur l'enseignement primaire à Angers pendant la Révolution (1789-1800).* (Rev. d'Anj., 5^e sér. XXXIX (1894), pp. 128-142, 225-241; XXX (1895), pp. 28-44, 353-370; XXXI (1895), pp. 64-74, 198-213 (SH 102876)
- *Notice sur le théâtre d'Angers (1755-1825).* (SH 101829), in-8°, 280 p. (Voir 1^{re} et 2^e parties : *Le théâtre d'Angers de 1755 à 1791, et de 1791 à 1800*, 171 p.) (Publié dans Rev. d'Anj., 5^e sér. XII (1886) pp. 165, 306; XIII (1886), pp. 51, 138, 350; XIV (1887), pp. 145, 322; XV (1887), pp. 63, 197, 300; XVI (1888), pp. 102, 181, 330; XVII (1888), pp. 97, 285; XVIII (1889), p. 115.)
- SÉCHÉ (L.). — *Volney (1757-1820). Étude suivie du pamphlet de Volney. La Sentinelle du Peuple* (documents inédits), in-8°, Paris, Lechevalier, 1899.
- SOLAND (DE). — *Étude sur le théâtre angevin.* (Rev. d'Anj., 1^{re} sér. (1855), II, pp. 197-231.)
- SPAL. — *Les cahiers de doléances et l'Instruction primaire en Maine-et-Loire en 1789.* (Bulletin de la Soc. Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Cholet, 1893, pp. 71-93; 1894, pp. 71-88.) (SH 499).
- TAVERNIER (L.). — *Le Musée d'Angers. Notes pour servir à l'histoire de cet établissement.* (Extrait du Journal de Maine-et-Loire.) Angers, Cosnier et Lachèse, 1855, in-8°, 58 p. (H 4375).

- URSEAU (Ch.). — *L'Instruction primaire avant 1789 dans les paroisses du diocèse actuel d'Angers*. Angers, 1890, in-12. Paris, Picard, 1895, 244 p. Étude suivie d'un volume de documents inédits, avec gravures. Paris, Picard, 1893, in-8°, 142 p. (Ce dernier volume a été publié par la *Rev. d'Anj.*, 5^e sér. XXIII (1891), pp. 133, 309 ; XXIV (1892), pp. 63, 165, 323 ; XXV (1892), p. 52.) B. A., SH 3057 (101 981²) in-8°.
- UZUREAU (F.). — *L'Enquête scolaire de l'an IX dans le département de Maine-et-Loire et les arrondissements de Château-Gontier et de La Flèche*. Angers, Lachèse, 1898, in-8°, 27 p. (SH 4470).
- *Ancien collège de la province d'Anjou*. Angers, Siraudeau, 1901, in-8°, 42 p. (SH 4814 bis).
- *L'enseignement secondaire en Anjou. Programmes, prospectus et réclames, XVIII^e siècle*. Angers, Grassin, 1905, in-8°, 79 p. (SH 5620).
- *Un collège de province au XVIII^e siècle : Beaupréau*. Opuscule (SH 48 14).
- *Ancienne académie d'Angers. Les dernières séances publiques avant la Révolution* (SH 4469).
- Sans nom d'auteur*. — *Centenaire de l'École de Médecine d'Angers* (2 juin 1897), Angers, Grassin 1897 134 p. (SH 3887).
- *Centenaire de l'École de Médecine et de Pharmacie d'Angers* (1807-1907), Angers, Germain et Grassin 1907 (SH 6891).

IV. — BULLETINS ET REVUES

- Bulletin départemental de l'Instruction primaire de Maine-et-Loire*, 1^{re} sér., n° 1, p. 65. (Notes sur l'enseignement primaire en Anjou, avant 1789 : *Arrondissement de Cholet*, n° 43, mars 1875, pp. 415-30. — *Baugé*, n° 45, mai 1875, pp. 460-462. — *Segré*, n° 47, août 1875, p. 491-95 ; n° 48, septembre-octobre 1875, pp. 519-24 ; n° 52, pp. 575-76. — *Saumur*, n° 51, février 1876, pp. 553-56 ; n° 52, pp. 571-74.) P. S. — Travail fait d'après une circulaire de J. Simon, 4 mai 1873, à propos d'une demande de renseignements concernant l'histoire de l'enseignement primaire avant 1789. Le travail de J. Spal, inspecteur primaire de l'ar. de Cholet mérite seul d'être retenu et a été publié dans le *Bulletin* avec tirage à part de 30 exemplaires. (Archives de l'Inspection académique d'Angers.)
- Bulletin historique et monumental de l'Anjou*, par M. Aimé de Soland. 1^{re} sér. (1852-1858). Angers, Barassé, puis Lainé, 5 t. en 3 vol. in-8°. — 2^e sér. (1859-1870). Angers, Barassé, puis Lachèse, Belleuvre et Dolbeau, 6 vol. in-8°. — Nouvelle série (1870-1871). (H 5442-5443). B. N., Lc⁹/₁₃, (Année 1853, 9 numéros en un vol. in-8°.)

- Bulletin de la Société industrielle d'Angers, du département de Maine-et-Loire, 1830-1868.* Angers, L. Pavie, puis Cosnier et Lachèse ; t. I à XXXIX, in-8°. [(Études diverses, Leclerc-Guillory : *Sur le marquis de Turbilly* ; de Lens : *Sur l'enseignement de la chirurgie à Angers* ; Cosnier : *Notice sur feu Grille, bibliothécaire honoraire de la ville d'Angers* (1851) ; Boreau : *Notice sur le Jardin botanique* (1851) etc.] B. A. (H 3746).
- Bulletin de la Société de Médecine d'Angers, fondée en germinal, an V (1792).* Nouvelle série, années 1854-1868. Angers, Cosnier et Lachèse, 5 cahiers in-8° (H 3754).
- Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers, 1830-1869.* Angers, Pavie, puis Cosnier et Lachèse, 26 t. in-8° (1^{re} sér., 6 vol. ; 2^e sér., 8 vol. ; nouv. période, 12 vol.) (H 3737).
- Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers, commission archéologique. Procès-verbaux et nouvelles (1846-1855).* Angers, Georges Pignet, puis Cosnier et Lachèse, in-8° (H 3738).
- Société impériale d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers. Commission archéologique. Répertoire archéologique de l'Anjou, 1858-1869.* Angers, Cosnier et Lachèse, 11 vol. in-8° (H 3739). B. N., Lj⁵/₄ (Angers, 1859, in-8°). [Ne contient qu'un petit nombre d'articles sur la Révolution.]
- Revue de l'Anjou.* Angers, Cosnier et Lachèse puis Germain et Grassin (années 1852-décembre 1922. (H 5438 à 5449 pour les années 1852 à 1862 et supplément dans la salle de lecture.) B. N., Lc⁹/₁₂ (1852-1863, in-8°). [Publication d'une importance exceptionnelle, par la valeur de ses articles et par sa durée] (71 années). On trouvera chaque fois, au cours de cet ouvrage, la référence précise concernant les articles empruntés à cette revue.
- NOTA. — 1^{re} sér. *Revue de l'Anjou et de Maine-et-Loire, 1852-1856*, 9 vol. in-8° ; 2^e sér. *Revue de l'Anjou et du Maine, 1857-1860*, 6 vol. in-8° ; 3^e sér. *Revue de l'Anjou et de Maine-et-Loire, 1861-1862*, 4 vol. in-8° ; 4^e sér. *Revue historique, littéraire et archéologique de l'Anjou, 1867-1880*, 24 vol. in-8° ; 5^e sér. ou nouvelle série, *Revue de l'Anjou*, depuis le premier vol. (1880, mai-décembre), et à raison de 2 t. par année, jusqu'en décembre 1922. Avec un volume de tables, par A. Planchenault, pour les années antérieures à 1894, 182 p. in-8° (Angers, Grassin, 1894).
- L'Anjou historique.* Angers, Schmit et Siraudeau, puis Siraudeau. Directeur : chanoine F. Uzureau. — Revue fondée en juillet 1900, paraissant tous les deux mois, puis tous les trois mois et formant un tome par an, 27 vol. in-8°. Supplément à part depuis 1904, intitulé *Andegaviana*, 25 séries in-8°. (Voir collection complète, B. A.) (SH 5308 et SH 7265).
- La Province d'Anjou.* Angers, Grassin et Richou, Éditions de l'Ouest. Fondée le 1^{er} janvier 1926 par la *Société des Amis du Vieil Angers et de l'Anjou*. (Voir statuts, n° 1, pp. 63-67), 4 fasc. par an (SH 9075). Paraît devoir faire suite à la *Revue de l'Anjou* (SH 9075).

III. — SOURCES MANUSCRITES SPÉCIALES A L'ANJOU

Les sources manuscrites sont tirées en majeure partie des *Archives départementales*. On en trouvera ci-dessous l'énumération détaillée d'après l'*Inventaire sommaire* mis gracieusement à notre disposition par l'archiviste, M. M. Saché. Elles sont complétées à l'aide des *Archives nationales*, où nos trop courtes recherches ont été facilitées par les précieuses directions de M. Anchel. Enfin, on trouvera à la suite, la liste des principaux registres consultés aux *Archives municipales de la ville d'Angers* ; celle des *manuscripts de la Bibliothèque d'Angers* et l'indication de deux sources particulières, l'une appartenant à la *Bibliothèque de Nantes*, l'autre à la *Bibliothèque du Sénat*.

Cette bibliographie renferme sans doute des lacunes ; nous croyons pouvoir avancer qu'elle contient les sources essentielles se rapportant à notre sujet.

A) Archives départementales

Série B. — CAHIERS DE 1789

Cahiers des paroisses de la Sénéchaussée particulière d'Angers (2 liasses). — *Cahier* contenant les vœux des cinq sénéchaussées de la province d'Anjou (19 mars 1789) (2 exemplaires). — *Procès-verbaux* d'élection des députés de la Sénéchaussée particulière de Saumur.

(Voir pour la nomenclature des procès-verbaux et autres pièces intéressant la Sénéchaussée particulière d'Angers, LE MOY, *Cahiers de doléances*, t. I, *Intro.*, pp. CCL-CCLI.)

Série C. — COMMISSION INTERMÉDIAIRE D'ANGERS, CARTONS 164-215 (41 dossiers)

Plus particulièrement :

- C 164. — Procès-verbaux des assemblées provinciales de Tours et d'Angers.
- C 165. — Règlement du 18 juillet 1787, pour la formation et composition des Ass. prov. qui auront lieu dans la généralité de Tours.
- C 166. — Registre des procès-verbaux des séances et délibérations de la Commission intermédiaire de l'Anjou.
- C 185 à C 189. — Organisation des municipalités.
- C 190 à C 193. — Statistique des paroisses en réponse aux questions posées aux municipalités par les syndics de la Commission intermédiaire.
- C 213. — Dix pièces papier, sur les Sourds et Muets d'Angers (1787-1790).
Une partie de ces documents existe imprimée. Savoir :
Procès-verbal des séances de l'As. générale des trois provinces de la généralité de Tours. Tours, Vauquer, 1787. (Voir un exemplaire : A. D. C 164.)

Procès-verbal des séances de l'As. prov. d'Anjou. Angers, Mame, 1787, in-4^o, 51 p.

Second procès-verbal de l'As. prov. d'Anjou. Angers, Mame, 1787, in-4^o, 75 p.

NOTA. — Ces deux procès-verbaux brochés, sont aux A. D. C 164.
— Un exemplaire relié est à la B. A. (H 1812). *Ibid.*, B. N. Lk¹⁶/11. —
Un exemplaire du *Premier procès-verbal* est aux A. N. : C 1¹⁷/12, carnet
C+ III 12.

Série D. — UNIVERSITÉS, FACULTÉS, COLLÈGES, SOCIÉTÉS ACADÉMIQUES

La série D renferme :

- 1^o Les Conclusions de l'*Université d'Angers*, D 1 : petit in-f^o, papier 156 f. (1711-1719); — D 2 : 156 f. (1761-1765); — D 3 : 215 f. (1765-1774); — D 4 : 31 f. (1778-1779) (incomplet); — D 5 : 89 f. (1786-1791);
- 2^o Les *Statuts et règlements divers* : reg. des recettes et dépenses, D 6-12;
- 3^o *Nations*. D 13-18 (Nation de Bretagne); — D 19 (Nation de Bretagne);
- 4^o *Facultés*. D 20-21 (F. des Arts); — D 22-24 (F. de droit); — D 25-30 (F. de médecine); — D 31 (F. de théologie);
- 5^o *Collèges*. D 32-38 [documents très incomplets] :
- D 32. — *Champigné* (un carton, 10 pièces papier, 1631-1790). Voir : 1^{er} oct. 1790, déclaration des charges et revenus d'après le sieur Camus, curé de Champigné [Bachelot était alors principal].
- D 33. — *Marigné* (carton, 2 pièces parchemin, 1 pièce papier, 1610-1684).
- D 34. — *Beaufort* (1 pièce papier). Procès-verbal de l'Assemblée générale des habitants de la ville de Beaufort, pour la création d'un collège, 25 janvier 1577.
- D 35-36. — *Doué*. Voir en particulier D 35, reg. in-f^o, 55 feuilles (1763-1776), 23 feuillets remplis, contenant les procès-verbaux des délibérations pour l'administration dudit collège, tenus conformément à l'article 7 de l'édit portant règlement pour tous les collèges du royaume qui ne dépendent pas de l'Université.
- D 37. — *Grez-Neuville* (96 f. papier, 4 pièces parchemin, 1592-1732).
- D 38. — *Saumur* (2 pp. 1785). Copies, 1^{er} juillet 1785 : traité entre la ville et Blondeau, prêtre-vicaire de la par. Saint-Nicolas de cette ville, pour la tenue du collège, 8 p. mss.

Série H. — FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES (une liasse non classée).

(Documents sur les Écoles des Frères des Écoles chrétiennes à Angers, 1741-1806.)

Série L. — ADMINISTRATION (1789-an VIII)

L 9-12. — *Procès-verbaux du Conseil général* (28 juin 1790-21 juin 1793)

L 9. — Session préliminaire (28 juin-14 juillet 1790) : pr.-verb. 1^{re} session, 48 p., in-f^o ; pr.-verb. des séances du cons. gén., 95 p. — Session de 1790 : proc.-verb. (3 novembre-14 décembre 1790), 76 feuillets. — Session 1791 (15 novembre 1791-15 décembre 1791). — Session du 6-10 juillet 1792.

L 10. — Session du 18 juillet au 26 novembre 1792.

L 11-12. — 3^e session de 1792 (10 décembre 1792-9 janvier 1793). — 1^{re} session de 1793 (18 janvier-21 juin 1793). — Session ordinaire de 1793, an II (en déficit).

NOTA. — Les procès-verbaux des sessions de 1790-1791 se trouvent aux A. N. F¹ C¹¹¹ M.-et-L. 5 (comptes rendus administratifs 1791-frimaire an III).

Les A. D. contiennent le procès-verbal imprimé de la session du 15 novembre au 15 décembre 1791. Angers, Mame, 1791, 223 p. in-4^o.

[A consulter pour les questions intéressant la vie intellectuelle et scolaire : Jardin botanique, Sourds et Muets, Médecine obstétricale, Bibliothèque, lois sur les Congrégations enseignantes, ventes fautives des biens d'écoles, etc.]

L 68-104. — *Procès-verbaux du directoire exécutif*

L 68-71. — *Époque de la Constituante* (15 juillet 1790-30 septembre 1791). [Voir en particulier L 68 : Inventaires, premières ventes, Sourds-Muets, serments, etc.]

L 72-76. — *Législative* (30 septembre 1791-20 septembre 1792) (divers).

L 77-80. — Proc.-verb. du directoire du district jusqu'à la fin de 1793. [Voir en particulier pour l'affaire de la *Rossignolerie* s. 20 juin 1792.]

L 81-87. — *Époque de la Terreur et réaction thermidorienne.*

[En particulier, L 81 : application de la loi scolaire du 29 frimaire an II ; et L 84 : installation des nouvelles administrations de district après le 9 thermidor an II ; application de la loi scolaire du 27 brumaire an III.]

L 87-104. — *Directoire* (27 octobre 1795-5 brumaire, an IV à 9 novembre 1799-18 brumaire, an VIII. [A voir pour les questions scolaires, les fêtes décadaires ; l'École centrale, etc.]

L 155-306. — *Correspondance*

Les nombreux dossiers de la Correspondance constituent une source précieuse pour la documentation générale de 1791 à l'an VIII. On trouvera

ci-dessous l'analyse méthodique et succincte de ceux de ces dossiers qui intéressent spécialement cette étude.

- L 156. — *Correspondance générale des administrateurs du département avec le directoire exécutif.*

1^{er} reg., 16 brumaire, an IV-16 frimaire, an V.

2^e reg., 24 pluviôse, an V-18 vendémiaire, an VI.

[A voir pour l'état politique et social du département en l'an V et en l'an VI sur l'École centrale, le Jardin botanique, l'École de Médecine, etc.]

- L 157-158. — *Correspondance ministérielle de M. le Procureur général syndic.*

11 registres du 10 février 1791 au 8 germinal, an VIII.

[Correspondance d'un très grand intérêt. Voir en particulier, 7^e reg., Correspondance ministérielle et avec le Directoire (22 vendémiaire, an V-16 ventôse, an V), et 9^e reg. (29 brumaire, an VI-4 ventôse, an VI), École centrale, École de médecine, calendrier républicain, comptes décadaires, etc.]

NOTA — Voir aux A. N., F¹ C^{III} M.-et-L. 1-5-6-9-10-11-13.

- L 159. — *Correspondance du ministre de l'Int. avec les administrateurs du dép.* (Correspondance reçue ou « passive ».) Un dossier, 1790, an VIII. [A voir pour la documentation générale.]

- L 160. — *Correspondance générale de l'administration départementale avec le ministre de l'Int.* (brumaire, an IV-frimaire, an VI), 8 cahiers in-f^o.

[A consulter pour les écoles primaires, école centrale et ses annexes, les fêtes décadaires, etc.]

- L 183. — *Correspondance ministérielle, bien public*, 2 reg. (9 fructidor, an V. 6 germinal, an VIII).

[Comme ci-dessus.]

- L 184. — *Inscription analytique de la correspondance reçue.* Bureau du bien public (20 février 1792-13 germinal, an VIII), 6 registres.

[Véritable répertoire : à consulter pour l'énumération de toutes les questions intéressant la vie intellectuelle et scolaire en Anjou sous la Révolution.]

- L 192-193. — 1 dossier, *Corresp. générale du procureur général syndic du dép. avec ses collègues de district*, 6 reg. (1791-an IV). [Copies diverses se rapportant à l'adm. départementale, à l'évêque constitutionnel, etc.]

- L 194-213. — *Correspondance du pr. gén. syndic du dép. avec les administrations des districts et avec les particuliers, l'évêque, la municipalité d'Angers*, etc. (décembre 1790-an IV).

- L 194. — District d'Angers, 4 vol. mss. brochés (3 décembre 1790-2 ventôse, an IV). [Voir en particulier, 1^{er} et 2^e reg. : correspondance avec l'évêque sur l'adm. du diocèse, presbytères, églises, pensions, paroisses provenant des autres diocèses, cérémonies cultuelles, etc. quelques copies sur les Frères, les sourds-muets, les prestations de serments, etc.]

- L 197-198. — District de Baugé (7 décembre 1790-12 fructidor, an IV).

- L 199-201. — District de Châteauneuf (21 décembre 1790 à 1793).

- L 202-203. — District de Cholet (13 décembre 1790-28 février 1793).
 L 204-205. — District de Saint-Florent (13 décembre 1790 à 1793).
 L 206-206 bis-207. — District de Saumur (13 décembre 1790-17 germinal, an IV).
 L 208-209. — District de Segré (7 septembre 1791-13 pluviôse, an V).
 L 210-213. — District de Vihiers (14 décembre 1790-26 prairial, an V).

[Pour chacun des cantons, la correspondance est composée uniformément :

- 1^o des registres, copies de lettres du pr. gén. syndic ;
- 2^o de liasses concernant les réponses des districts.

A voir, pour les questions financières, les réquisitions émanant du comité de S. P., les serments des prêtres, les mesures contre les prêtres réfractaires, etc.]

- L 215. — *Correspondance générale du commissaire central du département avec les commissaires cantonaux (parquet ou secrétariat), 11 germinal an IV-8 germinal, an VIII.*
 1^{er} reg., 11 germinal, an IV-30 pluviôse, an V.
 2^e reg., 11 ventôse, an V-13 brumaire, an VII.
 3^e reg., 14 brumaire, an VII-8 germinal, an VIII.

[La correspondance du commissaire *Monnier* (11 germinal, an IV-9 vendémiaire, an VI), ne renferme que des circulaires sans grand intérêt, se rapportant à des mesures de police et de surveillance. Par contre, la correspondance du commissaire *Moreau* (9 vendémiaire, an VI-5 messidor, an VII), renferme des circulaires morales et philosophiques, des instructions sur l'envoi des comptes décadaires, etc. La correspondance du commissaire *Guillou* (6 messidor an VII-8 germinal an VIII), renferme quelques circulaires importantes, en particulier : 1^{er} prairial, an VII et 11 thermidor, an VII : *A tous les commissaires du Gouvernement sur le concours des autorités*, etc.]

- L 221 bis. — *Correspondance du commissaire exécutif du dép. avec les adm. mun. du ci-devant dist. d'Angers, an IV-an VIII* (1 dossier).
 L 221 ter. — *Correspondance du directoire exécutif du dép. avec les adm. mun. des ci-devant dist. de Baugé, Châteauneuf, Cholet, Montglonne et Segré* (1 dossier).

[Les deux dossiers L 221 bis et L 221 ter, renferment une correspondance précieuse sur l'application des lois à l'époque du Directoire, dans chacun des cantons du dép. On en trouvera de nombreux extraits au cours de cet ouvrage.]

- L 222-306. — *Département, secrétariat, correspondance des agents exécutifs cantonaux, an IV-an VIII.*

[Les 84 dossiers L 222-306, classés par ordre alphabétique (canton d'Allonnes à canton de Vernail), constituent le complément de L 221 bis et L 221 ter. A voir, pour la situation politique de chaque canton sous le Directoire.]

L 1311-1319. — (*Un carton.*) *Sociétés populaires.*

[A voir pour le registre de la Société populaire de Durtal. Ne renferme que des renseignements très incomplets sur les autres sociétés populaires du dép.]

LT 909-943. — *Instruction publique*, 3 dossiers LT 909-922; — LT 923-928; — LT 929-943.

Ces trois dossiers consacrés à l'Instruction publique et auxquels nous avons fait de nombreux emprunts, peuvent être classés par matière, de la manière suivante :

Instruction primaire : n^{os} 924-934. — [Voir en particulier, 926-927 et 929 sur l'application de la loi scolaire de brumaire, an III.]

Instruction supérieure : n^{os} 917-923. — [Voir en particulier 917, École centrale d'Angers; — 922, École centrale de Saumur; — 923, Éc. cent. des autres dép.]

Instruction secondaire : n^o 914.

Écoles professionnelles et spéciales : n^{os} 909-913.

Bibliothèques et musées : n^{os} 915-916.

Sociétés savantes : n^{os} 935-936.

Antiquités, monuments : n^{os} 939-940.

Imprimeries, librairies : n^{os} 937-938.

Théâtres : n^{os} 941-943.

L 11. — *Districts* (1790-1795)

District d'Angers. — L 11. *Reg. du district* (juin 1790-26 octobre 1795), 8 registres.

[Voir en particulier, 5^e reg. *Bureau du bien public* (3 nivôse, an III-21 brumaire, an IV 23 décembre 1794-12 novembre 1795). N^{os} 12, 239, 293, dépenses diverses concernant le Jardin botanique, majoration du salaire des jardiniers par suite de l'augmentation du prix des subsistances, etc. — N^o 73 (24 ventôse, an III), hospitalisation aux Incurables de la citoy. Michelle Geslin « c. d. maîtresse d'école » rue des Petits-Ponts; — et n^o 271, de la citoy. Marie de Moneton, « 50 ans maîtresse d'école », etc.]

L 11/M 16 bis à 22. — *Rapports décadaires.* [En particulier 16 ter, sur les fêtes publiques dans le district.]

L 11/T 104 et 105 : 2 dossiers. — 104 : élection des Instituteurs communaux, procès-verbaux an II. — [A voir en particulier pour Blaison. 105 : élèves des l'École de Santé, de l'École de Mars, de l'Éc. d'Alfort, etc. (an II-an III). Bibl. : Jardin botanique, collections de sciences et arts (1790-an III).]

District de Saumur. — L 11. *Reg. du district.*

[En particulier, L 11, 25-29 et 30. 3 reg. de *correspondance*. Copie des lettres écrites par le dist. (15 brumaire an II-brumaire, an IV. L 28, reg. destiné à inscrire les *proc.-verb.* dressés par l'agent national près le dist. révol. et régénéré de Saumur, commencé le 25 prairial, an II, 16 p. mss.

signé Riffault, agent national. L 11, 32, reg. journal de l'agent national près le district de Saumur, 392 p. (6 germinal, an II- 2 brumaire, an IV. A voir, pour l'application des lois scolaires de frimaire an II et brumaire, an III.)

L 11/T 167-178.

[Dossiers renfermant de nombreux documents sur l'instruction primaire (167-168-169), l'instruction secondaire et supérieure (169 *bis* a 177) : collège, École normale, École de Santé, École de Mars, etc. ; (178), Bibliothèques et musées.]

District de Baugé. — L 11. *Registres* (3 registres des délibérations) (12 juillet 1790-7 frimaire, an IV ; 246 p., 294 p., 295 p.).

[A voir pour le collège : s. 15 décembre 1790, la Providence ; s. 21 septembre 1791, la bibliothèque districale ; s. 2 nivôse, an II, etc.]

L 11/T. *Dossier* 31.

[Nombreux documents sur l'application des lois scolaires de frimaire, an II et brumaire, an III. En particulier : L 11 /T . *Reg. des opérations du jury d'instruction*, loi du 27 brumaire, an III.]

Districts de Châteauneuf, Segré, Saint-Florent, Cholet, Vihiers.

[Voir en particulier : *Châteauneuf* (L 11/T, traitement des instituteurs, nivôse-fructidor, an II). — *Segré* (reg. des délib., 4 nivôse, an II-14 frimaire, an IV, 352 feuillets, à consulter pour la chouannerie dans le dist.). — *Saint-Florent* (proc.-verb. des délib. du dist. tenues à Angers, 22 mai 1793 à frimaire, an IV, 67 p.). — *Cholet* (reg. des délib. du dist. réfugié à Angers au couvent des Cordeliers, 18 mai 1793-24 floréal, an III). — *Vihiers* (reg. de correspondance du dist., 1^{er} nivôse, an II-11 vendémiaire, an III, porte à la première page cette mention : « Commencé à l'époque du 1^{er} nivôse, an II, république française une et indivisible, jour de sa rentrée et réunion à Vihiers, après 9 mois d'exil. Vive la République ! »)]

L 111. — Cantons

Registres des délibérations des municipalités de canton sous le Directoire, an IV-an VIII.

[A voir pour la vie particulière de chacun des 70 cantons du département. Documentation qui complète la correspondance du commissaire exécutif du département avec les administrations municipales (L 221 *bis* et 221 *ter*) et la correspondance des agents exécutifs cantonaux avec le département (L 222-306.)

[Voir en particulier, *parmi les cantons républicains, Baugé* : application du calendrier républicain, fêtes décadaires en l'an IV et en l'an VII, discours de Papin, professeur à l'Éc. cent. à la fête de l'Agr., 10 messidor, an IV ; écoles primaires (1^{er} *reg. délib.*, 13 frimaire, an IV-21 vendémiaire, an V ; — 2^e *reg.*, 11 floréal, an VII-1^{er} prairial, an VII). — *Blaison* (c. d. district d'Angers) : continuité et éclat des fêtes décadaires, présence des

instituteurs et des élèves, de l'an IV à l'an VIII (reg. non paginé, 20 nivôse, an IV-19 prairial, an VIII). — *Montreuil-Bellay* (c. d. district de Saumur) : continuité de la vie républicaine, application des lois scolaires et du culte décadaire de l'an IV à l'an VIII, tolérance religieuse, serment des religieuses de l'Hospice, 20 vendémiaire, an VI ; célébration du culte catholique, prestation de serment du curé Cercler de Rillé, 18 thermidor an VI — (2^e carton : *reg. de corresp.*, 17 pluviôse, an IV-14 frimaire, an VIII. — *Reg. délib.*, 7 pluviôse, an IV-30 prairial, an V ; 10 messidor, an V-3 brumaire, an VIII].

[Voir en particulier *parmi les cantons des Mauges et du Segréen* : *Montrevault* (c. d. district du Montglonne), situation matérielle après la guerre de Vendée (s. du 20 thermidor, an VI) ; infractions au décadi (s. 21 frimaire, an VI) (*reg. délib.*, 6 vendémiaire, an VI-16 vendémiaire, an VII). — *Montfaucon* (c. d. district de Cholet), « non paiement des impôts », 12 floréal, an VII (2^e *reg. délib.*, messidor, an VI-2 thermidor, an VII). — *Le Lion-d'Angers* (c. d. district de Segré) un dossier : faits de chouannerie en l'an VII].

Série Q. — BIENS NATIONAUX

Les dossiers de la série Q sont classés méthodiquement ainsi qu'il suit :

- Q 1, *Instructions générales*. [A voir pour l'ensemble de la question].
 Q 11, § 1^{er}, *Estimation* : n° 1 à 120 (1^{re} et 2^e origines) : a) 1790-an IV (n°s 1-69), un dossier par district avec ordre alphabétique de communes dans chaque district ; — b) an IV-1839 (n°s 70-107), estimation par le département avec classement par dates et numéros ; — c) états collectifs, relevés, etc. (n°s 108-120).
 Q 11, § 1^{er}-2, *Soumissions* : n° 121 à 210 (1^{re} et 2^e origines) : a) 1790-an IV (n°s 121-157), soumissions par districts, des municipalités et des particuliers ; — b) an IV-1839 (n°s 158-194), soumissions par le département, registres (n°s 158-183), répertoires (n°s 184-194) ; — c) soumissions annulées (n°s 195-210).
 Q 11, § 1^{er}-3, *Ventes* : a) par districts (n°s 211-390) ; — b) par département (n°s 391-432).

Nous nous sommes reporté spécialement *pour la vente des biens d'écoles par les districts*, aux tables par noms de communes : *Dist. d'Angers* : n° 299 (table du 9 décembre 1790 au 6 brumaire an IV). — *D. de Baugé* : n° 324 (janvier 1791, an III). — *D. de Châteauneuf* : n° 363. — *D. de Cholet* : n° 365 (états ou tableaux de ventes 1791-1793). — *D. de Saumur* : n° 373. — *D. de Segré* : n° 374 (1791-an II). — *D. de Saint-Florent* : n° 375 (1791-1792), liasse. — *D. de Vihiers* : n° 389 (1790-1793) et n° 390 (an III).

Pour les ventes par département, nous avons consulté : N° 402 (1^{re} origine), table générale par noms de communes (8 prairial, an IV-11 fruc-

- tidor, an V). — N° 421 (1^{re} et 2^e origines), table générale par noms d'acquéreurs et de communes (27 messidor, an V-27 thermidor, an VI), — et n° 423 (table du 27 thermidor, an VII-5 thermidor, an X).
- Q 11, § 2, Biens nationaux. *Inventaires* mobilier (1^{re} origine), séquestre (dossiers 1-199). *Districts d'Angers* (1-60); — *de Baugé* (61-90); — *de Châteauneuf* (91-110); — *de Cholet* (111-120); — *de Saint-Florent* (121-130); — *de Saumur* (131-160); — *de Segré* (161-180); — *de Vihiers* (181-199).

[Nous avons extrait de ces Inventaires les renseignements concernant les bibliothèques des communautés religieuses et des corporations. Voir en particulier pour le *district d'Angers* : abbaye Saint-Aubin ; 26 Séminaire ; 28 Université. — Pour le *D. de Baugé* : 63 Chaumont, abbaye de Chaloché ; 76 Vernantes, abbaye du Louroux. — *D. de Saumur* : 136 Saint-Florent et Fontevault ; 141 Montreuil-Bellay (chanoines) et Saint-Maur (abbaye) ; 145 Saumur, Cordeliers, l'Oratoire et les Arpilliers, les Récollets. — *D. de Saint-Florent* : 122 Bénédictins, etc.]

- Q 11, § 2, Biens mobiliers (2^e origine). *Inventaires*, 60 dossiers classés par ordre alphabétique de nom d'émigrés, de déportés et de condamnés politiques.

[Nous avons extrait de ces Inventaires les renseignements concernant les bibliothèques et collections d'objets d'art ou de sciences, destinés aux bibliothèques districales, puis au Muséum du département.]

B) Archives nationales

On trouvera ci-dessous l'énumération des documents qui ont servi de complément à ceux des Archives départementales.

Série B. — ÉLECTIONS ET VOTES

- B 11. — Votes populaires (1793-1851), classement par département. Voir pour le M.-et-L. : B 11-17 (Constitution de 1793); — B 11-52 (Constitution de l'an III); — B 11-241 (Constitution de l'an VIII). — [Documentation détaillée sur les votes de 1793, de l'an III et de l'an VIII. Renferme un tableau des commissaires cantonaux du département sous le Directoire.]

Série F. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA FRANCE

- F¹ C¹¹¹. — *Esprit public et élections*.

- F¹ C¹¹¹ M.-et-L. (5) : Comptes rendus administratifs (1791 à frimaire, an III); — (6) : Comptes rendus administratifs (nivôse, an II à 1806); — (9) : *Esprit public* (1790-1791-1792); — (10) : Correspondance et divers

(1790-an III) ; — (11) : Esprit public, élections, correspondance, divers (an VI-1854).

[Les cartons 5 et 6 correspondent à la sér. L des A. D. (L 9 à L 12) : proc.-verb. du Conseil général ; — les cartons 9, 10 et 11 contiennent une riche documentation sur l'esprit public, les élections, les fêtes décadaires, la chouannerie, etc.]

F⁷. — *Police générale.*

[Voir carton F⁷ 7408. Situation morale et politique du département de M.-et-L., 35 pièces, corresp. du commissaire Moreau avec le ministre de la police : esprit public, fêtes, etc.] — (Cité par M. MATHIEZ, *Théophilanthropie*, p. 519, notes 1, 2 et 3.)

F¹⁷. — *Instruction publique.*

F^{17x} 4 à 13. *Reg. de la Commission des Arts* (1^{er} septembre 1793-21 germinal, an IV). [Voir en particulier : F^{17x} 7 (sur les collections rassemblées par Merlet et sur la collection des tableaux de Livois, F^{17x} 9 (enregistrement de la correspondance M.-et-L.). F^{17x} 13 (destruction des objets d'art par les brigands (district du Montglonne) ; conservation de l'amphithéâtre de Doué (district de Saumur.)]

F¹⁷ A 1001-1344. — *Départements, jardins botaniques, bibliothèques, écoles centrales.*

F¹⁷ A 1174 M.-et-L. — *Religieux et religieuses*, n° 47 (catalogue des bibl. d'après les relevés faits par les municipalités).

F¹⁷ A 1186. — *Bibliothèques. Corresp. M.-et-L. à Meurthe-et-Moselle* (1 liasse spéciale au dép. de M.-et-L. : pièces adressées à Comité I. P. et à la Commission, 1790-l'an III).

F¹⁷ A 1336-1340. — *Écoles centrales.*

[Voir en particulier pour l'Éc. centr. de M.-et-L. : F¹⁷ A 1336 : Grammaire, Merlet La Boulaye ; — 1338 : Langues anciennes, Riffault ; — 1339 : Belles-Lettres, Toussaint Grille ; — 1340 : Histoire, Villier ; — Hist. nat., Renou ; — Hist., Mévolhon, c. d. prof. au collège de l'Oratoire à Angers, prof. d'Histoire de l'Éc. cent. des Bouches-du-Rhône ; — 1341 A : Mathématiques, Bénaben ; — 1341 B : Une brochure d'un élève de Bénaben ; — 1342 : Physique, Héron ; — 1344/22 : Éc. cent., pièces générales, règlements, comptabilité.]

F¹⁷ A 1751. — *École de Santé* (un dossier).

C) Archives communales

Angers

a) ARCHIVES ANCIENNES

Inventaire analytique des archives anciennes de la Mairie d'Angers, suivi de tables et de documents inédits, publié sous les auspices du Conseil municipal, par

C. Port, archiviste de Maine-et-Loire. Paris, Dumoulin ; Angers, Cosnier et Lachèse, 1861, in-8°. (Un exemplaire ; B. A. [H 2088].)

Délibérations du corps de ville d'Angers concernant les Frères des Écoles chrétiennes (1763-1787) :

BB 120 : f° 72 (12 avril 1763) ; f° 74 (19 avril 1763).

BB 124 : f° 59 (15 février 1771).

BB 130 : f° 110 (19 juillet 1774).

BB 132 : f° 107 (24 décembre 1787).

AA 6 : f° 166, acte de cession de *la Rossignolerie* (23 mai 1773).

b) ARCHIVES MODERNES

Angers

Série D. — *Délibérations du Conseil municipal.*

1^{er} registre : 21 février 1790-15 décembre 1790.

2^e — 19 décembre 1790-14 juin 1792.

3^e — 17 juin 1792-22 juillet 1793.

4^e — 23 juillet 1793-21 pluviôse an II (9 février 1794).

5^e — 22 pluviôse an II (10 février 1794)-29 frimaire an III (19 décembre 1794).

6^e — 1^{er} nivôse an III (21 décembre 1794)-7 vendémiaire an IV (29 septembre 1795).

7^e — 8 vendémiaire an IV (30 septembre 1795)-18 nivôse an VI (7 janvier 1798).

8^e — 22 nivôse an IV (11 janvier 1798)-15 prairial an IX (4 juin 1801).

(Archives de la Mairie.)

Correspondance de l'agent national de la commune d'Angers avec celui du dist. puis du commissaire exécutif de la commune avec celui du dépt.

(1^{er} registre, 30 décembre 1793, 10 nivôse, an II-23 juin 1798, 5 messidor, 2^e registre : du 21 décembre 1798, 1^{er} nivôse, an VII au 1^{er} juillet 1800, 12 messidor, an VIII).

Administration municipale. Copie de la correspondance (2 décembre 1796, 12 frimaire, an V-30 juin 1799, 12 thermidor an VII) (Registre).

(Ces trois registres ont été versés à la B. A., 20 mars 1922.)

Série I ²/₈₉ — Société populaire de Saint-Jacques ou club de l'Ouest.

Reg. des délib., 10 octobre 1793-27 frimaire an III.

(Archives de la Mairie.)

Baugé et communes du canton de Baugé

Registres d'état civil (mariages) (1782-1791).

D) Manuscrits

I. BIBLIOTHÈQUE D'ANGERS

Le catalogue des manuscrits de la Bibliothèque d'Angers a été dressé par Albert Lemarchand et publié en 1863. Angers, Cosnier, 1 vol. in-8°, 510 p., 1143 numéros. Ce travail a été refait, au cours de la publication du *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques des départements sous les auspices du ministère de l'Instruction publique* (t. XXX de la collection, in-8°, 1898). D'autre part, la liste des principaux manuscrits relatifs à la Révolution et à l'Empire a été publiée dans le Répertoire abrégé de la collection Molinier. (*Manuscrits relatifs à l'Histoire de la Révolution et de l'Empire*, Paris, Rieder, 1913, in-8°.) (A voir pour Angers, p. 5, t. II.)

La collection de la B. A., accrue à la vente Grille en 1851, est d'une richesse exceptionnelle : « La Bibliothèque d'Angers possède à peu près tout ce qui a été écrit sur l'histoire de cette partie de la France, depuis les premières années du XVII^e siècle jusqu'à la Révolution. » (MOLINIER, t. XXXI, préface, p. 190.)

Pour faciliter les recherches, nous avons donné d'abord la division et le numéro du catalogue Lemarchand et, à la suite, le numéro correspondant du catalogue Molinier.

Philosophie et Morale

- 415 (428). — Extraits du *Dictionnaire philosophique* de Voltaire, in-f°, XVIII^e s., 48 feuillets (autographe du bénédictin dom Braux, premier conservateur de la bibliothèque publique d'Angers).

Histoire naturelle et Médecine

- 439 (454). MERLET LA BOULAYE. — *Flore des environs de Paris adaptée au département de Maine-et-Loire*, in-8°, 265 feuillets.
(Exemplaire de la Flore de Thuillier, imprimé à Paris en 1790, avec des notes et des additions de la main de Merlet de La Boulaye, directeur du Jardin des Plantes.)
- 440 (455). — *Catalogue des plantes du Jardin botanique d'Angers, dressé avant 1793*, in-12 sur papier, XVIII^e s., 41 feuillets.
(Du cabinet de T. Grille, publié par M. Aimé de Soland, dans le 1^{er} volume des *Annales de la Société linéenne d'Angers*, t. I.)

Belles-Lettres, Rhétorique

- 488 (505). — *Cours de rhétorique*, in-4°, 391 p.
 (Leçons données au collège d'Angers, en 1763, par Limonas et rédigées par l'élève Pierre Guérin.)
- 493 (513). F. PRÉVOST. — *Recueil de discours prononcés au Présidial d'Angers, par François Prévost, avocat du roi*, in-4°. Copies et autographes, 39 cahiers contenant 37 discours prononcés de 1745 à 1782. Le 37^e sur les préjugés a été prononcé à l'Académie d'Angers, le 7 juin 1782.
- 494 (514). F. PRÉVOST. — *Recueil de discours prononcés à l'Université d'Angers, par François Prévost*, in-4°.
 3 discours : 1^o sur la dépravation des mœurs (13 novembre 1764) ; 2^o sur l'union (novembre 1774) ; 3^o sur l'accord des mœurs avec les talents (19 novembre 1776).
- 495 (515). — *Discours prononcés à l'Académie royale des Sciences et Belles-Lettres d'Angers*, in-4°.
 10 discours (1759-1784). Tous ces discours, à l'exception du 3^e, qui ne porte pas de nom d'auteur, sont de François Prévost.
- 499 (519). — *Recueil de discours prononcés à l'Académie d'Angers et à celle de Nancy*, in-f°, XVIII^e siècle, 276 p. (Dans la 1^{re} série, un discours de M. de la Sorinière, président du Bureau d'Agriculture d'Angers.)

Poésie

- 517 (552). — *Recueil de poésies adressées à l'Académie d'Angers*, in-f°, 138 feuillets, XVIII^e siècle.
- 520 (556). J. RANGEARD. — *Poésies diverses, par l'abbé Jacques Rangeard, député à l'Assemblée nationale*, in-8° (manuscrit autographe, 194 feuillets).
- 521 (557). J. RANGEARD. — *Poésies lyriques, fables et allégories*, in-4°, XVIII^e siècle (manuscrit autographe de 131 feuillets). [Voir : *Les Britanniques* (ode, 1795), pp. 12-17. — *Contre l'intolérance en matière de religion* (avril 1795), p. 23. — *Adresse à la Convention, justificative des habitants d'Angers* (1794), poème chargé de notes et d'observations contre le fanatisme, pp. 27-34. — *Allégories* (1796), p. 104. — *Épîtres en vers libres sur son séjour à Choisy-le-Roi, pour y rétablir sa santé* (1791), vers lus dans une séance de la *Société nationale des Neuf-Sœurs* dont il était président, pp. 115-117.]
- 522 (558). — *Recueil de poésies*, in-4° sur papier, XVIII^e et XIX^e siècles.
 [Voir en particulier... 2^o Poésies d'Auguste Daburon de Manthelon, Oratorien, puis chanoine de Saint-Pierre en 1789, franc-maçon.]
- 523 (559). — *Poésies d'Auguste Mame*, imprimeur, dont une « Élégie de franc-maçon », 1808. [Ces poésies ont été imprimées. Voir, B. A. (B 1257 (3)).]

- 524 (560). — *Recueil de poésies par des auteurs angevins et autres*, in-4° sur papier, XVIII^e et XIX^e siècles, autographes et copies.

[Vers de MM... Brevet de Beaujour... Coutouly... T. Grille... Mame père, Mame aîné, etc. En particulier, couplets à Hédouville, de Mame père, chantés le 30 nivôse, an III au Spectacle d'Angers après la signature de la pacification, p. 192 et suiv.]

Théâtre

- 540 (577). L'abbé Jacques RANGEARD. — *Les philosophes du Club des Jacobins*, comédie en 5 actes et en vers. (Mss. autographe, 48 pages.) Cabinet T. Grille.

Épistolaires

- 568 (611). — *Correspondance de l'Académie d'Angers*, in-4°, XVIII^e siècle. (Du cabinet de T. Grille, 69 lettres adressées par divers savants au secrétariat de l'Académie d'Angers.)

- 572 (615-632 et 633-634). — Collection de lettres autographes dont la majeure partie vient de Toussaint Grille, qui en a publié un grand nombre sous les titres suivants : *Autographes de savants et d'artistes, de connus et d'inconnus, de vivants et de morts*, Paris, 1853, 1 vol. in-12 (H 3889). — *Miettes littéraires, biographiques et morales*, Paris, 1853, 3 vol. in-12 (H 3887). — *Le Bric à Brac*, avec son catalogue raisonné, Paris, 1853, 2 vol. in-12 (H 3888). — *Revellière-Lépeaux, Essai sur sa vie et ses œuvres*, Angers, Cosnier, 1840, 24 p. in-8° (H 5046).

[Voir parmi les signataires : *Boniface*, 1 lettre datée de Segré, 16 ventôse, an II et adressée « aux sans-culottes du Comité révolutionnaire d'Angers » ; — *Boussac*, républicain, 1 lettre datée d'Angers, l'an II et signée : « l'enragé Boussac » ; — *Braux* (dom), ancien bénédictin et bibliothécaire de la ville d'Angers, 1 billet ; — *Chevreul*, médecin à Angers, 1 lettre ; — *Delaunay* (Henri), d'Angers, 1 pièce ; — *Leterme-Saulnier*, 1 lettre ; — *Mame* (famille), 3 lettres ; — *Merlet La Boulaye* (botaniste), 1 lettre ; — *Pavie* (Victor), 35 lettres ou billets ; — *Revellière* (La) d'Angers, député, 7 lettres ; — *Tessier*, docteur, 1 lettre ; — *Thierry* (Brutus) d'Angers, membre du Comité révolutionnaire (lettre du 19 mars 1794), etc.]

Mélanges

- 577 (639). J. RANGEARD. — *Œuvres diverses*, pet. in-4°, XVIII^e siècle, 174 feuillets (Du cabinet de T. Grille. Voir en particulier : 17^e, *Histoire de l'Académie*

royale des Belles-Lettres d'Angers, avec des notices sur les principaux membres de cette institution.)

- 578 (640). — *Mélanges politiques, scientifiques et littéraires*, XVIII^e et XIX^e siècles, 118 feuillets. [Voir en particulier : 16^e, *Des libertés de l'Église gallicane*, par F. Prévost d'Angers, autographe.]

Histoire ecclésiastique

- 641 (711). — *Recueil de pièces relatives au diocèse et au clergé d'Angers*.
[En particulier : 11^e, *Protestation des bénéficiers simples, réguliers et chanoines de l'Église d'Angers contre l'Assemblée du clergé de 1789*; — 12^e *Noms des prêtres déportés en Espagne en 1792* (liste dressée par l'abbé J. Rangeard).]
- 642 (712). — *Liste par ordre alphabétique des membres du clergé d'Anjou en 1791*, in-4^o, 55 p.
[Du cabinet de T. Grille. A la fin du cahier, se trouve la liste des communautés religieuses et des églises collégiales du diocèse d'Angers.]
- 643 (713). — *Le clergé d'Anjou pendant la Révolution*, in-12, 20 feuillets.
[Du cabinet de M. T. Grille. Contient la liste des ecclésiastiques incarcérés, déportés, arrêtés, disparus ou guillotisés depuis 1792.]
- 660 (734). — *Registre des conclusions et délibérations du clergé d'Anjou, depuis le 3 janvier 1756 jusqu'au 30 août 1790*, 150 feuillets.
[Du cabinet de T. Grille. Délibérations signées de l'évêque d'Angers, du syndic et du secrétaire du clergé.]

Histoire politique

- 827 (927). HUVELIN DU VIVIER, lieutenant général criminel au Présidial d'Angers.
— *Principes de législation pour la France et projet de doléances et de réformes fait pour être présenté au Roi lors de la convocation des États généraux de 1789*. (Mss autographe, 20 feuillets, in-4^o.)
- 828 (928-929). F. GRILLE. — *Introduction aux Mémoires sur la Révolution française ou Tableau comparatif des mandats et pouvoirs donnés par les provinces à leurs députés aux États généraux de 1789*. Paris, 1825, 2 vol. in-8^o. Exemplaire avec addition autographe de l'auteur. [Voir un exemplaire du Mss imprimé : B. A. (H 1816).]
- 833 (934). — *Collection de lettres et de documents sur la Révolution et les guerres de la Vendée*.
Autographes et copies : 45 pièces. Plusieurs des lettres ont été publiées par Fr. Grille dans *la Vendée en 1793*, Paris, 1851, 3 vol. in-8^o. [Voir en particulier copies de plusieurs lettres de Hoche; Maillocheau : lettre autographe à Fouché (25 messidor, an V); Duval, *Idées d'un ancien*

administrateur du district de Cholet sur la Vendée (28 ventôse, an IV) ; *Réflexions sur la Vendée* (floréal, an IV) ; quelques extraits des délibérations du Directoire de Maine-et-Loire et *Relation de la cérémonie célébrée à Saumur en l'honneur de feu le général Joubert*, 82 feuillets.]

Province d'Anjou

- 894 (1020). J. RANGEARD. — *État historique, ecclésiastique et civil de l'Anjou avant la Révolution*, 1789. Tableau statistique de l'ancienne province. Mss autographe, 72 pages.

(Ouvrage formé d'une série de courtes monographies sur Angers, le château, la cathédrale, l'Université, etc., protestation contre la destruction de l'Église, écrite après la Terreur.)

- 896 (1029). J.-A. BERTHE (ancien relieur à Angers). — *Recueil historique de l'ancienne province d'Anjou*, 2 vol. in-4^o, sur papier, xix^e siècle (93 et 97 feuillets).

- 897 (1030-1031). J.-A. BERTHE. — *Extraits historiques sur l'Anjou et le département de Maine-et-Loire*, 2 vol. in-4^o, 111 et 103 pages (complément du recueil précédent).

- 901 (1045). — *Collection de pièces relatives à l'Anjou*, in-f^o papier, xviii^e et xix^e siècles.

[Voir en particulier : 5^e, *Plaintes, remontrances et demandes de la juridiction des consuls de la ville d'Angers* (délibération du 27 février 1789) ; — 6^e, *Notice sur l'exercice et l'enseignement de la chirurgie à Angers, avant le XIX^e siècle*, par M. de Lens (manuscrit original) ; — 11^e, F. Grille, *Noms donnés en 1793 à certaines communes du département de Maine-et-Loire* ; — 12^e, *Malheurs des prêtres du diocèse d'Angers sous la Terreur*. Copie d'une note publiée en 1821 par M. Aimé Guillon, conservateur de la bibliothèque Mazarine avec observations de M. F. Grille, etc.]

- 904 (1055). F. GRILLE. — *Histoire du premier bataillon des volontaires de Maine-et-Loire depuis sa formation jusqu'à son embrigadement* (1791-1796), in-4^o, 359 feuillets, publié à Paris, Amyot, 1850, 4 vol. in-8^o. [Voir un exemplaire B. A. H 1946.]

- 905 (1056). GOURY aîné. — *Le siège d'Angers par l'armée vendéenne, frimaire, an II*. Mss autographe de 9 pages, in-4^o.

- 906 (1057). BLORDIER-LANGLOIS. — *Le club d'Angers ou extraits des procès-verbaux de la Société populaire d'Angers, du 10 octobre 1793 au 17 décembre 1794*. Mss autographe, 61 pages.

[Voir en particulier : p. 18 (23 mars 1794), visite de Hentz et Francastel ; — p. 22 (29 mai), l'instituteur Guillonnet et ses élèves au Club de l'Ouest ; — pp. 21 et 25 (23 juin), admission de Pelletier, ci-devant évêque constitutionnel ; — pp. 30-31 (8 octobre), dénonciation contre Hentz et Francastel ; — p. 39 (19 avril), visite de Delaunay, etc.]

907 (1058). — *Notes sur divers émigrés du département de Maine-et-Loire*, in-4^o, 34 pages.

(Notes composées sous le Directoire par un médecin d'émigrés et publiées par F. Grille : *L'Émigration angevine*. Angers, 1840, in-8^o Voir B. A. (H 2041).)

908 (1059). A. BERTHE. — *Histoire et faits d'armes de la garde nationale d'Angers dans le cours de la Révolution depuis 1789 jusqu'en 1807*. Daté de 1839. Mss autographe, 60 pages.

909 (1060). — Copie du précédent, autographe, 1840.

957 (1159-1160). — *Recueil de documents relatifs aux divers hospices et établissements de bienfaisance de la ville d'Angers*, 2 vol., XVIII^e et XIX^e siècles.

970 (1173). — *Aspect d'Angers depuis la Révolution ou État sommaire des rues et places ouvertes, des maisons abattues ou construites et des familles principales qui les ont successivement abattues*, par F. Grille, 174 feuillets.

Universités et Sociétés

1029 (1255-1258). — *Collection de pièces relatives à l'Université d'Angers*, 4 cartons, in-f^o, XV^e-XVIII^e siècles.

[Pièces concernant les statuts et règlements, les facultés et les nations de l'Université.]

1030 (1259). — *Collection de pièces concernant les collèges et écoles de la ville d'Angers*, XV^e-XVIII^e siècles, 52 pièces.

[Voir en particulier : collège de l'Oratoire ou Collège neuf (15), Institution des Frères des Écoles chrétiennes (6). Institution des Sourds-Muets (2).]

1031 (1260). — *Collection de pièces concernant le collège de La Flèche et plusieurs écoles de l'Anjou*, in-f^o, XVII^e et XVIII^e siècles.

1032 (1261). — *Registre des procès-verbaux des séances de l'Académie royale des Belles-Lettres d'Angers, établie en vertu de lettres patentes du mois de juin 1685*, 335 pages.

[Au commencement du volume, pièces diverses se rapportant à la fondation de l'Académie. Procès-verbaux écrits et signés par les différents secrétaires de l'Académie, depuis le 3 juillet 1786 jusqu'au 30 juin 1789.]

1033 (1262). — *Collection de pièces relatives à l'Académie des Belles-Lettres d'Angers*, in-f^o, XVII^e et XVIII^e siècles.

[Voir en particulier : prix proposés en 1689, 1690, 1694 et 1785, imprimés.]

1034 (1263). — *Registre de la Société d'Agriculture établie à Angers en 1760*, 94 feuillets.

1035 (1263). — *Registre de l'Association du Jardin botanique d'Angers*, 38 feuillets.

[Procès-verbaux des séances du 13 mars 1777 au 7 janvier 1793. Règlement de la Société. A partir du 3 mars 1789, les procès-verbaux sont de la main de Merlet de La Boulaye.]

1036 (1265). — *Collection de pièces concernant la Société des Botanophiles et le Jardin des Plantes de la ville d'Angers*, 26 pièces.

1037 (1266). — *Recueil de pièces relatives à divers établissements scientifiques de la ville d'Angers*, 1790, an XI.

[Voir en particulier : n° 1, sur le transfert de la bibliothèque à l'évêché (22 vendémiaire, an XI) ; — n° 6, sur le transfert de l'École centrale au Grand Séminaire (1^{er} pluviôse, an V) ; — n° 7, sur l'agrandissement de l'École centrale 20 germinal, an VI].]

Biographies et Mémoires

1058 (1290). — Fr. GRILLE. — *Collection de notices biographiques*.

[Voir en particulier : 1^o Besnard et Vallée, angevins ; — 3^o Le général Delaage, d'Angers ; — 10^o La Révellièrre-Lépeaux.]

1076 (1308). — *Notices sur J.-B. Cordier, par M. Blordier-Langlois, note sur Blordier-Langlois, ses études, sa vie littéraire et ses ouvrages, rédigée par lui-même*, in-4^o. Mss autographe.

Supplément

1101 (1334). — *Catalogue des plantes des environs d'Angers, arrangé selon le système de Linné, par M. de la Richerie*, in-12, XVIII^e siècle, 252 pages.

1115 (1348). — *Cours de rhétorique professé au collège d'Angers en 1783, par le R. P. Doué, de l'Oratoire*, in-4^o, 632 pages.

1119 (1352). J.-J. LENOIR. — *Poésies*, in-4^o, XVIII^e siècle, 67 feuilles. (Surnommé « le bonhomme Lenoir ». J.-J. Lenoir habitait la terre de la Motte, près de Baugé, et était en relations avec Voltaire, Diderot et d'Alembert.) Voir à la suite de ses poésies : 4^e, Lettre de M. de Livois à M. Lenoir sur la peinture (14 mars 1777) ; Lettre de d'Alembert à M. Lenoir (22 octobre 1760).

1137 (1375). — *Collection de pièces angevines*, in-f^o, XV^e-XVIII^e siècles.

[Voir en particulier : 4^e, 3 pièces relatives à l'Académie d'équitation d'Angers ; — 7^e, *Mémoire sur la mendicité* adressé aux administrateurs de la province d'Anjou en 1788, par Pilastre ; — 8^e, *Essai sur l'histoire naturelle du département de Maine-et-Loire* adressé aux administrateurs du district du Montglonne en 1790, par Renou, etc.]

1142 (1380). — *Lettres sur l'histoire d'Anjou, adressées à J.-F. Bodin par Leclerc, de Chalonnès*, in-4^o, 122 feuillets. Mss. autographe. Ouvrage inédit.

Autres manuscrits du Catalogue Molinier

- 17 (1561). — *Lettres de Volney au baron de Grimm et réponse de celui-ci à Chassebœuf de Volney* (1791-1792). Copie du XIX^e siècle, 24 pages.
- (1585). — *Lettre de Jahyer le jeune à ses amis*. Angers, 24 germinal, an VII. Copie, 5 feuillets.
- 41-42 (1586-1587). — *Extraits des arrêtés de l'administration municipale du canton de Brain-sur-Allonnes* (an VI-VIII). Copies
- 43 (1588). — *Recueil des pièces concernant l'administration du département de Maine-et-Loire* (1790-an XI), 29 pièces, 76 feuillets.
- 61 (1606). — *Étalonnement des mesures de la province d'Anjou et évaluation des grains, depuis et compris 1614 jusqu'en 1795*, 31 feuillets in-4^o.
[Voir en particulier le prix du boisseau de froment de 1176 à l'an III ou 1795.]
- 92 (1641). Le P. MÉVOLHON, de l'Oratoire. — *Quelle doit être l'influence de la Révolution sur notre langue et sur notre littérature, exercice littéraire en forme d'entretien* (1791). Autographe, 91 pages, in-4^o.
- 96 (1645). — *Recueil de chansons, la plupart de l'époque révolutionnaire. Quelques pièces politiques*. [Rien de spécial à l'Anjou.]
- 177 (1888-1890). — *Manuscrits de Pierre-René Choudieu*, 3 portefeuilles in-f^o.
(Mémoires sur la Révolution : Constituante, Législative, Convention, guerre de Vendée, etc. Publiés par Barrucand, sous le titre *Mémoires et notes de Choudieu* (1761-1838), Paris, Plon, 1897, in-8^o.)

II. BIBLIOTHÈQUE DE NANTES

Collection Dugast-Matifeux

- 1-98. — *Recueil de documents pour servir à l'histoire de la Révolution, principalement dans la Vendée et l'Ouest de la France*.

Ces volumes ont fait l'objet d'un dépouillement pièce par pièce, publié sous ce titre : *Collection Dugast-Matifeux. Catalogue des Manuscrits*, par Joseph Rousse, Marcel Giraud-Mangin, conservateur à la Bibliothèque de Nantes, et René Blanchard, archiviste, 2 vol. in-8^o, 1901-1903. T. I : Documents révolutionnaires ; — t. II : Documents antérieurs à la Révolution et documents divers.

III. BIBLIOTHÈQUE DU SÉNAT

Collection Pixéricourt

- 1206 (56^e carton). — *Le prêtre réfractaire ou le Nouveau Tartuffe*, comédie en 3 actes et en prose (19 mars 1792), dédiée aux *Amis de la Constitution*, par Coquille d'Alleuds.

INTRODUCTION

**Institutions scolaires et créations intellectuelles
en Anjou, avant la Révolution
(1762-1789)**

INTRODUCTION

Institutions scolaires et créations intellectuelles en Anjou, avant la Révolution (1762-1789)

Sous l'ancien régime, en Anjou, comme dans tout le royaume, l'enseignement à tous ses degrés est chose d'Eglise. Dans l'antique Université d'Angers, des trois facultés « supérieures », celle de théologie se prolonge par la création d'un puissant séminaire diocésain ; la faculté des Arts a son siège au collège d'Anjou dirigé par les Oratoriens ; dans les petits collèges disséminés dans la province, et dirigés par des prêtres, « la langue sacrée »¹, le latin, l'emporte sur la langue française ; à Angers, les écoles paroissiales qui comptent sont celles des Frères des Écoles chrétiennes ; et dans les gros bourgs, les « petites écoles », confiées aux vicaires et aux « sœurs de charité », ne sont en réalité que le vestibule de l'Eglise. Il y a là un ensemble imposant, étayé par de nombreuses fondations accumulées au cours des siècles par le prosélytisme religieux et la piété des fidèles.

Mais, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le mouvement philosophique qui gagne toutes les classes, les doctrines économiques qui agitent les esprits et un bien-être relatif dans les villes ont une répercussion profonde sur la vie scolaire ; aux yeux de la bourgeoisie voltairienne, apparaissent les tares et les faiblesses d'une organisation scolaire qui est avant tout féodale et religieuse ; un vent de réforme commence à ébranler l'antique édifice. Dès lors, malgré ses pratiques surannées, l'antique Université cherche à se renouveler dans plusieurs de ses disciplines ; dans les principaux collèges, l'étude du français commence à concurrencer celle du latin, et au collège d'Anjou, une place spéciale est faite à l'étude des mathématiques. La culture classique des petits collèges de la province prépare indirectement la bourgeoisie au rôle politique qu'elle va jouer pendant la période révolutionnaire ; et il n'est pas jusqu'aux « nou-

¹ F. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. VII, p. 111.

veautés » contenues dans les réclames tapageuses du temps qui ne soient le signe d'aspirations nouvelles, auxquelles ne répondaient plus des institutions scolaires périmées.

Faire connaître ce que fut, à la veille de la Révolution, la vie de ces institutions archaïques, mais encore estimables, tel est l'objet des trois premiers chapitres qui suivent. Un quatrième sera consacré à caractériser à grands traits les créations intellectuelles qui sont comme le prolongement et l'achèvement des institutions scolaires.

CHAPITRE PREMIER

Tableau des institutions scolaires de l'ancien régime Une imposante façade

Considérée dans son ensemble, l'ancienne province d'Anjou apparaît, au point de vue scolaire, à la fin du XVIII^e siècle, comme une province favorisée, où, dans un milieu rural, peut-être moins pauvre qu'ailleurs¹, et sous l'influence prolongée de l'Église, se sont multipliées les créations scolaires de toutes sortes.

I. — A Angers

Angers, ville de 30 à 35.000 habitants en 1789, siège des diverses organisations politiques, ecclésiastiques, judiciaires et militaires qui s'enchevêtrent dans la province, ayant hôtel de ville et corps municipal depuis Louis XI, est une ville où abondent les établissements religieux et, par suite, les biens de main-morte². Dès 1715, le corps de ville se plaint déjà que les Communautés de toutes sortes « occupent, sans contredit, les trois quarts de la ville », au détriment des pauvres des hôpitaux « par la cessation des aumônes » et au grand préjudice des habitants, « accablés d'impositions », qui « ne peuvent plus trouver de maisons pour y loger »³. Aussi, malgré le peu d'importance de la ville au point de vue économique, et bien qu'en 1789 « les industries périssent »⁴, à la faveur du développement de l'Église, se sont multipliées, au cours des siècles, dans son enceinte, des créations scolaires qui forment alors un tableau imposant⁵.

¹ LE MOY, *Cahiers de doléances de la Sénéchaussée particulière d'Angers*, t. I, Introduction, p. 9 et suiv. (État économique de la Sénéchaussée.)

² A la fin du XVIII^e siècle (1788), sur 35.000 habitants, « on compte tant dedans que dehors la ville : 17 paroisses, 8 chapitres, 5 abbayes, 2 séminaires, 2 collèges, 27 couvents, 3 hôpitaux, 47 églises, sans compter les chapelles et les oratoires particuliers ». (PÉAN DE LA TUILLERIE, *Description de la ville d'Angers, etc.*, 1778, éd. C. PORT, Angers, Barassé, 1869, p. 13.) Voir à l'appui : Y. BESNARD, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. I, pp. 117, 118.

³ A. M., BB, 105, f° 113.

⁴ LE MOY, *ouv. cité*, t. I, p. xvii.

⁵ Voir aux Annexes, le plan de la ville d'Angers, 1789, avec indication de l'emplacement des principaux établissements scolaires.

1. Son Université est l'une des plus anciennes du royaume¹. Célèbre dès avant le XI^e siècle, elle doit à Charles V (1364) « non son existence, mais ses privilèges »². Dès 1432, elle est devenue une Université complète, réunissant les quatre facultés³. A la fin du XVIII^e siècle, elle se recommande par un passé qui n'est pas sans grandeur et forme encore une imposante corporation.

A sa tête, est le Recteur, élu chaque trimestre⁴ et qui préside, chaque jeudi, à la Chapelle Sainte-Anne⁵, le tribunal des *Intrants*⁶.

Des quatre facultés, celle de droit, première en date, a conservé le pas sur les trois autres⁷. Quatre professeurs⁸ enseignent aux *Grandes Écoles*⁹ et, depuis 1681, ils joignent à l'étude du droit romain et du droit canonique, celle du droit français ou coutumier¹⁰. Les cours de la faculté de théologie ont lieu au cloître de la cathédrale, où se trouve une riche bibliothèque, commune à tous les docteurs¹¹, mais fermée au public. Troisième des facultés supérieures, celle de médecine a son siège dans la maison des Arts, place Saint-Martin¹², et huit docteurs régents alternent entre eux pour les cours de pathologie, de physiologie, de chirurgie et de matière médicale¹³.

Dernière en titre, la faculté des Arts a son siège au collège de l'Oratoire¹⁴. C'est, en fait, « une faculté inférieure » et « préparatoire »¹⁵, qui délivre, à dix-sept ou dix-huit ans, le grade de maître ès arts, après

¹ LIARD, *L'Enseignement supérieur en France*, t. I, p. 2. LE MÉNESTREL, *L'Instruction en France*, etc., p. 102.

² A. D., D. 3, f^o 103. (*Mémoire de Gastineau au Parlement*, 13 février 1763.)

³ Sur les origines de l'Université. Cf. DE LENS, *Facultés, collèges, etc.* (liv. I, pp. 1-144); PORT, D., t. I, p. 77 (article Univ.); BLORDIER, *Angers et l'Anjou*, pp. 32-43.

⁴ En 1789, Jacques Prévost, seig. de La Chauvelière (DE LENS, *ouv. cit.*, p. 253).

⁵ Acquise et démolie par la ville, 3 avril 1791, aujourd'hui place du Ralliement. (PORT, D., t. I, p. 60.)

⁶ *Alm. d'Anj.*, 1789, p. 73 (liste des Intrants).

⁷ « La Faculté de droit observe dans son *Mémoire*, 1763, que dans toutes les cérémonies, elle a la droite et celle de théologie, la gauche, ce que je ne sache pas se pratiquer dans aucune autre université, le clergé ayant partout ailleurs le pas. » (ROLLAND, *Recueil*, etc., p. 767.)

⁸ En 1789, Guillier de la Touche, Prévost, Gastineau et Martineau. (DE LENS, pp. 248-256; *Alm.*, 1789, p. 75.)

⁹ « Bâtiment construit en 1472, inauguré en 1477; au rez-de-chaussée, à droite, la salle des cours du droit canon; à gauche, la salle des Institutes; au premier étage, la grande salle bientôt déserte des médecins. En dépendait une maison appelée le *Petit Palais* ou *Palais de l'Auditoire*, et, tout à côté, la *Librairie*, maison de la bibliothèque publique de l'Université avec ouvroir pour le libraire-juré. » (PÉAN, p. 149, note C. Port.) Voir le dessin dans Bruneau de Tartifume. (B. A., mss. 871, p. 525.)

¹⁰ DE LENS, *ouv. cit.*, pp. 271, 272, note.

¹¹ Lignée par Babin au XVII^e siècle. (PORT, D., t. I, pp. 77 et 183.)

¹² *Ibid.*, t. I, p. 77.

¹³ En 1789, Pantin, doyen de la Faculté; Choudieu (oncle du Conventionnel), Delaunay (Jean-François), Gaudin du Plessis, Jouanneaux, Berger, Guérin, Tessié-Duclozeaux. (*Alm.*, 1789, p. 76.)

NOTA. — A cette Faculté se rattachent indirectement les cours publics de chirurgie, donnés par la corporation des maîtres en chirurgie de la ville, au Tertre Saint-Laurent. (DE LENS, *Mém. sur l'exercice de l'enseignement de la chirurgie à Angers, avant le XIX^e siècle.*) (B. A., H 3801.)

¹⁴ En 1789, le plus ancien de la Faculté des Arts en est le chef : Gasnault, chanoine et doyen; Brossier, archidiacre et procureur; Claveau, secrétaire; le P. Roy, principal du Collège d'Anjou; le P. Néron, principal du Collège de Fer, alias Saint-Maurice, à l'Oratoire. (*Alm.*, 1789, p. 76.)

¹⁵ LIARD, *ouv. cit.*, t. I, p. 44.

lequel on devient généralement licencié ou docteur dans les autres facultés¹.

Les étudiants, alors une trentaine en médecine, et à peu près autant en droit², sont, d'après leur origine, groupés en *Nations*³. En 1768, celles d'Aquitaine et de France ont disparu faute de revenus⁴; mais celles de Bretagne⁵ et d'Anjou⁶ ont encore, en 1789, avec des ressources importantes, une certaine vitalité.

Puissance féodale, l'Université possède des ressources diverses, provenant en partie des privilèges dont elle jouit⁷. Assez richement dotée, elle dispose, à côté des budgets particuliers à chaque faculté⁸, des revenus communs à toute la corporation. Ceux-ci sont évalués, par Charles Colbert, à 4.000 livres en 1664⁹ et dépassent 5.000 livres en 1789¹⁰. Telle est, dans son ensemble, la situation matérielle de l'Université d'Angers à la veille de la Révolution.

Par comparaison avec les autres Universités du royaume, elle est privilégiée à plus d'un titre. Ne reconnaissant pour aînée que celle de Paris¹¹, elle échappe à la dualité de siège qui existe pour Nantes¹², elle l'emporte sur Orléans qui ne compte que la seule faculté de droit¹³. Ses ressources paraissent modestes à côté de celles de Caen¹⁴; mais elle l'emporte de beaucoup sur la situation « misérable » de Poitiers¹⁵. Enfin, elle n'est inférieure à aucune des autres par le nombre des diplômes délivrés¹⁶ et,

¹ Cf. DE LENS, *ouv. cité*, p. 176.

² Chiffres cités par LIARD, t. I, p. 12 et BOUGLER, t. I, p. 105, et qui s'accordent avec le *Reg. des Inscriptions* pour la Faculté de droit (années 1787-88 et 1788-89). (A. D., D. 23, f^{os} 89-91 et 94-98.) Voir en sens contraire, les chiffres plus élevés cités, sans référence à l'appui, dans l'Enquête de l'an IX et repris par DE LENS, p. 273.

³ « Elles sont formées des maîtres et écoliers natifs des mêmes villes ou originaires des mêmes provinces ou royaumes, liant plus aisément amitié entre eux, à raison de la parenté, de l'uniformité des langues, des coutumes et des intérêts. » (RANGEARD, *Histoire de l'Université*, t. I, p. 293.) (B. A., mss. 1022.)

⁴ A. D., D. 3, f^{os} 93-100-110.)

⁵ En 1783, le compte rendu de Mathurin Brevet, procureur de la nation de Bretagne, accuse pour les neuf dernières années (1774-1783), une recette de 1.342 l. 4 s. 5 d., qui dépasse la mise de 14 l. (*Ibid.*, D. 17, f^o 16.)

⁶ Ses biens fonds sont entre les mains des prêtres de l'Oratoire, qui en rendent compte chaque année. (A. D., D. 3, f^o 110, 13 avril 1769.) En 1789, elle possède une partie de la prairie d'Allemagne [le Mail], vendue à la ville 2.400 l. (*Ibid.*, D. 5, f^o 66, 22 juin 1789.)

⁷ Voir Mémoire instructif des privilèges dont jouissent présentement les différents membres de l'Université (1785). (DE LENS, *L'Univ. d'Angers*, pp. 132-135.)

⁸ A. D., D. 21, f^{os} 97-99, F. des Arts, compte 1788; D. 31, F. de théologie, compte 1785, 10 p. mss.

⁹ MARCHEGAY, *A. d'Anj.*, t. I, p. 126.

¹⁰ Compte 3^e, rendu par Mathurin Brevet, pour les revenus de 1788. En recettes 5.070 l. 16 s. 7 d.; en dépenses, y compris les honoraires des prof. de droit, 3.475 l. 9 s.; en excédent : 1.595 l. 7 s. 7 d. Le partage fait entre les quatre Facultés, à raison de 240 l. chacune, il reste au 24 mars 1789, un boni de 395 l. 7 s. 7 d. (A. D., D. 10.)

¹¹ A. D., D. 3, f^o 180, *Mémoire de l'Univ. sur l'établissement d'un conseil sup. à Angers* (12 septembre 1772).

^{12,13} LIARD, t. I, p. 2.

¹⁴ *Ibid.*, t. I, p. 35.

¹⁵ *Ibid.*, t. I, p. 31.

¹⁶ En 1788 : 3 licences en théologie; 2 doctorats, 25 licences, 26 baccalauréats en droit; 5 doctorats, 6 licences, 5 baccalauréats en médecine; 70 maîtrises ès arts. (A. D., D. 5 et D. 21; LIARD, t. I, pp. 12-15.)

en 1789, sa réputation dépasse encore les limites de la province.

2. L'Université se prolonge en ville par le *Collège Neuf*, fondé au ^{xvi}^e siècle par la nation d'Anjou, « pour que les enfants y fussent bons latins et bien instruits pour parvenir aux autres sciences »¹. Confié depuis 1624 aux prêtres de l'Oratoire, qui furent appelés par l'Université et par la Mairie pour contrebalancer l'influence du collège de La Flèche dirigé par les Jésuites, reconstruit en 1691 et resté inachevé², il compte encore, en 1789, deux ou trois cents élèves³.

A l'exception du collège de Bueil⁴, les autres petits collèges du moyen âge, affiliés à l'Université, n'existent plus que de nom⁵. Au ^{xviii}^e siècle, ils ont fait place aux « pédagogies », dirigées en ville par « des maîtres ès arts », placés sous la surveillance du recteur, et qui, comme les classes élémentaires des lycées d'aujourd'hui, sont en réalité le vestibule de l'Université. Un règlement de 1770⁶ en limite le nombre, en précise le caractère et l'organisation. Jusqu'en 1782, les registres de l'Université témoignent de la vigilance attentive du contrôle exercé sur ces institutions.

3. Pédagogies, collège d'Anjou et Université sont destinés aux fils de la noblesse et de la bourgeoisie. Pour les filles, il n'existe rien de semblable. Il n'est pas d'usage en effet à cette époque, dit Besnard, de mettre les « demoiselles »⁷ en pension et l'éducation leur est ordinairement donnée dans la famille. Néanmoins, à la fin du ^{xviii}^e siècle, plusieurs communautés religieuses se destinent aux filles de familles aisées : *Les Ursulines* d'abord, premières en date, appelées à Angers par l'évêque Fouquet de la Varenne en 1618⁸, installées primitivement rue Lionnaise et presque aussitôt rue de l'Hôpital, près du collège d'Anjou. Elles tiennent, en 1789, « quatre classes distinctes, pour les demoiselles, pour les filles de bourgeois et de marchands, pour les filles d'artisans et pour les pauvres »⁹. De même aussi dans la Doutre, les *Dames de la Croix*, qui se rattachent à la révocation de l'édit de Nantes, tiennent, depuis 1685, rue Lionnaise, « une pension pour jeunes demoiselles »¹⁰.

¹ DE LENS, *ouv. cité*, p. 48.

² PORT, *D.*, t. I, p. 78. (Voir dessin dans Berthe, B. A., mss. 996, f° 41.)

³ *Enquête de l'an IX* (F. UZUREAU, p. 6). Un pensionnat de 25 élèves y est institué par la ville. Malgré les tentatives diverses au cours du ^{xviii}^e siècle pour agrandir ce pensionnat, le *statu quo* est maintenu jusqu'en 1789. (BLORDIER, *Ang. et l'Anjou, etc.*, pp. 272-276.)

⁴ Institué rue de la Roë (1404), en faveur de 6 étudiants du Maine et de Normandie ; fermé en 1786. Ses revenus sont évalués à 1.500 l. en 1792. (A. D., Lt 924. Rapport Pilastre, 1792.)

⁵ *Col. de la Fromagerie* (1408-1667) ; *Col. de Fougères* (1361) ; *Col. de la Porte de Fer* passé à l'Oratoire (1682), etc. (PORT, *D.*, t. I, p. 78 ; DE LENS, *ouv. cité*, p. 282.)

⁶ *Règlement de l'Univ. d'Ang. pour les maîtres ès arts, répétiteurs et maîtres de pension, sous la dénomination générale de pédagogues* (26 avril 1770, homologué par le Parlement, 29 mai 1770, 22 articles). (A. D., D. 3, f° 128), publié par Ch. URSEAU, *L'Inst. prim.*, pp. 323-330.

⁷ Y. BESNARD, t. I, p. 27.

⁸ Pouillé, 1783, p. xxxij. B. A., mss. 798 (pr.-v. d'installation, 1618).

⁹ PÉAN, pp. 180-183.

¹⁰ *Ibid.*, pp. 492-3. A. D., Lt 924 (Pilastre, 1792).

4. A une époque où les classes sociales sont nettement tranchées et où seules comptent les classes privilégiées, un seul établissement, et de fraîche date, est destiné aux fils d'artisans et de petite bourgeoisie, celui des *Frères*, installé à la *Rossignolerie*, faubourg Bressigny, à deux cents toises à l'Est des portes de la ville.

Construit par eux de 1778 à 1782, il comprend, en 1789, un pensionnat libre de près de 200 élèves, un pensionnat de force pour les prisonniers d'État et une école de charité, avec 28 frères dont 11 vieillards ou infirmes, qui ont régenté toute leur vie les écoles de charité et qui trouvent là une maison de retraite¹. Au point de vue scolaire, leur maison est sans doute avant tout « une école chrétienne »²; mais, comme nous le verrons plus loin, le programme des études est fort étendu pour l'époque et les contemporains s'accordent à rendre hommage à leur enseignement³.

Au-dessous de cette maison de premier plan, il existe, à Angers, un certain nombre « d'écoles de charité » destinées aux enfants du peuple.

Au témoignage même de la municipalité, « des seize paroisses qui sont en ville, la plupart ont des fondations pour enseigner gratuitement les pauvres »⁴. En particulier, pour les garçons, les frères des Écoles chrétiennes dirigent deux écoles de cette nature; l'une, depuis 1741, à l'Esvière, maison du Sabot, qui est l'origine de leur établissement⁵; l'autre, dans la Doutre, paroisse de la Trinité⁶. Pour les filles, les principales de ces petites écoles sont entre les mains des communautés religieuses à la fois hospitalières et enseignantes; les unes, étrangères au diocèse, comme les *Filles de Charité*, à l'hôpital (1639)⁷; les autres, spéciales à l'Anjou, comme les *Dames de la Providence* (1689)⁸ ou la maison de Saint-Charles Borromée, populairement la *Petite Pension* (1714)⁹. Là, on soigne « les pauvres malades », on élève les jeunes filles « dans la crainte de Dieu » et on leur apprend « à lire, à écrire et à filer »¹⁰.

¹ PORT, D., t. I, pp. 83, 84. En 1790, le nombre des pensionnaires est de 160 et celui des lits de 230. (A. D., H, Ec. ch., 25 février 1790.)

² *Prospectus*. (B. A., mss. 1030, f° 161), publié par Ch. URSEAU, *L'Inst. pr.*, pp. 331-334.

³ « Ils étaient reconnus alors pour les meilleurs maîtres de français, de lecture, d'écriture, d'arithmétique jusques et y compris la tenue des livres, qui existaient à Angers. » (Y. BESNARD, t. I, pp. 96, 97.) « J'y acquis en six mois, dit Drouin, de Baugé, les connaissances que je ne me serais sûrement pas procurées en ville, dans l'espace d'une année et plus. » (A. D., H, Ec. ch., 21 septembre 1790.)

⁴ A. M., BB, 120, f° 74 (19 avril 1763).

⁵ A l'acquisition de la Rossignolerie, engagement de continuer l'éc. de la par. de l'Esvière avec deux maîtres. (A. D., H, Ec. ch. Acte de vente, 23 mars 1773, arrêt du Parlement, 28 août 1778.)

⁶ École ouverte en 1741 avec deux maîtres; subvention de 400 l. de la ville depuis 1772; restée ouverte jusqu'en 1791. (A. D., H, Ec. ch., Lt 924; rapport Pilastre, 1792.)

⁷ PÉAN, p. 516, note.

⁸ Établie d'abord rue de l'Hommeau, puis en 1763, dans l'anc. maison du *Sauvage*, rue Saint-Jacques, premier refuge du séminaire. (Pouillé, 1783, p. xli. PÉAN, p. 442; PORT, D., t. I, pp. 74, 75.)

⁹ PÉAN, p. 332; PORT, D., t. I, p. 102; t. II, p. 397.

¹⁰ PÉAN, pp. 442-516.

Enfin, pour les garçons comme pour les filles, il existe en ville bon nombre de maîtres et maîtresses particuliers qui tiennent pension, ou vont donner des leçons à domicile et qui multiplient les annonces dans les *Affiches*, depuis la fondation de cette feuille en 1773¹.

Telle était, à ses divers degrés, l'organisation scolaire à Angers à la veille de la Révolution.

II. — Dans la province

En 1789, la province d'Anjou ne paraît pas moins favorisée que la ville d'Angers.

1. Des 33 collèges qui existent dans la généralité de Tours, au dire de l'intendant Lescapier en 1766², près de la moitié se trouvent en Anjou. A part celui de Beaupréau, au centre des Mauges, dans un centre « enrichi aux XVI^e et XVII^e siècles par d'opulents seigneurs »³, aucun ne se trouve dans le Bas-Anjou, pays de grande propriété, d'où la bourgeoisie est absente⁴. Tous sont répartis dans le Haut-Anjou, pays de moyenne culture et de métayage comme le Baugeois, ou pays vignoble et de petite propriété comme le Saumurois⁵.

Tous sont des établissements de moyenne importance, appartenant à cet ordre subalterne que « forment aujourd'hui les collèges communaux, au-dessous des lycées »⁶. Sans lien avec l'Université, dont la juridiction ne dépasse pas l'enceinte de la ville, ils sont régis par l'édit de 1763 pour leur administration, et par celui de 1765 pour l'organisation des études⁷.

Tous ont des traits communs, qu'ils partagent avec ceux du reste de la France à la même époque. Administrés par un bureau que dirige l'évêque ou son délégué⁸, ils sont tous confiés à des membres du clergé, prêtres ou séculiers⁹; un pensionnat, ordinairement de médiocre importance,

¹ *Aff. d'Ang.*, 31 janvier 1783 (Guillonnet fils, r. Saint-Laud); 1^{er} août 1783 (Paumard, r. des Deux-Haies); 30 juillet 1784 (Goussé, r. Godeline); novembre 1788 (Faucheux, r. Saint-Aubin); 19 mars 1789 (Besnard, r. Basse-du-Figuier); depuis 1781 et 1789 (Félicité Mesnager, r. du Figuier, puis r. Saint-Laud et r. des Deux-Haies).

² « Des 33 collèges qui se trouvent dans la généralité, ceux d'Angers, Tours, Le Mans, La Flèche, Saumur, Laval et Chinon, sont les seuls qui soient établis d'une manière plus stable et dont le public retire pour le présent un plus grand avantage... Ils sont en général très mal fondés et sans ressources suffisantes pour le paiement des régents et autres dépenses qu'ils exigent. » (LESCAPIER, 1766, dans F. UZUREAU, p. 74.)

³ C. PORT, *Vendée ang.*, t. I, p. 8.

⁴ Il n'existait aucun établissement d'instruction publique dans l'arrondissement actuel de Segré. (*Enquête de l'an IX*. C. d'arr. de Segré, 10 floréal an IX.)

⁵ Voir pour la situation de l'Anjou, au point de vue politique, SIEGFRIED, *Tableau politique des provinces de la France de l'Ouest*. (En particulier : Livre I, *l'Ouest intérieur*, chap. II à VI; pp. 9-74.)

⁶ DUPUY, *Éc. Normale de l'an III*, p. 5.

⁷ ROLLAND, *ouv. cité* (Introd., pp. xxviii-liiij).

⁸ Edit. de 1763, art. VI.

⁹ ROLLAND, p. 54 (*Mémoire de l'As. du clergé*, 1772).

en constitue le principal revenu et les classes ne dépassent pas le niveau des premières humanités ¹.

Trois d'entre eux cependant ont une importance spéciale : La Flèche, fondation de Henri IV, aux confins du Maine et de l'Anjou ; Saumur, dans la capitale du Haut-Anjou ; Beaupréau, au centre de la pieuse région des Mauges.

Depuis 1776, l'ancien collège des Jésuites de La Flèche est confié aux *Pères de la Doctrine chrétienne*. A cette date, l'Université d'Angers a dû, par exception, partager avec lui le privilège des « études réputées académiques » ². Jusqu'en 1789, ainsi que nous l'apprennent les réclames du temps, cet établissement continue la fondation de Henri IV et, à côté des élèves du roi, reçoit, aux mêmes conditions, des élèves libres ³. En 1789, le collège qui, au point de vue des études, n'est plus que l'ombre de lui-même ⁴ ne cesse pas de susciter l'admiration par son glorieux passé ⁵.

Le « collège catholique » de Saumur ⁶, fondé en 1615 au faubourg de Nantilly, à deux pas de l'Académie protestante, installé depuis à l'Hostellerie de l'Écu de France, a été tenu jusqu'en 1785 par les prêtres de l'Oratoire ⁷. Mais, depuis la révocation de l'édit de Nantes, la ville de Saumur a perdu sa splendeur, et la ruine matérielle de la cité a suivi de près la disparition du libre examen ⁸. A la veille de la Révolution, les Oratoriens

¹ *A Baugé* : on enseigne « les premiers éléments de la langue latine jusqu'à la rhétorique inclusivement », mais, en fait, les classes sont en partie réunies. Les revenus, dont une partie pour l'éc. de charité annexée au collège, ne s'élèvent qu'à 310 l. ; le prix de pension est de 30 l. par mois ; celui des études, de 24 l. pour le latin, 12 l. pour la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Le collège ne compte plus, en 1789, que quelques pensionnaires et très peu d'externes. (*Aff.*, 12 octobre 1781 ; *A. D.*, Lt 924, 3 janvier 1792 ; *Enquête an IX* ; Arthur DU CHÊNE, *Un petit collège avant et pendant la Rév.* (dans *Rev. d'Anj.*, 1880, pp. 330-360).)

A Beaufort : l'écriture et les humanités jusqu'à la rhétorique inclus avec deux régents. (*Alm.* 1773 à 1789 ; *Aff.*, 24 septembre 1784 ; *A. D.*, Lt 924, 19 février 1792 ; DENAIS, *Une maison d'éducation pendant cinq siècles : le collège de Beaufort.*)

A Doué : le collège a des régents pour le latin, un pour la lecture, l'écriture et l'arithmétique. (*Aff.*, 1^{er} octobre 1784 ; *Enquête de l'an IX* (dans F. UZUREAU, pp. 7, 8.)

² Lettres patentes, 20 mai 1776. (*A. D.*, D. 25, 17 août 1780.)

³ *Aff.*, 1^{er} novembre 1776 ; *Alm. d'Anj.*, 1789, p. 104.

⁴ A La Flèche, les officiers de la Sénéchaussée avaient demandé qu'on suivît les idées de Rollin. Batteux donna un plan d'études que, du reste, les Pères de la doctrine chrétienne ne suivirent pas. (F. BRUNOT, *Hist. de la langue française*, t. VII, p. 102 ; d'après J. CLÈRE, *Histoire de l'école de La Flèche*, 1853, p. 177 et suiv. 227, 228.)

⁵ « ... Les Jésuites n'avaient rien négligé pour rendre ce collège florissant. Les bâtiments, les cours, les jardins, les décorations sont multipliés avec profusion. Il y a des villes dont la surface n'occupe pas plus de terrain que l'enceinte entière de cette maison d'éducation... Cet établissement entraîne une très grande consommation et procure aux paroisses des environs un débouché assuré pour leurs denrées. » [HARVOIN, 1783 (dans MARCHEGAY, *A. d'Anj.*, t. II, pp. 368, 9].

⁶ Voir pour cette appellation : A. M. Saumur, CC 28, 4^e dossier ; — GG 96, n° 1, pr.-v. 11 avril 1651 et n° 2, 15 février 1652.

⁷ *PORT, D.*, t. III, p. 480. *A. D.*, E. 4389. Vente d'une maison : l'Hostellerie de l'Écu, faubourg de Billanges, « pour y restablir l'ancien collège ruiné et démoly lors du siège du chasteau » (15 janvier 1650).

⁸ « Par suite de ce désastre, Saumur perdit plus des deux tiers de ses habitants, parmi lesquels on comptait ce qu'il y avait de plus distingué par le mérite, la naissance et la richesse ; ainsi, après quatre-vingts ans de gloire et de prospérité, cette malheureuse ville tomba dans une profonde misère : apanage ordinaire de presque tous les pays où le culte catholique est le seul permis. » (BODIN, *Recherches historiques sur la ville de Saumur*, éd. 1814, t. II, p. 297.)

abandonnent le collège faute de dotation suffisante¹ et se retirent dans leur maison solitaire de Notre-Dame des Ardilliers². En 1789, le collège est déchu, et Pierre Blondeau, « prêtre zélé et instruit », en assure de son mieux la direction, secondé par des jeunes gens qui se destinent à la prêtrise³.

Le collège de Beaupréau, par contre, est alors en pleine prospérité. Il a été fondé, en 1710, par un prêtre zélé, François Chollet, pour servir de pépinière au Séminaire d'Angers⁴. En 1789, avec René Darondeau, élève des Jésuites, prédicateur distingué, administrateur habile et éducateur émérite⁵ qui le dirige depuis 1755, et qui l'a fait rebâtir en 1779, le collège compte de deux à trois cents pensionnaires⁶. La Révellière-Lépeaux, qui y achève sa troisième en 1766, dit avoir « beaucoup regretté » Beaupréau⁷ et l'historien J.-F. Bodin déclare que c'est là qu'il a puisé « quelque goût pour l'étude et les lettres »⁸.

À côté de ces créations de premier plan, il faut citer une dizaine de petits collèges de moindre importance : au sud de la Loire, Doué (1723), fondé, comme Beaupréau, par François Chollet⁹ et où Yves Besnard fit ses premières études vers 1760¹⁰ ; à dix lieues de là, Chemillé, de date récente et de moindre importance¹¹ ; au nord du fleuve, Beaufort, qui date de la Renaissance (1577) et qui fut créé dans un bel élan d'enthousiasme pour les lettres¹² ; Baugé, fondé à l'approche de la révocation de

¹ A. D., Lt 924, 7 janvier 1792.

² BODIN, *Rech. hist. sur Saumur*, éd. 1814, t. II, p. 350.

³ A. D., D. 38 (Traité entre la ville et Blondeau, prêtre, vicaire de Saint-Nicolas de cette ville, 18 art., 8 p. mss., 1^{er} juillet 1785) ; *Enquête de l'an IX*. Conseil d'arr. de Saumur (F. Uzu-REAU, p. 5).

⁴ H. BERNIER, *Le collège de Beaupréau* (dans *R. d'Anj.*, 1853, pp. 107-188, notamment p. 184) ; LETOURNEAU, *Mém. de J. Grandet*, t. II, pp. 606-610 et *Hist. du Sémin. d'Ang.*, pp. 96-103.

⁵ BERNIER, p. 117 ; BODIN, *Rech. hist. Ang. et le Bas-Anjou*, t. II, p. 326 ; A. D., Lt 924.

⁶ *Le Préfet Montault des Isles à M^e de l'Intérieur* (12 messidor an IX, 1^{er} juillet 1801). Ces chiffres paraissent exagérés. « Le collège... ne possède que le bâtiment de grandeur à loger environ deux cents pensionnaires ; mais qui, cette année (1788), sont au nombre de 130. » (A. D., C 191. *Munic. de N.-D. de Beaupréau*.) « Le nombre des pensionnaires était à peu près de 110 à 130 avec un nombre à peu près égal d'externes humanistes. » (*R. d'Anj.*, 1853, p. 125.)

⁷ « Je n'arrivai à Beaupréau qu'au milieu de l'année scolaire. J'y achevai ma troisième. Je remportai un premier prix de version latine et un second prix de thème, s'il m'en souvient. L'année suivante, on nous envoya continuer nos études à Angers ; nous entrâmes au collège de l'Oratoire, au mois de novembre 1767, mon frère en philosophie, moi en seconde... A Angers, je regrettais beaucoup Beaupréau... » (*Mémoires*, t. I, pp. 14, 15.)

⁸ «... Sous l'administration de ce vertueux ecclésiastique (Darondeau), les études, soutenues par une sage discipline et par les talents des professeurs, lui acquirent en peu de temps une grande réputation : l'Anjou, le Poitou et la Bretagne y envoyèrent un si grand nombre d'écoliers que bientôt les bâtiments se trouvèrent insuffisants pour les recevoir... L'on doit placer (Darondeau) au rang des prêtres les plus estimables et les plus dignes de la vénération publique qu'ait produit l'Anjou... C'est dans le collège de Beaupréau que j'ai puisé quelque goût pour l'étude et les lettres... » (BODIN, *Angers et le Bas-Anjou*, éd. 1823, t. II, pp. 326-328.)

⁹ *Baux et contrats d'acquit de maison dans la ville de Doué au profit du Col.*, 7 avril 1723. (A. D., D. 35.)

¹⁰ Y. BESNARD, *Mém.*, t. I, p. 22.

¹¹ Fondé en 1779 par les abbés Cailleau et Charruau. (PORT, D., t. II, p. 429.)

¹² *Proc.-verbal de l'as. des « paroissiens, manans et habitans de cette ville et par. de Beaufort »*, 12 p. mss. (A. D., D. 34.)

l'édit de Nantes, dans un milieu qui était centre de calvinisme¹ ; enfin, sur la périphérie de la province, vers la Touraine, Bourgueil² ; vers le Maine : Précigné³, Le Lude⁴, Craon⁵ et surtout Château-Gontier⁶. Dans le Haut-Anjou, la plupart des agglomérations importantes, chefs-lieux d'élections ou simples terres titrées, possèdent, à la fin du XVIII^e siècle, un établissement de cette nature.

Enfin, à côté de ces petites institutions, qui font encore figure, il en faut citer pour mémoire une foule d'autres, les unes anciennes, comme Marigné⁷, Grez-Neuville⁸ ou Champigné⁹, les autres de fraîche date, comme Cholet¹⁰ ou Chalonnes¹¹, qui s'intitulent « collèges », parce qu'un vicaire de paroisse y tient école et enseigne les premiers éléments du latin.

C'était là, en fait, le dernier échelon des établissements destinés à la petite bourgeoisie et aux artisans des bourgs pour l'étude des humanités.

2. Là ne s'arrête pas cependant la nomenclature des institutions scolaires de la province à la fin du XVIII^e siècle. C'est un fait indéniable qu'à cette date les paroisses angevines sont parsemées de fondations scolaires anciennes, « psallettes ou écoles de grammaire et de chant », créées au moyen âge par les chapitres et les abbayes pour les besoins du culte ; « petites écoles », presque toujours distinctes pour les garçons

¹ Fondé en 1682 par Cailleau, puis par Boureau de la Barbinière, « pour ôter tout prétexte aux artisans de se dispenser de faire instruire leurs enfants dans la religion catholique », 1722, réglementé dans une assemblée des habitants, 1724. (Arthur DU CHÊNE, *R. d'Anj.*, 1880, pp. 333-342.)

² *Alm. d'Anj.* 1775. En 1786, le principal demande, « un bon maître d'écriture et d'arithmétique... Il serait bien aise que le sujet pût enseigner la langue latine ». (*Aff.*, 24 novembre 1786.)

³ En 1789, le principal « retranche la rhétorique et n'enseignera plus que jusqu'en seconde ». (*Aff.*, 29 septembre-9 octobre 1789.)

⁴ Chef-lieu d'un archidiaconé de l'év. d'Ang. (Pouillé, 1783.)

⁵ Le collège comptait 3 maîtres, une centaine d'élèves, dont 40 à 50 pensionnaires. *Enquête de l'an IX* (UZUREAU, p. 1).

⁶ D'après les réclames du temps, « collège de plein exercice », depuis les éléments de la grammaire jusqu'à la philo. sur laquelle on soutient des thèses publiques, « avec 150 à 160 pensionnaires et plus de 100 externes ». *Alm. d'Anj.*, 1779 à la Rév. : *Enquête de l'an IX* ; Exercice académique, 12 septembre 1786. (B. A., S. H. 4814 (4), p. 36.)

NOTA. — *Sablé*, Pontvallain et Mayet, cités dans l'*Enquête de l'an IX*, relevaient, avant 1789, de l'élection et du Président de La Flèche, mais ne faisaient pas partie du diocèse d'Angers ni de la sénéch. d'Ang. pour les élections de 1789.

⁷ *Marigné* : collège fondé en 1572, doté en 1610 par le curé Bordillon, de 100 livres de rente pour « celui qui sera le maître ès écoles », cité en 1792 comme « école » avec 120 l. de revenu. (A. D., D. 33, Lt 924 (district de Châteauneuf, 28 juin 1792 ; PORT, D., t. II, p. 597 ; URSEAU, p. 261.)

⁸ *Grez-Neuville* (1592) : Testament d'Hélène Fournier, « collège ou école pour instruire jeunes enfans à bonnes lettres en la par. de Neuville et Grez » ; le seigneur de Neuville en est présentateur et collateur ; 650 livres de revenus fonciers en 1792. (A. D., D. 37, Lt 924, Pouillé, 1783, p. 172 ; PORT, t. II, p. 302 ; URSEAU, p. 248.)

⁹ *Champigné* (1631) : Fondé par Mathurin Rainfray, prêtre, pour être tenu par un prêtre ou diacre, astreint à la résidence et « qui aye faist estude jusques en philosophie », présentateur : le curé et la fabrique ; collateur : l'Univ. d'Ang., qui exerce son droit encore en 1746, « plus onéreux que lucratif » (déclaration de J. Camus, curé, 1^{er} octobre 1790). Revenus estimés 300 l. en 1792. (A. D., D. 32, Lt 294 ; PORT, t. I, p. 591 ; URSEAU, p. 225.)

¹⁰ *Aff.*, 29 octobre 1779-15 septembre 1780.

¹¹ *Aff.*, 30 oct. 1788.

et les filles, multipliées au XVII^e siècle par l'évêque Henri Arnauld pour assurer « le salut des âmes » ; écoles de charité, comme on disait au XVIII^e siècle, dues, les unes au prosélytisme des prêtres¹ les autres, comme on peut en juger par le texte des fondations, à la piété intéressée des fidèles².

Pour les garçons, les maîtres laïques sont en très petit nombre³ ; ce sont des vicaires qui, le plus souvent, joignent aux obligations du culte la charge de leur école⁴.

Pour les filles, la plupart des écoles de charité sont entre les mains de petites communautés où l'on ne fait pas de vœux, recrutées dans un but de piété, à la fois hospitalières et enseignantes, ayant ainsi ce double caractère qui les rendra, par la suite, si populaires dans les campagnes.

Les unes sont venues d'Angers et ont essaimé dans la province au XVIII^e siècle. Ainsi, les Ursulines se sont installées à Saumur (1619)⁵, Château-Gontier (1630)⁶ ; les Filles de Charité, à Longué (1696)⁷ et à Cholet (1698)⁸ ; les Dames de la Croix, à Craon (1687)⁹, Durtal (1690)¹⁰ et Villevêque (1691)¹¹. Les autres, nées au XVIII^e siècle, ont un caractère local et leur champ d'action est limité à une ville ou à une paroisse. Ainsi, à Baugé (1690), le *Pot à Bouillon*, qui se charge de porter des secours à domicile et de faire l'école aux pauvres¹². Des communautés de même nature existent à Doué (1743)¹³, à Pouancé (1779)¹⁴, à Saumur depuis 1709¹⁵ et, trait à noter, cette dernière maison, comme celle

¹ François Chollet, à Étriché, 1685 ; Sébastien Chauveau, à Blaison, 1710 ; Claude de Caignon, à Beaufort, 1680-1709 ; Claude Béhier, à Sainte-Christine, 1717, etc. (Ch. URSEAU, *L'Instruction primaire avant 1789 dans le diocèse d'Angers*, pp. 182-190.)

² Soulaines, fondation éc. de G. par D^{lle} Dufresne, à condition « qu'on récitera tous les jours, à la fin de l'école, la prière du matin ou du soir, le *De profundis* avec les oraisons convenables pour le repos de l'âme du feu sieur Dufresne... et de celle de la D^{lle} Dufresne, de leurs parens et amis et de tous les Bienfaiteurs des dites écoles ». (A. D. Soulaines Ec. 26 p. Dossier 1716-1816.)

³ Daumeray, 1718, F. Gautier, maître d'éc. et sacristain. (A. D., E supp., t. III, p. 147.) Le fait d'un maître d'école, à la fois sacristain ou chantre, assez général dans d'autres provinces, est tout à fait exceptionnel en Anjou (URSEAU, p. 151). Auvergne : Antoine Joly, maître d'école et sacristain, 1767 (A. D., E t. III, p. 211). Thouarcé : L. Outrey, maître laïque et marié, 1769 (PORT, t. III, p. 583). Brissac (au XVIII^e siècle) : Marchand, 1736 ; Gérard, 1738 ; Aubert, 1781 ; Cottureau, 1788, tous laïcs et mariés (C. PORT, t. I, p. 512).

⁴ Thouarcé : Louis Friauf, chapelain de Saint-Vincent (1780-1788) (Pouillé, 1783, p. 106 ; URSEAU, p. 308). Châteauneuf : Bourignon, vicaire, chargé de la prestimonie de l'éc. des pauvres de N.-D. de Sénennes, 12 mars 1789 (URSEAU, p. 230). Champigné : le régent, qui doit être prêtre ou vicaire, a part aux gaignages de l'église (A. D., D. 32, déclaration, 1^{er} octobre 1790).

⁵ PORT, D., t. III, p. 493.

⁶ En 1699, les Ursulines avaient dans leurs couvents : 66 religieuses à Angers, 49 à Château-Gontier, 65 à Saumur (*Miroménil*, dans MARCHEGAY, chap. 1^{er}, p. 90).

⁷ PORT, D., t. II, p. 541.

⁸ Arch. greffe Cholet (d'après un mss. de SPAL aux A. D. de M.-et-L.).

⁹ A. D., E 3 024 (traité, 12 juillet 1687).

¹⁰ PORT, D., t. II, p. 90.

¹¹ A. D., E 11, p. 182.

¹² PORT, D., t. I, p. 226.

¹³ A. D., G 1912.

¹⁴ PORT, D., t. III, p. 170.

¹⁵ *Ibid.*, t. III, p. 15 (J. Macé, *Vie de Jeanne de la Noue*, Saumur ; GODET, 1845). (B. A., SH 3610.)

de Saint-Charles à Angers, constitue déjà un véritable noviciat pour la direction des écoles paroissiales et essaima dans plusieurs paroisses du Saumurois : à Montreuil-Bellay¹, à Brézé, au Puy-Notre-Dame.

Malgré la prudence qui s'impose en pareille matière, il est permis d'affirmer, sans exagération, qu'en dehors d'Angers, la moitié environ des paroisses du diocèse possédaient des fondations scolaires², dont on retrouve la trace vers la fin du XVIII^e siècle.

Tel est, dans son ensemble, le tableau imposant des institutions scolaires de l'Ancien régime à Angers et dans la province. Mais c'est là un ensemble qu'il serait imprudent d'accepter sans réserves et c'est à l'étude critique de ces créations si diverses qu'il nous faut demander la véritable portée de l'œuvre ainsi réalisée.

¹ Montreuil-Bellay, Brézé (1721) ; Puy-Notre-Dame (1724). (PORT, *D.*, t. II, p. 720 ; t. I, p. 494 ; t. III, p. 204.)

² « Pour le XVIII^e siècle, il nous est facile de prouver, par des titres authentiques, l'existence de 293 écoles, dont 106 éc. de G., 131 éc. de F. et 16 ouvertes, malgré les règlements diocésains, aux enfants des deux sexes. » (URSEAU, *L'Inst. prim.*, etc., p. 102.)

CHAPITRE II

La réalité : institutions féodales et religieuses en désaccord avec les besoins nouveaux

Sous des apparences flatteuses, les réalités sont moins brillantes : de sérieuses restrictions sont nécessaires sur la valeur réelle des institutions scolaires de l'ancien régime.

I. — *Pratiques surannées de l'Université*

1. Avec la création des séminaires, les facultés de théologie se trouvent reléguées au second plan. Celle d'Angers a subi la loi commune et si, en 1789, elle existe encore de nom, en fait elle a perdu sa force depuis la création du séminaire diocésain (1659). Celui-ci eut en effet une fortune rapide : dirigé par les Sulpiciens en 1696, agrégé à l'Université en 1704, avec privilège des études académiques pour les cours de philosophie¹. La faculté n'apparaît plus, en 1789, que comme un simple prolongement de ce dernier. Elle lui emprunte ceux de ses élèves qui se proposent de prendre des grades de théologie et qui viennent y suivre, à cet effet, des leçons données par elle à la salle Saint-Maurice².

Sans aucune personnalité, cette faculté qui se glorifie de « n'avoir jamais varié dans ses doctrines »³, est aussi sans grande autorité. « Ses deux professeurs, dit Pilastre en 1792, donnaient leurs leçons dans un vieux bâtiment, qui, ainsi que la science qu'on y professait, était depuis de longues années croulant⁴. »

¹ Sur ses origines : Voir LETOURNEAU, *H. du Sém.*, 1659 à 1695, 2 vol. (publication des Mémoires de Grandet), *H. du Sém.* de 1695 à 1895, 1 vol., en particulier chap. 1^{er} et II. Sur son agrégation à l'Univ., voir LETOURNEAU, *ouv. cité*, t. II, 506-532 ; DE LENS, p. 122 ; A. D. D., *Rég. de l'Univ.* Privilèges et statuts, 8 p. mss.

² Y. BESNARD, t. I, p. 147.

³ *Ibid.*, p. 121.

⁴ A. D., L/t 924 (PILASTRE, 1792).

Comme les autres facultés de théologie du royaume, elle n'a plus, en réalité, « qu'une existence nominale, avec le privilège de conférer des grades »¹.

Plus vivante que la précédente, la faculté de droit est discréditée cependant par une tare plusieurs fois séculaire : la vénalité, qui sévit, à Angers comme ailleurs², mais peut-être plus qu'ailleurs, pour la collation des grades.

Cette pratique coupable, déjà condamnée dans les cahiers de la province aux États de 1614, puis dans le *Mémoire* de Charles Colbert en 1664³, atteint, à la Révolution, un degré qui excite l'indignation des contemporains.

Yves Besnard, qui étudiait au Séminaire vers 1770, déclare que, lorsqu'il s'agissait de subir des examens ou de soutenir des thèses, « l'indulgence » de la faculté de droit était sans bornes. « Un des professeurs ou docteurs agrégés fournissait aux candidats, à raison de douze francs l'une, la réponse aux arguments qui devaient lui être poussés sur des points désignés ; les réponses étaient courtes ; rien n'était plus facile que de les réciter de mémoire. On lui fournissait de même une thèse manuscrite qu'il portait à l'imprimeur avec les réponses aux arguments, le tout à des prix modérés dont le chiffre était déterminé par l'usage⁴. »

La même accusation de vénalité se trouve à peu près dans les mêmes termes, sous la plume de La Révellière-Lépeaux, qui, à la même époque, prenait ses grades à la faculté de droit. Il proteste, dans ses *Mémoires*, contre « ce criminel commerce », qui « s'exerçait au profit de tous les professeurs par l'un des agrégés » et qui avait pour effet de « favoriser la paresse des élèves, pour accroître le revenu des maîtres »⁵.

Et l'abus était si criant, qu'en 1789 nous en trouvons l'écho dans les doléances des sénéchaussées de la province : celle de Beaufort, en particulier, s'élève contre « la facilité avec laquelle on accorde les grades à ceux qui les ont le moins mérités, mais qui ont assez d'argent pour les acheter »⁶.

Sans doute, il serait injuste de laisser croire qu'on a tout dit sur cette faculté, lorsqu'on a parlé de ses « cérémonies de parade » et de ses « exa-

¹ LIARD, *Ens. sup.*, t. I, p. 66.

² *Ibid.*, pp. 72, 74.

³ « Un des grands abus de cette Université est que les professeurs de droit vendent des lettres de quinquennium, ou certificat d'études de cinq années, à ceux qui n'ont fait aucune étude chez eux et qu'ils ne connaissent que pour l'argent qu'ils en reçoivent ; ce qui fait que les bénéfices sont pour la plupart remplis d'ignorants. » (MARCHEGAY, *A. d'Anj.*, t. I, p. 126.)

⁴ Y. BESNARD, t. I, pp. 122, 124.

⁵ LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX, *Mém.* t. I, p. 20.

⁶ A. D., B. Sénéch. de Beaufort, 9 mars 1789, 16 p. mss., chap. VII, art. 6.

mens de contrebande »¹; mais la gravité de tels abus, que la critique bienveillante de M. de Lens² ne fait que souligner, atteste, à n'en pas douter, une « décadence professionnelle et morale »³ qu'il serait puériel de dissimuler.

2. Si la faculté de médecine ne paraît pas avoir connu, pour elle-même, les pratiques coupables de celle de droit, elle ne dédaignait pas cependant de faire preuve d'une partialité intéressée dans les examens. Suivant que les candidats se proposaient d'exercer en dehors ou au dedans de la ville, *extra muros* ou *intra*, elle témoignait *a priori* un parti-pris d'indulgence ou d'extrême sévérité, afin de limiter en fait à un petit nombre la liste des docteurs de la ville⁴.

A cette pratique peu soutenable venait s'ajouter « l'ostracisme jeté sur les étudiants sans titre et sans fortune ». C'est une mesure de cette nature qui, en 1752, frappe si durement Michel Chartier, esprit de grande valeur mais de basse origine et qui ne devint professeur en cette faculté qu'avec l'appui du pouvoir royal et après avoir été honni et ridiculisé par ses futurs collègues⁵. « Il était consacré par l'usage, dit Besnard, tant en médecine qu'en droit de ne pas conférer les grades nécessaires à des candidats connus pour ne pas appartenir à des familles honorables dans la bourgeoisie. Aussi regardait-on alors comme certain que tous les enfants de simples bourgeois ou d'artisans ou de paysans qui se trouvaient dans les collèges, n'avaient d'autre destination que l'état ecclésiastique⁶. »

Enfin, jusqu'en 1789, le niveau des études, particulièrement en chirurgie, est nettement insuffisant. « Nous ne saurions sans injustice, déclare Michel Chevreul en février 1791, ne pas faire l'éloge des talents de l'humanité, de la générosité des médecins et des chirurgiens qui exercent dans la ville d'Angers. » Mais cette situation contraste avec celle des campagnes : « Nous ne comptons dans le district d'Angers que deux médecins... ou du moins s'il en existe d'autres, leur réputation n'est pas encore parvenue jusqu'à nous » et cette indigence va de pair avec l'affluence de chirurgiens sans talent : « Nous le disons à regret, il y en a un grand nombre qui sont peu propres aux fonctions qu'ils doivent remplir⁷. »

¹ C. PORT, dans *Mémoires d'un nonagénaire*, par Y. BESNARD, Introd., p. VI.

² DE LENS, *ouv. cité*, pp. 173-177-178.

³ C. PORT (*Rev. hist.*, 1^{er} septembre 1881, p. 173.)

⁴ Y. BESNARD., t. I, pp. 124, 125.

⁵ *Ibid.*, p. 124, note 4. Voir aussi sur cette affaire : délibération de la faculté sur les motifs de son refus, 1^{er} septembre 1751; arrêt du Conseil d'Etat du 6 décembre 1751, signé Philippeaux; installation de Chartier par le lieutenant gl. et le procureur du roi de la sénéchaussée d'Ang., 10 février 1752. (A. D., D. 25, f^{os} 33, 34.)

⁶ Y. BESNARD, t. I, p. 125.

⁷ A. D. LT 134. *Observations adressées au département pour être renvoyées au Comité de salubrité*, 26 février 1791. (Voir le document cité aux Annexes.)

3. D'autre part, quelle que soit la faculté considérée, une faiblesse leur est commune : le petit nombre et le peu de zèle des élèves. Le temps n'est plus où, comme au moyen âge, la foule des écoliers se pressait dans les universités. Au XVIII^e siècle, les économistes s'imposent aux esprits au même titre que les écrivains et les philosophes ; par suite, on délaisse les études classiques qui ont le tort de coûter cher et de ne plus répondre aux aspirations économiques et sociales de l'époque¹. C'est à peine si, en 1789, à Angers, une centaine d'étudiants fréquentent les deux facultés laïques de droit et de médecine².

Insuffisante par le nombre, cette jeunesse universitaire l'est aussi d'ailleurs par la qualité. Les cours de droit sont encore donnés en latin³ et ne peuvent être suivis que par un petit nombre. Depuis longtemps déjà (1751), le professeur de droit romain Dubois avait fait paraître un manuel de baccalauréat, rédigé sous forme catéchétique, afin de dispenser les étudiants de recherches plus ardues⁴.

Le zèle n'est guère plus grand à la faculté de médecine où, sans souci pour des « nouveautés » qui étaient cependant d'un puissant intérêt, les étudiants sont inexacts aux herborisations et témoignent aux cours pratiques d'une assiduité relâchée⁵. Aussi, en 1785, le recteur Merveilleux pouvait-il prendre pour thème de son discours de rentrée, ce sujet qui était d'une troublante actualité : « De la négligence des études, ses causes et ses conséquences⁶. »

Ainsi cette Université, si imposante dans sa façade, renferme en elle-même des vices d'organisation qui en affaiblissent profondément la portée et des tares qui en altèrent singulièrement l'autorité.

II. — Décadence des petits collèges

1. A la fin du XVIII^e siècle, la désertion des études se retrouve également dans les collèges où elle est fortement accentuée. « On a remarqué,

¹ La sénéchaussée de Château-Gontier demande « une refonte totale dans les Universités qui, dans le régime actuel, sont absolument inutiles à l'instruction ». (A. D. B. Sénéch. Château-Gontier, 12 mars 1789, 11 p. mss., voir p. 6.) (Publié par UZUREAU, *Province du Maine*, août-septembre 1903.)

² B. A., H 2036. *Discours sur Angers relativement à l'industrie et au commerce*, 1787, p. 27... « Les étudiants de tous pays et de toutes conditions qui s'y rendaient faisaient une partie conséquente des habitants de la ville... Mais ce temps est passé, les études classiques et celles de droit sont tombées, et nous avons perdu le numéraire qu'elles nous procuraient. »

³ Sur la persistance des préjugés et des coutumes anciennes, dans les facultés « supérieures », en particulier dans les facultés de droit, cf. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, chap. VII, pp. 110, 111.

⁴ DE LENS, *ouv. cité*, p. 274.

⁵ A. D. D.²⁵ (17 juin 1778).

⁶ *Aff. d'Ang.* (16 novembre 1785).

dit le Conseil d'arrondissement de Saumur, en l'an IX, que depuis vingt ans avant la Révolution, les collèges où l'on enseignait principalement la langue latine avaient vu diminuer le nombre de leurs élèves. Les idées qui s'étaient tournées vers le commerce, le dégoût pour la prêtrise et les ordres monastiques, le discrédit dans lequel étaient tombées les charges de la judicature, en sont les principales causes ¹. »

Ainsi, à Saumur, où on comptait 300 élèves en 1684 ², on en comptait beaucoup moins en 1789 ³ et, dès 1785, les Oratoriens abandonnent le collège faute « de biens fonds et de revenus suffisants ». A Doué, le collège qui comptait, au temps de Besnard, 30 internes et 70 à 80 externes ⁴, n'a plus, en 1787, de vie régulière et Jean Marquet n'en accepte la direction « qu'à la condition qu'il lui sera permis d'enseigner ce que bon lui semblera, comme il voudra, à tel prix qu'il souhaitera et sans qu'il soit tenu de rendre aucun compte de sa gestion ⁵. »

A Baugé, le collège, « qui fut longtemps recommandable », est en pleine décadence en 1789, et, avec le principal Charles Cailleau, accusé de consacrer plus de temps « à ses fleurs et à ses abeilles » qu'à ses élèves, on n'y compte plus que « très peu de pensionnaires et quelques externes » ⁶; enfin, en septembre 1789, à *Précigné*, le principal, « ne voulant plus faire de son collège qu'une famille de petits enfants doux, dociles, honnêtes et de bonne volonté », retranche la rhétorique et « n'enseignera plus désormais que jusqu'en seconde » ⁷.

On imagine sans peine ce que pouvait être, dans ces conditions, l'étude des humanités. Alors devait être porté au maximum le mal contre lequel s'élevait déjà l'Université en 1750 : « Dans les collèges subalternes de Château-Gontier, Beaupréau, Doué, Craon, Beaufort, Baugé... un même régent, faisant confusément dans le même temps tout à la fois, deux et même trois classes, n'en fait véritablement aucune ⁸. »

2. Si l'on excepte le collège de l'Oratoire, qui fait partie intégrante de l'Université et où, comme nous le verrons plus loin, les études se sont maintenues à un degré élevé jusqu'à la Révolution, un seul collège de la

¹ *Enquête de l'an IX* (10 floréal, an IX) (UZUREAU, p. 17).

² PORT, D., t. III, p. 480.

³ « Avant la Rév. 18 prof., 200 él., dont 50 à 60 pensionnaires communément. » *Enquête de l'an IX*. (UZUREAU, p. 7.) Ces chiffres qui ne sont qu'approximatifs, ne reposent sur aucune statistique et sont vraisemblablement antérieurs au départ des Oratoriens. Ils s'accordent mal d'ailleurs avec la désertion générale des collèges, signalée dans la même délibération.

⁴ Y. BESNARD, t. I, p. 25.

⁵ A. D. D³⁵. Pour l'année écoulée, les recettes s'élèvent à 1.721 l. ; la mise à 2.067 l. ; la mise excède la recette de 367 l. (7 novembre 1787).

⁶ ARTHUR DU CHÊNE (*R. d'Anj.*, 1880, pp. 470-479).

⁷ *Aff.*, 29 septembre et 9 octobre 1789.

⁸ A. D. D., f^{os} 40-42 (22 juillet 1762).

province échappe à cette décadence générale : celui de Beaupréau. Là, comme nous l'avons dit plus haut, les élèves abondent ; l'étude du latin est prospère et l'on enseigne avec succès les humanités depuis la septième jusqu'à la rhétorique inclusivement ¹. Pendant plus de trente ans (1755-1792), Beaupréau connut, avec Darondeau, une prospérité ininterrompue et, en 1792, les administrateurs du district de Saint-Florent, dont le témoignage ne saurait être suspect, lui rendaient justice en ces termes : « On ne peut refuser à M. Darondeau des sentiments de reconnaissance sur le régime de ce collège qu'il gouverne en quelque sorte depuis quarante-trois ans et sur les augmentations qu'il a su y faire par une administration sage et économique ². »

Une véritable légende, consécutive à la guerre de Vendée, est née sur Beaupréau. Au temps du Consulat, alors que les esprits étaient encore sous le coup des tragiques événements qui s'étaient déroulés dans la Vendée angevine, le préfet Montault des Isles écrivait au ministre à propos du collège : « C'était une pépinière inépuisable pour le clergé, et c'est *peut-être* à cet établissement qu'il faut attribuer la ferveur religieuse qui règne dans tout cet arrondissement. L'éducation qu'on y recevait, dirigée par les Sulpiciens était singulièrement austère et sombre et se composait d'une multitude de pratiques mystiques et minutieuses ³. » Au cours du XIX^e siècle, les écrivains catholiques transforment cette hypothèse en certitude ⁴.

On voit ainsi le chemin parcouru après coup par une idée, qui s'accorde mal avec la réalité des faits. S'il est vrai que Darondeau, élève du collège de La Flèche, prêtre lui-même et chargé de la direction d'un établissement rattaché au Séminaire, se soit efforcé, comme il le déclare, vers 1762, de « répandre dans le cœur de ses élèves les semences de la religion et de la patrie » ⁵, rien n'indique, comme paraît l'écrire sans preuves le préfet Montault en 1801, que ces pratiques religieuses aient

¹ En 1763, on compte un principal, un préfet et sept régents pour les différentes classes depuis la septième jusqu'à la rhétorique. Il n'y a pas de philosophie. En 1787, sur la liste des privilégiés de N.-D. de Beaupréau, figure le principal, un préfet et huit régents. (Abbé MOREAU, *ouv. cité*, p. 328, appendice VI. — A. D., C 191. N.-D. de Beaupréau.)

² A. D., L 924. *Coll. de Beaupréau*. Statistique du 9 janvier 1792. Signé : Renou, *procureur-syndic* ; Michelin, Letort.

³ Angers, 12 messidor, an IX, 1^{er} juillet 1801. (UZUREAU, *L'Enquête scolaire de l'an IX*, p. 23.)

⁴ Le chanoine Bernier, déclare en 1853 : « La gloire de Beaupréau, c'est d'avoir avivé le feu sacré de l'instruction religieuse et de la foi chrétienne, au sein d'une contrée dont le courage, l'occasion donnée, est allé jusqu'à l'héroïsme. » (*Histoire du coll. de Beaupréau*, dans *R. d'Anj.*, 1853, p. 109) ; et renchérissant à son tour, l'abbé Moreau, dans une nouvelle édition de l'ouvrage précédent (1900), ne craint pas d'ajouter : « Si aucun des principaux chefs de l'armée catholique et royale ne sortit de Beaupréau, notre collège a fait infiniment plus pour la cause religieuse, parce qu'il a contribué à développer cette foi ardente, cet enthousiasme religieux, cet amour du prêtre, sans lequel il n'y aurait pas eu d'insurrection et pas eu de Vendée. » (Abbé MOREAU, *Coll. de Beaupréau*, *ibid.*, 1900, p. 100.)

⁵ UZUREAU, *Un collège de province au XVIII^e siècle*, brochure, Angers, Siraudeau, 1900, p. 20

dépassé celles des autres collèges du temps. Tout au contraire, une affaire de *ballet*, qui date de la même époque (1762), et qui met aux prises Darondeau avec les curés de Beaupréau et de La Chapelle-du-Genêt, prouve que les exercices publics, donnés en fin d'année, étaient accompagnés de divertissements dont le caractère profane s'accorde assez mal avec une austérité religieuse particulière. Pour assurer le maintien d'un ballet, jugé « inconvenant » par les curés du lieu, Darondeau invoque, non des arguments d'ordre spirituel, mais la tradition et l'effet produit sur les élèves et sur les familles : « Qu'il y ait des inconvénients dans les ballets, je ne puis l'ignorer... mais ils sont établis depuis environ dix-huit ans sans aucune interruption... Nos écoliers qui comptent aussi sûrement sur le ballet que sur la tragédie et la comédie accepteront-ils des personnages sans le ballet?... Dans les villes d'Angers, de Nantes, de Saint-Florent, de Cholet, que pensera-t-on quand nos programmes n'annonceront point de ballet... les conclusions qu'en en tirera ne seront-elles point injurieuses et désavantageuses ¹ ? » Comment concilier ces faits avec les affirmations tendancieuses des historio-graphes cités plus haut ?

Enfin, s'il est vrai que Darondeau refusa, comme tous les prêtres de Beaupréau, de prêter le serment en 1791, et s'il est vrai qu'il dut, pour cette raison quitter son collège en octobre 1792, il convient, pour lui rendre justice, de tenir compte, en ce qui concerne la valeur des études, des appréciations élogieuses rappelées ci-dessus : les témoignages de La Révellière-Lépeaux ² et de l'historien Bodin ³.

D'autre part, dans cette affaire, un document paraît primer tous les autres : c'est celui qui émane des administrateurs du district et qui date du 9 janvier 1792, date intermédiaire entre les premiers refus du serment de Darondeau ⁴ et l'arrêté du directoire du district de Saint-Florent (10 octobre 1792), enlevant à Darondeau la direction du collège pour la confier au prêtre « intrus » Coquille. Nous avons donné aux Annexes, d'après les Archives départementales, les deux pièces en question (tableau du collège édifié par les administrateurs du district, 9 janvier 1792 et pièce non datée et non signée portant la mention : Bien public n° 7408, collège de Beaupréau). Ce sont ces deux documents, mêlés par M. l'abbé Uzureau ⁵, que l'on retrouvera séparément plus loin et qui nous permettent de conclure avantageusement sur la valeur des études et sur

¹ Lettre à Dumolin, supérieur du Grand Séminaire, 18 juillet 1762. (UZUREAU, *op. cit.*, pp. 20, 21.)

² *Mémoires*, t. I, pp. 14, 15.

³ *Angers et le Bas-Anjou*, t. II, pp. 527, 528.

⁴ A. D., L. pp. 960-963, refus du serment : mai 1791, 7 août et 7 septembre 1791.

⁵ *Op. cit.*, p. 24.

celle de la direction au collège de Beaupréau avant la Révolution. On remarquera que ces textes, comme d'ailleurs les attestations de La Révellière-Lépeaux et de Bodin sont muets sur les prétendues pratiques ascétiques du collège.

N'y a-t-il pas là un exemple frappant de ces études tendancieuses; qui interprètent après coup les événements, avec les préoccupations du présent, au lieu de les reporter dans le passé et qui, en obscurcissant les faits, rendent si difficile la recherche de la vérité historique?

3. Dans l'ensemble, abstraction faite de Beaupréau, qui méritait une mention spéciale pour son développement et les jugements contradictoires dont il est l'objet, tous les petits collèges de l'Anjou sont restés, jusqu'en 1789, ce qu'ils étaient à l'origine : des maisons pieuses dirigées par des prêtres, en vue surtout des fonctions ecclésiastiques. Si on y enseigne les premières humanités, c'est bien moins pour la culture intellectuelle que pour mettre à même de comprendre plus tard les ouvrages sacrés. La vie qu'on y mène, et qui a partout un caractère religieux très marqué, est à peu de chose près celle que connut Yves Besnard, élève externe au collège de Doué, vers 1765, trente ans avant la Révolution. Le principal, M. Liger, « est un vieillard... ancien prêtre, également sévère pour lui-même et pour les autres », et; en toute saison, « constamment vêtu d'une soutane de gros cadî »¹. La tenue des élèves n'est pas moins sévère : « Nous étions vêtus, dit Besnard, d'habits courts, moitié laïcs, moitié ecclésiastiques, les jours ouvrables ; mais nous portions la soutane les dimanches et fêtes et nous assistions à la paroisse aux offices de l'église en surplis et en bonnet carré... »². En outre, selon l'usage, ceux qui se destinent à la prêtrise reçoivent la tonsure à 12 ans³, ce qui leur vaut d'ailleurs une certaine considération, « car, dit l'auteur jamais *Dominus vobiscum* n'avait manqué de pain »⁴.

A Doué, la discipline repose sur la crainte des châtiments corporels. Le principal « ne paraissait dans sa classe qu'armé d'une baguette plate de baleine contenue aux deux bouts par une petite plaque d'argent avec laquelle il frappait sans dire gare, sur les mains ou les doigts des élèves causeurs ou inattentifs »... « Il tenait en outre à sa proximité une fêrule et un martinet, espèce de discipline avec laquelle il infligeait les punitions corporelles auxquelles il venait de condamner les délinquants »⁵. L'instruction, au collège de Doué, « se bornait à l'étude du latin et il n'y

¹ Y. BESNARD, *Mém.*, t. I, p. 23.

² *Ibid.*, p. 71.

³ *Ibid.*, p. 69.

⁴ *Ibid.*, p. 70.

⁵ *Ibid.*, p. 23.

était question ni de langue grecque, ni de langue française, ni d'histoire, ni de géographie »¹. Aussi les ouvrages mis entre les mains des élèves appartenaient-ils tous à la langue latine², que les meilleurs élèves n'arrivaient guère à comprendre³. Après plusieurs années d'études, qui n'étaient pas cependant sans agrément⁴, on sortait du collège pour passer à celui d'Angers⁵, qui se partageait, avec le Séminaire, le privilège des études académiques.

Telle était la vie des petits collèges de la province vers 1762. Malgré le travail qui s'est opéré dans les esprits depuis l'expulsion des Jésuites jusqu'à la Révolution, il ne semble pas que rien de saillant soit venu modifier la marche des études dans ces antiques maisons, impuissantes à se renouveler. Jusqu'à la Révolution, « quelles que fussent les différences entre les méthodes, deux caractères demeuraient communs : la suprématie de l'Eglise et la prédominance du latin »⁶.

L'enquête de 1790-1791, dont on trouvera les tableaux aux Annexes, tableaux si précieux pour la situation matérielle des collèges en 1789, ne nous apprend à peu près rien concernant les études⁷. D'autre part, l'enquête de l'an XI, faite après coup, et dont il convient de n'accepter les conclusions qu'avec prudence, ne fournit elle-même que des renseignements « trop sommaires »⁸.

En fait, ces petits collèges ne répondaient plus aux aspirations des esprits. Ainsi s'expliquent les doléances des sénéchaussées particulières de l'Anjou. « Qu'il soit dressé, demande celle de Baugé, un plan d'études pour toutes les maisons d'éducation et fondé, dans les collèges, des places gratuites

¹ *Ibid.*, p. 55.

² « ... Nos livres élémentaires, au collège, consistaient dans un rudiment de Despautière... un Dictionnaire français et latin, un Dictionnaire latin et français ; un traité de la quantité, un *Gradus ad Parnassum*. Ils consistaient en auteurs classiques : 1^o pour la prose, un *Appendix de Diis*, un *Selectæ e Veteri Testamento*, un *Selectæ e Profanis*, un *Cicéron de Officiis* et quelques-unes de ses Oraisons, un *Cornélius Nepos*, un *Quinte-Curce* et, à la fin, un *Tacite* ; 2^o pour les vers, dans les *Eglogues*, les six premiers chants de l'*Enéide* de Virgile, dans quelques Odes et satires d'*Horace* corrigé, » (*Ibid.*, p. 51.)

³ « J'avoue n'avoir pu comprendre *Horace* et *Tacite* que plusieurs années après avoir terminé mes humanités et que je les ai alors relus avec tant de plaisir et d'intérêt, principalement *Horace*, devenu — avec *La Fontaine* que je ne comprenais guère davantage dans mon enfance — un vade mecum n'importe où j'ai pu me trouver. » (*Ibid.*, p. 51.)

⁴ « L'emploi du temps était bien combiné. Congé les jeudis et les dimanches et fêtes, toutefois avec obligation de se trouver aux salles d'études le matin et le soir ; quatre heures d'étude, quatre heures de classe, et quatre heures de récréation qui entretenaient celles du travail et des classes. » (*Ibid.*, p. 55.)

⁵ « Mon jeune frère et moi nous quittâmes le collège de Doué cette année 1765, pour passer à celui d'Angers, et j'avoue que j'en ressentis le plus vif regret, car je n'y avais éprouvé que des agréments, soit de la part de mes régents, qui me témoignaient une prédilection particulière, soit de celle de mes parents et camarades. » (*Ibid.*, p. 95.)

⁶ WEILL, *Histoire de l'enseignement secondaire en France*, Paris, Payot, 1921, Introd. pp. IX, X.

⁷ Voir tableaux concernant les collèges d'Angers, Saumur, Baugé, Beaufort, Beaupréau.

⁸ *Statistique des collèges où le français était enseigné vers 1789*. Maine-et-Loire : Un enseignement du français est expressément mentionné comme ayant existé dans les collèges à Angers, Beaupréau ; il n'est fait aucune mention de l'enseignement du français à Baugé, Doué, Saumur (BRUNOT, *Hist. de la langue française*, t. VII, pp. 106-109.)

pour les jeunes gens du Tiers, et en triple du nombre des gentilshommes qui seront placés dans les écoles militaires ¹. » Et Beaufort ajoute : « Pour remédier à la décadence des collèges... qu'on réunisse des revenus capables d'y fixer des professeurs recommandables par leurs lumières et leurs mœurs ; et qu'aussi, il ne soit accordé de grades dans les Universités qu'à ceux qui, par leur assiduité à suivre les cours, auront mérité de les obtenir ². »

III. — *Insuffisance des écoles de charité*

A une époque où les ouvriers et les paysans comptent peu et où « toutes les charges s'abattent sur eux » ³, en Anjou, si l'on en juge par les doléances des paroisses, la situation économique est « misérable » ⁴. Dans les Mauges, « enclave déshéritée » ⁵, les chemins sont inconnus, dans le Saumurois, région plus favorisée, ceux qui existent sont « impraticables en hiver » ⁶. Il est facile de concevoir ce que pouvait être dans ces conditions la vie des « écoles de charité », destinées aux enfants des campagnes. Et l'on s'explique encore mieux le peu de portée réelle de ces écoles, lorsqu'on sait que « le désordre et la ruine étaient alors partout dans les fabriques et dans les cloîtres » et que les fondations de « bienfaisance », multipliées par l'Eglise, se trouvaient vite transformées en « dotations de piété » ⁷.

En Anjou, à la fin du XVIII^e siècle, les « écoles de charité » sont, malgré leur nombre, précaires dans leur existence, insuffisantes par l'absence de préparation des maîtres, par l'irrégularité de la fréquentation, par la nature de l'enseignement et par les résultats obtenus.

I. Tout d'abord, malgré la prudence qui s'impose en l'absence de toute statistique d'ensemble, on est fondé à déclarer qu'en Anjou, comme ailleurs en France ⁸, le nombre des créations scolaires est nettement infé-

¹ A. D., série B, Sénéchaussée de Baugé (10 mars 1784), 12 p. mss. art. 134, publié par UZUREAU, *And.* t. II, p. 169 et suiv.

² *Ibid.*, Sénéch. de Beaufort (9 mars 1789) ; 16 p. mss., chap. VII, art. 6. Voir aussi *And.*, t. II, p. 336 et suiv.

³ MATHIEZ, *La Révolution française*, t. I, p. 16.

⁴ LE MOY, *Cahiers de doléances*, t. I, chap. XII.

⁵ C. PORT, *Vend. ang.*, t. I, p. 12.

⁶ BESNARD, *Souv. d'un nonag.*, t. I, p. 305 (cité par BRUNOT, *Langue française*, t. VII, p. 218.)

⁷ C. PORT, *Vend. ang.*, t. I, pp. 71, 72.

⁸ Voir, sur ce point, à l'encontre des multiples travaux à consulter avec prudence, l'étude récente, très précise de DÉCAP-RIEDER : *L'Inst. publiq. en France au XVIII^e siècle, dans le diocèse de Rieux (Haute-Garonne)* (Bibl. d'Ang., SH 15327).

rieur à celui des paroisses. Les sources diverses¹ auxquelles nous avons puisé, après d'autres², s'ajoutent sans se contredire et sont suffisantes pour étayer cette conclusion.

Il est permis d'avancer, avec Toussaint Grille, que, d'une manière générale, l'Anjou « comptait autrefois beaucoup d'écoles fondées »³; mais il ne serait pas exact d'appliquer à cette province la parole de Taine : « que chaque village avait son école, avant la Révolution »⁴. Villier, ancien Oratorien de Saumur et auteur du *Nouveau plan d'éducation* que nous analyserons plus loin, paraît donner la note juste en disant « que les maîtres d'écoles n'étaient pas assez multipliés dans les campagnes... et qu'il était à désirer que chaque paroisse eût le sien »⁵.

D'autre part, s'il est juste de reconnaître, qu'à une époque où les traitements d'État n'existaient pas, les fondations étaient de nature à assurer l'existence des institutions scolaires, néanmoins il serait dangereux de conclure de la présence d'une fondation à la tenue régulière d'une école. Parfois, en effet, la donation est si médiocre qu'on ne trouve pas même trace d'école : Rablay (1735), Loiré (1740)⁶; et, si le legs est d'importance, il est transformé, par la suite, en institution de piété, (Beaupréau ; fondation Montespedon, (1555-1788)⁷. Il est significatif de voir enfin avec quel soin jaloux, à Soulaines par exemple (1733)⁸, les fondateurs s'efforcent par avance d'empêcher la main-mise de la fabrique sur les biens affectés aux écoles.

Assez souvent, quand il s'agit d'une école de garçons et d'une chapelle fondée, ce sont les bénéficiaires qui font défaut : Faye (1707)⁹, Feneu (1754)¹⁰, Broc (1788)¹¹. S'il s'agit d'une école de filles, la donation,

¹ Pour les paroisses de l'Anjou : A. D. Sér. E et G (*Inventaires des rég. paroissiaux*) ; sér. C 190-193 : *Statistique des paroisses en réponse au questionnaire de la Com. Int. d'Anjou* (1788) ; sér. B (*Cah. des par. de la Sénéch. d'Ang.*) ; Lt 924, *Enquête de 1792* ; sér. Q 11, S¹ : *Biens d'école vendus en application de la loi du 28 ventôse, an IV* ; *Enquête de l'an IX*. Sources diverses ; Pouillé du diocèse d'Ang., 1783, SPAL, mss. (A. D.), PORT. D., etc.

² URSEAU Ch. *L'Inst. prim. avant 1789 dans le diocèse actuel d'Ang.*, Paris, Picard, 1895, *Étude sur l'Inst. prim. avant 1789* (doc. inédits, 1893) — *Bulletin dép. de l'Inst. prim. de M.-et-L.*, n^o 43-52 (1875-76) — A. D., SPAL mss.

³ B. A. ms. 895, (2), f^o 19.

⁴ TAINÉ, *Les Origines de la France contemporaine*, t. I, p. 213.

⁵ *Nouveau plan d'éducation*, p. 16, note a.

⁶ RABLAY (G 2 202), Loiré (G. 2092).

⁷ A. D., C. 191, 18 mars 1788.

⁸ SOULAINES, G 2736.

⁹ Chapelle fondée en 1694, par Pierre Goizil, à charge par le chapelain « de faire l'école aux enfants du village de la Touche et des environs ». La chapelle figure au Pouillé de 1783, p. 107. Or, le 27 décembre 1791, le district rejette la requête du chapelain « puisqu'il est constant qu'il y a plus de 25 ans que le sieur Billault ne faisait point l'école ». (A. D., L 71, D. de Vihiers. *Rég. des délibérations*, s., 27 septembre 1791, n^o 512.)

¹⁰ Feneu-donation (1502-1754.) URSEAU p. 244. Mais la commune n'a pas d'école à la Révolution. (A. D., Lt 932, 19 décembre 1790.)

¹¹ En 1788, le syndic reproche au curé de jouir, sans en remplir la charge, du revenu d'un « collège » évalué à 100 livres. (C 192, D. de Château-la-Vallière.)

comme il est général à cette époque¹, a presque toujours une destination à la fois scolaire et charitable et souvent la seconde clause est remplie au détriment de la première : Louerre (1755)², Sainte-Christine³ et Saint-Florent-le-Vieil (1757)⁴.

Quand l'école est créée, les revenus sont parfois insuffisants pour la faire vivre et, au bout de quelques années, l'école disparaît : Beaufort (1692)⁵, ou reste en souffrance pendant un temps indéterminé : Montreuil-Bellay (1716)⁶, Vernantes (1571)⁷; Brion (1768)⁸.

Enfin, il n'est pas rare, en 1789, de voir des paroisses dépourvues d'école, là même où il existe des traces sérieuses de fondation : Ainsi, à La Salle-de-Vihiers, à Saint-Macaire-en-Mauges, des écoles ont existé au XVIII^e siècle et les habitants dans leurs cahiers de doléances se plaignent d'en être dépourvus⁹. Aussi pouvons nous souscrire à ce jugement du savant archiviste angevin Célestin Port : « Des fondations éparses et sans suite... j'en ai rencontré en cherchant de mon mieux... autant que personne. Mais c'est l'histoire des hôpitaux où la dotation de bienfaisance s'est vue transformée presque aussitôt en dotation de piété. Ou bien le chapelain qui presque toujours accepte la charge nouvelle, n'a de successeur que pour l'acquit des services d'église et ceux-là même périssent. Ou il délègue l'obligation scolaire à quelque laïque, qui, avant longtemps, se trouve déchu des revenus d'ailleurs insuffisants par eux-mêmes à le faire vivre »¹⁰.

Il n'est donc pas exagéré de conclure, qu'à part un petit nombre d'exceptions¹¹, on ne trouve guère d'écoles durables dans la province, à la fin du XVIII^e siècle, en dehors de celles qui sont tenues par des communautés religieuses.

2. Insuffisantes par le nombre et par la durée, ces écoles le sont aussi par la valeur des maîtres et des maîtresses qui les dirigent. Si les prêtres, chapelains et vicaires semblent tout préparés à tenir des écoles où, suivant les prescriptions épiscopales, on apprend aux enfants « à lire suffi-

¹ Sur le double caractère hospitalier et enseignant des établissements religieux sous l'ancien régime. V. C. BLOCH, *L'assistance en France, à la veille de la Révolution, 1764-1790* en particulier, pp. 69-115 et suiv., 157-178, etc. ...

² Louerre : Une rente de 50 l. à charge par la maîtresse d'en employer un tiers en remèdes pour les pauvres (A. D. C 193 ; G 2095).

³ Sainte-Christine (G 2232).

⁴ Saint-Florent-le-Vieil (C 191).

⁵ Beaufort (H 1287).

⁶ Montreuil-Bellay, E 4386, f^{os} 29-43-56, PORT, D. t. II, p. 724.

⁷ Vernantes (URSEAU, p. 314).

⁸ Brion, G 1875 ; PORT, D., t. I, p. 508.

⁹ Salle-de-Vihiers, Cah. par. 16^o ; Saint-Macaire-en-Mauges, *Ibid.* 11^o.

¹⁰ *Vend. ang.*, t. I, p. 72.

¹¹ Tiercé, depuis le XVII^e s. (H 1351-52-57-58.) *Table gén. des biens de la première origine*, n^{os} 99-298-2181. PORT : D., t. III, p. 988 ; URSEAU, p. 309 ; Louerre, depuis 1741. (B. A., mss. 895 ; A. D., G 2095. Q table n^o 149 ; URSEAU, p. 258.) Allonnes, (URSEAU, p. 207), etc.

samment pour recevoir les sacrements et pour réciter l'office divin »¹, encore n'ont-ils reçu aucune formation pédagogique spéciale. Quant aux maîtres laïques, d'ailleurs très rares dans la province, il n'y a aucune maison pour les instruire et seuls les *Frères des Écoles chrétiennes* font exception².

En ce qui concerne les maîtresses, la situation n'est pas meilleure, et si les communautés de Saint-Charles, à Angers, et de Sainte-Anne, à Saumur, constituent dès cette époque de véritables noviciats, la formation qu'on y reçoit est beaucoup moins scolaire que charitable³. En Anjou, les maîtresses sont avant tout des femmes pieuses, sachant « un peu la pharmacie » et « capables d'assister les pauvres malades de la paroisse »⁴. L'instruction passe au second plan.

3. En principe, l'Église qui, en Anjou comme ailleurs, a la haute main sur les écoles⁵, doit dispenser à toutes les âmes les lumières nécessaires pour assurer leur salut. En fait, il s'en faut que les *écoles de charité* soient accessibles à tous et que la gratuité pour les enfants pauvres soit devenue une réalité.

En plein XVIII^e siècle, ce n'est que dans un petit nombre de fondations qu'il est question de gratuité pour tous les enfants pauvres : Montjean (1727), Soulaines (1733), Doué (1743)⁶. Le plus souvent, le taux de la rétribution scolaire est nettement déterminé⁷ et le nombre des enfants admis gratuitement est limité à quelques unités : Tiercé (1684), Vieil-Baugé (1724), Brion (1768)⁸ et toujours au choix du curé, ainsi qu'il est dit à Sainte-Christine (1754), Saint-Florent-le-Vieil (1757)⁹.

D'ailleurs dans les deux villes principales de la province, à Angers (1763) et à Saumur (1783), la Municipalité se montre vio-

¹ A. D., *Statuts synodaux du diocèse d'Angers*, p. 427.

² BUISSON, D. t. I, p. 1109 et suiv.

³ J. MACÉ, *Vie de J. de la Noue, fondatrice de l'hospice de la Providence de Saumur et de la Cong. des Sœurs de Sainte-Anne, Servantes des Pauvres*, 327 p. Saumur, Godef; 1845 (B. A., SH 3610. Voir en particulier : pp. 271 et suiv.).

⁴ Cette condition est mentionnée au XVIII^e siècle, dans bon nombre de fondations : en particulier, Miré 1721, (URSEAU, *ouv. cit.*, p. 266) ; Montjean, 1727 (G. 2139) ; Soulaines, 1733 (G. 2736) ; Louerre, 1741 (G. 2095) ; Tiercé, 1742 (H 1352) ; Sainte-Christine, 1757 (G. 2232) ; Querré, 1771 (G. 2199), etc...

⁵ Voir pour le XVIII^e siècle : *Manement* de l'évêque d'Ang., Poncet de la Rivière, sur la nomination des maîtres 1718 (B. A. mss., 1030, f^o 168). Voir aussi : *Recueil des ordonnances publiées dans le synode d'Anj.*, 9 mai 1731, sous l'épiscopat de l'év. Vaugirault (à propos de la séparation des sexes) (URSEAU, p. 172) ; dans le même sens : Bourilly (*Les cahiers* en 1789, p. 57).

⁶ Baugé, 1724 (*R. d'Anj.*, 1880, p. 343) ; Montjean, 1727 ; Soulaines, 1733 (*Ibid.*). Tiercé 1742 ; Doué, 1743 (*E.* 4373).

⁷ A Durtal : 1725 : 5 sols par mois pour ceux qui apprendront à lire (G. 2021), à Sainte-Christine : 5 sols par mois pour la lecture ; 7 sols pour la lecture et l'écriture (G. 2232), à Brion : 5 sols pour les commençants, 10 pour lire en français ; 15 sols pour écrire, G. 1875).

⁸ Six à Tiercé, depuis 1684, A. D. (H 1351) ; quatre à Vieil-Baugé, en 1724 (*R. d'Anj.*, 1880, p. 343) ; quatre à Brion (G. 1875).

⁹ Sainte-Christine : G. 2232, Saint-Florent-le-Vieil : G. 2235.

lemment hostile aux « petites écoles », dont les élèves « ne sont que des enfants de la lie du peuple »¹ et considère que les ecclésiastiques « sont suffisants pour les instruire dans les principes de la religion »². A cette époque on propose, comme pépinière possible du personnel enseignant, les ressources qu'offrirait un refuge des enfants trouvés d'où sortiraient « des Filles de Charité, capables de tenir utilement les écoles et d'assister les pauvres malades, des hommes capables d'instruire et de contenir les enfants de leur sexe, de tenir les sacristies et d'aider MM. les Curés dans les choses de l'office et les services d'église »³. Enfin, dans les villages, où la misère était grande, ainsi que l'attestent les cahiers des paroisses⁴ et où, en Anjou comme ailleurs, « sauf les tout petits qui ne pouvaient point rendre de services aux champs, personne n'allait à l'école à partir du printemps »⁵, on imagine sans peine ce qu'était la fréquentation scolaire pour les enfants des « métayers » des campagnes, ou des « journaliers » des bourgs.

4. Au XVIII^e siècle, on s'en tient partout dans les « écoles de charité » de l'Anjou, au programme proposé aux États généraux de 1588 et repris dans la déclaration royale de 1698 : « Instruire les enfants du catéchisme et des prières qui sont nécessaires, les conduire à la messe tous les jours ouvriers, comme aussi apprendre à lire et à écrire à ceux qui pourraient en avoir besoin »⁶.

L'enseignement religieux est toujours au premier plan et les fondations en déterminent soigneusement la nature : Soulaines (1733), Sainte-Christine (1757), Brion (1769) ; la lecture et l'écriture sont mentionnés dans la plupart des fondations : Puy-Notre-Dame (1757)⁷, Tiercé (1775)⁸, mais là se borne l'étude de notre langue, car « il n'était pas question d'orthographe dans les petites écoles de l'Anjou »⁹. Quant au calcul, on ne le trouve cité que très rarement : Montreuil-Bellay (1718)¹⁰.

¹ A. M., BB 120, f^{os} 74, 75 (Refus d'autorisation du corps de ville d'Angers, concernant les Frères des Ecoles chrétiennes, 19 avril 1763).

² *Ibid.*, Saumur : BB 11, f^o 95 (A propos de l'emploi d'une partie du revenu de la mense abbatiale de Saint-Florent, pour la création de « bureaux et d'écoles de charité »).

³ Mémoire pour l'établissement d'un hôpital d'enfants trouvés ; utilité et même nécessité, in-4^o, 12 p., 1774. J.-B. BRUNET, signé Allard, maire et Prévost, avocat du roi (B. A. H 2033, n^o 14).

⁴ Voir en particulier les Alleuds, Nyoiseau, Pouancé, Saint-André-de-la-Marche, Saint-Léger-des-Bois, Villedieu, etc. . .

⁵ BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 136.

⁶ BOURRILLY, *Les cah. de l'Inst. publ. en 1789*, pp. 55-58.

⁷ Puy-N.-Dame (G 1490, f^o 5).

⁸ Tiercé (H 1351).

⁹ « Quant aux petites écoles pour les garçons et les filles, on y enseignait à lire, à écrire, et les quatre premières règles de l'arithmétique, mais il n'était point question d'orthographe, encore moins des principes de la grammaire française ; d'où il est résulté que la plupart des dames et demoiselles, dont l'instruction date de cette époque, écrivaient à peu près comme peuvent le faire aujourd'hui les cuisiniers. » (BESNARD, *Mém.*, t. I, p. 55.)

¹⁰ Martin fils « sçait l'arithmétique, le calcul aux chetons » (E 4384, f^o 43).

Si l'on ajoute le plain-chant pour les enfants de chœur : Puy-Notre-Dame (1757)¹ et la couture dans plusieurs écoles de la ville d'Angers², on aura épuisé le programme des « petites écoles » à la veille de la Révolution.

5. Quelle était dans la pratique, la vie de ces écoles ? Diverses dispositions contenues dans les fondations scolaires et plusieurs règlements particuliers, émanant des évêques³, nous permettent de préciser la physionomie générale de « l'école de charité » en Anjou, à la fin du XVIII^e siècle. A Angers, la maison d'école de charité du Ronceray se compose « d'une chambre sans cheminée de douze pieds de largeur sur treize de longueur » et « d'une autre chambre à cheminée sans plancher »⁴. De même, dans les principales paroisses, une maison, souvent médiocre, sert de logement⁵ et l'une des chambres, pourvue de plusieurs bancs, forme la salle de classe⁶. Comme matériel scolaire, divers objets de piété et quelques livres : un alphabet, dit *Croix de Jésus*, ou *Croix de par Dieu* ; un manuel de civilité puérile ; quelques ouvrages de dévotion⁷ et parfois des recettes de médecine⁸. L'ouverture de la classe est subordonnée aux cérémonies religieuses du jour⁹ et commence par les prières d'usage, la maîtresse à genoux devant l'Oratoire¹⁰. Puis, a lieu la lecture ou l'écriture, suivant le mode individuel, à raison de « deux leçons par jour pour chaque enfant », réduites à une seule, « deux jours par semaine où a lieu le catéchisme »¹¹. Enfin, comme discipline, des pratiques humiliantes¹², destinées à développer l'esprit de soumission et à élever les enfants « dans la crainte de Dieu »¹³.

¹ Puy-Notre-Dame (G 1490, f° 5).

² En dehors des petites écoles d'Angers, la fondation de Cailleau, à Baugé (1682), fait exception : « instruire les pauvres filles et leur apprendre à travailler. » (*R. d'Anj.*, 1880, p. 333.)

³ En particulier ; *Règlement de Mgr l'Evêque d'Angers pour l'éc. et le bureau de charité de la ville de Pouancé*, 1777. (URSEAU, *ouv. cité*, pp. 335-342.)

⁴ A. D., Q. II, § 1^{er}, Dist. d'Angers, n° 630, 3 thermidor an IV.

⁵ Montfaucon et Longeron (A. D., LT 924, Dist. de Cholet, 1792). — Chemillé : vente de la « mesure de la Psalette » (Q. II, § 1^{er} ; Dist. de Cholet, n° 1068, 29 vendémiaire an IV) ; Mazé, maison « en totale ruine » (Dist. de Baugé, n° 10, 11 prairial an IV).

⁶ Cinq bancs de bois de chêne, de longueur de six à sept pieds, l'un portant l'autre. Saint-Macaire-en-Mauges. Inventaire dressé en 1741 à la mort de Jeanne Troussard (A. D., Spal, *Manuscrit*).

⁷ L'inventaire de J. Troussard contient l'énumération de trente-six ouvrages exclusivement religieux au nombre desquels : *Les Soliloques* et les *Méditations*, de saint Augustin ; l'*Imitation de J.-C.* ; le *catéchisme de l'Ancien et du Nouveau Testament*, etc. (*Ibid.*).

⁸ Deux volumes de M^{me} Fouquet et une pharmacopée de Moyse Charas, apportés à Saint-Pierre-Montlimart par deux sœurs grises qui viennent tenir l'école. (URSEAU, *l'Inst. prim.*, p. 68.)

⁹ Baracé (PORT, D., t. I, p. 192) ; Mazé (*Ibid.*, t. II, p. 630) ; Varennes-sur-Loire (*Ibid.*, t. III, p. 662).

¹⁰ Pouancé, *Règlement de l'éc. de charité*.

¹¹ Soulaines (G 2736).

¹² « ... Leur faire demander pardon à Dieu à genoux à celles qu'elles auront offensées ou scandalisées, leur faire baiser la terre, les faire tenir à genoux l'espace d'un *Miserere*, les mettre au banc des ânes et autres humiliations imaginables, sont des pénitences plus dures et souvent plus efficaces que des coups de discipline ou de verge sur les mains. » (*Règlement de Pouancé*, n° 12.)

¹³ PÉAN, *ouv. cité*, p. 442.

En un mot, une éducation, qui n'était qu'un moyen de travailler « à la formation du chrétien »¹, orientée exclusivement dans le sens religieux et non vers les nécessités de la vie : telle était, si l'on en excepte les Frères des Écoles chrétiennes, la conception de « l'école de charité » en Anjou, à la fin du XVIII^e siècle. Comme au temps de l'évêque Henri Arnould, cette modeste institution est restée le vestibule de l'Église². Sur ce point, nos conclusions s'accordent avec celles des historiens qui se sont livrés à une étude objective de la question. Jusqu'à la Révolution, dit Rodolphe Reuss, dans ses *Notes sur l'Instruction primaire en Alsace*, l'école n'a été « qu'une succursale de l'Église »³ et M. Brunot ajoute dans le même sens : « L'école, toujours placée directement sous la tutelle des prêtres était avant tout une école d'instruction religieuse⁴. »

6. Ainsi s'explique la faiblesse des résultats obtenus. Si l'on en juge par les cahiers des paroisses, rédigés dans les bourgs, du 1^{er} au 8 mars 1789⁵, en présence de tous les habitants inscrits au rôle des contributions, et signés par « ceux qui savent »⁶, le nombre des signatures est toujours très inférieur au nombre des présences. Il est de 42 % d'après Spal, pour la sénéchaussée d'Angers⁷, de 40 %, d'après nous, pour les procès-verbaux de celle de Saumur⁸, chiffres d'ailleurs auxquels la critique des cahiers ne permet d'attribuer qu'une valeur relative.

« Certes, les cahiers et les procès-verbaux portent des signatures, et le fait d'apposer une signature même grossière, dénote, à la rigueur, de la part de son auteur un certain degré d'instruction ; exception faite toutefois pour ceux qui ont simplement dessiné leur nom d'après un modèle. Mais encore faudrait-il être bien sûr que tous ceux qui savaient signer ne

¹ URSEAU, *L'Inst. prim.*, p. 121.

² Les « petites écoles » sont destinées à « soulager » les prêtres ; ce qu'il faut y enseigner, c'est ce qui est utile « pour le salut des âmes » (*Statuts synodaux*, p. 768) (A. D.).

³ R. REUSS, *Notes sur l'Instruction primaire en Alsace*, Paris, Nancy, 1910, p. 28.

⁴ BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 146.

⁵ *Règlement annexé aux lettres royales du 24 janv. 1789 concernant les pays d'élection*. Pour la sénéchaussée d'Angers : Ordonnance du 14 février de Milscent, lieutenant particulier, qui fixe au 16 mars la réunion des trois ordres à Angers. Par application du *Règlement* (art. 24) les Assemblées du Tiers-Etat des villes et celles des bourgs, paroisses et communautés de la campagne ont lieu du 1^{er} au 8 mars et celles des Sénéch. part. pour la réduction des députés au tiers ont lieu à Angers, en tant que Sénéch. secondaire, les 9 et 10 mars ; à Baugé, le 10 ; à Beaufort, le 9 ; à Château-Gontier, du 6 au 12 ; à La Flèche, du 9 au 13 mars. Pour la Sénéch. part. de Saumur, qui avait vote séparé depuis 1614, l'Ass. générale des trois ordres a lieu le 9 mars, les cahiers des par. sont rédigés du 1^{er} au 8 mars.

⁶ Les A. D., sér. B, possèdent 176 cah. des par. de la Sénéch. d'Angers — les seuls parvenus jusqu'à nous — (LE MOY, *Cah. des doléances*, t. I, Introd. CXXI à CXXVI). Pour la sénéch. particulière de Saumur les A. D. possèdent seulement les pr.-verbaux de 81 par., tous les cahiers de doléances semblent perdus.

⁷ Spal, qui n'a eu en main que 145 cah., compte 2.995 sign. autographes, ramenées à 2.724 sign. lisibles, soit 10 sign. en moyenne par localité, pour un total de 6.460 dont les noms figurent au pr.-verb. Et, tirant de ce fait une conclusion qui n'est pas fondée, il estime à 42 % la proportion des électeurs « sachant lire et écrire » (J. SPAL, *Bulletin de la Soc. Lettres et Beaux Arts de Cholet*, 1893, pp. 71-93 ; 1894, pp. 71-88).

⁸ Pour 81 par. on compte 1.107 sign. pour 2.739 comparants qui doivent être portés à 2.780, par suite de 41 signatures dont les noms ne figurent pas sur la liste des comparants ; soit en réalité 39,82 %. (Voir aux Annexes, le relevé d'ensemble pour la sénéchaussée.)

se sont pas dérobés à ce devoir, et c'est ce que l'on ne saurait affirmer. Constatons enfin qu'il n'y a pas toujours coïncidence parfaite entre les signataires du cahier et ceux du procès-verbal ¹.»

Il n'en reste pas moins, si l'on en juge par les *fac-similé* donnés aux Annexes ², que, d'une manière générale, l'ordre des signatures, le soin avec lequel elles sont apposées sur les procès-verbaux témoignent de l'importance que l'on attachait à cette formalité.

D'autre part, l'examen individuel des cahiers permet de constater que la proportion des signatures varie en général avec l'importance des paroisses et avec l'habileté de la rédaction. Elle est, en effet, des deux tiers au Louroux, paroisse de 400 feux, où l'on compte 40 signatures pour 60 présents ; elle est de moitié dans des centres de même importance, qui possèdent des écoles, à Vezins, à Thouarcé par exemple ; elle est du tiers seulement, là où se trouvent des traces intermittentes d'écoles, comme à La Salle de Vihiers. Elle tombe enfin, dans les petites paroisses, à un chiffre dérisoire : à Saint-Sauveur-de-Landemont, où l'on compte 15 signatures, dont un tiers d'illisibles pour 133 présents ; aux Alleuds, où la dîme est payée au sixième, et où, sur 107 feux, « les habitants ont déclaré ne savoir signer fors huit » ; à Saint-Léger-des-Bois, où la misère est grande, où les « manans et habitants » sont présents au nombre de 40 et signent 6, dont le syndic, qui a rédigé le cahier d'une écriture tremblante, irrégulière et incorrecte. Enfin, à La Chapelle-Hulin, les deux députés choisis sont les seuls habitants de la paroisse, « sachant signer », et à l'Hôpital Saint-Gilles, pour 35 feux, on compte 12 présents, « qui ont tous déclaré ne le savoir ».

Et cela même est en accord avec cette attestation de Chatizel, futur député du clergé d'Anjou aux États de 1789 : « Dans l'établissement des municipalités ordonné à la suite des États provinciaux, combien ne pourrait-on pas citer de paroisses dont les bureaux réunissent à peine un seul homme qui sache lire ³. »

Plus précise et plus probante dans ses conclusions, est la statistique formée par les registres des paroisses concernant les mariages. A Baugé, chef-lieu de sénéchaussée, qui avait un petit collège, une école de charité pour les garçons et une pour les filles, un examen attentif des signatures concernant les conjoints ramène pour les années 1786 à 1790, la proportion des signatures à 39 % pour les hommes et 33 % pour les femmes ⁴.

¹ LE MOY, *Cahiers*. Introd. CXXXVIII.

² Voir aux Annexes, les *fac-similé* des procès-verbaux de Fontevault. Douces et Rou-Marson, de la sénéchaussée de Saumur.

³ Projet d'un *Mémoire des curés du diocèse, relatif à la convocation des États généraux*, s. l. n. d., p. 18 (B. A., H 2032 ; PROUST, *Archives de l'Ouest*, t. IV, p. 28).

⁴ Baugé, A. M., GG 20 (état civil 1782-1791).

Cette proportion tombe à un chiffre dérisoire dans toutes les paroisses avoisinantes, dont la plupart étaient, il est vrai, dépourvues d'écoles en 1789¹.

Ainsi s'expliquent les chiffres fournis par la statistique de M. Maggiolo² pour le département de Maine-et-Loire : celui-ci occupe le 66^e rang dans la statistique d'ensemble pour la période 1786-1790, avec une moyenne de 18 % pour les époux et de 12 % pour les épouses. Il prend place ainsi bien loin derrière les départements de l'Est, où l'on trouve « beaucoup plus de la moitié des actes portant les signatures » et très près des dix départements des régions « centrales et méridionales », où la moyenne générale des signatures est inférieure à 14 %³. Et cette conclusion s'accorde avec celle d'une autre étude sur le même sujet : « La province d'Anjou semble devoir être rangée parmi les moins éclairées du royaume⁴. »

7. Cette misère intellectuelle des campagnes de l'Anjou commençait d'ailleurs à se faire sentir à la fin du XVIII^e siècle et l'on en trouve la preuve dans les doléances des paroisses en 1789. Sur les 177 cahiers de la sénéchaussée d'Angers qui nous sont parvenus, 29 réclament des écoles⁵ et ce nombre peut paraître considérable si l'on songe, qu'à cette époque, où tant de maux étaient si pressants, « l'esprit public se tendait tout entier vers les problèmes immédiats politiques et économiques »⁶. Aussi, c'est presque toujours à la fin du cahier que les vœux concernant les écoles sont exprimés et la place même qu'ils occupent indique le peu d'espoir que l'on a de les voir se réaliser.

La plupart de ces cahiers demandent, pour chaque paroisse, des « petites écoles »⁷, ou, comme on disait aussi, des « écoles de charité »⁸, ou mieux

¹ Voir aux *Annexes* le tableau d'ensemble pour les communes qui constituent le canton actuel de Bauge.

² « Il n'existe, jusqu'ici, qu'un document statistique assez considérable pour fournir à cette comparaison un fondement de quelque solidité : c'est l'enquête que M. Maggiolo, recteur honoraire chargé d'une mission par le ministre de l'Inst. publique a faite, à l'aide des inspecteurs et des instituteurs de presque tous les départements et dont l'objet était de relever, à trois époques, le nombre des époux et épouses ayant signé leur acte de mariage. 15.928 instituteurs ont répondu. Quelles que soient les imperfections de détail qui aient pu se glisser dans quelques relevés, disions-nous dans la statistique de l'Enseignement primaire, où ce document a été inséré, le grand nombre de renseignements recueillis donne une valeur suffisante aux résultats d'ensemble. » (LEVASSEUR, *Démographie*, t. II, liv. III, chap. II, p. 477.) Voir ce document d'ensemble dans la collection du ministère de l'Instruction publique : *Statistique de l'Enseignement primaire*, t. II, Introd. CLXXI-CLXXIII). Voir aux *Annexes* la partie du tableau se rapportant au département de Maine-et-Loire.

³ F. BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 165, note 2 (analyse d'ensemble de la statistique Maggiolo).

⁴ FAYE, *L'Instruction publique avant la Révolution*, (R. d'Anj., 1885, t. X, p. 198.)

⁵ Saint-André-de-la-Marche, Saint-Augustin-les-Angers, La Blouère-Villedieu, Saint-Christophe-du-Bois, Fosse-de-Tigné, La Jubaudière, Lion-d'Angers, Saint-Lambert-la-Potherie, Saint-Lézin-d'Aubance, Le Louroux, Longeron, Mazières, Montfaucon, Montjean, Marans, Saint-Philbert-en-Mauges, Pellouailles, Puiset-Doré, Rablay, La Romagne, Salle-de-Vihiers, Séguinière, Sorges, Tessoualle, Thouarcé, Trélazé, Vauchréien, Le Voide, Vihiers. Même vœu également dans les cah. des sénéchaussées de Bauge, Beaufort, Château-Gontier et La Flèche.

⁶ F. BRUNOT, *H. de la langue française*, t. IX, p. 94.

⁷ La Blouère-Villedieu.

⁸ Mazières, 12^o

encore, ce qui est nouveau, « des écoles publiques »¹, afin d'« éduquer les jeunes gens des deux sexes »². D'autres, Montjean par exemple, n'osent demander « d'écoles publiques que dans les gros bourgs et petites villes »³. Ailleurs, on demande avec instance un maître et une maîtresse⁴, tout au moins l'un ou l'autre⁵, et à choisir de préférence une maîtresse « sachant la chirurgie, pour le soulagement des malades »⁶ car, à cette époque, les écoles n'apparaissent encore que comme une annexe des œuvres de bienfaisance⁷.

Pour faire vivre ces écoles, on propose de recourir aux biens des communautés⁸, aux bénéfices inutiles⁹ ou détournés de leur destination primitive¹⁰; ailleurs, on songe à transporter les revenus « d'une paroisse à l'autre »¹¹; ailleurs encore, on pense à la dîme¹², ou à une contribution des habitants, car « jamais impôt ne fut et plus nécessaire et plus juste »¹³.

Les écoles ainsi créées seront « gratuites pour les pauvres de la paroisse »¹⁴. Elles auront pour objet « d'instruire la jeunesse »¹⁵ ou encore, comme on dit ailleurs, de lui donner « un savoir pratique »¹⁶. Elles contribueront à former une éducation nouvelle qui est caractérisée d'un mot dans l'admirable cahier de Vihiers : « On désire avoir des citoyens et l'on n'a que des hommes »¹⁷. C'était comme un écho de la pensée de Turgot. : « ... Un nouveau système d'éducation... conduirait à former, dans toutes les classes de la société, des hommes vertueux et utiles, des âmes justes, des cœurs purs, des citoyens actifs et zélés »¹⁸. »

¹ Pellouailles, 14^o.

² La Fosse-de-Tigné.

³ Montjean, 27^o.

⁴ Marans, La Séguinière, Vauchrézien.

⁵ La Romagne.

⁶ Saint-Augustin-les-Angers, 12^o; Saint-André-de-la-Marche, 9^o; La Blouère-Villedieu, 8^o; La Fosse-de-Tigné, Sorges, 23^o.

⁷ C. BLOCH, *L'Assistance et l'État en France à la veille de la Révolution* (en particulier, Livre I, pp. 69, 115 et suiv.).

⁸ Puiset-Doré, Saint-Lézin-d'Aubance, Montfaucou.

⁹ « Notre paroisse est composée de plus d'un tiers de biens ecclésiastiques, seigneuriaux, féodaux et religieux. Il y a plusieurs chapelles dont le revenu est d'environ 1500 l., que les bénéficiaires ne manquent pas de lever, lesquels laissent néanmoins tomber en ruines par leur insouciance. On pourrait réunir ces bénéfices pour entretenir un régent ou une régente. » (Saint-André-de-la-Marche, p. 8.)

¹⁰ La Jubaudière.

¹¹ La Salle-de-Vihiers, 16^o; La Jubaudière.

¹² Le Lion-d'Angers; Le Louroux.

¹³ Vihiers, art. 24.

¹⁴ La Romagne, La Tessoualle, La Jubaudière.

¹⁵ Saint-André-de-la-Marche, 9^o.

¹⁶ « Que les dîmes ecclésiastiques de chaque paroisse soient réunies au temporel des cures pour... contribuer à l'érection, dans chaque district, d'une école d'industrie qui indiquerait aux gens de la campagne les moyens de réussir dans l'agriculture, de traiter les lins, les chanvres, les laines et leur filature. » (Le Louroux.)

¹⁷ Vihiers, art. 24.

¹⁸ F. BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 141. (Extrait du Mémoire sur les municipalités, rédigé en 1775 par Dupont de Nemours, sur les indications de Turgot.)

Ainsi se dégage des cahiers des paroisses pour l'instruction populaire, comme de ceux des sénéchaussées pour les études classiques, une véritable protestation contre l'insuffisance des institutions scolaires de l'ancien régime.

Qu'il s'agisse en effet de l'Université, des collèges ou des petites écoles, la caractéristique est la même : subordination de la vie scolaire à des fins religieuses. Par sa faculté de théologie, l'Université a conservé ses attaches primitives avec l'Église ; les petits collèges se sont attardés à l'étude du latin nécessaire à la prêtrise ; les écoles paroissiales sont restées des fondations pieuses destinées à maintenir l'esprit de soumission.

Pour avoir trop sacrifié à cette conception du passé, l'enseignement de l'Église n'est plus en accord, à la fin du XVIII^e siècle, avec les besoins du moment. Toutefois, cet enseignement ne fut pas sans mérite. A une époque où l'État se désintéressait de l'instruction à tous ses degrés, l'Église était seule à en assurer la charge. Si elle a obéi avant tout au prosélytisme religieux, ce ne fut pas là cependant son mobile exclusif : « Il serait tout à fait injuste de ne pas reconnaître que l'influence du clergé fut plus large, plus générale, plus généreuse... Enseigner était une partie essentielle de la fonction du prêtre, dont le rôle, à l'École et à l'Église n'était pas sensiblement différent ¹. »

¹ F. BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 143.

CHAPITRE III

Aspirations nouvelles et essais de réformes

1. L'année 1762 est, suivant l'heureuse définition de M. Ferdinand Brunot, « l'année climatérique de l'ancienne pédagogie. C'est l'année de l'*Émile* et l'année de la fermeture des collèges des Jésuites, dans le ressort du Parlement de Paris. De vieux problèmes se posaient dès lors de façon nouvelle ».¹ Chargés de pourvoir à la direction des 113 maisons vacantes, les parlementaires ouvrent dans tout le royaume une large enquête qui devait avoir sa répercussion en Anjou. L'Université d'Angers, en effet, située dans le ressort du Parlement de Paris, était directement intéressée à la question par la présence, dans la province, du collège de La Flèche. Elle répondra, à plusieurs reprises, à la requête qui lui fut adressée et le président Rolland fera état plus d'une fois dans son *Plan d'éducation*, des *Mémoires* envoyés par cette Université.

Longtemps encore, après la tentative des parlementaires, l'Université d'Angers continuera à faire effort pour essayer de se réformer elle-même, en particulier à propos de la réglementation des *pédagogies* qui remplacent, dans la ville, les « petits collèges » du moyen âge affiliés à l'Université.

2. D'autre part, l'engouement pour les recherches scientifiques, qui commence au XVII^e siècle et qui devient si puissant au XVIII^e, en particulier la passion pour la physique, qui provoque, en 1753, sous la direction de l'abbé Nollet, la création au collège de Navarre d'une « école de physique expérimentale »², devaient avoir leur répercussion à Angers. Après bon nombre de villes du royaume, celle-ci connaîtra, avec Tessié-Duclozeau, un cours public de physique et de chimie (1786). En outre, l'Université d'Angers sera l'une des premières à demander la création d'une chaire spéciale de chimie; des démonstrations pratiques d'histoire naturelle seront données aux cours de médecine et de chirurgie.

3. Beaucoup plus que le développement des sciences, et beaucoup plus peut-être que « la fermentation pédagogique » produite par les écrits des

¹ F. BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 90.

² *Ibid.*, p. 14.

parlementaires et par l'apparition de l'*Émile*, les doctrines des économistes commencent à révolutionner l'enseignement.

« Les hommes qui ont vraiment formulé la doctrine révolutionnaire en matière d'instruction ce sont les physiocrates... Lorsqu'ils parlent d'instruction universelle, ils entendent qu'elle soit donnée à tous, paysans et ouvriers comme bourgeois des villes. Ne faut-il pas, dit Quesnay « que les « enfants des fermiers, de ceux qui exercent le commerce rural sachent « lire et écrire pour s'établir dans la profession de leurs pères... pour « lire les livres qui peuvent étendre leurs connaissances sur l'agri- « culture? »¹. » Et, en attendant que, suivant la conception de Turgot, soit créé un service d'État qui « veillerait à toute la police de l'éducation » et « assurerait l'instruction morale et sociale »², les idées font leur chemin. Elles se traduisent dans la pratique par l'éclosion de nouveaux systèmes d'éducation et par de multiples réclames qui offrent au public, en matière d'instruction, des « nouveautés », comme on disait alors, appropriées aux goûts du jour et aux besoins du moment. L'Anjou sera fertile en initiatives de cette nature, qui sollicitent le public et concurrencent l'enseignement du latin : pensions, cours particuliers et institutions diverses, dont les annonces se multiplient dans le journal local, les *Affiches d'Angers*.

4. La vie politique, à son tour, favorise ce mouvement de réformes. Dans les provinces, les intendants, soit sur les ordres venus d'en haut, soit de leur propre initiative, s'inspirent des idées des physiocrates. Ainsi, dans la généralité de Tours, dont fait partie la province d'Anjou, Lescalopier, puis Ducluzel, comme Turgot dans le Limousin, prennent une part active aux créations économiques et philanthropiques : fondation, avec Lescalopier (1761), de trois bureaux « pour favoriser les progrès de l'agriculture, faire des expériences et découvertes utiles, instruire le public... » ; puis, en 1763, protection accordée aux Frères des écoles chrétiennes d'Angers ; création, par Ducluzel, en 1779, « des cours d'accouchement pour l'instruction des sages-femmes » auxquels se rattache le nom de Chevreul pour la ville d'Angers ; encouragements, en 1781, à l'établissement scolaire et charitable des sourds-muets d'Angers, fondé quelques années auparavant par la demoiselle Blouin³.

Ce sont des préoccupations de même nature qui se font jour à l'*Assemblée provinciale d'Anjou* (1787). Les Assemblées provinciales, on le sait, « loin d'être restées en marge de l'évolution politique », ont été « au centre

¹ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. VII, p. 140.

² *Ibid.*, t. VII, p. 142.

³ Celle-ci, l'une des meilleurs élèves de l'abbé de l'Épée est honorée de lettres patentes et favorisée de 12 bourses d'État réparties entre les paroisses de la généralité (1772) (PORT, *D.*, t. I, p. 78, t. II, p. 371, A. D., sér. X 5 ; *Sourds et muets, Aff. d'Angers* (2 avril 1779 ; 17 décembre, etc.).

de cette évolution »¹. Celle d'Anjou, qui succède, pour la province, à l'*Assemblée de la généralité de Tours*, reprend, pour son propre compte, les mêmes préoccupations que sa devancière. Sans être allée aussi loin que d'autres² dans le domaine de l'éducation, ce qui retient l'attention de son bureau du bien public, c'est « l'ignorance des campagnes en matière d'économie rurale si préjudiciable au bon rendement de la culture » ; « la nécessité, pour le bien commun, de chirurgiens habiles et de sages-femmes qui aient étudié dans des écoles spécialement formées pour elles » ; enfin « la protection que réclame, pour le bon ordre social, l'institution des enfants trouvés, établie à Angers en 1788, et plus spécialement l'intérêt particulier que présente l'établissement des sourds-muets »³.

Héritière de l'Assemblée provinciale, la Commission intermédiaire d'Anjou, qui ne cessera ses fonctions qu'en 1790 lors de la formation du département, s'efforce de continuer l'œuvre à peine ébauchée par cette Assemblée⁴. Chargée de réunir, en prévision de l'avenir, « toutes les instructions réclamées pour fonder et éclairer la suite de ses travaux », elle prend l'initiative, auprès des municipalités rurales et des districts nouvellement créés⁵, d'une vaste enquête, qui, en particulier, projette une vive lumière sur la vie intellectuelle et scolaire de l'Anjou à la veille des États généraux⁶.

5. Après les intendants et l'Assemblée provinciale d'Anjou, les nouvelles municipalités rurales « avaient pris goût à leur tâche⁷ ». Mais le temps leur manqua, de 1787 à 1789, pour faire œuvre utile en matière d'instruction. Par contre, dans les deux villes d'Angers et de Saumur, dont les franchises municipales remontent au xv^e siècle⁸ et où une bourgeoisie cultivée et indépendante siège à l'hôtel de ville, l'évolution des idées dans le domaine scolaire commence à s'affirmer. A Angers, la municipalité qui, en 1763, considérait les Frères « ignorantins » comme « des perturbateurs publics »⁹ et faisait une opposition irréductible à leur installation dans l'intérieur de la ville, vingt-cinq ans plus tard (1787), fera amende

¹ A. MATHIEZ. A propos de la critique de l'ouvrage de P. Renouvin : *Les Assemblées provinciales de 1787*, etc., dans *An. Rév.*, 1921, p. 338.

² REUSS, notes sur l'*Instruction primaire en Alsace*, p. 20.

³ A. D., C 164, 1^{er} et 2^e procès-verbal de l'Assemblée (B. A. H 1812, — B. N., Lk 15 /11. — A. N., CIII, 13, 1^{er} pr.-verb., seulement).

⁴ A. D., C 166, *Reg. des délibérations*, C 164 à 215. Statistique des paroisses.

⁵ Le règlement du 18 juillet 1787, art. 7 et 8, prévoyait la division de chacune des Assemblées provinciales en plusieurs districts. L'Assemblée provinciale d'Anjou divise la province en 16 districts et décide que cette division se ferait sans mêler les 6 élections « pour éviter une nouvelle division de la province ». (12-15 septembre 1787), 1^{er} *Pr.-verb.*, p. 24.

⁶ A. D., C 190-193. (Documents classés par ordre alphabétique de districts et dans chaque district par ordre alphabétique de paroisses.)

⁷ A. MATHIEZ, *Révolution*, t. I, p. 40.

⁸ Angers, avec Louis XI (1474) ; Saumur au temps de Charles VII. (C. PORT, *D.*, t. I, p. 39 ; t. III, p. 489.)

⁹ C. PORT, *Vendée angevine*, t. I, p. 72.

honorable, en sollicitant elle-même du Supérieur de la Congrégation « un maître de mathématiques et un maître de dessin », comme étant « très avantageux pour la ville »¹.

Ainsi, malgré la force des errements du passé, le mouvement des idées s'infiltré, à la fin du XVIII^e siècle, dans les institutions scolaires de l'ancien régime et nous allons suivre, dans la province, les diverses étapes de l'essai de rénovation qui, de 1762 à 1789, se manifeste à tous les degrés de la vie scolaire.

I. — Initiatives de l'Université

1. En 1762, sous l'impulsion donnée, par le Parlement de Paris, concernant les poursuites contre les Jésuites² et la réforme des études³, l'Université d'Angers fit preuve d'un véritable esprit d'initiative. Invitée, comme toutes celles du ressort, à faire connaître « ce qu'elle estimait convenable à ce sujet »⁴, et plus spécialement intéressée à la question par la présence du collège de La Flèche⁵, elle répondit à trois reprises à la requête qui lui était adressée⁶.

Ce qui retient d'abord son attention, c'est le souci de restaurer, à son profit, l'établissement qui vient de disparaître, en fondant, près d'elle, un collège égal en importance à celui de La Flèche et « capable de recevoir deux cents pensionnaires au moins »⁷. Pour le doter, elle pense d'abord aux dépouilles de celui des Jésuites⁸, puis aux revenus des communautés religieuses⁹. Pour le recruter, elle lui réserve le privilège des études académiques et propose de ramener, au rang de « simples pédago-

¹ A. M., BB 132, f^o 107 (24 décembre 1787).

² Arrêts du 6 avril 1761 enregistré au Parlement le 7, à l'Univ. d'Ang. le 28 septembre 1761, concernant, le premier, le statut des Jésuites ; le second, les livres de trente-trois auteurs de ladite société, qui seront « lacérés et brûlés comme séditieux et destructifs de tous principes de morale chrétienne ». (A. D., D2, f^{os} 14, 15.)

³ Lettre du procureur général du Roy, écrite à Paris, 11 janvier 1762, adressée au Recteur de l'Univ. d'Angers. (*Ibid.*, D2, f^o 16.)

⁴ *Ibid.*

⁵ Arrêt du 6 août 1762, sur l'expulsion des Jésuites et la prise de possession de leurs collèges, dont celui de La Flèche. Ang., Jahyer, 8 p., in-4^o (Voir un exemplaire encarté, dans A. D., D2, f^o 50).

⁶ Mémoires concernant l'établissement d'un nouveau collège en la ville d'Angers, 1^{er} février 1762-22 avril-22 juillet (A. D., D2, f^{os} 16 à 19 ; 28 à 29 ; 40 à 42). Voir aussi pour l'arrêt du Parlement du 3 septembre 1762 concernant les règlements d'étude et de discipline dans les collèges, le mémoire de l'Univ. d'Ang. du 18 décembre 1762 (D, f^{os} 55-58). — ROLLAND, *Comptes rendus*, pp. 544, 545.

⁷ Une portion du collège [Oratoire] a été bâtie en 1690 ; l'emplacement qui reste est suffisant pour achever le collège et faire un pensionnat ; il contient 260 pieds de longueur sur 150 de largeur, joignant les murs de la ville et dans son intérieur (*Mémoire* du 22 juillet 1762).

⁸ Revenus évalués à 70.000 l. (Univ. : *Mémoire* du 1^{er} février 1762) ramenés à 50.000 l. (ROLLAND, *Plan d'éduc.*, p. 541).

⁹ « Accorder, pendant un nombre déterminé d'années, les revenus de quelques abbayes, prieurés et autres bénéfices qui sont en économat ou peuvent y tomber, c'est remplir en tous points l'objet proposé... » (*Mémoire* du 22 juillet 1762.)

gies », les petits collèges de la province où la dispersion des élèves entraîne l'insuffisance des études ¹.

Puis elle semble vouloir justifier le maintien de ses propres prérogatives par la nécessité de conserver l'autorité nécessaire à l'application des réformes qu'elle propose. L'Université d'Angers se rencontre d'ailleurs avec les autres universités du ressort ² pour revendiquer un territoire déterminé, qu'elle estime, pour elle-même, devoir être égal « à la généralité de Tours ». Elle supplie le Parlement « conservateur de ses droits et de ses privilèges », d'ordonner que tous les collèges y soient soumis à sa juridiction ; propose que les chaires y soient données au concours et confiées à des maîtres séculiers ³ et s'oblige elle-même, par avance, à fournir le nombre de sujets suffisants pour administrer les collèges de Tours et de La Flèche, s'ils sont enlevés aux Jésuites. Pénétrant ensuite dans le détail, elle entrevoit la réforme des études comme subordonnée « aux mesures d'ordre qu'elle seule a qualité pour faire appliquer », comme « métropole scolastique et littéraire de la généralité de Tours » ⁴.

Mais, où le ton s'élève et où la pensée s'élargit, c'est lorsque, prenant le contre-pied de la doctrine des Jésuites, elle se rencontre avec les parlementaires ⁵ pour proclamer la nécessité d'un enseignement d'État : « Les enfants appartiennent plus à la République qu'à leurs parents ; elle doit donc se charger de leur instruction ; l'intérêt est trop grand pour l'abandonner à la volonté souvent capricieuse et peu éclairée des particuliers ; il importe donc de jeter promptement les enfants dans la société de leurs semblables, de les rapprocher, de les unir, par des intérêts qui soient les mêmes. » A cette époque de tendance gallicane, elle demande « un plan général pour élever la jeunesse ; une éducation publique, des maîtres communs, une même discipline pour inspirer aux enfants un même amour pour la patrie, une même vénération pour la religion, une même fidélité inviolable pour les souverains, un même respect pour les lois et les maximes de l'État » ⁶.

¹ L'Univ. d'Ang. s'accorde sur ce point avec celle de Paris, qui propose de ne placer les collèges entiers ou de plein exercice que dans les grandes villes et de mettre les demi-collèges, ou « pédagogies » dans les villes et lieux de second ordre. (ROLLAND, *Plan d'éduc.*, p. 29.)

² *Ibid.*, p. 16, note 18.

³ Sur la préférence à accorder aux séculiers à l'exclusion des réguliers, l'Univ. d'Ang. se trouve d'accord avec l'Univ. de Paris et avec les Parlementaires : La Chalotais et Guyton de Morveau (Cf. ROLLAND, pp. 33, 34, notes 50, 51). En proposant elle-même de fournir des sujets, elle reprend l'idée d'un séminaire laïque émise par Rolland et proposée antérieurement par l'Univ. de Paris (*Ibid.*, p. 59).

⁴ « ... Fondée par sa constitution d'exercer une juridiction primitive, entière et directe sur tous les objets qui comprennent le plan, la discipline et la manutention des études, seule elle peut connaître de la capacité des professeurs et des régents et de la méthode la plus sûre... de professer et d'enseigner ; seule elle peut juger des concours... des abus... de l'exécution des règlements classiques... elle a la direction sur tous les maîtres et les écoliers... seule établie dans les provinces de Touraine, d'Anjou et de Maine, elle est la métropole scholastique et littéraire de la Généralité de Tours. » (*Mém.*, 22 juillet 1762.)

⁵ LIARD, *L'Enseignement supér. en France*, t. I, p. 92.

⁶ A. D., D2 (22 juillet 1762).

Trente ans plus tard, Michel Le Peletier ne parlera pas autrement, lorsqu'il proposera à la Convention une loi « qui consiste à fonder une éducation vraiment nationale, vraiment républicaine, également et efficacement commune à tous, la seule capable de régénérer l'espèce humaine, soit pour les dons physiques, soit pour le caractère moral. Il ajoutait : « En un mot cette loi est l'établissement de l'*institution publique* »¹.

Une seule différence sépare l'Université d'Angers de 1762, du Conventionnel de juillet 1793 et cette différence, il est vrai, est d'importance. La première n'a en vue que l'éducation d'une classe privilégiée, le second s'adresse à la nation tout entière.

2. Ces projets de réforme, audacieux pour l'époque, ne devaient pas survivre aux événements qui les avaient provoqués et rien ne fut changé, jusqu'en 1789, à l'organisation des études². Néanmoins, l'esprit de 1762 ne devait pas s'éteindre complètement à l'Université d'Angers et il se retrouve, sous des formes diverses, pendant le dernier quart du siècle. En 1765, le recteur Merveilleux, se rangeant aux côtés du Parlement de Paris³ et de l'évêque d'Angers, prend nettement parti, au nom de la Faculté de Droit, « contre le système chimérique des prétentions ultramontaines et pour les saintes libertés qui établissent les droits des évêques et qui assurent les prérogatives de l'autorité royale »⁴. A partir de 1766, l'Université, nous l'avons dit plus haut, exerce une surveillance active sur les « pédagogies » établies dans l'enceinte de la ville. En 1776, pénétrée de l'insuffisance des moyens d'instruction dont elle dispose « pour suivre la marche rapide des connaissances modernes » et obligée de « faire un choix parmi les établissements qui lui manquent », elle adresse à la fois au roi et au comte de Provence une éloquente requête pour la fondation d'une chaire de chimie⁵. En 1788, elle intervient, à titre de corporation, en faveur du maintien de l'Académie d'équitation⁶, puis dans le débat

¹ *Plan d'éducation nationale*, présenté à la Convention par Maximilien Robespierre, le 13 juillet 1793. (HIPPEAU, *L'Instruction publique en France pendant la Révolution. Discours et rapports*, 1881, p. 349.)

² DUPUY, *L'Ec. Normale de l'an III*, pp. 3-5.

³ « Vous avez vu, Messieurs, les instructions qu'ont publiées dans leurs diocèses, MM. les Evêques d'Angers et d'Alais. Ils ont censuré une doctrine condamnable que la cour de Rome n'ose pas justifier. Ils ont eu assez de force et de zèle pour annoncer aux fidèles de leurs diocèses qu'ils devaient regarder avec horreur la doctrine contenue dans les Extraits des Assertions. Voilà le crime de ces deux évêques. » (*Extrait de l'Arrêt du Parlement*, 11 février 1765) (A. D., D₂, f^{os} 132-139).

⁴ A. D., D₃, f^{os} 12, 13 (14 avril 1765).

⁵ A. D., D₈ (A son altesse royale, Monsieur, Frère du roi). Signé : Boylesve, recteur ; Guillier de la Touche, prof. et doyen des F. de droit ; Louet, chancelier ; Prévost, prof. de droit français ; C. Robin, docteur en théologie, curé de Saint-Pierre ; Gasnault, doyen de la faculté des arts ; Brevet, proc. de la nation de Bretagne ; Guérin, doyen et prof. en médecine (8 mai 1776).

⁶ L'Académie d'équitation d'Angers est la seule qui existe dans la généralité de Tours. Fondée au XVII^e siècle, dirigée avec succès au XVIII^e siècle par les frères de Pignerolles, et installée en 1761 dans un superbe bâtiment élevé aux frais de la ville, elle est presque déserte en 1789. (LESCALOPIER, *Tableau de la Généralité de Tours*, 1762, p. 78. — PILASTRE, *Tableau des établissements d'instruction*, 1792. — BLODIER-LANGLOIS, *Ang. et le régime municipal*, pp. 282-285. — PERT, D., t. I, pp. 78, 79. — A. D., D₅, f^o 60, 16 janvier 1789.)

sur les États provinciaux d'Anjou, proposant comme « un excellent modèle » le règlement des États du Dauphiné¹. Enfin, en 1789, les facultés de droit rédigent un cahier² dont les dispositions, concernant la réforme des études, se retrouvent presque textuellement dans celui du Tiers³ : « En sollicitant aujourd'hui l'indispensable réforme des études et un plan nouveau d'éducation nationale, les facultés de droit... de l'Université de cette ville, renouvellent une demande qu'elles ont déjà répétée plusieurs fois depuis vingt-cinq années. » Avec une sage prévoyance, elles estiment « qu'il paraît encore impossible que les prochains États généraux puissent statuer définitivement sur cet objet », elles attendent cette réforme « de la scrupuleuse lenteur de la critique » et proposent la nomination d'une commission « qui sera tenue d'appeler, dans son sein, les députés des universités et tous ceux qui seront estimés avoir quelque connaissance sur cette importante matière »⁴.

Les événements devaient confirmer ces prévisions. Sans cesse ajournée par l'Assemblée Constituante, la réforme des études sera à peine ébauchée par le Comité de l'Instruction publique sous la Législative et ne sera partiellement réalisée que par la Convention.

3. L'esprit de réforme, qui s'était manifesté dans la corporation, se retrouve dans les initiatives individuelles de plusieurs de ses membres.

François Prévost, professeur de droit français ou coutumier pendant vingt ans (1762-1781)⁵, est « un disciple de Descartes, au sein d'une Université qui avait longtemps lutté contre les doctrines cartésiennes. Il introduit, dans l'étude du droit, ce doute prudent et méthodique qui cherche la raison de toute chose avant de l'accepter pour vraie »⁶. Respectueux des autorités sans s'y asservir⁷, gallican dans sa doctrine⁸, et porte-parole de l'Université dans ses *Mémoires* au Parlement en 1762⁹, il partage les aspirations généreuses de son siècle, réclame, à propos du

¹ A. D., D5, f° 57 (4 décembre 1788).

² Présenté à l'Assemblée générale des corporations de la ville par Guillier de la Touche, prof. et doyen, et Brevet de Beaujour, avocat du roi et docteur agrégé (2 mars 1789). (LE MOY, *Cah. de doléances*, t. I, Introd. CXXIV et pp. 51-65.)

³ Vœux et demandes des communes des cinq sénéchaussées de la province d'Anjou (19 mars 1789). *Ibid.*, Introd. CCXLIII-CCXLIV.

⁴ *Ibid.*, pp. 64, 65.

NOTA. — Le cahier des docteurs de la faculté de médecine (27 février 1789), signé Delaunay, Guérin, Berger, Choudieu, Pantin et Gaudin-Duplessis, ne renferme aucun vœu particulier aux études. (*Ibid.*, t. I, pp. 83-85.)

⁵ PORT, D., t. III, p. 185 ; DE LENS, *Université*, pp. 249-252.

⁶ BIGOT, *Discours de rentrée à la Cour impériale d'Ang.* (3 novembre 1865). (B. A. SB 227 a. p. 39.)

⁷ « Un auteur, quelque grand qu'il soit n'est pas une raison et c'est à la raison seule à nous instruire et à nous décider. » (*Discours*, 1748, B. A., mss. 498.)

⁸ *Des libertés de l'Eglise gallicane* (*Ibid.*, mss. 578, in-f° 70 p.).

⁹ Avec Girault de Mozé, chancelier de la F. de droit, Gaudin du Plessis, doyen de la F. de médecine, F. Prévost est l'un des auteurs du *Mémoire* de l'Univ. au Parlement (2 juillet 1762) (A. D. D2, f° 32).

procès de Calas, une législation plus soucieuse des droits de l'humanité¹ et s'élève avec éloquence contre les vexations de la gabelle, dont souffre la province d'Anjou². Esprit plein d'initiative, il établit des leçons extraordinaires de droit français et de droit coutumier, que terminent en grande pompe chaque année, depuis 1768, des exercices publics³, soutenus par les étudiants, dans des séances solennelles, en présence du collège de l'Université et de tous les Corps constitués de la ville⁴. Là se font entendre des voix que nous retrouverons à l'époque révolutionnaire : Milscent, avocat au Présidial ; Body, député à l'Assemblée provinciale de 1787 et membre du département en 1790 ; Aubin de Narbonne, conseiller au Présidial, juge au tribunal de district, 1790 ; Charlery, chef de brigade, en 1793, dans la guerre contre les Vendéens ; Ferrière, juge au tribunal de Baugé et député à la Législative ; Joseph Delaunay ; Jean-Baptiste Leclerc, députés à la Convention, et d'autres encore. « Les professeurs de la Faculté d'Angers sont les seuls du royaume, déclare un *Mémoire* de 1772, qui ont établi gratuitement ces exercices de surérogation et de diligence, combats littéraires, où leurs élèves rendent publiquement compte de leurs travaux annuels et qui excitent et augmentent l'émulation⁵. » Par François Prévost fut formée cette génération brillante d'avocats qui va illustrer la Révolution en Anjou⁶.

Ce que fut François Prévost pour l'étude du droit, Tessié-Ducloseau, docteur-régent de la faculté de médecine d'Angers et de l'Université de Montpellier⁷, le fut, avec un égal bonheur, pour la chimie, cultivée alors avec un si vif succès et qui devait offrir, quelques années plus tard, tant de ressources à la défense nationale, au temps de la Convention⁸.

Passionné pour cette science nouvelle, comme l'est son ami La Révellière-Lépeaux pour la botanique, nourri des leçons « des plus habiles maîtres de la capitale », il fait naître à l'Université d'Angers le projet d'une chaire spéciale de chimie. La faculté de médecine, « sentant plus

¹ Discours de F. Prévost sur l'humanité des juges dans l'administration de la justice criminelle. B. A., mss. 498, 14°.

² Requête contre les agents de la gabelle adressée au Roi Louis XV, par F. Prévost, pour les habitants de la prov. d'Anjou (*Ibid.*, mss. 937, 37 p.).

³ Voir la série de ces Exercices de 1768 à 1781 à la B. A., H 3799. — *Aff.*, 8 août 1777 ; 23 juillet et 17 août 1781.

⁴ A. D., D3, fo 177 et suiv. (compte rendu détaillé des Exercices publics, 11 et 12 août 1772).

⁵ A. D., D3, fo 80.

⁶ « Rendons grâce, avec la patrie, à notre illustre maître d'avoir souvent prouvé qu'il ne faut pas croire en matière de jurisprudence, mais penser et créer quelquefois. N'oublions jamais que pour le bonheur de la province et de l'humanité le courage d'esprit et la fierté d'un seul homme ont osé fouler aux pieds et anéantir dans le temple des lois, des idoles que des siècles y avaient consacrées et adorées. » (*Aff.*, 9 août 1776 ; Discours de Delaunay, prononcé à l'ouverture des thèses sur le droit féodal et coutumier, soutenues par les élèves de Prévost en 1776.)

⁷ PORT, D., t. III, p. 867.

⁸ A. MATHIEZ, *La victoire en l'an II*, p. 166.

particulièrement combien la chimie est intéressante pour elle », revendique la nomination à cette chaire, et rend à Tessié, par avance, ce témoignage qu'il y est appelé « par le vœu de ses concitoyens »¹. Cette pressante requête ne trouve qu'indifférence auprès du pouvoir royal². Mais Tessié, « enthousiaste de tout ce qui pouvait éclairer les hommes et améliorer l'état social »³, ouvrit chez lui, à partir de 1786⁴, un cours public, qui tirait son intérêt des expériences d'un laboratoire créé à grands frais, avec l'aide de quelques amis. Pendant trois hivers consécutifs, il continua cette tentative généreuse, qui excitait l'admiration des esprits cultivés⁵, mais qui ne put survivre à l'indifférence du public⁶.

Enfin, nous devons une mention spéciale à une institution née de la philanthropie du XVIII^e siècle : le cours de chirurgie obstétricale, fait par Chevreul en 1779 et dirigé par lui avec une grande autorité jusqu'à la Révolution. Indépendamment des cours de même nature que donnait la corporation des chirurgiens à son amphithéâtre de l'Esivière⁷, Chevreul, docteur en médecine de la faculté de Reims (1777), puis maître en chirurgie de l'Université d'Angers (1778), commissionné l'année suivante à titre d'inspecteur des cours d'accouchement de la généralité de Tours, avait ouvert, rue des Grandes-Écoles, puis rue des Deux-Haies, un cours théorique et pratique, où il se révélait « l'une des gloires médicales de l'Anjou »⁸. Dès 1782, il avait publié un *Précis de l'art des accouchements*⁹, « véritable manuel des maîtres et des élèves, distribué par ordre de l'intendant Ducluzel à toutes les sages-femmes de la généralité de Tours

¹ A. D., D 8. *Requête de l'Univ.* (8 mai 1776).

² DE LENS, *ouv. cité*, p. 138.

³ La Révellière-Lépeaux, *Mémoires*, t. I, p. 54.

⁴ « Sur les représentations et observations qui ont été faites à M. Ducloseau, docteur en médecine et prof. régent, instituteur d'une chaire de chimie, par divers amateurs étrangers qui désirent suivre son cours d'h. naturelle et de chimie pendant leur séjour à Angers, il a cru devoir répondre à leur empressement. MM. les militaires, les étrangers, les étudiants en médecine, les élèves en chirurgie et en pharmacie, et autres personnes non domiciliées auront la liberté de souscrire chaque année pour un cours seulement ou pour plusieurs à leur gré. L'abonnement n'aura lieu qu'entre les abonnés résidents et lui. » (*Aff.*, 29 sept. 1786.) Le cours annoncé pour la rentrée de Saint-Martin est différé jusqu'au 1^{er} décembre 1786, « à cause des préparatifs considérables qu'on a faits pour la satisfaction du public. » En réalité, il ne fut ouvert que le premier mardi de carême de l'année suivante. (F. UZUREAU, *L'enseignement secondaire en Anjou*, B. M., SH 5620.)

⁵ « Avec lui, la chimie cessa d'être aux yeux de ses concitoyens une science d'apothicaire, et leur apparaît comme une révélation dont ils comprennent toute la beauté. » (La Révellière-Lépeaux, *Mémoires*, t. I, p. 54.)

⁶ « ... Un citoyen, ami zélé du bien, a donné avec le plus grand succès, pendant plusieurs années, des cours de chimie, mais sans secours et abandonné à ses propres moyens, il a été obligé d'interrompre ses utiles et intéressantes leçons. » (PILASTRE, 1792, A. D. Lt 924.)

⁷ *Aff.*, 1775-1776-1779 ; DE LENS, *Mém. sur l'exercice et l'enseignement de la chirurgie à Angers avant le XIX^e siècle* (B. A., H 3801).

⁸ O. COUFFON, *Les cours d'accouchement en Anjou à la fin du XVIII^e siècle*, Angers, Grassin, 1913 (en particulier chap. I^{er}, II et III). *Centenaire de l'Ec. de Médecine et de Pharmacie d'Ang.* (1807-1907). Grassin, 1913, notice D^r QUINTARD, pp. 35, 36 (B. A., SH 3887).

⁹ Voir en particulier l'*Avant-Propos*, où l'auteur fait lui-même l'historique de cette création (p. v à xii. Paris, Crévot, 1826).

et qui devint vite populaire »¹. La gloire de Chevreul dépassait ainsi les limites de la province.

Par ces initiatives diverses, s'affirmait l'esprit de réforme qui, en dépit de tares profondes et de l'abandon des études, animait, à la fin du XVIII^e siècle, l'antique Université d'Angers.

II. — Une institution qui va de l'avant : le collège de l'Oratoire

1. Si les petits collèges de la province, situés dans des centres de médiocre importance, paraissent être restés étrangers au mouvement des esprits à la fin du XVIII^e siècle et si, à Saumur, la décadence du collège catholique a suivi la ruine économique provoquée par la révocation de l'édit de Nantes, il en va tout autrement du collège de l'Oratoire à Angers. Son développement a marché de pair avec celui de la vie municipale et le libéralisme de ses prêtres s'est trouvé favorisé par celui de la bourgeoisie. Aussi, cet établissement s'engage-t-il nettement dans la voie des réformes.

Là les élèves sont encore nombreux : deux à trois cents environ², fournis par la noblesse, par la bourgeoisie et, pour une faible partie, par les artisans de la ville. Mais tous ces éléments, par la persistance de l'esprit de caste, se mêlent sans se confondre, ainsi que nous l'apprend La Révellière-Lépeaux dans ses *Mémoires*³.

Les études y sont fortement organisées et conçues dans l'esprit du siècle. A côté des six professeurs de langue latine, trois autres enseignent la philosophie, la physique et les mathématiques⁴ et ce dernier reçoit un traitement privilégié égal à celui du préfet des classes⁵. On relève chez tous le même esprit. Tous « savent joindre le savoir à l'urbanité ; « la piété à une raisonnable indépendance »⁶. En outre, plusieurs d'entre eux se rattachent, par leur valeur, à la grande lignée de l'Oratoire : Mévolhon, qui sera élève de l'École normale en l'an III ; Héron, qui deviendra professeur à l'École centrale d'Angers en 1795 ; Bénaben surtout, qui jouera un rôle de premier plan dans l'histoire de la Révolution en Anjou.

Les études se sont maintenues à un niveau élevé, si l'on en juge par le

¹ PORT, D., t. I, p. 694.

² L'Enquête de l'an IX (F. UZUREAU, p. 6).

³ LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX, *Mém.*, t. I, pp. 15, 16 ; BLORDIER, *Ang. sous le rég. munic.*, p. 148.

⁴ *Almanach*, 1789. A. D., Lt, 924 (Pilastre, 1792).

⁵ Les appointements des professeurs s'élèvent à 80 livres par an ; ceux du professeur de mathématiques à 150 livres, payées par la ville d'Angers (A. D., Lt 924, Rapport Pilastre, 1792).

⁶ BLORDIER, *ouv. cité*, p. 150.

nombre, rappelé plus haut, des diplômes de maîtres ès arts délivrés par la faculté, et par les éloges des contemporains ¹.

La culture littéraire, d'après le témoignage de Besnard, et telle qu'elle nous apparaît en particulier dans les exercices publics, est donnée, moins pour une fin religieuse, que pour « former le goût » et éveiller les esprits ². L'enseignement du français était en honneur à l'Oratoire, si l'on en juge par le contenu des exercices publics de fin d'année : *Exercices français de physique au collège d'Anjou* (21 juillet 1768) ³ ; *Exercices historique et littéraire sur le siècle de Louis XIV par MM. les Écoliers de seconde* (13 août 1784) ⁴ et par les deux prix d'éloquence française attribués dès 1773 aux élèves de rhétorique ⁵. Le collège d'Anjou ne le cède en rien à cet égard aux autres collèges de l'époque ⁶ et justifie la réputation de « grande hardiesse » ⁷ qu'avait la Congrégation dans l'enseignement du français au commencement du XVIII^e siècle.

En philosophie, les professeurs, « hommes d'un vrai mérite », tirent le meilleur parti « qu'ils peuvent des choses qu'ils sont chargés d'enseigner » ⁸.

En physique, le P. de la Route, professeur au collège, à l'époque où l'abbé Nollet se félicite que le goût de cette science soit « devenu presque général » ⁹, donne, en 1776, à la fin de son cours, un « Exercice de physique mathématique et expérimentale », distribué en six séances ¹⁰.

Enfin, les mathématiques, qui apparaissent comme une nécessité au XVIII^e siècle, y comptent, depuis 1681, une chaire spéciale, tenue avec distinction avant la Révolution par Bénaben, lequel donnait, en outre, des cours publics pour le même enseignement ¹¹.

Le libéralisme et l'esprit de progrès, qui régnaient à l'Oratoire, lui avaient valu, dès le début du siècle, l'hostilité du Séminaire, largement installé au Logis Barrault (1673), où il pouvait recevoir un nombre illi-

¹ « ... Ce collège a toujours été très célèbre et en grande réputation... Ce qu'il faut ajouter, c'est que l'éducation y est excellente. Les belles-lettres y sont enseignées avec application par des régents et des professeurs dont la capacité est éprouvée... » (PÉAN DE LA TUILLERIE, 1778.)

² Y. BESNARD, *Mém.*, t. I, p. 103 ; B. A., niss. 488 ; *Leçons de rhétorique données au coll. d'Angers en 1763*, par LIMONAS et recueillies par Pierre Guérin.

³ A. D., D., fo 93.

⁴ *Ibid.*, D 34, voir également B. A., H 3804 (Exercices littéraires et scientifiques, 1783 et an. suiv., 26 pièces).

⁵ F. UZUREAU, *Anciens coll. de la province d'Anjou*, 1901, p. 3.

⁶ F. BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 102 et suiv.

⁷ *Ibid.*, p. 86.

⁸ LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX, *Mém.*, t. I, pp. 18, 19.

⁹ F. BRUNOT, *H. lang. franç.*, t. VII, p. 15.

¹⁰ F. UZUREAU, *Anciens coll. de la prov. d'Anjou*, p. 7.

¹¹ « ... Le professeur devait enseigner les fortifications, la marine et la mécanique ; les cours devaient se donner en français. » (BLORDIER, *ouv. cité*, p. 149.) Le lundi 24 novembre 1783, on commencera à 11 heures du matin, dans la salle des prêtres de l'Oratoire, « des leçons publiques de mathém. On se propose d'y donner un traité de navigation, précédé des éléments de calcul, de géom., de géographie, d'hydrographie et d'astronomie relatifs à ce traité... » (F. UZUREAU, *L'ens. secondaire en Anjou*, p. 5, d'après les *Aff. d'Angers*.)

mité d'élèves¹ et qui depuis 1704 était agrégé à l'Université, avec privilège des études académiques pour les cours de philosophie. La raison de cette rivalité, d'après Grandet, « c'est que les Pères de l'Oratoire ne pouvaient s'empêcher d'enseigner la philosophie de Descartes, nonobstant les défenses du roi et de l'Université »².

C'est ce même libéralisme qui explique aussi les critiques sans ménagement qui leur sont encore prodiguées de nos jours. « Leur orientation politique à la veille de la Révolution n'est pas propre à les maintenir dans la rigueur de la règle. De leurs mains sort une génération ardente, cultivée, mais sans formation religieuse. Tous les hommes qui vont prendre la tête du mouvement ont été dressés par eux, à leur image³. »

Mais ce qui, aux yeux des uns, n'est que décadence, apparaît à d'autres comme un titre d'honneur. C'était déjà l'opinion du futur conventionnel Viger lorsqu'en 1787, présidant les exercices du collège, il félicitait les élèves d'avoir appris en histoire, non « une stérile nomenclature », mais « les vertus, les talents et les travaux » des grands génies qui ont honoré l'humanité et lorsqu'il leur recommandait, aux applaudissements de leurs maîtres, d'étudier la philosophie moderne qui « respecte les lois, chérit la religion, craint le fanatisme et ne foule aux pieds que l'erreur »⁴.

Cette maison de l'Oratoire qui, pendant près de deux siècles, a exercé une si grande influence sur la société angevine a lié son nom à l'éveil libéral la province. « C'est à l'Oratoire que se formèrent, sous une discipline savante et austère, les admirables générations qui restent le pur honneur de l'Anjou et qui, avec La Révellière-Lépeaux, Pilastre et J.-B. Leclerc et d'autres encore, devaient guider avec éclat la marche de la Révolution dans cette province⁵. »

2. Enfin, pour être juste, il convient d'ajouter que les petits collèges de l'Anjou, malgré leurs imperfections, malgré le désaccord qui existe, à la fin du XVIII^e siècle, entre les études et le milieu social⁶ ont contribué,

¹ En 1772, il contient environ 300 pensionnaires, tant de la province qu'étrangers ; ils s'y rendent avec empressement pour y trouver des exemples édifiants de piété « et avoir l'avantage de faire leurs études dans l'Univ. et d'y obtenir des degrés ». (A. D., D3, f° 180 ; *Mém. de l'Univ.*, 8 septembre 1772.)

² Interdiction de la doctrine de Descartes par le roi en 1675, censure de l'Université, résistance du P. Lamy, prof. au coll. d'Anjou. L'Oratoire de Paris l'oblige à s'incliner « car il y va de l'honneur et du repos de toute la Congrégation. » (GRANDET, *H. du Sém.*, t. II, pp. 508-594-598.) « ... Les pères du collège d'Anjou prenaient pour guide dans leurs leçons les *Institutiones philosophicae*, de Pourchot, sept fois recteur de l'Université de Paris et indubitablement cartésien... (DE LENS, *La philosophie en Anjou, R. d'Anj.*, 1873, chap. x, pp. 371, 372.) Voir encore sur ce sujet : DUMONT, *L'Oratoire et le cartésianisme en Anjou*, dans *Mémoires de la Soc. académique*, 1864, t. XV, p. 206.)

³ GABORY, *La Rév. et la Vendée*, p. 13.

⁴ BOUGLER, *Mouv. prov.*, t. II, pp. 210-212.

⁵ MEYNIER, *La Révellière-Lépeaux*, p. 31.

⁶ Ces établissements « n'étaient guère que les écoles primaires du sacerdoce ». (*Pétition de la commune de Paris* (15 septembre 1793) ; GUILLAUME, *Prov.-verb. Convent.*, t. II, Introd. xxviii-xxx.)

comme tous ceux de l'Ancien régime¹, dans une mesure modeste, il est vrai, mais dans une certaine mesure cependant, à la culture intellectuelle de la province.

De là, en effet, sont sortis ces hommes de second plan qui joueront un rôle important dans le département à l'époque de la Révolution : Cailleau et Riffault, à Saumur ; Renou, à Saint-Florent ; Besson, à Thouarcé ; Baranger, à Vihiers ; Le Motheux, à Châteauneuf ; Ferrière et Le Meignan, à Baugé et, avec eux, beaucoup d'autres encore qui dirigeront les municipalités angevines sous la Constituante, les administrations de district sous la Convention et de canton sous le Directoire.

Les petits collèges de l'Anjou, si imparfaits qu'ils aient été, furent, en réalité, les premiers foyers d'instruction allumés, dans la province, au profit de la petite bourgeoisie des villes et des artisans aisés des bourgs et, par cela même, leur nom mérite de ne pas tomber dans l'oubli.

III. — Une institution démocratique : les maisons des Frères des Écoles chrétiennes à Angers

1. Ce que les Pères de l'Oratoire ont été pour l'éducation de la bourgeoisie à Angers, les Frères des Écoles chrétiennes l'ont tenté pour l'instruction populaire dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Lorsqu'en 1741, appelés par l'évêque de Vaugirault, ils s'installèrent pauvrement, hors de la ville, dans la *maison du Sabot*, au pied du rocher de l'Esvière, l'opinion publique n'était pas préparée à l'instruction du peuple. Pour se faire accepter et pour vivre, ils durent réunir, à leur école (1745), une « maison de force pour les mauvais sujets et une prison pour ceux qu'atteignent les lettres de cachet »².

Vingt ans plus tard (1763), malgré une requête favorable de l'intendant Ducluzel plus favorable aux écoles populaires que ne l'était son collègue d'Étigny pour celles de la Navarre³, la municipalité refuse de leur donner, « dans le centre de la ville, une chambre pour enseigner » et fonde ce refus « sur le bruit que les enfants des plus bas artisans, seuls à aller à cette école, occasionneront dans le voisinage ». Involontai-

¹ « Les premiers républicains qui parurent en 1789 étaient des jeunes gens nourris de la lecture de Cicéron dans les collèges, et qui s'étaient passionnés pour la liberté » (Camille Desmoulins). « Est-il donc vrai que nos collèges, nos universités, quelque imparfaits, quelque absurdes qu'ils fussent, n'aient pas servi la chose publique... » (Portiez de l'Oise, 2 nivôse, an II. (*Ibid.*, Conv., t. III, Introd. p. XCIII.)

² A. D., sér. H : *Les Frères des Éc. chrét.*, un carton. *Mémoire rédigé le 11 avril 1791 en réponse à une lettre du proc. gl. syndic. Delaunay, du 7 avril, demandant des éclaircissements sur l'origine et les progrès de l'établissement des éc. chrét. à Angers* — PÉAN (éd. C. Port, pp. 243-246).

³ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. VII, p. 138.

rement, elle rend hommage cependant à leur mérite, en ajoutant qu'ils ont fait désertier, par leur présence, « au moins vingt maîtres d'écoles de la ville »¹.

Dix ans après (1771), ils sont encore l'objet du même ostracisme et le corps de ville estime « contraire au bien public » de leur favoriser l'obtention des lettres patentes et déclare « que leurs vues sont de s'agrandir, au détriment des citoyens »².

En 1774, cette opposition contre les Frères des Écoles chrétiennes prend fin ; mais l'autorisation, demandée par eux, n'est accordée qu'à la condition « qu'ils fourniront deux frères pour le service des écoles de charité des paroisses de la ville et qu'ils recevront, dans leur maison, des pensionnaires libres et ceux détenus de force, comme par le passé »³.

Enfin, en 1787, c'est-à-dire deux ans seulement avant la Révolution, justice leur est pleinement rendue. Se donnant à elle-même un éclatant démenti, la municipalité sollicite de leur général « un maître de mathématiques et un maître de dessin », comme étant « très avantageux pour la ville »⁴.

La succession, pendant un quart de siècle, de ces décisions du corps de ville, dans le chef-lieu même de la province, nous est un témoignage irrécusable de la valeur pédagogique des disciples de J.-B. de la Salle par rapport aux autres maîtres de l'époque, valeur pédagogique qui finit par forcer l'estime d'une bourgeoisie qui les avait considérés, jusque-là, avec La Chalotais et Voltaire, comme dangereux et inutiles⁵. Avec eux, les expressions lire, écrire et calculer, qui constituent la formule du programme des petites écoles, prennent un sens ; une « bonne prononciation n'est point chose méprisable »⁶ et la lecture en français doit primer la lecture en latin⁷. Si, sacrifiant aux règles d'une pédagogie archaïque, ils estiment nécessaire « que les écoliers sachent très parfaitement lire

¹ A. M., BB 120, f^{os} 72, 74 (12 et 19 avril 1763).

² *Ibid.*, BB 124, f^o 59 (15 février 1771).

³ *Ibid.*, BB 130, f^o 110 (19 juillet 1774).

NOTA. — Les lettres patentes ne furent enregistrées par le Parlement que quatre ans plus tard : 7 septembre 1778 (Voir A. D., mss. 28 p. contenant : 1^o Copie de la vente de la *Rosignolerie*, 23 mars 1773 (6 p. mss.) ; 2^o Copie des lettres patentes, décembre 1774 (4 p. mss.) ; 3^o Extrait des reg. du Parlement, 7 septembre 1778 (4 p. mss.). Ces copies sont certifiées conformes aux originaux par frère Eumice, supérieur des Frères des Éc. ch. de la v. d'Ang., 24 décembre 1788 et revêtues de sa signature.

⁴ A. M., BB 132, f^o 107.

⁵ « Les Frères de la Doctrine chrétienne, qu'on appelle *Ignorantins*, sont survenus pour achever de tout perdre : ils apprennent à lire et à écrire à des gens qui n'eussent dû apprendre qu'à dessiner et à manier le rabot et la lime, mais qui ne veulent plus le faire... » (LA CHALOTAIS, *Essai d'éducation nationale* etc., Genève, 1763, p. 37.) « Je vous remercie de proscrire l'étude chez les laboureurs. Envoyez-moi surtout des frères ignorantins pour conduire mes charrues... » (Lettre de Voltaire à La Chalotais, 28 février 1763.)

⁶ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. VII, p. 158.

⁷ *Ibid.*, p. 161.

tant le français que le latin, avant que de leur faire apprendre à écrire »¹, par contre, ils placent « l'orthographe » au nombre des matières enseignées dans leurs maisons² et pour eux, savoir calculer, ce n'est plus seulement savoir chiffrer, mais connaître les quatre opérations et un peu l'arithmétique, avec ses premières applications. Avec eux enfin, apparut en Anjou la première éducation populaire qui ne fût pas exclusivement religieuse.

2. Un second caractère des Frères des Écoles chrétiennes, c'est l'esprit d'adaptation qui anime leur enseignement. L'établissement de la *Rossignolerie*, situé au faubourg Bressigny, acquis, par eux, en 1774 de l'évêque Vaugirault qui en avait fait précédemment un refuge pour les vieux prêtres et reconstruit par leurs soins de 1774 à 1783, était devenu, à la veille de la Révolution, une maison de premier plan. Par le nombre des pensionnaires, par la nature et l'étendue des études, elle laisse bien loin derrière elle la modeste maison du *Sabot* qui avait été son berceau à Angers³. Par l'éducation, c'est encore « une école chrétienne », où l'on forme « à la piété et à la vertu » ; mais, à l'encontre des petits collèges, on n'y admettait « que pour l'instruction seulement » et non en vue des fonctions ecclésiastiques. Le programme y comprenait d'abord, comme à « l'école de charité », « la lecture par principes et l'écriture » ; mais il comprenait en plus : « les éléments de la grammaire française, l'orthographe et la géographie, l'arithmétique et encore les changes étrangers, et la tenue des livres », le tout enseigné selon le mode simultanée. Enfin, pour satisfaire aux goûts du siècle, on faisait une place « aux arts d'agrément : la danse, le violon et les armes »⁴. Ainsi s'explique le succès de cette institution. Ainsi se justifient les éloges des contemporains qui sont unanimes sur ce point : Les Frères *Ignorantins*, au dire de Besnard, étaient « reconnus alors pour être les meilleurs maîtres de français, de lecture, d'écriture, d'arithmétique, jusques et y compris la tenue des livres, qui existassent à Angers »⁵.

3. Un dernier trait caractérise enfin cette communauté : son libéralisme que les événements qui vont suivre mettront pleinement en lumière. Moins respectueux du passé que les maîtres et maîtresses des petites écoles de la province, ils sont aussi attentifs peut-être à l'instruction qu'à la religion. Ils ne prêteront pas le serment prescrit par la *Constitution civile* (1791) ; mais ils accepteront, l'année suivante, la sécularisation provoquée par la suppression des congrégations enseignantes et continueront leurs

¹ F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. VII, p. 166 (d'après *Conduite des Écoles*, p. 26).

² *Ibid.*, p. 170.

³ BESNARD, *ouv. cit.*, t. I, pp. 96, 97, notes C. Port.

⁴ *Prospectus de la pension de la Rossignolerie* (B. A., mss. 1030, f° 161).

⁵ BESNARD, *ouv. cit.* t. I, p. 96.

fonctions aux heures les plus tragiques de la Révolution, les uns à titre individuel, disséminés dans la province, les autres à la *Rossignolerie*, dont l'établissement, avec des vicissitudes diverses, durera autant que la Révolution elle-même¹.

IV. — Une institution philanthropique :

l'Institution des Sourds-Muets de la demoiselle Blouin (1777-1789)

En marge des institutions scolaires de l'ancien régime, il convient de faire une mention spéciale pour une création qui relève de la philanthropie du XVIII^e siècle : l'Institution des Sourds-Muets d'Angers, fondée, en 1777, par Charlotte Jacquine Blouin et qui durera jusqu'aux premières années de la Révolution.

1. Cette création est due à la fille d'un maître de grammaire, tenant pension paroisse de la Trinité² et recevant chez lui quelques sourds-muets, auxquels un disciple de l'abbé de l'Épée, l'abbé Frémont, donnait des leçons depuis 1772³. Jacquine Blouin s'enthousiasme alors pour ce nouvel apostolat et, en 1777, fonde, à Angers, l'une des premières institutions de sourds-muets de province⁴. *Les Affiches* du temps la recommandent à leurs lecteurs⁵.

Cette création privée se transforme bientôt en établissement public sur l'intervention de l'intendant de la généralité de Tours, Ducluzel, l'un de ces intendants de l'ancien régime qui cherchaient alors « à se populariser dans leur généralité »⁶. Tout d'abord, en décembre 1779, première gratification accordée à l'occasion d'une visite de l'établissement⁷ ; puis

¹ QUÉRUU-LAMERIE, *La Rossignolerie pendant la Révolution*, Ang., Grassin, 1889, 40 p. in-8°, publié dans *Rev. d'Anj.*, 5^e s., XVIII (1889), 273 ; XIX (1889), 62.

² PORT, D., t. I, pp. 370, 371 (art. Blouin Charlotte-Louise-Jacqueline).

³ *Ibid.*, Frémont (Jean...), né à Coron, 1764, licencié en théologie, aumônier des Incurables, doyen de Saint-Martin d'Angers, 1777, et « particulièrement lié avec l'abbé de l'Épée, suivit ses leçons à Paris et en rapporta le premier enseignement aux demoiselles Blouin ». Déporté en Espagne en 1792, supérieur du Séminaire en 1818, mort en 1831. (PORT, D., t. II, p. 204, c. 2.) Voir dans *And.*, 19^e sér., 1917, p. 248 et suiv. : *L'École des sourds-muets d'Angers avant la Révolution*.

⁴ PORT, D., t. I, p. 85, Angers, art. *sourds-muets*.

⁵ En 1779, M^{lle} Blouin empruntait la voie des *Aff.* pour faire connaître son institution : « M^{lle} Blouin enseigne à lire, à écrire, l'arithmétique, la langue française et les principes de la religion aux sourds-muets de naissance, selon la méthode de l'abbé de l'Épée ; elle leur fait la classe tous les jours, matin et soir, les prend en pension, les mène promener ; elle en a plusieurs de l'un et l'autre sexe, qui font l'admiration de ceux qui les voient. Les personnes qui désirent voir donner la leçon peuvent lui faire l'honneur d'entrer : elle demeure rue Saint-Laud. » (*Aff. d'Angers*, 2 avril 1779.)

⁶ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 9.

⁷ « M^{lle} Blouin a eu l'avantage de présenter ses élèves à Mgr l'intendant lors de son passage à Angers : il a bien voulu les examiner lui-même, il a été très satisfait de leurs progrès et a beaucoup engagé ladite demoiselle à s'appliquer à cette bonne œuvre. Pour l'y encourager, ce magistrat lui a accordé une gratification... M. Blouin, son père, maître de pension, reçu par l'Université d'Angers, rue Saint-Laud, chez qui elle donne des leçons, recevra dans sa pension les sourds et muets qu'on voudra bien faire instruire ; les pauvres seront reçus gratuitement. » (*Aff.*, 17 décembre 1779.)

octroi, sur les fonds libres de la capitation, de la dépense occasionnée par le voyage et le séjour de la demoiselle Blouin à Paris, pour y suivre les leçons de l'abbé de l'Épée (mars 1781)¹. Peu après, démarches auprès du contrôleur général des finances pour la transformation d'un établissement de charité privée en une institution publique, placée sous la surveillance de son subdélégué pour la province d'Anjou². Enfin, à la grande satisfaction de l'intendant³, octroi de lettres patentes (avril 1782) pour la fondation d'une école de douze sourds-muets, avec paiement, sur les fonds de la province, de 300 livres pour la pension de chaque élève indigent et de 1.000 livres pour la directrice⁴. Dans le même temps était mise à la disposition de l'établissement, l'abbatiale Saint-Nicolas, aujourd'hui l'Asile des Vieillards⁵.

Favorisée, en 1787, par la *Commission intermédiaire d'Anjou*, comme elle l'avait été précédemment par l'intendant, comptant vingt élèves, en 1788, au lieu de douze⁶ et rétribuée régulièrement sur les fonds de la province, l'Institution des Sourds-Muets d'Angers le sera encore par le département pendant les premières années de la Révolution⁷.

2. L'une des causes qui favorisèrent le succès de cet établissement, ce fut la vocation reconnue de la demoiselle Blouin. En 1781, l'intendant Lescapier rendait hommage à ses dispositions naturelles⁸; et, en 1783, l'abbé de l'Épée, chez qui elle vint étudier à plusieurs reprises (mars 1781, vacances de 1782 et de 1783), faisait d'elle le plus bel éloge : « Cette demoiselle a fait dans cet art des progrès qui ont surpassé mes attentes... Sur

¹ Autorisation de Necker, contrôleur général des finances (9 mars 1781) (*And.*, 1910, art. cité, p. 249). La dépense s'éleva à la somme de 1.274 l. (*Aff. d'Ang.*, 3 janvier 1807 ; historique de la fondation de l'école des sourds-muets.)

² « Les dépenses que le Gouvernement a faites jusqu'à présent [frais de la demoiselle Blouin à Paris], préparaient un établissement permanent. La plupart de ces infortunés sont dans la classe des indigents ; M^{lle} Blouin a actuellement onze écoliers et, parmi eux, elle est obligée de fournir à sept les besoins de la vie. Pour établir une école aussi utile, j'ai l'honneur de vous proposer d'autoriser M^{lle} Blouin à l'ouvrir publiquement. Ces écoliers qui auront la faculté de payer auront la liberté de la choisir : à l'égard de ceux qui n'auront aucune fortune, ils seraient reçus chez M^{lle} Blouin qui, pour la somme de 300 livres par an se chargerait, outre leur instruction, de les loger, nourrir et entretenir... Pour éviter les abus, la pauvreté serait certifiée par le curé de la paroisse, le syndic et deux notables habitants et vérifiée par mes subdélégués. Mon subdélégué veillerait sur cette école. » *Lettre de Ducluzel au contrôleur des finances, Joly de Fleury, 25 novembre 1781.* (*And.*, 1917, p. 250.)

³ « Enfin, Monsieur, la demoiselle Blouin, pour laquelle je vous avais demandé vos bontés, vient d'être autorisée à ouvrir un cours d'éducation pour les sourds-muets à Angers. Ses talents sont votre ouvrage. Je ne dois mes succès qu'aux vôtres dans l'art où vous avez daigné lui communiquer vos lumières ; agréez-en le premier hommage. Ce n'est pas assez que la capitale vous, admire, ma généralité va jouir de vos bienfaits. Je m'estime heureux d'avoir pu, comme vous, contribuer à diminuer les malheurs de l'humanité. » *Lettre de l'intendant Lescapier à l'abbé de l'Épée, 19 février 1782.* (*And.*, 1910, 9^e sér., p. 413.)

⁴ L'intendant avait proposé généreusement « 300 livres pour la pension de chaque élève indigent ; 100 livres par élève perfectionné, et enfin 600 livres, à titre de gratification ». (*Ibid.*)

⁵ *Port. D.*, t. I, p. 371 (art. *Blouin Charlotte*).

⁶ *Ibid.*

⁷ Le 19 juillet 1791, la pension annuelle des élèves sera portée à 450 livres ; le crédit alloué dans le répartition des impositions de 1791 est de 12.000 livres. (*And.*, 1910, 9^e sér., p. 415.)

L'École des Sourds-Muets d'Angers, 1777-1909.)

⁸ *Aff.*, 17 décembre 1779.

la fin de celles [les vacances] de l'année 1783, nous avons déjà repris nos leçons. Dès qu'elle y est entrée, j'ai cessé de les dicter par signes aux sourds et muets pour lui en laisser faire la fonction, qu'elle a remplie parfaitement. Ses opérations lui ont attiré les applaudissements de nombre de personnes de différents pays... Je la crois donc capable de conduire ses élèves au degré d'instruction auquel sont parvenus tous ceux de nos sourds-muets qui en ont donné des preuves dans des exercices publics, et singulièrement dans celui du 13 août 1783, en présence de Mgr le nonce du Pape et de Mgr l'archevêque de Tours, accompagné de quelques-uns de ses illustres confrères ¹. »

3. D'ailleurs, à un moment où l'enseignement des sourds et muets était, en province comme à Paris, une nouveauté et une curiosité, la demoiselle Blouin ne fuyait pas la réclame. *Les Affiches* publient, à maintes reprises, des annonces destinées à faire connaître l'établissement au public, et à en marquer le succès ². Le plus curieux de ces articles est celui publié, sous forme de dialogue (4 mai 1787) ³, qui plaide, auprès de l'opinion publique, la cause d'une institution « dont bien des gens ne sentent pas assez l'importance » et « qu'on juge quelquefois fort mal ».

« Que peut-on apprendre, dit le premier interlocuteur, à des gens qui n'ont ni langue ni oreilles ?... » — « A parler, à développer par la réflexion les lois naturelles de la morale qui sont gravées dans leur cœur, à connaître, par des signes représentatifs, les lois positives qu'ils ignorent, enfin à exprimer, par le moyen de l'écriture ce qu'ils pensent, comme ce qu'ils sentent. » Puis, pour répondre au reproche de former « des docteurs muets » et « d'une étrange espèce », le panégyriste explique de son mieux la méthode ingénieuse de l'abbé de l'Épée, comment il a substitué la langue des gestes à celle des sons, les merveilleux effets que sa découverte a produits et renvoie, pour la preuve, à ce qu'on peut voir « tous les jours » chez la plus intéressante des élèves de l'abbé de l'Épée. Suit une objection d'ordre social : « Du moins, reprend l'antagoniste, si vos sourds-muets apprennent à vivre un peu mieux pour eux-mêmes, ils n'en sont pas moins perdus pour la société, et cependant c'est elle qui fait les frais de leur éducation. » La réplique est tout entière dans le goût de la fin du siècle et, malgré sa longueur, mérite d'être citée en entier : « Ah ! quand elle [la société] n'aurait à attendre d'autre succès que d'adoucir un peu l'existence de ces misérables, elle ne devrait pas rappeler sans doute les modiques sacrifices qu'elle fait pour eux. Mais,

¹ Certificat délivré par l'abbé de l'Épée, 4 novembre 1783. (*And.*, 1910, 9^e sér., p. 413.)

² *Aff.*, 29 novembre 1787 (annonce d'une souscription en faveur de l'établissement de la demoiselle Blouin).

³ *Aff.*, 4 mai 1787. Cité par F. Uzureau, à deux reprises : *And.*, 1908, 7^e sér., pp. 70, 71, *And.*, 1910, 9^e sér., pp. 411, 412.

les croyez-vous incapables de lui rendre aucun service? N'est-il pas une infinité d'états qui n'exigent point le don de la parole et qui ne demandent qu'une intelligence exercée et le talent d'écrire? Vous verrez chez Mame, imprimeur, un sourd-muet de naissance, déjà formé dans son art, quoiqu'il n'ait commencé que depuis peu d'années à s'en instruire. Croyez-moi, il vaut encore mieux servir la société dans le silence que de l'ennuyer par de sots discours ¹.»

L'Institution des Sourds-Muets d'Angers, qui trouvait de si chauds défenseurs à la veille de la Révolution, disparaîtra momentanément après le 10 avril 1792, par suite de l'attitude nettement anti-révolutionnaire de celle qui l'avait créée.

V. — Les « nouveautés » pédagogiques

L'esprit de progrès qui, de 1762 à 1789, s'est infiltré dans les institutions scolaires de l'ancien régime et qui en a partiellement rajeuni le caractère, inspire, à la même époque, les multiples programmes et prospectus qui rompent délibérément avec l'esprit de tradition. A Angers, les *Almanachs* de cette époque, et plus encore le journal d'annonces *les Affiches*, fondé en 1773 pour la ville et la province, sont une mine inépuisable de documents de cette nature. M. l'abbé Uzureau, dans une étude intitulée : *Programmes, prospectus et réclame* (XVIII^e siècle) ² a classé méthodiquement cette documentation. Nous lui empruntons la substance des lignes qui suivent.

1. Une partie des réclames concernent les anciens collèges, mais ajoutent peu de chose à leur histoire. Talonnés par les nécessités du recrutement, ce que ces établissements font valoir auprès des familles, c'est d'abord leur commodité d'accès, l'agrément du lieu, le confort donné aux élèves : « Beaupréau... est situé sur la nouvelle route de Tours à Nantes, sur les confins de l'Anjou, de la Bretagne et du Poitou, à huit lieues d'Angers, à huit lieues de Nantes et quatre de Cholet » (p. 220) ; Beaufort « est sur les glacis de l'ancien château, dans l'air le plus pur de la ville, avec un bel enclos » (p. 217) ; les pensionnaires y sont « très bien nourris » et boivent « du vin » (p. 218) ; de même, à Baugé, le collège, « situé dans un très bel air, a... un bel enclos, dans lequel est une grande allée couverte, où les pensionnaires prennent la récréation quand il fait beau », tandis que, « pendant l'hiver, ils ont un poêle qui réchauffe la salle d'étude et la récréa-

¹ *Aff.*, 4 mai 1787.

² *Programmes, prospectus et réclame* (XVIII^e siècle) dans les *Mémoires de la Société d'Agriculture d'Angers*, t. V, 1902, pp. 207-283. (Etude précieuse qui renferme dans leur entier les textes des *Almanachs* et des *Affiches* de l'époque, se rapportant à cette question.)

tion. » (p. 212) Enfin, à Précigné, qui est un modèle du genre, le collège « vient de faire l'acquisition du château de la Salle, ancienne demeure des Cordeliers du dit Précigné... où les enfants peuvent respirer un air pur et se promener sans courir aucun risque », car, ainsi qu'il est dit plus loin : « Comme la santé du corps contribue beaucoup à la force et au progrès de l'esprit, il est bon de choisir, pour élever la jeunesse, des endroits sains et bien exposés. » (p. 246) Et cette recherche du bien-être matériel, qui est un signe du temps, contraste avec l'éducation ascétique du passé.

Puis, comme le latin ne suffit plus à satisfaire le public, les réclames des collèges commencent à faire place à des enseignements qui se recommandent par leur utilité ou leur nouveauté : Saumur, en 1785, avec l'abbé Blondeau, a « une nouvelle chaire de mathématiques » (p. 249) ; Baugé, avec l'abbé Cailleau, en 1781, « ne se borne pas à la science latine, donne des leçons de langue française et quelques connaissances d'histoire et de géographie » (p. 213) ; Doué, qui à la même date, est aux abois, et qui prend des pensionnaires, « même pendant les vacances », « donne aussi des leçons d'histoire, de géographie et de mathématiques, etc. » (p. 235) Mais ce sont là des concessions de détail aux goûts du jour, et qui ne suffisent pas à renouveler le plan d'ensemble des études de ces antiques institutions.

2. Aux réclames des vieux collèges, viennent s'ajouter, pour la province, celles d'établissements nouveaux qui, par respect du passé, s'intitulent encore « collèges », mais qui, plus libres dans leurs mouvements, font une place plus grande aux nouveautés du jour, particulièrement à l'enseignement du français. Ainsi, à Chalonnes, en 1788, le prêtre Ribault, qui désire trouver « quelques jeunes gens à prendre en pension et à instruire », se propose d'enseigner chez lui la langue française, la langue latine, la géographie, la sphère et l'arithmétique (p. 225) ; à Chemillé, en 1779, au nouveau collège fondé par les prêtres Cailleau et Charuau, toutes commodités sont offertes aux élèves : « S'il s'en trouve qui aient besoin de se perfectionner dans la lecture, l'écriture et l'arithmétique, on leur en fournit les moyens. On donne des leçons de géographie à tous les élèves qui paraissent désirer l'apprendre. » (p. 230) Enfin, à Cholet, en 1780, dans le « nouveau collège » qu'il a fondé l'année précédente, Duchainay « ne s'en tient pas seulement au latin, comme on fait dans presque toutes les maisons d'institution, il y joint encore l'écriture, le calcul, le français, la géographie, l'histoire, les mathématiques, la tenue des livres, le dessin et quantité d'autres connaissances détaillées dans le plan raisonné qu'il a mis au jour et qu'il procurera gratis à tous ceux qui le désireront. » (p. 234).

Mais ce sont là réclames tapageuses d'établissements sans lendemain¹, plus faites pour plaire aux familles que pour renouveler les études, ainsi que le prouve ce passage typique du *Plan raisonné* de Duchainay : « On ne s'attachera scrupuleusement qu'aux exercices qui auront été recommandés par les parents. Pour les autres, ils seront laissés au choix et au caprice des élèves. » (p. 233)

Du moins, ces annonces bruyantes sont-elles le signe que, dans les gros bourgs, comme Chalonnes ou Chemillé, ou dans les petites villes naissantes, comme Cholet², on ne se contente plus, à la veille de la Révolution, des modestes écoles paroissiales, les seuls établissements scolaires qu'on y ait trouvés jusque-là.

3. D'un intérêt plus considérable, parce qu'elles concernent des établissements plus sérieux, sont les réclames spéciales à la ville d'Angers. Après avoir rappelé pour mémoire, celles qui concernent les nouveautés universitaires ou philanthropiques, déjà citées : cours d'anatomie des maîtres chirurgiens (p. 258) ; cours d'accouchement (p. 261) ; cours de chimie et d'histoire naturelle (p. 263) ; établissement des sourds et muets (p. 278) il est nécessaire d'insister particulièrement sur celles qui concernent un type nouveau d'éducation : les pensionnats.

À la veille de la Révolution, parmi les multiples institutions qui gravitaient autrefois autour du collège d'Anjou, seul le petit collège de Bueil, rue de la Roë, a survécu et, en 1784, le sieur Trioche, « maître de grammaire latine et française, et nouvellement admis par MM. de l'Université d'Angers, pour l'éducation de la jeunesse », en prend la direction et se propose d'y établir « un cours d'éducation, à l'instar de l'Académie de Liège » dont il fait paraître le règlement dans *les Affiches* (p. 254).

Les « pédagogies », réglementées en 1762, s'affranchissent peu à peu de la tutelle de l'Université³ et deviennent de petits pensionnats, dirigés par des « maîtres ès arts », qui se recommandent encore, il est vrai, de l'Université. Les uns enseignent « la langue latine et française », comme le sieur Blouin, en 1779 et le sieur Muzet en 1782, les autres « la grammaire latine et française », comme le sieur Duclos, en 1784, ou encore : « les éléments des langues française et latine », comme le sieur Perrier, en

¹ C'est à la Toussaint 1779 que Duchainay, qui, pendant plusieurs années, avait donné « des leçons particulières en divers genres », fonde le nouveau Collège, avec l'agrément de l'évêque de La Rochelle et du comte de Rougé. L'année scolaire se termine par un triomphe : « M. le comte de Rougé qui daigne prendre cet établissement sous sa protection, a bien voulu honorer de sa présence l'exercice qui a été fait à cette fin d'année, et faire les frais des prix dont on a fait solennellement la distribution : l'écriture et le calcul ont été couronnés. » (*Aff.*, 15 septembre 1780.) Dans les années suivantes, *les Affiches* font le silence sur cette création, et il n'existait plus aucune institution de cette nature en 1789.

² Sur le développement du tissage de Cholet au XVII^e et au XVIII^e s., voir PORT, *D.*, t. I, p. 700.

³ « De procès en procès, et d'arrêts en arrêts, les maîtres de pension finirent par se faire reconnaître le droit d'enseigner même les éléments du latin jusqu'en 5^e. » (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. VII, p. 118.)

1786, qui est « convaincu que les enfants n'apprennent facilement la langue latine qu'autant qu'ils possèdent les principes de celle qui leur est naturelle » (p. 272-274). Tous attestent ainsi la place chaque jour plus grande que prend la langue maternelle par rapport au latin.

Pour la première fois, le bien-être aidant, qui « descend peu à peu de la haute bourgeoisie dans la moyenne et dans la petite »¹, des pensionnats commencent à s'ouvrir « pour les filles de la roture, qu'on appelle maintenant demoiselles »². Au temps où Besnard étudiait au collège de Doué, (vers 1760), « il n'était point question — dans les petites écoles pour les garçons et les filles — d'orthographe et encore moins de principes de la langue française »³. Il n'y avait alors en réalité à Angers qu'un seul établissement pour les filles où, en principe, l'on enseignait l'orthographe⁴, celui des Ursulines, qui datait de 1618 et qui, au XVIII^e siècle comprenait, dans le même lieu « quatre écoles pour demoiselles, pour filles de bourgeois, pour filles d'artisans, pour enfants de pauvres »⁵. Après 1762, apparaissent, en ville, les « pensions de demoiselles » où l'on enseigne, avec la religion, les premiers éléments et les arts d'agrément. En 1781, M^{lle} Mesnager tient une pension de jeunes demoiselles au centre de la ville, rue des Cordeliers, et l'année suivante, « elle prévient le public qu'elle leur enseigne les principes de la religion, à lire à écrire, l'arithmétique, le dessin et toutes sortes d'ouvrages de main et se charge de fournir tous les maîtres d'agrément » (p. 279). En 1782, mêmes réclames de la demoiselle Auvray, « qui tient une pension pour les jeunes demoiselles, rue Boisnet » (p. 280).

4. Sans doute, bien modeste est le programme de ces premiers « pensionnats de demoiselles » ; il n'en atteste pas moins le chemin parcouru en matière d'éducation, dans les années qui précèdent la Révolution.

C'est encore une conclusion de cette nature qui se dégage de la multitude des réclames particulières qui inondent les *Affiches*, à la même époque, où le sérieux voisine avec la fantaisie et qui épuisent tous les sujets.

L'idée d'une *institution académique et militaire de la jeune noblesse*, qui hante les esprits depuis la décadence de la célèbre *Académie d'Équitation* d'Angers⁶, inspire un prospectus de l'*Almanach d'Anjou* de 1772,

¹ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 13.

² *Ibid.*

³ BESNARD, *Souv. d'un nonag.*, t. I, p. 55.

⁴ « Chez les Ursulines, dès le début du XVII^e siècle, c'est dans la règle, on apprend l'orthographe. » (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. VII, p. 171.)

⁵ PORT, *D.*, t. I, p. 75.

⁶ Établissement fondé au XVII^e siècle, et installé en 1761 dans un superbe édifice construit par la ville à cet effet, qui connut, vers cette époque, sous la direction des frères de Pignerolles, une véritable splendeur : « de tous les points de l'Europe, d'Angleterre, de Hollande et d'Allemagne surtout, les jeunes seigneurs s'y rencontraient. On a conservé le souvenir de Buffon... de Wellington... A vingt ans de là tout ce concours avait disparu, et dans les bâtiments presque désertés, il n'est plus question que d'installer une caserne. » (1787-1789) (PORT, *D.*, t. I, p. 79).

reparaît à maintes reprises dans *les Affiches* des années qui suivent et, en 1783, suggère au sieur Besnard, maître ès art d'écriture, de mathématiques, de grammaire française, etc., une très belle réclame qui reste sans lendemain¹ (p. 255). Puis ce sont des annonces de maîtres particuliers pour « l'écriture bâtarde et coulée » (p. 267); le dessin et la peinture (p. 268); la musique (p. 270); « la langue italienne-romaine » et la langue allemande (p. 271); la danse et l'escrime (p. 275). Les auteurs de ces réclames sont des individus aux origines et aux aptitudes les plus diverses, depuis ceux qui habitent la ville de longue date, comme Guillonnet fils et le sieur Besnard (p. 265), jusqu'aux étrangers à la province, comme le sieur de Lusse, peintre et protégé des Académies royales de Paris « nouvellement arrivé à Angers » (p. 268), ou « le sieur Castro, peintre espagnol, élève de l'Académie royale de Madrid » (p. 269) ou encore « le sieur Mercier, fils d'académicien, danseur, maître de danse, sortant de l'école royale militaire de Pontlevoy » (p. 275). Le sieur Devert, « maître en faits d'armes, breveté du roi », apparaît comme le type de ces maîtres particuliers qui se prétendent, sans vergogne, aptes à tous les enseignements, depuis le latin jusqu'aux armes et à la danse. En 1776, il annonce l'ouverture d'une pension pour élèves de 6 à 15 ans, où, pour 436 livres par an, il enseigne « à lire, à écrire et l'arithmétique... et aussi à danser ». Il renouvelle cette annonce en 1782, joignant, aux matières précédentes, « le latin pour ceux qui voudront l'apprendre... les premiers éléments de la musique vocale et instrumentale, ainsi que les armes et la danse ». On peut arrêter ici cette énumération sans fin et si déconcertante de prime abord.

5. Faut-il voir, dans le succès obtenu par ces « nouveautés », et aussi dans la confusion de tant de choses diverses, et de valeur si inégale, le résultat d'un « engouement irréfléchi »² qui se serait emparé de la société à la veille de la Révolution ? « Il ne s'agissait, dit M. Ferdinand Brunot, ni de mode, ni d'entraînement. Ceux qui se trompaient, c'étaient ceux qui ne comprenaient pas que le vieux système d'éducation était irrémédiablement démodé... Il ne convenait plus au goût de l'époque, tout enfiévrée de connaissances et qui espérait dans le prodigieux développement des sciences pour renouveler le monde... Comment n'eût-on pas désiré

¹ « ... Dans l'éducation de routine on donne uniquement du latin ; et de tous ces gens qui ont appris le latin, combien en trouvez-vous qui sachent parler et écrire correctement le français, leur langue nationale ? Les connaissances les plus sublimes sont aujourd'hui traduites en français : pourquoi donc s'obstiner à apprendre des mots, tandis qu'on peut apprendre des choses. Sur ce qu'il dit ici, ledit sieur n'entend point exclure de l'éducation publique la langue latine ni les autres langues ; il convient que toutes ont leur utilité. Il prétend seulement qu'elles ne doivent y entrer que pour faciliter la connaissance profonde de la langue nationale. Un Allemand doit savoir l'allemand, un Français, le français... les élèves sauront... par-dessus tout le français. » (BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 121 d'après UZUREAU, *op. cit.*, pp. 256, 257.)

² F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. VII, p. 122.

pour ses enfants un régime d'études... en harmonie avec les aspirations de la génération nouvelle... Les familles, dans leur légitime inquiétude, cherchaient, tâtonnaient, envoyaient leurs enfants partout où il y avait chance de trouver un programme d'avenir, adapté aux idées modernes ¹. »

En Anjou, malgré la force de tradition, l'esprit du siècle réussit, comme partout dans le royaume, à s'infiltrer dans le milieu scolaire : réclames multiples et créations éphémères qui donnent la première place au français et aux matières utiles ; fondations durables des premières maisons d'éducation pour le peuple, avec les Frères des Écoles chrétiennes ; adaptation des études classiques aux aspirations nouvelles de la bourgeoisie, avec le collège de l'Oratoire ; réformes partielles à l'Université avec les innovations des deux facultés de droit et de médecine. Telle fut la part prise par l'Anjou, avant 1789, à cette rénovation des études qui, à la fin du XVIII^e siècle, avait ébranlé partout le vieil édifice scolaire de l'ancien régime.

¹ F. BRUNOT, *ouv. cité*, pp. 129, 130, 131.

CHAPITRE IV

Créations intellectuelles avant 1789 Sociétés littéraires et scientifiques

L'instruction, au XVIII^e siècle, se prolonge, hors des collèges et des universités, par des créations intellectuelles, nées depuis le XVII^e et favorisées, à l'approche de la Révolution, par le mouvement politique et social : académies, dont les premières datent de Louis XIV et qui, « en ce temps de carence des universités... ont été des foyers de vie intellectuelle »¹ ; sociétés d'agriculture, qui répandent « les théories d'économie rurale, si chères aux physiocrates »² ; sociétés scientifiques, nées de l'engouement du siècle pour l'étude de la nature, et en particulier pour la botanique prônée par l'auteur de *l'Émile* ; sociétés philanthropiques et loges maçonniques, qui commencent à se multiplier ; bibliothèques publiques ou particulières et « cabinets de lecture » ; théâtres permanents dans les grandes villes et journaux de province qui attestent « l'importance désormais acquise par la presse »³.

En Anjou, ces diverses créations intellectuelles ont trouvé un terrain favorable, grâce au développement des villes et à un goût marqué pour les lettres et les arts⁴. En 1789, l'Académie royale d'Angers, l'une des plus anciennes du royaume, et aussi l'une des plus vivantes, constitue le rendez-vous des classes privilégiées de la province. La Société d'Agriculture, à son déclin, a connu son heure de gloire avec le marquis de Turbilly, dont le rôle a dépassé les limites de l'Anjou⁵. La Société des *Botanophiles*, dont La Révellière-Lépeaux est l'animateur, passionne la bourgeoisie angevine. Les vieilles abbayes bénédictines de la vallée de la Loire renferment de riches bibliothèques qui, grossies de celles des émigrés,

¹ F. BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 56.

² *Ibid.*, p. 63.

³ *Ibid.*, p. 35.

⁴ En 1364, dans une ordonnance célèbre, Charles V exprimait « les éloges les plus flatteurs pour la cité et ses habitants : *Quodque inter regiones alias dicti regni nostri civitas andegavensis, veluti fons scientiarum irriguus, viros alti consilii solet ab antiquo, propagatione quasi naturali, producere.* » (DE LENS, *Facultés, collèges et professeurs de l'Université d'Angers*, p. 13).

⁵ H. SÉE, *Les sociétés d'agriculture à la fin de l'Ancien régime*, dans *An. Rév.*, janvier-février 1928, p. 2.

formeront, au temps du Directoire, la bibliothèque nationale annexée à l'École centrale du département. Les abbayes, alors en effervescence, servent de berceau aux premières loges maçonniques de la province. Enfin, Angers, où habite une bourgeoisie instruite qui tient les premières places à l'Hôtel de Ville, à l'Université, au Présidial et dans les affaires, a, depuis 1763, son théâtre à demeure, dans une salle neuve construite à cet effet et, depuis 1773, sa première feuille hebdomadaire, *les Affiches*.

C'est à faire connaître, dans leurs grandes lignes, ces multiples ressources intellectuelles, qui contribuent à la formation des esprits et ajoutent ainsi leur influence à celle des institutions scolaires que sont consacrées les pages qui suivent.

I. — L'Académie

1. *L'Académie royale d'Angers*, devenue, en 1760, *l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Angers*, a été fondée en 1685¹ et siège à l'Hôtel de Ville (place des Halles). C'est l'une des premières en date parmi les académies de province²; c'est la seule dans la généralité de Tours³.

Cette académie provinciale, qui rappelle, en Anjou le nom de son promoteur, l'abbé Ménage, est née, comme toutes les autres, des goûts intellectuels que ne satisfaisaient plus les antiques universités,⁴ « cristallisées » dans leur enseignement. « Elle doit ses commencements, dit son secrétaire, l'abbé Jacques Rangeard, à une société de gens de lettres qui s'assemblaient pour conférer de leurs études et se nourrir du fruit de leurs travaux⁵ ».

Trop pauvre pour faire imprimer ses Mémoires — elle ne possédait, à ses débuts, qu'une allocation annuelle de 40 livres tournois que lui accordait la ville — l'Académie d'Angers ne nous a laissé d'autre trace de ses travaux que le registre des *procès-verbaux* de ses séances (1685-1789)⁶. Jusque vers 1760, ce registre ne contient d'autres mentions que celles

¹ Lettres patentes du 10 juin 1685 enregistrées au Parlement, 20 septembre 1685. Composée de 30 membres, elle est à 40 en 1760, administrée par, un directeur, un chancelier et deux secrétaires perpétuels. Le sceau porte d'azur au Parnasse d'or, surmonté d'un laurier d'or et aux fleurs de lys sans nombre, avec l'échiquier d'Anjou en bordure. Elle prend pour emblème un vase plein d'eau avec la devise : *maculas ostendit et offert*. Le nombre de ses membres s'est élevé à 109, le dernier élu fut Brevet de Beaujour (1787). (B. A., mss. 1032 (proc.-verb.), 1033 (pièces diverses ; *Recueils* de discours : mss. 494, 495, 496, 499 ; — ouv. div., mss. 576, 577.) — PORT, D., t. I, p. 92 ; — BLORDIER, *Angers et l'Anjou*, p. 200 ; — DE BEAUREGARD, *Académie d'Angers* (dans *R. d'Anj.*, 1857, p. 575.)

² Soissons (1674) ; Caen (1676) ; Nîmes (1682) ; Angers (1684)... (F' BRUNOT, *ouv. cit.*, t. VII, p. 56, note.)

³ *Tableau de la province d'Anjou* (1762), p. 79.

⁴ LIARD, *Universités et Facultés*, p. 2.

⁵ J. RANGEARD, *Discours sur l'établissement de cette Académie*, lu en séance le 7 mars 1770. (B. A., mss. 577 ; imprimé dans les *Mémoires de la Soc. d'Agr., Sciences et Arts d'Angers*, avec tirage à part, par M. l'abbé Uzureau, voir p. 5 et suiv.)

⁶ B. A., mss. 1032.

de discours littéraires prononcés à l'occasion de la réception de ses membres, ou de pièces de vers tombées dans l'oubli ¹.

2. Mais, avec le mouvement des esprits, l'Académie, vers 1750, commence à faire preuve d'une vitalité nouvelle. En 1747, elle porte le nombre de ses membres de 30 à 40 et s'adjoint des associés étrangers, parmi lesquels il faut citer Louis Racine et Florian, Voltaire et Marmontel. L'objet de ses travaux change de nature avec son titre (1760) et, dans les années qui suivent, des *Mémoires* sont produits sur l'histoire naturelle, sur l'économie politique, sur des questions d'histoire, mémoires dont plusieurs eurent un certain retentissement.

A partir de cette époque, elle délaisse les études littéraires ² et la plupart de ses travaux s'inspirent, comme ceux des autres académies, des questions économiques et sociales qui passionnent alors les esprits. A l'instar de celle de Marseille, qui fait aux sciences et à leurs applications pratiques une large place ³, l'Académie d'Angers produit, dès 1747, un mémoire du Dr Berthelot-Dupaty, disciple de Linné, sur *l'Utilité de l'histoire naturelle de l'Anjou*, suivi de communications détaillées sur la botanique ⁴.

Avant celle d'Arras ⁵, elle s'occupe de questions d'éducation. En 1768, en effet, le président Rolland ne dédaigne pas de rappeler dans son *Plan d'éducation* et à l'appui de sa doctrine, les idées que le chevalier de Juilly avait émises dans son discours de réception, quatre ans auparavant, sur les *Rapports des lettres et de l'éducation militaire* ⁶. En 1780, elle entend le discours de l'abbé Trouillard sur *l'Instruction publique comparée à l'éducation particulière*. A la même date, elle fait une place, dans ses travaux, à la discussion des idées philosophiques. Ainsi, en 1781, discours de Prévost sur cette maxime : *Que l'esprit philosophique contribue à la bonne littérature* ; en 1782, réfutation, par l'abbé Burgevin, d'une pensée de Montesquieu : *L'honneur n'est qu'un préjugé et ne se trouve pas dans les monarchies*.

¹ « On remarque, par les procès-verbaux des séances que l'Académie, dans les premières années de son existence, s'occupait particulièrement de littérature. Chaque récipiendaire devait prononcer un discours ; le président lui répondait par un autre discours ; conformément au règlement de la compagnie, un de ses membres titulaires devait prononcer un éloge du roi. Les séances étaient souvent remplies par quelques pièces de vers, les meilleures étaient parfois recueillies par le *Mercur de France* et publiées. Les autres mouraient en naissant. » (DE BEAUREGARD, *Ancienne Académie d'Angers*, dans *R. d'Anj.*, 1853, p. 577.)

² A aucun moment l'Académie d'Angers ne paraît s'être occupée de la philologie, qui avait sa place ailleurs, à Orléans par exemple : examen du *Glossaire angevin*, du P. du Pinaut (F. BRUNOT, *ouv. cit.*, p. 58.)

NOTA. — Nous n'avons retrouvé nulle part trace de cet ouvrage. A.-J. Verrier et R. Onillon n'en font aucune mention dans leur *Glossaire étymologique et historique des patois et des parlers de l'Anjou*, 2 vol., Angers, Grassin, 1908.

³ F. BRUNOT, *ouv. cité*, p. 59.

⁴ BOREAU, *Le Jardin des Plantes d'Angers* (*R. d'Anj.*, 1852, t. II, p. 38).

⁵ F. BRUNOT, *ouv. cité*, p. 61.

⁶ ROLLAND, *Plan d'éducation*, p. 115, note 167. Voir le mss. du chevalier de Juilly (B. A., mss. 498, n° 11).

Enfin, en 1786, elle s'intéresse aux questions philanthropiques et couronne un mémoire sur l'*Éducation des enfants trouvés*¹.

3. A partir de 1785, comme celle d'Orléans, et sur l'initiative du duc d'Anjou, futur Louis XVIII, l'Académie met chaque année au concours un sujet emprunté exclusivement aux questions d'économie, ayant pour but de favoriser, dans l'apanage, « l'agriculture, la navigation intérieure, le commerce, les arts et les manufactures »².

Si ce concours n'a rien produit de comparable au retentissant *Discours* de Rousseau à l'Académie de Dijon, sur les *Rapports des mœurs avec le progrès des sciences et des arts*, nous devons cependant une mention spéciale au Mémoire couronné, en 1787³, sur ce sujet proposé par Mgr de Lorry: *Moyens d'encourager le commerce et l'industrie dans la ville d'Angers*. L'auteur, Viger, de petite bourgeoisie, substitut du procureur du roi, disciple des économistes, se réclame de l'abbé Raynal⁴, et s'élève avec une grande hardiesse d'idées et d'expression contre les abus qui paralysent la vie économique de la cité. Il s'indigne contre l'anoblissement par voie d'échevinage⁵. « On a suscité presque autant d'ennemis au commerce qu'on a promu d'hommes à la mairerie, car il n'y a rien que le négociant ait autant à redouter, que l'orgueil du noble d'un jour, et cela par la raison, copiée par Beaumarchais dans Montagne, que moins il y a de distance entre les hommes et plus ils sont pointilleux à la faire remarquer⁶. »

Il proteste contre l'accumulation des richesses du clergé. « La prodigieuse quantité de biens ecclésiastiques qu'il y a dans la province, doit également avoir contribué à détourner les Angevins du commerce. Les bénéfices ont été de tout temps un appât très séduisant, et plus on a de facilité pour se procurer sans peine les douceurs de la vie, moins on est

¹ B. A., mss. 1032. UZUREAU, *Les travaux présentés en séance* (SH 5521). *Les dernières rentrées avant la Révolution* (SH 4469 b.).

² Ordonnance du 28 février 1784.

³ *Quels sont les moyens les plus convenables de ranimer le commerce de la ville d'Angers, de donner plus d'activité à celui de cette province et de rendre plus profitable le débit de ses productions territoriales, surtout celui des vins* (B. A., mss. 1032). Contrairement à l'usage établi jusque-là, le mémoire fut imprimé. (VIGER, *Discours sur cette question*, etc., Ang., Mame, 1789, in-8°, 57 p. B. A., S 986.) Voir BLORDIER, *Angers et l'Anjou*, p. 351; BOUGLER, *Mouv. prov.*, t. II, p. 217; PORT, *D.*, t. III, p. 712.

NOTA. — C'est à tort que Meynier, (La Révellière-Lépeaux, p. 86), renvoie à un autre discours sur le même sujet (B. A., H 2036 (31)). Le discours auquel il fait allusion, (38 p. au lieu de 57), est l'œuvre d'un concurrent de Viger et ne présente qu'un médiocre intérêt. L'importance du Mémoire de Viger rendait nécessaire la rectification de cette erreur.

⁴ Il prend pour épigraphe de son discours ce passage qu'il cite en entier : « Voyant à mes pieds ces belles contrées où fleurissent les sciences et les arts, et que les ténèbres de la barbarie avaient si longtemps occupées, je me suis demandé : qui est-ce qui a creusé ces canaux ? qui est-ce qui a desséché ces plaines ? qui est-ce qui a fondé ces villes ? qui est-ce qui a rassemblé, vêtu, civilisé ces peuples ? Alors toutes les voix des hommes éclairés qui sont parmi elles m'ont répondu : c'est le commerce ; c'est le commerce. » (RAYNAL, *Introduction à l'Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce d'Européens dans les deux Indes*.)

⁵ Voir sur le caractère et la répercussion de cette pratique, L. DUBREUIL, *L'idée régionaliste sous la Révolution*, dans *An. Rév.*, t. X, 1918, p. 469 et suiv. : (Sur les municipalités des villes et des campagnes avant 1789.)

⁶ Viger, *op. cit.*, p. 12.

tenté d'augmenter sa fortune par l'exercice d'une profession active et périlleuse¹. »

Il critique avec âpreté le désaccord qui existe entre « les connaissances » que donne l'Université et « l'esprit de calcul, » qui est l'âme de la profession industrielle. « La réputation dont notre Université a toujours joui, me paraît encore une des causes qui ont arrêté les progrès de notre commerce. Il y a si loin de l'esprit de calcul, qui est l'âme de cette profession, aux connaissances qu'on prenait autrefois dans les universités, qu'il était impossible que les deux pussent croître à la fois dans le même lieu... et il fallait avoir une opinion bien différente de son siècle pour préférer un comptoir bien établi à un bonnet de docteur². »

Avec la même vivacité, il trace ensuite à l'emporte-pièce, tout un plan de réformes : remplacement par « une couronne civique » du « parchemin privilégié » accordé au citoyen vertueux pour avoir bien géré la chose publique³ ; changement radical de la méthode adoptée jusque-là dans les études⁴ ; rapprochement entre les « négociants » et les « gentilshommes » dans des « lieux publics » appelés « cafés », où règnera « la plus parfaite égalité » et qu'il oppose à ces sociétés fermées où le nom « d'associé », donné « aux membres les moins distingués par leur naissance », ne fait que grandir « la morgue » des membres « les plus titrés »⁵. Puis, il propose une série de mesures particulières : rétablissement d'une Bourse à Angers ; publication d'une mercuriale hebdomadaire dans la feuille locale⁶ ; exécution de travaux multiples dont il fait une longue énumération⁷. Ce plaidoyer, sans précédent, se termine par un éloge passionné rendu à l'économie politique qui « agite toutes les têtes »⁸ et qui est capable de tout revivifier, « lorsque le pouvoir, au lieu d'être placé dans des mains étrangères et fiscales, se trouve confié au génie du patriotisme »⁹. « Jamais Angers et sa très modeste Académie n'avaient, suivant Bouglér, applaudi à un plus beau travail, ni constaté un plus beau triomphe¹⁰. »

Contrairement à l'usage, ce Mémoire eut les honneurs de l'impression.

¹ Viger, *op. cit.*, p. 12.

² *Ibid.*, p. 13.

³ *Ibid.*, p. 19.

⁴ ... Qu'au lieu de laisser traîner plusieurs années dans les écoles de droit (c'est-à-dire en général dans l'oisiveté), ceux de nos jeunes gens qu'on ne destine ni à la magistrature ni au barreau et qui ne doivent être dans la suite que des bourgeois d'Angers, on leur fit passer ce temps dans un cabinet de commerce de Nantes, Bordeaux ou quelque autre place, etc. » *Ibid.*, p. 21.

⁵ *Ibid.*, p. 28 et suiv. — Nota : Viger, qui était de petite bourgeoisie, ressentait très vivement ces blessures d'amour-propre. Voir sur le même sujet : A. MATHIEZ, *Rév.*, t. 1^{er}, p. 14.

⁶ *Ibid.*, p. 24.

⁷ Viger, *op. cit.*, pp. 39-55.

⁸ « La littérature et quelques dissertations sur des arts agréables, occupaient autrefois les gens instruits et la bonne compagnie... Aujourd'hui, l'économie politique agite toutes les têtes et, depuis l'Académie jusqu'à la taverne, on raisonne finances, agriculture et commerce. » *Ibid.*, p. 34.

⁹ *Ibid.*, p. 57.

¹⁰ BOUGLÉR, *Mouv. prov.*, t. II, p. 218.

Les Affiches du jour ne craignirent pas de rapprocher le nom de Viger — qui continuera à s'intéresser aux questions sociales ¹ — de celui de Rousseau et ajoutaient que l'Académie, après avoir couronné ce Mémoire « plein de hardiesse », au style « souvent nerveux, original, plein de traits et d'énergie », sanctionna les applaudissements réitérés des spectateurs, en comptant l'auteur au nombre de ses associés ².

Ainsi l'Académie d'Angers apparaît, à la veille de la Révolution, comme une institution vivante.

4. En 1789, tout ce qu'il y avait de distingué dans la province s'y trouve réuni. Le clergé y est représenté par l'évêque de Lorry et le savant écrivain Rangeard ; la noblesse provinciale par le marquis de Contades, puissant protecteur de cette Société et par Laplanche de Ruillé, plus tard député à la Constituante ; le présidial, par Desmazières, représentant du Tiers à l'Assemblée provinciale, et qui sera député aux États généraux ; le barreau, par le futur Conventionnel Joseph Delaunay, et par Brevet de Beaujour, le jeune et brillant avocat, qui devait être condamné comme fédéraliste en 1794 ; l'Université, par Gastineau et Martineau, professeurs en droit ; la médecine, par Coutouly ; les lettres pures, par J.-B. Leclerc, poète à ses heures, ami de La Révellière-Lépeaux et, avec lui député dans les assemblées révolutionnaires ; les sciences, enfin, par le botaniste Merlet de la Boulaye, membre de l'Académie des Arcades de Rome, plus tard directeur du Muséum angevin et professeur à l'École centrale ³.

A l'Académie d'Angers, malgré la diversité d'origine et les préjugés de caste, que sent si fortement Viger, règne un esprit novateur, qui ne le cède en rien à celui des autres académies de province, à la même époque. Cette société ne mérite donc pas, au moins dans ses dernières années, l'ironie dont l'accable Voltaire, qui en était cependant membre correspondant, et qui, par ailleurs, lui multiplie ses protestations d'estime ⁴.

A l'époque qui a été « l'âge d'or des académies » ⁵, celle d'Angers n'est pas restée étrangère aux questions d'instruction. Elle leur a fait une place dans ses travaux et, par son activité, a contribué elle-même à l'éducation des classes privilégiées de la province.

¹ Député suppléant à la Convention, il présenta, le 7 décembre 1792, un mémoire « dans lequel il se livrait à une critique clairvoyante de la loi du 16 septembre, et indiquait comme un effet infailible de la taxe des blés, une hausse subite des assignats ». (A. MATHIEZ, *Vie chère*, p. 107, note.)

² *Aff.* (14 novembre, 1787).

³ *Alm.* 1789, p. 79.

⁴ « Le sarcasme attribué à Voltaire : *l'Académie d'Angers, cette fille honnête qui ne fit jamais parler d'elle*, s'accorde mal avec les sentiments exprimés dans sa correspondance (26 novembre 1747), lettre de remerciements sur sa nomination, 30 mars 1750, sur l'envoi de Sémiramis. » (BEAUREGARD, *art. cit.*, dans *R. d'Anj.*, 1853, p. 578.)

⁵ F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. VII, p. 56.

II. — *Le Bureau d'Agriculture*

1. Si l'*Académie royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Angers* a contribué dans la province à la culture des classes privilégiées, c'est à l'instruction agricole des populations rurales et à l'accroissement de la production dans la province qu'est destiné le *Bureau d'Agriculture*. Fondé à Angers en 1761, il est né du mouvement d'ensemble qui, avec le contrôleur général Bertin, se manifeste à cette époque dans toutes les généralités du royaume.

A cette date, « pour écarter le spectre de la famine », le gouvernement « encourage les défrichements... préconise, par le moyen de ses intendants, des cultures nouvelles... protège les sociétés d'agriculture qui se fondent dans les principales villes du royaume à partir de 1760 »¹. A la fin de cette même année 1760, sur l'initiative d'un seigneur angevin, le marquis de Turbilly², est fondée la Société d'Agriculture de Tours, divisée en trois bureaux pour les trois provinces de la généralité et qui s'occupe tout d'abord de la question des défrichements³. Elle a pour objet, suivant l'intendant Lescalopier, de « favoriser les progrès de l'agriculture, faire des expériences et découvertes utiles, instruire le public, en un mot exciter le zèle et l'émulation des cultivateurs dans toutes les productions propres à augmenter la fertilité et l'aisance des provinces »⁴.

2. Angers n'avait pas attendu l'initiative royale pour entrer dans cette voie ; et quelques mois auparavant (29 avril 1760), il s'y était formé, à l'instar des sociétés de Dublin (1736) et de Rennes (1756), une société d'agriculture, dont les statuts furent arrêtés le 8 mai. Le 25, elle constituait son bureau et ses armoiries étaient un curieux mélange des emblèmes nouveaux alliés aux anciens symboles : *écusson d'azur bordé de gueule, à l'ancre d'or, chargé d'une bêche et d'un pied de roi d'argent en sautoir, accompagné de quatre fleurs de lys d'or, une en chef, une en pointe, deux aux flancs avec une couronne tréflée et deux hermines vivantes pour supports*⁵.

Duverdier de la Sorinière, déjà directeur de l'Académie royale, en était le président ; Jacques Dubois, professeur de droit à l'Université, en était l'initiateur et le secrétaire perpétuel ; François Prévost, professeur en droit, Merveilleux, recteur de l'Université et de Vauxlandry, receveur du grenier

¹ A. MATHIEZ, *La vie chère*, etc., p. 9.

² Sur la biographie de Louis-François-Henri de Menon de Turbilly, voir PORT, D., t. III, pp. 640, 641.

³ H. SÉE, *Les Sociétés d'agriculture, leur rôle à la fin de l'Ancien régime* (dans *An. Rév.*, janvier-février 1923, p. 2).

⁴ F. UZUREAU, *Tableau de la province d'Anjou*, p. 81.

⁵ PORT, D., t. I, p. 93, c. 1.

à sel d'Angers, tous grands seigneurs ou membres de l'Université, en étaient les fondateurs. « Vingt et un associés, divisés en trois classes, se réunissaient une fois par semaine et s'engageaient à faire chacun, une fois au moins par an, une communication et à mettre en pratique l'expérience acquise en commun ¹. »

3. Mais, à peine formée, cette Société perdit son autonomie et dut consentir à devenir un simple *Bureau d'agriculture*, ressortissant de la Société centrale établie à Tours pour toute la généralité (24 février 1761) ².

Installée à l'Hôtel de ville, dans la même salle que l'Académie, la Société, ainsi reformée, témoigna, à son origine, d'une certaine vitalité. A l'enquête projetée sur l'état agricole, commercial et industriel de l'Anjou, vint s'ajouter « le projet d'une histoire naturelle que le bureau entreprit de rédiger en commun. A cet effet, la province fut divisée en 15 cantons, dont chaque membre s'attribua le sien à son choix, comme aussi, chacun prit sa part de l'étude et de l'enquête : Sartre, les ardoisières ; Berthelot du Pathy, les vignobles ; Turbilly, le labourage et le matériel agricole ³. »

Enfin ces diverses communications vont de pair avec des réalisations d'un vif intérêt, auxquelles se rattachent deux noms : celui de l'un des membres associés, M. de la Noue, « qui entreprit de grandes plantations lucratives » ⁴ et surtout celui de Turbilly, qui devait devenir de notoriété publique ⁵.

4. Dans son *Mémoire sur les défrichements* (1760) ⁶, qui eut un si grand retentissement en France et à l'étranger ⁷, l'auteur apparaît non comme un écrivain systématique, mais comme un cultivateur passionné, qui raconte ses expériences, analyse ses travaux et ajoute ses réflexions personnelles sur l'économie politique.

¹ F. UZUREAU, *La Société d'Agriculture, Commerce et Arts de la province d'Anjou, 1760-1761*, dans *And.*, 18^e sér., 1916, p. 421.

² Voir la liste de MM. du bureau d'Angers et membres associés, dans l'ouvrage de GUILLORY aîné p. 118, 2^e édition : *Notice sur le M. de Turbilly, agronome angevin du XVIII^e siècle*, Ang., Cosnier et Lachèse, 1849, 73 p., in-8^o. (B. M., H 5076.) *Ibid.*, 2^e éd. avec appréciations historiques et critiques, par MM. E. Chevreul et P. Clément, Paris, Guillaumin, Ang., Cosnier et Lachèse, 1863, in-12, 286 p. (B. A., H 5077.)

³ C. PORT, *D.*, t. I, p. 93.

⁴ H. SÉE, *art. cité*, p. 4.

⁵ « ... Turbilly fit partie du Comité d'agriculture créé le 12 janvier 1761, pour diriger les sociétés d'Agriculture du royaume ; le 1^{er} mars 1761, il fut nommé membre de la Soc. d'Agr. de Paris, avec Duhamel du Monceau, Buffon, Turgot, etc. Il était membre associé de la Soc. de Nancy, 1760. Il exerça la plus grande influence sur la création des trois bureaux d'agr. d'Angers, Tours et Le Mans, et prit part aux travaux de chacun d'eux. » (GUILLORY, *ouv. cité*, p. 259.) Il avait en outre adressé à la Soc. de Paris, 1761, plusieurs Mémoires sur l'établissement des soc. d'agr. dans les différentes généralités du royaume (*Ibid.*, p. 140). Voir aussi sur le rôle de Turbilly dans la fondation de la Société d'Agriculture de Paris, H. SÉE, *art. cité*, p. 2.

⁶ B. A., S 3650. *Mémoire sur les défrichements*, à Paris, chez la veuve d'Houry, 1760, in-12, 1^{re} partie, p. 1-149 ; 2^e partie, pp. 150-324.

⁷ « La première partie consacrée à la *Pratique* et bientôt augmentée par l'auteur même d'une *Addition à la Pratique* (1761, in-12), fut, coup sur coup, et par quatre fois réimprimée, traduite en anglais, en allemand, en danois, et se vendit jusque dans les appartements de Versailles, avec l'écobue perfectionnée qu'elle recommandait. » (PORT, *D.*, t. III, p. 640.)

Dans la première partie de son *Mémoire*, qui est aussi la plus attachante, il fait connaître comment, par ses nouveautés, il avait, en vingt-sept ans de pratique, transformé un domaine inculte en une terre prospère, gagnant chaque année un pas sur la lande, inventant pour les défrichements une écobue perfectionnée¹, semant des pépinières, construisant un four à chaux pour les amendements, améliorant le bétail², stimulant, autour de lui, le goût du travail et de la culture des terres par la création de prix d'agriculture³.

Puis, s'élevant à des considérations générales, il dégage de l'historique de ses entreprises, les perfectionnements nécessaires à l'agriculture et les réformes à apporter à l'économie du royaume : suppression des garennes, modification des corvées, libre circulation des grains, amélioration des chemins, répression de la mendicité, encouragements aux familles nombreuses, diffusion des sociétés d'agriculture et des journaux destinés à répandre leurs travaux⁴.

On retrouvait là plusieurs traits de la doctrine des physiocrates : la terre seule source de la richesse ; liberté de la circulation des grains ; appel à l'autorité monarchique pour l'imposition de la propriété foncière et pour la gestion de l'économie politique du royaume. On y trouvait aussi l'engouement personnel de l'auteur pour les sociétés d'agriculture, qui, sur l'initiative du pouvoir, s'étaient multipliées dans tout le royaume⁵.

L'ouvrage de Turbilly avait vivement frappé ses contemporains ; le président Rolland y fait une place dans son *Plan d'éducation*⁶. Voltaire le cite dans ses épîtres⁷ et l'imite dans ses terres⁸ ; Diderot compte l'auteur au nombre des hommes qui ont le plus contribué au progrès de

¹ « C'est une espèce de grande tranche recourbée, de seize pouces de long et de huit pouces et demi de large par en bas, d'où sa largeur va toujours en diminuant jusqu'auprès du manche où elle se trouve réduite à trois pouces... Cet outil coûte, chez moi... trois livres dix sols. » (*Mémoire*, pp. 41, 42.)

² « Mes épreuves, mes expériences, mes travaux, les préjugés qu'il m'a fallu combattre, les obstacles que j'ai eu à surmonter, tout jusqu'aux fautes que j'ai commises... pourra servir d'instruction à l'avenir. » (*Ibid.*, p. 150.)

³ Ces prix, fondés en 1755, à raison de deux par année, pour récompenser « le plus beau froment » et « le plus beau seigle », étaient délivrés après une sorte de concours public entre les habitants. Faisant appel à « l'intérêt » et « à la vanité », il composa chaque prix d'une somme d'argent « assez considérable » et d'une médaille d'argent de « six livres », portant, sur une face, des attributs d'agriculture et, sur l'autre, les armes de la famille de Turbilly. La médaille était attachée à la boutonnière avec un ruban vert et pouvait être portée pendant une année ; elle restait la propriété de celui qui l'avait obtenue et donnait droit « à une place honorable dans le chœur de l'église paroissiale ». C'était, au dire de l'auteur, « la première récompense qui ait jamais paru en France pour une chose aussi utile ». (*Mémoire*, pp. 228-235.) L'idée fit son chemin dès le XVIII^e siècle (voir ROLLAND, *Plan d'éducation*, p. 27, note 37).

⁴ *Mémoire*, pp. 260-281-291-298-313.

⁵ Dès 1762, 18 sociétés d'agriculture étaient fondées dans 22 généralités. (H. SÉE, *art. cité*, p. 2.)

⁶ *Plan d'éduc.*, p. 27, note.

⁷ Épître à M^{me} Denis 1761 où se trouvent ces deux vers :

D'un canton désolé, l'habitant s'enrichit
Turbilly, dans l'Anjou, t'imite et t'applaudit.

⁸ Lettre à Thiérot (28 juillet 1760).

l'agriculture ¹; les journaux du temps le comblent d'éloges ²; les États de Bretagne décident, en 1763, qu'une sonde du marquis de Turbilly sera déposée en divers lieux de la province ³; la Société économique de Berne publie en entier son *Mémoire* dans le *Recueil* de ses actes ⁴, et Arthur Young, voyageant en France onze ans après la mort de Turbilly (1787), tient à visiter le domaine de Vaulandry et « à marcher sur des endroits qui étaient pour lui une espèce de terre classique » ⁵.

Entraîné dans des entreprises ruineuses, en particulier dans le dessèchement des marais de l'Authion, dont il avait obtenu la concession du roi en 1763, Turbilly aboutit à la ruine. A sa mort (1776), son château et ses terres furent vendus au profit des créanciers ⁶. Mais ses idées ne disparurent pas avec lui et ce sont des préoccupations de même nature qui, quinze ans plus tard, inspirèrent les mesures prises par le *Comité de Salut public*, en l'an II, pour l'accroissement en surface des terres cultivées : dessèchement des étangs, défrichement des terres abandonnées par les émigrés, etc. ⁷.

5. Longtemps avant la ruine de Turbilly, le *Bureau d'Agriculture* d'Angers, après des débuts si pleins de promesses, et suivant en cela le sort commun des sociétés d'agriculture de l'époque, s'était fortement ralenti. Son *registre des procès-verbaux* s'arrête à l'année 1761 ⁸. A la veille de la Révolution, le nom même de Turbilly était tombé dans l'oubli et, lorsqu'en 1787, A. Young voulut visiter le domaine de Turbilly, il ne put obtenir, de la bouche même du secrétaire perpétuel du *Bureau d'Agriculture d'Angers* (M. de Livonnière), « aucune instruction sur sa résidence » ⁹. Cela même donne une idée exacte du peu de vie de ce bureau, porté cependant, en mars 1789, sur le tableau d'ensemble des sociétés d'agriculture du royaume dressé d'après l'enquête faite par les Intendants, sur l'initiative du gouvernement ¹⁰.

Si éphémère qu'ait été cette tentative, et quoi qu'elle n'ait en réalité donné aucun résultat pratique, car « seuls les grands propriétaires ont assez de capitaux pour appliquer les méthodes rationnelles » ¹¹, le Bureau d'Agriculture d'Angers avait sa place dans cette étude par sa contribution à la diffusion, dans la province, des idées des physiocrates en matière de production agricole.

¹ *Encyclopédie* (art. Agriculture).

² *Journal des Savants* (août 1760); *Journal de Trévoux* (2 octobre 1760); *Affiches de Province*, Nantes (2 juillet 1760). (Voir Guillery, *ouv. cité* pp. 184-189).

³ *Ibid.*, p. 259.

⁴ B. A., H 3765.

⁵ A. YOUNG, *Voy. en France*, t. I, p. 304.

⁶ PORT, D., t. III, p. 641, c. 1.

⁷ A. MATHIEZ, *La Vie chère*, pp. 437-441.

⁸ B. A., mss. 1034; 84 feuillets; *pr.-verb.*, 29 avril 1760-20 septembre 1761.

⁹ *Voyage en France*, t. I, pp. 296-304.

¹⁰ H. SÉE, *art. cité*, tableau p. 15.

¹¹ A. MATHIEZ, *Vie chère*..., p. 9.

III. — *Les Botanophiles*

De création plus récente, de vitalité plus durable et d'une influence plus directe et plus immédiate sur les études, fut la Société des *Botanophiles*, créée à Angers en 1777, et dont l'œuvre devait durer autant que la Révolution elle-même ¹.

A cette date, en effet cédant à l'engouement du siècle, plusieurs grands seigneurs de la province donnaient libre cours à leur goût pour les collections d'histoire naturelle ². A Angers, dans le même temps, et sous les mêmes influences, un groupement se forma sous la direction d'un noble, le baron de la Richerie ³ et d'un bourgeois cultivé, le Dr Buroleau ⁴. Ce groupement comprenait, à l'origine, un certain nombre de membres qui, par profession, portaient un intérêt particulier à cette étude : Guérin et Chartier, professeurs à la Faculté de Médecine; Chevreul, médecin des accouchements; Lachèse et Mirault, maîtres en chirurgie, auxquels s'était joint Paulmier, lieutenant de l'élection, tout dévoué à l'initiative de ses concitoyens ⁵.

Alors fut créé par eux, à l'entrée du faubourg Bressigny, le premier jardin botanique de la ville d'Angers et l'un des premiers aussi du royaume.

Malgré l'hostilité de la Mairie « pour une société de particuliers qui ne sont rien en aucune manière à la ville » ⁶, malgré l'incompréhension de l'intendant Daine pour l'initiative de « quelques personnes versées dans la connaissance des simples » ⁷ et malgré aussi l'indifférence du comte

¹ B. A., mss. 1035 : *Reg. de l'Assoc. du Jardin botanique d'Ang.*, mss. 1036 : *Collections de pièces*; BOREAU, *Le Jardin des Plantes d'Ang. et les progrès de la botanique en Anjou* (dans *R. d'Anj.*, 1852, t. II, p. 37 à 76).

² L'amour de la botanique anime Aubert Dupetit-Thouars, qui, à vingt ans, rassemble un herbier et des notes dont héritera, en l'an II, Merlet de LaBoulaye et qui, à partir de 1789, entreprend des expéditions coloniales qui seront, pour les sciences naturelles, si fécondes en résultats. (PORT, D., t. I, p. 79.)

A n'en pas douter, ce sont aussi des goûts de même nature qui expliquent la présence, à cette époque, sur les terres de Cossé-Brissac, du premier *arboretum* créé dans la province. (A. D., L. II. District de Vihiers 2^e *Reg. corresp.*, 5 vent., an III : « Il existe au Mont-Fidèle, c. d. Brissac, une pépinière qui contient 16.107 pieds de différents arbres et arbustes... Cette pépinière dépend du domaine du c. d. duché de Brissac... Cette pépinière a été formée par feu Cossé de Brissac, dernier mort... Depuis 1786, elle est confiée au jardinier Vallée, bon citoyen, fort instruit dans son état et qui est rétribué 1.000 l. par an, etc. »). De même encore, au château du Lathan, présence d'une riche collection d'histoire naturelle qu'essaiera de sauvegarder la Révolution. (A. D., Sér. Q. II, § 2. Inventaire, n° 48 (Pays du Lathan, à Breil).

³ Né à Angers (1731), docteur-médecin; président de la Société, 13 mars 1777, professa le premier cours public de botanique à partir du 1^{er} juillet 1781. (PORT, D., t. II, p. 562.) Voir : *Catalogue des plantes des environs d'Angers, arrangé selon le système de Linné, par M. de la Richerie*, in-12, 18^e sér., 252 p. (B. A., mss. 1101, catalogue Lemarchand.)

⁴ Né à Angers (1717), appartient à une famille de médecins; secrétaire de la Société (1778), auteur d'une vaste correspondance « pour multiplier les relations et, par suite, les échanges », ouvrit un cours public dans le Jardin botanique en juin 1781 et fut élu président (21 novembre 1783), rédigea le catalogue des plantes du jardin (PORT, D., t. I, p. 534).

⁵ PORT D. t. I, p. 88, *Jardin botanique*.

⁶ BOREAU, *art. cité*, p. 49.

⁷ *Ibid.*, p. 45.

de Provence, la Société des *Botanophiles* sut grouper des concours précieux qui devaient lui assurer le succès.

2. De 1778 à la Révolution, l'association s'était rapidement accrue par l'admission de nombreux membres recrutés dans tous les milieux et dans toutes les classes : professeurs de l'Université ou simples amateurs, tout ce qui avait alors un nom dans la province vint successivement prendre rang dans la Société : en 1781, Leclerc, déjà membre de l'Académie royale d'Angers ; en 1782, Tessié-Duclozeaux, docteur régent en la Faculté de médecine ; en 1783, le bénédictin dom Braux, prieur de l'Esvière ; en 1784, La Révellière-Lépeaux et l'évêque de Lorry ; en 1787, Pilastre de la Brardière, futur maire d'Angers ; en 1788, Merlet de la Boulaye ; en 1789, le comte de Dieusie, le baron de Houlières, les avocats Delaunay Joseph et Brevet de Beaujour ¹.

Le renom des Botanophiles dépassa bientôt les limites de la ville et, au nombre des associés libres, la Société comptait, en 1789, Aubert du Petit-Thouars, de Saumur ; Le Meignen, démonstrateur du jardin des plantes de Nantes et Jacques Smith, président de la Société linnéenne de Londres ².

Sans doute il y avait dans cet empressement plus de vanité et d'engouement provoqués par la nouveauté du sujet, que d'amour véritable pour la science. A l'origine, en effet, les cours de la Richerie et de Buroleau n'étaient, en réalité, qu'une « démonstration des plantes », à laquelle seuls assistaient les étudiants en médecine, « car la botanique, aux yeux des gens du monde, n'était, comme la chimie, qu'une science d'apothicaire » ³. Et lorsque La Révellière-Lépeaux, cédant aux instances de son ami Tessié, acceptait, en 1787, de faire un cours de « botanique générale », ainsi que la démonstration des plantes du jardin, il prenait la place qu'étaient incapables d'occuper « les médecins, chirurgiens, apothicaires, tous associés du Jardin des Plantes par pure bienséance et sans qu'ils y missent jamais le pied » ⁴.

3. Mais, La Révellière-Lépeaux était passionné pour la botanique, comme son ami Tessié l'était pour la chimie. Après avoir passé tout l'hiver de 1787-1788 « à étudier le système de Linné et celui de Tournefort, suivant la méthode duquel le jardin était planté », il fit, au printemps de 1788, un cours qui fut, pour ses auditeurs « une révélation » et dont le souvenir inspire l'une des pages les plus attachantes de ses Mémoires : « Mon premier objet fut d'essayer de donner une idée juste de la science qui allait nous occuper, de la faire connaître dans tous ses rapports avec

¹ BOREAU, *ouv. cité*, p. 42.

² *Ibid.*, p. 43.

³ LA RÉVELLIÈRE-LEPEAUX, *Mémoires*, t. I^{er}, p. 54.

⁴ *Ibid.*, p. 56.

l'économie rurale et l'industrie commerciale et manufacturière. Je cherchai, en même temps, à la rendre aimable en faisant ressortir les charmes qui lui sont propres et ceux qu'elle prête aux beaux-arts dans le paysage, dans les tableaux de fleurs, dans les décorations des fêtes et des solennités, dans la parure de nos jardins, etc... Après avoir ainsi excité l'intérêt des auditeurs, je donnai un aperçu général des diverses parties qui composent les plantes, je développai le système de Linné, puis celui de Tournefort. Après l'exposition de ces deux systèmes, je parcourus le jardin méthodiquement, en démontrant chaque plante suivant ces deux méthodes. Ce fut l'affaire d'environ quatre mois, tous les jours, le dimanche excepté. Je me rendais assez de justice pour sentir que je n'étais pas en état de faire des savants de mes auditeurs ; je cherchai surtout à leur inspirer le désir d'approfondir cette étude sous des maîtres plus habiles que moi... Les amateurs du cours de chimie, qui suivaient celui-ci, y trouvèrent de nouveaux aspects de la nature qu'ils n'avaient pas même soupçonnés jusqu'alors. D'épaisses écailles tombèrent de leurs yeux ; ils devinrent tout feu pour ces nouvelles connaissances. Dès mes premières leçons ils parlèrent en ville de la botanique avec admiration. Je vis bientôt parmi mes auditeurs, les deux professeurs de philosophie du collège de l'Oratoire, avec plusieurs de leurs élèves, et un grand nombre de personnes de toute profession. Parmi elles se distinguait un bénédictin, le savant et respectable dom Brault... Après ma dernière leçon, toute l'assistance vint me reconduire chez moi avec des remerciements beaucoup trop flatteurs et que je ne devais qu'à la nouveauté du sujet et des idées, et à ma facilité d'élocution. »¹

4. Les événements qui se préparaient tournèrent l'attention de La Révellière vers la politique, mais n'arrêtèrent pas l'essor de la Société. En 1789, grâce à l'appui de l'évêque de Lorry², au désintéressement des bénédictins de Saint-Serge³ et à la générosité de Pilastre⁴, qui sera maire d'Angers en 1791, fut acquis, par la Société, le terrain de Saint-Samson pour le transfert et l'installation définitive du Jardin botanique⁵.

« La variété du sol et les accidents si pittoresques de ce terrain... un cours d'eau intarissable... un ensemble de circonstances spéciales... et la douce température de l'Anjou promettaient les plus étonnants résultats pour l'acclimatation des végétaux exotiques⁶. »

¹ LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX, *Mémoires*, t. I, pp. 57-59.

² BOREAU, *art. cité*, p. 45.

³ *Ibid.*, p. 48.

⁴ *Ibid.*, p. 49.

⁵ « C'est le terrain compris aujourd'hui depuis l'entrée jusqu'à la terrasse des magnolias et aux premiers carrés de l'école botanique. » (PORT, *D.*, t. I, p. 88.)

⁶ BÉRAUD, *Le Jardin des Plantes d'Angers* (dans *Mém. Soc. d'Agr.*, 1849, p. 184.)

On verra plus loin comment, dans les premières années de la Révolution, l'appui et les subventions des pouvoirs publics rendirent définitive une création jusque-là précaire et sans autre ressources que celles, manifestement insuffisantes, de l'initiative privée.

C'est à ces douze années de travaux, de soins et de recherches que Lamarck rendait hommage lorsque, en 1789, il citait, dans le tome troisième de *l'Encyclopédie botanique*, le Jardin botanique d'Angers au nombre « des plus intéressants et des plus connus de l'Europe »¹.

¹ BOREAU, *Le Jardin botanique d'Angers* (R. d'Anj., 1862, p. 251).

CHAPITRE V

Sociétés secrètes et créations diverses.

Bibliothèques et cabinets de lecture, la presse, le théâtre

I. — Sociétés secrètes : les loges maçonniques

S'il est relativement facile de connaître la vie des sociétés intellectuelles : Académie, Bureau d'Agriculture et Botanophiles, il l'est beaucoup moins de pénétrer dans celle des sociétés secrètes, les loges maçonniques, dont le nombre est alors considérable en Anjou, comme dans le reste de la France.

1. En 1789, on ne compte pas moins d'une dizaine de sociétés de cette nature. On en trouve deux à Angers : la loge écossaise du *Tendre Accueil* et celle du *Père de famille*. La première fondée vers 1770 à l'abbaye de Saint-Maur-sur-Loire, s'assemble à Angers dans la maison du Colombier (Mongazon), à partir de 1780, et, depuis 1785, dans un autre local, paroisse de la Trinité¹. La seconde, fondée par René Ollivier de l'Oratoire et par l'imprimeur Louis-Victor Pavie fut installée par le *Tendre Accueil* au nom du Grand-Orient (1784)². Dans la province, on en rencontre une à Saumur, sous le titre distinctif de *Saint-Louis de la Gloire*, créée le 12 avril 1745 et reconstituée le 1^{er} mars 1781 ; une à Beaufort : *Saint-Jean des Arts* (1765), devenue deux ans plus tard *Saint-Jean du Secret* ; une à Baugé : *l'Union des Sentiments* ; une à Doué : *Saint-Jean et Saint-Paul* ; une à Vihiers : *les Amis réunis*, etc.³.

2. Comme toutes les loges maçonniques de l'époque, les loges angevines, qui « ne ressemblaient nullement, sauf pour les rites, aux loges d'aujourd'hui », étaient composées « de grands seigneurs, d'officiers, de prêtres, de riches bourgeois »⁴. M. l'abbé Uzureau qui donne, d'après le registre des délibérations du *Tendre Accueil*, tombé en mains particulières, les noms, par ordre alphabétique, des membres de cette loge

¹ F. UZUREAU, *La loge du « Tendre-Accueil » à Saint-Maur et à Angers* (*L'Anj. H.*, 1924, p. 140 et suiv.).

² *Ibid.*, p. 143.

³ Documents particuliers.

⁴ A. MATHIEZ, *Les enseignements de la Révolution française* (*An. Rév.*, 1922, p. 354).

jusqu'en 1786, établit une liste de 40 noms¹ qui peut être décomposée ainsi : *noblesse*, 21, dont 5 grands seigneurs, 6 écuyers, chevaliers ou gentilshommes, 3 officiers, 4 receveurs des tailles, des gabelles ou trésoriers de l'hôtel de ville, 2 officiers de juridiction et 1 ingénieur des ponts et chaussées ; *clergé*, 12, dont 1 archidiacre, 1 vicaire général, 1 secrétaire de l'évêché, 1 doyen de chapitre, 2 prieurs, 6 oratoriens, dont 3 professeurs ; *bourgeoisie*, 7, dont 1 receveur des aides, 1 conseiller à l'élection, 1 conseiller au grenier à sel, 1 directeur de la manufacture royale des voiles, 1 avocat, 1 imprimeur, 1 négociant. Ensemble disparate, composé d'éléments qui, au cours de la Révolution, vont se dissocier : aristocrates qui prendront part à l'émigration, de Maillé, de Rillé, etc. ; prêtres qui refuseront le serment, Daburon de Mantelon vénérable en 1789 et doyen du chapitre Saint-Pierre, Brossier archidiacre d'outre-Loire, Lenoir chanoine de la cathédrale ; prêtres constitutionnels, le P. Doué professeur de rhétorique, Guérin professeur de seconde, l'un et l'autre oratoriens² ; membres de la bourgeoisie, les uns demeurés dans l'obscurité, les autres qui joueront un rôle important à l'époque révolutionnaire, tels les futurs conventionnels Leclerc et Viger et l'imprimeur-libraire Charles-Pierre Mame.

3. Dans les années qui précèdent immédiatement la Révolution, il semble que cette composition des loges angevines se soit modifiée au profit de la bourgeoisie, encore que ces listes ne comportent pas tous les noms des Angevins francs-maçons³. C'est l'impression qu'on éprouve en consultant la liste des affiliés pour le *Tendre Accueil* d'Angers en 1788, pour le *Secret* de Beaufort (1785) et surtout pour *Saint-Louis de la Gloire*, de Saumur, en 1788.

A Angers, en effet, on compte, en 1788, parmi les frères du *Tendre Accueil*, en dehors des membres de la bourgeoisie cités plus haut : P.-M. Delaunay le Jeune, avocat au présidial, *deuxième surveillant*, orateur, qui sera député à la Convention ; Bodard, procureur de la sénéchaussée ; Victor Body, avocat au présidial, etc.⁴.

De même, le *Secret* de Beaufort, compte en 1785, parmi ses membres, 1 lieutenant de police, Danquetil, vénérable ; 1 notaire, Tessier-Desmoineries ; 1 ecclésiastique, le frère orateur et rose-croix Giroust ; 2 bour-

¹ *L'Anj. H.*, 1924, p. 142.

² C'est donc à tort que M. Uzureau écrit : « Les ecclésiastiques angevins qui avaient fait partie de la loge, confessèrent noblement la foi pendant la Révolution. » (*Ibid.*, p. 146.)

³ Parmi ceux qui ne figurent pas sur ces listes : Joubert-Bonnaire ; Volney ; Coquille d'Alleuds etc...

⁴ En 1788, avec la bourgeoisie, l'Oratoire tenait une grande place au *Tendre Accueil*. Parmi les frères associés, figurent : Jean Doué, professeur de rhétorique ; Claude Roy, professeur de philosophie ; Guérin, ancien professeur de seconde. A cette date était vénérable : Daburon de Mantelon, d'abord oratorien puis doyen du chapitre de Saint-Pierre. (*Documents particuliers.*)

geois, Roberdeau et Lebreton et un seul noble, le comte de Contades¹.

Enfin, à *Saint-Louis de la Gloire* de Saumur domine nettement en 1788, la bourgeoisie représentée par 1 médecin, Riffault, vénérable et fondateur, qui sera président de la Société populaire en l'an II, par 1 président de grenier à sel, Villier, ancien vénérable et secrétaire, auteur d'un *Nouveau plan d'éducation* dédié à la Constituante, plus tard administrateur du département et professeur d'histoire à l'école centrale, par 1 procureur Tramblier, et 3 négociants, Boislève, Pupier et Lévêque aîné. La loge ne compte qu'un seul noble, Fougeu de la Marre, artiste peintre, qui sera chargé, en 1792, du récolement des objets d'art dans les maisons d'émigrés. Parmi les associés libres, se trouvent 2 prêtres, Malliet, curé de Saint-Hilaire et Trouvé, curé de Lenay le Doyen².

4. Si ces listes confirment ce que l'on sait déjà sur la composition des loges avant la Révolution, elles ne nous apprennent cependant que peu de chose sur le mouvement des idées à l'intérieur de ces sociétés. Sur ce point, les documents sont trop peu nombreux pour permettre de formuler des conclusions précises.

Toutefois, si l'on en juge par le compte rendu des *Affiches d'Angers*, concernant le service funèbre célébré à Beaufort, le mardi 5 juillet 1774, par les francs-maçons de la ville, dans l'église des Récollets, pour le feu roi Louis XV, on constate, qu'à cette date tout au moins, cette loge angevine était respectueuse du pouvoir établi. Après « être sortis de leur maison en ordre et sur deux colonnes », ils « entrèrent dans l'église et entourèrent le catafalque » ; puis « la cérémonie finie », ils « s'en retournèrent dans le même ordre » et « on dit que leur orateur fit dans leur maison un discours analogue à la cérémonie » pour célébrer « la mémoire d'un prince qui aimait ses sujets, chérissait et protégeait les sciences, et qui, par conséquent, avait sous sa protection les francs-maçons, dont le but ne tend qu'à professer les bonnes mœurs, à étudier les sciences, à enseigner et pratiquer la soumission due aux têtes couronnées et, en un mot, à faire le bien à toute l'humanité »³.

Au début de 1790, ces sentiments n'ont pas changé et la soumission est la même au pouvoir du jour : « Pénétrés des sentiments qui vous animent pour le bien de l'État, sa gloire et son bonheur, d'amour, de profond respect pour le monarque bienfaisant qui nous gouverne, de la soumission la plus entière aux décrets de l'Assemblée nationale, etc. »⁴ tel est le

¹ *Doc. part.*

² *Ibid.*

³ F. UZUREAU, *La franc-maçonnerie en Anjou (XVIII^e-XIX^e siècles)*. (And., 1909, p. 435), d'après les *Aff. d'Angers*.

⁴ Copie d'une pl., datée du 27 février 1790. Signée : Daburon de Mantelon, de Brillemont, Delaunay, Saillant. (*Doc. part.*)

début d'une lettre adressée le 27 février 1790, par le *Tendre Accueil* au Grand-Orient.

Enfin, si l'on rapproche de ces textes de 1774 et de 1790, celui de la réouverture des loges du *Tendre Accueil* à Angers (1805) et de *Saint-Louis de la Gloire*, à Saumur (1808), on constate, à trente ans de distance, la même déférence à l'égard du prince. On lit, en effet, dans le procès-verbal d'Angers :

« Les feux de la Maçonnerie se rallument de toutes parts ; et si, dans ce jour, nous avons fait l'Inauguration de ce Temple, nous le devons à ce Héros, l'étonnement de son siècle et l'admiration des siècles à venir... »

« Combien d'actions de grâces nous avons à rendre à ce guerrier législateur, à la voix de qui les institutions respectables ou utiles renaissent ou se forment, au grand NAPOLÉON qui fait luire d'aussi beaux jours pour les Maçons, à cet illustre bienfaiteur de la Maçonnerie ¹. »

A Saumur, lorsque le buste de « Sa Majesté l'Empereur », voilé jusque-là, fut découvert pour l'inauguration : « l'enthousiasme de tous les F.F. : enflammés dans ce moment de toute l'ardeur du feu maçonnique et pénétrés d'admiration et de reconnaissance pour le héros dont on vient d'exposer le buste à leurs regards, ne se calme que pour entendre les airs chéris, *A l'amour livrons nos cœurs* et *Où peut-on être mieux* ²?... » Et, détail significatif, avec les mêmes membres qu'en 1788, la loge *Saint-Louis de la Gloire* est reconstituée sous le nom de *Saint-Napoléon de la Gloire* ; le nom seul du souverain a changé.

Il semble donc qu'avant la Révolution les loges angevines, suivant les recommandations du *Grand-Orient* créé en 1773, et auquel la plupart d'entre elles étaient affiliées, se soient abstenues, comme les autres loges de l'époque « de toute intrusion dans la politique » ³.

5) Un second trait qui semble les caractériser, c'est que leur action fut surtout d'ordre moral ⁴. Le titre de plusieurs d'entre elles,

¹ Procès-verbal de l'installation de la R. : L. : S. : Jean, sous le titre distinctif du « *Tendre Accueil* » à l'O. : d'Angers, dans son nouveau local, et de l'inauguration du buste de sa Majesté impériale et royale Napoléon I^{er}... (3 germinal an XIII.) O. : d'Angers. De l'imp. des F. : F. : Mame, M. : de la R. : L. : du *Tendre-Accueil*, 1805, in-4^o, 32 p. Voir p. 17. (*Doc. part.*)

² Reconstitution à l'Orient de Saumur sous le titre de saint Napoléon de la Gloire, de la R. : L. : *St-Louis de la Gloire*... Saumur, Degouy aîné, 1808, in-12, 42 p., voir p. 19 (*Ibid.*).

³ A. MATHIEZ, A propos de l'ouvrage de G. Martin, *La franc-maçonnerie et la préparation de la Révolution* (*An. Rév.*, 1926, p. 498).

⁴ Plusieurs banquets étaient donnés chaque année, notamment aux fêtes de saint Jean d'été et de saint Jean d'hiver. Le 13 juillet 1779, à un banquet de cette nature, après l'initiation de l'écuyer Eveillon, ancien officier au régiment de Lully, le vénérable Dupont et le frère expert le P. Roy, de l'Oratoire, donnent plusieurs pièces d'architecture « analogues à la circonstance », puis le second chante un cantique de sa composition, formé de sept strophes et dont voici la première :

Ouvrons nos cœurs à la gaieté,
C'est l'amitié qui nous rassemble,
C'est le bien de l'humanité.
La vertu rit, le vice tremble.
Aux armes, à l'ordre, maçons
Chargez, alignez vos canons.

(F. UZUREAU, d'après le *Reg. des délibérations* ; *L'Anj. H.*, 1924, p. 145).

Tendre Accueil, L'Union des sentiments. Les Amis réunis, et aussi les inscriptions portées sur les « planches » de l'époque, « tolérance », « fraternité »¹, indiquent le souci de développer, parmi les affiliés, des sentiments d'amitié, de fraternité, de tolérance, qui sont le propre de la maçonnerie, idéal philosophique et moral qui n'est certes pas sans grandeur. Ce sont des expressions de même nature qui se retrouvent dans plusieurs lettres de l'époque, échangées entre maçons angevins : « Si l'amitié était bannie du reste de la terre, elle se réfugierait dans nos temples » (1790). Quatre ans plus tard, en janvier 1794, on projette encore de se réunir « au nom de l'amitié la plus fraternelle »². Amitié, fraternité, se traduisent par des pratiques de bienfaisance et, en 1790, par des dons adressés au Grand-Orient « pour être présentés sur l'autel de la patrie »³. Toutefois, l'esprit maçonnique a-t-il alors franchi les limites des loges, pour pénétrer dans la province ? Rien ne permet de répondre par l'affirmative.

6) Enfin, sans tomber dans la prétention ridicule d'imputer, à l'ordre tout entier, les actes individuels de ses affiliés à l'époque révolutionnaire, il n'est pas sans intérêt cependant de noter le rapport qui existe entre le langage de certains d'entre eux et leurs attaches maçonniques.

Riffault, ci-devant vénérable, faisant l'ouverture de la Société montagnarde révolutionnaire de Saumur (18 floréal^{an} II), exerce sa fonction, suivant l'expression de Desmé, « comme un sacerdote »⁴ et s'exprime en des termes qui contiennent, à n'en pas douter, des réminiscences significatives : « Citoyens, un nouveau jour nous luit, et les rayons de la lumière qui nous éclaire doivent pénétrer nos cœurs de son feu vivifiant et régénérateur. Soyons donc tous animés des mêmes sentiments ; n'ayons pour ainsi dire qu'une âme dont les intentions concordantes et dirigées avec intensité arrivent au même résultat : le bonheur général... Que chacun de nous se montre jaloux d'y coopérer de tous ses moyens... qu'il n'existe

¹ *L'Union des Sentiments* à Bauge, 1789.

² Lettre du fr. Mame, secrétaire du *Tendre-Accueil*, 21^e du 11^e mois 5793, pour une réunion, le lundi 28 du 11^e mois (*Doc. parl.*). L'année maçonnique commençant le 1^{er} mars, cette lettre date, en réalité, de janvier 1794, ce qui atteste qu'en pleine Terreur, la maçonnerie angevine n'était pas complètement éteinte.

³ « ... Vu le malheur des temps et les circonstances pénibles où nous nous trouvons, nous ne pouvons qu'offrir un don bien modique ; mais tel qu'il est, nous vous prions de le prendre en considération, de le joindre à la masse maçonnique pour être présenté sur l'autel sacré de la patrie.

« Nous venons encore tout récemment de verser notre caisse dans celle des pauvres qui nous environnent. Ne soyez donc pas surpris que notre offrande ne se monte qu'à la somme de soixante-douze livres.

« Nous vous en faisons notre soumission que vous pouvez faire réaliser toutes fois et quante...

« C'est avec les sentiments de la plus tendre fraternité, etc. »

(Signé : Daburon de Mantelon (vénérable) ; au-dessous : de Brillemont ; au-dessous : Delaunay ; au-dessous : Saillant. (Lettre de la Vén. Loge du *Tendre-Accueil* au G. O. de France, le 27^e du 12^e mois 5789 (27 février 1790). (*A. du Grand-Orient*, communiqué.)

⁴ DESMÉ DE CHAVIGNY, *Histoire de Saumur pendant la Révolution*, Vannes, 1902, p. 304.

parmi nous que des hommes probes et vertueux ; nous voulons instruire nos frères ; prêchons d'exemple.» (8 floréal, an II)¹.

Coquille d'Alleuds, moine Récollet de Beaufort² dès la fin de 1789, fait paraître dans l'*Observateur provincial*, journal de Jahyer, le *Prospectus du Prédicateur patriote*, où l'auteur révèle clairement son affiliation à la maçonnerie : « ... Les Amis de la Constitution y trouveront les sentiments sublimes qui les caractérisent ; la Société des francs . . . , répandue sur la surface du globe, y trouvera les sentiments de la plus tendre fraternité . . . en un mot, le *Prédicateur patriote* fera aimer la Constitution qui rendra . . . les mœurs plus épurées et les hommes plus heureux ; voilà le bonheur auquel il aspire³. »

On ne peut s'empêcher de rapprocher ce langage de celui de l'orateur Fauchet, au *Cercle social* du Palais-Royal, fondé en octobre 1790 par Bonneville, disciple de Weishaupt, « lorsqu'il fit l'éloge de la franc-maçonnerie », et affirma l'espoir que « le grand peuple franc, dispersé par toute la terre » serait l'instrument « de l'union du genre humain ». « Les francs frères », ajoutait-il, « sont indispensables au succès de nos grands desseins : la religion de l'union et la réorganisation de la société⁴. »

Mais, pousser plus avant ces rapprochements serait téméraire⁵. Malgré la prudence qui s'impose en pareille matière, on peut conclure qu'en Anjou, comme dans le reste de la France, la maçonnerie avant la *Révolution* n'a pas eu toute l'importance qu'on lui a souvent attribuée⁶.

II. — Bibliothèques et Cabinets de lecture

Parmi les créations intellectuelles de l'Anjou à la fin du XVIII^e siècle, il faut faire une place aux bibliothèques qui se trouvent, sinon dans les villes, du moins dans les grandes abbayes bénédictines de la vallée de la

¹ BRUAS, *La Société populaire de Saumur, en l'an II et en l'an III*, p. 19.

² Né à Morannes, 17 juin 1747, étudie à Angers, moine Récollet de Tours, habite leur couvent de Beaufort en 1789, vicaire de Chalonnès (avril 1791) et curé constitutionnel de Beaupréau, « le paradis des prêtres réfractaires, l'enfer des patriotes » (juillet 1791), marié en 1793 ; directeur du collège de Beaupréau, au départ de Darondeau (9 novembre 1793), renonce en brumaire an II à toutes fonctions ecclésiastiques ; figure dans toutes les démonstrations du temps sous le nom d'Horatius Coclès, « orateur des solennités nationales ; poète et chansonnier », auteur de publications diverses, mort le 2 prairial an XIII (22 mai 1805) (C. PORT, D., t. I, pp. 742, 743).

³ *Observateur provincial*, n° 7, 5^e partie, p. 27.

⁴ A. MATHIEZ, A propos de l'ouvrage de R. Leforestier, *Les Illuminés de Bavière, et la Franc-Maçonnerie allemande*, (An. Rév., 1916, p. 436.) « S'il est ridicule d'expliquer la Révolution par un complot d'Illuminés, il est non moins ridicule de supposer que les amis et les idées des Illuminés n'y ont joué aucun rôle. » (*Ibid.*, p. 437.)

⁵ « Faire des clubs des filiales des loges est une généralisation que rien n'autorise. » (A. MATHIEZ, An. Rév., 1925, p. 179. A propos de l'ouvrage d'Auguste Cochin : *La Révolution et la libre pensée*.)

⁶ « Non, il n'y a aucune raison de penser que la Révolution fut le résultat d'une conjuration maçonnique. » (A. MATHIEZ, An. Rév., 1922, p. 354.)

Loire, dans plusieurs riches maisons seigneuriales de la province, et beaucoup plus rarement chez les curés des paroisses.

1. A Angers, moins favorisée que d'autres villes de même importance à cette époque¹, pas plus d'ailleurs que dans la province, il n'existe, en 1789, de bibliothèque publique. La « librairie » de l'Université, fondée vers le XIV^e siècle, et située rue de la *Godeline*, ouverte à « tous les docteurs et étudiants du lever au coucher du soleil, même les dimanches et jours de fête »², a été dispersée au XVII^e siècle. Le projet en 1692, d'une bibliothèque publique, qui devait être installée à l'hôtel de ville, dans la salle l'Académie n'a eu aucune suite³. A la fin du XVIII^e siècle, il n'existe en ville que les bibliothèques des maisons religieuses fermées aux profanes (2.000 volumes chez les bénédictins de Saint-Aubin⁴; autant chez ceux de Saint-Serge⁵; 9.000 au Séminaire)⁶, auxquelles il faut ajouter, comme nous le verrons plus loin, de nombreuses bibliothèques particulières de moindre importance, appartenant aux prêtres réfractaires, aux émigrés et aux bourgeois angevins compromis dans le mouvement fédéraliste en 1793.

Cette pénurie de livres pour le public commençait néanmoins à être fortement sentie dans les dernières années qui précéderent la Révolution. De cette époque, datent dans la ville, les premiers « cabinets de lecture » dont le mérite revient au libraire-imprimeur Ch.-P. Mame, associé à l'imprimeur Billault qui, en 1773, avait fondé le premier journal de la province, les *Affiches d'Angers*, et dont il était devenu le successeur en 1781. Mame « ouvrit le 15 janvier 1780, le premier cabinet de lecture, sous le titre de *cabinet politique*, limité à 50 abonnés choisis et qui devint une véritable société littéraire »⁷.

L'année suivante, dans un numéro des *Affiches* du 22 juin 1781, il annonce « qu'on trouvera chez lui toutes les nouveautés. Il prise et achète les bibliothèques à leur juste valeur ; il se transporte en campagne pour en faire l'estimation et l'acquisition lorsqu'il est requis »⁸.

Cette création, que l'on peut rapprocher des autres initiatives de même nature à cette époque⁹, est d'ailleurs la seule qu'il soit possible de mentionner, avec quelque degré de certitude, pour la ville d'Angers.

¹ F. BRUNOT, *H. de la langue française*, t. VII, p. 42.

² PORT, *D.*, t. I, p. 85.

³ *Ibid.*, p. 85.

⁴ *Ibid.*, p. 62.

⁵ *Ibid.*, p. 67.

⁶ *Ibid.*, p. 75.

⁷ *Ibid.*, t. II, p. 582, c. 1.

⁸ F. UZUREAU, *L'imprimerie Mame à Angers* (*And.*, 1906, p. 213).

⁹ Voir en particulier, la création, à Nantes, d'une *Chambre de lecture* avec trois salles, une pour lire, une pour la conversation et la troisième pour la bibliothèque ; on y trouvait dans l'hiver de bon feu et de la bougie. (YOUNG, *Voy.*, t. I, p. 266). Cité par F. Brunot, *Hist. de la langue française*, t. VII, p. 47.

2. L'absence de bibliothèques publiques contraste avec le nombre et la richesse des bibliothèques privées qui existent aussi, en 1789, dans les multiples maisons religieuses et de la province. Qu'il s'agisse en effet des bibliothèques des opulentes abbayes de la vallée de la Loire, de Saint-Florent-le-Jeune, près de Saumur, avec 6.000 volumes¹ et de Fontevault, avec 5.500 volumes², de l'*Oratoire* de Saumur ou des maisons isolées comme Chaloché, dans le Bugeois, avec 1.060 volumes³, ou enfin de simples prieurés, comme Cunault, ou encore Montjean, dont le Père gardien était abonné à l'*Encyclopédie*⁴, un trait commun rassemble toutes ces bibliothèques : la présence de nombreux ouvrages⁵ profanes à côté des livres sacrés. Là, les classiques du XVII^e et du XVIII^e siècles voisinent avec les Pères de l'Église ; Descartes et l'*Encyclopédie* font suite à la *Somme* de saint Thomas et aux *Confessions* de saint Augustin et il n'est pas jusqu'aux ouvrages scientifiques, aux polémiques du siècle, qui n'aient forcé l'entrée de ces sanctuaires dès lors ouverts à toutes les productions intellectuelles. C'est ce mélange de fonds dogmatique et d'ouvrages littéraires, que l'on trouvera précisé plus loin, à propos des inventaires des municipalités de 1790-1791 et des catalogues dressés, sous la Convention, pour la formation des bibliothèques « districales ». C'est cette double composition des bibliothèques des couvents qui se retrouvera, en 1795, dans les ressources de la bibliothèque du département.

Avant 1789, toutes ces richesses intellectuelles étaient réservées à un petit nombre de privilégiés ; du moins attestent-elles, par leur présence, qu'à la fin du XVIII^e siècle, dans les abbayes angevines, aux pratiques religieuses étaient venues s'ajouter les lectures profanes.

Ce sont encore richesses intellectuelles de privilégiés, que ces bibliothèques, aussi importantes par le nombre que par la nature des ouvrages qui, dans plusieurs maisons seigneuriales de la province, voisinent avec d'imposants chartiers. Ainsi, à la Roche, le marquis de Dieusie, esprit cultivé, épris, comme Turbilly, d'agriculture et qui prendra rang à l'Assemblée nationale « dans la gauche, à côté des Dupont, des Lameth et des⁶ Barnave », avait rassemblé dans sa riche demeure plusieurs milliers d'ouvrages littéraires, scientifiques, de jurisprudence ou de politique⁶. De même à Saultré, chez Goddes de Varennes, se trouvait une bibliothèque de plus de 10.000 volumes de littérature latine, française et étrangère⁷, dont nous donnerons plus loin la composition détaillée.

¹ PORT, D., t. III, p. 361, c. 2.

² *Ibid.*, t. II, p. 169, c. 2.

³ *Ibid.*, t. I, p. 574, c. 2.

⁴ *Ibid.*, t. II, p. 714, c. 2.

⁵ *Ibid.*, t. II, p. 43, c. 1.

⁶ A. D., Q II, § 2. Inventaires, Dos. 22. (Dieusie, à Noyant-la-Gravoyère.)

⁷ *Ibid.*, Dos. 29. (Goddes dit Varennes, à Feneu.)

Parfois, aux collections littéraires s'ajoutent de précieuses collections artistiques. Ainsi, dans le Saumurois, à Brézé, existe, en 1789, « une belle galerie de tableaux » qui sera malheureusement dispersée pendant la Révolution¹. De même à Angers, le marquis Éveillard de Livois, amateur distingué², avait rassemblé près de 400 toiles, estimées, en 1790, à près de 50.000 livres, et qui constitueront plus tard, pour moitié, le premier et le principal fonds du musée de la ville³.

5. Sans doute, à côté des bibliothèques des couvents et des châteaux, il conviendrait de faire une place à celles des cures. Il est à présumer que des collections de livres, plus ou moins abondantes, devaient se trouver chez les membres du clergé angevin qui furent mêlés aux polémiques de la convocation des États généraux : Châtizel, à Soulaines ; Rangeard, à Andard ; Dubois, à La Pommeraye⁴, etc., ou chez ceux qui jouèrent un rôle politique plus tard dans la province : Pelletier, prieur-curé à Beaufort avant d'être évêque constitutionnel ; Vallée, curé de Saint-Florent avant d'être secrétaire de La Révellière-Lépeaux et d'autres encore.

Mais, à côté de ce clergé cultivé, qui sera des premiers à se ranger aux côtés du Tiers dès le début de la Révolution, il en est un autre plus nombreux et moins favorisé : celui des petites paroisses rurales. Dans les campagnes du diocèse, en effet, les prêtres vivent dans l'isolement au milieu de « populations primitives », occupés autant « à former des hommes qu'à sanctifier des chrétiens »⁵ et ne connaissent guère d'autre vie intellectuelle que celle de leur ministère. On imagine sans peine ce que devait être, dans ces conditions, la pénurie des livres dans les misérables cures de l'Anjou.

III. — La Presse

Si les bibliothèques des privilégiés de la fortune révèlent « l'accroissement du besoin de lire et de savoir »⁶ qui se manifeste dans la seconde

¹ PORT, D., t. I, p. 494.

² Voir lettre de M. de Livois sur la peinture, adressée le 14 mars 1777 à l'écrivain *Lenoir*, surnommé par Voltaire « le bonhomme Lenoir » et qui habitait la terre de la Motte, près de Baugé (B. A., mss. 1119 (4)).

³ Henri JOUIN, *Musée d'Angers* (Angers, Lachèse, 1881). Voir en particulier sur les ressources provenant de la collection de Livois : préface XI, XII ; chap. I et II, pp. 1-60.

⁴ Il avait rédigé et publié une *Adresse des habitants de La Pommeraye sur l'impôt de la gabelle et les moyens de la remplacer* (13 septembre 1789, Angers, Pavie, in-8°, de 21 p.), qui lui valut d'être député le mois suivant à l'Assemblée générale d'Angers, pour aviser à la suppression de cet impôt. Il en signe le procès-verbal de son double titre de « citoyen et de curé » (6 octobre). (PORT, D., t. I, p. 73.)

⁵ « Un curé seul, enveloppé de bois et de forêts vit avec un peuple grossier ; son zèle trouve dans leurs revenus un travail immense, presque autant occupé à former des hommes qu'à sanctifier des chrétiens ; lui seul connaît leurs besoins ; lui seul en est la ressource. » (B. A., H 2032, n° 10, p. 18.)

⁶ F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. VII, p. 34.

moitié du XVIII^e siècle, c'est pour répondre au même besoin de curiosité générale que la presse se développe alors avec une intensité sans précédent : revues et journaux de toutes sortes, dont la périodicité devient chaque jour plus fréquente ; almanachs qui pénètrent dans les campagnes, et dont le contenu évolue avec la marche du siècle ; enfin, à l'approche de la Révolution, « formidable avalanche de pamphlets, mémoires, libelles quotidiens »¹.

L'Anjou n'est pas resté étranger à ce mouvement et c'est à faire connaître, dans ses grandes lignes, la part qu'il a prise dans cette forme de la culture générale que sont consacrées les lignes qui suivent.

1. Le premier journal de la province : *les Affiches d'Angers*², date de 1773, quinze ans avant la Révolution et, avec des titres différents et des fortunes diverses, ce journal se maintiendra jusqu'à nos jours³.

Par son titre et par sa conception, cette feuille rappelle les *Petites Affiches* de Paris, 1750, qui sont « uniquement un organe de publicité ». Elle se rattache aux *Affiches* de province qui, à la fin de l'ancien régime, se fondent dans les grandes villes, « ayant pour but essentiel la publicité, mais qui donnent quelques autres sortes d'informations »⁴. *Les Affiches d'Angers* paraissent douze ans avant celles de Rennes et, comme elles, constituent un journal hebdomadaire, dont chaque numéro contient quatre pages in-4^o, imprimées en deux colonnes⁵. Le prix de l'abonnement est de 6 livres pour Angers et de 7 livres 10 sols par la poste⁶.

Le premier numéro des *Affiches d'Angers, capitale de l'apanage de Monseigneur le comte de Provence, et de la province d'Anjou*, paru le samedi 3 juillet 1773, est accompagné d'un prospectus qui fait connaître le plan de cette publication : « Le premier article concernera la ville d'Angers, capitale de la province. On y insérera les maisons à vendre ou à louer, les ventes judiciaires ou volontaires des charges, offices, meubles et autres effets ; le tableau de la conservation des hypothèques, objet très important pour les créanciers ; les diverses annonces, les prix des grains, la nomination aux

¹ F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. VII, p. 34.

² *Affiches, annonces et avis divers d'Angers, capitale de l'apanage de M. le comte de Provence et de la province d'Anjou* (Angers, Billaut, puis Mame, in-4^o). Voir collections incomplètes à la B. A., H 5423, 4 vol. in-4^o (1773-1786), aux A. D., sér. K. (opuscules détachés). Une collection complète existe au siège du *Journal de Maine-et-Loire*, rue de l'Aiguillerie où son directeur actuel, M. Philouze, l'a aimablement mis à notre disposition.

³ *A. d'Angers* ou *J. du départ de M.-et-L.* (1790, an VIII). *Aff. d'Angers* (an VIII, 1808). *Aff. d'Angers* ou *J. de M.-et-L.* (1808-1812). *J. politique et littéraire de M.-et-L.* (1813-1830). *J. de M.-et-L.* (1831-1832). *J. de M.-et-L. et de la Mayenne* (1833-1846). *J. de M.-et-L. politique et littéraire* (1846-1924). *L'Express de l'Ouest*, 1925. *Le J. de M.-et-L.*, 1926.

⁴ H. SÉE, *Notes sur la presse provinciale, à la fin de l'Ancien régime, les Affiches de Rennes* (1784-1790), (*An. Rév.*, 1927, p. 18.)

⁵ *Ibid.*

⁶ « Le nombre des abonnés étant encore très modeste, l'imprimeur Billaut se décide, au mois de janvier 1778 à recevoir des annonces au prix de 12 sols. Mais celles qui seront envoyées par ses abonnés seront publiées gratuitement. » QUERUAU-LAMERIE, *Notice sur les journaux d'Angers pendant la Révolution, 1789-1800* (*R. d'Anj.*, 5^e s. XXIV (1892, p. 136).)

bénéfices, les naissances, les mariages et morts dont on voudra bien nous faire part, les événements ou faits intéressants qui concerneront les paroisses de la sénéchaussée d'Angers. » Puis suivait l'énumération des articles particuliers qui devaient prendre place dans le journal. « Sous le titre de *Législation* on donnera la notice des édits et déclarations du roi... les sentences et règlements de la sénéchaussée, présidial et police d'Angers et des autres sièges royaux de la ville et de la province... Sous le titre d'*Avis divers*... les recherches, les nouvelles découvertes et les faits intéressants qui concernent l'agriculture spécialement celle de la province, la physique expérimentale, les sciences et les arts. Les exercices publics de l'Université et des différents collèges de la province y trouveront leur place... » Enfin « la *littérature* formera un des articles », avec comptes rendus « des ouvrages lus dans les séances publiques ou particulières » de l'Académie ; insertion des « pièces fugitives en vers et en prose », adressées par les auteurs dont les « talents seront connus »¹.

Pendant huit années (1773-1781) les *Affiches*, publiées par l'imprimeur Billault², d'abord en collaboration avec le notaire Deville, puis seul depuis 1774, restent fidèles à leur programme et constituent une collection précieuse pour l'étude de la vie économique et intellectuelle de la province : 1773, gratifications de l'intendant « aux trois poulains qu'il jugera les plus beaux, à la revue des étalons passée par lui au château d'Angers » ; annonce de la rentrée du concert, dans la salle de la rue Saint-Laud et ordonnance concernant la voirie pour la ville de Saumur ; — 1774, réception, à Beaufort, d'un ingénieur-géographe du roi, inspecteur des travaux de l'Authion ; — 1776, annonce commerciale sur la pépinière royale de Soulangier, près de Doué ; — 1777, visite du comte de Falkenstein au régiment des carabiniers de Saumur ; — 1779, prospectus du sieur Pavie, libraire à Angers ; — 1780, récit d'un accident dans un ancien fond de mine à Chalonnes, ... etc.³.

Le 22 juin 1781, Charles-Pierre Mame⁴, successeur de Billault, prend la direction du journal, et avertit les lecteurs « qu'on observera strictement de n'y insérer aucune pièce qui puisse alarmer les personnes même les plus austères... Si quelquefois il en est échappé à l'attention des rédacteurs... le sieur Mame assure que ces inadvertances n'auront plus lieu. Il se fera un vrai devoir de respecter la religion, les mœurs et

¹ Publié par l'abbé Uzureau (*And.*, 1^{re} série, 1904, p. 40).

² Billault (Charles...), imprimeur-libraire de l'Université, 3 février 1771. Par la démission de Louis-Ch. Barrière, dont il avait épousé la fille en 1768, il était privilégié pour les impressions de l'évêché et du comte de Provence... (PORT, *D.*, t. I, p. 348.)

³ *Affiches d'Angers* (*And.*, 7^e sér., 1908, p. 65 et suiv.).

⁴ Originaire du Vaucluse, âgé alors de 35 ans, imprimeur à Angers en 1762, d'abord paroisse Saint-Michel du Tertre, puis près des Écoles, rue Chaussée-Saint-Pierre ; associé à Billault, lui succède en sa maison de la rue Saint-Laud en 1781. (PORT, *D.*, t. II, p. 582, c. 1.) Voir encore *L'imprimerie Mame à Angers* (*And.*, 1906, 5^e sér., pp. 212-218).

les lois »¹. Avec lui, les *Affiches* gardent leur caractère de journal de publicité et ne contiennent, comme les autres publications semblables de province, aucune information politique. L'intérêt du journal s'accroît cependant par des annonces plus détaillées sur tous les menus faits de la vie publique, que nous passerons sous silence², et sur les questions plus importantes qui intéressent la vie économique de la province : 1782, ouverture du bureau du centième denier de l'apanage de *Monsieur*, frère du roi, pour le paiement des charges de judicature, de police et de finance de la province ; — 1783, affermage de l'étang de Brissac « à la charge de le dessécher et de le rendre en nature de pré à la fin du bail » ; — 1784, prix de 100 livres décerné par la Société royale de Médecine de Paris, au professeur Chartier, de la Faculté de Médecine d'Angers ; — la même année, établissement d'un marché de grains à Chalonnes « gros bourg... sur le bord de la Loire, entre Nantes et Angers [qui] servira de débouché pour la vente des grains de tout le canton des Mauges jusqu'aux frontières de Poitou et de la Bretagne... la rivière lui étant d'un secours inappréciable, tant pour monter que pour descendre les marchandises qui se trafiqueront dans ce lieu » ; — 1786, avis d'un écuyer, négociant à Segré, « touché de la misère de son canton », pour la distribution « de grains... aux pauvres, sur le certificat de MM. les Curés, à 2 sols par boisseau » ; — et la même année : invitation du comte de Serrant aux usagers des landes de Bécon de « s'assembler » chez le procureur fiscal, pour s'entendre sur les moyens de parvenir au défrichement ; — 1787, curieux dialogue-réclame sur l'établissement des sourds-muets d'Angers ; — 1788, réclamation de *Monsieur*, prince apanagiste d'Anjou, concernant le paiement des droits seigneuriaux du château d'Angers³.

Ce n'est qu'à la veille de la Révolution, avec la réunion des notables (1787) et celle des Assemblées provinciales de la généralité de Tours, puis de la province d'Anjou (1788), que les *Affiches* cessent d'être un simple journal d'annonces et font une place chaque jour plus grande aux procès-verbaux de ces Assemblées, aux rapports de leurs commissions, aux travaux de la *Commission intermédiaire* d'Anjou, enfin à la publication des règlements pour la convocation des États généraux. Cette publicité officielle est une source précieuse d'informations pour l'histoire de la province. Néanmoins, comme le dira le prospectus des *Affiches* de janvier 1790 : « toute discussion, toute polémique en est bannie. » Il ne s'agit en tout cela « que de comptes rendus et de communications officielles ou officielles » et « l'étroite circonscription dans laquelle le régime de prohibi-

¹ *L'imprimerie Mame* (*And.*, 5^e sér., 1906, p. 212).

² *A travers les Affiches d'Angers* (fin du XVIII^e siècle). *And.*, 1^{re} série, 1904, p. 390 et suiv.

³ *And.*, 7^e sér., 1908, p. 67 et suiv.

tion avait renfermé cette feuille, ne lui permettait pas de s'étendre au delà de quelques articles locaux, qui, dans ce temps-là, ne pouvaient pas même satisfaire la curiosité des lecteurs »¹.

Ainsi du moins était née et avait vécu pendant quinze ans, cette feuille qui fait honneur à la vie intellectuelle de la province.

2. C'est aussi des presses angevines, de celles de Jahyer et de Mame, en particulier, que sont sortis les *Almanachs* qui, avec les livres de piété, sont, à cette époque, les seuls ouvrages atteignant le peuple des campagnes². Le premier en date est l'*Almanach historique ou calendrier de l'Anjou*³, dont l'origine remonte à 1690, imprimé par André-Jacques Jahyer⁴ à partir de 1752, dans lequel, jusqu'en 1767, sont ajoutés des abrégés chronologiques d'histoire locale sur les évêques d'Angers, les comtes d'Anjou, les antiquités de la ville, les origines du duché d'Aquitaine, etc. De 1767 à 1772, apparaissent les premières préoccupations économiques : articles sur la manière pratique de multiplier les grains, fruits et « tous les végétatifs » ; manière de chauler les blés ; indication des chemins des provinces voisines de l'Anjou et, chaque année, « évaluation du prix des grains et vinages etc. ».

Le succès de cette publication est tel qu'un deuxième almanach de la province apparaît en 1772 : les *Étrennes angevines ecclésiastiques et civiles pour toute la province* devenues, par la suite, l'*Almanach de l'Apanage de Monsieur*⁵, édité d'abord par Barrière et Billault, puis Billault, puis Mame. Ce second almanach vit concurremment avec le premier jusqu'en 1784, ayant à peu près le même contenu. En 1780, il donne un article qui restera isolé : « Réflexions sur la guerre, et de politique salutaire aux peuples. »

A partir de 1784, les deux almanachs n'en font plus qu'un⁶ et deviennent : l'*Almanach historique d'Anjou et de l'Apanage de Monsieur*, publié en collaboration par Mame et Jahyer et qui conserve le même caractère jusqu'à la Révolution.

3. En Anjou, comme dans les autres provinces, dans les six mois qui précédèrent la convocation des États généraux, une multitude de pamphlets, libelles, prospectus, publiés malgré la censure⁷ et malgré la

¹ *Aff. d'Angers*, prospectus, n° 2, janvier 1790.

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. VII, p. 52.

³ F. UZUREAU, *Les Almanachs angevins* (1690-1802). *And.*, 1913, p. 8.

⁴ Installé rue Saint-Michel, à l'enseigne de Saint-Paul : qualifié en 1776 d'imprimeur du roi... de procureur-marguillier de la fabrique de Saint-Michel du Tertre et de « noble homme » dans l'acte de sépulture de sa veuve, 19 juin 1777 ; il eut pour successeur son neveu, Jahyer Etienne, ancien élève du collège d'Anjou, associé à son ami Geslin et qui prit avec ardeur la cause de la Révolution. (PORT, *D.*, t. II, p. 389.)

⁵ *Ibid.*, H 5507, *Almanach de la prov. d'Anj. apanage de Monsieur et Étrennes angevines*, 1775-1790. Ang. Billault et autres, 5 vol. in-12 et 11 vol. in-18.

⁶ Voir le prospectus contenu dans les *Affiches*, 10 septembre 1784.

⁷ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 42.

« rigueur des règlements sur l'imprimerie » attestent à la fois une grande vitalité et une véritable liberté de la presse.

Le principal de ces écrits, qui eut en Anjou un si grand retentissement, comme on le verra par la suite, est le vigoureux pamphlet de Volney, la *Sentinelle du Peuple*, qui ne fut pas imprimé, il est vrai, à Angers. Se rattachant à la révolte nobiliaire de Bretagne¹, les cinq numéros de la *Sentinelle* furent sans doute imprimés à Rennes², où ils parurent, par prudence, sans nom d'auteur (novembre-décembre 1788). Mais c'est des presses angevines que sont sorties, à la même époque, toutes ces brochures — dont quelques-unes sont également anonymes — qui contribuèrent, pour une large part, au mouvement révolutionnaire en Anjou et à l'émancipation des esprits dans la province.

De ce nombre sont les libelles virulents, publiés courageusement par les curés du diocèse qui appartiennent au bas clergé des campagnes, Chatizel³, Rangeard⁴, Farayres⁵ en particulier, et où sont critiqués, avec tant de force, les abus du clergé. De ce nombre aussi, ceux des nobles, partisans des réformes, Walsh de Serrant⁶, de Beauveau⁷, de Dieusie⁸, de Houlières⁹, qui s'élèvent contre l'arbitraire royal, dont ils étaient les premières victimes. Enfin et surtout il faut citer, parmi les auteurs de ces pamphlets, les membres de la bourgeoisie qui vont jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de la province pendant la période révolutionnaire : Volney, l'auteur de la *Sentinelle* et des *Conditions nécessaires à la légalité des États généraux*¹⁰; les trois amis La Révellière-Lépeaux, Pilastre et Leclerc qui, dans leurs brochures énumèrent, par avance, les revendications qui serviront de base à la rédaction des cahiers de doléances de la province¹¹;

¹ A. MATHIEZ, *Rev.* t. I, p. 38.

² LÉON SÉCHÉ, *Volney*, p. 41.

³ « Dans l'état présent de la religion, déclare Chatizel, le ministère n'est plus exercé que par la classe des curés. Et ce sont ces citoyens si utiles à la religion, si importants à l'État que depuis un siècle et demi on s'est efforcé d'avilir, d'opprimer, d'asservir... » CHATIZEL, *Projet d'un mémoire des curés du diocèse d'Angers relativement à la convocation des États généraux* (16 mars 1789) (B. A., H 2032, n° 10).

⁴ « ... Qu'il nous soit enfin donné de rompre les fers dont la cupidité des riches bénéficiers nous tient enchaînés ». (RANGEARD, *Droit exclusif des curés aux dîmes de leurs paroisses*, 1788.) (B. A., B 3331.)

⁵ « ... Les députés feront sentir combien il est juste que les curés qui consacrent leur vie à l'instruction des peuples, aient un revenu honnête pour vivre. » (FARAYRES, *Instruction des curés du diocèse d'Angers à leurs députés aux États généraux rédigée par un curé du diocèse d'Angers*, 1789 (in-8°, sans lieu ni autre signature que les initiales F. F., curé d'H.)

⁶ Analyse de la brochure intitulée : *Des conditions nécessaires à la légalité des États généraux* (B. A., H 2034, n° 3. *Avis au Tiers-Etat* (*Ibid.*, n° 5). Lettre de M. de S. t (de Serrant) à M. Del. y aîné (Delaunay). (*Ibid.*, H 1559, t. IV, n°s 12 et 14.)

⁷ *Avis au Tiers-Etat*, H 1559, t. IV, n° 2.

⁸ *Réflexions par un ami de la province, membre de la noblesse d'Anjou*. (B. A., H 1562, n° 20.)

⁹ *Réflexions sur la prochaine tenue des États généraux par un membre de la noblesse (d'Anjou)*, 1788, in-8°, 54 p. (B. A., H 1559, t. II, p. 2.) *Projet de doléances pour la Noblesse de la Sénéchaussée d'Angers*. (Angers, Pavier, 1789, in-8°, 23 p.) (B. A., H 1559, t. XII, p. 18.)

¹⁰ B. A., H 1559, t. II, n° 1.

¹¹ *Plaintes et désirs des communes tant de ville que de campagne*, par Pilastre, Leclerc et La Révellière-Lépeaux. (LE MOY, *ouv. cité*, t. I, Introd. p. CLXXV.) (B. A., H 2025, t. I.) *Doléances, vœux et pétitions par les représentants des paroisses de. aux Assemblées de la Nation pour les États*

Leclerc encore, avec l'*Ami des Indigents*, sorte de journal d'opinion, publié pour venir en aide aux indigents de Chalonnes au profit desquels il devait être vendu¹. Avec eux des polémistes de moindre envergure, comme Jean-Baptiste Cordier², inondent la ville et la province de leurs libelles.

Toutes ces productions, qui avaient avant tout un caractère politique, devaient être rappelées ici pour mémoire³.

IV. — Le Théâtre

Sans avoir un champ d'action aussi étendu que celui de la presse, le théâtre, à la fin du XVIII^e siècle, est une création qui, dans les villes, étend son influence sur la partie aisée de la population, seule à pouvoir en profiter. A Angers, un théâtre à demeure est créé en 1763. Il connaît le succès jusqu'en 1789, époque où le mouvement des idées et le tempérament des Angevins aidant, la scène descend dans la rue.

1. Angers, qui avait connu, vers le milieu du XV^e siècle, l'éclat du *Mystère de la Passion*⁴, ville de bazoche aussi, où l'élément profane avait pris de bonne heure une place importante dans les représentations scéniques⁵, n'eut cependant de salle de spectacle qu'au milieu du XVIII^e siècle⁶.

En 1762, en effet, l'ancien « parc des jeux », établi place des Halles, et où s'arrêtaient au passage les troupes nomades, fit place, sur l'initiative de

généraux, rédigées par un laboureur (Pilastre de la Brardière), un syndic (La Révellière-Lépeaux) et un bailli de campagne (J.-B. La Révellière). LE MOY, *ouv. cité*, t. I, Introd. CLXXIX. (B. A., H 205.) *Modèles de doléances pour les paroisses de l'Anjou*. (LE MOY, *ouv. cité*, t. I, Introd. CLVI et CXC.) — (B. A., SH (a), 64.)

¹ L'*Ami des Indigents*, par J.-B. LECLERC. Angers, Mame, 1 vol. in-8°. (B. A., B 3339, 1^{er} n°, une brochure in-8° de 44 p.)

C'était « un mélange... de fadaïses politiques et de philosophie sociale, où les fables mêmes prenaient une allure agressive. » (PORT, D., t. II, p. 475, c. 1.) « M. Leclerc y prit à tâche de signaler aux défiances et aux haines populaires les classes aristocratiques auxquelles son ami M. de Lépeaux n'avait adressé que de doucereuses paroles. L'empressement et l'assurance de M. Leclerc à se poser ainsi en organe du parti révolutionnaire avancé compromirent beaucoup ses chances d'élection aux États généraux... et... il n'arriva qu'au titre de suppléant. » (BOUGLER, *Mouvement provincial*, t. I, p. 323.)

² Auteur de multiples petits livrets... encore « plaisants et fortifiants à relire » : *Le Pater-Noster du Tiers-Etat, paraphrasé par C... R...*, roturier angevin (Pavie, in-8°, de 8 p., 1789); — *L'Ave et le Credo du Tiers-Etat* (in-8° de 7 p.); — *La confession d'un pauvre roturier angevin à l'occasion d'un avis au Tiers-Etat de la province d'Anjou*; — *Litanies du Tiers-Etat*; — *Le Gloria in Excelsis du peuple, auquel on a joint l'Épître et l'Évangile du jour avec la réflexion et la collecte*. (PORT, D., t. I, p. 745, c. 1. Voir B. A., H 205.)

J.-B. Cordier, enrôlé volontaire dans le 3^e bataillon de Maine-et-Loire, capitaine d'artillerie, fut tué à Pontorson, 20 brumaire an III. Notice sur J.-B. Cordier, par Blordier-Langlois (B. A., mss. 1076).

³ Voir sur cette question MEYNIER, *La Révellière-Lépeaux*, chap. III : *Les préliminaires de la Rév. et la période élect. de 1789 en Anjou*, pp. 89-120. — LE MOY, *Cahiers de doléances*, t. I. Introduction, chap. II, III et IV, pp. XXX-CCLIII.

⁴ J. BODIN, *Recherches hist. sur Ang. et le bas-Anjou*, t. II, chap. IV, pp. 46-52. Origine du théâtre d'Angers.

⁵ *Ibid.*, chap. XXIV, pp. 248-261; mœurs des étudiants et des gens d'église, fêtes de l'Univ., processions.

⁶ DE SOLAND, *Étude sur le théâtre angevin* (R. d'Anj., 1855, 2^e partie, pp. 197-231.)

deux marchands de la ville : Charrier et Thoribet, à une salle destinée à la comédie et qui devait être la seule salle de spectacle jusqu'à la Révolution¹.

L'inauguration en fut faite le 1^{er} juin 1763, veille de la fête du Sacre, qui attirait les gens de la campagne à Angers et, selon toute vraisemblance, par la troupe des *Petits Barons*².

2. De 1763 à 1789, la direction de la salle fut confiée le plus souvent, soit personnellement, soit par intermédiaire, à la célèbre M^{lle} de Montansier qui organisait, à l'époque, des troupes de province et la présence chaque année d'une troupe de comédiens prouve que le théâtre trouvait, à Angers, un public fidèle³.

Le répertoire, composé en grande partie de divertissements et d'opéras-comiques, fait une place marquée cependant aux comédies de l'époque.

Parmi les œuvres jouées avec le plus de succès par Desmarets, Francisque, Volange, premier acteur du Palais-Royal, Valcour, du théâtre du boulevard du Temple, on retrouve le répertoire habituel du XVIII^e siècle : *Le Déserteur* (1763), drame lyrique de Sedaine⁴, interprété dès son apparition par un acteur angevin, Belleval de Montignac (1770)⁵; les tragédies de Voltaire, qui tenaient encore l'affiche longtemps après leur apparition : *Alzire*, *Mahomet*, *Tancrède*⁶, avec la célèbre M^{lle} Jodin (1774)⁷; *Le Père de Famille*, de Diderot; *Eugénie*, comédie de Beaumarchais, et *le Retour imprévu*, de Regnard (1775); puis de nouveau Voltaire avec *Sémiramis* (1777) et Beaumarchais avec le *Barbier de Séville*; enfin des opéras comiques, *la Belle Arsène*, de Favart, musique de Monsigny et des productions aujourd'hui tombées dans l'oubli.

3. Avec les pièces du XVIII^e siècle, l'attention du public était sollicitée au moins autant par les idées philosophiques et les allusions politiques que par la valeur littéraire. D'une portée beaucoup moindre, sont les œuvres de circonstance qui, dans le même temps, se partagent les faveurs du

¹ Elle était « longue, étroite, avec deux rangs de loges peu saillantes et peu profondes, deux balcons à gradins des deux côtés de l'avant-scène, le parterre debout, tout l'édifice en bois traversé par d'étroits couloirs, et desservi par une seule porte ». Le plafond et les loges étaient ornés de peintures « qui passaient pour superbes ». (PORT, D., t. I, p. 90.)

² QUERUAU-LAMERIE, *Notice sur le théâtre d'Ang.* (R. d'Anj., 1886, t. XII, p. 172.)

³ Pour l'histoire du théâtre d'Angers 1762 à 1789, voir QUERUAU-LAMERIE, dans R. d'Anj., 1886, t. XII, pp. 165-184, 306 à 322; 1886, t. XIII, 51 à 69, 138 à 153, 350 à 360.

⁴ *Le Déserteur*, 1769, musique de Monsigny.

⁵ A. DE SOLAND, *Répertoire archéologique de l'Anjou* 1869, pp. 234-265. (Un excentrique, Ernest de Montignac, Un acteur au XVIII^e siècle.)

⁶ Pièces jouées dès leur apparition : *Alzire*, 1736; *Mahomet*, 1742; *Tancrède*, 1760.

⁷ Elle publiera, en 1790 : *Vues législatives pour les femmes*. Ang., Mame, in-8°, 86 p.; ouvrage adressé à l'As. nat. par M^{lle} Jodin, « fille d'un citoyen de Genève », avec cette épigraphe : l'As. de Paris « s'occupera des moyens de remettre en activité les règlements qui jusqu'ici ont été inutiles pour réprimer le scandale de la prostitution publique ». La pièce est précédée d'une dédicace de l'auteur à son sexe avec cette épigraphe : « Et nous aussi nous sommes citoyennes. » (R. d'Anj., 1886, t. XII, p. 313, note. — B. A., sér. S, 602.)

public : le *Bon Angevin* ou *l'Hommage du cœur* (1775) ; le *Seigneur d'Anjou* ou *le Vrai généreux* (1776). Toutes deux sont dues au futur conventionnel Collot d'Herbois, dont le rôle comme comédien, avant la Révolution, a été mis en lumière par M. Fuchs¹. Collot d'Herbois, acteur et compositeur de province, se fait l'interprète de l'attachement des Angevins pour le pouvoir royal.

Le Bon Angevin, comédie en un acte, mêlée de chants, de « vaudevilles » et suivie d'un divertissement dans le goût du jour², avait été composée en l'honneur de Monsieur, frère du roi et duc d'Anjou, à l'occasion de « l'inauguration » de son portrait à l'hôtel de ville. Elle fut représentée pour la première fois au théâtre d'Angers le 19 juin 1775³.

Dans l'avant-propos, l'auteur s'enorgueillissait d'avoir pu « saisir d'un coup d'œil et représenter aussi promptement cette ivresse d'amour et de joie dont tous les cœurs étaient alors remplis ». Et il ajoutait encore : « Le plaisir suit aujourd'hui l'obéissance et le devoir conduit à la félicité⁴. »

Partageant les sentiments de l'auteur, « le public, dit le rédacteur *des Affiches*, a applaudi avec transport aux couplets chantés pour la Reine et pour Madame, et tous les traits de bienfaisance et de sensibilité du Roi, de Monsieur et de la famille royale répandus dans cette pièce, ont fait verser des larmes à tous les spectateurs. »⁵ C'est la même note lyrique qui se retrouve dans les comptes rendus du corps de ville⁶.

Le Seigneur d'Anjou ou *le Vrai généreux*, comédie composée par le même auteur, spécialement pour le théâtre d'Angers⁷, lui avait été inspirée par « les traits d'humanité et de bienfaisance fournis en si grand nombre par le siècle » et plus spécialement par la générosité d'un riche seigneur angevin⁸. La pièce ne paraît pas avoir eu un grand succès auprès du public. Retenons cependant, de l'avant-propos, ce passage qui témoigne du rôle moralisateur que l'on commençait à donner au théâtre : « Quel serait mon bonheur si, le hasard ou l'ennui la mettant sous les yeux de quelques riches, embarrassés de se procurer des réjouissances, cette lecture pouvait leur en indiquer une... si l'exemple de l'homme sensible,

¹ FUCHS, *Collot d'Herbois, comédien*, (*Rév. française* janvier-mars 1926, p. 23 et s.).

² *Le bon Angevin* ou *l'Hommage du cœur*, Ang., Billault, 1775, in-8°, 82 p. (B. A., SB, 117).

³ La scène se passe dans un village voisin d'Angers. La fête est donnée par un gentilhomme attaché à la maison de Monsieur à l'occasion du mariage de sa fille, de nombreuses scènes, sans grande liaison entre elles ont pour objet l'éloge du prince. Les paysans du village défilent au cours de la cérémonie. Des danses terminent la pièce.

⁴ *Avant-propos*, p. 4.

⁵ *Aff.*, 23 juin 1785, n° 25.

⁶ A. M., BB 127, f°^{os} 38-46.

⁷ Publié ensuite par l'auteur sous un titre un peu différent : *Le vrai généreux* ou *les Bons mariages*. (Paris, Ruault, 1777, in-8°, 33 p.)

⁸ La scène se passe dans un village de France. Le seigneur du lieu y dote les filles « sages et pauvres ». Grâce à sa générosité le paysan Marcel est libéré d'un enrôlement forcé et épouse Jeannette. Trois autres couples sont également pourvus d'une dot de cent écus. La pièce se termine par un vaudeville. (*R. d'Anj.*, 1886, t. XIII, pp. 67, 68.)

désigné dans le rôle du seigneur, pouvait les entraîner... j'avoue que ce serait là ma plus douce récompense¹.»

Dans les années qui précédèrent immédiatement la Révolution, les annonces des *Affiches* deviennent plus laconiques ; l'intérêt du public est ailleurs qu'au théâtre. Néanmoins, jusqu'en 1789, dans une ville qui comptait une noblesse nombreuse et une bourgeoisie affinée, où le public éprouvait par nature une disposition marquée pour les fêtes, où la jeunesse universitaire jouissait de faveurs spéciales pour les représentations², le théâtre était une jouissance recherchée³, mais qui resta jusque-là une simple distraction de l'esprit.

Comment, d'ailleurs, eût-il pu en être autrement à une époque où le théâtre manquait de liberté et était soumis à une censure rigoureuse à peine détendue dans les dernières années du régime ?

4. Une représentation populaire, de forme toute nouvelle, inspirée par le mouvement des idées à la veille des États généraux, est la mascarade allégorique et satirique de Joachim Proust qui, en 1788, se déroule dans les rues d'Angers pour finir au théâtre. *Le Triomphe de la Philosophie, ou la Réception de Voltaire et de J.-J. Rousseau aux Champs-Élysées*⁴ est une pièce symbolique dont l'auteur, ancien élève de l'Oratoire et chimiste distingué, est un « homme d'esprit » à « la verve agressive » et « tout entière au service de la Révolution »⁵. En quelques mots, Joachim Proust explique son dessein. « La réception de Voltaire et de J.-J. Rousseau aux Champs-Élysées, lui a paru un sujet digne de l'amusement général. Ces deux grands philosophes ont tellement éclairé le peuple, qu'on ne peut saisir une meilleure occasion de les rappeler à sa mémoire, dans un temps où il cherche le plaisir sous d'emblématiques instructions⁶. » A la tête d'un cortège symbolique, l'auteur place la cour de Pluton « afin de présenter aux deux philosophes tous les attributs d'une inviolable justice ». Dans la barque « du triste et féroce Caron », prennent place, avec Voltaire et Rousseau, et pour faire contraste : « Ronge-Fer, procureur... ; l'usurier Quinze pour cent... ; l'avare Harpagon, et le satirique Rimeur, quatre individus sur le compte desquels les mortels et les dieux ne se trompent jamais. » Suivaient, divisés en six classes, les personnages des Champs-Élysées : musiciens, législateurs, historiens, poètes et artistes, femmes illustres ; enfin des cavaliers fermaient la

¹ R. d'Anj., 1886, t. XIII, p. 66.

² Y. BESNARD, *Mémoire d'un Nonagénaire*, t. I, p. 194.

³ « Je me souviens des palpitations que je ressentais lorsque, en entrant mes yeux étaient frappés des mots écrits sur son rideau : *Omen felicitatis publicæ*. C'était beaucoup dire peut-être mais que c'était bien le présage de mon bonheur à moi ! » (BLORDIER, *Ang. et le dép.*, t. II, p. 179.)

⁴ B. A., H 1560, n° 6. *Le triomphe de la philosophie, etc.* Ang., Pavie, 1789, 15 p.

⁵ PORT, D., t. III, p. 192.

⁶ *Le triomphe de la philosophie, etc.*, p. 4.

marche¹. Au dire de Blordier, « cette mascarade fit sensation, par la maligne joie dont elle enivra les uns et par la morne inquiétude qu'elle répandit dans l'âme des autres. La jeunesse angevine, admise à y jouer un rôle, entra avec une ardeur extrême et une intelligence parfaite dans les intentions de l'auteur. Ce que devaient dire et faire les personnes n'était qu'indiqué dans le programme ; les détails étaient abandonnés à la verve des acteurs, et les rôles furent joués à la grande satisfaction des zélateurs des idées nouvelles². » La fameuse *barque à Caron*, comme l'appellent les contemporains, eut un grand retentissement et courut dans « tous les journaux de l'Europe »³.

Telles sont les créations intellectuelles qui, à des titres divers, prolongent les institutions scolaires de la province, et qui ont, avec celles-ci, un trait commun. Ce sont des institutions de classe, réservées aux privilégiés de la naissance et de la fortune, sans grande influence sur le reste de la population et qui, à la veille de la Révolution, ne satisfont plus les besoins du jour.

Institution de classe, en effet, cette Académie séculaire ouverte en principe aux talents, mais au sein de laquelle la naissance et le rang, comme le dit amèrement Viger, entretiennent encore, en 1787, « la morgue » des uns aux dépens des autres « moins titrés ». Institution de classe, plus encore, ce bureau d'agriculture, où ne se rencontrent guère que de riches propriétaires terriens et qui, après l'éclat du début avec le grand nom de Turbilly, est en 1789 tombé depuis longtemps dans l'engourdissement et l'oubli. Institutions aristocratiques, elles aussi, ces loges maçonniques, fréquentées seulement par le clergé, la noblesse et la riche bourgeoisie, où règne sans doute un haut idéal de fraternité et de tolérance, mais qui restent fermées au peuple. Ce sont encore des satisfactions réservées aux classes aisées que ces représentations théâtrales, où les divertissements et l'apologie du prince tiennent la première place et ce sont plus encore plaisirs de grands seigneurs, ces bibliothèques particulières et ces riches collections privées, les seules de cette nature que possède alors la province. Le journal *des Affiches*, qui commence à se répandre dans le public, est paralysé lui-même par « le régime de prohibition » qui, de l'aveu de l'éditeur, ne permet pas de « satisfaire la curiosité des lecteurs »⁴.

¹ *Le Triomphe de la philosophie*, pp. 9-14.

² BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 41. — Le rôle de Voltaire était tenu par Jean-Baptiste Cordier, âgé de 18 ans, « un des hérauts de la jeunesse que sa belle prestance et sa parole ardente entraînaient ». Il se lança dans la polémique qui précéda les États généraux et, en février suivant il accompagnera à la fédération de Pontivy, Couraudin de la Noue et Delaunay, délégués de la jeunesse angevine. (PORT, *D.*, t. I, p. 745, c. 1.)

³ PORT, *D.*, t. III, p. 192.

⁴ *Aff.*, n° 2. Janv. 1790 (prospectus).

Au milieu de toutes ces entraves, seules témoignent d'une certaine vitalité les manifestations de la pensée qui s'exercent en liberté : Société des Botanophiles, recrutée au grand jour et dont les cours publics font merveille ; « cafés », où, suivant l'expression de Viger, règne « la plus parfaite égalité », et qui, avec les clubs et les sociétés littéraires, deviendront bientôt, dit le conseiller Sallier, « des écoles publiques de démocratie et d'insurrection »¹ ; cabinets de lecture, pour ceux qui, trop pauvres par eux-mêmes pour se procurer des livres, trouvent dans l'association le moyen de satisfaire leur désir de savoir ; libelles politiques, lorsque six mois avant la Révolution, se détend l'étreinte de la censure ; enfin, avec Joachim Proust, théâtre sur la place, qui, comme au moyen âge, s'adresse à la foule et joint la satire au divertissement.

En 1789, les créations scolaires et intellectuelles ne suffisent plus à satisfaire la curiosité publique. La vie dans l'école et hors de l'école cherche des voies nouvelles dans une atmosphère nouvelle.

¹ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 31.

PREMIÈRE PARTIE

**Destruction de l'édifice scolaire de l'ancien régime
(1789-1792)**

CHAPITRE PREMIER

Les réformes. Leur contre-coup sur les institutions scolaires

De la réunion des États généraux (5 mai 1789), aux débuts du second Comité du Salut public (juillet 1793), aucune loi d'ensemble ne fut votée par les Assemblée révolutionnaires, concernant l'organisation scolaire. La Constituante, absorbée par la reconstruction politique et administrative de la France, n'a laissé « ni une œuvre, ni une loi »¹ en matière d'enseignement, et s'est bornée, à deux reprises (13 octobre 1790 et 26 septembre 1791), à décréter le maintien « provisoire »² de l'ancienne organisation des études. La Législative, qui avait cependant créé un Comité d'Instruction publique (14 octobre 1791)³, fut paralysée par les prêtres et les aristocrates et, avec la Convention, il nous faut attendre la fin de la lutte entre la Montagne et la Gironde (mai 1793), pour voir apparaître la première réalisation d'un plan nouveau d'éducation.

Et cependant, les institutions scolaires de l'ancien régime n'avaient pas attendu cette date pour disparaître. C'est, qu'en fait, les réformes, qui jusque-là avaient détruit la féodalité, avaient aussi détruit par là même l'œuvre scolaire, dont le sort était inséparable de celui de l'Église, puissance féodale et privilégiée.

Les premières réformes qui atteignent les créations scolaires sont liées à la disparition des privilèges. En Anjou, l'Université est appauvrie par la suppression des droits féodaux au 4 août ; les collèges le sont par la suppression, dans les villes, des messageries (1790) et des octrois (1791) et les petites écoles, dans les paroisses, sont touchées indirectement par la suppression des dîmes.

Moins immédiate, mais tout aussi profonde, fut l'influence destructive de la nouvelle organisation de l'Église sous la Constituante.

Pour réaliser la réforme financière « dont dépendait le salut de l'État »⁴, les constituants suppriment une partie des établissements ecclésiastiques, et décident la vente des biens d'Église (2 novembre 1789). Mais les

¹ LIARD, *L'Enseignement supérieur en France*, t. II, p. 119.

² GUILLAUME, *Procès-verbaux : Législative*. (Introd., p. XIII.)

³ *Ibid.*, pp. XVII, XVIII.

⁴ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. 1^{er}, p. 145.

congrégations enseignantes et charitables sont respectées; et les administrations départementales qui, depuis le décret du 22 décembre 1789, ont dans leurs attributions « la surveillance de l'éducation publique et de l'enseignement moral ¹ », veillent au maintien des créations scolaires.

En Anjou, on verra plus d'une fois le directoire du département intervenir pour annuler des ventes fautives préjudiciables aux fondations scolaires. En réalité, ces ventes ², comme la suppression des ordres religieux ³ qui les avait précédées, n'ont déterminé aucun trouble dans la conscience des fidèles et les inventaires, en avril-mai 1790, n'ont donné lieu à aucun incident, même dans les districts du sud de la Loire, où éclata, deux ans plus tard, la guerre religieuse.

La Constitution civile elle-même, qui devait avoir, par la suite, une répercussion fatale sur les institutions scolaires, n'apporta d'abord que peu de trouble dans leur organisation. Discutée « dans le plus grand calme », en mai 1790, et votée « en toute indépendance et en toute connaissance de cause » ⁴ par une assemblée qui se défendait de toucher au dogme, la Constitution civile n'engendra la rupture et le schisme qu'un an plus tard, avec les attermolements intéressés et les « arrière-pensées » ⁵ du pape Pie VI.

En Anjou, où le serment prescrit par le décret du 27 novembre 1790 fut exigé dès les premiers jours de 1791, les membres du clergé enseignant se divisèrent sur cette question. Les uns, gagnés aux idées révolutionnaires se soumirent, et restèrent dans leurs chaires; ce sont ceux-là mêmes qui, après la disparition des Congrégations enseignantes (18 août 1792) continueront leurs fonctions à titre individuel. Les autres refusèrent le serment, mais, attachés à leurs fondations scolaires, ne mirent nulle hâte à quitter leurs fonctions. La bourgeoisie qui, comme ailleurs, avait bénéficié de la Révolution et qui avait fourni les cadres des administrations du département et des districts, chercha à stabiliser le nouvel ordre de choses et usa, avec les non assermentés de temporisation, avant d'en venir aux mesures de rigueur.

Ce n'est, en réalité, qu'à la rentrée scolaire de 1792, avec la suppression

¹ REUSS, *Notes sur l'Instruction primaire en Alsace*, p. 35.

² « On le voit [en Anjou et dans nos Mauges], par l'empressement avec lequel toutes les classes, la bourgeoisie surtout et la noblesse, moins déhantes et mieux avisées à cette heure-là que le populaire, se portèrent à réaliser les bénéfices d'une opération hardie, qui ravivait la fortune publique de la France... Le clergé lui-même en voulut prendre sa part, et soumissionna les biens des confrères... Parmi les noms de ces acquéreurs, celui de Bonchamp... celui de d'Elbée, etc. ».

(PORT, *Vendée angevine*, t. I, p. 109.)

³ « La suppression des ordres religieux ne provoqua non plus dans ce pays que des manifestations de zèle patriotique. L'unique abbaye de la région, Bellefontaine... ne comptait plus, en 1790, que quatre réguliers de vie assez mondaine, dont trois, le prieur compris, réclamèrent leur liberté de citoyens, « et le plus tôt possible », etc. » (*Ibid.*, t. I, p. 111.)

⁴ A. MATHIEZ, *Rome et le clergé français sous la Constituante*, p. 154.

⁵ *Ibid.*, p. 246.

des Congrégations enseignantes, trois ans après le début de la Révolution, que la désagrégation commence à s'accroître. Six mois plus tard, avec la guerre civile, où le clergé d'une moitié du département se laisse entraîner par l'aristocratie¹, s'effondre définitivement l'édifice scolaire de l'ancien régime.

Cette désagrégation lente, mais inévitable, se produit simultanément dans l'Université, les collèges et les petites écoles de la province d'Anjou qui, en 1790, fait place au département de Maine-et-Loire².

I. — Disparition de l'Université d'Angers

1. Tout d'abord, l'Université d'Angers, corporation privilégiée, subit le sort commun des Universités du royaume : « Sans les frapper directement, l'Assemblée Constituante les atteint par trois mesures générales : dans leurs privilèges (4 août 1789) ; dans leur indépendance (décret du 23 décembre 1789, qui les place sous la surveillance des administrations départementales) ; dans leurs biens (décrets du 2 novembre 1789 et du 22 avril 1790, qui leur en laissent la disposition provisoire seulement pour la présente année). Dès lors, tout en conservant leurs vieux noms, elles furent virtuellement détruites³. »

Si l'on en juge par les comptes de 1789⁴ et 1790⁵, rien ne fut changé durant ces deux années à la situation matérielle de l'Université d'Angers ; mais, par suite des droits supprimés, en particulier celui des messageries (9 juillet 1790) et celui des octrois (5 février 1791)⁶, le dernier compte présenté par Brevet, secrétaire de l'Université, n'accuse plus, pour 1791,

¹ « ... J'ai longtemps poursuivi cette étude avec le préjugé réfléchi que tout le mouvement de guerre avait été soulevé par le clergé. J'en sors avec une conviction contraire. C'est lui bien certainement qui a fanatisé les esprits des simples... mais, pour lui, ou même pour sa cause, rien n'eût bougé qu'émeutes de femmes et d'enfants sans qu'un fusil fût parti en guerre folle... L'appel même de la milice eût vidé les fermes, peuplé peut-être d'hôtes errants les landes et les genêts... sans autre levée d'armes de ces pauvres gens, depuis si longtemps soumis à la soldatesque, si l'initiative violente d'affidés aux aguets ne les eût entraînés, bon gré mal gré dans le combat. » (*Vendée angl.*, t. I, préface, p. XIII.) Voir dans le même sens : A. MATHIEZ, Critique de l'ouvrage de GABORY, *La Révolution et la Vendée* (dans *An. Rév.*, 1927, pp. 603-605).

² Voir aux Annexes la première carte du département.

³ LIARD, *ouv. cit.*, t. I^{er}, pp. 119, 120.

⁴ Pour 1789, recettes ordinaires et extraordinaires du produit annuel des revenus casuels de l'Univ. : 4.742 l. 7 s. 7 d. ; dépenses : 4.270 l. 17 s. 9 d. « Ainsi, au moyen de la modicité du reliquat du compte, montant à 471 l. 9 s. 10 d., il a été arrêté qu'il n'y aurait point de partage cette année le reliquat reste entre les mains du secrétaire qui s'en chargera à l'entrée de son compte de 1790. » (A. D. D 5 f^o 84 verso, 8 juin 1790.)

⁵ Pour 1790, en recettes : 5.890 l. 5 s. 5 d. ; en dépenses : 4.730 l. 15 s. 3 d. ; soit un reliquat de 1.159 l. 10 s. 2 d. et sur lequel il fallait déduire 539 l. 4 s., dont 530 l. qui resteront dues à MM. les professeurs de droit pour leurs honoraires de 1790. (*Ibid.*, D 10, *Comptes de 1790.*)

⁶ L'Univ. avait, sur les droits supprimés : 1^o par exemption du clergé d'un droit sur les boissons, 300 l. ; 2^o sur les messageries 400 l. ; 3^o sur les boissons 2.400 l. Total 3.100 l. PILASTRE ; 1792 (A. D., Lt 924).

qu'une recette diminuée de plus de moitié¹. Elle déclare alors qu'elle est « dans l'impossibilité de payer les gages des professeurs »².

Sans doute, à partir de 1791, ses biens-fonds sont gérés par le district³; mais la gêne qui en résulte pour elle et le retour au droit commun ne lui laissent plus pécuniairement qu'une situation précaire.

2. D'autre part, dans le même temps, elle avait été frappée moralement par une série de mesures diverses : constitution civile du clergé (12 juillet 1790), qui fait une obligation aux évêques d'entretenir des séminaires, et qui, par là même, rend les facultés de théologie inutiles ; liberté des professions sans conditions légales d'études, de grades et de diplômes (2 mars 1791)⁴ qui détruit le monopole des facultés de droit et de médecine ; prestation du serment civique (décret du 17 novembre 1790) qui entraîne, en mars 1791, la fermeture de la faculté de théologie⁵ ; décret du 15 avril 1791 sur la déchéance des professeurs insermentés, qui provoque une polémique ardente dans le corps universitaire, divisé sur cette question⁶, et qui est suivie de plusieurs défections parmi les professeurs en droit⁷ et en médecine⁸ ; enfin, disparition, en principe, de toutes les corporations séculières, décidée par la Législative, le 5 avril 1792, et contenue dans la loi d'ensemble du 18 août 1792.

Cependant, cette dernière mesure, comme toutes les autres, n'atteignit les Universités que « par contre-coup » et sans les frapper « directement »⁹. Elle ne marque pas, en fait, comme l'écrit à tort M. de Lens, la fin des

¹ En recettes : 2.113 l. 4 s. ; en dépenses : 1.447 l. 13 s. 8 d. ; soit un excédent de 665 l. 10 s. 4 d. « sur laquelle somme il sera partagé entre les quatre facultés en activité la somme de 600 l. par égales portions à raison de 150 l. chacune ». (Compte 6^e et dernier, 1^{er} janvier 1791-31 décembre 1791. *Ibid.*, D 10, cahier mss.)

² Lettre signée Guillier l'aîné, professeur en droit ; Alexandre Tessié, Prévôt, Martineau, Neveu, Héron et Touzé. (A. D., D.¹⁰.)

³ *Ibid.*

⁴ « Le 14 avril 1791, on revint sur cette liberté en ce qui concernait l'exercice de la pharmacie... aucune réserve ne fut faite pour l'exercice et l'enseignement de la médecine. » (LIARD, *ouv. cité*, t. I^{er}, p. 217, note.)

⁵ Le chancelier Louet, les professeurs Bernier et Touchet ayant refusé le serment, le directeur du dép. décide, le 30 mars 1791, « qu'il leur sera fait sommation de cesser leurs fonctions, à peine d'être dénoncés à l'accusateur public près le tribunal ». (*J. de M.-et-L.*, n° 13, 16 avril 1791.)

⁶ *Déclaration d'un docteur agrégé de l'Univ. d'Angers sur le serment prêté par sa compagnie, le 23 avril 1791* (in-8°, 10 p., s. l. n. d.) ; protestation due à Bodard, procureur au présidial. — *Observations sur la bulle (du pape Pie VII) et la Constitution civile du clergé* (in-8°, Angers, Mame), par Guillier de la Touche, présentée à la Soc. des Amis de la Constitution, 20 juin 1791. (PORT, D., t. I, p. 375 ; t. II, p. 331.)

⁷ Un seul sur quatre, refuse : Gastineau, remplacé le 23 avril 1791, par le plus ancien des docteurs agrégés, Guillier le jeune, frère de L. Guillier de la Touche (DE LENS, *ouv. cité*, pp. 255-257). Les autres professeurs, Guillier, Martineau et Prévost, prêtent le serment le 23 avril ; et, dans une harangue enflammée, Guillier jette l'anathème « sur l'homme public qui, dans ces instants de crise, a la lâcheté de quitter son poste », au lieu de continuer à « préparer à la nation, une génération nouvelle pour remplacer ces enfants ingrats qui déchirent son sein. » (*J. de M.-et-L.*, n° 3, 27 avril 1791.)

⁸ Deux professeurs sur sept refusent le serment : Duplessy et Delaunay ; ils sont déclarés déchus par leurs collègues Choudieu, Guérin, Tessié et Berger, qui décident en outre de les remplacer dans leur enseignement. (A. D., D 27, 20 avril 1791.)

⁹ LIARD, *ouv. cité*, t. I^{er}, p. 209.

études de l'Université d'Angers¹. Les examens, au moins en médecine, ont encore lieu, en 1792, comme d'habitude² et nous verrons, à la rentrée scolaire de 1792, plusieurs professeurs en droit et en médecine, sincèrement attachés à la Révolution, continuer à enseigner à titre individuel.

3. Enfin, alors que s'accroissait, au milieu des vicissitudes de la vie politique, la désagrégation de l'ancienne institution, il est significatif de constater les efforts couronnés de succès, réalisés par les corps administratifs, en particulier le département, pour consolider et étendre une création à la fois philanthropique et médicale, ébauchée à la fin de l'ancien régime : celle des cours d'accouchement.

Le 11 décembre 1791, sur l'initiative de Chevreul qui, dans un mémoire remarquable, avait tracé le plan d'une réforme de cette institution³ et qui, dans le même temps, avait lié cette question à la création de l'établissement en faveur des enfants trouvés⁴, le département prenait un arrêté concernant la création d'un cours théorique et pratique dans la maison de l'Esvière. Là allaient se trouver réunis à la fois : « un hospice pour les femmes en couches ; un refuge pour les enfants trouvés ; une école pratique pour les élèves accoucheuses⁵. » « Cet établissement, peut-être un des premiers qui aient été formés en France », suivant le vœu de son fondateur⁶ commença à fonctionner en juillet 1792⁷.

Enfin, c'est encore dans le même temps, que, chargé par le département de l'enquête prescrite par le Comité de Salubrité publique sur l'état de la médecine en France (16 janvier 1791), Chevreul rédigeait un lumineux rapport où, après avoir fait la critique des études de chirurgie, il amorçait tout un plan de réformes et montrait en particulier les rapports étroits de la médecine et de la chirurgie, « qui semblent ne pouvoir être désunies, sans que l'humanité n'en souffre⁸ ».

Ainsi frappée en tant que corporation enseignante, comme toutes les institutions de l'ancien régime, l'Université d'Angers, appauvrie et décimée, n'est pas cependant détruite à la fin de 1792 comme institution scolaire. L'esprit démocratique qui anime plusieurs de ses membres,

¹ DE LENS, *ouv. cité*, p. 180.

² Examen pratique : 8 candidats ; — thèses de licence : 7 ; — doctorat : 8 ; — examen théorique : 5 ; — thèses de baccalauréat : 6. (A. D., D 27. F. de médecine. Examens 1792.)

³ Mémoires sur les moyens de perfectionner l'établissement des cours d'accouchement en faveur des sages-femmes de la campagne, dans le dép. de M.-et-L., 14 juin 1790. (Mame, in-8°, 22 p.). (O. COUFFON, *Les cours d'accouchement en Anjou*, p. 69 et suiv.)

⁴ Réflexion sur le projet d'un établissement en faveur des enfants trouvés de la ville d'Angers (Mame, in-8°, 16 p.). (*Ibid.*, p. 75.)

⁵ O. COUFFON, *ouv. cité*, pp. 78-80.

⁶ CHEVREUL, *Précis de l'art des accouchements*, 1826. Avant-propos, p. vij.

⁷ Arrêté du dép., 13 juillet 1792, portant nomination de Michel Chevreul comme chirurgien, et de Bellanger-Jubin comme apothicaire. (O. COUFFON, *ouv. cité*, p. 81.)

⁸ A. D., Lt 934, mss. (26 février 1791). (Voir aux Annexes.)

inspire les cours maintenus en droit et en médecine. Dans le vieil arbre, tant de fois séculaire, toute sève n'est pas encore tarie ; le dernier coup lui sera donné par la guerre civile.

4. A la rentrée de novembre 1792, l'Université d'Angers rouvre ses portes et essaye encore une fois de se survivre en se transformant ; mais l'année scolaire 1792-1793 devait être la dernière de cette antique institution.

Les quatre professeurs de droit, se conformant à la loi du 18 août 1792, qui « brisait les Universités comme corporations », mais les laissait subsister comme « établissements d'instruction publique »¹, reprennent leurs cours à titre individuel et fondent une école de droit. *Les Affiches* du temps nous en donnent le programme, empreint d'un esprit nouveau : Guillier, l'aîné, professeur et doyen, exposera les principes de droit naturel et politique « qui sont la base d'un gouvernement fondé sur la liberté et sur l'égalité » ; Jacques Prévost continuera d'expliquer la jurisprudence rurale ; Martineau exposera les principes du droit naturel et civil relatifs aux conventions et aux contrats ; Guillier le jeune continuera le développement des principes élémentaires de la jurisprudence. Et, « comme les lois d'un peuple libre ne peuvent être transmises dans toute leur pureté que dans la langue naturelle », le latin fera place au français, devenu « la langue universelle des sciences et l'idiome de la liberté »². D'autre part, en médecine, cinq professeurs, dont les noms nous sont fournis par *l'Almanach* de 1793, reprennent leurs cours³ et, sur une pétition des élèves en chirurgie, le directoire du département décide le maintien des cours à l'amphithéâtre de Saint-Côme, près de l'Esvière⁴. Enfin, la faculté des arts continue à exister avec Merlet pour doyen, en remplacement du père Roy, qui a fait défection⁵.

5. Mais les événements politiques et militaires viennent mettre fin à cette dernière tentative.

Avec le soulèvement de la moitié du département (mars 1793), l'invasion vendéenne (22-23 juin) et la levée en masse (12 septembre), c'en était fait du règne des études dans cette province. Lorsque les Universités, « qui avaient perdu successivement leurs privilèges, leurs biens, leur constitution, leur indépendance, leur régime propre et qui, de leur ancienne situation, n'avaient conservé que le nom »⁶, furent supprimées légalement (15 septembre 1793), l'Université d'Angers, en fait, avait déjà cessé d'exis-

¹ LIARD, *L'Enseig. sup. en France*, t. I^{er}, p. 210.

² *Aff.*, n° 144, 29 novembre, an I de la Rép., p. 633.

³ Choudieu, Guérin, Pantin, Tessié et Berger. (*Alm.*, 1793 : *Écoles d'instruction et d'éducation publiques conservées et réorganisées provisoirement*, p. 63.)

⁴ A. D., Lt 934. (*Pétition*, 28 sign. dont celle de Laroche, chirurgien de l'Hôpital.)

⁵ *Alm.*, p. 63.

⁶ LIARD, *ouv. cité*, t. I^{er}, p. 217. Projet de décret présenté par Lakanal à propos d'une pétition du département de Paris à la Convention (15 septembre 1793). «... En conséquence, les collèges

ter. Dès lors, tous les élèves sont aux armées et les professeurs vont se disperser, les uns après avoir fait amende honorable en déposant publiquement leurs parchemins (19 pluviôse an II)¹, les autres emportés par la tourmente révolutionnaire (Tessié et Gastineau, 9 et 13 ventôse, an II)². Enfin, les immeubles vont disparaître à leur tour : le cloître Saint-Maurice sera démoli pour l'embellissement de la ville³ ; le bâtiment des grandes Écoles sera transformé en salle de spectacle⁴ ; et les autres biens seront vendus au profit de la Nation⁵.

Ainsi disparaît, en fait, et sans avoir été personnellement, comme d'autres, l'objet d'une suppression légale⁶, cette antique institution qui avait tenu, jusqu'à la fin, une place si honorable dans la vie intellectuelle de la province.

II. — *Disparition des collèges*

Les réformes diverses, qui exercent une influence si profonde sur la vie de l'Université, agissent dans le même sens sur la vie des collèges et produisent les mêmes effets.

1. Tout d'abord, au point de vue matériel, les mesures concernant les droits supprimés atteignent directement les deux principaux collèges du département, celui d'Angers, dont les revenus, liés en partie à ceux de l'Université par sa faculté des arts, sont ramenés, en 1792, de 12.000 à 5.000 livres⁷ ; celui de Saumur, moins richement doté que le premier, et dont la principale ressource consiste en un droit sur les vins (2.500 l.)

de plein exercice et les facultés de théologie, de médecine, des arts et de droit sont supprimés sur toute la surface de la République. » Quelques jours après, suspension du décret et projet de Romme portant maintien de l'article sur la suppression des anciennes institutions, mais seulement « aussitôt que les nouveaux établissements pourront entrer en exercice. » Voir art. 7 du décret du 8 et décret du 13 pluviôse, an II-1^{er} février 1794. (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 207 et note 2.)

¹ Le 19 nivôse, Jacques Prévost, Martineau, Guillier le jeune, Guillier l'aîné, professeurs en droit ; Guérin et Choudieu, Duplessy, prof. en médecine ; Mathurin Brevet ci-devant procureur de l'Université ; Grille, ci-devant professeur du Collège, etc., déposent leurs lettres de bachelier, licencié et docteur, ou leurs lettres de maîtres ès arts « lesquels titres, le Conseil général de la commune a reçu et délibéré qu'ils seront brûlés demain décadi après la plantation de l'arbre de la Liberté ». (A. M., *Reg. délib.*, t. IV, p. 198.)

² QUERUAU-LAMERIE, *La Justice révol. en M.-et-L. Commission Parein-Félix*, pp. 105-111.

³ A. D., Lt 924. PILASTRE, 1795.

⁴ Vente au citoyen Deschamps : de trois maisons adjudgées 15.100 fr., 6.700 fr., 8.800 fr. (17 germinal et 22 floréal, an II). (Q 111, § 1^{er}, Ventes par districts. Angers, nos 154, 155 et 205.)

⁵ Métairie des Noues en 3 lots, au citoyen Guillory pour 60.000, 60.200 et 9.500 fr. (27 floréal, an III). Maison du Collège de Bueil et Closerie du Petit-Bueil, 20.100 l. (5 février 1793 et 22 floréal, an II) (Q 111, § 1, nos 247 et 208). Une maison nommée Come, située rue de l'Académie (communauté de chirurgiens d'Ang., 4.050 l., à Joseph Dacier, de Baugé, 13 prairial, an IV) (Q 11, § 1-3, Ventes par dép. 1^{re} origine. Angers, n° 20). Les « masses » d'argent de l'Univ., inventoriées le 31 octobre 1792, transportées le 5 novembre 1792 au dépôt du district pour être cassées et envoyées à la monnaie (Q 11, § 2, Invent. 1^{re} orig. Dist. d'Ang. 28 Université).

⁶ Suppression de l'Univ. de Strasbourg, votée à l'unanimité par le corps municipal de la ville, s. 10 prairial, an II. (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, pp. 274, 275, note.)

⁷ A. D., Lt 924. Rapport de Pilastre, 1792.

et un autre sur les octrois (1.300 l.), annulés par la loi du 25 février 1791¹. Aucun des autres collèges du département, à l'exception de celui de Beaufort², pour une rente infime sur les octrois, n'est touché par cette mesure et aucun ne demande à participer de ce chef aux secours provisoires votés par la Législative en 1792³.

Par ailleurs, rien n'est changé aux revenus de ces établissements et, s'il y a eu appauvrissement des ressources financières, il serait excessif de prétendre que « partout, la détresse est à son comble »⁴.

2. D'autre part, pour les collèges, comme pour les Universités, l'application de la Constitution civile du clergé et l'obligation du serment (décret du 22 novembre 1790 ; lois des 22 mars et 17 avril 1791), devaient raréfier le personnel enseignant et entraîner la fermeture de plusieurs établissements de second plan. Alors que le décret du 2 novembre 1789 sur la vente des biens du clergé prévoyait un traitement pour les vicaires, rien de semblable n'était fait, malgré les vœux des municipalités, pour les ecclésiastiques qui se chargeaient de l'enseignement⁵. Aussi, la plupart des assermentés désertent-ils les collèges pour les cures : à Beaufort, avec l'abbé Château (août 1791)⁶ et à Baugé avec Houdet (novembre 1791)⁷. Dès lors, ces deux collèges sont fermés faute de titulaires. Enfin, à Beaupréau, où Darondeau et tous ses professeurs refusèrent à trois reprises la prestation du serment (mai-septembre 1791)⁸, le district, usant de temporisation, attendra la fin de 1792 pour prendre un arrêté de destitution⁹.

Mais il en fut tout autrement à Angers, grâce à l'esprit révolutionnaire des Oratoriens qui, spontanément et à la presque unanimité, prêtèrent le

¹ A. D., Lt 924. Coll. de Saumur, 7 janvier 1792.

² *Ibid.*, Coll. de Beaufort, 19 février 1792.

³ Décret du 29 mai 1792, vote de 200.000 l. (GUILLAUME, *Proc.-verb. Législ.*, p. 320.)

⁴ ALLAIN, *L'œuvre scolaire de la Rév.*, p. 6.

⁵ Un mois après l'installation de Houdet, pétition de la municipalité, afin d'obtenir pour le principal un traitement égal à celui d'un vicaire. « Si un curé, si un vicaire ont des droits sur le trésor public [décret du 2 novembre 1789, sur la vente des biens nationaux], le citoyen généreux qui se dévoue en entier à former des sujets vertueux et utiles à la société, n'en a-t-il pas aussi de réels à la reconnaissance nationale ? » (11 décembre 1790). — Seconde pétition qui suit de près la première. La municipalité, qui « ne peut rien par elle-même », rappelle que le collège « est sans aucun revenu, si ce n'est un très médiocre attribué à la place de maître d'écriture » ; elle propose que soit détachée à son profit, une partie des revenus de La Flèche, qui s'élèvent à « plus de 100.000 l. » et « dont une partie est située dans le district de Baugé. » Appuyées avec une instance particulière par le district, ces pétitions sont transmises au dép. qui renvoie à l'époque où l'Assemblée aura statué sur cet objet (31 mars 1792). (ARTHUR DU CHÊNE, *Un petit collège avant et pendant la Rév.* ; *R. d'Anj.*, 1880, pp. 500-502.)

⁶ L'abbé Château c. d. religieux de Fontevault, succède, à la rentrée de novembre 1790, au principal Auger démissionnaire, prête serment le 13 février 1791, ainsi que ses deux régents ; six mois après, devient curé constitutionnel de Saint-Denis d'Anjou. La place est vacante et annoncée dans les *Affiches* (la ville fait au principal 300 l. de fixe). (*Aff.*, 18 octobre 1791.)

⁷ Le curé constitutionnel Houdet, qui avait succédé à l'abbé Cailleau (novembre 1790), prête le serment, le 13 février 1791, est élu curé constitutionnel de Chaudefonds, le 22 mars 1791, et quitte le collège à la Toussaint. (*R. d'Anj.*, 1880, pp. 499-503.)

⁸ J. MOREAU, *Collège de Beaupréau*, p. 91.

⁹ Arrêté du district, 10 octobre 1792. (*Ibid.*, p. 95.)

serment dès le 16 janvier 1791¹ et le renouvelèrent l'année suivante (12 et 13 janvier 1792)²; de même, à Saumur, avec l'abbé Blondeau, suivi de tous ses régents (27 janvier 1791)³. Ainsi était assurée la vie régulière des deux principaux collèges du département.

3. Dans le même temps, les corps administratifs sous la surveillance et la direction desquels ces établissements sont placés depuis les décrets du 23 décembre 1789 et du 5 novembre 1790, [soucieux de maintenir l'ordre établi, font tous leurs efforts pour en assurer provisoirement l'existence. A Angers, le collège de l'Oratoire est plus que jamais l'objet de la protection morale des corps constitués : allocution de Delaunay, recevant la délégation de l'Oratoire au nom des électeurs du département (25 mai 1790)⁴; discours de Blondé au nom du département à la distribution solennelle des prix (16 août 1790)⁵; élaboration d'un plan d'éducation vraiment démocratique applicable à la rentrée de 1792⁶.

De même, à Saumur, à maintes reprises, les administrateurs témoignent de leur sollicitude pour le collège de la ville : hommage rendu publiquement par le président de l'Assemblée du district au principal, l'abbé Blondeau, qui honore le collège « par ses lumières et ses vertus »⁷ (10 juin 1790); création par la municipalité, à la demande du principal, d'une classe de langue française, d'histoire et de géographie⁸, et nomination, comme principal, en 1791, sur la recommandation de l'évêque constitutionnel, de Pinvert régent de philosophie⁹.

De même encore, à Baugé : revendication, par la milice bourgeoise, du « devoir et du droit » pour tous les citoyens « de veiller à l'éducation de la jeunesse¹⁰ » (1^{er} septembre 1789); élaboration, par la nouvelle municipalité, d'un règlement des études fondé « sur les principes de la Constitution avec ouverture du collège à tous », « sans distinction de religion »¹¹; remplacement du principal Cailleau par Houdet, prêtre

¹ Prestation du serment en l'église de l'Oratoire, en présence de la municipalité : 8 sont présents : M^m. Plessis et Chamballu, prêtres ; Hardouin, Bénaben, Héron, Mévolhon, Gravelot et Morel, professeurs. Seul, le P. Roy, sup. de la Cong. s'était abstenu. (*Aff. d'Ang.*, n° 6, 18 janvier 1791.)

² Prêtent le serment : J. Plessis, prof. de philos., prêtre ; Bénaben, prof. de mathém.; Héron, prof. de physique et philo.; Lemonnier, prof. de quatrième; Morel, prof. de troisième; Gravelot, prof. de sixième; Mévolhon, suppléant de chaire; Hardouin, préfet de pension; Chamballu, prêtre. (*A. M., Reg. des déclarations.*)

³ L'abbé Blondeau et ses sept régents : Pinvert, Legendron, Blondin, Hoffard, Virfolle, Venot, Dubondeau, prêtent le serment en l'église de Saint-Nicolas. (*A. D., L. II-5, Dist. de Saumur, 185. Reg. d'inscrip.*, 27 janvier 1791; *J. de M.-et-L.*, n° 4, 2 février 1791.)

⁴ *Aff.*, n° 42, 25 mai 1790; BOUGLER, *Mouv. prov.*, t. II, p. 27.

⁵ F. UZUREAU, *op. cit.*, p. 24.

⁶ *A. M., Reg. délib.*, t. III, f°s 53-69. *A. D., L. 10 c. gl. s.* 11 oct. 1792. *A. N., F 1 CIII M.-et-L.*, 5.

⁷ *A. D., L. II-m 37. Proc.-verbal de l'As. des électeurs du district* (7-10 juin 1790).

⁸ DESMÉ, *ouv. cit.*, p. 89.

⁹ *Ibid.*, p. 90, nota.

¹⁰ Arthur du CHÊNE, *Un petit collège avant et pendant la Rév.* (*Rev. d'Anj.*, 1880, p. 469.)

¹¹ Rapport fait par les Commissaires du Conseil général de la com. de Baugé, pour l'administration du collège de la même ville. (Signé Caillot, Hautreux, off. munic.; Monden et Bardet.) (*Ibid.* pp. 494-498.)

constitutionnel, à charge par lui de se conformer au règlement précité (octobre 1790)¹.

Ainsi, à la faveur du régime provisoire créé par les décrets concernant la surveillance et la gestion des collèges, et malgré la répercussion fatale de la Constitution civile dans un département, qui était de tous « le plus hérissé de prêtres réfractaires »², tous les collèges n'ont pas été frappés par l'exécution des nouvelles lois. Seuls sont tombés successivement les plus petits d'entre eux, les trois principaux sont encore debout à la fin de 1792 et ne disparaîtront qu'en 1793, emportés par les remous de la guerre civile.

4. L'année scolaire 1792-1793 devait voir, en effet, la fin, dans des circonstances différentes pour chacun d'eux, de trois collèges d'Angers, de Saumur et de Beaupréau, qui seuls avaient survécu jusque-là.

a) A Angers, dès le vote de la loi du 18 août 1792, la municipalité, à l'instar de plusieurs grandes villes : Lyon, Strasbourg, Nantes³, prend l'initiative de mesures propres à assurer le maintien provisoire et la réorganisation du collège de l'Oratoire (1792)⁴. Répondant aux sentiments de la municipalité, le département prend à son tour, le 11 octobre, un arrêté qui, par ses considérants et par ses principales dispositions, mérite de retenir l'attention. Tout d'abord, il rappelle « combien il est instant de faire disparaître, chez un peuple libre, une éducation dont les principes élémentaires n'ont servi jusqu'à ce jour qu'à perpétuer l'amour de la servitude et de la tyrannie » et il ajoute « qu'il ne l'est pas moins de s'occuper d'un nouveau mode d'enseignement public qui puisse éclairer les Français sur leurs devoirs, et les former dès l'enfance à la connaissance et à la pratique des mœurs républicaines »⁵. En conséquence, il arrête ainsi qu'il suit le fonctionnement provisoire du collège : continuation des cours à la rentrée des classes par les membres assermentés de la ci-devant congrégation de l'Oratoire, qui enseigneront à « titre individuel » (art. 1^{er}) ; réduction du temps des études à cinq classes, dont deux seront consacrées à la grammaire, l'une aux belles-lettres, une autre à la philosophie, et la cinquième aux mathématiques. Les professeurs de grammaire donneront, en même temps, des leçons de géographie, d'histoire, de morale et de politique, « qu'ils auront soin de proportionner au degré d'intelligence des élèves ». En philosophie, le professeur se bornera aux principes de la

¹ R. d'Anj., 1880, p. 499.

² Voir Ph. SAGNAC (*Rev. d'hist. mod.*, t. VIII, p. 97 et suiv.), et critique par A. MATHIEZ, *Rome et la Constituante*, p. 465. Voir aussi dans le manuscrit de J. Gruget, curé de la Trinité de 1784 à 1840, publié par F. UZUREAU : *Hist. de la Constitution civile du clergé en Anjou*, 1905, 234 p., in-8°.

³ GUILLAUME, *Conv.*, t. I, pp. 221-224 (Lyon et Strasbourg) ; t. III, p. 97 (Nantes), etc.

⁴ A. M., *Reg. délib.*, t. III, f^{os} 53 et 69 (17 et 27 septembre 1792).

⁵ A. D., L 10 dép. *pr.-verb.*

morale, à la physique théorique et expérimentale et aux premiers éléments de la logique, et bannira de son cours la métaphysique « plus propre à égarer l'esprit qu'à l'éclairer » (art. 2 et 3). Le cabinet de physique du Séminaire devait être mis provisoirement à la disposition des professeurs (art. 5). Enfin, à la pension de retraite prévue par la loi devait s'ajouter un traitement proportionnel « au revenu net du collège ».

Tel était cet essai de transformation où, comme ailleurs, à la même époque, à Besançon par exemple ¹, le latin était passé sous silence et faisait place à des disciplines nouvelles; mais « c'étaient là, suivant l'expression de M. F. Brunot, des sursauts d'agonie » ². Le 5 novembre, Bénaben accepte la direction du collège ³; le lendemain, les *Affiches* publient un *Avis aux pères et aux mères* contenant le plan d'études et les conditions offertes aux familles ⁴; le 28 novembre, la municipalité approuve ces dispositions ⁵ et le collège rouvre ses portes avec sept professeurs, tous ci-devant oratoriens et pensionnés ⁶. En apparence, rien n'est changé. En réalité, il y a désormais accord entre l'esprit de l'enseignement et le libéralisme traditionnel des maîtres.

Mais cette cohésion ne devait pas suffire à assurer la vie du collège et les événements politiques allaient décider du sort de la nouvelle institution. En février 1793, malgré l'absence de tout traitement depuis six mois ⁷, les sept professeurs sont encore à leur poste et tous figurent sur la liste des gardes nationales ⁸. Le 28 mars, Bénaben fait partie, avec trois de ses professeurs, de la première colonne de l'armée de l'Ouest de Maine-et-Loire. De Varades, il écrit au département pour demander « un congé ou absolu pour retourner à ses pensionnaires, ou de quelques jours, pour les

¹ Albert TROUX, *L'école centrale du Doubs à Besançon*, p. 4.

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 274.

³ A. M., *Reg. délib.*, t. III, f° 72.

⁴ *Aff.* ou *J. du dép. de M.-et-L.*, n° 134, 6 novembre 1792; suppl. pp. 593, 594.

⁵ A. M., *Reg. délib.*, t. III, f° 77.

⁶ Leurs pensions étaient calculées conformément à la loi du 18 août 1792, sur le pied de 30 l. par année de Congrégation et fixées ainsi qu'il suit : Bénaben, 45 ans, prof. math., 547 l.; Héron, 29 a., prof. de physique, 390 l.; Mévolhon, 32 a. réth., 508 l.; Morel, 23 a. seconde, 137 l.; Lemonnier, 31 a. troisième, 234 l.; Gravellat, 24 a. quatrième, 118 l.; Delacroix, 25 a. cinquième, 4 années et 10 mois de congrégation, à raison de 100 l. par année, 489 l. (A. D., L 76 dép. direct.; *proc.-verb.* 5 novembre 1792).

⁷ « Plus de six mois se sont écoulés depuis le 18 août, époque de la loi, et les professeurs du collège d'Angers n'ont point encore de salaire déterminé; et j'apprends que les instituteurs de plusieurs autres collèges sont dans le même cas... Ignore-t-il ce comité [Comité de finances], que la faim ne s'ajourne pas, etc. » (A. N., F 17, 1004 B n° 494, *Lettre du cit. Mévolhon à la Conv. nat., Angers, 5 mars, an II de la Rép.*) — Un premier versement de 250 l. à chacun des 7 professeurs eut lieu le 5 mars 1793 (mandats expédiés les 6 et 7 mars, le tout à valoir sur le traitement qui leur sera alloué par la Conv. nat.). (A. D., L 914, *Collèges.*)

⁸ QUERUAU-LAMERIE, *L'Inst. second. pend. la Rév. — Rev. de la Rév.*, 1887, t. I, p. 127 et suiv.

NOTA. — A la même date, une députation des élèves du collège est admise à la barre du Conseil municipal et se plaint de la suppression des huit jours de congé à Carnaval. Elle demande congé les jeudi, lundi et mardi gras. Le conseil adopte, et le président préviendra le principal. (A. M., 3^e *Reg. des délib.*, séance du 6 février 1793.)

renvoyer à leurs parents ». ¹ En juin, les Vendéens sont à Angers ; en septembre, c'est la levée en masse ; la dispersion des maîtres et des élèves est désormais un fait accompli ². Dès lors, le local est transformé en magasin des subsistances, et la majeure partie des biens sera vendue en ventôse an II ³.

Ainsi finit le collège de l'Oratoire d'Angers, dont l'esprit de réforme avait grandement servi la cause de la Révolution. Cependant il ne meurt pas tout entier, puisque nous le verrons renaître sous un autre nom ; dans le même local, et avec la majeure partie de ses professeurs lorsque s'ouvrira, à Angers, l'école centrale du département (1^{er} germinal an IV-21 mars 1796).

b) La disparition du collège de Saumur suit de près celle du collège d'Angers. Depuis juillet 1791, la direction en est confiée à l'ex-abbé Pinvert, patriote sincère, orateur écouté de la société populaire ⁴, à la fois principal et professeur de mathématiques et de philosophie, et gratifié chaque année d'une somme de 3.000 livres pour assurer la vie du collège ⁵.

A la rentrée de 1792, l'établissement compte encore une vingtaine de pensionnaires et cinq professeurs ⁶ ; mais la réquisition des bâtiments comme magasins de subsistances, en avril 1793, est le prélude d'une fin prochaine ⁷. Estimant dès lors « sa présence inutile », Pinvert donne sa démission et se dispose à quitter la ville (29 mai). Quelques jours plus tard (2 juin), en présence de « la ferme résolution » de la municipalité de maintenir le collège, Pinvert revient sur sa décision et rappelle à cette occasion ses efforts « pour organiser le nouveau système d'instruction » et « multiplier les maîtres utiles » ⁸. Au moment même où Saumur allait tomber aux mains des Vendéens, la municipalité et le district confiaient de

¹ PORT, *D.*, t. I, p. 302, col. 2.

² « La Cong. ayant été supprimée en 1792, le cit. Bénaben fut continué dans son emploi, sous le titre de principal du collège, par la municipalité d'Angers, le district et le département réunis, jusqu'à la fin de l'année suivante, époque à laquelle tous les établissements publics furent détruits. » (A. N., F 17, A 1340, *Questions*, etc., 22 prairial, an VII.)

³ Des ventes partielles de maisons avaient eu lieu le 19 février 1793, pour 12.600 l. et s'étaient trouvées validées par la loi du 8 mars 1793 (Q III, § 1^{er}, Dist. d'Ang., *Reg. de ventes*, Angers, n^{os} 241 et 2490-2494). Les autres maisons, sises à Angers furent vendues pour 32.645 l. et la prée d'Allemagne pour 34.100 l. (*Ibid.*, n^{os} 67, 68, 69, 145, 365-367 ; 29 brumaire, an II-17 ventôse, an II et 2 vendémiaire, an III), soit, pour Angers, un total de 79.400 l. A ces ventes viennent s'ajouter, en l'an II, les terres de la Chapelle de Saint-Alman, com. de Saint-Jean-des-Mauvrets, pour 16.025 l. (*Ibid.*, munic. de Saint-Jean, n^{os} 127-139 ; 7 ventôse, an II). Enfin, la métairie de Goubaud, com. de Saint-Georges-des-Mines, pour 43.000 l., 23 janvier 1793 (*Ibid.*, Dist. de Vihiers, reg. n^o 389, n^o de vente, 1759). Furent réservées jusqu'en l'an IV, la maison des Arts, place Saint-Martin, vendue 6.840 l., le 3 thermidor, an IV et la maison des c. d. prêtres de l'Oratoire vendue 3.600 l. à Ch. Mame, 29 fructidor, an IV (Q II, § 1^{er}, ventes par dép., n^o 402 : *Table réelle et gén.*, etc. ; n^{os} des actes, 615 et 990).

⁴ DESMÉ, *ouv. cité*, p. 90.

⁵ A. D., L II-T 169 bis (pièces diverses).

⁶ Pinvert, Guiet, Blandin (c. d. chanoine de Nantilly), Maillet, Martin. (*Ibid.*, *Lettre de Pinvert au district*, 29 mai 1793.)

⁷ Mise en demeure au cit. Pinvert, à ses régents et aux pensionnaires, d'avoir à quitter le local du collège, le jour même (4 mai 1793). (*Ibid.*)

⁸ *Ibid.*

nouveau (6 juin 1793) « à ce patriote éclairé », le collège, transféré d'abord aux Ursulines, puis à la maison de la Visitation. Pinvert y meurt en décembre 1793 et, avec lui, s'éteint la vie d'une institution restée, comme celle d'Angers, fidèle à l'esprit de la Révolution¹.

c) Tout autre nous apparaît la fin du collège de Beaupréau, placé au foyer de l'insurrection vendéenne. Malgré ses refus successifs concernant la prestation du serment depuis avril 1791, Darondeau était demeuré à la tête du collège jusqu'à la fin de l'année scolaire 1791-1792. C'est le 10 octobre 1792 que, sur une pétition du club de l'Est au département, appuyée d'une cinquantaine de signatures², un arrêté du district de Saint-Florent lui enlève la direction de l'établissement pour la confier au curé assermenté de Beaupréau, Coquille d'Alleuds, qui ouvre le collège avec 60 pensionnaires, mais doit l'abandonner bientôt pour raison de santé³.

A Beaupréau, la défection totale des maîtres insermentés^{1,2} devait

¹ En floréal, an II (avril 1794), Guiet, successeur de Pinvert, installé dans la maison de l'émigré Denède, figure simplement au nombre des instituteurs de la ville. (*Ibid.*, *Vérification des comptes du cit. Pinvert*, 21 floréal, an II.)

² « Nous vous prions surtout de vous occuper d'une manière particulière du Collège de Beaupréau. Ce collège s'est toujours distingué par le grand nombre de fanatiques qu'il a donné à ce pays, et si vous ne trouvez pas d'instituteurs à mettre dans la place de ceux qui y sont, fermez cette source de fanatisme et d'immoralité. Il vaut mieux manquer d'instruction que d'en avoir une qui vous empoisonne. » Signé : Bénaben, Cordier, Viger, Hugues Pelletier, évêq. ; La Révèlière-Lépeaux, etc. (A. D., Lt 932, 4 p. mss.)

³ Darondeau avait quitté le collège le 9 septembre. Au départ de Coquille d'Alleuds (décembre 1792), le Directoire du département invite vainement la municipalité « à faire la recherche de nouveaux instituteurs et à mettre dans ce choix l'attention la plus scrupuleuse ». Le collège reste sans titulaire. (A. D., L 77, Direct. *proc.-verb.* s. 27 février 1793.) Voir ci-dessous la lettre curieuse du fr... Hyard, organiste de Beaufort, pour demander au département la direction du collège (16 décembre 1792) :

« O. : de Beaufort, le 16^e jour du 12^e mois de L. : D. : L. : V. : L. : 5792,

« Je crois ne pouvoir mieux m'adresser qu'à vous pour vous faire part d'une lettre que je viens de recevoir de M. Coquille, curé de Beaupréau. La lettre me donne avis que Messieurs les Commissaires du département ont prié de trouver un homme marié qui voulût bien se charger de la conduite du Collège de Beaupréau et d'une femme économe. Enfin, il a jeté les yeux sur moi, il m'a marqué qu'il a 60 pensionnaires et que le collège est monté et meublé, qu'il faut avoir des régents au nombre de 8, pour la sixième, la cinquième, la quatrième, la troisième, la seconde et rhétorique, avec un préfet pour veiller aux études et tous ces Messieurs au compte du principal. Je crois bien qu'il serait assez difficile de les trouver dans cet instant. Cependant si j'étais assuré d'obtenir cette place, je ferais mon possible de me les procurer. Permettez-moi, Ç. : F. : de vous faire une motion. Si, par hasard, le collège allait revenir, et que M. Darondeau reprît ses droits, d'où en serais-je ? Voilà ce qui est très embarrassant, car enfin, je serais sans place. Ce n'est pas que celle que j'occupe soit bien lucrative, mais encore je suis en titre ; je laisse tout entre vos mains, servez-moi si il vous plaît dans ce moment non seulement de f. : , d'amy, mais de père, j'ai grand besoin de vous.

« Je ne puis me persuader pouvoir remplacer un aussi digne homme que M. Darondeau, parce que je suis bien éloigné d'approcher de ses talents, mais comme il n'est pas nécessaire que le principal sache le latin, je pense que cela peut me convenir. D'ailleurs, je suis sûr de M. Coquille qui m'a promis qu'il m'obligerait dans toute circonstance. Il ne m'a pas parlé du prix des pensions, mais il est à même de m'en instruire, par plusieurs pères de famille dans la ville qui ont leurs enfants au dit collège, etc.

« Votre dévoué f. : HYARD,
Organiste de Beaufort. » (A. D., L 914, Collèges.)

NOTA. — La lettre ci-dessus porte en marge l'annotation suivante : Répondre que lorsqu'il sera question d'un nouvel établissement à Beaupréau, je n'oublierai pas la demande qui m'est faite. L'affaire n'eut aucune suite, mais cette lettre méritait d'être mentionnée dans son entier, pour le témoignage d'estime qu'elle renferme à l'égard de Darondeau et comme preuve, jusqu'à la fin de 1792, de l'existence de la franc-maçonnerie en Anjou.

entraîner la défection totale des élèves et le collège ferme ses portes à la fin de 1792. Retiré à Angers à la même date, Darondeau s'y trouve encore en juin 1793, au moment de la prise de la ville ; il rentre en Vendée avec les insurgés¹, passe la Loire avec eux, après la bataille de Cholet, et tombe dans la déroute du Mans (12 décembre 1793), « portant, dit-on, dans sa valise, des valeurs considérables destinées à l'achèvement des constructions de Beaupréau ». ² Resté invendu, le local servira successivement d'hôpital aux « blancs » et aux « bleus »³, durant la guerre de Vendée.

Ainsi, avant la fin de l'année scolaire 1792-1793, la guerre civile achève la destruction des collèges, déjà commencée avec la suppression des privilèges et l'application de la constitution civile du clergé. Leur disparition précède l'application des mesures provisoires votées par la Convention pour prolonger leur existence : traitement des professeurs à la charge de l'État, en compensation de la vente des biens des collèges (8 mars et 9 avril 1793)⁴ ; distribution des bourses vacantes dans les collèges de la République (décret du 5 mai 1793)⁵. L'année scolaire qui s'était ouverte, dans le département, par un essai de rénovation de ces établissements s'achève par leur destruction.

III. — Disparition des écoles de charité

Comme l'Université et les collèges, les « écoles de charité » subissent la répercussion des réformes politiques et religieuses. Placées, en Anjou, presque entièrement entre les mains des communautés religieuses et des vicaires de campagne, à l'encontre d'autres régions où les maîtres laïques sont en grand nombre et se divisent en maîtres « réfractaires » et en « patriotes »⁶, ces modestes institutions sont touchées d'abord par la vente des biens d'Église, mais elles le sont surtout par l'application de la Constitution civile du clergé.

1. On sait que les décrets sur les biens ecclésiastiques mis à la disposition de la nation⁷ exceptaient de la vente les établissements d'ins-

¹ Denais passe en Angleterre ; Blouin, Mongazon et Hervé restent dans les environs de Beaupréau. (BERNIER, *Hist. du collège de Beaupréau*, p. 95.)

² PORT, *D.*, t. II, p. 9.

³ *Ibid.*, t. I, p. 263.

⁴ GUILLAUME, *Proc.-verb.*, Convention, t. I, pp. 343-408.

⁵ *Ibid.*, t. I, p. 406.

⁶ REUSS, *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Rév.*, p. 62.

⁷ Décret du 2 novembre 1789 (tous les biens ecclésiastiques sont mis à la disposition de la nation) ; décret des 14-20 avril 1790 (l'administration en est confiée aux dép. et aux districts) ; décret du 9 mai 1790 sur les biens de la couronne. Tous ces biens « ecclésiastiques et domaniaux » sont désignés à partir du 13 mai 1790 sous le nom de « biens nationaux », et constituent les biens de première origine. (Voir sur cette question : Ph. SAGNAC, *Les ventes des biens nationaux d'après les recueils de documents et travaux récents* ; R. H. M., 1905-1906 ; Marcel MARION, *La vente des biens nationaux pendant la Révolution*. Paris, Champion, 1908.)

truction publique¹. Mais cette mesure restrictive, qui était d'application facile pour les biens nettement déterminés des collèges, l'était beaucoup moins en ce qui concerne les dotations d'écoles de charité², liées étroitement aux biens de communautés religieuses. A diverses reprises elles se trouvent vendues par erreur.

Mais, un premier fait qui, dans cet ordre d'idées, retient l'attention, c'est le soin particulier avec lequel, le département intervient pour annuler des ventes fautives concernant les fondations scolaires : ainsi à Drain, pour les deux métairies du Roujou et de la Martellière (de la ci-devant communauté de Saint-Charles de Nantes), dépendant des écoles de la paroisse³; à Tiercé⁴, à Champigné⁵, à Blaison⁶, pour la vente de la maison de l'école de charité projetée par le district; de même, à Angers, pour l'école de la paroisse de la Trinité⁷ et pour le collège de Bueil⁸; ailleurs encore, à Luigné⁹, à Louerre¹⁰, pour le maintien, au profit de la maîtresse d'école, d'une rente sur le clergé.

Aussi, peu nombreux en somme sont les biens d'écoles portés comme étant vendus, sur les tableaux des districts dressés en 1792¹¹.

Bien plus, loin d'affaiblir les dotations scolaires, ces premières ventes, conformes à un vœu depuis si longtemps exprimé, favorisent en maints endroits le projet de nouvelles créations : à Villedieu, où la municipalité propose de soumissionner pour fonder « une école de charité » (5 septembre 1780)¹²; à Feneu, où l'on pense à cet effet, à un bien de fabrique (19 décembre)¹³; à Mouliherne, où, sous l'inspiration de Goffeaux, qui

¹ Étaient exceptés des ventes : les biens « des fabriques, des hôpitaux, des maisons et établissements de charité, des collèges, maisons d'études et de retraite, administrés par des ecclésiastiques, ainsi que des maisons religieuses vouées à l'éducation publique et au soulagement des malades ». (Décret du 20 avril 1790, art. 4; Loi du 5 novembre 1790, art. 14.)

² Le Décret des 23-28 octobre 1790, qui ajourne les biens des établissements destinés à l'enseignement public (art. 1^{er}), décide que les biens des religieuses enseignantes seront administrés par le département ou le district, à partir du 1^{er} janvier 1791 (art. 6) et ajoute qu'ils pourront être vendus (art. 7). (GRÉARD, *Législ.*, t. 1^{er}, p. 5.) Cette disposition disparaît dans le décret du 5 novembre 1790.

³ A. D., L. 68-69. Dép. procès-verb. du direct., 21 et 29 décembre 1790; 16 février 1791.

⁴ *Ibid.*, L. 69, 16 janvier 1791.

⁵ *Ibid.*, 17 janvier.

⁶ *Ibid.*, 7 avril.

⁷ *Ibid.*, 20 janvier.

⁸ Requête des boursiers du collège de Bueil (22 décembre 1790), pour le maintien en jouissance de la maison collégiale. Il y avait encore au collège, à cette date, 5 étudiants en droit de l'Univ. d'Angers; un supérieur et un chapelain. (*Ibid.*, L. 70, 3 juin 1791.)

⁹ Maintien d'une rente de 100 l. au profit de la maîtresse d'école des deux par. de Luigné et Saulgé. (L. 11, Dist. de Vihiers, 1^{er} Reg. de délib., p. 48, s. du 11 novembre 1790.)

¹⁰ A la requête de Marie Liger, hospitalière des pauvres malades et maîtresse d'école des enfants de la paroisse, nommée le 1^{er} août 1784; maintien par le département d'une rente de 150 l. pour 1790, par le c. d. Séminaire de Saint-Charles. (*Ibid.*, L. 70, 4 mai 1791.)

¹¹ Ainsi : Dist. de Châteauneuf, sur 14 écoles ou petits collèges portés sur l'état « approximatif » du district, 3 seulement sont portés comme vendus : Châteauneuf (école), revenu foncier, 100 l.; Champigné (collège), revenu, 300 l. (tous les lieux sont vendus); Tiercé, 400 l. (partie seulement des lieux ont été vendus). (Lt. 924, *Tableau du district*, 28 juin 1792.)

¹² A. D., Lt 932.

¹³ *Ibid.*

sera membre du département, puis député à la Législative¹, les habitants projettent « de fonder, sur les débris de l'ignorance, l'instruction de leurs enfants » (2 juin 1790)²; à Angers enfin, où la municipalité escompte l'achat du couvent des Augustins pour une école de filature, destinée d'abord à une trentaine d'enfants de 7 à 12 ans, choisis parmi les familles les plus nécessiteuses (février 1791)³.

Toutefois, le département se montre impitoyable en ce qui concerne certaines congrégations qui se recommandaient abusivement de leurs fins scolaires pour sauvegarder leurs richesses. Tel était le cas, à Angers, de l'antique communauté des Ursulines, dont les revenus s'élevaient à 20.000 livres⁴ et qui, en dehors des classes destinées à la bourgeoisie, ne tenaient école que pour un petit nombre d'enfants pauvres⁵. A l'occasion des inventaires prescrits par l'ordonnance du département du 6 août 1790, Pierre-Marie Delaunay, procureur général syndic, « véritable mandataire de l'opinion publique »⁶, s'élève, avec une logique impitoyable contre de telles prétentions, et pose nettement la question de savoir « si les dames Ursulines ne sont pas de simples religieuses, et si leurs revenus immenses, qui ne sont pas consacrés à l'institution publique, peuvent les faire sortir de la thèse commune »⁷ (30 août 1790).

¹ PORT, D., t. II, p. 27.

² Adresse à l'As. nat., 2 juin 1790. (*L'Observ. prov.*, 3^e partie, n° 18, juillet 1790.)

³ *J. du dép. de M.-et-L.*, n° 4, 2 février 1791.

⁴ L'état des revenus se décomposait ainsi : fermages en argent, 10.984 l. 2 s. 9 d.; rentes en blé, 5.146 l. 0 s. 8 d.; rentes foncières, 2.501 l. 5 s. 9 d.; total : 18.631 l. 8 s. 6 d. (A. D., Q 11, § 2-16. *Ursulines. Déclaration des religieuses*, 26 avril 1790. Signé : Jeanne Heurteloup, supérieure ; sœur Marie Martineau, dépositaire ; Dupont, secrétaire-greffier.

⁵ « Les classes où l'on instruit 60 jeunes filles gratuitement, tant de la ville que des campagnes voisines, leur montrant à lire, à écrire, à calculer, et travailler à l'instruction de notre sainte religion ; elles sont composées de 4 chambres où sont tables, bancs, petits meubles à ramasser les livres qu'on leur fournit, ainsi que du pain à leurs déjeuners tous les jours, ce qui monte à près de 120 l. par semaine. » (*Ibid.*, art. 2.)

⁶ *Vendée ang.*, t. I, p. 255.

⁷ « Mais qu'entend-on par maison d'éducation publique ? Une maison d'éducation ou institution publique est celle dont tous les revenus sont consacrés à élever la jeunesse et à lui inculquer les principes de l'institution la plus pure et de la morale la plus sévère : les collèges et les séminaires sont de ce genre.

« Mais une maison conventuelle religieuse, opulente par ses possessions territoriales, qui parce que son institution date du XV^e siècle porte qu'elle enseignera à lire et à écrire, doit-elle être considérée comme maison d'institution et d'éducation publique ?

« Les dames Ursulines de la ville d'Angers jouissent d'une terre superbe, en droits ci-devant honorifiques et féodaux, et en revenus profitables (celle de Genetay, district de Châteauneuf) ; elles ont des propriétés avantageuses sur les confins des ci-devant provinces d'Anjou et Poitou, elles évaluent leurs revenus territoriaux à la somme annuelle de 22.000 l., et l'on sait que les maisons religieuses n'accusent jamais leurs revenus d'une manière intégrale.

« Quelles sont les charges des dames Ursulines ? Enseigner à lire et à écrire deux fois par jour à une vingtaine d'enfants de la ville, externes de leur maison, nourris et alimentés par leurs parents.

« Je ne vous entretiens pas des pensionnaires qui sont dans cette maison ; les pensions qu'elles paient rétribuent les soins qu'on leur donne. Si, par cette dernière raison, vous estimez que le couvent des Ursulines est une maison d'éducation, il n'est pas une seule maison religieuse qui ne cherchât à entrer dans cette classe et les sages décrets de l'Assemblée nationale demeureraient sans effets. » (A. D., Q 11, § 2, p. 16. Angers, *Ursulines*. Réquisitoire du pr. gén. syndic J.-M. Delaunay, 30 août 1790.)

L'opinion de Delaunay devait l'emporter et les biens des Ursulines seront des premiers vendus en mai 1792¹.

2. Mais, en fait, ce fut la constitution civile du clergé et, à la suite, l'obligation du serment, qui exercèrent, sur la vie des petites écoles, une influence déterminante et qui provoquèrent, à partir de 1791, l'hostilité et la défection d'une grande partie du personnel enseignant.

a) Plus fermées, en effet, à l'esprit du siècle, que les communautés d'hommes et plus attachées à la tradition religieuse, les communautés de femmes, hospitalières et enseignantes, prirent unanimement parti contre la Constitution civile. Les premières résistances vinrent du refus d'acceptation d'aumôniers assermentés², à Angers (maison de la Providence, 19 janvier 1791)³; à Beaufort (27 juin 1791)⁴; de même à Saumur, où la résistance fut particulièrement vive chez les Ursulines et entraîna la fermeture de l'établissement (29 mai 1791-18 juin 1791)⁵.

Mais, jusqu'à la fin de 1791, les corps administratifs du département, qui avaient fait preuve d'une si grande fermeté dans les mesures de rigueur contre les prêtres assermentés⁶, usèrent, comme on le fit ailleurs, de ménagements à l'égard des congrégations hospitalières et enseignantes⁷. Si l'on excepte les Ursulines de Saumur, rien alors ne fut changé dans l'ensemble à la vie des petites écoles du département.

b) Il en alla tout autrement, au cours de l'année scolaire 1791-1792. Au moment où l'Assemblée législative semble hésitante sur l'attitude à tenir à l'égard des religieuses enseignantes non salariées⁸, l'efferves-

¹ Se rangeant aux conclusions de Delaunay, le directoire du dép. suspend la délibération du dép. en date du 12 juillet, favorable aux Ursulines, décrète d'en référer au Comité ecclésiastique et décide que l'ordonnance du 6 août sera exécutée dans toute sa plénitude « à l'égard des Ursulines » (30 août 1790). Les Ursulines durent finalement s'incliner; le 16 septembre 1790, les titres et papiers de la communauté furent portés au district. (La vente des meubles et effets qui garnissaient la c. d. maison des Ursulines eut lieu du 3 au 12 mai 1790, et s'éleva à 1.914 l. 1 s. 6 d.) (*Ibid.*, Q 11, § 2, p. 16.)

² Arrêté du dép., 4 avril 1791 (L. 70, Dép. Directoire. Proc.-verb.). Décision infirmée en partie par le M^e de l'Intérieur (2 juin 1791), qui faisait une obligation des aumôniers assermentés pour les malades, mais laissait aux religieuses la faculté pour elles-mêmes des aumôniers non assermentés. (SCJOUT, *ouv. citée*, t. II, p. 379.)

³ Renvoi de l'aumônier assermenté Loir-Mongazon. (*J. de M.-et-L.*, n° 2, 19 janvier 1791.)

⁴ D. PIOLIN, *Les Religieuses de Beaufort*, etc. (*Rev. d'Anj.*, 1872, pp. 178-207 et 305-331).

⁵ «... Les dames des Ursules s'étant mis dans le cas de ne pouvoir continuer l'éducation publique, par la manifestation qu'elles ont faite des principes qui y sont opposés, seront tenues dans la huitaine de faire sortir les pensionnaires de leur maison; arrêté en outre que les biens dépendant de la communauté seront vendus conformément aux décrets de l'As. nat. » (A. D., L. 70, n° 5556, 18 juin 1791.)

⁶ F. UZUREAU, *Les arrêtés des 24 mai et 24 juin 1791 contre le clergé insermenté de M.-et-L.*, dans *And.*, 22^e sér., 1921, pp. 36-42. *Le décret du 29 novembre 1791 et son application illégale en M.-et-L.* (Extrait des *Mém. de la Soc. d'Agr. d'Angers*, 1921, 32 p.). « La bourgeoisie révolutionnaire savait au besoin se servir de la dictature. » (Compte rendu de A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1921, p. 431.)

⁷ Formation, le 9 mai par le dép., du bureau du bien public (Fillon-Villier et Bouillet), chargé spécialement des affaires religieuses et de l'éducation publique : universités, collèges et éc. gratuites, etc. Arrêté du 24 mai 1791, concernant la surveillance, par les municip., des fonctionnaires publics non assermentés. (A. D., L. 70. *Aff.*, n° 43, 28 mai 1791, p. 208.)

⁸ Intervention de Roland, 18 et 20 avril 1792 sur la question de savoir si le serment était applicable à certaines religieuses donnant l'instruction aux enfants à titre charitable. (GUILLAUME, *Proc.-verb. Législ.*, pp. 280-288.) Attitude variable des départements, en particulier dans la Manche et le Cher. (*Ibid.*, appendice VII, pp. 393-397; XIV, pp. 405-406.)

cence causée par la constitution civile est à son comble dans le département et la vie scolaire est profondément troublée par les manifestations religieuses.

Ainsi, à Angers, les Ursulines, en dépit des décrets, continuent à recevoir un aumônier insermenté et font, de leur maison, un foyer de rébellion (4 novembre 1791)¹. De même l'institution des sourds-muets qui, depuis 1790, était subventionnée par le département², devient un refuge de prêtres insermentés³ et l'attitude hostile de la directrice, qui met le département dans l'alternative « de violer la loi ou de blesser cruellement l'humanité »⁴, entraîne la fermeture de l'établissement (15 août 1792).

La situation est la même dans les districts. Ainsi à Baugé, devant le refus du serment par les Filles de la Providence, le district leur retire « l'exercice de toute fonction d'enseignement »⁵ (21 septembre 1791). Dans le district voisin de Châteauneuf, l'esprit de révolte éclate au grand jour : à Miré, la maîtresse d'école, Anne Lebarque, se joint dans la rue aux assaillants contre le prêtre assermenté (23 mars 1791)⁶ ; à Tiercé, Marguerite Blot refuse le serment et conduit ses écoliers à la messe, ailleurs qu'à sa paroisse, « comme pour donner à entendre que ce serait un crime d'assister à la messe des prêtres réformistes »⁷ (4 août 1791) ; à Marigné, le sieur Hocdé, prêtre réfractaire, continue à faire l'école avec l'approbation, au moins tacite, de la municipalité (30 décembre 1791)⁸.

Enfin, dans les Mayes, où les municipalités font défection et où les districts sont impuissants, les religieuses insermentées continuent également à tenir école comme par le passé : à Cholet, à Montfaucon, au Longeron, ainsi que l'atteste l'enquête de 1792⁹, dont on trouvera les résultats aux

¹ Pétition des citoyens de la ville d'Angers, mesures de rigueur prises par le dép., arrêté du directoire, 4 nov. 1791. (RONDEAU, *Hist. des Ursulines d'Angers*, pp. 241-242.)

² Fixation par le directoire du dép. de la pension à 450 l., du nombre des élèves à 20, du traitement de l'institutrice à 1.000 l., avec obligation d'instruire deux élèves qui puissent la suppléer en cas de maladie. (Dép. Proc.-verb. du direct. L 71, 19 juillet 1791.) À la session de novembre 1791, le Cons. gén. ratifie ces dispositions qui s'élèvent à 12.000 l. pour 1791 et à la même somme pour 1792. (A. D., L 9 Cons. gén. *proc.-verb.*, s. 18 novembre et 10 décembre 1791. A. N., F¹ C III M.-et-L. 5.)

³ « Le Directoire verrait avec satisfaction dans votre manière d'agir une conduite plus conforme aux décrets et à la confiance qui vous a été confiée ; il m'a chargé de vous transmettre son mécontentement et de vous porter de sa part les avis salutaires et d'amitié dont il vous donne dans cette occasion des preuves convaincantes » ; 20 décembre 1791. (L 194, *Reg. de corresp. du pr. gén. syndic*.) Pétition signée par 80 citoyens contre le cléricalisme de M^{lle} Blouin, 25 janvier 1792 et lettre à Goffaux, député à l'As. nationale, 30 mai 1792, pour lui demander d'envoyer un instituteur en remplacement de M^{lle} Blouin. (A. D., L II X 105, Dist. d'Angers.)

⁴ A. D., L 10. Cons. gén., s. mer. 15 août 1792, au IV de la Liberté, destitution de M^{lle} Blouin, placement provisoire des élèves dans l'un des hôpitaux de la ville.

⁵ Le district décide qu'il sera désigné une personne « qui fera gratuitement l'école aux jeunes personnes du sexe dans le même local, avec une rétribution prise sur les revenus de la Providence, et que celles-ci continueront, conformément au règlement de 1777, à administrer les secours de charité aux pauvres malades infirmes. » (L II, Dist. de Baugé, *Proc.-verb.*, f^o 125.)

⁶ Dép. L. Proc.-verb. (23 mars 1791).

⁷ L II, Dist. de Châteauneuf, Direct. *Proc.-verb.*, t. I, f^o 280.

⁸ *Ibid.*, t. II, f^o 67.

⁹ A. D., Lt 924. Dist. de Cholet, 6 juillet 1792.

Annexes. Là, les enfants des paroisses participent journellement, dans la rue, aux violences exercées contre les prêtres « intrus » : au May (12 octobre 1791) ; à Melay (30 octobre) ; à Cossé (31 octobre 1791-16 février 1792)¹.

Ainsi se manifestent, chaque jour davantage, les difficultés insurmontables auxquelles la Révolution vient se heurter lorsqu'elle cherche à réaliser le rêve d'incorporer l'Église catholique dans l'ordre nouveau².

3. Il s'en faut cependant qu'il y ait eu unanimité dans cette défection et l'esprit libéral, qui règne dans l'Université et dans les collèges d'Angers et de Saumur, n'est pas totalement absent des petites écoles.

A Angers, les Frères des Écoles chrétiennes qui n'ont pas prêté le serment³ et dont se rapprochent « des gens qui les avaient dédaignés jusque-là », sont un moment « victimes des conseils perfides qui leur sont suggérés »⁴ (avril 1791). Ils se ressaisissent bientôt sous l'influence des corps administratifs⁵ et continuent leurs fonctions comme par le passé⁶. Sur 33 frères qui se trouvaient à *la Rossignolerie* au moment de l'inventaire (30 mai 1792)⁷, 27 viendront, après la dissolution de la Congrégation, prêter serment de continuer leurs fonctions à titre individuel (4 septembre 1792)⁸. Ainsi, les Frères des Écoles chrétiennes prenaient position entre les prêtres jureurs et les réfractaires et se rangeaient parmi les soumissionnaires qui, en Anjou, suivirent l'exemple de Meilloc, supérieur du Séminaire et disciple de l'abbé Émery, supérieur de Saint-Sulpice⁹. En fait l'institution rouvrit ses portes à la rentrée de 1792¹⁰.

En outre, à Angers d'abord, et aussi épars dans le département, il s'est

¹ *Vendée ang.*, t. I, pp. 274-277.

² « Les Révolutionnaires, malgré le préjugé contraire, n'étaient pas des laïques, des esprits affranchis de l'idée religieuse et cultuelle... Les Constituants avaient cru résoudre le problème, en organisant par la Constitution civile du clergé, une sorte de catholicisme national... » (A. MATHIEZ, *La Rév. et l'Egl.*, p. 150.)

³ *J. de M.-et-L.*, n° 13, 6 avril 1791.

⁴ Sous l'effet des bruits alarmistes concernant un projet de départ des Frères des Ec. chr., arrêté du dép. (13 avril, 8 heures du soir), pris en présence du district et du maire de Houlières. Des commissaires se rendront à *la Rossignolerie* pour faire l'inventaire des meubles et des provisions et vérifier l'état de la caisse. Visite domiciliaire dans la nuit du 13 au 14, qui révèle les préparatifs de départ. Second arrêté du dép. (15 avril 1791), qui décide, pour calmer l'effervescence, de rendre publics l'arrêté et le proc.-verbal du 13 avril. Protestation des Frères contre l'inventaire fait dans la nuit du 13 au 14 avril 1791, adressée au dép. (A. D., L 70, *proc.-verb.*, s. 13 et 15 avril 1791 ; Q 11, 9, *Ec. chrét.* ; Inventaire du 13 avril 1791 ; Série H, *Frères des Ec. chrét.*, dossier ; *Aff.*, 16 avril 1791, n° 31, suppl., publication des arrêtés du département.)

⁵ Observations du district au sujet de l'absence des maîtres pour la conduite des enfants à la messe des Augustins, comme par le passé, 25 mai 1791. (A. D., L II, Dist. d'Ang., 4^e Reg. épist., n° 720.)

⁶ Néanmoins, abandon, à la rentrée de 1791 de l'école de charité de la par. de la Trinité. (*Aff.*, 12 novembre 1791.)

⁷ A. D. Q II, § 2, Dist. d'Ang., n° 9 *Frères des Ec. chr.*, 30 mai 1792.

⁸ QUERUAU-LAMERIE, *La Rossignolerie pendant la Rév.*, p. 7.

⁹ A. MATHIEZ, *Contributions à l'histoire religieuse de la Rév. fr.*, p. 216. F. UZUREAU, *Les serments pendant la Révolution*, 1904, p. 248 et suiv.

¹⁰ *Aff.*, 27 octobre 1792

trouvé, à cette époque, un petit nombre de maîtres et maîtresses restés fidèles à la Révolution : prêtres constitutionnels qui joignirent l'enseignement aux soins du culte comme à Chaudfond¹ et à Saint-Jean-de-la-Croix² ; maîtresses laïques qui prêtèrent le serment et furent nommées par la municipalité : Henriette Hervé, à Angers, « déclarée capable par le bureau de secours de la commune »³ (30 mai 1792) ; Jeanne Martin, à Rochefort, qui remplace l'institutrice non assermentée Françoise Cady (4 novembre 1791)⁴ ; Françoise Dudouet, à Blaison, qui dirige l'école de charité « avec autant de zèle que de lumière » et qui, à l'issue de la messe paroissiale, prête le serment en présence des officiers municipaux et « d'un nombre considérable d'habitants »⁵ (dimanche, 22 janvier 1792).

C'est toutefois à un petit nombre de cas semblables que se limite, à la fin de 1792, la liste des « écoles de charité » qui font cause commune avec la Révolution.

4. Pour les écoles de charité, comme pour les^{vn} collèges de l'Anjou, l'année scolaire 1792-1793 allait être la dernière et si l'on fait exception pour l'établissement spécial de *la Rossignolerie*, la disparition commencée en 1791, sous l'effet de la Constitution civile, sera désormais un fait accompli.

a) A Angers, en effet, les mesures prises par la municipalité et le département, pour organiser provisoirement, en octobre 1792, l'instruction publique au collège de l'Anjou, s'appliquent également à la maison de *la Rossignolerie*, établissement intermédiaire entre le collège et les écoles paroissiales. Comme à Strasbourg, en mai 1791 et en janvier 1792, un effort est fait pour devancer « les lenteurs de la représentation nationale » et « réaliser quelques améliorations »⁶. A la rentrée de 1792, il sera formé, dans cet établissement, quatre classes : « La première embrassera l'art de lire, écrire et chiffrer ; la seconde, la lecture et les principes d'orthographe ; la troisième, la lecture, l'écriture, l'orthographe et la tenue des livres en partie double ; et la quatrième, l'arithmétique et les changes étrangers. » Outre ces classes, il en sera tenu une *gratuite*, dans laquelle les instituteurs enseigneront à « lire, écrire et chiffrer ». Les instituteurs avaient pour traitement la pension de retraite fixée par la loi, accrue du bénéfice réalisé sur les élèves⁷.

Sur 39 Frères des Écoles chrétiennes, que comptait la maison en août 1791, 27 viennent prêter le serment « de liberté et d'égalité », le

¹ *Aff.*, 25 octobre 1791.

² *Ibid.*, 12 novembre 1791.

³ A. M., *Reg. délib.*, t. II, fo 189, paroisse de la Madeleine.

⁴ A. D., L II, Dist. d'Ang., 2^e *Reg. des pétitions*, n° 1908.

⁵ A. D., L II t., Dist. d'Angers.

⁶ REUSS, *ouv. cité*, pp. 96-97.

⁷ L. 10, Dép. *proc.-verb.* (arrêté du 11 octobre 1792, art. 6).

4 septembre 1792, ayant à leur tête François Desmarquets, ci-devant frère Placide, 64 ans, directeur de l'établissement¹. Et quelques jours plus tard, après un nouvel inventaire, quatre d'entre eux, Payen, Godefroy, Mathieu et Vairelle, répondant au projet de la municipalité, prennent la direction du nouvel établissement², secondés par une vingtaine de leurs anciens collègues³. Le 27 octobre, les *Affiches* annoncent la réouverture du pensionnat comme par le passé.

Mais l'année scolaire 1792-1793 devait être, pour la *Rossignolerie*, comme pour le collège, une année pleine de troubles : en novembre, transfert, dans une partie du local, de 120 prêtres détenus au Séminaire et confiés à leur surveillance⁴ ; en mars 1793, inquiétudes causées par la garde de ces prêtres « dans une maison située hors des murs de la ville »⁵ ; en juin, passage des Vendéens et délivrance par eux des prêtres détenus ; enfin et surtout, embarras financiers causés par la cherté des vivres⁶ qui s'accroît à la rentrée d'octobre. A ce moment, en effet, se fait fortement sentir la crise des subsistances provoquée en Anjou, comme à Paris et dans tous les départements, par la mise en vigueur du maximum général (29 septembre) et par la promulgation de la taxe (12 octobre 1793)⁷.

Néanmoins, à l'encontre du collège d'Anjou, l'établissement reste ouvert à la fin de 1793 et, seul survivant de l'ancien régime, nous le verrons, malgré sa déchéance relative, prendre rang par la suite parmi les écoles publiques organisées par la Convention.

b) Par contre, l'application simultanée de la loi du 18 août 1792 sur la suppression des congrégations de toute nature⁸ et du nouveau serment dit « de liberté et d'égalité »⁹, provoquent la disparition des commu-

¹ A. M., *Reg. délib.*, t. III, f° 39.

² Le nombre des lits garnis est de 53, ce qui semblerait limiter à ce chiffre le nombre des pensionnaires ; la recette est estimée 48.025 l. et la dépense 47.125 l. (A. D., Q II, § 2, *Frères des Ec. chrét.*, recouvrement, 1^{er} octobre 1792.)

³ Le 5 novembre 1792, le direct. du dép. arrête l'état nominatif de 23 membres assermentés de la c. d. com. des F. des Ec. chrét. auxquels il était accordé une pension à vie ou une gratification, conformément à la loi du 18 août 1792, calculée à raison de 15 fr. par année de congrégation. Les 4 directeurs recevaient de ce chef : Payen, 175 l. ; Godefroy, 175 l. ; Mathieu, 220 l. ; Vairelle, 200 l. Pour les autres, la pension variait de 85 l. (Michel) à 80 l. (Maton). (A. D., L 76, *proc.-verb.*)

⁴ A. D., L 10 dép. *proc.-verb.*, s. 19 novembre 1792. — PORT, *Vendée ang.*, t. II, p. 40 — et MARCHÉGAY (*Rev. d'Anj.*, 1853, p. 541 ; 1854, p. 142.)

⁵ A. M., *Reg. délib.*, t. III, f° 140 (s. 18 mars 1793).

⁶ Arrêté du direct. du dép. autorisant la municipalité « à faire distribuer chaque marché pour la subsistance de la pension de la *Rossignolerie*, des blés en proportion de ses besoins et concurrence avec les boulangers de la ville d'Angers » (16 octobre 1793). (A. M., *Reg. des délib.*)

⁷ A. MATHIEZ, *La vie chère*, pp. 390-400 et suiv.

⁸ « Aucune partie de l'enseignement public ne continuera d'être confiée aux maisons de charité... non plus qu'à aucune des maisons des c. d. congrégations d'hommes et de filles séculières ou régulières. » (Art. 4.) (GUILLAUME, *Conv.*, t. I, p. 274.)

⁹ Serment, dit du 10 août : « Je jure d'être fidèle à la nation, et de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en la défendant » (décret du 10 août 1792), exigé de tous ceux recevant traitement ou pension de l'État (14 août 1792), puis de tous les citoyens sans exception (3 septembre 1792).

nautés à la fois hospitalières et enseignantes et, par suite, celle des écoles de charité qui s'étaient encore maintenues jusque-là.

A Angers, les communautés sont unanimes dans leur hostilité contre la Révolution. Dans une protestation virulente, le club de l'Est dénonce « les communautés religieuses » de la ville, « qui reçoivent chez elles de jeunes pensionnaires ». Il s'élève contre l'éducation des couvents qui laisse l'esprit sous l'empire « des anciens préjugés » et perpétue les distinctions de l'ancien régime, au lieu de donner « des mœurs démocratiques. » « Si des poupées convenaient à des esclaves, déclare-t-il, il faut des femmes à des hommes libres ¹. » Les maisons qui sont en révolte ouverte contre la loi sont fermées à la fin de 1792 : les Ursulines, le 30 septembre ², l'institution des sourds-muets, le 15 août ³. Les autres disparaîtront un peu plus tard ; ainsi les communautés de la Croix ⁴ et de la Providence ⁵, dont les biens mobiliers ne seront vendus qu'au début de l'an II. Dans les écoles paroissiales de la ville, tenues par des filles de charité, seule la citoyenne Mennetou prête le serment en août 1792 ⁶. Les autres créations de cette nature s'éteignent d'elles-mêmes.

Dans le département, comme à Angers, s'élèvent les plus vives protestations contre la situation présente. Le district de Châteauneuf appelle de ses vœux, pour « l'éducation de la jeunesse », le remplacement de ces femmes « presque aussi ignorantes que les enfants qu'elles veulent instruire » ⁷. Segré se plaint de n'avoir, dans l'étendue du district, aucune école en plein exercice ⁸. Les dernières écoles de charité disparaissent dans le trouble : ainsi, à Beaufort, où l'attitude des religieuses de l'hôpital provoque une véritable émeute dans la population (27 août 1792) ⁹ ; à Gonnord (district de Vihiers) où, en février 1793, a lieu l'expulsion,

¹ A. D., Lt 932. Pétition s. l. n. d., mais postérieure au 10 août, date du serment de liberté et d'égalité que l'on veut imposer, et antérieure au 22 octobre 1792, date de la fermeture du collège de Beaupréau, demandée par le club.

² Ch. RONDEAU, *Ursulines*, pp. 248, 249.

³ A. D., L II, Dist. d'Ang., Cons. gén. *proc.-verb.* (4 octobre 1792). Voir pétition à la municipalité d'Angers, rédigée et signée par les habitants de la paroisse constitutionnelle de Saint-Jacques, contre la D^{lle} Blouin, hostile aux prêtres assermentés et qui conduit ses élèves à la messe des *réfractaires* (25 janvier 1792). Lettre du directoire du département à Goffaux, député de M.-et-L. pour lui procurer un instituteur propre à l'éducation des sourds-muets, en remplacement de la D^{lle} Blouin, « cette fille réfractaire à nos lois » (30 mai 1792). Adresse des patriotes angevins au département pour demander « la destitution » de la D^{lle} Blouin qui, quoique « fonctionnaire publique », refuse le serment prescrit par la loi et « prêche encore hautement contre la Constitution » (28 juillet 1792). Refus d'envoi d'un instituteur par Sicard (7 avril 1792) ; arrêté de destitution par le département (août 1792). (*And.*, 19^e sér., 1917, *L'école des sourds-muets d'Angers avant la Rév.*, pp. 252-261.)

⁴ Inventaire, 30 novembre 1792 ; vente des biens meubles, 3 nivôse, an II. (A. D., Q 11, § 2, 1^{re} origine.)

⁵ Inventaire, 16 novembre 1792 ; vente mobilière, 11, 16 et 29 ventôse, an II. (*Ibid.*)

⁶ *Reg. délib.*, t. III, f^o 23.

⁷ L. 11, Dist., *proc.-verb.* (s. 28 septembre 1792).

⁸ *Ibid.*, L 11 M, Compte de gestion, 1792.

⁹ Dom PIOLIN, *Persécution*, etc. (*Rev. d'Anj.*, 1872, t. II, p. 204.)

« comme inutiles »¹, des deux filles de charité; enfin, à Coutures (dictrict de Saumur), où, en décembre 1792, la maîtresse d'école, invitée par la municipalité à prêter le serment civique, déclare « qu'elle avait pris son parti à ce sujet-là; qu'elle avait résolu de s'en aller au beau temps, mais que, pour faire le serment, elle ne le fera point, et qu'elle refuse absolument ».² L'expulsion des religieuses dans les hôpitaux (30 octobre-29 décembre 1793)³ consacre cette disparition.

Quelques maîtres laïques⁴ et plusieurs des ci-devant « filles de charité »⁵, religieuses hospitalières et enseignantes paieront de leur vie leur participation à la guerre civile; les autres, en plus grand nombre, seront déportées à Lorient⁶ et reparaîtront dans le département au début du Directoire.

Ainsi, malgré les mesures votées par les assemblées pour assurer le maintien provisoire des établissements d'enseignement jusqu'à l'application d'un nouveau plan d'éducation nationale; malgré l'esprit de vigilance et de temporisation qui anime les corps administratifs du département, lorsqu'il s'agit de sauvegarder les intérêts scolaires, Université, collèges et petites écoles subissent simultanément la répercussion des réformes qui détruisent l'ancien état de choses.

Intimement rattachées à l'Église, d'où elles sont sorties, les institutions scolaires ont été atteintes par les réformes qui ont atteint l'Église elle-même dans ses privilèges, ses biens, sa constitution. Prêtres et religieuses qui, en Anjou, dirigeaient presque seuls les petits collèges et les écoles de cha-

¹ A. D., L 77, s. 7 février 1793, n° 930.

² *Ibid.*, Lt 167. Coutures, 23 décembre 1792; destitution par le dép., 31 janvier 1793.

³ Les décrets du 30 octobre 1793 sur l'expulsion des religieuses des hôpitaux non assermentées et du 29 décembre, qui enjoint aux autorités municipales de les traiter comme suspectes, sont appliqués à Angers en brumaire, an II (L. du proc. syndic à la municipalité, 14 brumaire et au club de l'Ouest, le 16). (A. D., L 914.) (Pour le détail des écoles fermées, voir QUERUAU-LAMERIE dans *R. d'Anj.*, 1894, t. XXIX, p. 140.)

⁴ Furent victimes de la Terreur : Antoine Raumand, depuis 12 ans maître d'école à Lézigné, fusillé le 2 mars 1794 (QUERUAU-LAMERIE, *La Commission Parein-Félix*, p. 56) ; René Durand, maître d'école et sabotier à Saint-André-de-la-Marche, qui avait suivi l'armée vendéenne, condamné à mort par le tribunal du Mans, 7 janvier 1794 (CHARDON, *Les Vendéens dans la Sarthe*, t. III, pp. 100-102), etc.

⁵ De ce nombre sont : Françoise Cady, 46 ans, Fille de charité à Rochefort, détenue au Calvaire, fusillée au Champ des Martyrs, 1^{er} février 1794 (QUERUAU-LAMERIE, *Commission Parein-Félix*, p. 61 ; GODARD-FAULTRIER, *Le Champ des Martyrs*, 4^e éd., 1855, p. 18) ; Mathurine Babin, 34 ans et Jeanne Ménau, hospitalières à Gonnord, 1^{er} février 1794 (GRUGET, *Mém.*, pp. 48 et 111) ; Marie Allin ou Aline, 49 ans, maîtresse d'école au Louroux, arrêtée 13 avril 1794 et morte en prison (PORT, *D.*, t. II, p. 556 ; UZUREAU, *Anj. H.*, t. IV, p. 36) ; la fille Lucas, maîtresse d'école à Chalonnes, 42 ans, fusillée 18 janvier 1794 (UZUREAU, *Ibid.*, t. IV, p. 282) ; enfin, plusieurs religieuses Cordelières de Cholet et de Vezins (dom CHAMARD, *Les saints personnages de l'Anjou*, t. III, pp. 513-514 ; BOURGAIN, *L'église d'Ang.*, pp. 193-194).

⁶ QUERUAU-LAMERIE, *La Commission Parein-Félix*, pp. 135-136 ; — Ch. RONDEAU, *Les Ursulines d'Angers*, chap. XIV et XV ; — dom PIOLIN, *Les Religieuses de Beaufort* (*R. d'Anj.* t. IX (1872), pp. 310-331 ; t. X, pp. 232-252 et pp. 294-307) ; — F. UZUREAU, *Anj. H.*, 4^e année pp. 21-41.

rité, ont fait défection avec la Constitution civile du clergé et la suppression des congrégations. Ceux qui, en petit nombre, ont pris parti pour la Révolution, ont vu leurs efforts paralysés par la guerre civile. A la fin de 1793, le temps des études paraît évanoui et, lorsqu'il n'y a plus de sécurité pour les trois quarts du département, l'enfance demeure dans l'abandon.

Suivant l'expression de Talleyrand, en 1791, les établissements scolaires de l'époque « dé périssent comme des plantes sur un terrain nouveau qui les rejette ¹ ».

¹ *Rapport sur l'Instruction publique, fait au nom du Comité de constitution, à l'Assemblée nationale, les 10, 11 et 19 septembre 1791.* (HIPPEAU, *L'Instruction publique en France pendant la Révolution. Discours et rapports*, p. 38.)

CHAPITRE II

Influence des événements révolutionnaires sur la vie scolaire Professeurs, élèves, études

Les événements révolutionnaires, qui avaient provoqué, depuis trois ans, un bouleversement politique et social si considérable, devaient avoir nécessairement une répercussion profonde sur la vie scolaire.

Maîtres et élèves vivent dans un milieu qui change tous les jours. Dans les campagnes angevines, les seigneurs ont quitté leurs terres. Aucune destruction violente ne s'est produite toutefois après le 14 juillet, si ce n'est celle du matériel des gabelles, qui rappelait la « hideuse imposition du sel »¹. L'on a vu vendre les biens des couvents, apparaître une nouvelle monnaie ; comme partout, on craint la disette² et le trouble est né dans les esprits avec les changements dans les cures et l'approche de la guerre étrangère. Dans les villes, à Angers en particulier, une garde bourgeoise, pour assurer l'ordre, s'est formée au lendemain du 14 juillet. La rue offre le spectacle, tantôt d'une grève sanglante, comme en septembre 1790, avec la révolte des *perrageurs*³, tantôt celui d'un peuple en délire, comme à l'arrivée de la bannière du département (août 1790) ou à l'élection du nouvel évêque (février 1791), tantôt enfin, celui de troubles religieux, avec le rassemblement forcé des prêtres insermentés dans l'enceinte des murs de la ville (mai 1791, puis février 1792)⁴. Les vieilles administrations de la province ont disparu l'une après l'autre. La bourgeoisie occupe tous les emplois. Elle se donne rendez-vous le soir au club des *Amis de la Constitution*, et le matin, apprend, par les *Affiches d'Angers*, qui paraissent deux fois par semaine, depuis le 1^{er} juillet 1789, puis tous les jours depuis le 1^{er} janvier 1792, ce qui se passe à Paris. C'est de là en effet que, depuis trois ans, sont venues les nouvelles de toutes sortes, depuis la réunion des

¹ *Vend. ang.*, t. I, p. 46. Sur cette question, voir *Procès-verbal de l'As. gén. de la prov. d'Anjou*, tenue le 6 octobre 1789 dans l'église des prêtres de l'Oratoire de la ville d'Angers, concernant le remplacement de l'impôt sur le sel. Angers, Pavié, 1788, 27 p. (B. A., H 1560, t. II, n° 11) ; et sur Dubois, curé de La Pommeraye et promoteur du mouvement. (PORT, D., t. I, p. 73.)

² *Ibid.*, t. II, p. 99. Convoi de blé mis au pillage sur les landes de Bégrolles (9 mai 1790).

³ BLORDIER, *Angers et le département*, t. II, pp. 134-151.

⁴ PORT, D., *Vend. ang.*, t. I, pp. 76 et 304.

États généraux où l'on associait l'amour du roi à l'espoir d'une vie meilleure, jusqu'à la chute de la royauté, dont l'annonce fut publiée à son de caisse, dans tous les carrefours de la ville, le 11 août 1792.

Tous ces événements, et tant d'autres encore, comme les départs successifs des volontaires, qui avaient commencé à la fin de 1791¹, et qui avaient précédé de six mois la déclaration de guerre, devaient exercer une influence profonde sur l'esprit des maîtres, sur celui des élèves, comme aussi sur la marche des études.

I. — *Les maîtres*

1. Dès les premiers jours de la Révolution, les professeurs de l'Université — particulièrement ceux des facultés de droit et de médecine — usant des prérogatives de la corporation, et entraînés par leur sympathie pour les réformes, tiennent une place de premier plan dans les affaires de la cité : refus en 1789, par Brevet de Beaujour, membre de la Faculté de droit, de la dignité d'échevin, qui lui est conférée par le prince apanagiste, pour protester contre une organisation municipale contraire au libre choix des citoyens² ; participation, le 9 juillet, avec Martineau, professeur en exercice, à la délégation qui invite le corps de ville à envoyer une adresse de félicitations à l'Assemblée nationale³ ; initiative encore du même Martineau, dans la formation de la garde nationale, au lendemain du 14 juillet, et dans l'élaboration du règlement de la Milice angevine⁴ ; enfin, entrée dans le corps de ville, le 21 février 1790, de quatre professeurs de l'Université, librement désignés par le suffrage de leurs concitoyens : Guillier de la Touche, doyen⁵ ; Martineau et Gastineau, professeurs de la Faculté de droit ; Berger, professeur en médecine⁶. C'est sur l'initiative de l'un d'entre eux, Gastineau, que la municipalité, devançant la nouvelle organisation judiciaire, demande, pour la ville (12 mars 1790), une cour souveraine de justice⁷.

¹ Formation du premier bataillon de volontaires, 15 septembre 1791. (BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 178.)

² BOUGLER, *Mouv. prov.*, t. 1^{er}, pp. 249-251.

³ Délégation composée de La Révellière et Couraudin, conseillers au Présidial ; Martineau, prof. en droit ; Delaunay, l'ainé, avocat ; Cesbron et Roussel, négociants. (BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 78.)

⁴ *Ibid.*, pp. 82-87. F. UZUREAU, *And.*, 1905, 3^e sér., p. 374 et suiv. (*Établissement de la milice nationale angevine*.)

⁵ Sera en outre membre du Conseil du département qui tiendra sa première séance le 28 juin 1790. (F. UZUREAU, *And.*, 1905, p. 260.)

⁶ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 95. Le lendemain de son installation, la municipalité se divise en trois bureaux pour la prompte exécution des affaires. Guillier de la Touche et Berger font partie du bureau des *Revenus publics, travaux, correspondance*. Martineau et Gastineau du bureau des *délégations et des impôts*. (*And.*, 1905, 3^e sér., p. 112 et suiv., *La municipalité d'Angers pendant la Rév.*)

⁷ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 120.

Quelques jours plus tard, (19 mai 1790), l'Université en corps vient offrir « ses hommages respectueux » à l'Assemblée des électeurs du département et délègue, à cet effet, quatre de ses membres, précédés de quatre bedeaux avec « leurs masses », pour donner plus d'éclat et de magnificence à cette « députation »¹. C'est aussi pour manifester « le zèle qu'elle a toujours témoigné pour le bien public et la restauration de la liberté » qu'elle assiste pareillement, « suivant la marche qu'elle a coutume d'observer dans les grandes cérémonies », aux nombreux *Te Deum* chantés à la cathédrale sur l'initiative de l'évêque de Lorry : 21 février 1790 à l'installation de la nouvelle municipalité² ; 28 mai 1790 pour la formation du département, etc.³.

2. Non moins fermes dans leur attachement à la Révolution, et portés par tempérament vers les idées nouvelles, les Oratoriens d'Angers et de Saumur, débordant le cadre de leurs attributions scolaires, participent de bonne heure à l'organisation des clubs, au développement de la presse et à la vie politique.

A Angers, Bénaben, qui était, avant la Révolution, un professeur distingué, se révèle orateur passionné au club des *Amis de la Constitution*, où il tient une grande place, puis, à celui des *Amis de la Liberté et de l'Égalité*, dont il devient le président en octobre 1792⁴. Son collègue Mévolhon, professeur de rhétorique, « ami passionné de la liberté »⁵ et collaborateur des *Affiches*, prête, comme lui, en janvier 1791, le serment constitutionnel. En 1793, il deviendra l'auteur du *Calendrier du peuple franc, pour servir à l'instruction publique*, puis se compromettra dans le mouvement fédéraliste de la province⁶.

A Saumur, Villier, oratorien d'hier, repris par la vie civile, auteur du *Nouveau plan d'éducation*, qui sera analysé plus loin, est entraîné de bonne heure et à fond, par le mouvement révolutionnaire⁷. De même, Servan Duvivier, supérieur de la Communauté, devient membre du Comité permanent de la ville (septembre 1789), de la municipalité (novembre 1790), prend une part active à l'élection de l'évêque Hugues Pelletier (février 1791) avant d'être lui-même évêque constitutionnel de Luçon (fin 1791)⁸.

¹ Composée de MM. Guillier de la Touche, doyen des facultés de droit ; Robin, doyen de la faculté de théologie ; Pantin, doyen de la faculté de médecine ; Gasnault, citoyen de celle des arts. (A. D., D 5, n° 84.)

² *Aff. d'Angers*, 21 février 1790.

³ A. D., D 5, f° 83 (15 mai 1790).

⁴ PORT, D., t. I, p. 302.

⁵ *Ibid.*, t. II, p. 669.

⁶ Adresse du 30 mai 1793, pour protester contre la Montagne. (B. A., H 2029, n° 9. Angers, Mame, 1793, 6 p., in-4°.)

⁷ PORT, D., t. II, p. 669.

⁸ En 1789, l'un des huit électeurs saumurois délégués à l'assemblée générale d'Angers, membre du Conseil permanent de Saumur, juillet 1789 ; de la municipalité, janvier 1790 ; l'un des huit membres du directoire du département, juin 1790 ; puis, procureur général syndic, 1792 ; vice-président du département, 1793 ; et président le 7 octobre 1793 du nouveau directoire nommé par les représentants du peuple, Hentz et Francastel, etc. (PORT, D., t. III, p. 737, c. 2.)

⁹ DESMÉ, *ouv. cité*, pp. 51, 92, 107.

Lorsque le Père Roy, de l'Oratoire d'Angers, présenta, le 18 mai 1790¹ ses confrères à l'Assemblée du département et rappela que, depuis 1624, l'éducation de la jeunesse de la ville était « commise à leurs soins », il invoqua le jugement de Bossuet sur l'esprit libéral de la Congrégation et ajouta, non sans raison : « Notre hommage respectueux est un hommage pur, vrai, sincère, le plus cordialement civique ; hommage que nous n'hésitons pas de nommer hommage de famille, puisque, depuis près de deux siècles, s'il est permis de m'exprimer ainsi, nous sommes enfants de la nouvelle Constitution². »

3. Enfin, les modestes éducateurs du peuple eux-mêmes se sentirent à leur tour, entraînés par le même esprit de civisme. Venue, l'une des dernières, protester de son zèle auprès des électeurs du département, le 25 mai 1790, « la maison des Écoles chrétiennes » sut faire entendre un langage dont la modestie n'était pas sans dignité : « Dévoués par état à la première éducation de la jeunesse » et, « quel que soit désormais leur sort », les Frères des Écoles chrétiennes « continueront à se rendre utiles, à donner les premiers éléments des connaissances nécessaires aux enfants des artisans et des pauvres, persuadés... que quel que soit le plan d'éducation qu'adopte l'auguste assemblée nationale, il faudra toujours des instituteurs pour en poser les fondements³ ». Ces maîtres qui, jusque-là avaient enseigné sous le régime du despotisme et l'omnipotence de l'Église, juraient « fidélité à la Constitution, à la loi et au roi » et attestaient la nécessité d'une éducation nationale, destinée à former des citoyens pour une ère de liberté.

Ainsi, aux divers degrés de l'organisation scolaire, les événements révolutionnaires ont arraché les maîtres aux préoccupations purement professionnelles, dans lesquelles ils s'étaient confinés jusque-là, pour les mêler, dans les assemblées, dans les clubs, dans la presse, au mouvement politique et social.

II. — Les élèves

Plus puissante encore, était l'empreinte exercée par les événements politiques sur l'esprit particulièrement impressionnable de la jeunesse universitaire.

¹ *Aff.*, n° 42, 25 mai 1790, pp. 194, 195. Voir, sur ce point, le récit tendancieux de BOUGLER, *Mouv. prov.*, t. II, pp. 72-78.

² A rapprocher de l'hommage rendu par l'Assemblée Constituante à la congrégation (21 mai 1790). Celle-ci demande à prêter le serment civique, décret à ce sujet du 9 juillet 1790 ; députation de l'Oratoire admise à la barre, 10 juillet 1790.

³ *Proc.-verbal de l'Assemblée des électeurs du dép.* Angers, Pavie, 1792, pp. 143-150. (B. A., H 2033, n° 1.)

1. Les premiers événements qui exercèrent sur elle une commotion profonde, furent les troubles de Bretagne (1788), qui se rattachent à « la rébellion nobiliaire dont l'aristocratie judiciaire prend la direction »¹, événements qui avaient été favorisés, dans cette province, « par la faiblesse ou la complicité »² des agents du pouvoir royal. La suspension des États, motivée par l'attitude menaçante de la noblesse, les excitations de celle-ci contre les étudiants de l'Université qui avaient pris parti pour le Tiers, furent suivies de rixes à main armée. Les 26 et 27 janvier 1789, le sang avait coulé dans les rues de Rennes et la jeunesse nantaise, qui s'était portée au secours de celle de Rennes, avait, en même temps, adressé un appel pressant à celle des villes voisines.

Alors, se produisit, à Angers, où les événements de Bretagne avaient été révélés par les numéros de la *Sentinelle* de Volney (10 novembre, 25 décembre 1788)³, une effervescence étrange, qui gagna successivement les étudiants en droit, ceux de médecine, puis les membres de la bazoche, enfin la jeunesse angevine tout entière.

Le 2 février au matin, Jubin, « l'un des héros de la jeunesse angevine »⁴, lieutenant du prévôt, greffier des étudiants en droit, réunit ses condisciples dans la grande salle de la Faculté et, dans une harangue passionnée, fait le récit des scènes sanglantes survenues à Rennes. Séance tenante, l'Assemblée rédige une déclaration dans laquelle elle proclame la légalité des réunions des étudiants en droit et de la jeunesse bretonne, tenues à Rennes, Nantes et Saint-Malo, proteste contre « l'assassinat commis à Rennes à l'instigation de quelques membres de la noblesse », arrête « qu'à l'exemple de la jeunesse de Rennes, elle se réunira toutes les fois que les affaires publiques l'exigeront », s'engage, « si besoin est, » à partager les « périls auxquels les citoyens bretons peuvent être exposés » et déclare « à jamais couverts d'infamie ceux des siens qui auraient la bassesse de se soustraire... à la défense de leurs compatriotes. » Cette délibération, revêtue de 25 signatures, dont plusieurs appartenaient à la noblesse titrée, devait être imprimée et adressée dans toutes les provinces. Sur le champ, l'Assemblée députait son prévôt à celle des jeunes gens de Bretagne, « pour l'informer de ses sentiments et de ses intentions »⁵.

Le même jour, 23 étudiants de la faculté de médecine, assemblés dans la grande salle de leur école⁶, le lendemain, 25 membres de la bazoche angevine⁷, réunis dans la salle d'audience de la police, les premiers avec

¹ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 28.

² *Ibid.*, p. 32.

³ Léon SÉCHÉ, *Volney*, pp. 41-56.

⁴ PORT, *D.*, t. II, p. 421.

⁵ B. A., H 2031, n° 10 ; Ang., 1789, 7 p. ; — BOUGLER, *Mouvement provinc.*, t. I, pp. 106-109.

⁶ BOUGLER, pp. 110, 111.

⁷ B. A., H 2031, n° 11, 7 p. — BOUGLER, pp. 113-115.

plus d'emphase dans l'expression, les seconds avec plus de fermeté dans la pensée, rédigèrent des déclarations analogues à celle des étudiants en droit.

Spontanément, à l'initiative des étudiants, la jeunesse angevine répondit avec enthousiasme. Une assemblée tenue le 3 au soir, dans la grande salle du palais, réunit « plus de 300 jeunes gens », au dire du procès-verbal de la bazoche, 160 au moins, d'après le nombre des signatures et, dans une adresse datée du lendemain, tous ces jeunes citoyens « arrêtent unanimement qu'en qualité d'hommes et de citoyens, ils sont et seront toujours prêts à voler au secours de leurs frères injustement opprimés, sans s'écarter du respect aux lois et de la fidélité qu'ils jurent à leur prince ¹ ».

Cette frénésie gagnant tous les esprits, l'on vit cette chose étrange : les femmes elles-mêmes, « mères, sœurs, épouses, amantes des jeunes citoyens de la ville d'Angers », assemblées « extraordinairement » et, « lecture faite des arrêtés de tous messieurs de la jeunesse, » déclarer, « qu'en cas de départ de tous les ordres de citoyens réunis pour la cause commune, » elles étaient résolues à partir à leur tour, « préférant la gloire de partager leurs dangers à la sécurité d'une honteuse inaction ² ».

Tels sont ces arrêtés et protestations qui furent condamnés par le Parlement de Paris (6 mars 1789), à être brûlés, en même temps que plusieurs brochures de Volney sur le même sujet et les cinq numéros de la *Sentinelles du Peuple*. ³

2. C'est le même état d'esprit qui se manifeste à la fin de l'année avec la fédération de Pontivy. Un mois avant que les délégués des municipalités bretonnes et angevines, sur l'initiative de celle de Quimper, et à propos des incidents de Lannion ⁴, ne se soient juré à Pontivy, sur l'autel de la patrie, un mutuel appui, la jeunesse de ces deux provinces s'était rassemblée dans le même lieu, le 18 janvier 1790. L'objet de cette fédération était de « renouveler le pacte d'union » scellé à Rennes en février 1789, jurer de nouveau fidélité à la Révolution, adresser un salut fraternel « aux patriotes armés » de Montélimart, organiser un bureau de correspondance destiné à maintenir entre eux un lien permanent, et « ne reconnaître, malgré la nouvelle division des provinces nécessaire à l'administration du royaume, qu'une immense famille de frères » ⁵.

¹ B. A., H 2034, n° 12, *Arrêté des jeunes citoyens de la ville d'Angers*, 4 février 1789, S 1. BOUGLER, t. I, pp. 116-118.

² BOUGLER, t. I, p. 120. B. A., H 2067 (déclaration attribuée à Joseph Delaunay).

³ Gustave ROUANET, *Les premiers leaders parlementaires en France*. (An. Rév., 1916, p. 487, note.)

⁴ L. DUBREUIL, *L'idée régionaliste sous la Révolution*. (Ibid., 1918, p. 499.)

⁵ *Procès-verbal des séances tenues par les jeunes citoyens de Bretagne et d'Anjou extraordinairement assemblés en la ville de Pontivy, le 15 janvier 1790*. (B. A., H 2032, n° 7, *l'Observateur provincial*, 2^e partie, n° 3, janvier 1790, p. 19. Pacte d'union, serment, etc.)

3. Cet état d'exaltation se trouve entretenu au cours de l'année 1790, si riche en réformes, par les événements dont la ville d'Angers est le théâtre. Ainsi, en mai 1790, lors de la formation du département, les délégations d'étudiants à la barre de l'Assemblée, celle de droit d'abord, par la bouche de son prévôt Jubin¹, celle de médecine ensuite² (27 mars 1790), font entendre des protestations grandiloquentes, mais sincères, qui révèlent l'atmosphère de fièvre dans laquelle vivait alors toute cette jeunesse universitaire.

Les élèves des écoles, comme leurs aînés, participent à ces manifestations, et lorsque le Père Roy de l'Oratoire et le Frère Placide, directeur de la *Rossignolerie*, harangent l'Assemblée du département, c'est en présence d'une délégation de leurs élèves. Après les maîtres, les disciples prennent à leur tour la parole³. Ces discours d'adolescents, ayant quitté le calme des études pour la fièvre des assemblées électorales, témoignent de la répercussion profonde des événements du jour sur la vie scolaire.

4. Du reste, la vie politique elle-même allait parfois jusqu'à forcer la porte des établissements scolaires les plus reculés : témoin, au cours de l'étrange chevauchée du club ambulant des Mauges, la présence inattendue des patriotes au collège de Beaupréau (mars 1792), leur entrée dans la cour aux accents de l'air nouveau : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille...*, la harangue de La Révellière-Lépeaux aux écoliers rangés sur la terrasse, « aussi satisfaits pour la plupart que leurs instituteurs le paraissaient peu », le cri répété « avec enthousiasme », par la majeure partie des élèves, de « Vive la Liberté », le défilé autour de la terrasse et la bannière tricolore inclinée successivement sur la tête de tous les élèves⁴.

5. Enfin, il faut reconnaître que les spectacles de la rue, par leur nouveauté, étaient, pour les élèves, d'un puissant intérêt : c'était, tour à tour, à Angers en particulier, la fête anniversaire de la prise de la Bastille et la réception solennelle de la bannière du département, 29 juillet 1790⁵ ;

¹ Après avoir rappelé le rôle joué par les étudiants en droit lors des premiers troubles de Bretagne... Jubin s'applaudit de voir enfin « ces codes immenses qui montrent partout les droits de l'homme méconnus », céder la place à « des lois dictées par la raison » ; tous jurent « obéissance à la Constitution qu'ils maintiendront de tout leur pouvoir ; obéissance à la loi qu'ils ne cesseront de méditer, obéissance au monarque restaurateur des lois et de la liberté ». (*Aff.*, n° 44, 1^{er} juin 1790, pp. 203, 204.)

² « Nous avons brisé nos chaînes, nous ne les reprendrons pas, etc. » (*Aff.*, 1^{er} juin 1790.)

³ Discours prononcé par un élève de rhétorique, M. Laporte, « organe d'une jeunesse qui, au milieu de ses travaux se sent enflammée du civisme le plus ardent ». Il vient, « au nom de ses frères, enfants communs de la patrie », présenter « la vive expression de leur cœur », bénir « les hommes immortels auxquels ils doivent de vivre sous un ciel épuré par la liberté » ; jurer « de défendre la Constitution et chanter les louanges du roi bienfaisant restaurateur de la liberté française, etc. » (*Aff.*, 1790, p. 198.)

⁴ *Rapport du voyage des Commissaires de la Soc. des Amis de la Constitution d'Angers, au club ambulant des Mauges*, 1^{er} avril, an IV de la Liberté, par L.-M. La Révellière-Lépeaux. (B. A., H 2029, n° 12, pp. 6-8.)

⁵ Voir *And.*, 1905, 3^e sér. *Les fêtes civiques à Angers pendant la Révolution*, pp. 14-18. — BLONDIER, t. II, pp. 333-335, pièces justificatives, n° 6. Arrêté signé De Houlières, maire ; La Rével-

la fête anniversaire du 15 juillet 1791 ; la plantation en grande pompe de l'arbre de la liberté, 1^{er} juillet 1792 ; la proclamation, sur toutes les places publiques, le 12 août, du décret de suspension de Louis XVI, et en septembre, de l'établissement de la République ; puis le défilé dans les rues de la ville, d'un long cortège avec emblèmes patriotiques à la fête funèbre en l'honneur de Beaurepaire (21 octobre 1792), etc.¹.

Premières fêtes civiques, échos des préoccupations politiques des clubs, participation aux cérémonies d'installation des nouveaux corps administratifs et aux mouvements politiques eux-mêmes : tels étaient les véritables éléments de la formation intellectuelle et civique de la jeunesse scolaire de l'époque.

III. — *Les études*

On a vu plus haut ce qu'a été la désagrégation progressive des institutions scolaires à tous les degrés : vie précaire causée par l'amoindrissement des ressources dès 1790, vides produits dans le personnel enseignant par l'obligation du serment au début de 1791 et par la suppression des corporations enseignantes (18 août 1792), enfin destruction totale, consécutive à la guerre civile, qui disperse les maîtres et les élèves (mars 1793). On vient de voir, d'autre part, comment, pendant ces trois années de vie scolaire ralentie (1789-1792), l'attention des maîtres et des élèves est détournée des livres et captée par les événements qui se succèdent avec une rapidité déconcertante pour les esprits. On imagine sans peine ce qu'allait devenir, dans cet état de choses, la marche des études.

1. A l'Université, en fait, rien ne paraît changé jusqu'en 1791. En 1789, l'année scolaire s'achève sans à-coup et sans changement notable dans le nombre et la nature des diplômes délivrés : 30 licences ; 42 baccalauréats en droit ; 2 doctorats ; 2 licences ; 4 baccalauréats en médecine ; 64 diplômes de maîtres ès arts². En fait aussi, la rentrée de l'année scolaire 1789-1790 a lieu encore comme par le passé, avec le cérémonial accoutumé et sans rien de nouveau dans les discours d'usage³. A la faculté de médecine,

lière, procureur de la commune, sur la fête de l'arrivée de la bannière à Angers. — *Aff.*, n° 61, 31 juillet 1790, pp. 287, 288. Compte rendu de l'arrivée de la bannière, n° 62, mercredi 3 août 1790, pp. 290, 291 ; et n° 63, 7 août 1790, p. 294 (discours).

¹ Ordre de la fête qui sera célébrée en l'honneur de Joseph Beaurepaire... le dimanche 14 octobre de l'an I de la Rép. ; (BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, pp. 349-353).

² A. D., D 5, f°s 77-80.

³ Mardi, 17 novembre : discours latin par Letellier, docteur en droit, sur la *Nécessité d'unir l'étude des belles-lettres à celle de la jurisprudence* ; discours de l'abbé Bernier à la faculté de théologie, sur *Les demi-connaissances considérées du côté de la société et de la religion* ; jeudi 19, à la faculté de médecine, par Caudin du Plessis : *Nouvel hommage aux beaux-arts*. (F. UZUREAU, *Les dernières rentrées* ; B. A., SH 4469 a.)

la répartition des matières entre les professeurs se fait comme précédemment, par la voie du scrutin (17 août 1789) et, à la fin de l'année scolaire, la faculté délivre un nombre de diplômes supérieur à celui de l'année précédente : 7 baccalauréats, 8 licences, 7 doctorats ¹.

Mais, à partir de 1791, les premiers vides commencent, et si ceux qui se produisent en cours d'année scolaire, parmi les professeurs en droit et en médecine, sont facilement comblés, la faculté de théologie, par contre, ferme ses portes le 30 mars.

D'autre part, le nombre des étudiants qui, en 1789, était d'une trentaine en droit, autant en médecine, si l'on en juge par le nombre des signatures qui figurent sur les arrêtés pris par eux au moment des affaires de Bretagne, paraît s'être à peine maintenu dans les années qui suivent. Les registres incomplets, conservés aux Archives du département, ne nous fournissent aucun renseignement précis sur ce point. En 1791 et 1792, il y eut encore des examens en droit et en médecine. En 1792, 8 candidats affrontent les examens de médecine et l'on compte 7 thèses en licence, 8 doctorats, 6 thèses de baccalauréat ².

Là se borne la statistique des examens, au moment de la disparition de l'antique institution, car rien ne permet d'affirmer que « l'école de droit », ouverte par les professeurs à titre individuel, à la rentrée de 1792, ait existé en fait.

2. Si la sécheresse de ces chiffres n'atteste qu'une vitalité diminuée, il est équitable cependant de faire ressortir les initiatives prises par la faculté de droit, dès 1790, pour renouveler ses études et ses méthodes.

a) Tout d'abord, sous l'inspiration du doyen Guillier de la Touche, les professeurs, devançant de plus d'une année le décret que l'Assemblée nationale ³ devait rendre à ce sujet, prennent, pour base de leurs instructions, la *Déclaration des Droits de l'Homme et les décrets constitutionnels* et « font soutenir des thèses de droit civil et même de droit ecclésiastique dont les positions sont extraites de leurs principes » ⁴.

Cette innovation ne passa pas d'ailleurs inaperçue. Les exercices sont soutenus solennellement en présence des corps constitués ⁵ ; hommage en est fait à l'Assemblée nationale.

Voici en quels termes la *correspondance de MM. les députés de l'Anjou, avec leurs commettants* en rendait compte, à la date du 1^{er} juillet 1790 :

« La députation de Maine-et-Loire a annoncé à l'Assemblée que les

¹ A. D., D 27, 1790.)

² A. D., D 27. *Faculté de médecine. Examens (1792).*

³ Décret du 26 septembre 1790 qui ordonne, qu'à compter du mois d'octobre suivant, toutes les facultés de droit seront tenues d'enseigner aux jeunes étudiants la Constitution française. (GUILLAUME, *Proc.-verb. Législ.*, Introd., p. XIII.)

⁴ DE LENS, *ouv. cité*, pp. 179-248.

⁵ *Aff.*, n° 62, 3 août 1790, p. 286 ; A. M., *Reg. délib.*, s. 29 juillet 1790.

professeurs en droit de l'Université n'avaient pas cru pouvoir remplir plus dignement les fonctions dont ils sont chargés pour l'enseignement public, qu'en prenant pour bases de leurs instructions la déclaration des Droits de l'Homme et les décrets constitutionnels. Il a été soutenu dans cette Université et sous la présidence de M. Guillier de la Touche, une thèse de droit civil dont les positions sont généralement extraites des principes sur lesquels la Constitution française est établie. On a ajouté que la nombreuse jeunesse qui suit ses leçons avait montré autant d'ardeur pour cette étude qu'elle avait fait paraître de courage, les armes à la main, pour soutenir la Constitution et le respect dû aux lois, qu'elle faisait hommage à l'Assemblée du premier exercice public soutenu en France depuis la Révolution sur la Déclaration des Droits de l'Homme-citoyen et sur les décrets de l'Assemblée nationale. On a lu l'adresse qui accompagnait cet envoi. L'Assemblée a paru extrêmement satisfaite du zèle et de la démarche de la jeunesse angevine : elle a décidé que la thèse ainsi que l'adresse seraient déposées dans les Archives nationales et qu'il en serait fait mention honorable dans le procès-verbal¹. »

Mais, et c'était là une contradiction, cette thèse sur le droit nouveau était encore écrite, suivant la tradition, en latin. Celui-ci, selon l'expression de M. F. Brunot « tenait toujours bon »², et le journal *les Affiches* qui, à diverses reprises en entretenait longuement ses lecteurs, dut en traduire plusieurs passages « pour leur faire plaisir », en particulier les articles 7 et 8, d'où est extraite cette définition de ce qui est *saint* et *sacré* :

« On appelle saint ou sacré ce qui est déclaré inviolable et à l'abri de toute entreprise de la part des hommes, sous la garantie de la Nation. Ce qui est saint ou sacré n'est au pouvoir de personne. De là l'inviolabilité des représentants de la nation, des lois, du roi ; faire une violence aux représentants du peuple, s'élever contre l'autorité de la loi, faire outrage à la personne du roi, est une action scélérate, un crime expiatoire voué à l'exécration *nefas*. »

« De là le serment civique des Français, d'être fidèles à la Nation, à la loi et au roi et de maintenir de tout leur pouvoir la constitution de l'empire³. »

b) La fin de l'année scolaire devait voir d'ailleurs une seconde initiative qui n'eut pas moins de retentissement que la première : ce fut, le 22 septembre 1790, l'adresse à l'Assemblée nationale, présentée par La Révellière-Lépeaux, au nom des étudiants et de quelques-uns des docteurs, pour demander la substitution, dans les cours, du français au latin.

Voici encore en quels termes *la Correspondance*, un mois après avoir

¹ *Corresp.*, etc., t. V, pp. 498-499 (jeudi 1^{er} juillet 1790).

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 123.

³ *Aff.*, 3 août 1790.

relaté la première initiative de la faculté concernant les nouvelles matières d'enseignement, rendait compte de cette seconde initiative sur la substitution du français au latin dans les études :

« M. La Réveillère-Lépeaux a donné lecture d'une pétition des professeurs et étudiants en droit d'Angers, qui, après avoir manifesté leur attachement aux principes des nouvelles lois, demandent que, dès la rentrée prochaine des écoles, on enseigne en français dans chacune de toutes ses chaires, afin que le texte et le sens précis des lois nouvelles ne puissent être altérés. Les sentiments exprimés par cette adresse ont été accueillis, et elle a été renvoyée au Comité d'instruction ¹. »

Cette initiative qui, il est vrai, n'était pas isolée à cette époque ², fut cependant désavouée peu après (19 novembre 1790), sous l'inspiration de Gastineau, par le corps de la faculté ³.

Jusqu'à la fin de 1792, le latin conserva sa place privilégiée. Seul le bonnet phrygien remplaça, en 1792, dans les thèses imprimées, l'effigie de saint Luc, qui figurait sur le cachet de l'Université (thèse de doctorat en médecine de Léonard Gravellat, 24 juillet 1792 ; thèse de licence de Jean Baillergeau, 2 août 1792). (Angers, Mame, 1792 ⁴.)

3. Sur ce que furent les études dans les collèges pendant ces trois années (1789-1792), aucun document ne permet une réponse précise. Il ne reste de cette époque que les discours, palmarès et exercices publics, qui continuaient, comme par le passé, à clôturer l'année scolaire.

Il convient sans doute de ne pas exagérer « ces manifestations anodines des jours de séance publique » ⁵ ; néanmoins, il est significatif de souligner l'intérêt croissant de ces cérémonies universitaires.

En 1789, année où la distribution des prix est célébrée en présence du Comité permanent de la milice angevine, « avec une solennité et une pompe dont on ne se rappelait pas depuis longtemps avoir été témoin », les allusions politiques sont déjà transparentes et *les Affiches* soulignent « l'art singulier avec lequel l'orateur a su [à propos du sublime] se rapprocher sans digression de tout ce qui peut exciter dans les circonstances le plus vif intérêt ⁶ ».

Mais l'année suivante (1790), le discours de Mévolhon sur le poème épique ⁷ n'est plus qu'un prétexte à des considérations d'ordre politique, et « on admire surtout, d'après *les Affiches*, l'art avec lequel l'éloge de la

¹ *Corresp.*, t. VI, pp. 455, 456 (22 septembre 1790).

² A l'Université de Paris, en 1790, les élèves de philosophie « pétitionnaient encore pour obtenir des cours en français. » (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 123.)

³ DE LENS, *Univ.*, pp. 254-255 ; *L'Observateur provincial*, 5^e part., n^{os} 9 et 10, p. 34.

⁴ *Documents particuliers*.

⁵ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 123.

⁶ F. UZUREAU, *Exercices publics, etc.*, p. 13. (B. A., SH 4814 a.)

⁷ B. A., H 3084, n^o 20.

Révolution s'est trouvé placé dans sa bouche¹. » En outre, l'exercice public donné par les élèves, porte sur la physique², « science toute nouvelle, qui intéresse de trop près le bonheur des hommes pour que le législateur n'en fasse pas un des principaux objets des études publiques³ ».

Enfin, en 1791, le discours d'usage prend un caractère nettement révolutionnaire. Au lieu d'un sujet classique, Mévolhon prend pour thème *l'Influence de la Révolution sur la langue et sur la littérature françaises*⁴.

« Tableau fidèle des mœurs et des opinions », la langue change de caractère à chaque révolution. Le vocabulaire qui désignait les institutions supprimées fera place « au langage de la liberté » et l'orthographe gothique sera remplacée par celle qui consiste « à écrire les mots tels qu'on les prononce ». Parmi les genres littéraires, plusieurs négligés jusque-là passeront au premier plan : l'ode, devenue, non plus « l'hymne des tyrans », mais « le cantique de la liberté » ; l'histoire, « trop longtemps avilie par le despotisme » et qui, chez un peuple libre et paisible, sera faite « de la vie administrative », « des découvertes et des progrès dans les arts et les sciences » ; l'éloquence enfin « qui est fille de la liberté » et « qui ne peut fleurir que dans un gouvernement populaire⁵ ».

Telle était cette échappée sur l'avenir littéraire, suivie d'une polémique dans les journaux du temps⁶ et qui met en lumière, avec les tendances bien connues des Oratoriens, l'effort fait alors par cette congrégation pour adapter son enseignement aux nouveaux besoins intellectuels.

4. D'autre part, si l'on en juge par les annonces-réclames des autres collèges de la province, réclames qui continuent à paraître comme par le passé dans *les Affiches*, ces établissements poursuivent la tentative de rénovation qu'ils avaient commencée avant 1789.

En ce qui concerne la nature des études, on continue sans doute encore, comme par le passé, à enseigner d'abord « les humanités jusqu'à la rhétorique inclusivement » (Beaupréau, octobre 1790)⁷ ; « le latin jusqu'à la rhétorique » (Baugé, décembre 1790)⁸ ; les études « classiques » (Beaufort, octobre 1790)⁹ et on considère toujours « la religion et les mœurs » comme seules capables « d'assurer le bonheur du citoyen et de la société »

¹ F. UZUREAU, *op. cit.*, p. 21.

² *Exercice de physique théorique et expérimentale dédié à MM. les Administrateurs du dép. de M.-et-L.*, par Léonard-Auguste Thorel d'Angers, *ecolier de physique dans l'église de l'Oratoire*, les 20 et 21 juillet 1790, à 3 heures précises. Ang., Mame, 1790, 10 p. in-4°. (B. A., H 3084, n° 28.)

³ F. UZUREAU, *op. cit.*, p. 18.

⁴ B. A., H 3804, n° 21, 15 p. in-4°, Mame, 1791. Voir le mss. in-4° 64 (coll. T. Grille).

⁵ Voir F. UZUREAU, *Anciens collèges de la province d'Anjou*, 1901, p. 25 et suiv. (Cité par BRUNOT, *H. de la langue française*, t. IX, p. 124, note.)

⁶ Voir sur la polémique causée par le discours : *le Creuset*, nos 15 et 18 (art. de Milscent de Mussé) ; *Aff.*, 3 septembre 1791, réplique de Mévolhon.

⁷ *Aff.*, 19 octobre 1790.

⁸ *Ibid.*, 25 décembre 1790.

⁹ *Ibid.*, 5 octobre 1790.

(Beaupréau)¹. Cependant, un esprit nouveau se fait jour. Après avoir énuméré les matières d'enseignement qui prennent place dans le programme, « la lecture, l'écriture, l'orthographe, la grammaire française, l'histoire, la géographie, l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, l'arpentage, le dessin, la tenue des livres », le prospectus de Beaupréau, déjà cité (19 octobre 1790), prouve, qu'à cette époque, les enseignements « nouveaux » ne sont plus considérés comme des accessoires, mais comme une partie intégrante de l'éducation. « Les parents qui ne destineraient pas leurs enfants au latin, et qui voudraient les appliquer seulement à tous ou à plusieurs de ces objets de leur choix, n'en paieront pas les leçons séparément de la pension ; *on les enseignera aux mêmes conditions que le latin*, parce qu'on ne prend pas un enfant pour le nourrir, mais pour l'instruire². » Et c'est Beaupréau qui parle ainsi.

Comme les études, la discipline a changé de caractère. La férule prodiguée si généreusement au collège de Doué, en 1760, par le père Liger, semble avoir disparu et le prêtre Houdet, principal du collège de Baugé en 1790, déclare : « Les punitions corporelles sont interdites. Les arrêts, la privation de ce qui fait ordinairement plaisir aux jeunes gens, sont les peines qu'on leur inflige³. »

Pour la première fois enfin on semble se préoccuper des questions de méthode, de la progression dans les études et de l'adaptation au niveau de l'enfant. Et c'est encore de Beaupréau que nous vient cette nouveauté : « On n'observera de n'enseigner que successivement les sciences qui ont un enchaînement progressif, et pour joindre ensemble les connaissances étrangères les unes aux autres, on consultera la capacité du sujet ; on ne donnera pas plus d'objet à l'écolier qu'il n'en peut apprendre, parce qu'un élève qui apprend tout à la fois ne sait jamais rien. » (19 octobre 1790⁴.)

5. Le chemin parcouru par les idées en matière d'éducation se retrouve encore dans les annonces du temps qui concernent les petites écoles. Pour retenir l'attention des familles, les maîtres particuliers, qui enseignent en ville, continuent à étendre le modeste programme des écoles de charité. Ils proposent des connaissances dont il n'avait pas été question jusque-là et qui sont désormais nécessaires à tous les citoyens. Dumoulin, rue de la Poissonnerie, déclare « exercer journellement l'art essentiel de la lecture, de manière à faire acquérir cette facilité de s'exprimer... indispensable aujourd'hui à chaque citoyen » (1790-1791)⁵ ; Guillon-

¹ *Aff.*, 19 octobre 1790.

² *Ibid.*

³ *Aff.*, 25 décembre 1790.

⁴ *Aff.*, 19 octobre 1790. Voir la publication de M. Uzureau, déjà citée plus haut : *L'Enseignement second. en Anjou*, etc. (*Mém. Soc. d'agr.*, 1902, p. 120.)

⁵ *Aff.*, 19 octobre 1790, 4 janvier 1791.

neau fils, rue Valdemaine, propose « d'instruire les enfants dans les principes de la Constitution française qui doit former des hommes libres et de bons citoyens » (1791).¹

Pour les filles, M^{me} Finetti, rue des Deux-Haies, donne une note semblable : « enseigner les principes d'une saine morale, inspirer le goût du travail, et tout ce qui est nécessaire à une éducation complète » (1792).²

Et ce souci nouveau de l'éducation morale et civique, ce soin particulier apporté à la lecture et à la diction, allaient de pair avec les arts d'agrément qui, comme avant 1789, continuent à se répandre dans le public : danse au gré des familles³ musique vocale, violon et guitare⁴ dessin et peinture⁵.

Ainsi, dans l'attente d'un nouveau plan d'éducation nationale, la vie scolaire évolue avec les événements politiques. Les maîtres ne limitent plus leur action aux murs de la classe et prennent une part active à la vie civique dans les assemblées, dans la presse et dans les clubs. Les élèves, spontanément ou à la suite de leurs maîtres, participent aux manifestations patriotiques des premières années de la Révolution. Les études elles-mêmes se modifient : la Constitution est enseignée à la faculté, la langue et la littérature françaises, les sciences utiles prennent le pas sur le latin dans les collèges, quoique celui-ci reste maître jusqu'au bout à l'Université ; enfin, le trop médiocre programme des écoles de charité commence à s'effacer devant une conception un peu moins rudimentaire de l'instruction du peuple.

Mais ce n'étaient là que tentatives vaines pour rénover des institutions périmées. Intimement liées à un état de choses qui se désagrège, elles devaient se désagréger à leur tour et disparaître avec lui.

¹ *Aff.*, 12 octobre 1791.

² *Ibid.*, 8 septembre 1792, n° 109.

³ M^{me} Le Clair. (*Ibid.*, 30 octobre 1790.)

⁴ M^{me} Finetti. (*Ibid.*, 28 septembre et 16 novembre 1790.)

⁵ Chollet, r. Toussaint (*Ibid.*, 20 mars 1790 et 19 août 1791) ; Carpentier, fg Saint-Michel (*Ibid.*, 16 juillet 1791) ; Castro, place Citoyenne, ci-devant Cupif (*Ibid.*, 19 novembre 1791), etc.

CHAPITRE III

Recherches sur un nouveau plan de reconstruction scolaire (1789-1792)

On sait ¹ que l'Assemblée Constituante n'a laissé « ni une œuvre, ni une loi » en matière d'enseignement, se bornant à deux reprises (13 octobre 1790 et 26 septembre 1791), à décréter le maintien « provisoire » ² de l'ancienne organisation des études. On sait aussi qu'après elle, la Législative, qui cependant avait créé un Comité d'Instruction publique (14 octobre 1791) ³, n'aborda jamais en séance, au cours de ses douze mois d'existence, la réforme scolaire.

Et cependant, ces deux Assemblées furent loin de se désintéresser de la question. A un ordre de choses nouveau, il fallait, en effet, une éducation nouvelle. En substituant au régime de droit divin celui de la souveraineté nationale, la Révolution avait proclamé par là même la nécessité d'instruire tous les citoyens. Aussi le principe de cette « instruction publique » est-il consacré dans la Constitution de 1791. « Il sera créé et organisé une instruction publique, commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes, et dont les établissements seront distribués graduellement dans un rapport combiné avec la division du royaume ⁴. »

L'idée n'était pas nouvelle. La nécessité d'une instruction publique était vivement sentie de tous. C'était là comme « un dogme » ⁵, admis sans discussion et si des besoins plus pressants lui ont fait une place réduite dans les *Cahiers*, par contre, la recherche d'un nouveau plan d'éducation nationale a fait l'objet d'une foule d'études particulières, quelques-unes

¹ LIARD, *ouv. cité*, t. I, p. 119.

² GUILLAUME, *Proc. verb. Législat. Introd.*, p. XIII.

³ *Ibid.* pp. XVII-XVIII.

⁴ *Extrait de la Constitution*, 3-14 septembre 1791. (GRÉARD, *Législation*, t. I, p. 9.)

⁵ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 92.

antérieures, la plupart postérieures à 1789. Aux travaux de la Constituante se rattache le plan d'ensemble de Talleyrand ¹ (19 septembre 1791) ; à ceux de la Législative, le plan de Condorcet ², « auquel se reportent encore aujourd'hui tous ceux qui ont, de l'éducation démocratique, de son rôle, de son organisation nécessaire, une idée conforme aux traditions républicaines ».³

L'Anjou n'est pas resté étranger à ces recherches préliminaires qui passionnaient l'opinion et il s'y est trouvé en 1789 trois auteurs : un théoricien, Villier ; un pédagogue, B... (Bénaben) ; un amateur averti des choses de l'éducation, Raymond de Varennes, pour exposer leurs vues sur ce sujet dans des ouvrages qui méritent de retenir l'attention.

I. — *Nouveau plan d'éducation... (Villier)*

Le premier en date de ces trois ouvrages est le *Nouveau plan d'éducation* ⁴ édité par Mame, à Angers, en 1789, que l'auteur Villier, ancien oratorien de Saumur dédie à l'Assemblée nationale et que les *Affiches* présentent longuement à leurs lecteurs ⁵. C'est un ouvrage théorique qui figure en bonne place sur la liste dressée par Camus des divers projets présentés à l'Assemblée ⁶ et qui mérite d'être rapproché des autres travaux de cette nature, parus à la même époque.

1. Avant de faire connaître son plan « d'une éducation publique vraiment nationale », Villier ⁷, ancien Oratorien, « éclairé par une longue

¹ HIPPEAU, *L'Inst. pub. en France pendant la Rév. Discours et rapports*, pp. 33-184.

² GUILLAUME, *ouv. cité*, p. 88. Voir aussi l'excellente étude de G. COMPAYRÉ, *Condorcet. Rapport et projet de décret sur l'organisation de l'instruction publique*. Paris, Hachette, 1883 (nouvelle édition).

³ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 102.

⁴ *Nouveau plan d'éducation et d'instruction publique, dédié à l'Assemblée nationale, dans lequel on substitue aux Universités, Séminaires et Collèges, des établissements plus raisonnables, plus utiles, plus dignes d'une grande nation, aussi propres à former des Négociants instruits, des bons marins, des militaires sur lesquels on puisse compter, que des ecclésiastiques respectables, des magistrats éclairés*, etc. Angers, Mame, 1789, in-8°, 207 p. (B. A., S 642, t. I.)

⁵ *Aff.*, 9 mars 1790.

⁶ « M. Villier, de Saumur, fit présenter à l'Assemblée nationale, à la fin de l'année 1789, un nouveau plan d'éducation et d'instruction publique (Angers, Mame ; et Paris, 1790, sans nom d'auteur, in-12 de 208 p.), dans lequel il se proposait de substituer aux Universités, Séminaires et Collèges, d'autres établissements qu'il assurait devoir être plus raisonnables, plus utiles, plus dignes d'une grande nation. Il attestait qu'il était éclairé par une longue expérience, appuyée sur des faits et des essais multipliés pendant vingt années. » (GUILLAUME, *Proc.-verb. Législ.*, t. I, *Introd.*, p. v.)

⁷ Villier (Joseph) (1744-1806) ; né à Montreuil-Bellay, entré à l'Oratoire de Saumur en 1764, professeur, puis préfet des études du collège ; marié en 1782 et président du Grenier à sel à Saumur, membre de la municipalité de Saumur (janvier 1790), puis du dép. (20 mai 1790) ; successivement pr. général syndic et administrateur en 1792 ; président du département le 6 octobre du dép. 1793 ; puis agent national du dist. d'Angers en février 1794, et de nouveau proc. général syndic (mai 1795) ; deviendra prof. d'histoire à l'Ecole centrale (23 mars 1798) et sera maintenu en fonctions jusqu'en 1804. (PORT, *D.*, t. III, pp. 737-738.)

expérience », fait une critique sans ménagements des collèges de son temps : « La grande multiplicité des collèges » suppose un personnel trop nombreux et sans préparation suffisante ; le célibat, dans lequel on retient presque tous les maîtres, leur impose un état « contraire à la nature », incompatible avec l'éducation de la jeunesse ¹. Si, en dépit des exceptions, l'ensemble des maîtres est mauvais, la méthode suivie n'est pas meilleure. Le jeune homme qui sort du collège ne possède que « des lambeaux de chaque science ² et rien à fond » ³. Si on ne lui a pas donné l'instruction appropriée « au genre de vie qu'il doit embrasser » ⁴, on ne lui a pas davantage « donné de la vertu une connaissance suffisante » ; sa nature, contrainte par les études, ignore « la liberté des mouvements, ... la formation de la volonté et du caractère » ⁵. Aussi, « pour avoir une éducation publique qui fasse honneur à la France, il faut couper la racine du mal, et supprimer sans balancer tous les collèges actuels » ⁶.

2. A cette organisation archaïque, il en oppose une autre, qui n'est pas sans originalité. A tous les établissements « mesquins », universités, séminaires et collèges, placés mal à propos dans le centre des villes, il substitue de nouveaux établissements, cinquante au plus pour tout le royaume, mais « aussi spacieux que possible », entourés « de jardins et de promenades », traversés « par une rivière ». L'installation des plus petits d'entre eux, une trentaine environ, dits de « second ordre », ne le cèdera en rien pour l'étendue à ceux de La Flèche, Pont-Levoy, Juilly et Sorèze. Dans chacun d'eux, un millier d'enfants, tous pensionnaires, de 6 à 15 ans, recevront dans des classes parallèles, de 25 à 30 élèves au plus, groupés d'après leur âge et leur degré d'intelligence, une instruction « bornée à l'enseignement des langues, de l'histoire, de la géographie, de la morale et des arts ». Les vingt autres, dits de « premier ordre » seront ouverts aux élèves de 15 à 20 ans, et comprendront, outre l'établissement ci-dessus, un second établissement destiné « soit à l'étude de la théologie, du droit et de la médecine, soit à l'art

¹ *Nouveau plan d'éducation*, pp. 16, 17.

² *Ibid.*, p. 104.

³ « Il suffit de questionner un jeune homme sortant d'un collège, on verra qu'il a appris peu de français, beaucoup moins de latin, quelques chapitres de catéchisme et quelques inutilités ; mais si ses connaissances en littérature sont peu étendues, a-t-il mieux réussi dans les sciences ? Il a appris à obscurcir la raison par le raisonnement pendant deux mois, il a disputé pendant quatre, sur des matières inintelligibles, que son professeur n'entendait pas mieux que lui, et, après avoir glissé sur la morale, science la plus nécessaire à l'homme, il a pris une légère teinture de mathématiques et de physique. Voilà pourtant ce qu'on appelle éducation ; voilà le cercle brillant que notre jeunesse parcourt pendant les dix plus précieuses années de sa vie. » (*Ibid.* p. 18.)

⁴ Pp. 109-111.

⁵ P. 20.

⁶ P. 12.

militaire, soit, dans les villes maritimes, au pilotage et au commerce »¹. Programme de réalisation facile, d'après lui, si l'on tient compte des ressources financières des « établissements actuels »²; organisation suffisante pour les besoins de l'époque : 6.000 élèves, les trois quarts, fils de citoyens aisés, et l'autre quart, enfants du peuple³. En quittant l'Oratoire pour entrer dans le siècle, Villier, on le voit, par cette parcimonie à l'égard des enfants du peuple, avait épousé les intérêts de la bourgeoisie dont il faisait désormais partie.

3. Ce qui distingue, chez Villier, les collèges de « second plan » de l'ancienne « faculté des arts », c'est d'abord le groupement des élèves dans des classes homogènes, à peine réalisé de nos jours⁴ et c'est aussi une répartition progressive des matières suivant l'âge des élèves (cycles de 6 à 9 ans et de 9 à 12 ans, correspondant aux cours actuels des écoles primaires ; cycle de 12 à 15 ans, réservé à la culture classique⁵).

Mais l'originalité de Villier réside plus encore dans une réforme interne des études, dans la nature des méthodes et dans l'esprit de l'enseignement. Un siècle avant Gréard et les instructions actuelles, Villier recommande, et presque dans les mêmes termes, les mêmes préceptes : « Peu de choses à la fois » afin que l'élève « sache bien ce qu'il apprendra »⁶; commencer toujours par les choses sensibles pour s'élever par gradation aux choses intellectuelles ; ne pas bannir complètement les livres, comme le fait Rousseau, mais, comme lui, réserver la première place « au grand livre de la nature »⁷ et faire sur ce point une place à part à l'histoire naturelle⁸ ; enfin, initier l'enfant à la vie professionnelle par la fréquentation de différents ateliers, « très propre à déceler les goûts naturels de chacun » et à « déterminer le choix de la profession »⁹.

Non moins nouvelle est la culture classique, qui commence à douze

¹ *Nouveau plan d'éducation*, pp. 28-31.

² P. 32.

³ P. 37.

⁴ Cette idée de classes « d'entraînement » a inspiré en Allemagne les classes de « surnormaux » ; en France, la sélection par en haut n'existe en réalité que dans certaines classes des lycées de Paris, pour la préparation aux grandes Ecoles ; elle est réalisée par en bas dans les écoles primaires avec les classes d'anormaux. (Loi du 30 octobre 1886. Cir., 25 novembre 1921.)

⁵ Pp. 50-72-92.

⁶ Pp. 52, 105, etc. A rapprocher de ce passage des Instructions de 1887 : « L'école primaire n'a pas pour objet de tout enseigner. L'enfant qui en sort sait peu mais sait bien... etc. »

⁷ Pp. 75-79.

⁸ « On commencera par leur faire examiner la nature des végétaux en général ; cette étude intéressante les habituera au doux plaisir d'observer la nature, leur dévoilera mille merveilles qui n'existent pas pour ceux qui la négligent et leur procurera des jouissances sans nombre, en leur offrant, de toutes parts, une infinité d'objets qui exciteront leur admiration, fortifieront leur piété, agrandiront leurs idées et les rendront sensibles aux plaisirs purs de les apercevoir et de les connaître. » (Pp. 84, 85.)

⁹ P. 82.

ans. Reposant, non plus sur le latin ¹, mais sur l'étude de la langue française, d'après les ouvrages de Condillac ² et le commerce journalier de nos meilleurs écrivains ³, elle rend les langues étrangères facultatives, apprises seulement pour leur utilité et enseignées par les textes, ainsi qu'il l'a fait lui-même lorsqu'il enseignait au collège de Saumur pour l'étude du latin ⁴. A l'encontre des collèges du temps, il double la culture littéraire d'une forte culture scientifique : éléments de mathématiques, étude complète de la physique et de l'histoire naturelle pendant les récréations, culture commune à tous les élèves parce que nécessaire à tous ⁵.

Sur le même plan que la culture intellectuelle, l'ex-abbé Villier ⁶ place la culture morale qu'il ne sépare pas de la religion : « Porter de bonne heure les élèves à la piété » ⁷, par des pratiques modérées et, comme le vicaire Savoyard, les conduire insensiblement « à la cause première de tout » par la « contemplation de l'Univers » ⁸; développer en eux l'esprit de justice et « le germe des vertus » en vue de leur bonheur et de celui des autres; leur enseigner la solidarité matérielle et morale qui relie tous les êtres, et leur faire pratiquer cette « morale publique » base « de toute société éclairée » ⁹: tel est, pour cet ancien oratorien, le devoir pratique, tâche délicate par excellence, la plus nécessaire et la plus difficile de toutes ¹⁰.

Enfin, Villier attache une importance particulière à l'éducation phy-

¹ On n'enseignera les langues étrangères, et même le latin aux élèves, qu'après s'être assuré qu'ils « savent leur langue passablement... et sont en état de faire avec facilité l'application des règles de la grammaire ». (p. 9, cf. p. 98 et suiv.) F. BRUNOT, *H. de la langue française*, t. IX, p. 115.

² « Dans la seconde classe, les élèves se sont occupés, vers la dernière année de l'étude, de la *Grammaire* de l'abbé Condillac : dans celle-ci, on leur apprendra l'art de raisonner, de penser et d'écrire, du même auteur. Ces deux ouvrages bien faits, clairs et parfaitement à leur portée, leur donneront une connaissance suffisante des facultés de notre âme et des opérations de notre esprit, de l'origine de nos sensations, de nos idées, de la manière d'arranger les mots pour exprimer ses pensées, ses sentiments. Ils apprendront à contracter, de bonne heure, l'habitude de n'employer jamais des mots sans avoir bien déterminé des idées, à se rendre un compte exact de celles-ci parce que c'est de leur liaison que dépendent tous les progrès de l'esprit humain. » (P. 94.)

³ « En troisième (c'est-à-dire après six années d'études), il ferait étudier à six élèves l'art de raisonner, de penser et d'écrire, toujours d'après Condillac. Il leur ferait lire Racine, Molière, Corneille et Voltaire. On aura soin dit-il de leur faire observer les beautés du langage, et surtout de les accoutumer à faire l'application des règles qu'on leur aura apprises aux différents exemples qui se présenteront. » (Pp. 94, 95. — F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 115.)

⁴ VILLIER, *Racines latines à l'usage des Ecoles royales militaires et des Collèges de la Congrégation de l'Oratoire*, Paris, Barbou, 1779, in-8°, 378 p.) (B. A. S., 248.)

⁵ *Nouveau plan d'éducation*, p. 100.

⁶ Dans l'analyse qu'il fait du *Nouveau plan d'éducation*, M. F. Brunot désigne l'auteur sous le nom de « l'abbé Villier, de l'Oratoire » (*ouv. cité*, p. 115). Lorsqu'il écrivit cet ouvrage (1789), Villier avait quitté l'Oratoire depuis sept ans « pour épouser la fille d'un procureur de la Sénéchaussée, M^{lle} Modeste Pastourelle, qu'il courtisait depuis une dizaine d'années ». Il était alors, depuis quatre ans, président du grenier à sel de Saumur. (PORT, D., t. III, p. 737, c. 2.)

⁷ *Nouveau plan d'éducation*, p. 61.

⁸ P. 63.

⁹ Pp. 67-69.

¹⁰ P. 61.

sique, si nécessaire et pourtant si négligée de son temps. Pour « fortifier le tempérament » et « procurer à tous une santé vigoureuse »¹, il faut rendre, aux récréations et aux jeux, les heures qui leur reviennent, ajouter à la « culture manuelle », la danse, les armes et, plus encore, la natation, exercice « trop abandonné » et cependant « salubre » entre tous².

4 Avec autant d'abondance, et non moins de personnalité, Villier caractérise ce que doit être le haut enseignement, dans les collèges de « premier ordre ».

En réunissant sous le même toit, dans une douzaine d'entre eux, les « classes » de théologie, de droit et de médecine, il veut mettre fin à l'isolement des facultés dans une même université, isolement si préjudiciable aux études³. Mais, sur ce point, il ne fait guère qu'entrevoir, sans en tirer parti, le principe de la solidarité des sciences ; chez lui, les diverses facultés continuent à manquer « de vues communes »⁴, elles cohabitent mais ne se pénètrent pas⁵.

Par contre, il affirme, le plus souvent avec beaucoup de force, que l'objet des hautes études doit être à la fois la connaissance d'une profession et la culture de l'intelligence, orientée vers l'esprit de progrès. Ainsi, le prêtre doit allier « la connaissance du cœur humain » à celle des Pères de l'Église⁶ ; l'avocat doit s'échapper du « labyrinthe obscur des coutumes du royaume » pour s'élever jusqu'aux principes du droit, fondés « sur la raison et l'équité »⁷ ; le médecin doit joindre, au savoir abstrait, la science pratique acquise à l'hôpital et l'étude de la psychologie du malade⁸, et le futur officier doit associer, à la technique des armes, l'étude de l'histoire et du droit des gens⁹.

Enfin, l'idée de sélection qui inspire son organisation pédagogique et l'amour du progrès qui l'anime, suggèrent à Villier la conception d'un dernier établissement, dénommé *université et collège royal*, supérieur à tous les autres, qu'il place au jardin royal de Paris et qui réunira, avec l'élite des professeurs, l'élite des élèves, à leur sortie des collèges de second ordre. Véritable université au sens moderne du mot, cette création embrassera l'ensemble de toutes les études,

¹ *Nouveau plan d'éducation*, p. 111.

² P. 90.

³ P. 117.

⁴ LIARD, *L'Inst. sup. en France*, t. I, p. 82.

⁵ Les trois facultés étant réunies dans la même maison, il sera aisé de combiner les leçons de manière que le même étudiant puisse assister à celles de plusieurs maîtres, etc. (*Nouveau plan d'éducation*, p. 117.)

⁶ P. 120.

⁷ P. 145.

⁸ P. 161.

⁹ Pp. 198, 199.

« fera reculer les bornes des connaissances humaines » et ainsi, « deviendra promptement le corps le plus célèbre et le plus utile du monde entier »¹.

Tel est le plan d'éducation nationale que l'auteur estime « le plus propre à former le cœur, à éclairer l'esprit, donner de la force et de l'énergie à la génération naissante, développer et tirer le meilleur parti possible des différents talents dont la nature a doué l'individu »².

5^o Sans doute, comme il le reconnaît lui-même, Villier n'ignore rien des travaux de son temps³ et il est aisé de retrouver, dans son plan, l'influence de ses devanciers : Guyton de Morveau et les parlementaires, dont il partage les vues sur une éducation publique qui sera « vraiment nationale »⁴; Diderot et les encyclopédistes, avec qui il prend l'utilité comme critérium des études⁵; Vicq-d'Azyr, avec qui il se rencontre sur le profit à retirer de la connaissance des arts⁶; Rousseau surtout, dont il se montre le disciple sans le suivre jusqu'au paradoxe⁷. Mais l'ampleur du sujet, l'originalité de la conception, la richesse des aperçus appuyés sur vingt ans d'expérience, font du travail de Villier une œuvre qui lui est propre.

Pour toutes ces raisons, il n'est pas exagéré de rapprocher les vues de Villier de celles des principaux travaux de l'époque et en particulier de celles de Talleyrand. Ce qui constitue le point faible de l'auteur, c'est que, dans un plan d'éducation « vraiment nationale », il laisse délibérément de côté les écoles du premier degré destinées aux enfants du peuple. Sans doute, il signale au passage la nécessité d'un maître d'école par paroisse, alors que Talleyrand n'en prévoit que dans chaque canton; mais le programme qu'il envisage, abstraction faite de la morale, ne diffère guère de celui des écoles de charité⁸. Villier ne paraît pas avoir compris — ce qui fait le mérite de Talleyrand — que « cette instruction première, dette véritable de la société envers ses membres, doit comprendre des documents généraux nécessaires à tous et dont l'ensemble puisse être regardé comme l'introduction de l'enfance dans la société »⁹. Par contre, il est équitable de constater la parenté qui existe entre le projet de Villier

¹ *Nouveau plan d'éducation*, pp. 163-165.

² P. 206.

³ P. 18.

⁴ Pp. 150, 151.

⁵ Pp. 109-111.

⁶ P. 78, note a.

⁷ Pp. 21-23-63.

⁸ « Je ne parle point ici des maîtres d'école qui ne sont point assez multipliés, surtout dans les campagnes. Il serait à désirer que chaque paroisse eût le sien, afin que l'on pût faire apprendre à lire, à écrire, à compter à tous les enfants, et leur donner des notions courtes, mais claires de morale et de religion. » (P. 16, note a.)

⁹ HIPPEAU, *L'Inst. publique en France pendant la Rév.*, p. 65. (Voir F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 97.)

et celui de Talleyrand en ce qui concerne l'enseignement secondaire et supérieur : même position intermédiaire entre deux conceptions qui s'opposent : ou des Universités, au sens moderne du mot, ou des écoles spéciales¹ ; même similitude entre les écoles du second degré de l'un et les collèges de second ordre de l'autre ; même programme avec prédominance du français sur le latin ; même division des études par cours et non par classe, division d'ailleurs contestable², attribuée à tort par M. Liard à Talleyrand³ ; même ressemblance encore en ce qui concerne l'instruction spéciale préparatoire aux diverses professions⁴ ; même similitude enfin entre l'*institut national* de Talleyrand⁵ et l'*université et collège royal de Villier*⁶.

Lorsqu'on rapproche le texte de Villier de celui de Talleyrand, on trouve entre eux la distance qui sépare deux esprits d'inégale envergure, mais d'une commune inspiration.

II. — *Manuel des Instituteurs* (B.)

D'une conception toute différente est le *Manuel des Instituteurs*, avec en sous-titre : *Réflexions sur l'éducation, utiles aux maîtres et aux parents*, ouvrage anonyme, dédié au corps administratif du département, et publié par Mame, en 1790⁷. L'ouvrage dont il est fait une présentation élogieuse dans les *Affiches*⁸, signé B., peut être attribué, selon toute vraisemblance, à Bénaben. Né à Toulouse, en octobre 1746, entré à l'Oratoire en 1774, après avoir professé au collège d'Effiat, Bénaben occupait alors, avec un brillant succès, la chaire spéciale de mathématiques au collège d'Anjou⁹. Cet ouvrage publié, comme il est dit en première page,

¹ LIARD, *ouv. cité*, t. I, pp. 124-133.

² COMPAYRÉ, *Histoire des doctrines de l'éducation*, 1879, t. II, p. 304.

³ LIARD, *ouv. cité*, t. I, p. 137. (Cf. VILLIER, pp. 33-35.)

⁴ Cf. *Rapport de Talleyrand* (HIPPEAU, *ouv. cité*, p. 69 et VILLIER, p. 116 et suiv.).

⁵ *Rapport Talleyrand* (HIPPEAU, *ouv. cité*, p. 102).

⁶ Pp. 163-165.

⁷ *Manuel des Instituteurs ou Réflexions sur l'éducation, utiles aux maîtres et aux parents, dédié au corps administratif du département de M.-et-L. Ang.*, Mame, imp. du dép., 1790, in-8°, 224 p. (B. A., S 642, t. I.)

⁸ *Aff.*, 28 août 1790 (annonces littéraires).

⁹ On peut remarquer d'abord que la lettre B suivie de six points de suspension correspond au nombre de lettres du nom de Bénaben. D'autre part, les indications données en première page du livre par l'auteur sont transparentes et correspondent à l'âge de Bénaben et à la durée de ses services à l'Oratoire. Enfin, à plusieurs reprises, dans le corps de l'ouvrage, se rencontrent des passages qui décèlent la situation de l'auteur. (« Il est d'usage à l'Oratoire de faire apprendre chaque jour quelques pages de l'Écriture Sainte, etc. », p. 193),

par « un citoyen sans patrimoine, prêtre sans bénéfice, instituteur sans fortune » et qui « n'a pu accumuler dans une carrière de dix-huit ans, que les trésors de l'expérience », se propose « à l'encontre des mille plans d'éducation qui paraissent tous les jours », de faire connaître « les principes qui s'adaptent à tous », « parce que dans tous, il faut être citoyen ». « Orienter l'éducation dans le sens de la société ; prévenir, par les principes, les abus qui peuvent se glisser dans l'éducation¹ » ; tel est, d'après la définition même de l'auteur, l'objet du *Manuel des Instituteurs*.

Dans une première partie, consacrée à l'éducation physique, il dénonce, comme Rousseau, les faiblesses de l'éducation domestique ; mais s'il enlève résolument, lui aussi, l'enfant à la « tendresse aveugle de la mère, » c'est pour le soumettre à la bienfaisante discipline de l'éducation « en commun ». Et sur la manière de « former le tempérament » du futur citoyen au collège, l'auteur entre dans de multiples détails qui rappellent les sages prescriptions de Locke sur la nourriture, le sommeil, le vêtement, la propreté, l'exercice physique bien réglé. Enfin, en termes imagés, il s'élève avec courage contre le libertinage « qui commence souvent avec le collège et auquel la fin de l'éducation, en déchaînant la liberté, donne une explosion qui cause le tombeau au printemps de la vie ». ²

Passant ensuite à l'éducation littéraire, l'auteur envisage successivement chacune des facultés qu'elle doit développer : la mémoire, que favorise la méthode³ ; l'imagination, si utile lorsqu'elle est sagement réglée⁴ ; le jugement surtout, « dernier venu dans l'esprit de l'enfant », faculté « la plus précieuse », mais aussi « la plus rare », et cependant « si nécessaire au citoyen ». Pour surmonter les obstacles qui arrêtent sa formation et qui ont leur origine dans « le défaut d'expérience, les préjugés, les passions, l'ignorance », il recommande, suivant les préceptes de Montaigne, de se placer au niveau de l'élève⁵, et il propose d'ouvrir devant lui « le théâtre de l'histoire et de la société » car « c'est à cette école qu'un jeune homme apprend à juger les hommes »⁶.

Mais l'auteur, qui ne néglige pas la langue maternelle, donne cependant le pas aux langues grecque et latine et propose une culture littéraire sans contre-poids suffisant du côté des sciences⁷, suivant en cela les errements des collèges de l'époque.

¹ Introd., pp. VI-VIII.

² Chap. III, *Du pensionnat*, p. 13.

³ Pp. 29-31.

⁴ Pp. 35, 36.

⁵ « Si vous voulez élever votre écolier jusqu'à vous, il faut descendre jusqu'à lui. Rappelez-vous ce que vous fûtes, oubliez ce que vous êtes, afin de mieux sentir ce qu'il est. » (P. 39.)

⁶ Pp. 42-44.

⁷ P. 56.

De même aussi, en ce qui concerne l'éducation morale, troisième et dernière partie de l'ouvrage, l'auteur s'affranchit peu du passé. Sans doute, il reproche aux collèges du temps de ne pas insister assez « sur les vertus sociales », dont l'éducation en commun permet de faire l'apprentissage¹ ; mais le prêtre reparaît vite sous l'éducateur. Pour lui, « la religion est la base de la société » et « il n'est point de citoyen sans elle »². Mais ce qu'il recommande, c'est cette religion du cœur qui nous « rend meilleurs et qui élève un chrétien au-dessus des Césars, maîtres de l'univers sans régner sur eux-mêmes »³.

Tel est l'esprit de cet ouvrage, écrit avec fermeté et empreint du libéralisme coutumier de l'Oratoire. L'auteur, plus préoccupé de maintenir et d'améliorer ce qui est, que de rechercher de nouvelles disciplines, se recommande moins par l'originalité des idées que par la finesse de la critique et les conseils pratiques dictés par l'expérience.

III. — *Les idées patriotiques (Raymond de Varennes)*

Le *Nouveau plan d'éducation* de Villier était une œuvre de théoricien ; le *Manuel des Instituteurs*, un recueil de pédagogie pratique ; l'ouvrage de Raymond de Varennes, intitulé : *Idées patriotiques sur la méthode et l'importance d'une éducation nationale pour la régénération de la France*⁴, est une œuvre écrite à l'emporte-pièce et qui, par son caractère primesautier, a nettement le pas sur les deux précédentes.

L'auteur, de petite noblesse⁵, qui paraît avoir beaucoup étudié les questions d'éducation, si l'on en juge d'abord par la composition de sa bibliothèque⁶, dédie son livre à la nouvelle année 1790 :

¹ *Manuel des Instituteurs*, pp. 88, 89.

² Pp. 180, 181.

³ P. 223.

⁴ *Idées patriotiques sur la Méthode et l'Importance d'une éducation nationale pour assurer la régénération de la France*, par Raymond de VARENNES, avocat, Paris, Garnery, libraire, quai des Augustins ; Angers, Pavie, imp., r. Saint-Laud, 1790, in-8°, 164 p. (B. A., S 642, t. I.)

⁵ Electeur de Saumur à l'Assemblée pour la formation du département (mai 1790) ; dans le même temps, administrateur du district ; l'année suivante, suppléant à la Législative, mais paraît avoir alors rétrogradé ; électeur de Saumur pour le choix des députés à la Convention (septembre 1792), il est exclu de l'Assemblée électorale qui se tient à Saumur, pour avoir protesté contre la suspension de Louis XVI, au 10 août ; il émigre en 1792. (Cf. DESMÉ, *Histoire de Saumur pendant la Révolution*, pp. 34, 122, 130.)

⁶ Il possédait, en 1792, une bibliothèque de 170 ouvrages, composée d'ouvrages de droit (*Coutumes d'Anjou*, par DUMOULIN, 1633 ; *Règles du droit français*, par Cl. POQUET de LIVONNIÈRES, 1768, etc.), — d'ouvrages littéraires (*Dict. de l'Académie* ; Œuvres de Rousseau en plusieurs éditions ; divers ouvrages de Voltaire ; *Les Ruines* de VOLNEY), — de collections politiques : une collection des pr.-verbaux du Conseil général de M.-et-L. Angers, Mame, 1791, et des décrets de l'Assemblée nationale Paris. Baudoin, 1790-1791), — de nombreux ouvrages d'éducation (*l'Ami des enfants*, par BERQUIN (2^e éd. Paris, Pissot, 1783) ; *Cours d'éducation à l'usage des demoiselles et des jeunes gens qui ne veulent pas apprendre le latin*, par M. DE VAUDELINCOURT ; *Mon élève ou Emile, instituteur aux Verrières suisses*, Wittet, 1786, etc.) (A. D., Q 11, *Biens mobiliers*, 2^e origine, dossier 59. Invent. alphab. par cartes, 7 brumaire an III.)

« C'est à toi, nouvelle année qui fais l'espoir de l'homme juste et sensible que je dédie mon ouvrage. Parais donc enfin, année heureuse... et tant désirée... fixe à jamais les droits du monarque, la liberté des sujets et les devoirs de tous ; publie des lois sages, donne des leçons profondes à la jeunesse ; honore les talents, élève le mérite, purifie les mœurs... »¹

Le livre édité à Angers, chez Pavie, confrère et rival de Mame, et présenté au public par le journal *L'Observateur provincial*², concurrent des *Affiches*, est, suivant l'expression de l'auteur, « le fruit de ses méditations » au seuil de l'année 1790. « J'avais beaucoup de traits à lancer, j'ai choisi, dit-il, celui qui pouvait laisser, dans le but, une empreinte honorable. »³

Admirateur passionné des démocraties antiques, dont il n'ignore pas cependant les faiblesses⁴, disciple fervent de Montesquieu, dont il partage les vues politiques⁵, Raymond de Varennes rassemble, en cent-cinquante pages, ses vues sur l'éducation, critique avec âpreté, après beaucoup d'autres, la « stérilité » et « les vices » des collèges du temps⁶, fait connaître, à son tour, comment, sous le règne de la liberté, doit être comprise l'éducation de l'enfance de 8 à 14 ans et l'éducation de la jeunesse de 15 à 20 ans.

2. Sans doute, sur plus d'un point, R. de Varennes est de son temps. Pénétré de l'importance des premiers pas dans la vie, il s'élève, avec Rousseau, contre les faiblesses de l'éducation familiale⁷. Respectueux du passé, il propose pour maîtres de l'enfance, à défaut des Jésuites, dont il ne craint pas de regretter la disparition, les savants Bénédictins, les Pères de l'Oratoire et les Doctrinaires dont il fait le plus vibrant éloge⁸. Il critique, après tant d'autres, mais sous une forme particulièrement incisive, l'abus du latin : « J'ai fait voir qu'après dix années de principes latins, de thèmes latins, de vers latins, de discours latins, d'arguments latins, de lectures et de traductions d'auteurs latins, ils reviennent chez eux gonflés et bouffis de latin inintelligible, et très ignorants sur tout le reste... »⁹ Ainsi qu'on pouvait le faire en 1790, il conçoit l'éducation du futur citoyen comme reposant sur le respect et l'amour de la patrie, du roi et de la religion¹⁰.

¹ Epître dédicatoire à la nouvelle année, 1790.

² *L'Observateur provincial*, n° 23, janvier 1790 (pp. 215, 216).

³ *Les Idées patriotiques, etc.*, p. 1.

⁴ *Introduct.*, p. xiv et xvij.

⁵ *Ibid.*, p. xxj.

⁶ *Ibid.*, p. 7.

⁷ P. 47.

⁸ Pp. 20-22.

⁹ P. 61. (Voir F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 113.)

¹⁰ *Les Idées patriotiques, etc.*, p. 164.

3. Mais ce qui constitue l'originalité de l'auteur, c'est d'abord la conception hardie et féconde d'une éducation vraiment « nationale », commune à tous, « riches et pauvres », et qui, à l'aide de bourses suffisantes en nombre et en valeur ¹, donne à tous « les mêmes semences » ², éducation « toute en principes et en nuances » ³, qui prépare chacun à la vie, « suivant ses aptitudes » ⁴, pour en faire un être utile à la société, quel que soit le rang où la nature l'aura placé. « Damon est riche et je suis pauvre ; il est gentilhomme et je suis ouvrier ; voilà sans doute au premier coup d'œil une distance infinie entre nous. Je me rapproche cependant et je lui prouve que nous sommes de même valeur ; car j'ai cultivé comme lui les talents et les vertus dans ces écoles nationales dont nous sortons ensemble ; et si mon art est de faire des souliers pendant que le sien est de présider à l'Assemblée de la Nation, nos cœurs n'en sont pas moins façonnés sur le même modèle... tout est dans l'ordre ⁵. » Trouvera-t-on rien de plus fort dans les tendances égalitaires du plan d'éducation nationale de Michel Le Peletier en 1793 ⁶ ?

Un autre trait, qui distingue Raymond de Varennes, c'est la conception audacieuse pour l'époque d'un « Conseil des Sages », comparable par certains côtés à notre Conseil supérieur de l'Instruction publique, chargé, comme lui, « au nom du Gouvernement », de « la direction des écoles nationales », créées dans chaque département ⁷, idée hardie qui se retrouvera un an plus tard dans l'admirable projet de Condorcet.

Enfin, c'est encore une idée neuve, et toujours d'actualité, que celle qui consiste à concevoir l'éducation commune de 8 à 14 ans comme une initiation destinée à déceler les aptitudes de chacun, et l'éducation spéciale de 15 à 20 ans comme destinée seulement à répondre aux aptitudes particulières de ceux que la nature, et non la fortune, a favorisés de ses dons. « L'homme doit recevoir la vocation de ses talents et non d'une vaine distinction de naissance, quelque distance qu'il y ait de l'état où il est propre, au rang ou à la qualité de son père ⁸. »

Ainsi sera résolue au mieux des intérêts de la société, la question toujours pendante de l'utilisation des valeurs.

4. Après avoir posé le problème de l'éducation nationale, R. de Varennes, qui partage avec son temps, et particulièrement avec Condorcet, une

¹ *Les Idées patriotiques*, pp. 28-32.

² P. 73.

³ P. 60.

⁴ P. 67.

⁵ Pp. 100, 101.

⁶ «... Fonder une éducation vraiment nationale, vraiment républicaine, également et efficacement commune à tous, la seule capable de régénérer l'espèce humaine... » (HIPPEAU, *ouv. cité*, p. 348.)

⁷ Pp. 33-35.

⁸ P. 75.

confiance inébranlable dans la puissance de l'éducation pour régénérer les esprits¹, finit, comme il avait commencé, en vitupérant contre le présent et en appelant de tous ses vœux la réforme tant attendue de l'Assemblée nationale. « Je gémiss au sein de ma patrie, de la voir... abandonner la jeunesse à elle-même, ou à des mercenaires ignorants, distribuer les rangs et les dignités aussi aveuglément que la fortune répand ses dons... O éducation, viens soutenir et relever un état chancelant, viens régénérer des hommes avilis ! »²

Tel était, dans son ensemble, cet ouvrage fortement pensé, écrit avec fermeté, et avec une foi patriotique très profonde. L'auteur pourra l'invoquer avec raison pour sa défense et comme témoignage de son civisme³, lorsqu'il sera exclu de l'Assemblée électorale de Saumur, le 4 septembre 1792, pour sa protestation contre la suspension du roi au 10 août et pour n'avoir cessé de donner, depuis cette époque, « les preuves d'incivisme les plus marquées »⁴.

Ainsi les trois ouvrages de Villier, de Bénaben et de Raymond de Varennes divergent par la conception. Le premier, en particulier, ne s'occupe que de la seconde instruction, réservée surtout à la bourgeoisie et néglige les écoles « premières », destinées au peuple. Le second ne renferme qu'une critique anodine des pratiques pédagogiques de l'époque. Le troisième, par contre, est nettement en avance sur son temps par sa conception démocratique et égalitaire de l'éducation.

¹ « L'instruction fait tout. Si les hommes recevaient également une éducation sage et pure la trace des vices serait bientôt effacée de dessus la terre ; bientôt, les rivalités, les haines, les querelles, les vengeances et les guerres seraient éteintes ; un sentiment de bienveillance, d'intérêt, d'amitié, unirait tous les hommes de quelque contrée qu'ils fussent, car la raison leur dirait que tous les honnêtes gens sont frères. » (P. 155.) A rapprocher du *Rapport de Condorcet* : « Il viendra sans doute un temps où les sociétés savantes seront superflues, où même tout établissement public d'instruction deviendra inutile ; ce sera celui où toutes les causes qui appellent l'intérêt ou les passions au secours des préjugés auront perdu leur influence, etc... » (Edition Compayré, Hachette, 1885, pp. 70, 71.)

² *Introduct.*, pp. xxj-xxij.

³ « ... Le 1^{er} janvier 1790, je publiai mes *Idées patriotiques* sur l'établissement d'une éducation nationale. Cet ouvrage renferme le vœu d'un bon citoyen pour la prospérité de la liberté et la gloire de l'empire français ; il contient des éléments d'instruction, et n'est sans doute qu'une ébauche imparfaite du plan qui sera adopté par l'As. nat. ; mais elle prouve du moins mon patriotisme et les efforts que j'ai toujours faits pour être utile à la société... » (Imprimé Saumur, 3 septembre 1792, Degouy, 4 p. Lettre de Raymond Jacques, com. de Saumur à ses concitoyens, pour protester contre son exclusion par l'As. élect. du dép. séant à Saumur.) (A. N., F¹ C 111, M.-et-L. 10.)

⁴ Avant de procéder à l'élection des députés à la Convention, l'Assemblée électorale du département, réunie dans l'église Saint-Pierre, à Saumur, 3 septembre 1792, procéda à de nombreuses invalidations. « Le lendemain, après la lecture du rapport des élections de Saumur, un des députés de cette ville, monta à la tribune et dénonça M. Jacques Raymond, délégué et administrateur du district, comme n'ayant cessé de donner les preuves d'incivisme les plus marquées. Les choses avaient été si loin, que M. Dandenac, président du directoire du district, avait dû protester contre le refus de M. Raymond d'obéir aux lois. Cette accusation fut soutenue par MM. Couléon, Ydrac, Ollivier et Dandenac. Raymond fut exclu. » (DESMÉ, *Hist. de Saumur*, etc., p. 131.)

Ces trois ouvrages, à des titres divers, représentent, en 1790, la contribution de l'Anjou aux projets de reconstruction scolaire élaborés avant la Convention. Tous trois renferment une précieuse semence d'idées, seule chose qui reste à l'actif de cette première période de l'époque révolutionnaire, en matière d'instruction. Ils comptent parmi les premiers éléments de reconstruction, au moment où, malgré les efforts des autorités constituées et les tentatives individuelles, l'édifice scolaire de l'ancien régime, battu en brèche par les réformes et les décrets des Assemblées, achève de crouler. « En somme, pour l'Anjou comme pour le reste de la France, beaucoup de ruines et des projets de reconstruction, rien de plus, tel est le triste bilan des trois premières années ¹. »

¹ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 127.

CHAPITRE IV

Disparition des sociétés de l'ancien régime.

Ebauche de créations nouvelles. Bibliothèques publiques, système uniforme de poids et mesures, jardin botanique

La disparition des sociétés intellectuelles de l'ancien régime va de pair avec celle des institutions scolaires. Sociétés privilégiées, elles prennent fin avec les privilèges. Bureau d'agriculture, Académie, sociétés secrètes se survivent pendant les premières années de la Révolution ; à la fin de 1792, elles sont complètement éteintes.

Dans le même temps, les événements révolutionnaires et l'initiative des Assemblées amènent les administrations des départements à ébaucher de nouvelles créations intellectuelles. La vente des biens du clergé est précédée partout des inventaires et alors commence en Anjou, comme dans le reste de la France, le relevé des catalogues des bibliothèques monastiques. La disparition des provinces et l'unification administrative entraînent, au point de vue économique, les premières recherches sur un système uniforme des poids et mesures et le département de Maine-et-Loire apporte sa pierre à l'édifice. Enfin, mettant à profit la vente des biens d'église, la ville d'Angers et le département stabilisent l'œuvre des Botanophiles et, à l'instar de plusieurs autres grandes villes du royaume, créent le Jardin botanique.

Mais les créations qui sont alors le véritable prolongement des institutions scolaires et où se fait l'éducation du citoyen, ce sont les nouveaux groupements, d'abord d'essence bourgeoise, bientôt fréquentés par l'élément populaire : bureaux de correspondance et clubs. Ce que furent pour les classes privilégiées, avant 1789, les sociétés fermées de l'ancien régime, les clubs le furent, dès les premières années de la Révolution, pour la petite bourgeoisie et pour le peuple. A Angers, le Bureau de correspondance en 1789, la *Société des Amis de la Constitution* ou *Club de l'Est* en 1790, puis la *Société populaire du Bon-Pasteur* ou *Club de l'Ouest* en 1792, et dans le

7 novembre enjoignait aux monastères et chapitres de déposer les catalogues de leurs bibliothèques. Il les constituait gardiens de leurs livres et manuscrits¹. Lors des premiers inventaires faits par les municipalités, celles-ci ne manquèrent pas de porter leur attention sur ce point². D'autre part, pour suppléer à « l'insuffisance » de ces premiers inventaires, faits depuis février 1790, le département, par application des décrets, en prescrivait un nouveau et en chargeait des commissaires spéciaux nommés par lui (6 août 1790)³. Au point de vue qui nous occupe, il était dit que les « titres et papiers » des communautés supprimées devaient être, après inventaire, « transférés sur le champ aux archives du département » (art. 22), et que « le sceau serait appliqué sur les fermetures des bibliothèques » (art. 19). Par contre, un simple inventaire du mobilier et, par suite, des bibliothèques, était prescrit pour les maisons religieuses maintenues provisoirement, au titre hospitalier ou enseignant (art. 24).

Dès lors, les mesures nouvelles, prises par la Constituante — décrets et instructions sur la conservation des monuments, des arts et des sciences⁴ — furent exécutées avec une grande vigilance dans le département, par le procureur général syndic Pierre-Marie Delaunay⁵ et spécialement par les commissaires de district, Cordier⁶ à Angers, Chevré⁷ à Baugé, Dandenac⁸ à Saumur.

¹ GUILLAUME, *Proc.-verb. Législ.*, Introd., p. xi.

² A Chaloché (dist. de Baugé), « les sieurs abbé et religieux requis de représenter le catalogue de tous les livres qui a dû être fait en exécution des décrets des 7 et 14 novembre dernier, dom Codefroi, bibliothécaire, nous a représenté et remis un catalogue contenant tous les livres et mss. de la maison qu'il a dit avoir fait il y a plusieurs années et n'en avoir pas fait depuis lesdits décrets ». (A. D., Q 11 (63), 1^{re} origine, 19 août 1790.)

³ Ordonnance en exécution des décrets sanctionnés par le Roy, des 2, 7 et 14 novembre 1789 ; 13, 19 et 20 février, 20 mars, 14 et 20 avril et 18 juin 1790, pour la conservation des meubles, titres et papiers dépendant des corps, communautés séculières et régulières de l'un et l'autre sexe et bénéfiques, et pour parvenir à la désignation des maisons où les religieux qui voudront rester dans leurs cloîtres, seront tenus de se retirer. Signé : de la Bourdonnaye, vice-présid. ; P. M. Delaunay, pr. gén. syndic. (A. D., L 68, *Proc.-verb., direct. exécutif*, 6 août 1790.)

⁴ Décret des 11, 13 octobre 1790. Instructions des 22 novembre et 16 décembre 1790, sur la conservation des mss., chartes, tableaux, etc. ; du 24 mars 1791, sur les chasses, reliquaires, etc., de juillet 1791, sur la manière de faire les états et notices des monuments de peinture, de sculpture, gravure, etc. ; du 15 mai 1791, sur la manière de procéder pour la confection des catalogues de bibliothèques, etc. (GUILLAUME, *Proc.-verb. Législ.*, Introd. pp. xi, xv. A. N., F 17 A 1079 Bibl. doc. gén. (Instruction du 15 mai 1791, 16 p. mss., renfermant des indications détaillées sur les confections des catalogues par cartes.)

⁵ Voir A. N., F 17 A 1186. Bibl. Corresp. (accusés de réception : 27 décembre 1790, 11 avril 1791, 2 juin 1791, etc.). Voir A. D., L 915, Invent. (lettre cir. aux districts, 12 janvier 1791 ; lettre de rappel, 13 juin 1791, etc.).

⁶ Ancien élève de l'Oratoire ; orateur au club de l'Est, commissaire pour les bibliothèques jusqu'en novembre 1792. (PORT, D., t. I, p. 145 ; B. A., mss. 1076 ; *Notice sur J.-B. Cordier*, par BLORDIER-LANGLAIS.)

⁷ « Le décret du 23 octobre 1790 sur les livres, mss., médailles, tableaux des bibl. des maisons supprimées n'a pas été perdu de vue ; ceux de Chaloché ont été reçus le 15 juin 1791 ; ceux des Capucins de Baugé, le seront la semaine suivante » ; mais l'administration cherche vainement un local pour toutes les maisons du district (Lettre de Chevré, pr. syndic à pr. syndic du dép. 18 juin 1791). (A. D., L 915.)

⁸ Maire de Rou-Marson, futur député à la Convention, commissaire le 16 juin 1791. Il commence ses opérations le 30 juin, par l'inventaire de Saint-Florent-le-Jeune. (A. D., Q 11 (136), Saint-Florent ; BOUGLER, *Mouv. prov.*, t. II, p. 193.)

De cette époque datent les premiers catalogues des bibliothèques religieuses, catalogues rédigés, il est vrai, sans plan d'ensemble et qui sont conservés, les uns, en petit nombre aux Archives nationales¹, les autres, en plus grand nombre, aux archives du département².

2. Un premier résultat de ce travail préliminaire, ce fut de donner un aperçu du nombre des ouvrages qui allaient ainsi être mis à la disposition de la Nation.

Autant qu'il est permis d'en juger par le *Relevé des bibliothèques* fait sur les inventaires des municipalités et conservé aux Archives nationales³, cet ensemble dépassait 63.000 volumes, non compris un petit nombre de manuscrits, répartis inégalement entre une cinquantaine de maisons religieuses.

Si le nombre des ouvrages était peu élevé dans les maisons de médiocre importance : 60 chez les Cordeliers de Montjean, 244 chez les Augustins de Saint-Georges-du-Puy-de-la-Garde, 254 chez les Bernardins de la Boissière, etc., il était, par contre, relativement important dans la plupart des vieilles abbayes bénédictines : 600 à Saint-Florent-le-Vieil, 1.000 à Saint-Nicolas, 2.000 à Saint-Serge d'Angers et il atteignait le chiffre exceptionnel de 6.178 à Saint-Florent de Saumur. Enfin, c'est encore un total de 3.000 volumes qui se trouvait à l'abbaye royale de Fontevault et de 4.000 à la bibliothèque de l'Oratoire d'Angers.

Si l'on tient compte des nombreuses imperfections de ce relevé, de ses erreurs⁴ et surtout de ses nombreuses omissions⁵, on est fondé à conclure qu'il n'est pas exagéré d'évaluer à environ 100.000 volumes l'ensemble des ressources littéraires fournies dans le département par les biens de première origine.

3. Importantes par le nombre des volumes, ces bibliothèques ne l'étaient pas moins par la nature des ouvrages. Indépendamment des

¹ Bibl. des *Lazaristes* (r. Valdemaine, à Angers) : liturgie, prédicateurs, livres de piété, controversistes, historiens, théologiens, jurisprudence, 10 p. mss., 22 février 1790. *Récollets* (Doué-la-Fontaine), 1.511 vol. « La bibl. est très pauvre et depuis de nombreuses années dans un état qui ne permet pas d'en faire un inventaire exact » (22 février 1790). *Bellefontaine* (par. du May), 459 vol., non compris « les rebuts et vieux bouquins » (25 février 1790). *Augustins* (par. de la Trinité, à Angers) ; catalogue divisé en deux parties : 1^o bibliotheca major, 2.421 vol. classés de A à Z ; 2^o bibliotheca minor ; au total, 3519 vol. (27 février 1791). (A. N., F 17 A 1174, n° 47, M.-et-L.)

² A. D., Q 11, § 2, 1^{re} origine (dossiers 1 à 199).

³ A. N., F 17 A 1174 (un tableau, 6 p. mss., s. l. n. d.).

⁴ Il n'est pas fait mention du nombre de livres pour plusieurs maisons portées au tableau et où existait une bibliothèque (abbaye de Saint-Aubin à Angers, 2.000 vol., d'après C. PORT, D., t. I, p. 62). En outre, il n'est pas fait mention de la bibl. de Saint-Maur. Cette bibl. inventoriée en l'an II, comptait 762 titres d'ouvrages et le catalogue, 34 p. mss. (A. D., Q 11, § 2). Enfin, pour d'autres bibliothèques, les chiffres donnés sont inexacts et inférieurs à la réalité : Saint-Florent-le-Vieil porté pour 600 vol., alors que le catalogue achevé, en août 1790, comporte 2.015 vol. (*Ibid.*, Q 11, 122), etc.

⁵ Plusieurs bibliothèques importantes ne figurent pas sur ce tableau. En particulier : bibl. des Oratoriens, à Saumur, qui compte 6.215 vol. (A. D., L 11, 145, 27 juillet 1790) ; bibl. du Séminaire à Angers, 9.000 vol. Invent., 28 février, 1^{er} et 2 mars 1791. (*Ibid.*, Q 11, 26), etc.

œuvres de théologie, qui constituent le principal fonds de ces bibliothèques, on y trouve un grand nombre de livres profanes, se rapportant à tous les ordres d'idées et en particulier à la littérature moderne.

L'analyse qui suit confirme les conclusions de M. F. Brunot sur la pénétration des « livres de sciences et de philosophie » dans les bibliothèques particulières¹. Ainsi, à Montjean, aux portes des Mauges, le père gardien de l'établissement est l'un des abonnés de l'*Encyclopédie*²; à Chaloché (commune de Chaumont), petite abbaye du Baugeois, sur le catalogue, qui est de fraîche date, les œuvres de Sophocle, de Virgile et de Cicéron voisinent avec celles de Saint-Evremond, les homélies de Boileau et l'Abrégé historique de Mézeray. Le dernier ouvrage inventorié est un Rabelais en 5 volumes³. Même note à l'abbaye du Loroux (commune de Vernantes), près de Saumur, où les ouvrages sont classés par format. On y trouve, parmi les in-folio, à côté de la Bible et des éditions de saint Bernard, le dictionnaire de Moreri; parmi les in-4^o, un traité d'optique en un volume; parmi les in-8^o, une histoire universelle, en 120 volumes par une société de gens de lettres; et parmi les in-12, de nombreux ouvrages de morale, de politique, d'histoire, de belles-lettres⁴. Le catalogue de la vieille abbaye bénédictine de Saint-Florent de Montglonne, rédigé sans ordre, fait une place marquée aux œuvres des solitaires de Port-Royal, à la philosophie de Descartes, aux ouvrages de droit civil, de physique, de chimie, de chirurgie et de médecine, et l'érudition profane, sous toutes ses formes, voisine avec les *Annales* de l'ordre de Saint-Benoît, la *Somme* de Saint-Thomas et les *Confessions de saint Augustin*⁵. A l'Oratoire de Saumur, où la bibliothèque a un caractère moderne, sur 6.215 volumes, 362 se rapportent à la morale, 397 à la philosophie et aux sciences, 672 à l'histoire et à la géographie, 336 à la littérature, soit environ 30 % des ouvrages qui ne sont pas des livres purement théologiques⁶. Enfin, ce sont des ressources de même nature que mentionnent les importants catalogues sur cartes, qui ne seront achevés que sous la Convention, et qui concernent particulièrement les riches bibliothèques de Saint-

¹ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. VII, p. 45.

² PORT, D., t. II, p. 714.

³ Le catalogue comprend 1.093 vol. ainsi répartis : œuvres de différents auteurs, tant en français qu'en latin : 318 vol. ; livres historiques : 272 ; dict. : 8 ; livres théologiques : 127 ; philosophiques : 10 ; ascétiques ou moraux : 221 ; classiques : 137. (Q 11, 63. Chaumont. *Abbaye de Chaloché*. Inv., 27 février 1790-19 août 1790.)

⁴ A. D., Q 11, 76. *Vernantes*, 24 août 1790. (Copie certifiée par dom Brocard, docteur en Sorbonne, supérieur et Chevré, syndic de Baugé.)

⁵ *Ibid.*, Q 11, 122. Saint-Florent de Montglonne, 25-27 août 1790. (Le catalogue, qui avait été omis par l'inventaire de la municipalité, est rédigé par les commissaires Barré et Gazeau le jeune, en présence de dom Ramard, procureur de l'abbaye.)

⁶ *Ibid.*, Q 11, 145. *Saumur*. L'Oratoire et les Ardilliers, 27 juillet 1790. (Il n'a pas été dressé de catalogue en règle et l'on s'est contenté de prendre le nombre des volumes, suivant l'ordre des matières et des formats.)

Maur, de Saint-Florent le Jeune, des Récollets de Saumur, de Fontevault, etc.¹.

Sans doute, bon nombre de ces richesses littéraires ne purent échapper à la destruction. Parmi ces bibliothèques, les unes furent perdues ou vendues à l'encan, parce qu'éloignées des centres de district (Saint-Georges-sur-Loire², Pontron³) ; les autres disparurent au cours de la guerre de Vendée (Les Gardes)⁴ ; d'autres encore furent pillées avant leur transfert (Fontevault)⁵, ou encore dilapidées par leurs détenteurs (Oratoire de Saumur)⁶. Les lenteurs apportées en 1792, à la rétribution des commissaires préposés au travail du récollement des livres dans les districts, ne furent pas étrangères à cet état de choses⁷. Mais ces réserves faites, il y avait là des ressources précieuses, qui furent en partie rassemblées dans les dépôts littéraires constitués à cette époque à Saumur, par Dandenac aux Récollets⁸ et à Angers, par Cordier à la ci-devant église Saint-Martin⁹.

4. Le travail de bibliographie, auquel la Constituante avait été conduite par la vente des biens monastiques, repris après elle par la Législative¹⁰, fit naître dans les esprits le projet de création de bibliothèques publiques destinées à l'éducation populaire¹¹. Comme en matière d'institutions

¹ Voir plus loin l'essai de bibliothèques districales sous la Convention.

² PORT, *D.*, t. III, p. 380.

³ *Ibid.*, t. III, p. 149.

⁴ *Ibid.*, t. II, p. 228.

⁵ « Des 5.500 vol. des deux bibl., 3.000 seulement avaient été réservés, 13 novembre 1792 ; le reste fut laissé à l'abandon. Les religieuses elles-mêmes, avant de se disperser, donnèrent à toute main amie. Pendant 50 ans, tout le pays à 10 lieues à la ronde s'est trouvé peuplé de tableaux, de huches imagées d'émaux, de vaisselle armoriée, de livres ou d'orfèvrerie provenant de ce trésor où les meilleures collections de notre temps ont puisé. » (*Ibid.*, t. II, pp. 169, 170.)

⁶ Dénonciation de Bouhier, c. d. de l'Oratoire de Saumur, alors curé assermenté de Saint-Pierre d'Angers, concernant le père Savoye, régisseur de la maison des Ardiillers depuis mars 1791, accusé « d'avoir gaspillé la bibliothèque », à « laquelle est jointe celle du Collège ; il n'y a de catalogues, ni de l'une ni de l'autre », etc. *Lettre mss.*, 9 mars 1782. (A. D., Q 11, 145.) Un récolement fait le 27 novembre 1792, révèle la présence, dans un grenier lambrissé, de 27 dict., tant in-4^o qu'in-f^o, attachés chacun à une chaîne et non portés à l'inventaire. (*Ibid.*)

⁷ Lettre du district de Saumur au dép., 24 janvier 1792. « Le commissaire attend pour aller à Fontevault un envoi de fonds pour le rembourser au moins de ses avances. » (A. D., L 915.)

⁸ Lui-même déclare « avoir inventorié 16.000 vol. qui doivent faire à peu près 12.000 articles et avoir employé à ce travail 5 à 6 mois, le désordre de ces bibliothèques étant extrême ». Il refuse le prix de ce travail et « le dépose en offrande sur l'autel de la Patrie ». (Lettre Dandenac, 7 mars 1793.) (A. D., Q 11, § 2, *Dist. de Saumur*. Pièces générales 191-192.) Ce premier dépôt sera pillé et détruit par les Vendéens en juin 1793. (*Ibid.*, L 11, 25. *Dist. de Saumur, Reg. de corresp.*, 27 prairial, an II et L 11, 30, 25 frimaire, an III.)

⁹ Cordier y fit transporter, après les avoir cataloguées, les bibliothèques d'une dizaine de maisons religieuses (Cordeliers, Toussaint, Saint-Serge, La Théologie, La Baumette, Jacobins, Carmes, Oratoire, Augustins, etc.). (A. D., L 915.) *Lettre au district*, novembre 1792. Le 9 novembre, le district « prenant en considération le zèle, l'activité, l'exactitude » dont il avait fait preuve dans cette tâche, et l'intelligence avec laquelle il « fait le rassemblement de tous les ouvrages contenus dans les maisons religieuses », lui accorde, outre ses frais s'élevant à 68 l. 10 s., la somme de 1.200 l. à titre de récompense, ramenée à 900 par le dép., 10 novembre 1792 (*Ibid.*)

¹⁰ Décret du 2 janvier 1792 où sont prévues des ressources pour le transport et la garde des livres. (GUILLAUME, *Proc.-verb. Conv.*, t. I, p. 53 : *Détails circonstanciés de chacune des opérations nécessaires pour parvenir à la confection du travail de la bibliographie générale*, etc. Aperçu en 20 art., application du décret du 2 janvier 1792.) (A. N., F 17 A 1079.)

¹¹ *Projet d'établissement de bibliothèques dans le royaume*, 23 p. mss., non daté. Avec exemplaire imprimé. Paris, 1791. (*Ibid.*)

scolaires, on s'efforce de faire servir le passé au présent et on tente de reconstruire après avoir détruit.

Des initiatives de cette nature se manifestent sur plusieurs points du département. Ainsi, à Cholet, au cœur des Mauges, le projet de créer une bibliothèque publique est dû aux *Amis de la Constitution*. Pénétree de cette idée « que les meilleures lois sans les mœurs et l'instruction s'évanouissent bientôt », cette société adresse une pétition au département (27 septembre 1791) et demande que tout ce qui reste encore des bibliothèques « tronquées et dilapidées » des monastères du district serve « de fonds à une bibliothèque publique »¹. Mais cette initiative se heurta à des difficultés d'exécution et n'eut pas d'autre suite².

A Angers, qui n'avait pas encore de bibliothèque publique, Coutouly, ancien inspecteur de la librairie pour la généralité de Tours, fit pour la bibliothèque ce que Villier, Bénaben et Raymond de Varennes avaient fait pour les réformes scolaires. Le 13 février 1791, c'est un véritable plan d'organisation qu'il adresse au département par l'intermédiaire de la municipalité³. Après avoir rappelé qu'il a été nommé par elle, commissaire « pour un projet d'établissement d'une bibliothèque publique où tous les citoyens pourront puiser des connaissances relatives à leur état et à leur goût », il propose, comme local, l'église Saint-Julien⁴, comme premier apport 3.000 volumes, achetés par la ville, provenant de la succession de Blanchard de Pégon⁵ et il attire l'attention du département sur le sort des bibliothèques des maisons religieuses supprimées⁶.

Mais la réponse dilatoire du directoire du département à la requête de la municipalité devait retarder la réalisation de ce généreux dessein⁷ et « l'enthousiasme civique » qui avait marqué l'annonce de ce projet ne tarda pas à se ralentir⁸. Pas plus dans ce domaine que dans celui des

¹ Pétition des Amis de la Constitution de Cholet au dép., 27 septembre, an III de la Liberté. Signé : Chireau, pr. ; Roullé, secrét. ; Ganault, curé de La Séguinière, secrét. ; Avril, secrét. adjoint. (A. D., L 915.)

² A. D., L 915 (Lettre du district, 30 septembre 1791).

³ A. D., L 915.

⁴ Saint-Jean-Baptiste, vulgairement Saint-Julien, située au centre de la ville et depuis démolie. (PORT, D., t. I, p. 57.)

⁵ Cette bibl., qui s'ajoutera aux livres saisis révolutionnairement, sera transportée par la suite dans les églises de Saint-Serge et Saint-Martin où l'inventaire sera poursuivi par dom Braux et Locatelli, c. d. bénédictins. (PORT, D., t. I, p. 86.)

⁶ « Ce sont des fonds morts que personne ne fait valoir et qui se détériorent par l'humidité et la poussière, si on ne s'empresse de les mettre hors des insectes et des rats. » (A. D., L 915.)

⁷ A. D., L 915. Le département décide de surseoir jusqu'à ce qu'il ait pris un arrêté pour faire, en son nom, l'établissement de la bibliothèque publique. On trouve là un exemple caractéristique des conséquences fâcheuses du manque de subordination entre les corps administratifs créés par la Constituante.

⁸ *Aff.*, 4 juin 1791.

institutions scolaires il n'y eut de réalisation¹. Ce n'est que sept ans plus tard (31 mai 1798) et quatre ans après le décret du 18 pluviôse an II sur les bibliothèques districales, que l'idée généreuse de Coutouly recevra sa réalisation et que sera inaugurée la bibliothèque nationale de la ville d'Angers.

B) Étude préparatoire à l'uniformité des poids et mesures

Une autre création, dont l'idée est antérieure à 1789 et qui, comme la précédente, ne fut alors qu'ébauchée : ce fut l'uniformité des poids et mesures.

1. « Il y a longtemps, écrivait en 1762, Lescalopier, intendant de la généralité de Tours, que le ministère s'occupe des moyens de prévenir les abus qui résultent journellement de la différence qui subsiste dans les poids et mesures dont on fait usage dans le royaume². »

L'*Almanach d'Anjou* pour l'année 1789 nous révèle des préoccupations de même nature. « Dans la province d'Anjou, les mesures à grains y sont presque aussi multipliées que les fiefs... et rien de plus important que de connaître le rapport de ces mesures avec la mesure matrice de l'Anjou, connue sous la dénomination de *mesure royale des Ponts-de-Cé* », sur laquelle était fixé chaque année le prix des grains. Devançant de plus d'une année les recherches prescrites par l'Assemblée nationale, l'*Almanach* se propose de « donner incessamment un recueil complet des mesures de l'Anjou et des provinces voisines comparées avec les mesures d'Angers et de Paris ». Pour y procéder avec plus d'ordre et de précision, il se livre à une enquête auprès des seigneurs, receveurs et « toutes autres personnes intéressées »³.

2. L'enquête prescrite en 1790, était de même nature. Un premier décret du 8 mai-22 août 1790, faisait, en effet, une obligation aux municipalités du royaume de « remettre un modèle parfaitement exact des différents poids et mesures élémentaires en usage dans chaque communauté ». Un second décret du 15 décembre 1790 sur le même objet était accompagné d'une instruction spéciale, rédigée par les commissaires de l'Académie des Sciences et destinée à diriger les opérations nécessaires à la réforme projetée⁴. Tou-

¹ Voir F. UZUREAU, *La bibliothèque d'Angers* (1791-1913). *And.*, 14^e sér., 1914, p. 179 et suiv.

² *Tableau de la généralité de Tours*, 1766. (F. UZUREAU, pp. 115-120.)

³ *Rapport des mesures à grains des baronnies, chatellenies et seigneuries du pays et duché d'Anjou, réduites à la mesure des Ponts-de-Cé*. (*Alm. d'Anjou*, 1789, pp. 151, 152.)

⁴ Instruction envoyée au dép., le 1^{er} février 1791 en 100 exemplaires pour être mis à la disposition des municipalités. (A. D., L. 543. *Poids et mesures*.)

tefois, il s'agissait non plus de « corriger les erreurs et fixer irrévocablement le droit des seigneurs », mais, ce qui était d'une autre importance, de mettre fin aux abus consacrés par un tel état de choses et d'arriver à une unification en accord avec l'unification administrative du royaume.

Ces abus étaient si criants que les municipalités répondirent avec empressement à l'ordonnance du département, datée du 30 novembre 1790, qui leur rappelait les « nécessités pressantes de la question posée »¹. L'intérêt échauffant les esprits, c'est avec amertume et avec force que les municipalités expriment leurs doléances ; ainsi au Vaudelnay², à Varennes-sous-Montsoreau³, à Brézé (décembre 1790-janvier 1791)⁴. A Saumur, la municipalité, embrassant la question dans son ensemble, rédige un mémoire précis et documenté (23 janvier 1791)⁵. « Ne reconnaissant parmi les mesures en usage, que le boisseau pour les grains, et la pinte pour les liquides, qui soient particuliers à la ville et y aient une mesure élémentaire », les officiers municipaux ont fait faire et fait remettre au district les étalons demandés : un « boisseau en métal avec fleurs de lis de chaque côté », et une « pinte d'étain aux armes de la ville ». Puis, ils ont rassemblé une série de notes sur la manière usitée de mesurer les domaines, les grains et les vins et ils terminent leur travail par un tableau des mesures du ressort de l'ancienne sénéchaussée comparées au boisseau de Saumur ; travail instructif qui montre, par un exemple précis, la complexité et la confusion des mesures usitées sous l'ancien régime et, en particulier, dans cette partie de l'Anjou⁶.

3. Mais d'une valeur plus considérable encore est le mémoire transmis par le district de Baugé au département le 23 avril 1791⁷,

¹ A. D., L 543.

² « La boisselée ou hommée, — déclare dans une délibération très documentée la communauté de Vau de Lenay — se subdivise en autant de différentes mesures qu'elle est assujettie à d'anciens fiefs ou boisseaux différents. Cet objet mérite toute l'attention de l'administration, parce qu'il en naît une confusion effroyable dans nos possessions, laquelle sert tous les jours de prétexte à l'homme injuste pour envahir la terre de son voisin, ou pour opprimer le pauvre par d'indignes chicanes. » (*Ibid.*, 27 décembre 1790.)

³ La coutume impose à la fois dans la paroisse, le boisseau de la sénéchaussée et deux autres mesures différentes, relevant des ci-devant seigneurs du dit Montsoreau. (*Ibid.*, 28 décembre 1791.)

⁴ La municipalité proteste contre l'arbitraire de M. de Dreux, ci-devant marquis de Brézé, et prie les administrateurs du dép. d'ordonner que le dit seigneur « soit obligé de représenter... par-devant qui ils jugeront à propos, tous ses titres au soutien de ladite mesure de Brézé, qu'il dit être de 21 livres le boisseau, pour 20 mesures de Saumur » ; et qu'à défaut « il soit déchu de ses demandes envers les propriétaires ». (*Ibid.*, 7 janvier 1791.)

⁵ A. D., L 543.

⁶ Le 14 février 1791, le pr. syndic, Merlet, signale spécialement ce mémoire au dép. et donne avis qu'il a fait charger ce jour à la Messagerie les étalons des mesures de grains et de vins de la ville de Saumur, conformément à la loi du 15 décembre 1790, art. 1^{er}. La lettre est enregistrée au dép. (Bureau du Bien public, 14 février 1791, f^o 30) et le boisseau est déposé au secrétariat. (A. D., L 543.)

⁷ *Observations sur les mesures en usage dans l'arr. du district de Baugé*. Fait au Directoire de Baugé, 16 avril 1791. Signé : Legoux, pr. du district ; Ferrière, maire ; Chevré, pr. syndic ; Ledoux, secrétaire. (A. D., L 543.)

mémoire qui suivait point par point le plan tracé par l'Académie des Sciences.

Passant successivement en revue chacun des classements indiqués (étalons de poids, mesures d'étendue, etc.), le mémoire s'efforce de distinguer, parmi les mesures usitées (mesures de superficie etc.), celles qui sont sujettes à l'arbitraire et, par suite, à l'erreur (boisselée¹, journal², hommée³, etc.) et celles qui, au contraire, présentent un caractère d'uniformité qui en fait la valeur (le pied carré⁴ et ses multiples, la perche⁵ et l'arpent⁶). Il détermine ainsi, pour chaque catégorie, « l'unité première », pied carré, qui dérive lui-même du « pied de roy »⁷ et dont l'étalon seul devrait être envoyé à l'Assemblée.

A l'étude critique du choix des mesures, le Mémoire joint des considérations sur leur forme et montre, par exemple, pour les mesures des graines, les inconvénients du boisseau, « mesure cylindrique qui varie dans ses dimensions et par conséquent dans sa solidité, suivant les différents cantons »⁸. Sans exclure la mesure ronde, qui est pour le commerce d'un usage « plus commode », il propose, pour la vérification, ce qui sera fait par la suite, la mesure carrée, « qui n'est pas sujette à erreurs dans le calcul de la solidité » et à laquelle il serait facile de rapporter toutes les autres mesures en usage, « car le rapport de toutes ces mesures entre elles pourrait être déterminé par la hauteur qu'elles occuperaient dans la mesure de comparaison ».

Et le mémoire, plein d'ingénieux aperçus, conclut sur ce dernier point, en proposant une simplification du travail demandé. « Une seule vérification de ce genre, faite au département où l'on porterait momentanément les mesures tant en usage pour les grains que pour les fluides ; un procès-verbal bien rédigé de cette vérification, avec une table des rapports des mesures les unes à l'égard des autres, éviterait tous les fasti-

¹ « La boisselée présente à l'imagination l'idée d'une superficie de terrain que le grain contenu dans la mesure appelée boisseau peut ensemercer » ; mais la grandeur du boisseau est elle-même « variable » suivant les localités et, d'autre part, la quantité de semence nécessaire varie avec les différents terrains ; « la manière de mesurer les superficies par boisselées et suivant les mêmes qualités de grains sera donc toujours très fautive ». (*Ibid.*)

² Composé « d'un nombre de boisselées variable suivant les localités ». (*Ibid.*)

³ Mesure employée pour les prairies, « qui semble désigner la quantité de terrain qu'un homme peut faucher dans une journée » ; mais, « cette définition qui est la véritable, ne présente rien de fixe ni de déterminé à l'esprit, puisque suivant la nature ou la qualité de l'herbe, le même homme dans le même nombre d'heures fauchera une plus ou moins grande quantité de terrain ». (*Ibid.*)

⁴ Le pied carré peut être regardé comme l'unité première des mesures de superficie ; il est composé de 144 pouces carrés. (*Ibid.*)

⁵ La perche carrée est de 25 pieds multiplié par 25, ou de 625 pieds carrés.

⁶ L'arpent, mesure générale, est de 100 perches quarrées, ce qui fait 62.500 pieds carrés.

⁷ Le pied de roy est composé de 12 pouces, le pouce de 12 lignes, la ligne de 12 points.

⁸ Trois boisseaux sont en usage dans le district : celui de Baugé (qui est le plus grand, et ne diffère que de trois livres de celui d'Angers) ; celui de Beaufort et celui de Longué. (*Ibid.*)

dieux d'un envoi d'un nombre infini de mesures à l'Académie des Sciences¹ »

Cependant, il ne semble pas que les administrateurs du département aient poussé ces travaux préliminaires avec une grande activité. Six mois après l'envoi de l'Instruction du 1^{er} février 1791, Delessart se plaint de ce que les commissaires de l'Académie « n'ont encore reçu que deux envois incomplets » (17 août 1791). Un an plus tard, Roland regrette à son tour que le département « n'ait fait parvenir aucun des étalons demandés » (28 novembre 1792)².

Néanmoins, dans ce domaine comme dans celui des bibliothèques l'Anjou avait apporté sa contribution à l'œuvre ébauchée par les premières assemblées et dont la réalisation ne devait commencer qu'en août 1793.

C) Création du Jardin botanique

Si, en ce qui concerne les poids et mesures et les bibliothèques, il ne s'agit dans le département, comme dans toute la France, que de recherches préliminaires, par contre, avec le Jardin botanique d'Angers, on se trouve en présence d'une véritable réalisation.

C'est qu'en effet, cette création amorcée par l'initiative de la société si vivante des Botanophiles, la moins fermée des sociétés de l'ancien régime, répondait aux goûts de l'époque pour l'étude pratique des sciences naturelles et leurs applications à l'agriculture, au commerce, à la médecine.

A Paris, l'Assemblée nationale rendait alors hommage au mérite des savants naturalistes (6-15 août 1790) et préparait, de concert avec eux, le projet de règlement qui allait faire du Jardin des Plantes de Paris, le *Muséum d'Histoire naturelle* (décret 20 août 1790)³. A Angers, municipalité et département unissent leurs efforts pour stabiliser l'œuvre de botanophiles et, à la faveur des événements, faire d'une création privée et précaire, un établissement public et durable.

1. On sait comment, grâce au désintéressement des Bénédictins de Saint-Serge et à l'entremise de Pilastre (4-5 mars 1789)⁴, fut acquise, par

¹ Le mémoire se termine par une série de détails sur les différentes mesures usitées dans le district. Il fut envoyé au dép. le 23 avril 1791, avec le pr.-verbal d'étalonnage du boisseau, le boisseau de Baugé. Le boisseau, d'une capacité de 25 livres de blé-froment, est remis le même jour au messager et déposé au secrétariat du dép. (Bureau du Bien public, f^o 36.) (*Ibid.*, L 543.)

² A. D., L 543.

³ LIARD, *L'ens. sup. en France*, t. I, pp. 382-388.

⁴ BOREAU. (*R. d'Anj.*, 1852, p. 50.)

la Société des Botanophiles, moyennant une modique rente foncière, la *Closerie des Bassins*, située aux portes mêmes de l'abbaye et qui allait devenir, ce qu'elle n'a cessé d'être depuis, le centre du Jardin botanique de la ville d'Angers.

Dans les années qui suivirent, la municipalité, présidée par Pilastre, profita de la main-mise de la Nation sur les biens ecclésiastiques pour se rendre d'abord acquéreur du jardin, puis des dépendances de l'église Saint-Samson, qui lui étaient contiguës et allaient en doubler l'étendue (19 avril 1791)¹. Elle fit abandon « unanimement et à perpétuité » des dites propriétés à cet établissement, se réservant seulement de rentrer en jouissance au cas où il viendrait à cesser (18 août 1791)².

Dans le même temps, la municipalité sollicitait le concours des autres corps administratifs : le 20 novembre 1790, sur l'initiative du maire, M. de Houlières, elle demandait secours et protection à l'Assemblée nationale³ et au département. Elle obtenait, de celui-ci, une subvention de 3.500 francs pour 1791⁴, qui fut renouvelée pour 1792⁵.

Ainsi, grâce à ces dispositions financières, le Jardin botanique était devenu à la fois propriété municipale et institution départementale. Il possédait désormais les ressources nécessaires pour assurer sa stabilité.

2. Mais, ce qu'il importe de souligner, c'est la conception originale que se faisait le Conseil général de Maine-et-Loire du rôle que devait jouer le Jardin botanique du département.

Considérant que cet établissement « doit devenir la source de nouvelles richesses agricoles et commerciales » et « qu'il retiendra ainsi l'attention » lorsqu'il s'agira de déterminer l'emplacement des institutions nationales pour l'histoire naturelle et « l'art de guérir », le Conseil général arrête, par avance, un programme dont il précise les grandes lignes. Il sera fait un cours complet et public de botanique et une démonstration des plantes au cours de l'été (art. 2) ; la Société sera chargée de recueillir les différentes plantes tant naturelles qu'exotiques, de les dessécher et d'indiquer les lieux où elles croissent (art. 3) ; elle devra, dès cette année, réunir le plus grand nombre possible d'échantillons (art. 4) et les faire passer aux procureurs syndics des districts et aux cultivateurs intelligents qu'elle pourra

¹ BOREAU (*R. d'Anj.*, 1852, p. 54.)

² A. D., L. 921 (Jardin botanique).

³ *Proc.-verb.* (23 novembre 1790). Adresse du Cons. gén. de la ville d'Ang., relative à son Jardin botanique ; renvoi au Comité d'Agriculture.

⁴ *R. d'Anj.*, 1852, p. 53.

⁵ A. D., L. 9 (Cons. gén., *proc.-verb.*, s. 25 novembre 1791). A. N., F¹ C 111 M.-et-L. 5 (Jardin botanique).

connaître (art. 5) ; enfin, elle lui rendra compte, chaque année, de ses travaux et de sa correspondance avec le royaume et avec l'étranger (art. 7)¹.

Ainsi que le fait remarquer Boreau, dans son étude sur le Jardin botanique d'Angers², « cette initiative devançait la pensée de la Convention nationale » (décret du 10 juin 1793 sur l'organisation du Muséum d'Histoire naturelle de Paris). Par plus d'un point également, elle se rencontrait avec le projet de règlement élaboré dès le mois d'août 1790 par les officiers du Jardin des Plantes³. Enfin, elle semblait atteindre le but vainement poursuivi par les sociétés d'agriculture et celle d'Angers en particulier : agir directement « sur la masse des agriculteurs ».⁴

3. Sans doute, ce vaste programme ne devait être qu'incomplètement rempli. Il le fut cependant dans ses grandes lignes par Merlet de la Boulaye. Au moment où commençaient à se disperser les ouvriers de la première heure, où La Révellière-Lépeaux, député à la Constituante, allait à son tour s'éloigner d'Angers sans se désintéresser cependant de l'histoire naturelle⁵, Merlet dut assumer, avec l'aide de quelques collaborateurs de second plan⁶, l'organisation du nouveau Jardin botanique. C'est lui qui, effectivement, en février 1790, fut chargé d'effectuer les travaux et « on sait, dit Boreau, avec quel goût il s'acquitta de cette tâche »⁷. A lui revient le mérite des premiers résultats obtenus : plantation du jardin, d'après la classification de Linné, construction de la première serre chaude⁸, premiers envois de graines aux cultivateurs et aux hôpitaux⁹, création d'un herbier des plantes du département¹⁰.

D'autre part, secondé au début par dom Braux pour la physiologie végétale, il rouvrit, en mars 1791, les cours publics interrompus depuis

¹ A. D., L 9 (Cons. gén., proc.-verb., 25 novembre 1791). *Aff.*, n° 100, 3 décembre 1791. O. COUFFON, *Musée d'hist. nat.*, p. 5. (B. A. SH 6617.)

² R. d'Anj., 1852, t. II, p. 55.

³ LIARD, *ouv. cité*, t. I, p. 382 et suiv.

⁴ H. SÉE, *Les soc. d'agr., leur rôle à la fin de l'Ancien régime* (An. Rév., 1923, p. 16).

⁵ Intervention à l'Assemblée, pour une indemnité de 2.000 l. en faveur de Lamarck et Faujas-Saint-Fond, botanistes du Jardin des Plantes (15 août 1789). *Corresp. des députés aux États généraux*, t. VI, pp. 101, 102. (B. A., H. 2025.)

⁶ Dom Braux était chargé provisoirement de la présidence ; Préseau, de la culture des plantes ; M. de Maquillé, du plan géométrique et du nivellement du terrain des Bassins. En outre, dom Fourmault, bénédictin et botaniste distingué, était chargé de compléter la Flore de l'Anjou. (R. d'Anj., 1852, pp. 50, 51.)

⁷ *Ibid.*, p. 52.

⁸ Questions proposées par les Comités des domaines et d'inst. pub. réunis, répondues par le cit. Merlet la Boulaye, an III, question n° 12. (B. A., SH 10001.)

⁹ Cinq hôpitaux du département avaient formé des jardins de botanique avec les produits de la culture du Jardin des Plantes de la ville d'Angers... En 1791 et 1792, 4.000 plantes avaient été semées ; environ 3.000 avaient réussi. On en donnait aux cultivateurs intelligents ainsi qu'aux hôpitaux. (*Ibid.*, quest. n°s 1 et 14.)

¹⁰ *Ibid.*, n° 20.

deux ans. Le nombre des auditeurs devait passer de 45 en 1791, à 100 en 1792, bientôt dispersés par la guerre de Vendée¹.

Telle fut, jusqu'à l'approche de la guerre civile, cette création originale, due à l'initiative privée et stabilisée par les pouvoirs publics.

¹ « J'ouvris le cours par l'explication de la philosophie botanique et d'un peu de physique végétale. Je faisais distribuer un nombre suffisant de racines, de feuilles ou de fleurs à démontrer, afin que chacun pût aisément en saisir les formes et les caractères. L'étendue des leçons était de deux heures chaque matin... Souvent, nous faisons de petites promenades aux environs de la ville, indépendamment des courses générales à la campagne, où se trouvaient non seulement les élèves, mais des médecins, des apothicaires et des amateurs d'histoire naturelle... Mon but était de former des observateurs, c'était ma seule ambition et ma seule récompense. J'ose même assurer que mon temps n'avait pas été perdu. » (B. A., quest. n° 17 SH 10001.)

CHAPITRE V

Créations propres à la première période révolutionnaire

Le bureau de correspondance et les clubs

Évolution de la presse et du théâtre

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude, de retracer l'histoire des clubs dans le département à l'époque révolutionnaire, ni celui du bureau de correspondance constitué à Angers en 1789, comme dans la plupart des villes, « forme intermédiaire entre les municipalités d'ancien régime et les municipalités définitives qui seront établies vers le mois de février 1790 »¹. Il s'agit là, en fait, de créations qui se rattachent à la vie politique de la province et qui n'intéressent qu'indirectement la vie intellectuelle.

Mais, à cette époque, la vie publique est devenue un moyen de culture intellectuelle ; les sociétés populaires sont alors pour la petite bourgeoisie et pour le peuple, ce qu'avaient été pour les classes privilégiées les sociétés fermées de l'ancien régime. Elles forment, en quelque sorte, comme on l'a dit, « les églises au sens antique du mot, c'est-à-dire les assemblées des fidèles de la Révolution »² ; là se fait l'éducation des adultes et c'est à ce titre qu'elles seront analysées dans les lignes qui suivent.

I. — Le Bureau de correspondance

1. Pour se maintenir en contact avec leurs députés aux États généraux, et s'entendre avec eux, par écrit, sur toutes les questions qui intéressaient la province, les électeurs de la sénéchaussée d'Anjou avaient constitué, avant de se séparer, un bureau de correspondance, trait d'union entre l'Assemblée et la province. Il était formé, à Versailles, des députés sup-

¹ DUBREUIL, *L'idée régionaliste sous la Révolution*. (An. Rév., 1918, p. 486.)

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 65.

pléants : Pilastre et Leclerc ; à Angers, de quatre membres : Huvelin-Duvivier, lieutenant général criminel, La Révellière, frère du député, Martineau, professeur de droit à l'Université et Couraudin de la Noue¹.

De cette double collaboration est résulté le *Bulletin de la Correspondance des députés des communes d'Anjou avec leurs commettants*² qui, comme les autres publications de même nature à cette époque, donne « sur les séances de l'Assemblée, comme sur la marche générale des événements, des détails du plus haut intérêt »³.

Le premier volume s'ouvre sur le discours où Milscent, à l'Hôtel de Ville d'Angers (18 mars 1789), évoque, aux yeux de ses concitoyens, le souvenir de « leur illustre compatriote, Bodin, aux États de Blois »⁴. Le dixième et dernier volume s'achève sur le discours du roi et la réponse du président lors de la clôture de l'Assemblée (30 septembre 1791)⁵. Entre ces deux dates extrêmes, six mille pages de texte serré⁶ renferment le récit, séance par séance, des travaux de l'Assemblée et font connaître les événements particuliers qui intéressent spécialement la province.

2. A Angers, comme ailleurs, le bureau de correspondance, présidé par Martineau, professeur de l'Université, devient « une véritable commune révolutionnaire »⁷, dont le rôle grandit avec les événements et aboutit à la libération civique de la cité. Le 7 juillet, c'est l'initiative d'une réunion « des citoyens de la ville d'Angers », pour la rédaction d'une adresse de félicitations à l'Assemblée nationale⁸, adresse présentée le 16 à l'Assemblée par Volney, comme seule « expression véritable du vœu des citoyens »⁹. Le 17 juillet, trois jours après la prise de la Bastille, nouvelle initiative du président Martineau pour la convocation d'une assemblée générale de « tous les électeurs du second degré résidant à Angers, et tous les autres citoyens sans en excepter Messieurs de l'Hôtel de Ville ».

¹ Le bureau comprenait en outre un membre pour chacune des sénéchaussées secondaires : MM. Rocher-Duperré, pour la sénéchaussée de La Flèche ; Sourdille de la Valette, pour celle de Château-Gontier ; Chevré, avocat, pour celle de Baugé ; Roberdeau, maire de Beaufort, pour celle de Beaufort (21 mars 1789). (BLORDIER-LANGLOIS, *Angers et le département*, t. I, p. 45.)

² *Correspondance de MM. les Députés des Communes de la province d'Anjou avec leurs commettants, relativement aux Etats généraux tenus à Versailles en 1789 (1789-1791)*. Ang., Pavie, 11 vol. in-8°, dont un de tables. (B. A., H 2025.)

³ Gustave ROUANET, *Les séances de la Constituante après le 14 juillet 1789*, (An. Rév., 1917, p. 621.)

⁴ *Corresp.*, t. I, p. xij.

⁵ *Ibid.*, t. X, pp. 499-501.

⁶ 10 vol. de 5 à 700 p. chacun, au total, 6.094 p.

⁷ DUBREUIL, *art. cité*, p. 485.

⁸ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 77 et t. II, *pièces justificatives*, n° 4.

⁹ Volney proteste en même temps contre une adresse semblable de la municipalité qui tenait ses pouvoirs « d'une autorité supérieure » et dont les officiers « ne pouvaient agir ni parler au nom de personne. » (BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 80.) L'Assemblée, le 22 août, considère le corps de la ville d'Angers comme un de ces établissements vicieux qui seront remplacés par de bonnes municipalités et qui seront supprimés de fait partout où l'on aura élu des comités permanents. (*Corresp.*, t. II, pp. 193, 194. Cité par MEYNIER, *La Révellière-Lépeaux*, p. 193.)

Ce fut là le point de départ de la formation d'une milice bourgeoise et de l'élection d'un comité permanent qui devait, « jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné par l'Assemblée nationale, s'occuper de tout ce qui intéressait le bon ordre et la sûreté des citoyens... , pourvoir à la sûreté des marchés et des foires, à l'approvisionnement des grains, à ce qu'il n'en fût fait aucun accaparement »¹.

Le Comité permanent, élu le 2 août, était composé de 16 membres appartenant à l'Université, au barreau et au clergé et parmi lesquels avaient pris place les quatre membres du Bureau de correspondance². Jusqu'en février 1790, il se substitue en fait à la municipalité organisation privilégiée et désormais sans influence et va jusqu'à prendre en main, dans l'affaire de la gabelle (octobre 1789), les intérêts de toute la province³.

Ainsi, les électeurs qui avaient contribué à la rédaction des cahiers des paroisses et des corporations de la ville, au mois précédent, continuaient à participer aux affaires publiques. Il y avait là une véritable éducation civique faite par le Bureau de correspondance avant la naissance des clubs.

II. — Les clubs

1. Le premier en date des clubs angevins, celui des *Amis de la Constitution d'Angers* ou *Club de l'Est*, est fondé en mars 1790⁴, cinq mois après l'installation du Club breton au couvent des Jacobins⁵. Il emprunte son nom à celui de Paris, auquel il est affilié après la scission des Feuillants, le 16 juillet 1791⁶. Installé d'abord à l'église Saint-Aubin, puis dans celle des Jacobins⁷, il est, comme tous ceux de l'époque, le lieu de réunion de « l'élite de la bourgeoisie pensante »⁸.

a) D'après Blordier-Langlois, qui avait vingt ans à cette époque, « ce qu'Angers compta de plus instruit, de plus honnête et de plus civilisé fit partie de ce club ».⁹ Le Comité permanent de la milice, dissous au moment de la fondation de la nouvelle municipalité (février 1790), en constitue

¹ BLORDIER, *ouv. cité*, p. 85.

² F. UZUREAU, *Etablissement de la milice angevine*. (And., 3^e sér., 1905, p. 374.)

³ Proc.-verbal de l'Assemblée générale de la province d'Anjou, tenue le 6 octobre 1789 dans l'église des prêtres de l'Oratoire de la ville d'Angers, concernant le remplacement de l'impôt sur le sel. Angers, Pavie, 1788, 27 p. (B. A., H 1560, t. II, n° 11.)

⁴ L'Observateur provincial (mars 1790), n° 23, p. 98.

⁵ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 101.

⁶ *Ibid.*, t. I, p. 176.

⁷ Actuellement place Saint-Maurice à Angers.

⁸ A. MATHIEZ, *La victoire en l'an II*, p. 240.

⁹ BLORDIER, *Angers et le département*, t. I, p. 198.

le premier noyau. L'avocat P.-M. Delaunay, l'oratorien Bénaben, le polémiste J.-B. Cordier, le publiciste Milscent le *créole*, l'imprimeur Charles Mame en sont les principaux membres au moment de la fondation ; puis, avec eux, La Révellière-Lépeaux, Pilastre et Leclerc, en octobre-novembre 1791. A cette date, la Société, d'après sa propre déclaration, compte « 450 patriotes qui s'y rassemblent fréquemment pour traiter tout ce qui concerne le bien public »¹.

Le programme de la Société, publié par l'*Observateur provincial*, en mars 1790² ; son règlement rédigé le 7 mars 1791³, sont inspirés par le club des Jacobins de Paris. Elle a pour devise : « Courage et fermeté dans les principes, fidélité à la Constitution, constance infatigable à la défendre, respect et soumission aux lois et aux pouvoirs qu'elle aura établis, dévouement à la patrie. »

b) Intermédiaire entre les citoyens et les pouvoirs constitués, le club intervient — comme tous les autres — pour protester contre les abus, les décisions des assemblées et provoquer les mesures nécessaires : pétition démocratique contre le décret du marc d'argent (7 novembre 1790)⁴ ; autre pétition pour l'extension du droit de citoyen actif aux hommes de couleur libres des Antilles (mai-juin 1791)⁵ ; adresse à l'Assemblée, pour l'expulsion des prêtres réfractaires (7 août 1791)⁶ ; puis, au département, pour provoquer des mesures de rigueur contre les prêtres suspects (30 mai 1792)⁷ ; adresse comminatoire au roi, après le renvoi de Roland (25 juin 1792)⁸, suivie d'une pétition des citoyens d'Angers qui sera lue à l'Assemblée par Choudieu (18 juillet 1792)⁹ ; protestation virulente contre l'éducation des couvents et demande de fermeture de ces établissements, « car il vaut mieux manquer d'instruction que d'en avoir une qui

¹ F. UZUREAU, *Les sociétés d'Angers (1791-1852)*. (And., 1912, p. 377.)

² « Un respect profond pour l'auguste assemblée nationale, une soumission entière à ses décrets, le sacrifice absolu de tout intérêt personnel à l'intérêt général, en un mot, un dévouement complet de toutes ses facultés à la patrie : telles sont les principales qualités requises pour être admis parmi les membres de cette patriotique association. » Même esprit désintéressé et idéaliste dans le but poursuivi : « Les Amis de la Constitution auront sans cesse les yeux ouverts sur la chose publique. Tout ce qui intéresse la liberté, la sûreté des individus, l'agriculture, le commerce, les arts, sera l'objet de leurs délibérations ; ils discuteront sur tout et tâcheront de faire adopter tous les plans qui tendraient à améliorer le sort des classes les moins fortunées de la société et à établir, de fait, cette précieuse égalité civile, le plus grand des bienfaits de l'Assemblée nationale. » (*Observateur prov.* (mars 1790), n° 23, p. 98.)

³ *Règlement de mars 1791*. Signé : Delaunay le jeune, président ; et Bénaben, secrétaire. (B. A., H 1560, t. III, n° 23.)

⁴ B. A., H 2036.

⁵ *J. de M.-et-L.*, n° 7. Voir Discours de Bénaben et discours du mulâtre Stanislas-Anthème Stencilin (11 juin 1791). (*Observ. prov.*, t. II, p. 213 ; *J. de M.-et-L.*, t. II, p. 230.) — Voir aussi A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 166.

⁶ *J. de M.-et-L.*, 3^e trimestre, p. 143.

⁷ « Il est temps enfin, il est temps de prendre des mesures de rigueur... Séparez-les des honnêtes citoyens Enfermez-les... autant pour leur propre sécurité que pour la nôtre », etc. (Adresse signée par Bénaben et par 200 citoyens actifs et une quinzaine de femmes.) (*Vend. ang.*, t. I, p. 353.)

⁸ B. A., H 2029, n° 7

⁹ *Ibid.*, H 2029, n° 3.

nous empoisonne » (14 septembre 1792)¹ ; enfin, au moment décisif du grand duel entre la Gironde et la Montagne, le club incline nettement vers la première. Au dire de Blordier, c'est Mévolhon, secrétaire de la Société, qui rédigea l'adresse comminatoire, envoyée le 31 mai 1793, à la Convention, par les citoyens d'Angers « légalement réunis dans leurs sections »². De nuance girondine en mai 1793, le club, comme on le verra plus loin, se rapprochera des Jacobins de Paris à la fin de 1793, pour essayer de sauver son existence ; mais succombera le 23 mars 1794, comme « abondant encore en membres suspects ou convaincus de fédéralisme »³.

c) D'autre part, et c'est ce qui doit retenir particulièrement l'attention dans cette étude, le club, ici comme partout⁴, exerce sur l'esprit des citoyens une action éducative, à la fois par la diffusion des idées révolutionnaires et par la participation aux cérémonies patriotiques.

Les habitués des tribunes, hommes et femmes, celles-ci en plus petit nombre, n'appartiennent pas tous en effet à la bourgeoisie éclairée qui dirige le club⁵. Pour eux, les séances sont un délassement, « une sorte de spectacle »⁶ et remplacent avantageusement la lecture ». Les discours deviennent un moyen efficace d'instruction et d'éducation. « Le peuple, ami de la Constitution, vient avec empressement à l'École de la vérité et du bonheur »⁷. » Chacune des manifestations oratoires a pour objet la démonstration d'un devoir civique. Ainsi *L'Instruction patriotique et nationale*, publiée par l'un de ses membres, au moment de la formation du département, est une page sur les devoirs de l'électeur et sur l'importance du choix des élus⁸. Le discours sur la situation politique du département, qui le suit de près, est en réalité un appel aux citoyens sur la nécessité de payer l'impôt⁹. L'avis adressé au peuple, à l'occasion de l'affaire des perrayeurs (septembre 1790), n'est qu'une exhortation au respect de la loi¹⁰. A six mois de là (juin 1791), le discours plein

¹ A. D., L/t 932 s. d. (Voir le document aux *Annexes*.)

² *Les citoyens de la com. d'Angers, légalement réunis dans leurs sections à la Conv. nat.* Angers, Mame, 1793 (30 mai 1793), 6 p. in-4°. (B. A., H 2029, 9.)

³ Paroles de Francastel au club de l'Est, le 15 février 1794. (BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 218.)

⁴ Voir en particulier : Emile GRANIER, *Un club limousin. Les Amis de la Constitution à Eymou-tiers (Haute-Vienne)*, dans *An. Rév.*, 1923, p. 304.

⁵ Voir l'adresse du 7 août 1791 sur l'expulsion des prêtres réfractaires, signée d'une quinzaine de femmes. (*Vend. ang.*, t. I, p. 353.)

⁶ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 196.

⁷ *Aff.*, samedi 28 mai 1791, n° 43, p. 213 (art. de Milscent sur la séance du 22 mai).

⁸ B. A., H 1560, t. III, n° 32.

⁹ *Ibid.*, n° 25. Discours prononcé au district de... par un des membres des *Amis de la Constitution* d'Ang. ; Ang., Mame, 24 p.

¹⁰ *Ibid.*, n° 8. *Lettre d'un ami de la Constitution de l'ordre et de la paix, sur les événements survenus à Angers les 4, 5 et 6 septembre 1790*, s. l. 1790, 10 p.

d'audace de Cordier, à l'occasion de la fuite du roi, est le premier éveil, en Anjou, des sentiments républicains¹; Enfin, en juillet 1792, au moment de la patrie en danger, l'appel vibrant « aux frères et amis » du département, exalte le sentiment du patriotisme² et témoigne de la place que tenait alors « l'œuvre militaire »³ dans les préoccupations de la bourgeoisie dirigeante.

C'est cette religion naissante du patriotisme qui se trouve, en quelque sorte, mise en pratique dans les manifestations publiques, où le club tient la première place : fête en l'honneur de la Pologne, qui vient d'adopter la Constitution française (29 mars 1791)⁴; inauguration solennelle dans la salle des séances, des « pavillons » des quatre nations libres : France, Angleterre, Amérique et Pologne, suivie d'une exhibition des drapeaux dans les divers quartiers de la ville, avec discours et musique (11 mars 1792)⁵; participation au Champ-de-Mars à la cérémonie funèbre et patriotique, célébrée à Angers comme dans toute la France en l'honneur de Simonneau, considéré alors comme un martyr de la liberté (10 avril 1792)⁶; participation encore, avec place d'honneur dans le cortège, à la plantation en grande pompe, sur la place de la Commune (les Halles), d'un arbre de la liberté — l'un des premiers « symboles »⁷ des cultes révolutionnaires — avec discours de Guillier aîné, et, pour

¹ Aux yeux de ce jeune citoyen, le roi, par sa fuite « a brisé tous les liens de reconnaissance de la nation, fait douter de l'utilité de son pouvoir » et « son inviolabilité apparaît comme une non moins grande absurdité que l'infailibilité du Pape ». Aux murmures qui accueillent ses paroles, il riposte par une allusion à la forme républicaine, la première entendue jusque-là en Anjou : « Vous n'êtes pas encore armés de cette constance inébranlable, de cet amour invincible de la liberté qui rendent tout facile quand on en est pénétré. Non, vous n'êtes pas encore dignes d'être républicains. » Et, prévoyant la tourmente effroyable qui allait suivre, et dans laquelle il devait lui-même succomber, il ajoute, comme dans une vision de l'avenir : « Les autres guerres étaient des luttes d'enfants. Celle-ci sera une guerre de géants. » B. A., H 2035, n° 7 (*Discours sur la royauté, son organisation, l'hérédité et l'inviolabilité du pouvoir exécutif*, s. l. 1791, 27 p.). A rapprocher du mouvement républicain à Paris : *La République réclamée par les Cordeliers après la fuite du roi ; L'affaire du Champ-de-Mars, 17 juillet 1791*. (A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, pp. 174-176.)

² B. A., H 2029, n° 3.

³ « Les clubs, qui comprenaient l'élite de la bourgeoisie pensante, mettaient l'œuvre militaire au premier plan de leurs préoccupations. Ils aidaient puissamment à la levée des recrues, à leur équipement, à leur bien-être. Ils les catéchisaient, il les comblaient de dons sans cesse renouvelés ; ils veillaient avec sollicitude sur leurs besoins ; ils écoutaient leurs réclamations ; ils s'instituaient en un mot leurs éducateurs, leurs conseillers, leurs protecteurs... » (A. MATHIEZ, *La victoire en l'an II*, p. 240.)

⁴ *J. de M.-et-L.*, 1791, n° 9 (s. 29 mars 1791).

⁵ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 206. D'après Blordier, cette cérémonie serait due au second club d'Angers ou club de l'Ouest. Cette assertion est contredite par une lettre de La Révellière-Lépeaux aux Soc. pop. du dép. pour les inviter à envoyer chacune deux membres à la fête solennelle organisée par les *Amis de la Constitution d'Angers*, le dimanche 11 mars 1792. (A. D., Soc. pop., L. 1311-1319 ; *Rég. de la Soc. pop. de Durtal*, s. 4 mars 1792.)

⁶ Maire d'Etampes, assassiné le 5 mars 1791 au cours d'une émeute. Voir sur ce sujet : rapport de Jean de Bry et décret sur l'érection d'une statue à Etampes (16-18 mars 1792). (GUILLAUME, *Législative, proc.-verb.*, pp. 152, 153. Rapport et projet de décret de Quatremère sur l'institution d'une cérémonie nationale fixée à Paris au premier dim. de juin 1792. *Ibid.*, p. 284-286. Annexe B.) Sur Simonneau, voir A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 182. (Simonneau et la taxation des grains, p. 204 (fête organisée par les Feuillants). *Ibid.*, *Vie chère*, pp. 67-72 et suiv.)

⁷ A. MATHIEZ, *Origines des cultes révolutionnaires*, pp. 32-33.

finir, prestation par acclamation du serment de « Vivre libre ou de mourir » (1^{er} février 1792)¹.

Ainsi, comme le dit Blordier, le club de l'*Est* « faisait de la philosophie et de la morale... »². Sans doute, les éléments bourgeois qui dirigeaient ce club se rendaient-ils compte obscurément que le respect de la loi, le paiement de l'impôt, l'obligation de défendre la patrie étaient autant de principes d'ordre favorables à la stabilisation d'un état de choses qu'ils avaient tourné à leur profit³. Néanmoins, c'est là que, sous la poussée des événements s'est faite, pour la première fois, une ébauche d'éducation civique pour la bourgeoisie angevine.

2. Un an après la naissance du club des *Amis de la Constitution*, en mai 1791, c'est-à-dire après l'hiver 1790-1791, où s'étaient multipliés, à Paris, les clubs de quartier « sous le nom de sociétés fraternelles ou de sociétés populaires »⁴, et en relation étroite avec le nouveau club des Cordeliers, se fonde, à Angers, un club populaire. Il prend naissance sur la rive droite de la Maine, « dans je ne sais quel lieu de la Turcie des Capucins », dit Blordier⁵, s'installe, hors du mur d'enceinte, au faubourg Saint-Jacques, dans l'église de ce nom, puis, en mai 1792, dans celle du *Bon-Pasteur*, située *intra-muros*, mais toujours dans le même faubourg « tout rempli de ses partisans »⁶. Il est appelé communément club de l'*Ouest*, par opposition au premier, dit club de l'*Est* ; après le 10 août, il prend le nom de club des *Amis de la Liberté et de l'Égalité*, et, en octobre 1793, sous l'impulsion des Jacobins de Paris, les Amis de la Liberté et de l'Égalité, deviennent les *Défenseurs des Droits de l'Homme*⁷.

Le club de l'*Ouest*, qui est d'origine populaire, ne paraît s'être séparé que lentement du club des *Amis de la Constitution*. En décembre 1791, six mois après sa fondation, il figure comme une filiale de ce dernier, sur le relevé des sociétés de la ville d'Angers, avec le même nom et le même objet⁸. Un an plus tard encore (11 mars 1792), à la fête des *Pavillons*, il participe à l'initiative du club de l'*Est*⁹.

¹ *Aff.*, 3 juillet 1792. UZUREAU, *Les fêtes civiques à Angers sous la Constituante et la Législative*, d'après les reg. des délib. de la municipalité d'Angers. (*And.*, 1907, p. 91.)

² BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 211.

³ « La classe qui va prendre la direction de la Révolution est pleinement consciente de sa force et de ses droits. Il n'est pas vrai qu'elle se laisse séduire par une idéologie vide, elle connaît à fond les réalités, et elle possède les moyens d'y conformer ses intérêts. » (A. MATHIEZ, *Rév. franç.*, t. I, p. 48.)

⁴ *Ibid.*, t. I, p. 164.

⁵ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 203. L'établissement des capucins était situé en Reculée, sur l'emplacement actuel de l'*Hospice Sainte-Marie*. (PORT, *D.*, t. I, p. 71.)

⁶ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 207.

⁷ A. M. Reg. délib. de la Société populaire, s. du 12 oct. an II.

⁸ « Société des Amis de la Constitution, séante en la ci-devant église Saint-Jacques : 300 patriotes s'y rassemblent fréquemment pour traiter tout ce qui concerne le bien public René Guibert, président. » Ce sont les mêmes termes que ceux employés pour désigner le club de l'*Est* qui se tenait à l'église Saint-Aubin, avec 450 patriotes et Bénaben comme président. (F. UZUREAU, *Les Soc. d'Angers, 1791-1852. And.*, 1912, 12^e sér., p. 378.)

⁹ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 206.

Mais, bien avant cette date, alors que le club de *l'Est* n'était plus fréquenté que par la bourgeoisie et les citoyens actifs qui, suivant l'expression de Sieyès, étaient « les vrais actionnaires de la grande entreprise sociale »¹, le club de *l'Ouest* par contre, était suivi « par tant de gens de la classe infime », suivant l'expression de Blordier, « qu'on l'appelait d'ordinaire, le club des *bonnets* »². Là, comme dans les sociétés populaires de l'époque, dominaient les petites gens du faubourg, les citoyens passifs, « exclus du droit électoral parce qu'ils étaient exclus de la propriété »³, mais qui commençaient à protester contre un état de choses dont la bourgeoisie seule avait su profiter⁴. La liberté de la critique y attirait les éléments avancés du club de *l'Est*, et Bénaben qui avait donné sa démission des *Amis de la Constitution* en janvier 1792, devint président des *Amis de la Liberté et de l'Égalité* au mois d'octobre suivant⁵. Au club de *l'Ouest* commence l'éducation politique de la démocratie angevine⁶.

Sans doute, ce premier éveil des intelligences à la vie publique va de pair avec la gaucherie et l'incorrection de la langue. Blordier qui, à près d'un demi-siècle de distance, en parle sans bienveillance et qui « copie scrupuleusement l'orthographe » du registre des procès-verbaux, déclare que « là se parlait un langage qui fit longtemps, mais en secret, l'amusement des hommes bien élevés ». ⁷ Ainsi «... Un membre a fait part que les boulangé avais lair de sêtre coaliser ensemble, pour donner aux républicain de très mauvais pain. La discution à examiner leur confiance a été renvoyée à une autre séance... On a demandé aussi qu'on ferait une pétition à l'administration contre un *reste de fanatique* qui règnent encore dans les campagnes. Les citoyens [Cordier et Gouron] ont été chargé d'en faire pétision au district, pour qu'il fasse venir les saints *outy*, pour qu'ils soient passé au creuzé épuratoire... Après la lecture du procès-verbal, on propose de faire un arrêté sur la *casque* (caste) monacaille, savoir s'ils doivent être parmi nous, ou si l'on doit éloigner de notresociété toutes les bête noires..... C'est là, — dit-il encore — que l'on entendait

¹ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 114.

² BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 203.

³ A. MATHIEZ, *ouv. cité*, t. I, p. 113.

⁴ Ces protestations sont faibles encore au début de 1792 ; mais dès ce moment le club n'est pas étranger aux appellations révolutionnaires des rues de la ville. Après la fête des Pavillons (11 mars 1792), la rue Saint-Jacques, devenue rue de la *Fidélité*, dans la nomenclature adoptée par la municipalité en novembre 1791, prend le nom de rue et place de l'*Alliance des Nations*, etc. (BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 206, et t. II, p. 353, *pièces justificatives*, n° 13.)

⁵ PORT, *D.*, t. I, p. 302, c. 1.

⁶ Voir le *Reg. des délib. de la Soc. pop. de l'Ouest* conservé aux A. M. ; commencé le 10 octobre 1793 et qui va jusqu'au 27 frimaire an III. 92 feuillets non paginés (A. M., sér. I, 88, 89.) La Bibl. d'Ang., possède un manuscrit de Blordier-Langlois qui renferme une analyse de ce registre (B. A., mss. n° 906 (Lemarchand), 1075 (Molinier), 61 p., format in-4°.)

⁷ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 204.

prononcer une *frottée* pour une défaite ; *sauffre*, au lieu de sauf ; *égoïstre*, pour égoïste ; le tribunal *révolutionnaire* de l'opinion publique. » ¹

Toutes ces expressions, dont nous avons vérifié l'exactitude ², témoignent à la fois de ce qu'était alors la faible culture intellectuelle et l'ébauche grossière de culture civique, dans la démocratie angevine.

Ainsi, à Angers, à partir de mai 1791, existent deux sociétés d'origine commune, mais vite opposées par les intérêts de classe. Toutes deux, après la scission de la Société de Paris, au 16 juin 1791 ³, restent dans le sillage des Jacobins, mais avec des tendances différentes qui s'accroîtront au 10 août 1792. L'une et l'autre ont contribué, jusqu'à cette date, chacune à leur manière, à l'éducation civique de la cité ; la première, pour la bourgeoisie ; la seconde, pour la masse populaire.

3. Dans le département, et spécialement dans les petites villes et les grosses agglomérations des districts de la rive droite de la Loire, où existe une petite bourgeoisie, apparaissent, comme dans toute la France, en 1790-1791, des sociétés populaires, affiliées aux *Amis de la Constitution* de Paris.

Ainsi à Saumur, seconde ville du département, en avril 1791, un avocat, Merlet, deux médecins, Riffault et Vilneau, un notaire, Rossignol, un propriétaire, Guillemet, le curé de Saint-Jacques, Meignan fondent, au couvent des Capucins, faubourg des Ponts, une société des *Amis de la Constitution*, qui doit « entretenir une correspondance active » avec celle de Paris, « dont on accepte la direction politique ». Pour être membre du club, il faut avoir 18 ans, être présenté par deux sociétaires, verser une cotisation de 6 livres ⁴ et signer un acte d'adhésion au règlement ⁵. Telle est la naissance de cette société, qui, comme on le verra plus loin, tiendra en l'an II, la première place parmi les sociétés populaires du département, au point de vue de l'éducation civique des enfants et des adultes.

Autour de Saumur et dans le Bugeois qui lui fait suite, apparaissent, vers la même date, des sociétés semblables : à Varennes-sous-Montsoreau (octobre 1790) et Vivy (novembre 1790) ⁶ ; à Baugé, en juin 1791 ⁷, à Mazé (20 août 1791), à Durtal (15 mai 1791) ⁸, et nous montrerons par la suite, comment, en l'an II, cette dernière, située dans une commune de 600 feux ⁹, sera l'image de la société populaire de village avant 1793,

¹ BLORDIER, *ouv. cit.*, t. I, pp. 204-206.

² Elles sont empruntées en presque totalité, au proc.-verb. de la s. du 2 pluviôse an II dont la rédaction est exceptionnellement incorrecte.

³ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 172.

⁴ La cotisation, à Saumur, était intermédiaire entre celle des Jacobins de Paris (24 livres par an), et celle des Cordeliers (2 sols par mois). (A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, pp. 101-164.)

⁵ DESMÉ (*Histoire de Saumur pendant la Révolution*, p. 110 et suiv.)

⁶ A. D., L 1311-1319.

⁷ PORT, *D.*, t. II, p. 146.

⁸ A. D., L 914.

⁹ Exactement : 674 feux, 3.270 h. en 1790. (PORT, *D.*, t. II, p. 87, c. 2.)

4. Par contre, dans la partie du département située au sud de la Loire et qui correspond à la Vendée angevine, là où il n'existe, entre la noblesse et le paysan, aucune classe sociale intermédiaire, on ne trouve guère de sociétés populaires que dans les plus gros centres : à Cholet, par exemple, principal chef-lieu de district, ville de 6.000 habitants ¹, où la population industrielle avait triplé dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et qui possède une *Société des Amis de la Constitution*, en août 1791 ².

Mais ailleurs, dans les Mauges, s'annonce déjà le soulèvement « préparé soigneusement et de longue date par les nobles », qui « ont mis les prêtres en branle » ³ et, à la faveur de la Constitution civile du Clergé, les premiers troubles commencent ⁴. Aussi, dans ce milieu où domine la contre-révolution, n'y avait-il nulle place pour des groupements de citoyens. Ainsi s'explique l'étrange *Club ambulant des Mauges*, sans pendant ailleurs d'après le récit passionné qu'en fait La Révellière-Lépeaux, qui a parcouru, en « véritable missionnaire patriotique, tout le pays fanatisé des Mauges » ⁵.

Déjà, en janvier 1792, Villier et La Révellière-Lépeaux, commissaires du département, étaient partis d'Angers en « missionnaires », avaient parcouru pendant trois semaines les districts de Saint-Florent, Cholet et Vihiers, « prêchant la liberté, l'égalité et l'amour des lois à tout venant, dans les chemins, dans les places publiques, dans leurs gîtes bons ou mauvais », « combattant le discrédit des assignats », « éclairant les habitants des campagnes sur l'impôt », cherchant à leur prouver « que les prêtres, les nobles, les financiers, les gens d'affaires sont tous ligüés pour les tromper » et « qu'ils se sont d'abord servis de la religion pour les aveugler, parce que c'est une chose sur laquelle le raisonnement n'a aucune prise » ⁶.

Quelques semaines plus tard, le 26 mars, sur l'initiative des citoyens de Chalonnes, La Révellière-Lépeaux, en qualité de commissaire des *Amis de la Constitution* d'Angers et quelques Chalon nais, dont son ami Leclerc,

¹ PORT, D., t. I, p. 700, c. 2.

² A. D., L 914.

³ A. MATHIEZ, A propos de l'ouvrage d'Emile Gabory. *La Rév. de la Vendée*. (An. Rév. 1927 p. 603.)

⁴ Les Muletins et l'équipée de la garde nationale d'Angers à Saint-Laurent-sur-Sèvre (mai 1791) ; premiers outrages aux assermentés à Saint-Lambert, au Voide, à Chemillé (juin 1791) ; les pèlerinages : Bellefontaine et Saint-Laurent, premiers arrêtés du département contre les réfractaires (24 mai 1791-24 juin 1791) ; interdiction des rassemblements et des processions (arrêté des 4 et 5 novembre 1791), puis recrudescence des processions avec la réduction des paroisses (arrêté du département du 1^{er} février 1792 qui interne à Angers, dans la huitaine, tous les non assermentés). (*Vendée ang.*, t. I, chap. IV à X.)

⁵ PORT, D., t. III, p. 248, c. 2.

⁶ *Récit du voyage des commissaires envoyés par le directoire du dép. de Mayenne et Loire dans les districts de Saint-Florent, Cholet et de Vihiers, par un témoin oculaire*, Angers, ouv. cité, 12 p. B. A., H 2028 (21) et 2029 (13).

se rendent à Beaupréau¹, « point central de cet horizon ténébreux »², où, un moment, ils avaient pensé créer une *Société des Amis de la Constitution*. Et c'est alors, après la rencontre mouvementée d'un pèlerinage « au fameux chêne de Saint-Laurent », la tenue d'une séance, « dans le lieu où le ci-devant chapitre célébrait son office », en présence de soixante à quatre-vingts patriotes, « frères ou amis », venus pour la majeure partie de *Cholet* et de *Saint-Florent*, et que La Révellière s'efforce d'éclairer « sur les trames diaboliques dont les habitants des campagnes sont environnés ». Le lendemain, ce sont les manifestations publiques destinées à frapper les imaginations, mais sans influence sur la marche des événements³, tour de la ville au son du tambour, arrêt sur la terrasse du collège avec le chant connu : *Où peut-on être mieux qu'en famille* et, pour finir, ronde patriotique dansée autour « de l'étendard de la Patrie ». Ces manifestations trop durement jugées par Bougler⁴, excessives mais sincères s'expliquent dans un temps et dans un milieu où l'exaltation civique des uns croissait avec le fanatisme et la superstition des autres.

Telle fut la conception de ce *Club ambulante des Mauges*, qui disparut après la journée de Chemillé, le jeudi de Pâques (avril 1792)⁵, club original qui allait semer l'idée de liberté là où les citoyens patriotes étaient en trop petit nombre pour former des groupements et là aussi où toute idée démocratique allait être bientôt étouffée par la guerre civile.

III. — Évolution de la presse

La liberté de la presse, qui existe en fait six mois avant la Révolution et qui est consacrée par la Constitution, favorise la curiosité intellectuelle et décuple l'importance des journaux. À côté des journaux d'information, qui étendent le champ de leurs recherches, prennent place des feuilles nouvelles qui servent « d'organe attitré » des clubs ou qui se font « l'écho » de leurs discussions⁶. Au point de vue spécial de cette étude, la presse

¹ *Rapport du voyage des Commissaires de la Société des Amis de la Constitution d'Angers au club ambulante établi dans les Mauges*, fait à la séance du 1^{er} avril, l'an IV de la liberté, par L.-M. La Révellière-Lépeaux s. l. (B. A., H 2029, n° 12. *Mémoires de La Révellière-Lépeaux*, t. I, chap. III, p. 93 et suiv.)

² *Rapport*, pp. 5, 6.

³ *Ibid.*, pp. 6, 7, 8.

⁴ « Il fallait, ce me semble, porter un grand et bien imperturbable respect aux démonstrations patriotiques pour ne pas être pris d'un sentiment d'indicible et profonde pitié à la vue de cette exaltation publique... etc. » (BOUGLER, *Mouv. prov.*, t. I, p. 182.). — Meynier rappelle en réplique que les collègues de Bougler, conseiller de la Cour royale d'Orléans, « tournèrent aussi la ronde en chantant sur les débris des insignes impériaux en février 1815 ». (MEYNIER, *La Révellière-Lépeaux*, p. 270.)

⁵ *Vend. ang.*, t. I, p. 334.

⁶ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 102.

apparaît comme le prolongement des clubs dans l'éducation civique de la masse des citoyens.

1. Angers, on le sait, possédait, en 1789, un journal d'annonces, les *Affiches*, qui comptait déjà, à cette époque, seize ans d'existence. Avec l'année 1790, la modeste feuille d'information de l'Ancien régime, étend le cercle étroit dans lequel elle avait été enfermée jusqu'ici.

Alors « que le règne de la liberté vivifie et anime toutes les âmes, alors que des intérêts puissants et généraux donnent aux esprits un mouvement et une activité extraordinaires, tout le monde veut s'instruire ; tout le monde veut lire ». ¹ C'est pour satisfaire cette curiosité nouvelle que le premier en date des journaux de la province transforme son titre, multiplie les suppléments, accroît son format, augmente ses numéros ². Celui qui le dirige, Charles Mame, patriote en 1789, imprimeur du département en juin 1790, est membre fondateur du club des *Amis de la Constitution* et fait régulièrement, dans sa feuille, le compte rendu des séances ³.

Aux articles « d'utilité particulière et locale » qui faisaient jusqu'ici sa seule raison d'être, ce journal ajoute les publications d'intérêt général : « opérations de l'Assemblée nationale, établissement des municipalités et assemblées administratives..., nouvelles étrangères..., découvertes utiles dans les sciences et les arts ⁴ ». Le modeste journal d'annonces, « toléré par l'Ancien régime », devient, après des appellations successives, le *Journal national du département de Maine-et-Loire* ⁵.

En 1792, le journal continue à demeurer un simple organe d'information, tel est, en effet, le sens du prospectus paru en novembre 1791 : « Profitant de la vaste carrière que la liberté ouvre à la presse », il accroît ses « sources » de renseignement, mais « s'engage solennellement à être vrai » et « à ne rien se permettre de ce qui pourrait blesser les personnes et les choses » ⁶.

¹ *Aff.*, 2 janvier 1790, prospectus.

² Le 23 juin 1789, Mame annonce qu'il donnera, à partir du 1^{er} juillet, deux numéros par semaine (le mardi et le samedi) au lieu d'un seul, et le prix d'abonnement est doublé et porté à 12 livres par an pour la ville. Le format est augmenté au 1^{er} janvier 1790. Le journal publie de nombreux suppléments pendant les premiers mois de 1791 ; à partir de juillet 1791 et jusqu'à la fin de l'année il publie le jeudi une feuille qui porte le même numéro *bis* que celle du mardi, et porte l'abonnement de 12 livres à 13 livres 10 sols par an. Au 1^{er} janvier 1792 cette troisième feuille devient régulière et le journal est publié sous cette forme jusqu'au 1^{er} octobre 1792. (QUERUAU-LAMERIE, *Notice sur les journaux d'Angers pendant la Révolution, 1789-1800. R. d'Anj.*, 1892, t. XXIV, pp. 136-138.)

³ De mai à juin 1791, ce compte rendu est fait régulièrement par Milscent de Mussé, dit l'Américain ou le Créole, et dont il sera parlé plus loin, à propos du journal le *Creuset*. (PORT, *D.*, t. I, p. 679, c. 2.)

⁴ *Aff.*, 2 janvier 1790, prospectus.

⁵ Le numéro 63, du 31 octobre est intitulé : *Affiches d'Anjou ou Journal national de la Province* ; le n° 65 porte : les *Affiches d'Angers ou Journal national de la province d'Anjou* ; le 17 avril 1790, avec la formation du département le titre devient : *Affiches d'Angers ou Journal national du département de Maine-et-Loire* ; à partir du 6 octobre 1791 (n° 83 *bis*) et pour les premiers numéros de 1792 : *Journal national du département de Mayenne et Loire* ; enfin, à partir du 6 juillet 1792 (n° 81) retour à l'ancienne appellation qui a prévalu. (R. d'Anj., art. cité, p. 138.)

⁶ *J. de M.-et-L.*, n° 93 (8 mars 1791)

Et tel est encore le caractère des autres publications imprimées à cette époque par Mame : *Journal des États généraux*¹, fondé au début de 1791 pour concurrencer la *Correspondance* éditée par Pavie ; puis, *Nouvelle, correspondance du département*, qui fait suite au *Journal des États généraux* et ayant pour objet la publication des « travaux de la Législative », celle des « nouvelles du département » et celle « de tout ce que les papiers étrangers » pourront y ajouter².

2. Si les *Affiches*, malgré leur changement de titre en 1790, sont restées une simple feuille d'information, c'est à la catégorie des journaux d'opinion et des organes attitrés des clubs qu'appartient le *Journal du département de Maine-et-Loire par les Amis de la Constitution*, édité par Mame, puis Pavie, puis Jahyer le jeune, à partir de janvier 1791³. C'est pour prolonger son action que le club fait paraître cette publication, tel est le sens en effet du prospectus du 6 janvier 1791 : « Répandre les principes et les opinions de la Société, par la voie d'un journal qui embrassera tous les objets d'utilité publique, traités en séances » et « mettre la liberté sous la sauvegarde de la publicité »⁴. Tel est l'objet de cette feuille, inspirée par le prosélytisme de la bourgeoisie angevine.

Pendant huit mois consécutifs (12 janvier-fin septembre 1791), ce journal donne régulièrement le compte rendu des séances du club, puis, sans cause apparente disparaît. Lorsqu'en novembre 1791, il est question, à la Société des *Amis de la Constitution*, de reprendre la publication interrompue, une voix s'élève pour rappeler « combien ce journal avait contribué à propager les bons principes » et pour déclarer « combien sa continuation pourrait servir encore à éclairer les bons habitants des campagnes et à diriger les clubs patriotiques du département »⁵. Continué, à partir de décembre 1791, par l'imprimeur Jahyer, « sous sa responsabilité personnelle », et, dès lors, simplement patronné par la Société, il cesse d'en être l'organe officiel. Le journal fait une large place aux nouvelles locales, aux séances du club, aux poursuites contre les réfractaires, aux mesures du département contre les troubles, aux nouvelles diverses

¹ *Journal des États généraux convoqués par le roi Louis XVI, le 27 avril 1789, aujourd'hui Assemblée nationale permanente*, 1791, Angers, Mame, 12 vol. in-8°. (QUERUAU, art. cité, p. 298 d'après des sources particulières.)

² *J. de M.-et-L.*, n° 84 (8 octobre 1791).

³ *J. du dép. de M.-et-L. par les Amis de la Constitution d'Angers*, 12 janvier 1791-12 janvier 1792. Angers, Mame-Pavie puis Jahyer le jeune, 3 vol. in-8°. (B. A., H 5427.) Le premier trimestre contient 12 numéros, le second 13. Beaucoup de ceux-ci contiennent plus de 24 pages. D'après leur titre, ces deux volumes ont été imprimés chez Mame. Le titre du troisième volume porte le nom de l'imprimeur Pavie, mais dès le n° 2 de cette série, une note prévient les souscripteurs qu'ils doivent s'adresser désormais au sieur Jahyer le jeune, seul imprimeur de la Société. (QUERUAU-LAMERIE, *R. d'Anj.*, 1892, t. XXIV, p. 151.)

⁴ *J. du dép. de M.-et-L.*, prospectus, 6 p. (janvier 1791).

⁵ *J. des Amis de la Constitution*, n° 11 (27 novembre 1791).

extraites de la *Feuille villageoise*¹. Compromise peut-être par ses attaches girondines, cette feuille devient introuvable à partir de mars 1792².

3. Enfin, à côté de la feuille bourgeoise, qui n'est que le prolongement momentané du club des *Amis de la Constitution*, il faut faire une place pour deux autres journaux d'opinion, d'inégale importance : *L'Observateur provincial* de Louis-Victor Pavie, et le *Creuset*, de Milscent de Mussé.

a) *L'Observateur provincial*³, annexe de la *Correspondance des députés des communes d'Anjou*⁴ sous la Constituante, puis de la *Correspondance du département de Maine-et-Loire à l'Assemblée législative*⁵, est un organe d'information comme les *Affiches*, un journal constitutionnel comme le *Journal des Amis de la Constitution*, mais sans attaches officielles avec le club, et plus libre d'allure. Il paraît devoir prendre place à la gauche du *Journal des Amis de la Constitution*.

Dans la première période de son existence (1789-1791), on y trouve le compte-rendu des premières fédérations du département à l'occasion de la formation des gardes nationales⁶ ; un commentaire souvent passionné des événements de la ville et du département, mais ce journal reste profondément attaché à la défense de la Constitution. Le moine patriote Coquille d'Alleuds, du couvent des Récollets de Beaufort, en est le correspondant attitré. En octobre 1789, compte-rendu de ses deux discours patriotiques, l'un sur *l'Égalité et la liberté civique et politique* ; l'autre sur *les Avantages de la Constitution considérés par rapport à la religion et par rapport à*

¹ Voir en particulier : troisième trimestre, 1791, n° 1, p. 21, apothéose de Voltaire à Paris n° 14 (6 décembre 1791), p. 80, sur l'arrêté du département qui exige les passeports pour combattre les pillages et les assassinats ; n° 15, p. 80 et 101, discours de Pilastre à sa réception aux *Amis de la Constitution*, et réponse de La Révellière-Lépeaux ; n° 18, p. 79, publication d'une formule pour le mariage civil ; *idem*, p. 194, pétition de tous les paysans français pour la suppression des fêtes (extrait de la *Feuille villageoise*) : n° 19, 20 p., nouvelle nomenclature des places et rues d'Angers, etc.

² Voir MEYNIER, *La Révellière-Lépeaux*, pp. 260, 261.

³ *L'Observateur provincial*, 1789-1791. Angers, Pavie, 8 parties in-8°. (B. A., H 5426.) Commence à paraître vers le mois d'octobre, avec le 3^e vol. de la *Corresp.* Il en existe 8 parties correspondant à autant de trimestres, de 100 p. environ chacune. Le prix de la souscription pour les deux journaux est de 6 livres pour Angers et de 8 livres par la poste, pour chaque trimestre. (QUERUAU-LAMERIE, *art. cité*, dans *R. d'Anj.*, 1892, t. XXIV, p. 148.)

⁴ *Correspondance de MM. les Députés des communes de la province d'Anjou avec leurs commettants, relativement aux États généraux tenant à Versailles en 1789, 1790, 1791.* Angers, Pavie, 11 vol. in-8°. (B. A., H 2025.)

⁵ *Correspondance du département de Maine-et-Loire à l'Assemblée nationale législative (1791-1792).* Angers, Pavie, 4 vol. in-8°. (Voir Analyse, par Quérueu-Lamerie, d'après une communication privée, dans *R. d'Anj.*, 1892, t. XXIV, p. 299.)

⁶ Adresse de la paroisse de Savennières à « ses seigneurs de l'Assemblée nationale » 14 fév. 1790. (*Obs. prov.*, n° 10, février 1790, pp. 45, 46). — Réunion à Candé des « citoyens soldats » de seize villes et bourgs et paroisses des environs (21 mars 1790). (*Ibid.*, n° 14, p. 62). — Prestation du serment civique à Beaufort sur la place des Halles (11 juillet 1790). (*Ibid.*, n° 24, pp. 94, 95). — Formation d'une fédération patriotique des citoyennes de Rochefort-sur-Loire qui décident de faire insérer leur délibération dans la plus prochaine feuille de l'*Observateur*, à la suite de la *Correspondance* des députés du département, « afin d'en donner connaissance par cette voie à leurs sœurs des autres paroisses, qu'elles engagent à suivre leur exemple ». (18 juillet 1790). *Ibid.*, n° 24, pp. 95, 96, etc.

*l'humanité*¹; puis, peu après, publication du prospectus du *Prédicateur patriote*, journal où l'auteur « fera aimer la Constitution, qui rendra la religion plus respectable, la loi plus sage, les mœurs plus épurées et les hommes plus heureux ».²

L'Observateur, seconde législature (1791-1792)³, donne des nouvelles de Paris et du département, parfois même de l'étranger et continue à faire une place aux récits patriotiques du jour : tel, l'hymne révolutionnaire de Coquille, alors curé constitutionnel de Beaupréau, écrit pour la fédération du 14 juillet 1792, an IV de la liberté⁴.

b) *Le Creuset*⁵, dû à la plume de Milscent, dit le *créole*⁶, est, comme

¹ *Obs. prov.*, n° 1, 27 octobre 1789 et n° 5, p. 19, puis n° 7, où Coquille, après avoir rappelé l'accueil encourageant fait à l'auteur par les *Amis de la Constitution d'Angers* et les citoyens patriotes de toutes les extrémités de la France qui se sont trouvés à la foire de Saint-Martin, annonce l'apparition, à prix réduit (6 sous au lieu de 12), d'une seconde édition du *Discours*.

² *Obs. prov.*, n° 7, 5^e partie, p. 27.

³ *L'Observateur, seconde législation, 1791-1792*. Angers, Pavie, 4 vol. in-8°. (QUERUAU-LAMERIE, d'après une communication privée dans *R. d'Anj.*, 1924, t. XXIV, p. 300.) Quelques numéros détachés existent aux A. D., sér. K.

⁴ Hymne pour la fédération du 14 juillet 1792, l'an IV de la liberté.

Air : Aussitôt que la lumière, etc.

I

Français, élevons notre âme
Jusqu'à son divin Auteur
Que l'amour qui nous enflâme,
Soit digne du créateur !...
Si quelque chose t'honore,
Dieu puissant de l'Univers,
C'est le peuple qui t'adore,
Quand il a brisé ses fers.

II

Si tous les rois de la terre
Sont nos cruels ennemis !
Grand Dieu ! lance le tonnerre
Sur ces brigands avilis.
Si l'homme est à ton image
Il est libre comme toi :
Se réduire à l'esclavage,
C'est insulter à ta loi.

III

Regarde le Despotisme
Lever son front orgueilleux,
Et l'infâme Fanatisme
Dire qu'il dépend des cieux !...
Arme ton bras de la foudre,
Ecrase tous les tyrans !
Oui, tu dois réduire en poudre
Les bourreaux de tes enfants.

COQUILLE.

(A. D., sér. K, *L'Obs. prov.*, n° 43.)

⁵ *Le Creuset*, par Milscent, créole de la dépendance du Cap français, n° 1 à 24, 1791. Angers. Mame, 1 vol. in-8°. (B. A., H 5341.)

⁶ Milscent (Claude-Michel-Louis), surnommé *l'Américain* pour le distinguer de son frère Antoine, né comme lui à Saint-Domingue, d'une famille angevine. Amené jeune à Angers où il se trouvait en 1776, son séjour y alterne dès lors avec sa résidence à Saint-Domingue, où pendant dix-sept ans, il commande un corps de *chasseurs* à la recherche des nègres marrons. Son zèle pour la recherche des « bons noirs » ne l'en fit pas moins accuser plus tard de soutenir les nègres

l'Observateur provincial, le soutien de la Constitution, mais un journal indépendant. Milscent a été l'un des fondateurs du *Club de l'Est*, dont il est resté un membre assidu et où il a pris une part active à la discussion sur les noirs (mai-juin 1791)¹. « Tous les journaux du temps, dit C. Port, contiennent de lui des articles, signés ou anonymes ou marqués de ses initiales M. D. M. (Milscent de Mussé)². » Il est l'un des rédacteurs attitrés des *Affiches* où, en mai-juin 1791, il rend compte régulièrement des séances des *Amis de la Constitution*. Mais, le 28 juin 1791, après un article sur la fuite du roi, « décidé », comme il le déclare dans son prospectus à « attaquer les abus » et à « exposer ses idées en toute liberté », il fonde un journal dont il est le seul rédacteur. « Je tiendrai, dit-il, le langage d'un homme libre et qui veut que tous les autres le soient ; d'un homme vrai, inébranlable, dégagé de tout préjugé, en un mot d'un véritable ami de la Constitution³. »

Le premier numéro du *Creuset* paraît le 1^{er} juillet 1791 et il en fait hommage au Conseil général de la commune qui lui vote des remerciements. Le journal paraît par numéro de 12 pages, in-8°, deux fois par semaine, le mercredi et le vendredi. Le prix de l'abonnement est de 12 livres pour la ville et de 15 livres par la poste. Il porte pour épigraphe : « Je cherche ton bonheur, et non pas tes louanges. »

« Dans les numéros qui suivent, l'auteur exprime librement ses idées sur... la Constitution, les décisions de l'Assemblée nationale, les séances des *Amis de la Constitution* d'Angers, les événements survenus dans la ville, le département, Paris... et même les colonies, auxquelles Milscent s'intéresse particulièrement⁴. »

Mais, moins de trois mois après l'apparition du *Creuset*, Milscent quittait Angers pour Paris⁵. Le 18 septembre, au vingt-troisième numéro, il annonce que le journal cessera de paraître avec le numéro suivant et invite les abonnés qui ont souscrit plus d'un trimestre à se faire rembourser chez l'imprimeur. Le vingt-quatrième et dernier numéro contient l'adieu aux lecteurs : « J'avais pris la plume pour dénoncer les abus de tous genres. Je l'ai fait, sinon avec toute la sagacité du moins avec tout le

révoltés qui avaient épargné sa propriété comme nous l'apprend sa *Justification à l'Assemblée coloniale*. (Angers, 1791, in-8°, 29 p.) De retour à Angers, à la fin de 1790, il se lance alors dans la politique militante. Le 16 juin, à une séance des *Amis de la Constitution*, il déclare qu'il supprime son nom de *Mussé* et ajoutera désormais à sa signature le mot *créole*. (PORT, D., t. II, p. 679, c. 1 et 2.)

¹ *Obs. prov.*, t. II, p. 213. — *J. de M.-et-L.*, t. II, p. 230.

² PORT, *ouv. cité*, t. II, p. 679, c. 2.

³ *Le Creuset*, prospectus. (B. A., H 5341.)

⁴ QUERUAU-LAMERIE, dans *R. d'Anj.*, 1892, t. XXIV, p. 155.

⁵ Il publie à Paris une brochure sur le *Régime colonial*, 1792, in-8° de 39 p. et la *Revue du Patriote*, 2 juin 1792, in-4°, que son succès lui fait compléter le 1^{er} septembre par une feuille supplémentaire, le *Créole patriote* consacré à la reproduction spéciale des séances de l'Assemblée (in-4°). Il meurt à 54 ans, guillotiné le 26 mai 1794. (PORT, D., t. II, p. 679, c. 2.)

courage d'un véritable plébéien... J'ai manifesté mes principes ouvertement sur les uns et sur les autres, parce que l'honnête homme n'a point à déguiser ses sentiments. J'ai pu m'être trompé souvent. C'est dans l'homme, mais jamais je n'ai menti à moi-même... J'ai loué et blâmé les opinions et les actions sans connaître les auteurs. Si je les ai nommés, c'est qu'il a fallu faire connaître la source des erreurs et des vérités pour se mettre en garde envers les unes et faire rechercher les autres. Mes témoignages ne peuvent donc pas être suspects. La justice m'inspirait et la vérité me dictait ¹. »

Ainsi finissait la seule feuille vraiment indépendante qui ait paru à Angers jusque-là, dirigée par un véritable démocrate, dont la critique contrastait avec le ton de l'apologie commun à toutes les autres feuilles du département ; et cela même valait la peine d'être souligné.

IV. — Évolution du théâtre

Comme la presse angevine, le théâtre d'Angers, à partir de 1789, change de caractère. Il cesse d'être, comme avant la Révolution, un objet de distraction, sans grande portée politique et sociale. Il devient une véritable tribune et, à partir de 1791, il prend un caractère nettement patriotique.

1. Jusqu'au décret du 19 janvier 1791, en effet, qui supprime les privilèges et crée la liberté des théâtres, il y eut en réalité peu de changement, dans la vie du théâtre d'Angers. La direction en est toujours entre les mains de M^{lle} de Montansier et des troupes de passage continuent à donner l'opéra et la comédie, particulièrement à l'époque de « la Fête-Dieu et à la Saint-Martin ² ». Cependant, les annonces des *Affiches* deviennent de plus en plus rares, des préoccupations nouvelles se font jour ; l'intérêt politique l'emporte sur celui de la scène ; les dames de la bourgeoisie désertent le théâtre ³ et cèdent leurs places aux gardes nationaux et aux soldats du Royal Picardie, en garnison dans la ville ⁴.

A public nouveau, répertoire nouveau. Aussi, dès 1789, à la comédie et à l'opéra viennent s'ajouter des pièces locales, inspirées par les événements politiques du jour : *Le Généalogiste en défaut* ou *Les Échevins désanoblis*,

¹ *Le Creuset*, n° 24, 21 septembre 1791. Voir aussi *R. d'Anj.*, art. cité, p. 156.

² *R. d'Anj.*, 1886, t. XIII, pp. 355-357.

³ *Aff.*, n° 80, 29 décembre 1789. Pièce en vers adressée aux dames par un abonné, amateur de spectacles, pour les inviter à reprendre leurs places au théâtre :

« Venez rendre son lustre au spectacle enchanté », etc.

⁴ *R. d'Anj.*, 1886, t. XIII, p. 357.

par un avocat d'Angers, comédie en trois actes et en vers (1789) ; *La Chute de M^{me} Gabelle dans un fossé plein d'huile bouillante*, vaudeville en un acte, par Mistoufflet, d'Angers (1790)¹. La première est inspirée par les prétentions nobiliaires du maire Claveau à l'expiration de son mandat² ; la seconde, par le retentissement de l'affaire de la gabelle dans la province. Mais ce ne sont là que des essais dus à la grande effervescence de 1789, et qui rappellent, par certains côtés satiriques, la célèbre mascarade de Joachim Proust.

2. A partir de 1791, le théâtre angevin change nettement de caractère. En mai, l'ancienne direction a disparu et une compagnie d'artistes dramatiques représente le *Brutus* de Voltaire, dont la reprise, à Paris, avait donné lieu, vers le même moment, à des manifestations politiques tumultueuses³ mais qui parut passer à Angers dans l'indifférence du public. Le théâtre, déclarent *les Affiches* était « désert », malgré le mérite des acteurs ; « aucune femme n'était venue parer ces loges qui naguère, sous l'Ancien régime, étaient remplies d'un sexe enchanteur ». Le journal ajoute, avec « étonnement », que les patriotes ont semblé ignorer la représentation de ce poème national, très propre à donner « ces leçons âpres et républicaines qui seules peuvent faire des Français un peuple réellement libre ». Ainsi, aux yeux du rédacteur des *Affiches*, le théâtre est déjà, ce qu'il ne va cesser d'être pendant toute la Révolution, non plus un « agrément », mais une « morale » et le seul moyen peut-être « de régénérer l'opinion publique et de corriger les mœurs »⁴.

Alors s'accroît, en effet, le caractère patriotique du théâtre : les officiers municipaux n'y doivent plus paraître que « décorés de leurs écharpes », les commissaires de police, « avec leurs chaperons » (juin 1792)⁵ et le spectacle est toujours précédé de *L'Inauguration du drapeau et du bonnet de la liberté* (juillet 1792)⁶.

3. C'est encore le même caractère patriotique qui se retrouve dans deux pièces locales des premiers mois de 1792, inspirées par l'âpreté de la question religieuse à cette époque.

La première : *Le Neveu de Tartufe* ou *Les Dévots en contrebande*, jouée

¹ Ces deux pièces sont mentionnées par F. Grille dans une lettre adressée le 27 décembre 1792 à Carnot, par Beffroy de Régné (le cousin Jacques), lettre où se trouve une liste des pièces révolutionnaires pour les années 1789 à 1792. (F. GRILLE, *Hist. du 1^{er} bataillon des Volontaires de M.-et-L.*, t. III, p. 255 et 260.) Je n'ai pu retrouver le texte de ces pièces, mais rien n'autorise, malgré le silence des *Affiches*, à affirmer avec Queruau-Lamerie qu'elles n'ont pas existé. *R. d'Anj.*, 1886, t. XIII, pp. 357-360, note).

² BLORDIER-LANGLOIS, *Ang. et le dép.*, t. I, p. 91.

³ Lettre de Beffroy de Régné (27 décembre 1792) citée plus haut. (Fr. GRILLE, *Volont.*, t. III, p. 262.)

⁴ *Aff. d'Angers*, n° 39 (14 mai 1791), p. 191.

⁵ A. M., *Rég. délib.*, t. II, p. 193.

⁶ *Aff.*, 12 juillet 1792.

à Angers, le 19 avril 1792¹, est une « pièce en vers », consacrée au portrait des « dévots cupides »², « dont l'exposition est nette, les scènes bien filées et le dénouement d'un naturel qui enchante ». Au dire de F. Grille, cette petite satire fut loin de passer inaperçue³.

De même inspiration, mais d'un développement plus considérable, est l'œuvre de J. Coquille d'Alleuds, alors curé constitutionnel de Beaupréau, intitulée : *Le prêtre réfractaire* ou *Le nouveau tartufe*, comédie en trois actes, et en prose, datée du 19 mars 1792 et dédiée aux *Amis de la Constitution*⁴. La scène se passe dans les Mauges, non loin de Saint-Laurent-de-la-Plaine et du chêne miraculeux. Le riche paysan Cadière loge, par charité, un prêtre réfractaire, Caffard, qui abuse de la crédulité de sa femme et de sa fille, Julie, pour se faire donner mille écus gagnés sur la vente du prieuré. Il trompe aussi Léveillé, vainqueur de la Bastille et amoureux de Julie. Le mariage projeté est rompu ; mais les intrigues de Caffard sont découvertes, il est chassé, arrêté et couvert d'injures par Cadière.

Tel est le thème de la pièce, où, dans un style passionné et souvent grandiloquent, l'auteur, qui était alors dans sa cure constitutionnelle l'objet des pires avanies⁵, exhale son indignation contre les

¹ F. GRILLE, *Volont.*, t. I, p. 362. — Queruau-Lamerie se fondant sur le silence des *Affiches*, se dit porté à penser « que cette comédie n'a jamais existé » et estime F. Grille « fort capable d'avoir inventé de tout point » les détails qu'il en donne. (*R. d'Anj.*, 1887, t. XIV, pp. 150, 151.) C'est un procès de tendance. Par contre, Port déclare à propos du Recueil sur les *Volontaires* « que tous les documents qu'il a pu contrôler, y sont reproduits avec une exactitude scrupuleuse. » (*D.*, t. I, p. 309, c. 1.)

Oh ! les dévots, j'ai lu dans leurs secrets !

*Le deuil ouvert amène l'héritage,
De l'inventaire on s'occupait déjà
Pendant qu'au lit, la fièvre faisait rage ;
D'avance donc on sait ce qu'on aura ;
Dans la huitaine on procède au partage
Et du défunt pour être consolé,
On a tout prêt le : Dieu l'a rappelé !*

(F. GRILLE, *Volontaires*, t. I, p. 363.)

² « Une des curiosités de la représentation a été l'apparition au parquet... d'un grand vicaire et d'un ex-bénédictin. La comédie n'est plus par eux proscrite. Ils y voient la peinture des mœurs, et ils y viennent chercher des leçons pour les enseignements qu'ils ont eux-mêmes à donner à ceux qui leur en demandent. » (*Ibid.*, t. I, p. 363.)

⁴ B. du Sénat, mss. tiré de la collection Pixérécourt (n° 1206, 56^e carton de la collection). (Communiqué avec l'obligeance de M. Manceau, sénateur de Maine-et-Loire.)

⁵ « Je lutte... contre une vingtaine de prêtres aussi intéressés que fanatiques. Les curés, les chanoines, les professeurs du collège, le principal surtout exercent une autorité aussi despotique que le pape dans son empire... Quiconque me parle est proscrit, qui même ose vendre à ma domestique des denrées est honni, et celui qui approche l'église est pour ainsi dire lapidé... Depuis quinze jours que je suis en possession de ma cure, il ne m'a pas été possible de dire la messe, excepté le dimanche, etc... » (Lettre du curé Coquille au département, 25 juillet 1791.) « ... Je dirai toujours que si les fanatiques n'étaient pas autorisés, on ne les verrait pas insulter impunément les patriotes. » (*Ibid.*, 9 janvier 1792.) « Je vous le [Loyeault, maire de Beaupréau] dénonce comme n'ayant point fait exécuter votre arrêté qui enjoint aux prêtres non assermentés de se rendre à Angers (arrêté du 1^{er} février 1792). Voilà trois semaines que j'en ai fait la publication, et les prêtres sont aussi insolents, aussi turbulents qu'auparavant. Ils débitent que votre arrêté a été cassé et assurent que vous le serez vous-mêmes. Ils dominent dans les assemblées de la commune, et le 21 ils ont contribué à faire nommer les officiers de la garde nationale. Ces nominations se font sans prestation de serment, et en présence du maire qui doit lui-même le recevoir. etc. » (*Ibid.*, 26 février 1792.) *Vendée angevine*, t. I, pp. 395, 416, 427 (documents).

prêtres réfractaires et les accable des plus cruels reproches : « Diviser les ménages, intimider les simples, révolter les enfants contre leurs parents, armer du couteau du fanatisme l'époux contre l'épouse, égarer les peuples, chercher à faire revenir les siècles d'ignorance, se moquer de la religion, rire de tout ce qu'il y a de plus sacré, faire tout le mal au nom d'un Dieu, voilà l'infâme métier d'un prêtre réfractaire ¹. »

Telle est cette œuvre restée manuscrite ; œuvre toute de passion, qui tient plus de la polémique que du théâtre ², où les caractères, à part celui de Caffard, sont faiblement tracés ; mais œuvre de circonstance, qui n'est pas sans valeur scénique, et dont l'objet, comme le dit l'auteur, était « d'éclairer le peuple » en combattant dans son esprit, la « superstition et le fanatisme » ³.

4. Tout autre est le but poursuivi par l'abbé Jacques Rangeard en écrivant : *Les Philosophes du club des Jacobins de Paris*, comédie en cinq actes et en vers, datée de mars 1792 et qui, comme la précédente, est restée manuscrite ⁴.

L'auteur est un érudit et un fin lettré. Député à la Constituante, il a prêté le serment constitutionnel avec l'abbé Grégoire, le 27 septembre 1790, mais s'est refusé à accepter un évêché, continuant à « courtiser les muses » ⁵ et à fréquenter la Société nationale des Neuf-Sœurs, dont il est le président. Rentré à Angers, en septembre 1791, et retiré au faubourg Bressigny, il n'a pas perdu contact avec Paris et continue à suivre les événements.

La pièce est écrite avec soin et mérite de retenir l'attention.

La scène est à Paris, dans une maison voisine de l'ancienne église des Jacobins, de la rue Saint-Honoré. Là se donnent rendez-vous, les « philosophes » du club : le farouche Dumont, le sceptique Ariste et le ci-devant « capucin » Fervac, qui, sans révéler ses origines, projette d'épouser la fille de Valère, le maître de céans, lequel est comme eux, membre du club.

L'intérêt de la pièce consiste d'abord dans la peinture des Jacobins au printemps de 1792, alors que fermente la guerre civile et que les esprits sont agités par les mesures contre les émigrés et les prêtres réfractaires. Dans un dialogue serré entre Dumont et Ariste, le premier s'élève avec violence contre « cette race impure »

De nobles conjurés, de prêtres factieux
Qui cabalent partout et qu'on trouve en tous lieux.

(Acte III, sc. II.)

¹ *Acte*, II, scène 7.

² Voir L. DE LA SICOTIÈRE, *N.-D. du Chêne ou de la Miséricorde* (R. d'Anj., 1886, t. XII, pp. 10-12).

³ Préface, t. I, p. 2.

⁴ B. A., mss. 540, Lemarchand, — 577, Molinier (manuscrit autographe, 48 p.).

⁵ PORT, D., t. III, p. 224, c. 1.

et il propose d'épurer l'Assemblée elle-même, qu'il accuse de tiédeur ¹. Le second personnage, le sceptique Ariste, oppose à l'attitude de Paris, celle du reste de la France :

Les provinces peut-être
Pourraient bien avec nous ne pas s'y reconnaître. (Ibid.)

Survient Fervac, sur l'initiative duquel le club vient de prendre un nouveau parti, celui de proposer la séparation des Églises de l'État :

Par un rescrit nouveau, notre brave Sénat
Doit déclarer tout culte étranger à l'État.
Qu'aucun par une juste et sage conséquence,
N'y pourra sur tout autre, avoir de préférence,
Que chacun y pourra néanmoins à son gré,
En exercer un d'eux par la loi toléré,
En tenant à ses frais le prêtre mercenaire
Dont le fisc autrefois fournissait le salaire. (Acte III, sc. III.)

L'auteur, animé d'un large esprit de tolérance et prêtre sermentaire, ne fait pas connaître davantage son sentiment sur une mesure qui devait devenir une réalité trois ans plus tard ² et à laquelle alors, il se conformera pour lui-même ³. Mais il prend nettement parti contre le mariage des prêtres. Il s'élève avec ironie contre ceux qui, comme Fervac, ne semblent avoir rompu avec l'Église que pour rechercher les plaisirs du monde ⁴ et qui restent, à ses yeux, entachés de profanation ⁵.

¹ Qu'on aille un beau matin chez ses membres choisir
Cinquante partisans de l'ancien despotisme
Apôtres très ardents de l'ancien fanatisme
Et de l'égalité, portant sur eux la faux,
Des autres provoquer les utiles travaux... (Acte III, sc. II.)

² Voir sur la Séparation de l'Eglise et de l'Etat en l'an III, A. MATHIEZ, *La Rév. et l'Eglise*, chap. IV, en particulier p. 152 et suiv.

³ Après avoir, sur la sommation de Francastel, en 1794, déposé avec dignité ses titres de prêtre, il répondit en l'an IV aux mesures de tolérance religieuse, et annonça par une lettre du 15 thermidor an IV qu'il entendait reprendre l'exercice du culte en l'église Saint-Maurice d'Angers. (PORT, D., t. III, p. 224.)

⁴ Ces doux nœuds ne sont point faits pour un capucin.
J'oserai même encore dire à ta révérence :
Ton oui, père, très cher, si j'étais ton Hortense
Ne rassurerait point mes sentimens jaloux,
Pour un maître apostat, devenu mon époux,
Je le croirais ainsi qu'à sa règle infidèle,
Toujours de nouveaux feux brûlant pour quelque belle. (Acte II, sc. v.)

⁵ Valère à Ariste :

Qu'il est infâme à toi d'avoir voulu réduire
La fille d'un ami respectable pour toi
Et d'avoir entrepris de surprendre sa foi
Pour un moine qu'on sait déserteur de son cloître
Et le dirai-je enfin ? pour un indigne prêtre
Du Dieu qu'il a servi lâche blasphémateur
Et de ses saints autels, hardi profanateur. (Acte V, sc. VI.)

Sans nécessité, d'ailleurs, il rend ce prêtre odieux, en le supposant, comme Tartufe, capable de captation d'héritage. Au cinquième acte, Fervac est couvert d'opprobre par Valère, le père outragé, qui lui reproche de l'avoir trompé sur ses origines et par Florise, tante d'Hortense, à laquelle il refuse de rendre le dépôt qu'elle lui a confié :

Perdre en un même jour Hortense et ma fortune
C'est trop me demander.

(Acte IV, sc. v.)

D'accord avec ses deux amis Ariste et Dumont, Fervac quitte la place pour se rendre au club et se venger en portant quelque nouveau coup contre l'Église¹.

Telle est cette pièce qui l'emporte sur celle de Coquille par la valeur littéraire, la correction et l'élégance du vers et qui l'emporte aussi par le choc des idées.

Ainsi, la philosophie religieuse de la comédie de Rangeard, la libre critique de la feuille de Milscent le *créole*, plus encore, le premier exposé des devoirs civiques dans les clubs d'Angers, de Saumur et des principales agglomérations du département : telles sont les semences d'idées qui, en Anjou, viennent s'ajouter à celles indiquées plus haut.

Au total, plus d'idées que de réalités. En matière d'instruction, la période révolutionnaire qui s'écoule de la réunion des États généraux à la Convention a plus détruit que reconstruit. Le vieil édifice scolaire de l'ancien régime a disparu, sans être remplacé. Avec la Convention, va commencer l'ère des réalisations.

¹ Ariste à Fervac :

*Allons aux Jacobins, et par quelque entreprise
Voyons si l'on pourra se venger sur l'Église
Du coup qui t'est porté par ses dignes suppôts
Et faire regretter ce triomphe aux dévots.*

(Acte V, sc. vi.)

DEUXIÈME PARTIE

**Première période de reconstruction scolaire
(20 septembre 1792-9 thermidor an II)**

(Décret du 29 frimaire an II)

CHAPITRE PREMIER

Création des écoles nationales du premier degré Loi du 29 frimaire an II - 19 décembre 1793

I. — *Premiers projets d'éducation démocratique* (septembre 1792-juillet 1793)

1. Lorsque la Convention ouvrit ses séances (20 septembre 1792), « le pays tout entier peut-on dire » attendait avec impatience l'élaboration et l'application immédiate d'un plan d'éducation nationale : « Les sans-culottes espéraient du progrès des lumières, un affermissement du régime et une large diffusion de leurs idées dont l'avenir ne pouvait être assuré qu'à ce prix ; les familles... s'effrayaient de voir leurs enfants grandir à l'abandon et dans une complète ignorance ¹. » Dès le 2 octobre 1792, moins de quinze jours après sa première réunion, la Convention reconstitue le Comité d'Instruction publique, créé par la Législative et cependant plus de six mois s'écoulent encore avant que les discussions sans fin, à la tribune de la Convention, ne soient suivies du premier décret sur l'établissement des écoles primaires (30 mai 1793) ². Et c'est seulement plus d'un an après le début de la Convention (29 frimaire, an II-19 décembre 1792) qu'est votée la loi scolaire qui constitue le premier essai « pour organiser et populariser l'instruction primaire » ³.

2. C'est qu'en effet, pendant plus de six mois, alors que les tendances démocratiques de la Montagne se heurtent dans une lutte sans merci aux tendances contraires de la Gironde, se heurtent également dans les discussions sur l'enseignement, les doctrines pédagogiques les plus opposées. « Jamais peut-être, on ne vit pareil tohu-bohu de propositions et de tendances. Le devoir de l'État, ses droits, la liberté des pères de choisir pour leurs enfants une formation à leur gré, l'utilité de cette formation, les

¹ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 139.

² GUILLAUME, *Procès-verbaux, Convention*, t. I, p. 473.

³ COMPAYRÉ, *Histoire des doctrines de l'éducation*, 1879, t. I, p. 333.

services que rendent à un peuple les sciences et les arts, la haute culture et la plus humble, les dangers auxquels ils l'exposent, la nécessité d'avoir des hommes capables de donner l'enseignement, la menace que l'existence d'une aristocratie savante fait peser sur un peuple d'égaux, la possibilité de créer si vaste machine et d'en payer les frais : tout fut examiné, soutenu, discuté ¹. »

Tout d'abord, c'est l'esprit démocratique qui l'emporte. Le 12 décembre 1792, sur la proposition du montagnard Arbogast, professeur de mathématiques à l'École d'artillerie de Strasbourg ², l'Assemblée décide de substituer aux « écoles de charité » de l'ancien régime, « les écoles primaires » qui seront confiées aux « instituteurs » et qui auront pour objet « d'enseigner les connaissances rigoureusement nécessaires à tous les citoyens » ³.

Mais lorsqu'il s'agit d'organiser un plan d'ensemble des nouvelles institutions scolaires, le choc des idées commence. Lanthénas, au nom du Comité d'Instruction publique, présente un rapport qui rappelle le projet d'ensemble de Condorcet (18 décembre 1792) ⁴. Il se heurte dans l'Assemblée à la crainte de voir se reformer dans la nation « une corporation formidable » ⁵ et qui « ramènerait l'aristocratie politique avec celle des lumières » ⁶. C'est, dès lors, l'ajournement indéfini de la réorganisation des universités et des collèges ⁷.

Pendant cinq mois, les tendances girondines au sein du Comité d'Instruction publique aboutissent à des atermoiements sans fin et à des mesures provisoires et fragmentaires qui ne font que prolonger l'agonie des collèges (mars-mai 1793) ⁸. Du moins, un principe essentiel, lié au plan d'ensemble, était désormais posé : ces établissements d'instruction cessent d'être des institutions privées pour constituer une organisation d'État à la charge de la nation.

C'est seulement à la veille même « du coup de force » des 31 mai et 2 juin, qui allait permettre aux Montagnards « enfin de prendre le pou-

¹ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 140.

² REUSS, *ouv. cité*, p. 105.

³ GUILLAUME, *Proc.-verb., Conv.*, t. I, p. 120.

⁴ BUISSON, *D. de Pédagogie*, t. I, p. 522.

⁵ Durand de Maillane (18 décembre 1792). GUILLAUME, *ouv. cité*, t. I, p. 120.

⁶ Bancal (24 décembre 1792). *Ibid.*, t. I, p. 252.

⁷ « Voilà dès le premier jour et par la bouche d'un modéré, d'un homme de la Plaine, d'un utur thermidorien (Durand de Maillane), l'objection que nous verrons répétée successivement à différentes époques par les hommes appartenant à des nuances les plus diverses : Masuyer, Bancal, Sieyes, Hassenfratz, Daunou, Coupé de l'Oise, Chabot, Michel Edme Petit, Thibau-deau, Fourcroy. » (*Ibid.*, t. I, *Introd.*, p. xvii.)

⁸ Vente des biens des collèges et en retour traitement à la charge de l'État des maîtres maintenus provisoirement à titre individuel (décrets des 8 mars et 9 avril 1793), distribution des bourses vacantes dans les collèges de la République (décret du 5 mai 1793). (GUILLAUME, *ouv. cité*, I, pp. 343, 406, 408.)

voir »¹, que, sur l'initiative du premier Comité de Salut public et sur le rapport de Barère, fut voté à l'unanimité le décret laconique et impératif qui institue les premières « écoles nationales » de la République (30 mai 1793)².

Dès lors, avec les débuts du grand Comité de Salut public (juillet 1793) et l'intervention à la tribune, au même moment, des principaux Montagnards : Robespierre, Léonard Bourdon, Danton, Fourcroy, Grégoire, etc., la discussion allait prendre toute son ampleur et le plan d'une éducation commune pour tous les enfants allait être discuté sur toutes ses faces³.

Ce que devait être cette éducation commune, le député angevin J.-B. Leclerc l'avait entrevu déjà, en décembre 1792, lorsqu'il proposait des « écoles du citoyen », « rigoureusement communes à tous », susceptibles de « régénérer nos mœurs »⁴. C'est la même conception égalitaire, mais portée à ses limites extrêmes, avec le projet d'une éducation « en commun »⁵, qui se retrouve dans le *Plan d'éducation nationale* de Michel Le Peletier, adopté par la Commission des Six et présenté à la Convention le 13 juillet par Maximilien Robespierre : « Osons faire une loi qui aplanisse tous les obstacles, qui rende faciles tous les plans les plus parfaits d'éducation... une loi toute en faveur du pauvre, puisqu'elle reporte sur lui le superflu de l'opulence, que le riche lui-même doit approuver s'il réfléchit, qu'il doit aimer s'il est sensible »⁶. Cette loi consiste à fonder une éducation vraiment nationale, vraiment républicaine, également et efficacement commune à tous, la seule capable de régénérer l'espèce humaine, soit pour les dons physiques, soit pour le caractère moral ; en un mot, cette loi est l'établissement de *l'institution publique*. Consacrons-en le salubre principe ; mais sachons y apporter les modifications que l'état actuel des esprits et l'intérêt industriel de la République peuvent rendre nécessaires⁷. »

¹ A. MATHIEZ, *Les enseignements de la Révolution française*. (An. Rév., 1922, p. 361.)

² GUILLAUME, *ouv. cité*, t. I, p. 473.

³ Plan de Michel Le Peletier, présenté par Robespierre et soutenu par Bourdon et Danton, combattu par Grégoire et Thibaudeau. Création de *maisons d'égalité*, décrétée sur la proposition de Danton. Discours de Fourcroy qui réduisait aux externats seulement l'éducation commune du plan de Le Peletier, etc. Projet Daunou inspiré de Condorcet, etc. (BUISSON, *D.* pp. 531-546.)

⁴ GUILLAUME, *Conv.*, t. I, pp. 192-198. B. N. Lc 38/2545. Bibl. du Musée pédagogique, n° 11.728. Voir le document aux *Annexes*.

⁵ « Je demande que vous décrétiez que, depuis l'âge de cinq ans jusqu'à douze, pour les garçons, et jusqu'à onze pour les filles, tous les enfants sans distinction seront élevés en commun, aux dépens de la République et que tous, *sous la sainte loi de l'égalité*, recevront les mêmes vêtements, même nourriture, même instruction, mêmes soins. » (Plan de Michel Le Peletier, HIPPEAU, *ouv. cité*, p. 349.)

⁶ À rapprocher de ce passage du projet de Leclerc : « ... Je n'ai qu'un mot à répondre à ceux qui m'objecteraient l'énormité des frais que cela nécessite. Les riches ne songent pas assez que c'est surtout à eux qu'il importe que leurs frères ne restent pas dans l'ignorance, que l'état républicain est mêlé de dangers, et que souvent de légers sacrifices en empêchent de plus grands. Je les invite à bien méditer cet avertissement, etc. »

⁷ HIPPEAU, *ouv. cité*, pp. 348, 349 (plan de Michel Le Peletier).

Pour défendre ce projet du reproche d'être impraticable, Robespierre répliquait à ses adversaires : « Citoyens, c'est l'imagination qui pose ordinairement les bornes du possible et de l'impossible, mais quand on a le courage de bien faire, il faut avoir le courage de franchir ces bornes... Jusqu'ici, je n'ai entendu que plaider la cause des préjugés contre les vertus républicaines. Je vois d'un côté la classe des riches qui repousse cette loi, et, de l'autre, le peuple qui la demande. Je n'hésite plus ; elle doit être adoptée ¹. » La Convention n'adopta, le 13 août 1793, que le projet Le Peletier, amendé, pour le rapporter par la suite ², mais ce jour-là avait marqué le point culminant de la courbe égalitaire en matière d'instruction.

Ainsi, au moment même où la Constitution montagnarde, votée le 23 juin, ne connaissait plus l'odieuse distinction des citoyens actifs et des citoyens passifs et « promettait l'éducation commune » ³, la Montagne s'efforçait de jeter les bases d'une éducation vraiment démocratique sans aucune distinction de classe.

II. — *Le vote de la loi scolaire du 29 frimaire an II*

Au lendemain de la grande discussion ouverte en juillet 1793, la Convention se trouva successivement en présence de deux grands projets qui constituaient, pour la première fois, un véritable code de l'instruction primaire. Le premier, élaboré par la Commission des Neuf ⁴, présenté par Romme, aboutit au décret du 30 vendémiaire, qui « n'était, sur la plupart des points, qu'une amplification de celui du 30 mai » ⁵. Il vécut trop peu de temps pour être appliqué ⁶. Préoccupée par sa répercussion financière ⁷, la Convention l'avait à peine voté qu'elle en décida la révision.

¹ BUISSON, *D.* t. I, p. 540, c. 1.

² *Ibid.*

³ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 11.

⁴ Le 16 septembre, Coupé de l'Oise, membre de la Commission des six formée au sein du Comité d'Instruction publique, après avoir fait rapporter le décret rendu la veille sur la proposition du département de Paris et qui établissait pour ce département trois degrés d'instruction, demande à la Convention d'adjoindre au Comité trois nouveaux membres pour contrebalancer Lakanal et deux autres membres « qui ne voulaient pas démolir de leur système. » Les trois membres adjoints au Comité des six qui devient ainsi le Comité des neuf, furent : Guyton-Morveau, Michel-Edme Petit et Romme. (BUISSON, *ouv. cité*, t. I, p. 543, c. 1 et 2.)

⁵ REUSS, *ouv. cité*, p. 110.

⁶ Le décret du 30 vendémiaire complété par ceux des 5, 7 et 9 brumaire an II, reçut cependant un commencement d'exécution à Strasbourg (REUSS, *ouv. cité*, p. 113.) Je n'ai retrouvé aucune trace d'application du même décret pour le département de Maine-et-Loire.

⁷ Le 19 frimaire, Thibaudeau critiquant les idées du Comité d'instruction publique, déclare que, pour assurer un traitement fixe de 1.200 livres à 2.400 livres, à 80.000 instituteurs pour le premier degré d'instruction, à raison d'un instituteur et d'une institutrice depuis 400 individus jusqu'à 1.500, la dépense annuelle serait de plus de 100 millions, sans compter les écoles secondaires, une commission d'éducation par district, etc... « Je demande à tout homme de bonne foi si, avec des institutions de cette espèce, nous ne nous rendrions pas la fable de toute l'Europe. » (BUISSON, *D.* t. I, p. 550.)

Le second fut présenté à l'Assemblée, le 22 frimaire, par Bouquier, l'un des six membres que le Comité de Salut public avait désignés pour composer la commission de révision des décrets sur l'instruction publique, conformément à la décision de la Convention prise sur l'initiative de Romme, le 19 brumaire ¹.

Ce projet était en harmonie avec la politique religieuse soutenue avec succès le 8 frimaire, aux Jacobins, par Robespierre. Effrayé par la répercussion à l'étranger, des menées anti-religieuses des « exagérés » et des « indulgents », menées qui prenaient, à ses yeux, l'allure d'un complot. Robespierre proclame « que l'étendard de la persécution » ne sera levé « contre aucun culte » et que « les querelles religieuses » ne seront pas substituées « à la grande cause de la liberté » ². Huit jours plus tard, cette politique était approuvée par la Convention et sanctionnée par le décret du 16 frimaire sur la liberté des cultes ³.

C'est dans cette atmosphère que fut votée, le 29 frimaire, presque sans discussion, et à la presque unanimité de la Convention ⁴, la première partie du projet Bouquier, concernant les écoles destinées au premier degré d'instruction. Ce projet était, l'auteur l'annonçait en formules lapidaires, «... un plan simple, naturel, facile à exécuter, un plan qui proscrivît à jamais toute idée de corps académique, de société scientifique, de hiérarchie pédagogique ; un plan, enfin, dont les bases fussent les mêmes que celles de la Constitution : la liberté, l'égalité, la brièveté » ⁵. Les articles qui suivent, proclament d'abord « la liberté de l'enseignement » (art. 1^{er}), sous réserve d'une déclaration à la municipalité et d'une production d'un certificat de civisme (art. 3). Le programme du premier degré d'instruction se borne à « enseigner à lire, à écrire et les premières règles de l'arithmétique », avec l'obligation de « se conformer aux livres élémentaires qui seront adoptés et publiés par la représentation nationale » et dont les premiers sont « *les Droits de l'homme, la Constitution, le Tableau des actions héroïques et vertueuses* » (section III, art. 1 et 2). Les « instituteurs » et les « institutrices » seront placés sous la surveillance « de la municipalité », des « parents » et de « tous les citoyens » (section II, art. 1^{er}) ; « ils seront salariés par la République », à raison de 20 livres par

¹ BUISSON, *ouv. cit.*, t. I, p. 549, c. 2, p. 550, c. 1.

² A. MATHIEZ, *La Rév. et l'Eglise*, pp. 74 et 137.

³ *Ibid.*, p. 141.

⁴ « Il dut avoir pour lui les suffrages du parti robespierriste, dont il était l'œuvre ; des dantonistes qui prêchaient la modération ; de la Plaine où siégeaient des hommes comme Durand de Maillanne, et de tous ceux qui partageaient les préventions exprimées par Thibaudeau et d'autres contre cette corporation de pédagogues dont la formation paraissait un danger pour la liberté. Il eut contre lui ceux qui voulaient une forte organisation de l'instruction publique, qu'ils fussent libres penseurs comme Romme, ou catholiques comme Grégoire. » (BUISSON, *ouv. cit.*, p. 554, c. 1.)

⁵ BUISSON, *ouv. cit.*, p. 552.

élève, pour les premiers et de 15 livres, pour les secondes, (titre III, art. 3 et 4)¹.

Si l'on ajoute les mesures diverses concernant l'utilisation des presbytères pour installer les écoles² (25 brumaire an II), le règlement des traitements en souffrance jusqu'à l'application de la nouvelle loi, (fixée au 15 germinal par le décret du 4 ventôse an II)³, et la création de la commission exécutive spéciale à l'instruction publique (12 germinal an II)⁴, on aura, dans son ensemble, la première législation scolaire de la Révolution⁵.

Telle était cette loi de frimaire an II, qui marque la conception scolaire des Montagnards ou, tout au moins, de la majorité d'entre eux⁶ et qui, si elle n'est pas entièrement conforme à l'idéal montagnard de juillet 1793, ne mérite pas cependant les appréciations sévères dont elle a été l'objet⁷.

En fait, la loi scolaire de frimaire an II était une loi de réalisation qui, considérée à son heure, apparaît comme dictée par les nécessités du moment.

Elle proclame que « l'enseignement est libre » et, comme on l'a dit, « à une époque de lois dictatoriales... », ce fut dans le domaine privé de la famille, la liberté qui l'emporta⁸. Mais, cette liberté n'est pas absolue et la loi aboutit, en fait, « à de notables restrictions »⁹, qui avaient pour objet

¹ BUISSON, *ouv. cit.*, p. 552.

² GUILLAUME, *Proc.-verb., Conv.*, t. III, p. 546.

³ *Ibid.*, t. III, p. 341.

⁴ *Ibid.*, t. IV, p. 218.

⁵ Le décret du 8 pluviôse an II sur la nomination, « dans le délai de dix jours », des instituteurs de langue française dans tous les départements dont les habitants parlaient bas-breton, italien, basque et allemand, ne concernait pas le département de Maine-et-Loire. (Voir sur cette question : F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. IX, p. 183 et sur l'échec de cette tentative en Alsace, REUSS, *ouv. cit.*, pp. 118-121.) — Grégoire, auquel « la destruction des patois apparaissait sinon chose de salut public, du moins chose nécessaire dans l'intérêt de la nation et de la République, et aussi dans l'intérêt de l'Eglise, dont il entendait... franciser la liturgie » F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. IX, p. 204), donnait lecture à la Convention, le 16 prairial an II, de son rapport sur « les idiomes et les patois répandus dans les différentes contrées de la République. » Le département de Maine-et-Loire n'était pas intéressé par les « trente patois » qui rappelaient les noms des anciennes provinces, ce qui ne préjugait pas, il est vrai, de la pureté du langage des paysans angevins. D'ailleurs « une bonne partie des Chouans était de langue bretonne » et « si cette langue ne servait pas, comme d'autres, à entretenir des communications avec l'ennemi... elle tenait ces départements à l'écart du mouvement général des idées. » (F. BRUNOT, *ouv. cit.*, p. 282.) — A l'appui, M. Brunot cite le passage d'une lettre de Merlet la Boulaye à Grégoire (23 messidor an II, 14 juillet 1794) : « Si le Gouvernement ne fait pas instruire les habitants, ce pays sera la ressource éternelle des mécontents. » (F. BRUNOT, *ouv. cit.*, p. 282.)

⁶ Au cours de la discussion, le projet est soutenu par Charlier, qui, à propos de l'art. 6 de la section III qui concerne l'obligation, pour les pères et mères d'envoyer, leurs enfants aux « écoles du premier degré d'instruction », demande que les mots *pourront envoyer* soient remplacés par *seront tenus d'envoyer* ; par Danton, qui appuie la proposition de Charlier parce que « les enfants appartiennent à la République avant d'appartenir à leurs parents » ; par Lecointe-Puyraveau, car « il est nécessaire que la génération future reçoive une éducation populaire commune », etc. (*Ibid.*, p. 552 et suiv.)

⁷ COMPAYRÉ, *Histoire des doctrines de l'éducation*, 1879, t. II, p. 350. — ALLAIN, *L'œuvre scolaire de la Révolution*, p. 70. — GUILLAUME, *Proc.-verb., Conv.*, t. VI, p. 907. — F. BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. IX, p. 149.

⁸ Ph. SAGNAC, *Législation civile*, p. 307.

⁹ REUSS, *ouv. cit.*, p. 114.

d'empêcher les abus : conditions civiques et morales à remplir pour enseigner, programmes, méthodes et livres déterminés, surveillance « immédiate » des maîtres par les municipalités, les familles et tous les citoyens. Dans cette sauvegarde des droits de l'État, les montagnards de frimaire an II, allèrent plus loin que les républicains d'octobre 1886 ¹.

Sans doute, il est encore facile de souligner ce qui constitue le passif de cette loi : insuffisance de garanties intellectuelles chez les maîtres ; pauvreté des programmes qui contraste avec l'ampleur du projet de Romme ; rétribution aléatoire, subordonnée au nombre des élèves, au lieu d'un traitement fixe et suffisant. Mais il fallait compter avec la pénurie des maîtres à une époque où il n'y avait encore, en fait, nulle institution pour les former ; avec la pénurie surtout des ressources financières, à une heure où, pour combattre la famine et sous la poussée des « enragés, » la Montagne avait dû accumuler les mesures de salut public [lois sur les accaparements (27 juillet) ², sur les greniers d'abondance (9 août) ³, sur le maximum (11 septembre) ⁴, puis sur le maximum général (29 septembre) ⁵, sur la commission des subsistances et l'organisation de la dictature économique (9 brumaire, an II) ⁶.]

La guerre étrangère et la guerre civile pesaient alors lourdement sur les décisions de la Convention [décret sur la levée en masse et l'organisation de l'armée révolutionnaire ⁷, 5 septembre ; même jour, sous la poussée hébertiste, envahissement de la Convention par les sections ⁸ ; 17 septembre, loi sur les suspects ⁹]. Au moment du vote de la loi de frimaire, on était au lendemain des capitulations de Mayence et de Valenciennes, de la défaite de Châtillon-sur-Sèvre ¹⁰. Au milieu de tous ces dangers et de toutes ces difficultés, il fallait aboutir. La Montagne, qui, par nécessité, avait dû composer sur l'éducation commune, sur le minimum des connaissances du premier degré d'enseignement, proclamait néanmoins, pour la première fois, l'obligation scolaire (section III, art. 6 et 9), à laquelle venait s'ajouter l'obligation professionnelle (art. 14), sous peine de privation des droits civiques (art. 15) ¹¹.

¹ « Ce que le décret (frimaire, an II) paraît entendre par la liberté de l'enseignement, c'est simplement le droit reconnu à tout citoyen d'embrasser la profession d'instituteur et la faculté accordée aux parents de choisir l'instituteur qui leur semble mériter la préférence. » (BUISSON, *D. t. I*, p. 553.) La loi de frimaire an II, ne connaissait pas la différence qui existe aujourd'hui entre la législation de l'enseignement public et celle de l'enseignement privé.

² A. MATHIEZ, *Vie chère*, p. 251.

³ *Ibid.*, p. 298.

⁴ *Ibid.*, p. 374.

⁵ *Ibid.*, p. 377.

⁶ *Ibid.*, p. 428.

⁷ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 60.

⁸ *Ibid.*, t. III, p. 48.

⁹ *Ibid.*, t. III, p. 51.

¹⁰ *Ibid.*, p. 272.

¹¹ BUISSON, *ouv. cité*, p. 553.

Telle était, en réalité, cette loi scolaire, la première instituant, pour le peuple, des écoles primaires d'État, que le gouvernement révolutionnaire, organisé quinze jours auparavant (14 frimaire an II)¹, allait s'efforcer de faire passer dans la réalité.

III. — *Situation du département de Maine-et-Loire au moment de l'application de la loi scolaire de frimaire an II*

Au moment où la Convention, sur la proposition de Saint-Just, vient de décréter que « le Gouvernement de la France sera révolutionnaire jusqu'à la paix » (10 octobre 1793)², et où, avec la « grande loi » du 14 frimaire an II-4 décembre 1793, s'achève, entre les mains du Comité de Salut public, la centralisation politique et administrative³, la bourgeoisie angevine, qui détenait le pouvoir dans le département depuis cinq ans, vient de disparaître. Avec la dictature révolutionnaire, de nouvelles administrations vont s'installer qui, malgré les difficultés économiques et la guerre civile, essaieront d'appliquer dans le département la loi scolaire de frimaire an II.

1. L'arrivée à Angers des premiers représentants en mission, Choudieu et Richard de la Sarthe (19 mars 1793), a été le point de départ d'une surveillance du département, qui va se resserrant chaque jour : création, à Saumur, d'une *Commission centrale*, chargée « d'aviser aux mesures nécessitées par la gravité des événements » (mai 1793) ; formation des comités révolutionnaires à Saumur et à Angers (1^{er}-8 juillet) ; installation des commissions militaires (10 juillet). Puis, malgré ses protestations de civisme⁴, le département est frappé coup sur coup : suspension, puis arrestation du président Dieusie, accusé de professer « les principes du royalisme » (21 août-15 septembre) ; accusation, puis destitution des administrateurs du département pour « être parvenus à éteindre l'énergie révolutionnaire dans une ville célèbre par son patriotisme dès les premiers jours de la Révolution » (21 septembre-6 octobre 1793) ; destitution enfin de La Révellière, président du tribunal criminel et des membres du district d'Angers (5-10 octobre 1793). Accusés de « fédéralisme », les administrateurs angevins seront condamnés par le tribunal révolutionnaire et guil-
lotinés à Paris, le 15 avril 1794⁵.

¹ *Vie chère*, p. 418.

² *Vie chère*, p. 416.

³ *Ibid.*, p. 418.

⁴ Proclamation du dép., après son retour à Angers, 6 juillet 1793. (A. D., L 1311-1319, carton. — *Soc. pop. d'Ang.* Protestation à la Soc. pop. de l'Est, 6 octobre 1793, 4 p. mss.) (B. A., H 2030 (53).)

⁵ Acte d'accusation de Fouquier-Tinville (26 germinal an II, 15 avril 1794). F. UZUREAU, *And.*, 1925, 24^e sér., p. 109 et suiv.

2. L'avènement de la démocratie dans le département est marqué d'abord, par l'installation, le 11 octobre, du nouveau Directoire¹, avec, à sa tête, l'ex-oratorien Villier, comme président et Vial, chassé de Chalonnes par les Vendéens, comme procureur-syndic, tous deux appelés à ces fonctions par la confiance des représentants en mission. Le jour même de leur installation, Villier proclame la nécessité de « rester fermes dans les vrais principes de l'unité et de l'indivisibilité de la République »² et Vial, à son tour, fait le procès de la bourgeoisie angevine, qu'il accuse de s'être installée dans la Révolution et d'avoir tout compromis par « une coupable apathie ». Il lui oppose l'âme vraiment républicaine, caractérisée par « la haine de la tyrannie, le mépris de la mort, l'amour des lois, le désintéressement, qui fait préférer l'intérêt public à l'intérêt particulier »³.

3. Ce même esprit démocratique se retrouve dans les nouvelles administrations des districts, en frimaire an II⁴. Les fonctions d'agent national sont remplies par des républicains résolus : Villier à Angers et Riffault à Saumur ; Bancelin à Segré et Viaud à Châteauneuf. Dans les municipalités, « épurées » à deux reprises (frimaire an II et ventôse an II)⁵, se trouvent, dans les villes, des citoyens honnêtes et résolus : Berger à Angers, Cailleau à Saumur. Dans les campagnes, domine l'élément populaire dont le civisme ne suffit pas toujours à compenser l'ignorance⁶.

Quoi qu'il en soit, à l'heure où se resserre, avec les nouveaux représentants en mission Hentz et Francastel, l'étreinte des comités révolutionnaires, où ont lieu, à Angers et à Saumur, à Doué et ailleurs encore, les exécutions en masse (décembre-avril 1794)⁷, il y a dans le département,

¹ B. A., H 2030, (10). Proc.-verb. d'installation (11 octobre 1793). Ang., Mame, 8 p. — A. D., L. 79. Division du direct. du dép. en cinq bureaux : *Bien public* (Villier) ; *Domaines nationaux* (Marchand, procureur à Baracé) ; *Emigrés* (Thubert et Reyneau, administrateurs de dist.) ; *Contribution et comptabilité* (Leterme-Saulnier et Chauvin) ; *Ponts et Chaussées et militaires* (Duverger, cultivateur à Seiches et Dorgigné, employé dans les carrières à Angers).

² B. A., H 2030, (10). — BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, 355.

³ *Ibid.*, H 2030, (10). BLORDIER, *ouv. cité*, t. II (pièces justificatives n° 23) pp. 374-378.

⁴ « Nous recevons ce décret au milieu des orages et des horreurs de la guerre civile... décret salubre qui rend au Gouvernement sa force et son énergie, enlève aux traîtres et aux tyrans coalisés leur dernier espoir de nous asservir, etc. » L. 11. *Dist. d'Ang., Reg. épist.*, 29 frimaire an II. — Sur la formation des nouvelles administrations des districts du département, voir : AULARD, *Le Comité de Salut public*, t. IX, pp. 149-161 (décret du 4 décembre 1793, 14 frimair an II) ; pp. 162-184. (Adresses du Comité aux représentants en mission aux départements, etc.) — Transmis par le dép. aux districts, le 1^{er} nivôse (Voir Segré, *Reg. délib.*, t. 1, s. 4 et 23 nivôse. Châteauneuf, 4^e reg. f° 280 ; arrêté de Francastel, 28 ventôse an II, etc.)

⁵ POITOU, *Les représentants du peuple en mission dans le département*. (R. d'Anj., 1852, t. II, p. 319.)

⁶ L. 11. *Dist. d'Ang.*, Cons. gén., *pr.-verb.* « Il existe de petites municipalités où il est impossible de trouver un seul individu sachant écrire et capable de remplir les places d'agent national et de maire, etc. » (6 floréal an II.)

⁷ Arrivée de Francastel à Angers au moment du siège (24 décembre 1793) ; commission Parrein Félix, à Angers, 22 décembre, « pour saigner jusqu'au blanc la génération vendéenne » ; fusillades du Champ-des-Martyrs et noyades des Ponts-de-Cé (décembre-janvier 1794), reconstitution du Comité révolutionnaire d'Angers (16 mars 1794, 25 ventôse an II) ; nouvelle épuration dans les administrations (Félix et Laporte, membres de la Commission militaire feront partie des douze juges devant siéger au tribunal révolutionnaire du 22 prairial an II). (POITOU, R. d'Anj., 1852, t. II, pp. 289-325.)

comme ailleurs, « une minorité ardente »¹, énergique, qui fait rayonner autour d'elle un esprit nettement révolutionnaire et qui va s'efforcer d'appliquer les décrets de la Convention.

4. Mais dans nul autre département peut-être, la situation n'était plus tragique qu'en Maine-et-Loire et n'allait rendre plus difficile l'application du décret de frimaire sur l'établissement des écoles du premier degré.

Depuis six mois (mars 1793, soulèvement de Saint-Florent), la moitié du département est en armes contre la Convention. En décembre, les trois quarts du département sont aux prises avec la guerre civile. Angers est assiégé le 3 décembre² par les Vendéens qui, après la déroute du Mans, essaient de rentrer dans les Mauges ; au sud de la Loire, les districts de Saint-Florent et de Cholet sont entièrement aux mains des rebelles et celui de Vihiers est envahi par moitié au nord du fleuve ; les districts de Segré et de Châteauneuf sont dévastés par la chouannerie ; seuls ceux d'Angers, de Saumur et de Baugé possèdent une sécurité relative.

La répression, dans le département, est particulièrement rigoureuse : les colonnes infernales exterminent la Vendée ; les commissions militaires siègent en permanence à Angers, à Saumur, à Doué³ ; les réquisitions épuisent les campagnes ; l'assignat tombe en janvier 1793 à 78 pour cent et descendra, en janvier 1794, à 56⁴ ; le commerce est arrêté et la famine menace les villes. A Angers, où en septembre 1793, 800 septiers sont nécessaires par semaine pour éviter la disette, « la réquisition n'a donné, au marché du samedi 21..., que 90 septiers de blé, et à celui du 28, que 152 ». Les boulangers « sont prêts à cesser leurs travaux » et la ville demande des greniers d'abondance. En novembre, les subsistances venues de la Vendée, après la fuite des rebelles à Saint-Florent, sont encore insuffisantes et la ville n'est approvisionnée qu'« au jour la journée ». Le 31 décembre, le Comité des subsistances déclare qu'il n'y a plus de fournitures que pour « quatre jours » ; le 21 janvier 1794, la municipalité écrit à la Convention que, pour une population de 32.000 âmes, il lui faut chaque jour 30.000 livres de farine et qu'elle n'a « de grains ou farines que pour 20 jours » et elle lui demande de « secourir des citoyens qui ne

¹ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 13.

² PORT, *D.*, t. I, p. 43, c. I.

³ « Celle d'Angers fit fusiller 69 rebelles, à Doué, le 3 nivôse ; 64 le lendemain ; 203 le 6 nivôse ; 100 à Angers, le 23 nivôse, etc. A Angers, les condamnés étaient conduits au lieu d'exécution, la Haie-aux-Bonshommes, appelé aujourd'hui le Champ-des-Martyrs, avec musique, autorités en grand costume, et soldats faisant la haie. » (A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 88.) — Voir GODARD-FAULTRIER, *Le Champ-des-Martyrs*, 213 p. Angers, Lachèse, 1852. — Le nombre des victimes de la Terreur sanglante fut très élevé dans le département. « En adoptant le nombre de 10.000 je crois rester en deçà de la vérité. » (BOURCIER, *Essai sur la Terreur en Anjou*, p. 159.)

⁴ D'après le cours officiel pour le département : en janvier 1791, 100 l. d'assignats valaient en numéraire 99 l. 15 s. ; en janvier 1792 : 88 l. 8 s. ; en janvier 1793, 78 l. 16 s. ; en janvier 1794 : 56 l. Ils ne vaudront plus, en janvier 1795, que 34 l. 12 s. et, en janvier 1796, 0 l. 15 s. (F. UZUREAU, *And.*, 1904, 2^e sér., p. 142, note.)

désirent conserver leur vie que pour l'employer à la défense de la liberté et de l'égalité »¹.

Tel était le milieu bouleversé dans lequel allait être tentée l'application de la loi scolaire de frimaire an II. Cependant, l'énergie « révolutionnaire » des nouvelles administrations réorganisées en nivôse et pluviôse an II, est telle que, malgré la guerre civile, malgré l'insécurité, la disette et les embarras financiers, la loi scolaire, à Angers, à Saumur et dans le Baugeois en particulier, va recevoir, à partir de germinal an II, un commencement d'exécution.

IV. — Application de la loi de frimaire dans le département (germinal an II-brumaire an III)

A) A Angers

Tout d'abord, dans la ville d'Angers a lieu, en germinal an II, une application vigilante des principales dispositions de la loi.

1 Le 9 germinal, une proclamation de la nouvelle municipalité, formée en ventôse an II², « rappelle aux citoyens l'exécution du décret de la Convention sur l'instruction publique et l'obligation pour les maîtres et pour les enfants d'âge scolaire de s'inscrire sous peine de poursuites » sur les deux registres ouverts « à cet effet, au greffe de la municipalité »³. Moins de quinze jours plus tard, 21 germinal⁴, 11 instituteurs et 7 institutrices, comparaissent devant le Conseil général de la commune, pour fournir « sur leurs capacités et leur aptitude à enseigner, tous les éclaircissements nécessaires ». Un touchant hommage est d'abord rendu au talent des citoyens Payen, Mathieu, Godefroy et Vairielle, de *la Rossignolerie*, qui déclarent « se désister de la tenue de ladite pension pour s'en tenir à l'éducation publique », et qui sont admis comme « instituteurs publics »⁵.

¹ F. UZUREAU, *And.*, 1914, 14^e sér., p. 45 et suiv. : *La ville d'Angers en 1793*; — *Ibid.*, *La ville d'Angers en 1794*, p. 206 et suiv. (d'après les *Registres des délibérations de la municipalité*, 30 septembre, 20 novembre, 25 novembre, 31 décembre 1793, 21 janvier 1794).

² Arrêté des représentants Hentz et Francastel (25 ventôse an II, 15 mars 1794), avec Berger (ancien professeur à l'Université), maire ; Fillon, agent national ; Boniface (ci-devant bénédictin), substitut ; parmi les quatorze officiers municipaux : Farran, qui deviendra maire en avril 1795, et parmi les trente notables : les médecins Chevreul et Coutouly, et des citoyens du peuple : deux marchands, un meunier, un aubergiste, un perruquier, un tailleur, un graveur, un boucher, un métayer, etc. (*Reg. délib.*, V. p. 35 verso, installation, 27 ventôse an II.)

³ *Aff.*, n° 47, 12 germinal an II.

⁴ A. M., *Reg. des délib.*, V. p. 55.

⁵ L'établissement de *la Rossignolerie* subsiste en l'an II comme maison d'éducation malgré la rareté et la cherté des subsistances, malgré la charge des enfants des Vendéens qui sont cause d'épidémie en nivôse et pluviôse an II, et malgré le trouble causé dans la maison par les militaires qui y sont logés. (QUERUAU-LAMERIE, *La Rossignolerie*, p. 17.)

Puis, par un appel nominal, 5 autres instituteurs ¹ et 5 institutrices ² sont admis définitivement sous réserve de la production du certificat de civisme exigé par la loi ; 4 autres reçoivent une nomination provisoire.

D'autre part, le registre d'inscription des enfants d'âge scolaire, ouvert le 12 germinal, comporte, pour une population de moins de 30.000 habitants, 525 garçons et 584 filles, soit un total de 1.200 enfants, inégalement répartis au gré des familles entre 12 instituteurs et autant d'institutrices. Le plus souvent, la confiance des familles sanctionne le jugement de la municipalité ³.

2. Rendant compte, le mois suivant (18 floréal an II), de ces diverses opérations ⁴, en exécution de la circulaire du 12 floréal ⁵, l'agent national de la commune, Fillon, dégageait, avec netteté, les traits essentiels de la situation : l'empressement de l'administration pour appliquer la loi ; le zèle apporté par les familles pour l'inscription des enfants ; et, par contre, la pénurie des maîtres instruits causée par la « médiocrité » des traitements. Puis, il rappelle l'initiative prise par la municipalité, concernant la valeur intellectuelle des maîtres, initiative allant, sur ce point, plus loin que la loi de frimaire an II : « Examinant les instituteurs inscrits, nous avons eu la douleur de voir que le nombre en était très petit... et pour ne pas laisser l'éducation de nos enfants entre des mains incapables... nous avons cru devoir nous rendre compte s'ils connaissaient et étaient dans le cas d'enseigner les principes de la lecture, de l'écriture, de l'arithmétique et d'expliquer les *droits de l'homme et du citoyen*. Nous n'avons trouvé qu'une seule femme qui réunît ces talents et peu d'hommes. » Et un peu plus loin : « Ce n'est pas que nous manquions d'instituteurs ; mais la modicité du prix les détermine à attendre l'organisation d'une école secondaire, espérant y trouver plus d'agrément et d'avantages ⁶. » En conséquence, « ne voulant pas détruire sans pouvoir réédifier », « ils ont cru devoir laisser les anciennes écoles subsister », se bornant à exercer

¹ Georges Maslin (c. d. F. des Ec. chrét.), faubourg Bressigny ; Joseph Guillonnet, r. du Saint-Esprit ; Pierre Muzet (c. d. maître ès arts), rue Baudrière ; Riffard, rue Beaurepaire ; Chollet, rue Baudrière.

² Félicité Mesnager, veuve Brunet, rue des Deux-Haies ; Claire Morin, épouse de G. Maslin ; Jeanne Métivier, rue Val-de-Maine ; Anne Besnardeau, canton de la Madeleine ; veuve Duhail, rue Frugalité, (Aiguillerie).

³ Pour les éc. de g. : Joseph Guillonnet, 209 élèves ; Georges Maslin, rue Château-Gontier, c. d. frère des Ec. chrét., 139 ; Pierre Muzet, rue Baudrière, c. d. maître ès arts, 105, etc. Payen, à la Rossignolerie, 35 (il s'agit ici visiblement de la classe gratuite). Pour les écoles de filles : veuve Brunet, rue des Deux-Haies, 117 ; Jeanne Métivier, rue Valdemaine, 111 ; femme Maslin, rue Château-Gontier, 65 ; Victoire Touchaleaume, rue Reculée, 50, qui n'a pas comparu, mais avait été nommée par la municipalité, en remplacement d'une fille de charité, 14 février 1794, (26 pluviôse an II). *R. d'Anj.*, 1894, t. XXIX, p. 232.

⁴ A. M., *Reg. de corresp.*, 18 floréal, an II.

⁵ REUSS, *ouv. cité*, p. 162.

⁶ Au registre d'inscription des élèves figurent trois garçons portés comme suivant les cours de l'école secondaire tenue par Papin, rue Centrale, et trois autres les cours de math. ouverts par l'ancien bénédictin dom Braux, dans la c. d. sacristie de l'église Saint-Martin, Papin et Braux seront, en l'an IV, prof. à l'Ecole centrale.

« la surveillance prévue par la loi » sur les instituteurs et « sur les principes moraux et politiques qu'ils enseignent à leurs élèves ».

Ainsi, à Angers, malgré la défection des vicaires et des Filles de charité à la fin de 1793, c'est bien moins le nombre que la qualité du personnel qui est en cause. Et si l'on considère que ceux qui sont admis, et qui font l'objet des doléances de l'agent national comptent parmi les maîtres les plus en vue de l'ancien régime, on est fondé à penser que ce n'est pas le niveau qui a baissé depuis 1789, mais la conception plus élevée que l'on se fait du rôle de l'instituteur.

Quoi qu'il en soit, à Angers, la loi de frimaire an II, reçoit un commencement d'exécution et aboutit à un contrôle effectif de la municipalité sur toutes les écoles du premier degré.

B) A Saumur

A Saumur, seconde ville du département, où la société populaire, comme on le verra plus loin, participe activement, depuis floréal an II, à l'éducation publique, il ne semble pas que l'application de la loi du 29 frimaire ait eu lieu avant la fin de l'année scolaire 1793-1794.

1. Un cahier manuscrit, conservé aux archives du département et concernant la section de l'*Égalité*, est ouvert le 18 messidor an II¹ et porte, pour les quatre jours qui suivent, 68 déclarations pour 80 enfants, filles ou garçons, de 6 à 12 ans. Les déclarants, qui, selon la loi (art. 6), devaient être « pères, mères ou tuteurs ou curateurs des enfants » sont ici, rarement des hommes (12 sur 68) et le plus souvent des femmes : épouse, veuve, parfois simple parente, ou sœur aînée, presque tous gens de métier et qui signent au registre dans la proportion de 83 % pour les hommes et 55 % pour les femmes². Chacun, comme le veut la loi, indique l'école qu'il a choisie et, pour la section de l'*Égalité*, trois écoles mixtes en exercice se partagent la plus grande partie des élèves³.

2. Un tableau d'ensemble pour toute la ville, dressé en vendémiaire an III⁴, conformément au décret du 21 thermidor an II⁵, nous fait

¹ Déclaration des pères, mères et tuteurs qui ont des enfants soumis aux écoles primaires, mss. 9 f^{os}; 18 messidor an II à 2 vendémiaire an III. (A. D., dist. de Saumur, Lt 167.)

² Relevé fait d'après le mss. précité.

³ Citoyenne fille Rabouin, 25 f. et 13 g.; citoyenne Fournereau, 6 f. et 3 g.; citoyen Perdriau, 5 f. et 17 g.; soit 69 enfants sur 80 inscrits. Les autres concernant le cit. Guyet, rue des Amis, 3 élèves; veuve Maubert, 2; les citoyennes Hervé 1 et Guillot, 3; 2 sont inscrits sans écoles spécifiées. (*Ibid.*)

⁴ Dist. de Saumur, LII/t 168. Tableau des instituteurs et institutrices en activité pour les éc. pr. de la com. de Saumur, 15 vendémiaire an III. Signé: Cailleau, maire; Gain, Tarreau, Belon, off. munic.

⁵ L'art. 3 d'un décret du 21 thermidor an II (8 août 1794) portait que les administrations de district feraient passer au Comité d'Instruction publique, un état exact des écoles. (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 301.)

connaître que, pour les quatre sections de Saumur, fonctionnent 11 écoles à peu près également réparties entre ces diverses sections ; la première, ouverte légalement le 1^{er} prairial an II par la citoyenne Moreau (section de la Fraternité) ; les autres, autorisées de messidor à fructidor an II, mais toutes, de fondation antérieure à la loi. Sur ces 11 écoles, 3 seulement sont tenues par des instituteurs et, parmi ceux-ci, Guet, ci-devant professeur au collège, dont l'école compte 37 élèves. Les 8 autres écoles sont tenues par des institutrices, dont la moitié seulement sont considérées comme « étant en état de tenir une école », les autres étant estimées « faibles » ou « insuffisantes ».

Ainsi, sous le régime de la loi de frimaire an II, Saumur compte 11 écoles avec 13 instituteurs ou institutrices pour 413 élèves et une population de 12.500 habitants en 1790¹, situation sensiblement la même que celle d'Angers, « à demi-satisfaisante » seulement, au gré de la municipalité, pour ce qui est de la qualité des maîtres².

C) Dans les districts ravagés par la guerre civile :
Saint-Florent, Cholet, Vihiers, Segré et Châteauneuf

Si l'application de la loi était loin d'être négative dans les deux villes principales du département, il en allait être tout autrement dans cinq districts sur huit. Il nous faut d'abord, en effet, passer sous silence les trois districts situés au sud de la Loire et qui sont aux mains des Vendéens.

1. A l'heure où ailleurs on se dispose à exécuter la loi scolaire, les habitants de Saint-Florent, restés fidèles à la République, sont évacués sur Saumur par ordre du Comité de Salut public et le pays livré à l'extermination³. C'est le moment où « les représentants, dans l'Ouest, ont prolongé la chouannerie par leurs colonnes infernales qui brûlaient indistinctement les propriétés des révoltés et celles des gens paisibles⁴ ». Ce n'est qu'après la mort de Danton (germinal an II) et le rétablissement de la « confiance civile », que Rossignol est destitué (8 floréal), que Turreau est rappelé (24 floréal) et qu'un nouvel arrêté du 4 prairial « met fin au système d'extermination, pour lui substituer une méthode de déclaration et de

¹ LII/M 65.

² Pour la rendre meilleure « par la suite », on compte sur l'appoint des presbytères qui seront donnés comme logement « aux plus capables » d'entre eux. (A. D., L 11, 168, 16 vendémiaire an III).

³ A. D., L 11, Dist. Reg. corresp., p. 146 et suiv. — Voir pour l'application partielle du décret du 20 février 1794 qui oblige les habitants de la Vendée à se retirer à 20 lieues en arrière. (F. UZUREAU, *Mémoires de la Soc. d'Agr., Sciences et Arts*, 1916.)

⁴ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 170.

recensement des habitants et des récoltes »¹. Dans de telles conditions, il ne pouvait être question de vie scolaire pour le district de Saint-Florent.

2. A Cholet, l'administrateur du district, rentré une première fois en brumaire an II, doit fuir de nouveau en messidor an II, pour se réfugier à Saumur, puis à Angers et ne rentrera qu'en germinal an III². Le district qui correspond, comme celui de Saint-Florent, à la *Vendée angevine* depuis mars 1793, et antérieurement à la région fermée des *Mauges*, est le foyer de l'insurrection dans le département. « Si — comme l'écrivait Merlet de la Boulaye à Grégoire, en messidor an II — le gouvernement ne fait pas instruire les habitants ; s'il ne fait pas ouvrir de grandes routes et creuser des canaux navigables dans la Vendée, ce pays sera la ressource éternelle des mécontents³. » Dans le district de Cholet, comme dans celui de Saint-Florent, l'insurrection, en l'an II, devait empêcher toute mise en pratique des nouvelles dispositions scolaires.

3. Vihiers enfin, qui n'est que partiellement envahi⁴, accueille avec transports la loi de frimaire an II, et l'agent national Baranger (6 germinal) rédige à cette occasion une adresse enthousiaste à ses concitoyens⁵, dont il fait hommage au Comité de Salut public (11 germinal)⁶. Mais, six mois plus tard (6 fructidor an II), il ne peut qu'avouer son échec : « Les écoles primaires ne sont point établies. Les sujets manquent dans toutes les campagnes... et la rétribution est trop modique pour les attirer. » Seule fait exception la commune de Mont-Fidèle (ci-devant Brissac), avec le citoyen Cottereau, dont « les mœurs, l'intelligence et le civisme » sont un garant « qu'il fera des jeunes enfants de Brissac, autant de citoyens et de républicains »⁷.

4. Au nord de la Loire, la situation n'est pas meilleure dans les deux districts de Segré et de Châteauneuf. Le premier, traversé à deux reprises par l'armée vendéenne en marche sur Granville (octobre 1793), est envahi par les « chouans » depuis la bataille de Savenay (décembre 1793) et l'administration du district est réfugiée à Angers jusqu'en l'an III⁸. Nous

¹ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 170.

² A. D., *Reg. corresp.*, n°s 59 et 80.

³ Lettre de G.-E. Merlet de la Boulaye à Grégoire, d'Angers, 23 messidor, an II, 11 juillet 1794, dans *Lett. à Grég.*, p. 317. (Cité par F. BRUNOT, *Hist. de la Langue française*, t. VII, p. 230, note et t. IX, p. 282.)

⁴ Sur 44 com. qui composent le district, 14 ou 15 sont à peu près évacuées entièrement ; des communications souvent interrompues par l'apparition « des brigands » existent entre le district et 28 ou 30 communes. (LII/M : *Analyse des opérations du district, présentée au Comité de S. P. par l'agent national provisoire pendant le mois de ventôse an II.*)

⁵ LII/3 *Pr. reg. de corresp.*, 6 germinal an II.

⁶ LII/M *Compte décad.*, germinal an II.

⁷ *Ibid.*, LII/T, 19 prairial an II.

⁸ L 11. *Compte public de l'administration du district*. (Imprimé 67 p. Jahyer et Geslin. Angers, 20 nivôse an III.)

n'y trouvons la trace que d'une seule école, à Candé, depuis vendémiaire an II¹.

5. Limitrophe du précédent, le district de Châteauneuf ne possède aucune sécurité² et une adresse du district aux municipalités pour leur rappeler la loi scolaire (25 floréal an II) reste sans effet. Une commune (Contigné) demande au district, en prairial an II, que son ex-curé, le citoyen Busson, soit reçu en qualité d'instituteur³. Une autre (Morannes), possède un instituteur laïque, René Moissy qui, le 28 floréal, se présente au district pour demander « quelques livres qu'il puisse faire lire et étudier à ses élèves »⁴. Ailleurs nous ne trouvons aucune trace d'école en l'an II.

D) Dans les trois districts : d'Angers, Saumur, Baugé

Par contre, les trois districts d'Angers, de Saumur et de Baugé, qui jouissent d'une sécurité relative, retiennent l'attention et présentent une situation intéressante avec des traits particuliers pour chacun d'eux.

1. *Dans le district d'Angers*, qui compte 69 communes, les municipalités s'exécutent volontiers : Denée, Brain et Sarrigné, dès nivôse et pluviôse, an II ; la plupart des autres en germinal ; La Daguenière, le 19 floréal ; Beaucite (ci-devant Saint-Georges), en vendémiaire an III⁵. Et l'on peut suivre, dans ces réponses, l'étude des questions que soulève l'application de la loi.

La première chose nécessaire, c'est le choix d'un local. Le plus souvent, conformément aux dispositions de la loi du 25 brumaire an II, on pense à l'ancien presbytère, parce que « la maison la mieux éclairée et la plus saine » (Sarrigné, 20 germinal an II) et, parce que « la commune a renoncé au culte public » (Bon-Air, ci-devant Saint-Barthélemy, 24 floréal an II). A défaut, on propose encore un bien d'église : « maison de la Sergenterie »,

¹ Jacques Mangin et Marguerite Farion, son épouse, nommés instituteur et institutrice, par la commune, exercent depuis ventôse an II, conformément aux lois républicaines, fournissent leurs états jusqu'au 30 fructidor an III, montant à 267 l. 18 s. pour le dernier trimestre. Ils sont dans une maison louée « fort cher » et à payer « en argent ». (*Reg. délib.*, t. III, p. 35. 5^e jour compl., an III.)

² Le 26 messidor an II, l'assemblée est en permanence, à cause de l'arrivée de brigands venant de Daon et Brissarthe. Ils vont « par bandes d'une centaine » et jettent la terreur dans le district. (*A. D.*, L 11, *Reg. délib.*, p. 210.)

³ Lettre du dist. au Comité d'I. P. pour connaître son avis. (L 11²/1, *Reg. pr. verb.*, f^o 338, s. 2. prairial an II.)

⁴ « Le Directoire lui observe que la munic. de Morannes doit lui remettre les n^{os} 1, 2 et 3 du recueil des actes héroïques et civiques des citoyens français et des constitutions républicaines mais comme les ouvrages ne peuvent être trop répandus, il lui a été remis plusieurs exemplaires de ces mêmes ouvrages. » (L 11³/1, f^o 115 s., 28 floréal an II. En vendémiaire an III, Moissy, figure sur un état de paiement pour 74 élèves. *Ibid.*, L 11⁵/1. T.)

⁵ *Ibid.*, LII/T. District.

pour en faire « la maison d'instruction publique » (Cantenay-Épinard, 4 floréal an II)¹.

Ailleurs, à la recherche du local, s'ajoute la recherche des maîtres. La plupart des communes en sont dépourvues et font appel au district (Saint-Léger-des-Bois, 24 germinal), ou à la publicité du citoyen Mame, imprimeur à Angers (Bouchemaine, 13 germinal). Ceux qui se présentent pour tenir école sont le plus souvent des officiers municipaux : Mathurin Meignan, à Andard (14 germinal) ; Avril, à La Daguenière (19 floréal) ; Tremblay, à Saint-Barthélemy (1^{er} floréal an II). Le plus souvent ce sont, ici comme partout², des ci-devant prêtres, auxquels la loi, par son silence, n'a pas interdit les fonctions de l'enseignement³ et qui essaient ainsi de recouvrer leur ancien presbytère (Péteuil, à Sarrigné, 20 ventôse), ou qui recherchent cet emploi pour vivre, tel Poisson, « ex-prêtre, marié, domicilié dans la commune, qui s'est fait inscrire pour instituteur, et Marie Pagi, sa femme, pour institutrice » (La Membrolle 30 germinal an II)⁴.

Si les instituteurs sont assez nombreux, les institutrices sont beaucoup plus rares. Les Filles de charité (comme la D^{lle} Cady, de Rochefort) ont déserté. Seules se présentent quelques candidates de bonne volonté : ainsi, à Denée, les citoyennes Françoise Édin, veuve Besnard (55 ans) et Flavie Besnard, sa fille (22 ans), toutes deux « victimes de la scélératesse des rebelles de la Vendée » et qui recherchent cet emploi pour vivre (20 nivôse-pluviôse, an II). Bien rares sont les maîtresses de profession, tellé, à Blaison, Françoise Dudouet, qui avait prêté le serment civique le 22 janvier 1792, et qui, en l'an V encore, sera jugée digne, par le jury d'instruction, « de remplir la place »⁵. Blaison offre ainsi l'exemple typique, mais rare, de la survivance d'une école, fondée avant 1789, maintenue provisoirement jusqu'en frimaire an II et confirmée par les lois scolaires de la Convention.

Enfin, en ce qui concerne la nomination, si on s'en tient, dans certaines communes, aux formalités de la loi de frimaire an II (Denée, par exemple)⁶,

¹ A. D., L II, *Reg. des pétitions*.

² Voir F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 300, d'après GUILLAUME, *ouv. cité*, *Conv.*, t. IV, p. XLII et suiv. Cf. 556, 621, 626, 637, etc. (Questions posées par les districts au Comité d'I. P. pour obtenir l'autorisation d'employer ici une sœur, là un ex-prêtre, etc., à des fonctions d'instituteur.) — Voir dans le même sens A. MATHIEZ, *La Rév. et l'Eglise*, p. 257 et *Rév.*, t. III, p. 98 (depuis le 7 brumaire, les ecclésiastiques ne pouvaient plus être nommés instituteurs publics).

³ Le décret du 7 brumaire an II, sur l'instruction publique, qui correspond à l'époque de propagande anti-chrétienne (brumaire an II) portait, art. 12 : « Aucun ci-devant noble, aucun ecclésiastique et ministre d'un culte quelconque ne peut être instituteur national. » Le plan Bouquier qui date de la froideur de la Convention à l'égard de la déchristianisation (frimaire an II), faisait le silence sur cette question et la loi du 29 frimaire reconnaît à tout citoyen le droit d'enseigner, sous réserve de la surveillance de la municipalité. (BUISSON, *D.*, p. 554, c. 1.) A. MATHIEZ, *La Rév. et l'Eglise*, p. 138 et suiv.

⁴ Voir dans le même sens pour d'autres départements : A. MATHIEZ, *La Rév. et l'Eglise*, p. 257. F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 300.

⁵ A. D., LII/t. (Décision du jury d'instruction du district, 3 thermidor an V.)

⁶ *Ibid.*, LII/t. District.

ailleurs, la manière de procéder offre un curieux mélange des prescriptions légales et des coutumes de l'ancien régime. Ainsi, à Brain-sur-l'Authion, c'est non plus sous le porche, mais à l'intérieur de la c.-d. église, devenue « le temple de la Raison », qu'a lieu la réunion des habitants où sera fait le choix du maître. Et « l'assemblée publique » proclame le citoyen Pavis, comme « instituteur public », après que celui-ci eut promis « de remplir ladite place en bon et fidèle républicain, tel qu'il est et a toujours été » (20 ventôse an II) ¹. Même chose à Bécon, où L. Jolivet est élu instituteur de ladite commune, « à la majorité des voix » par l'assemblée générale de tous les citoyens, tenue dans la c.-d. église, lieu ordinaire « de ses réunions ». Au surplus, celui-ci reconnu par tous « pour un bon citoyen » a déclaré, tels les maîtres de l'ancien régime, « être en état de montrer à lire, écrire et enseigner depuis les premières règles jusqu'à la quatrième, qui sont l'addition, soustraction, multiplication et division » (20 germinal an II) ².

Rendant compte de tous ces efforts, lors de l'établissement de la statistique générale de thermidor an II, le Conseil général du district s'exprimait ainsi (fructidor an II) : « Au total, 9 communes ont des écoles primaires sur 69 qui forment notre arrondissement, et sur lesquelles il faut excepter 17 ou 18 communes, qui ont été ou qui sont dévastées par les brigands et chouans. Il serait à désirer que l'on pût avoir un instituteur par commune... Mais il y en a très peu où il se soit présenté des instituteurs... Deux moyens serviraient efficacement à remplir les vues de la Convention : rétribution capable de mettre les instituteurs au-dessus des événements ; établissements d'instruction pour y former les instituteurs ³. »

Ainsi se trouvent précisées, une fois de plus, les causes principales de l'échec relatif de la loi de frimaire an II : absence d'écoles préparatoires pour les maîtres ; insuffisance du traitement destiné à les faire vivre.

2. Ce qui frappe dans le *district de Saumur*, c'est moins les résultats obtenus que le zèle « révolutionnaire » apporté dans l'exécution de la loi.

A peine organisées ⁴, les municipalités sont saisies par le district « régénéré » de l'urgence de cette question : invitation à faire connaître, « dans le plus bref délai », ce qui a été fait pour l'inscription des maîtres

¹ A. D., L11/T. District.

² Ibid.

³ Ibid., L 11, Reg. de corresp., 14 fructidor an II.

⁴ « Elles se forment avec lenteur, non par insouciance coupable : toutes sont animées des principes de la Révolution ; et, sans les événements de Vendée, elles mettraient plus d'ordre et de célérité dans leurs opérations. » (L11/25. District. Reg. de corresp., 5 pluviôse an II.)

et des élèves (13 germinal an II)¹ ; injonction d'avoir à produire « dans le délai de trois jours » les états demandés, sous peine d'encourir les sanctions prévues par la loi du 4 ventôse et « plus encore le reproche bien fondé d'être indifférents à la chose publique » (9 floréal an II)² ; enfin, appel aux sociétés populaires pour leur demander d'employer « tous les moyens de persuasion auprès de leur municipalité et des municipalités voisines »³.

Sur 75 communes rurales que compte le district, 43 figurent sur la statistique scolaire de floréal an II⁴ ; plusieurs autres ont fourni des renseignements complémentaires dans les mois qui suivent⁵ et souvent les réponses parviennent en double, émanant, l'une de l'agent national, l'autre de la municipalité⁶.

Très rares sont les communes qui paraissent inconscientes ou indifférentes (Montfort⁷, Le Vaudelnay⁸) ; les plus dépourvues font entendre des plaintes, qui, à cinq ans de distance, rappellent les cahiers de doléances : Douces déclare n'avoir « jamais eu d'écoles sous l'ancien régime »⁹ ; même chose à Saint-Hilaire-le-Doyen, dont la réponse, presque illisible, dénote une ignorance totale¹⁰ ; ailleurs, malgré l'absence de ressources, on cherche à s'organiser et l'on propose la réunion aux « hameaux » voisins (Vaux)¹¹, ou à la commune la plus proche (Le Thoureil)¹². La conscience d'un devoir nouveau se révèle dans la teneur des réponses : Denezé « qui n'a point d'école », invoque, pour sa défense, sa situation « comme frontière » de la Vendée et la permanence des réquisitions qui l'ont mise dans l'impossibilité de remplir « les vues bienfaisantes de la loi »¹³ ; Dampierre, qui a ouvert vainement un registre d'inscription, déclare désirer « ardemment » un instituteur et presse le district de lui envoyer « un vrai républicain qui fût en état de remplir avec zèle une

¹ Lettre de Riffault à ses collègues communaux. (A. D., L 11/32, *Reg. des corresp. de l'agent nat.*, 13 germinal an II.)

² Lettre du dist. aux munic., 9 floréal, an II. (L 11/25, *Reg. de corresp.*)

³ *Ibid.*

⁴ *Situation du travail des munic. sur l'inst. publique.* (L 11 T 1/2 dos. 168.)

⁵ Chemellier (30 floréal) ; Puy-la-Montagne (6 prairial) ; Montreuil-Bellay (25 fructidor), etc. (*Ibid.*)

⁶ *Ibid.*

⁷ « Il ne s'est trouvé personne qui ne se soit fait inscrire... Nous n'avons jusqu'à présent qu'un seul enfant mâle et cinq femelles. Si nous avons quelque mesure à prendre, nous vous prions de nous en donner avis. » (9 floréal, an II.)

⁸ « Nous ignorons ce que nous avons à faire, et à qui nous devons recourir. » (16 floréal, an II.)

⁹ « Les pères et mères qui voulaient donner un peu d'éducation à leurs enfants, les envoyaient à Doué ; encore ce n'a jamais été que pendant les quatre mois d'hiver, les enfants étant nécessaires pour la garde des bestiaux et le ramas de l'herbe des champs. » (22 floréal an II.)

¹⁰ *Ibid.*, 14 vendémiaire an III.

¹¹ *Ibid.*, 30 floréal an II.

¹² *Ibid.*, 17 floréal an II.

¹³ *Ibid.*, 21 floréal an II.

place aussi respectable »¹ et, dans l'attente d'une mesure semblable qu'ils appellent de « tous leurs vœux », Brossay, Chênehutte, Méron, Saint-Hilaire-Saint-Florent, etc., dressent par avance la liste des enfants d'âge scolaire².

Plus favorisées, 8 communes, avec une quinzaine de maîtres et maîtresses, figurent sur la situation produite en floréal an II³; 4 autres, qui ont des écoles, ont été omises à cette époque⁴; et 6 autres, qui n'avaient pas répondu ou avaient fait des réponses négatives, seront pourvues d'écoles en exercice, de floréal à brumaire an III⁵; soit, au total, une vingtaine de communes environ sur 75 pour le district, non compris la ville de Saumur.

Ces municipalités ne se dissimulent pas d'ailleurs l'importance du choix des maîtres et, sentant tout le poids de leur responsabilité, elles ne manquent pas, à l'occasion, de signaler au district les réserves que leur imposent la santé (Louresse)⁶, l'âge (Saint-Cyr-en-Bourg)⁷, les antécédents et le degré d'activité des candidats (Saint-Martin-de-la-Place). Allant plus loin, cette dernière commune prend sur elle l'initiative d'envoyer au district, « pour y être examinés », les deux maîtres d'école et la maîtresse d'école qui se sont présentés, se portant elle-même garant de « leur civisme et républicanisme »⁸. Enfin, la petite commune de Trèves et Cunault (643 h.), au bord de la Loire, nous est le témoignage de l'entrain avec lequel la loi est exécutée dans le Saumurois. C'est devant le corps municipal assemblé au lieu ordinaire de ses séances que comparaît la citoyenne Marie Brunet, 19 ans, qui se propose, « comme institutrice du premier degré », et « qui seule, jusqu'à ce jour, s'est consacrée à cette fonction si

¹ A. D., LI/T 1/2 dös. 163, 25 germinal, 18 floréal an II.

² Brossay : 40 enfants de 7 à 15 ans (15 floréal an II); — Chênehutte : 60 g. et 48 f. de 5 à 11 ans (3 prairial); — Méron : 62 déclarations pour les enfants de 6 à 14 ans (17 prairial); — Saint-Florent : 37 enfants (23 floréal), etc.

³ Louresse : 1 instituteur (28 floréal); — La Breille (id.); — Neuillé : le cit. Durot, chirurgien et son épouse c. d. maîtresse d'école; Sénéchal, off. public (30 germinal); — Cyr (c. d. Saint-Cyr-en-Bourg) : 1 instituteur et 1 institutrice (12 floréal); — Souzay : 1 instituteur (20 prairial an II); — Louerre (id.); — Chemellier (id.) (30 floréal); — Clément (c. d. Saint-Clément-des-Levées) : 2 instituteurs et 1 institutrice (21 floréal an II).

⁴ Vivy : 1 instituteur (3 floréal); — Puy-la-Montagne (c. d. N.-Dame) : 1 instituteur (6 prairial); — Villebernier : 1 instituteur, Varlet, « ex-prêtre » (3 germinal); — Trèves : 1 instituteur (1^{er} germinal).

⁵ Fontevault : 1 institutrice, 26 élèves (1^{er} messidor an II) et 1 instituteur, 43 él. (7 frimaire an II). « Les éc. pr. ont commencé dans cette commune le 1^{er} fructidor avec 8 enf. de 6 à 9 ans chez le citoyen Tinard, et 16 ont commencé le 1^{er} vendémiaire chez le même instituteur; 19 ont commencé le 21 fructidor chez la citoyenne veuve Brintheis; nous espérons que peu à peu le nombre augmentera. » Signé : Milsonneau, maire; Chevalier, agent national. — Montreuil-le-Thouet (c. d. Montreuil-Bellay) : 1 instituteur (25 fructidor); — Noyant : « le citoyen Lamoureux », bon républicain, sait lire et écrire et a 30 enfants « à instruire » (20 vendémiaire an III); — Brain-sur-Allonnes : 1 instituteur (20 nivôse an III); — Varennes-sous-Montsoreau : 1 institutrice, Jeanne Estrienvrot, c. d. Ursuline (15 nivôse an III).

⁶ Le citoyen Touchet « malgré sa faible santé » offre ses services « avec tout le dévouement possible » (28 floréal).

⁷ Pierre Sauzé, 71 ans, instituteur depuis 10 ans (12 floréal).

⁸ Alexandre Tinard, 34 ans, maître d'école avant la Révolution « un peu actif, serait bon pour les premières écoles » (29 frimaire an II).

importante pour la commune ». La déclaration, rédigée en bons termes, porte la signature des maire, officiers municipaux, notables, agent national et membres du Comité de surveillance de la commune (1^{er} prairial an II). La confiance des familles répond à celle de la municipalité. Le 3 prairial, « les citoyens et citoyennes de ladite commune, ayant appris avec satisfaction les intentions de la citoyenne Marie Brunet, dont ils connaissent les capacités, mœurs et civisme », font leur déclaration. La liste nominative des élèves compte 56 enfants de 6 à 13 ans (27 g. et 29 f.), appartenant à 33 familles différentes¹. Dans cette commune, la loi avait donc reçu pleine satisfaction.

3. Enfin, le *district de Baugé* nous fournit encore une précision d'une autre nature, concernant l'application de la loi de frimaire an II. Nous y trouvons la preuve que la rétribution des premiers instituteurs publics, prévue par les art. 11 et 13, fut payée régulièrement chaque trimestre, sur production des relevés mensuels des élèves inscrits au registre d'appel.

En effet, d'un état récapitulatif des visas apposés par le directoire du district sur les mandats des municipalités délivrés aux instituteurs, de floréal an II à floréal an III, il résulte que, durant cette période, 60 mandats, s'élevant à un total de 8.750 livres furent délivrés à 24 instituteurs et institutrices, avec mention, pour chaque mandat, du nombre des enfants par école et par mois².

Et cela même nous sert encore à prouver l'existence d'écoles publiques dans 13 communes du district sur 62, moitié créées depuis germinal an II, moitié au début de l'an III, avec un effectif moyen par école d'une trentaine d'élèves, de germinal an II, à floréal an III³.

Tel fut, dans ces trois districts, le premier essai de reconstruction scolaire tenté par la Révolution, d'après les documents si abondants que four-

¹ A. D., L 11 T 1/2 dos. 168.

² L 11 T, Dist. de Baugé, dos. 31. (*Etat des visas*, etc., tableau non daté et non signé en sept colonnes : noms des municipalités ; — nom et prénoms des instituteurs ; — nombre d'élèves qui ont suivi leurs leçons pendant chaque mois du trimestre (trois colonnes) ; — dates des visas ; — montant des mandats.) (Voir un extrait aux *Annexes*.)

³ *Baugé* (2.904 h.) : 2 instituteurs, Orfray François et Planchet J.-B. depuis thermidor an II ; et 3 institutrices : la sœur Thibault et la citoyenne Bardet depuis prairial an II ; la femme Lemasson depuis thermidor an II. — Sept communes ont à la fois un instituteur et une institutrice : *Le Guédéniau* : 682 h. (Desvignes, 20 floréal an II, 35 él. ; Chevalier Marie, 20 thermidor an II, 7 él.) ; *Jarzé* : 1.689 h. (Decorce, 13 prairial, 30 él. ; citoyenne Marquet, 22 prairial, 30 él.) ; *Mazé* : 3.743 h. (Dutour, 1^{er} ventôse an III ; citoyenne Pelée, 5 messidor an II, 33 él.) ; *Corné* : 1.842 h. (Le Mercier et sa femme, 1^{er} vendémiaire an III) ; *Vernoil* : 1.838 h. (Cambon François, 1^{er} messidor an II, 26 él. et Brard Jeanne, 1^{er} vendémiaire an III, 25 él.) ; *Vernantes* : 1.796 h. (Hardouin, c. d. prêtre, 22 él., et Faifeu Louise, 30 él., thermidor an II). Trois autres communes n'ont qu'un instituteur : *Vieil-Baugé* : 1.838 h. (Fabre, c. d. curé, 24 él., vendémiaire an III) ; *Breil* : 641 h. (Poupard, brumaire an III, 23 él.) ; *Chevire* : 1.506 h. (Tourault, 23 él., brumaire an III) ; — enfin deux autres communes n'ont qu'une institutrice : *Echemiré* : 628 h. (citoyenne Cailliot, 20 él., 21 prairial an II) ; *Blou* : 800 h. (veuve Fresneau, 10 él., 21 prairial an II).

missent les Archives départementales et qui s'ajoutent aux sources incomplètes fournies pour le département par les Archives nationales, en ce qui concerne les statistiques de floréal an II et de brumaire an III ¹.

E) Jugement sur la loi de frimaire an II

Une première conclusion se dégage de cette étude : Dans un département où la sécurité n'était nulle part, et où cinq districts au moins sur huit étaient aux prises avec la guerre civile, là, où plus que partout ailleurs peut-être, se trouvaient accumulées les circonstances les plus contraires à la vie scolaire, là cependant, la loi de frimaire an II, reçut un commencement d'exécution.

Lorsqu'en germinal an II (mars 1794) règne un calme relatif dans le département, les administrations locales des trois districts républicains d'Angers, de Saumur et de Baugé, épurées, conformément au décret du 14 frimaire an II, font preuve d'une énergie vraiment révolutionnaire et fournissent un effort suivi de résultats. Ainsi, une vingtaine d'écoles publiques « surveillées » à Angers (pour une population de 30.000 habitants) ; une douzaine d'autres créées « légalement » à Saumur (pour 12.000 habitants) ; des « écoles publiques » dans 9 communes du district d'Angers, sur 69, dans 18 pour le Saumurois, sur 75 et dans 13 pour le Baugeois, sur 62 ; au total 80 écoles environ ; tel est, si on laisse de côté quelques créations éparses dans plusieurs autres districts, le bilan scolaire de l'an II. Tels sont les chiffres exacts pour la partie du département qui seule entre en compte. Ils sont au moins égaux à ceux fournis pour d'autres régions ² et à ceux tirés de la statistique d'ensemble, publiée par Guillaume, d'après la Correspondance du Comité d'Instruction publique ³.

¹ État établi par le bureau de la surveillance et de l'exécution des lois (Comité S. P.) au moyen de réponses faites par les agents nationaux des dist. à une circulaire du 12 floréal an II. Cet état qui porte sur 474 districts est assez laconique sur les districts de M.-et-L. : d. de Baugé : « des écoles dans les grandes communes seulement » ; d. d'Ang. : « pénurie d'inst. due surtout à la modicité des traitements » etc. (GUILLAUME, *Conv.*, t. VI, pp. 894-896.) — *Statistique dressée au 12 brumaire an III par la Commission exécutive de l'I. P. retrouvée dans les papiers de Guingené*. Cet état comprend 300 dist. sur 567. Pour le M.-et-L. : Ang., 9 éc. seulement ; Châteauneuf, 6 éc. sur 31 com. ; Saumur, Vihiers, Segré, Baugé : néant. (GUILLAUME, *Conv.*, t. VI, p. 903.)

² « Dans le département du Bas-Rhin, le district de Strasbourg tient la tête : toutes ses écoles sont organisées, sauf 13 ; celui de Wissembourg, sur 220, en a 5 d'établies ; celui de Haguenau, 16 sur 140 ; pour le district de Saar union, il y a « peu d'écoles » ; et celui de Bersfeld (ou Barr) manque absolument sur la liste. — Pour ce qui concerne le Haut-Rhin, le district d'Altkirch est le seul où le tableau mentionne des chiffres précis : sur les 145 postulées, il en existe 33. — Le district de Colmar a quelques écoles et celui de Belfort « des écoles organisées en partie. » (REUSS, *ouv. cité*, p. 163.) Voir dans le même sens : pp. 154-155-157-162.

³ « En somme, d'après Guillaume, sur 557 districts, 350 ont fourni des rapports ; 32 seulement ont des écoles organisées à peu près complètement ; — 41 ont des écoles organisées en partie. — Dans les 277 districts restants, un nombre appréciable n'ont pas donné de chiffres ; — les autres déclarent avoir très peu d'écoles ; — il y en a qui n'en ont point du tout. » (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 303.)

Sans doute, c'était peu ; mais c'était un commencement et six mois de réalisation n'ont pas permis davantage. Comme on le verra plus loin, sous le régime des lois thermidoriennes de brumaire an III et de brumaire an IV, en beaucoup plus de temps, le nombre des écoles créées ne sera pas sensiblement plus élevé.

Sans doute, en ce qui concerne le « personnel », on n'a trouvé en Maine-et-Loire, comme ailleurs ¹ que des maîtres sans grande valeur intellectuelle, issus de l'ancien régime, des prêtres constitutionnels réduits aux abois, qui cherchent à enseigner pour vivre ² et des maîtresses de bonne volonté qui ne sont ni inférieures, ni supérieures aux « Filles de charité » de l'ancien régime.

Mais, à défaut de garanties intellectuelles qui ne pouvaient être exigées des maîtres en l'absence d'établissements pour les former ³, la loi exige des « citoyens » et des « citoyennes » qui veulent enseigner, des garanties de moralité et de civisme. Un « certificat de civisme et de bonnes mœurs », délivré par la municipalité et le comité de surveillance de la section est substitué au satisfecit de « vénérable et discret », « honorable homme » et « honorable femme », accordé par l'Église aux âmes pieuses de l'ancien régime. Bien plus, pour la première fois, et quoique la loi n'en fasse pas mention, on s'enquiert publiquement, à Angers et à Saumur par exemple, du savoir des maîtres.

Sans doute aussi — et les districts, en Maine-et-Loire comme ailleurs, sont unanimes sur ce point — la loi n'a prévu qu'un salaire insuffisant par lui-même et qui le devient plus encore avec la baisse croissante et rapide des assignats ; mais, pour la première fois, au lieu du revenu aléatoire des fondations particulières de l'ancien régime, les « instituteurs » et les « institutrices » reçoivent régulièrement, comme dans le district de Baugé, un salaire d'État pour un service public. Alors que le Comité de Salut public est aux prises avec le problème des subsistances et la crise financière, alors que les municipalités des villes, comme celle d'Angers, n'ont de vivres que pour plusieurs jours, était-il possible de faire davantage ?

¹ Sur le projet de création, en l'an II, d'une école normale pour former des professeurs et des instituteurs « animés de la foi nouvelle », voir A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 175. F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, pp. 240-242. L'idée ne sera réalisée qu'après thermidor. (Voir plus loin : application de la loi scolaire de brumaire an III.)

² Le décret du 7 brumaire an II (art. 12) « porte qu'aucun ecclésiastique ne pourra être élu instituteur public » ; la loi du 29 frimaire an II ne connaît comme condition restrictive que la production d'un certificat de civisme (section 1 ou 3) ; et la question reste pendante. (DUPUY, *L'Éc. norm. de l'an III*, p. 126.)

³ L'idée d'une formation pédagogique des maîtres qui apparaît pour la première fois dans le projet de Condorcet (titre IV, art. 8), reprise par Daunou et Léonard Bourdon, se retrouve dans les projets de décret du 1^{er} prairial et 1^{er} messidor an II, qui conçoivent l'E. N. comme « une institution provisoire et révolutionnaire » ; elle ne sera réalisée qu'en l'an III. (*Ibid.*)

Sans doute enfin, pour ces maîtres improvisés et aux ressources insuffisantes, il n'y a, au point de vue pédagogique, dans ce département, pas plus que dans les autres, ni règlement scolaire propre à guider les efforts, ni livres élémentaires, ou peu s'en faut, susceptibles d'orienter et de nourrir l'enseignement démocratique¹. Cependant, on trouve mention, en Maine-et-Loire comme ailleurs d'ouvrages qui se recommandent plus, il est vrai, par leur esprit révolutionnaire que par leur valeur pédagogique, mais qui sont une première réalisation : *Recueil des actes héroïques et civiques des républicains français*, par Léonard Bourdon² ; *Annuaire du Cultivateur*, par Romme³ et diverses publications annoncées par les *Affiches* du temps⁴.

Ces réserves faites, deux choses restent indubitablement à l'actif de la loi.

Tout d'abord, en proclamant la liberté de l'enseignement, les Montagnards de l'an II n'ont, en fait, reconnu qu'une seule instruction du premier degré ; celle donnée « publiquement » aux enfants du peuple, dans des écoles « salariées par la République » et contrôlées par les citoyens. La situation changera d'aspect sous le régime des lois de brumaire an III et de brumaire an IV, et c'est alors, mais alors seulement, comme on le verra plus loin, lorsque l'enthousiasme révolutionnaire sera tombé, que les prévisions de J.-B. Leclerc en décembre 1792, deviendront une réalité : « L'esprit de parti s'abstiendra de favoriser les écoles. Bien des pères, scandalisés même de ce que vous aurez fait composer des livres nouveaux

¹ Le concours institué sur l'initiative de Grégoire par le décret du 9 pluviôse an II et prorogé à deux reprises (9 messidor an II et 19 brumaire an III) recule la clôture au 1^{er} nivôse an III, et le jury d'instruction pour le choix de ces livres n'est constitué que le 18 messidor an III ; les ouvrages proposés ne répondent pas au but envisagé et le 23 ventôse an III, la Convention en revient au système d'Arbogast et charge les savants de composer ces ouvrages. (DURUY, *ouv. cité*, pp. 106, 107. — GUILLAUME, *Conv.*, t. III, p. 371, etc. — A. DUPUY, *L'Ec. norm. de l'an III*, p. 58 et suiv.) — Voir sur cette question F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, pp. 150-153, en particulier la liste des ouvrages envoyés à cette date à la Convention, p. 152, note 9. (Aucun des ouvrages cités ne se rapporte au département de M.-et-L.)

² A. D., L 155. Lettre du président temporaire à L. Bourdon accusant réception de la lettre du 25 nivôse et des trois exemplaires du premier recueil ; et demandant l'envoi de 600 exemplaires « pour en participer les 422 municipalités du dép., les autorités constituées, les écoles publiques et les sociétés populaires » (2 nivôse an II). B. A., H 1560, t. XII, n° 1 à 5 du Recueil. — Voir aussi B. N., L n 39 in-8°, 28 p., 4^e recueil. — Bib. du Musée pédag., n° 11.770, 18.760, 18.893, 1^{er}, 2^e et 4^e recueils.

³ Imprimé par ordre de la Conv. pour être envoyé aux écoles de la Rép. (30 pluviôse an II). 304 p. ; réimprimé par ordre du dép. de M.-et-L. Ang., Mame, an II. (Voir un exemplaire aux A. D., Bibl. angevine.)

⁴ *Principes élémentaires d'éducation républicaine*, etc., 10 sols. — *Libre indispensable aux enfants de la liberté, historique et moral*, etc. Dusauroir, dép. du Mont-Blanc, 25 sols ; — A. B. C. *des jeunes républicains des deux sexes* par le citoyen Dufart, 30 sols. — *Libre pour apprendre à bien lire* en français, 15 sols, etc. (*Aff. d'Ang.*, n° 85, 28 prairial an II ; n° 98, 24 messidor an II ; n° 100, 19 germinal an III, etc.)

NOTA. — Nous n'avons trouvé aucune trace dans le département ni du *Précis historique* sur Agricole Viala, envoyé par le Comité d'I. P. aux départements, districts, municipalités et sociétés populaires (13 messidor an II), ni de *La loi naturelle ou le Catéchisme du citoyen français*, 2^e éd., adressé au Comité d'I. P. (5 fructidor an II). (GUILLAUME, *Conv.*, t. IV, pp. 732, 851, 855, 879 ; t. IV, pp. 834 et 965.)

pour remplacer les *Heures* et le *Catéchisme*, ouvriront facilement leurs âmes aux malignes impressions des prêtres, et soit par leur propre faiblesse, soit par condescendance pour celle de leurs femmes, ils voueront volontairement leurs enfants à l'ignorance, tant les préjugés religieux ont encore d'empire ¹. » En réalité, il n'y a, sous le régime de la loi de frimaire an II, et jusqu'au 9 thermidor, qu'une catégorie d'écoles primaires dans lesquelles tous les enfants apprennent les mêmes choses, dans les mêmes livres et pour une même fin : « Former des citoyens ². » Et cela est un premier résultat à porter à l'actif de la loi de frimaire an II.

En outre, avec cette loi — et ce n'est pas là son moindre mérite — la conception d'un devoir nouveau est née dans l'esprit du peuple et s'affirme dans la correspondance des districts avec les municipalités. L'obligation scolaire, inscrite pour la première fois dans la loi, avec des pénalités sévères ³, correspond, pour les familles, à l'obligation morale de faire instruire les enfants. Sans doute, le caractère impératif des ordres du gouvernement de Salut public fut pour beaucoup dans l'empressement apporté un peu partout à remplir les registres d'inscription des enfants d'âge scolaire. Néanmoins, lorsqu'un siècle plus tard, cette prescription sera de nouveau inscrite dans la loi, et l'on sait avec quel insuccès, elle ne sera qu'une imitation de ce qui fut tenté une première fois, aux heures les plus sombres de l'époque révolutionnaire.

Telle fut la loi scolaire de frimaire an II ; telle fut son application dans un département où tout semblait conjuré pour la rendre impossible.

C'est là ce qu'il faut objecter aux assertions communément admises, que « le projet Bouquier, comme tant d'autres ne fut pas exécuté » ⁴ ; et « qu'on ne conteste guère l'insuccès des efforts tentés » ⁵. C'est là, aussi, ce qui ne permet pas de souscrire au jugement de Guillaume : « Le système avait échoué, et des anciennes écoles, il ne restait que des ruines » ⁶ ; ni enfin à celui de M. F. Brunot, qui, en la matière, est pourtant un guide si précieux : « C'est sous ce régime d'abandon que la République de l'an II

¹ Rapport de Leclerc à la Convention, 12 décembre 1792. Cité par F. Brunot, à propos des résultats généraux de la loi de frimaire, dans *H. de la langue franç.*, t. IX, p. 299.

² BUISSON, D., p. 552. Loi Bouquier, section III, art. 1^{er}. « La Convention nationale charge son Comité d'Instruction publique de lui présenter les livres élémentaires des connaissances absolument nécessaires pour former les citoyens, etc. »

³ « Les pères, mères, tuteurs ou curateurs qui ne se conformeraient pas aux dispositions des art. 6, 7 et 8 de la présente section, seront dénoncés au tribunal de police correctionnelle, et si les motifs qui les auraient empêchés de se conformer à la loi ne sont pas reconnus valables, ils seront condamnés, pour la première fois, à une amende égale au quart de leurs contributions.

« En cas de récidive, l'amende sera double, et les infracteurs seront reconnus comme ennemis de l'égalité, et privés pendant dix ans de l'exercice des droits de citoyen. Dans ce dernier cas, le jugement sera affiché. » (Section III, art. 9.)

⁴ COMPAYRÉ, *Hist. de la pédagogie*, Delaplane, 1897, p. 337.

⁵ ALLAIN, *L'œuvre scolaire de la Rév.*, p. 70.

⁶ GUILLAUME, *Proc.-verb., Conv.*, t. VI, p. 907.

allait vivre. Pendant que, par un effort héroïque, elle sauvait ses principes, elle renonçait à les vulgariser par l'école ¹. »

Les patriotes de l'an II qui, en Maine-et-Loire comme ailleurs, avaient accueilli « avec transports » ², la loi de frimaire, pouvaient, comme ailleurs aussi, mesurer « avec douleur » ³ la distance qui séparait leurs espérances de la réalité. Il n'en reste pas moins, que ce fut là le premier monument construit par la République pour l'éducation des enfants du peuple.

¹ BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 149.

² Rapport de Baranger, agent national de Vihiers (6 germinal).

³ Rapport de Fillon, agent national de la commune d'Angers (18 floréal an II).

CHAPITRE II

Éducation des adultes en l'an II Sociétés populaires, fêtes civiques, théâtre

La conception montagnarde en matière d'éducation démocratique ne tient pas tout entière dans les articles de la loi de frimaire an II. « Les plus belles écoles, les plus utiles, les plus simples, où la jeunesse puisse prendre une éducation vraiment républicaine — disait Bouquier dans son rapport à la Convention — sont, n'en doutez pas, les séances publiques des départements, des districts, des municipalités, des tribunaux, et surtout des sociétés populaires ¹. » Et il ajoutait : « Tout présentera aux jeunes gens des moyens d'instruction ; ils en trouveront au sein de leurs familles ; ils en trouveront dans les livres élémentaires que vous allez publier ; ils en trouveront enfin dans les fêtes nationales que vous allez instituer... La révolution a, pour ainsi dire d'elle-même, organisé l'instruction publique et placé partout des sources inépuisables d'instruction ². » (22 frimaire an II.)

C'est la même conception que ³Bouquier reprenait quatre mois plus tard, d'accord avec Rabaut-Saint-Étienne ⁴, avec Chénier ⁵, avec Boissy-d'Anglas ⁵, avec « l'opinion dominante à la Convention et au Comité de Salut public ⁶ ». Le 24 germinal, il disait, à la tribune, dans son rapport

¹ BUISSON, *D. de pédag.*, t. I, p. 552. HIPPEAU, *ouv. cité*, t. II, p. 118. C'est à tort que M. F. Brunot (*ouv. cité*, t. IX, p. 261), attribue cette phrase à Marie-Joseph Chénier et renvoie au discours de ce dernier, du 15 brumaire an II (5 novembre 1793), le discours de M.-J. Chénier de même inspiration que celui de Bouquier ne renferme pas la phrase précitée. (Voir HIPPEAU, *ouv. cité*, t. II, pp. 94-105.)

² BUISSON, *D.*, t. I, p. 552. HIPPEAU, t. II, p. 118.

³ « L'instruction publique demande des lycées, des collèges, des académies... elle s'enferme dans les murs. L'éducation nationale demande des cirques, des gymnases, des armes, des jeux publics, des fêtes nationales, le concours fraternel de tous les âges et de tous les sexes... L'éducation nationale est l'aliment nécessaire à tous, l'instruction publique est le partage de quelques-uns. » (21 décembre 1792.) HIPPEAU, *ouv. cité*, t. II, p. 32.

⁴ « La première chose qui se présente à l'esprit en traitant de l'éducation morale, c'est l'établissement des fêtes nationales... La liberté sera l'âme de nos fêtes publiques ; elles n'existeront que pour elle et par elle. » (15 brumaire an II, 5 novembre 1793.) (*Ibid.*, pp. 99, 100.)

⁵ « Les institutions publiques doivent former la véritable éducation des peuples ; mais cette éducation ne peut être profitable qu'autant qu'elles seront environnées de cérémonies et de fêtes ou plutôt qu'autant qu'elles ne seront elles-mêmes que des fêtes et des cérémonies. » (25 pluviôse.) F. BRUNOT, *ouv. cité*, p. 261.

⁶ BUISSON, *D.*, t. I, p. 556.

sur le dernier degré d'instruction : « Les véritables écoles des vertus, des mœurs et des lois républicaines, sont dans les sociétés populaires, dans les assemblées des sections, dans les fêtes décadaires, dans les fêtes nationales et locales, les banquets civiques et les théâtres ¹. »

Ainsi, pour les Montagnards, la loi scolaire de frimaire an II n'était qu'un « complément » à « l'instruction publique » : sociétés populaires, fêtes civiques et théâtre sont les moyens tout désignés de l'éducation des adultes ².

I. — Sociétés populaires

1. En l'an II, les sociétés « fraternelles » ou « populaires », dont les débuts remontent, on le sait, à l'hiver de 1790 et 1791 ³, sont devenues des groupements révolutionnaires influents. Le nouveau Comité de Salut public, constitué le 10 juillet 1793, gouverne « en liaison » avec elles ⁴ et leur rôle grandit encore avec la loi constitutive du 14 frimaire. Elles sont désormais consultées sur tout ce qui intéresse la vie publique. « Pratiquement, la souveraineté du peuple, le pouvoir électoral se concentrent dans les clubs, c'est-à-dire dans le parti au pouvoir ⁵. » En l'an II, les clubs sont à la fois des organes politiques de premier plan, et ils sont aussi, suivant l'expression de Bouquier à la Convention, « les plus belles écoles » pour l'éducation républicaine de la jeunesse.

2. En Maine-et-Loire, une vingtaine au moins de groupements de cette

¹ GUILLAUME, *Proc.-verb. Conv.*, t. III, p. 573.

² On remarquera dans ce programme, le silence fait sur la presse. Celle-ci, en effet, perd à cette époque le régime de liberté qu'elle avait connu depuis le début de la Révolution pour devenir un instrument de gouvernement. A Angers, un seul journal continue à paraître : le journal des *Affiches*, de Charles Mame « imprimeur national », devenu le 1^{er} janvier 1793, le *Moniteur national du département*. Son directeur, acquéreur national de la maison de l'Oratoire y a transporté ses presses, et sa maison devient le centre de la vie politique. Le 20 brumaire, en signe de républicanisme, il offre à la nation, « pour en faire des cartouches », tous ses ouvrages de piété. Le 1^{er} janvier 1794 (12 nivôse an II), le journal annonce qu'il réglera désormais sa publication sur le nouveau calendrier. Il sera distribué tous les deux jours, cinq fois par décade. Les abonnements partiront du 1^{er} vendémiaire de chaque année. L'an II comprendra donc seulement neuf mois, du 12 nivôse à la fin de l'année républicaine, et l'abonnement est réduit pour ces neuf mois à 12 l. 10 s. pour la ville et 15 l. 10 s. par la poste.

Jusqu'au 9 thermidor, le journal des *Affiches* est en quelque sorte le journal officiel du département : Arrêtés des représentants en mission et analyse des séances de la Convention ; énumération des condamnations prononcées par les Commissions militaires à partir de novembre 1793 ; nouvelles du siège de la ville, en décembre ; mesures sur les réquisitions ; emprunt forcé d'un milliard ; séances de la société populaire ; programme des fêtes civiques ; poésies patriotiques et communiqués divers : telle est la matière du journal en l'an II, témoin précieux de la vie quotidienne à Angers et dans le département à l'époque de la Terreur. (PORT, D., t. II, p. 582, art. Mame (Charles-Pierre). — A. D., Lt 938. Le républicain Mame aux républicains administrateurs du département de Maine-et-Loire, 29 brumaire an II. Voir ce document aux *Annexes*. — Collection du journal des *Affiches* de l'imprimerie actuelle du *Journal de Maine-et-Loire*, à Angers.)

³ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. I, p. 164.

⁴ *Ibid.*, *Rév.*, t. III, p. 15.

⁵ *Ibid.*, t. III, p. 77.

nature existent en l'an II. On en trouve deux à Angers jusqu'en germinal. Le premier, le club de l'*Est*, primitivement les *Amis de la Constitution*, est accusé, en pleine séance du club, d'abord, le 23 nivôse (12 janvier 1794), par deux membres de la Commission militaire, Hudoux et Loizillon, « de n'être composé que de membres gangrenés et de contre-révolutionnaires »¹, puis, le 27 pluviôse (15 février 1794), par le représentant en mission Francastel, « d'abonder encore en membres suspects ou convaincus de fédéralisme »². Sa suppression est prononcée comme « mesure de salut public » par l'arrêté des représentants du peuple Garreau, Hentz et Francastel, le 3 germinal (23 mars 1794)³. Celui de l'*Ouest*, devenu au 10 août la Société des *Amis de la Liberté et de l'Égalité*, est seul reconnu par l'arrêté du 3 germinal, « sous le nom de *Défenseurs des droits de l'Homme*, séant dans l'église ci-devant du Bon-Pasteur » (art. 2). Il est invité « à ne recevoir dans son sein que des citoyens *sans-culotes*, gens de probité, amis de la République et à refuser sévèrement tous les intrigants, les faux patriotes, les hommes avides de places et d'argent » (art. 3)⁴.

A Saumur, la Société « régénérée » en octobre 1793 par les hébertistes Lachevardière et Momoro⁵, membres du Comité révolutionnaire, est largement ouverte à l'élément populaire⁶ et comptera encore 200 membres après thermidor⁷. Elle a pour président, le médecin Riffault ; pour secrétaire, le principal du collège, l'abbé Pinvert ; pour orateur, Meignan, curé de Saint-Jacques. En novembre 1793, une nouvelle impulsion lui est donnée par les représentants Hentz et Francastel : elle prend le nom de *Société populaire Montagnarde Jacobite* et transporte ses séances, du couvent des Capucins à l'église Saint-Pierre⁸.

¹ BLORDIER, *Angers et le département*, t. I, p. 216. F. UZUREAU, *And.*, 1914, 14^e sér., p. 53.

² BLORDIER, t. II, p. 218.

³ Le club de l'*Est* était alors présidé par l'ex-oratorien Mévolhon, l'un des auteurs de l'*Adresse à la Convention* du 30 mai 1793 pour protester contre l'attitude de la Montagne. On était alors à la veille de la condamnation des fédéralistes angevins : Couraudin, Brevet de Beaujour, Tessié, La Révellière et Dieusie, 26 germinal (15 avril 1794).

⁴ « La République a beaucoup d'ennemis, beaucoup de gens qui, sous prétexte de repousser la calomnie, veulent, par différents moyens, empêcher le mouvement révolutionnaire. Il s'élève une faction dans cette société même, au moment où il s'agit de grands coupables. » (Discours de Hentz, représentant du peuple au Club de l'*Est*, le 15 février 1794, 27 pluviôse, an II.) Voir pour la défense du club de l'*Est* le discours de Baudin, commissaire du Conseil exécutif provisoire, prononcé à la séance du club le 21 pluviôse an II, 9 février 1794. (B. A., H 2073. Angers, Jahyer, an II, 29 p. in-8^o. *Aff. d'Ang.*, n^o 23, 24 pluviôse, an II.)

⁵ Il ne devait être fait « aucune admission en masse » ; tout citoyen pour y être reçu, devait subir les épreuves déterminées par la société (art. 4) ; la société devait tenir ses séances dans l'église de la Trinité, aussitôt que cette église ne sera plus occupée par les malades, et qu'elle sera préparée de manière à contenir commodément les citoyens (art. 5). (BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 220.)

⁶ Sur Momoro et les hébertistes, voir trois discours inédits de Momoro, ventôse an II, publiés par A. MATHIEZ dans les *An. hist.*, 1926, pp. 484-492.

⁷ On supprime la cotisation ; on abaisse l'âge d'admission à 15 ans ; on ouvre la société « à ceux qui pourraient servir à dévoiler l'incivisme et les autres vices politiques des citoyens ». Enfin, on crée dans le sein de la société un Comité de surveillance chargé de recevoir les dénonciations. (DESMÉ, *Hist. de Saumur pendant la Rév.*, p. 196.)

⁸ A. D., Lt 1311-1319. *Liste des membres en vendémiaire, an III.*

⁹ DESMÉ, *ouv. cité*, p. 197.

Tout autour de Saumur : Doué, Tancoigné, Montsoreau, Varennes, Neuillé, Allonnes, Les Rosiers, ont leurs groupements¹. Au nord de Saumur, le district de Baugé, pour 10 cantons, ne compte pas moins de sept sociétés populaires². On en trouve encore, dans le district d'Angers, à Blaison, où le club compte 17 membres en pluviôse an II³ pour 1.010 habitants⁴ et dans le district de Châteauneuf, ravagé par la chouannerie, à Durtal, dont le registre des délibérations — ce qui est exceptionnel — est conservé aux archives du département⁵.

Soit au total, plus d'une vingtaine de sociétés, 25 d'après les relevés de M. de Cardenal⁶, chiffres certainement au-dessous de la réalité, si l'on tient compte de la pauvreté des renseignements fournis sur ce point par les Archives. C'est un ensemble sans doute très inférieur aux chiffres donnés par M. Chobault pour plusieurs départements du sud-est⁷. Mais ce total est bien supérieur à celui de bon nombre d'autres départements⁸, surtout si l'on tient compte de ce fait, qu'il ne se rapporte en réalité qu'à la moitié à peine du Maine-et-Loire, l'autre moitié, et de beaucoup la plus étendue, étant alors aux mains des insurgés.

3. S'il est difficile de se prononcer sur le nombre exact des sociétés populaires du département et sur leurs effectifs, il l'est beaucoup moins de connaître la situation sociale de leurs membres.

A Angers, le club de l'*Est*, qui fait exception, est resté jusqu'à sa fermeture (germinal an II), le refuge de la bourgeoisie révolutionnaire angevine, avec Mévolhon, ex-oratorien, qui en est le président, et auquel Francastel refuse publiquement sa confiance (27 pluviôse), avec Joachim Proust, qui osa ce jour-là prendre la défense du club⁹. Au club de l'*Ouest*, ne sont reçus, on le sait, que des « sans-culottes » et, au jour d'installation du club à l'église de la Trinité (10 prairial), les discours sont prononcés par le sans-culotte Gouron cordonnier, et par le président Boniface, ci-devant bénédictin à Angers. Ce jour-là, Félix, président de la Commission

¹ A. D., Lt 1311-1319.

² Baugé, Longué, Beaufort, Jarzé, Mazé, Vernail, Vernantes. (*Tableau récapitulatif des sociétés populaires et des comités de surveillance dressé conformément à la loi du 23 vendémiaire an III*. (A. D., Lt 1311-1319.)

³ *Ibid.*

⁴ PORT, D., t. I, p. 356, c. 1.

⁵ *Reg. délib.*, 15 mai 1791, 5 floréal an III. (A. D., Lt 1311-1319.)

⁶ *An. hist.*, 1927, p. 79.

⁷ D'une étude très documentée M. Hyacinthe Chobault, pour six départements du Sud-Est (Gard, Drôme, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Var, Basses-Alpes), il résulte que les deux tiers des communes (au nombre total de 1.466) ont eu, en l'an II, leur société populaire et que le nombre total des clubs n'a pas dû être de beaucoup inférieur à un millier. (*An. hist.*, 1926. *Le nombre des Sociétés populaires du Sud-Est en l'an II*, pp. 450-455.)

⁸ Voir le relevé détaillé par département fourni par M. de Cardenal (*An. hist.*, 1927, pp. 78-79), et voir la réplique de M. H. Chobaut : « Le chiffre 2.331 pour la France entière ne représente peut être que le tiers ou le quart de celles qui ont réellement existé. » (*An. hist.*, 1927, p. 163.)

⁹ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, pp. 216-219.

militaire, prend la parole pour excuser les absences de la Commission aux séances antérieures du club¹. La *Société montagnarde* de Saumur, la plus démocratique de toutes, est ouverte à tous les citoyens, sans versement d'aucune cotisation.

Dans les sociétés rurales du département se donnent rendez-vous les éléments mêlés de la petite bourgeoisie, des artisans, des petits propriétaires et des gens sans fortune. On y trouve d'abord, en grand nombre, des ci-devant prêtres constitutionnels, mariés pour la plupart et exerçant pour vivre les professions les plus diverses : agent national (Varennes-sur-Loire, Mazé), secrétaire de la municipalité et employé aux salpêtres (Blaison), ou avocat (Beaufort); puis des officiers de santé (Blaison, Mazé); le notaire du lieu (Beaufort, Vernantes); des instituteurs, quand il en existe dans la commune (Les Rosiers, Mazé, Beaufort); et dans les petits bourgs, à Tancoigné par exemple, les membres, une vingtaine au total (pour 363 habitants en 1790), sont, pour la plupart, des cultivateurs.

Telle était, d'après des listes nominatives, dont la plupart il est vrai sont postérieures au 9 thermidor et datent de vendémiaire an III², la composition des sociétés populaires du département.

4. Leurs attributions, dans les villes du département, à Angers et à Saumur, sont comme partout d'ordre politique : participation aux mesures économiques et à la formation des comités des subsistances³; délivrance des certificats de civisme; surveillance des autorités, etc.; rien en fait de ce qui concerne l'administration de la cité n'échappe à leurs délibérations⁴. A ce point de vue, ces sociétés apparaissent, comme ailleurs, dans les documents de seconde main, qui sont actuellement les seuls dans le domaine public, sous l'aspect d'un rouage du gouvernement révolutionnaire « où se concentre pratiquement la souveraineté du peuple »⁵.

C'est, d'autre part, pris sur le vif, dans le décousu de ses séances, la vie d'un club de la campagne angevine en l'an II, que nous fait connaître le registre des délibérations de la Société populaire de Durtal. Ainsi, 9 pluviôse, soins à donner à l'arbre de la liberté; 20 nivôse, fête nationale à l'occasion de la reprise de l'infâme Toulon; 30 pluviôse, obsèques civiles d'un membre de la Société, son gendre offre 2 chemises et 30 livres pour acheter des souliers aux défenseurs de la patrie; 4 nivôse, la croix et le coq du clocher

¹ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, pp. 204-206. — B. A., mss. 906. *Le club d'Angers par Blordier-Langlois*, in-4° sur papier, 60 p.

² A. D., Lt 1311-1319. *Liste des membres des sociétés populaires*, vendémiaire-nivôse, an III.

³ Le 25 novembre 1793, le Conseil général de la commune d'Angers propose aux représentants du peuple Hentz et Francastel, à leur arrivée dans la ville, l'établissement d'un comité de subsistances. Il demande que celui-ci soit composé de « deux membres du département, deux du district, deux du comité révolutionnaire, deux de chaque section, six de chaque société populaire et six pris dans son sein. » (*Reg. délib.* Cité par UZUREAU, *And.*, 1914, 14^e sér., p. 50.)

⁴ DESMÉ, *La Soc. de Saumur*, *ouv. cité*, p. 233.

⁵ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 77.

de la Société seront remplacés par un bonnet de la liberté et un chapeau tricolore ; 23 ventôse, le citoyen Legrout offre 100 exemplaires de son discours sur les principes de la raison ; 30 prairial, approbation de la mort de Danton et de Gobel ; 10 messidor, lecture du rapport de Robespierre au Comité de Salut public « sur les rapports des idées religieuses et morales avec les principes républicains et sur les fêtes nationales, qui fait grande impression sur l'âme des auditeurs » ; 30 messidor, le citoyen Tirard, président de la Société, prend le nom de « Caton », etc.¹.

5. Mais ce qui caractérise les sociétés populaires de l'an II, c'est le souci dominant de l'éducation du peuple. Tout y est mis en œuvre : discours, lectures, poésies et chants, pour exalter, dans le peuple, l'esprit révolutionnaire². A ce point de vue, la *Société populaire montagnarde révolutionnaire* de Saumur, installée à l'église Saint-Pierre, « régénérée » le 15 floréal an II et ouverte de nouveau le 18, a pris nettement le pas sur toutes les autres sociétés du département et par une source de seconde main, il est possible d'en donner un aperçu³.

Dans son discours d'ouverture, le président Riffault, qui exerce sa fonction « comme un sacerdoce »⁴, fait appel à « la probité » et « à la vertu », seules capables de travailler à l'éducation du peuple. « Nous voulons instruire nos frères : prêchons d'exemple⁵. »

Le but ainsi marqué, chacune des séances devient un objet d'édification intellectuelle. Pour instruire les citoyens et les associer au mouvement des idées, on fait lecture des rapports adressés à la Convention par Saint-Just, sur la police générale, par Grégoire, sur le vandalisme et sur la destruction des patois ou par Robespierre, sur les idées religieuses et morales (28 floréal). Pour exalter le patriotisme, on y écoute le récit, par des témoins oculaires, des événements de la Vendée (20 floréal), ou la lecture des bulletins relatant les hauts faits des armées de la République. Ainsi « la défaite des Anglais dans les champs de Fleurus » est accueillie spontanément par le chant bien connu : « Quels accents ! quels transports ! » (14 messidor)⁶.

Pour nourrir l'âme des citoyens de pensées républicaines, on mêle le chant et la poésie : telles les *hymnes patriotiques* de Riffault, chantées dans

¹ A. D., Lt 1311-1319. *Reg. délib.* du 15 mai 1791 au 5 floréal an III.

² Adresse, par Urbain Domergue aux communes et aux sociétés populaires sur leur rôle dans l'éducation (pluviôse an II). GUILLAUME, *Proc.-verb., Conv.*, t. III, p. 444.

³ Cf. BRUAS, *La Société populaire de Saumur* en l'an II et l'an III, d'après un mss. incomplet (germinal an II, 9 avril 1794 à 3 ventôse an III, 21 février 1795). Grassin, 1883, 52 p. B. A., SH 101-759, et *R. d'Anj.*, 1883, t. VI, pp. 217-245 : t. VII., pp. 1-14. Le mss. fait partie d'archives particulières dont nous n'avons pu retrouver la trace.

⁴ DESMÉ, *ouv. cité*, p. 304.

⁵ BRUAS, *op. cit.*, p. 19. Voir aussi plus haut le passage cité à propos des sociétés secrètes avant la Révolution.

⁶ BRUAS, *ouv. cité*, p. 19.

une séance publique extraordinaire le décadi 10 nivôse, en réjouissance de la prise de Toulon¹ et, pour terminer chaque séance, « l'hymne chéri des Français : amour sacré de la Patrie, le chant toujours neuf du couplet de l'hymne des Marseillais » (1^{er} floréal)². Pour agir sur les mœurs et créer une nouvelle mentalité, on bannit du vocabulaire les mots de « prêtre » et de « noble » (22 germinal et 4 floréal) ; on « seconde le district dans l'anéantissement des signes du royalisme et de la féodalité » (4 prairial) ; on applaudit à la substitution des prénoms héroïques à ceux de l'ancien calendrier (21 thermidor an II). Enfin, à l'époque où la Convention chargeait son comité d'Instruction publique de l'organisation des fêtes civiques, la société populaire de Saumur prenait une part très active à ces cérémonies patriotiques, en particulier à la fête de *l'Être suprême* (20 prairial an II-8 juin 1794), à celle du 14 juillet (26 messidor an II) et à la fête anniversaire du 10 août (23 thermidor an II)³. Pour ces patriotes de l'an II chez qui l'exaltation révolutionnaire était sans bornes, le mot de passe n'était pas seulement : « Vivre libre ou mourir ! » mais aussi, selon l'expression de Riffault : « Travailler pour le bonheur commun. » « Considérons, dit-il encore, nos hautes destinées et jouissons par le bien que nous pourrons opérer de celui que le genre humain peut se promettre du grand œuvre de la Révolution⁴. »

6. Pour réaliser cet idéal, les sociétés populaires étendaient leur action sur l'enfance elle-même, s'efforçant ainsi de suppléer, dans une certaine mesure, aux écoles absentes.

A Angers, l'instituteur public Guillonnet, l'un des maîtres les plus en vue, participe à l'inauguration du club de *l'Ouest*, lors de son transfert à la ci-devant église de la Trinité (29 mai 1794-10 prairial an II). Deux cents de ses élèves, formant « le Bataillon de l'Espérance », défilent « dans le sein de la Société, aux applaudissements de l'Assemblée ». Le maître prononce un discours sur les avantages de l'éducation républicaine et les élèves font entendre des hymnes patriotiques « dont les refrains chéris sont répétés par toute l'Assemblée »⁵.

Mais c'est encore à la Société populaire de Saumur qu'il nous faut revenir pour connaître ce que fut, dans le département, cette réalisation de l'éducation scolaire. Par-dessus toute chose, cette Société revendique en effet ses prérogatives en matière d'instruction publique. Ce qu'elle veut, c'est

¹ *Hymnes patriotiques*. Saumur, an II, Degouy, in-8° de 8 p. La plaquette ne comprend que deux pièces, dont l'une pour l'inauguration du buste de Marat, l'autre à la Liberté. (PORT, D., t. III, p. 255.)

² *Soc. pop. de Saumur*, p. 50.

³ *Ibid.*, pp. 47-50.

⁴ *Ibid.*, p. 9.

⁵ A. M., *Reg. délib. de la Soc. pop.*, s. du 10 prairial an II. — *Aff.*, n° 78, 14 prairial, an II. B. A., mss. 906. — *Le club d'Angers*, par Blordier-Langlois, p. 22.

fonder « l'école de la vertu et de la liberté » (30 germinal an II); élever « un temple destiné à l'instruction publique » (1^{er} floréal), afin de travailler « au bonheur commun » (6 floréal). Comme moyen d'action, elle crée un comité d'instruction, des cours décadaires inspirés « par la cause de la liberté » (8 floréal) et enfin, une « bibliothèque publique » (20 floréal)¹.

Puis, passant à l'action, comme les autres Sociétés de la même époque², elle consacre régulièrement plusieurs séances par mois à l'éducation « des jeunes citoyens »; entend, à maintes reprises³, garçons et filles d'âge scolaire réciter le *Catéchisme républicain* et l'*Acte constitutionnel*⁴, dont elle répand les exemplaires. Le 10 prairial an II, elle fait hommage à la Convention du procès-verbal de l'une de ces séances d'éducation civique : une quarantaine d'enfants sont présents, un discours sur l'éducation y est prononcé et, après la récitation du *Catéchisme républicain*, la séance se termine par des chants, où s'exhale dans les âmes enfantines « l'amour brûlant de la patrie » et « la haine profonde des tyrans »⁵.

De Saumur, l'esprit de prosélytisme rayonne dans le district et rien n'est plus instructif à ce point de vue que l'exemple donné par la Société populaire de Varennes-sur-Loire⁶.

A sa tête est l'agent national Jean Merlet⁷, ci-devant prêtre constitutionnel de Varennes, émule de son collègue Riffault. Les séances ont lieu dans la ci-devant église, transformée en temple dédié à l'Être suprême⁸ et dépouillée de tous les objets de superstition et de fanatisme⁹. C'est là que, « conjointement avec la municipalité » et, « en attendant le

¹ Soc. pop. de Saumur, pp. 2, 3.

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 263, d'après A. AULARD, *Act. du Com. S. P.*

³ Soc. pop. de Saumur, p. 33 et suiv.

⁴ Simon, accusateur public du tribunal criminel d'Angers avait envoyé à la Société plusieurs exemplaires du Catéchisme français républicain. (S. 29 floréal an II.) Il s'agit là sans doute de l'un des deux ouvrages de cette nature publiés sous la Convention : *Alphabet des sans-culottes ou premiers éléments de l'éducation républicaine, dédiés aux jeunes sans-culottes par demandes et par réponses*, ou plus vraisemblablement du *Nouveau catéchisme républicain à l'usage des sans-culottes et de leurs enfants présenté à la Convention nationale qui en a fait mention honorable*. (Voir A. DURUY, *L'Inst. publ. et la Rév.*, pp. 164, 165.) La première édition du catéchisme républicain de la Chaubaussière ne date en effet que de l'an III. (Voir BUISSON, *D.*, p. 613.) — On sait d'autre part que Volney, chargé par le ministre de l'Intérieur Garat d'une mission d'observateur dans les départements de l'Ouest, à partir du 7 mai 1793, avait publié, au cours de cette mission, en août 1793, son *Catéchisme du citoyen*, où il conseillait aux Français de remplacer le catholicisme par le déisme érigé d'un culte national. (A. MATHIEZ, *A. Rév.*, t. 9, 1917, p. 255.)

⁵ Soc. pop., p. 34.

⁶ Commune de 2.000 habitants dont 150 citoyens sont « aux frontières ou sur mer » en l'an II. (A. D., L II M 43. Lettre de l'agent nat. de Varennes à son collègue du district de Saumur.)

⁷ Il sera désarmé comme terroriste, conformément à la loi du 12 germinal an III. (DESMÉ, *ouv. cité*, p. 309.)

⁸ Quintidi dernier, il a été arrêté que l'inscription demandée par le Comité de S. P. portant que le peuple français reconnaît l'existence de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme, serait placée au frontispice du temple de la Raison. Cette inscription est placée à la façade de notre temple où la Soc. pop. tient ses séances et instruit la jeunesse de la commune. (A. D., L II M 43, Lettre de l'agent national de Varennes à l'agent nat. du dist., 21 prairial an II.)

⁹ Compte décad. de l'agent nat., 15 fructidor an II.

choix des Instituteurs »¹, elle réunit les enfants deux fois par décade, « pour les préparer à l'éducation nationale » (18 floréal, an II). « Les enfants viennent exactement aux instructions républicaines, faites par la société populaire, les quintidi et nonidi de chaque semaine (2 messidor). » « Elle exerce sur eux ses soins paternels » et leur inspire, par ses leçons répétées, l'amour de la patrie et la haine de la tyrannie (1^{er} fructidor)². Entre temps, elle s'adresse directement à la Convention pour obtenir les livres élémentaires qui lui font défaut (10 messidor an II)³,

Aussi, Merlet pouvait écrire, non sans raison (21 messidor an II) : « Nos regards sont fixés vers la Montagne, et les exemples de civisme que nous donne le district de Saumur et son agent nous guident dans nos aspirations⁴. »

7. Appréciant le rôle scolaire de ces patriotes de l'an II, Albert Duruy écrit sans bienveillance : « Le club, maître de l'école et maître d'école lui-même, voilà prise sur le fait, la pure doctrine révolutionnaire⁵. »

De ces deux affirmations, il est permis d'abord de retenir la seconde comme un éloge. Le club « maître d'école », c'est en effet un titre de gloire, alors que les écoles font encore défaut et qu'il n'y a presque nulle part de maîtres pour donner l'instruction civique inscrite dans la loi de frimaire. Ses membres d'ailleurs, suivant l'expression de la société populaire de Varennes « ne se dissimulaient pas les grands et nombreux devoirs contractés par eux en se chargeant, en l'absence d'instituteurs, de l'éducation de la jeunesse »⁶.

Le club « maître de l'école », il l'était aussi dans une assez large mesure, puisque la loi scolaire plaçait les instituteurs et les institutrices « sous la surveillance de tous les citoyens » et subordonnait le droit d'enseigner à la production d'un certificat de civisme⁷. Mais ce contrôle de l'école était

¹ Seront, en l'an III : institutrice « des jeunes citoyennes de la commune » : Jeanne Estien-vrot, c. d. religieuse Ursuline, 15 nivôse an III et instituteur : le secrétaire greffier Langlois, 1^{er} pluviôse, an III.

² Nous n'avons pu savoir en quoi consistent ces leçons. Mais nous en connaissons le sens démocratique par l'arrêté pris le 24 germinal, par la municipalité, concernant l'application de la loi, et soumis « à la censure de la Société populaire ». « Les écoles projetées seront ouvertes tous les jours, excepté ceux de décadi, consacrés au repos et auxquels néanmoins les élèves se rendront à la fête civique, à l'heure d'instruction civique et à la séance de la Société populaire. Au jour de quintidi, les instituteurs et institutrices enseigneront à leurs élèves les droits de l'Homme, leur liront l'acte républicain, leur expliqueront les lois qu'il leur importe de connaître et leur peindront la nécessité de l'agriculture, les besoins de la société et les droits des citoyens; enfin, comme livres de lecture, seront distribués aux maîtres et aux élèves « 200 exemplaires du recueil des actions héroïques et actions des républicains français. » (L 11 M 43. D. de Saumur.)

³ « Vertueux représentants, la Soc. pop. s'est dévouée gratuitement à l'instruction des jeunes républicains de notre campagne pour suppléer aux instituteurs dont notre commune manque. Elle vous demande les livres élémentaires dont elle a besoin pour cette fonction. » (GUILLAUME, *Conv.*, t. IV, p. 760.)

⁴ L 11 M. 43, *Compte décad*.

⁵ DURUY, *L'Instruction publique et la Révolution*, p. 156.

⁶ GUILLAUME, *Proc.-verb., Conv.*, t. IV, p. 760.

⁷ Loi du 29 frimaire an II (section I, art. 3, § 3 ; section II, art. 1^{er}).

subordonné à l'intérêt supérieur de la patrie. Si l'on en juge par le discours prononcé le 10 floréal à la Société de Saumur, c'est une conception élevée que se faisaient les révolutionnaires de l'an II du rôle de l'éducateur patriote. Ce qui importe suivant l'orateur, c'est non d'asservir l'enfant à une conception politique déterminée; mais de respecter, chez lui, la nature. Pour ce disciple de Rousseau : « La nature toujours sage ne produit que des républicains... Le jeune fils d'un Crésus rencontre dans les chaumières voisines, des camarades de son âge : il ne s'informe pas s'ils prétendent à des titres, des dignités, des richesses ; il voit ses semblables ; l'instinct de l'égalité le porte à les rechercher, à les affectionner ; il jouit avec eux de tous les charmes des jeux de l'enfance ; il est alors républicain. » Ce sont « les préjugés » qui viennent détruire « ce germe heureux ». Aussi « les citoyens et frères qui remplissent l'honorable fonction d'instituteurs de la jeunesse n'auront qu'à épier la nature », pour apprendre à l'enfant « que le seul trésor digne de fixer son ambition est la force du corps pour terrasser les ennemis de la Patrie et celle de l'âme pour s'élever au-dessus d'eux »¹.

II. — Fêtes civiles

1. Plus encore que les clubs, les fêtes étaient, pour les Montagnards de l'an II, un puissant moyen d'éducation. C'est qu'en effet les fêtes, pour les révolutionnaires, ne sont pas de simples réjouissances. Depuis 1789, les manifestations patriotiques étaient, à la fois, une explosion spontanée de joie populaire et l'expression d'un état d'esprit nouveau : fêtes de la fédération et réception de la bannière du département (en 1790) ; plantations d'arbres de la liberté ; cérémonie commémorative du 10 août ; fêtes funèbres à l'occasion de la mort de Simonneau, puis surtout de Beaurepaire². Ces cérémonies civiles étaient destinées à exalter chez les citoyens, l'amour de la liberté et de la patrie. Ainsi s'était formé peu à peu, au cours des événements révolutionnaires, un véritable culte civique, avec ses symboles, ses sermons, ses hymnes et sa foi patriotique.

Cependant l'idée d'une religion nouvelle, substituée à la religion catholique, ne prit corps qu'avec les Conventionnels, après l'échec définitif de la tentative loyale faite, au début de la Révolution, pour « nationaliser le

¹ Soc. pop. de Saumur, pp. 35-40.

² Voir thèse complémentaire les développements sur la fête spéciale en l'honneur de Joseph Beaurepaire, commandant du 1^{er} bataillon de Maine-et-Loire, célébrée à Angers le 14 octobre 1792, et qui suit de près les manifestations patriotiques en l'honneur du héros, à l'Assemblée et dans toute la France.

catholicisme et l'incorporer à l'ordre nouveau »¹. Après les atermoiements calculés de la papauté, l'attente prolongée et vaine de l'approbation de la Constitution civile, la naissance en 1791 du schisme², les divisions dans le clergé et la trahison des prêtres réfractaires ; après les mesures de rigueur auxquelles furent conduites la Législative, puis la Convention, c'était la ruine de l'église constitutionnelle. Le divorce entre l'Église et l'État était consommé. La séparation des deux pouvoirs qui n'avait été ni désirée, ni arrêtée à l'avance par la Révolution³, était devenue, à la fin de 1793, une réalité.

Ainsi, « le culte de la patrie grandit du même pas que déclinait le culte catholique constitutionnel. Quand celui-ci perdit son caractère de religion nationale, celui-là était adulte et apte à le remplacer »⁴. Restait à le codifier et à le faire passer dans la pratique : ce fut l'œuvre de la Convention, qui, dans ce domaine comme dans les autres, se montra un gouvernement de réalisation.

2. C'est, on le sait, au début de l'an II (3 brumaire an II-24 octobre 1793), que la Convention, sur le rapport de Fabre d'Églantine, ami de Danton, décrète la substitution du calendrier républicain au calendrier grégorien. Cette mesure, précédée le 5 octobre 1793 sur le rapport de Romme, « admirateur de Rousseau »⁵, du décret sur l'établissement de l'ère républicaine aux lieu et place de l'ère chrétienne, consomme la rupture entre l'Église catholique et la Révolution⁶.

Avant que cette réforme ne fût devenue une réalité, l'idée qui l'inspire avait fait son chemin et suggéré, dans le département, le travail original de l'ex-oratorien Mévolhon⁷. Ce projet, publié en février 1793, avait pour titre *Calendrier du peuple franc pour servir à l'instruction publique, rédigé par une société de philanthropes pour l'an II de la République*⁸.

¹ A. MATHIEZ, *La Rév. et l'Eglise*, avertissement, p. IX.

² A. MATHIEZ, *Rome et le Clergé français sous la Constituante*.

³ « La constitution civile fut une œuvre de bonne foi. » *Ibid.*, p. 170.

⁴ *La Rév. et l'Eglise*, p. 24.

⁵ *Ibid.*, p. 75.

⁶ « Substituer aux dates et aux fêtes d'autres dates et d'autres fêtes, abolir le dimanche, imposer le laïque décadi, remplacer les noms de saints par ceux des objets qui composent la véritable richesse nationale, c'était arracher au catholicisme sa parure et son prestige ; c'était l'expulser violemment de l'habitude nationale. » (AULARD, *Rév. franç.*, p. 470.)

⁷ L'ouvrage le plus considérable que j'ai publié est le *Calendrier du peuple franc pour servir à l'instruction publique*. « Dans le discours préliminaire, je combattais le fanatisme romain et les fêtes religieuses ; je proposais le changement absolu du calendrier et j'ai eu la satisfaction de voir plusieurs de mes idées adoptées dans la formation de l'annuaire républicain. Le corps de l'ouvrage était un tableau tracé avec chaleur et précision des hommes et des femmes de tous les siècles et de tous les pays qui s'étaient illustrés par leurs talents, leurs vertus et surtout par leur amour pour la patrie et pour la liberté. » (A. N., F 17 A 1340. Mévolhon, prof. d'histoire à l'éc. cent. des Bouches-du-Rhône, Aix, 4 prairial an VII.)

⁸ B. A., H 1617. (Ang., Jahyer et Geslin, 1793, in-12, 154 p.) Ouvrage publié avec la collaboration de Hortode, mais dont Mévolhon « rédigea la préface et les principaux articles ». (PORT, D., t. II, p. 669.) — « ... Il se fit l'éditeur et l'auteur en grande partie d'un ouvrage intitulé

Une préface suggestive en faisait connaître l'objet : « Rome païenne nous a transmis le *Calendrier*, c'est-à-dire la distribution des mois et des jours ; Rome chrétienne l'a rempli de ses demi-Dieux... Et quels demi-Dieux ? Lorsque la philosophie dissipera ce long amas d'erreurs... c'est aux hommes de toutes les nations et de tous les cultes dont l'histoire nous a transmis le souvenir avec éloge, c'est à eux que le Peuple Franc demandera des leçons et des modèles ¹. » Dans le « calendrier civique », d'où sont rejetés comme « dangereux » les « héros religieux », prennent place, « comme dans une immense « galerie », « les personnages... qui ont bien mérité de l'humanité » ². Les fêtes religieuses sont remplacées par des fêtes nationales « qui entretiennent une douce fraternité » ou « rappellent des événements mémorables ». Noël deviendra « la Fête de la Jeunesse » et la fête des Rois sera désormais « celle des Nations » ³. Pareillement, les noms des mois que les Romains nous ont transmis, « sans nous transmettre l'idée qu'ils y attachaient », feront place à des noms « exprimant l'état de la nature dans chaque saison » ou rappelant au peuple « les grandes époques de son histoire » : « Janvier sera le mois des frimas » et février sera « le mois civique ou du serment » ⁴, etc. Enfin, si l'usage « très ancien » de la semaine de sept jours est maintenu, par contre « le scalpel de la réforme sera porté sur le nom de deux jours de la semaine » qui rappellent l'Église et la synagogue, « le dimanche et le samedi » ⁵. Là s'arrêtent « les innovations patriotiques » de ces précurseurs ⁶. La nomenclature du nouveau calendrier fait suite au discours préliminaire ; puis, « pour en faciliter l'intelligence » et le rendre « plus utile », vient, en deux cents pages, une *notice par ordre alphabétique, sur les caractères et les actions des saints du nouveau Calendrier*. Ces monographies pleines d'érudition ne sont pas la partie la moins intéressante de l'ouvrage.

On aperçoit sans peine les faiblesses de cette ébauche par rapport au

le *Calendrier du peuple franc*, dans la préface duquel il déposa toute sa verve, toute sa passion pour la liberté, toute son horreur des tyrans... » (*Note sur Blordier-Langlois... rédigée par lui-même*. B. A., mss. 1076, n° 2.)

¹ *Discours préliminaire*, pp. 1-6.

² *Ibid.*, p. 9.

³ *Ibid.*, p. 16.

⁴ *Ibid.*, pp. 20, 21.

⁵ « Le dimanche était le jour du soleil, *dies solis* ; comme cette planète est immobile au centre de l'univers, l'analogie exige que nous cherchions une autre planète pour en décorer le premier jour de la semaine. Ce sera la huitième, découverte par Herschel... le dimanche prendra son nom, comme samedi reprendra celui de Saturne... pour raison d'harmonie nous avons formé ces deux noms *diherschel* et *disaturne*, en mettant à la tête le *di* étymologique comme il y était déjà au mot dimanche. » (pp. 22, 23.)

⁶ « On sent bien que pour offrir quelques pensées d'analogie, elles (ces innovations patriotiques) n'en sont pas moins l'ouvrage du caprice, et que la dénomination des mois principalement est susceptible d'une plus exacte régularité. Mais c'est à des observations plus mûres et plus étendues de l'amener. Pour nous, satisfaits d'avoir ouvert la carrière, nous laissons à des génies plus heureux et surtout à l'autorité des lois, le soin de perfectionner un travail que nous n'avons pu qu'ébaucher. » (*Ibid.*, p. 24.)

travail de Fabre d'Églantine. On n'y trouve en effet, ni la simplicité des divisions des mois et des semaines, fondées sur le système décimal, ni l'unité tirée des saisons, dans l'appellation des mois. On n'y constate pas davantage, malgré l'intention des auteurs, une rupture totale avec le calendrier grégorien dont la durée de la semaine est conservée ainsi qu'une partie du nom des jours. On y trouve, par contre, — ce qui n'existe pas dans le calendrier adopté par la Convention, et qui, peut-être, avait été suggéré aux auteurs par une pratique remontant aux premiers jours de la Révolution, pratique sanctionnée par le décret du 24 mars 1793¹, — l'idée de faire servir les nouvelles appellations des « saints » laïques à l'éducation des citoyens. Aussi, est-ce une page civique d'un vif intérêt que celle dans laquelle l'auteur de la préface, allant jusqu'au bout de sa pensée, montre le parti à tirer pour l'éducation de « l'importance des signes », de « l'influence des noms » et propose « qu'à l'âge de l'inscription civique », c'est-à-dire à 21 ans, le jeune homme ajoute à son nom patronymique, « celui de l'homme célèbre pour lequel il a le plus de vénération et de sympathie... afin de ne jamais perdre de vue le modèle qu'il s'est volontairement proposé »².

3. La création du calendrier républicain fut, selon l'expression de M. Mathiez, « le point de départ de la révolution religieuse »³. Enragés et Indulgents s'entendent pour déchristianiser la France⁴. Le 20 brumaire an II (10 novembre 1793) est célébrée, à Paris, dans l'église Notre-Dame, la fête de la *Raison* et le même jour, sur l'initiative de Thuriot, la section populaire des Tuileries décide « d'organiser, à partir du 20 brumaire et toutes les décades suivantes, une fête à la vérité qui serait célébrée à dix heures du matin, heure de l'ancienne messe, par des discours moraux et des hymnes à la patrie »⁵.

En province, le mouvement de déchristianisation marche de pair avec celui de Paris⁶.

A Angers, ainsi que nous le dirons ailleurs plus longuement, la fête de la *Raison* est célébrée au milieu d'une atmosphère de réaction contre tout ce qui rappelle le fanatisme et elle est marquée par l'abjuration de l'évêque constitutionnel Hugues Pelletier accompagné d'une partie de son clergé⁷.

¹ Sur les laïcisations de noms et de prénoms, voir M. Dommanget, *La déchristianisation à Beauvais*, dans *An. Rév.*, 1916, p. 234 et suiv.

² *Discours préliminaire*, p. 8.

³ *La Rév. et l'Eglise*, p. 74.

⁴ « La déchristianisation sortit à Paris de l'initiative combinée des indulgents, des sociétés populaires et des exagérés. » (*Ibid.*, p. 83.)

⁵ *Ibid.*, p. 77.

⁶ A. AULARD, *Culte de la Raison*; en particulier, chap. IX, X et XI, pp. 112-194.

⁷ Voir thèse complémentaire, *Les fêtes révolutionnaires, etc.*

A Saumur, la fête de *la Raison* coïncide avec de nombreuses abjurations spontanées qui étalent au grand jour les progrès de l'athéisme dans les esprits. Le citoyen Clavreul, vicaire de Meignan, curé de Saint-Jacques, se glorifie d'avoir rendu le premier dans cette ville « un hommage public à la raison, en abjurant son métier de prêtre » et déclare être dans la ferme intention de « ne plus professer ou enseigner que les principes de la morale universelle, de la liberté et de l'égalité ». « Cinq de ses confrères, ajoute-t-il, viennent de manifester la même intention ¹. » Et, manifestation plus éclatante que toutes les autres, le 15 novembre, à l'issue de la séance de la société populaire, a lieu dans la ci-devant église Saint-Pierre, devenue le *Temple de la Fraternité*, la célébration du mariage de Meignan, en présence des autorités et d'une foule de citoyens « des deux sexes » ². L'officier de l'état civil Cailleau le jeune ³, ci-devant chanoine, tire la moralité de cette cérémonie dans un discours où il montre « la raison et la philosophie remportant la victoire sur de vains préjugés » ⁴.

4. Cette politique de déchristianisation à outrance, qui rapprochait les partis extrêmes de la Montagne, prenait, aux yeux de Robespierre, l'allure d'un complot et il en redoutait « la répercussion » sur la politique étrangère ⁵. D'autre part, convaincu de l'utilité sociale de la « croyance en Dieu » ⁶, il proclame que « l'athéisme est aristocratique » et que « l'idée d'un grand Être qui veille sur l'innocence opprimée et qui punit le crime triomphant est toute populaire » (discours aux Jacobins, 1^{er} frimaire an II) ⁷. Ainsi s'explique le décret de la Convention du 18 frimaire, sur la liberté des cultes ⁸ et, après la chute des hébertistes (4 germinal) ⁹ et des dantonistes (16 germinal) ¹⁰, le décret de la Convention du 18 floréal an II (16 juin 794), qui institue le *Culte de l'Être suprême* et crée les fêtes décadaires ¹¹. C'est un nouveau pas dans la substitution d'un culte nouveau au culte catholique.

Si la fête de la Raison avait trouvé des adeptes en Anjou, celle du déisme et de l'immortalité de l'âme devait combler bien davantage le vide produit dans l'âme angevine par la disparition du culte catholique.

¹ DESMÉ, *ouv. cité*, p. 239.

² *Reg. de l'état-civil*, 1793. Les témoins de Meignan sont : le citoyen Tremblier, vice-président du district ; Riffault, président de la Soc. pop. ; Cailleau, maire de Saumur. Ceux de la citoyenne Anne-Louise Thoreau ci-devant « de la caste noble », sont : Mogue et Barraux, commissaires nationaux ; Simon, membre du Comité rév. (DESMÉ, p. 238, note.)

³ Frère du maire de Saumur. (PORT, D., t. I, p. 542.)

⁴ DESMÉ, p. 238.

⁵ A. MATHIEZ, *La Rév. et l'Eglise*, p. 92.

⁶ *Ibid.*, p. 122.

⁷ *Ibid.*, p. 123.

⁸ *Ibid.*, p. 144.

⁹ A. MATHIEZ, *La Rév.*, t. III, p. 155.

¹⁰ *Ibid.*, p. 165.

¹¹ HIPPEAU, *L'Inst. publ. sous la Rév.*, t. II, pp. 150-157. — A. AULARD, *Hist. pol. de la Rév. française*, p. 289 et suiv.

Ce qui frappe dans la cérémonie du 20 prairial (8 juin 1794), célébrée avec tant d'éclat dans le département, c'est moins la pompe éclatante qui s'y manifeste que le dessein de nourrir les âmes d'un nouveau sentiment à la fois patriotique et religieux. A Angers, comme nous le verrons ailleurs ¹, la fête triomphale qui se déroule dans les rues de la cité offre un parallélisme frappant avec l'antique cérémonie du Sacre.

A Saumur, la fête de l'Être suprême, telle que la conçoit Lepetit, président du Comité révolutionnaire et telle que la réalise la société populaire ² est, comme celle d'Angers, une sorte « de Fête-Dieu laïque », dans laquelle la religion naturelle s'allie à l'amour de la liberté et aux réminiscences du paganisme. Les esprits s'inspirent de la pensée de Robespierre : « Pour célébrer ce beau jour et pour adorer l'Éternel », « c'est sous le ciel » qu'il faut se réunir et non entre « de froides murailles », dont l'ombre silencieuse n'inspire que « tristesse et terreur » ; « le Champ de Mars offre un lieu propice ; élevons-y une montagne, image du Sinaï français dont la cime a bravé tant d'orages ». Le grand jour venu, tous sont présents, « depuis l'enfant à la mamelle jusqu'au vieillard » ; les cultivateurs entourant une charrue traînée par des bœufs précèdent les hommes armés, couronnés de chêne et portant la table de la *Déclaration des Droits* ; les bustes de Marat, de Lepelletier et de Chalier sont portés en triomphe et les membres de la société populaire ferment la marche. Suivant l'inspiration de Robespierre, la nature est étroitement associée à la divinité et, à l'offrande de ses prémices « sur la Montagne sacrée », succèdent les chants et les chœurs. Alors, une musique harmonieuse « dispose les âmes à célébrer leur auteur » ; un hymne en l'honneur de l'Être suprême ³ précède la proclamation du décret de la Convention : « L'aspect d'un ciel sans nuages, l'allégresse d'un peuple assemblé pour célébrer la Divinité, portent dans tous les cœurs l'enthousiasme des plus doux sentiments ; des larmes de reconnaissance coulent dans tous les yeux... L'Éternel est adoré!!! ⁴. »

La fête de l'Être suprême devait, comme le triomphe de Robespierre, être sans lendemain : « La messe civique, imposée par la force, célébrée

¹ Thèse compl., *Les fêtes révolutionnaires, etc.*

² BRUAS, *Soc. pop. de l'an II*, pp. 20-22 ; — DESMÉ, *ouv. cité*, pp. 242-246.

³ Hymne composé par Lepetit et qui eût pu s'appliquer aussi bien à la fête de la Raison, si l'on en juge par le refrain :

*Français avec moi
Percez de la foi
Le frivole mystère ;
Mettez sous vos pieds
Les sots préjugés
La Raison vous éclaire.*

(A. N., F¹ C 111, M.-et-L., 10. — DESMÉ, *ouv. cité*, p. 245.

⁴ DESMÉ, *ouv. cité*, p. 245.

à l'ombre de l'échafaud ne réussit pas, malgré la ferveur indéniable de ses fidèles à triompher des habitudes anciennes de la foule, et à vivre par son seul attrait. Elle fut emportée avec la Terreur, après la chute de Robespierre¹. »

III. — Théâtre

1. En l'an II, le théâtre est, aux yeux des Montagnards, un moyen puissant de former chez les citoyens, les sentiments républicains et d'entretenir le civisme le plus pur. En septembre 1793, Barère déclarait à la tribune de la Convention que « les théâtres sont les écoles primaires des hommes éclairés, et un supplément à l'éducation publique »². Une série de mesures sont destinées à lui imprimer cette direction : obligation pour les théâtres de Paris de jouer des pièces patriotiques (2 août 1793) ; décret qui place les théâtres et les spectacles dans les attributions de la Commission exécutive de l'Instruction publique (12 germinal an II) ; circulaire du 5 messidor, sur la disposition du théâtre : « Il faut dégager la scène, afin que la raison y revienne parler le langage de la liberté, jeter des fleurs sur la tombe des martyrs, chanter l'héroïsme et la vertu ; faire aimer les lois et la patrie... Il s'agit d'élever une école publique où le goût et la vertu soient également respectés³. »

2. A cette époque, le théâtre, en province comme à Paris, est partout « un instrument d'éducation »⁴. A Nice, il porte le beau nom « d'École des mœurs⁵ » ; à Metz, « la ville fait de grands sacrifices pour conserver les spectacles »⁶ ; à Bordeaux, il reflète « comme dans un miroir fidèle, toute la vie politique de l'époque »⁷. De même à Angers, où le goût des spectacles est si fortement marqué, le théâtre contribue, pour une large part, à l'éducation patriotique des citoyens.

Au début de l'année 1793, le Conseil général de la commune refuse au sieur Allain, directeur de spectacles, l'autorisation plusieurs fois demandée de donner des bals masqués, dont le laisser-aller s'accorde mal avec les mœurs républicaines⁸. La troupe dirigée par Prouveur, et qui alterne

¹ A. MATHIEZ, *La Rév. et l'Eglise*, p. 151.

² GUILLAUME, *Proc.-verb., Conv.*, t. II, p. 687.

³ *Ibid.*, t. II, pp. 688, 835 ; t. IV, p. 711.

⁴ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 259.

⁵ *Ibid.*

⁶ J.-J. BARBÉ, *Le théâtre à Metz pendant la Révolution*, 1790, an II, (*An. Rév.*, 1927, p. 360.)

⁷ A. MATHIEZ *An. Rév.*, 1926, p. 293, à propos d'une étude de Paul Courtault sur *la Révolution et les théâtres à Bordeaux*.

⁸ Le 1^{er} février 1793, le conseil lui accorde seulement la permission de donner des bals les dimanches et mardi gras, de 5 heures à 11 heures du soir, à la condition qu'il n'y soit admis aucune personne masquée, travestie ou déguisée d'aucune manière. (A. M., *Reg. des délib.*)

entre Angers et Saumur¹, donne des pièces patriotiques et d'actualité locale.

A ce moment, où se fait toujours sentir l'influence classique et le répertoire est partagé entre les pièces d'actualité, qui rappellent les premiers événements de la guerre avec l'étranger et les pièces patriotiques, dont les sujets sont empruntés à l'histoire de l'antiquité. En mars 1793, on joue *La France républicaine* ou *Les Allégories patriotiques*, « comédie nouvelle par la citoyenne Fontenay, artiste de la troupe » et « qui renferme une apologie de Henri Simoneau, maire d'Étampes, mort pour le soutien de la loi et de Joseph Beurepaire, commandant du premier bataillon de Maine-et-Loire, qui aima mieux se donner la mort que de capituler avec les tyrans »². En août 1793, le Comité révolutionnaire enjoint au directeur de ne donner au public « que les tragédies de *Guillaume Tell*, de *Spartacus*, de *Brutus*, de *Caïus Gracchus*, de *La mort de César*, de *Charles IX*, etc. »³. En septembre, au dire de François Grille⁴, on joue de nouveau des pièces de circonstance : *La prise de la Bastille*, *La mort de Beurepaire*, et *Le camp de Grandpré*, pièces empruntées aux scènes de Paris⁵.

3. Au mois de juin 1793, la direction du théâtre passe entre les mains de François-Jean-Baptiste Deschamps, qui avait déjà paru à Angers en 1791, et dont la compagnie ne compte pas moins d'une trentaine d'artistes ou employés⁶. La troupe joue à la fois, l'opéra, la tragédie et la comédie ; mais avec Deschamps, qui était d'esprit montagnard, et qui après le 9 thermidor sera désarmé comme terroriste, la scène angevine donne la première place aux pièces révolutionnaires, « réclamées par les sociétés populaires et les patriotes qui, presque seuls à cette époque, composaient le public du théâtre »⁷.

4. Le 18 novembre 1793, un mois après la prise de Cholet par les soldats de Westermann, est donnée, avec un vif succès, une pièce de circonstance qui mérite de retenir l'attention : *Le siège et la prise de Cholet* ou *La destruc-*

¹ QUÉRUAU-LAMERIE, *Notice sur le théâtre d'Angers*. (R. d'Anj., 1887, t. XIV, p. 151) (d'après le registre des délivrances de passeports, aux A. M. d'Angers.)

² « Cette pièce sera ornée de tout son spectacle, de tableaux, de décorations magiques, de marches et évolutions militaires, exécutées par les citoyens gardes nationaux de la ville et terminée par des vaudevilles républicains analogues à la pièce et relatifs aux circonstances. » (*Ibid.*, p. 90.)

³ BLORDIER, t. I, p. 330.

⁴ « Nous avons deux théâtres, deux troupes de comédie, et les salles sont trop petites pour les amateurs et les curieuses. *La Prise de la Bastille*, la *Mort de Beurepaire* et le *Camp de Grand-Pré* qui s'entremêlent des vaudevilles et des opéras les plus galants de nos folles bergeries. » (Lettre de Cerutti Proust à son frère aîné. Angers, 13 septembre 1793. François GRILLE, *La Vendée en 1793*, t. II, p. 146.)

⁵ *La Prise de la Bastille*, de Desaugiers (juillet 1791) ; *L'Apothéose de Beurepaire*, de Ch.-J. Lesur, en un acte et en vers, Théâtre Français, 1792 ; *Le Triomphe de la République* ou le *Camp de Grand-Pré*, de M. J. Chénier, 27 janvier an II, etc. (A. MATHIEZ, *Les origines des cultes révolutionnaires*, pp. 60, 61.)

⁶ A. M., *Reg. des déclarations de résidence de commune*.

⁷ QUÉRUAU-LAMERIE, *Rev. d'Anj.*, 1887, t. XIV, p. 154.

*tion des Brigands de la Vendée*¹. Cette pièce patriotique, en prose et en un acte, parue sans nom d'auteur et attribuée sans certitude à l'acteur Clair-fons, est imprimée peu après chez Mame, avec cette épigraphe tirée de la pièce elle-même : « Les Rois ! je les déteste. Les Prêtres !... je les abhorre. Les Nobles !... je les méprise. » (Benjamin, scène IV.)

Au lever du rideau, le théâtre représente une place de village, à un quart de lieue de Cholet. Le paysan Gervais, « fidèle patriote », relève le courage de sa fille qui pleure son frère, tué par les « brigands » (scène I). Mais Cholet est cerné par Westermann. Surviennent les volontaires qui défilent sur la scène, en chantant la première strophe « de l'hymne marseillais » (scène II). Benjamin qui les commande, fils aîné de Gervais, reste seul avec son père et sa sœur. Le vieux paysan, émule du vieil Horace, embrasse son fils « avec transport », et chassant « les craintes pusillanimes » lui rappelle « qu'il se doit tout entier à la Patrie ». Benjamin reçoit, des mains de sa sœur une cocarde, « signe sacré », qu'il arbore à son chapeau, puis ses soldats se mettent à genoux — attitude à la fois patriotique et religieuse qui était un signe de l'époque² — pour redire en chœur la strophe : *Amour sacré de la Patrie*, « cette prière que tout véritable républicain doit avoir à la bouche au moment du combat » ; puis tous sortent en chantant le *Ça ira* (scène IV à V). La toile tombe. L'orchestre joue l'air du combat de Richard. La toile se relève : la scène représente la prise de Cholet ; Benjamin jette à bas le drapeau blanc qui flottait sur la tour de la ville et ne veut d'autre récompense que celle de sa conscience (scène VII). La pièce se termine aux cris de : « Vive la Convention ! Vive la République ! Vive la Liberté ! »

Telle était cette œuvre, toute d'actualité, à la fois « théâtrale » et animée par « le plus pur patriotisme » suivant l'expression du Comité révolutionnaire d'Angers³. La prose, inégale et emphatique⁴, confine parfois à

¹ Bibl. du Sénat, n° 1304, 56° carton, 62° de la collection Pixéricourt, où nous avons pu la consulter, grâce à l'obligeante intervention de M. Manceau, sénateur de Maine-et-Loire. Le texte a été reproduit entièrement dans *Rev. d'Anj.*, 1888, t. XVII, pp. 285-303.

² De même, dans les fêtes et réunions « des prières, de véritables prières, invocations à Dieu ou à la Patrie accompagnaient les hymnes. Il arrivait qu'elles fussent composées par des prêtres comme la *Prière pour demander à Dieu de rendre les Français dignes de la liberté*, par Coué, curé d'Orville. » (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 262, d'après la *Feuille villageoise*, 29 mars, 1792.)

³ Lettre imprimée en tête de la pièce, et datée d'Angers du 8^e jour, 3^e décade du 2^e mois de l'an II de la Rép. (18 novembre 1793). « A l'auteur de la pièce intitulée : *La Prise de Cholet*. — Les membres composant le Comité de surveillance et révolutionnaire établi à Angers par les représentants du peuple, vous autorisent à faire imprimer et à faire jouer cette pièce qui respire le plus pur patriotisme... Courage, persévérance, salut et fraternité.

Les membres du Comité : Thierry, président ; F. Martin, Boussac, Obrumier père, Naigeon, Louis Choudieu, Girard-Retureau, Obrumier fils, Denou, Mellet, Cordier, secrétaire. »

⁴ Abus des épithètes et des métaphores : « sublime révolution » ; « infâmes brigands » ; « inébranlable civisme » ; « horde fanatique » ; sainte constitution » ; « les torches lugubres du fanatisme » ; « les prêtres, ces tigres sans cœur et sans humanité » ; la cocarde tricolore « cet être inanimé », etc.

l'éloquence¹, et fait des emprunts au patois pour l'amusement des spectateurs². Quelques poésies en vers octosyllabiques et d'inspiration patriotique ne sont qu'une pâle imitation des chants révolutionnaires³.

Sans grande valeur littéraire, comme tout le théâtre de cette époque « si fastidieux »⁴, *La Prise de Cholet* n'en reste pas moins, par son sujet, par sa composition, par les sentiments qui l'inspirent, la pièce maîtresse du théâtre angevin en l'an II.

« Le peuple — suivant la lettre du Comité de surveillance et révolutionnaire d'Angers à l'auteur de la pièce — n'y trouvera point les intrigues des scènes de Molière, mais le peuple de Louis XIV est régénéré ; il n'a plus besoin de sel comique pour oublier les fers qu'il portait ; il faut seulement lui mettre sous les yeux les sacrifices qu'il a à faire pour conquérir sa liberté. Vous avez atteint ce but qui concilie parfaitement vos intentions avec les nôtres, votre pièce étant théâtrale et faite pour donner du pain à des sans-culottes qui sacrifient leurs talents pour l'instruction publique⁵. »

5. Au cours de l'hiver de l'an II, le théâtre d'Angers devient, aux yeux des patriotes, une véritable école de civisme, faite pour tous les citoyens. Le 23 brumaire an II (13 novembre 1793), l'Assemblée populaire d'Angers, « séant aux ci-devant Jacobins, s'inspirant de l'exemple des Grecs et des Romains, estime que le séjour des comédiens dans cette ville pouvait beaucoup contribuer à former l'opinion » et demande de

¹ « Mon fils, n'attends pas de moi des craintes pusillanimes ! Non ! tu te dois tout entier à la Patrie : combats pour elle ; que les dangers ne t'effraient point ; et si la fortune t'était contraire, meurs en brave républicain. Ta perte m'affligera sans doute ; je pleurerai mon fils, mais après ce premier moment donné à la nature, je dirai : il est mort pour son pays, pour la liberté, et cette idée consolante à l'instant tarira mes larmes. » (Sc. IV, Gervais embrassant son fils avec transport.)

² Blaise, jeune paysan, sans instruction, annonçant l'arrivée des volontaires. (Sc. II.) :

— Blaise. Oui, ventregué (à *Thérèse*), votre frère (à *Gervais*) votre fils Benjamin. Oh ! mon Dieu, mon Dieu, qu'il est bel homme ! et les autres aussi dà. Ils vous ont tous des moustaches à faire plaisir. Stapendant j'ai s'eu peur d'abord. Mais je me suis bien vite rassuré quand je leur ai parlé. Ils disent tous qu'ils allent exterminer tous les brigands, et je crois qu'ils l'feront, car tenez moi, rien que de les voir, j' suis déjà quasi-mort de frayeur quoiqu' ça, j' dis, je n' suis pas trop poltron dà...

Blaise... Tout à s'teure. Ils venont de c' côté... pour aller à Cholet qui n'est qu'à un quart de lieue d'ici comme vous savez ; qu'eu bel ordre qu'ils ont dans leur marche ; ils chantont tretous. Morguenne rien que d' les voir aller si gaiement au combat ça donne envie de s'battre, tenez, tenez, l'zentendez-vous ? etc...

³ Sc. I. *Thérèse avec enthousiasme* :

Vaudeville des Visitandines

Non, non ! mourir pour sa patrie

Est le sort le plus glorieux.

C'est un destin digne d'envie :

C'est un rare bienfait des cieus (bis),

Français, Français ! avec courage,

Défendant votre liberté,

L'honneur de l'immortalité,

Voilà quel est votre partage (bis).

⁴ F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. IX, p. 259.

⁵ Texte de la lettre rappelée plus haut, et dans laquelle le Comité de surveillance autorisait l'auteur à faire jouer et imprimer la pièce.

« faire donner gratuitement, aux frais des riches, deux représentations de pièces vraiment patriotiques par chaque décade »¹.

Deux décades plus tard (13 frimaire an II-3 décembre 1793), les Vendéens en déroute faisaient le siège de la ville, et le théâtre fermait momentanément ses portes. Mais la troupe de Deschamps reste à Angers jusqu'aux premiers jours de ventôse et sa vie est intimement mêlée aux événements révolutionnaires : 5 nivôse, au lendemain de l'écrasement des Vendéens à Savenay, couplet improvisé par l'acteur Clairfons et acclamé le soir au spectacle² ; comme on le verra plus longuement ailleurs³ ; 10 nivôse, participation des artistes de la troupe, au cortège allégorique qui se déroule dans les rues de la cité, pour fêter la reprise de Toulon par les républicains ; 20 pluviôse, poésie composée par Clairfons pour être dite par la déesse de la Liberté à la plantation de l'arbre de la Liberté, pour remplacer celui qui avait été détruit par les Vendéens en juin 1793. A la fin de pluviôse an II, toute la troupe quittait Angers pour Saint-Malo, où Deschamps avait pris la direction du théâtre⁴.

6. Au printemps de 1794 (floréal an II)⁵, Deschamps revient à Angers, à la tête d'une nouvelle troupe, formée de 24 membres⁶. La composition de cette troupe est « bonne », « trop bonne » pour un endroit « si peu connaisseur »⁷, au dire de l'un des acteurs, Pierre Laneau, venu à Angers sans enthousiasme et qui, comme plusieurs autres acteurs, faisait partie antérieurement du théâtre de Bordeaux. On sait, par Laneau, qui se plaint du surcroît de travail, qu'en messidor, le théâtre jouait tous les jours et donnait deux pièces par jour avec les mêmes acteurs⁸.

¹ A. D. Lt 943. (Signé : Rosé, président ; Moulin, secrétaire, et vingt autres.)

² Air : Avec les jeux dans le village.

*Célébrons l'heureuse journée
Qui vit terminer nos malheurs.
Tous les brigands de la Vendée
Sont détruits malgré leur fureur.
Ils ne sont pas tous morts sans boire,
Ne pouvant éviter leur sort,
En voulant traverser la Loire,
Ils n'ont rencontré que la mort.*

(Aff., 8 nivôse, an II.)

³ Voir thèse complémentaire.

⁴ Certificats de civisme délivrés le 24 pluviôse, an II, à 15 citoyens ou citoyennes, tous attachés à la troupe de spectacle d'Angers. (*Reg. délib.*, t. V, f° 3.)

⁵ Le 28 floréal, Deschamps se présente à la municipalité pour signaler qu'une actrice, Marie-Louise Laveau, engagée par lui à Paris, le 29 germinal, pour jouer à Angers, n'a pas rempli son engagement. Elle devait se rendre à Angers « pour l'ouverture du spectacle qui a eu lieu il y a environ trois semaines. » (*Reg. délib.*, t. V, f° 75.)

⁶ C'est par erreur que Queruau-Lamerie donne comme référence de l'arrivée de cette troupe à Angers le *Reg. des délib.* de la municipalité, t. V, f° 3. Cette référence ne concerne en réalité que les certificats de civisme délivrés le 24 pluviôse an II, à l'ancienne troupe avant son départ pour Saint-Malo. (*R. d'Anj.*, 1887, t. XIV, p. 323, note 3.)

⁷ Quatre lettres de Pierre Laneau à la citoyenne Vizintiny, artiste du théâtre de l'Égalité à Paris (prairial-fructidor an II). *Ibid.*, pp. 324-327 (d'après des documents particuliers).

⁸ Le 12 fructidor, à la suite de démêlés entre Deschamps et Laneau, celui-ci quitte Angers pour Paris, après avoir résilié son engagement. (*Ibid.*, 1887 p. 327.)

Deschamps reste à Angers pendant tout l'été de l'an II, desservant, grâce à une troupe nombreuse, les villes voisines (Laval, Le Mans, Saumur, etc.). Il continue à faire dans son répertoire une large place aux pièces patriotiques locales et donne, en prairial an II, *Le Mariage révolutionnaire*, composé par un auteur de la ville ¹. Il s'efforce, en outre, de faire régner l'ordre et la décence dans les spectacles ².

Ainsi, en l'an II, Angers possède un théâtre stable, ce qui paraît être un signe de succès. Dans une ville qui était aux portes de la Vendée, le répertoire a un caractère patriotique très marqué. Les documents de première main sont trop peu nombreux pour permettre de connaître la vie journalière de cette scène de province ; néanmoins, ce qui en est connu permet d'ajouter qu'à Angers, comme dans les autres villes importantes des départements, le théâtre était alors intimement mêlé à la vie politique et civique de l'époque.

¹ « L'agent national dit qu'un auteur de la commune [les trois mots : *acteur du spectacle* raturés], auteur d'une pièce, ayant pour titre *le mariage révolutionnaire*, désire la faire jouer sur le théâtre d'Angers, mais qu'il demande auparavant l'autorisation de la municipalité, et comme cette autorisation doit être précédée d'un examen de la pièce dont il s'agit, les citoyens Bariller, Chevreul et Papiou en ont été chargés. (A. M., *Reg. délib.*, t. V, p. 79, recto, 12 prairial an II.)

Les Affiches d'Angers, seul journal sous la Terreur, ne font aucune mention de cette pièce.
² Le citoyen maire (Berger) dit que le directeur des spectacles se plaint de ce que malgré toutes les représentations, il se commet dans la salle, aux heures des spectacles, des indécences qui révoltent tous les honnêtes gens, et demande l'assistance de la municipalité pour maintenir le bon ordre. L'Assemblée, sur ce, oui, l'agent national, a délibéré que tous les jours des spectacles, un officier municipal et un commissaire de police revêtus de leurs insignes y assisteront. (Ibid., 12 prairial, t. VII, f^o 79, recto.)

CHAPITRE III

Éducation des adultes en l'an II

Écoles spéciales, Bibliothèques districales, Jardin botanique. Muséum.

La loi de frimaire an II ne connaissait que des établissements d'instruction où les enfants, à partir de l'âge « de six ans accomplis », obligatoirement « avant celui de huit » et « pendant trois années consécutives »¹, devaient acquérir « les connaissances absolument nécessaires pour former les citoyens »². A la sortie de ces premières écoles, la Convention s'en remettait aux « sociétés populaires », aux « fêtes nationales et locales », aux « spectacles », du soin de donner à la jeunesse « une éducation vraiment républicaine »³.

Mais, suivant l'expression de Bouquier, dans son rapport du 24 germinal (13 avril 1794), *sur le dernier degré d'instruction* : « Par sa loi du 29 frimaire, en organisant l'enseignement des connaissances que les enfants sont susceptibles d'acquérir, et qui, perfectionnées, doivent former de vrais républicains, des citoyens utiles à leur pays... la Convention n'a rempli qu'une partie de sa tâche relative à l'instruction. Il lui reste à procurer à la jeunesse des moyens de perfectionner ces premières connaissances et d'acquérir les notions relatives à l'organisation du gouvernement démocratique »⁴.

Au lendemain de la chute des factions, de l'exécution des hébertistes (4 germinal) et de celle des « fripons et des indulgents » (16 germinal)⁵, alors que, « sous le calme apparent, fermentait un mécontentement profond », « les gouvernants... se raidirent dans un effort suprême ». Non seulement le Comité de salut public prit des mesures économiques et financières, mais il porta « son principal effort sur la jeune génération »⁶.

¹ Décret du 29 frimaire, section III, art. 8.

² *Ibid.*, section III, art. 1^{er}.

³ Rapport à la Conv., 22 frimaire. (BUISSON *D.*, t. I, p. 552, c. 1.)

⁴ Rapport à la Conv., 24 germinal. (*Ibid.*, p. 556, c. 1.)

⁵ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, pp. 156-165.

⁶ *Ibid.*, pp. 173-175.

Alors Bouquier, porte-parole du Comité d'Instruction publique « tout entier », demeuré « l'organe de l'opinion dominante à la Convention et de la politique du Comité de Salut public »¹ reprit, en germinal, le projet dont les trois premières sections seules avaient été votées en frimaire. La quatrième et la cinquième sections, qui traitaient du *dernier degré d'instruction* et des *moyens généraux d'instruction* (bibliothèques, musées, cabinets d'histoire naturelle, etc.), faisaient le fond du programme qui, en germinal, devait constituer « l'enseignement national supérieur ». Ce programme comprenait la création d'écoles spéciales, dans lesquelles serait donné « l'enseignement gratuit des sciences utiles à la société² », et la création de bibliothèques et de collections de tout genre, qui devaient contribuer à favoriser l'essor intellectuel de la nation.

I. — *Participation du département aux écoles spéciales*

1. Lorsqu'en germinal an II, Bouquier définit le but de l'enseignement du dernier degré : « trouver en tout temps des citoyens assez instruits pour exercer utilement les diverses fonctions relatives au salut, au bonheur de la société, à l'intérêt commun de la République », il indique aussi les moyens de l'atteindre. Il propose à la Convention de former, aux frais de la nation, « des instituteurs éclairés dont le zèle patriotique propage, avec l'activité républicaine, l'art d'administrer des secours à l'humanité souffrante, aux défenseurs de la patrie blessés dans les combats... ; aux animaux que l'homme a rendus les compagnons de ses travaux pénibles... ; l'art de tenir dans un état respectable de défense, les places frontières de la République... ; la science d'entretenir nos routes, nos canaux, nos rivières, nos ponts et d'ouvrir les communications nécessaires aux opérations de notre commerce ; l'art de perfectionner la navigation et de rendre formidable la marine de la République ; l'art enfin d'exploiter des mines... et de les employer aux besoins du peuple et à la défense de sa souveraineté »³.

2. Ce projet d'écoles spéciales de médecine, de l'art vétérinaire, du génie, de la marine, des mines, présenté au lendemain de la création de l'École centrale des Travaux publics (21 ventôse-11 mars 1794), soulevait de nouveau, indirectement, la question des collèges qui, selon l'expression

¹ BUISSON, *D.*, t. I, p. 556, c. 1.

² Rapport de Bouquier, 24 germinal an II. (HIPPEAU, *ouv. cit.*, t. II, p. 145. — BUISSON, *D.*, p. 556, c. 2.)

³ *Ibid.*

de Barère, « transvasaient le despotisme et les opinions fanatiques dans l'âme des jeunes citoyens »¹.

Déjà la Convention avait été saisie par Portiez, député de l'Oise, trois jours après le vote du décret de frimaire sur l'instruction du premier degré, d'un projet d'écoles secondaires faisant suite aux écoles primaires, « instituts publics où la jeunesse française reçoive des leçons de législation et de morale publique »². Elle en avait rejeté la conception, par crainte de faire revivre, sous une autre forme, les institutions scolaires de l'ancien régime. Une fois encore, la question des écoles secondaires était restée en suspens, et durant la première moitié de l'an II (vendémiaire à germinal), il n'y eut d'autre prolongement aux écoles primaires que les initiatives isolées qui étaient dues, dans les départements, aux autorités constituées³ et aux particuliers.

C'est à une initiative de cette nature que se rattache l'essai tenté à Angers, à la rentrée scolaire de l'an II, par Mévolhon, ex-professeur au collège de l'Oratoire.

Le 15 septembre an II, après le départ de Bénaben aux armées, il expose son projet au citoyen Vial, membre du Comité de surveillance. Privé de la gloire de combattre « les fanatiques de la Vendée », par une infirmité dûment constatée, Mévolhon ne veut pas rester « inutile à la chose publique » et offre, à sa patrie, ses connaissances « acquises par de longues études ». En attendant « l'organisation de l'instruction publique », il se propose d'ouvrir « une école républicaine, où seront admis tous les jeunes citoyens depuis 12 ans jusqu'à 16 », et où sera faite une large place « à l'instruction morale et politique ». Il demande « un local commode et bien aéré », l'autorisation d'adresser une « proclamation à tous les pères de famille » et « la libre disposition de la bibliothèque de Saint-Martin », pour y puiser les livres qui lui seront nécessaires⁴.

Mais, dans cette entreprise, Mévolhon, paraît avoir été livré à ses seules ressources. Le 5 nivôse (25 décembre 1793), il fait connaître son programme dans les *Affiches*⁵. « Les principes de la morale, l'explication de la déclaration des droits de l'homme, l'étude approfondie de la langue française, la géographie ancienne et moderne, l'arithmétique, les éléments d'histoire

¹ Rapport de Barère, sur la création d'une école militaire révolutionnaire, sous le nom d'école de Mars. (*Ibid.*, p. 557, c. 1.)

² BUISSON D., p. 554, c. 1. — HIPPEAU, *ouv. cité*, t. II, p. 124. — PORTIEZ, *Discours sur la nécessité d'un cours de législation et de morale*, 2 nivôse an II.

³ Voir la pétition du département de Paris et des districts ruraux présentée à la Convention le 15 septembre et le décret du même jour, suspendu le 16, tendant à l'établissement de trois degrés d'instruction. (*Ibid.*, p. 541 et suiv.)

⁴ A. D., Lt 952. Angers, 15 septembre an II. (Lettre au citoyen Vial, membre du Comité de surveillance établi à Angers, le 20 juillet.)

⁵ *Aff.*, n° 198, 5 nivôse an II (25 décembre 1793). (Civique-Penn Mévolhon aux pères de famille du département de Maine-et-Loire.)

générale, le tableau de la Révolution française. . . », telles sont les matières du *cours primaire* destiné aux élèves âgés de 10 ans au moins et sachant lire et écrire. « La science du raisonnement, l'art d'écrire et de parler, les principes de la politique », constituent les matières du *cours supérieur* réservé aux jeunes citoyens de 14 à 18 ans. Dans ce plan d'instruction, il ne saurait y avoir place pour la langue latine car, « pourquoi consumerions-nous un temps précieux dans l'étude d'une langue morte, lorsque notre idiome destiné par le bienfait de la Révolution à devenir la langue d'un peuple libre, réclame les soins et les travaux des républicains qui le parlent? »¹ Le 16 nivôse, il invite ceux qui se sont fait inscrire « chez le républicain Mame », à « venir conférer avec lui, décadi prochain, tant sur le local à adopter définitivement que sur les livres élémentaires dont ils auront besoin »². Vainement, professeurs et élèves demandent la salle de l'Oratoire qui sert alors de magasin pour les farines (26 nivôse)³; vainement, pour répondre aux désirs de « plusieurs citoyens », Mévolhon reporte jusqu'au 15 ventôse la date de fermeture du registre d'inscription⁴. Peu après la publication dans *les Affiches* d'un brillant exposé sur l'éducation physique, morale et littéraire à donner aux enfants⁵, le zélé professeur ayant été fédéraliste⁶ avant de devenir montagnard⁷, crut devoir s'éloigner d'Angers. A la fin de pluviôse an II, il craint d'être inquiété, se fait délivrer un passeport pour les Basses-Alpes, son pays d'origine et, dès lors, cesse d'appartenir à l'histoire angevine⁸.

Après lui, Papin, rue Centrale (ci-devant rue Saint-Laud), et Jean-Pierre Braux, dans les dépendances de l'ancienne église Saint-Martin, dirigent « des écoles secondaires » ou « du second degré » (floréal an II)⁹. Peu après, Payelle, ci-devant vicaire assermenté de la Madeleine, ouvre, avec l'approbation de la municipalité, rue des Volontaires, actuellement rue David (ancien hôtel Gohin), une école pour enfants de 10 à 15 ans, avec cours de grammaire française et de latin (1^{er} thermidor an II)¹⁰. Ces créations éphémères et sans surface, sont les derniers essais tentés en

¹ *Aff.*, n° 198, 5 nivôse an II.

² *Aff.*, n° 4, 16 nivôse an II.

³ L II, D. d'Ang., 8^e Reg. des pétitions, n° 232 (26 nivôse an II). Renvoyé à la municipalité pour donner son avis.

⁴ *Aff.*, 4 pluviôse an II, n° 13.

⁵ *Réflexions sur l'éduc. de la jeunesse*, par Civique-Penn Mévolhon. (*Aff.*, n° 14, 6 pluviôse an II.)

⁶ Inspirateur et principal rédacteur de l'adresse du 30 mars 1793. (PORT, D., t. III, p. 669.)

⁷ Adresse à ses concitoyens, pour les conjurer de se rallier au parti de la Montagne et d'assister aux assemblées primaires. (*Aff.*, n° 107, 17 juillet 1793). Il échange alors ses prénoms de Jean-Joseph-Marie contre ceux de Civique-Penn.

⁸ Il figurera le 1^{er} mars sur la liste des 6 élèves envoyés par le district de Marseille à l'Ec. normale de Paris le 18 pluviôse an III. (GUILLAUME, *Conv.*, t. V, appendice, p. 666), prof. à l'Ec. centrale d'Aix, en l'an IV, puis au Lycée de Marseille, en 1805. (PORT, D., t. II, p. 670.)

⁹ Voir ci-dessus, loi du 29 frimaire an II. Reg. d'inscription des élèves, 12 germinal an II.
¹⁰ QUÉRUAU-LAMERIE, *Le clergé de M.-et-L.*, p. 18. — *Aff.*, n° 88, 4 messidor et 4 thermidor an II. — A. M., *Reg. des délib.*, t. V, f° 100, 18 messidor.

l'an II, à Angers, pour combler le vide provoqué par la disparition du collège de l'Oratoire.

3. La Convention ajourna la discussion du rapport présenté par Bouquier le 26 germinal, mais la conception montagnarde d'écoles spéciales fut partiellement réalisée en l'an II. C'est elle qui explique le maintien des créations antérieures en harmonie avec l'esprit révolutionnaire : écoles vétérinaires de Lyon et d'Alfort, antérieures à 1789¹, et où tous les districts étaient tenus d'entretenir des élèves² ; école des sourds et muets de Bordeaux, créée en mai 1793³, et qui venait doubler l'établissement de Paris, dirigé par Sicard pour soulager les maux de l'humanité souffrante⁴. C'est elle aussi qui avait inspiré l'École centrale des Travaux publics, créée le 21 ventôse (11 mars 1794), sur le rapport de Barère, pour former des ingénieurs civils et militaires, dont les cours révolutionnaires, à la fois théoriques et pratiques, devaient durer trois mois⁵, et qui sera réorganisée sous une forme durable, par la suite, sous le nom d'École Polytechnique. C'est encore elle qui inspirera l'idée de créer, à Paris, « une école où se formeraient des instituteurs pour les disséminer ensuite dans tous les districts »⁶, idée qui ne sera réalisée qu'après le 9 thermidor et qui, comme on le verra plus loin, sera dénaturée dans son application. C'est

¹ L'école vétérinaire d'Alfort, fondée en 1763, par Bourgelat, quatre ans après celle de Lyon, était celle dont ressortissaient les districts de Maine-et-Loire et, pendant toute la durée de la Révolution, les élèves du département y figurent en grand nombre.

² Dès 1790, 8.000 livres sont portées au budget départemental pour l'entretien de 8 boursiers, qui, après deux années d'études, devaient « se rendre utiles à leurs concitoyens en traitant avec succès les maladies épidémiques » et, lorsque parut la loi du 29 germinal an III, qui faisait obligation à chaque district d'entretenir « au moins un élève aux écoles vétérinaires », le département avait, sur ce point, fait tout son devoir. En effet, d'un état nominatif du 23 ventôse an III, il résulte que : 11 élèves de 15 à 29 ans, provenant des différents districts, ont été désignés à cet effet par le département, du 9 mars 1792 au 12 messidor an II, chacun recevant une pension de 1.000 livres portée à 1.200 en nivôse an III « sur les observations du directeur de l'école et eu égard à la hausse excessive des denrées ».

Vers la fin de la Convention (7 nivôse an IV), ce chiffre, s'était élevé à 20 ; dont 7 encore présents à l'École ; sur les 13 autres sortis, l'un d'entre eux, Chabert Mathurin, était devenu vétérinaire au haras d'Angers. — [Tableau récapitulatif des élèves du dép. dressé en germinal an III (A. D., L 912). — Lettre du directeur Chabert annonçant au dép. qu'il a placé dans son école les citoyens Vallin, Baranger (dist. d'Angers) ; Caval et Le Roy Duverger (dist. de Baugé). L 184, (*Inscription analytique de la corresp. reçue ; Bureau du Bien public*, 1^{er} reg., 5 thermidor an II.) — D'après la liste dressée en l'an IV : sur 20 élèves, 6 ont été envoyés du 25 mars au 10 septembre 1792 ; 2 le 10 janvier 1793 ; 3 en messidor et 2 en thermidor an II ; 2 en thermidor et 1 en fructidor an III ; 2 en brumaire et 2 en frimaire an IV. (A. D., L 912).]

³ GUILLAUME, (*Conv.*, t. I, p. 142.). — Un décret du 16 nivôse an III, réglera l'organisation de ces deux institutions. (*Ibid.*, *Conv.*, t. III, p. 367.)

⁴ Il ne semble pas que l'établissement de Paris, dont relevaient les districts de Maine-et-Loire ait recueilli les sourds et muets de l'institution dirigée à Angers par M^{lle} Bloquin, fermée en octobre 1793, et pour lesquels le district d'Angers et le département conjuguèrent encore leurs efforts au début de 1793 (A. D., L 11, Conseil général, 16 octobre 1792 : Le district propose l'envoi à Paris de deux citoyens intelligents pour prendre des leçons de l'abbé de l'Épée aux frais du département. — Détermination des dépenses nécessaires : Conseil général, 5 janvier 1793, invitation aux districts à fournir dans le début de 10 jours, l'état des sourds et muets « indigents et non indigents » de leur arrondissement ; réponses négatives de plusieurs communes. A. D., L 11, D. d'Angers, p. 105.)

⁵ BUISSON, D., t. I, p. 556, c. 1. — HIPPEAU, *ouv. cité*, t. II, p. 139. — BARÈRE, *École centrale de travaux publics*, 21 ventôse an II.

⁶ BUISSON, D., t. I, p. 557, c. 1.

elle enfin qui, sans parler de nombreux projets de même nature, que la faible durée du gouvernement révolutionnaire empêchera seule de réaliser¹, se retrouve dans deux créations qui sont caractéristiques de l'époque : l'École des Poudres et Salpêtres (pluviôse an II), d'une durée d'un mois environ², et l'École de Mars (prairial an II), qui dura quatre mois (8 juillet-24 octobre 1794)³.

Suivant l'expression de Barère, « former des Instituteurs au sens large du mot dans une institution à Paris et les disséminer ensuite dans les districts », recruter ces écoles temporaires en prenant un ou deux ou quatre élèves dans chaque district, préparer ainsi « des défenseurs, des fonctionnaires et de bons citoyens » par « une prompte éducation » qui agisse sur l'esprit « comme le soleil d'Afrique sur la végétation » : telle était cette méthode « des cours révolutionnaires », cours temporaires et non institutions permanentes, faits pour les besoins immédiats et pressants de la patrie, à une époque où il n'était pas permis d'attendre.

4. Les districts de Maine-et-Loire participèrent avec zèle au recrutement de ces deux écoles spéciales.

a) On ne retrouve que fort peu de chose dans le département concernant d'abord l'envoi à Paris d'ouvriers de manufactures destinés à ces ateliers de la capitale, où, d'après le style révolutionnaire, « ils devaient apprendre à la fois le républicanisme et l'art de forger la foudre »⁴. C'est à peine si la correspondance de l'agent national Bouton révèle l'envoi d'un état non retrouvé des « personnes capables de travailler aux salpêtres »⁵.

D'autre part, on trouve encore trace d'un appel du district d'Angers aux sociétés populaires de la ville pour l'envoi, à Paris, de deux citoyens de 25 à 30 ans, « sachant lire et écrire », pour être employés à la « fabrication révolutionnaire des salpêtres, de la poudre et des canons »⁶.

Enfin, on peut ajouter que quelques-uns au moins de ces « 800 salomonées », qui se répandirent dans les ateliers de la République « pour initier leurs compatriotes à la fabrication des « poudres » opéraient dans ce département, car, en vendémiaire an III, le district de Vihiers transmettait, aux citoyens Lasserre et Bouzillé, « préposés instituteurs pour

¹ Rapport de Fourcroy sur les Ecoles de santé (25 messidor an II). — Ecole révolutionnaire d'agriculture (messidor an II-vendémiaire an III). Et après le 9 thermidor : école des ingénieurs géographes (vendémiaire an III). Ecole de navigation et canotage maritime (nivôse an III), etc. (GUILLAUME, *Conv.*, t. V. Introd., p. XXXVI.)

² *Ibid.*, t. IV, pp. XXII et 832.

³ Arthur CHUQUET, *L'Ecole de Mars*, (1794.)

⁴ *Ibid.*, p. 6.

⁵ A. D., L 184, *Reg. corresp.*, 23 nivôse an II.

⁶ L 11, D. d'Angers, *Reg. épist.* (Lettre, 21 pluviôse an II.)

l'exploitation des salpêtres », l'arrêté du Comité de Salut public du 1^{er} vendémiaire an III sur « l'incinération des marcs de raisins » et une circulaire aux « municipalités », pour exciter leur zèle et leur « activité »¹.

Là se borne la documentation concernant une création qui, cependant, avait produit des résultats « d'un avantage inappréciable »².

b) Mais, par contre, les renseignements abondent sur la part prise par le département à l'*École militaire révolutionnaire*, décrétée le 13 prairial an II (1^{er} juin 1794)³, traitée « sans ménagements » par les adversaires de la Révolution, restée inférieure, d'après Chuquet, aux « espérances »⁴ qu'elle avait fait naître et qui mérite cependant de retenir l'attention, si l'on se place au point de vue spécial de l'éducation révolutionnaire.

Destinée, comme le dit Barère, à ceux qui, « trop jeunes pour être astreints à la réquisition militaire, sont trop âgés pour entrer dans les écoles primaires, l'École de Mars devait donner, à trois mille enfants de 16 à 17 ans, sortis du peuple » et « les meilleurs de leur génération par l'esprit et la force physique », une éducation commune qui soit « révolutionnaire et républicaine »⁵. C'est ce même « amour généreux de la patrie » qui se reflète, à chaque pas, dans l'empressement des districts du département à exécuter la loi, dans le choix des élèves, dans les manifestations dont leur départ est l'objet, et dans l'attitude de ces jeunes patriotes là où l'idée de patrie était obscurcie par les horreurs de la guerre civile.

En Maine-et-Loire, où six districts sur huit sont aux prises avec les insurgés, tous les districts font leur devoir. Ceux qui sont envahis font leur choix parmi les familles réfugiées à Angers et à Saumur. Le Montglonne désigne des premiers les six jeunes gens demandés et deux supplémentaires⁶; ceux de Cholet arriveront après le délai prescrit, mais seront au complet⁷; et le district patriote de Vihiers, qui s'est attaché « autant qu'il a été en son pouvoir, à découvrir les qualités requises dans le petit nombre de jeunes gens qui se sont présentés », envoie au camp des Sablons les fils « des bleus »⁸ de la Vendée angevine, dont les familles

¹ A. D., L 11, D. de Vihiers, *Reg. corresp.*, 22 vendémiaire an III.

² Rapport de Boissier à la Conv., 31 décembre 1794. (*Moniteur*, 1^{er} janvier 1795.)

³ BUISSON, *D.*, p. 557.

⁴ CHUQUET, pp. 236, 237.

⁵ *Ibid.*, pp. 21-23.

⁶ *Ibid.* (pièces annexes), p. 286.

⁷ Le décadi, 30 thermidor an II, l'agent national Duval, autorisé par une lettre des représentants du peuple, du 6 thermidor, procède à la nomination des 6 jeunes gens citoyens du district. Ils seront à Paris le 1^{er} septembre. (LII/T, D. de Cholet, 2 fructidor an II.)

⁸ Sur l'origine du mot « bleus » opposé au mot « blancs » expression courante parmi les Vendéens, dès octobre 1793, voir ROUANET, *An. hist.*, 1917, t. IX, p. 110, et pour la critique, par M. Mathiez, de l'article de M. Uzureau sur le même sujet : *Ibid.*, p. 281.

« ont tout perdu dans l'incendie et le pillage » ; tous « vrais sans-culottes » et « amis de la Révolution »¹.

Saumur, qui jouit d'une sécurité relative, convoque au district, avec une célérité « toute révolutionnaire », une centaine de jeunes gens envoyés par 24 communes² et, pour répondre aux intentions de la Convention, fait choix, après un examen minutieux, de ceux qui joignent « l'intelligence » et « le désir de s'instruire » au « civisme et à la force physique »³. Rendant compte de ces opérations au commissaire des guerres, le district est persuadé que ceux qu'il envoie « répondront aux vœux bienfaisants de la Convention nationale »⁴.

Enfin, Baugé, toujours à l'avant-garde de la Révolution en Anjou, après avoir fait choix de six élèves, tous fils de citoyens du district, règle par avance les étapes qu'ils auront à parcourir du 6 au 17 messidor an II, sous « la surveillance fraternelle » de l'un d'eux⁵. Il prononce, à leur départ, une vibrante allocution destinée à enflammer le cœur de ces jeunes citoyens et, pour rendre durable le souvenir de cette mémorable cérémonie, fait imprimer ce discours sur le placard prévu par la loi et revêtu de la signature de tous les membres du district (6 messidor an II)⁶.

On sait ce que fut la vie éphémère du camp des Sablons : l'enthousiasme à l'arrivée⁷, la division des élèves à l'imitation de la légion romaine, la vie sous la tente et l'emploi de la journée, où les corvées et les chants patriotique alternent avec les leçons des trois « instituteurs » : l'officier du génie Bizot ; le fougueux jacobin Hassenfratz ; le médecin François Chaussier⁸. Aucune contestation ne s'élève non plus sur le rôle effacé, joué plus tard dans la vie civile et militaire, par la majeure partie des élèves de l'École de Mars, qui n'avaient guère de commun qu'un enthousiasme juvénile accru par les circonstances qui les avaient rassemblés⁹.

¹ Le premier choisi est *Albert-Louis Soulard*, fils aîné d'un poëlier de Vihiers, excellent républicain, sans autre fortune que huit enfants en bas âge, ayant tout perdu dans l'incendie et le pillage de la malheureuse ville ; le jeune homme est l'aîné de cette nombreuse famille, il est rempli de bonne volonté et a « constamment donné des preuves de civisme et de dévouement à la Révolution » : 17 ans $\frac{1}{2}$, 5 pieds 1 pouce 7 lignes de taille, sait parfaitement écrire et la douceur de son caractère l'a fait juger capable de faire des progrès. Trois autres sont de Brissac : Etienne Grangereau, 16 ans ; Louis Mahoux, 16 ans ; René Tesnier, 17 ans $\frac{1}{2}$; un autre de Vauchrétien, Pierre Couin, 16 ans $\frac{1}{2}$; le dernier, Julien Picherit, 16 ans $\frac{1}{2}$, est fils d'un gendarme de Chanzeaux. (L 11/t, D. de Vihiers. *Proc.-verb.*, 4 messidor an II.)

² A. D., LII/t, D. 175 (Tableau récapitulatif).

³ *Ibid.*, L 11/28, *Reg. pr.-verb. de l'agent national du dist.*, n° 2, 28 prairial an II.

⁴ *Ibid.*, L 11/32, *Reg. corresp. de l'agent nat.*, p. 61, n° 204, 3 messidor an II.

⁵ *Ibid.*, L 11/t, carton 31, *Instruction supérieure*, 6 messidor an II.

⁶ Voir aux *Annexes*.

⁷ Voir aux *Annexes* la lettre des élèves de Saumur, à l'agent national du district, 16 messidor an II. (A. D., LII/t 175, Dist. de Saumur.)

⁸ CHUQUET, *L'École de Mars*, en particulier chap. IV et V, régime de l'École, exercices et cours, pp. 65-147.

⁹ Chuquet cite pour le Maine-et-Loire, Albert Soulard du dist. de Vihiers, chef de comptabilité à la recette générale de M.-et-L. et plus tard conseiller d'arrond. de Segré et conseiller

Mais on n'a pas tout dit sur cette « improvisation » sans précédent, lorsqu'on en juge le résultat négatif au point de vue purement militaire¹, reléguant à l'arrière-plan la pensée patriotique qui l'avait inspirée. Sous l'emphase révolutionnaire qui animait la députation des élèves reçus à la barre de la Convention, au moment de la fermeture de l'École (31 octobre 1794)², il faut voir la traduction juvénile d'un état d'esprit qui ne devait pas nécessairement disparaître avec l'école elle-même. Rien, on le sait, n'est jamais entièrement perdu de ce qui est semé dans le vaste champ de l'éducation. Et qui dira quelle empreinte a laissée cette formation, « à la fois militaire et civique »³, chez ces cinquante jeunes citoyens de l'Anjou, tous « sortis du peuple » suivant la conception de Barère, tous vrais « sans-culottes » suivant l'expression du district de Vihiers, petits cultivateurs ou artisans, fils de poëliers, de cabaretiers, de gendarmes, partis au milieu des ovations et qui, après avoir vécu sous la tente et appris « le métier des armes » sous les yeux du Comité de Salut public, étaient revenus à cette terre troublée, frontière de la Vendée, toujours en armes contre la Convention?

II. — Création de bibliothèques « districales »

C'est à la cinquième et dernière section du projet de loi de Bouquier, en frimaire an II, et aux *moyens généraux d'instruction* qui devaient être mis à la disposition des citoyens, que se rattache la création des bibliothèques dans chaque district. Ce qui, sous la Constituante, n'avait été qu'un travail de bibliographie générale du royaume, devient, avec l'esprit réalisateur de la Convention en l'an II, une tentative en partie couronnée de succès (décret du 8 pluviôse sur les bibliothèques « districales »).

1. On sait qu'à partir de 1792, aux ressources fournies par les bibliothèques des communautés religieuses, viennent s'ajouter celles, autrement précieuses, qui proviennent des maisons d'émigrés, puis des déportés et des condamnés politiques⁴. Dès lors, les bibliothèques sont englobées

gén. du Lion-d'Angers. On pourrait ajouter Jean-Baptiste Cailleau, fils d'Alexandre-J.-Baptiste Cailleau, maire de Saumur, qui deviendra lui-même maire de Candé, puis de Saumur en 1830 et membre du Conseil général en 1831. (CHUQUET, pp. 249-286. PORT, *D*, t. I, p. 542.)

¹ « Ce fut une improvisation curieuse, inefficace et partout stérile... Il n'en reste rien ou presque rien. » (CHUQUET, pp. 236, 237.)

² CHUQUET, p. 226.

³ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 175.

⁴ Mise en régie des biens d'émigrés, puis confiscation (2 avril-2 septembre 1792). Assimilation des déportés aux émigrés (17 septembre 1793). Les biens des condamnés sont acquis à la Rép. (10 mars 1793). Tous ces biens constituent les biens mobiliers dits de deuxième origine.

dans les mesures générales de conservation prises par la Convention¹. Puis, le décret de pluviôse an II, prévoit l'organisation d'une bibliothèque par district, « sans préjudice de celles qui existaient déjà dans les grandes communes »². Les nouvelles instructions qui précèdent ou suivent de près cette mesure³, vont hâter la marche des opérations.

Le département de Maine-et-Loire qui, dès le début de 1793, « à l'occasion de la vente importante du château du Lathan » (district de Baugé)⁴, avait pris un arrêté d'ensemble « sur les objets précieux à conserver »⁵, exécute avec célérité les prescriptions du décret de pluviôse an II. Le 18 ventôse, il attire spécialement l'attention des districts sur le choix des locaux et sur la nomination de nouveaux commissaires, « afin de hâter une création si précieuse pour les arts et l'instruction de ses concitoyens »⁶. Cet appel allait recevoir une réponse très variable suivant les districts.

2. Là où sévit la guerre civile, le décret de pluviôse an II devait rester lettre morte et les administrations de district, réfugiées au chef-lieu du département, ne pouvaient faire qu'une réponse négative au décret du 21 germinal, qui leur demandait de rendre compte du travail relatif à la confection des catalogues de leur arrondissement⁷. Saint-Florent, qui en d'autres temps « avait fait son devoir concernant les bibliothèques des maisons religieuses »⁸, est réduit à faire connaître l'étendue de ses désastres (17 thermidor an II)⁹. Cholet déclarera, en l'an III, au sujet des objets d'art et de sciences devenus propriété nationale, « que l'état de ces choses est dans le district le néant le plus absolu »¹⁰. Vihiers, qui n'est pas mieux partagé, ajoute « que la loi du 8 pluviôse ne peut être exécutée dans le district, car il n'a été trouvé aucun livre dans les maisons d'émigrés avant la guerre, et s'il en existait dans quelques

¹ Sursis à la vente de toutes les collections de livres, tableaux et objets scientifiques provenant des maisons d'émigrés (10 octobre 1792), formation d'une Commission unique pour la conservation des monuments des arts et des sciences (18 octobre) ; garde de tous les objets de cette nature confiée aux directoires du dép. et du district (25 novembre). (GUILLAUME, *Proc.-verb.*, *Conv.*, t. I, p. 713. A. N., F¹⁷ 4, *Reg. de la commission des arts*, p. 93.)

² GUILLAUME, *Conv.*, t. III, p. 308.

³ *Instruction de la Commission des Arts sur la manière d'inventorier et de conserver tous les objets qui peuvent servir aux arts, aux sciences et à l'enseignement* (28 nivôse an II). *Instruction émanant de Grégoire, relative aux catalogues des livres et à la nouvelle méthode de classement adoptée par le Comité d'Instruction publique pour hâter le travail de la bibliographie* (25 germinal an II). (*Ibid.*, t. III, p. 549 ; t. IV, p. 174.)

⁴ A. D., Q 11, § 2, Des. 48, sequestre ; L 11, D. de Baugé, D. 31 ; A. N., F¹⁷ A 1186.

⁵ A. D. L., pr.-verb. ; — O. COUFFON, *Le Musée d'Hist. nat. d'Ang.*, pp. 6, 7.

⁶ Imprimé le 26 germinal an II pour être envoyé à toutes les communes. Mame, 4 p. in-4° ; L 11, D. de Baugé, carton 31.

⁷ HIPPEAU, *ouv. cité*, t. II, p. 139.

⁸ A. D., Dist., 2^e *Reg. corresp.*, 7 avril 1792.

⁹ A. N., F¹⁷ AA 1186. Réponse du Comité d'Inst. publiq. au district de Saint-Florent, accusant réception de sa lettre du 17 thermidor an II et lui donnant l'assurance que lors de la répartition des richesses littéraires entre tous les districts, le Comité « s'empressera de lui fournir tous les moyens d'instruction dont il aura besoin ». (Signé : Grégoire et Bardel chef de la bibliographie.)

¹⁰ A. D., L 11, *Reg. corresp.*, 19 nivôse an III.

maisons dont les propriétaires sont devenus insurgés, l'incendie a tout consumé » (Comptes décadaires, floréal an II)¹. Enfin, dans le district de Segré, où règne la plus grande insécurité, si quelques mauvais catalogues ont pu être dressés antérieurement à la loi², le procureur-syndic Bancelin déclare, en thermidor an II, que « les autres bibliothèques sont dans les communes occupées par les brigands » et, dans son compte public de l'an III, dressé à Angers, il fera, sur l'ensemble des collections de toutes sortes dans le district, une réponse négative³.

3. Par contre, c'est un commencement de réalisation que présentent les deux districts relativement tranquilles de Châteauneuf et de Baugé. Dans le premier, où les instructions du département parviennent le 24 ventôse, le district fait choix, séance tenante, de la maison du Belvédère de l'émigré Amelot, pour loger la bibliothèque ; trois jours après, il désigne pour la confection du catalogue trois membres du tribunal qui cumulent ce travail avec celui de leurs charges⁴ et, un an plus tard (pluviôse an III), 11 bibliothèques seront classées, 3 ou 4 resteront encore à inventorier⁵ ; le tout atteignant, en messidor an III, le total imposant de 6.000 volumes⁶.

C'est un ensemble de même nature, mais inférieur au premier que présente le district de Baugé : même promptitude dans l'exécution du décret, même choix comme local d'une maison d'émigré (celle de René-Armand Crochard), « située au centre de la commune », même désignation immédiate de commissaires, faite ici, concurremment par le district et la société populaire⁷ ; mais ici, les choix sont moins heureux⁸, et les ressources inventoriées moins considérables⁹. Cependant, en thermidor an III,

¹ A. N., F¹⁷ A 1186. Lettre du district au Comité d'Inst. publiq. (27 floréal an II) sur le même objet : « Le district n'avait dans son ressort aucunes communautés religieuses, seul endroit où il eût pu trouver des bibliothèques. Il n'avait également que quelques émigrés qui tous n'étaient pas curieux, en bonne littérature. Ces ci-devant nobles ne savaient que chasser et manger et dormir ; il ne s'est trouvé dans leurs vieux donjons que des livres de fief et de vieille théologie qui sont tombés sous le feu républicain et ont fait hommage à la raison, etc. » (Signé : Blettau et Gendron, v. p.)

² Inventaire des livres trouvés en la maison de La Roche, commune de Noyant-la-Gravoyère, appartenant au nommé Dieusie, Louis Dieusie, condamné, 4 p. mss., 379 vol. et 116 divers et de peu de valeur (24 frimaire an II). Invent. maison de La Pisatière, commune du Lion-d'Angers, Poullain émigré, 4 p. mss., 174 vol. détaillés et 97 de nulle valeur. (A. N., F¹⁷, 1186. — A. D., Q 11, § 2, Dos. 22 et 52.)

³ A. D., Dist. Reg. délib., 20 nivôse an III.

⁴ A. D., L 11, Reg. proc.-verb., t. IV, f^{os} 271, 272, 321.

⁵ A. N., F¹⁷ A 1186, 14 pluviôse an III.

⁶ A. D., L 915. Demande d'indemnité des bibliothécaires pour une bibl. de 6.000 vol., 4.000 fichets, 4.000 cartes à écrire, les mettre par ordre alphabétique, les enfiler, les transcrire dans le même ordre sur 60 f. de papier et collectionner le tout conformément au décret du 8 pluviôse an II, etc.

⁷ A. D., L 11, Reg. du district, 25 nivôse et 25 ventôse an III.

⁸ Ibid., Dist., Dos. 31, 10 et 20 germinal an II.

⁹ Bibl. vendues (Q 11, § 2, Dos. 31. Hardouin-Girardièrre, 5 novembre 1792, Dos. 40, Legros du Princé, 6 janvier 1793) ; ou pillées (Dos. 43, Maillé de Jalesnes, 5 nivôse an II) ; ou perdues (Dos. 37, Lefebvre de Laubrière, à Vernantes, février 1793).

trois dépôts de livres renfermeront « un nombre important de volumes »¹.

Dans ces deux districts, le travail était donc à pied d'œuvre, lorsque les restitutions, prescrites par la loi du 30 ventôse an III concernant les biens des condamnés, viendront en partie détruire l'œuvre commencée en l'an II, privant ces deux bibliothèques de leurs locaux² et d'une partie de leurs ressources³. Les ouvrages demeurés propriété nationale seront recueillis au district jusqu'au jour où, en nivôse an VI, ils viendront grossir le fonds de la bibliothèque nationale installée à l'École centrale du département⁴.

4. Plus important que les districts de Baugé et de Châteauneuf, celui de Saumur devait entreprendre, avec plus de méthode, l'application du décret de pluviôse an II. Là, les ressources sont plus considérables ; les commissaires préposés à la bibliographie sont plus qualifiés ; le local choisi est plus digne du *Muséum* que l'on se propose de créer ; et les efforts soutenus de deux années auraient été couronnés de succès, si tout n'avait été remis en question par les défaillances de la réaction thermidorienne.

En pluviôse an II, l'œuvre ébauchée dans le district sous la Constituante avait été réduite à néant par la guerre de Vendée⁵ ; mais le district possédait encore de nombreuses ressources provenant principalement des abbayes bénédictines de Saint-Florent et de Saint-Maur, de l'Oratoire de Saumur et d'un grand nombre de maisons d'émigrés ou condamnés politiques, ressources dont on peut retrouver la trace dans les volumineux dossiers des archives du département⁶.

Pour rassembler toutes ces richesses, à la fois artistiques et littéraires,

¹ *Ibid.*, Lt 926. Lettre du district au dép., 10 thermidor an III.

² *Ibid.* « Un des dépôts de livres et ce qui reste du cabinet du Lathan sont dans une maison qui dépend de la succession Crochard désignée provisoirement pour recevoir les bibliothèques. Les héritiers y sont rentrés comme dans tous les autres biens, et déjà ils l'occupent. L'administration est donc obligée d'en chercher une autre et l'embarras est de trouver un local convenable, etc. » (10 thermidor an III.)

³ A. D., Q 11, § 2, Dos. 14, Colasseau dit Bernerie (Tiercé) (4 ventôse an V). Lt 926... « La meilleure partie d'un des trois dépôts doit être rendue aux héritiers de René-Armand Crochard, condamné, etc. » (10 thermidor an III.)

⁴ *Ibid.*, Q 11, § 2, D. Châteauneuf, pièces collectives, 110. Inventaire des effets transférés du magasin de Châteauneuf à Angers, 5-17 nivôse an VI. L'inventaire comporte : art. 21 à 28, 116 vol. in-4^o de l'*Encyclopédie*, de nombreux ouvrages de théologie rangés par formats ; 345 in-12 et 76 vol. in-4^o de litt., de sciences et d'arts, etc. ; 53 cartes géog. ; un globe sphérique, au total 4.422 vol. — Lt Ec. cent. : Le 24 nivôse an VI, Renou est invité par le dép. à se rendre à Baugé pour rapporter à Angers les restes du cabinet du Lathan et les livres provenant de la c. d. bibl. districale. Il fait transporter ces livres à l'Ec. centrale pour y être mis à la disposition des professeurs.

⁵ Incendie du dépôt de Saumur par « les brigands » (juin 1793) ; pillage de la bibl. des Récollets à Doué par nos soldats ; vente des deux bibliothèques des Augustins et des Bénédictins de Montreuil-Belfroy ; aliénation de la riche bibl. de Fontevault. (A. N., F¹⁷ A 1186. Corresp. du district avec le Comité d'I. P., 27 prairial an II et 25 frimaire an III. — A. D., District, 2^e Reg. Corresp., pp. 298-303.) — Voir encore sur les dilapidations dans le district de Saumur, avant le décret de pluviôse an II, le rapport des citoyens Hubert, Lamarre et Vilneau, du 25 frimaire an III (5 décembre 1794), en exécution du décret du 8 brumaire an III. (*And.*, 24^e sér., 1925, p. 235, d'après les A. D., sér. Q.)

⁶ Voir Q 11, § 2. Biens mob., 2^e orig. Sequestre, 61 dossiers classés par ordre alphabétique,

le district, secondé par la société populaire, fait choix, le 7 prairial an II, de trois commissaires recommandables à la fois « par leur patriotisme et leurs lumières », Vilneau, docteur en médecine et membre du Comité révolutionnaire, Hubert et le peintre Lamarre, qui commencent immédiatement leurs recherches ¹. En thermidor an II, le district pouvait écrire : « Depuis deux mois, nos commissaires parcourent les campagnes... chaque jour, ils découvrent de très grandes richesses et tous leurs efforts tendent à terminer leurs opérations dans le délai prescrit par la loi du 8 pluviôse ². »

Plus spécialement chargé des bibliothèques, Vilneau apportait à cette tâche un véritable zèle d'apôtre qui se révèle dans sa correspondance avec le Comité d'Instruction publique ³. Il proposait au Comité « une nouvelle méthode » de classement des livres, par siècles, méthode susceptible, d'après lui, de frapper l'esprit du lecteur et de lui montrer la progression des connaissances humaines (28 vendémiaire an III) ⁴. Se conformant aux Instructions du Comité ⁵, il lui fera parvenir, le 17 germinal, 13 inventaires sur cartes concernant les ci-devant communautés religieuses et les émigrés ⁶, sans compter 31 autres inventaires provenant des condamnés politiques et retenus provisoirement par le district ⁷.

Dans le même temps (3 thermidor an II), pour abriter toutes ces ressources, les commissaires faisaient choix de la ci-devant maison des Récollets, qui avait déjà reçu les premières collections avant le passage des

¹ A. D., L 11/25, *Reg. corresp.*

² *Ibid.*

³ A. N., F¹⁷ A 1186. « ... On enveloppe le poivre et le savon avec les œuvres de Voltaire... ; il vient de découvrir sous la fiente les œuvres d'Ovide, etc. » (Lettre à la Commission des Arts, 28 vendémiaire, an III, 4 p. mss.)

⁴ *Ibid.*

⁵ Le 19 nivôse an III, le Comité d'I. P. constate que le citoyen Vilneau « a autant d'intelligence que de lumières », mais lui recommande de suivre l'instruction de germinal an II, au lieu d'imaginer un système de bibliographie qui n'a « aucun rapport avec celui qui s'y trouve appliqué. » (A. D., district, liasse 4.) — Voir une initiative de même nature : *Éléments de la science du bibliothécaire avec un système biographique, fondé sur la nature et propre à instruire les républicains qui se destinent à former des bibliothèques nationales*, par A. Achard, bibliothécaire à Marseille. (A. N., F¹⁷ A 1079.)

⁶ Cet envoi comprenait sept catalogues se rapportant spécialement aux bibl. : (1 et 2, abbayes Bénédictines de Saint-Florent et de Saint-Maur — 3 et 4, Pellerault et Boizereault, émigrés — 5, François et Papiau, c. d. Récollets déportés — 6 et 7, abbés Gasnier et Cassin, déportés) ; les 4 autres catalogues concernaient des œuvres d'art ; 8 et 9 tableaux et cartes géog. de l'Oratoire de Saumur ; — 10 et 11, cartes et estampes de l'émigré Pellerault ; — 12, tableaux de l'église d'Allonnes ; — 13, cartes géographiques et généalogiques de l'abbaye de Saint-Florent. — Ces catalogues étaient d'importance très inégale : Saint-Florent, 174 p. mss., 1.739 ouvrages ; — Saint-Maur, 34 p. mss., 762 ouvr., — les autres ne comprennent qu'un petit nombre de volumes : Récollets, 87 ; Cassin, 9 ; Boissereault, 200 ; Gasnier, 35 ; Pellerault, 193. (A. D., Q11, § 2, D. 136, 141, 145, 11, 25, 26, 50.) — Ces inventaires n'étaient pas entièrement conformes aux Instructions du Comité : copie faite en partie sur feuilles et non sur cartes ; titres trop abrégés, etc. Le 14 floréal an III, le Comité accuse réception de cet envoi et en propose le retour au district. (A. N., F¹⁷ A 1074. A. D., Dist. de Saum., liasse 10.)

⁷ « La loi du 30 ventôse ayant suspendu la vente des biens meubles et immeubles des condamnés politiques, nous ne vous faisons pas passer trente et un inventaires sur cartes des livres provenant de pareilles maisons. C'est une besogne qui sera peut-être inutile, etc. » (L. du district à la Commission d'I. P., 17 germinal an III. A. N., F¹⁷ A 1186.)

Vendéens. Suffisamment spacieuse « pour permettre le classement avec méthode des livres nombreux qui y seront recueillis »¹, cette maison pouvait être, à très peu de frais², transformée, suivant l'expression du district, « en un temple de la philosophie »³.

Mais dans ce district comme dans les autres, le gouvernement de thermidor paralysera les initiatives. C'est en vain que le district insistera pour enlever le local des Récollets à l'administration militaire qui le détenait depuis deux ans. Aux démarches pressantes faites auprès du Comité d'Instruction publique pour aboutir à la création projetée, celui-ci répondra, en messidor an III, de « surseoir au choix définitif d'un Muséum », sur ce motif que « le Comité voulait proposer à la Convention nationale un travail général sur l'établissement des bibliothèques dans toute l'étendue de la République »⁴.

5. Situé au chef-lieu du département, le district d'Angers devait être plus favorisé que celui de Saumur et, grâce à l'initiative du Conseil général, grâce au zèle éclairé du bibliothécaire dom Braux, grâce enfin à l'importance exceptionnelle de son dépôt, Angers devait rassembler, au temps de la Convention, les volumineuses collections qui constitueront le premier fonds de la bibliothèque nationale, ouverte au public, au temps du Directoire (10 germinal an VI).

C'est en effet sur l'initiative du département qu'était adressée, à la Convention, dès la fin de 1792, une pétition tendant à obtenir, par décret, la création d'une bibliothèque publique, pétition qui constitue la première charte de cette bibliothèque. « Les bons livres, y est-il dit, ont fait nos deux révolutions ; les bons livres seuls peuvent en rendre le succès permanent et glorieux » ; des ressources considérables ont été réunies, en exécution des lois, provenant des bibliothèques monacales. On doit considérer « comme un bienfait, l'autorisation de rassembler dans un établissement public, les livres qui, dans ce département, se trouvent à la disposition de la Nation » (3 octobre 1792). Cette pétition ne devait recevoir du ministre Rolland qu'une réponse dilatoire (18 octobre)⁵.

D'autre part, au moment où paraît le décret de pluviôse an II, les richesses littéraires, laissées en souffrance dans l'église Saint-Martin, sont confiées (19 ventôse an II) à la garde du ci-devant bénédictin dom

¹ Pétition des citoyens Vilneau, Hubert et Lamarre, 3 thermidor an II. (Q 11, § 2, pièces gén., 191, 192.)

² Devis de l'architecte Aubert s'élevant à 3.007 l. 10 s. pour l'appropriation du local. (LII/T 178, 6 thermidor an II.)

³ District, 2^e reg. corresp. (L. au Comité d'I. P., 25 frimaire an III.)

⁴ Ibid., 3^e Reg. corresp., 9 messidor an III.

⁵ A. D., L 10. Cons. gén., pr.-verb. — A. N., 17 A 1186. M.-et-L. Lettre du dép. à Rolland 3 octobre 1792 ; réponse de ce dernier (18 octobre) ; nouvelle requête du dép. (26 octobre 1792).

Braux¹, qu'un an auparavant Brevet de Beaujour recommandait déjà à ses collègues du département, « pour ses connaissances rares et une modestie qui le rendait plus estimable encore »². Pendant un an, de nivôse an II à frimaire an III, époque où il sera désigné par le district pour l'École normale, dom Braux « aimant la retraite et l'obscurité »³ s'identifie en quelque sorte avec son dépôt, grossi chaque jour des nombreux apports des maisons d'émigrés⁴, des prêtres déportés⁵ et des condamnés politiques⁶. Il mène à bonne fin le récolement des livres. Comme il le déclarera lui-même, « il s'y est livré sans relâche et est parvenu à établir à peu près l'ordre bibliographique de cette immense collection de volumes qu'il avait trouvés dans une effrayante confusion »⁷.

Malgré les restitutions qui seront faites, comme dans les autres districts, par application de la loi de ventôse an III, malgré l'impossibilité d'obtenir à Angers, comme à Saumur, des services militaires, l'évacuation du local proposé (la ci-devant abbaye Saint-Serge)⁸, Angers possédait en puissance à la fin de la Convention et par application des lois révolutionnaires, l'une des plus riches bibliothèques de province⁹.

¹ A cette date, le district adjoint à Merlet, chargé du Muséum, le citoyen Braux pour accéder la confection du catalogue général des livres composant la bibl. (A. D., L II. District, 3^e Reg. corresp., s., 19 vendémiaire an II.)

² L 915. Lettre au dép. par Brevet de Beaujour, commissaire au dép., pour la surveillance des livres appartenant à la Nation (19 août 1793).

³ BOREAU, *Le Jardin des Plantes d'Ang. (R. d'Anj., 1852, t. II, p. 53.)*

⁴ Villier et Erasme de Contades (1^{er} messidor an II), 265 vol. (Q II, § 2, Dossiers 15 et 60). Gourreau (5 germinal an II), 385 vol. de divers formats, traitant la plupart de jurisprudence, d'autres ascétiques, parmi lesquels se trouvent les 25 premières livraisons de l'*Encyclopédie* (Dos. 30). Letourneux dit Beaumont (28 thermidor an II), 39 vol. in-4^o formant l'*Encyclopédie*, 160 vol. divers sur des matières de jurisprudence, ascétiques, romans, etc. (Dos. 41).

⁵ Boulinois, ex-prêtre (11 prairial an II), 200 vol. « presque tous de dévotion » (D. 8). — Brosier, c. d. chanoine (26 germinal an II), 47 vol. (D. 9). — Claveurel, ex-curé de la Trinité (5 germinal an II), 238 vol. « théologiques, liturgiques et ascétiques » (D. 13). — Gilly, c. d. chanoine (12 pluviôse an III), « plus de 360 vol. au nombre desquels est l'*histoire des sciences*, en 39 vol. in-4^o, l'*histoire univ.*, en 63 vol., l'*histoire naturelle*, de Buffon, etc. (D. 28). — Guillon, c. d. chanoine (22 pluviôse an II), 207 vol. (D. 31). — Hullin, dit La Coudre, ex-prêtre (26 germinal an II), 55 vol. (D. 32). — Louet, prêtre déporté (15 nivôse an II), 90 vol. de matières théologiques, 36 in-4^o, 22 in-8^o et 295 in-12 presque tous livres ascétiques et morale chrétienne (D. 42). — Mongoden, c. d. chanoine émigré ou réputé tel (22 pluviôse an II), 65 vol. (D. 45). — Mondor, c. d. curé de Vauchrétien (3 ventôse an II), 63 vol. (D. 45). — Poulain, dit La Guerche, c. d. chanoine (6 brumaire an III), « une bibliothèque consistant dans l'*Encyclopédie*, édition de Genève, l'antiquité expliquée par Montfaucon, l'*histoire naturelle* de Buffon, édition in-12, plus 40 vol. de jurisprudence, et 67 vol. in-12 de matières ecclésiastiques, etc. » (D. 52).

⁶ Body Victor, homme de loi à Angers, condamné à la peine de mort comme contre-révolutionnaire (inventaire du 13 août 1793), livres remis à la bibl. (6 brumaire an II) (D. 6). — Delaunay Joseph (17 prairial an II), 250 vol. estimés 200l. (D. 20). — Couraudin fils, procureur à Angers, dit Couraudin La Noue, guillotiné comme contre-révolutionnaire (8 fructidor an II). — 181 vol. de divers formats « jurisprudence, latinité, littérature et romans » (D. 18). — Pocquet, dit Livonnière (14 frimaire an III), nombreux manuscrits, œuvres du célèbre avocat Claude Pocquet (D. 51). — Viger, condamné à mort, représentant du peuple à la Convention (pluviôse an II), 4 p. mss., estimation : 201 l. 8. s. (D. 60), etc.

⁷ L II. District, *Reg. des pétitions*, n^o 1023 (15 frimaire an III).

⁸ L 915. (L. Brevet de Beaujour, 19 août 1793.)

⁹ Aucun catalogue d'ensemble n'avait été dressé à la fin de la Conv. (A. N., F¹⁷ A 1079.) *Relevé des catalogues bibliog. faits sur cartes et envoyés par les districts au bureau de la bibliographie. Dép. de M.-et-L. Néanmoins, en l'an VII, cette bibl. comptera plus de 40.000 volumes non compris « une prodigieuse quantité de livres de théologie et de jurisprudence qui n'étaient d'aucune utilité. »* (L 914. L. du dép. au ministre, 29 frimaire an VII. — *Aff.*, n^o 52, 14 nivôse, an VII.)

III. — Conservation du Jardin botanique d'Angers

1. A l'époque révolutionnaire, on le sait, l'histoire naturelle apparaît surtout comme une auxiliaire de l'agriculture et l'un des moyens généraux d'instruction mis au service du peuple. C'est déjà cette idée qui avait inspiré le règlement de 1790 sur le Muséum de Paris. C'est elle qui se retrouve dans les nombreuses mesures prises en l'an II pour la conservation et le développement des jardins botaniques : décret constitutif du jardin de Paris, du 10 juin 1793¹; rapports de Grégoire sur l'établissement, dans chaque département, d'une « maison d'économie rurale »²; décret du 16 germinal an II sur l'obligation pour les départements d'assurer « la conservation provisoire »³ des jardins botaniques; décret du 11 prairial, an II sur le secours de 150.000 livres pour l'entretien des jardins existants⁴.

2. Devançant les dispositions de la Convention, le Conseil général du département décidait, le 2 janvier 1793, de continuer pour le Jardin botanique d'Angers — l'un des 22 jardins botaniques de France⁵ — et pour la présente année 1793, le secours de 4.500 livres accordé en 1792. L'histoire naturelle formait à ses yeux, en effet, « non seulement une partie essentielle de l'Instruction publique, mais encore une source féconde de richesses agraires et commerciales pour la République »⁶. A cette date, il est vrai, la Société des Botanophiles, « dispersée par la tempête révolutionnaire⁷ », se sépare d'elle-même. Merlet, seul survivant de la pléiade des botanistes angevins, et qui vient d'être chargé par le Directoire du département de rassembler toutes les collections de Maine-et-Loire (5 janvier 1793)⁸, assure aussi à lui seul la conservation du jardin, commence la construction, en pisé, de la serre qui lui manque, obtient des Vendéens, maîtres de la ville en juillet 1793, et au risque de sa vie, « un placard qu'il affiche à la porte du jardin, pour en défendre l'entrée »⁹. Mais, en décembre, au moment du siège, il lui faut assister, impuissant, au pillage du jardin, situé hors ville, et devenu, avec l'abbaye Saint-Serge,

¹ GUILLAUME, *Proc.-verb., Conv.*, t. I, p. 478.

² *Ibid.*, t. II, p. 460.

³ *Ibid.*, t. IV, p. 54.

⁴ *Ibid.*, t. IV, p. 509.

⁵ *Ibid.*, t. II, p. 474. (Rapport de Grégoire.)

⁶ A. D., *Proc.-verb.* (s. 2 janvier 1793).

⁷ PORT, *D.*, t. I, p. 88.

⁸ A. D., Direct. du dép., *Proc.-verb.* (5 janvier 1793).

⁹ Dénoncé par le jardinier Loitière, parce que le placard portait en tête : *Au nom de Louis XVII*, etc., traduit devant le Comité révolutionnaire d'Angers et mis en détention, parvint à se disculper grâce à la protection de quelques amis. (BOREAU, *R. d'Anj.*, 1852, t. II, p. 60.)

où étaient rassemblées les collections d'art et d'histoire naturelle, le centre d'attaque des Vendéens.

Aussi, lorsqu'à la suite du décret du 16 germinal an II (9 avril 1794), Merlet eut à répondre au questionnaire détaillé sur les ressources du jardin, il pouvait opposer, dans un contraste frappant, le passé au présent. Suivant point par point le questionnaire proposé¹, il rappelle les origines du jardin, l'initiative désintéressée des particuliers pour créer un établissement « qui manquait à l'Université d'Angers », dresse la liste glorieuse des associés de la première heure, la fait suivre du plan détaillé du jardin, en énumère les ressources propres à favoriser le reboisement du district de Baugé, le peuplement des vergers de la vallée, les progrès de l'économie rurale dans le département ; puis il rappelle le succès des cours publics, jusqu'au jour où les auditeurs durent aller combattre dans la Vendée et aux frontières. Ainsi la guerre civile avait tout compromis : les élèves sont partis aux armées ; les collections sont perdues et ce qu'il en reste « ne mérite plus le nom de cabinet d'histoire naturelle » ; enfin, le jardin « foulé aux pieds par une fourmilière de brigands » n'a dû qu'à la saison de n'être pas entièrement détruit².

3. Seul, au milieu de ces ruines Merlet reste debout ; seul, ou presque seul, il reprend la tâche interrompue. En 1794 et encore en 1795, il continue à donner tous ses soins au jardin et le protège de son mieux contre les déprédations du public³. A la fin de la Convention, le Jardin botanique d'Angers sera redevenu un centre d'étude et, peu après, il constituera, comme la bibliothèque d'Angers, une annexe précieuse de l'École centrale.

IV. — *Création d'un Muséum au chef-lieu du département*

Les mesures particulières qui concernent la création des bibliothèques « districales » et le « maintien provisoire » des jardins botaniques ne sont ; en réalité, qu'une partie des mesures d'ensemble destinées à la fondation, dans chaque département, d'un Muséum des lettres, des sciences et des arts. Dès lors, sont rassemblées, en Maine-et-Loire, les premières collections de sculpture, de peinture et d'histoire naturelle qui constitueront, par la suite, le premier fonds du Musée actuel des Beaux-Arts de la ville d'Angers.

¹ Questions proposées par les Comités des domaines et d'Instruction publique réunis, répondues par le citoyen Merlet La Boulaye, conservateur des dépôts destinés à former le musée angevin. (Imprimé par ordre du district. Angers, Jahyer et Geslin, an III, in-4° 48 p. (B. A., SH 23a.)

² *Ibid.*, questions 21 et 23.

³ BOREAU, *R. d'Anj.*, 1852, p. 61.

1. L'arrêté du 5 janvier 1793, pris par le département à l'occasion de la vente du château du Lathan, et par application du décret du 10 octobre 1792, visait, lui aussi, non seulement les bibliothèques, mais les collections de toutes sortes : « cabinets d'histoire naturelle, objets scientifiques, monuments des arts, existant dans les maisons d'émigrés ». (art. 1^{er}). L'art. 3, qui s'appliquait spécialement à ces derniers objets, chargeait « le citoyen Merlet, conservateur, secrétaire de la Société des Naturalistes et Botanophiles d'Angers de se transporter dans toutes les maisons d'émigrés, pour en dresser l'état et l'inventaire... pour les faire transporter sans délai dans la maison de Saint-Serge où ils devaient être confiés aux soins de la Société et sous la surveillance du département »¹.

Précisant ces instructions aux districts, le département se bornait, pour le présent, à prescrire des inventaires sur place (15 janvier 1793)², et quelques jours plus tard, rappelant ce qu'il avait fait lui-même dans la cité, en établissant « une espèce de Muséum ou de temple dédié aux arts », il les invitait à conserver soigneusement dans toutes les ventes « tout ce qui a un rapport direct avec les sciences exactes », se réservant d'en faire ensuite le transport à Angers (19 janvier 1793)³. Ces mesures dilatoires devaient entraîner dans les districts isolés la détérioration, puis la perte d'objets précieux. Ce sera le sort en particulier de la collection d'histoire naturelle, cependant si intéressante de l'émigré Pays du Lathan, inventoriée par Merlet dès le 15 janvier 1793⁴ et qui, restée sur place, se trouvait en ventôse an II, « dans le plus mauvais état »⁵.

2. Au moment où, durant la crise d'août 1793, Robespierre est aux prises avec la démagogie des Enragés⁶, où, en province comme à Paris, commence une violente réaction contre les cultes et où la destruction des vestiges du passé entraîne celle des lettres de prêtrise, des parchemins universitaires et aussi celle d'œuvres d'art qui portaient les traces de la « superstition »⁷, où enfin les savants eux-mêmes paraissent inutiles et

¹ A. D. L. *Proc.-verb. du direct.*, O. Couffon, *Musée d'Histoire nat.*, pp. 6, 7.

² *Ibid.*, L. 193. *Corresp. du proc.-gén. syndic.*

³ *Ibid.* et L. 11. Dist. de Baugé, carton 31.

⁴ Là se trouvaient, en janvier 1793, indépendamment d'une bibliothèque garnie au pourtour de cinq rayons de livres, un cabinet d'histoire naturelle, consistant en une pièce d'entrée consacrée à l'ichthyologie et aux insectes ; puis une vaste galerie avec quatre armoires remplies d'oiseaux empaillés, huit tables garnies d'animaux, artificiellement arrangés et placés sous verre ; des boîtes de coquillages dans l'embrasure des fenêtres ; des serpents suspendus au plafond ; en outre 44 gravures sous verre, une vingtaine d'estampes, une machine électrique, etc. (A. D., Q 11, § 2. Doss. 69.)

⁵ A. D., L. 920. Invent. par le district de Baugé (23 ventôse an II).

⁶ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 31.

⁷ Voir sur ce point : Rapport de Grégoire à la Convention, 14 fructidor an II-8 brumaire an III et 24 frimaire an III. (GUILLAUME, *Conv.*, t. IV, p. 999 ; t. V, pp. 166 et 295.) Voir à Angers, destruction dans les églises (août 1793) ; abjuration et brûlement des lettres de prêtrise de l'évêque constitutionnel. Hugues Pelletier, 30 septembre 1793 etc.. BLORDIER, *ouv. cité.* t. I, pp. 324-344-419, etc. A Saumur, autodafés d'objets de piété. (DESMÉ, *ouv. cité.* pp. 238, 294, etc.)

vont devenir suspects ¹, à Angers, la figure de Merlet se détache avec un relief puissant.

Conservateur du Muséum angevin depuis le 5 janvier 1793, et confirmé dans ses fonctions par les représentants du peuple en vendémiaire an II, Merlet joint, à la passion pour les sciences, un patriotisme éclairé et un désintéressement absolu. Ne désirant « aucun avantage pécuniaire pour fruit de sa peine et de son travail », et cependant « ruiné » par la guerre civile, « il se croit redevable à la patrie, de toutes ses facultés » ² et s'acquitte courageusement de sa mission, accumulant, dans son dépôt de Saint-Serge, les collections scientifiques et artistiques du district et les préservant de son mieux contre les dilapidations dont elles sont l'objet ³. Tout allait être détruit au moment du siège, en frimaire an II (décembre 1793), en même temps qu'était foulé aux pieds le Jardin botanique, et c'est encore à Merlet lui-même qu'il faut en demander le récit : « J'avais rassemblé dans la ci-devant maison de Saint-Serge, une collection d'animaux et de minéraux ; j'y avais formé un cabinet de physique et de mécanique ; j'étais occupé d'un atelier de chimie, d'un cabinet de peinture, de sculpture, d'un cabinet d'estampes, d'inscriptions, de monnaies et de médailles. J'étais même parvenu à retirer quelques monuments du moyen âge du torrent révolutionnaire qui entraîne avec une rapidité effrayante les monuments propres à l'histoire, lorsque les scélérats qui font la guerre à la République, mirent le siège devant Angers, se logèrent dans Saint-Serge et formèrent leur première et principale attaque au milieu des collections du Musée. Ainsi, ce temple des sciences et des arts, devenu le repaire des brigands, fut foudroyé par notre artillerie, et après la levée du siège fut pillé et dévasté, dans l'intervalle du temps nécessaire pour y établir une garde... L'étendue des pertes est si considérable qu'il vaudrait peut-être mieux n'avoir rien que d'avoir des objets dépareillés ou mutilés, des pièces et des machines faussées ou délabrées ⁴. »

Tout était donc à reprendre par la base.

3. Alors commence une seconde étape qui devait être décisive. La première mesure fut d'assurer la conservation des débris du Muséum. Dès la levée du siège (17 frimaire an II-7 décembre 1793), sur la décision du département et sous la surveillance de Merlet, « tout ce qui avait pu échapper à la barbarie du vandalisme », est transféré dans les maisons

¹ GUILLAUME, *Conv.*, t. IV, p. 393 et *Rév. franç.*, t. XXXVIII, 1900, p. 385. Un mot légendaire : « La République n'a pas besoin de savants. »

² A. D., L. 11. D. d'Ang., *Bureau du bien public*, n° 12 (9 nivôse an III).

³ O. COUFFON, *Le Musée d'Hist. nat.*, pp. 9-11.

⁴ Questions : 21^e, etc. A. D., L. 916. *Lettre du Conservateur du musée angevin aux adm. du district d'Ang.* (21 pluviôse an II).

des émigrés d'Andigné et de Contades, situées au centre de la ville¹. Lorsqu'en floréal an II, l'attention de la Commission des Arts se porta spécialement sur les objets précieux rassemblés « sous la surveillance éclairée » de Merlet la Boulaye², tout ce qui avait pu être tiré du désastre était depuis longtemps à l'abri.

Une seconde mesure, prise en application de la loi de pluviôse, fut la décision du district qu'aucune vente ne serait désormais effectuée sans en référer au citoyen Merlet (19 ventôse an II)³. Puis, le représentant Bézard chargeait Merlet de former une commission « pour rechercher tout ce qui, dans le département, conviendrait à l'Instruction publique » (9 thermidor an II)⁴.

Enfin, après le 9 thermidor, sous l'effet de l'impulsion donnée en l'an II, une dernière mesure viendra assurer la coordination de tous ces efforts : ce sera l'organisation, en frimaire an III (décembre 1794), d'une Commission des Arts, à l'instar de celle de Paris⁵, et dont l'âme devait être encore Merlet la Boulaye. Rendant justice « à ses connaissances, à son dévouement entier à la chose publique » et « à son patriotisme épuré », le représentant Bézard le conservera dans la « direction et la surveillance générale du Musée du département » (art. 1^{er}), et lui donnera pleins pouvoirs pour le transfert de tous les dépôts contenus dans les districts ou les maisons d'émigrés (22 frimaire an III-12 décembre 1794)⁶.

Huit jours plus tard, le 30 frimaire an III (20 décembre 1794), Merlet prendra à son tour un arrêté que l'on peut à bon droit considérer comme l'acte initial de la fondation du Musée d'Angers : « Considérant que l'amour des arts est instamment lié à celui de la patrie et que les talents se tiennent par la main comme les vertus », Merlet arrête la formation d'une Commission des sciences et des arts, qu'il divise en trois sections. « La première aura pour objet l'histoire naturelle, la physique et l'agriculture ; la seconde, les manuscrits et les bibliothèques ; la troisième, les tableaux, bustes, statues, gravures, etc. » Il place à la tête de chacune d'elles, les citoyens les plus qualifiés : G. Huard, Préseaux et Héron pour la première ; Braux pour la seconde ; Giraud et Domet pour la troisième⁷ ; tous doivent « dans le plus bref délai », commencer leurs opérations.

Jusqu'en nivôse an III, époque où Merlet, « conservateur du Musée angevin », se rendra comme Braux, à Paris, pour y suivre les cours de

¹ A. D., Q 11, § 2, Doss. 60. Villier et son gendre Erasme de Contades. (Inventaire fait en présence de Merlet, de la maison disposée pour l'installation du Musée, 25-27 thermidor an II, 12 p. mss.)

² A. N. F¹⁷a 7. *Reg. de la Commission des Arts*, p. 62 (s. 5 floréal an II).

³ A. D., L 11. Dist. d'Ang., 3^e Reg. (s. 19 ventôse an II).

⁴ O. COUFFON, *ouv. cité*, p. 15.

⁵ GUILLAUME, *Conv.*, t. V, p. 199. Arrêté du Comité d'I. P. sur l'organisation de la Commission temporaire des Arts divisant celle-ci en 5 sections : hist. nat., physique, mécanique, peinture, bibliographie, 14 brumaire an III.

⁶ A. D., L 916.

⁷ A. D., L/t 939.

l'École Normale¹, s'accroîtra le dépôt des *beaux-arts* dans la maison de Contades, comme celui des livres dans le même temps à la ci-devant église Saint-Martin. Chaque page du registre de magasin du district², comme chaque dossier d'émigré ou de condamné³, contient, en effet, l'énumération de ces objets qui viennent enrichir le nouveau patrimoine national.

Parmi tous ces apports, il faut faire une mention spéciale pour la collection de tableaux d'Éveillard de Livois, qui était d'une importance exceptionnelle. Estimée en 1788 à 70.000 livres (ramenée à 50.000 en 1790), composée de près de 400 toiles, mise sous scellés en prairial an II, cataloguée par le peintre Giraud en fructidor an II, à la satisfaction de la Commission des Arts de Paris, cette précieuse collection, qui devait rester indivise jusqu'en l'an VII, fera retour à cette époque, par moitié à la nation (avec 197 tableaux) et constituera alors le premier et principal fonds du musée du département (5 thermidor an VII-23 juillet 1799)⁴. A toutes ces richesses artistiques, « trouvées chez des gens hors la loi » viendront s'ajouter enfin celles dont les particuliers, pleins d'émulation, se proposent « de faire hommage à leur patrie »⁵.

Pour recevoir toutes ces richesses, Merlet proposait la ci-devant maison conventuelle de Saint-Serge comme la seule qui convienne. « Ce lieu réunira des champs et des jardins ; une bibliothèque, des laboratoires de chimie, des cabinets d'instruments de physique, d'histoire naturelle et

¹ Arrêté du district, 26 brumaire an III. Départ. du 20 au 22 nivôse. — Requête au district pour obtenir la rétribution qui lui est due (9 nivôse an II). Il lui est accordé 3.650 l. pour deux années de traitement, dues le 16 du mois, à 5 livres par jour, conformément à la loi du 18 pluviôse, art. 9. (L. II, D. d'Ang., *Reg. bureau du bien public*, n° 12, 9 nivôse an III). — En brumaire et nivôse an III sont établis les mémoires concernant la gestion de Merlet ; 3 brumaire, menuiserie pour le musée, 742 l. 10 s. Compte des dépenses faites de vend. an II au 1^{er} brumaire an III ; transports à Saint-Serge pour le Musée : 197 l. 8 s. : 25 nivôse an III, autre mémoire pour les dépôts c. d. Saint-Martin à Saint-Serge et maison d'Andigné, rue Milton, 746 l. 5 s. (A. D., L. 916.)

² Q 11, § 2, D. 60. (Dist. d'Ang., *Registre du 26 frimaire an II au 25 germinal an III*). Doss. 6-10. (Réquisitions pour les établissements scientifiques d'Angers, bibl. Jardin des Plantes, muséum, an II.)

³ Scépeaux, dit Dubois Guinot, émigré (28 nivôse an II), pastels (D. 54). — Cossé, dit Brissac, émigré (pluviôse an II), tableaux (D. 17). — Boulnois, ex-prêtre déporté (6 prairial an II), tableaux (D. 8). — Tessié-Ducloseau (14 prairial an II), objets de chimie (D. 57). — Delaunay Joseph, c. d. député à la Conv. (17 prairial an II), 12 gravures (D. 20). — Villier et Erasme de Contades, émigré, Invent. (25 et 27 thermidor an II), nombreuses tapisseries (D. 60). — Quénion, ex-curé de Lézigné (24 fructidor an II), 12 gravures (D. 53). — Poulain, dit La Guerche, c. d. prêtre déporté (6 brumaire an III), gravures (D. 52). — Maurat, dit S. Louis, brigand de Vendée (19 ventôse an III), 44 estampes (D. 43), etc.

⁴ Eveillard de Livois (Pierre-Louis), mort à Angers, le 2 décembre 1790, hôtel de la rue Saint-Michel, *alias* rue de la Loi. (Voir PORT, D., t. II, p. 129.) Le catalogue imprimé publié par Sentout (Angers, in-8°, 1791, 108 p., 397 toiles), est envoyé par l'agent national du district à la Commission des Arts qui estime que cette collection de tableaux « conviendrait parfaitement à la formation d'un Muséum à Angers. » (A. N., F¹⁷ a7, *Notes et arrêtés de la Commission des Arts*, Reg. séance, 25 thermidor an II, p. 151 v.) — Catalogue dressé par le commissaire Audio, le peintre Giraud, représentant le citoyen Merlet de La Boulaye et le peintre Saintout choisis par les héritiers et comprenant 335 articles, plus un additif (6-12 fructidor an II). (A. D., Q 11, § 2, D. 24.)

⁵ « Le citoyen Girard, dit Charnacé, a déjà fait offre de ses collections ; la cit. Buzet offre ce qu'elle a reçu de feu Villebois, gouverneur de la Guyane, etc. » (MERLET, *Questions* n° 21.) L. 920. Lettre de Girard Charnacé du Lion-d'Angers, 11 thermidor an II « afin de concourir au bien public, il offre une collection de végétaux desséchés et de minéraux ; quelques livres d'hist. nat. et des échantillons de marbre, etc. »

d'anatomie... On y formerait une galerie de peinture, sculpture et gravure, un cabinet de médailles, d'inscriptions, etc... » Mais ce n'est point encore assez « d'offrir aux savants, aux amateurs des cabinets, des laboratoires et des jardins dans lesquels ils puissent étayer leurs découvertes par l'expérience », il faut encore « apprendre aux commerçants à faire usage des machines » ; montrer dans un amphithéâtre « à la jeunesse avide d'apprendre » toutes les ressources de l'histoire naturelle ; enseigner par la théorie et la pratique aux cultivateurs « les diverses parties de l'économie rurale ». Le Musée tel qu'il le conçoit sera donc, pour le département, « une source publique d'instruction », « un foyer de lumières » ¹.

4. Le départ de Merlet à Paris, en nivôse an III et son absence d'Angers jusqu'au début de l'an IV ² ; la loi thermidorienne de restitution du 3 ventôse an III, dont le département essaiera de pallier les effets désastreux ³ qui commencent à se produire à la fin de l'an III ⁴, viendront jeter un nouveau trouble dans l'œuvre entreprise. Cependant elle sera reprise par la suite et ce qui n'était encore à la fin de la Convention que collections éparses, deviendra, sous le Directoire, dans l'ancien logis Barrault, ci-devant Séminaire diocésain, le Musée national du département.

V. — Première application du nouveau système de poids et mesures

1. Enfin, c'est encore une mesure de réalisation et d'utilité sociale que celle qui date de la même époque et qui concerne le nouveau système de poids et mesures. Ébauchée seulement en 1790, cette création est poursuivie activement par la Convention ⁵. Le 1^{er} août 1793, était voté le décret établissant pour toute la République, la même uniformité de poids et mesures ⁶.

La première application qui en fut faite concerne l'usage des monnaies. Faisant suite aux dispositions préliminaires ⁷, le décret du 17 frimaire

¹ A. D., L 920. *Questions*, etc., pp. 43-48.

² Merlet avait trouvé une place à Paris, comme employé au dépôt littéraire de Louis la Culture, le 23 vendémiaire an IV (15 octobre 1795). Le Comité d'I. P. décide de lui maintenir ses émoluments pour l'indemniser de son voyage dans le département où il doit retourner « pour opérer le triage et retirer des dépôts les objets qui doivent être rendus aux héritiers des condamnés ». (GUILLAUME, *Conv. Proc. verb.*, t. VI, p. 785.)

³ Le 10 thermidor an III, la Commission des Arts du dép. pour éviter des pertes regrettables, offre de racheter les objets réclamés aux termes de la loi. (Adresse du dép. au Comité d'I. P., 11 fructidor an III-28 août 1795.) (*Ibid.*, p. 596.)

⁴ Villier et Erasme de Contades, restitution de meubles en l'absence de Merlet, 25 pluviôse an III (D. 60). — Legoux Duplessis, mort en prison sans jugement, 12 nivôse an II ; inventaire 25 fructidor an II ; restitution, 18 thermidor an IV ; tableaux (D. 37), etc.

⁵ Rapport présenté à la Conv. nat. au nom de l'Académie des sciences par le citoyen Borda, l'un des commissaires nommés pour les poids et mesures (25 novembre 1792). (GUILLAUME, *Proc.-verb.*, *Conv.*, t. I, p. 227 et suiv.)

⁶ *Ibid.*, t. II (présentation et vote du projet, p. 9 ; tableau du système métrique, pp. 10, 11 ; rapport d'Arbogast, pp. 19, 20).

⁷ D., du 24 août 1793 sur la frappe des pièces nouvelles ; D., du 16 vendémiaire an II sur le système monétaire. (*Ibid.*, t. II, pp. 665-668.)

an II, portait, qu'à partir du 1^{er} germinal, les marchés et les comptes avec les fournisseurs de la République seraient stipulés et rendus en livres, décimes et centimes¹; puis l'instruction du 25 germinal an II (14 avril 1794), « à l'usage de tous les citoyens, contenait des instructions simples sur la manière de se servir des nouveaux poids et mesures et sur la pratique des opérations arithmétiques relatives à la division décimale ». Dans la lettre qui accompagnait cet envoi, le ministre de l'Intérieur Hermann rappelait « les immenses avantages » qui devaient résulter de cette réforme, « la nécessité de préparer les citoyens » à recevoir, avec reconnaissance, les « mesures républicaines », l'envoi imminent des nouveaux étalons, l'obligation pour le département de faire réimprimer cet ouvrage, sous sa surveillance, en nombre suffisant, pour « servir à l'enseignement comme livre élémentaire » et pour que tous les citoyens puissent facilement se le procurer. Il terminait en invitant les administrations de département à lui faire part « de leurs propres réflexions sur les moyens les plus prompts à opérer cette importante révolution »².

2. Les districts du département qui, on se le rappelle, avaient répondu avec tant d'empressement à l'initiative de la Constituante, firent preuve, au nord de la Loire, de la plus grande émulation : à Angers, le district décide la réimpression de l'ouvrage à 1.500 exemplaires « pour être répan-dus et distribués dans toutes les communes du district » et « pour y servir à l'instruction des citoyens ». (6 floréal an II)³. A Châteauneuf, il est décidé que des mesures seront prises immédiatement pour l'impression et que 200 exemplaires, fournis par l'imprimeur du district d'Angers, seront distribués « aux municipalités, comités de surveillance, sociétés populaires et aux citoyens »⁴. Enfin, à Saumur, le district, toujours à l'avant-garde du mouvement républicain dans le département, accuse réception, en termes chaleureux, de l'envoi qui lui a été fait (11 floréal)⁵. Le lendemain (12 floréal), « pénétré de l'importance de mettre à exécution une loi destructive de tous les préjugés », il presse le directeur de l'imprimerie des administrations réunies, à Paris, de lui adresser « sans délai », 200 exemplaires de l'ouvrage « sur les mesures républicaines ». Le 17 prairial, la Commission exécutive de l'Instruction publique exprimait au district sa satisfaction « pour le zèle civique » témoigné par lui « pour disséminer la doctrine de ce nouveau calcul républicain »⁶.

¹ A. D., L 543, *Poids et mesures*. Imprimé, 8 p.

² A. D., L 543. Imprimé, 4 p. (25 germinal an II).

³ A. D., L 11, Dist. d'Ang., *Proc.-verb.*, s. 6 floréal an II.

⁴ District de Châteauneuf, *Reg. délib.*, f° 98.

⁵ A. D., L 11/25. Dist. de Saumur, *Reg. de corresp.*

⁶ *Ibid.*, L 11/10 (liasse 10). Commission exéc. de l'I. P. au dist. de Saumur. Paris, 17 prairial an II.

3. Mais il ne semble pas que l'enthousiasme manifesté en l'an II se soit maintenu l'année suivante. Après thermidor, l'élan démocratique est arrêté et tout ce qui heurte les anciens usages, se heurte en même temps à l'inertie. Lorsque la Convention, sur le rapport de Prieur, eut voté le décret du 18 germinal an II sur « la nomenclature définitive du système métrique »¹, le Comité d'Instruction publique, persuadé « que c'est surtout du zèle des autorités constituées et de tous les citoyens instruits que dépend le succès d'un projet si utile », fit auprès des districts une vaste enquête sur les moyens d'exécution de la réforme². Les districts accuseront réception des nouvelles instructions et les transmettront aux communes³. Mais, malgré les instances du Comité d'Instruction publique, les réponses des municipalités⁴ se feront attendre. Lorsque, le 30 thermidor, la Constitution de l'an III proclamera « qu'il y a dans la République unité de poids et mesures »⁵, elle affirmera un principe, non une réalité et, sous le Directoire, se poursuivra lentement une réforme qui, malgré sa géniale conception devait, pour détruire des usages tant de fois séculaires, compter sur l'épreuve du temps.

VI. — Jugement d'ensemble sur l'œuvre scolaire de l'an II

Telle fut, dans son ensemble, la conception scolaire des Montagnards de l'an II, ou tout au moins celle de la majorité d'entre eux ; telle fut son application dans le département de Maine-et-Loire.

1. Au moment où la Montagne « s'identifiait avec la République »⁶, où le Comité de Salut public, élu le 10 juillet, s'appuyait, pour faire face aux dangers, « sur la classe populaire »⁷, et où Robespierre enfin « inaugurerait une politique nationale et démocratique »⁸ au milieu de la disette accrue, des défaites militaires et de la défection de la bourgeoisie, le gouvernement révolutionnaire mettait, au premier plan de ses préoccupations, l'éducation

¹ Cette nomenclature modifiait sur deux points importants les dispositions antérieures : le franc substitué à la livre ne pèse plus la centième partie du grave, comme le voulait le décret du 1^{er} août 1793, mais vaut 20 sous comme la livre elle-même et on se borne à la diviser en décimes et centimes ; pour la division du jour on abandonne la division décimale prescrite par le décret du 4 frimaire an II et on conserve la division en heures, minutes et secondes. (GUILLAUME, *Conv.*, t. V, pp. 551-563.)

² Série de questions, au nombre de vingt-trois sur les mesures en usage dans chaque district ou chaque commune importante, sur les ressources pour la fabrication des nouvelles mesures, etc. (A. D., L 543, *Poids et mesures.*)

³ A. D., L 11. D. c'Ang., *Reg. de corresp.* Lettre du pr. syndic Monnier au citoyen Fillon, agent national de la com. d'Ang., 19 floréal an III.

⁴ A. D., L 543. L'agence temporaire des poids et mesures aux administrations composant le direct. du dép. de Mayenne et Loire (21 messidor an III).

⁵ Constitution, titre XIV, dispositions générales, art. 371.

⁶ A. MATHIEZ, *Rev.*, t. III, p. 12.

⁷ *Ibid.*, p. 15.

⁸ *Ibid.*, p. 25.

populaire. Ayant appelé le peuple à gouverner au moment où la République paraissait sombrer, il avait contracté, par là même, l'obligation impérieuse de l'instruire et de lui donner, suivant l'expression de Barère, une « prompte »¹ éducation.

Dès lors, aux conceptions idéalistes et irréalisables dans lesquelles on s'était débattu jusque-là, succède une politique scolaire de réalisations. Un nouveau plan d'éducation apparaît, « un plan simple, naturel, facile à exécuter »², et qui répond aux nécessités pressantes politiques et sociales. Dans la masse du peuple seront placées des écoles du premier degré, où la République donnera « à ses enfants » « l'enseignement gratuit des connaissances qui leur sont nécessaires pour exercer les droits et les devoirs du citoyen » et, dans les lieux indiqués « par la nature », seront placées des écoles spéciales donnant « l'enseignement gratuit des sciences utiles à la société »³.

L'école républicaine de l'an II est donc avant tout une école essentiellement démocratique, gratuite à tous ses degrés, qui vit dans la société et pour la société, qui, en un mot, fait étroitement corps avec elle. C'est dans les communes, sous la protection et la surveillance des citoyens que vivent les écoles du premier degré. L'exemple du département de Maine-et-Loire, cependant l'un des plus troublés à l'époque, suffit à prouver que, malgré la courte durée du gouvernement révolutionnaire, cette conception de l'école primaire a reçu un commencement de réalisation. De même, dans chacun des districts de la République, c'est par la sélection, que se fait le recrutement des écoles spéciales et on a vu aussi, à propos de la désignation des élèves de l'*École de Mars* dans ce département, le soin avec lequel il était procédé à ce choix. C'est ainsi qu'en l'an II, l'on concevait et l'on essayait de réaliser l'unité d'enseignement dans la République.

Pour les Montagnards de l'an II, l'éducation civique de la jeunesse, ébauchée dans les écoles du premier degré, se continue dans le milieu où vivent ces écoles, et les sociétés populaires pour les adultes ne sont en quelque sorte que le prolongement des premières écoles. Le club devenu école de civisme est une réalité en Maine-et-Loire, dans une petite agglomération, à Varennes-sur-Loire, dans une ville importante, à Saumur. Là, peut-on dire, le club se pénètre de l'esprit de l'école, comme l'école elle-même se recommande du club ; les deux institutions, différentes par l'âge de ceux qui les fréquentent, sont sorties d'une même souche populaire, et se font suite, naturellement, l'une l'autre.

¹ HIPPEAU, *ouv. cité*, t. II, p. 161. (Rapport de Barère sur l'*École de Mars* 13 prairial, an II).

² Rapport de Bouquier sur le *premier degré d'instruction* (22 frimaire an II).

³ *Ibid.*

Dans le milieu social, où tout est fait pour l'éducation des citoyens, les fêtes nationales, organisées par tous les éléments de la collectivité, conseil général de la commune, sociétés populaires et citoyens, réunissent dans un même sentiment patriotique « tous les âges et tous les sexes », suivant l'expression courante de l'époque, et font encore partie intégrante du système d'instruction publique. A la fête des *Victoires*, à Angers (décembre 1793), comme à la fête de l'*Être suprême*, à Saumur (prairial an II), c'est l'âme d'une ville tout entière qui participe à ces élans de foi républicaine et d'exaltation civique, c'est l'éducation patriotique du peuple tout entier qui est alors en cause.

Enfin, c'est encore — dans le plan scolaire de l'an II — au sein des groupements de citoyens que se placent ces « moyens généraux d'instruction » qui, selon l'expression de Bouquier, doivent « contribuer à favoriser l'essor intellectuel de la nation »¹. Ce sont ces sources complémentaires d'instruction qui se retrouvent, à Angers, avec le théâtre, « école primaire des hommes éclairés », suivant l'expression de Barère², dans plusieurs districts (Angers, Saumur, Baugé, Châteauneuf), où sont ébauchées des bibliothèques « districales », importantes à la fois par le nombre et la nature des ouvrages. Même chose à Angers encore, avec le Jardin botanique, l'un des vingt-deux jardins des départements, et avec ce Musée des arts et des sciences, où les citoyens, suivant Merlet, viendront puiser « des habitudes uniformes, des principes homogènes, les mêmes goûts, l'esprit de la fraternité sociale, enfin le saint amour de la liberté et de l'égalité »³.

Sans doute, on peut et on doit constater que, pendant les douze mois où la Montagne a théoriquement été maîtresse du pouvoir (10 juillet 1793-9 thermidor an II)⁴, elle n'a pas réussi à couvrir la France d'écoles du citoyen, ni à organiser, selon « la méthode révolutionnaire », toutes ces écoles spéciales nécessaires à la vie économique et sociale de la nation. Elle-même avait le sentiment qu'elle n'avait pas fait dans cette voie tout ce qu'elle aurait voulu⁵. On peut et on doit encore ajouter qu'en proclamant que l'enseignement est libre, elle a ouvert la porte à des abus qui ne tarderont pas à devenir un danger, lorsque l'esprit démocratique de 93 aura disparu. On peut et on doit enfin remarquer, qu'en fait, une minorité seulement de citoyens a pu mettre à profit, en l'an II, ces moyens génés-

¹ BUISSON, *D.* 24 germinal, an II. — Bouquier, *ouv. cité*, p. 556, c. 2.

² GUILLAUME, *Conv.*, t. II, p. 687. (Barère à la Convention, septembre 1793.)

³ *Questions proposées, etc.*, p. 48.

⁴ La Convention a vécu dans le chaos, au milieu d'une explosion, au centre « d'une émeute permanente, impuissante quand il fallait faire exécuter ses lois, forte seulement pour repousser l'étranger ». Ed. Lockroy, *An. Rév.*, 1920, t. XII, p. 150, *La Convention et les Soviets*.)

⁵ Saint-Just voulait doter les écoles avec les biens nationaux. Il posait en principe « qu'avant d'appartenir à ses parents, l'enfant appartient à la patrie, et il traçait le plan d'une éducation commune, à la spartiate ». (A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 176.)

raux d'instruction qui devaient favoriser la culture intellectuelle de la nation.

Ces réserves faites, il n'en reste pas moins à l'actif de la Montagne que, pour la première fois et au milieu des circonstances les plus contraires, fut fait « un effort sincère »¹ pour réaliser une éducation vraiment démocratique.

2. Le développement de la Révolution ne finit pas avec la mort de Robespierre ; mais « avec le 9 thermidor, la flamme qui avait éclairé les premiers ans de la Révolution s'éteignit »². Dès lors, les idées démocratiques reculent, et dans le domaine scolaire comme dans le domaine politique, la régression va commencer. De thermidor an II à floréal an III se succéderont les diverses étapes de la réaction thermidorienne : exclusion des derniers Montagnards du Comité de Salut public (vendémiaire an III) ; fermeture du club des Jacobins (brumaire) ; retour, à l'Assemblée, des Girondins sortis de prison (frimaire) ; déportation des restes de la Montagne (germinal) ; enfin, après le 1^{er} prairial qui consacrera la ruine du parti montagnard, abrogation de la Constitution de 1793, comme déclarée « impraticable et anarchique » (17 floréal an III-6 mai 1795)³.

Ainsi, un an après l'événement de thermidor (5 fructidor an III)⁴, la constitution démocratique de 1793 était remplacée par une nouvelle qui ne reconnaissait désormais comme « citoyens français » que ceux payant « une contribution foncière ou personnelle » (titre II, art. 8)⁵ et suspendait l'exercice des droits de citoyen pour « l'état de domestiques à gages ». (art. 13, 3^o)⁶. Ne pouvaient être nommés *électeurs* pour les assemblées primaires, que les privilégiés de la fortune⁷.

« Robespierre tombé... la bourgeoisie un instant évincée du pouvoir

¹ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 175.

² TIERSOT, *Les fêtes et les chants de la Révolution française*, p. 194.

³ BUISSON, *D.* t. I, p. 558.

⁴ Date du visa par les représentants du peuple, inspecteurs aux procès-verbaux. *Signé* : Lehaut, Enjubault. Collationé à l'original par nous, président et secrétaire de la Convention nationale. A Paris, 5 fructidor, an troisième de la République française une et indivisible. *Signé* : Marie-Joseph Chénier, président ; Derazey, Soullignac, Bernier, Laurenceot, Deutz, Quirot, secrétaires. (*Constitution de la République française et lois y relatives*, Paris, de l'imprimerie de la Répub., an IV, in-12, 360 p., voir p. 107.)

⁵ NOTA. — L'art. 9 faisait exception pour ceux « qui auront fait une ou plusieurs campagnes pour l'établissement de la République ». (*Ibid.*, p. 10.)

⁶ *Ibid.*, p. 11.

⁷ « Nul ne pourra être nommé électeur... s'il ne réunit l'une des conditions suivantes, savoir : « Dans les communes au-dessus de 6.000 habitants, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué à un revenu égal à la valeur de 200 journées de travail, ou d'être locataire soit d'une habitation évaluée à un revenu égal à la valeur de 150 journées de travail, soit d'un bien rural évalué à 200 journées de travail. » Dans les communes au-dessous de 6.000 habitants, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué à la valeur locale de 150 journées de travail, ou d'être locataire, soit d'une habitation évaluée à un revenu égal à la valeur de 100 journées de travail, soit d'un bien rural évalué à 100 journées de travail. Et dans les campagnes, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué à un revenu égal à la valeur de 150 journées de travail, ou d'être fermier ou métayer de biens évalués à la valeur de 200 journées de travail... » (Titre III, art. 35.) *Ibid.*, pp. 18, 19.

y rentra triomphante... le prolétariat retomba dans l'esclavage ; la Révolution n'avait fait en somme que remplacer une classe par une autre, l'aristocratie de la naissance par l'aristocratie de l'argent ¹. »

En éloignant du gouvernement la masse des citoyens pauvres, la Révolution, en l'an III, faisait disparaître par là-même, tacitement, la nécessité de les instruire et de former leur éducation civique ; aussi les lois scolaires qui sont toujours le miroir fidèle de la vie politique, allaient-elles marquer une régression constante par rapport à la législation scolaire de frimaire an II. Les lois thermidorienne de brumaire an III et de brumaire an IV, qui seront appliquées jusqu'au 18 brumaire, seront aussi, contrairement aux apparences, destructives de l'œuvre montagnarde. Leurs auteurs vont encore reconstruire, mais sur un nouveau plan et à leur profit.

Néanmoins, l'impulsion révolutionnaire avait été si forte, que c'est seulement par étapes successives qu'aura lieu ce recul. En brumaire an III, trois mois après la mort de Robespierre, la création de l'École normale et la nouvelle loi scolaire constitueront encore un effort pour organiser les écoles publiques ; mais un an plus tard, brumaire an IV, la dernière loi scolaire de la Convention sera une « vraie loi de renonciation, au moins en ce qui concerne l'instruction primaire » ².

Parallèlement s'organisera peu à peu, pour la bourgeoisie, une instruction nouvelle. Le décret du 7 ventôse an III (25 février 1795), institue les « écoles centrales » qui font revivre sur un mode nouveau les collèges de l'ancien régime. L'enseignement supérieur, réservé aux privilégiés de la fortune, se réorganise, avec le décret du 7 vendémiaire an III, qui rend permanente l'École des Travaux publics sous le nom, qu'elle devait porter glorieusement depuis, d'École Polytechnique. Le 30 vendémiaire an III (22 octobre 1795), fut voté le décret d'ensemble sur l'organisation des écoles dites de *services publics*.

Ce sont les étapes successives de ce renoncement à l'instruction populaire et de la reconstruction scolaire au profit d'une classe — celle des privilégiés de la fortune — qui feront l'objet des chapitres qui suivent.

¹ A. MATHIEZ, *Les Enseignements de la Révolution française*. (An. Rév., t. XIV, 1922, p. 368.)

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 319.

TROISIÈME PARTIE

**Seconde période de reconstruction scolaire
(9 thermidor an II-18 brumaire an VIII)**

Lois scolaires thermidoriennes de l'an III et de l'an IV

CHAPITRE PREMIER

Les écoles primaires à la fin de la Convention. Application dans le département de la loi du 27 brumaire an III

I. — Participation du département à la création éphémère et manquée de l'École normale de l'an III

(1^{er} pluviôse an III (20 janvier 1795) à 30 floréal an III (19 mai 1795))

L'impulsion du gouvernement révolutionnaire avait été si fortement marquée qu'elle ne disparut pas complètement avec la chute de la Montagne ; ainsi s'explique la création de l'École normale de l'an III.

1. La méthode « révolutionnaire » adoptée par le Comité de Salut public pour former promptement des soldats et que le Comité d'Instruction publique, on le sait, avait proposé d'employer pour former des Instituteurs (1^{er} prairial an II), est reprise, du moins en apparence, six mois plus tard, avec Lakanal (décret du 9 brumaire an III)¹. Issue du même principe que l'École de Mars, et recrutée de la même manière, l'École normale était destinée, en principe, à apprendre « l'art d'enseigner les sciences »² et à servir de pépinière pour la direction des « cours normaux », où, dans chaque district, seraient formés les instituteurs³. Ainsi devait être réalisée l'idée déjà ancienne de faire « une pépinière de maîtres »⁴ ; ainsi serait comblée la principale lacune de la loi de frimaire an II. On n'était encore qu'à trois mois du 9 thermidor et la foi révolutionnaire ne semblait pas totalement éteinte. Les espérances de l'an II trouvaient encore un écho dans les réponses des districts, ainsi qu'en témoignent, en Maine-et-Loire, les réponses de Cholet (28 brumaire an III)⁵, de Segré (18 fri-

¹ GUILLAUME, *Conv.*, t. V, p. 155, rapport Lakanal ; p. 171, projet de décret ; p. 191, discussion et décret du 9 brumaire, an III ; pp. 403 et 425, indemnités aux élèves de l'école ; p. 425, règlement du 24 nivôse, an III.

² Rapport de Lakanal, (BUISSON, *D.*, p. 559.)

³ Décret du 9 brumaire, an III (art. 11 à 14). BUISSON, *D.* t. I, p. 560.

⁴ F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. IX, pp. 240-243, *Origine de l'idée d'écoles normales.*

⁵ A. D., L 11, D. de Cholet, *Rég. des délib.*, p. 48 : « Le républicain Payelle se rendra à Paris avant la fin de frimaire prochain, pour recevoir et pour répandre l'instruction », etc.

maire)¹ et de Montglonne (ci-devant Saint-Florent) (22 frimaire an III)² où l'on avait connu de plus près les dures épreuves de la guerre civile.

2. En Maine-et-Loire, comme dans les autres départements³, l'appel de la Convention fut entendu. Malgré les difficultés du recrutement : pénurie des sujets⁴, réquisition militaire, refus des hommes mariés, insuffisance de la rétribution⁵, la représentation du département fut à peu près au complet⁶.

Tous les élèves choisis ont, comme le veut la loi (art. 4), au moins 25 ans, et bon nombre ont déjà atteint l'âge mûr⁷; mais il ne semble pas qu'en ce qui concerne les professions, le choix du département confirme les conclusions générales de M. P. Dupuy. « Là, dit-il, où les communes ont des sociétés populaires, on nomme seulement des instituteurs; là où s'ouvrent des registres d'inscription, beaucoup de prêtres et anciens professeurs de collège sont choisis; là où les districts font directement leur choix, ils choisissent des fonctionnaires⁸. » Or, au lieu de ces « trois catégories d'élèves très distinctes et à peu près égales », on ne trouve en Maine-et-Loire, malgré l'existence de sociétés populaires à Angers, et à Saumur en particulier, aucun instituteur choisi par ces sociétés. Le district de Saumur rejette le choix de Guet dont l'école est cependant florissante, « parce qu'à son avis », le rapport fait à la Convention tend à éloigner les anciens instituteurs « comme ne possédant pas de connaissances suffisantes »⁹. D'autre part, dans ce département, où les prêtres constitutionnels sont en minorité, on en trouve cependant un certain nombre désignés par les

¹ A. D., L 11, D. de Segré, p. 182 : « Considérant que le district de Segré, trop étendu et renfermant six cantons, n'aurait pas suffisamment d'un élève pour ouvrir dans le canton une école normale secondaire, » etc.

² *Ibid.* L 11, D. de Cholet, p. 51 : « Le district invite le citoyen Papin à se rendre à Paris... puis à rentrer sur le territoire du district de Montglonne et y ouvrir dans les chef-lieux qui seront désignés par l'administrateur du district, une école normale pour transmettre aux citoyens qui se voueront à l'instruction publique, la méthode d'enseigner qu'il aura acquise dans l'École normale de Paris. » (Voir P. DUPUY, *E. n. de l'an III*, p. 116.)

³ P. DUPUY, *ouv. cité*, pp. 115-119.

⁴ A. D., L 11/t, D. de Saumur, 170, Ec. normale. (Après des refus successifs : nomination de Duvillon, employé à la direction générale des hospices militaires de l'Ouest, qui « possède la partie de l'architecture et du dessin, ainsi que le levé des plans et les premiers principes de mathématiques et qui désire faire le bien de ses concitoyens en leur procurant les talents qu'il aura acquis », 24 frimaire, an III.)

⁵ *Ibid.*, L 11/30, D. de S., 2^e Reg. corresp., p. 382 (lettre, 17 nivôse an III au Comité d'I. P.). — L 11, D. de Vihiers, 2^e Reg. corresp., 4 frimaire an III (lettre au Comité d'I. P.).

⁶ Liste des élèves envoyés par les districts d'après un document inédit : 1.258 él. arrivés sur 1412 qui devaient être envoyés par 562 districts. Sur cette liste, le département de Mayenne et Loire figure ainsi qu'il suit : D. d'Angers, 102.728 h., 5 élèves à envoyer : 5 élèves arrivés ; — Saumur, 68.895 h., 3 élèves à envoyer : arrivés, néant ; — Baugé, 72.669 h., 4 élèves, arrivés 3 ; — Châteauneuf, 31.201 h., 2 élèves à envoyer, 2 arrivés ; — Segré, 39.719 h., 2 élèves à envoyer, arrivés, néant ; — Montglonne, 45.434 h., 2 élèves à envoyer, arrivés, néant ; — Cholet, 55.737 h., 3 élèves à envoyer, arrivés, néant ; — Vihiers, 41.103 h., 2 élèves à envoyer, arrivés 2. (GUILLAUME, *Proc.-verb. Conv.* t. V, p. 673.)

⁷ A Angers : Villier, 50 ans ; Merlet, 58 ans ; Braux, 49 ans ; Milscent, 42 ans ; Héron 31 ans, etc.

⁸ DUPUY, *ouv. cité*, p. 135.

⁹ A. D., L 11/30, D. de S., 2^e Reg. corresp., p. 382 (lettre du district à la Commission d'I. P., 17 nivôse an III).

districts : Poisson, à Angers ¹, Brié, à Châteauneuf ², Payelle, non acceptant, à Cholet ³. Enfin, à Angers, le district porte directement son choix, moins sur des fonctionnaires, que sur des hommes qui se recommandent par leur culture. Le 26 brumaire, le Conseil général du district « après avoir mûrement réfléchi pour un choix aussi important et d'où dépend le bonheur de la génération actuelle »... « nomme : le citoyen Villier, agent national du district ; Merlet La Boulaye, directeur et conservateur du Musée angevin ; Braux, bibliographe ; Milscent, ci-devant homme de loi ; Héron, professeur de mathématiques ⁴ et de physique au ci-devant collège de cette commune » ⁵. De même, Saint-Florent désigne, pour ses talents, le citoyen Papin, futur professeur d'histoire à l'École centrale ⁶. Et ce n'est qu'à défaut de ceux-là que les districts font choix effectivement d'administrateurs : tel Dusillon, à Saumur ⁷ ou de sujets restés inconnus : Guyot et Coutet, à Baugé ⁸ ; Huard et Oger Bancelin, à Segré ⁹.

Mais, la composition de ces listes, comme celle des autres départements, révèle déjà les changements profonds qui s'étaient produits depuis le jour (1^{er} prairial an II-20 mars 1794) où Coupé avait présenté à la Convention, un *Projet tendant à révolutionner l'instruction* ¹⁰. Au lieu des « jeunes gens qui devaient régénérer les écoles populaires » ¹¹, on y trouve, comme ailleurs, un ensemble « hétérogène où tout différait : les origines, les âges et les degrés d'instruction » ¹². En outre, si les districts paraissent avoir mis au premier plan de leurs préoccupations, comme à Angers, à Saumur, à Baugé en particulier, le souci de choisir les plus instruits et les plus passionnés pour l'étude ¹³, il semble bien aussi que les choix se soient

¹ Poisson, ancien prêtre constitutionnel nommé en remplacement de Héron non acceptant-18 frimaire, an III. (A. D., L 913, E. N.)

² Jean Brié, chef du Bureau du bien public, ancien vicaire assermenté du Lion-d'Angers, curé constitutionnel de Marigné 1791, réfugié au district depuis octobre 1792. (QUÉRUAU-LAMERIE, *Le clergé de M.-et-L. pend. la Rév.*, p. p. 140-147 ; PORT, D., t. II, p. 597.)

³ Payelle, vicaire constitutionnel, étranger au diocèse, dirige une éc. secondaire à Angers, 1993. Désigné par le district, 28 brumaire an III ; a dû refuser, voir réponse négative du district, 25 ventôse, an III. (L 11/2, D. de Cholet, *Reg. de corresp. du district.*)

⁴ Héron refusa, 18 brumaire an III, et fut remplacé, d'après Port, par Bénaben. (PORT, D. t. II, p. 357, c. 1, art. Héron, et t. I, p. 303, c. 1, art. Bénaben.) Nous n'avons trouvé aucune trace de cette nomination.

⁵ A. D., L 11, D. d'Ang., *Proc.-verb.*, 6^e cah. mss. (26 brumaire an III).

⁶ Papin, né à Baugé (1773), quartier-maître au bataillon stationné dans l'île de Chalennes ; désigné par le district, après s'être informé de la « pureté des mœurs, du patriotisme, de l'intelligence et des connaissances et de son aptitude dans les sciences utiles, et vu les certificats de civisme délivrés par le conseil de son bataillon », nommé le 22 frimaire an III. (A. D., D. Florent, 1^{er} Reg. délib., p. 51 ; — DUPUY, *L'Ec. normale de l'an III*, p. 116.)

⁷ *Ibid.* L 11, D. de S. 170 (22 frimaire an III).

⁸ DUPUY, *ouv. cité*, p. 115.

⁹ A. D., L 11, D. de Segré, *Reg. corresp.*, p. 189 (18 frimaire an III).

¹⁰ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 242.

¹¹ *Ibid.*, p. 304.

¹² PERROT, *L'Ec. norm. et son cent.*, pp. 9-10. (Cité par F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 304, note 2.)

¹³ « Nous nous sommes empressés, mes collègues et moi de nous rendre à Paris au plus tard le premier de ce mois... Notre zèle n'est point encore satisfait. Cette école n'aura lieu que le 1^{er} pluviôse prochain. En attendant cette époque, nous nous occupons, Guyot et moi, à

faits comme ailleurs, au moins autant « sous l'influence réactionnaire que sous l'influence jacobine »¹. A côté, en effet, de noms qui ne sauraient être suspects, comme ceux de Villier, de Bénaben, de Merlet, d'Oger Bancelin, et de plusieurs prêtres constitutionnels ralliés sincèrement à la Révolution, on trouve, par contre, des noms d'esprits plus timorés comme l'ex-bénédictin dom Braux, l'ex-constituant Milscent² ou plus effacés, comme l'ex-oratorien Héron, non acceptant, ou d'esprit nettement thermidorien, comme Papin, qui sera révoqué comme tel, des fonctions de professeur à l'École centrale³.

3. On sait ce que fut la vie de l'École : l'ouverture des cours le 1^{er} pluviôse ; l'enthousiasme des élèves et la valeur des maîtres ; le caractère philosophique de l'enseignement et les hautes études auxquelles l'auditoire, hétérogène dans sa formation, était mal préparé ; les difficultés matérielles qui vinrent abrégier son existence⁴ et pour tout dire en un mot : « le but manqué », suivant l'expression de Romme⁵.

Dans le plan de Garat, l'École normale, au lieu d'être une pépinière d'instituteurs, était devenue « une sorte d'enseignement supérieur » qui ne correspondait « ni aux besoins ni aux intentions de la Convention ». Il n'était sorti de l'école « ni un instituteur préparé, ni un livre adapté »⁶.

En Maine-et-Loire, aucun des élèves, de retour dans le département, n'ouvrira, dans les districts, de ces écoles normales qui avaient été projetées par Lakanal⁷ et dont l'idée sera vite abandonnée par la Convention⁸. Un seul dirigera, pour son propre compte, une école primaire (Poisson, à Angers)⁹.

L'École normale de l'an III n'a donc servi en rien l'instruction populaire dans le département.

Par contre, il est exact de reconnaître, avec l'historien de l'École normale de l'an III, que, si le but poursuivi n'a pas été atteint, un résultat indirect

fréquenter les cabinets d'Histoire naturelle et autres lieux d'instruction publique dont l'ouverture nous est faite sur la présentation d'une carte qu'on nous a remis à la Commission », etc. (A. D., L 11, D. de Baugé, carton 31, *Lettre de Coutet aux citoyens adm. du dist.*, 21 nivôse an III.)

¹ REUSS, *ouv. citée*, p. 171.

² Milscent (Marie-Joseph), président de l'Assemblée électorale de la Sénéchaussée d'Angers aux États généraux ; député du Tiers à l'Assemblée constituante « à la presque unanimité », mais qui démissionna dès juillet 1790 pour raison de santé et aussi « par peur » suivant La Réveillère-Lépeaux. (PORT, *D.* t. II, pp. 679, c. 2 et 680, c. 1.) Ne doit pas être confondu avec le polémiste Milscent (Claude-Michel-Louis), dit le Créole, dont il a été parlé plus haut.

³ Destitué le 24 vendémiaire, an VI, à la suite de la publication d'un drame thermidorien : *Les Détenues du Calvaire d'Angers*, dont il sera parlé plus loin.

⁴ DUPUY, *ouv. citée*, chap. IV à VIII (choix des prof., programmes, aspect des cours).

⁵ GUILLAUME, *Conv.*, t. VI, p. 96 (27 germinal an III).

⁶ F. BRUNOT, *ouv. citée*, t. IX, pp. 304 et 310.

⁷ Décret du 9 brumaire an III, art. 11. (BUISSON, *D.*, 560, c. 1.)

⁸ Le rapport de Daunou qui concluait à la suppression de l'École normale (7 floréal-26 avril), concluait en même temps à l'abandon des écoles normales de département. Le Comité n'apercevait plus « aucun moyen d'effectuer avec quelque utilité ce difficile et dispendieux projet. » (F. BRUNOT, *ouv. citée*, p. 310.)

⁹ Voir plus loin.

a été obtenu, « une culture générale a été donnée officiellement » par les premiers savants du pays¹. De cette culture générale, ont profité plusieurs des meilleurs sujets envoyés par le département et profitera par la suite la bourgeoisie angevine. En l'an IV, s'ouvrira l'École centrale, aux lieu et place du collège d'Anjou. Merlet y deviendra professeur de grammaire générale, puis de botanique ; Papin et Villier successivement, professeurs d'histoire ; Braux, sera chargé de la bibliothèque nationale annexée à l'école. Ainsi, la conception démocratique montagnarde de l'an II, pour la formation des Instituteurs, aboutit, à l'époque thermidorienne, à favoriser exclusivement la culture générale de la bourgeoisie.

II. — *Caractères de la loi scolaire du 27 brumaire an III* (17 novembre 1794)

1. Au moment même où elle venait de créer l'École normale de Paris (9 brumaire an III), la Convention votait une nouvelle loi concernant les écoles primaires (27 brumaire). La seconde mesure avait la même origine que la première. « Au lendemain de thermidor, l'instruction avait cessé d'être une chose de salut public. Elle était revenue au Comité d'Instruction publique, dont Lakanal fut nommé président le 17 et où Garat entra le 26². » Ce fut l'ancien prêtre Lakanal, « très enclin à suivre la mode dominante »³, qui, après avoir rapporté déjà le projet de décret sur les écoles normales, rapporta encore celui sur les écoles primaires.

Le nouveau plan d'éducation nationale, qui allait se substituer à la conception montagnarde, était celui-là même que la Convention avait écarté en juin 1793 et auquel Lakanal avait déjà prêté son nom⁴. Lakanal en avait retranché « la partie relative] aux fêtes, aux bibliothèques et aux établissements d'instruction publique » et il en avait conservé tous les articles consacrés aux écoles primaires. « Malgré d'assez nombreuses modifications de détail, le projet de brumaire an III est bien substantiellement le même que celui qui avait été rejeté en juin 1793⁵. »

¹ DUPUY, *ouv. cité*, chap. XI (résultats).

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 299.

³ A. MATHIEZ, *An. Rév.*, t. VIII, 1916, p. 440. [A propos de l'ouvrage de Henri Labrousse. *La Mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II* (octobre 1793-août 1794).]

⁴ Projet Sieyès, Daunou, Lakanal (BUISSON, *D. t. I*, p. 531). Lakanal était déjà membre du Comité d'Inst. publique en juillet 1793, et il avait rapporté alors le plan conçu par Sieyès et Daunou.

⁵ *Ibid.*, t. I, p. 560.

Le rappel de cette date indique déjà par lui-même le retour en arrière que faisait la Convention, en matière d'instruction populaire ; l'analyse de la loi en fournira un témoignage encore plus probant.

2. Suivant l'expression de son auteur, la loi du 27 brumaire an III, présente « un plan simple et organique d'instruction nationale »¹. Le premier chapitre, consacré à « l'institution des écoles primaires », définit ainsi l'objet de ces écoles : « donner aux enfants de l'un et l'autre sexe l'instruction nécessaire à des hommes libres ». (art. 1^{er}) Il détermine leur répartition sur la surface de la République : « une école par 1.000 habitants, divisée en deux sections, l'une pour les garçons avec un instituteur, l'autre pour les filles avec une institutrice » (art. 2 et 7) et il règle en principe la question des locaux : utilisation « des presbytères non vendus » (art. 5).

Les deux chapitres qui suivent constituent en quelque sorte le statut du personnel : nomination, traitement, retraite, récompenses et peines disciplinaires. Ils en confient l'application à un organisme nouveau : le jury d'instruction. Le quatrième et dernier chapitre est plus spécialement consacré à l'organisation pédagogique des écoles et, dans son paragraphe final, il prévoit, à côté des écoles primaires publiques, l'existence « d'écoles particulières et libres » sous la surveillance des autorités constituées (chap. IV, art. 15)².

Telle est, dans ses grandes lignes, cette seconde loi scolaire. En fait, elle l'emporte sur la première par la répartition méthodique des écoles (une par 1.000 habitants)³, par la fixation des traitements (1.200 livres pour les instituteurs, 1.000 pour les institutrices)⁴, par les garanties intellectuelles exigées du personnel (nomination après examen devant un jury spécial), enfin par l'étendue des programmes inspirés de la pensée de Condorcet⁵. Elle apparaît cependant inférieure à la législation de l'an II

¹ Rapport de Lakanal sur les écoles primaires. (BUISSON, D. t. I, p. 560.)

² GUILLAUME, *Conv.*, t. V, p. 126, lecture du nouveau projet au Comité d'I. P., 12 vendémiaire an III ; — pp. 143-178 ; projet de décret adopté par le Comité, 28 et 29 vendémiaire, présenté à la Convention, 7 brumaire ; — pp. 224-237, compte rendu de la discussion du projet à la Conv. s. du 26 brumaire an III ; texte du décret du 27 brumaire an III ; — p. 259, mémoire de la commission exécutive sur l'évaluation des dépenses probables, 12 frimaire an III ; — et p. 298, nouvelles considérations sur le nombre des écoles, 26 frimaire, an III.

³ Elle constitue cependant un recul par rapport au projet de Condorcet, qui prévoyait une école par 500 habitants.

⁴ Il n'est pas prouvé d'ailleurs que le traitement de 1.200 livres, prévu par la loi de brumaire, an III, soit en fait supérieur à celui de la rétribution de 15 et 20 livres par élève, prévu par la loi de frimaire, an II : « J'entends une objection : l'exécution de notre système d'organisation scolaire grèverait d'une énorme dépense les finances de la République. Je réponds que si la loi portée pour l'organisation des écoles primaires (celle de Bouquier), avait été ramenée à exécution, elle aurait jeté la République dans des dépenses considérables : elle payait 2.625 livres par 150 élèves (Lakanal compte 75 garçons à 20 francs et 75 filles à 15 francs) ; elle ne paiera, dans notre plan d'organisation, que 2.200 livres... » (Rapport de Lakanal, BUISSON, D. t. I, p. 560, c. 2.)

⁵ A côté des matières essentielles : éléments de la langue française, des règles de calcul simple et de l'arpentage, une large place était faite aux exercices physiques et aux travaux manuels et d'autre part, à l'éducation civique et à la morale républicaine. (Chap. IV, art. 2.)

sur deux points d'importance capitale : suppression en fait de l'obligation scolaire¹ ; reconnaissance légale, sans garanties suffisantes, des écoles privées, qui vont devenir, en Maine-et-Loire particulièrement, le refuge de la réaction en matière d'éducation nationale.

Ainsi allaient se trouver réalisées, les craintes de Leclerc, qui fut « sinistre prophète »², suivant l'expression de M. Brunot, lorsqu'en décembre 1792, il disait déjà : « L'esprit de parti s'abstiendra de favoriser les écoles. Bien des pères scandalisés même de ce que vous aurez fait composer des livres nouveaux pour remplacer les *Heures* et les *Catéchismes*, ouvriront facilement leurs âmes aux malignes impressions des prêtres et, soit par leur propre faiblesse, soit par condescendance pour celle de leurs femmes, ils voueront volontairement leurs enfants à l'ignorance, tant les préjugés religieux ont encore d'empire³. » Et plus loin : « Je vous le dis avec douleur : vos écoles seront à peine aussi suivies que celles que nous nommons maintenant : *écoles de charité*. C'en est fait de l'égalité, c'en est encore fait de la paix publique... Quelle influence auront vos écoles sur le caractère national ? Aucune... en un mot, tout ira comme par le passé⁴. »

Ce sont les mêmes objections qu'avaient formulées, au moment de la discussion, les derniers Montagnards : Duhem, à propos de la ressemblance entre les écoles publiques et « les écoles de pauvreté » de l'ancien régime⁵ ; Romme, sur la surveillance nécessaire des écoles particulières et leur assimilation aux écoles publiques pour les livres élémentaires et les programmes⁶ ; Levasseur (de la Sarthe), sur le principe

¹ L'art. 14 du chap. IV, sur la sanction de la fréquentation scolaire, était ainsi conçu : « Les jeunes citoyens qui n'auraient pas fréquenté ces écoles seront examinés en présence du peuple, à la fête de la jeunesse, et s'il est reconnu qu'ils n'ont pas les connaissances nécessaires à des citoyens français, ils seront écartés jusqu'à ce qu'ils les aient acquises, de toutes les fonctions publiques. » Cette sanction était peu pratique et inopérante. C'est ce qu'avait bien montré le montagnard Duhem lors de la discussion de la loi. (Voir ci-dessus.)

² F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. IX, p. 299.

³ *Ibid.*

⁴ Rapport de Leclerc à la Conv., 12 décembre 1792. (Voir aux Annexes.)

⁵ « Je crains que par l'effet de cet article [art. 15 : La loi ne peut porter aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens d'ouvrir des écoles particulières et libres, sous la surveillance des autorités constituées], les écoles publiques ne deviennent, à l'égard des écoles particulières, ce qu'étaient autrefois les écoles de pauvreté à l'égard de celles où l'on payait. Je crains qu'elles ne soient fréquentées que par les enfants des sans-culottes, et que messieurs les riches n'envoient les leurs dans les autres. Je ne crois pas que l'examen que tous les enfants devront subir à la fête de la jeunesse puisse nous rassurer sur les inconvénients des écoles particulières, car rien n'empêchera les maîtres d'endocliner ces petits messieurs à cette époque... » Ou encore : « Je regarde ces écoles particulières comme une institution à côté d'une institution. Les instituteurs ne sont pas astreints à se servir des mêmes livres élémentaires : rien n'est prévu pour s'opposer à l'*aristocratie des richesses*. Je demande que le Comité d'Instruction publique s'occupe de cet objet qui importe plus qu'on ne pense à l'établissement de la démocratie. » (BUISSON, *D.* t. I, p. 562, c. 1.)

⁶ Je pense que si vous voulez donner des institutions républicaines à vos enfants, vous ne devez pas vous en tenir à ce que vous avez fait hier. Il faut que la surveillance nationale entre dans les écoles particulières pour s'assurer qu'ils y sont élevés dans un bon esprit et qu'on leur enseigne des principes de républicanisme, etc. » (*Ibid.*, p. 562, c. 2.)

qui provoqua les murmures de l'Assemblée, que « les enfants appartiennent à la patrie plus qu'à leurs père et mère »¹.

Mais, ces derniers Montagnards n'étaient qu'une petite minorité et leur parole avait été étouffée par les protestations des thermidoriens Lecomte, contre « le système d'égalité », Dubois-Crancé, sur les droits « du père de famille », Clauzel, contre « les entraves inutiles à l'éducation des enfants » inspirées de Robespierre².

En fait, la loi de brumaire an III allait se contenter d'une surveillance inopérante des « écoles particulières » et consacrer le divorce entre les « écoles publiques » à l'abandon et les écoles particulières réservées, suivant l'expression de Duhem, « à l'aristocratie des richesses ».

III. — *Application de la loi de brumaire an III, dans le département*

Le lendemain même du vote de la loi (28 brumaire), le Comité d'Instruction publique adressait, à tous les districts des départements, un arrêté sur les mesures propres à en assurer la prompt exécution et la Commission exécutive y joignait une circulaire enthousiaste sur les devoirs des juges d'instruction et la mission des instituteurs³.

En Maine-et-Loire, cet appel de la Convention devait, comme celui de frimaire an II, trouver un accueil très différent, suivant la nature des districts et une fois encore la carte scolaire du département allait se trouver conditionnée par la carte politique.

1. *Dans la Vendée angevine*. — Au sud de la Loire, la Vendée angevine est toujours aux mains des insurgés.

Dans le district de Saint-Florent, « toutes les communes sont incendiées... les autorités y sont prosrites... les prêtres non sermentés y prêchent le fanatisme et l'insurrection » (26 messidor an III)⁴. Dans le district de Cholet, « tous les habitants patriotes sont dispersés sur différents points de la République » (25 ventôse an III)⁵. Dans le district de Vihiers, les administrateurs, qui ont quitté Angers le 3 frimaire an III, « cherchent refuge » à Martigné (15 pluviôse), à Saulgé (23 pluviôse) et de nouveau

¹ « Je vais poser un principe qu'on ne contestera pas, c'est que les enfants appartiennent à leur patrie plus qu'à leurs père et mère (murmures). La patrie doit veiller sur l'éducation de tous indistinctement. Il faut que les écoles particulières soient surveillées comme les écoles publiques, qu'on oblige les père et mère à se servir des mêmes livres d'usage dans ces dernières écoles, à ne leur apprendre que les mêmes sciences, que les mêmes choses... » (BUISSON, D., p. 562, c. 2.)

² *Ibid.*, pp. 562, 563.

³ *Ibid.*, t. I, p. 564, c. 1.

⁴ A. D., L II, Dist. Reg. de corresp., 26 messidor an III.

⁵ *Ibid.*, 3^e cahier, p. 3.

à Angers (12 et 13 ventôse)¹. Une fois de plus, au point de vue scolaire, il nous faut passer ces trois districts sous silence. Là, comme en l'an II, « il n'y a point d'instruction publique »².

2. *Dans le Segréen.* — Au nord du fleuve, la chouannerie a envahi le district de Segré tout entier³, déborde sur celui de Châteauneuf, jusqu'à Morannes⁴ et Durtal⁵ et sur celui d'Angers jusqu'à Saint-Georges-sur-Loire⁶. Là, toute sécurité est inconnue⁷ et toute vie intellectuelle est absente. Comme l'écrit le président du district, Bancelin⁸, dans le remarquable compte public du 20 nivôse an III⁹ : « Les habitants de cette partie de l'Anjou étaient en général profondément ignorants avant la Révolution ; la superstition et la servitude féodale s'unissaient pour les tenir sous le joug... dans ce milieu aucun éclair ne jaillit à la veille de la Révolution... et depuis, les mots de Liberté, République n'ont pour la plupart d'entre eux que des significations vides de sens... Aujourd'hui, une seule école existe sur toute l'étendue du district ; elle est formée à Candé. On sent que les malheurs des temps et des lieux se sont jusqu'ici opposés à l'exécution des décrets salutaires mais tardifs de la Convention¹⁰. »

Et la situation est presque la même dans le district voisin de Châteauneuf, qui n'a d'écoles organisées que dans quatre communes¹¹, et aussi

¹ A. D., LII. Dist. Reg. de corres., 1^{er} vendémiaire an III à 19 brumaire an IV.

² *Ibid.* Saint-Florent, 15 frimaire an III, pp. 198, 199.

³ Le district de Segré, 1790-1795. (And., 16^e sér., 1915, pp. 38-62.)

⁴ Le 22 ventôse an III, Moissy, Inst. patriote à Morannes depuis cinq ans, demande une place au district de Baugé. « La commune qu'il habite... une des plus patriotes des environs, est entourée par les chouans. » (Dist. de Châteauneuf, L II 5/1 t 2.)

⁵ Dans la nuit du 7 au 8 ventôse, le citoyen Brunet, capitaine de la garde nationale a résisté chez lui à 10 brigands : sa maison a été incendiée. Le 21 ventôse, le représentant Bézard, de passage à Durtal, assiste à la réunion de l'Assemblée pop. et lui donne l'accolade. (A. D., L 1311-1319. Soc. pop. Reg. des délib.)

⁶ Le 8 brumaire an III, la munic. de Beau-Chêne (c. d. Saint-Georges), doit se réfugier à Angers en raison « des assassinats qui se commettent journellement, tant dans la commune qu'autres environnantes. » (*Ibid.* L II. D. d'Ang. Reg. des pétitions.)

⁷ « L'esprit se refuse à croire toutes les atrocités décrites dans nos annales décadaires : 500 patriotes des deux sexes et 50 off. munic. sont déjà les victimes immolées dans nos contrées au fanatisme religieux et à toutes les furies qui marchent à la suite. » (L II. Dist. Reg. délib., 20 nivôse an III.)

⁸ « Ancien élève de l'Oratoire, administrateur puis commissaire du district... Tous ses rapports sont des sources de renseignements véridiques et inépuisables. Hoche faisait le plus grand cas de ses lumières, de sa fermeté et de son patriotisme et le signalait au Directoire comme l'homme le plus propre à rendre définitivement la Vendée à la République. » (PORT, D., t. I, p. 194.)

⁹ *Compte public de l'adm. du dist. de Segré, dép. de M.-et-L. suivi d'un essai historique des troubles qui ont eu lieu dans le district de Segré depuis la Révolution et notamment dans la guerre dite des chouans, et d'un projet détaillé des moyens à employer pour la destruction des brigands dans le district de Segré, raisonné d'après la position physique de chaque commune et les opinions politiques des habitants.* Ang., Jahyer, 64 p. in-4^o.

¹⁰ *Ibid.*, pp. 16, 17.

¹¹ Morannes : René Moissy, 74 élèves en vendémiaire, 98 en messidor, et la cit., Quettier, 80 enfants en vendémiaire, 46 en messidor ; — Chemiré : Véron, avec 27 g. et 18 f. en germinal an III ; — Brissarthe : Louise Bréhier, 30 élèves ; — Champigné : veuve Poupard, 35 g. et 25 f. en nivôse. Tous sont d'ailleurs rétribués suivant la loi de frimaire an II, à raison de 1 l. 13 s. 4 d. par mois pour les garçons et 1 liv. 5 s. pour les filles. (A. D. L II 5/1 T. Dist. de Châteauneuf. Traitements des instituteurs, de vendémiaire, an III à fructidor, an III, et au total à 4.200 l.)

dans la partie rurale du district d'Angers, qui en compte à peu près autant ¹.

3. *A Angers.* — A Angers même, où la loi de frimaire an II, avait trouvé un accueil si empressé, celle de brumaire an III paraît passer presque inaperçue. Après le 9 thermidor, comme partout, « les ressorts étaient détendus » ². En septembre 1794, Hentz et Francastel ont fait place aux représentants plus modérés : Bézard et P.-M. Delaunay ; le Comité révolutionnaire disparaît le 23 décembre ; en avril 1795 (germinal an III), le maire Berger est lui-même remplacé par Farran et la classe populaire disparaît de la mairie ³. Pour la nouvelle municipalité, la grande obsession est la pénurie des subsistances et la crainte de la famine ⁴. La lassitude s'empare des esprits ⁵.

Sans doute le jury d'instruction, prévu par la loi, est constitué dès frimaire an III ⁶ et, le 4 nivôse, il adresse aux municipalités une circulaire destinée à préciser la situation scolaire de chaque commune ⁷ ; mais les réponses paraissent peu nombreuses ⁸ et, en messidor an III, il n'y a dans la ville qu'un instituteur : le républicain Guillonnet ⁹ et deux institutrices : les citoyennes Raymond et Touchaleaume, qui soient rétribués par la nation ¹⁰.

Mais, par contre, il existe en ville bon nombre d'écoles « particulières et libres » sur lesquelles ne s'exerce guère la surveillance prévue par la

¹ La cit. Besnard, à *Denée* ; le cit. Jollivet, à *Bécon* ; le cit. Meignan, à *Andard* ; la cit. Doudet, à *Blaison*. *Noms des instituteurs et institutrices payés par la nation de l'étendue du district*, 3 messidor an III. (A. D., L/t 926.)

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 281.

³ *Reg. délib.*, t. VI, p. 67. Réorganisation de la municipalité, arrêté des représentants Bézard et P.-M. Delaunay, 6 floréal an III.

En même temps sont renouvelés le district et le département. Reviennent aux affaires, les anciens administrateurs d'avant 1793 : Bouillet, ancien procureur général syndic, président, Bardet, Brichet, Coulonnier, Mamert-Coullion, etc. (BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 58.)

⁴ Voir *Reg. délib.*, t. V, p. 135, 24 fructidor, an II. Adresse de la municipalité au représentant Bézard, arrivé la veille à Angers. « Nous nous trouvons heureux quand nous avons des subsistances pour trois jours. Nos ennemis se sentant incapables de s'emparer de cette ville par la force, veulent nous affamer. Leur position leur en facilite les moyens », etc. — *Ibid.*, t. VI, p. 99. 11 prairial an III. Pénurie des subsistances où se trouve la commune après la suppression du maximum, et lettre au Comité de Salut public transmise par Delaunay pour demander des secours, etc.

⁵ BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 10, 35, 61, etc. — F. UZUREAU, *La ville d'Angers en 1795*. (And., 14^e sér., 1914, pp. 283-291.)

⁶ A. D., LII, Dist. d'Ang., *proc.-verb.*, 6^e cahier, 27 frimaire an III.

⁷ Questionnaire : nombre des écoles à établir, nom des citoyens qui se proposent ; nom de ceux qui ont les talents nécessaires ; situation des presbytères ; autres édifices nationaux propres à la tenue des écoles. (A. D., L/t 929.)

⁸ Trois communes proposent comme instituteurs leurs anciens prêtres constitutionnels : *Ponts-de-Cé*, où le citoyen Simon « a des talents suffisants » et dont les mœurs « sont dignes de louange », 10 nivôse, an III (L/t 926) ; — *Sarrigné*, où le citoyen Péteuil paraît seulement convenir pour cette fonction ; — *Plessis-Grammoire*, où le c.-d. curé Louis Briand « a seul des talents nécessaires. » (A. D. L/t 925 et 929.)

⁹ Son école compte 200 élèves ; il ne reçoit que 20 f. par an pour chaque enfant, et rétribue lui-même un second maître ; il demande à bénéficier de l'augmentation accordée par le décret de la Convention aux fonctionnaires publics. (A. D. LII, Dist. d'Ang. *Reg. du bureau du bien public*, 27 prairial an III.)

¹⁰ A. D., L/t 926, 3 messidor an III.

loi. De ce nombre sont : le pensionnat de la Rossignolerie, où, en frimaire an III, les ci-devant Frères sont encore au nombre de dix et où, en germinal an III, restent seuls Payen et Mathieu, alors aux prises avec le renchérissement des denrées produit par la suppression du maximum (décret du 24 décembre 1794; 4 nivôse an III)¹; le pensionnat, ouvert en germinal an III rue Saint-Julien, puis au ci-devant Hôtel Pincé, par les ex-Frères Villemillot et Godefroy²; l'école ouverte rue Tournemine, en prairial an III, par le citoyen Poisson, ci-devant prêtre constitutionnel, qui avait suivi les cours de l'École normale de Paris³. Enfin, à ces établissements s'en ajoutent d'autres, moins importants, tenus par des assermentés aux abois⁴ et quelques laïques⁵.

Fait à noter cependant et dont on ne retrouve pas d'autre exemple à l'époque dans le département : le district accorde à deux reprises, à d'anciennes filles de charité, hors d'état de continuer leurs fonctions, le bénéfice de la retraite « prévue par la loi »⁶.

Ainsi commencent à s'organiser à Angers les écoles privées, qui n'avaient pas existé en fait sous le régime de la loi de frimaire an II, reconnues légalement par la nouvelle loi et que nous retrouverons en plein développement, dans les années qui vont suivre.

4. *Dans le district de Saumur.* — Ce n'est que dans les deux districts de Saumur et de Baugé, où continue à se manifester une véritable activité révolutionnaire, que les principales dispositions de la loi de brumaire an III sont intégralement appliquées.

a) A Saumur, où sont maintenus en fonctions jusqu'à la fin de la Convention les patriotes de l'an II⁷, c'est avec enthousiasme et continuité

¹ Avis pour prévenir « les pères et mères de famille de cette commune, et autres... que, vu l'impossibilité dans laquelle sont beaucoup de parents qui ne peuvent fournir ni grains, ni farine, de payer une pension que la cherté des comestibles et surtout du pain, ont contraint de porter à un prix excessif, ils prendront provisoirement des élèves externes. » (*Aff.*, n° 105, 29 germinal an III-18 avril 1795.)

² *Ibid.*

³ *Aff.*, 19 prairial, an III.

⁴ Benoit (ex-curé assermenté de Sainte-Gemmes), — Dussouchay Jean (ex-curé de Sceaux); — Delaleine Aug.-Mathieu (ex-curé de Villemoisin), etc. (QUERUAU-LAMERIE, *Le clergé de M.-et-L.*, pp. 189-176-246, etc.)

⁵ Perrier, depuis 1786, rue du Grand-Talon; — Muzet, rue Chaussée-Saint-Pierre; — Riffard, rue Beaurepaire; — Guillonneau père, rue Valdemaine, etc.

⁶ La citoyenne Michelle Geslin, rue des Petits-Ponts « cy-devant maîtresse d'école, hors d'état de se procurer le nécessaire pour vivre » (24 ventôse an III), et la citoyenne Marie de Mondon, 77 ans, qui a fait 50 ans d'école de charité « et qui est hors d'état de vivre » (26 fructidor an III), sont toutes deux admises à « l'hospice des Renfermés, pour y être soignées et nourries aux frais de la Rép. » (A. D. L. II. Dist. d'Ang. *Reg. du bureau du bien public*, n°s 73 et 271.)

⁷ Menuau, envoyé dans le département avec Delaunay le jeune, Morisson, Lofficial, Dandenac l'aîné et quelques autres députés pour faire exécuter le décret d'amnistie voté par la Convention, le 2 décembre 1794, arriva à Saumur au début de janvier 1795. Il ne modifia que bien peu la composition du district et de la municipalité. Au district, Tremblier remplace Guillemet qui avait été membre du Comité révolutionnaire le 1^{er} juillet 1793; Allain reste secrétaire. A la municipalité, Cailleau reste maire; David est nommé agent national. (DESMÉ, *ouv. cité*, p. 307.)

dans les efforts que fut poursuivie, pendant une année entière, l'application de la nouvelle loi scolaire.

Dès le 21 nivôse, s'inspirant des « directions du Comité d'Instruction publique ¹, le district entendait l'exposé de l'un de ses membres sur le lien étroit qui rattache « la mission des instituteurs, au salut de la République ». Il prenait un arrêté portant à la fois publication de la loi « pendant tout le temps nécessaire » (art. 1^{er}), nomination des trois membres du jury d'instruction (art. 2), obligation pour les instituteurs en fonctions de se présenter devant le jury « pour être examinés » (art. 3), invitation aux communes à rendre compte de leur situation scolaire d'après le tableau modèle dressé à cet effet (art. 4). L'article final voue, par avance « à la reconnaissance générale, les officiers municipaux et les agents nationaux qui auront mis la plus grande diligence à ouvrir les écoles primaires de leur arrondissement (art. 5) » ².

Deux questions étaient d'abord à résoudre : formation de la carte scolaire du district, avec détermination du nombre et du siège des écoles à créer, examen et élection des instituteurs qui allaient être placés à leur tête.

b) Pour régler le premier point, le district compte avec raison sur « les lumières » que doit lui apporter l'enquête prescrite auprès des municipalités : 28 communes au moins sur 77, répondent dans le délai fixé, en pluviôse an III et fournissent des renseignements précieux pour la nouvelle organisation scolaire ³. Sans plus attendre, et en collaboration avec le jury d'instruction, le district arrête, après une étude approfondie, la distribution des écoles primaires sur son territoire (14 floréal an II) ⁴. Un délai de deux décades est accordé aux 30 communes qui doivent posséder des écoles, pour les mettre à même d'utiliser les presbytères comme locaux scolaires ; un délai de même durée est donné aux cinq municipalités ⁵ à la fin de pluviôse an II, et la question des locaux est réglée en fait dans toutes les communes rurales ⁶. Le 15 messidor an III, elle

¹ Arrêté du Com. I. P., 28 brumaire an III. Cir. de la Com. exéc. sur les jurys d'instruction et la mission des Instituteurs. (BUISSON, D., p. 564).

² A. D. L. 11/t 167. (Le registre est signé Guillemet, président ; Tremblrier, Joullain, Gaudais, Cadieu, administrateurs ; Rossignol et Couselier, membres du Conseil général ; Riffault, agent national ; Allain, secrétaire. *Ibid.* (Un placard. Saumur, Degouy, 4 p. in-8°.)

³ Tableau sur chaque commune en douze colonnes : nombre d'écoles en activité ; époque de leur formation ; nombre des élèves garçons et filles ; noms des instituteurs et institutrices ; époque de leur nomination ; motifs qui ont empêché l'établissement des écoles ; demande concernant les établissements isolés ; demande d'un édifice national là où il n'y a pas de presbytère ; observations. (A. D. L/t 169.)

⁴ *Ibid.*, un placard 4 p. in-8°

⁵ Saumur, Doué, Montreuil-le-Thouet, Le Puy-Notre-Dame et Les Rosiers.

⁶ « Nous avons le plus beau local et le plus commode pour cet établissement dans le logement de la ci-devant cure. » (Dampierre, 10 pluviôse an III) — De même, à Brézé (10 pluviôse), Chacé (20 pluviôse), Denezé (*idem*), Coutures (12 pluviôse) : « le presbytère n'est ni affermé ni

l'était pour les sept écoles attribuées à la ville de Saumur¹. Comme l'écrivait alors le district : « Un obstacle du moins était levé, qui paraissait retarder l'organisation des écoles². »

Bien plus, tout en respectant les dispositions de la loi, le district faisait heureusement cadrer les écoles existantes avec la répartition d'ensemble proposée³; il s'efforçait ainsi « de créer sans rien détruire ». Il méritait donc pleinement, sur ce premier point, « l'approbation entière » dont il était l'objet de la part de la Commission exécutive de l'Instruction publique (22 messidor an III)⁴.

c) Le second point : choix des instituteurs, était plus délicat que le premier et aussi plus difficile à résoudre. Le district en a le sentiment lorsque, notifiant leur nomination aux membres du jury d'instruction, Cosnard, Guillon le Jeune et Riffault, médecin, il leur rappelle le devoir à remplir et les qualités à exiger de l'instituteur public (23 nivôse an III)⁵. Pénétrés du même idéal, ceux-ci ne cessent, à leur tour, de donner des témoignages de l'intérêt qu'ils apportent à leur mission : empressement dans l'accueil de leur nomination (25 et 27 nivôse, 14 pluviôse)⁶, adresse « à leurs concitoyens et frères » pour les inviter à seconder leurs efforts dans la recherche des instituteurs républicains (13 germinal)⁷, avis aux instituteurs sur la fixation de l'examen aux jours de marchés : duodi et septidi de chaque semaine (25 germinal)⁸, enfin compte-rendu éloquent des efforts tentés et aussi « des espérances trompées » (9 floréal an III)⁹.

venu » — (Fontevault, 28 pluviôse), Saint-Hilaire-Saint-Florent : « dans la commune il existe deux presbytères dans l'un desquels est logée l'institutrice (10 pluviôse) ; — Louerre, « le presbytère, très commode pour le logement d'un instituteur, n'est pas affermé » ; — Saint-Martin-de-la-Place, « le presbytère est occupé par le ci-devant curé Launay, qui s'offre à sortir à la première réquisition », (13 pluviôse), etc. (A. D., L 11/t 169, District.)

¹ *Section de la Fraternité* : deux écoles, maison de l'émigré Perrault, rue du Temple de la Raison, et dans la maison ci-devant Notre-Dame servant actuellement d'asile aux réfugiés ; — *Section de l'Unité* : une école au presbytère ; — *Section de la Liberté* : deux écoles ; l'une maison de la ci-devant Visitation, rue de la Liberté, et l'autre au faubourg des Levées, avec une indemnité de 3001. à l'instituteur pour lui servir de logement. Soit sept écoles pour 10.500 habitants. (Délib. du Conseil général de la commune, 15 messidor an III.)

² A. D., L 11. Corresp. 3^e reg., pp. 287, 288, n° 1027. (Lettre du district au département, 9 messidor an III.)

³ Sur 28 communes qui ont répondu en pluviôse an III, 15 deviennent le siège d'une école ; la plupart sur leur demande : Coutures, 750 h. qui avait deux écoles fondées avant la Révolution et qui en demande le maintien avec éloquence (12 pluviôse, an III), forme un art. avec Chemellier, 1.377 h. au total. — Les Rosiers : 3 écoles suivant les dispositions détaillées de la municipalité (17 pluviôse an III), etc., — et 6 d'entre elles (Saumur non compris) qui ont déjà un instituteur deviennent le siège d'une école : — Fontevault (1.850 h.) ; Hilaire-Saint-Florent (600 h.) ; Martin-de-la-Place (1.032 h.) ; Souzé (614 h.) ; Varrains (680 h.) ; Les Rosiers (3.860 h.). *Ibid.*

⁴ A. D., L 11. D. de Saumur. Liasse 10. Lettre de Ginguéné (Paris, 22 messidor an III).

⁵ *Ibid.* L 11. Reg. de corresp. du district (23 nivôse an III), pp. 398, 399, n° 1046.

⁶ « J'ai le plus parfait dévouement aux intérêts de la Rép. ; je suis animé du désir le plus vif de contribuer à propager l'instruction, à la dégager de tous les vieux préjugés, à la rendre conforme aux principes de notre heureuse et sublime Révolution. » (Lettre de Riffault, 14 pluviôse, an III). L/t 1 167. Juries d'instruction.

⁷ *Ibid.* Un placard in-4^o. Degouy, Saumur.

⁸ *Ibid.* (Une affiche ; Saumur, Degouy, imprimeur du district.)

⁹ *Ibid.* (Les membres du jury d'instruction au pr. syndic du district.)

Au lieu d'un « concours nombreux », permettant de choisir des maîtres qui joignent « à des connaissances exactes, un heureux caractère, des mœurs pures et un patriotisme éclairé », vingt-six individus seulement se sont présentés au jury (à peine le tiers de l'effectif nécessaire pour le district). Parmi eux : « Un petit nombre sait bien lire et écrire et possède les règles du calcul simple. » A peine pourrait-on, « en se renfermant strictement dans les dispositions de la loi », choisir six instituteurs pour cet arrondissement.

Préférant admettre des instituteurs plutôt « faibles que de n'en pas avoir », le district décide d'accepter, « au moins provisoirement », ceux qui se sont présentés¹ et s'en remet au temps du soin d'améliorer cette situation. « Le temps viendra où cette opération pourra se faire ; en attendant, l'éducation première est un besoin pressant pour tous : mieux vaut qu'elle soit incomplète que de ne pas exister du tout » (17 prairial an III)².

Lorsqu'en germinal an III, le département se trouve associé à l'exécution de la loi et que se fait sentir l'action du représentant Bailleul, en mission pour la région de l'Ouest³, tout le possible avait été fait dans le district de Saumur. Le jury d'instruction ne pouvait qu'affirmer de nouveau, avec le district : « nous nous sommes imposés l'obligation d'élever un édifice aussi beau que solide, mais les matériaux nous ont manqué. » (17 messidor an III)⁴.

5. *Dans le district de Baugé.* — C'est un tableau de même nature que nous présente, dans son ensemble, le district de Baugé : même esprit, même méthode, même disproportion aussi entre les efforts tentés et les résultats obtenus ; mais ici, malgré des démonstrations moins éclatantes, la marche des opérations est plus rapide, et les travaux réalisés sont plus dignes de retenir l'attention.

a) Tout d'abord, un mois avant le district voisin, celui de Baugé, « considérant que la République attend avec la plus vive impatience l'organisation des écoles primaires », procède à la nomination du jury d'instruction⁵ et lui trace la tâche à remplir. Il s'en remet à « son patriotisme et à ses

¹ Tableau des citoyens et citoyennes admis par le jury d'instruction publique du district de Saumur à exercer provisoirement. (30 noms : 17 instituteurs, 13 institutrices, intéressant 14 communes (dont Saumur, avec 6 instituteurs et 4 institutrices) toutes portées au tableau d'ensemble dressé par le district le 14 floréal an III. (A. D., L 11/T¹ 167.)

² *Ibid.* L 11. 3^e reg. corrèsp., pp. 267, 268, n° 955, 17 prairial an III. Lettre aux membres du jury d'instruction.

³ La loi du 18 germinal an III (7 avril 1795), avait désigné 5 représentants en mission pour veiller à l'application de la loi. Bailleul désigné pour les 15 départements de l'Ouest, correspond avec les départements que la loi du 28 germinal est venue placer entre les districts et le Comité de Salut public. (GUILLAUME, *Conv.* t. VI, Introd. x, et pp. 53-84-178-224-256-289-299.) Voir à l'appui : A. D., L 184. *Inscription analytique de la correspondance reçue ; Bureau du Bien public ;* 25 prairial an III, envoi d'un arrêté relatif aux Instituteurs et à l'établissement des écoles primaires.

⁴ A. D., L/T¹, 167. (*Dist. de Saumur*, jury d'instruction.)
⁵ Houtreux, officier de santé ; Bouliguen, pensionné, et Joseph Caillot, notaire public. (A. D. L 11 T. Reg. du direct. du district.)

lumières », du soin d'appliquer la loi (23 frimaire an II). Moins de deux décades plus tard (8 nivôse), après examen des tableaux présentés par chacun de ses membres, le jury adopte l'un d'entre eux, qu'il soumet au district ¹ et dont une copie sera adressée « incessamment » au Comité d'Instruction publique. Une brève et éloquente déclaration de principe sur le caractère de « l'éducation première » y précède le tableau d'ensemble de la carte scolaire du district. Une première division présente la répartition des écoles « sous le rapport littéral de la loi », prévoyant 47 écoles pour 62 communes et 62.730 habitants. Une seconde division « sous le rapport des convenances », porte ce nombre à 52 avec facilité, « pour les citoyens résidant dans les écarts des différentes communes, de fréquenter les écoles qui seront plus à leur proximité » ², telle était cette étude préliminaire, qui précédait de quinze jours la circulaire de la Commission exécutive du 25 nivôse, sur le même objet ³.

b) Un mois plus tard, le 25 ventôse, le district adressait à la Commission exécutive : le tableau demandé pour la formation des écoles primaires, avec l'énumération des 11 communes pourvues d'écoles d'après la loi de frimaire an II ⁴, la liste des 50 communes qui en sont dépourvues « par défauts de sujets », le rappel à l'aide d'une astérisque de celles où le jury propose l'établissement d'une école, l'assurance que dans toutes il existe un presbytère à la disposition de la nation. Comme observations utiles, il demandait de faire participer les instituteurs à l'indemnité prévue par la loi du 4 pluviôse an III eu égard au renchérissement des subsistances, de faire connaître les règlements concernant la tenue des écoles, les obligations des maîtres, le nombre des élèves, la durée des classes et de lever l'incertitude causée par le décret sur la vente des cures ⁵, d'indiquer enfin les livres élémentaires nécessaires à la tenue des écoles ⁶.

c) Parallèlement, et avec la même célérité, le jury d'instruction aborde la seconde partie de sa tâche concernant l'examen des instituteurs : circulaire aux municipalités (19 nivôse) ⁷, ouverture de ses séances (29 ventôse), et pendant trois mois (29 ventôse-11 messidor an III), examen,

¹ *Ibid.*

² A. D. L/T 926, pour le jury : *signé* : Bouliguen, Houtreux et Caillot ; pour le district : Poilpré, Léonard, Ledoux, Haran, Caillot, agent national.

NOTA. — Le premier de ces tableaux fut seul accepté par le Comité d'I. P., 12 germinal an III.

³ Circulaire sur l'emplacement des écoles, qui, par raison d'économie et de pénurie d'instituteurs conseille de n'établir dans les villes qu'une école pour 1.500 à 1.800 h. au moins ; et recommande pour les écoles de campagne, de choisir les communes les plus centrales, avec une population de 1.000 h. au moins dans un rayon de 2.000 à 2.200 toises. *Signé* : Garat, Ginguéné et Clément de Ris. (GUILLAUME, *Conv.*, t. VI, pp. 924, 925.)

⁴ Baugé, Bauné, Breil, Corné, Echemiré, Guédeniau, Jarzé, Mazé, Vernantes, Vernoil, Vieil-Baugé.

⁵ Loi du 12 prairial an III sur l'aliénation des domaines nationaux.

⁶ A. D. LII/T 31. Dist., tableau pour la formation des écoles primaires, 25 ventôse an III.

⁷ *Ibid.* Carton 31.

chaque décade, au jour de nonidi, des instituteurs avec tenue d'un registre à cet effet. Dix-sept instituteurs et institutrices se rendent successivement au chef-lieu du district : neuf sont refusés, huit admis et rien ne montre mieux que le détail de ces examens, le soin apporté par le jury à cette opération et, par contre, la faible valeur intellectuelle des maîtres de l'époque¹. Ainsi, 29 ventôse, refus de Charles Malard, de Clefs, qui n'a « aucun principe d'écriture », ne sait pas « la division... et n'a pas la moindre teinture de géographie et d'arpentage »²; de Joseph Hardouin, de Vernantes, « qui fait de lourdes fautes dans l'orthographe, et ne sait que faiblement l'arithmétique »; le 9 messidor, de Jacquine Nadereau, de Mazé, qui « lit assez bien », mais « ne sait pas même l'addition »; le 12 messidor, de Bernard Lemer cier, de Corné, « malgré le vœu des citoyens de la commune, et à raison de son bégaiement convulsif qui peut influer par imitation sur les jeunes élèves », etc. Par contre, admission, le 29 ventôse, de Louise Faifeu, de Vernantes « qui a su faire les quatre opérations », mais qui devra « s'instruire davantage en géographie »; d'Anne Bardet, veuve Guinebert, de Baugé, « qui lit très bien », promet « de s'appliquer à acquérir quelques connaissances qui lui manquent et qui se recommande par les soins qu'elle apporte à l'éducation de ses enfants »³; le 9 floréal, de François Orfray, qui postule pour Mouliherne et le 13 floréal, de Laurent Decorce, de Jarzé, qui, tous deux, « lisent bien, connaissent les quatre opérations, ont une bonne écriture et répondent avec intelligence aux questions posées sur l'éducation et la tenue d'une école ».

Ainsi, la pénurie des maîtres était la même à Baugé qu'à Saumur et, au représentant Bailleul, préoccupé du choix du personnel⁴, le jury renouvelé pouvait répondre, le 29 messidor, en justifiant ses premières opérations et en affirmant l'inutilité d'un nouvel examen, « les maîtres admis l'ayant été après « l'examen le plus approfondi » et « aucun parmi eux n'étant supérieur au point de devenir l'instituteur de ses confrères »⁵. Il ajoutait encore, non sans tristesse qu'en « raison du discrédit des assignats, qui rend presque nul leur traite-

¹ A. D. LII/T Reg. contenant vingt-sept feuillets pour servir à l'enregistrement des délibérations du jury d'instruction publique du district de Baugé, etc. (carton 31.)

² Voir aux Annexes.

³ Ibid.

⁴ L'arrêté du 25 prairial portant renouvellement du jury est lu en séance le 27 messidor, le jury est continué dans ses fonctions par le district, le même jour et reprend ses fonctions le 29. (Ibid.)

⁵ C'était en messidor an III la survivance de l'idée des écoles normales secondaires ou cours normaux, contenue dans l'art. 11 de la L. du 9 brumaire an III : « Une école normale, dont l'objet sera de transmettre aux citoyens et aux citoyennes qui voudront se vouer à l'enseignement public, la méthode qu'ils auront acquise dans l'École normale de Paris. » (BUISSON, D. p. 560, c. 1.)

ment, on ne peut que savoir gré aux citoyens qui consacrent leur temps à l'éducation »¹ et cela même était le fond de la question.

Invités par le département à lui faire connaître (10 thermidor an III) l'état de l'instruction publique dans le district, les administrateurs et le procureur syndic ne pouvaient, à leur tour, que retracer l'historique des efforts tentés² et reporter sur « des causes étrangères » l'état « affligeant du district » : rareté des sujets, insuffisance du traitement et enfin inexécution de « la loi qui avait destiné les presbytères à l'instruction »³.

A Baugé, comme à Saumur, les causes d'insuccès étaient les mêmes et débordaient l'action du district.

IV. — Jugement sur l'application de la loi de brumaire an III

Et cependant, malgré toutes ces réserves, serait-il juste de conclure que tout a été négatif dans ce département, concernant la loi scolaire de brumaire an III? On ne saurait aller jusque-là.

Sans doute, on n'y a trouvé nulle trace de formation pédagogique des maîtres. Nulle part non plus, on ne paraît s'être inspiré du règlement scolaire élaboré à la même époque par le Comité de l'Instruction publique⁴, et le premier règlement de cette nature, élaboré par le département, datera de germinal an IV. Enfin, c'est à peine si on peut percevoir la première trace de ces ouvrages « élémentaires », dont la Convention avait décidé de doter les écoles primaires⁵, ouvrages

¹ Confirmation des instituteurs et institutrices cy-devant nommés (s. 29 messidor an III). (Signé : Bouliguen, Caillot.)

² Au total : 2 instituteurs et 4 institutrices admis : Orfray à Fougeré (9 floréal an III), et Decore à Jarzé (13 floréal) ; Louise Faifeu à Vernantes (29 ventôse) ; veuve Guinebert à Clefs (29 ventôse) ; Sainte Marmin, femme Lemasson (9 germinal), à Baugé ; Perrine Marquet à Jarzé (27 prairial), Léonard, nommé à Echemiré (29 ventôse an III), n'a pas joint son poste après avoir accepté ; de même pour Renée Godeline, à Beaufort (9 germinal an III). (A. D. L/T 926.) *Liste des communes dans lesquelles il y a des instituteurs et des institutrices.* — Il faudrait ajouter à cette liste un certain nombre d'instituteurs qui ne se sont pas présentés devant le jury d'instruction : Jeanne Brard, à Vernail, 60 ans, qui n'a pu faire une « longue route » mais « qui n'a rien perdu du côté moral ou des talents propres à l'instruction » (25 ventôse an III) ; Jacqueline Nadreau, à Mazé, qui exerce depuis un an et « inspire à ses élèves la vraie morale républicaine » (7 messidor an III) ; de même encore Aubron, à Vernail (6 vendémiaire) ; Payen, agréé par la municipalité de Chalonnes sous-le-Lude (fructidor an III), etc. (A. D. L 11/T, District, carton 31.)

³ *Ibid.* L/T 926.

⁴ Règlement pour la police des écoles primaires, 24 germinal an III. (GUILLAUME, *Conv.*, t. VI, p. 80.)

⁵ Après le 9 thermidor, retour au système d'Arbogast, qui confie aux savants la composition des livres élémentaires (1^{er} brumaire an IV). Seul le cours de grammaire de Sicard, à l'Ecole normale comporte, après l'étude des principes, l'ouvrage élémentaire à proposer aux enfants. (DUPUY, *E. N. de l'an III*, pp. 58, 59 et pp. 164-168.) On avait confondu « résumés » et « éléments », et sous le titre de livres élémentaires on vit paraître des manuels techniques de toutes sortes. (F. BRUNOT, *ouv. cit.*, p. 315, et note 2.) — D'autre part, le concours ouvert avant le 1^{er} thermidor an II n'est clos définitivement que le 7 fructidor an III et le rapport de ses membres en sera seulement présenté par Lakanal aux Cinq Cents le 14 brumaire an IV. (BUISSON, *D.*, p. 1608.)

qui commençaient à peine à se répandre dans le département ¹ et sans lesquels « rien n'était à espérer » ².

Par contre, il convient de noter que, dans deux districts au moins, a été élaboré, pour la première fois, un plan d'ensemble concernant la création des écoles primaires publiques et il n'apparaît pas que la pierre d'achoppement soit, comme on l'a dit, sortie du décret « géométrique » de Lakanal ³. En fait, dans le district de Baugé, la carte des écoles, d'après « les convenances locales », se rapproche sensiblement de la répartition faite d'après « la réalité mathématique » prévue par la loi. Bien plus, le tableau de concordance établi, dans le district de Saumur, entre les écoles en activité et les écoles à créer par application de la loi, prouve une fois de plus que, dans ce département tout au moins, loin de penser à « supprimer d'un trait de plume près des trois quarts des écoles » ⁴, on s'est efforcé, en l'an III comme en l'an II, non de faire une œuvre « artificielle » ⁵, mais de maintenir d'abord ce qui existait, afin de faire servir le présent aux réalisations de l'avenir. Et cela même valait la peine d'être dit.

D'autre part, pour la première fois, dans deux districts au moins, le choix des instituteurs a été précédé d'un véritable examen et subordonné à la valeur morale et *intellectuelle* des maîtres. Si le nombre des écoles créées a été petit, du moins il n'a pas été livré au hasard et l'on ne saurait trop souligner, à ce point de vue, l'attention apportée par ces districts au choix des jurys d'instruction et le soin scrupuleux avec lequel ceux-ci se sont acquittés de leur mission. Cela encore était d'importance ⁶.

Enfin, si les obstacles rencontrés dans l'application de la loi, ont une

¹ Adresse décrétée par la Convention (18 vendémiaire an III), pour être affichée dans les salles décadaïres et lue dans les écoles primaires ; transmise aux districts avec cir. du Comité de Législation, 1^{er} brumaire an III. (A. D. L/t, *Dist. de Cholet*, Inst. prim.) — *Almanach républicain* en douze vol. dont plusieurs déjà parus par Jacquin et Dupin « excellent pour les écoles primaires », pour les lectures publiques les jours de fêtes décadaïres. (Arrêté du Comité d'I. P., 16 vendémiaire an III, reçu au dép. 21 vendémiaire an III.) (L/t 937.) — *L'Instruction pour les bergers* de Daubenton réimprimé à 2.000 exemplaires par décret du 14 nivôse an III, et reçu dans les districts en frimaire an III. (L II, D. de Saumur, *Reg. corresp.*, p. 298 ; accusé de réception, 26 frimaire an III). — *Feuille villageoise*, en particulier n° 35, germinal an III édité à 1.000 exemplaires, à raison de 25 exemplaires par district dans les régions troublées par les menées des prêtres. (GUILLAUME, *Conv.*, t. V, p. 248, et t. VI, p. 6.) — *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, par Condorcet, réimprimé à 3.000 exemplaires pour être distribué « de la manière la plus utile à l'instruction », décret du 13 germinal an III. (GUILLAUME, *Conv.*, t. VI, pp. 10, 11.) — *Mémoire d'un détenu sur la tyrannie de Robespierre*, propre à faire aimer la liberté, envoyé par le Comité d'I. P. aux districts, réimprimé par celui d'Angers à 300 exemplaires. (A. D. L II, D. d'Angers, 7^e cah., séance du 11 floréal an III), etc. Aucun de ces ouvrages ne constitue à proprement parler, un des manuels élémentaires nécessaires dans les écoles.

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 316.

³ ALLAIN, *L'Œuvre scolaire de la Révolution*, p. 77. M. F. Brunot paraît reprendre cet argument à son compte « la répartition prévue des écoles entre les campagnes était mal établie » (*ouv. cité*, p. 318). On vient de voir qu'il n'en fut pas partout ainsi dans la pratique.

⁴ ALLAIN, *ouv. cité*, p. 45.

⁵ A. DUPUY, *L'Instruction publique et la Révolution*, p. 145.

⁶ Et c'est ce qui ne permet pas de souscrire entièrement au jugement de M. Brunot sur ce point. « Le recrutement fut déplorable ; il fallut se contenter de maîtres sans préparation éprouvée, munis d'un brevet de civisme, qui prouvait juste autant qu'un certificat de catholicisme en ce qui concerne l'instruction et les capacités... » (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 318.)

fois de plus paralysé les efforts, ils n'ont point abattu la foi robuste de plusieurs districts et suivant l'expression du plus actif d'entre eux, celui de Saumur, c'est du temps qu'il faut attendre la réalisation d'une œuvre « si nécessaire » mais qui ne saurait être créée « de prime saut »¹.

En fait, en Maine-et-Loire, comme dans d'autres régions, la loi du 27 brumaire ne fut pas un échec total². Elle eut pour conséquence « un effort nouveau des autorités en faveur de l'instruction populaire »³, effort variable, il est vrai, suivant les districts et qui, même chez les plus actifs d'entre eux, allait être bientôt paralysé par le développement rapide de la poussée réactionnaire.

¹ A. D. L. 11/t 167, D. de Saumur. Jury d'inst., messidor an III.

² Après avoir rappelé les réponses reçues par Lakanal en prairial an III et qui indiquent qu'il y eut alors en réalité un *certain nombre d'écoles créées*, M. Brunot considère à tort ces résultats comme entièrement négatifs, et écrit sous une forme trop absolue : « *L'insuccès des écoles publiques demeurait complet.* » (F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 318.) Ce qu'on vient de voir pour le Maine-et-Loire ne permet pas de souscrire sans réserve à ce jugement.

³ REUSS, *ouv. cité*, p. 173.

CHAPITRE II

Les écoles primaires sous le Directoire Application dans le département, de la loi du 3 brumaire an IV

I. — *Caractères de la loi scolaire du 3 brumaire an IV* (25 octobre 1795)

1. Depuis le 9 thermidor, deux courants contraires et chaque jour de force plus inégale, se partagent les esprits. D'un côté, « quelques rêveurs obstinés... seuls fidèles aux principes généraux proclamés par la Convention nationale en novembre 1794 »¹ et suivis de loin par une partie des modérés qui n'ont pas encore perdu « la belle foi de jadis »². De l'autre, « les esprits rétrogrades qui allaient dominer de plus en plus dans les hautes sphères politiques » et qui « ne voyaient aucune utilité à faire de leurs futurs électeurs des citoyens pensant par eux-mêmes, ni à répandre un minimum d'instruction dans les campagnes »³.

Dès lors se succèdent une série de mesures nouvelles. C'est d'abord, au lendemain de la promulgation de la loi de brumaire, la mise à l'étude d'une nouvelle organisation des écoles primaires ; puis les « résolutions successives... influencées par les crises quotidiennes de la politique intérieure, soit anti-jacobine, soit anti-royaliste »⁴. Tout d'abord, c'est la nomination de la Commission des Onze, où n'entre aucun Montagnard (17 floréal an III) ; puis au lendemain de la journée du 1^{er} prairial, qui avait consommé la ruine de la Montagne, le rapport nettement rétrograde de Boissy d'Anglas⁵, (messidor an III, 23 juin 1795) et, peu après le rapport de Daunou qui pose les bases de la nouvelle organisation scolaire (5 fructidor, an III, Cons-

¹ REUSS, *ouv. cité*, p. 179.

² « Panckouke, qui n'était pas un Jacobin, écrivait encore avec la belle foi de jadis : « Cet objet (les progrès de l'instruction dans les campagnes, les petites villes) est d'une si grande importance qu'il me serait facile de démontrer que le salut de la République y est attaché. » *Gram. élémentaire et mécan.*, p. 62. (Cité par F. Brunot, *Hist. de la Langue française*, t. IX, p. 319, note.)

³ REUSS, *ouv. cité*, p. 179.

⁴ *Ibid.*, p. 180.

⁵ BUISSON, *D.*, t. I, p. 567, c. 1.

titution, titre X)¹. Enfin, après l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire an IV, ce sont les rapport et projet présentés par Daunou (27 vendémiaire)² et la rédaction définitive de la loi sur l'instruction publique adoptée le 3 brumaire an IV, la veille même du jour où la Convention allait se séparer.

2. Qu'était en réalité ce testament de la Convention, en matière d'instruction primaire?

L'école primaire, telle qu'elle est constituée par le titre premier de la loi d'ensemble sur l'organisation publique du 3 brumaire an IV, marque en fait un nouveau recul par rapport à la loi précédente qui, elle-même, était déjà destructive de la loi de frimaire an II.

Le nombre des écoles était déterminé, non plus d'après les besoins de la population, mais seulement à raison « d'une ou plusieurs » par canton (titre I, art. 1^{er}). Leur programme était limité, comme avant 1789, à la lecture, à l'écriture, au calcul, avec les travaux manuels pour les filles, et seul le catéchisme faisait place « aux éléments de la morale républicaine » (art. 5). Au lieu d'un traitement d'État, les maîtres n'avaient désormais de ressources assurées que le logement auquel devait être annexé un jardin (art. 6). L'instruction cessait d'être gratuite et les élèves, à l'exception d'un quart d'entre eux, étaient astreints à la rétribution scolaire (art. 8).

Enfin, cessant de revendiquer la charge de l'instruction publique, l'État s'en remettait aux autorités locales du soin d'assurer l'organisation des écoles. Le département était chargé de déterminer la carte scolaire (titre I, art. 1^{er}) ; d'organiser les jurys d'instruction (art. 2) ; de nommer et de destituer les maîtres (art. 3 et 4) ; de fixer l'indemnité de logement et la rétribution scolaire (art. 6, 8 et 9) ; de rédiger les règlements scolaires (art. 10). Il partageait, avec les municipalités, la surveillance des écoles (art. 11) et n'avait à rendre compte au pouvoir exécutif qu'en ce qui concerne le régime de ces écoles (art. 10). Dans les cantons, les administrations municipales étaient chargées de « la présentation » des « instituteurs primaires » (titre I, art. 3), participaient à leur destitution (art. 4), déterminaient « le quart des élèves exemptés de la rétribution pour cause d'indigence » (art. 8) et devaient surveiller « immédiatement » les écoles primaires, pour y maintenir « l'exécution des lois et arrêtés des administrations supérieures » (art. 11)³.

¹ Constitution, titre X, *Inst. publique*, art. 296 à 301.

² BUISSON, *D.*, p. 567, c. 1., p. 568, c. 1 et 2.

³ *Ibid.*, p. 569, c. 1 et 2.

NOTA. — La loi du 3 brumaire an IV, ne mentionnait que les « instituteurs primaires ». . . Le même jour (3 brumaire an IV), sur la proposition de Lakanal, rapporteur du Comité d'Instruction publique, était voté un décret complémentaire composé seulement de deux articles concer-

Telle était cette nouvelle organisation de l'enseignement primaire, votée un an seulement après le 9 thermidor. Elle sacrifiait la plupart des principes révolutionnaires et, par là même, motiva les jugements les plus sévères. « Cette loi, — dit l'historien du Comité d'Instruction publique, — est le témoignage de la déchéance intellectuelle et morale de la Convention... Dans l'enseignement primaire, on a renoncé à la gratuité et à l'obligation et l'instituteur redevient le misérable magister de l'Ancien régime, réduit, pour vivre, aux redevances de ses élèves... L'œuvre qu'avaient rêvée les meilleurs parmi les hommes de la Révolution était manquée, leur vaste entreprise avait avorté¹. » Et encore : « La loi qui fut votée — déclare M. F. Brunot — était une vraie loi de renonciation, au moins en ce qui concerne l'enseignement primaire... Il n'y était question ni de l'enseignement du français, ni même de l'enseignement en français... On ne reculait plus, on abdiquait². » Le contraste en effet était frappant entre les réalisations mesquines de l'an IV et les aspirations généreuses de l'an II³.

C'est sous une forme diminuée, qui se recommandait à tort des noms de Talleyrand et de Condorcet⁴, que va s'organiser péniblement, pendant les quatre années du Directoire, l'école primaire publique, « qu'on ne peut plus appeler école d'État, puisque l'État ne la payait plus »⁵, mais qui cependant, en Maine-et-Loire comme ailleurs⁶, et là, peut-être plus qu'ailleurs, allait lutter vainement contre la concurrence écrasante des écoles particulières.

nant la question de savoir s'il y aurait des écoles primaires pour les filles. « Art. 1^{er} : Chaque école primaire sera divisée en deux sections, une pour les garçons et une pour les filles. En conséquence, il y aura un instituteur et une institutrice. Art. 2 : Les filles apprendront à lire, à écrire, compter, les éléments de la morale républicaine ; elles seront formées aux travaux manuels de différentes espèces utiles et communes. » (*Ibid.*, p. 570, c. 2.)

¹ GUILLAUME, *Conv.*, t. VI, *Introd.*, pp. XXI-XXVIII.

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 319.

³ Sur ce point, il convient de n'accepter qu'avec réserve ce jugement de Reuss : « ... Je crains bien que le consciencieux éditeur des *Procès-verbaux du Comité de l'Instruction publique* ne se paie ici de mots, en regardant comme des faits quasiment accomplis les rêves de certains théoriciens qui ne s'étaient pas le moins du monde préoccupés de découvrir les ressources nécessaires pour les réaliser, et qui, s'ils les avaient cherchées n'auraient jamais réussi à les trouver, dans le bouleversement général du pays et la banqueroute imminente des finances. » (REUSS, *ouv. cité*, p. 181, note 3.)

En frimaire an II, la loi scolaire avait déjà un caractère pratique et rien n'empêche de penser que si la Terreur avait duré, la loi n'eût été d'une application plus générale.

⁴ « Vos Comités, en rédigeant les projets qu'ils vous ont offerts le 6 messidor et qu'ils reproduisent aujourd'hui ont trouvé du plaisir et de la gloire à s'emparer des richesses qu'avaient déjà répandues sur cette matière les hommes célèbres qui s'en étaient occupés : nous n'avons fait que rassembler leurs idées éparées, en les raccordant aux principes de la constitution républicaine. Nous nous honorons de recommander ce projet des noms de Talleyrand et de Condorcet et de plusieurs autres écrivains, etc... » (Rapport de Daunou, BUISSON, *D.*, t. I, p. 568, c. 1.)

⁵ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 349.

⁶ Voir A. Aulard, *La politique scolaire du Directoire*, dans la *Revue bleue*, 12 mai 1900.

II. — Situation politique du département au moment de l'application de la loi scolaire de brumaire an IV

A l'époque du Directoire, « dictature d'impuissance qui continua à se réclamer des idées de la Révolution française »¹, et où la république bourgeoise engage « un duel de quatre années » avec « les partisans d'une restauration monarchique »², il ne manqua pas d'hommes résolus à opposer la tradition républicaine aux renoncements des sceptiques »³. Il s'est trouvé, en Maine-et-Loire, une bourgeoisie libérale qui a détenu le pouvoir jusqu'au 18 brumaire et qui n'a pas répudié complètement la politique scolaire de l'an II, en matière d'instruction populaire.

1. En vendémiaire an IV, les élections législatives n'ont pas été, dans ce département, une protestation systématique « contre la politique de la Convention s'obstinant à se survivre »⁴. La bourgeoisie aisée qui constitue seule, comme partout, le corps politique, et dont l'esprit girondin rappelle celui de 1792, porte son choix sur les conventionnels modérés qui avaient été en Anjou les promoteurs de la Révolution : les trois amis, La Révellière-Lépeaux, Pilastre et Leclerc, rentrés ensemble à la Convention, après thermidor, tous trois libres penseurs convaincus, et futurs apôtres de la religion civile ; avec eux, Volney, le vaillant polémiste de 1789 resté populaire en Anjou, malgré son absence ; enfin Savary, héroïque soldat, ruiné par les désastres de la Vendée⁵.

2. L'esprit qui avait présidé aux élections législatives se retrouve dans l'administration du département.

On sait que, tout en conservant les départements, la Constitution de l'an III avait modifié profondément leur organisation, mettant, au

¹ A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1919, p. 410.

² E. Le Gallo, *An. Rév.*, 1927, p. 291. (A propos d'un ouvrage de Louis Madelin, *La France du Directoire*. Paris, Plon, 1 vol. in-8°.)

³ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 351.

⁴ A. AULARD, *Révolution française*, p. 578.

⁵ L'assemblée électorale, réunie à Angers du 20 au 24 vendémiaire, choisit sur la liste des deux tiers Conventionnels : en premier lieu, La Révellière-Lépeaux, qui avait pris part à l'élaboration de la nouvelle constitution ; avec lui, les deux Dandenac, rentrés comme lui à la Convention après le 9 thermidor ; sur la liste supplémentaire, Delaunay le Jeune, qui venait de participer activement à la répression royaliste du 13 vendémiaire an III, enfin, sur la liste du nouveau tiers, qui représentait plus directement l'opinion de l'Assemblée : les deux conventionnels sortants : Leclerc et Pilastre ; un ancien constituant : Volney ; un nouveau venu, l'adjudant général Savary. — Des cinq conventionnels qui restaient à l'écart, trois étaient des hommes de second plan qui seront réélus par la Convention, se complétant elle-même ; Ménuau, Lemaignan et Talot ; le quatrième, Pérard, ne sera pas réélu ; le cinquième, d'une autre envergure, Choudieu, était en état d'arrestation depuis germinal an III et non rééligible (décret du 5 fructidor, art. 3). (BODINIER, *Les élections et les représentants de Maine-et-Loire depuis 1789 jusqu'à nos ours*. Angers, Grassin, 1887, pp. 53-77.)

chef-lieu, une administration centrale de cinq membres, placée sous la tutelle d'un commissaire qui « surveille et requiert l'exécution des lois »¹, supprimant les districts et faisant du canton la nouvelle cellule administrative, avec une organisation calquée sur celle du département. En fait, « dans chaque canton et dans chaque département, le commissaire du Directoire fut la principale autorité administrative »².

En Maine-et-Loire, où les huit districts étaient remplacés par 60 cantons³, le corps électoral, réuni à Angers le 20 vendémiaire, confiait le département à « cinq vétérans de la Révolution »⁴, appartenant à cette bourgeoisie libérale qui va essayer de reprendre, en l'an IV, la politique modérée qu'elle avait dû abandonner en 1793 : Villier, président ; Leterme-Saulnier, Brichet, Baranger et Gaudais, administrateurs⁵. Ceux-ci désignaient à leur tour, au directoire exécutif, comme commissaire près du département, le citoyen Monnier⁶, que ses vertus publiques rendaient « recommandable à tous les amis du gouvernement »⁷. Jusqu'au coup d'État du 18 fructidor (29 ventôse an IV-9 vendémiaire an VI), le département allait être dirigé par ce républicain modéré mais ferme, en plein accord avec les représentants élus qui l'avaient signalé à l'attention du Directoire. Dans ses fonctions, il sera secondé par les commissaires nommés en brumaire, an IV⁸, les uns, administrateurs éprouvés : Lependry à Angers⁹, Riffault à Saumur¹⁰, Chouteau à Cholet¹¹, Bancelin

¹ Constitution, titre VII, art. 121.

² A. AULARD, *Rév. française*, p. 606.

³ PORT, D., *Introd.*, p. XXXIX.

⁴ A. D. L 158. Monnier, commissaire du département, au ministère de l'Intérieur, 13 ventôse an IV.

⁵ Au moment de leur élection, Villier était procureur syndic au département depuis floréal an III ; Baranger et Brichet administrateurs du département depuis prairial et floréal an III ; Gaudais, membre du Directoire du district de Saumur ; Leterme-Saulnier, nommé administrateur du département par les représentants du peuple en 1793, et continué par eux dans deux nominations successives en l'an II et le 6 floréal an III. (*Ibid.*)

⁶ Né à Varades (Loire-Inférieure), 1752 ; homme de loi et notaire à Ingrandes ; correspondant de la commission intermédiaire des États de Bretagne ; puis, en 1789, commandant de la garde nationale d'Ingrandes, président du Comité provisoire municipal, procureur de la commune et agent national jusqu'à l'an III ; placé « sur le chemin de la Vendée en armes, en butte aux assauts journaliers des chouans ; presque seul debout au milieu de tant de dévouements épuisés » ; procureur-syndic du district d'Angers, de l'an III à l'an IV. Nommé provisoirement commissaire par l'administration du département, puis définitivement par le Directoire, le 29 ventôse an IV. (PORT, D., t. II, p. 604.)

⁷ A. D. L 160. Corresp. L'administration du département au ministère de l'Intérieur, 2 floréal an IV.

⁸ Liste arrêtée provisoirement par le département, 15 brumaire an IV, et définitivement par le Directoire, 26 brumaire an IV. (A. D., L 192-193, un dossier.) A. N., B 11 241 M. et L., n° 55. Tableau des commissaires du pouvoir exécutif près les administrations munic. de canton, 26 p. ms. Tableau non daté, postérieur au coup d'État de fructidor an V, et qui indique les mutations de commissaires pour chaque canton jusqu'en nivôse an VI.

⁹ Ancien procureur syndic du district de Saint-Florent. (Commissaire du 1^{er} germinal an VI au 18 nivôse an V.) (A. N. B 11-241.)

¹⁰ Succède, le 29 pluviôse an V, à Cadieu, membre de la municipalité, qui avait été nommé le 26 brumaire an IV.

¹¹ Administrateur du district en 1790, député de la Législative, attaché aux armées comme médecin en l'an III et en l'an IV ; revenu à Cholet où ses concitoyens « ont gardé de son nom une mémoire reconnaissante ». Commissaire, de brumaire à messidor an IV. (PORT, D., t. I, p. 710.)

à Segré¹, Renou au Montglonne²; les autres, de souche bourgeoise, appartenant à la magistrature, comme Lemotheux à Châteauneuf³; ou à l'armée, comme Loir-Mongazon à Blaison⁴; ou encore, au clergé assermenté, comme Bonnet à Savennières⁵, Renou à Fougeré⁶, Blain à Noyant⁷, qui ne furent pas des moins zélés à servir la cause du Directoire⁸.

3. A peine installé, et devant les instructions de Bénézech, ministre de l'Intérieur⁹, Monnier, faisant preuve d'initiative personnelle, s'adresse aux municipalités (18 brumaire an IV), « pour les mettre à même de bien connaître et remplir, avec exactitude », les fonctions qui leur sont dévolues par la loi du 21 fructidor¹⁰, puis aux commissaires cantonaux provisoires (22 brumaire an IV), pour préciser leur rôle « au moment où il s'agit d'établir un nouvel ordre de choses »¹¹.

¹ Maire de Segré de 1790 à brumaire an II; administrateur puis président du district 1794; commissaire civil pour la pacification en 1795. Commissaire, 18 nivôse an V. Donnera sa démission en pluviôse an VI « fondée sur le délabrement de sa fortune, l'obligation où il est de donner l'éducation à ses six enfants et le besoin de repos ». (PORT, D., t. I, p. 194; (A. D. L 158, Lettre Moreau à min. Int., 19 pluviôse an VI.)

² Remplacé, le 10 thermidor an IV, par Houdet; deviendra professeur d'histoire naturelle à l'Ecole centrale le 2 fructidor an V.

³ Accusateur public et juge suppléant au tribunal du district. (PORT, D., t. II, p. 500.)

⁴ Adjudant général sous Hoche et Canclaux, retiré à Blaison pour raison de santé, commissaire depuis le 18 pluviôse an V. (PORT, D., t. II, p. 535.)

⁵ Curé de Savennières 1791; prête le serment, abdique toute fonction ecclésiastique, 5 pluviôse an II; procureur de la commune, commissaire, 9 prairial an IV. (QUERUAU-LAMERIE, *Le Clergé*, etc., pp. 223, 224.)

⁶ Vicaire à Cheviré-le-Rouge, élu curé constitutionnel le 22 mars 1791; renonce au culte 23 frimaire an II auteur de deux hymnes pour la fête de l'Etre suprême (20 prairial an II): *A tous les fanatiques qui ont encore un peu de raison et en particulier à ceux de la Vendée*; couplets sur l'air du *Pauvre Jacques*. — *A tous les despotes ligés contre la République*. Marié et commissaire à Fougeré, 29 pluviôse an V. (PORT, D., t. III, p. 243. — A. N. B 11-241. — QUERUAU-LAMERIE, *ouv. cité*, p. 78.)

⁷ Blain, curé de Rillé en 1791, canton de Savigné (Indre-et-Loire), puis chef de correspondance des hôpitaux militaires de l'armée de l'Océan; marié et commissaire du canton de Noyant; installé le 7 prairial an IV, il reste en fonction pendant toute la durée du Directoire. (A. N. B 11-241. — A. D., L 283, canton de Noyant.)

⁸ « Ma fortune, ma famille, ma liberté, mon honneur et ma vie sont essentiellement liés à la Révolution française. » (A. D. L 283, canton de Noyant. Lettre Blain à commissaire du département, 7 brumaire an VI.)

⁹ A. D. L 159, ministère de l'Intérieur à administrateurs des départements. Paris, 22 brumaire an IV.

¹⁰ A. D. L 216, Reg. corresp., 27 vendémiaire an IV, 5^e jour complémentaire an IV.

¹¹ A. D. L 192, 193 (dossier), 12 p. mss. — Pendant deux ans, il portera son attention vigilante sur toutes les questions intéressant la vie publique : formation tardive des municipalités; application de la loi du 10 vendémiaire an IV sur la police des communes; surveillance des cultes et infractions commises par les prêtres réfractaires; application, dans le département, de la loi du 14 frimaire an V, qui exclut des fonctions publiques les amnistiés et les chefs rebelles de la Vendée; exécution des instructions sur la célébration des fêtes nationales; admonestations aux municipalités défaillantes, etc...

(A. D. L. 208. Lettre au citoyen Lachaise, commissaire à Candé, 18 floréal an IV et au citoyen Bodot, ancien maire de Segré (8 messidor); — *Ibid.* L. 215. Circul. à diverses municipalités du Baugeois (6 floréal); — L. 221. Au général Vidalot du Sérât, sur les provocations du curé Chollet, à Morannes (9 prairial); — L. 224 bis. Au commissaire de Brissac, sur le curé de Saulgé-l'Hôpital, qui déclare publiquement « qu'il est temps d'arracher l'arbre de la liberté jusqu'à sa racine » (3 fructidor an V); — L. 160. Au ministre de l'Intérieur, sur les prêtres insermentés du canton du Puy (6 vendémiaire an VI); — L. 158. Au ministre de l'Intérieur sur l'arrêté du 16 nivôse an V, qui avait suspendu la publication de la loi du 14 frimaire an V dans les

Parallèlement à l'action du commissaire central, l'administration du département témoigne de la même activité et la bourgeoisie, au chef-lieu comme dans les cantons, s'installe de nouveau dans les affaires publiques¹.

4. Mais tandis que les nouvelles municipalités, correspondant aux anciens districts d'Angers, de Saumur et de Baugé, vont seconder les dispositions de l'administration centrale, le reste du département, correspondant à la région insurgée, manifesterà une hostilité persistante contre les nouvelles institutions.

En fructidor an III, au moment où les Assemblées primaires sont appelées à se prononcer pour ou contre la nouvelle constitution, les districts qui avaient été le théâtre de la guerre civile se réfugient dans l'abstention et, à part de rares îlots (La Pommeraye, Saint-Florent, etc.), toute cette moitié du département demeure en marge du nouvel état de choses².

Aussi les nouvelles municipalités de canton ne s'y forment que tardivement. C'est seulement en germinal an IV (avril 1796), que le citoyen en mission, Dumas, parviendra à y organiser « les autorités civiles »³. En floréal an IV, le canton de Maulévrier ne sera pas encore organisé⁴ et

départements de l'Ouest (8 pluviôse an V) ; — L 159. Lettre du ministre de l'Intérieur au commissaire du département sur les fêtes nationales (11 floréal an V) ; — L 224 *ter*. Observations au commissaire de Saumur *intra muros*, 1^{er} fructidor an V, etc.)

¹ Il attire l'attention du Directoire sur la détresse des fonctionnaires causée par la dépréciation des assignats, sur la vente à vil prix de biens nationaux, sur les secours à accorder aux prêtres fidèles « qui ont utilement servi la patrie », sur la fixation des marchés aux jours combinés avec le calendrier républicain et sur la célébration des fêtes civiques au décadi. Au 30 ventôse an V, cette administration se déclarera en état de rendre un compte satisfaisant sur toutes les questions intéressant le bien public : « hôpitaux, enfants naturels de la patrie, maisons de détention, tribunaux, municipalités, état civil des citoyens, pensionnaires de l'État, instruction publique, commerce, arts et agriculture, etc. » (A. D. L 156, 4 pluviôse an IV-^{1er} et 15 prairial an IV. — L 160, 13 floréal-3 prairial et 6 fructidor an V. — B. A. H 208, *Compte rendu*, déc., 1^{er} brumaire an IV au 1^{er} germinal an V, 82 p. in-8°, 30 ventôse an V. *Signé* : Villier, président ; Leterme-Saulnier, Brichet, Béranger, Gaudais, administrateurs.)

² Ainsi, dans le district de Segré, qui est aux mains de la chouannerie, deux cantons seulement sur six prennent part au vote : Le Lion, à proximité d'Angers, avec 83 votants ; Pouancé, aux confins de la Bretagne, avec 25 votants, « tous réfugiés à Craon », c'est-à-dire hors du département. Même situation dans le district vendéen de Cholet, où sur neuf cantons, seul le chef-lieu du district élève la voix, avec 39 votants « tous acceptants » (22 fructidor). Entre les deux, le district de Montglonne, ci-devant Saint-Florent, ne vote que dans deux cantons situés sur le bord de la Loire : à La Pommeraye, avec 90 suffrages, et à Saint-Florent, où 132 citoyens réunis d'abord « dans la ci-devant chapelle Sainte-Catherine, en l'isle de cette commune », puis assemblés « avec leurs femmes et filles », « dans un vaste amphithéâtre formé par la nature » acclament spontanément l'acte Constitutionnel, aux cris de « Vive la République ! Grâce soient rendues à la Convention nationale ! » (20 fructidor). Enfin dans les districts limitrophes de l'insurrection, les abstentions sont encore nombreuses : Ainsi, pour Vihiers, les trois cantons vendéens de Chanzeaux, Coron et Concourson figurent en blanc sur le tableau d'ensemble du district ; de même pour Châteauneuf, le canton de Contigné, voisin du Segréen, où l'Assemblée des électeurs n'a pu avoir lieu « parce que les Chouans occupent le pays et compriment l'esprit par la terreur. » (A. N. B 11-52. Votes populaires, 1793-1851.)

³ B. A., H 208, n° 22, p. 5.

⁴ A. D., LIII. Lettre de Monnier, commissaire du département, au commissaire du canton (6 floréal an IV).

à Segré¹, Renou au Montglonne²; les autres, de souche bourgeoise, appartenant à la magistrature, comme Lemotheux à Châteauneuf³; ou à l'armée, comme Loir-Mongazon à Blaison⁴; ou encore, au clergé assermenté, comme Bonnet à Savennières⁵, Renou à Fougeré⁶, Blain à Noyant⁷, qui ne furent pas des moins zélés à servir la cause du Directoire⁸.

3. A peine installé, et devant les instructions de Bénézech, ministre de l'Intérieur⁹, Monnier, faisant preuve d'initiative personnelle, s'adresse aux municipalités (18 brumaire an IV), « pour les mettre à même de bien connaître et remplir, avec exactitude », les fonctions qui leur sont dévolues par la loi du 21 fructidor¹⁰, puis aux commissaires cantonaux provisoires (22 brumaire an IV), pour préciser leur rôle « au moment où il s'agit d'établir un nouvel ordre de choses »¹¹.

¹ Maire de Segré de 1790 à brumaire an II; administrateur puis président du district 1794; commissaire civil pour la pacification en 1795. Commissaire, 18 nivôse an V. Donnera sa démission en pluviôse an VI « fondée sur le délabrement de sa fortune, l'obligation où il est de donner l'éducation à ses six enfants et le besoin de repos ». (PORT, D., t. I, p. 194; (A. D. L 158, Lettre Moreau à min. Int., 19 pluviôse an VI.)

² Remplacé, le 10 thermidor an IV, par Houdet; deviendra professeur d'histoire naturelle à l'Ecole centrale le 2 fructidor an V.

³ Accusateur public et juge suppléant au tribunal du district. (PORT, D., t. II, p. 500.)

⁴ Adjudant général sous Hoche et Canclaux, retiré à Blaison pour raison de santé, commissaire depuis le 18 pluviôse an V. (PORT, D., t. II, p. 535.)

⁵ Curé de Savennières 1791; prête le serment, abdique toute fonction ecclésiastique, 5 pluviôse an II; procureur de la commune, commissaire, 9 prairial an IV. (QUERUAU-LAMERIE, *Le Clergé, etc.*, pp. 223, 224.)

⁶ Vicaire à Cheviré-le-Rouge, élu curé constitutionnel le 22 mars 1791; renonce au culte 23 frimaire an II auteur de deux hymnes pour la fête de l'Être suprême (20 prairial an II): *A tous les fanatiques qui ont encore un peu de raison et en particulier à ceux de la Vendée*; couplets sur l'air du *Pauvre Jacques*. — *A tous les despotes ligués contre la République* Marié et commissaire à Fougeré, 29 pluviôse an V. (PORT, D., t. III, p. 243. — A. N. B 11-241. — QUERUAU-LAMERIE, *ouv. cité*, p. 78.)

⁷ Blain, curé de Rillé en 1791, canton de Savièné (Indre-et-Loire), puis chef de correspondance des hôpitaux militaires de l'armée de l'Océan; marié et commissaire du canton de Noyant; installé le 7 prairial an IV, il reste en fonction pendant toute la durée du Directoire. (A. N. B 11-241. — A. D., L 283, canton de Noyant.)

⁸ « Ma fortune, ma famille, ma liberté, mon honneur et ma vie sont essentiellement liés à la Révolution française. » (A. D. L 283, canton de Noyant. Lettre Blain à commissaire du département, 7 brumaire an VI.)

⁹ A. D. L 159, ministère de l'Intérieur à administrateurs des départements. Paris, 22 brumaire an IV.

¹⁰ A. D. L 216, Reg. corresp., 27 vendémiaire an IV, 5^e jour complémentaire an IV.

¹¹ A. D. L 192, 193 (dossier), 12 p. mss. — Pendant deux ans, il portera son attention vigilante sur toutes les questions intéressant la vie publique: formation tardive des municipalités; application de la loi du 10 vendémiaire an IV sur la police des communes; surveillance des cultes et infractions commises par les prêtres réfractaires; application, dans le département, de la loi du 14 frimaire an V, qui exclut des fonctions publiques les amnistiés et les chefs rebelles de la Vendée; exécution des instructions sur la célébration des fêtes nationales; admonestations aux municipalités défaillantes, etc...

(A. D. L. 208. Lettre au citoyen Lachaise, commissaire à Candé, 18 floréal an IV et au citoyen Bodot, ancien maire de Segré (8 messidor); — *Ibid.* L. 215. Circul. à diverses municipalités du Baugeois (6 floréal); — L. 221. Au général Vidalot du Sérât, sur les provocations du curé Chollet, à Morannes (9 prairial); — L. 224 bis. Au commissaire de Brissac, sur le curé de Saulgé-l'Hôpital, qui déclare publiquement « qu'il est temps d'arracher l'arbre de la liberté jusqu'à sa racine » (3 fructidor an V); — L. 160. Au ministre de l'Intérieur, sur les prêtres insermentés du canton du Puy (6 vendémiaire an VI); — L. 158. Au ministre de l'Intérieur sur l'arrêté du 16 nivôse an V, qui avait suspendu la publication de la loi du 14 frimaire an V dans les

Parallèlement à l'action du commissaire central, l'administration du département témoigne de la même activité et la bourgeoisie, au chef-lieu comme dans les cantons, s'installe de nouveau dans les affaires publiques¹.

4. Mais tandis que les nouvelles municipalités, correspondant aux anciens districts d'Angers, de Saumur et de Baugé, vont seconder les dispositions de l'administration centrale, le reste du département, correspondant à la région insurgée, manifesterà une hostilité persistante contre les nouvelles institutions.

En fructidor an III, au moment où les Assemblées primaires sont appelées à se prononcer pour ou contre la nouvelle constitution, les districts qui avaient été le théâtre de la guerre civile se réfugient dans l'abstention et, à part de rares îlots (La Pommeraye, Saint-Florent, etc.), toute cette moitié du département demeure en marge du nouvel état de choses².

Aussi les nouvelles municipalités de canton ne s'y forment que tardivement. C'est seulement en germinal an IV (avril 1796), que le citoyen en mission, Dumas, parviendra à y organiser « les autorités civiles »³. En floréal an IV, le canton de Maulévrier ne sera pas encore organisé⁴ et

départements de l'Ouest (8 pluviôse an V) ; — L. 159. Lettre du ministre de l'Intérieur au commissaire du département sur les fêtes nationales (11 floréal an V) ; — L. 224 *ter*. Observations au commissaire de Saumur *intra muros*, 1^{er} fructidor an V, etc.)

¹ Il attire l'attention du Directoire sur la détresse des fonctionnaires causée par la dépréciation des assignats, sur la vente à vil prix de biens nationaux, sur les secours à accorder aux prêtres fidèles « qui ont utilement servi la patrie », sur la fixation des marchés aux jours combinés avec le calendrier républicain et sur la célébration des fêtes civiques au décade. Au 30 ventôse an V, cette administration se déclarera en état de rendre un compte satisfaisant sur toutes les questions intéressant le bien public : « hôpitaux, enfants naturels de la patrie, maisons de détention, tribunaux, municipalités, état civil des citoyens, pensionnaires de l'Etat, instruction publique, commerce, arts et agriculture, etc. » (A. D. L. 156, 4 pluviôse an IV-1^{er} et 15 prairial an IV. — L. 160, 13 floréal-3 prairial et 6 fructidor an V. — B. A. H. 2028, *Compte rendu*, déc., 1^{er} brumaire an IV au 1^{er} germinal an V, 82 p. in-8°, 30 ventôse an V. *Signé* : Villier, président ; Leterme-Saulnier, Brichet, Béranger, Gaudais, administrateurs.)

² Ainsi, dans le district de Segré, qui est aux mains de la chouannerie, deux cantons seulement sur six prennent part au vote : Le Lion, à proximité d'Angers, avec 83 votants ; Pouancé, aux confins de la Bretagne, avec 25 votants, « tous réfugiés à Craon », c'est-à-dire hors du département. Même situation dans le district vendéen de Cholet, où sur neuf cantons, seul le chef-lieu du district élève la voix, avec 39 votants « tous acceptants » (22 fructidor). Entre les deux, le district de Montglonne, ci-devant Saint-Florent, ne vote que dans deux cantons situés sur le bord de la Loire : à La Pommeraye, avec 90 suffrages, et à Saint-Florent, où 132 citoyens réunis d'abord « dans la ci-devant chapelle Sainte-Catherine, en l'île de cette commune », puis assemblés « avec leurs femmes et filles », « dans un vaste amphithéâtre formé par la nature » acclament spontanément l'acte Constitutionnel, aux cris de « Vive la République ! Grâce soient rendues à la Convention nationale ! » (20 fructidor). Enfin dans les districts limitrophes de l'insurrection, les assemblées sont encore nombreuses : Ainsi, pour Vihiers, les trois cantons vendéens de Chanzeaux, Coron et Concourson figurent en blanc sur le tableau d'ensemble du district ; de même pour Châteauneuf, le canton de Contigné, voisin du Segréen, où l'Assemblée des électeurs n'a pu avoir lieu « parce que les Chouans occupent le pays et compriment l'esprit par la terreur. » (A. N. B. 11-52. Votes populaires, 1793-1851.)

³ B. A., H. 2028, n° 22, p. 5.

⁴ A. D., LIII. Lettre de Monnier, commissaire du département, au commissaire du canton (6 floréal an IV).

les municipalités de Cholet et de Chemillé dateront seulement de messidor an IV (juillet 1796)¹.

Même situation dans le Segréen où furent envoyés, en germinal an IV, par l'administration centrale, les premiers commissaires « chargés de recueillir le vœu des habitants sur les individus qu'ils jugeraient dignes d'occuper des fonctions publiques »² et où les premières municipalités constituées, celles de Candé et de Segré, dateront seulement de floréal et de messidor an IV³.

En fait, au moment où va entrer en application la nouvelle loi scolaire de brumaire an IV, toute la moitié du département située au sud de la Loire et l'ancien district de Segré, au nord du fleuve, resteront à l'écart. Comme pour les lois scolaires précédentes, ce n'est que dans les cantons correspondant aux anciens districts d'Angers, de Saumur et de Baugé, c'est-à-dire dans la partie du département qui a échappé à l'insurrection, qu'il sera possible d'en suivre l'application.

III. — *Création des écoles primaires publiques dans le département en l'an IV*

Abandonnée à l'initiative des départements, l'organisation des écoles primaires publiques allait recevoir, dans chacun d'eux, une application différente, commandée par la situation politique. Dans celui de Maine-et-Loire, le zèle de l'administration départementale en l'an IV aboutit, dans les cantons qui avaient échappé à l'insurrection, à un développement assez marqué, poursuivi avec méthode et avec un succès relatif.

1. *Formation des Jurys d'instruction.* — Tout d'abord, devançant, de près d'un mois, les premières instructions du ministre Bénézech pour accélérer, sur toute l'étendue du territoire, l'établissement des écoles primaires⁴, le commissaire exécutif Monnier s'adressait, dès le 18 brumaire an IV, aux municipalités du département, pour les inviter « à mettre au nombre de leurs premiers devoirs, l'organisation des écoles primaires et à trouver, dans la lecture de la loi, la règle de leur conduite, tant à l'égard des instituteurs que du logement qui devait leur être fourni »⁵.

¹ *Ibid.* Lettre de Monnier aux citoyens composant les administrations municipales de Cholet et de Chemillé (23 messidor an IV).

² B. A., H 2028, n° 22, p. 6.

³ A. D., L 208. Lettre de Monnier à commissaire provisoire Lachaise, à Candé (18 floréal an IV). Lettre du même au citoyen Bodot ancien maire de Segré (8 messidor an IV).

⁴ Circulaire du ministre de l'Intérieur aux administrateurs du département (12 frimaire an IV), qui attirait spécialement l'attention des départements sur la répartition des écoles, la formation des jurys d'instruction, le choix des maîtres, les règlements pour la police intérieure des écoles. Un délai de deux mois était fixé pour le compte rendu de ces opérations. (A. D., L 932.)

⁵ *Ibid.* L 216. Corresp.

Avec empressement, moins de dix jours après la circulaire ministérielle, le 22 frimaire an IV, le département prenait un arrêté motivé concernant la formation des jurys d'instruction¹. Passant sous silence les tentatives de l'an II et de l'an III, il rappelle sans ménagements, « l'état de nullité et d'abandon » dans lequel se trouve, « depuis six ans », l'éducation de la jeunesse et la nécessité impérieuse de mettre fin à l'ignorance qui est « le plus grand fléau des gouvernements libres ». Puis, il manifeste sa satisfaction de voir enfin se réaliser « l'établissement de l'instruction publique, si longtemps promis et si impatiemment attendu ».

Afin de procéder, sans retard, « à ce grand ouvrage », il divise le département, pour l'instruction publique, en cinq arrondissements (art. 1^{er}) ; détermine dans un sens administratif et bourgeois, à l'aide de personnalités connues mais peu marquantes², la composition des jurys d'instruction pour les trois premiers (Angers, Saumur et Baugé) (art. 2)³ et ajourne les jurys des deux autres (Le Lion et Beaupréau) en raison de leur situation politique (art. 3). Il invite les municipalités à présenter, « dans le plus court délai », leurs vues sur le nombre et le siège des écoles à établir dans chaque canton (art. 4) et fait une obligation aux jurys en fonctions, de procéder, sans délai, aux choix d'instituteurs « probes, instruits et patriotes » (art. 5). Suivait, pour finir, la répartition des 70 cantons du département entre les cinq arrondissements qui venaient d'être ainsi créés.

2. *Premier règlement scolaire départemental.* — Sans attendre la fin de ces opérations, et « considérant qu'elle ne croira avoir rien fait pour l'instruction publique tant qu'il en restera quelque partie à organiser », l'administration du département rédige, dans un esprit anti-catholique, le premier règlement des écoles publiques de Maine-et-Loire (23 germinal an IV). Elle pose d'abord en principe, que le calendrier républicain, en établissant une nouvelle division des mois, ne permet plus de suivre l'ère ancienne pour la fixation des jours de repos » et elle fixe par suite aux décadis et aux quintidis, les six jours de congé par mois (art. 3). Elle rappelle que la manifestation d'opinions ou de principes qui aurait pour but « de consacrer tel ou tel culte, serait aussi impolitique que dangereuse » et arrête, en conséquence, que toute pratique religieuse, tout enseignement

¹ A. D., L 90. — *Aff.*, n° 44, 27 frimaire an IV.

² A. D., L 90. *Aff.*, n° 117, 22 floréal an IV, p. 503. Voir ce document aux *Annexes*.

³ A Angers : Mamert-Coullion et Bardet, ex-administrateurs du département ; Coutouly, officier de santé ; — à Saumur : Cadieu, Rossignol et Taillefer, ex-administrateurs du district ; Cosnard, médecin ; — à Baugé : Meignan de Boiserie, frère du constituant et conventionnel Le Meignan ; Ferrière, juge de paix ; Caillot ; Rochellerie, notaire. (A. D., L 88. Dép. s. 23, frimaire an IV.)

Voir dans le même sens Reuss, *ouv. cité*, p. 187 : « Les membres de ces nouveaux jurys de l'instruction primaire sont pour la plupart des personnages fort obscurs et qui, pendant les quelques années où ils furent en fonctions n'ont guère fait parler d'eux. »

relatif à un culte quelconque « sont expressément défendus dans les écoles primaires ». (art. 4)¹. E n d a n t le sens des dispositions légales concernant les matières d'enseignement, elle décide que les « instituteurs . . . , en attendant les livres classiques dont le Conseil législatif a ordonné l'impression et l'envoi aux départements, mettront entre les mains de leurs élèves le catéchisme républicain, les droits de l'homme, l'acte constitutionnel et quelques éléments de géographie » (art. 5).

Pénétrant alors dans les détails, le département précise les mesures législatives concernant la rétribution scolaire payée par les familles et la fixe à 24 livres en mandats (ou assignats, valeur représentative du mandat) par élève et par an (art. 1^{er})² avec l'exemption du quart des élèves pour cause d'indigence (art. 2). Il limite sagement à 40 le nombre des enfants par classe et, allant plus loin que la loi elle-même, il fait une obligation de doubler, au delà de ce chiffre, le nombre des maîtres (art. 6). Enfin, il fait aux municipalités une obligation d'entourer maîtres et élèves d'une « bienveillance » qui doit être pour eux « un mutuel encouragement ». (art. 8) Pour gagner du temps, il ordonne, en attendant l'approbation ministérielle, « l'exécution provisoire » du présent arrêté³.

Ainsi, moins de six mois après la publication de la loi, le département devançant les instructions ministérielles, prenait délibérément ses responsabilités⁴ et arrêta it les diverses mesures d'ordre de nature à assurer une prompt e exécution de la loi.

¹ En fait, cet article 4 ne proclamait pas la neutralité religieuse en matière d'enseignement, comme on l'entend aujourd'hui. En prescrivant de suivre le calendrier républicain (à l'exclusion du calendrier grégorien), et en reportant au décadi le congé du dimanche, en prescrivant surtout, après fructidor, la présence obligatoire des élèves aux fêtes civiques, la nouvelle organisation scolaire remplaçait en quelque sorte le culte catholique par un autre, le culte décadaire.

« . . . Ils (les révolutionnaires) étaient très loin de notre conception de l'Etat laïque, de l'Etat sans culte et sans *credo*. La laïcité est une chose toute récente . . . En réalité il n'y eut pas de véritable séparation de l'Eglise et de l'Etat sous la Révolution, puisque l'Etat n'abandonna jamais le caractère cultuel. La République prétendit s'imposer aux foules sous l'aspect d'une Eglise, avec ses fêtes et ses rites obligatoires. Le culte décadaire du Directoire était une Eglise d'Etat, beaucoup plus du reste que le culte de l'Etre suprême, et ce précédent autorisait d'avance Bonaparte à conclure le Concordat. » (A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1925, p. 277. A propos de la critique de l'ouvrage de M. A. Aulard : *Le christianisme et la Rév. française*.)

Voir encore sur l'histoire du mot *laïque* depuis 1789, dont « l'emploi, le sens a varié du tout au tout. » (A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1925, p. 496. A propos de l'ouvrage de M. Georges Weill : *Histoire de l'idée laïque en France au XIX^e siècle*.)

² En Maine-et-Loire, le cours officiel des mandats territoriaux (avril 1796) était de 100 livres de promesses de mandats pour 35 livres en numéraire. (*And.*, 1904, 2^e sér., p. 142.) Par suite, la valeur en numéraire de 24 livres était de 8 fr. 40, chiffre inférieur à celui d'autres départements (en Alsace : 12 francs, valeur métallique). (REUSS, *ouv. cité*, p. 185.)

³ Ce règlement scolaire est transmis au ministre de l'Intérieur le 26. Celui-ci en accuse réception le 6 floréal et déclare qu'il le mettra sous les yeux du Directoire exécutif et, « en attendant qu'il soit confirmé ou modifié » en autorise l'exécution provisoire. (A. D., L/t 932.)

⁴ « Nous nous sommes proposés, en fixant les six jours de repos par mois au quintidi et au decadi, de faire entièrement disparaître ceux qui y étaient consacrés par l'ère ancienne justement proscrire. Toute pratique religieuse sera sévèrement bannie de l'enseignement public, parce que nous pensons qu'on ne doit point, en matière de religion, prévenir l'âge où l'on peut faire un choix que la raison doit seule déterminer, etc. . . » (A. D., L 160. Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 26 germinal an IV.)

3. *Propositions des municipalités.* — A l'empressement du département correspond, dans l'ensemble, celui des municipalités.

a) Avant de répondre aux deux questions précises qui leur sont posées par l'arrêté du 23 frimaire an IV, rappelé le 5 floréal¹, sur le nombre des écoles à créer par canton et le lieu de leur emplacement, la plupart d'entre elles font entendre leurs doléances, expriment leurs appréhensions et leurs espérances en matière d'instruction publique². « Il est instant — dit le canton de Brissac — de faire jouir les administrés des avantages de l'institution des écoles primaires » (14 germinal) ; et Durtal ajoute : « Depuis longtemps, la jeunesse est sans instruction ; or, l'ignorance est le plus grand fléau des peuples et elle amène le despotisme... C'est particulièrement sur les habitants des campagnes que nous devons porter nos regards. L'ignorance dans laquelle ils ont toujours été élevés a manqué d'entraîner la ruine de la République, en laissant aux ambitieux des moyens faciles de les séduire et de les ignorer » (30 floréal). Quelques cantons paraissent hésiter devant les difficultés matérielles qu'il faudrait surmonter : « Les administrations municipales n'étant pas organisées à cause des troubles — dit celui de La Meignanne — il est presque impossible d'établir des instituteurs. D'ailleurs, le prix pour chaque élève, fixé à 24 francs par an est au-dessus des moyens des habitants... et le cultivateur qui n'est ordinairement que fermier ou colon partiaire, emploie ses enfants dès qu'il est possible de les occuper au travail. D'après ces considérations, l'instituteur établi, courrait risque d'y mourir de faim, faute d'écouliers » (2 prairial). Même situation à Fougeré, qui a échappé cependant aux misères de la guerre civile : « Dans notre contrée, l'intérêt particulier l'emporte beaucoup sur l'intérêt général et le sordide au scientifique, de manière que le père et la mère préfèrent tirer parti de leurs enfants, en leur faisant tout de bonne heure, garder leur bétail » (9 nivôse).

b) Néanmoins, les municipalités s'empressent de proposer une répartition des écoles entre les communes de leur canton. Elles le font « en conscience », suivant l'expression de Brain-sur-Allonnes, « désirant, comme le veut l'arrêté du département, se dégager de tout esprit de localité et n'offrir qu'un résultat qui assure le progrès de l'instruction » (18 nivôse). Si parfois, à Beaucite, par exemple (ci-devant Saint-Georges), on ne propose qu'une école publique au chef-lieu, « parce que les autres communes sont sujettes à être inquiétées par les chouans » (30 ventôse), presque nulle part on ne s'en tient aux dispositions insuffisantes de la loi. Ainsi Beaufort, « considérant que la population du canton s'élève à 3.650 habitants, estime qu'il faut au moins quatre écoles de l'un et l'autre

¹ Aff., n° 116, 20 floréal an IV.

² A. D., L/t 927.

sexe » (4 prairial). De même, Rochefort propose quatre écoles pour quatre communes du canton « vu le grand nombre d'enfants qu'elles contiennent » (16 floréal), et Thouarcé, qui est particulièrement étendu, propose d'établir « une école par commune »¹ (30 germinal). Ainsi, sans égard pour la parcimonie de la loi de brumaire an IV, et fidèles au libéralisme de frimaire an II et de brumaire an III, les patriotiques municipalités de Maine-et-Loire ne concevaient la répartition des écoles publiques que conformément aux besoins de la population.

c) Pour l'installation de ces écoles, quelques rares municipalités proposent les anciennes écoles de charité. Ainsi : Beaucite (ci-devant Saint-Georges), où une maison d'ailleurs « mal éclairée » servait autrefois à loger deux sœurs « chargées du soin des malades et de l'instruction des enfants » (30 ventôse an IV) ; Neuillé, où la veuve Duroz, successeur de la demoiselle Le Marier, bénéficie « d'une maison, sise au bourg et d'une rente de 80 livres »² (10 brumaire an V) ; Allonnes, où il existe encore « une maison, une onche, contenant quatre boisselées et deux morceaux de terre, dépendant de la ci-devant école établie et fondée dans ladite commune. Désireux de favoriser l'instruction de la jeunesse, les habitants voudraient y voir un instituteur qui, sans doute, ne dédaignerait pas de se fixer parmi eux si, outre quelques gratifications en appointements, on lui en accordait la jouissance »³ (22 prairial, an IV).

Presque partout, on propose comme local les cures demeurées vacantes, « les maisons ci-devant curiales » ou « presbytérales », comme on disait alors, « très propres au placement des écoles », suffisamment spacieuses pour permettre la cohabitation de l'administration municipale et de l'école publique de la commune. C'est le cas à Angers, pour la majeure partie des dix écoles prévues pour la commune⁴. Et, dans le département, c'est le cas aussi à Vernantes et à Vernuil (30 floréal an IV) ; à Fougeré (9 nivôse) ; à Durtal (20 floréal) ; à Saint-Melaine (8 prairial). Parfois même, on joint à la cure, « le jardin y attenant », comme à Thouarcé (30 germinal), à Soullaines

¹ Voir pour toute ces réponses A. D., L/t 927.

² La veuve Duroz demande à rester en fonctions. Sa candidature est appuyée par une pétition du 29 brumaire et agréée par le jury de Saumur, le 11 frimaire an V. (A. D., L/t 927.)

³ *Ibid.* Pétition signée de 23 noms sur 25 présents.

⁴ *Section B* : La maison, cour, petit jardin qu'occupe l'ancien sacriste de Saint-Samson sis faubourg Samson, derrière l'église Saint-Serge et la sacristie de Saint-Serge pour y faire l'école, bâtiment dépendant de l'église. — *Section D* : La ci-devant maison presbytérale Saint-Laud. — *Section E* : une maison dépendant du ci-devant séminaire, sise rue Saint-Julien, à côté de l'église : occupée à titre de loyer par Gaudin du Plessis, ancien officier du grenier à sel. — *Section G* : la maison presbytérale de la Trinité, et la maison occupée actuellement par le citoyen Guillonnet fils, rue du Saint-Esprit. — *Section H* : la maison presbytérale Saint-Nicolas, sise faubourg Jacques et la chapelle de la maison de la Providence. — *Section G* : la maison et le jardin des ci-devant sœurs des Capucins, sise canton de Reculée. — *Pour la section C* : deux petits corps de bâtiments avec grande cour « servant actuellement de parterre », le tout dépendant de la Rossignolerie et donnant sur la rue ou chemin Hanneloup. Aucune maison n'était encore désignée pour les sections A et F. (A. D., L 225, propositions de la munic., 17 floréal an IV.)

(1^{er} messidor), à Baracé (30 floréal), « d'autant, comme il est dit ici, que les instituteurs de campagne n'auront pas la facilité de se procurer des légumes et que, d'ailleurs, ils n'auront que le jardin pour récréation ordinaire »¹.

Dans cet empressement à proposer les cures pour l'emplacement des écoles, se mêle sans doute l'arrière-pensée d'assurer ainsi la conservation de ces biens d'église dont la vente était rendue imminente par l'application de la loi du 28 ventôse an IV. Aussi, c'est avec une véritable éloquence que les municipalités font entendre leurs protestations. C'est Beaufort qui, le 14 prairial, demande qu'il soit sursis à la vente des presbytères de Fontaine-Guérin et de Gée, « jusqu'à ce que le nombre des écoles soit fixé ». C'est Volandry où, le même jour, les habitants « protestent contre la soumission du presbytère, où ils voudraient installer une école pour instruire leurs enfants, ne pouvant le faire eux-mêmes, vu le peu de soin qu'on a pris d'instruire leur jeunesse ». C'est Huillé qui, le 20 prairial, rédige une pétition « pour demander, l'église ayant été brûlée », que l'école soit « installée au presbytère ». C'est Ingrandes enfin qui, « épuisée par l'effet des troubles, par les dons patriotiques et par les contributions » a appris « avec douleur » que des « spéculateurs avides » se proposaient de la priver de son presbytère et qui, venant d'être avisée que la vente en a été suspendue, « s'empresse d'employer ses premiers moments d'espoir à témoigner combien il entre dans ses vœux d'y installer un instituteur »² (29 prairial an IV).

4. *Première carte scolaire du département.* — Répondant à ces vues, le département, qui avait suspendu provisoirement la vente des maisons presbytérales, « comme particulièrement affectées aux instituteurs primaires, et aussi comme jugées utiles, dans les chefs-lieux de canton, au placement des administrations municipales »³, déterminait, par des arrêtés successifs, le nombre et le siège des écoles de chaque canton⁴, dressait, vers floréal an IV, un tableau d'ensemble de la carte scolaire, qui ne nous est par-

¹ A. D., L/t 927.

² *Ibid.*

³ A. D., L 91, séance, 11 messidor an IV. Comme on le voit, l'intérêt était double. On concevait alors la réunion, dans le même local, de l'école, et de la mairie (ce qui est aujourd'hui le cas plus général dans les campagnes). Il ne semble pas qu'en Maine-et-Loire s'y soit mêlé un troisième motif d'ordre religieux, comme en Alsace par exemple.

« Dans beaucoup de communes, les autorités affichaient pour les écoles publiques un intérêt qu'elles ne ressentient nullement et si elles tenaient tant à leurs ci-devant presbytères, sous le prétexte de les réserver aux futurs maîtres d'école, elles entendaient en réalité les garder... pour les anciens desservants qui rentraient en foule de l'exil ou sortaient de leurs cachettes dans le pays même... » (REUSS, *ouv. cité*, p. 213.)

⁴ *Ibid.*, L 91. (Brissac, 7 floréal an IV ; Angers, 12 floréal ; Beaufort, 8 prairial ; Noyant, 22 messidor), etc...

⁵ Tableau manuscrit sans date, mais selon toute vraisemblance du 7 floréal an IV, ainsi qu'il résulte d'une annonce faite par le canton de Brissac dans les *Aff.*, n° 123, 4 prairial an IV. Le tableau est complet pour l'arrondissement d'Angers : 12 cantons ruraux, 39 écoles, dont 30 à installer dans les cures ; pour l'arrondissement de Baugé : 10 cantons, 37 écoles, dont 32 dans les

venu qu'en partie ⁵. La ville d'Angers devait compter dix écoles publiques, dont le siège serait arrêté ultérieurement par la municipalité ¹. Pour 42 cantons ruraux, le nombre des écoles devait être porté à 140, dont 73 à installer dans les cures, 7 seulement dans les ci-devant collèges ou écoles de charité ², le logement des autres restait à déterminer.

Les nécessités du trésor public et les décisions du pouvoir exécutif sur l'aliénation des presbytères ne devaient pas tarder à contrarier cet élan ³ et le 11 messidor an IV, le département prenait, à regret, un arrêté qui annulait les dispositions sur l'installation des écoles dans les cures. Il excluait seulement de la vente les maisons « servant autrefois à la tenue des écoles » et, par application de la loi de brumaire an IV, portait par an à 400 francs pour Angers, 300 francs pour Saumur et 200 francs pour les autres localités, l'indemnité de logement payable « en valeur fixe » à accorder à chaque instituteur ⁴.

Ainsi se trouvait réglée, à la fin de l'an IV, la répartition des écoles à créer et aussi, mais avec moins de succès, la question primordiale des locaux scolaires.

5. *Nomination des instituteurs publics.* — En même temps que le département et les cantons procédaient, avec méthode, à la détermination du nombre et du siège des écoles à créer, les municipalités provoquaient les candidatures d'instituteurs ⁵ et les trois jurys d'instruction, nommés par l'arrêté du 22 frimaire an IV, entraient en fonctions.

Nombreux furent relativement les candidats admis après examen et nommés, par le département, en qualité d'instituteurs publics : on en compte 41 en l'an IV, l'on en comptera 14 de plus en l'an V ⁶, 20 encore

cures ; pour l'arrondissement de Saumur figurent seulement 7 cantons (correspondant à l'ancien district de Vihiers), avec 15 écoles dont 3 dans les cures ; l'arrondissement de Beaupréau est resté en blanc.) — (A. D., L/r 930.)

¹ Arrêté spécial du 12 floréal an IV. La ville était divisée en neuf sections. Il devait y avoir une école dans chacune des sections désignées par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J ; et deux dans la section F, « comme étant très étendue et très populeuse ». (art. 1^{er}). (A. D., L 91.)

² Beaufort, Segré et Pouancé, le collège ; Beaucite (ci-devant Saint-Georges), Corzé, Charzé, Armaillé et Grez-Neuville, une maison d'école.

³ Le 11 messidor an IV, le département rappelle une lettre du ministre des Finances, en date du 7 du présent mois, « qui porte en substance : 1^o que la loi du 3 brumaire n'a pas désigné les presbytères de préférence aux autres propriétés nationales pour l'usage des écoles primaires ; 2^o que les administrations municipales n'ont pas le droit de disposer de ces habitations pour la tenue de leurs séances et l'établissement de leurs bureaux, la proposition qui en fut faite au Conseil des Cinq Cents, le 8 floréal, ayant été écartée par l'ordre du jour pur et simple. En conséquence, devait être levée la suspension concernant l'aliénation des cures. » (A. D., L 91.)

⁴ Arrêté du 11 messidor an IV. (A. D., L 91.)

⁵ Lettre de la municipalité d'Angers à six instituteurs déjà en fonctions : Labussière, Papin, Perrier, Cinet, Martin et Jaffary ; (25 floréal an IV.) (A. D., L/r 929.) — Avis et demandes de la municipalité de Brissac (*Aff.*, n^o 123, 4 prairial an IV) ; — de la municipalité de Port-la-Vallée (ci-devant Saint-Mathurin) (*Ibid.*, n^o 147, 21 messidor an IV), etc. . . Ponts-de-Cé (*Aff.*, n^o 56 19 nivôse an IV), etc.

⁶ Tableau des instituteurs du département de M.-et-L. nommés par le jury d'instruction et confirmés par l'administration : 11 fructidor an IV, 30 noms ; — premier état supplétif, le 6 ventôse an V, 8 noms ; — deuxième état supplétif, 29 thermidor an V, 16 noms. (A. D., L/r 930.) (Voir aux Annexes.)

en l'an VI¹ et 6 en l'an VII², soit un total de 81, dont 68 instituteurs et 13 institutrices. Ce nombre mérite de retenir l'attention, si l'on considère que, jusqu'à la fin du Directoire, la Vendée angevine et le Segréen, c'est-à-dire plus de la moitié du département sont restés, en fait, en dehors de cette organisation. C'était cependant, et dans des circonstances plus favorables, le double à peine de ce qui avait existé en pleine tourmente révolutionnaire, au moment de l'application de la loi de frimaire an II.

6. *Réalizations.* — Une fois de plus, il y avait concordance entre la carte politique et la carte scolaire du département.

À Angers, où se faisait sentir plus directement l'influence de l'administration et où le nombre des écoles à organiser avait été fixé à 10 en floréal an IV, on compte 8 instituteurs publics en l'an IV³ et on comptera 4 institutrices publiques en l'an VI⁴. Dans l'arrondissement, 9 communes en l'an IV, 19 en l'an VIII seront également pourvues d'écoles publiques⁵.

Moins favorisés d'abord, furent le chef-lieu et les communes du Saumurois. « Le manque d'instituteurs ayant les qualités nécessaires empêche, à Saumur, l'organisation des écoles primaires » en l'an IV⁶; mais, en l'an VI, il y aura une douzaine d'instituteurs publics, nommés par le jury d'instruction⁷. Dans la vallée de la Loire, 5 communes en l'an IV, 11 en l'an V,

¹ Aux 16 noms portés sur le tableau précédent pour l'an V, il faut ajouter : Dauvesse Julien nommé par le département, le 19 fructidor an V, pour La Pommeraye, et qui figure sur l'état nominatif indiqué ci-après.

² *Etat nominatif des instituteurs primaires établis dans le département et des sommes qui leur sont dues pour indemnité de logement*, tableau mss, 4 p., grand format, comprenant 68 noms, dont 66 pour la période antérieure au 18 brumaire an VIII, et sur laquelle ne figurent pas 14 noms portés au tableau précédent. (A. D., L/t 930.) Voir aux *Annexes*.

³ Ce sont : Georges Maslin, admis le 28 floréal an IV, pour le quartier de la Madeleine, — section C. Pierre Mazet (1^{er} prairial), rue Législature, — sect. F. Jean Perrier (2 prairial), rue Démocrate, — sect. E. Mathurin Papin (2 prairial), place de la Loi, — sect. A. Claude Hubert (28 prairial), rue Saint-Julien, — sect. G. François Labussière (3 messidor), place Citoyenne (place Cupif), — sect. G. Jean Guilain-Cinet (3 messidor), place de la Loi (ci-devant place du Pilon), — sect. B. Guillonnet J.-Pierre (12 messidor). — sect. J. (*Ibid.*, L/t 930.) — Par la suite furent nommés : le citoyen Langlois, jugé « très capable » par le jury d'instruction, sect. D (9 ventôse an VI) et Guiet, de Saumur, qui succède, le 18 germinal an VI, à Langlois, décédé. (*Ibid.*, L/t 929.)

⁴ La citoyenne Drouin Renée, domiciliée rue Boisnet, est admise, le 28 germinal an VI, pour la section A ; la citoyenne Hézard, rue Beaurepaire, le 1^{er} floréal, pour la sect. G ; la veuve Dehail, rue des Bons-Garçons (ci-devant le Grand-Talon), 7 floréal, sect. E ; Anne Vilneau, 8 prairial, sect. F. (*Ibid.*, L/t 930.)

⁵ An IV : *Les Ponts-de-Cé* 2 instituteurs : Simon, à Saint-Aubin ; Delaplace, à Saint-Maurille, et 1 institutrice, Marie Keller, de Varades. — *Port-la-Vallée, Mûrs, Sulpice-sur-Loire, Beaucite, Aubance, Saint-Rémy-la-Varenne, Rochefort, Trélazé* : 1 instituteur. — An V : *Bécon, Feneu, Ingrandes* : 1 instituteur ; — Un troisième instituteur, Lemonnier, se fixe aux Ponts-de-Cé. Les citoyennes Besnard, à *Denée*, et Dudouet, à *Blaison*, qui avaient été admises en l'an III, sont de nouveau nommées par le jury. — An VI : 1 instituteur à *Ingrandes*, à *Saint-Clément-de-la-Place* et à *La Cornuaille*. — An VII : 1 à *Louroux*. — An VIII : 1 à *Chalonnnes*. (*Ibid.*, L/t 929.)

⁶ Délégation de l'administration munic., 13 ventôse an IV. (*Ibid.*, L/t 929.)

⁷ Il existe dans la commune 40 instituteurs et institutrices. Les deux tiers exercent volontairement ; l'autre a été reçu par le jury d'instruction publique établi dans cet arrondissement. (*Ibid.*, L. 296. Saumur, 21 nivôse an VI.)

14 en l'an VI, 16 en l'an VII auront une ou plusieurs écoles publiques ¹.

Enfin, à Baugé, troisième centre républicain du département, dès le 26 ventôse an IV, l'école de garçons est rouverte et peu après dirigée par Cailleau, l'ancien principal du collège ². En vendémiaire an V, s'ouvrira une première école de filles. En l'an VI, il y aura deux instituteurs, ayant de la moralité, des talents, « du civisme » et deux citoyennes « instruites » qui ouvriront chacune une école pour les jeunes filles ³. Mais, en dehors de la ville, 7 communes importantes seront seules pourvues d'écoles de l'an V à l'an VIII ⁴.

Là s'arrête, ou peu s'en faut, l'ensemble des réalisations. L'arrondissement du Lion, presque tout entier aux mains de la chouannerie, compte à peine 6 écoles tardivement créées et toutes disséminées sur sa périphérie ⁵, car, au centre, c'est le vide le plus complet ⁶. L'arrondissement de Beaupréau, où les institutions républicaines sont ignorées et « où l'instruction publique est totalement négligée » ⁷, ne compte qu'une seule école publique, celle de La Pommeraye, près des rives de la Loire, qui sera ouverte à la fin de l'an V ⁸.

Ainsi se trouvaient répartis dans 50 communes environ du centre et de l'est du département, les 80 instituteurs et institutrices qui avaient répondu à l'appel des jurys d'instruction. Ainsi se trouvaient créées et régulièrement organisées, dans les villes d'Angers et de Saumur, dans les cantons de la vallée de la Loire et ceux du Baugeois, moins d'une centaine d'écoles primaires publiques ou « constitutionnelles ».

IV. — Organisation pédagogique des écoles primaires publiques de l'an IV à l'an VIII

Quelle fut, en réalité, l'organisation pédagogique des écoles publiques de l'an IV ? A la lumière des textes, il est permis de répondre que, malgré

¹ An IV : Neuillé, Varennes, Martigné, Saint-Georges-les-Mines, Montreuil-Bellay : 1 instituteur. — An V : Montsoreau et Saint-Martin-de-la-Place : 1 instituteur ; Montreuil-Bellay, Neuillé, Les Rosiers : 1 institutrice ; Clément-des-Levées : 1 institutrice. — An VI : Coudray, Fontevault, Vihiers, Les Rosiers : 1 instituteur. — An VII : Douces et Souzay : 1 instituteur. (*Ibid.*)

² Nommé par le jury, 6 messidor an IV, confirmé par le département le 4 vendémiaire an V. Quoique « dans la gêne et la détresse », s'était chargé gratuitement de la première instruction d'un grand nombre d'enfants. Comme le nombre de ses élèves est de plus d'une centaine, le jury lui adjoint, le 18 vendémiaire an V, le citoyen Maillet, « qui ne peint pas très bien, mais qui néanmoins est capable de remplir les fonctions d'instituteur dans cette commune ». (*Ibid.*)

³ *Ibid.*, L. 230., 1^{er} prairial an VI.

⁴ An IV : Beaufort, Longué, Fougeré : 1 instituteur. — An VI : Durtal : 1 instituteur ; Clefs : 1 instituteur et 1 institutrice. — An VII : Corné et Vernoil : 1 instituteur (*Ibid.*)

⁵ An IV : Châteauneuf, ancien chef-lieu de district : 1 instituteur. — An V : Cheffes et Le Lion-d'Angers : 1 instituteur. — An VII : Marigné, Pouancé, Candé : 1 instituteur. (*Ibid.*) A Pouancé l'instituteur ne fait que passer et « est parti comme il était venu ». (*Ibid.*, L. 288, 2 ventôse an VII.)

⁶ Dans le canton de Segré, « la jeunesse est sans instruction » et le département ne renferme peut-être pas de cantons « où l'ignorance soit plus profonde ». (*Ibid.*, L. 301, 28 nivôse an VI.)

⁷ L. 246. Chemillé, 15 pluviôse an VII.

⁸ Nomination, par le département, de Dauvesse Julien, le 19 fructidor an V. (*Ibid.*)

ses lacunes, l'école primaire publique de l'an IV était viable et c'est à la question religieuse qu'il faut imputer son échec.

1. *Stabilité des écoles publiques.* — Sans doute, les aspirations des municipalités dépassaient de beaucoup la répartition des écoles arrêtée par le département en floréal an IV et il s'en faut, d'autre part, comme on l'a vu plus haut, que toutes les écoles prévues aient pu être ouvertes au cours des quatre années du Directoire. Néanmoins, si l'on fait crédit aux statistiques officielles, on peut dire que l'école publique de l'an IV a réellement vécu. « L'on compte à présent 54 instituteurs primaires qui travaillent avec zèle à instruire les jeunes citoyens », écrivait le département, en brumaire an V. Et il ajoutait encore : « On a payé à ces derniers, par forme d'indemnité pour leur logement, depuis le 21 ventôse an IV jusqu'au 1^{er} germinal an V : 3.559 fr. 56 ; il leur reste encore due la somme de 2.026 fr. 54. Le ministre de l'Intérieur ayant annoncé, le 5 vendémiaire, une somme de 7.000 francs, destinée au paiement des instituteurs primaires, il s'en suit qu'il y a, non seulement de quoi payer l'arriéré, mais encore de donner des acomptes sur le trimestre courant ¹. »

Si l'on en juge encore par les chiffres fournis par les états du personnel (58 instituteurs ou institutrices publics pour le premier trimestre de l'an VI) ², on peut affirmer que les écoles ainsi créées ont eu un véritable caractère de stabilité.

Sans doute, c'était trop peu par rapport aux besoins du département ; mais ce n'était pas comme on l'a dit, le néant ³. C'était autant que ce qui fut fait ailleurs à la même époque ⁴ et c'était plus sans doute qu'au temps assez mal connu de l'ancien régime, où, avant de faire la classe, le maître d'école se devait d'abord aux charges d'église et la maîtresse de charité aux soins des malades.

2. *Valeur des maîtres.* — D'autre part, s'il est vrai qu'aucun « cours normal » n'ait alors existé dans le département ⁵ et que, suivant l'expression

¹ *Compte rendu par l'adm. centrale du dép. de M.-et-L., du 1^{er} brumaire an IV au 1^{er} brumaire an V.* Angers, Boutron. (B. A., H 2028, n° 22.)

² *Registre du personnel*, 69 feuillets, non daté, concernant la liste des maîtres ayant droit à l'indemnité de logement, allouée jusqu'au premier trimestre de l'an IV inclus. (A. D., L/t 931.) An IV : 17 mandats pour 1.719 l. 17 s. 8 d. — An V : 59 mandats pour 5.296 l. 2 s. 3 d. — An VI : 15 mandats pour 941 l. 13 s. 4 d. — Au total 7.957 l. 12 s. 15 d. (Le registre s'arrête à la fin du premier trimestre an VI, époque à laquelle la loi du 15 frimaire an VI, met l'indemnité de logement à la charge des communes.)

³ L'instruction était « presque nulle dans sa partie la plus immédiatement nécessaire au peuple », avouait Fourcroy (11 germinal an IV). (F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. IX, p. 350.)

⁴ ALLAIN, *L'Œuvre scol. de la Rév.*, pp. 80-86.

⁵ L'idée des écoles normales avait été reprise au Comité d'Instruction publique et à la Convention en germinal an IV, avec Barbet-Marbois et Fourcroy ; en l'an V par François de Neufchâteau, sous forme de réunions des instituteurs au chef-lieu, pour s'initier aux méthodes nouvelles ; le 16 ventôse an VII (6 mars 1799), avec l'arrêté créant un « cours normal » pour perfectionner le mode d'instruction employé par les instituteurs des écoles primaires. (F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. IX, pp. 353, 354.)

du jury de Baugé, « la rareté des bons maîtres enlevait la liberté du choix », il n'est pas prouvé cependant que le personnel ait été en totalité inférieur à sa tâche. Sans doute, dans le nombre, se trouvent des instituteurs de fortune, comme le citoyen Freslon, « cultivateur à Fougeré » (22 thermidor an IV); Brunel, « greffier de justice de paix », réfugié venu de Craon, et désigné pour la commune de Mûrs (25 ventôse an IV); Maurice Lecoq, « employé de bureau de l'hospice militaire du Ronceray », admis pour Saint-Mathurin (5 thermidor an IV). Tous ceux-là ne fournissent que des références de moralité et de civisme. Ainsi encore Perollet, de Montjean, qui a « une nombreuse famille, du civisme et des mœurs » (15 floréal an VI), ou Cassius, de Neuillé, ancien gendarme, « qui s'est toujours comporté comme un vrai républicain » (25 pluviôse an IV).

Mais d'autres, en plus grand nombre et déjà connus, apportent leur expérience des choses de l'enseignement : tel Tijou, de Chemillé, qui avait été instituteur pendant sept ans « à la satisfaction des familles », et qui demande Rochefort (2 messidor an IV); tels aussi tous les maîtres qui exercent à Angers, depuis plusieurs années : Marlin, Muzet, Papin, Perrier, Labussière et Guillonnet, etc., tous maintenus en floréal et messidor an IV. Il en va de même enfin des institutrices de campagne, déjà admises en l'an II et en l'an III : la citoyenne Besnard, à Denée; Anne Bardet, à Clefs; Françoise Brunet, aux Rosiers, et Anne Dudouet, à Blaison, qui a prêté le serment civique en 1792, qui n'a cessé d'exercer depuis et qui, pour la troisième fois, est renommée le 3 thermidor an V¹.

A cette liste, il faut ajouter encore les recrues et non des moindres, fournies par le clergé constitutionnel aux abois : Péricard, de Saint-Rémy-la-Varenne, ex-supérieur de la ci-devant communauté de Saint-Maur, « qui a toujours mérité les suffrages et l'estime de ses concitoyens » (17 floréal); Poisson Pierre, en exercice à Georges-des-Mines (ci-devant Saint-Georges-Châtelais), « qui lit et écrit très bien, possède les principes des langues latine et française et les éléments du calcul » et qui paraît au jury de Saumur, « très propre à faire un bon instituteur » (5 ventôse)²; Cailleau, de Baugé, ancien principal du collège, « incapable il est vrai d'enseigner toutes les parties de l'arithmétique », mais « qui s'est fait connaître d'une manière distinguée par un exercice de vingt-deux ans dans l'enseignement de la langue latine, la grammaire et ses accessoires » (6 messidor an IV)³;

¹ Voir ci-dessus : lois de frimaire an II et brumaire an III.

² Après avoir constaté ses talents et pris connaissance du certificat de la municipalité qui atteste « la moralité et le républicanisme du déclarant, le jury l'admet provisoirement et le renvoie devant l'administration du département, en raison de sa qualité de ministre du culte ». (5 ventôse an IV). Pierre Poisson est nommé par le département le 21 ventôse, an IV, et figure avec cette date sur le tableau dressé par le département le 11 fructidor an IV. (A. D. L/t 930.)

³ Jugement qui concerne un principal de collège de l'Ancien régime et qui donne la mesure du soin apporté par le jury de Baugé à l'examen des postulants.

enfin, Julien Poisson, de Beaucite (ci-devant Saint-Georges-sur-Loire), « qui avait été choisi pour un des élèves de l'École normale de Paris et qui en a suivi constamment les leçons jusqu'à la suppression de cet établissement »¹ (10 germinal an IV).

Tous ceux-là, laïques ou ci-devant ecclésiastiques, avaient fait plus ou moins leurs preuves et joignaient, aux bonnes mœurs, un savoir au moins rudimentaire. Et pour certains d'entre eux, il faut ajouter quelque chose de plus, tels les 8 instituteurs et les 5 institutrices en activité à Angers en l'an VII, auxquels l'agent national de la commune, Morainville, rendait ce témoignage : « Ils sont dignes d'éloges et d'encouragement, observateurs soumis des lois et sectateurs du régime républicain, ils ont promis de tout faire pour la Patrie et pour leur propre gloire². » Un an auparavant, Moreau, commissaire du département disait déjà de l'un d'eux, le citoyen Labussière : « C'est un homme de cœur, d'un jugement sain, possédant bien sa partie et sincère ami de la vérité³. » En fait, pour l'Anjou, on ne peut acquiescer sans réserve à ces reproches « d'ignorance et d'immoralité » adressés trop souvent à « la plupart » des instituteurs du Directoire⁴.

3. *Traitement.* — a) Sans doute, tous ces maîtres souffraient de la modicité de leurs ressources.

D'une part, l'application de la loi du 28 ventôse an IV avait provoqué, en Maine-et-Loire, comme nous l'avons dit d'ailleurs⁵, la disparition presque totale des anciennes fondations scolaires. Malgré les réserves du département, en messidor an IV, sur la vente des maisons nationales « servant autrefois à la tenue des écoles »⁶, malgré les restrictions trop tardives apportées par les lois de défense républicaine de fructidor an V, sur l'aliénation des anciens édifices scolaires et des presbytères⁷, en fait, dans le département, un très petit nombre d'instituteurs seulement purent occuper les

¹ Désigné pour l'école normale de l'an III, par le district de Montglonne (ci-devant Saint-Florent).

² A. D., L 225, compte décad. du cit. Morainville.

³ *Ibid.*, L 221 bis. Lettre du citoyen Moreau à son collègue d'Angers (16 frimaire an VI).

⁴ ALLAIN, *ouv. cit.*, p. 94 (d'après un rapport du préfet de la Sarthe, fructidor an IX). Voir dans le même sens BABEAU, *ouv. cit.*, p. 66 et en particulier DURUY, *ouv. cit.*, p. 179. « Les écoles primaires sont presque partout désertes. Deux causes y ont contribué : la première est le détestable choix de ce qu'on a appelé des instituteurs ; ce sont presque partout des hommes sans mœurs, sans instruction et qui ne doivent leur nomination qu'à un prétendu civisme qui n'est que l'oubli de toute moralité et de toute bienséance. » « Les jurys n'avaient toujours trouvé personne pour tenir les écoles, ou bien ils s'étaient, par nécessité, contentés des premiers venus. » (BRUNOT, *ouv. cit.*, t. IX, p. 350.)

⁵ B. BOIS, *L'enseignement primaire en Anjou avant la Révolution*. Annexes V. Tableau des biens d'écoles vendus comme biens nationaux par application de la loi du 28 ventôse an IV pp. 229-233. (Tableau dressé d'après les dossiers des A. D., série Q 2, § 1. Actes de vente par le département, première origine, en particulier dossiers 402, 421 et 423, tables du 8 prairial an IV au 5 thermidor an X.)

⁶ A. D., L 91.

⁷ Loi du 25 fructidor an V (11 septembre 1797), décidant de surseoir à la vente des « bâtiments et dépendances servant ou ayant servi à l'enseignement », loi du 26 fructidor sur la vente des presbytères, jardins et bâtiments y attenant. (BUISSON, *D.*, art. *Conseil des Cinq-Cents*, p. 191.)

anciens locaux¹. Tous les autres ne reçurent que l'indemnité prévue par l'arrêté de messidor an IV, mise à la charge des communes par la loi du 15 frimaire an VI, indemnité déjà insuffisante par elle-même et qui, malgré les instances du département², ne fut payée qu'irrégulièrement par les communes à partir de l'an VII³.

b) D'autre part, la rétribution scolaire fixée à 24 livres était devenue par elle-même trop peu élevée, en raison du discrédit des assignats. Le 27 floréal an IV, Loquier, instituteur à Beaufort expose au ministre, qu'étant donné le maximum des élèves fixé à 40 par classe, et l'exemption du quart d'entre eux, le revenu annuel se trouve ainsi ramené à 720 livres, ce qui ne suffit pas à faire vivre l'instituteur, « lui, son épouse et sa famille »⁴. La situation est plus médiocre encore là où l'égoïsme des familles raréfie le nombre des élèves. Sur ce point, la statistique de l'an VI est pleine de réalités⁵. Ainsi, à Fougeré, où l'instituteur, bon patriote « et jouissant de la considération publique », n'a que peu d'écoliers, « parce qu'il a demandé salaire » et que les parents préfèrent l'ignorance à la science « si elle doit coûter »⁶ (25 nivôse an VI). Même chose à Rochefort (18 nivôse)⁷, à Cholet (3 pluviôse an VII)⁸, encore à Blaison où, un an avant le 18 brumaire,

¹ Guillonnet fils, à Angers (ancienne maison de la rue du Saint-Esprit) ; Chevreux à Châteauneuf ; Loquier à Beaufort (presbytère) ; Beaurepaire, au Lion (maison vendue le 1^{er} thermidor an IV) ; Cailleau à Baugé (ci-devant collège), etc.

² Circulaire du dép. aux municipalités pour leur rappeler « que la loi du 15 frimaire an VI, porte que l'indemnité de logement sera prise sur les centimes additionnels affectés aux charges locales des cantons où ces instituteurs seront établis... » En conséquence, « c'est à vous, citoyens, qui faites jouir vos administrés du bienfait des écoles primaires, d'accélérer le mouvement de vos centimes additionnels, afin que vous puissiez, à l'expiration de chaque trimestre, faire acquitter sur vos mandats les sommes dues aux instituteurs de vos arrondissements respectifs », etc. (A. D., L 99, et *Aff.*, n° 104, 28 germinal an VII.)

³ Plainte au département, signée de trois instituteurs d'Angers : Labussière, Perrier et Guiet (13 ventôse an VII). (A. D., L/t 930.) Lettre de commissaire Moreau à Labussière pour calmer « ses inquiétudes » et l'assurer de son concours. (*Ibid.*, L 221 bis, 24 ventôse an VII.) — Refus de paiement par la municipalité de Saumur, en l'an IX, des indemnités de logement dues à Sicard et Perdereau, instituteurs, pour les années VI, VII et VIII. (*Ibid.*, L/t. Instruct. second. Collèges.)

⁴ Faisant état des dispositions des lois antérieures sur les traitements, il estime que cette rétribution devrait être portée « au moins à 36 livres dans les petites communes pour donner un revenu d'au moins mille à onze cents livres » (27 floréal an IV). Enregistré au dép. 7 prairial an IV, et retourné par le ministre au dép., 19 prairial an IV. (A. D., L/t 932.)

⁵ Le 20 fructidor an V, F. de Neufchâteau avait adressé aux départements une circulaire pour demander l'envoi, avant « le renouvellement de l'année scolastique », d'un compte détaillé et précis des établissements d'instruction publique ouverts dans chaque département, concernant : 1° le tableau des écoles primaires, etc. — Le 19 prairial an VI, Letourneux demandait : 1° l'état des élèves qui fréquentent les écoles primaires ; 2° un tableau en six colonnes concernant les écoles privées. De là : une circulaire du département, du 25 prairial an VI, qui prescrit l'envoi par chaque municipalité : 1° d'un tableau concernant les écoles privées et conforme au questionnaire demandé par le ministre ; 2° d'un tableau sur les écoles primaires, répondant à la circulaire F. de Neufchâteau. (*Ibid.*, L/t 932.) Les réponses contenues aux A. D. et parvenues en messidor, thermidor et fructidor an VI, permettent d'établir la situation parallèle des écoles publiques et des écoles privées en l'an VI.

⁶ *Ibid.*, L 260.

⁷ *Ibid.*, L 290. Tijou, instituteur depuis dix-huit mois, n'a que 20 ou 25 élèves, et il lui faut un traitement qui le mît « à l'abri de la misère ».

⁸ *Ibid.*, L 249. « Un des instituteurs a quelques talents, mais inutiles dans un pays où les pères dirigent les idées et le goût de leurs enfants vers les spéculations mercantiles. »

au moment de l'obligation du culte décadaire, « l'aristocratie s'en mêle » et persuade aux parents — suivant le rapport du commissaire — « qu'en ne sachant pas écrire, on ne pourra pas les forcer d'accepter une place ; éventualité que redoute l'homme de la campagne » (2 brumaire an VII) ¹.

c) Enfin, cette situation pécuniaire devient franchement mauvaise là où, comme on le verra plus loin, l'école constitutionnelle est en lutte avec l'école particulière. Ainsi, à Durtal, où Pierre Courteille, « ci-devant membre de la Congrégation des Écoles chrétiennes, attaché à l'éducation de la jeunesse depuis vingt ans, prêtre marié, recommandable par son talent et son civisme », n'a que « deux élèves et cinq gratis ». Son école est « déserte parce que les parents ne confient leurs enfants qu'à des maîtres qui enseignent le catéchisme » ². Même chose encore à Brézé (prairial an VI) ³, Saint-Mathurin, où l'instituteur « a des mœurs et des connaissances », mais est réduit « à une espèce de détresse par un ex-prêtre marié, qui enseigne de maison en maison et fait le vide autour de l'école publique » ⁴. Ainsi se trouve réduite à néant la rétribution scolaire, seule ressource de l'instituteur public ⁵.

4. *Installation des écoles.* — A ce dénuement des maîtres, correspond aussi celui des installations scolaires. Aucune disposition légale n'avait été prévue, en effet, en ce qui concerne les écoles primaires, pour l'acquisition du matériel scolaire et le règlement départemental s'en remettait tacitement, sur ce point, « à la bienveillance » des municipalités. C'est encore l'instituteur Loquier qui, dans la plainte citée plus haut, expose « qu'un instituteur a cependant besoin de tables et de bancs pour faire écrire ses élèves », et qui demande « par qui ces meubles seront fournis » ⁶. L'affaire reste en souffrance, le département invoque le silence de la loi ⁷ et le ministre décide enfin que la dépense d'ameublement de la classe « doit être acquittée sur le produit des sous additionnels », ajoutant cette disposition pour le moins inacceptable dans les circonstances présentes, que « les dépenses d'entretien » seront à la charge de l'instituteur, « considéré comme usufruitier » ⁸.

5. *Manuels scolaires.* — a) Enfin, à l'indigence des maîtres, à la nudité des classes, s'ajoute encore très souvent l'absence des manuels scolaires d'inspiration républicaine. Avec les anciens maîtres reviennent aussi les anciens livres.

¹ *Ibid.*, L. 233. Rapport du commissaire Loir-Mongazon.

² *Ibid.*, L. 255. Le 2 prairial an VII, Pierre Courteille ne pouvant vivre de son état, obtient une place de commissaire dans le département de la Sarthe. (*Ibid.*, L/t 928.)

³ *Ibid.*, L. 236, compte décadaire. « L'instituteur n'a que peu d'élèves, l'instruction publique étant confiée aux prêtres qui ne parlent aux enfants que de religion. »

⁴ *Ibid.*, L. 272. Port-la-Vallée, 24 floréal, 13 prairial et 21 prairial an VI.

⁵ Aussi pour accroître leurs ressources, plusieurs, contrairement à la loi, prennent des pensionnaires à leur compte. Le citoyen Langlois, à Angers (*L'Ami des Principes*, 30 pluviôse an VI), Anne Dudouet, à Blaison (*Aff.*, n° 110, 10 floréal an VII), etc...

⁶ A. D., L/t 932.

⁷ *Ibid.*, L/t 160, 2 thermidor an IV.

⁸ A. D., L/t 932, 23 nivôse an V.

C'est le cas dans la plupart des écoles du Saumurois : « Je surprends les instituteurs, écrit l'agent national d'Allonnes, en nivôse an VIII, presque tous avec les livres qu'a enfantés le fanatisme... et très peu ont des livres élémentaires. Les uns me répondent qu'ils n'ont pas les facultés de se procurer les derniers livres ; les autres déclarent que les pères et les mères portent l'entêtement à ce qu'on les instruisse de ces livres qui ne respirent que l'erreur et le mensonge ¹. »

A Martigné, les livres en usage sont aussi « ceux qui servaient à l'ancienne éducation ; tels que *la Bible*, *le Catéchisme d'Anjou*, *les Heures à usage d'église* » ² (27 pluviôse an VI). Même chose à Saint-Clément-des-Levées, où l'instituteur et l'institutrice n'enseignent à lire que dans des livres de la « religion chrétienne, connus sous le nom de *Paire d'heures*, *Évangiles* et *Imitation* » ³ (1^{er} ventôse an VII).

Dès le 13 pluviôse an IV, le département jetait un cri d'alarme et appelait l'attention du ministre « sur la nécessité des livres élémentaires partout et unanimement sentie » ⁴.

b) Cependant, sur ce point, un pas en avant fut fait à cette époque.

On sait, en effet, que ce fut le 11 germinal an IV (31 mars 1796), que le Directoire, recueillant l'héritage de la Convention, approuva les conclusions de Lakanal sur les ouvrages mis au concours par la loi du 9 pluviôse an II ⁵. De la multitude des manuscrits et des livres imprimés, qui lui avaient été envoyés sur toutes les matières de l'enseignement public, il fit un premier choix de sept à huit ouvrages qui devaient être imprimés « aux frais de l'État, comme ayant paru répondre, d'une manière satisfaisante aux besoins de l'enseignement élémentaire » ⁶. Et l'on sait aussi que dans les années qui suivirent, en particulier à partir de vendémiaire

¹ A. D., L. 222.

² *Ibid.*, L. 270.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, L. 160.

⁵ BUISSON, D., p. 1608.

⁶ Ces sept ouvrages étaient : 1^o *Éléments de grammaire*, de Lhomond, 1^{re} édition, 1780, « ouvrage singulièrement propre aux écoles primaires » ; 2^o *Grammaire élémentaire et mécanique*, par Panckouke, dont l'originalité consistait à faire débiter l'élève par la conjugaison des verbes, imprimée en l'an IV ; 3^o *Éléments de l'arithmétique avec des observations par les instituteurs* (ouvrage anonyme publié seulement en l'an VII et dont l'auteur, J.-B. Sarret, s'était inspiré d'une étude de Condorcet sur le même sujet) ; 4^o *Éléments d'histoire naturelle*, par Millien, publié en l'an IV ; 5^o *Principes de la morale républicaine*, par La Chabreaussière, ouvrage en vers dont la première édition datait de l'an III ; 6^o *Le portefeuille des enfants*, par Duchesne et Leblond, recueil périodique fondé en 1783 ; 7^o *L'Art de la Natation*, par Turkin et Daligny, « de nature à favoriser grandement la santé des citoyens ». Dix-neuf autres auteurs recevaient une récompense variant de 1.500 à 2.000 francs. Seize autres étaient encore jugés dignes d'une mention honorable. (BUISSON, D., pp. 1609-1614, et en particulier p. 1572, sur la *Grammaire Lhomond*.)

Se plaçant au point de vue exclusif de la langue, M. Brunot, après avoir fait l'éloge du petit ouvrage de Lhomond, placé en tête du concours, qui se recommande assez par lui-même aux yeux des gens qui ont réfléchi sur l'enseignement pratique, souligne l'échec relatif de cette tentative en ajoutant : « Il ne valait vraiment pas la peine d'organiser officiellement un grand concours national pour en arriver à couronner un ouvrage rédigé du temps des collèges et par eux. » (F. BRUNOT, *ouv. cit.*, p. 356.)

an VI, sous l'impulsion du ministre François de Neufchâteau¹, vinrent successivement s'ajouter à la liste officielle de germinal an IV, un certain nombre de manuels à l'usage des maîtres et des élèves². L'un des derniers, et non des moindres, fut la méthode pratique de lecture, composée par le ministre lui-même, pour obvier à « l'absence de syllabaires, dégagés des formes superstitieuses et adaptés aux principes de la raison et de la morale républicaine »³.

Or, pour diffuser ces ouvrages, et grâce aux dispositions de la loi du 18 fructidor an IV⁴, il en fut adressé de nombreux exemplaires sur tous les points de la République. A maintes reprises, à partir de l'an V, nous avons ainsi retrouvé la trace des envois faits à l'administration centrale du département⁵. Celle-ci, en même temps qu'elle déposait soigneusement les ouvrages reçus au Bureau du bien public, en informait les autorités et les familles par la voie de la presse⁶.

c) A ces ouvrages, de provenance officielle, viennent d'ailleurs s'ajouter ceux qui sont dus à l'initiative privée⁷ et plus spécialement ceux qui sont en vente chez les libraires de la ville, comme la *Grammaire française* de Prévost-Saint-Lucien (nivôse an VII)⁸, ou mieux encore, les éditions qui sortent des presses angevines. Ainsi, chez les frères Mame, l'*Acte constitutionnel de l'an III*, édition in-8°, sur papier vélin, caractères neufs de Didot, avec une édition spéciale à l'usage des écoles sur papier commun, format in-12, « en caractères neufs et gros, afin de ménager la vue des enfants »⁹ (praïrial an VI).

¹ Successivement ministre, membre du Directoire exécutif et de nouveau ministre pendant deux ans (8 thermidor an V à 3 messidor an VII). (A. AULARD, *Rév. française*, p. 603.) Créa en vendémiaire an VII, un conseil d'Instruction publique « chargé d'examiner les livres élémentaires imprimés et manuscrits, les cahiers, les vues des professeurs et sans cesse occupé de perfectionner l'éducation républicaine. » (BUISSON, D., pp. 1615, 1616.)

² *Portefeuille des Enfants* (cir. F. de Neufchâteau, 18 thermidor an V). *Moyens d'apprendre à compter*, ouvrage posthume de Condorcet (an VII), recommandé par le Comité d'I. P. en l'an VII ; ouvrages divers recommandés aux éducateurs dans l'appendice à la méthode de lecture, intitulé : *Épilogue adressé aux pères de famille et aux institutrices* (an VII). (BUISSON, D., pp. 1617, 1618.)

³ *Ibid.*, p. 1543.

⁴ *Ibid.*, p. 1615. (État des dépenses pour l'achat de livres scolaires en l'an V.)

⁵ 9 vendémiaire an V : un exemplaire des *grammaires* de Panckouke et de Lhomond et du *Catéchisme français*, avec invitation à en pourvoir les instituteurs et les élèves ; — 15 brumaire, douze exemplaires à l'usage des adultes, de la *Philosophie du Peuple* ; — 5 ventôse : *Éléments d'histoire naturelle*, admis par le Corps législatif, avec recommandation particulière concernant la *Géographie* et l'*Abécédaire* propres à combler « les lacunes » de la liste des ouvrages adoptés par la loi ; — 18 thermidor : cahiers du *Portefeuille des enfants*, couronné par le jury ; — 12 pluviôse an VI : deux exemplaires de l'*Institution des enfants ou Conseils d'un père à son fils*, imité du latin par Muret et destiné aux enfants des écoles ; — 5 messidor an VII, enfin, envoi par François de Neufchâteau, au moment où il va quitter le ministère, de sa *Méthode pour apprendre à lire aux enfants*, afin de prouver que « sa dernière pensée a été pour l'instruction publique ». (A. D., L/t 932.)

⁶ En particulier, en ce qui concerne l'envoi des *grammaires* de Panckouke et de Lhomond, et l'envoi du *Catéchisme républicain*. (*Aff.*, 23 vendémiaire an V.)

⁷ Lettre au département de P.-G. Chaulaire, l'un des auteurs de l'*Atlas national de France*, directeur de l'entreprise, rue Geoffroi-Langevin, n° 328, à Paris (frimaire an V). (A. D., L/t 937.)

⁸ Livres nouveaux qui se trouvent chez le citoyen Fourier-Mame, libraire rue Centrale, n° 109 : *La grammaire française et l'orthographe apprises en huit leçons*, par Prévost-Saint-Lucien, 4^e édition (*Aff.*, n° 55, 20 nivôse an VII.)

⁹ *Aff.*, n° 121, 2 praïrial an VI (annonces).

d) Tous ces ouvrages finissent par pénétrer dans le public et dans les écoles, particulièrement à Angers et dans les cantons limitrophes. A Angers, où en nivôse an VI, le commissaire Guillier de la Touche se plaignait amèrement de ne pas voir encore « même un syllabaire qui ne soit farci de prières et de maximes superstitieuses »¹, un grand pas est fait pour fournir les écoles publiques de livres d'instruction et de morale républicaine. En prairial an VI, l'agent national recommande aux instituteurs de la ville l'*Acte constitutionnel de l'an III*, édité chez Mame, et dont nous avons parlé plus haut². En floréal, dépôt est fait, au secrétariat de la Mairie³ avec un placard imprimé, du *Manuel républicain* de François de Neufchâteau, « qui est d'un si grand secours aux instituteurs pour l'enseignement moral et civique »⁴. En fructidor an VII, l'agent national constate, avec satisfaction, que « l'on s'est enfin décidé à exécuter la loi, en ce qui concerne le choix des livres élémentaires »⁵.

Dans les écoles rurales, se dessine un mouvement de même nature : à Seiches, « en attendant la confection des livres élémentaires », Benoist, qui a de 20 à 25 élèves, se sert « de la grammaire de Restault, de la géographie de Langlet, des éléments d'arithmétique, d'algèbre, de géométrie, de la Constitution pour la lecture »⁶ (28 ventôse an VI). Ailleurs, les nouveaux manuels voisinent avec les ouvrages périmés. Ainsi à Jarzé, la citoyenne Lecouvreux, qui, au dire de l'agent national, « est dans les principes de la Révolution », fait lire ses élèves (une quinzaine des deux sexes) dans *la Constitution*, *les Mémoires d'un détenu, pour servir à l'histoire de la tyrannie de Robespierre* et aussi, « comme autrefois », dans *la Civilité*, *l'Instruction de la Jeunesse*, *les Petites heures*, *l'Histoire des Iconoclastes* et *les Fables d'Ésope* (26 nivôse an VI)⁷. Ailleurs, on ne trouve plus que les ouvrages nouveaux : ainsi, à Mazé, le citoyen Coignard, qui a 60 élèves enseigne « à lire, à écrire et l'arithmétique, et fait lire ses écoliers dans *la Constitution de l'an III*, précédée des *Droits de l'Homme* » ; encore à Bauné, dans le même canton, où « l'amour de la patrie est la base de l'instruction », on lit « dans le *Manuel des Théophilanthropes* et autres ouvrages du même genre »⁸ (21 nivôse et 6 messidor an VI). Enfin, à Chalonnès, qui donne la note juste : « les maîtres et les maîtresses ont fait acheter à leurs élèves les livres constitutionnels ; ceux qui en ont les

¹ A. D., L 225, compte décad., 27 nivôse an VI.

² Aff., 27 prairial an VI.

³ R. d'Anj., 1895, t. XXXI, p. 212.

⁴ BUISSON, D., p. 1617.

⁵ A. M., Reg. corresp. du comm. exécutif, 2 fructidor an VII.

⁶ A. D., L 302.

⁷ Ibid., L 266.

⁸ Ibid., L 275.

NOTA. — Ouvrage envoyé en franchise par les départements, approuvé officiellement par le jury d'instruction et devenu ainsi « un livre classique ». (A. AULARD, *Rév. française*, p. 649.)

prêtent à ceux qui n'en peuvent avoir ; ce qui fait espérer que peu à peu, les livres de l'ancien régime finiront par disparaître » ¹ (3 pluviôse an VII).

Ainsi se trouvait atteint et parfois dépassé le trop modeste horizon de brumaire an IV : « enseigner à lire, écrire, calculer et les éléments de la morale républicaine » ; ainsi était rempli progressivement le programme prévu par le règlement scolaire du département de germinal an IV.

6. *Pratiques constitutionnelles.* — A un enseignement que les autorités constituées s'efforcent de pénétrer d'esprit civique, correspondent, chez les maîtres et les élèves, surtout à partir de fructidor an V, les pratiques constitutionnelles : respect du décadi, comme jour de congé prévu par le règlement scolaire (art. 3) ; présence aux fêtes décadaires, conformément aux dispositions rappelées à maintes reprises par les lois ² et les arrêtés du département ³ ; distribution des récompenses au cours des fêtes nationales ⁴ qui font l'objet d'un titre tout entier de la loi de brumaire an IV ⁵, et qui sont établies « pour entretenir la fraternité entre les citoyens et les attacher à la constitution, à la patrie et aux lois ».

A Angers, une place spéciale est prévue pour eux au temple décadaire ⁶. Si certains maîtres s'abstiennent « par suite de la concurrence des instituteurs libres dont la ville est inondée » ⁷, les plus zélés d'entre eux, comme nous l'avons dit ailleurs, ne manquent pas d'y conduire leurs élèves ⁸.

Même respect du décadi dans les campagnes. Ainsi à Villévêque, l'instituteur, aussitôt avisé de la loi de thermidor an V, relative à l'observation des décades et des fêtes nationales, « s'est rendu avec ses élèves à la fête de la République » ⁹ (30 prairial an VI). A Longué, l'instituteur enseigne courageusement la morale républicaine ¹⁰ et conduit ses élèves au temple décadaire, malgré la concurrence des écoles privées (18 ventôse an VII) ¹¹. A Jarzé, la citoyenne Lecouvreur « assiste régulièrement avec tous ses élèves à toutes les fêtes républicaines » ¹² (14 prairial an VI). Ailleurs,

¹ A. D., L. 239.

² Lois des 17 thermidor an V ; 3 frimaire an VI ; 13 fructidor an VI.

³ En particulier : arrêté du 15 nivôse an VI, 4 janvier 1798. (*Aff.*, n° 54 an VI.)

⁴ Titre V, art. 11.

⁵ Titre VI, art. 1 à 4.

⁶ *Constitution*, titre X, art. 301.

⁷ Lettre de l'agent nat. Morainville au citoyen Lhéritier, à Tours, 4 messidor an VI (22 juin 1798). (*A. M., Reg. de corresp. de l'agent nat.*)

⁸ Lettre au département des instituteurs Papin et Cinet, 2 thermidor an V. (A. D., L/t 929.)

⁹ Voir thèse complémentaire : *Les fêtes révolutionnaires à Angers*, (an II, an VIII.)

¹⁰ A. D., L. 285.

¹¹ « J'aurai la satisfaction de les conduire tous les décadis, au temple de la Raison, écrit Guichard à la municipalité, mais je ne puis vous taire qu'ils seront en petit nombre... Celui qui se conforme aux lois tant par goût que par devoir se voit dépourvu d'écoliers, réduit à la triste alternative ou d'abdiquer ou de manquer des moyens nécessaires pour pourvoir à sa subsistance. » (*Ibid.*, L. 268, 18 ventôse, an VII.)

¹² *Ibid.*, L. 266.

l'agent national souligne la place d'honneur réservée aux écoles dans les fêtes nationales. Ainsi, à Montreuil-Bellay, il déclare « avoir été témoin du zèle que l'instituteur a mis à conduire en triomphe ses élèves aux fêtes nationales qui ont été célébrées depuis son installation »¹ (19 pluviôse an VI). A Candé, le 1^{er} vendémiaire an VII, pour la fête de la fondation de la République, l'administration municipale se rend au temple « précédée de l'instituteur, à la tête du plus grand nombre de ses élèves, au milieu desquels flottait le drapeau tricolore orné de guirlandes et de fleurs »².

Enfin, la petite commune du Coudray, dans le Saumurois, qui mérite une mention spéciale « pour la pompe, l'éclat et l'enthousiasme » avec lesquels y sont célébrées les fêtes républicaines, excellait aussi à associer étroitement maîtres et élèves aux cérémonies civiques. A la fête de la paix, célébrée le 10 nivôse an VI, « le président se fait présenter par l'instituteur, les quatre élèves qui avaient le mieux profité de ses leçons, lesquels montèrent sur l'autel de la patrie, reçurent de lui l'accolade fraternelle, une cocarde nationale et furent invités au banquet civique... Un des jeunes élèves lut alors un discours qui fit juger combien le citoyen Pinot était digne de remplir les fonctions importantes d'instituteur... Ce discours plein d'une saine morale, prononcé par un jeune cultivateur, fit éprouver à tous les assistants une sensation délicieuse »³.

Ainsi, la vie scolaire était liée étroitement à celle des institutions politiques et l'éducation civique des enfants faisait corps avec celle des adultes, dont elle n'était que la préface.

Telle fut l'application de ce « plan uniforme d'éducation nationale » élaboré par le département en germinal an IV. Une situation matérielle et morale sinon brillante, du moins loin d'être « misérable »⁴; une carte scolaire déterminée par les convenances locales et une soixantaine d'écoles régulièrement créées; des classes installées, faute de mieux, dans des locaux loués aux frais du département puis de la commune; des maîtres en trop petit nombre mais qui se recommandent, à défaut de savoir par les mœurs, qui vivent médiocrement, mais qui vivent cependant; des livres élémentaires qui commencent à se répandre; un règlement scolaire qui exclut, en apparence, « toute pratique religieuse » comme « impolitique et dangereuse », et qui détermine la marche régulière des écoles.

¹ A. D., L. 279.

² *Ibid.*, L. 238.

³ *Ibid.*, L. 253.

⁴ F. BRUNOT, *ouv. cit.*, t. IX p. 349. (*État misérable des écoles. Témoignages.*)

Mais en réalité, la question religieuse devait être, dans le département comme partout ailleurs ¹, la pierre d'achoppement de cette nouvelle organisation. L'édifice à peine construit va rester vide. Presque partout les enfants de la petite bourgeoisie et les enfants des artisans aisés, les seuls qui, par la rétribution scolaire, font vivre l'instituteur, vont être attirés par l'école concurrente, véritable héritière de l'école de charité qui, à défaut d'autre chose, enseigne la doctrine chrétienne et les pratiques du catholicisme, dont la bourgeoisie libérale ne s'est pas affranchie ². Et c'est ce qu'il nous reste à mettre en lumière à l'aide des documents qui abondent et qui sont unanimes sur ce point.

¹ Voir en particulier : *Compte rendu du ministre de l'Intérieur sur la situation de l'instruction publique dans le département du Bas-Rhin sur la fin de l'an VI*, en réponse aux circulaires du 20 fructidor an V, et du 17 prairial, an VI : « ... D. : Quelles causes ont empêché d'ouvrir les écoles primaires qui devaient avoir lieu et n'ont pas été établies? — R. : Ces causes sont principalement : 1° le fanatisme aveugle auquel sont livrées une partie des communes des deux religions ; les insinuations des prêtres rebelles qui conservent la plus grande influence dans les campagnes... etc. » (REUSS, *ouv. cité*, p. 281.)

² Pendant la Révolution, toute l'élite s'était affranchie du dogme, et les masses restaient très pieuses. (Voir sur ce point A. MATHIEZ, à propos de l'ouvrage de M. A. Aulard, *Le christianisme et la Révolution française*, dans *An. Rév.*, 1925, p. 277.)

... La continuation de la guerre, avec les souffrances qu'elle entraîne toujours, fut aussi pour quelque chose dans le maintien des sentiments religieux parmi le peuple des petites gens. « Ce sont les défaites de la seconde coalition, dans l'été de 1799 qui entraînent le coup d'État du 30 prairial, et, par voie de conséquence, un relâchement dans la politique anti-cléricale. » (A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1921, p. 513. A propos de l'ouvrage de Pierre de la Gorce : *Histoire religieuse de la Révolution française*, t. IV.)

CHAPITRE III

Les écoles primaires sous le Directoire

Lutte entre les écoles publiques ou « constitutionnelles » et les écoles privées ou « particulières » (an IV-an VIII)

On sait que la loi de brumaire an IV, qui organisait l'instruction publique, passait sous silence l'enseignement privé. Mais le principe de la liberté de l'enseignement, posé en frimaire an II (l'enseignement est libre)¹, et repris par la loi de brumaire an III (la loi ne peut porter atteinte au droit qu'ont les citoyens d'ouvrir des écoles particulières et libres)², avait été proclamé de nouveau par la Constitution de l'an III : « Les citoyens ont le droit de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction... » (Constitution, titre X, art. 300.)

A la faveur de cette législation, et de la détente continue des principes révolutionnaires dans un milieu où le peuple était désormais exclu des affaires politiques, il y eut, pendant tout le Directoire, et en Maine-et-Loire en particulier, une recrudescence immédiate et croissante des écoles « particulières ». Celles-ci jouissaient d'une liberté presque absolue³ et, à sept ans de distance, elles allaient faire revivre les « écoles de charité » de l'ancien régime. Comme les « écoles de charité », leur principale préoccupation sera d'enseigner « la doctrine chrétienne », par opposition à l'école publique respectueuse du décadi et ce sera la principale cause de leur succès⁴.

I. — *Circonstances favorables au développement des écoles particulières*

En Maine-et-Loire, le développement des écoles libres allait trouver un terrain particulièrement favorable dans l'état d'hostilité de la Vendée à l'égard de toutes les institutions républicaines.

¹ Loi du 29 frimaire an II (section I, art. 1).

² Loi du 27 brumaire an III (chap. IV, art. 15).

³ « Nous nous sommes dits : liberté d'éducation domestique, liberté des établissements particuliers d'instruction. Nous avons ajouté : liberté des méthodes instructives, etc... » (Rapport de Daunou, HIPPEAU, *ouv. cité*, t. I, p. 479.)

⁴ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 362.

Plus de la moitié du département, on le sait, avait participé à la révolte à main armée, contre la Convention et si, à l'époque du Directoire, la grande guerre de Vendée a pris fin, néanmoins pendant quatre ans, l'influence de l'aristocratie et des prêtres insoumis est prépondérante et paralyse les efforts des autorités constituées.

1. Trois mois après l'installation du Directoire, en janvier 1796, l'hostilité ouverte recommence. Moins d'un an après les traités de La Jaunaie et de Saint-Florent, Charette et Stofflet reprennent les armes. Comme l'écrivait perfidement Stofflet au futur Louis XVIII, « l'armée d'Anjou » reposée durant l'hiver, devait faire « une diversion puissante » en faveur « des défenseurs du trône » et « porter à la République des coups d'autant plus funestes qu'ils sont moins attendus »¹. Au cri de guerre poussé par Stofflet au nom du roi, va répondre le défi du vainqueur de Quiberon contre « les parjures » et les « prêtres », qui « prêchent le carnage, le vol et l'assassinat »². Avec la mort de Stofflet³ et de Charette⁴ (25 février-23 mars 1796 ; 6 ventôse et 9 thermidor an IV), « il n'y a plus d'armée royale »⁵ et, dans le même temps, la prudente fermeté du général Hoche va l'emporter sur les « chefs de chouans » qui, à l'exemple de Charette et de Stofflet, étaient venus à bout de faire « réinsurger les habitants des ci-devant districts de Segré et de Châteauneuf »⁶. Dès lors, les Vendéens cesseront d'affronter en bataille rangée les armées républicaines⁷.

2. Mais, dès la fin de l'an IV, l'hostilité de la Vendée passera du champ de bataille dans la chaire paroissiale.

¹ BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 87.

² Proclamation du général Hoche au quartier gl. d'Ang., 7 pluviôse an IV. (*Aff.*, n° 66, 10 pluviôse an IV.)

³ « Vive la République!... Stofflet est pris... Nous l'avons vu, lui, et quatre de ses plus affidés adjudants, conduits par un fort détachement. Ils ont été pris dans la métairie de La Saugrenière, canton de Jallais, à deux heures après minuit. Il est impossible d'exprimer la joie que cet événement a répandue dans l'âme de tous les habitants de notre commune, qui se portaient en foule sur leur passage, etc... » (*Aff.*, n° 79, 6 ventôse an IV.) « Stofflet n'est plus. Arrêté le 5 à 2 heures après minuit, il a été condamné à mort le 6 à 5 heures du matin par le Conseil militaire qui s'était assemblé à une heure. Il a subi son jugement le même jour à 10 heures précises... Une foule immense occupait le Champ-de-Mars. » (*Ibid.*, n° 80, 8 ventôse an IV.)

⁴ Fait prisonnier par Travot, conduit à Angers « où les habitants ont manifesté encore plus de satisfaction qu'ils n'en témoignèrent à l'arrivée de Stofflet », puis à Nantes ; fusillé le 9 germinal an IV. (*Aff.*, n° 94, 5 germinal an IV.) — (8 germinal an IV-9 germinal an IV, supplément).

⁵ A. AULARD, *Rév. franç.*, p. 634.

⁶ *Compte-rendu par l'adm. centrale du dép. de M.-et-L. à partir du 1^{er} brumaire an IV au 1^{er} germinal an V.* (B. A., H 2028, n° 22, p. 3.)

⁷ La soumission de Scépeaux et de son cousin d'Aurichamp, le départ du prêtre Bernier pour la Suisse (floréal-prairial an IV), la levée de l'état de siège à Angers (28 prairial an IV, 16 juin 1796), marquent la fin de l'insurrection dans le département. « La mort de plusieurs chefs, la soumission et le départ de plusieurs autres, les dispositions pacifiques des habitants de la Vendée, la loyauté du gouvernement, sa fermeté pour le maintien du régime constitutionnel, la prudence du général Hoche, tout concourt à ranimer la confiance et à éteindre le foyer de nos dissensions intestines. Puissent les Français de l'Ouest, éclairés sur leurs propres malheurs, éteindre tout désir de vengeance et proclamer enfin l'oubli de tous les torts! » (*Aff.*, n° 125, 8 prairial an IV, p. 138.)

A la faveur de la tolérance religieuse inscrite dans la Constitution de l'an III¹ et de la promesse de soumission à la République, prévue par la loi du 7 vendémiaire an IV², la plupart des prêtres bannis sous la Convention se sont empressés de rentrer. Si l'ancien clergé constitutionnel, en minorité dans le département, respecte la légalité³, le clergé insoumissionnaire reparait dans les églises pour « fanatiser les habitants et leur prêcher l'Ancien régime »⁴. Ainsi dans les Mauges : Gazeaux à Beausse⁵, Gruget à La Poitevinère⁶ attaquent publiquement les institutions républicaines. Masson, aux environs de Beaupréau, « curé, évêque ou apôtre » qui a des « pouvoirs illimités » reçoit les rétractations des assermentés et recrute le clergé réfractaire⁷. Houdebine, à Gonnord et Joué-Étiou, « excite publiquement les habitants à de nouvelles insurrections ». A Saint-Georges-du-Puy-de-la-Garde, un prêtre de Saint-Laurent-sur-Sèvre, au cours « d'une mission apostolique », annonce « que le gouvernement de la République est à la veille d'être renversé » et des patriotes, qui étaient rentrés dans ces cantons, « sont contraints d'évacuer de nouveau »⁸. Dans tout l'ouest du département, où ils se sentent « protégés par les habitants et où le gouvernement est sans forces suffisantes pour les y rechercher », ils exercent ainsi leurs violences sur « le peu de patriotes qui y existent », de préférence « sur les fonctionnaires républicains qu'ils compriment par la menace... s'ils veulent faire exécuter les lois » et qu'ils contraignent à « demander leur démission »⁹.

En même temps reparaissent, dans ce pays, les coutumes de l'ancien régime : perception des « dîmes » et « rétributions arbitraires », contraires à la loi du 7 vendémiaire an IV sur la police des cultes¹⁰. En même temps aussi se multiplient les actes de pression à la fois politique et religieuse : les sacrements de baptême et de mariage ne sont plus donnés que « sous

¹ « Nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi. Nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'un culte. La République n'en salarie aucun. » (Constitution, art. 354.)

² A. AULARD, *Rév. franç.*, p. 542.

³ Gournay, à Beaucite (ci-devant Saint-Georges). « Ce digne ministre du culte, en donnant aux bonnes gens l'exemple de l'obéissance aux lois, ne cesse de la leur recommander et de la stimuler en eux, par toutes sortes de moyens, etc. » (*L'ami des Principes*, n° 2, p. 27, 5 nivôse an V.) De même : Ferré, à Angers, paroisse Saint-Serge, et Marchand, à Baracé. (PORT, D., t. II, pp. 144 et 590.)

⁴ H 2028. *Compte rendu par l'adm. centrale du dép.*, etc., 1^{er} brumaire an IV à 1^{er} germinal an V, p. 7. (Voir dans le même sens : A. AULARD, *Rév. franç.*, p. 542. A. MATHIEZ, *Les divisions du clergé réfractaire* dans « *Rev. de la Rév.* », 1900, p. 71 : Cir. de l'abbé Bernier aux prêtres de la Vendée, (mai 1796.)

⁵ *L'Ami des Principes*, n° 22, p. 209, vendémiaire an V.

⁶ *Ibid.*, n° 27, p. 284, 21 brumaire an V.

⁷ *Ibid.*, n° 19, 9 pluviôse an V.

⁸ *L'Ami des Principes*, n° 36, supp., p. 341, 5^e ann. républicaine.

⁹ L 158. Lettre du commissaire du département Moreau au ministre de la police gén., 22 pluviôse an-VI.

¹⁰ *L'Ami des Principes*, n° 2, pp. 26, 27, (5 nivôse an V).

promesse authentique »... « d'associer dans les prières, les pasteurs légitimes, le roi, la reine et toute la famille royale »¹.

3. La situation est la même dans le Segréen, où le clergé réfractaire agit en maître. Dans le canton de Candé, prédication pour « soulever le peuple » et « fomenteur la guerre civile »²; à Cheffes, sommation faite au prêtre assermenté Leterme, par « un prêtre brigand et chouan », de n'avoir plus à mettre les pieds dans « l'église »³; à Morannes, ostentation de deux prêtres réfractaires, dont l'émigré Chollet, et qui « parcourent, sous prétexte de l'exercice du culte, les communes du canton, s'y promènent processionnellement, précédés de bannières... escortés par une garde de ci-devant chouans armés... et prêchant ouvertement le retour de la royauté et l'anéantissement de la République »⁴.

4. Enfin, l'ancien évêque de Lorry, qui, depuis janvier 1792, avait laissé son diocèse à la direction secrète de Jean Meilloc, ci-devant supérieur du Séminaire⁵ et disciple de l'abbé Emery⁶, reparait à Angers (messidor an IV)⁷. Prêtre non constitutionnel, mais soumissionnaire⁸, de Lorry devient, peut-être malgré lui, le centre de la rébellion⁹ et « le point d'appui de tous les prêtres insoumissionnaires qui fourmillent dans le département »¹⁰ (25 nivôse, an IV).

Aussi, lorsqu'au lendemain du 18 fructidor an V, le Directoire voudra

¹ *L'Ami des Principes*, n° 2, pp. 26, 27, 5 nivôse an V.

² A. D., L 238. Canton de Candé. Lettre du citoyen Huard au direct. du département, 11 messidor an V.

³ *L'Ami des Principes*, n° 37, p. 356, (14 fructidor an V.)

⁴ *Ibid.*, L 221 bis. Lettre du commissaire du département Monnier au général Vidalot, commandant des troupes dans le départ.

⁵ PORT, D., t. II, p. 640.

⁶ A. MATHIEZ, *Le Rév. et l'Eglise*, p. 183.

⁷ *L'Ami des Principes*, n° 11, supp., pp. 102-104, 21 messidor an IV.

⁸ Cette distinction est d'importance. « Les réfractaires ont été divisés en deux groupes hostiles, les soumissionnaires et les insoumissionnaires. Leurs querelles sont allées parfois jusqu'au schisme, etc... » (A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1921, p. 514. A propos de l'ouvrage de P. de la Gorce : *Hist. relig. de la Rév. franç.*, t. IV.)

⁹ NOTA. — Sur l'attitude de Couet du Lorry, voir le document ci-dessous extrait de *L'Ami des Principes*, pluviôse an VI.

« Paris, 17 janvier 1798 (8 pluviôse an VI).

« Votre lettre du 16 de ce mois, citoyen, que je reçois à l'instant, me fait croire que vous ignorez les lois rendues depuis 1790 sur les ministres des cultes.

« Je les ai toutes ; j'ai obéi à toutes, même à la première qui laissait aux fonctionnaires publics la liberté de prêter ou non le serment civique.

« Je n'ai gêné ni dirigé jamais la conscience de personne sur les serments : je n'ai ni demandé, ni conseillé, encore moins exigé des rétractations. On a pu abuser de mon nom (de quoi n'abuse-t-on pas ?) : je n'ai pas voulu réprimer, ni combattre les abus, les calomnies, les mensonges qu'on m'a prodigués : je les ai méprisés ; j'ai désiré, inspiré la paix et la concorde ; je ne connais point le citoyen Courtin, il n'a jamais été mon grand vicaire.

« La loi du 19 fructidor dernier rappelle et remet en vigueur toutes celles qui ont précédé et dès lors elle m'éloigne et me sépare de nouveau d'un troupeau qui m'est cher ; je me soumetts, la Providence le veut ainsi car tout émane de sa juste, sage et puissante volonté ; ja la prie, la supplie et j'obéis.

« Recevez les sentiments sincères avec lequel j'ai l'honneur d'être, citoyen, votre concitoyen.
« COUET-LORRY, Ev. »

¹⁰ A. D., L 156. *Les administrations du dép. de M.-et-L. au citoyen La Révellière-Lépeaux, membre du direct. exécutif*, 25 nivôse an IV.

imposer à tous les ministres des cultes « le serment de haine à la royauté et à l'anarchie », le clergé vendéen sera « unanime » dans le refus du serment et la cessation de tout culte public¹. Bien plus, lorsque de brumaire an VI à nivôse an VII, des mesures de rigueur seront prises contre les prêtres coupables de troubler « la tranquillité publique »², sur 1.657 arrestations pour toute la France³, 141, c'est-à-dire près du dixième, concerneront le Maine-et-Loire⁴ et, sur ce nombre, les deux tiers au moins intéresseront les seules paroisses de la Vendée et du Segréen⁵.

Toute cette moitié du département où règnent en maîtresses les influences du passé a été perdue, on l'a vu plus haut, pour les écoles constitutionnelles et là, l'éducation populaire est tout entière livrée aux forces de réaction⁶.

5. Dans la seconde moitié du département, malgré l'activité des autorités constituées, se manifeste un développement continu et à peine ralenti après le 18 fructidor, des écoles privées. Dans ce milieu, l'école constitutionnelle respectueuse du décadi et exclusive de toute pratique religieuse, allait être peu à peu désertée au profit de l'école particulière inféodée au catholicisme. Jusqu'au 18 fructidor, cette désertion s'accomplit sans être entravée sérieusement par les administrations locales ; après fructidor, l'application de ce qu'on appelle justement « les lois de défense républicaine »⁷ viendra un moment enrayer ce développement sans réussir à le paralyser complètement. En fait, pendant quatre ans va se poursuivre presque sans arrêt, une lutte chaque jour plus inégale entre l'école du présent et celle du passé.

¹ A. D., L 156. Lettre des mêmes au directoire exécutif, 18 vendémiaire an VII.

² Loi du 19 fructidor an V, art. 24 « qui permet au Directoire de déporter par des arrêtés individuels motivés pour les prêtres qui troubleraient dans l'intérieur la tranquillité publique. » (A. AULARD, *Rév. franç.*, p. 663.)

³ SCIOUT, *ouv. cité*, *Le Directoire*, t. III, p. 154.

⁴ Le 22 brumaire an VI : 18 arrêtés distincts, mais identiques dans la forme, signés La Révellière-Lépeaux. — Le 14 pluviôse an VI : arrêté de déportation contre 99 prêtres réfractaires (en réalité 96) (signé Barras). — Le 4 frimaire an VII : 2 arrêtés individuels concernant Duboueix et Marchand, ex-curés constitutionnels (signés La Révellière-Lépeaux). — Le 28 nivôse an VII : arrêté collectif de 22 noms, pour « conduite anti-civique et hypocrisie » (signé La Révellière-Lépeaux). — Victor PIERRE, *La déportation ecclésiastique sous le Directoire*, pp. 40, 41, 159 à 163, 319, 343 à 345.

⁵ Voir les listes publiées par Victor Pierre.

NOTA. — Sur 141 prêtres frappés, 13 sont remis en liberté ou en surveillance ; 128 furent emprisonnés ; 23 seulement furent déportés, 17 à Saint-Martin-de-Ré et 6 à la Guyane ; 3 moururent à la Guyane ; 1 à Saint-Martin-de-Ré ; les autres furent libérés après le 18 brumaire. (BOURGAÏN, *L'Eglise d'Ang.*, etc., pp. 262-64.)

⁶ On peut comparer cette situation du département avec celle de l'Alsace durant la première moitié de l'année 1797. Même résistance du clergé (REUSS, *ouv. cité*, pp. 217 et suiv.).

⁷ REUSS, *ouv. cité*, p. 228. Voir : Loi du 25 fructidor an V (11 septembre 1797), qui ordonne de « surseoir à la vente de tous les édifices connus sous le nom de collèges, maisons d'école, etc., jusqu'à l'organisation définitive du plan d'instruction ». Dans le même sens, loi qui ordonne la suspension de la vente des presbytères, 26 fructidor an V (12 septembre 1797). (BUISSON, *D.I* p. 491, c. I, art. Conseil des Cinq Cents). Puis : arrêtés du Directoire du 27 brumaire an V (17 novembre 1797) pour faire prospérer l'instruction publique, 17 pluviôse an VI (5 février 1798, sur la surveillance des maisons particulières d'éducation. (*Ibid.* .p. 715, art. Directoire.)

II. — La lutte scolaire jusqu'au 18 fructidor an V

De brumaire an IV au coup d'État du 18 fructidor an V, les écoles particulières se développent avec rapidité dans les villes et dans tous les cantons du département. Ce développement est à peine ralenti, dans les deux villes d'Angers et de Saumur, par l'initiative des autorités constituées; dans les campagnes, les écoles libres se multiplient et prospèrent sous l'œil indifférent des municipalités.

1. A Angers. — a) A Angers, comme sous l'ancien régime se multiplient, dans les *Affiches* de l'an IV et de l'an V, les réclames particulières. Le programme n'a pas sensiblement varié, si ce n'est peut-être une place plus grande faite à l'enseignement du français¹. Pour les filles : apprendre « à coudre, marquer, festonner, lire et écrire »² et parfois « un peu de calcul, d'orthographe et de musique »³; pour les garçons, « savoir bien lire, écrire l'orthographe, calculer et tenir des livres »⁴ ou encore « l'écriture par principes, l'arithmétique et la grammaire française »⁵. A ces matières élémentaires, viennent s'ajouter « les principes d'une bonne éducation et d'une saine morale »⁶ conforme à la volonté des parents »⁷ ou enfin, plus nettement, « l'enseignement de la religion chrétienne »⁸. La ville est bientôt inondée de ces maîtres particuliers qui donnent des leçons à domicile et auxquels s'ajoutent des ci-devant curés constitutionnels⁹, des anciens Frères des Écoles chrétiennes¹⁰ et d'anciennes religieuses¹¹, dont la plupart

¹ « En général l'école libre lutte contre l'école publique en lui empruntant ses programmes... Sous le Directoire, l'annonce « d'un cours de français était un gage de succès ». (F. BRUNOT, *ouv. cité*, p. 362.)

² *Aff.*, n° 18, 5 brumaire an IV.

³ *Ibid.*, n° 25, 19 brumaire.

⁴ *Ibid.*, n° 55, 19 nivôse. (Le citoyen Mangin, ci-devant frère des éc. chrét. de Paris, installé à Saumur, rue Justice.)

⁵ *L'Ami des Principes*, n° 8, an V. (Le citoyen Hubert, natif de Paris, élève du citoyen Duchêne, ci-devant maître d'écriture au collège des Quatre-Nations; à Angers, rue des Angles, section E, n° 10.)

⁶ *Aff.*, 21 fructidor an IV. (Caroline Mauduit, originaire du Mans, installée place Cupif.)

⁷ *Aff.*, n° 128, an V.

⁸ *Ibid.*, n° 132, 26 prairial an V.

⁹ Poisson, rue Tournemine (*Aff.*, 3 vendémiaire an IV); — Dussouchay (ancien vicaire de Sceaux), rue des Carmes (*L'Ami des Principes*, n° 8, an V); — Bribard, ancien chantre de Saint-Pierre, faubourg Saint-Michel; — Payelle, rue des Volontaires (ci-devant rue de l'Hôpital). (Voir QUERUAU-LAMERIE, *Le clergé sous la Rév.*) Benoist, ex-curé assermenté de Sainte-Gemmes, rue Nicolas; — Delaleine, ancien curé constitutionnel de Villemoisais, cour Saint-Serge, etc. (A. M., liste des instituteurs de la commune, 25 frimaire an VI.)

¹⁰ Focard et Cravelle, rue Centrale (ci-devant rue Saint-Laud). (*Aff.*, 11 fructidor an IV.) — Willemot et Godefroy, rue Saint-Julien, puis rue Haute-du-Figuier; — Maslin, à La Rossignolerie. (*R. d'Anj.*, 1889, p. 291.)

¹¹ An IV : Les sœurs Neveu, à La Baumette. — An V : Anne Jossette, rue Mably (ci-devant Saint-Georges). (*R. d'Anj.*, 1895, pp. 35 et 44.)

tiennent des pensionnats ¹. Au lendemain du 18 fructidor, on en compte une cinquantaine à Angers ², une trentaine à Saumur ³, et il n'est pas exagéré d'ajouter qu'il n'est guère de canton rural, où l'on ne trouve alors une ou plusieurs de ces écoles qui, à tant de points de vue, rappellent les institutions de l'ancien régime ⁴.

b) Ce qui distingue en effet tous ces maîtres particuliers et ce qui cause leur succès, c'est, non leur savoir, dont nul n'a cure, mais l'éducation religieuse, comme avant 1789. « Leur principal mérite est de professer et d'inspirer à leurs élèves des principes anti-républicains ⁵. » Et, comme tels, ils sont entourés d'un crédit qui contraste avec la suspicion jetée sur les instituteurs publics. « L'on remarque, écrit très justement le département au lendemain du 18 fructidor, que ceux des instituteurs primaires qui sentent leur dignité et sont attachés à leurs devoirs sont couverts d'une espèce de réprobation publique et n'ont point, ou presque point d'élèves ; tandis que ceux qui, libres de tout engagement avec le gouvernement actuel, foulent aux pieds les institutions républicaines et propagent les préjugés et les absurdités de l'ancien régime, jouissent, dans la société d'une grande considération et sont entourés d'une foule innombrable d'écoliers. Ces observations, qui sont vraies pour les villes, le sont bien davantage pour les campagnes, où l'instituteur se trouve placé sous l'influence directe du prêtre et absolument livré à sa discrétion ⁶. » C'est la démonstration de ce jugement qui nous est fournie pour les résultats de la vaste enquête prescrite dans tous les cantons au début de l'an VI ⁷.

c) A Angers, au moment de fructidor, le mal est à son comble. Désignés, le 15 frimaire an VI, par leurs collègues de la municipalité, pour s'assurer, par des visites immédiates dans les écoles, si l'éducation y était « conforme aux principes du gouvernement républicain » ⁸, les citoyens Piquelin et Haudeville, accompagnés de l'agent national Guillier

¹ Veuve Trouvé, rue Gilles (*Aff.*, 21 vendémiaire et 5 brumaire an IV). — Citoyenne Pellerier, rue Philosophie (*Aff.*, n° 128, an V). — Gravelle et Focard, rue Centrale (*Aff.*, 11 fructidor an IV). — Dussouchay, rue des Carmes et Hubert, rue des Angles. (*L'Ami des Principes*, an V, n° 8.)

² *Noms et demeures des instituteurs et institutrices de la commune d'Angers, reçus en conséquence de l'arrêté de l'administration municipale du 25 frimaire an VI.* (QUÉRUAU-LAMERIE, d'après les A. M., dans *R. d'Anj.*, 1895, t. XXX, pp. 366-370.) Cette liste comprend 53 noms dont 5 instituteurs publics et 48 instituteurs privés. Et cette liste est incomplète, car n'y figurent pas des noms connus, dont Villemot et Focard, rue du Figuier ; Payen, Mathieu et Vaslin, Georges Maslin, à La Rossignolerie, etc...

³ A. D., L. 296. Saumur, 21 nivôse an VI.

⁴ A. D., L. 222 (Allonnes), à L. 306 (Vernoi) : *Corresp. des agents exécutifs cantonaux*, an IV-an VIII.

⁵ A. D., L/t 929. Lettre des instituteurs publics Guet et Papin au département, 26 thermidor an V.

⁶ *Ibid.*, L. 183. *Corresp.* Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 25 fructidor an V.

⁷ Circulaire du ministre de l'Intérieur du 20 fructidor an V et du 17 prairial an VI, sur les établissements d'instruction publique. Voir *Recueil des lettres, circulaires, discours et autres actes publics, émanés du ministère de l'Intérieur*. B. N., Lf 132 (6, Cir., 20 fructidor an V), pp. lxij-lxvij.

⁸ A. M., *Reg. délib.*, t. VII, f° 235.

de la Touche, ci-devant professeur à l'Université d'Angers, rendent compte dans ces termes de leur mission, en ce qui concerne plusieurs écoles particulières : « Nous avons trouvé que l'école tenue dans la rue du Figuier, par Villemillot et Godefroy, est entièrement livrée au fanatisme des prêtres réfractaires et par conséquent au royalisme, dont ces prêtres sont les apôtres zélés. Ces deux instituteurs n'ont point caché qu'ils sont chargés par les parents des enfants, la plupart de la Vendée, de les instruire particulièrement dans le catholicisme de ses prêtres et par conséquent dans leurs opinions, opposées et même subversives au gouvernement républicain. Ces maîtres nous ont paru y être très décidés. Ainsi ces enfants, au nombre de 85, l'espoir de la patrie, ne sont dans cette école que pour se bien pénétrer du sentiment qu'ils sont nés pour perpétuer ou recommencer la guerre civile, détruire la République et rétablir la race des Capets sur le trône. » L'esprit est le même chez Soulice, rue Centrale, « qui déclare froidement ne pas se mêler de morale » ; chez Chevalier et la fille Coqueureau, ex-religieuse, tous deux installés rue des Carmes et qui, comme le premier, « ont renvoyé leurs écoliers » pour éviter la visite des commissaires ¹ (29 frimaire an VI). Un mois plus tard, 27 nivôse, le même Guillier de la Touche, jetant un regard d'ensemble sur la situation des écoles libres de la ville, concluait ainsi : « Ce mot, école libre, contenu dans la loi du 27 brumaire an III ², a ouvert la porte à tous les abus. De toutes parts, des hommes, des femmes, des religieuses surtout, qui ne se sont pas soumis aux lois, sont ennemis jurés et irréconciliables de la République, ont ouvert des écoles libres et y ont librement dressé les enfants des deux sexes au fanatisme, au mépris des lois et du gouvernement, leur ont assuré et bien persuadé qu'y obéir est une source de maux et le plus grand de tous les crimes ³. »

2. *Dans les Mauges et le Segréen.* — Dans cet ordre d'idées, la ville d'Angers est l'image fidèle du département. Dans les cantons qui ont été le foyer de la guerre civile, et où l'on chercherait vainement la trace d'une école publique, l'on ne trouve d'autre éducation qu'une éducation exclusivement religieuse. Ainsi, en est-il dans les Mauges, à Saint-Pierre-Montlimart, où font l'école « les deux sœurs grises qui tenaient le petit hôpital » ⁴ ; à Saint-Rémy-en-Mauges, où enseigne « une fille hospitalière fanatique » ⁵ ; au Montglonne, où « quelques femmes apprennent à lire

¹ A. D., L 225. — A. M., *Reg. corresp. du commissaire du pouvoir exécutif*.

² La loi ne peut porter atteinte au droit qu'ont les citoyens d'avoir des écoles particulières libres sous la surveillance des autorités constituées. (Chap. IV, art. 15.)

³ A. D., L 225. Compte décad., 29 nivôse an VI.

⁴ *Ibid.*, L/t 928. Tableau des écoles privées du canton de Montrevault, dressé suivant la circ. du 25 prairial (7 thermidor an VI).

⁵ *Ibid.*

suivant les errements et la méthode de l'ancien régime, où toute la morale qu'elles enseignent se puise dans l'évangile et le catéchisme »¹. Partout en effet, ce sont, comme au May, « des femmes dévotes à peu de talents qui n'aiment pas le gouvernement et qui jouissent de la considération par leurs opinions religieuses »².

La situation est la même dans le Segréen, où, comme à Candé, trois filles, nommées « les Livergnes », « font l'école à une nombreuse jeunesse, qu'elles infectent des maximes les plus contraires aux lois, et à qui elles inspirent de toutes leurs forces leur haine pour la République, en même temps qu'elles se mêlent d'admonester les mourants pour leur faire abjurer la maudite République »³. Et, s'il se trouve dans ces régions irréductibles, quelques instituteurs, ceux-là prennent nettement une attitude de révolte : tel l'ex-ecclésiastique, autrefois maître d'école de Brain-sur-Longuenée, connu sous deux noms différents : Buron et Leroi, qu'on croit intimement lié « avec le prêtre réfractaire Bourgonnier »⁴, et qui, par ses allures, inquiète les patriotes de l'endroit »⁵; tel encore, à Rablay, aux confins de la Vendée angevine, « le nommé Meunier »⁶, ex-abbé fiefé et brigand pendant la guerre civile, connu par ses opinions anti-républicaines... et qui tient pension au bourg pour des jeunes gens de famille aisée »⁷.

3. *Dans le Saumurois et dans le Bugeois.* — Si, dans ces régions, l'éducation anti-républicaine règne sans conteste, dans la partie libérale du département, où sont établies des écoles publiques, une lutte inégale est engagée sur le terrain religieux, entre les écoles publiques et privées.

Ainsi, dans le Saumurois, le canton d'Allonnes, cependant si républicain, ne compte pas moins de quatre prêtres « qui catéchisent à force et qui tiennent école : deux à Allonnes, un à Varennes, un à Vivy »⁸. De même encore, à Fontevault, qui a un instituteur public, l'institutrice privée, Marie Vaillot, « affiche un incivisme révoltant »⁹; enfin, à Chênehutte-les-Tuffaux (canton de Gennes), l'instituteur, établi depuis deux ans dans la maison curiale, a été circonvenu et dépossédé par le curé qui l'a réduit à la vente du peu d'effets qui composent son ménage « pour le paiement de son loyer »¹⁰.

Enfin, la lutte n'est pas moins ardente dans le Bugeois. Si, à Beaufort, il y a un instituteur public, « dans la partie rurale du canton, les seuls

¹ A. D., L. 258, 28 nivôse an VI.

² *Ibid.*, L. 274, 28 nivôse an VII.

³ *Ibid.*, L. 238, 20 nivôse an VII.

⁴ Désigné en l'an V comme directeur des prêtres réfractaires du district de Segré, condamné par arrêté du 22 brumaire à la déportation. (PORT, D., t. I, p. 455.)

⁵ A. D., L. 300, Segré, 2 ventôse an VI.

⁶ Déporté en Espagne, sera curé d'Epieds après le Concordat. (QUÉRUAU-LAMÉRIE, *Le Clergé de M.-et-L. pendant la Rév.*, p. 200.)

⁷ A. D., L. 246, Chemillé, 6 pluviôse an VI.

⁸ *Ibid.*, L. 222, 14 messidor an VI. L/t 928, 28 messidor an VI.

⁹ *Ibid.*, L. 259, 10 pluviôse an VI.

¹⁰ *Ibid.*, L/t 928, 1^{er} nivôse an VI.

professeurs d'instruction publique et de morale sont deux prêtres, qui exercent en même temps les fonctions du culte, l'un à Fontaine-Guérin, l'autre à Saint-Georges-du-Bois »¹. Mazé, qui a deux instituteurs publics, a aussi comme « autres instituteurs, les ci-devant prêtres, exerçant leur culte, dont quelques-uns font l'école et le catéchisme aux enfants pour les préparer à faire ce qu'ils appellent leur première communion ; le fanatisme préside à ces sortes d'écoles, il ne se lit que des ouvrages et des catéchismes de l'ancien régime »². A Durtal, Pierre Courteille qui a du savoir et les principes d'un bon républicain, a vu son école se dépeupler par les moyens d'éducation employés par la citoyenne Poitevin opposés aux siens : « Elle enseigne parfaitement bien le catéchisme, les prières du matin et du soir, différente en cela de son collègue qui a voulu mettre entre les mains de ses élèves *les Droits de l'Homme et la Constitution* »³. » « Je suis républicain, déclare enfin l'instituteur public de Longué, les élèves me quittent »⁴. »

Ainsi, les écoles particulières ne sont, en réalité, suivant l'expression de la municipalité de Durtal, que des « oratoires »⁵. Comme les écoles de charité de l'ancien régime, elles ont pour raison d'être la culture religieuse et, pour faire échec aux écoles nationales, est venue s'ajouter la haine des institutions républicaines. Favorisées par l'esprit timoré des populations et par la puissance des adversaires de la Révolution, elles reçoivent la majeure partie des enfants, parfois même ceux des fonctionnaires⁶ et ainsi « l'éducation est livrée, pour ainsi parler, aux ennemis de la République »⁷.

4. *Résistance des municipalités.* — Le danger de cette situation n'avait pas échappé aux républicains bourgeois du département et longtemps avant que le Directoire ne prenne des mesures spéciales à l'égard des écoles privées, les municipalités de Saumur et d'Angers donnent l'exemple d'une initiative pleine de fermeté.

a) Dès ventôse an IV, en effet, la patriotique municipalité de Saumur, émue de ce que « plusieurs instituteurs et institutrices de la ville se sont écartés des principes qui doivent diriger l'éducation républicaine », fait, de sa propre initiative, application de l'article 356 de la Constitution, qui met « sous la surveillance particulière de la loi, les professions qui intéressent les mœurs publiques »⁸. Elle prend un premier arrêté, applicable à

¹ A. D., L. 231, 8 nivôse an VI.

² *Ibid.*, L. 275, 21 nivôse an VI.

³ *Ibid.*, L/t 928, 9 thermidor an IV.

⁴ *Ibid.*, L. 268, 18 ventôse an VII.

⁵ *Ibid.*, L/t 928, 9 thermidor an IV.

⁶ A Longué, le citoyen Torteil, juge de paix, envoie ses deux enfants dans l'une des écoles privées. (*Ibid.*, L. 268, 18 ventôse an VII.)

⁷ *Ibid.*, L/t 928, Allonnes, 28 messidor an VI.

⁸ Cet article de la Constitution sera invoqué deux ans plus tard, par le ministre Letourneux, dans ces circulaires des 29 frimaire et 17 pluviôse an VI, aux départements pour justifier une

« tous ceux qui ouvrent des écoles dans la commune », interdisant l'usage « d'aucun livre relatif à tel culte que ce soit », prescrivant l'observation « du calendrier de la République » pour les jours de congé, et instituant le contrôle de ces prescriptions par des visites régulières dans les écoles¹. C'était déjà, dans leur esprit, et presque dans leur texte, les dispositions qui seront prises, deux ans plus tard, par le Directoire, après le coup d'État de fructidor. Trois jours après (16 ventôse an IV), un second arrêté, encore plus hardi que le premier, allait jusqu'à défendre aux prêtres catholiques de catéchiser les enfants et « de leur donner des leçons », agissant ainsi non « pour gêner la liberté des cultes permise par la loi », mais parce que cette pratique prématurée aliène, par avance, « la liberté de l'enfant » et dépasse ainsi « les bornes que la Constitution a posées »².

Lorsqu'un mois plus tard (23 germinal an IV), le département fit paraître son arrêté organique concernant les écoles primaires, la municipalité de Saumur, toujours sous le coup des mêmes préoccupations, se demande « si les articles 3 et 4 de cet arrêté, dont l'un prescrit l'observance du calendrier républicain et l'autre défend toute pratique religieuse » sont également applicables à tous les instituteurs nommés ou non par le jury. Se fondant sur la crainte « que la plus grande partie de la nouvelle génération ne reste livrée aux préjugés de l'éducation sacerdotale »³, la municipalité propose d'assimiler sur ce point toutes les écoles primaires, publiques ou privées, proposition qui devait être alors désavouée par le gouvernement⁴, au plus grand détriment de l'éducation républicaine⁵.

b) A Angers, où la situation est la même qu'à Saumur, le même danger provoque les mêmes initiatives, de la part des autorités constituées.

Dès germinal an IV, au moment où la municipalité de Saumur se proposait « d'arracher l'enfance aux hommes pervers qui ne veulent s'en

mesure d'ensemble : « Mais quelque incontestable que fût en lui-même le droit de surveillance qui vous était si solennellement attribué, il devenait nécessaire de donner aux mesures qui seraient ainsi adoptées pour l'exercice de ce même droit, une marche régulière et uniforme et de ne rien laisser à l'arbitraire dans un objet aussi important, etc. »

¹ Signé : Cailleau, président ; Guillemet, Ollivier, Berthelot, Allain et Boislève, offic. munic. ; Riffault, commissaire provisoire ; Brosseau, secrétaire. (A. D., L/t 929. — A. N., F 1751.)

² A. D., L/t 929.

³ *Ibid.*

⁴ « J'ai reçu, citoyens, votre lettre en date du 14 de ce mois, relative aux inconvénients « qui peuvent résulter de la liberté illimitée de l'instruction. Voici une réponse à ces diverses questions. Les instituteurs exerçant au nom de la Nation sont les seuls qui soient tenus de subir l'examen du jury. Les autres ne peuvent y être obligés. Mais il n'en sont pas moins soumis à la surveillance des administrations relativement au maintien des principes républicains. Quant aux parents, ils ne peuvent être contraints d'envoyer leurs enfants aux écoles primaires. » (Lettre du ministre de l'Intérieur Bénézech au département, 25 germinal an IV.) (A. D., L/t 932.)

⁵ « Vous ne devez point vous dissimuler que les prêtres font tous leurs efforts, conjointement avec les partisans de l'ancien régime, pour maintenir le calendrier romain et en faire observer les fêtes et les dimanches. La plupart des citoyens, enchaînés par l'habitude et par la suggestion, observant eux-mêmes les dimanches et fêtes n'hésitent pas à retirer leurs enfants des écoles primaires pour les faire passer dans les autres écoles où ces mêmes dimanches et fêtes seraient célébrés. » (Les administrateurs municipaux de Saumur à l'administration centrale du département. Séance du 4 prairial an IV.) (A. D., L/t 929.)

emparer que pour la façonner de bonne heure à l'esclavage », le département appelait, en termes pressants, l'attention du ministre sur le même péril¹.

De son côté, la municipalité, à plusieurs reprises, réagissait contre les abus provoqués par la liberté illimitée de l'enseignement. Ainsi, en brumaire an V, quatre instituteurs de la ville, nommés par le jury d'instruction, Perrier, Ginet, Labussière et Papin, cédant au « torrent » de l'opinion, décident de fonder un pensionnat en commun et font annoncer dans leur prospectus que « les élèves seront promenés par les maîtres deux fois *par semaine*, les *jeudis* et les *dimanches* »². Spontanément, la municipalité proteste publiquement contre cette violation du règlement scolaire du 23 germinal an IV, et là où, par bienveillance, elle ne veut voir encore qu'une simple « erreur »³, le département, pénétré de « douleur » par ce qu'il considère comme « un désaveu », improuve cette partie du prospectus et adjoint à ces instituteurs, « sous peine de destitution », de se conformer au calendrier républicain, « seul suivi dans toute la République »⁴ (21 brumaire an V). Cette désertion des instituteurs publics motivée par la nécessité de plaire aux familles pour retenir les élèves, allait d'ailleurs de pair avec l'audace croissante des instituteurs privés. En thermidor an V, la municipalité s'élevait encore avec énergie contre « les manifestations indécentes » données par les élèves du pensionnat privé de la rue du Figuier⁵, tenu par les ci-devant Frères de la Rossignolerie : Villeminot et Godefroy, « qui ne portent point la cocarde tricolore et qui affectent de paraître ainsi en public au mépris des lois »⁶.

Telle était la situation scolaire, au moment où l'événement de fructidor allait être suivi du vote des lois de défense républicaine qui devaient amener un redressement momentané au profit des écoles constitutionnelles et au détriment des écoles libres.

III. — *La lutte scolaire après le 18 fructidor an V*

Le coup de force du 18 fructidor an V, qui inaugure, au point de vue politique, la période critique des coups d'État, produisit dans la sphère

¹ Lettre du département à ministre de l'Intérieur pour appeler son attention sur les membres du culte, « ces hommes dangereux, ennemis de la liberté, qui paraissent s'être ligués pour l'étouffer dans son berceau » et qui « ne se servent de leur ministère que pour imprimer dans les jeunes cœurs ces vaines terreurs qui en feront des esclaves ». (24 germinal, an IV). (A. N., F 1751.)

² *Aff.*, n° 25, 21 brumaire an V, 2 p. en suppl. *Prospectus* publié au nom des associés et signé Papin.

³ *Ibid.*, n° 27, 25 brumaire an V.

⁴ *Ibid.*, n° 30, 1^{er} frimaire an V, pp. 134, 135.

⁵ Installé dans l'ancien hôtel Pincé, rue Haute-du-Figuier.

⁶ A. M., *Reg. corresp. du commissaire exécutif*.

de l'enseignement primaire « un effet général, l'arrêt brusque dans cette reprise quasi-officielle de l'âme française par l'Église »¹. En Maine-et-Loire, département de La Révellière-Lépeaux, cet effet allait être immédiat, par suite du renouvellement de la plupart des autorités constituées.

1. *Les nouvelles administrations.* — Le 9 vendémiaire an VI, entre en fonctions le nouveau commissaire du département, Moreau-Gossureau², qui succède à l'honnête Monnier emporté par le remous politique³. Angevin d'origine, « homme énergique et intelligent »⁴, Moreau-Gossureau s'était fait connaître par plusieurs productions d'esprit républicain⁵ et sa nomination fut accueillie avec satisfaction par l'opinion publique⁶.

Secondé par les administrations épurées⁷ et par de nouveaux commissaires cantonaux nettement adversaires du parti royaliste⁸, Guillier de la Touche à Angers⁹, Ledoux à Baugé¹⁰, les ci-devant prêtres constitutionnels Duboueix à Pellouailles¹¹ et Morainville à Segré¹², etc., il allait,

¹ REUSS, *ouv. cité*, p. 227.

² Arrêté du quatrième jour complémentaire an V, transmis par le ministre de l'Intérieur, 5 vendémiaire an VI, et exécuté le 8 vendémiaire an VI. Moreau entre en fonctions le 9 vendémiaire an VI. (A. D., L 159 et 160. Corresp. passive et active avec le ministre de l'Intérieur.)

³ Destitution du commissaire Monnier, de trois membres du département (Villier, Gaudais et Baranger), et du président Farran, de l'administration municipale d'Angers, 4 ventôse ; — de celle du canton de Saumur (*intra muros*) ; — la majeure partie de celle du canton de Baugé. (Arrêté du Directoire exécutif, 21 brumaire an VI. A. D., L 221 *ter*. Baugé, 26 nivôse, an VI.)

Ces destitutions étaient loin de correspondre toutes à l'opinion avancée du département : « Il ne nous appartient point de pénétrer dans les motifs qui ont déterminé le Directoire, mais l'impartialité dont nous faisons profession ne nous permet pas de taire que des bons citoyens nous ont paru, en général, regretter les citoyens Gaudais et Baranger. » (*L'Ami des Principes*, n° 31, 30 brumaire an VI.)

⁴ BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 71.

⁵ On a de lui : une *Adresse* datée du 20 fructidor an III (6 septembre 1795). *Mon opinion sur les progrès effrayants des chouans et les moyens de les arrêter* (in-8°, de 14 p. Angers, Mame, s. d.). Il s'y déclare pour la tolérance et la liberté dans la République. — *Réflexions présentées à la méditation de tous les bons français* (in-8°, 16 p., an III, s. l.) ; *investives*, dans le style du temps contre les manœuvres des royalistes et des terroristes. Il y propose d'acquérir des terres en Amérique pour les distribuer, la paix venue, aux émigrés, etc. Lui-même avait habité longtemps à Port-de-France, où il avait pris part à la lutte contre les noirs, etc. (PORT, *D.*, t. II, p. 741.)

⁶ « Sans avoir l'avantage de connaître personnellement le citoyen Moreau... nous ne doutons point qu'il ne justifie le choix du gouvernement, et qu'il ne remplisse tout ce que les républicains attendent de son talent et de son patriotisme. » (*L'Ami des Principes*, n° 7, 12 vendémiaire an VI.)

⁷ « Notre administration centrale est enfin complète et réorganisée. Les commissaires Chauvin, ex-commissaire du Directoire, et Jubin, homme de loi et défenseur de la patrie, l'un et l'autre également recommandables par leurs lumières ont accepté à la grande satisfaction des républicains sincères, amis du gouvernement et des lois. Ces deux citoyens furent installés hier à 6 heures du soir. Puissent les assemblées électorales et primaires ne faire que de pareils choix, et la République est sauvée et ses ennemis de l'intérieur rentrent dans la poussière. » (*L'Ami des Principes*, 14 frimaire an VI, n° 38.) « Quant aux nouveaux magistrats municipaux que le Directoire nous donne, ils ont tous fait leur preuve en patriotisme et nous espérons beaucoup que l'esprit public de notre commune va, comme cet oiseau célèbre chez les poètes, renaître de ses cendres, sous une administration républicaine. » (*Ibid.*, 30 brumaire an VI, n° 31.)

⁸ A. N., B 11-241. Tableau des commissaires du pouvoir exécutif, non daté et postérieur au 18 fructidor.

⁹ *Ibid.* — Ex-professeur à l'Université, 25 brumaire an VI.

¹⁰ *Ibid.* — Ancien administrateur du district, 6 brumaire an VI.

¹¹ *Ibid.* — Directeur de *L'Ami des Principes*, 10 frimaire an VI.

¹² *Ibid.* — Ci-devant prêtre constitutionnel, 26 pluviôse an VI. — « Je cherchais depuis longtemps un homme qui, avec autant de talent que le commissaire Bancelin, réunit à un patriotisme bien prononcé un esprit vraiment conciliateur, un caractère doux et sans faiblesse et qui, à l'influence de la persuasion, joignit celle de l'exemple. Je crois avoir trouvé toutes ces qualités pré-

pendant près de deux ans (vendémiaire an VI à messidor an VII), imprimer une vive impulsion aux administrations du département.

Avec lui, les arrêtés du pouvoir exécutif pour faire prospérer l'instruction publique (27 brumaire an VI-17 novembre 1797) et pour une surveillance spéciale des maisons particulières d'éducation (15 pluviôse an VI-5 février 1798)¹, vont recevoir une application immédiate. Dès lors va se resserrer l'étreinte administrative autour des établissements particuliers d'instruction inféodés à l'esprit monarchique et religieux si puissant en Maine-et-Loire.

Dès brumaire an VI, une surveillance active, dont on a retrouvé la trace pour de nombreux cantons², est exercée à l'égard des maîtres et des maîtresses suspects de propagande anti-républicaine.

2. *Les destitutions scolaires dans le département.* — Dès lors, les destitutions se multiplient dans les diverses parties du département : à Segré, fermeture, en nivôse an VI, des écoles tenues par des instituteurs dont « l'incivisme » est de notoriété publique³. Dans le même district, à Candé, en nivôse an VII, « défense à trois institutrices fanatiques d'enseigner désormais la jeunesse »⁴. Dans le Baugeois, à Durtal, fermeture, au même moment, d'une école de « fanatisme », qui concurrence l'école tenue par un instituteur « patriote »⁵. Dans le Saumurois surtout, destitution, par la municipalité d'Allonnes, 1^{er} floréal an VI, de la citoyenne Chevreux, « dont les leçons ne tendent qu'à entretenir le goût de l'ancien régime »⁶. A

cieuses dans le citoyen Morainville... etc. » (A. D., L 158. Corresp. Lettre de Moreau au ministre de l'Intérieur, 19 pluviôse an VI.) Morainville deviendra commissaire à Angers (9 floréal an VI). — (Voir M. Saché : *Le citoyen Morainville, R. d'Anj.*, 1922, pp. 133-151.)

¹ REUSS, *ouv. cité*, p. 227. BUISSON, *D.*, p. 714, c. 2, art. *Directoire*.

² A. D., L 221 bis : *Les Ponts-de-Cé*, 3 brumaire an VI, « contre quatre religieuses qui exercent les fonctions d'institutrices sans avoir satisfait aux formalités requises par les lois, et qui professent dans des principes anti-républicains ». — L 221 ter : *Seiches*, 7 floréal an VI, « contre quelques femmes qui se mêlent d'instruire la jeunesse et n'inspirent à leurs élèves que des sentiments de fanatisme » ; *Baugé*, 5 floréal an VI ; *Noyant*, 28 floréal, et *Port-la-Vallée*, 24 prairial an VI, « contre deux particuliers qui s'occupent de donner l'enseignement dans le canton ». — L 221 bis : 24 frimaire an VII, *Ingrandes*. — L 221 ter : *Candé*, 21 frimaire an VII, « contre trois femmes très fanatiques qui font l'école à une nombreuse jeunesse qu'elles infectent des maximes les plus contraires aux lois » ; *Châteauneuf*, 22 brumaire an VII, « contre le nommé Henri Leblanc, ci-devant instituteur à Morannes, retiré au moulin d'Ivrai, où il continue à corrompre et à fanatiser la jeunesse » ; — 21 frimaire an VII, « contre la femme Magdelon, institutrice dangereuse qui fréquente les maisons de campagne au Porage, commune d'Etriché ». — L 221 ter : *Cholet*, 4 ventôse an VII. — L 221 bis : 6 pluviôse an VII, *Pellouailles*, « pension tenue à Eventard par le citoyen Villeminot, ci-devant directeur de la maison d'éducation la *Pension verte*, à Angers ». — L 221 ter : *Coron*, 13 pluviôse an VII, « contre un individu qui enseigne sans avoir aucune des connaissances, encore moins le civisme nécessaire. » — L 221 ter : *Longué*, 13 floréal an VII, etc. . .

³ « Nous avons eu pendant quelque temps des instituteurs, mais l'administration ayant reconnu leur incivisme a fait fermer leurs écoles. Nous sommes donc sans instituteurs ; les presbytères sont vendus ; la jeunesse reste sans instruction, et le département ne renferme peut-être pas de cantons où l'ignorance soit plus profonde. » (A. D., L 301, 28 ventôse an VI.)

⁴ *Ibid.*, L 221 ter. Lettre du même au commissaire de Candé, 28 nivôse an VII.

⁵ *Ibid.*, L 221 ter. Lettre du commissaire Moreau au commissaire de Durtal, 11 nivôse an VII.

⁶ Décision confirmée par le département, après appel de l'intéressée, enquête de Guillemet, commissaire à Saumur. (*Ibid.*, L/T 932, rapport du 2 messidor an VI. — L 100, *Reg. des délits du dép.*, séance du 5 messidor an VI. Signé : Leterme-Saulnier, Bunel, Dandenac, Chauvin, Moreau, commissaire exécutif ; Letourneau, secrétaire.)

Saumur *intra muros*, même mesure à l'égard d'une institutrice « qui s'est permis de transgresser la loi »¹, et dans le canton de Saumur *extra muros*, destitution, en bloc, « des femmes Marquet et Chalopin, à Varennes ; du nommé Clément, à Chacé ; de la femme Beunier à Villebernier, tous connus pour avoir, au mépris des lois républicaines, ouvert leurs écoles les décadis et fêtes nationales, pour avoir mis aux mains de leurs élèves des livres infestés des maximes du royalisme et de la superstition, et pour n'avoir d'ailleurs aucune des qualités qui conviennent à l'enseignement public »² (7 nivôse an VII).

C'est qu'en effet, suivant l'expression même du commissaire du département : « Mieux vaut qu'il n'y ait pas d'instruction du tout dans un canton que d'y voir de prétendues écoles où l'homme puise, dans l'âge le plus tendre, la haine des lois et de ses semblables, où il apprend à préférer de ridicules chimères à sa patrie et à ses devoirs les plus sacrés »³.

3. *Les mesures de défense républicaine à Angers.* — Mais, c'est à Angers surtout, centre de l'activité du département, qu'il nous est donné de suivre, après fructidor, pendant deux ans, l'application vigilante et ininterrompue des lois de défense républicaine prises par le Directoire.

a) Tout d'abord, l'arrêté du 27 brumaire an VI « pour faire prospérer l'instruction publique » reçoit son application immédiate⁴ et le 25 frimaire, la municipalité prend elle-même un arrêté imposant, à tous les instituteurs et institutrices publics et privés de la commune, l'obligation de déclarer, dans le délai de dix jours au plus tard, leurs noms et prénoms, leurs domiciles et le genre d'instruction qu'ils enseignent. Ils devaient, dans le même délai, remettre à la municipalité « l'état nominatif » de leurs élèves⁵. À défaut des listes d'élèves, qui ne nous sont pas parvenues, la liste des maîtres⁶ témoigne, avec une éloquence singulière de la prédominance et aussi de la médiocrité des établissements particuliers d'instruction⁷.

¹ A. D., L 221 *ter*. Lettre d'approbation du commissaire Moreau au commissaire de Saumur, *intra muros*, 12 prairial an VI.

² Décision de la municipalité, 7 nivôse an VII, approuvée par le département le 18, et suivie d'un arrêté de destitution du 23 nivôse an VI. (*J. du dép. de M.-et-L.*, an VII, n° 57. — *L'Ami de la Liberté*, n° 13, 26 nivôse an VII.)

³ A. D., L 221 *ter*. Lettre au commissaire de Candé, 28 nivôse an VII. — Lettre au commissaire de Longué, 13 floréal an VII.

⁴ C'est à tort qu'on a prétendu que l'arrêté du 27 brumaire an VI « ne semble avoir jamais reçu d'exécution ». (BUISSON, *D.*, p. 714.)

⁵ A. M., *Reg. des d'lib.*, t. VII, f° 238. (Signé : Pantin, président ; Maslin, Pachault, Haudeville, Piquelin, Grille, Rogeron, officiers municipaux ; Guillier la Touche, commissaire du Directoire exécutif ; Huet, secrétaire en chef et trésorier.)

⁶ Noms et demeures des instituteurs et institutrices de la commune d'Angers reçus en conséquence de l'arrêté de l'administration municipale du 25 frimaire an VI. (QUÉRUAU-LAMERIE, *L'Inst. pr. à Angers pendant la Rév.*, dans *R. d'Anj.*, 1895, t. XXX, pp. 366-370.)

⁷ Bon nombre de ces maîtres n'enseignent qu'un programme mesquin : Chiron, rue Législation, la lecture et l'écriture chez les particuliers ; Garnier Marie, à La Blancheraie, enseigne à lire en ville ; Chollet Julie, rue des Bons-Garçons, enseigne l'alphabet ; Brébard, faubourg Saint-Michel, enseigne à lire seulement ; Vaudandenne Françoise, rue Saint-Gille, enseigne à lire et à écrire ; Lepoivre Marie, à La Basse-Chaine et Aubert Jacquine, rue Basse-du-Figuier, enseignent à lire, etc. (*Ibid.*)

Les mesures de surveillance qui allaient suivre, devaient témoigner à leur tour du danger que faisait courir, à l'éducation républicaine, la multiplicité de ces institutions particulières.

b) A la suite, en effet, de la circulaire du Directoire en date du 19 brumaire an VI, sur l'application du calendrier républicain dans les écoles ¹, des visites sont organisées sans délai et on a vu plus haut les constatations pénibles faites par les commissaires, à la suite « d'une exacte surveillance » de ces écoles. Aussi, le plus distingué d'entre eux, l'ancien professeur de l'Université, Guillier de la Touche, agent national de la commune, ne craignait pas, en présence de l'étendue du mal, de conclure dans un sens nettement démocratique en proposant comme unique remède l'éducation commune : « Le droit d'établir des écoles libres n'est qu'un droit imaginaire. Selon moi, il doit être rayé du code de notre législation... Dans toutes les écoles, les élèves sont les enfants de la Patrie. Ils ne doivent donc tous avoir l'éducation et l'instruction que suivant les règles prescrites par les lois pour le bien de la patrie. Elle doit être la même pour tous »² (27 nivôse an VI.)

c) Ce n'est pas à cette mesure, contraire à la loi de brumaire an IV, que devait s'arrêter le Directoire exécutif ; mais, le 17 pluviôse an VI, il prescrivait une surveillance spéciale à l'égard des maisons particulières d'éducation et faisait un devoir aux municipalités « de prendre telles mesures qu'elles jugeront nécessaires pour arrêter ou prévenir les abus, même en ordonnant la suspension ou clôture de ces écoles »³.

Devançant encore, dans cet ordre d'idées, les instructions du Directoire, le département, dès le 29 nivôse an VI, procède, de sa propre initiative, au retrait des passeports délivrés aux instituteurs qui, « avec une scandaleuse indécence », ont congédié leurs élèves pour échapper au serment de haine à la royauté⁴. Pour les empêcher de nuire « à la chose publique », il exerce sur eux « une surveillance particulière »⁵. Aussi, l'arrêté du 17 pluviôse est à peine porté qu'il est appliqué dans toute sa rigueur. Dès le mois suivant se multiplient les mesures particulières contre les réfrac-

¹ Circulaire qui rappelait l'art. 5 de la loi du 4 frimaire an II « sur la nouvelle ère des Français, portant que les professeurs, instituteurs, institutrices ; pères et mères de famille et tous ceux qui dirigent l'éducation des enfants s'empresseront de leur expliquer le nouveau calendrier conformément à l'instruction qui y est annexée, etc. »

² A. D., L. 225. Compte décad., 27 nivôse an VI.

³ BUISSON, D., art. *Directoire*, p. 715.

⁴ Arrêté du 29 nivôse an VI, approuvé le 19 pluviôse an VI par le ministre de l'Intérieur Letourneux comme étant très propre à réprimer la malveillance de ces instituteurs anti-républicains. (A. D., Lt 932.)

⁵ Donner un gage de fidélité aux lois de leur pays est pour ces coupables suppôts du royalisme le comble du déshonneur... Surveillez-les rigoureusement, citoyens collègues ; attachons-nous à leurs traces ; qu'ils nous trouvent partout sur leurs pas, jetons la terreur sur leur âme hypocrite, et regardons comme un des plus grands biens que nous puissions procurer à la chose publique, tout le mal que nous aurons pu les empêcher de faire. (Lettre de Moreau au commissaire près la municipalité d'Angers, 21 nivôse an VI.) (A. D., L. 221 bis.)

taires qui, pour tourner la loi, tiennent des écoles clandestines et s'en vont de « maison en maison » donner une éducation anti-républicaine¹. En messidor an VI, la municipalité charge spécialement les commissaires de police de la ville de visites domiciliaires dans les écoles privées². Secondant les vues du commissaire du département³, elle prononce en bloc, le 16 pluviôse an VII, la destitution de quatre instituteurs et de vingt-six institutrices, « dont l'opinion dangereuse ne tend rien moins qu'à étouffer dans le cœur de leurs élèves, les germes précieux de toutes les vertus républicaines »⁴.

4. *Situation scolaire à Angers au 18 brumaire.* — Mais toutes ces mesures devaient être de peu d'efficacité. Rendant compte, quelques jours après l'arrêté municipal du 16 pluviôse an VII, de la situation scolaire dans la ville d'Angers (23 pluviôse an VII), le commissaire Morainville, successeur de Guillier de la Touche, écrivait au département : « Sur 60 à 80 maisons ouvertes dans la commune à l'instruction et à l'éducation des deux sexes, la moitié est vendue à l'imposture... Celles où se trouve la chaire de l'ignorance et de l'erreur sont les plus fréquentées ; celles au contraire où l'instituteur sacrifie son intérêt privé aux obligations que leur prescrit la loi sont presque toutes désertes...

« D'un côté : huit instituteurs et cinq institutrices primaires en activité, qui sont en général dignes d'éloges et d'encouragement... observateurs soumis des lois et sectateurs du régime républicain, qui ont promis de tout faire pour la patrie et pour leur propre gloire⁵.

« De l'autre, les écoles privées, dont la plupart ont pour seul mobile l'appât du gain ; aussi l'instruction s'y débite-t-elle aujourd'hui comme se faisaient les marchandises au temps du maximum. L'ennemi de la chose publique, qui met à profit tous les moyens, s'est glissé sous le manteau des femmes séduites, pour empoisonner les enfants de la République aux sources impures du fanatisme et du mensonge... Qu'on leur rappelle les

¹ Surveillance à l'égard de Villemot, chef de la ci-devant *Pension verté*, retiré dans la maison du citoyen Bart-Bellanger, rue Centrale, où il continue à rassembler des élèves (1^{er} ventôse an VI) ; contre Edeline, instituteur royaliste et ci-devant soldat dans l'armée vendéenne (6 ventôse) ; contre la fille Vallée, qui tient école dans la maison du ci-devant Calvaire, cache d'autres filles de même caractère, installées dans la maison du Silence, derrière le cimetière de la Trinité, sur le chemin qui conduit au champ Nicolas (14 ventôse an VI) ; contre le nommé Fêtu, instituteur, dont les principes sont opposés à la Révolution et qui se produit sur les promenades publiques entouré de 12 à 15 jeunes gens (23 germinal an VI), etc... (A. D., L 221 bis.)

² Voir les rapports des commissaires Houestard, et de la Touche, pour les sections B et C ; Audusson aîné pour les sections C et D ; Gautier pour les sections G, H et J (23 messidor an VI). QUÉRUAU-LAMERIE, *art. cité*, dans *R. d'Anj.*, 1895, t. XXXI, pp. 70-74.

³ Lettre de Moreau au commissaire d'Angers, 13 vendémiaire an VII. (A. D., L 221 bis.)

⁴ Parmi les maîtres destitués se trouvaient un ci-devant frère des écoles chrétiennes, Dehaies ; 6 ex-religieuses des Ursulines et plusieurs autres appartenant à diverses communautés non enseignantes. (A. M., *Reg. délib.*, 22 nivôse an VI-15 prairial an IX, pp. 66 v., 67 r. ; — *Aff.*, n° 68 16 pluviôse an VII.)

⁵ A. D., L 225. Dép. Compte du commissaire Morainville, 23 pluviôse an VII.

obligations que leur imposent les lois, elles répondent impudemment qu'elles ne connaissent d'autres lois que la volonté des parents, que ce sont les pères et mères qui paient et qu'elles se croient consciencieusement obligées de les satisfaire. Aussi, la plupart n'enseignent-elles que des absurdités monacales... et ne font répéter que des rêves dogmatiques, des mensonges divins, des prières inintelligibles. Leur parle-t-on des institutions républicaines, elles restent interdites. »

A côté de ces maîtres particuliers, « enseignant dans le même esprit », sont les instituteurs « errants, qui vont colportant de porte en porte leur doctrine inconnue et cachée » et « qui enfreignent impunément les lois ». Ce sont « des instituteurs et institutrices interdits, qui, ne pouvant plus nuire dans leurs écoles qu'on a fermées, courent prêcher et catéchiser à l'abri de l'œil de la police. Il en est qui courent apostoliser sur les champs et qui trouvent encore, pendant une partie de la nuit, le temps de s'endoctriner avec des prêtres réfractaires. Doit-on s'étonner si la jeunesse devient cruelle, farouche, paraît sans talents et sans génie, dont le cœur est aussi profondément gâté et les mains corrompues ¹ ? »

C'est donc en vain que le Directoire exécutif avait prévu la fermeture des maisons particulières d'éducation, notoirement hostiles à la République. C'est à peine si, en fructidor an VII, une légère amélioration se produit à Angers dans la tenue des écoles privées ². En fait, au bout de « quelques décades », les écoles fermées se rouvrent. « L'instruction se donne à huis clos, dès six heures de la matinée et les mesures les mieux concertées sont prises pour éluder la loi. » Impuissants et découragés, les officiers municipaux « répugnent à des démarches qui ne produisent aucun effet ». Et, prévoyant les événements qu'un tel état d'esprit devait provoquer, l'agent national de la commune ajoutait, six mois avant le 18 brumaire : « L'expérience de tous les temps nous prouve que le partisan des privilèges n'a jamais pardonné à l'homme qui brisa ses chaînes. Trop confiants dans la justice de notre cause, nous marchons sur un volcan qui doit nous engloutir et un mal dont l'influence est d'autant plus pestilentielle qu'elle saisit l'homme au moment des premières impressions, va

¹ A. D., L. 225. Dép. Compte du commissaire Morainville, 23 pluviôse an VII.

² « Les instituteurs et institutrices sont pour la moyenne partie dans le sens que désire la loi. Dans la visite que nous venons de faire de ces écoles, nous avons remarqué que tous les enfants avaient pour livres ceux qui sont indiqués par le jury d'instruction; il serait à désirer que les instituteurs fussent un peu plus instruits, car nous en avons rencontré de bien ignorants. Quelques écoles qui avaient été précédemment fermées par arrêté de l'administration ont été rouvertes, mais elles se conforment, soit pour l'instruction, soit pour les jours de classe, à ce qu'on en exige. Nous n'avons pas cru devoir en exiger la clôture. D'ailleurs, comme il n'existe aucune peine pour la récidive, la municipalité avant de prendre cette mesure, veut attendre une loi que nous avons sollicitée à cet égard... Au reste nous redoublons de surveillance. » (2 fructidor an VII). A. M., *Reg. de corresp. du commissaire du direct. exécutif*.

gangrener l'âme des enfants, espoir et soutien de la République. »¹ (1^{er} prairial an VII).

Comme l'a dit un historien de l'instruction primaire pendant la Révolution : « En somme, on peut affirmer que, dans cette lutte, tantôt sourde, tantôt ouverte, qui se livre autour de l'école, ce n'est pas l'État, c'est l'Église qui l'emporte à la fin de 1798². »

¹ A. D., L 225. Compte décadaire du commissaire Morry.

NOTA. — A rapprocher du rapport du commissaire de Ribeauvillé à l'administration centrale de Colmar, 9 brumaire, an VII (30 octobre 1798) : « ... Entend-on par instruction publique les tristes écoles que le fanatisme expirant nous a bien voulu léguer, pour transmettre aux générations futures ses préjugés et ses sottises. ... Quand je pense que l'instruction est la seule et unique base d'un État libre, je tremble pour le sort de la République. » (REUSS, *ouv. cité*, p. 293.)

² REUSS, *ouv. cité*, p. 252.

CHAPITRE IV

L'École centrale de Maine-et-Loire à Angers (an IV-an VIII) Son organisation

I. — *Dispositions générales des lois du 7 ventôse an III et du 3 brumaire an IV sur les écoles centrales*

1. Au lendemain du 9 thermidor, la Convention répudiant la conception scolaire de frimaire an II, instituée au-dessus des écoles primaires prévues par la loi de brumaire an III, des écoles centrales, réglées par la loi du 7 ventôse an III¹. La Convention, déclare M. Liard, ne connaissait en fait que deux degrés d'enseignement : « celui des écoles primaires pour la masse ; et celui des écoles centrales pour l'élite »². En réalité, la Convention renonçait à la conception montagnarde sur le dernier degré d'instruction qui limitait, à un petit nombre d'écoles spéciales, le moyen de « trouver en tout temps des citoyens assez instruits pour exercer utilement les diverses fonctions relatives au salut, au bonheur de la société, à l'intérêt commun de la République »³. Elle revenait au projet du girondin Bancal, en décembre 1792.

Lakanal et Daunou, désavouant leurs opinions de juin 1793⁴, étaient partisans d'un deuxième degré d'enseignement qui, en fait, allait restaurer, au profit de la bourgeoisie, les principaux collèges de l'ancien régime. « Ces collèges — dit Lakanal — contre lesquels réclamait la philosophie depuis tant de siècles vont donc disparaître du sol de la France libre, et sans aucune dépense nouvelle, vous allez trouver, dans leurs décombres et dans

¹ GUILLAUME, *Conv.*, t. V, p. 299, rapport et projet de Lakanal, 26 frimaire an III ; — p. 541, discussion et décret, 7 ventôse an III (20 mars 1795) ; — p. 583, règlement intérieur adopté par le Comité d'I. P., 18 ventôse an III. (BUISSON, *D.*, pp. 564, 565, art. *Convention*, et pp. 772, 773, art. *Ecoles centrales*.)

² LIARD, *L'Enseignement supérieur*, t. I, p. 233.

³ Bouquier, 24 germinal an II (13 avril 1794). (BUISSON, *D.*, p. 556, c. 1, art. *Convention*.)

⁴ En juin 1793, Lakanal avait dit avec Sieyès : « On peut s'en rapporter sur cela à l'industrie particulière », et Daunou écrivait : « Ce système qui fait supporter à l'Etat les frais de l'instruction supérieure ne sera jamais qu'une manière de faire contribuer le pauvre à rendre le riche plus savant. » (*Ibid.*, t. I, p. 565, c. 2.)

la dotation qu'ils absorbaient, plus de ressources qu'il ne vous en faut pour les établissements régénérateurs que nous vous proposons ¹. »

2. Si, dans certains départements, « les écoles centrales avaient été aussitôt créées que votées » ², rien ne fut fait en Maine-et-Loire sous le régime de la loi de ventôse an III et, moins heureux que son collègue en mission Dupuis dans le Doubs ³, le commissaire Bailleul, qui était chargé dans l'Ouest de hâter l'exécution des lois relatives à l'instruction publique, n'a laissé aucune trace de son passage dans le département.

D'ailleurs, de germinal à messidor an III ⁴, la situation à Angers est toujours peu favorable aux initiatives scolaires. La guerre civile, qui a ruiné totalement la moitié du département, a affamé la population ; les indigents pullulent et les autorités sont constamment aux prises avec la question des subsistances ⁵. Les bâtiments qui pouvaient convenir pour l'installation d'un établissement d'instruction sont toujours réquisitionnés et l'ancien collège de l'Oratoire, qui deviendra le berceau de l'École centrale, est encore entre les mains de l'autorité militaire ⁶.

L'École centrale d'Angers ne sera pas l'une des moins brillantes parmi celles des départements ; mais elle ne sera pas l'une des premières. Sa fondation sera une application de la loi du 3 brumaire an IV, qui avait repris

¹ Rapport de Lakanal, 26 frimaire an III (16 décembre 1794). (*Ibid.*, p. 565, c. 1.)

² LIARD, *ouv. cit.*, p. 241. A Poitiers, ouverture de l'école le 13 thermidor an III. (VALLÉE, *L'École centrale de la Vienne. An. Rév.*, 1916, p. 520.) Dans le Nord, mesures prises en prairial an III, par Jard Panvilliers pour l'installation des écoles centrales de Lille, Cambrai et Maubeuge. (J. PETER, *L'Enseignement secondaire dans le Nord pendant la Révolution*, pp. 121-127.)

³ « Il avait suffi de trois jours à Dupuis pour jeter les bases de l'École centrale de Besançon » (21-23 floréal an III). Nomination du jury central d'instruction ; enregistrement par le département des mesures concernant les nominations de professeurs, affectation au nouvel établissement, des bâtiments et jardins de l'ancien collège. (A. TROUX, *L'École centrale du Doubs à Besançon*, p. 8.)

⁴ Les cinq commissaires : Dupuis, Barailon, Lakanal, Bailleul et Jard-Panvilliers, envoyés par la Convention dans les départements, le 18 germinal an III pour « assurer l'exécution des lois relatives à l'instruction publique », c'est-à-dire pour hâter la création des écoles primaires et des écoles centrales, furent rappelés le 2 messidor (20 juin), et un décret du 9 messidor (27 juin), suspendait l'appropriation des bâtiments affectés aux écoles centrales. (BUISSON, *D.*, p. 772, c. 2. — A. TROUX, *ouv. cit.*, p. 8.)

⁵ Après Savenay (décembre 1794) les douze colonnes « infernales de Thureau détruisent la Vendée ». Bressuire, Cholet, Coran, Chemillé, Vihiers, Montglonne et Chalonnes ne présentent plus « que des décombres... la presque totalité des maisons a été réduite en cendres ; les métairies et les chaumières des cultivateurs ont éprouvé le même sort... » (Delaunay, à la Soc. populaire (19 avril 1795). En prairial an III, les chouans inquiètent Angers, et sont maîtres des districts de Segré et de Châteauneuf, producteurs de blé. Les Vendéens, au mépris des traités de la Jaunaie et de Saint-Florent, menacent de reprendre les armes. L'abolition du maximum (décembre 1794) a contribué à faire monter le blé « à des prix énormes » et « par commisération pour 15.000 indigents que contenait Angers et de peur que la disette n'enfantât des soulèvements, la municipalité livrait aux boulangers des farines à des prix bien au-dessous du cours pour qu'ils fournissent du pain sur des bons. » (BLORDIER, *ouv. cit.*, t. II, pp. 56-61.)

⁶ La maison collégiale sert depuis 1793 de grenier national, pouvant contenir 3 à 4.000 quintaux. Le 1^{er} messidor an II, le district avait mis en demeure la municipalité de faire évacuer le local pour y installer le logement des militaires invalides. (L. II. D. d'Ang., *Conseil gén. du district.*)

sur ce point, en les modifiant, les dispositions de celle de ventôse an III¹.

3. On sait que la loi du 3 brumaire an IV portait création, dans chaque département, d'une école centrale (titre II, art. 1^{er}). Elle en précisait, dans ses grandes lignes, l'organisation : division de l'enseignement en trois sections successives ; la première, pour les enfants de 12 ans au moins, comprenant le dessin, l'histoire naturelle, les langues anciennes et, sous condition, les langues vivantes ; la seconde, à partir de 14 ans accomplis, avec les mathématiques, la physique et la chimie expérimentales ; la troisième, à 16 ans, pour la grammaire générale, les belles-lettres, l'histoire et la législation (art. 2 et 3). La loi prévoyait ensuite la création, auprès de chaque école, d'annexes destinées à en assurer le fonctionnement : bibliothèque publique, jardin, cabinet d'histoire naturelle, cabinet de chimie et de physique expérimentales (art. 4). Les dispositions qui suivaient se rapportaient à la nomination des professeurs, dans les mêmes formes que celle des instituteurs, et à leur traitement qui devait être égal à celui d'un administrateur du département (art. 5 à 7). Enfin, comme pour les écoles primaires, était prévue une rétribution scolaire au profit des maîtres avec gratuité pour le quart des élèves (art. 7 et 8) et, comme pour les écoles primaires également, les règlements internes devaient être arrêtés par les départements (art. 9).

Les articles 10, 11 et 12 préoyaient la possibilité d'écoles supplémentaires dans les communes qui possédaient autrefois des collèges et qui en feraient la demande ; leur organisation spéciale devait être décidée par le pouvoir exécutif².

Telle était cette organisation générale de la Convention, complétée sous le Directoire par plusieurs mesures de détail³ et qui, comme celle des

¹ La loi du 3 brumaire au lieu de distribuer les écoles centrales à raison de la population, sur la base d'une école pour 300.000 habitants, disait : « Il sera établi une école centrale dans chaque département de la République. » Chaque école ne devait plus avoir que dix professeurs au lieu de treize, les professeurs de logique et d'analyse des sensations et des idées, d'hygiène et d'arts et métiers étaient supprimés. (BUISSON, D., p. 773, *Ec. centrale*.)

² Une initiative de cette nature non suivie d'effet fut prise en prairial an IV, à Saumur seconde ville du département (qui comptait en 1790, 10.917 habitants et 2.475 feux), et qui possédait un collège important avant la Révolution. (Voir aux A. D., L 11/t 169 bis. Initiative du jury d'instruction pour l'installation d'une école centrale aux Ursulines et aux Récollets. — L 922. Pétition des citoyens de Saumur (24 floréal an IV), 4 p. mss. Arrêté de la municipalité réservant à cet effet la maison des Ursulines (12 prairial an IV). — L 160. Lettre du département au ministre pour demander cette création (25 messidor an IV). — L/t. École centrale, an IV-an XIII, réponse dilatoire du ministre (11 thermidor an IV). — Voir aussi : O. COUFFON, *Projet d'une école centrale supplémentaire à Saumur en 1796*, extrait du *Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts du Saumurois*, 1913, avec tirage à part, 8 p. in-8°, Saumur, Codet, 1913. Voir, B. A., sous la cote SH 7960.)

Voir aux *Annexes*, à titre documentaire, le plan proposé par la municipalité de Saumur, le 12 prairial an IV (d'après les A. D., L 922).

³ Loi du 25 messidor an IV sur l'emplacement des écoles centrales ; arrêtés du 27 brumaire an VI pour en faciliter le recrutement ; du 27 pluviôse an VI sur la surveillance des pensionnats privés. (BUISSON, D., pp. 491 et 714, 715.)

écoles primaires, s'en remettait aux départements du soin de l'application de la loi.

« Sur les programmes d'enseignement, sur l'administration, sur la discipline, la loi donnait carte blanche aux administrations locales, dont les décisions n'auraient besoin que d'être confirmées par le Directoire exécutif. Et, de fait, les écoles centrales seront bien des écoles départementales : chacune aura son cachet particulier, sa physionomie propre, son goût de terroir ; certaines connaîtront un éclatant succès, d'autres subiront un échec lamentable et cette diversité dans leurs destins s'explique en partie par le plus ou moins de sollicitude qu'apporteront les autorités locales à leur organisation et à leur développement ¹. »

II. — Fondation de l'École centrale

1. A Angers, l'administration du département, menant de front et avec le même zèle l'organisation de l'École centrale et celle des écoles primaires prenait, dès le 4 ventôse an IV, un arrêté qui constitue, en quelque sorte, la charte de la nouvelle institution ². Se référant à la fois aux dispositions générales du titre II de la loi de brumaire an IV sur les écoles centrales, à celles de la loi du 20 pluviôse qui affecte un bibliothécaire près de chaque école et à l'article 6 de son arrêté du 22 frimaire sur les attributions du jury d'instruction, le département approuvait l'élection des six professeurs et du bibliothécaire choisis par le jury ³ et invitait celui-ci à lui « présenter, dans le plus court délai », les trois professeurs manquants (art. 1^{er} et 2) ⁴. Il fixait, au 1^{er} germinal, l'installation des professeurs « dans le local du ci-devant collège » (art. 3) et chargeait ces professeurs de présenter d'urgence un projet de règlement scolaire (art. 4) ⁵. Une dernière disposition, relative à la cérémonie d'inauguration, attestait tout le prix que l'on attachait à la nouvelle création. « Le bureau du Bien

¹ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 9.

² A. D., L 89, séance du 4 ventôse an IV. (*Aff.*, n° 81, 10 ventôse an IV.)

³ La composition de l'École centrale était fixée ainsi qu'il suit : 1^{re} section : professeur de dessin, Marchand ; de langues anciennes, Riffault ; 2^e section : professeur d'éléments de math., Bénaben ; de physique et chimie expérimentales, Héron ; 3^e section : professeur de lettres, Toussein Grille ; d'histoire, Louis Papin ; bibliothécaire : Pierre Braux. (*Ibid.*)

⁴ Les professeurs manquants étaient ceux de législation, d'histoire naturelle et de grammaire générale. Le 29 ventôse an IV, Merlet est nommé à la chaire de grammaire ; et, à la rentrée de vendémiaire an V, il détient en outre, à titre provisoire, celle d'histoire naturelle. Celle-ci est attribuée à Renou le 2 fructidor an V (19 août 1797) ; l'avocat Dubois est nommé à la chaire de législation, 10 prairial an IV, et il en prend possession un an plus tard, 1^{er} floréal an V (20 avril 1797). (A. D., L/t 917.)

⁵ « Les professeurs nommés présenteront d'ici le 20 courant, à l'administration du département, un projet de règlement qui fixe l'ordre et la tenue des écoles, détermine les heures d'étude en observant de les distribuer de manière qu'un élève puisse, dans le même jour, assister à deux cours au moins ; il sera à cet effet donné communication aux professeurs d'une lettre du ministre de l'Intérieur en forme d'instruction sur cet objet. » (art. 4).

public est chargé de présenter, dans le plus court délai, un mode d'installation pour les professeurs de l'École centrale qui donne à cette cérémonie imposante, la solennité et l'éclat dont elle est susceptible, un mode qui, frappant les imaginations et touchant les cœurs, y laisse des impressions profondes et durables, qui environne en quelque sorte le berceau de l'instruction publique de ce respect religieux que lui ont porté tous les peuples libres. » (art. 6) ¹

2. Au jour fixé pour l'installation des professeurs (1^{er} germinal an IV-21 mars 1796) ², l'administration du département « réunie extraordinairement, sur les trois heures de relevée », prend la tête d'un long cortège, formé « d'un grand nombre de citoyens » et précédé « d'un détachement de la garde nationale, des tambours et de l'Institut de musique ». A travers les rues de la ville, elle se rend du siège du département (ci-devant abbaye Saint-Aubin) ³ « au ci-devant collège », rendu à son ancienne affectation et destiné à abriter la nouvelle institution ⁴. Après un discours du président, accueilli aux cris répétés de « Vive la République! », lecture est faite de l'arrêté du département du 4 ventôse, portant nomination des sept professeurs choisis par le jury. Puis, ceux-ci « ayant alors pris place sur l'estrade », trois d'entre eux prennent successivement la parole. Le premier, l'ex-oratorien Bénaben, redevenu, comme avant 1789, professeur de mathématiques, rappelle, « en traits de feu », « les malheurs du gouvernement révolutionnaire ». Après lui, Toussaint Grille, ancien élève du collège et professeur de belles-lettres, prononce un discours « vraiment académique », « plein de chaleur et de véhémence », et finit sur une apostrophe à J.-J. Rousseau « décriant les sciences et se consolant par elles ». Enfin, René Riffault, professeur de langues anciennes, dans un discours « plein d'érudition », et fait pour « être lu dans une assemblée de savants », associe Homère et Fénelon, Sophocle et Racine, Virgile et Voltaire » et termine sur « des apostrophes à Volney ». « Jamais [ajoute le rédacteur des *Affiches*], fête n'avait été plus intéressante par son objet » ⁵. Le procès-verbal du département déclare, dans le même sens : « Le peuple a témoigné d'une manière non équivoque sa satisfaction de voir rétablir une institution que la tyrannie lui avait ravie..., présage heureux et consolant qu'il est encore un

¹ Le présent arrêté devait être imprimé et envoyé à toutes les communes du département ainsi qu'au ministre de l'Intérieur (paragraphe final).

² « Le bureau du Bien public est chargé de présenter à l'administration, dans le plus court délai un mode d'installation pour les professeurs de l'École centrale qui donne à cette cérémonie imposante, la solennité et l'éclat dont elle est susceptible, un mode qui, en frappant les imaginations et en touchant les cœurs, y laisse des impressions profondes et durables qui environne en quelque sorte le bureau de l'instruction publique de ce respect religieux que lui ont porté tous les peuples libres. » (Arrêté du 4 ventôse, art. 6.)

³ Aujourd'hui la préfecture.

⁴ A. D., L 90, s. 1^{er} germinal an IV.

⁵ *Aff.*, n° 93, 4 germinal an IV.

grand nombre d'hommes vertueux qui désirent le progrès des sciences et des arts, fondement inaltérable des peuples libres ¹ ».

3. Ainsi, en moins de six mois et devançant la plupart des départements de l'Ouest ², l'administration de Maine-et-Loire avait réussi à mettre sur pied l'École centrale de son ressort.

En lui donnant pour siège l'ancien collège d'Anjou, rendu à sa première destination (4 ventôse) ³, elle suivait l'exemple de la plupart des départements et préjugait de la mesure d'ensemble qui allait être prise, quatre mois plus tard par le Directoire pour l'emplacement de ces écoles ⁴. En s'en remettant au jury d'instruction du choix éclairé des professeurs et aux professeurs eux-mêmes du soin d'élaborer les règlements scolaires (4 germinal) ⁵, elle échappait aux reproches « d'ignorance » et « d'incompétence », qui seront plus tard si libéralement formulés sur l'organisation des écoles centrales ⁶. En procédant à l'inauguration de l'École avec un éclat qui contraste avec « la cérémonie toute intime et toute simple » qui eut lieu ailleurs ⁷, mais qui était bien dans le goût naturel des Angevins pour les fêtes, elle témoigne de sa joie de voir revivre le collège bourgeois fermé en 1793. En dressant libéralement l'état des différentes dépenses « indispensablement nécessaires » pour la mise en activité du nouvel établissement, elle en assurait l'existence ⁸. En prenant

¹ A. D., L. 90.

² *Sarthe* : Lettre du jury d'instruction du Mans à leurs collègues de Maine-et-Loire pour le recrutement des professeurs (17 floréal an IV). — *Vendée* : Arrêté du département sur la création de l'École centrale de Luçon (17 brumaire an V). — *Deux-Sèvres* : Prospectus des professeurs de l'école à leurs citoyens pour annoncer l'ouverture des cours fixée au 1^{er} nivôse. Niort (9 frimaire an V). — *Indre-et-Loire* : Appel du jury d'instruction sur les places de professeurs vacantes (8 brumaire an VI), etc. (A. D., L. 923 (prospectus).) — Dans cet ensemble le département de la Vienne fait exception, et l'école s'ouvre le 13 thermidor an III. (VALLÉE, *L'École centrale de la Vienne*, dans *An. Rév.*, 1916, p. 520.)

³ Il était alors occupé jusque-là par des effets d'équipement militaire dont le transfert est décidé. (Arrêt du 4 ventôse an IV, art. 3. *Lettre de la municipalité au département*, 8 ventôse an IV.) (A. D., L. 917.)

⁴ Les écoles centrales devaient être placées dans les anciens collèges, ou, à défaut, dans un local désigné par l'administration départementale ou le pouvoir exécutif. Loi du 25 messidor an IV. (BUISSON, *D.*, p. 773, c. 1.)

⁵ Ce premier règlement pris « après observations des professeurs » comprenait six articles : L'art. 1^{er} fixait l'ouverture de l'école au 11 germinal, avec congé le quintidi et le décadi ; l'art. 2 concernait la répartition des heures de cours de manière que les élèves, conformément à l'instruction du gouvernement, puissent suivre plusieurs cours à la fois ; 1^{re} section : langues anciennes, de 8 heures à 10 heures du matin ; histoire naturelle, à 2 heures du soir ; dessin, de 3 heures à 5 heures ; 2^e section : physique et chimie, de 9 heures à 10 h. $\frac{1}{2}$, math. à 11 heures (durée : 1 heure) ; 3^e section : grammaire générale, de 8 heures à 9 heures ; belles-lettres, de 10 heures à 11 h. $\frac{1}{2}$; législation, à 2 heures ; histoire, de 3 heures à 4 heures. Les art. 3, 4, et 5 ne faisaient que reproduire les dispositions de la loi concernant l'âge des élèves, la rétribution scolaire fixée à 25 livres par an, et la proportion d'un quart comme élèves indigents. L'art. 6 prévoyait un règlement ultérieur sur la police intérieure de l'école. (A. D., L. 90, s. 4 germinal an IV.)

⁶ « A peine organisées, on les livra au caprice des administrations départementales et à l'ignorance des jurys d'instruction, etc. » (DURUY, *ouv. cité*, p. 189.) « Ni administration, ni jury, n'étaient capables d'accomplir la tâche qui leur était imposée... le plus souvent d'ailleurs, leur incompétence était absolue, etc. » (ALLAIN, *ouv. cité*, p. 139.)

⁷ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 25.

⁸ A. D., L. 917. Tableau, 2 p. mss., 8 germinal an IV. Voir aux *Annexes*.

avec célérité, toutes ces dispositions, elle justifiait les félicitations que lui adressait le ministre Benezech, le 23 germinal : « Le zèle que vous avez mis dans l'organisation de l'instruction publique est digne d'éloges et je vous témoigne avec plaisir ma satisfaction ¹. »

III. — *L'Administration de l'École centrale*

La Convention s'inspirant, comme on l'a dit, en matière d'administration scolaire, du régime inauguré en 1763 pour les collèges après l'expulsion des Jésuites ², avait confié aux autorités locales l'administration des écoles centrales. « Les lois du 7 ventôse et du 3 brumaire, chargèrent de l'administration un conseil d'administration issu de l'Assemblée des professeurs, un jury d'instruction (en ceci elles innovaient), et l'administration départementale, soit trois et même quatre organismes, par lesquels l'État exerçait, du moins en théorie, un contrôle suprême ³. » En Maine-et-Loire, ces divers organismes ne connurent pas les conflits prolongés qui eurent lieu ailleurs ⁴ et, pendant toute la durée du Directoire, l'École centrale fut entourée, à tous les degrés de la hiérarchie administrative, d'une sollicitude qui assura son succès.

1. — Assemblée générale des professeurs et Conseil d'administration

Le règlement intérieur de l'École, arrêté par le département le 8 floréal an V, en application de l'article 9 du titre II de la loi du 3 germinal an IV, déterminait, « après avis préalable » des professeurs, la composition et les attributions du conseil d'administration. « Les professeurs et le bibliothécaire réunis, nommeront entre eux, par la voie du scrutin, trois membres qui formeront un conseil d'administration. » (art. 3) « Les fonctions du conseil seront : 1^o de prendre toutes les mesures pour la police dans l'intérieur de l'établissement, la tenue et la discipline de l'École ; 2^o de veiller sous sa responsabilité à la conservation des dépôts d'instruction formés près de l'École ; 3^o de nommer le concierge et les hommes de peine nécessaires au service de l'École, après que, sur sa demande, le nombre en aura été fixé par l'administration départementale ; 4^o de présenter chaque année

¹ Accusé de réception de l'arrêté du 4 germinal. (Paris, 23 germinal an IV) (*Ibid.*, L 917).

² G. VALLÉE, *L'École centrale de la Vienne*. — A. TROUX, *L'École centrale du Doubs*, p. 31.

³ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 31.

⁴ A Besançon, pendant deux ans, conflits incessants entre le département renouvelé et composé de jacobins ardents et le jury d'instruction modéré, comme l'administration départementale qui l'avait choisi. (*Ibid.*, p. 11.)

à l'administration départementale l'état des dépenses nécessaires à l'établissement. » (art. 4) Il devait encore nommer parmi ses membres, « un secrétaire chargé... de la tenue du registre des délibérations et de celui de l'inscription des élèves » et qui devait remplir les fonctions de trésorier « pour la contribution annuelle de chaque élève, payée en compte aux professeurs ». Le conseil, « renouvelé par tiers tous les trois mois », était tenu de s'assembler « au moins une fois par décade ». (art. 4) A côté de cet organisme permanent, le règlement prévoyait la formation d'une Assemblée générale. « Les professeurs et le bibliothécaire de l'École se réuniront tous les trois mois en assemblée générale et plus souvent lorsqu'ils seront convoqués par le Conseil d'administration » (art. 5)¹.

Moins favorisé que d'autres départements², celui de Maine-et-Loire n'a conservé aucun des registres des délibérations de l'École centrale et ce n'est que par des pièces détachées, dont les principales trouveront place plus loin, qu'il sera possible de suivre, de loin, la vie administrative de l'École. Par contre, les archives départementales possèdent les états de dépenses, dressés chaque année par le Conseil d'administration. Ils seront cités par la suite, pour témoigner de la sollicitude du département à l'égard de l'École. Plusieurs d'entre eux trouveront place en entier, aux annexes de cette étude.

2. — Jury d'instruction

Chargé par la loi d'examiner et d'élire les professeurs, sous la réserve de l'approbation du département (titre II, art. 5), de donner son avis sur leur destitution (art. 6), le jury d'instruction du district où siège l'École centrale, apparaît « comme l'intermédiaire entre l'École et l'autorité locale »³.

En Maine-et-Loire, le jury d'instruction, composé d'administrateurs de nuance constitutionnelle, comme l'administration départementale elle-même qui l'a désigné en frimaire an IV, vit avec elle et avec l'École en bonne intelligence. En fait, son activité paraît s'être bornée à la désignation des professeurs.

Nous avons rappelé plus haut les nominations faites à l'ouverture de l'École, en germinal an IV, et approuvées par le département (six professeurs et le bibliothécaire), puis les trois complémentaires qui suivirent en ventôse an IV, prairial an IV et fructidor an V⁴.

¹ A. D., *Dépt.* L 95, f^{os} 18-21; 8 floréal an V. Voir le document aux *Annexes*.

² A. TROUX, *ouv. cité*, p. 34.

³ *Ibid.*, p. 35.

⁴ Voir p. 338, notes 3 et 4.

Pour procéder à ces nominations, le jury d'instruction d'Angers, composé d'administrateurs de bonne volonté, mais sans grande envergure, ne procède pas par voie de concours, comme à Poitiers¹, à Besançon², par exemple. Il s'en tient, comme à Angoulême, à Périgueux, à Limoges, à la préférence pour « celui des concurrents qui lui paraît présenter le plus de garanties »³.

En fait, le jury d'instruction d'Angers s'arrête à des noms qui, pour la plupart, étaient de notoriété publique : tels sont, en germinal an IV, les anciens professeurs de l'Oratoire, Bénaben et Héron, le moine lettré, dom Braux, spécialisé dans les travaux de la bibliographie ; en vendémiaire an IV, le botanophile Merlet de la Boulaye ; en vendémiaire an VI, après la destitution, pour « incivisme » et d'un commun accord, dans les formes prévues par la loi⁴, du professeur d'histoire Papin, la désignation de Villier, ex-oratorien de Saumur, qui, depuis 1789, tenait une si grande place dans les affaires du département.

Enfin, à Angers, le jury d'instruction, qui paraît avoir toujours vécu en bons termes avec les professeurs de l'École, tenait, comme ailleurs, une place d'honneur dans les cérémonies publiques⁵, en particulier dans les fêtes scolaires dont la pompe rappelait alors les cérémonies semblables de l'ancien régime.

3. — Administration départementale et budget

Entre toutes les autorités préposées à la vie des écoles centrales, l'administration départementale tient la première place.

« Aux termes de la loi de brumaire an IV, le département choisit les membres du jury, ratifie la nomination des professeurs, procède à leur installation, régleme la vie de l'école... autorise et ordonnance les dépenses. Par cette dernière prérogative, il tient effectivement l'école en tutelle⁶. »

En Maine-et-Loire, cette tutelle fut agissante. Depuis l'ouverture des cours, fixée d'abord au 11 germinal, puis reculée au 1^{er} floréal an IV, jusqu'à la fin du Directoire (18 brumaire an VIII), l'École centrale d'Angers ne cessa d'être l'objet, de la part de l'administration du département, d'une constante et intelligente sollicitude.

¹ G. VALLÉE, *ouv. cité*, An. Rév., 1916, p. 517.

² A. TROUX, *ouv. cité*, p. 12 et suiv.

³ G. VALLÉE, *ouv. cité*, p. 516.

⁴ Les professeurs ne pourront être destitués que par un arrêté de la même administration [départementale] de l'avis du jury d'instruction, et après avoir été entendus. L'arrêté de destitution n'aura son effet qu'après avoir été confirmé par le Directoire exécutif. (Titre II, art. 6.)

⁵ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 36.

⁶ *Ibid.*, p. 39.

a) Tout d'abord, en ce qui concerne le local, le département s'efforce de maintenir et d'améliorer la première installation. La maison de l'Oratoire, ancienne demeure de la Congrégation et contiguë au collège, ayant été soumissionnée comme bien national, il proteste contre cette mesure au nom de la loi du 25 messidor. D'autre part, parce que le jardin de l'École paraît trop petit, il propose d'y adjoindre la maison des ci-devant Ursulines, adossée à l'ancien collège et une partie du jardin des Cordeliers comme jardin botanique. Enfin, « pour rapprocher encore toutes les branches d'instruction », il propose de comprendre dans ce plan d'ensemble la maison de Livois, « qui réunit déjà des galeries de peinture appartenant à la nation »¹. . . « Tous ces établissements, réunis dans un seul local et au centre de la ville, offriraient infiniment d'avantages². »

Mais, bientôt, cette installation n'apparaît plus que comme provisoire. « On a été forcé, dit le département, en brumaire an V de laisser provisoirement les écoles centrales dans l'ancien collège, parce que le local qui leur était destiné, servait pour lors de casernement, mais sitôt qu'il sera possible de caserner les troupes dans une autre maison nationale, on mettra les ci-devant séminaires à la disposition des professeurs³. Ces maisons conviennent sous tous les points de vue et, ce qui en augmente encore les avantages, c'est que, communiquant avec la maison Toussaint⁴, qu'on y peut réunir, elles donnent facilité d'élever un pensionnat dont l'utilité se fait de plus en plus sentir⁵. »

Ces projets imposants, qui répondaient à l'attente des professeurs⁶,

¹ 1, rue Saint-Michel. (PORT, D., t. II, p. 129.)

² A., D., L 917. Lettre au département, 13 thermidor an IV.

³ Anciennement logis Barrault. (PORT, D., t. I, p. 208.)

⁴ Ancienne abbaye transformée depuis la guerre de Vendée en manutention générale et magasin pour les grains. (Ibid., t. I, p. 178.)

⁵ B. A., H 2028, n° 22, *Compte rendu*, etc.

⁶ Les professeurs des écoles centrales du département de Maine-et-Loire aux administrateurs du même département.

« Angers, ce 1^{er} floréal, l'an V de la République (20 avril 1797).

« Citoyens,

« En établissant des écoles centrales dans la plupart des départemens de la France, la Convention aurait cru ne payer qu'à demi la dette sacrée qu'elle avait contractée à l'égard de la Nation, si elle n'eût environné en même tems ces précieux établissemens de tout ce qui pouvait leur concilier l'estime et la considération publiques.

« Elle ne se contenta donc pas de leur affecter les plus beaux édifices nationaux qui avaient échappé aux ravages du Vandalisme, elle voulut encore y placer et la Bibliothèque publique, et le jardin des plantes, et le cabinet d'histoire naturelle, et les instrumens de physique et de mathématiques, et les appareils de chimie, en un mot, tous les objets relatifs aux arts et aux sciences, afin que les asseurs (sic) et les élèves de ces écoles trouvassent, pour ainsi dire sous leur main, tout ce qui pouvait contribuer à leur instruction particulière et aux progrès de l'esprit humain.

« Cette sublime idée, si elle eût été exécutée comme elle avait été conçue, aurait couvert la France de plus de gloire que ne lui en ont acquis ses armes triomphantes ; elle aurait élevé cette grande République au-dessus de toutes les républiques du monde, et ne nous aurait pas surtout permis de regretter ni les beaux jardins d'Académus, ni le superbe Licée, ni le fameux Portique qui firent tant d'honneur à l'ancienne Grèce.

« Par quelle fatalité paraît-on donc avoir abandonné un projet auquel était principalement attachée la gloire et la prospérité de la France ! par quelle fatalité, tandis que des maîtres barbares

allaient être en grande partie réalisés dans les premiers mois de l'an VI. Moins de deux ans après l'installation au collège d'Anjou, l'École est transférée au ci-devant séminaire¹, aujourd'hui la Bibliothèque et le Musée. L'ancienne demeure d'Olivier Barrault, trésorier de Bretagne et maire d'Angers, est une merveille de la Renaissance². Marie de Médicis l'habitait en 1619; le Séminaire y logeait, au XVIII^e siècle, 200 élèves. Là se trouvait l'emplacement nécessaire pour les classes de l'École, le logement des professeurs, le classement des collections³. Le 1^{er} frimaire an VI, avait lieu l'inauguration qui, comme celle de germinal an V, fut l'occasion d'une cérémonie publique. En présence des autorités constituées, et après l'audition « des airs patriotiques » exécutés par la musique, le président du département, dans un discours au style « mâle et assuré »,

et entachés de vieux préjugés propagent impunément autour de nous l'ignorance, l'erreur et tous les maux qu'elles entraînent à leur suite, laissez-les périr, pour ainsi dire dans sa naissance, celle de nos institutions républicaines la plus capable d'illustrer le nom Français et de consolider la République.

« Depuis plus d'une année, les écoles centrales de ce département sont en plein exercice, et à peine dirait-on qu'elles sont organisées; on n'a pas encore songé à leur affecter un bâtiment particulier digne de la majesté de l'instruction publique; de grandes distances séparent de la Bibliothèque nationale et le Jardin des plantes et le cabinet d'histoire naturelle; dispersés çà et là, étrangers pour ainsi dire l'un à l'autre et réduits à leurs forces individuelles, les professeurs de ces écoles ne peuvent donner aux différentes parties de l'enseignement public cet ensemble et cet accord si nécessaires à l'instruction de la jeunesse.

« Telle a été dans tous les tems, citoyens, la nature de l'homme. Il ne suffit pas de parler à son esprit, il faut encore émouvoir ses sens, il faut enflammer son imagination; les idées s'agrandissent ou se rapetissent suivant la grandeur ou la petitesse apparente des objets. Un édifice mesquin et délabré, consacré à l'instruction de la jeunesse, suppose toujours une éducation faible ou négligée; des exercices auxquels on ne donne pas toute la pompe et tout l'éclat dont ils sont susceptibles, cessent par cela même d'être importants, quelque mérite qu'ils aient ailleurs; et, si des figures de géométrie tracées sur le sable sont des pas d'homme aux yeux du philosophe, ce ne sont que des jeux d'enfants aux yeux du vulgaire.

« Ces grandes vérités, vous les aviez senties, citoyens, et c'est parce que vous les croiez sentir vivement que vous aviez cru devoir proposer au corps législatif, pour l'emplacement des écoles centrales, le grand Séminaire qui, par l'étendue et la situation de son local, pouvait renfermer tout à la fois et la bibliothèque publique et le jardin des plantes.

« Nous vous supplions donc de vouloir bien enfin réaliser une si belle idée, puisqu'aussi bien il est impossible que les écoles centrales subsistent plus longtemps dans le lieu que vous leur avez provisoirement affecté. Un décret de l'Assemblée nationale exclut de la vente des biens nationaux les édifices destinés à l'instruction publique; le Séminaire était aussi consacré à l'instruction. En y plaçant les écoles centrales, vous n'en changez pas la destination; s'il y a quelque différence, elle sera toute à votre avantage, puisqu'on enseignera désormais les arts et les sciences dans un lieu où l'on ne s'était auparavant occupé que d'une science mensongère et fanatique.

« Salut et respect.

« BÉNABEN, *prof. de math.*; HÉRON, *prof. de physique*; J.-P. BRAUX, *bibliothécaire*; RIFFAULT, PAPIN, MARCHAND, DUBOYS, *pr. de première.* »

(A. LAUNAY, *Correspondance et papiers de Bénaben*, pp. 89, 90.)

¹ Aucun local n'offrait plus de ressources pour le placement de cette école; les professeurs allaient y trouver une habitation saine et commode pour eux et leurs familles; les élèves, des classes vastes et bien aérées et des salles pour les exercices publics. (Mémoire du dép. au Direct. exécutif, 14 brumaire an V.) (A. D., *Corresp.*, L 158.)

² PORT, D., t. I, p. 111. *Angers, rues et maisons remarquables.*

³ Une rue étroite (la rue Courte actuellement rue du Musée) séparait le Grand Séminaire (logis Barrault), et le Petit Séminaire. « Le Petit Séminaire faisait face au précédent... et communiquait avec lui par une arcade et galerie couverte bâtie en 1705. » (PORT, D., t. I, p. 75, c. 2.) Cette disposition existe encore aujourd'hui. Emplacement actuel des cours municipaux (rue du Musée). En l'an VI, une partie du Petit Séminaire servira à abriter les collections de l'École centrale.

expose « les grands avantages des nouveaux moyens d'enseignement » et prend, « au nom de l'administration, l'engagement de ne négliger aucun des moyens capables de porter l'établissement au point de perfection dont il est susceptible »¹.

b) Mais là ne s'arrêtent pas les vues du département. L'École, à peine installée au Séminaire, l'administration adresse au ministre de l'Intérieur une pétition (18 ventôse an VI) pour que la maison Toussaint, (actuellement l'Intendance militaire), contiguë à l'École et alors occupée par les préposés aux subsistances militaires, soit affectée à un pensionnat, « réclamé depuis longtemps » et « étroitement lié à l'intérêt de l'instruction ». Un plan était joint à cette requête pour faire ressortir tous les avantages de l'emplacement choisi : « Communications faciles avec l'École centrale par le jardin, à l'aide de l'ouverture d'une porte ; proximité de la campagne ; belle exposition ; appartements d'une exploitation aisée ; salles d'étude ; réfectoire ; cours ; jardins et terrasses entourées de murs ; rien ne manque pour un établissement de ce genre »². » Pendant deux ans, avec l'appui de La Révellière-Lépeaux, les pourparlers se poursuivent activement entre le département, le ministre de l'Intérieur et l'administration militaire. A la fin de l'an VI, le ministère de la Guerre faisait abandon d'une partie des bâtiments, puis les remettait en entier à la disposition du ministre des Finances « comme une propriété dont il pouvait disposer »³. En pluviôse an VII, le département sollicitait la loi qui devait le mettre en possession de cette propriété nationale⁴ et seule la fin du Directoire vint empêcher cette réalisation.

Ce projet s'accordait avec les vues des professeurs pour favoriser le recrutement de l'École et en permettre l'entrée « aux jeunes citoyens des

¹ A. D., L 158. Le Com. Moreau au ministre de l'Intérieur (7 frimaire an VI). *L'Ami des Principes*, n° 32 et *Aff.* n° 31. 2 frimaire an VI (22 nov. 1797.)

² *Ibid.* L 183. Corresp. Le ministre accuse réception, le 9 germinal an VI et écrit en même temps à son collègue de la Guerre pour que cette demande soit prise en considération. (A. M., sér. T., dossier.)

³ C'est à tort que C. Port écrit : « La même année, les ministres de la Guerre (23 fructidor), des Finances (8 vendémiaire), et de l'Intérieur (5 brumaire), faisaient abandon des bâtiments à la ville. » (*D.*, t. I, p. 68.) Le 23 vendémiaire an VII, le département écrivait au ministre de la Guerre pour se plaindre que celui-ci « ne faisait l'abandon que d'une partie, parce qu'il faut y conserver des foins et un magasin de fourrages », et il ajoutait que cette maison « ne pourra convenir pour un pensionnat si l'on s'empare du rez-de-chaussée pour la manutention, des cours, des cloîtres et de l'église pour les foins et si l'on ne peut faire un pas sans que l'on ait des communications avec les préposés ». (A. D., L 183.) Le 13 brumaire an VII, il écrivait dans le même sens au ministre de l'Intérieur et ajoutait qu'un pensionnat ne pouvait être établi dans un local « qui n'offre ni cuisine, ni réfectoire, ni salles d'études » ; il signalait la crainte de l'incendie et déclarait « que l'édifice, dans son intégralité, ne serait pas trop vaste pour sa nouvelle destination ». (*Ibid.*)

⁴ *Ibid.* Pétition avec plan à l'appui pour obtenir que le département soit mis en possession des cinq propriétés nationales de Saint-Aubin, Toussaint, Grand et Petit Séminaire, Evêché « affectées à un service public ou destinées à l'être » (27 pluviôse an VII). Lettre dans le même sens (4 floréal an VII), ajoutant qu'aucun devis de dépenses n'était joint au plan, tous ces édifices étant en bon état.

différentes parties du département »¹. La création d'un internat public eût servi de contre-partie aux pensionnats privés de la ville, dont il a été

¹ Les professeurs des Ecoles centrales du département de Maine-et-Loire aux administrateurs du même département.

« *Angers, ce 20 germinal, l'an VI^e de la République* (9 avril 1798).

« Citoyens,

« En consacrant aux écoles centrales, la maison du ci-devant Grand Séminaire, vous aviez pensé que ce local pourrait suffire et aux logemens des professeurs et aux différens établissemens qui constituent ces écoles.

« Vous vous êtes néanmoins convaincus par vous-mêmes que ce local était insuffisant, puisque vous avez été obligés d'assigner la chapelle du Petit Séminaire pour le dépôt des antiques, et la salle qui est au-dessus pour la bibliothèque.

« Mais, si vous avez reconnu, par le fait, que les bâtimens que vous aviez consacrés à cet établissement naissant étaient insuffisans, que sera-ce donc lorsque les écoles centrales, principalement destinées à propager les lumières de la grande nation, auront acquis le degré de perfection dont elles sont susceptibles ; lorsque le muséum, les cabinets d'histoire naturelle et de physique et le laboratoire de chimie, actuellement incomplets, auront reçu toute l'extension qu'ils doivent nécessairement avoir.

« Des administrateurs aussi éclairés, aussi zélés que vous l'êtes, citoyens, pour l'instruction publique et pour les progrès de l'esprit humain, ne bornent pas leur vue à ce qui existe dans ce moment ; ils les portent dans l'avenir, et s'élèvent d'avance à toutes les hauteurs des brillantes destinées de la grande nation.

« Animés, comme vous, de l'amour du bien public, jaloux de justifier l'espérance que la nation a dû naturellement concevoir de leur zèle et de leurs talens, les professeurs des écoles centrales vous prient donc de vouloir bien joindre à la partie ou bâtiment que vous leur aviez d'abord assignée l'autre partie, connue sous le nom de Petit Séminaire qui n'est qu'une dépendance du premier, et qui, en effet, ne peut servir qu'aux écoles centrales.

« Mais, indépendamment de ces bâtimens dont l'absolue nécessité vous a été reconnue, il en est un autre que vous aviez aussi jugé très propre à l'établissement d'un pensionnat où les jeunes citoyens des différentes parties du département pourraient trouver un asile et se mettre à même de profiter du bienfait de l'instruction publique.

« Ce bâtiment est celui de Toussaint ; sa proximité du Grand Séminaire, dont il n'est séparé que par un mur, a fait naître aux professeurs des écoles centrales l'idée de diriger aux-mêmes le pensionnat qu'on se proposait d'y établir, afin que, ayant reçu les premiers éléments de l'instruction des mêmes maîtres qui doivent les suivre dans le développement successif de leur entendement, les élèves puissent faire des progrès plus rapides dans la carrière des arts et des sciences, et se mettre plus tôt en état de rendre à la société les services qu'ils en auront reçus.

« En vous exposant de pareilles vues qui ne peuvent qu'être infiniment utiles à la chose publique, les professeurs des écoles centrales sont assurés d'avance qu'elles seront favorablement accueillies de votre part. Dans cette confiance, ils s'empressent de vous les mettre sous les yeux.

« Salut et respect.

« BÉNABEN, DUBOIS, *prof. de législation* ;
HÉRON, T. GRILLE, RENOU, MARCHAND,
J.-P. BRAUX, MERLET LA BOULAYE, RIF-
FAULT, VILLIERS. »

(A. LAUNAY, *ouv. cité*, pp. 91, 92.)

* *

L'Administration centrale aux professeurs des écoles centrales de son arrondissement.

« *Angers, 27 germinal an VI de la République* (16 avril 1798).

« Citoyens,

« Nous avons toujours regardé la maison dite du Petit Séminaire comme une dépendance de l'édifice connu sous le nom de Grand Séminaire, et en consacrant l'un à l'Instruction publique, nous avons nécessairement donné la même destination à l'autre. C'est donc à vous maintenant à les utiliser, par tous les moyens qui sont au pouvoir de professeurs distingués par leurs lumières autant que leur patriotisme.

« Quant au local de Toussaint, nous en avons fait la demande aux ministres de l'Intérieur et des Finances, et il nous est permis de compter sur un heureux succès. Mais ce pensionnat dont le plan nous occupe, vous seuls pouvez lui donner l'existence et le degré d'intérêt dont nous le croyons susceptible.

« Réunissez donc vos efforts et vos vues, pour soutenir les espérances que nous fait concevoir un pareil établissement.

« Salut et fraternité.

« LETERME-SAULNIER. »

(*Ibid.*, pp. 92, 93.)

parlé plus haut, à propos des écoles primaires. Moins favorisée que l'école de Besançon¹, celle d'Angers n'aura jamais de pensionnat.

D'autre part, aucune institution privée ne remplit, auprès de cette école, le rôle d'agent de recrutement joué ailleurs, à Poitiers par exemple, par les internats privés dirigés en partie par les professeurs². En fait, aucun des pensionnats privés de la ville n'a tenu, sous le Directoire, par rapport à l'École centrale d'Angers, la place que tenaient, sous l'ancien régime, les petits collèges et les « pédagogies » par rapport au collège d'Anjou.

c) Plus heureuse fut l'initiative du département en ce qui concerne l'installation de la bibliothèque (10 germinal an VI-30 mars 1798). On verra plus loin comment, à cette époque, le projet si longtemps ajourné d'une bibliothèque publique reçut enfin une solution et comment l'installation des riches collections angevines dans l'ancien évêché, à cent mètres de l'École centrale, vint heureusement compléter l'ensemble de cet établissement.

d) En même temps qu'il faisait porter son effort sur l'installation de l'École, le département prenait, de sa propre initiative, les premières dispositions concernant les annexes prévues par la loi : bibliothèque, jardin et cabinet d'histoire naturelle, cabinet de chimie et de physique expérimentales³. « Il fallait, pour l'École de physique, des instruments, des machines ; il fallait réparer les anciennes qu'on avait eu soin de ramasser ; en acheter de nouvelles, qui manquaient. Il fallait, pour le dessin, des modèles ; il fallait, pour l'étude de l'histoire naturelle, des collections... sinon complètes, au moins assez considérables, pour servir de base à des démonstrations. » Et, parce que la majeure partie des objets de cette nature, déposés dans la maison Serge, avaient été détruits lors du siège d'Angers, parce que, d'autre part, la loi du 3 ventôse an III, qui avait établi les écoles centrales, n'allouait pas un sol pour toutes ces « dépenses de première nécessité », le département avait résolu, tout en se limitant « aux dépenses strictement nécessaires », de prendre les ressources, pour y faire face, « sur les fonds destinés aux choses imprévues ». C'est ainsi qu'il fait successivement l'acquisition de plusieurs collections d'un grand intérêt, en particulier de celle de l'ancien professeur Tessié-Duclozeaux⁴. Il se propose ensuite de pourvoir le professeur de dessin

¹ A. TROUX, *ouv. cit.*, p. 96 et suiv.

² A Poitiers, comme à Angers, le département essaie vainement d'annexer à l'École centrale un internat dans un local contigu à l'école (à Poitiers le Puygarreau, ancien pensionnat de Jésuites). Mais, dans cette ville, existaient des pensionnats privés dont plusieurs étaient tenus par des professeurs de l'école et dont les pensionnaires fréquentaient l'École centrale. (G. VALLÉE, *ouv. cit.*, *An. Rév.*, 1918, pp. 64-66.) A Angers, les pensionnats privés sont tous hostiles aux établissements publics.

³ Loi du 2 brumaire an IV, titre II, art. 4.

⁴ « C'est avec ces fonds que, saisissant l'occasion de réparer les pertes qu'avait éprouvé le cabinet de physique, elle fit, le 8 brumaire an V, l'acquisition du cabinet du citoyen Tessié

« de tous les modèles nécessaires à ses nombreux élèves » et il projette enfin de faire « toutes les petites dépenses indispensables pour... donner aux écoles centrales le degré d'utilité dont elles sont susceptibles ». (brumaire an V)¹.

En l'an V, malgré les difficultés financières², l'initiative du département ne fait que s'accroître. Mettant à profit la vente des biens d'émigrés, il s'efforce de pourvoir les professeurs des objets mobiliers nécessaires à leur entretien³ et ces dépenses diverses de premier établissement dépassent les disponibilités budgétaires du gouvernement⁴.

e) Mais, lorsqu'avec l'application de la loi du 15 frimaire an VI, les dépenses de l'École centrale relèvent du département, l'École va se trouver largement pourvue des crédits nécessaires pour assurer son succès. En l'an VI, sur un budget de 36.950 francs⁵, 20.000 sont destinés au traitement des neuf professeurs et du bibliothécaire; 3.600, aux gages des sous-ordres⁶; 13.350, aux frais de premier établissement⁷.

Duclozeau × pour une somme de 1.600 livres, montant de l'estimation contradictoire faite par des commissaires experts, nommés par l'administration, et les héritiers dont nous ne saurions trop louer le zèle et le désintéressement; c'est avec ces fonds qu'on a acquis, le 8 messidor an V, une collection d'oiseaux et autres objets d'histoire naturelle, des héritiers de la veuve Varice-Dumesnil, pour une somme de 500 livres à laquelle elle avait été estimée, etc. » (B. A., H 2028, n° 22, *Compte rendu*, etc.)

¹ *Ibid.*

² La loi du 5 messidor an V (23 juin 1797), permet le règlement des transactions entre particuliers, ordonne de publier dans chaque département un tableau de dépréciation du papier-monnaie. Le 21 août suivant (4 fructidor an V), l'administration du département procédait à la fixation de la valeur d'opinion du papier-monnaie dans le département.

La valeur des assignats, réduite en valeur métallique, était : en décembre 1795, une livre; en janvier et février 1796, 15 sols; en mars 1796, 12 sols. (*And.*, 16^e sér., 1915, pp. 454, 455. *La dépréciation du papier-monnaie en Maine-et-Loire, 1791-1796.*) — Pour les promesses de mandats territoriaux le cours officiel pour le Maine-et-Loire était le suivant : Au mois d'avril 1796, 100 livres de promesses de mandats valaient 35 livres en numéraire; au mois de février 1797, 100 livres de promesses de mandats valaient une livre. (F. UZUREAU, *And.*, 1904, 2^e sér., p. 142.)

³ Prise en charge, le 27 brumaire an V, par Merlet de la Boulaye, des objets de literie provenant de la maison de l'émigré Dubois-Maquillé et distraits de la vente par arr. du dép. du 25 brumaire. Répartition entre les professeurs les 28 et 29 brumaire. Bénaben : 5 art., 290 l., 4 draps, objets de literie, estimés 290 l.; — Riffault : 5 art., 272 l.; — Grille : 2 douzaines de serviettes, 22 l.; — Papin : 4 art., dont un lit garni etc. 246 l.; — Héron : 5 art., 290 l.; — Marchand : 3 art., 268 l. (Provès-verbal des 27, 28 et 29 brumaire an V. Enregistré le 7 brumaire an V.) (A. D., Q 5 11-2. Biens mobiliers, 2^e origine, dossier 22.)

⁴ En thermidor an V, le ministre Letourneux accuse réception de l'état général des dépenses du département, relatives à l'instruction publique et faisant état des crédits qui viennent d'être mis à sa disposition ajoute : « La portion de M.-et-L. n'égale pas à beaucoup près les dépenses portées sur votre état. Celles de premier établissement de l'École centrale, ainsi que les frais de collection et transport des livres et autres objets de sciences et d'art ne peuvent être ordonnancés que d'après une loi qui affecte spécialement des fonds pour ces dépenses. » (A. D., L/t 932, s. du dép., 26 thermidor an V.) En floréal an VI, 600 francs seulement ont été alloués au dép. et le total des dépenses s'élève à 9.700 francs. (*Ibid.*, L 183, Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 5 floréal.)

⁵ *Etat des dépenses de l'École centrale; exercice de l'an VI*; Ordonnance du ministre de l'Intérieur, du 29 pluviôse an VI pour le 1^{er} semestre 9.300; — autre du 14 fructidor, 2.500; — autre du dit portant 11.800; — soit pour l'école 23.600; — autre du dit, portant pour frais de premier établissement 13.350. — Total 36.950. (A. D., L 917, 8 p. mss, tableau non daté.)

⁶ Hubert, concierge de l'École centrale; Locatelli et Guilloteau, employés à la bibliothèque; Prime, concierge de la dite bibliothèque, sont portés respectivement pour 115, 250, 200 et 150 l. chacun par trimestre. (*Ibid.*)

⁷ Sur cette somme, 12.011 francs, 26 furent ordonnancés en l'an VI : 3.600 pour le cabinet de physique au nom du professeur Héron; — 373,55 au nom de Meignan, artiste, pour voyage.

En l'an VII, le total des dépenses allouées pour l'École s'accroît encore et s'élève à 41.200 francs ordonnancés en totalité avant la fin de l'année scolaire¹ ; chiffre supérieur à celui qui nous est donné pour d'autres départements cependant privilégiés par l'importance de leur école centrale². Si parfois, la remise des fonds subordonnée à l'exécution des travaux et à la production des mémoires est une entrave à la conservation des collections pour lesquelles il eût fallu « des fonds disponibles à volonté »³, néanmoins, à la fin du Directoire, l'École centrale d'Angers a une situation assurée et rien n'est plus significatif, à ce point de vue, que la lettre collective adressée au département, le 16 thermidor an VII, par ceux qui étaient à la fois les professeurs et les administrateurs de l'École⁴.

« C'est à vous, citoyens administrateurs, c'est à votre zèle infatigable que sont dûs les dépôts multipliés qui distinguent et composent en ce jour, le bel établissement que nous avons l'honneur de diriger sous vos auspices. Instruments, machines, ustensiles physico-chimiques de toute espèce, objets divers et anciens d'histoire naturelle et d'antiquité, tableaux rares et précieux de la galerie de Livois, superbe collection de livres enfin : telles sont les preuves les moins équivoques de l'amour que vous portez aux belles choses, comme aussi du désir que vous avez de les voir se multiplier et se propager au sein de ce département⁵. »

Jamais jusque là, dans le département, établissement scolaire n'avait été l'objet, en moins de temps, de plus de faveurs de la part des pouvoirs publics.

4. — Le contrôle de l'État

On sait qu'« au-dessus des organismes administratifs que nous venons de passer en revue, s'exerçait le contrôle supérieur de l'État, représenté

et avoir travaillé au cabinet d'histoire naturelle ; — 114 francs à Simier, pour 76 journées employées au dit cabinet ; — 611,40 au menuisier Margerie pour ouvrages de son état ; — 7.321,31 payés par le secrétaire Letourneau, sans mandat, jusqu'au 19 pluviôse an VII. (*Ibid.*)

¹ Voir aux *Annexes*, le budget arrêté par le ministre le 16 pluviôse an VII et la répartition des fonds ordonnancés au cours de l'an VII certifiée par les professeurs de l'école le 1^{er} messidor an VII.

² A. Troux donne pour Besançon un maximum de 29.550,59 en l'an VIII, et une moyenne annuelle de 25.865 l. environ. On rapprochera avec intérêt les budgets détaillés donnés aux *Annexes* de ce travail, pour Angers, de ceux donnés par cet auteur pour Besançon. (*ouv. cité*, p. 41 et suiv.).

³ Lettre du président des écoles centrales du département de Maine-et-Loire [Villier], au Commissaire central du département, 29 germinal an VII. (A. D., L 917, dossier.)

⁴ Règlement proposé par les professeurs le 5 floréal an V et approuvé par le département le 8 floréal, qui prévoyait la formation d'un conseil d'administration de 3 membres choisis dans son sein par le corps des professeurs de l'École (art. 3) ; avec des attributions déterminées concernant la discipline, la conservation des dépôts, la nomination du personnel subalterne. La désignation d'un secrétaire-trésorier pour l'inscription et la rétribution des élèves (art. 4), avec une assemblée générale de professeurs, chaque trimestre (art. 5), etc. (A. D., L 95, f^{os} 18-21.) (Voir le document aux *Annexes*.)

⁵ Lettre du Conseil d'administration du département signée Villier, Renou et Grille, 22 thermidor an VII. (A. D., L 917.)

par le Directoire exécutif (jusqu'en brumaire an VII), par le ministre de l'Intérieur, par la Commission d'Instruction publique (depuis l'an IV), par le Conseil d'Instruction publique, créé, en vendémiaire an VII, par François de Neufchâteau... »¹.

A ce point de vue, l'École centrale d'Angers fut favorisée particulièrement par la présence au pouvoir de La Révellière-Lépeaux (brumaire an IV-30 prairial, an VII). Celui-ci ne ménagea jamais ses faveurs à ses compatriotes et on verra plus loin quel rôle ce mécène angevin, et son secrétaire Vallée², ont joué dans la formation des collections de l'École centrale et spécialement dans la constitution du Muséum.

Telle fut l'administration de l'École centrale de Maine-et-Loire pendant les quatre années du Directoire (an IV-an VIII). Il est permis de dire, à coup sûr, qu'il s'en dégageait « une remarquable unité »³. Ce fut là l'une des causes du succès de l'École.

IV. — *Les professeurs et le bibliothécaire*

1. — Leur biographie

Il n'est pas niable — et nous tombons ici d'accord avec la plupart des monographies publiées sur les écoles centrales — que, dans leur ensemble, les professeurs étaient des hommes de talent⁴.

A Angers, trois d'entre eux, on le sait, avaient appartenu à l'Oratoire : deux au ci-devant collège d'Anjou, où ils ont enseigné jusqu'en 1793, Bénaben et Héron ; le troisième, Villier, au collège de Saumur qu'il avait quitté en 1782, après dix-huit ans de présence dans la Congrégation.

a) *Bénaben, professeur de mathématiques.* — Bénaben, en l'an IV, a 50 ans. Professeur brillant avant la Révolution, devenu depuis, orateur passionné dans les clubs, puis commissaire civil aux armées en 1793, il avait accepté, en l'an III, de remplacer son collègue Héron,

¹ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 39.

² Vallée (Antoine), curé constitutionnel de Saint-Florent-le-Vieil en 1791 : le premier ecclésiastique qui renonça solennellement à l'exercice du culte après « une réflexion mûre sur le vide d'une institution, qui devient superflue sous l'empire des lois républicaines » (29 brumaire an II). Sa déclaration fut adressée par Francastel à la Convention pour servir d'exemples « de bonne foi et de vertu ». Désigné pour l'École normale en l'an III, puis appelé par La Révellière à son entrée au Directoire, « s'assurant ainsi d'un ami dévoué à tout péril et à tout devoir » ; resta en relations suivies avec l'Administration départementale, en particulier avec Merlet La Boulaye... C'est à ses conseils et à ses indications particulières que la ville d'Angers doit la création et la composition, pour la meilleure part, de son Musée. (PORT, *D.*, t. III, p. 651.)

³ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 40.

⁴ Voir en particulier les monographies de G. Vallée sur l'École centrale de la Vienne à Poitiers ; — de A. Trous sur celle du Doubs à Besançon ; — de l'abbé J. Peter sur celle du Nord à Lille, etc.

comme élève de l'École normale. En germinal an IV, il revient avec joie à sa chaire de mathématiques ¹. Il présentera avec succès plusieurs candidats à l'École polytechnique et, après avoir fait « d'excellents élèves à l'École centrale » ², il deviendra, en 1806, professeur au Lycée d'Angers ³.

b) *Héron, professeur de physique et de chimie expérimentales*. — Sébastien Héron (32 ans), plus effacé que le premier, et son collaborateur en 1793 après la dispersion des congrégations enseignantes, passe, en l'an IV, de la chaire de philosophie, qu'il détenait en 1786, à celle de physique et de chimie expérimentales. Du témoignage de l'un de ses meilleurs élèves, « ce professeur, homme du monde, savait prêter, à l'exposition des sciences physiques et naturelles, quelque chose de son aménité et de cette facilité indulgente que lui avaient faites sa nature et son expérience des hommes » ⁴. Il continuera, lui aussi, sous l'Empire, ses fonctions de professeur pour achever sa vie dans les honneurs universitaires ⁵.

c) *Villier, professeur d'histoire*. — Villier, membre de l'Oratoire pendant dix-huit ans, préfet du Collège de Saumur pendant neuf, auteur estimable d'un traité de racines latines en 1779 et d'un plan d'éducation publique, présenté à la Constituante en 1789, est un professeur de belles-lettres, « dont la réputation est faite en ce genre », suivant l'expression du jury d'instruction ⁶. De même âge que Bénaben, il occupe la chaire d'histoire après la destitution de Papin, à partir du 3 germinal an VI « et à la satisfaction générale » ⁷.

Tandis qu'ailleurs, à Nancy comme à Poitiers, le personnel se « recrute

¹ « Un décret de la Convention nationale réintègre dans leurs fonctions ceux des élèves des écoles normales qui avaient été employés dans l'instruction publique. Je me propose, en conséquence, de me rendre incessamment à Angers pour reprendre ma place de professeur de mathématiques... Si avant mon arrivée le jury d'instruction procédait à l'organisation de ces dernières écoles, je supplie que mon absence ne soit pas pour moi un titre d'exclusion, etc.» (Lettre au département. Paris, 15 prairial an III.) (A. D., L 913.)

² BLORDIER-LANGLOIS, *ouv. cité*, t. I, p. 199.

³ Bénaben mourut le 9 novembre 1824. Les *Affiches* du jour lui consacrent une notice qui passe sous silence son rôle politique pendant la Révolution et se borne à faire l'éloge du professeur : « Les nombreux élèves qu'il présenta pendant douze ans et qui furent admis à l'École polytechnique attesteront l'activité de son zèle et l'excellence de sa méthode. » (Cité par F. UZUREAU, *Anjou hist.*, 1913, p. 405). — Voir aussi d'après les documents particuliers de sa nièce, Hortense Gelinsky, ce jugement par lui-même sur son rôle politique : « J'ai adopté les idées qui ont fait la Révolution, croyant par elles contribuer à l'avantage de mes semblables, procurer le bien de la société ; je me suis mis dans le rang des républicains ; je n'y ai rencontré que des égoïstes, des ambitieux, des hommes de sang ; trompé dans mon attente, je les ai laissés et m'étant séparé des autres, je vis seul, méprisant les humains. » (Cité par F. UZUREAU, *And.*, 1905, 3^e sér., p. 386.)

⁴ B. A., mss. 1076. Note sur Blordier-Langlois, ses études, sa vie littéraire et ses ouvrages, rédigée par lui-même.

⁵ Entré au lycée comme « procureur-gérant » (3 août 1804), reprend l'enseignement de la physique (1809), puis celui de la philosophie et des sciences physiques (1810) ; gratifié par décret ministériel des diplômes de docteur ès sciences et ès lettres ; élevé en 1817 aux fonctions d'inspecteur de l'Académie ; meurt en 1831, dernier survivant des Oratoriens angevins. (PORT, *D.*, t. II, p. 357, c. 1.) — Voir un long éloge nécrologique dans les *Affiches* du 3 novembre 1831. (Cité par F. UZUREAU, *Anj. H.*, 1913, pp. 406, 407.)

⁶ A. D., L 917. Nomination par le jury, 24 ventôse an VI. Signé : Bardet, Berger, Coutouly.

⁷ Rapport du ministre F. de Neufchâteau au Directoire exécutif, 15 brumaire an VII. A. N., AF 111-556).

pour un bon tiers parmi les prêtres constitutionnels »¹, à Angers, la proportion des membres du clergé dans le personnel de l'École centrale atteint près des deux tiers. Aux trois noms de Bénaben, Héron et Villier, il faut ajouter, en effet, les trois noms, moins connus, de Toussaint Grille de la ci-devant abbaye Toussaint², du prêtre constitutionnel Riffault et du bénédictin dom Braux, de l'abbaye Saint-Nicolas³.

d) *Grille, professeur de belles-lettres*. — Toussaint Grille (40 ans), professeur de belles-lettres (4 ventôse an IV), est un bibliophile émérite qui a puisé le goût de l'étude dans la vie monastique. Curé constitutionnel de la paroisse de Chambellay⁴, ayant renoncé publiquement à toutes fonctions ecclésiastiques (11 frimaire an II) et peu après employé aux bureaux de la direction des vivres à Angers⁵, il ne quittera l'École qu'à sa suppression, en l'an XII, pour succéder peu après à dom Braux dans la direction de la bibliothèque municipale (19 thermidor an XIII-7 août 1805). Il occupera ces fonctions pendant trente ans (1805-1837) et, par la suite, la bibliothèque s'enrichira de ses nombreuses et précieuses collections⁶.

e) *Riffault, professeur de langues anciennes*. — René Riffault (32 ans), chargé des langues anciennes (1^{er} ventôse an IV), est un prêtre assermenté, qui professait en rhétorique au ci-devant collège de Saumur en 1790⁷. A la disparition de l'École centrale, Riffault, « homme remuant et surtout renommé par une laideur insigne », se consacrera à l'apologie de l'Empereur⁸ et deviendra desservant de la paroisse de Cizay (1811 à 1813)⁹.

f) *Braux, bibliothécaire*. — Dom Braux (50 ans), dont on a vu plus haut le zèle pour rassembler, depuis 1792, les richesses littéraires éparses provenant des communautés et des maisons d'émigrés, nommé bibliothécaire en ventôse an IV, sera le véritable créateur de la bibliothèque inaugurée le 12 prairial an VI (31 mai 1798), dont s'honore aujourd'hui

¹ A. MATHIEZ, à propos de l'ouvrage d'André Gain, *L'École centrale de la Meurthe à Nancy* (An. Rév., 1923, p. 160).

² Réunie à la Congrégation de France le 2 août 1635, avec reconstruction à partir de 1627 par l'abbé Merceron « des bâtiments grandioses entourés sur trois côtés de vastes jardins ». Dix chanoines réguliers y résidaient en 1790, et quatre d'entre eux [dont F. Grille], sortirent alors volontairement « n'étant entrés que pour jouir d'avantages qui n'existaient plus ». (PORT, D., t. I, p. 68, c. 1 et 2.)

³ Fondée par Foulques-Nerra, avec les moines de Marinoutiers, puis confiée aux Bénédictins en 1045, et sous l'observance de saint Maur (1610). Rebâtie en 1725. En 1790 le prieur et les huit religieux (dont J.-B. Braux), veulent, avant de prendre un parti, connaître les mesures définitives que préparait l'Assemblée. (*Ibid.*, t. I, p. 65, c. 1 et 2.)

⁴ Ci-devant district de Châteauneuf.

⁵ PORT, D., t. II, p. 305 (Grille Toussaint).

⁶ *Catalogue des collections de feu Toussaint Grille d'Angers*. (Angers. Cosnier-Lachèse, 1851, in-8°, 348 p., par L. Cosnier.)

⁷ A. N., F¹⁷ A 1338.

⁸ Auteur d'une plaquette in-4° de 2 p., à deux colonnes, *couronnement de l'Empereur, poème héroïque latin-français*. Inséré primitivement aux *Affiches*, le poème fut transformé par l'auteur en quatre chants de 840 vers, formant, avec la traduction en regard, un mss. de 62 p. in-4° : *Napoleo Magnus, inunctus atque solenni ritu inauguratus*. L'œuvre est restée inédite. (PORT, D., t. III, p. 256, c. 1.)

⁹ Ci-devant district de Saumur.

la ville d'Angers. De moindre envergure peut-être que son confrère dom Mazet, de la Congrégation de Saint-Maur, bibliothécaire de l'École centrale de Poitiers¹, il apporta dans ses travaux la même ardeur. Il « mourut — dit C. Port — comme il avait vécu, au milieu de ses livres, le 23 mai 1803 » et « avec un courage peu commun et presque extraordinaire — déclare Bénaben — quelques mois avant l'arrêté préfectoral (6 mars 1804), qui, en ordonnant le transfert de la bibliothèque au grand Séminaire, eût attristé ses derniers jours »².

A ces six anciens membres du clergé, s'ajoute la série des professeurs laïques avec Merlet de la Boulaye, érudit et botanophile distingué, l'apothicaire Renou, l'avocat Dubois, le professeur de dessin Marchand, le professeur d'histoire Papin, qui sera destitué en l'an VI.

g) *Merlet, professeur de grammaire générale et d'histoire naturelle.* — Merlet, dont la culture intellectuelle n'était pas limitée aux sciences naturelles, membre de l'Académie des Arcades de Rome en octobre 1777, de l'Académie des Belles-Lettres d'Angers en 1782³, est nommé, le 29 ventôse an IV, à la chaire de grammaire générale⁴. On verra plus loin, que malgré l'âge avancé du professeur (60 ans en l'an IV) et la fermeture prématurée du cours en l'an VI faute d'auditeurs, le maître n'était pas inférieur à sa tâche.

Mais, ce qui est le propre de Merlet comme professeur à l'École centrale, c'est la place qu'il y a tenue dans l'enseignement des sciences naturelles. A la rentrée de vendémiaire an V, il détient, à titre provisoire, la chaire d'histoire naturelle, qui sera attribuée à Renou, à la fin de l'année scolaire (2 fructidor an V-19 août 1797)⁵. Il continuera, à partir de cette date, à donner avec le même succès, dans l'abbaye Saint-Serge, ses cours de botanique, à deux pas du Jardin botanique, indispensable pour les démonstrations⁶. Comme Jacques Denesle à Poitiers⁷, Merlet est « un savant distingué », spécialisé dans l'histoire naturelle et dont le nom honore cette science à l'époque de la Révolution.

¹ G. VALLÉE, *ouv. cité*, *An. Rév.*, 1916, p. 525.

² PORT, *D.*, t. I, p. 479, c. I. — (Voir son éloge par Benaben dans les *Affiches* du 3 juin 1803. Cité par F. UZUREAU, *Anj. H.*, 1913, pp. 402, 403), et dont nous extrayons le passage suivant : « Jean-Pierre Braux, bibliothécaire de l'École centrale, mourut le 3 juin 1803 à midi et demi dans le local de cette école, où il s'était établi depuis environ trois mois. Il était né à Rennes, le 17 avril 1745, et pouvait se promettre encore une assez longue carrière si son extrême sensibilité n'eût abrégé ses jours... Chargé par le département de recueillir tous les ouvrages de génie qui avaient échappé aux ravages du vandalisme, il forma ce précieux dépôt de connaissances humaines qui fait l'admiration des étrangers et qu'il enrichit encore de près de 2.000 volumes tirés de la bibliothèque de Paris, lorsqu'il fut nommé par le jury d'instruction bibliothécaire de l'École centrale, etc. »

³ PORT, *D.*, t. II, p. 662.

⁴ *Ibid.*

⁵ A. D., L/t 917.

⁶ Voir Millet de la Tourtaudière, *Indicateur de Maine-et-Loire*, t. I, p. 202.

⁷ G. VALLÉE, *ouv. cité*, *An. Rév.*, 1916, p. 524.

h) *Renou, professeur d'histoire naturelle.* — Renou (Joseph-Étienne) (55 ans), qui, depuis frimaire an VI, partage effectivement avec Merlet le cours d'histoire naturelle, enseigne la minéralogie et la zoologie. Aide-apothicaire à 17 ans, à l'armée de Hanovre, en 1756, ayant étudié pendant plusieurs années la chimie à Paris et la minéralogie à Göttingue, sous le professeur Vogel¹, maître chirurgien dans la paroisse de La Pommeraye en 1764, il s'était fait connaître avant 1789 par ses recherches sur l'histoire naturelle en Anjou². Procureur-syndic du district de Saint-Florent au moment de l'insurrection (12 mars 1793), puis pharmacien en chef de l'armée des côtes de Brest (30 floréal an III), il avait refusé, à son retour, les fonctions de commissaire exécutif du canton du Montglonne³. On verra plus loin le caractère personnel qu'il sut donner à son cours d'histoire naturelle à l'École centrale.

i) *Dubois, professeur de législation.* — Jean-Jacques Dubois (27 ans), originaire de Richelieu en Touraine, élève du collège de Poitiers, où son oncle enseignait la rhétorique, licencié en droit à Poitiers (1788), avocat au Présidial d'Angers (16 mars 1790), servait brillamment dans les armées de la République⁴ lorsqu'il fut désigné pour la chaire de législation, par le jury d'instruction d'Angers (10 prairial an IV-29 mai 1796). Avocat de talent, il se propose « après avoir défendu la liberté les armes à la main », « d'en développer les principes et de les faire aimer »⁵. Après avoir suivi pendant quelques mois, à Paris, le cours de Lenoir-Laroche, il inaugurera le sien à Angers le 1^{er} floréal an V (20 avril 1797) et le professera avec un succès ininterrompu jusqu'à la suppression de l'École en 1804⁶.

j) *Marchand, professeur de dessin.* — Joseph Marchand (48 ans), professeur de dessin (1^{er} ventôse an IV) est un peintre de talent « dans le goût de Boucher » et un fin graveur, avantageusement connu de la société angevine. Né à Constantinople en 1747, d'une famille originaire de Marseille, et remarqué à Paris par le marquis de Contades, l'un des grands seigneurs

¹ A. N., F¹⁷ A 1340, *Réponses du professeur d'histoire naturelle*, n° 2, 10 prairial an VII.

² « Les écrits qu'il a publiés sont : plusieurs observations de médecine et d'histoire naturelle insérées dans les *Récréations physiques, économiques et chimiques des modes*, imprimées à Paris en 1774 ; — une dissertation sur quelques familles sexdigitaires, existantes de temps immémorial dans ce département, imprimée dans le *Journal de Physique et d'Histoire naturelle* de l'abbé Rozier, en novembre 1774 et qui se trouve par extrait dans le *Dictionnaire* de Baumare (art. *monstres*) ; — d'autres observations insérées dans la *Gazette d'Agriculture, Commerce, etc.*, en 1773, n° 97 ; et *Gazette de Santé* du 12 décembre 1776. (A. N., F¹⁷ A 1340. — Voir sur Renou, notes biog. dans *Répertoire archéologique*, 1862, pp. 405-416.)

³ PORT, D., t. III, p. 244.

⁴ Engagé au 3^e bataillon des volontaires, 9 septembre 1792, dont il est élu successivement capitaine, puis lieutenant-colonel, la veille même de la proclamation de la République (21 septembre 1792) ; prend part à de nombreux combats contre les Vendéens, puis commandant de la place de Vannes (décembre 1793), arrêté comme suspect, puis vite remis en liberté, est blessé aux combats de Dol et d'Antrain (décembre 1793) ; chef de brigade en 1795 il prend part à la poursuite de Stofflet et de Charette, et est estimé de Hoche... (PORT, D., t. II, p. 72, c. 2.)

⁵ A. D., L/t 917. Lettre au département, 29 frimaire an V.

⁶ PORT, D., t. II, p. 72, c. 2.

de l'Anjou qui l'attire à Angers pour l'éducation de ses enfants, « il y fut bientôt répandu dans de nombreuses familles »¹. En 1792, on l'y voit proposer un projet de monument en l'honneur de Beaupaire, adopté avec éloges par le département, mais qui ne fut pas exécuté. Marchand se révélera un professeur plein d'initiative ; son cours sera le plus florissant de l'École centrale et son nom restera attaché à la formation du Musée dont il publiera, en l'an X, le premier catalogue².

k) *Papin, professeur d'histoire*. — Seul, parmi tous ces choix heureux, celui de Louis-Guillaume Papin fait tache. Ses débuts avaient été heureux. D'origine plébéienne, et fils d'un boulanger de Baugé, élève brillant du collège de La Flèche, président du Club de l'Ouest à 19 ans, en 1792, Papin abjurait le 25 novembre, le nom de Louis pour prendre celui d' « un homme dont les vertus privées et publiques » étaient l'objet de son admiration, « le tendre, l'éloquent Cérutti »³. Après une part active à la guerre de Vendée, il est envoyé par le district de Saint-Florent à l'École normale de Paris, en l'an III, et il fait partie des six professeurs de l'École centrale (en ventôse an IV), comme chargé du cours d'histoire.

Écrivain à la plume facile, rédacteur attitré des *Affiches* à partir de l'an III, il flatte la réaction thermidorienne par la production, en l'an V, d'un petit drame « aujourd'hui d'effet bien banal et d'éloquence tout emphatique »⁴, mais qui eut alors un gros succès auprès des partis rétrogrades et qui sera analysé plus loin : *Les Détenues du Calvaire d'Angers, ou la générosité récompensée par l'amour*. L'incivisme de cette pièce⁴, le scandale politique auquel elle donna lieu, provoquaient la destitution de l'auteur (24 vendémiaire an VI) et son rappel aux armées comme réquisitionnaire⁵.

Papin essaiera, en fructidor an VI, de se faire réintégrer dans sa chaire, mais en vain, ses principes « peu civiques » contrastant avec ceux d'un

¹ PORT, D., t. II, p. 590.

² « Il mourut le 16 germinal an XII (27 mars 1804), âgé de 57 ans, veuf, sans enfants, léguant à défaut de famille, dont malgré ses recherches infinies, il n'avait pu retrouver la trace, ses livres et ses tableaux à M. de la Potherie, ses portefeuilles à M^{lle} Renou, son portrait à M. Dubignon ; ses autres biens aux pauvres honteux. » (*Ibid.*) — Voir un article nécrologique très élogieux dans les *Affiches* du 27 mai 1804, écrit comme celui de J.-P. Braux par Bénaben et cité par F. UZUREAU, *Anj. H.*, 1913, pp. 403, 404. Nous en extrayons le passage suivant : « La commune d'Angers lui est non seulement redevable de la belle ordonnance de son Musée, mais encore des plus beaux tableaux que renferme ce précieux dépôt, tableaux que cet estimable artiste avait été choisir lui-même parmi les chefs-d'œuvre de la capitale, et qu'il avait réparés avec le plus grand soin. Ce n'est pas à nous à dire avec quel zèle et quelle intelligence il a rempli son emploi depuis l'établissement des Ecoles centrales : c'est un témoignage que s'empresseront de rendre à sa mémoire et les élèves qu'il a formés à notre École et ceux auxquels il a développé les principes de son art, etc... »

³ PORT, D., t. III, p. 47, c. 2.

⁴ *Ibid.*

⁵ Voir pour des raisons semblables de conduite politique les affaires Proudhon et Vignier, à Grenoble. (A. TROUX, *ouv. cité*, p. 81 et suiv.)

professeur « tel que le citoyen Villier »¹. Il occupera pendant quelques mois, en l'an VII, la chaire de législation à l'École centrale de la Corrèze, puis sera directeur d'une école secondaire à Saumur, en l'an XI, et, plus tard, professeur de rhétorique au collège de la même ville en 1810, avant d'achever sa vie « dans une retraite paisible, entouré de fleurs et d'oiseaux, en relation constante avec les deux Bodin, et de temps en temps avec la presse libérale parisienne »² (1843).

Telle était, dans son ensemble, cette pléiade de bons esprits, éclectique dans sa composition, brillante en partie, estimable dans son entier et qui devait porter, à un degré élevé, l'enseignement de l'École centrale.

2. — Leur situation matérielle

En théorie, la situation matérielle des professeurs de l'École centrale de Maine-et-Loire, comme celle des autres départements, « ne laissait pas que d'être fort enviable »³. Le traitement, « le même que celui d'un administrateur de département »⁴, se trouvait fixé, pour Angers (ville de moins de 50.000 habitants) à la somme annuelle de 2.000 francs. La rétribution scolaire, prévue par la loi⁵, et perçue au profit des professeurs, avait été fixée par le règlement du 4 germinal an IV à 25 livres par élève et par an⁶. Le droit au logement dans les bâtiments de l'École avait été spécifié par la loi du 25 messidor an IV et confirmé par le règlement du 8 floréal an V⁷. Ces trois dispositions réunies devaient, semble-t-il, mettre les professeurs à l'abri du besoin. En réalité, il n'en fut pas tout à fait ainsi.

a) *Le traitement.* — Tout d'abord, le traitement de 2.000 livres fut ramené momentanément à 1.500 par la loi du 17 thermidor an V (août 1797), mais cette loi ne reçut, il est vrai, qu'un commencement d'exécution et les états de dépenses qui sont aux Archives départementales prou-

¹ Le 8 fructidor an VI, Papin ayant été libéré de nouveau de ses obligations militaires, demande sa réintégration comme professeur d'histoire. Le 15 brumaire an VII, Letourneux s'oppose à cette réintégration. Le ministre estime que ce citoyen « a cessé d'être habile à remplir ses fonctions dès le moment où son congé a été révoqué » et il ajoute que sa place de professeur « vacante de fait » « l'est devenue de droit au moment où il a cherché à se soustraire, par la fuite, au devoir qui l'appelait à la défense de la patrie ». Il observe en outre que la « réintégration de ce jeune homme connu par ses principes peu civiques et préféré à un citoyen tel que le citoyen Villier ne pourrait manquer d'avoir une grande influence sur l'esprit public de la commune d'Angers ». En conséquence, la requête de Papin est rejetée et la nomination du citoyen Villier à la chaire d'histoire est confirmée (Arrêté du 27 brumaire an VII, signé : Lépeaux, Ducos, Merlin). (A. N., AF 556, 5^e division.)

² PORT, D., t. III, p. 48, c. 1.

³ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 68.

⁴ Loi du 3 brumaire an IV. Titre II, art. 7, § 1.

⁵ *Ibid.*, § 2.

⁶ A. D., L 90, s. 4 germinal an IV. Comme pour les écoles primaires, un quart des élèves était exemptés de la rétribution pour cause d'indigence (art. 3, 4 et 5).

⁷ Art. 2 : Les professeurs et le bibliothécaire seront logés dans le bâtiment de l'école. (*Ibid.*, L 95, 8 floréal an V.)

vent que les traitements furent maintenus, jusqu'en l'an VIII, au taux de 2.000 l.

Mais, à Angers comme à Poitiers³, comme à Besançon³, comme ailleurs encore³, les traitements furent irrégulièrement payés. Une pétition des professeurs au département, du 1^{er} pluviôse an V, prouve qu'à cette date, « ils attendent [encore] le juste salaire de leurs travaux » et que ce n'est que « par patriotisme » qu'ils ont gardé « le silence » jusque-là³. Par la suite, il est vrai, les retards seront moins fréquents à Angers qu'ailleurs et ne réapparaîtront, avec une réelle acuité, qu'après le 18 brumaire.

b) *La rétribution scolaire.* — Le règlement du 4 germinal, on le sait, avait fixé à 25 livres par élève et par an, le montant de la rétribution scolaire et disposait, comme pour les écoles primaires, qu'un quart des élèves pouvait en être exempté pour cause d'indigence. Le règlement complémentaire, du 8 floréal an V, chargeait le conseil d'administration de l'École d'en assurer la réception (art. 4, § 5).

Il n'est rien resté des registres concernant cette comptabilité et il est impossible de déterminer, même approximativement, ce qu'a été, pour les

¹ En l'an VI, sur un budget de 36.950 francs, 20.000 sont destinés au traitement de neuf professeurs et du bibliothécaire, même chose pour l'an VII. (A. D., L. 917.)

² « A Poitiers, les réalités ne répondaient pas aux apparences. Ils [les professeurs], étaient payés avec une déplorable irrégularité. » (VALLÉE, *ouv. cité*, *An. Rév.*, 1916, p. 527.)

³ « Par malheur, ce traitement qui aurait dû assurer au personnel une honnête aisance fut très irrégulièrement payé. » (A. TROUX, *ouv. cité*, p. 69.)

⁴ « Il en était souvent de même ailleurs : à Avranches, à Aix, etc. Mais il faut faire exception pour d'autres écoles : celles du Cantal, de la Meurthe... où les retards étaient insignifiants. » (*Ibid.*, p. 69, note 2.)

⁵ Les professeurs des écoles centrales du département de Maine-et-Loire aux administrateurs du même département.

« Angers, ce 1^{er} pluviôse, l'an V de la République (2 janvier 1797).

« Citoyens,

« Un décret du corps législatif ordonne que les fonctionnaires publics seront payés par trimestre. Conformément à ce décret, le ministre de l'Intérieur vous écrit, le 19 frimaire, qu'il avait ordonné le paiement des professeurs des écoles centrales. Cependant, malgré le décret en question, malgré l'ordonnance de ce ministre, les professeurs des écoles centrales attendent depuis le juste salaire de leurs travaux. Les administrateurs de tous les départements de la République, leurs commis, les juges, les professeurs des écoles primaires ont été payés ; il n'est pas jusqu'aux réfugiés qui n'aient reçu un à-compte de ce qui leur était dû ; les seuls professeurs des écoles centrales paraissent avoir été oubliés dans cette distribution générale des deniers publics. Un pareil oubli, soit du ministre des Finances, soit de la Trésorerie nationale, est inconcevable et ne peut se concilier avec la déclaration formelle qu'a faite notre gouvernement de protéger les sciences et les arts. Vous leur devez, citoyens, une protection spéciale dans votre département, et, comme en dernière analyse c'est la caisse de votre Receveur général qui doit fournir les sommes destinées aux dépenses locales dans lesquelles se trouvent compris les salaires des professeurs des écoles centrales, nous vous prions de vouloir bien nous délivrer des mandats sur cette caisse, sauf au citoyen Wiriot de rendre au citoyen Parnitt les mandats lorsque celui-ci aura remis les sommes qu'il aura reçues pour cet objet de la Trésorerie nationale. Il y a déjà assez longtemps que les contributions de l'an cinq sont en recouvrement pour croire que le citoyen Wiriot pourra acquitter ces mandats. Vous devez être persuadés, citoyens, que si quelqu'un de nous eût pu attendre plus longtemps le salaire de ses travaux, il aurait différé encore de vous en faire la demande et vous devez mettre au rang de nos actes de patriotisme le silence que nous avons gardé jusqu'à ce jour.

« Salut et fraternité.

« BÉNABEN, RIFFAULT, PAPIN, T. GRILLE,
HÉRON, MERLET LA BOULAYE, MAR-
CHAND, J.-P. BRAUX, bibliothécaire. »

(A. LAUNAY, *ouv. cité*, pp. 87, 88.)

professeurs, cette source supplémentaire de revenus. Seule, une pétition des professeurs au département, du 3 frimaire an VII, au sujet de la décision d'exiger au début de l'année scolaire « la somme entière », jette un jour particulier sur cette question.

En exigeant le paiement intégral au début de l'année scolaire, au lieu du paiement par trimestre, les professeurs se défendent d'avoir agi par intérêt personnel. « C'est une vérité de fait que lorsque les élèves ne payaient que par trimestre, plusieurs d'entre eux, jugeant sans doute l'importance des leçons qu'on leur donnait à l'École centrale par la modique somme qu'on exigeait d'eux, se permettaient des absences fréquentes et se mettaient par là dans l'impossibilité de suivre aucun cours, ou même les abandonnaient complètement. Ces absences ont été moins fréquentes lorsqu'ils ont payé par semestre, et il est à espérer qu'elles le seront beaucoup moins cette année, où les professeurs ont cru devoir exiger la somme entière. Bien loin que cette rétribution ait nui cette année à l'inscription des élèves, le nombre de ceux qui se sont fait inscrire est plus grand qu'il ne l'a jamais été. » Et poussant ce raisonnement jusqu'à ses extrêmes limites, ils ajoutent encore : « Il serait même à désirer, pour le bien de la chose, que les élèves, dans un temps quelconque de l'année, donnassent en se présentant la somme entière, afin que, se trouvant au commencement des cours, ils puissent y faire les progrès qu'ils ne feront que difficilement en ne se présentant qu'au tiers ou à la moitié de l'année. »

Puis, prévoyant sans doute les inquiétudes que ce procédé draconien pourrait faire naître dans les esprits, ils s'empressent d'ajouter : « Au reste, la loi a prévu le cas où les élèves ne pourraient payer cette légère rétribution et les professeurs leur ont délivré des inscriptions gratuites sans exiger, de leur part, les conditions prescrites par la loi, ni une invitation soit écrite, soit verbale de la part de l'administration ¹. »

En fait, malgré cette bienveillance, l'École centrale, bourgeoise par son origine, l'était également par ses pratiques.

c) *Le logement*. — La loi du 25 messidor an IV, qui accordait aux professeurs le logement en nature dans l'intérieur de l'École, ne leur en faisait pas une obligation. A Angers, une partie d'entre eux au moins usèrent de ce droit et l'on a vu plus haut le geste généreux du département, en brumaire an V, joignant au logement en nature, une portion de mobilier et d'objets de literie provenant des maisons d'émigrés ².

En fait, la plupart des professeurs, ci-devant ecclésiastiques, étaient

¹ A. LAUNAY, *Correspondance et papiers de Benaben*, p. 93. La lettre adressée le 3 frimaire an VII aux administrateurs du département est signée : Benaben, Merlet la Boulaye, Duboys, Renou, Marchand, T. Grille, Villiers, Riffault.

² *Ibid.* Voir pp. 357 et 357 bis (5).

célibataires et tout porte à croire que ceux-là usèrent d'une mesure qui rappelait l'organisation administrative des collèges de l'ancien régime.

d) Enfin, pour être complet, il convient d'ajouter — ce qui ne paraît pas avoir été dit ailleurs — que les professeurs qui avaient appartenu au clergé, et à Angers cinq d'entre eux étaient dans ce cas, joignaient à ces diverses ressources la pension des ci-devant religieux et des ecclésiastiques qui s'étaient conformés à la loi. Mais une lettre douloureuse de Bénaben au citoyen Mame, directeur des *Affiches* (16 fructidor an IV), témoigne des abus qui résultaient alors de la détresse financière. On payait en mandat valeur nominale, ce qui aurait dû être payé en valeur métallique, et c'était alors, pour les intéressés, une perte sèche des *quatre-vingt-dix-sept centièmes* de la pension¹.

Telle était la situation matérielle des professeurs de l'École centrale d'Angers au temps du Directoire.

1

« Angers, ce 16 fructidor an IV de la République (2 septembre 1795).

« Citoyen,

« Lorsque j'appris que la municipalité d'Angers s'occupait, depuis le 8 fructidor, de faire payer les pensions des ci-devant religieux et religieuses, ainsi que des autres ecclésiastiques qui s'étaient conformés à la loi, je ne pus m'empêcher de tressaillir de joie. Mais quelle fut ma surprise lorsque, m'étant transporté à la maison commune, on me dit qu'on ne les payait qu'en mandats valeur nominale!

« Plusieurs de ces malheureux pensionnaires, voyant qu'on leur faisait perdre les quatre-vingt-dix-sept centièmes de leur pension, n'ont pas daigné se présenter; mais d'autres, pressés par la faim et n'ayant plus de mobilier à vendre, ont été forcés, pour vivre encore quelques jours, d'accepter ce qu'on a bien voulu leur donner¹.

« Comme je savais que le Conseil des Cinq-Cents avait pris une résolution par laquelle le semestre échu en vendémiaire serait payé en numéraire métallique, et le reste de l'arriéré à la paix; comme cette résolution n'avait été rejetée par le conseil des anciens que parce qu'il ne se trouvait pas, à cette époque, assez de numéraire métallique dans le trésor public, je voulus savoir en vertu de quelle loi on acquittait ainsi ces pensions.

« On me montra une lettre du payeur général, du 3 fructidor, qui enjoignait à la municipalité de ne délivrer des mandats qu'à concurrence de 68.798 l. 15 s., montant de l'état qu'elle avait envoyé à la Trésorerie nationale, le 3 thermidor; on me montra pareillement une lettre des commissaires de la Trésorerie nationale, du 15 thermidor, au payeur général, par laquelle il lui était enjoint d'acquitter ces états avec l'argent qu'il avait dans sa caisse; et, dans le cas où ces fonds seraient insuffisants, de leur en faire part suivant les formes usitées, afin qu'ils pussent y pourvoir.

« Or, il est bon d'observer que la lettre du payeur général à la municipalité est du 3 fructidor, et, par conséquent, postérieure de huit jours à l'arrêté du Directoire exécutif du 25 thermidor, qui fixe la valeur du mandat à 1 l. 17 s. 10 d., et que celle des commissaires de la Trésorerie nationale est postérieure de deux jours à la loi du 13 thermidor, qui détermine le mode du paiement du dernier quart des domaines nationaux et celui de la promulgation du cours du mandat.

« Je le demande donc à tout homme juste et impartial, est-il croyable que les commissaires de la Trésorerie nationale, qui ne pouvaient ignorer, à cette époque, l'avisement du mandat, aient entendu qu'on payerait en mandats, valeur nominale, l'état des pensions que la municipalité avait envoyé, lorsqu'ils ont écrit au payeur général deux jours après l'époque de la loi qui fixe le mode de la promulgation du cours des mandats lorsque les contributions, échues avant le premier fructidor, ont été payées à huit capitaux pour un, en vertu des lois de 9 et 22 messidor? Cela n'est pas croyable, ou j'avoue franchement que je n'ai aucune idée de justice.

« On me citera peut-être la loi du 7 messidor, qui ordonne le paiement de ces pensions en mandats; mais, outre que cette loi ne dit pas que l'on paiera en mandats, *valeur nominale*, il suffit

¹ Une religieuse, à qui l'État faisait 400 francs de pension a reçu, pour 9 mois de l'arriéré, 300 l. en mandats, ce qui lui a procuré 9 l. 15 s. de numéraire métallique, ou plutôt moins de 9 livres, puisqu'elle avait été obligée de donner 15 sols de numéraire métallique pour l'enregistrement de son certificat de résidence et 15 francs en assignat, pour le timbre des mandats de ses trois trimestres. Elle a donc reçu pour vivre, pendant 9 mois, moins de 8 deniers par jour (note du 13 nivôse).

3. — Leur situation morale

Si la situation matérielle des professeurs laisse à désirer, leur situation morale, par contre, est « meilleure »¹. « Le corps enseignant est plus respecté et honoré qu'il ne l'a jamais été. »²

A Angers, de même qu'avant la Révolution les professeurs de l'Université participaient à toutes les questions qui intéressaient la vie municipale, de même, à l'époque du Directoire, où suivant l'expression de Daunou, l'instruction publique apparaît comme « un pouvoir moral » servant de « complément » au pouvoir politique³, les professeurs de l'École centrale tiennent une place marquée dans tout ce qui touche à la vie politique de la cité.

Tout d'abord, ils jouent un rôle de premier plan, surtout après fructidor, dans les cérémonies décadaires qui sollicitent au plus haut point l'attention des pouvoirs publics. Ils en sont en quelque sorte les orateurs attitrés et on verra ailleurs⁴, avec quel zèle patriotique les plus distingués d'entre eux, en particulier Bénaben, ont su s'acquitter de cette mission et seconder les administrations de la ville et du département.

Éducateurs populaires par la parole, ils le sont encore par la plume, et on verra plus loin⁵, comment par de multiples articles dans *les Affiches*, d'opinion gouvernementale, plusieurs d'entre eux (Bénaben, Papin, Dubois), se sont faits les défenseurs de la Constitution de l'an III, non sans laisser parfois un peu d'eux-mêmes dans une polémique ardente contre les « terroristes » et les « jacobins » de *l'Ami des Principes*. Mais tous, à l'exception de Papin, après avoir servi la politique constitutionnelle sous

de lire le considérant qui est à la tête, pour voir que ce n'était pas là l'intention de nos législateurs. Que dit, en effet, ce considérant? Le voici :

« Le Conseil des Cinq-Cents, considérant que la justice exige que les créanciers de l'État, « soit à raison de leurs rentes, soit à raison des pensions qui leur sont dues pour leurs services, « reçoivent leur pension intégrale dans la monnaie établie par la République, et qu'elle ne permet « pas de différer à les faire jouir des droits qu'ils sont fondés à réclamer, déclare qu'il y a « urgence, etc... »

« Il est évident que tout ce beau préambule serait dérisoire, si, d'après cette loi, on payait, en fructidor, les créanciers de l'État en mandats, valeur nominale, c'est-à-dire si, pour les faire jouir des droits qu'ils sont fondés à réclamer, on leur faisait perdre les quatre-vingt-dix-sept centièmes de leur créance.

« Cependant, comme il peut se trouver ici des gens plus instruits que moi sur ces matières qui, je l'avoue, ne me sont pas familières, je ne veux point abonder dans mon sentiment, et je suis bien aise de les consulter par la voie de votre journal.

« Salut et fraternité.

(A. LAUNAY, *ouv. cité*, pp. 85-87.)

« BÉNABEN. »

¹ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 75.

² VALLÉE, *ouv. cité*, *An. Rév.*, 1916, p. 526.

³ Rapport sur l'organisation de l'instruction publique, 27 vendémiaire an IV. (HIPPEAU, *ouv. cité*, t. I, p. 471.)

⁴ Voir thèse complémentaire.

⁵ Voir plus loin la presse sous le Directoire.

le premier Directoire, sans verser dans les tendances « clichyennes », se tiendront, après fructidor, à égale distance des « royalistes » et des « anarchistes », amis et collaborateurs du commissaire du département Moreau-Gossureau, comme ils l'avaient été de son prédécesseur Monnier.

Leur horizon d'ailleurs ne se borne pas là et ils ont encore à leur actif le rôle de vulgarisateurs qu'ils savent remplir, à l'occasion, sur les questions diverses intéressant la vie civique. Ainsi, en brumaire an VI, Bénaben s'efforce de démontrer, dans le journal des *Affiches*, la nécessité d'une éducation commune pour tous les citoyens « afin qu'élevés dans les mêmes arts, dans les mêmes sciences et dans la même soumission aux lois, ils se regardent tous comme les frères et comme les enfants de la patrie »¹. Renou, en prairial an VI, s'élève, dans le même journal, contre la crédulité populaire² qui, « dans une eau croupie et fétide » d'où s'échappent des « bulles d'air » et en un lieu où ont été inhumés quelques rebelles de la Vendée³, veut voir « une vertu secrète et miraculeuse ». Avec autorité, il donne l'explication scientifique de ce qui n'était qu'un phénomène naturel, déformé et exploité par la malveillance et le fanatisme⁴.

Dans un autre ordre d'idées, il convient encore de rappeler ici le rôle actif de Braux et de Bénaben dans la vulgarisation du nouveau système des poids et mesures : leçons publiques et gratuites données par le premier en frimaire an VI⁵ et qui eurent un certain retentissement⁶ ; ouvrage de vulgarisation publié par le second en l'an VII⁷ ; enfin, participation de

¹ *Aff.*, n° 26, 22 brumaire an VI.

² *J. du dép. de Maine-et-Loire*, n° 35 et 37, prairial an VI.

³ Route de Paris, au village des Banchais ; cloaque de 8 toises de long sur 2 toises de large ; qui fut bouché par les soins de la municipalité. — Voir sur le même sujet M. SACHÉ, *Le citoyen Morainville*, dans *Rev. d'Anj.*, 1922, p. 145.

⁴ « Comme on ne peut trop dessiller les yeux de l'ignorance et de la prévention, j'ajouterai aux observations déjà rapportées à cet effet que tout le merveilleux consiste dans quelques bulles d'air dégagées d'un fossé fangeux ; produit naturel et ordinaire dû à la sortie de l'air élastique, résultant de la putréfaction des matières organiques existantes dans les eaux croupies et dont les émanations sont encore augmentées par toutes les causes qui peuvent agiter la vase qu'elles ont déposées. Ces causes sont les corps étrangers qui y tombent ou les mouvements des divers animaux et insectes qui y habitent, etc. » (Angers, 11 prairial). (*Aff.*, n° 37.)

⁵ Au 15 brumaire an IV, le département avait pris un arrêté pour préparer l'application de la loi du 1^{er} brumaire sur l'usage des mesures républicaines. En frimaire an IV, sur l'initiative du département, Braux donne cinq fois par décade, dans la salle d'audience du Tribunal de commerce des leçons publiques et gratuites sur le calcul décimal et sur le nouveau système de poids et mesures. Ces leçons sont suivies « par un grand nombre de citoyens de tout âge et de toute profession. » (*Aff.*, n° 28, 25 brumaire an IV. — A. D., L 87, arrêté du département, 15 brumaire an IV ; — *Ibid.* L 160, lettre du département au ministre de l'Intérieur, 12 vendémiaire an VI.)

⁶ « Il était facile de décréter un nouveau système de poids et mesures ; il était moins facile de le faire appliquer aussitôt, les étalons n'étant fournis qu'en petite quantité. Les départements font preuve de bonne volonté ; ils demandent des instructions et des modèles. De ceux-ci, par exemple, quelques-uns ont été envoyés à Angers. De cette ville on écrit qu'on fait ce qu'on peut pour répandre les nouvelles mesures, afin de les faire connaître on a ouvert un cours public et gratuit, confié au bibliothécaire de l'Ecole centrale : « Il est suivi par toutes sortes de gens. » (G. VAUTHIER, *La fabrication des étalons du système métrique*, dans *An. Rév.*, 1919, p. 109.)

⁷ Le 8 messidor an V, le ministre de l'Intérieur demande au département de faire dresser « un tableau qui présentât avec exactitude les valeurs des mesures de longueur, de capacité, de superficie et de pesanteur usitées dans les communes du département de Maine-et-Loire, les plus

Renou à la Société de santé en frimaire an VI ; de Merlet à la Société d'agriculture en thermidor an VI.

On peut dire que rien de ce qui touche à la vie de leurs concitoyens ne leur est étranger et que rien de ce qui est de nature à les grandir moralement ne leur est refusé. Ils ont une place d'honneur dans les cortèges qui, aux jours de fêtes décadaires, se déroulent dans les rues de la ville ; ils sont les arbitres des jeux dans les réjouissances populaires ; ils ont surtout pour eux la considération que leur donnent la valeur de leur enseignement et les succès de leurs élèves.

V. — *Les élèves. Leur nombre et leur répartition dans les classes*

Il n'est pas possible d'établir avec quelque degré de certitude, comme cela a pu être fait ailleurs ¹, à l'aide des listes d'inscription, le nombre et la répartition des élèves pour chacune des années scolaires. Les documents de cette nature manquent pour le Maine-et-Loire et c'est à l'aide de renseignements insuffisants, puisés dans les procès-verbaux du département, dans les *Affiches* du temps et dans les mémoires des professeurs en l'an VI contenus aux Archives nationales, qu'il est possible de donner un vague aperçu des effectifs de l'École pendant la période directoriale.

1. On sait que la loi de brumaire fixait à 12 ans révolus l'âge d'admission dans la première section, à 14 « accomplis » celui de la seconde, à 16 « au moins » celui de la troisième (titre II, art. 3).

Le règlement départemental du 4 germinal an IV, avait établi une répartition des heures de cours de manière que, suivant l'instruction du gouvernement, les mêmes élèves puissent suivre plusieurs cours à la fois et le règlement intérieur de l'École du 8 floréal an V, maintenait ces dispositions dans l'emploi du temps déterminé à l'art. 7 ². En fait, l'inscription des élèves était laissée au soin du conseil d'administration de l'École (art. 4, § 5) et, si l'on en croit la pétition des professeurs du 3 frimaire

intéressantes par leur commerce en y joignant leurs rapports à celles de Paris. » (A. D., L 543. Corresp.) — Un travail de comparaison, dans le même sens ayant été prescrit par l'arrêté du Directoire exécutif du 3 nivôse an VI, confirmé par une lettre du ministre F. de Neufchâteau, du 21 brumaire an VII, Bénaben fournit le travail demandé. Il publie, en thermidor an VII, avec l'appui du département, les *tables de comparaison entre les anciennes mesures du département et celles qui les remplacent dans le nouveau système métrique, avec leur explication et leur usage*. (Angers, Boutron, an VII, in-8°, 68 p., 1 fr. 50.) Le ministre déclare ne pas y avoir rencontré « les plus légères imperfections. » (*Lettre au département*, 26 floréal an VI, citée dans l'ouvrage, p. 66.) Les feuilles locales signalent avec empressement cet ouvrage à leurs lecteurs (*Journal du dép. de M.-et-L.*, n° 5, 21 brumaire an VIII. — *L'Ami de la Liberté*, n° 26, 21 brumaire an VIII. Voir aussi *Almanach de l'an VIII*, p. 127.)

¹ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 87.

² Voir aux *Annexes*.

an VII, rappelée plus haut et concernant le mode de paiement de la rétribution scolaire, on peut ajouter qu'il suffisait, pour être admis dans l'École, de se faire inscrire au début de l'année scolaire, ce qui laisse à penser que l'École centrale d'Angers n'était pas fréquentée seulement par les fils de la bourgeoisie aisée de la ville, mais aussi par ceux des petits marchands, des artisans, qui y retrouvaient des facilités au moins aussi grandes qu'à l'ancien collège de l'Oratoire.

2. On a vu plus haut que l'inauguration de l'École avait eu lieu le 1^{er} germinal an IV (21 mars 1796). Mais la première année scolaire, retardée par l'inscription tardive des élèves ¹, n'eut lieu que le 1^{er} floréal. L'École fonctionne pendant un trimestre seulement, avec deux chaires vacantes (celles de législation et d'histoire naturelle) ² et avec un petit nombre d'élèves. Elle prend fin en thermidor, sans distribution de prix.

En l'an V, première année de plein fonctionnement, la vie de l'École n'est pas encore entièrement normale : le règlement des études ne date que du 8 floréal ³. Les cours sont annoncés pour le 10 frimaire, mais celui de physique est renvoyé au 1^{er} nivôse ⁴ et celui de législation au 1^{er} floréal ⁵. Si le nombre des élèves a sensiblement augmenté, l'année scolaire se termine encore sans couronnement des études.

Mais, en l'an VI, l'École est en pleine croissance. L'année scolaire commence par le transfert dans les vastes locaux du Séminaire (1^{er} frimaire). La marche des études, réglée par l'arrêté du département (floréal an V), n'est guère troublée que par l'ouverture tardive des cours de dessin, d'histoire, d'histoire naturelle les 16 et 21 floréal ⁶ et par la destitution du professeur d'histoire. Pour la première fois, l'année scolaire se termine par une distribution des prix, dont l'éclat, comme nous le verrons plus loin, atteste la vitalité de l'École.

Enfin, l'an VII, troisième et dernière année de plein fonctionnement sous le Directoire, eût encore marqué un progrès sensible sur la précédente si, dans la seconde moitié, la réquisition des jeunes gens de 16 ans contre

¹ L'ouverture de l'École avait d'abord été fixée au 11 germinal (arr. du dép., 4 germinal an IV) ; mais cet arrêté n'avait été publié que le 9 germinal et le nombre des élèves inscrits n'était alors que de 6 ; à la demande des professeurs cette date est reportée au 1^{er} floréal. (A. D., L 917. *Pétition* signée Héron, Merlet la Boulaye, Grille, Bénaben, Riffault, 11 germinal an IV.) C'est donc à tort que C. Port (*D.*, t. I, p. 80) renouvelant l'affirmation erronée de Blordier-Langlois, *ouv. cit.*, t. II, p. 110, écrit que l'ouverture des cours eut lieu le lendemain du jour de l'inauguration.

² *Annuaire du département*, an V, pp. 60-63.

³ A. D., L 95, fo 18-21. — A. N., F¹⁷ A 1344, n° 22, M.-et-L.

⁴ *L'Ami des Principes*, n° 34, 5 frimaire an V.

⁵ A. D., L 95, s. du 13 germinal an V : projet d'arrêté relatif à l'installation du professeur Dubois ; — s. du 1^{er} floréal, compte rendu de la cérémonie.

⁶ Renou, retenu par l'arrangement du cabinet d'histoire naturelle ouvre son cours le 16 floréal ; — Villier, successeur de Papin [destitué le 24 ventôse] commence ses leçons le 16 floréal ; — Marchand, en voyage à Paris pour se procurer des modèles ouvre son cours le 21 floréal an VI. (*J. du dép. de M.-et-L.*, an VI, n° 23.)

la chouannerie n'était venue jeter le trouble dans les études¹. L'École est alors en pleine prospérité, et « le nombre de ceux qui se sont fait inscrire est plus grand qu'il ne l'a jamais été »².

3. Quel fut, pour chacune de ces quatre années scolaires, le nombre approximatif des élèves et leur répartition par cours ?

Une seule série de documents nous permet de répondre à cette question pour les années V, VI et VII : c'est l'ensemble des réponses au questionnaire ministériel du 15 floréal an VII³, qui sont conservées aux Archives nationales, sous les cotes F¹⁷ A (1340) pour l'histoire naturelle ; (1336) pour la botanique ; (1338) pour les langues anciennes ; (1341) pour les mathématiques ; (1342) pour la physique et la chimie expérimentales ; (1336) pour la grammaire générale ; (1339) pour les belles-lettres ; (1340) pour l'histoire. Pour les cours de dessin et de législation, les Archives départementales (L 917 et 919) suppléent en partie à la lacune des Archives nationales.

A l'aide de ces sources diverses, on peut établir, ainsi qu'il suit, la répartition des élèves par année et par cours :

	An IV	An V	An VI	An VII
Dessin.....	»	»	} 3 classes une centaine d'élèves au moins*.	
Histoire naturelle.....	»	»	12	45 à 50
Botanique.....	»	»	45	45 à 50
Langues anciennes.....	»	18	9	11
Mathématiques.....	»	20	25	40
Physique et chimie.....	»	28	34	51
Grammaire générale.....	»	7	»	»
Belles-Lettres.....	»	7	3	23
Histoire.....	»	»	1	4
Législation.....	»	»	(inconnu)	(inconnu)

* Arch. dép., L. 919. Lettre de Marchand s. l. n. d.

¹ Lettre des professeurs du département (3 frimaire an VII). (LAUNAY, *ouv. cité*, p. 93.) — « Cette année la formation des colonnes mobiles a été funeste à l'instruction publique, etc. » (Réponses de Merlet la Boulaye au ministre, n° 5, 3 prairial an VII.) (A. N., F¹⁷ A 1336.) — « Tous les jeunes gens qui suivaient l'École centrale sont en détachement. » (Lettre du commissaire de la commune d'Angers, Morry, au commissaire du département, 1^{er} fructidor an VII.) (A. D., L. 225. Corresp.)

² Lettre des professeurs du département, citée plus haut (3 frimaire an VII).

³ Deux séries de questions étaient posées aux professeurs. La première était particulière à chacun d'eux et comprenait 11 questions : 1° nom, âge et nature de la chaire occupée ; 2° et 3°, antécédents ; 4° sur l'envoi des cahiers au ministre ; 5° ouvrages publiés ; 6° ouvrages suivis ; 7° et 8° durée et organisation des cours ; 9°, 10° et 11°, nombre et âge des élèves en l'an V, VI et VII. La seconde série de questions comportait une réponse collective des professeurs sur : 1° et 2° l'ordre suivi par les élèves dans l'étude des cours ; 3°, 4° et 5° la durée du cercle entier des études et le nombre des élèves ; 6° sur l'ordre des leçons dans l'école ; 7° sur les vacances ; 8° les examens ; 9° les pensionnats annexés à l'École. (*Aff.*, n° 126, 12 prairial an VII. Extrait de la *Gazette générale*, n° 3, — DURUY, *ouv. cité*, pp. 269-270.)

Ces chiffres s'accordent dans leur ensemble avec ceux qui sont donnés par le *Dictionnaire Buisson* : 150 à 200 élèves en moyenne¹ et, avec les chiffres rétrospectifs fournis en 1805 : « La ville d'Angers était dans l'habitude d'envoyer 180 jeunes gens aux cours de l'École centrale². »

Tels sont ces chiffres qui placent, pour les effectifs, l'École centrale de Maine-et-Loire à mi-chemin entre les écoles peu florissantes et les écoles de première importance. Bien au-dessous d'elle sont celles de la Vendée (50 élèves), et du Vaucluse (68). Mais au-dessus viennent celles de Rodez, avec 248 élèves en l'an VI et 321 en l'an VII³, de Poitiers, avec 250 à 500 élèves, de l'an V à l'an VII, ramenés après examen à 130 élèves en l'an V, 162 pour l'an VI, et 234 pour l'an VII⁴; de Besançon surtout, « avec 500 élèves en moyenne par an, à partir de sa cinquième année d'existence »⁵.

¹ « L'École centrale subsista avec une moyenne de 150 à 200 élèves. » BUISSON, *D.*, t. I, p. 1767, c. 1 (art. *Maine-et-Loire*).

² A. D., T. *Inst. second. Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur*, 12 brumaire an XIV (3 novembre 1805).

³ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 343.

⁴ G. VALLÉE, *ouv. cité*, *An. Rév.*, pp. 72, 73.

CHAPITRE V

L'École centrale de Maine-et-Loire Son enseignement

I. — *La rentrée des classes*

1. Le règlement du 4 germinal an IV, qui prévoyait l'ouverture de l'École au 11 germinal, portait (art. 1^{er}) que le quintidi et le décadi seraient jours de congé. Le règlement intérieur du 8 floréal an V, reprenait cette première disposition (art. 7) et ajoutait que l'année scolaire commencerait au 1^{er} brumaire pour finir au 1^{er} fructidor. Renouvelant une coutume de l'ancien régime, il était dit que l'année scolaire se terminerait « par des exercices publics sur les diverses parties de l'enseignement » et que des prix seraient distribués « aux élèves qui auront fait le plus de progrès » (art. 9). Ces dispositions seront maintenues pendant toute la durée de l'École centrale.

2. On a vu plus haut ce qu'avait été la cérémonie d'ouverture de l'École (1^{er} germinal an IV). Toutes les dispositions avaient été prises, selon le désir du département, « pour donner à cette cérémonie imposante la solennité et l'éclat dont elle était susceptible » et « pour environner en quelque sorte le berceau de l'instruction publique de ce respect religieux que lui ont porté tous les peuples libres »¹.

L'année suivante, la rentrée des classes, retardée au 10 frimaire, a lieu sans éclat, mais, en l'an VI, le transfert de l'École au Séminaire donne lieu à une nouvelle fête qui rappelle celle du 1^{er} germinal an IV. En l'an VII et en l'an VIII, l'ouverture des cours correspond à la célébration de la fête de la fondation de la République, fixée au 1^{er} vendémiaire. Le récit que nous en avons donné ailleurs² met en lumière la participation des professeurs et des élèves de l'École à cette cérémonie à la fois scolaire et patriotique.

¹ Arrêté du 4 ventôse an IV, art. 6.

² Voir thèse complémentaire. (Les fêtes nationales sous le Directoire.)

II. — *Les horaires*

Le règlement intérieur du 8 floréal an V, déterminait pour la première fois et sous une forme succincte, pour chacune des trois sections, l'horaire qui devait être suivi (art. 7). Cet article du règlement était ainsi conçu :

1^{re} section : *Langues anciennes*, de 8 heures jusqu'à 10 ; *histoire naturelle et dessin*, depuis la rentrée jusqu'au 1^{er} germinal, à 2 heures après-midi jusqu'à 4 ; depuis le 1^{er} germinal jusqu'aux grandes vacances, à 3 heures du soir jusqu'à 5.

2^e section : *mathématiques*, depuis 11 heures jusqu'à midi et demi ; *physique et chimie*, depuis 9 heures jusqu'à 10 heures et demie.

3^e section : *grammaire générale*, depuis 8 heures jusqu'à 9 ; *belles-lettres*, depuis 10 heures jusqu'à 11 ; *histoire*, depuis 3 heures jusqu'à 4 ; *législation*, tous les jours pairs et le nonidi depuis 2 heures jusqu'à 4 heures ¹.

C'est à ces dispositions laconiques que se limite ce plan d'organisation scolaire qui ne fut pas modifié dans son ensemble pendant toute la durée du Directoire. En déterminant des heures différentes pour les cours dans chaque section, il permettait aux élèves de suivre chacun des cours de cette section ; en fixant un horaire différent suivant les saisons pour le dessin et l'histoire naturelle, il tenait compte de la nature particulière de ces cours. Tous avaient lieu huit jours par décade ; seul le cours de législation avait lieu cinq jours par décade.

On verra plus loin, dans l'exposé des programmes et des méthodes de chacun des cours, les dispositions particulières apportées par chaque professeur à cette organisation d'ensemble.

III. — *Les programmes et les méthodes*

Comme on l'a fait remarquer avec raison : « Si la loi de brumaire donnait aux sciences et au dessin la place d'honneur occupée jusque-là par le grec et le latin, elle ne fixait aux professeurs ni programmes, ni méthodes, et les lettres-circulaires que les ministres de l'Intérieur leur envoyèrent n'aliénèrent jamais par leurs conseils et leurs exhortations, cette excessive liberté ². »

Il n'existe rien dans les documents sur l'École centrale du département, concernant « les conférences publiques mensuelles sur les matières qui intéressent les progrès des sciences, des lettres et des arts les plus utiles

¹ A. D., L 95, 8 floréal an V.

² A. TROUX, *ouv. cit.*, p. 160.

à la société », conférences instituées par la loi primitive du 7 ventôse an III (art. 4)¹. Cette disposition, qui fut appliquée ailleurs², ne paraît pas l'avoir été en Maine-et-Loire. Le règlement intérieur de l'École, de floréal an V, était muet sur cette mesure qui n'avait pas été reprise par la loi de brumaire an IV.

Par contre, les réponses copieuses de huit professeurs sur dix, au questionnaire proposé par François de Neufchâteau le 15 floréal an VII, conservées aux Archives nationales et déjà rappelées plus haut pour les effectifs scolaires, constituent l'image vivante du caractère de l'enseignement de l'École six mois avant le 18 brumaire. Les documents conservés aux Archives locales permettent de combler en partie la lacune qui existe pour les cours de dessin et de législation.

1. *L'enseignement des langues anciennes*. — L'ordre des études, tel qu'il est déterminé par l'article 7 du règlement intérieur de l'École consiste, pour la première section, réservée aux élèves de 12 à 14 ans, en trois cours : 1^o langues anciennes ; 2^o histoire naturelle et 3^o dessin³. Cet ordre différent de celui de la loi de brumaire an IV⁴ (1^o dessin ; 2^o histoire naturelle ; 3^o langues anciennes) répond sans doute à la conception des professeurs, issus des anciens collèges et qui paraissent mettre comme avant 1789, à la base de leur enseignement, non la culture scientifique, mais la culture classique grecque et latine. La loi avait voulu que désormais l'enseignement soit donné en français au lieu de l'être en latin comme autrefois⁵ ; mais elle avait maintenu le latin comme matière d'enseignement. A l'École centrale d'Angers, cet enseignement du latin reste encore à la place d'honneur.

René Riffault, professeur de langues anciennes, donne son cours le matin, de 9 à 11 heures, tous les jours, excepté le quintidi et le décadi. Cette séance est « pour ceux qui se trouvent en majorité de même force ». Il donne, aux autres, une séance particulière l'après-midi. Il suit pour le grec Clénard, et Lhomond pour le latin. Au surplus, le choix du livre lui « paraît assez indifférent »⁶, étant donné le plan qu'il s'est tracé et qu'il a exposé au ministre, dans son mémoire de vendémiaire an VII⁷.

¹ BUISSON, D., t. I, p. 772, c. 1.

² A. TROUX, *ouv. cité*, p. 161.

³ Art. 7. La distribution des cours sera réglée ainsi qu'il suit : 1^{re} section : langues anciennes, depuis 8 heures jusqu'à 10 heures ; histoire naturelle et dessin, depuis la rentrée jusqu'au 1^{er} germinal, de 2 heures après-midi jusqu'à 4 heures ; depuis le 1^{er} germinal jusqu'aux vacances, de 3 heures du soir jusqu'à 5 heures.

⁴ Titre II, art. 1^{er}, un professeur de dessin, un professeur d'histoire naturelle, un professeur de langues anciennes.

⁵ ... La substitution du français au latin était inévitable. Mais on la voulut expressément. L'art. 3 du chap. 1^{er} du décret du 7 ventôse an III, portait : « Dans toutes les écoles centrales, les professeurs donneront leurs cours en français. » BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 321.

⁶ A. N., F¹⁷ A 1338. Réponses aux questions proposées par le ministre sur le cours de langues anciennes, par Riffault, professeur, 19 prairial an VII.

⁷ *Ibid.*, 4 p. mss. non daté. (En marge : Conseil d'Inst. publ., n° 243, 23 prairial.)

Le cours de langues anciennes se trouve divisé naturellement, d'après lui, en trois parties : « la grammaire, l'explication des textes et la traduction ». La grammaire se divise elle-même en deux parties : l'élémentaire et la syntaxe, et il montre en détail comment il entend l'étude de chacune d'elles, en faisant marcher parallèlement les trois langues grecque, latine et française ¹. Mais pour lui, « la manière la plus prompte et la plus sûre d'apprendre une langue, c'est de l'étudier dans les sources ». Aussi l'explication des textes est-elle « la partie essentielle » de son enseignement ². C'est l'explication « qui rappelle sans cesse les élèves aux principes », qui permet de rapprocher « le génie des deux langues anciennes du génie de la nôtre », prise toujours comme point de comparaison. Il cite, à l'appui des règles, « les exemples qui contiennent un trait d'histoire, de patriotisme ou de morale ». Il agit de même dans la traduction « troisième et dernière partie de ce cours dont les deux autres ne sont que la préparation » ³.

Mais, malgré la valeur de la méthode, le nombre des élèves est peu élevé. Il était de 15 à 18, en l'an V ; de 8 à 9, en l'an VI ; il est seulement de 11, en l'an VII. C'est qu'en effet, malgré ses efforts « pour ramener le goût des langues anciennes » et en particulier celui de la langue grecque, bannie des anciens collèges en 1777, il a toujours remarqué, à cet égard, « la plus grande indifférence chez les élèves comme chez les parents eux-mêmes » ⁴. Comme à la fin du XVIII^e siècle, les esprits délaissaient l'étude spéculative du latin — réduite ici d'ailleurs à deux ans — pour se tourner vers les études pratiques.

De là, l'étude projetée des langues vivantes, obligatoire avec la loi de ventôse an III ⁵ et devenue facultative avec celle de brumaire an IV.

¹ « ... La syntaxe est divisée en simple ou régulière, et en irrégulière ou figurée. J'expose d'abord les règles de la première, que je réduis au plus petit nombre possible. J'analyse ensuite ; je compare les principaux idiotismes des deux langues latine et grecque avec ceux de la nôtre et le donne ainsi une théorie suffisante des principales figures de grammaire telles que l'ellipse, la syllepse, etc. Lancelot, Bauzée, Clénard sont ici mes principaux guides ainsi que Dumarsais, dont je mets les tropes entre les mains des élèves vers la fin du cours.

« Une fois initiés dans les principes de la grammaire et devenus passablement forts dans l'explication et dans la traduction, je leur donne une idée des lois de la prosodie et de celles de la versification dont la connaissance doit leur servir comme d'introduction à la lecture des poètes. (*Ibid.*)

² « Je fais expliquer aux élèves les chapitres les plus intéressants du *Selectæ et profanæ* ; quelque chose de Tite Live et de l'abrégé de Florus ; quelques morceaux de Cicéron, surtout de ses Catilinaires ; voilà pour la prose en latin ; les fables de Phèdre, quelques églogues de Virgile, quelques odes et quelques épîtres d'Horace, des morceaux de poésie descriptive, tirés des Géorgiques et Métamorphoses ; voilà pour les vers.

« Dans le grec, je me suis borné jusqu'ici aux fables d'Esopé, aux dialogues choisis de Lucien et aux discours d'Isocrate à Démonique, si rempli de sages et belles maximes... » (*Ibid.*)

³ *Ibid.*

⁴ Questions, etc., n° 9.

⁵ Chap. I, art. 2. Chaque école centrale sera composée :

¹²⁰ D'un professeur de langues vivantes les plus appropriées aux localités. (BUISSON, *D.*, p. 772, c. 1.)

Celle-ci, en effet, prévoyait la possibilité d'une chaire de cette nature ¹. Suivant l'expression de Bénaben, « nos liaisons commerciales dans toutes les parties du continent, l'intimité qui, à l'ombre de la paix va croître entre les différents peuples, tout semble indiquer le besoin de propager la connaissance des langues qu'ils parlent » ². Néanmoins, malgré cette réclame, aucune chaire de langues vivantes ne fut créée à l'École centrale d'Angers et si le professeur Riffault, dans des séances supplémentaires de l'après-midi, « s'occupe alternativement du grec et de l'italien » ³, il ne semble pas, à en juger par le nombre des élèves, que cette tentative ait été couronnée d'un véritable succès.

2. *L'enseignement de l'histoire naturelle.* — A l'étude des langues anciennes s'ajoute, pour la première section, celle de l'histoire naturelle qui, à Angers, cité des botanophiles, a, dans le règlement intérieur de l'École centrale, le pas sur le dessin. Joseph Renou occupe la chaire depuis le 1^{er} nivôse an VI et donne huit leçons par décade. « Il suit, dans son cours de minéralogie, l'ordre établi par le citoyen Chaptal dans ses éléments de chimie et, dans le cours de zoologie, celui déterminé par le citoyen Cuvier dans son tableau élémentaire de l'histoire naturelle des animaux, imprimé en l'an VI ⁴. » Nous n'avons pas retrouvé aux Archives nationales ses cahiers, dont le ministre lui avait accusé réception, le 30 nivôse an VII ⁵; mais par les autographes détaillés, conservés aux Archives départementales, et qui portent la date de frimaire an IX, on peut se rendre compte de la conception de ses leçons : exposé des notions scientifiques allant de pair avec les développements d'ordre pratique ⁶. Son cours de minéralogie était particulièrement approprié au sol du département qui depuis longtemps lui était familier ⁷. Il s'appuyait, pour la zoologie, sur les collec-

¹ Titre II, art. 1^{er}, 1^{re} section. 4^o Un professeur de langues vivantes « lorsque les administrations du département le jugeront convenable et qu'elles auront obtenu à cet égard l'autorisation du corps législatif. »

² *Aff.*, n^o 30, 30 brumaire an VI.

³ *Questions*, etc., n^o 7.

⁴ A. N., F¹⁷ A 1340. *Réponses*, etc., 10 prairial an VII.

⁵ *Ibid.* *Questions*, n^o 4.

⁶ Voir en particulier : 1^{re} leçon : description du globe terrestre. Notions générales sur l'étendue de la terre, ses mouvements diurne et annuel ; sa répartition en surface sèche et surface humide ; mesure de l'ancien et du nouveau continent empruntée à Buffon, t. I, chap. 1^{er}, p. 300 ; constitution géologique, avantages que le naturaliste peut recueillir des voyages et de l'observation ; relation entre les choses de la nature et la vie journalière de chaque catégorie de citoyens, etc. ; intérêt particulier que présente la connaissance des différents terrains du département, etc. (A. D., sér. T. Ec. centrale, 32 p. mss, 6 frimaire an IX.)

⁷ « Le citoyen Renou, professeur d'histoire naturelle ouvrira son cours le 16 floréal, à 6 heures du matin.

« Il se propose de traiter la manière d'étudier la minéralogie, de démontrer les caractères distinctifs extérieurs et intérieurs des minéraux, considérés dans leur état naturel. Il s'arrêtera surtout sur ceux que cache dans son sein ou que présente à sa surface le sol de ce département. Il fera mention de leur exploitation, de leurs propriétés et de leur emploi. Il apprendra à reconnaître les différentes espèces de terres, les granits, les marbres, les grès, les pierres à chaux, tous les matériaux de nos constructions ; métaux, fondement de nos arts, les pierres dures, transparentes et polies que le commerce procure au luxe. Il dira de quelle manière on devrait ouvrir de nou-

tions nombreuses renfermées « dans la galerie des écoles centrales » qui étaient dues, comme nous l'avons dit plus haut, « à la sollicitude paternelle de l'administration du département, ainsi qu'à la bienveillance du directeur du pouvoir exécutif, La Révellière-Lépeaux »¹. Grâce à ses connaissances étendues, il était à même « d'abandonner souvent le vague des systèmes, des abstractions et des généralités pour faire appliquer par ses auditeurs, les diverses méthodes de classification alors connues ». Professeur averti, « il leur apprenait à observer, à voir par eux-mêmes, et surtout à s'initier directement à la connaissance de l'espèce, cette base constitutive de toute science d'observation »².

La botanique était enseignée dans la maison Serge pendant cinq mois de l'année, à partir de floréal, par le citoyen Merlet la Boulaye, suivant le système de Linné. « Comme avant la Révolution, il existait à Angers une société de botanophiles et un jardin des plantes, bien tenu et bien meublé ; on a cru devoir laisser l'enseignement de cette partie de l'histoire naturelle à celui qui avait planté, dirigé ce jardin et donné plusieurs cours gratuits de botanique avant la Révolution. On s'est conduit ainsi, non seulement par déférence, mais parce que l'enseignement de cette science était ainsi plus étendu³. » Le placard imprimé et rédigé par Merlet, pour annoncer le programme des cours, respire le même enthousiasme qu'aux premiers temps des botanophiles⁴. Dans les réponses au questionnaire de floréal an VII, le professeur précise sa méthode : « Le premier mois est consacré aux connaissances élémentaires et à la physique végétale ; puis la leçon est divisée en deux parties ; la première leçon en classe est consacrée à la démonstration de plantes mises sous les yeux des élèves ; la seconde est employée dans le Jardin botanique à la description de ces mêmes plantes en place⁵ », etc.

Aussi le succès qui marque l'enseignement de l'histoire naturelle à l'École centrale rappelle-t-il celui qu'avait connu l'enseignement de la botanique en Anjou la veille de la Révolution : en l'an VI, 12 élèves suivent les cours de minéralogie et de zoologie et 45 celui de botanique ; en l'an VII, on compte 45 à 50 élèves pour chacun des trois cours, non compris les auditeurs libres : officiers de santé et amateurs d'histoire naturelle⁶.

velles sources de richesses, quels animaux fournissent ces fourrures si recherchées et ces étoffes précieuses dont l'usage est devenu si général ; de quelle manière on élève ces animaux ; dans quel pays on pourrait les habituer, les multiplier, quelquefois même les perfectionner.» (*J. du dép. de M.-et-L.*, n° 23, an VI.)

¹ *Ibid.*

² BOREAU, dans *Mémoire de la Soc. d'Agr.*, 1856, p. 184.

³ *Réponses...*, etc., n° 6.

⁴ A. N., F¹⁷ A 1336. (Voir ce document aux *Annexes*.)

⁵ *Réponses...*, etc., n° 5, 3 prairial an VII.

⁶ Le nombre des élèves de botanique est chaque année de 45 à 50... Nous faisons des promenades botaniques dans les campagnes environnantes, indépendantes des herborisations générales

Par une organisation spéciale au département, était formée, sur ce point, une heureuse synthèse entre les cours de l'École centrale et les anciens cours publics du Jardin botanique.

Ainsi, à Angers, avec Merlet et Renou, comme à Poitiers, avec Denesle et Chauveau ¹, le cours si vaste d'histoire naturelle était réparti entre deux professeurs de grande valeur et on verra plus loin que le Jardin botanique d'Angers ne le cédait en rien, par son importance, à celui de la ville voisine.

3. *L'enseignement du dessin.* — Comme le cours d'histoire naturelle, et plus encore peut-être, le cours de dessin a la faveur des familles et des élèves. A Angers « comme à Nancy, comme à Poitiers et comme partout » ², le dessin est l'un des enseignements les plus suivis et, comme à Poitiers en particulier, « cet enseignement formait une véritable école artistique, divisée en plusieurs classes distinctes » ³.

Le professeur Joseph Marchand, nommé en l'an IV, et qui supplée par son talent à l'insuffisance de modèles, se trouve débordé à l'ouverture des cours, en frimaire an V : « Le nombre des élèves augmente à tel point qu'il n'est plus possible qu'ils trouvent place où attacher leurs modèles. » D'autre part, il ne lui est plus possible de fournir ses élèves de dessins, comme il l'a fait jusqu'ici, et cependant, « depuis l'établissement de l'École, près de 150 dessins ont été le fruit de son zèle et d'un travail assidu » et « sont employés tous les jours à l'enseignement » ⁴. Devant la carence du ministre, que la situation financière empêche d'envoyer les modèles attendus ⁵, Marchand s'adresse au département pour obtenir « la liste des objets essentiellement nécessaires » ⁶. Il suggère, en outre,

où se trouvent non seulement les élèves, mais les officiers de santé, et les amateurs d'histoire naturelle. Mon but est de former des observateurs ; c'est mon unique ambition et ma plus douce récompense. » (Rép. de Merlet, n° 5, 3 prairial an VII.)

Ce nombre se trouve diminué à partir de prairial an VII, particulièrement par les colonnes mobiles que forment les jeunes citoyens qu'on envoie pour s'opposer aux progrès des brigands qui désolent le département de Maine-et-Loire. (Rép. de Renou, etc., 10 prairial an VII, n°s 10 et 11.)

¹ VALLÉE, *ouv. cit.*, *An. Rév.*, 1917, p. 212.

² MATHIEZ, *An. Rév.*, 1923, p. 161. A propos de l'étude de M. A. Gain sur l'École centrale de la Meurthe à Nancy.

³ VALLÉE, *ouv. cit.*, *An. Rév.*, 1907, p. 503.

⁴ A. D., L. 919. Ec. cent. Lettre de Marchand au dép., 20 frimaire an V.

⁵ Le 16 vendémiaire an VI, le ministre de l'Intérieur accuse réception de la lettre par laquelle le département a de nouveau demandé des modèles pour l'École centrale ; il regrette « que la situation des finances » l'en empêche, exprime les mêmes regrets que son prédécesseur et ajoute que « de semblables dépenses doivent quant à présent faire partie des charges locales ». (*Ibid.*, L. 919.)

⁶ Liste des objets essentiellement nécessaires à l'enseignement et dont l'École centrale de dessin du département de M.-et-L. est absolument dénuée :

« Études de têtes, pieds, mains, etc., académies d'hommes, de femmes, figures d'enfants, figures drapées, etc. Études de paysage, de fleurs, d'animaux, d'ornements relatifs à l'architecture, menuiserie, serrurerie, etc. Le tout gravé dans la manière du crayon d'après les plus grands maîtres. Il serait nécessaire d'en avoir une quantité suffisante pour fournir un travail continuuel d'une centaine d'élèves au moins. En outre de ces divers objets il est indispensable de fournir cette école de bosses de plâtre consistant en des pieds, mains, têtes, bras, jambes et figures entières

« pour accélérer les progrès des élèves » et « leur échauffer l'imagination », l'envoi, par le gouvernement, « d'un certain nombre de tableaux », pris parmi ceux qui, « en quantité prodigieuse », sont dans différents endroits de la capitale, « et qu'il serait plus intéressant de faire servir à l'instruction publique »¹. En l'an VI, l'ouverture des cours est retardée au 21 floréal, « parce que le professeur a fait un voyage à Paris pour se procurer les tableaux et modèles qui lui manquent »². Nous n'avons pas retrouvé les réponses de Marchand au questionnaire de prairial an IV ; mais nous savons que le succès de ses cours allait sans cesse croissant. En l'an VI et en l'an VII, ils ne comprenaient pas moins de trois classes distinctes³. Ce professeur zélé et brillant laissera aussi le souvenir d'un artiste qui « unissait le talent de la gravure à celui de la peinture et du dessin »⁴. Comme on le verra plus loin, il attachera son nom à la formation du Musée de la ville d'Angers.

4. *L'enseignement des mathématiques.* — On sait que la seconde section de l'École, réservée en principe aux élèves de 14 à 16 ans, « était uniquement scientifique »⁵ et comprenait seulement deux cours : les mathématiques, qui, d'après le règlement intérieur, étaient enseignées à Angers depuis 11 heures jusqu'à midi et demi ; la physique et la chimie, depuis 9 heures jusqu'à 10 heures et demie⁶.

Donné par Bénaben, l'enseignement des mathématiques a le même succès que celui du dessin et de l'histoire naturelle. Pendant toute la durée du Directoire, le cours est très suivi et atteint un niveau très élevé.

Le cours dure deux ans avec huit leçons par décade. Le professeur donne deux leçons par jour, une aux nouveaux venus et une aux anciens élèves de l'année précédente, ce qui fait en tout seize leçons par décade. Le nombre des élèves est d'une vingtaine environ, de 14 à 20 ans en l'an V ; de 25 au début de l'an VI, à peu près de même âge que ceux de l'année précédente. En l'an VII, il s'en est présenté près de 40 à l'ouverture

de différentes natures, telles que celles d'Apollon, d'Hercule, du Gladiateur, du Laocoon, de Bacchus, d'Antinoüs, de Vénus, etc., de plusieurs figures drapées et d'un écorché. » (*Ibid.*, L. 919, une p. mss. non datée, écrite par Marchand.)

¹ *Ibid.*

² *L. du dép. de M.-et-L.*, an VI, n° 23.

³ Distribution des prix (5^e jour compl. an VI). *Dessin* : 1^{re} classe, a mérité le prix le citoyen Guillotin Dubignen, d'Angers ; 2^e classe : Jean Gui René Petit Chemellier, d'Angers, âgé de 12 ans ; ont obtenu le 1^{er} accessit, Denis Glédue, d'Angers ; le 2^e accessit Joseph Couchot, d'Angers.

NOTA. — Parmi les élèves qui annoncent le plus de dispositions et qui méritent d'être distingués : les citoyens Béchon Pierre et Joseph Langlais ; Pierre et Médéric Lechalas ; Frédéric Vallée, Louis Chevré, Dussouchay, Chevreul, Casimir-Lachèse, Letourneux et Davière. (A. D., L. 101.) — Le 11 fructidor an VII, le palmarès pour les trois classes ne comprend pas moins de six prix. (L/t 917, Ec. centrale.)

⁴ BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 185.

⁵ VALLÉE, *ouv. cité*, *An. Rév.*, 1917, p. 203.

⁶ Règlement du 8 floréal an V, art. 7, 2^e section.

des cours ; mais les gardes et les colonnes mobiles ont réduit ce nombre à la moitié ¹.

Le professeur suit, comme son collègue Demeusy à Besançon ², les cours classiques de Bezout : « Comme la plupart des jeunes gens qui se présentent au cours de mathématiques se destinent au génie militaire, j'ai pensé, dit Bénaben, en vendémiaire an VI, que mes leçons leur seraient plus utiles si je les prenais dans les deux cours que Bezout ³ a composés pour les élèves d'artillerie et de la marine. C'est donc cet auteur que j'ai principalement suivi, à l'exception de l'algèbre que j'ai prise dans Bossut ⁴, comme étant plus complète que celle de Bezout ⁵. . . »

« . . . Enfin, pour faire disparaître la sécheresse inséparable de vérités abstraites, j'ai eu soin de faire des applications fréquentes de mes théorèmes à la résolution d'une foule de problèmes relatifs aux arts et aux sciences, et de développer par conséquent tous les principes de mécanique nécessaires à leur solution ⁶. »

En l'an VII, Bénaben, qui savait disposer « comme de son propre bien » des ouvrages jouissant depuis longtemps « d'une réputation méritée », s'en référait au programme qu'il avait adressé au ministre, l'année précédente, et où il faisait connaître, « non ce qu'il se proposait d'enseigner, mais ce qu'il avait enseigné » ⁷.

Comme on le verra plus loin, les exercices soutenus en public par les élèves, en frimaire an VI et en nivôse an VII, et plus encore le succès des mêmes élèves au concours d'entrée à l'École polytechnique, prouvent que la valeur des disciples répondait à celle du maître. Et il n'est pas

¹ A. N., F¹⁷ A 1341. Réponses, etc., n^o 7 à 11.

² A. TROUX, *ouv. cité*, p. 169.

³ Membre de l'Académie des Sciences (1758), examinateur des gardes de la marine (1763), et de l'artillerie (1768) ; auteur de deux ouvrages : *Cours complet de mathématiques* (1780), et *Théorie générale des équations algébriques* (1779), qui sont restés longtemps classiques.

⁴ Professeur de mathématique en 1752 à l'école de génie établie à Mézières ; membre de l'Académie des Sciences à 22 ans, à la suite de la publication de son mémoire : *L'Usage de la différenciation des paramètres*. On lui doit un ouvrage sur la mécanique en général (1792), un *Cours complet de mathématiques* en 1765, etc.

⁵ « Mais, en suivant ces deux auteurs, je n'ai pas cru devoir tellement m'y astreindre que je ne m'y sois permis quelques petits changements, soit dans l'ordre des vérités qu'ils ont développées, soit dans la manière de les démontrer.

« J'ai eu peu de chose à changer ou à ajouter à l'algèbre de Bossut ainsi qu'à la géométrie, la trigonométrie rectiligne et sphérique et à l'application de l'algèbre, à la géométrie de Bezout ; mais au lieu de traiter séparément, comme l'a fait ce dernier auteur, les quatre sections coniques, j'ai cru, pour donner plus de généralité à ma démonstration, devoir, à l'exemple de Lacaille et son commentateur, les faire marcher toutes quatre de front et y ajouter l'expression du rayon de la développée, leurs quadratures et même l'expression générale des tangentes de toutes les courbes de même famille, que cet auteur avait renvoyées à son calcul infinitésimal.

« Les lieux géométriques m'ayant paru renfermer tout ce qu'il était essentiel de savoir sur cette matière, je ne m'y suis permis aucun changement ; mais avant de passer au calcul différentiel et intégral, j'ai cru devoir faire précéder l'exposé de ce calcul d'un petit traité de courbes géométriques et transcendentes les plus connues, tel à peu près que celui de Marie, et d'un autre petit traité de surfaces courbes et de courbes à doubles courbures. » (A. N., F¹⁷ A 1341. Réponses, etc. 12 vendémiaire an VI.)

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.* Questions, etc., n^o 4, 22 prairial an VII.

exagéré d'ajouter que, par sa belle tenue, le cours de mathématiques, ininterrompu pendant toute la durée du Directoire, contribua à porter très haut le bon renom de l'École centrale d'Angers.

5. *L'enseignement des sciences physiques et chimiques.* — Beaucoup plus effacés sont les cours de physique et de chimie expérimentales, donnés par Sébastien Héron, depuis l'ouverture de l'École centrale. L'ancien professeur de philosophie de l'Université d'Angers, « fait suivre à ses élèves, pour la physique, le traité de Brisson ¹ ; pour la chimie, ceux de Lavoisier et de Fourcroy » et « des notes dictées contiennent l'analyse de ces différents cours » ². La durée de chaque leçon est d'une heure et demie ; le professeur en donne tous les jours, excepté le quintidi et le décadi ; le cours ne dure guère qu'un an. Néanmoins le nombre des élèves est relativement élevé et correspond à celui du cours d'histoire naturelle : 28, en l'an V ; 34, en l'an VI ; 51, en l'an VII ; tous âgés de 14 à 20 ans. De l'avis du professeur, « le nombre d'ailleurs s'accroîtra sensiblement, à mesure que les augmentations des cabinets de physique et de chimie permettront de faire des expériences plus fréquentes » ³.

Il importe de souligner les efforts réalisés dans une branche qui était alors toute nouvelle. Contrairement aux assertions de Blordier-Langlois ⁴, Héron, à partir de l'an VII, était à même de donner un enseignement expérimental de la physique et de la chimie ⁵. Rendant compte au département, en brumaire an VII, des achats qu'il venait de réaliser avec les ressources mises à sa disposition, il écrivait : « . . . J'ai joint aux instruments de physique, des appareils et différentes substances pour les opérations chimiques. Ainsi, pendant la durée du cours qui va s'ouvrir, je pourrai dans plusieurs points, joindre l'expérience à la théorie et inspirer plus efficacement aux élèves l'amour de l'étude » ⁶.

6. *L'enseignement de la grammaire générale.* — La troisième et dernière section, destinée aux élèves de 16 ans et plus, comprend, on le sait, la grammaire générale, les belles-lettres, l'histoire et la législation.

La chaire de grammaire générale est confiée à Merlet la Boulaye, depuis

¹ Professeur aux écoles centrales de Paris (1796) ; auteur d'ouvrages remarquables. L'ouvrage dont il s'agit ici est sans doute *Pesanteur spécifique des corps* (1787), livre resté longtemps classique.

² A. N., F¹⁷ A 1342. Ec. centrale de M.-et-L. Chaire de physique et de chimie expérimentale. *Questions*, etc., 19 prairial an VII.

³ *Ibid.*

⁴ « La physique fut enseignée seule et non la chimie faute d'un local convenable, de matières et d'instruments nécessaires. » (BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 112.)

⁵ Le palmarès de l'an VI porte que le prix de physique a été mérité par le citoyen Gauthier, d'Angers, mais que « le défaut de local et de matières premières oblige le professeur à renvoyer à l'année suivante le concours pour le prix de chimie. » (A. D., L 101, s. du 2 vendémiaire an VII, procès-verbal de la distribution des prix.) Mais en l'an VII, deux prix sont délivrés : un de physique et un de chimie. (*Ibid.*, L/t 927. Liste des ouvrages, etc., 11 fructidor an VII.)

⁶ *Ibid.*, L/t. Ec. centrale. (Lettre au département, Paris, 27 brumaire an VII.)

le 1^{er} prairial an IV. Le cours a lieu en principe, chaque année, de frimaire à floréal, époque où le même professeur enseigne la botanique. Il dure deux heures par jour et le professeur prend pour guide « Bauzée, Condillac, Le Court de Gébelin, et quelques nouveaux auteurs qu'il consulte, ainsi que la grammaire de Port-Royal ». Mais ce cours, étant le complément des connaissances littéraires, puisqu'il exige qu'on se soit nourri des productions des meilleurs écrivains des différentes langues pour pouvoir les analyser, n'a été suivi que par 7 élèves et n'a pu avoir lieu, en l'an VI et en l'an VII, faute d'auditeurs ¹.

Invité, à la fin de l'an VII, à fournir de plus amples renseignements sur ce cours ², Merlet enattribue l'insuccès à la guerre civile : la formation des colonnes mobiles a dépeuplé l'École, « il n'y reste plus que des gens mariés et des enfants que l'âge exempte du service ». Néanmoins, il fait connaître en détail le mode d'enseignement qu'il suivait lorsqu'il avait des élèves, et sa réponse (29 vendémiaire an VIII) témoigne d'une bonne volonté qui contraste avec ce total insuccès ³.

A la vérité, Merlet n'était pas dépourvu de culture, mais il était peu préparé à donner cet enseignement et la grammaire générale « considérée comme instrument d'analyse de la pensée » ⁴ lui était moins familière que

¹ A. N., F¹⁷ A 1336, 3 prairial an VII.

² Une circulaire du ministre de l'Intérieur Quinette (5^e jour complémentaire an VII), pose de nouveau aux professeurs de grammaire générale les questions contenues déjà dans la circulaire du 15 floréal an VII. Le ministre transmet en brumaire an VIII, au président du Conseil de l'Inst. publique les réponses des professeurs de sept départements, dont le Maine-et-Loire. (F¹⁷ A 1336.)

³ « Quant au mode d'enseignement que j'ai suivi, lorsque j'ai eu des élèves, le voici : j'ai enseigné uniquement la grammaire générale, guidé par les savants écrits du président Brossey, Dumarçais, de Beauzée, de Condillac, et de Court de Gébelin.

« J'ai toujours marché du connu à l'inconnu. J'ai débuté par faire connaître l'instrument vocal et nous avons vu que cet instrument admirable est borné dans son étendue ; qu'ainsi les mots radicaux doivent être en petit nombre, les mots originels et primitifs produits par l'instrument vocal ont été reconnus pour les éléments de tous les langages possibles.

« Nous avons observé ensuite que ces mots primitifs sont tous une imitation d'objets physiques, relative à un de nos sens et qui de là ont été abstraits les mots métaphysiques, moraux, intellectuels, etc. J'ai tâché, par des exemples, de rendre palpable cette vérité importante.

« Ces connaissances nous ont fourni les moyens de décomposer et de recomposer les mots et de passer à l'art étymologique.

« L'histoire naturelle de la parole a conduit à celle de l'écriture, j'ai donc fait connaître les différentes manières d'écrire chez les anciens peuples, puis j'ai passé à la sténographie.

« C'est avec ces connaissances que nous nous sommes engagés dans l'étude de la langue française. Ensuite, j'ai fait le parallèle du goût et du génie français sous Louis XIV et sous Louis XV. J'ai aussi fait connaître la littérature italienne et j'ai fini par faire voir les progrès des Allemands dans les sciences, les belles-lettres et les arts comme une suite du perfectionnement de la langue.

« Vous me proposez un nouveau plan que je me ferai un grand plaisir de suivre, le mieux qu'il me sera possible. Ainsi mon cours comprendra l'idéologie, la grammaire générale, la grammaire française et la logique.

« Je ne sais pourquoi vous détachez l'idéologie de la logique à laquelle il me semble qu'elle est naturellement liée. Au reste, je vous prie de m'indiquer les auteurs qui peuvent me guider dans l'enseignement de l'idéologie. J'en ai vu quelques traces mais je connais personne qui l'ait spécialement traitée.

« Il y a bien peu de temps d'ici l'ouverture des écoles ; cependant si vous voulez bien me faire connaître le plus tôt possible, ce qui a été écrit sur l'idéologie, je m'empresserai de remplir vos vœux. » (*Ibid.*)

⁴ A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1926, p. 270.

la botanique comprise comme une science d'observation et de vulgarisation. Il était du nombre de ces maîtres, « de provenance si disparate »¹, qui firent preuve de distinction d'esprit plus que de compétence. « On vit, dit M. F. Brunot, des professeurs dont l'esprit était habitué aux méthodes scientifiques, tel Merlet la Boulaye d'Angers, proclamer : « mon but est de former des observateurs », et s'aventurer, avant l'ère de la philologie positive, dans un exposé historique et comparatif »². »

D'autre part, « la grammaire générale fut de tous les enseignements professés dans les écoles centrales, celui qui provoqua au début le plus d'hésitations et de tâtonnements »³. Et, jusqu'à la fin du Directoire, on ne prend « aucune disposition qui assure un enseignement méthodique et pratique de la langue nationale »⁴. A Angers, le cours de grammaire générale, moins favorisé que celui de Besançon, avec Ordinaire comme professeur⁵, et que celui de Poitiers qui comptait une soixantaine d'élèves en l'an VIII⁶, fut à peu près inexistant. Par suite, le département de Maine-et-Loire est passé sous silence dans la statistique d'ensemble fournie par M. Brunot sur les élèves des cours de grammaire générale, d'après les documents des Archives nationales⁷.

7. *L'enseignement des belles-lettres*. — Comme le cours de grammaire générale, celui des belles-lettres confié à Toussaint Grille, dénote chez le professeur une activité intellectuelle qui contraste avec le nombre des élèves : mais ici, du moins, à défaut de la quantité, se révèle la qualité des auditeurs⁸.

Si, depuis germinal an IV, il y a eu leçon tous les jours, le quintidi et le décadi exceptés, l'effectif scolaire est réduit à quelques unités : 7 élèves de 16 à 22 ans, en l'an V, ramené au cours de l'an VI, « par des circonstances particulières » à 3, qui, heureusement, « se trouvent être les meilleurs » et qui se feront applaudir du public en fin d'année scolaire. A la rentrée de frimaire an VII, par contre, 23 jeunes gens de 16 à 22 ans se sont présentés et ont fréquenté avec « assez de régularité », jusqu'au jour, en germinal, où « la formation des colonnes mobiles leur en a enlevé le désir »⁹.

¹ BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, pp. 330 et 333, d'après le rapport de Merlet, du 29 vendémiaire, an VIII (21 octobre 1799).

² *Ibid.*

³ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 173.

⁴ BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 321.

⁵ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 175.

⁶ VALLÉE, dans *An. Rév.*, 1917, p. 217.

⁷ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, pp. 345-347.

⁸ Palmarès de l'an VI. Belles-lettres. A mérité le prix par son application, ses succès et la supériorité soutenue de ses compositions et de ses analyses, le citoyen J.-B.-René Cellier d'Angers ; le second prix a été partagé entre les citoyens J.-M. Chaillou et François-Joseph Grille, tous deux d'Angers. (A. D., L 101.)

⁹ A. N., F¹⁷ A 1339. *Réponses*, etc., 25 floréal an VII.

A ces cours exsangues, le professeur, dont « deux années de veilles et de méditations » n'ont pas épuisé le goût des recherches, suit une méthode qui n'était pas sans valeur pédagogique et qu'il expose longuement au ministre, en fructidor an VI. Cinq articles entrent dans le mode d'enseignement qu'il se propose : « les préceptes, la lecture, la traduction, l'analyse et la composition ». Dans l'étude des *préceptes*, il bannit « l'attrail vain et superflu » de l'ancienne rhétorique « qui ne sert qu'à étouffer la raison » et, « dans quelque genre que ce puisse être », il s'appuie sur les textes « empruntés aux meilleures traductions ». La *lecture* lui apparaît comme « une nourriture substantielle » donnée aux élèves, faute de mieux, sous forme « d'extraits », en liaison avec les préceptes étudiés. Les *traductions*, « étant la meilleure manière de former le style », sont l'objet d'un soin particulier. L'*analyse quotidienne des textes* vient ensuite « former le jugement ». La *composition* apparaît comme le couronnement du cours. Suivant le précepte de Quintilien, les élèves y sont exercés par gradation, le canevas tracé guide les premiers pas dans les genres simples, « la lettre, le portrait d'un personnage, la description d'un lieu, le récit d'un événement », pour aboutir à l'exercice « plus ardu d'un discours en forme, imité des sujets traités par les plus célèbres orateurs de nos assemblées nationales ». « C'est ainsi que, conduits, pendant quelque temps dans le chemin de la composition et de l'analyse, on les abandonne insensiblement à leurs propres forces, et que l'on finit par leur laisser toute la gloire de l'invention, de la conduite et des détails ¹. »

8. *L'enseignement de l'histoire*. — Le cours d'histoire, ouvert par Villier, le 16 floréal an VI, fut, comme ceux des belles-lettres et de grammaire, et pour les mêmes raisons, suivi par un très petit nombre d'élèves : un seul en l'an VI, de 16 à 17 ans ² ; 4 en l'an VII, de 17 à 18 ans ³. Ici encore, l'intérêt du cours est moins dans l'effectif scolaire que dans la pensée du professeur et, comme Grille pour les belles-lettres, Villier a ses idées personnelles sur l'enseignement de l'histoire.

Il divise son cours en deux parties : histoire moderne et histoire ancienne et chaque partie dure un an ⁴. Il refuse de suivre le plan du citoyen Thibaud, proposé par le ministre, et qui lui paraît « inexécutable » dans son ensemble. Son cours commence par l'histoire moderne « qui,

¹ A. N., F¹⁷ A 1339. Lettre au citoyen F. de Neufchâteau, 6 p. mss., 1^{er} fructidor an VI.

² Villier ne semble donner ici que le nombre des élèves ayant l'âge prévu par la loi de brumaire an IV, pour la 3^e section, car dans le palmarès de l'an VI, il est dit : « Le cours a commencé trop tard pour que, dans un aussi petit intervalle, les élèves aient pu mériter des couronnes. D'ailleurs, comme ces élèves n'avaient aucune notion de géographie, science indispensable dans l'étude de l'histoire, le professeur a été obligé de leur faire connaître la situation respective des peuples dont il se proposait de développer les principaux événements. » (A. D., L 101.)

³ A. N., F¹⁷ A 1340. *Réponses*, etc., 19 prairial an VII.

⁴ *Ibid.*

s'occupant de faits plus rapprochés des élèves, est plus facile et plus instructive ». Son but est de « bien apprendre à ses élèves l'histoire du peuple français, ensuite de tous les autres peuples qui ont avec lui joué un rôle dans le monde ». Au lieu de quatre traités généraux d'histoire moderne, exigés par le citoyen Thibaud, « il en admet un plus grand nombre », mais toujours l'histoire de France « est le point central » où tout se ramène. Cette marche lui apparaît d'autant plus naturelle « que l'Empire français est un des plus anciens gouvernements modernes, qu'à toutes les époques les plus importantes de leur histoire, il a joué un des principaux rôles et que, dans tous les temps, son influence s'est fait plus ou moins sentir dans les affaires de l'Europe »¹.

En même temps qu'il apporte une certaine unité dans son cours, Villier s'efforce d'en faciliter l'étude, « à l'aide » de cartes géographiques, chronologiques et historiques qu'il a faites exprès, et auxquelles « il travaille sans relâche », ce qui permet aux élèves de saisir « du même coup d'œil » tout l'essentiel de chaque leçon. Enfin, l'ancien administrateur du département en 1793, pénètre son enseignement d'un esprit révolutionnaire : « Ses développements consistent en observations sur la législation et les mœurs, en lectures historiques les plus propres à remplir son but et à former des républicains »².

9. *L'enseignement de la législation.* — Comme à Besançon, l'École de législation d'Angers fut la plus prospère des quatre écoles supérieures et, avec le citoyen Jean-Jacques Duboys, elle tient plus de l'enseignement supérieur que de l'enseignement secondaire. Voulant montrer « la haute importance que l'on doit attribuer à cette partie de l'instruction publique qui traite des droits de l'homme et du citoyen », le département procède à l'installation du professeur dans une cérémonie publique qui a lieu le 1^{er} floréal an V, dans la grande salle de l'ancienne abbaye Saint-Aubin³.

¹ A. N., F¹⁷ A 1340. Lettre au ministre, 3 p. mss., 4^e jour complémentaire an VI.

² *Ibid. Réponses*, etc., n° 6. A rapprocher de l'annonce parue dans le *J. du dép. de M.-et-L.*, à l'ouverture du cours, floréal an VI, ainsi libellée : « Le citoyen Villier, professeur d'histoire, ouvrira son cours le 16 de ce mois, à trois heures. L'histoire n'est point un vain assemblage de successions de princes et d'empires, d'événements sanguinaires, de batailles, d'invasions, de conquêtes ; en un mot ce n'est pas un recueil destiné à la mémoire et à l'imagination seules. Mais l'esprit de l'histoire est d'apprécier les faits, de connaître le cœur de l'homme par les différentes situations où le place le cours des choses, dans les rapports bien saisis donnant à la jeunesse les lumières de l'âge mûr.

« L'on examinera donc quel caractère présente l'histoire chez différents peuples, quel caractère surtout elle a pris en Europe, depuis environ un siècle. L'on fera sentir la différence notable qui se trouve dans le génie historique d'une même nation, selon les progrès de sa civilisation. Selon la gradation de ses connaissances exactes, et de ses recherches sortiront plusieurs questions importantes.

« 1^o Quelle utilité sociale et pratique doit-on se proposer dans l'étude de l'histoire ; 2^o On traitera de la morale privée et de la morale publique, et l'on examinera quelle idée l'on s'en est fait à diverses époques ; 3^o Quelles indications générales résultent de l'histoire pour le perfectionnement de la civilisation et l'amélioration de l'espèce humaine. » (*J. du dép.*, an VI, n° 23.)

³ A. D., L 95, s. du 13 germinal an V.

Dans un discours « fort étendu », « plein de force et de véhémence », Duboys esquisse le plan qu'il se propose de suivre ; mais rien ne nous est parvenu sur le fond de ce discours ¹ et rien non plus ne nous est fourni, sur cet enseignement, par l'enquête de floréal an VII.

Néanmoins, nous savons que des prix furent délivrés aux meilleurs élèves de 1^{re} et de 2^e années en l'an VI et l'an VII ². D'autre part, le cours de législation dut être réputé, si l'on en juge par le succès des élèves dont l'un, entre autres, Thomas Métivier, qui a obtenu le premier accessit à la distribution des prix de l'an VI, sera choisi au concours comme professeur de législation à l'École centrale de la Charente-Inférieure, en l'an VII ³.

Ainsi s'explique l'éloge qu'en faisait, quelques années plus tard, la Cour d'Appel d'Angers, dans sa requête pour l'établissement d'une école de droit dans cette ville : « La science des lois, poursuivie avec tant de succès dans l'ancienne Université, a fleuri dans la ci-devant École centrale ; et s'il s'agissait d'établir des comparaisons, il serait aisé de se convaincre, par les renseignements les plus exacts, que peut-être nulle part en France, tant qu'a duré cette école, le cours de législation n'a été suivi ni avec plus d'assiduité, ni avec de plus grand succès ⁴. »

Le nom de Duboys reste une gloire locale et si sa réputation n'égale pas celle du jurisconsulte Proudhon qui, de l'École centrale de Besançon ira finir sa carrière comme doyen de la Faculté de droit de Dijon ⁵, néanmoins, comme Proudhon à Besançon ⁶, il fit revivre à Angers, sous une autre forme, l'ancienne faculté.

IV. — Valeur de cette conception

1. Telles furent les matières enseignées avec un inégal succès à l'École centrale de Maine-et-Loire. Ici, comme ailleurs, l'enseignement scientifique avec les sciences naturelles et les mathématiques y fut fort au-dessus

¹ A. D., L 95, S. extraordinaire du 1^{er} floréal an V au soir. — Voir aussi : *Aff.*, n° 106, 2 floréal an V, p. 486 ; *L'Ami des Principes*, 2 floréal an V.

² *Palmarès de l'an VI* : Législation : A mérité le prix le citoyen Jacques Piau, d'Angers ; l'accessit, le citoyen Thomas Métivier d'Angers.

Ont mérité des éloges publics par leur application et par leur succès : les citoyens Jean-Louis Dupont, et Anne-Maurice Rogeron, tous les deux d'Angers. (A. D., L 101, s. du 2 vendémiaire an VII.)

Palmarès de l'an VII : prix pour les élèves de deuxième année. La législation univ. de Filangeri, 7 v., in-8° ; prix pour les élèves de première année : Les œuvres complètes de Montesquieu, 8 v. in-12 avec le suppl. (*Ibid.* L/t 917, 11 fructidor an VII.)

³ PORT, D., t. II, p. 668, c. 1.

⁴ A. D., sér. T. *Inst. second. et sup.*, 1800-1848. 1 carton. *Observations de la Cour d'Appel séant à Angers*, etc., 24 juillet 1806.

⁵ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 62.

⁶ *Ibid.*, p. 179 et suiv.

de l'enseignement littéraire¹ ; ici, comme ailleurs², l'enseignement artistique y complétait heureusement celui des lettres et des sciences.

Il serait sans intérêt de reprendre, après tant d'autres la critique de la conception des écoles centrales³ et d'opposer au dénigrement systématique, « les mérites de cette conception grandiose » et sa supériorité sur les créations impériales qui devaient la remplacer⁴.

2. Mais c'est mettre en relief l'esprit qui anime en particulier celle d'Angers, que de laisser sur ce point la parole au plus éminent de ses professeurs, Jean Bénaben. Le 5^e complémentaire an VI, 21 septembre 1798, lors de la première distribution solennelle des prix, en présence de toutes les autorités civiles et militaires, réunies au temple décadaire, et devant « une foule innombrable de spectateurs, attirés par la nouveauté du spectacle », Bénaben prononce, « au nom de ses frères », un discours longuement étudié, qui constitue une vibrante apologie de l'École⁵.

Après un long préambule pour montrer comment, chez les peuples

¹ L'enseignement littéraire à Poitiers était fort au-dessous de l'enseignement scientifique, du moins sous le rapport de la grammaire générale et des belles-lettres. (VALLÉE, *An. Rév.*, 1917, p. 220.)

² *Ibid.*, p. 505.

³ « L'École centrale n'est pas un tout vivant, composé d'après une idée vraiment organique ; les délimitations et les divisions en sont arbitraires ; la distribution en est inharmonique, etc. » (LIARD, *ouv. cité*, t. I, p. 253.) Voir dans le même sens BUISSON, *D.*, p. 715, rapport de Chaptal, brumaire an IX. DURUY, chap. IV, en particulier p. 256. ALLAIN, chap. IV, pp. 149-152, etc.

« L'organisation pratique des études y était très imparfaite... Un fait saute aux yeux : la deuxième section était uniquement scientifique, la troisième exclusivement littéraire. Les études littéraires commencées dans les premières années des cours étaient donc abandonnées à 14 ans pour être reprises à 16... Un autre inconvénient dans l'organisation des études, consistait dans l'isolement réciproque des différents cours ; aucun d'eux ne servait d'introduction obligatoire à l'autre ; la seule condition pour être admis à un cours était celle de l'âge... L'enseignement des écoles centrales présentait encore un autre défaut. Les conventionnels, amis de la liberté en toute chose, avaient jugé inutile d'obliger les élèves à suivre tous les cours de la section qu'ils avaient choisie... Un autre inconvénient provenait du défaut de préparation antérieure des élèves et, par suite, de leur inaptitude à suivre avec fruit certains cours, on passait directement en effet de l'école primaire à l'école centrale, etc. » (VALLÉE, *An. Rév.*, 1917, pp. 203-208.) — *Défauts graves de ces écoles* : « Les écoles centrales en avaient de diverses sortes. Le premier c'est que la répartition en était mauvaise... De plus, la conception même des écoles laissait visiblement à désirer. L'école prétendait à réunir l'enseignement secondaire à un commencement d'enseignement supérieur. Or, elle prenait l'enfant trop tard et l'abandonnait trop tôt. Il y entrait non préparé et en sortait incomplètement formé... Les programmes, eux aussi, pour excellents qu'en fût l'esprit général, prêtaient à la critique. Les lettres avaient été incontestablement trop sacrifiées aux sciences et la formation du cerveau à l'acquisition des notions immédiatement utilisables, etc. » F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, pp. 423-425.)

⁴ « À la suite du bonapartiste Albert Duruy, ce fut longtemps la mode de dénigrer les écoles centrales pour mieux vanter les lycées. Les écoles centrales étaient une création de la Convention. Les lycées étaient l'œuvre de Bonaparte ! Dans les premières, il n'y avait pas d'aumôniers ; l'enseignement était avant tout positif et philosophique, il faisait une grande part aux sciences expérimentales, à la législation, à l'histoire, à la grammaire générale considérée comme instrument d'analyse de la pensée ; les élèves, ou plutôt les étudiants choisissaient librement leurs cours ; les professeurs administraient eux-mêmes l'établissement. L'école centrale était une république destinée à former des hommes et des citoyens, animée d'un esprit moderne, habitués à la recherche personnelle, capables de réflexion. Le lycée fut une caserne, pépinière d'officiers ou d'administrateurs rompus à l'obéissance mécanique, bourrés de latin et de mathématiques, mais sans contact avec les sciences de la nature ou les sciences sociales. » (A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1926, p. 290.)

⁵ A. D., L 101, s. du 2 vendémiaire an VII. (Procès-verbal de la distribution solennelle des prix. L 917, compte rendu imprimé, 18 p. Angers, Boutron, an VI.)

libres, les institutions politiques ont favorisé l'instruction et comment la Révolution, succédant au despotisme et maîtrisant l'anarchie, a fait naître partout des « foyers de lumière », il oppose les écoles centrales aux collèges de l'ancien régime, « ces ridicules établissements où l'on n'enseignait pour toute science, à la jeunesse, qu'un certain jargon scientifique pire que l'ignorance ». Ces nouvelles écoles, au contraire, vont imprimer « un mouvement rapide à l'esprit humain », parce que « les arts et les sciences qu'on y enseigne renferment dans leur cercle immense presque toutes les connaissances humaines, parce que ces connaissances ont été graduées et appropriées à chaque âge et qu'il est impossible, même avec des talents ordinaires et une médiocre application de ne pas en retirer de très grands fruits ».

Avec une très grande fermeté de style, il caractérise successivement chacune des étapes de cette progression et montre l'harmonie établie à tous les degrés, entre la nature des études et le développement de l'esprit humain.

A 12 ans, c'est-à-dire à l'âge où la mémoire et l'imagination sont les qualités dominantes de l'esprit, les élèves commencent à se familiariser avec les langues savantes qui seraient plus difficiles à retenir « dans un âge plus avancé », s'habituent, par les leçons d'histoire naturelle, « à jeter les yeux sur les différentes productions de la nature et à les classer » et, par le dessin, « se forment une idée juste des belles proportions, apprennent l'art des contrastes, les effets surprenants de la lumière et à tracer rapidement sur la toile ou le papier tout ce qui se présente à leur vue ».

A 14 ans, « passage dangereux de l'enfance à l'adolescence », ils « apprennent à dompter la fougue de leur imagination et à rectifier leur jugement », d'abord par l'étude des mathématiques, « cette science abstraite qui, ne considérant dans les choses que leurs rapports et n'exprimant ces rapports que par des nombres ou par des lignes, nous donne une facilité étonnante pour les combiner ensemble et parvenir ainsi à des résultats certains », puis par la physique, « dont l'immensité embrasse la nature entière » et qui, par des expériences multipliées, les met à même de « remonter des effets aux causes et des causes aux effets », enfin, par la chimie « qu'on a tant perfectionnée de nos jours et par laquelle l'homme, appliquant aux différentes substances qui l'environnent, le scalpel du génie, les décompose, à son gré, dans leurs premiers éléments, pour les recomposer ensuite avec les éléments dont elles avaient été formées ».

Parvenus à l'âge de 16 ans, avec « des sens perfectionnés », « une mémoire exercée », « des connaissances réellement acquises », « un jugement déjà formé », « ils peuvent s'enfoncer sans dangers dans les profondeurs de la métaphysique, des langues se livrer à l'étude des belles-

lettres et acquérir dans l'art d'écrire et de parler, cette magie du style qui consiste peut-être plus encore dans la manière d'enchaîner ses raisonnements et ses pensées, que dans celle de les exprimer ».

Enfin, depuis 18 ans jusqu'à 20¹, « époque à laquelle les Romains prenaient la robe virile et que nos lois ont déterminée pour la conscription militaire, les élèves doivent achever de perfectionner leur éducation par l'étude de l'histoire qui nous fait connaître les hommes et les peuples, et par celle de la législation qui nous apprend à les gouverner, afin qu'en entrant dans la société, dont ils sont réellement les membres, ils puissent remplir dignement les emplois qu'elle aura jugé à propos de leur confier ».

Après ce dithyrambe, qui rappelle les apologies de même nature, dans d'autres départements à la même époque², et qui paraît s'inspirer de celui de Fourcroy au Conseil des Cinq-Cents deux ans auparavant³, Bénaben, faisant preuve de la même conviction et d'un réel esprit critique, énumère les conditions non encore réalisées qui lui paraissent susceptibles de porter au plus haut point la prospérité des écoles centrales : introduction dans les programmes de cette « morale universelle », qui, « indépendante de tout culte particulier unit par une chaîne indissoluble et les hommes et les nations »⁴; établissement, dans les fêtes nationales, « à l'exemple des Grecs et des Romains », des jeux « où les jeunes citoyens qui se seront le plus distingués dans les exercices de l'esprit, seront jaloux de se faire remarquer encore de ceux du corps »⁵; nécessité surtout d'ap-

¹ Bénaben partage la conception déjà émise par Villier. « ... Il est impossible d'apprendre en même temps aux élèves la grammaire générale, les belles-lettres, l'histoire et la législation. Ces sciences doivent s'aider à la vérité les unes les autres, mais c'est par une marche successive et non en allant de front, sans quoi l'on ne peut éviter la confusion, presque aussi dangereuse que l'ignorance. La grammaire générale et les belles-lettres ont beaucoup de rapports communs et peuvent s'étudier ensemble pendant deux années. Il en est de même de l'histoire et de la législation pour les deux années suivantes. Ainsi, depuis 16 ans, époque de l'entrée des élèves dans les classes de la 3^e section jusqu'à 20, époque de la conscription militaire, ils pourront apprendre les quatre sciences qui forment cette troisième section, et le but du législateur sera atteint, etc. » (A. N., F¹⁷ A 1340. Lettre au ministre de l'Intérieur, 4^e jour complémentaire an VI.)

² Voir en particulier l'apologie de Marc-Antoine Rambour, président de l'administration centrale du Doubs à la rentrée du 9 brumaire an V (3 octobre 1796). (A. TROUX, *ouv. cité*, p. 154 et suiv.)

³ « Grâces éternelles soient rendues à cette étonnante Convention, etc. » (25 messidor an IV). (BUISSON, *D.*, p. 773, c. 1 et 2.)

⁴ « ... Mais, outre que dans ces écoles on ne manque pas d'occasions fréquentes d'en développer les éternels principes, elle se trouve renfermée dans l'histoire et surtout dans la législation qui ne se borne pas aux lois positives ou à régler les rapports des citoyens entre eux, mais qui, dans sa vaste étendue, embrasse les droits et les devoirs de l'homme dans l'état d'isolement, dans celui de famille et dans la société, et enfin ceux des nations elles-mêmes, tant dans leurs rapports intérieurs que dans leurs rapports extérieurs. » (*Discours*, etc.) A rapprocher de la critique qui sera formulée après le 18 brumaire : « On excitait contre leurs méthodes le sentiment de la tradition ; contre leur libre et hardie organisation, les instincts d'ordre, de discipline, de morale même, etc. » BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 429.

⁵ « Autre lacune : l'absence d'éducation physique. « François de Neufchâteau avait cependant recommandé aux professeurs de ne pas négliger « la santé physique » des élèves : on ne s'en soucie pas plus à Besançon que dans la quasi totalité des autres écoles. » A. TROUX, *ouv. cité*, p. 191.

porter, en entrant à l'École, « les connaissances préliminaires et absolument indispensables pour y faire quelques progrès »¹; obligation enfin, de s'abstenir, par avance, d'études prématurées qui, « par une ambition mal entendue », intervertissent l'ordre établi dans le développement des sciences, « le seul conforme à la marche progressive de l'esprit humain »². Fidèle disciple des doctrines sensualistes et de la philosophie du XVIII^e siècle, il insiste sur cette idée : « Il n'est pas donné à l'homme de passer rapidement, sans intermédiaire, des plus faibles aux plus grandes conceptions ; toutes les sciences se tiennent à la vérité par la main, mais, pour se servir de degré et de préparation l'une à l'autre ; c'est une chaîne mystérieuse, dont on ne peut trouver les deux extrémités, sans en avoir successivement parcouru tous les anneaux. »

Puis, portant plus spécialement ses regards sur l'École qui était ce jour-là à l'honneur, Bénaben termina par une allusion discrète aux circonstances particulières qui ont nui jusque-là à son succès : insuffisance de la première préparation chez certains élèves ; pénurie des finances qui a entraîné la privation « des objets les plus essentiels » ; enfin, « obstacles de tous genres qui ont environné son berceau »³ ; mais, à ces ombres qu'il estime passagères, il oppose avec satisfaction le brillant palmarès de l'École. Là est le gage d'un avenir meilleur, où « l'amour des sciences et des arts donnera à la Patrie des citoyens éclairés et vertueux et bannira à jamais, du sol de la République, la superstition et l'erreur, compagnes inséparables de l'ignorance ».

¹ Voir sur le projet d'écoles secondaires, intermédiaires entre les écoles primaires et les écoles centrales, le projet de Roger Martin aux Cinq-Cents, brumaire an VI. (BUISSON, D., p. 491.)

² Allusion aux pensionnats privés qui suivaient l'ancien plan d'études.

³ De ce nombre était surtout l'obligation, pour les élèves âgés de 16 ans, de faire le service de la garde nationale (L. collective des professeurs au département pour faire cesser cette mesure, 24 germinal an IV. *Signé* : Merlet, Héron, Benaben, Grille, Marchand. A. D., L. 917.) — Voir lettre du département au ministre sur le même sujet, 1^{er} floréal an IV. (*Ibid.*, L. 160. Corresp.) — A rapprocher d'une situation semblable dans la Vienne : Le conseil d'administration se plaint, en l'an VIII, de la conscription. — Voir encore sur ce point la lettre collective des professeurs de l'École au département, 20 vendémiaire an VI, sur les causes du discrédit des écoles centrales : hostilité de l'aristocratie contre les institutions républicaines ; existence d'écoles particulières entichées des vieux préjugés ; insuffisance des écoles primaires qui n'ont point fourni encore un seul élève aux écoles centrales ; entrée à l'École de Santé de jeunes gens de 14 à 15 ans qui n'ont reçu aucune éducation préliminaire ; dispersion des annexes de l'école ; absence de pensionnat. (*Signé* : Benaben, Marchand, Héron, Riffaux, Braux et Merlet La Boulaye.) (*Ibid.*, L. 917, 2 messidor.) — Voir enfin la lettre des mêmes au commissaire du département, 30 nivôse an VI, sur le même sujet. Aux causes ci-dessus s'ajoute le manque d'organisation des études, auquel ils proposent de remédier : de 12 à 14 ans, suppression du cours d'histoire naturelle qui suppose la connaissance du latin et du grec ; de 14 à 15 ans, mathématiques et histoire naturelle ; de 15 à 16 ans, physique et chimie ; de 16 à 17 ans, grammaire générale et belles-lettres. Enfin, nécessité d'un pensionnat « où l'on préparerait de longue main les jeunes élèves à recevoir le bienfait de l'instruction publique » et sollicitude nécessaire à l'égard des institutions primaires, « collaborateurs que la nature de leurs fonctions a placés au vestibule du temple des lettres et des arts. » (*Ibid.* L. 917.)

V. — Succès des élèves

Que valurent, en fait, ces élèves des premières années de l'École centrale d'Angers? Palmarès des distributions solennelles des prix en l'an VI et en l'an VII, comptes rendus des exercices soutenus en public au cours de ces deux années scolaires, succès obtenus par la suite dans les concours et *curriculum vitæ* des meilleurs d'entre eux, tels sont les éléments d'appréciation qui nous permettent de porter un jugement motivé sur les résultats obtenus par cette bienfaisante institution.

1. *Les distributions de prix.* — En faisant revivre les solennités scolaires de l'ancien régime, la Révolution se proposait bien moins de ressusciter des pratiques de nature à flatter la vanité que de faire connaître et de faire aimer une éducation sur laquelle reposait l'avenir de la République. C'est le sentiment qui avait guidé l'Administration du département en instituant les distributions solennelles des prix tenues au temple décadaire, le 5^e jour décadaire an VI et le 1^{er} vendémiaire an VIII ¹, et en faisant imprimer, en l'an VI, la liste des élèves qui avaient obtenu des succès et des couronnes ². C'est dans le même sens que, se faisant le porte-parole de l'opinion publique, le *Journal du département* disait à ce sujet : « Pères et mères qui avez vu aujourd'hui vos enfants couronnés et qui avez surmonté toutes les difficultés qui naissent sous les pas de l'éducation nationale... continuez à donner à vos enfants cette éducation républicaine qui doit concourir à votre félicité ainsi qu'à leur propre bonheur... l'homme instruit est toujours libre ; l'ignorant seul est esclave ³. » Et c'est encore le même sentiment qu'exprime François de Neufchâteau en accusant réception de ces procès-verbaux : « L'éclat que vous avez su donner à cette fête littéraire ; les

¹ « Aujourd'hui, c'est l'instruction publique qui occupe nos pensées, qui étale à nos yeux ses richesses, qui expose ses ouvrages à notre admiration, qui nous rend compte de ses progrès, qui en réclame le prix, etc. » (Discours de Leterme-Saulnier, 5^e jour complémentaire, an VI.) — « Jeunes élèves de l'École centrale, songez que vous êtes appelés à succéder aux grands hommes qui ont conquis la liberté et fondé la République. Pénétrez-vous de leurs grands principes ; vous en serez un jour les soutiens et vous en serez l'ornement et la gloire, etc. » (Discours de Coutouly, membre du jury d'instruction.) (A. D., L 101.) — « Les étudiants qui ont paru aux différents exercices de l'École centrale l'ont fait d'une manière distinguée. La distribution des prix qui s'est faite le 1^{er} vendémiaire, les différents tableaux exposés aux regards du public et qui ont obtenu des suffrages unanimes nous prouvent que les arts, malgré la rigueur des temps, ne sont point négligés. Que serait-ce si la paix venait mettre fin aux fureurs de la guerre, etc. » (*Ibid.*, L 225. Lettre du commissaire Morry au commissaire du département, 4 vendémiaire an VIII.)

² Dép. de M.-et-L., École centrale, distribution solennelle des prix, 5^e jour complémentaire, an VI. (Angers, Boutron, 18 p.) (A. D., L 197.) Le 2 vendémiaire an VIII, les professeurs de l'École centrale rappellent au département que « le désir d'étendre et d'activer de plus en plus l'émulation et les lumières au sein de ce département les engagea, il y a un an, à faire imprimer la liste des élèves de l'École centrale qui avaient obtenu des succès et des couronnes. Ils demandent la même publicité pour cette année. Le 18 brumaire en empêcha la réalisation ». (*Ibid.*, L 917. École centrale.)

³ J. du dép. de M.-et-L., n° 1, 2 vendémiaire an VII.

discours pleins de républicanisme et de philosophie qui ont été prononcés à cette occasion, ont dû exciter une vive émulation pour les jeunes élèves, et inspirer à vos concitoyens une haute idée de l'enseignement des écoles centrales ¹. »

Rien d'ailleurs n'atteste mieux le niveau élevé de cette éducation républicaine que le choix des livres de prix qui était arrêté, en fructidor an VII, par les professeurs de l'École pour être soumis à l'approbation du département ². Pour la législation : les œuvres de Montesquieu et *la Science de la législation*, de Filangieri ; pour l'histoire : *la Vie des hommes illustres*, de Plutarque ³ ; pour les belles-lettres : *l'Émile*, de Rousseau, et *les Poésies lyriques*, de M.-J. Chénier ; les œuvres de Racine ⁴, *les Dialogues sur l'éloquence*, de Fénelon, et *les Discours* de d'Aguesseau, etc. ; pour la physique et la chimie : les ouvrages de Brisson ⁵ et de Bouillon la Grange ⁶ ; pour les mathématiques : *le Calcul différentiel et intégral*, de Bossut ; *les Fonctions analytiques*, de Lagrange ⁷ ; *l'Introduction au calcul des infiniment petits*, d'Euler ; pour les langues anciennes : Virgile, Horace et Quinte-curce ; pour les prix d'histoire naturelle : *les Éléments de chimie*, de Chaptal ; *le Tableau élémentaire de l'histoire naturelle des animaux*, de G. Cuvier et le « *Genera Plantarum* », de Linné ; pour le dessin : *les Tableaux tirés d'Homère et de Virgile avec des observations générales sur le costume*, par Caylus ; et plusieurs autres traités sur la peinture et l'architecture ⁸. Cette sèche énumération atteste à la fois le goût des maîtres et l'opinion avantageuse qu'ils se faisaient de la culture de leurs élèves.

2. *Les exercices publics.* — Les exercices publics en usage à Angers comme partout ⁹, soutenus à plusieurs reprises, en littérature, par les élèves de Toussaint Grille, en mathématiques, par ceux de Bénaben, nous offrent un autre témoignage de la culture intellectuelle reçue dans ces deux parties de l'instruction publique.

Sans doute, l'exercice littéraire, en forme d'entretien sur l'art oratoire,

¹ L/t. Lettre au département, 30 brumaire an VII.

² L/t 917. *Liste des ouvrages qui seront distribués en prix à la fin de l'an VII aux élèves des différents cours de l'École centrale de M.-et-L.*, 11 fructidor, an VII, 6 p. mss., mémoire des ouvrages livrés par Jahyer le Jeune, (*Ibid.*, 1 p. mss.)

³ En remplacement de *L'abrégé chronologique de l'histoire de France*, par le président Hénault (dernière édition, grand vol. in-8°, continué par Fantin des Odoards. (L/t 917.)

⁴ Les six vol. in-8° des ouvrages de J. Racine avec les *Commentaires*, par M. Luneau de Boisgermain, t. I, p. 768. (*Ibid.*)

⁵ Le traité de physique de Brisson, professeur aux écoles centrales de Paris, 3 vol. in-8°. (*Ibid.*)

⁶ Le Manuel d'un cours de chimie, par Bouillon La Grange, 2 vol. in-8°. (*Ibid.*)

⁷ Un vol. in-4°. On trouve cet ouvrage relié avec *l'analyse des infiniment petits* de l'Hôpital, éd. de Lefèvre, ce qui en augmenterait le prix de 12 francs. (*Ibid.*)

⁸ Le dictionnaire iconologique, 2 vol. in-8°. Le traité de peinture, d'André Bardon, 2 vol. in-8° ; le Poème de la peinture, de Lemierre, un vol. in-4° ; le Dict. des artistes de Fontenai, 2 vol. in-8° ; les règles des cinq ordres d'architecture, par Borozzio Vignole, nouv. éd., 1 vol. in-8°. (*Ibid.*)

⁹ VALLÉE, *Éc. centrale de la Vienne*, An. Rév., 1918, p. 68. A TROUX, *Éc. centrale du Doubs*, ouv. cité, p. 194, etc.

par Toussaint Grille, suivi de dialogues sur l'élocution avec trois élèves Cellier, François Grille et Chaillou, 4^e jour complémentaire an VI, est une production un peu artificielle, imitée de l'ancienne coutume, destinée autant à faire valoir l'érudition du professeur que l'habileté des élèves ¹.

Mais il en va autrement des exercices de mathématiques qui sont soutenus en public et à maintes reprises, par les brillants élèves de Bénaben. Le 5 frimaire an VI, dans la salle des actes du ci-devant Séminaire, « en présence des membres du jury d'instruction, des différentes autorités civiles et militaires de la société de Santé et beaucoup d'autres citoyens », Joseph Beaussier soutient un exercice « sur les différentes parties des mathématiques avec applications nombreuses aux sciences et aux arts » ², aux applaudissements de tous ceux qui avaient admiré « sa manière facile et précise », « son esprit pénétrant » et « sa passion pour l'étude » ³.

L'année suivante, au temple décadaire (21 nivôse an VII), le même élève faisait précéder ses exercices sur la géométrie transcendante ⁴, d'un discours enthousiaste sur la genèse des mathématiques ⁵. Et d'autres après lui furent les héros de ces joutes scientifiques ⁶.

C'étaient là des succès auxquels l'administration centrale « applaudissait avec transport » ⁷ et qui réjouissaient « tous les vrais amis de la liberté » ⁸. Suivant l'expression du ministre : « Les talents des élèves faisaient honneur à ceux des professeurs et l'affluence des spectateurs prouvait l'intérêt que les citoyens du département mettaient au progrès de l'instruction publique ⁹. »

3. *Les résultats.* — Enfin, une dernière preuve de la valeur des élèves

¹ De l'élocution, exercice littéraire en forme d'entretien, dédié aux administrations départementale et municipale d'Angers ainsi qu'aux membres composant le jury d'instruction, par les élèves du cours de belles-lettres à l'Ecole centrale du dép. de M.-et-L., dans la grande salle de la maison commune, le 4^e jour complémentaire, an VI, à 3 heures de l'après-midi. (Angers, Boutron, an VI, 4 p. in-4^o.) (A. N., F¹⁷ A 1339.)

² Exercices de mathématiques sur l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, la trigonométrie rectiligne et sphérique, l'application de l'algèbre à la géométrie, les sections coniques et les nombres dont les équations sont analogues à celles de ces sections ; avec des applications à la géodésie ou à l'art de lever des plans, à la construction des cartes topographiques, géographiques et marines, etc. (Angers, Mame, an VI, 50 p. in-4^o.) (B. A., H 3804, op. 29.)

³ *Aff.*, n^o 33, 6 frimaire an VI. « A la fin de la séance, le citoyen Leterme-Saulnier a présenté, au nom de l'administrateur de l'Ecole centrale, au citoyen Beaussier, le cours d'astronomie de Lalande. Cet ouvrage précieux, lui a-t-il dit, doit acquérir un nouveau prix à vos yeux. Il est celui de vos travaux et le gage de l'estime de vos concitoyens. Voilà un modèle ; voilà un puissant motif d'encouragement pour tous les jeunes gens qui fréquentent l'Ecole centrale. » (*Ibid.*)

⁴ Exercices de mathématiques sur la géométrie transcendante avec des applications à quelques problèmes de mécanique. Angers, Boutron, an VII, 56 p. in-4^o. (B. A., H 3804, op. 30.)

⁵ A. D., L 102, Dép., s. du 21 nivôse an VII. (Voir ce document aux *Annexes.*)

⁶ Le 21 pluviôse an VII, l'élève Martin Lusson, à peine âgé de 15 ans, qui n'avait qu'une année d'étude et « qui marche sur les traces » du jeune Beaussier. (*J. du dép. de M.-et-L.*, n^o 72 24 pluviôse). De même 6^e jour complémentaire, an VII, avec les élèves Martin, Lusson et Gauthier, d'Angers : exercices de mathématique sur l'application de l'algèbre à la géométrie, etc. Angers, Boutron, an VII, 31 p. (B. A., H 3804, op. 31.)

⁷ A. D., L 97, Dép., s. du 5 frimaire an VI.

⁸ *Ibid.* L 158. Corresp. Lettre du commissaire Moreau au ministre, 16 frimaire an VI.

⁹ *Ibid.* L 159. Corresp. Lettre de Letourneux au commissaire du département, 19 nivôse an VI.

nous est fournie par les succès obtenus dans les divers ordres d'enseignement : premiers essais de poésies de François Grille, élève et neveu du professeur de belles-lettres, insérés à deux reprises dans *les Affiches* de l'an VII, « pour répondre aux réclamations indécentes des détracteurs des écoles centrales »¹ ; succès brillant à l'École polytechnique, en nivôse an VII, de deux élèves de Bénaben : Beaussier et Évain² et dont se glorifie l'Administration du département³ ; succès, en l'an VII, du citoyen Métivier, élève de Duboys, au concours ouvert pour la place de professeur de législation à l'École centrale de la Charente-Inférieure⁴ ; premiers pas dans l'étude du dessin du célèbre sculpteur David d'Angers, « élève et ami » de Marchand⁵ ; enfin, impulsion donnée à l'étude de la botanique par Merlet la Boulaye et à celle de l'histoire naturelle par Renou, au cours desquels on comptait comme élèves : Chevreul, Bastard, Guépin, Millet et plusieurs autres hommes distingués de cette époque⁶.

Tant de succès de toutes sortes en un si petit nombre d'années nous permettent d'avancer, qu'à l'École centrale d'Angers, sous le Directoire, la valeur des élèves répondait dignement à celle des maîtres et à l'enseignement qui leur était donné.

¹ *Idylle* : Le sage Hylas à la jeunesse de son canton (le sujet de cette composition a été donné le 29 ventôse an VII). (*Aff.*, 18 germinal an VII, n° 89.) *Vers à l'Espérance*. Sujet de composition rempli le 1^{er} prairial dans l'espace de deux heures. *J. du dép.*, n° 123, 6 prairial an VII et *L'Ami de la Liberté*, n° 32, 4 prairial an VII. (Voir aux *Annexes*.)

² D'après l'examen du jury siégeant à Tours, ils ont obtenu la priorité sur dix qui ont été reçus. (*L'Ami de la Liberté*, n° 10, 20 nivôse an VII.) *Aff.*, n° 55, même date.

³ « Élève d'une école déjà célèbre par les hommes qu'elle a produits, vous avez ajouté à votre lustre en obtenant au concours, ainsi qu'un de vos condisciples, une place que le gouvernement n'accorde qu'au mérite et aux talents. Marchez avec assurance dans la carrière qui vous est ouverte, vous y rencontrerez des obstacles à vaincre, mais aussi, vous y trouverez des lauriers à cueillir : et cette maison, le professeur habile qui a deviné votre génie, vous l'a rendue en quelque sorte familière. (Allocution de Leterme-Saulnier à l'adresse de l'élève Beaussier.) (*A. D.*, L 102. Dép., s. du 21 nivôse an VII.)

NOTA. — Avec le décret du 15 fructidor an III « les cours révolutionnaires » de l'an II ont fait place à une création permanente, destinée à donner une haute culture générale précédant toute spécialisation. (DESPOIS, *Le vandalisme révolutionnaire*, p. 64. — LIARD, *ouv. cité*, t. I, p. 267.)

⁴ Thomas Métivier avait obtenu le premier accessit en législation à la distribution des prix du 5^e jour complémentaire, an VI. (*Annuaire du dép.*, 1800, Inst. publ., pp. 61-70.)

⁵ PORT, *D.*, t. II, p. 13.

⁶ Palmarès de l'an IX, X et XI. (B. A., H 3804.) — BÉRAUT, dans *Mém. de la Soc. d'Agr.*, 1856, p. 183.

CHAPITRE VI

Les annexes de l'École centrale Bibliothèque, Jardin botanique, Muséum

Reprenant en partie l'une des dispositions de la loi du 7 ventôse, celle du 3 brumaire an IV portait (titre II, art. 4) : « Il y aura, auprès de chaque école centrale, une bibliothèque publique, un jardin et un cabinet d'histoire naturelle, un cabinet de chimie et de physique expérimentales ¹. » Chacune de ces créations devait répondre aux enseignements de l'École. « Une bibliothèque, écrit M. G. Vallée, est le complément nécessaire de l'enseignement en général, comme le cabinet de physique et le jardin botanique sont les accessoires obligés de l'étude des sciences physiques et naturelles ². »

Mais alors, ces diverses créations ne devaient pas se limiter aux besoins mêmes de l'École. Elles sont en réalité l'achèvement de créations intellectuelles ébauchées par les assemblées révolutionnaires et antérieures aux écoles centrales. Elles conservent en partie l'empreinte de leur première origine. La bibliothèque de l'École centrale sera commune aux élèves et au public. Il en sera de même des diverses collections qui serviront à la fois à l'enseignement du dessin, à celui de l'histoire naturelle, de la physique, de la chimie et, d'autre part, à la formation d'un muséum artistique et scientifique. Enfin, le Jardin botanique sera destiné non seulement aux élèves de l'École centrale, mais encore aux apothicaires, étudiants en médecine, amateurs ou simples curieux, s'intéressant aux choses de la nature. C'est cette double fin à la fois scolaire et populaire qui caractérise la Bibliothèque, le Muséum et le Jardin botanique annexés à l'École centrale d'Angers.

¹ Auprès de chaque école centrale, il y aura :

1^o une bibliothèque publique ;

2^o un jardin et un cabinet d'histoire naturelle ;

3^o un cabinet de physique expérimentale ;

4^o une collection de machines et modèles pour les arts et métiers.

(Loi 7 ventôse an III, chap. 1^{er}, art. 5.)

² G. VALLÉE, *ouv. cité*, (*An. Rév.*, 1917, p. 506.)

I. — *La Bibliothèque*

1. — Sa formation

a) La loi de brumaire an IV, qui demandait une bibliothèque nationale par département¹ allait réaliser, sur un mode nouveau, les créations prévues par la loi du 8 pluviôse an II. Dès lors cessent les envois de catalogues sur cartes, qui devaient servir à la bibliographie générale. Chaque département est invité à garder « soigneusement » ces catalogues pour la formation de sa bibliothèque et doit faire connaître, sans retard, les mesures financières nécessaires pour procéder, le plus promptement possible, à son organisation². Enfin, la loi du 20 pluviôse an IV, qui assimilait pour le traitement, les bibliothécaires aux professeurs des écoles centrales³, et l'instruction du 15 floréal an IV (4 mai 1796), sur la formation des bibliothèques « des écoles centrales supplémentaires et spéciales »⁴, allaient rendre viable cette nouvelle organisation.

b) Le 15 pluviôse an V, le département prend un arrêté qui constitue en quelque sorte la charte de la Bibliothèque d'Angers. « Considérant qu'il importe à l'intérêt de la République de veiller à la conservation du riche dépôt de livres qu'elle a recueillis dans les ci-devant monastères et dans les maisons d'émigrés du département » ; considérant, d'autre part, « que le local où il est placé (ci-devant église Saint-Martin) ayant été aliéné, il convient d'en assigner un autre qui, par sa distribution et sa salubrité, puisse servir utilement à l'exposition et à l'arrangement des livres », il décide que « cette riche et immense collection » sera transférée dans le local du ci-devant évêché (art. 1^{er}). Des tablettes y seront placées pour la recevoir (art. 2) ; le plan et devis des travaux à exécuter sera présenté par l'ingénieur du département (art. 3) ; le transport des livres sera effectué sous la surveillance du citoyen Braux (art. 6) et la dépense sera acquittée par le receveur des Domaines (art. 7)⁵.

Un second arrêté du 4 germinal précisait les conditions de cette installation : la grande salle synodale, garnie de tablettes, devait être consacrée à

¹ Loi du 3 brumaire an IV, titre II, art. 4.

² A. D., L/t Ec. cent. Lettre du ministre de l'Intérieur au département, 15 germinal an IV (Signé : Bénézech et Ginguéné, directeur général de l'Instruction publique).

³ DEBIDOUR, *Directoire*, t. I, p. 578.

⁴ Cette instruction prévoyait en particulier les échanges et les dons entre les départements afin que « l'instruction, qui est nécessaire à tous les Français, leur soit également répartie. » Le département répond, le 27 prairial an IV, en faisant connaître que, d'après les premiers renseignements fournis par le citoyen Braux, « la collection sera à peu près complète, mais qu'il n'y aura aucun point d'excédent. » (A. D., L 160. Lettre du département au ministre de l'Intérieur.)

⁵ *Ibid.*, L 90. Département, pr.-verb.

la lecture et « les cinq chambres qui y sont adjacentes et de plain-pied » devaient également être destinées au placement des livres ¹.

Ainsi, à l'encontre de ce qui eut lieu le plus souvent ailleurs, la bibliothèque était installée en dehors de l'École, à deux cents mètres de celle-ci, et dans un superbe local ². Peut-être n'y eut-il pas, au temps des écoles centrales, de salle de lecture comparable à la salle synodale d'Angers, de 20 mètres de longueur sur 10 mètres de largeur, « avec porte à chaque extrémité, à droite deux hautes fenêtres à plein-cintre géminé, huit autres à gauche sur la cour » et à laquelle on accédait par « un vaste et large escalier », construit au début du *xvi^e* siècle ³.

En même temps, le département prenait les dispositions financières nécessaires pour assurer le fonctionnement de la bibliothèque et suppléer ainsi aux lacunes de la loi :

« Celle-ci, qui a bien déterminé le traitement du bibliothécaire, n'avait alloué, en effet, aucun fonds ni pour les dépenses nécessaires au placement des livres, ni pour un aide indispensable, surtout dans ces commencements, ni pour un gardien-concierge, chargé d'ouvrir et de nettoyer la bibliothèque. Il a donc fallu, pour mettre les professeurs et le public en état de jouir promptement des avantages inestimables qu'elle doit leur procurer, faire pour elle ce que le département fait pour les écoles centrales ⁴. »

Aussi l'état de dépenses du 28 germinal an IV, prévoyait-il, avec le traitement de 2.000 francs fixé par la loi pour le bibliothécaire, le traitement du personnel complémentaire : un adjoint du bibliothécaire, 1.500 francs, traitements du concierge et garçon de bibliothèque, 800 francs. Un crédit de 600 francs était ouvert pour frais de transport des livres dans le nouveau local. Un autre crédit de même somme était destiné à l'achat du papier, encre, plumes, balais et confection du catalogue. Enfin, en ce qui concerne les travaux à effectuer au ci-devant évêché pour servir de bibliothèque, un premier devis estimatif de 2.468 fr. 45 avait été envoyé au ministre le 16 germinal, et une somme de 300 francs était encore prévue pour l'entretien du bâtiment ⁵.

En l'an VI, les dépenses engagées sont beaucoup plus considérables, Un mémoire de Puységur concernant les travaux exécutés s'élève à 11.461 livres, sur lesquelles il restait à payer, au 18 frimaire, 3.861 livres ⁶.

¹ *Ibid.*

² Actuellement occupé par le Musée des Tapisseries, d'une richesse incomparable et placé sous la direction de M. Ch. Urseau.

³ PORT, D., t. II, p. 51, c. 1 et 2.

⁴ *Compte rendu du département, etc.*, 1^{er} brumaire an IV-1^{er} brumaire an V. (B. A., H 2028, n° 22.)

⁵ A. D., L 917.

⁶ *Ibid.*, L 915.

Au budget de l'an VII (16 pluviôse), figure encore une somme de 600 livres comme menues dépenses de la bibliothèque¹.

N'ayant pas connu les transferts successifs de certains dépôts littéraires à l'époque du Directoire², favorisée par une installation matérielle qui contraste avec la médiocrité de ce qu'on trouve ailleurs³, et soutenue par la sollicitude du département, la bibliothèque de l'École centrale d'Angers allait prendre une grande importance.

2. — Sa composition

a) Formé primitivement des multiples apports des riches communautés religieuses de l'Anjou, auxquels étaient venus s'ajouter les ouvrages confisqués sur les émigrés, le dépôt confié depuis plusieurs années à dom Braux et en souffrance au cloître Saint-Martin, était déjà en partie classé, lors de son transfert au ci-devant évêché. Malheureusement, aucune trace de ce travail primitif n'a survécu. Rien ne permet de suivre non plus l'application, à Angers, de la circulaire du ministre Bénézech (15 floréal an IV-4 mai 1796) sur la disposition des bibliothèques, afin de « faciliter aux professeurs et aux élèves l'étude des matières enseignées, suppléer aux cours non professés et rendre service au public »⁴.

b) On sait seulement qu'en l'an VII, la bibliothèque compte plus de 40.000 volumes⁵. Dans ce nombre n'étaient pas compris « une prodigieuse quantité de livres de théologie, de jurisprudence, etc., qui n'étaient d'aucune utilité dans l'état de détérioration où l'humidité les avait réduits, et vu le grand nombre d'éditions qui s'y trouvent ». Le département propose alors de les vendre pour faire face aux dépenses de l'instruction publique⁶.

Ce dépôt était d'ailleurs sans cesse accru par la vigilance avisée des administrateurs pour en combler les lacunes, « surtout dans la partie des sciences et des arts »⁷, par les apports de plusieurs des anciens districts,

¹ A. D., L 915.

² A Besançon, le dépôt qui se trouvait dans le bâtiment des Grands Carmes depuis 1790 était en pleine voie d'organisation, lorsque, pour des raisons d'économie, il fut transféré dans les bâtiments du ci-devant collège et installé au premier étage (fructidor an V). (A. TROUX, *ouv. cité*, p. 115.)

³ A Poitiers, la bibliothèque est installée dans les bâtiments de l'École centrale, dans l'étage au-dessus des classes. (G. VALLÉE, dans *An. Rév.*, 1917, p. 507.)

⁴ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 109.

⁵ A. D., L 914. Lettre du département au ministre, 29 frimaire an VII. (*Aff.*, n° 52, 14 nivôse an VII.)

⁶ A. D., L 183. Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 4 thermidor an VI.

⁷ « L'article des dépenses pour achat de livres nouveaux n'est pas des moins importants, car si nous n'avons soin de nous procurer ceux qui viendront à paraître, notre bibliothèque deviendra bientôt incomplète et perdra de son prix. Déjà même, nous n'y trouvons pas plusieurs ouvrages qui ont été publiés pendant la Révolution et qui y laissent un vide que nous sentons vivement, surtout dans la partie des sciences et des arts, mais la lacune que nous désirons le

en particulier ceux de Baugé et de Châteauneuf¹, par les envois, en nombre très limité il est vrai, du gouvernement². En Maine-et-Loire, ces derniers se trouvèrent accrus sensiblement par les faveurs de La Révellière-Lépeaux. En nivôse an VII, dom Braux est à Paris et, plus heureux que beaucoup d'autres de ses confrères³, le 2, il écrit au département pour l'informer « qu'il a recueilli plus de 1.200 volumes qui manquent à la bibliothèque... Il en attend la main-levée et sollicite une somme de 300 francs pour frais d'emballage et de transport »⁴.

c) A défaut de catalogue précis, on peut juger de l'importance du dépôt par deux témoignages qui datent de la fin de l'an X, époque où sera dispersée cette précieuse collection.

Le premier éloge qui mérite d'être retenu est fourni par le préfet dans la statistique du département (30 fructidor an X-17 septembre 1802) : « La bibliothèque, de l'aveu de tous les voyageurs éclairés, est une des plus belles de la République. Elle est d'environ 40.000 volumes, d'ouvrages de littérature, de jurisprudence, de sciences et arts, et de 60.000 volumes de théologie ou relatifs à la religion. Tous ces ouvrages, malgré la guerre civile qui a ravagé ces contrées, ont été conservés avec le plus grand soin et sont classés dans l'ordre le plus méthodique⁵. »

La seconde source d'information empruntée à l'*Almanach* du département, renferme une longue énumération qui indique la nature des principaux ouvrages contenus dans cette riche bibliothèque. A ce titre, elle

plus remplir est celle qui existe dans notre grande Encyclopédie, dont il nous manque plusieurs livraisons. L'ouvrage nous est indispensable dans son intégrité et nous ne saurions en faire l'acquisition si on ne nous accorde des fonds pour cette destination. » (*Ibid.*, L 183. Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 5 floréal an VI.)

¹ Voir en particulier pour le district de Châteauneuf : A. D., Q II, § 2, dossier 29. Goddes de Varennes. Bibliothèque de Saultré (commune de Feneu). L'inventaire qui eut lieu du 18 au 25 août 1792 pour les livres, et le 19 septembre pour les cabinets de physique et d'histoire naturelle, comporte 75 p. mss., évalue le total des livres à 12.000 volumes environ et leur valeur à 9.650 livres ; le cabinet de physique et d'histoire naturelle à 3.310 livres ; les meubles de la bibliothèque à 1.000 livres. — Voir dans le même dossier, les demandes de restitution intentées par les héritiers, en particulier, lettre de Lamotte-Baracé, marquis de Senonnes, membre du Conseil général et maire de Feneu (14 avril 1827) sur « les livres composant la bibliothèque de Saultré, les machines électriques ou de physique... et deux bureaux qui sont maintenant dans une des salles de la Bibliothèque de la ville d'Angers. » Réponse négative du préfet (5 mai 1827) se référant à une décision du 27 août 1814 sur les livres, objets, etc., « qui ont été mis en communication avec le public ».

² Des envois divers étaient faits par le gouvernement aux départements pour être déposés à la Bibliothèque centrale : *Abrégé des hommes illustres de Plutarque, à l'usage de la jeunesse*, par le citoyen Acher (13 ventôse an V) ; *Hermès*, traduit de l'anglais de Jacques Harris ; les quatre cahiers du *Journal de l'Ecole polytechnique* ; *Grammaire raisonnée*, du citoyen Grétry ; *Les Francs*, poème ; *Manuel des autorités constituées de la République française*, etc. ; *Recueil de Mémoires sur les établissements d'humanité* ; *L'Encyclopédie*, jusqu'à la 65^e livraison. (Lettres de F. de Neufchâteau au département, 18 thermidor an V-29 pluviôse an VII-24 germinal an VII, etc.)

³ Voir les apports de Coste à Besançon, vendémiaire an IX, et antérieurement, de Laire à Auxerre durant les vacances de l'an VII. (A. TROUX, *ouv. cité*, pp. 128-129.)

⁴ A. D., L 915. Lettre du département, 2 nivôse an VII. C. Port fixe à 2.000 environ le nombre des volumes choisis par Braux dans les dépôts de Paris. (D., t. I, p. 479, c. 1.)

⁵ *Essai sur la statistique du département de Maine-et-Loire présenté au ministre de l'Intérieur*, 30 fructidor an X (17 septembre 1802) par le préfet Montault-Desisles chap. XI. *Inst. publique*. (A. D., *Conseil général*, an X.)

mérite d'être reproduite en entier : « La bibliothèque de l'École centrale, placée au ci-devant évêché, est ouverte au public les mardis, jeudis et dimanches. Elle contient de 50 à 60.000 volumes choisis, distribués selon le système bibliographique de Debure, avec les changements indiqués par le citoyen Camus.

« On y trouve les encyclopédies de Paris, de Genève, et méthodique ; les mémoires des académies des sciences et belles-lettres, et ceux de l'Institut national, la collection académique de Dijon, les transactions philosophiques, l'antiquité expliquée par Montfaucon, le recueil d'antiquités de Caylus, le journal des savants, l'histoire de Louis XIV en médailles ; le recueil de médailles et de pierres gravées du Muséum de Florence, les dictionnaires de Bayle, Moreri, etc., etc. . . les cérémonies religieuses de Bannier, avec les figures de Picard ; l'histoire naturelle de Pline ; les œuvres de Buffon, de Bonnet ; l'histoire des insectes de Réaumur ; l'histoire naturelle de Gautier, de Gesner, etc. ; Aldrovande, Vesale, Bidloo, Cowper, Gautier-Dagoti, etc., etc. ; les arts et métiers présentés à l'Académie des Sciences ; l'astronomie de Lalande, son traité des canaux navigables, etc., etc. . . beaucoup d'ouvrages sur la tactique et l'art de la guerre ; les œuvres de Bayle, Montesquieu, Voltaire, J.-J. Rousseau, Condillac, Mably, Raynal, Lesage, Prévost, Fénelon, Arnould, Bossuet, etc., etc. ; géographie, blaviane atlas de Mercator, etc., etc. ; l'art de vérifier les dates et autres ouvrages de chronologie, l'histoire générale des voyages avec l'abrégé de Laharpe, les voyages de Cook, de la Condamine, de Bougainville, d'Anson, de Fleurieu, du jeune Anacharsis, etc., etc., etc.

« Les dictionnaires de Trévoux, Richelet, Ménage, Furetière, etc., etc. ; le vocabulaire français, Court de Gébelin, etc., etc. Un grand nombre de poètes grecs, latins et français, et une collection presque complète des poètes dramatiques français ; les théâtres anglais, espagnol, allemand, de Goldoni, etc. Le Tasse, Le Trissin, l'Arioste, etc., etc. ; l'histoire universelle par une société de gens de lettres ; les historiens les plus estimés de la Grèce et de Rome, du Bas-Empire, de l'Italie, de France et de ses ci-devant provinces ; d'Espagne, d'Angleterre, d'Allemagne, des Pays-Bas, du Nord, de la Chine et de l'Amérique.

« Beaucoup d'ouvrages classiques de l'imprimerie d'Hackius, une collection considérable de livres de jurisprudence et, en général, un très grand nombre d'ouvrages relatifs aux différentes opinions religieuses ¹. »

Telle était la composition de la Bibliothèque d'Angers.

¹ *Annuaire statistique du département de Maine-et-Loire*, an XI, Angers, Mame, pp. 87-88.

3. — Son fonctionnement

Le 10 germinal an VI (30 mars 1798) avait lieu l'inauguration solennelle de la Bibliothèque, qui coïncidait avec l'installation du nouveau professeur d'histoire de l'École centrale. Associant les deux choses dans son discours, le président Leterme-Saulnier faisait ressortir les avantages que ses concitoyens allaient en retirer. « Après avoir montré que la République... quelque puissante qu'elle soit... ne peut subsister longtemps sans le secours de l'instruction », il terminait en rendant un public hommage au bibliothécaire, le citoyen Braux « qui avait réuni dans ce sanctuaire une immense collection d'ouvrages » et qui, « par la nature de ses travaux, avait bien mérité des sciences et de ses concitoyens »¹.

Sous la direction des deux ex-bénédictins, dom Braux, de l'abbaye Tous-saint, comme bibliothécaire et Locatelli, de l'abbaye Saint-Aubin d'Angers, comme bibliothécaire-adjoint², la Bibliothèque est ouverte au public, à partir de frimaire an VII, « tous les jours pairs, depuis dix heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi »³.

Elle est devenue un foyer de lumières, à la fois pour l'École centrale à laquelle elle est annexée et « pour une foule de citoyens de tout âge et de toutes professions », que l'on voyait s'y rendre « assidûment » aux heures déterminées par le règlement⁴. Et c'est sans autre précision qu'il est possible de répondre sur ce point à la question posée par M. F. Brunot : « S'il est relativement facile de compter le nombre des dépôts ou d'en connaître les règlements, et même à la rigueur d'en déterminer la richesse et la composition, comment savoir si ces bibliothèques ont été fréquentées et par quels lecteurs? »

Mais une autre question paraît avoir été posée par une plainte de Locatelli au département, en nivôse an VII, au sujet des emprunts faits à la Bibliothèque par les professeurs de l'École centrale.

Le 25 nivôse an VII, Locatelli, chargé de veiller au dépôt d'une « collection qui excite la jalousie des étrangers », se plaint des prétentions des professeurs de l'École centrale. « Ils prétendent que la Bibliothèque nationale est la leur, rendue publique et, qu'en conséquence, ils ont le droit de disposer de tous les livres, de les emporter chez eux et de les garder

¹ *Aff.*, n° 97, 14 germinal an VI.

² Locatelli (Jacques-Octave), bénédictin à Saint-Aubin d'Angers en 1790, curé constitutionnel de Vauchrétien en 1791, curé de Chambord (Loir-et-Cher) en 1804 et protégé du prince de Wagram, propriétaire du château en 1814, se retire sur les bords de la Loire, à La Pointe près d'Angers en 1830 et meurt en 1851. (PORT, *D.*, t. I, p. 527, c. 2.)

³ *Aff.*, n° 32, 4 frimaire an VII. — *L'Ami de la Liberté*, n° 31, 2 frimaire an VII.

⁴ A. D., L. 183. *Corresp.* Lettre au ministre de l'Intérieur, 5 floréal an VI.

pour y puiser les notions dont ils ont besoin, pour ensuite les transmettre à leurs élèves. » Il rend justice au motif invoqué, mais s'élève contre les inconvénients qui en résultent : « Les livres qui auront été enlevés des tablettes laisseront des lacunes, et le lecteur qui viendra pour s'instruire sera souvent privé du livre qui sera entre les mains des professeurs ; par cela même, le but de l'institution sera manqué »¹, etc. Si « le principe de l'École était de recevoir tous ceux qui voulaient s'instruire et qui formaient le groupe des auditeurs », et de combiner ainsi « instruction des enfants et éducation des adultes »², il semble bien que dans la pratique, cette dualité d'attributions n'ait pas été sans soulever de grosses difficultés. Prise entre deux fins distinctes, la Bibliothèque d'Angers, qui jouissait déjà d'un local indépendant de celui de l'École centrale, paraît plus disposée à satisfaire les lecteurs qu'à favoriser les études des élèves.

II. — *Jardin botanique*

Devenu, depuis le 1^{er} germinal an IV, une annexe de l'École centrale, le Jardin botanique d'Angers, placé officiellement sous la protection du département, depuis le décret du 16 germinal an II, ne cesse pas cependant d'avoir sa vie propre. Comme la bibliothèque publique, il est à la fois, pour les élèves un moyen d'études, et, pour les citoyens une source de culture intellectuelle. Pendant quatre ans, Merlet, qui en avait été jusque-là le véritable animateur, cumule les fonctions de professeur d'histoire naturelle à l'École centrale et celles de conservateur du Jardin. Pendant quatre ans, avec un désintéressement qui va de pair avec la vigilance du département, il s'efforce de maintenir et d'améliorer une création alors unique dans tout l'Ouest de la France.

1. Dès messidor an IV, les administrateurs du département, « animés du même esprit » que leurs devanciers et qui « auraient cru démeriter de l'humanité » s'ils n'avaient fait preuve de la « même sollicitude », adressent un pressant appel au Directoire exécutif, pour « conjurer la chute de cet établissement ». « Le chef des travaux, les jardiniers qui travaillent sous ses ordres ne sont pas payés et menacent de tout quitter. On ne peut espérer de les fixer qu'en leur offrant un paiement dont le montant doit être déterminé par le discrédit presque total dont les mandats sont malheureusement frappés »³. » Et aux objections du ministre,

¹ A. D., L 915.

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 348.

³ A. D., L 156. *Corresp.* Les administrateurs du département aux citoyens composant le Directoire exécutif, 22 messidor an IV.

qui veut être instruit, par avance, « de la destination du jardin » et de sa situation par rapport aux établissements similaires les plus voisins¹, le département répond, non sans fierté : « que ce jardin est le seul dans les départements de l'Ouest qui ait acquis de la consistance et de la célébrité ; que les villes de Chartres, Le Mans, Saumur, Poitiers, La Rochelle, Rennes et Laval ne possèdent point de ces établissements. » Il ajoute « que le citoyen La Révellière-Lépeaux, l'un des membres du Directoire, est un des créateurs de cet établissement et que nul ne peut mieux que lui en rendre compte et faire valoir la nécessité de le conserver »².

Faisant pour cette propriété nationale, ce qu'elle avait déjà fait pour la bibliothèque, l'administration du département détermine généreusement les dépenses nécessaires à son entretien et, dans son état de dépenses de germinal an IV, évalue à plus de 7.000 livres, le montant des dépenses fixes pour le traitement du directeur, du jardinier et des aides, l'entretien des serres et les frais divers ; non compris 6.000 livres pour les réparations indispensables, nécessitées par les ravages du siège³. En brumaire an V, elle pouvait se rendre ce témoignage : « Usant toujours de la plus stricte économie, elle a fait pour la conservation du Jardin, tout ce qui était en son pouvoir. Elle a été singulièrement secondée par les citoyens : Merlet la Boulaye et Préseau qui, sans aucune espèce de rétribution, et par amour seul du bien public, ont travaillé sans relâche et avec succès à conserver les richesses anciennes et à en procurer de nouvelles. C'est au zèle éclairé, à l'activité soutenue de ces utiles citoyens que l'on doit l'état satisfaisant où se trouve aujourd'hui ce jardin⁴. »

Dans les années qui suivirent, alors qu'une circulaire ministérielle du 19 fructidor an V (5 septembre 1797) portait que le trésor public « ne faisait plus aucun fonds pour cet objet », et malgré la pénurie financière, la sollicitude du département se traduit encore par des mesures répétées : 23 *germinal an V*, délivrance d'un mandat de 400 francs à

¹ *Ibid.*, L/t. *Ec. cent.* Lettre du ministre Bénézech au département, 21 thermidor an IV.

² *Ibid.*, L 160. *Corresp.* Le département au ministre de l'Intérieur, 29 thermidor an IV.

NOTA. — Voir dans le même sens : lettre de Merlet au département, 26 thermidor an IV. « Celui de Nantes a été négligé depuis très longtemps... celui qui vient d'être établi à Tours est peu de chose... celui de Poitiers n'a point de serre chaude... Ainsi on peut assurer que le Jardin d'Angers est le plus considérable de la partie de l'Ouest... Au reste, tout ceci est fort connu du représentant La Révellière-Lépeaux, ainsi que des représentants Pilastre et Leclerc qui pourront dire, de vive voix, ce qui paraîtrait jactance de notre part. » (*Ibid.*, L/t. *Ec. cent.*)

³ *Dépenses fixes* : au directeur par son traitement par an, 2.000 francs ; au jardinier en chef par an, 1.500 francs ; à quatre aides par an, 1.600 francs ; dépenses extraordinaires telles qu'achat et transport de plantes étrangères et éloignées du département, 1.000 francs ; réparation des bâtiments, achats de fumier, de tan, de bois pour entretien des serres, 1.000 francs. *Dépenses variables* : réparations indispensables aux murs de clôture, aux serres endommagées par le siège, 6.000 francs. (A. D., L 917.)

⁴ *Compte rendu du département*, 1^{er} brumaire an IV-1^{er} brumaire an V. (B. A., H 2028, n° 22.)

prendre sur le revenu des domaines pour l'achat d'arbustes et de graines ; 17 floréal, envoi de Merlet à Paris, avec une lettre de recommandation pour le citoyen La Révellière-Lépeaux, « afin d'acheter les graines de première nécessité » ; 9 brumaire an VI, solde d'un mémoire de plus de 1.600 livres pour les dépenses du jardin. Si, en ventôse an VI, les embarras financiers du gouvernement et l'ajournement des crédits menacent de compromettre « le fruit de vingt-cinq années de soins, de travaux et de dépenses », en pluviôse an VII, par contre le budget du jardin continue à être richement doté et, par la suite, des mandats importants sont acquittés à diverses reprises au profit de cet établissement ¹.

2. Grâce au zèle éclairé de Merlet et de son ami Préseau, le Jardin botanique d'Angers « était regardé par les connaisseurs, comme étant, après celui des Plantes de Paris, le plus curieux, le plus utilement placé, le plus riche en arbustes et en plantes tant indigènes qu'exotiques, et le mieux administré » ². Peuplé de plus de quatre mille plantes avant la Révolution ³, sans cesse accru par les acquisitions de Merlet, et par les dons renouvelés du pouvoir exécutif ⁴, ce jardin était devenu, pour l'étude de la botanique, un merveilleux instrument de travail. Là se donnaient rendez-vous de nombreux auditeurs. On n'en comptait pas moins de 45 en prairial an VI ⁵, tous élèves de l'École centrale, étudiants de l'École de santé ou amateurs passionnés d'histoire naturelle, comme au temps des botanophiles : « Bastard, Béclard, Chevreul, Guépin, Millet, cette pléiade de jeunes gens du même âge qui devaient plus tard devenir des auteurs ou des professeurs plus ou moins célèbres ⁶. »

On a vu plus haut, à propos de l'École centrale, ce qu'était la valeur de l'enseignement de l'histoire naturelle professé par Merlet à deux pas du jardin, dans l'une des salles de la maison Serge. Ce qu'il importe de faire ressortir ici, c'est la conception élevée que se faisait du Jardin botanique, celui qui en fut, pendant toute la Révolution, le véritable animateur. A l'encontre de ceux qui déjà ne voyaient dans le Jardin bota-

¹ A. D., L 95, dép. s. 25 germinal an V. L 156. *Le département au citoyen La Révellière-Lépeaux*, 17 floréal an V. L/t. *Ec. cent. Mémoire pour les dépenses du Jardin*, 9 brumaire an VI. Lettre de Merlet au ministre, 17 ventôse an VI. Mandat de 900 francs du 29 prairial an VII, pour les plantes grasses apportées par la messagerie, le salaire des journaliers, etc.

² A. D., L 914. Lettre du département au Corps législatif, 29 frimaire an VII.

³ B. A., H 2028, n° 22.

⁴ Envoi par le citoyen Vallée, secrétaire de La Révellière-Lépeaux de trois sacs contenant chacun une variété de glands du chêne-liège pour être propagés dans le département. (*L'Ami des Principes*, n° 35, 10 ventôse an V.). Envoi par le ministre F. de Neufchâteau au département... de trente-trois espèces de graines à remettre au citoyen La Boulaye « qui en fera l'usage convenable à l'utilité de ses élèves » (9 germinal an VII). (A. D., L 189. *Corresp.*), etc.

⁵ *Ibid.*, L 921. Lettre de Merlet au commissaire Moreau, 18 prairial an VI.

⁶ BOREAU, *Le Jardin des Plantes d'Angers*, dans *Rev. d'Anj.*, 1852, t. II, p. 64.

nique qu'un lieu d'agrément, et particulièrement à l'encontre de son compétiteur M. de Narcé, qui projetait de faire créer près du Mail, dans l'enclos plus central des Minimes et dans la prairie adjacente, « un asyle agréable »¹, Merlet considérait le Jardin botanique, non comme un but de « promenade », mais comme un lieu d'études, fermé au public dont il redoutait les déprédations et destiné uniquement « aux observations de la végétation »².

Ce sont ces vues qu'il faisait partager à son ancien confrère, La Révelière-Lépeaux et que celui-ci traduisait à son tour dans les termes les plus affectueux : « Je suis fort aise que nous nous rencontrions dans notre manière de penser sur le projet du citoyen Narcé... Le voisinage d'une promenade fréquentée par toutes les belles sociétés n'est pas du tout ce qui convient... indépendamment de ce qu'on y est distrait pendant le temps même qu'on devrait donner à l'application, c'est qu'en sortant de là, vous sentez s'évaporer par la dissipation, toutes les idées que vous venez de recueillir »³.

Sans céder à la tentation facile de grandir son sujet au détriment de ce qui s'est fait ailleurs, il est permis d'ajouter que le Jardin botanique d'Angers tient effectivement, au temps du Directoire, une place marquée parmi les jardins botaniques des départements. Il était en pleine prospérité au moment où est modifié l'emplacement de celui de Poitiers⁴, où, à Besançon il y a « un superbe jardin » mais « pas encore une seule plante »⁵. Il mérite d'être cité à côté de ceux qui, comme à Avranches, à Nancy, sont « exceptionnellement riches »⁶. Ses deux maîtres-ouvriers, Merlet et Préseau demeurent des noms qui honorent l'histoire locale et qui prennent rang parmi les premiers botanistes de l'époque.

III. — *Le Muséum du département*

Tandis que la Bibliothèque nationale et le Jardin botanique étaient portés, sous le Directoire, à un degré de perfection qui faisait honneur au département, le *Muséum*, formé des collections d'histoire naturelle,

¹ *Aff.*, 25 thermidor an IV, supp.

² A. D., L. 921. Lettre Merlet au président du département, 22 messidor an VI. Le Jardin ayant été rendu public en l'an VI, il se plaint que « la décade dernière il y a été commis des dévastations de fleurs et de plantes » et il y a été pris du verjus ; un très beau panneau de marbre a été brisé, etc. Il reproche « à la populace » de n'y voir autre chose « que ce qui peut tenter son avidité ».

³ BOREAU, *ouv. cité*, p. 66.

⁴ G. VALLÉE, dans *An. Rev.*, 1917, p. 213.

⁵ A. TROUX, *ouv. cité*, p. 147.

⁶ *Ibid.*, p. 153.

des cabinets de physique et de chimie, et des collections, particulièrement précieuses, de peinture et de sculpture demeurera, jusqu'au 18 brumaire, en voie d'organisation. Mais c'est à cette époque que furent recueillis les premiers éléments des créations scientifiques et artistiques qui devaient devenir, par la suite, l'ornement de la cité.

1. — Le cabinet d'histoire naturelle

a) On sait ce qu'il était advenu des collections d'histoire naturelle, rassemblées avec tant de zèle par Merlet au temps de la Convention. Quelques débris, échappés au pillage des Vendéens, puis à celui des soldats casernés à Saint-Serge, avaient été provisoirement mis en sûreté dans une maison d'émigré : à l'hôtel Villiers, rue Saint-Georges¹. Telle était la situation du Muséum au moment de la création de l'École centrale.

L'origine du cabinet d'histoire naturelle se confond en réalité avec ce nouvel établissement scolaire : « Au moment où, pour la première fois, les sciences naturelles allaient être professées dans les départements, on voulut, pour en assurer le progrès et en répandre le goût, que des cabinets d'histoire naturelle fussent créés dans chaque chef-lieu où se trouvait une école centrale². » Le 2 fructidor an V, Renou, ancien directeur des mines de Châtelaison, puis pharmacien aux armées, « qui possédait des connaissances étendues en minéralogie et n'était étranger à aucune des autres branches de sciences naturelles »³, devient à la fois professeur à l'École centrale d'Angers et directeur du cabinet. Pendant six ans, jusqu'à la disparition de l'École (fructidor an XI), il va travailler, avec un dévouement inlassable, à rassembler les collections qui devaient constituer les premiers fonds du Musée actuel d'histoire naturelle.

b) Déjà, avant lui, le département, sur l'initiative de Merlet, chargé provisoirement du cours d'histoire naturelle, avait rassemblé plusieurs collections au ci-devant évêché : en brumaire-nivôse an V, achat du cabinet de Tessié-Duclozeaux⁴ et en messidor, achat du fonds dépendant de la

¹ PORT, D., t. I, p. 86.

² BOREAU, *Cabinet d'histoire naturelle d'Angers*, dans *Mém. de la Société d'Agriculture*, etc. 1850, 2^e sér., 1^{er} vol., p. 172.

³ *Ibid.* *Établissements scientifiques d'Angers*, dans *Mém. Soc. d'Agr.*, t. VII, p. 183.

⁴ A l'occasion de l'achat du cabinet de physique de Tessié pour la somme de 1.600 livres, les héritiers offrent au département sa collection d'histoire naturelle, comprenant 310 espèces de minéraux, 10 espèces de fossiles, 16 madrépores, 27 poissons, 4 quadrupèdes, 4 oiseaux. (Inventaire signé : Héron, Trotouin et Renou, officier de santé, 24 prairial an V.) (A. D., sér. T. Ec. cent.)

succession de Varisse-Dumesnil¹. Par l'entremise de La Révellière-Lépeaux commencèrent alors à Paris les premières démarches pour l'envoi de « minéraux précieux »².

Avec Renou, une impulsion sans précédent allait être donnée au cabinet en formation et, ce qui n'était encore qu'une collection sans grande valeur, allait devenir rapidement un ensemble d'un puissant intérêt, où devaient se confondre les ressources formées par le département, les dons du Directoire exécutif et ceux des particuliers.

Donnant lui-même l'exemple, Renou fait don à la ville « de la majeure partie » de ses collections qu'il avait sauvées en partie du pillage, lors de l'insurrection de Saint-Florent, en mars 1793³. Puis, avec l'aide du département, il s'efforce « d'assurer la conservation des pièces d'histoire naturelle encore rassemblées » sans ordre « au ci-devant évêché », les unes provenant du Lathan et qu'il est allé recueillir à Baugé⁴, les autres, « encore renfermées dans les caisses qui leur ont servi d'emballage à Paris », et qui, ensemble, « jointes aux minéraux, aux coquillages et à quelques autres objets » commencent à « meubler avantageusement le cabinet d'histoire naturelle du département »⁵. En vendémiaire an VII, mettant à profit le temps des vacances, il se rend à Paris, sur l'invitation du département, pour s'y procurer les objets nécessaires à la démonstration de ses cours⁶ et, grâce à l'appui de La Révellière-Lépeaux, en rapporte d'intéressantes collections⁷, auxquelles viendront encore s'ajouter par la suite d'autres dons non moins précieux⁸.

¹ Sur un rapport de Héron, le département autorise, pour 500 francs à prélever sur les fonds provenant des centimes additionnels, l'acquisition de ce cabinet comprenant : 180 oiseaux, « tant étrangers que du pays ». (*Ibid.*, 8 messidor an V.)

² Le 30 brumaire an V, Mamert-Coullion fait connaître au département que « le citoyen Lépeaux, ayant appris que deux collections avaient été formées pour les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, a demandé et obtenu un herbier, une collection d'insectes et de minéraux... afin d'obtenir un Muséum dans la ville d'Angers ». (TAVERNIER, *Le Musée d'Angers*, pp. 6-7.) — Le 30 prairial an V, lettre de Merlet au département, datée de Paris, sur cette collection promise, mais toujours différée, « parce qu'elle dépend du citoyen Daubenton, homme octogénaire qui n'agit pas librement, mais vis-à-vis duquel il a pris des mesures convenables pour l'obliger à réaliser ses promesses. » (A. D., L/t. *Ec. cent.*)

³ BOREAU, *ouv. cité*, p. 172.

⁴ « Les oiseaux provenant du cabinet du Lathan sont dans un état de corruption qui ne permet pas d'en tirer aucun parti utile à l'instruction ; d'autres objets tels que des poissons desséchés et des crustacés posés sous glaces n'ont besoin que d'être nettoyés et passés à l'étuve pour être en bon état : il en est ainsi d'un requin et de quelques autres objets intéressants, etc. » (L/t. *Ec. cent.*) Lettre de Renou au département, 13 pluviôse an VI.)

⁵ *Ibid.*, 26 pluviôse an VI.

⁶ A. D., L 183. Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 26 vendémiaire an VII.

⁷ Par l'intermédiaire de La Révellière, Renou obtient 12 belles plaques contenant des empreintes de poisson de Vestena Nova, acquises par Bonaparte pendant la campagne d'Italie (1797). DESMAZIÈRES, *Bulletin Soc. d'Et. sc. d'Angers*, 1897, p. 13.)

⁸ J. du dép. de Maine-et-Loire, an VII, n° 136 (copie d'une lettre de La Révellière-Lépeaux à Renou, 5 prairial an VII) : « Le général Mathieu, particulièrement distingué dans la guerre de Naples, m'a offert une boîte de noire antique, dont la matière a été trouvée dans les ruines d'Herculanum. Sur le refus que j'ai fait de recevoir cet objet à moins que ce ne fût pour le déposer dans la collection de l'Ecole centrale de Maine-et-Loire, le général Mathieu m'a invité, avec beaucoup d'empressement à vous le transmettre de sa part. Je m'en suis chargé avec un vrai

Enfin, voulant faire du Musée du département un objet d'études générales appropriées aux ressources de la région, il fait appel, sur ce dernier point, à l'initiative de ses concitoyens. « Le cours d'histoire naturelle, enseigné à l'École centrale, manquerait le but qu'il se propose s'il ne dirigeait pas l'instruction vers l'utilité publique et en particulier vers celle de ce département, en faisant connaître les productions de son territoire. Mais, comme il est difficile d'atteindre à l'exécution parfaite d'un si grand dessein, sans le secours de ceux à qui l'expérience ou quelquefois d'heureux hasards ont fourni des observations utiles, nous devons inviter tous les citoyens qui pourront nous donner des renseignements sur les productions naturelles qu'ils possèdent ou qu'ils ont observées, de vouloir bien nous en faire part. » Et il demande à ceux-là de joindre, à la description détaillée l'objet lui-même, ou du moins un échantillon, avec mention exacte et topographique du lieu où il a été recueilli, afin d'y puiser, en particulier, les éléments de la carte minéralogique du département, dont il s'occupe depuis plusieurs années. Puis, il entre dans des détails précis, propres à faciliter les recherches méthodiques de ses collaborateurs bénévoles : « Faire attention à tout ce qui se présente dans les ouvertures des différentes carrières, dans les approfondissements des puits et des mines ; examiner dans leurs profondeurs successives, l'état des couches, des bancs ou lits des terres et des pierres ; prendre des échantillons de chacun d'eux, faire des notes exactes détaillées sur leur marche ou direction, leurs situations plus ou moins inclinées à l'horizon et leurs épaisseurs. »

En retour, « il ne manquera pas d'inscrire au nombre des bienfaiteurs du Muséum d'histoire naturelle..., tous ceux qui auront contribué, par un moyen quelconque, à augmenter la collection ou qui auront fourni des observations dont la publicité pourra être utile ¹. »

c) Tant d'efforts devaient être couronnés de succès. Au début de l'an VII, grâce aux dépenses de premier établissement assurées par le département ², Renou procède au transfert, à l'École centrale, des collections en souffrance à l'Évêché.

plaisir, parce que cela me donne l'occasion d'augmenter les moyens d'enseignement dans un pays où l'amour de l'étude a toujours été en honneur et où ce sentiment a dû s'augmenter encore avec une révolution qui ne permet plus de distinguer les hommes autrement que par les vertus et les lumières... » Salut et fraternité. *Signé : La Révellière-Lépeaux ; pour copie conforme : Renou.*

NOTA. — Cette pièce rare, mentionnée encore dans l'*Almanach* de l'an X, « tabatière garnie en or, faite d'une pierre de Lydie, sorte de marbre précieux, trouvée dans les ruines d'Herculanum a disparu depuis longtemps du Musée ». (DESMAZIÈRES, *Bulletin de la Société d'Etudes scientifiques*, 1898, p. 10.)

¹ *Almanach du département de Maine-et-Loire*, an VII, pp. 56-57. — DESMAZIÈRES, *Bulletin de la Société d'Etudes scientifiques*, 1898, p. 8. — O. COUFFON, *Le Musée d'hist. nat. d'Angers*, p. 26.

² A. D., L/t. Ec. cent. Devis de 700 livres, fourni par Renou qui a reçu ladite somme en plusieurs fois du citoyen Letourneau (compte approuvé par le Conseil d'administration de l'École centrale, 8 germinal an VII. *Signé : Villier, président ; Grille, secrétaire.*)

« Une galerie longue de 20 mètres sur 6 de large, pièce belle et vaste, éclairée par des jours supérieurs, permettant les distributions les plus avantageuses », servit provisoirement à abriter toutes ces richesses¹. Dans ce laboratoire d'histoire naturelle, « se trouvaient, suivant l'expression du département, une portion précieuse de minéralogie, une collection rare et bien entretenue d'oiseaux, de coquillages, de quadrupèdes, de poissons »². Le 30 germinal, Renou en faisait l'énumération détaillée dans un mémoire au commissaire du département, où il donnait à la fois la provenance et l'état des différents objets. C'est là que l'on trouve rassemblés les résultats obtenus dans cet ordre d'idées, à l'époque du Directoire³.

C'est là aussi que se trouvent résumées toutes les vues de Renou, pour rendre la collection d'histoire naturelle de l'École centrale « de plus en plus utile au public » : « Faire appel de nouveau aux secours attendus du Directoire exécutif, observer les richesses du sol du département afin d'en faire connaître les propriétés tant dans l'agriculture que dans les arts relatifs aux constructions ; achever la carte topographique du département où l'on reconnaîtra le tableau de tout ce que ce territoire possède d'important dans ses fontaines, ses cours d'eau et ses substances minérales » ; tendre, suivant la conception du Jardin botanique d'Angers, à « naturaliser les productions exotiques et perfectionner les indigènes » ; enfin savoir vaincre les difficultés que comporte l'exécution d'un tel projet⁴.

d) C'est dans cet esprit que, jusqu'à la fin de l'École centrale, Renou continuera l'œuvre si bien ébauchée sous le Directoire. Si, en l'an IX, le défaut de fonds empêchait le cabinet d'histoire naturelle d'acquérir « plusieurs collections infiniment précieuses »⁵, en l'an X, la grande galerie, qui était ouverte au public⁶, contenait « dix armoires vitrées sur trois faces et quatre grandes grottes pratiquées dans l'épaisseur des murs »⁷. Ce musée constituait « à la fois, un objet de curiosité et d'instruction par les richesses qu'il renfermait, la manière dont elles étaient disposées, la beauté

¹ *Ibid.* Lettre de Renou au département, 26 pluviôse an VI.

² *Ibid.*, L. 914. Lettre du département au Corps législatif, 29 frimaire an VII.

³ *Ibid.*, L. 920. *Musée d'hist. nat.*, 8 p. mss.

⁴ « Il faut du temps pour le faire ; et dans les recherches, il y a des dépenses indispensables, tant pour les transports, les préparations des objets, que pour leur conservation, les vases qui les contiennent, les localités qui les renferment et divers autres besoins qui tiennent à des circonstances qu'il est difficile de prévoir. » (*Ibid.*)

⁵ A. D. L/t. *Ec. cent.* Etat des fonds nécessaires aux dépenses de l'École centrale pour l'an X (13 germinal an IX).

⁶ A partir du 9 floréal an IX (29 avril 1801), le Musée ainsi que le cabinet de physique et de chimie sont ouverts tous les quintidi et décadi, de 8 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. (O. COUFFON, *Le Musée d'hist. nat. d'Angers*, p. 28.)

⁷ A. D. Conseil général. Statistique du département par le préfet Montault-Desisles (30 fructidor an X). Instruction publique. Cabinet d'histoire naturelle ; énumération détaillée du contenu de chaque armoire.

et la régularité du local »¹. Lorsqu'avec la suppression de l'École centrale (1804) et le départ de Renou « allait s'éteindre subitement l'impulsion intelligente et vigoureuse qui avait été imprimée au cabinet lors de sa naissance »², le Musée d'histoire naturelle, créé par la Révolution, rattaché dès lors au Jardin botanique et devenu propriété municipale (9 ventôse an XII), demeurera l'une des richesses intellectuelles de la cité.

2. — Le cabinet de physique et le laboratoire de chimie

Comme le cabinet d'histoire naturelle, le cabinet de physique et de chimie constituait, en principe, une annexe de l'École centrale; mais, comme lui aussi, il devait être ouvert au public, afin de répandre, dans les esprits, le goût des sciences physiques et naturelles.

a) L'origine de ce cabinet se rattache au mouvement qui s'était créé à Angers dans cet ordre d'idées vers la fin du XVIII^e siècle, sur l'initiative de Tessié-Duclozeaux. Le 8 brumaire an V, le département, « considérant combien l'existence d'un cabinet de cette nature est essentiellement lié au progrès des hautes sciences », et réalisant un projet « qu'il méditait depuis longtemps », acquiert pour 1.600 livres, à prendre « sur les charges locales », le cabinet offert par les héritiers de Tessié³. Le 26 nivôse an V, le directeur de l'instruction publique, Ginguéné, en ratifiant cette décision, « applaudissait » au zèle éclairé qui l'avait inspirée⁴.

En fait, le cabinet de Tessié ne renfermait « que les éléments d'un laboratoire de chimie »; les ressources tirées du Muséum, organisé sous la Convention par Merlet, ne consistaient elles-mêmes « qu'en trois machines électriques sans appareils » et en divers objets sans intérêt. Aussi, le 12 nivôse an V, Héron, chargé du cours de physique et de chimie à l'École centrale, proposait d'y adjoindre « les objets d'un usage indispensable »⁵ et le département inscrivait, au budget de l'École, une somme annuelle de 600 francs pour achat et entretien des instruments de physique⁶: telles furent les modestes origines de ce cabinet.

¹ B. A., mss. 1037. Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 28 messidor, sur la situation de la bibliothèque du cabinet de physique et de chimie, du cabinet d'histoire naturelle, du Jardin botanique et du Muséum de la ville d'Angers (copie), 28 messidor an X.

² BOREAU, *ouv. cité*, p. 186.

³ Inventaire et estimation faite par Renou, officier de santé, de concert avec Trotouin, Héron et Merlet la Boulaye, 24 prairial an IV et s'élevant à 1.317 l. 11 s. (A. D., L/t. Ec. cent.)

⁴ *Ibid.*

⁵ Liste des objets demandés : 1^o Une machine pneumatique avec tous les appareils ; 2^o Tous les appareils nécessaires pour les expériences sur l'électricité ; 3^o Un microscope solaire ; 4^o Un microscope composé ; 5^o Un télescope ; 6^o Des miroirs plans, convexes et concaves ; 7^o Des lentilles de différentes grandeurs ; 8^o Des baromètres, thermomètres et hygromètres ; 9^o Des machines pour l'intelligence des principes de mécanique, d'hydrostatique et d'hydraulique. (L/t. Ec. cent.)

⁶ L 917. Budget de l'École centrale, 16 pluviôse an VII.

b) Ce n'est en réalité qu'au début de l'an VII qu'un nouvel effort fut fait dans cette voie. L'accroissement du laboratoire de physique et de chimie devait aller de pair avec celui des autres collections du Musée, grâce à la sollicitude incessante du Mécène angevin : La Révellière-Lépeaux.

En vendémiaire an VII, tous les professeurs de l'École centrale d'Angers sont à Paris, munis de lettres de recommandation de la part du département, chacun usant de son mieux des ressources mises à sa disposition et secondant à l'occasion les efforts de ses collègues. Le 5 brumaire, Héron, rendant compte de ses premières démarches, écrivait, plein de confiance, au département : « Mon voyage avait deux objets : le premier, d'obtenir du gouvernement le plus grand nombre d'instruments de physique et de chimie dont il pourrait disposer en faveur de votre établissement et l'autre, de faire l'acquisition de ceux qui ne seraient point accordés... Il fallait, pour éviter un double emploi, faire d'abord des demandes au gouvernement ; c'est ce dont je me suis occupé dès le lendemain de mon arrivée. » Et il ajoutait, avec une pointe d'orgueil : « Nous fûmes admis, le 26 vendémiaire, le citoyen Braux et moi, à voir le citoyen La Révellière-Lépeaux, dont nous reçûmes l'accueil le plus flatteur et l'assurance que tout ce qui était de nature à être distrait, sans inconvénient, des différents dépôts des sciences et des arts qui existent à Paris, serait réclamé pour nous ¹... » Mais, il fallait compter avec les obstacles de toutes sortes et le 27 brumaire, Héron faisait savoir que « ses démarches multipliées auprès des conservateurs des différents dépôts n'ayant eu aucun succès », il avait fait usage des fonds qui lui avaient été confiés et les avait employés « avec économie et avec tout le discernement dont il était capable » ². Le 8 germinal an VII, le Conseil d'administration de l'École centrale approuvait la liste détaillée des appareils de physique et du matériel de chimie dont il avait ainsi doté le cabinet afin de pouvoir désormais « joindre l'expérience à la théorie » ³.

En fructidor an VII, il ne restait plus, pour achever cette œuvre, qu'à exaucer le vœu du Conseil d'administration de l'École : transférer dans un local convenable le dépôt installé provisoirement dans une salle humide

¹ A. D., L/t. Ec. cent. Bureau du bien public, séance du 11 brumaire an VII.

² *Ibid.*, s. du 2 frimaire an VII.

³ *Compte rendu par le professeur de physique et de chimie de l'École centrale de Maine-et-Loire, de l'emploi de la somme de 3.600 francs qui lui avaient été confiés pour l'achat de divers objets destinés aux cours de physique, mathématiques et histoire.* Instruments de physique, etc. : 2.600 francs ; fourneaux de chimie : 49 fr. 50 ; substances chimiques, 5 kilogs de mercure, 5 kilogs d'acide nitrique, etc. : 102 francs ; cornues tubulées, bocaux, bouchons de cristal : 42 francs, etc. Certifié exact par le professeur sous-signé Héron (28 ventôse an VII), approuvé par le Conseil d'administration de l'École centrale (8 germinal an VII). Signé : Villier, président ; T. Grille, secrétaire. (*Ibid.*)

du Petit Séminaire, « parce qu'il importe à l'instruction que les deux cabinets de physique et de chimie soient incessamment ouverts à tous les citoyens, qui attendent avec impatience l'époque à laquelle ils en auront l'entrée »¹.

3. — Le Musée de peinture et de sculpture

Le Musée de peinture et de sculpture est, comme les deux précédents, une création d'esprit révolutionnaire. Son origine est la même et son développement, favorisé par un artiste de talent, Joseph Marchand, qui fut pour l'École de dessin et le Musée d'Angers, ce que fut à Dijon François Devosge², va de pair avec celui des deux autres. En moins de quatre ans se trouve ébauché le Musée qui constitue aujourd'hui l'un des plus beaux ornements de la cité.

1. *Musée de peinture et de sculpture.* — a) Avec Marchand commencent, dès l'an IV, les premières démarches en vue d'obtenir pour Angers un véritable musée³. Non content de réclamer pour l'École centrale les modèles en plâtre promis par le ministre⁴ et destinés au cours de dessin⁵, le département, « pour répondre au vœu du professeur », demande encore « de joindre, à cet envoi, quelques tableaux propres à échauffer l'imagination et à former le goût des jeunes artistes à mesure qu'ils avanceront dans la carrière »⁶.

Cette première démarche pour la formation d'un musée de peinture devait être sans succès. Au moment même où le représentant Mamert-Coullion comptait le plus sûrement recevoir les tableaux qui lui avaient été promis pour l'École de dessin, « au moment où, Vallée et lui, avec le peintre Van Spændack, que le citoyen Lépeaux avait prié de les aider de ses connaissances, devaient aller en faire le choix »⁷, le ministre de l'Inté-

¹ A. D., L. 920. Inventaire du 21 fructidor an VII. Signé : Renou, Villier et Grille.

² François Devosge, créateur de l'École de dessin et du Musée de Dijon (1732-1811), par Marcelli Imperiali. (Voir compte rendu par A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1927, p. 393.)

³ Avant l'ouverture de l'École centrale et la nomination de Marchand, comme professeur de dessin, il ne restait que peu de chose des ressources artistiques rassemblées par Merlet. La hâte, en l'an II, des acquisitions provenant des « victimes du terrorisme » et la restitution faite aux familles, en l'an III, des objets non classés et rassemblés dans la maison de Villiers, avaient en quelque sorte tari les premières ressources du Musée national. (A. D., L./t. Ec. cent. Lettre de Merlet au commissaire du département, 24 ventôse an IV.)

⁴ *Ibid.* Lettre du ministre Bénézech au département, 23 germinal an IV.

⁵ « On demande des têtes, des pieds, des mains, d'après les grands maîtres, tels que Raphaël, Michel-Ange, Le Dominicain, Vanloo, Boucher, etc., etc. ; des académies d'hommes d'après les mêmes maîtres, des figures de femmes, d'enfants, des principes de paysages, des dessins d'animaux, de fleurs et d'ornements relatifs à l'architecture, le tout gravé dans la manière du crayon. Il serait nécessaire d'en avoir une quantité suffisante pour un travail d'une cinquantaine d'élèves au moins. Il est également indispensable d'avoir pour 100 élèves au moins plus avancés, des pieds, des mains, des têtes ou des figures entières de différente nature en plâtre, telles que celles d'Apollon, du Gladiateur, du Laocoon, de l'Hercule de Farnèse, de Bacchus, de Vénus, etc. » (*Ibid.*, L. 160. Lettre du département au ministre, 9 germinal an IV.)

⁶ *Ibid.*, 8 fructidor an IV.

⁷ L. Mamert-Coullion au département. Paris, 28 brumaire an V. (*Ibid.*)

rieur décidait de « différer » cette concession, parce que l'art de la peinture devait s'enseigner dans des écoles spéciales placées à côté des musées « et nécessairement en petit nombre dans la République »¹.

b) Avec l'événement de fructidor et la toute puissance de La Révellière-Lépeaux, qui fut pour le département un Mécène éclairé, allait commencer la série des dons qui constitue la première page de l'histoire du Musée de peinture d'Angers.

En vendémiaire an VI, à la veille de la rentrée des classes, Marchand, ayant perdu l'espoir de recevoir les collections tant de fois promises et toujours différées², projette de se rendre à Paris pour se procurer les modèles « dont il lui est impossible de se passer »³. En nivôse an VI, le département lui procure les ressources nécessaires pour la réalisation de ce projet⁴ et le 15 pluviôse, après des démarches multiples, il avait moralement gagné la cause du Musée d'Angers : « Notre affaire va très bien ; le citoyen Lépeaux l'a prise à cœur et paraît avoir un grand désir qu'elle réussisse ; c'est dire qu'elle réussira. Les citoyens Leclerc, Pilastre et Coullion s'y emploient de tout leur pouvoir. Il faudrait que nous eussions de bien grands obstacles à éprouver si, avec de si puissants moyens, nous ne parvenions pas à les surmonter⁵. » Aussi, quelques jours plus tard (28 pluviôse an VI), Marchand se voyait accorder par le ministre, comme « prêt fait au département »⁶, quinze tableaux à son choix⁷, qu'il put expédier au département un mois plus tard (30 ventôse an VI). Nous en avons retrouvé la liste dans un mémoire de Marchand, en date du 22 germinal an VII, liste précieuse qui atteste à la fois le goût de l'artiste

¹ Par compensation, le ministre autorisait les peintres Vincent, Niveau-Regnault, chargés de l'opération des moulages, de livrer à l'Ecole centrale d'Angers les figures achevées et en outre chargeait ces mêmes artistes « de choisir dans les cartons de la ci-devant Académie de peinture et de sculpture, des dessins d'étude. C'est une préférence qu'il leur donnait sur les écoles centrales de Paris qui avaient demandé à se les partager et qui en avaient aussi grand besoin. » (*Ibid.*, L/T. *Ec. cent.* Copie de la lettre du ministre au département, 16 brumaire an V.)

² A. D., L 918. Lettre de Vallée, secrétaire de La Révellière-Lépeaux au département, 14 messidor an V, pour lui conseiller la marche à suivre : pétition au ministre de l'Intérieur pour faire connaître le succès de l'Ecole de dessin, l'épuisement de ses modèles, faire allusion aux envois qui ont été faits à d'autres départements et demander également la faveur « d'un noyau de Muséum des arts dans le département », etc.

³ *Ibid.*, L/t. *Ec. cent.*, 17 vendémiaire an VI.

⁴ *Ibid.*, L 183. Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 26 nivôse an VI. — L/t. *Ec. cent.* Le 8 germinal an VII, le Conseil d'administration de l'Ecole approuve le compte des dépenses pour objets achetés et frais de voyage du citoyen Marchand, du 1^{er} pluviôse an VI au 5 germinal an VI, gravures, caisses et voyage à Paris, etc., s'élevant à 1.897 livres.

⁵ *Ibid.*, L/t. *Ec. cent.*

⁶ « Ce n'est qu'un prêt que le gouvernement veut bien faire au département de Maine-et-Loire en attendant qu'on puisse partager entre tous les musées de la République, le superflu des richesses du Musée central, etc. » (Lettre du ministre de l'Intérieur au citoyen Marchand, 28 pluviôse an VI). (*Ibid.*)

⁷ « Si, comme nous le voulions d'abord, je n'avais demandé que 6 tableaux, nous n'en aurions eu que 4 au plus. Comme je prévoyais cela, j'ai eu l'effronterie d'en demander 24, sans m'inquiéter des hauts cris que je m'attendais bien que j'allais faire jeter, et j'en ai obtenu 15... Nous sommes les premiers et les seuls qui aient été favorisés à ce point. » (Lettre de Marchand au département, Paris, 2 ventôse an VI.) (*Ibid.*)

et la générosité du gouvernement ¹. En même temps, il prenait livraison de « deux ou trois autres caisses, contenant des bosses et des modèles gravés d'après les plus grands maîtres » et il entrevoyait la possibilité de faire partir, dans le délai de deux mois nécessaire pour les couler, les figures dont il avait été si longtemps question : « celles du Gladiateur, de l'Apollon du Belvédère, de Castor et Pollux et de l'Hermaphrodite ». S'oublant lui-même, il reportait « avec reconnaissance », sur ses puissants concitoyens : La Révellière-Lépeaux, Leclerc, Pilastre et Coullion, le succès inespéré de cette mission ². Tel fut le premier apport du Musée de la ville d'Angers.

c) Une seconde collection, due celle-là à l'initiative du département, fut la prise de possession, le 5 thermidor an VII (23 juillet 1799), du premier lot de la galerie de Livois, composé de 169 numéros, dont 31 ayant des pendants, en totalité 200 tableaux et qui demeurera, en presque totalité ³, la propriété du Musée.

Dès nivôse an VII, Joseph Marchand appelait l'attention du département sur « cette précieuse collection de tableaux », laissée en souffrance depuis près de dix ans, et qu'il proposait de déposer au Petit Séminaire, sous la garde des professeurs de l'École centrale, « pour servir à l'instruction de ceux qui se destinent à l'étude des arts » ⁴.

En floréal an VII, la maison de Livois ayant été vendue et le département ayant fait valoir les droits que la Nation tenait de l'émigration d'une partie des héritiers ⁵, il lui est attribué la moitié d'une collection évaluée en totalité à plus de 30.000 livres ⁶, et qui, aux yeux de Marchand, était

¹ Ces 15 tableaux énumérés dans l'ordre indiqué par J. Marchand, sont actuellement au Musée avec les numéros suivants : 131, *Astyanax arraché des bras de sa mère*, de Ménageot ; 132, *Cléopâtre au tombeau de Marc-Antoine* (du même) ; 175, *Priam ramenant à Troie le corps d'Hector*, de Vien ; 91, *Alexandre visitant la famille de Darius*, de Lagrené l'ainé ; 11, *Eléazar grand-prêtre refusant de manger du cochon*, de Barthélemy ; 17, *La réunion des arts*, de Boucher ; 92, *Mercuré confiant Bacchus aux Nymphes de l'île de Naxos*, de Lagrené l'ainé ; 93, *Une pauvre fille couronnée de fleurs par un jeune homme*, de Lagrené le jeune ; 363, *Jésus au milieu des docteurs*, de Champaigne ; 48, *Fleurs, fruits, animaux et gibier mort*, de Desportes ; 172, *Une marine*, de Vernet ; 65, *Joseph reconnu par ses frères*, prix de l'Académie de Paris, de Gérard ; 164, même sujet, de Thévenin ; 115, *Le Cananéen*, de Lethière ; 73, *Romulus faisant tuer Tatius*, de Girodet. (A. D., L 918, 22 germinal an VII.)

² *Ibid.*, L/t. Ec. cent. Lettre au département, 2 ventôse an VI.

³ Par arrêté préfectoral du 10 juillet 1807, restitution à M. d'Autichamp de 50 tableaux d'une valeur de 5.258 francs, parmi lesquels : une belle marine, de Vernet ; des tableaux de Van der Meulen, etc. (Voir la liste détaillée dans TAVERNIER, *ouv. cité*, pp. 24-26.)

⁴ A. D., L 918. Lettre au commissaire du département, 17 nivôse et 17 prairial an VII.

⁵ A. D., Q 2, § 2, dossier 24. Arrêté du département, 4 messidor an VII, désignant Letellier, homme de loi et Marchand, professeur de dessin à l'École centrale, pour dresser l'état des tableaux, faire les lots et procéder aux partages. Procès-verbal du 2 thermidor an VII, dressé suivant la coutume d'Anjou et les règles qui ont présidé aux partages antérieurs des meubles. Letellier et Marchand dressent la généalogie des héritiers, font deux listes par moitié des tableaux : une pour la ligne paternelle, une pour la ligne maternelle ; chaque lot est estimé 15.776 livres. Soit au total 31.552 livres. Tirage au sort par le bureau des domaines : le deuxième lot est attribué à la Rép. (5 thermidor an VII.)

⁶ Après un récolement confié par le département à Letellier, homme de loi, pris comme arbitre et à J. Marchand, comme expert, la galerie estimée en 1797 à 30.612 livres est reconnue conforme à l'inventaire dressé par le notaire Audio, le 6 fructidor an II (23 août 1794). Elle est

plus importante par le nombre des objets que par leur valeur. « Parmi les tableaux qui la composent, il en est très peu qui méritent quelque considération, la plupart n'étant que des copies ¹. »

Néanmoins, c'est ce fonds considérable devenu propriété municipale en même temps que le Musée à la disparition de l'École centrale ², puis racheté par la ville à diverses reprises à des héritiers prévenus d'émigration ³, qui constitue encore aujourd'hui la partie la plus importante du Musée ⁴.

d) A la fin du Directoire, le Musée de l'École centrale était devenu, pour la peinture, d'un puissant intérêt. Indépendamment de la collection de Livois, non encore classée, il comprenait une quarantaine de tableaux de différente valeur et par différents maîtres : 15 accordés par le gouvernement en pluviôse an VI ⁵, une douzaine d'autres provenant d'un envoi supplémentaire en l'an VII ⁶ et 5 autres de provenances diverses, cités par Joseph Marchand, en germinal an VII ⁷. Cette liste n'épuise pas toutes les ressources qui constituent, dès son origine, le Musée d'Angers ⁸.

partagée en deux lots d'égale valeur, et tirés au sort, le deuxième lot échoit à la ligne paternelle qui en prend possession, et le premier au département en l'absence des héritiers de la ligne maternelle, absents et suspects d'émigration. (Voir le catalogue détaillé du lot de tableaux entré au Musée d'Angers, dans l'étude de TAVERNIER, *Le Musée d'Angers*, pp. 11-16.) (B. A., H 4375).

¹ A. D., L. 918. 22 germinal an VII.

² Arrêté du Conseil municipal d'Angers, 26 messidor an XII, demandant au préfet de remettre à sa disposition, pour l'an XIV, le Musée et les cabinets d'histoire naturelle et de physique pour être joints à la Bibliothèque et servir à l'enseignement. (*Ibid.*, L/T. Inst. second.)

³ En 1834, une somme de 2.745 l. 52 payés à M. de Greffin, dont 1.752 fr. 88 pour sa part et 1.001 fr. 64 pour celle de ses pupilles. En 1842, paiement aux enfants de M^{me} de Thériott de 1.772 fr. 88. « La ville d'Angers a donc remboursé successivement tous les héritiers de M. de Livois, de sorte qu'on ne saurait dire qu'un seul tableau du Musée ne lui appartienne pas. » (TAVERNIER, *ouv. cité*, pp. 27, 37 et 39.)

⁴ Au catalogue d'Henri Jouin (1870) : Ecole française : 57 tableaux sur 208 ; inconnus de l'Ecole française : 17 sur 23 ; Ecole d'Italie : 16 sur 44 ; Ecole espagnole : 2 sur 6 ; Ecole allemande : 3 sur 4 ; Ecole flamande : 19 sur 28 ; Ecole hollandaise : 23 sur 24.

⁵ Voir la liste donnée plus haut.

⁶ Nous n'avons pas retrouvé la liste composant « ce supplément » de tableaux, mais un récolement des œuvres d'art du Musée endommagées par l'humidité, dressé par le Conseil d'administration de l'École centrale, le 15 fructidor an VII, contient les œuvres ci-dessous, qui n'étaient pas comprises dans l'envoi de pluviôse an VI : *La ville de Luxembourg*, de Van der Meulen, tableau restitué aux alliés le 26 février 1816, ainsi que *l'Extase de saint Augustin*, de Gaspard Crayer (TAVERNIER, p. 33) ; deux batailles de Casanova, *Une chasse au renard*, de Desportes (an V) ; *L'Assomption de la Vierge*, de Van Thulden ; *Une descente de croix*, de Ricciarelli, dit Daniel de Volterra ; *La Charité*, d'après Andréa del Sarto ; *Le frappement du rocher*, d'après Poussin ; *Le sacrifice d'un guerrier*, de Vernansal ; *Un saint André*, de Vanloo ; *Le bon Samaritain*, de Restout. Ces tableaux figurent au catalogue de Jouin sous les nos 27 et 28, 47, 380, 327, 331, 148, 171, 120, 153. Les plaques endommagées sont : *Le Gladiateur*, l'*Apollon du Belvédère*, *Castor et Pollux*, *L'Hermaphrodite* ; deux écorchés : *L'Amour grec*, *Cléopâtre* (figure) ; un cheval écorché ; une tête d'Apollon, une tête d'Alexandre. (Signé : Grille, Villier, Renou.) (A. D., L 918, Musée.)

⁷ Deux tableaux de fleurs (JOUIN, nos 297 et 298, don de l'Etat, an V) ; *Le Calvaire*, ancienne peinture sur bois, donnée par Leterme-Saulnier (JOUIN, n° 382 ; TAVERNIER, *ouv. cité*, p. 22) ; *Le Christ au tombeau*, miniature d'Olivier le Vieil (JOUIN, n° 415, don de l'Etat, an V) ; *Jésus au jardin des Olives*, de Cases, « tableau qui a prodigieusement souffert », ayant été longtemps contre un mur humide dans une chapelle particulière du ci-devant Evêché (A. D., L 918. Lettre de Marchand au commissaire du département, 22 germinal an VII), restitué à l'évêque d'Angers en germinal an XII (TAVERNIER, *ouv. cité*, p. 19).

⁸ En comparant le catalogue dressé par Delusse, successeur de Marchand, en l'an XIV (1805), avec celui de la galerie de Livois, Tavernier dresse, par différence, une liste de 46 tableaux qui

e) A côté de cet ensemble remarquable, quelques figures en plâtre sont tout ce qui forme le Musée de sculpture. Les principales, provenant de la salle des antiques à Paris, « sont encore par morceaux, faute de fonds pour les mettre sur pied »¹. Les autres, de moindre importance, servent à l'étude journalière du dessin.

Tel était le Musée d'Angers, dû en majeure partie aux largesses du gouvernement et rendu public dès la fin du Directoire². Comme l'écrivait le préfet du département en l'an X, « il était peut-être, de tous ceux qui existaient alors dans la République, le plus riche en tableaux précieux après celui de Paris »³.

2. *Musée des Arts décoratifs.* — a) Là d'ailleurs n'était pas contenue toute la pensée du département dans le domaine artistique et c'est une conception de plus haute envergure que Joseph Marchand projetait de réaliser en germinal an VII. Pour améliorer les arts et former le goût de ses concitoyens, initiés à l'art du dessin dans les cours de l'École centrale, J. Marchand rêve d'un musée « où seraient rassemblés tous les objets susceptibles d'enflammer leur imagination et de faire naître chez ceux que la fortune a favorisés, le désir d'étendre sur tout ce que leur opulence leur permettrait de posséder ou de faire construire, cet agrément, cette élégance et cette perfection qui charment les yeux et élèvent l'âme ». Indépendamment des tableaux signés des meilleurs maîtres, il voudrait voir dans ce musée « quelques modèles de bon goût, relatifs aux arts utiles... ainsi, pour l'architecture, quelques modèles de façades de maisons ou d'édifices publics, pour la menuiserie, quelques modèles d'armoires, de tables et autres meubles, pour la serrurerie, quelques modèles de grilles de fer, serrures et verrous d'appartement et ainsi des autres parties ».

Et, faisant renaître sous une nouvelle forme le chef-d'œuvre exigé des apprentis dans les anciennes corporations, il propose « qu'il soit fait invitation à tout artiste qui aurait inventé ou exécuté quelque morceau relatif à son art, d'une forme nouvelle et d'un meilleur goût »... de

ont constitué, d'après lui, l'origine du Musée. Dans cette liste figurent les 15 tableaux concédés en pluviôse an VI ; les 11 tableaux endommagés, portés sur la liste dressée par le Conseil d'administration de l'École centrale, le 15 fructidor an VII ; un tableau de Crayer (*Extase de saint Augustin*, cité par Marchand le 24 ventôse an VII), et 14 autres dont il donne la liste. (TAVERNIER, *ouv. cité*, pp. 21, 22.)

¹ Ces moulages d'après l'antique sont : *Le Gladiateur*, *L'Apollon du Belvédère*, *Castor et Pollux*, *L'Hermaphrodite*, *L'Apolline*, *Le torse de Laocoon*. (A. D., L 918. Lettre de Marchand au commissaire du département, 22 germinal an VII.) Ils figurent respectivement au Musée actuel sous les n^{os} 8, 3, 2, 9, 1, du catalogue de Jouin.

² « Les cabinets de physique, d'histoire naturelle et le Musée étant actuellement disposés d'une manière convenable et rendus publics, il est indispensable d'avoir des artistes intelligents et occupés sans cesse à soigner et réparer les pièces de ces différents cabinets et à les faire voir au public et aux amateurs, etc. » (A. D., L/t. *Éc. cent.* Projet de budget pour l'an X, du 13 germinal an IX.)

³ A. D. Cons. général. Essai sur la statistique du département par le préfet Montault, Desisles, 30 fructidor an X. (Voir la liste publiée dans l'*Annuaire du département*, an XI, pp. 89-90.)

l'exposer pendant quelques heures dans le Musée « à la curiosité du public ». L'artiste parviendrait ainsi « à retirer le fruit de son travail » et en même temps, à « répandre le bon goût ». Par ce moyen, dans ce département « où les arts ne sont pas à présent ce qu'ils pourraient être dans quelques années », s'opérerait « une révolution salubre », à laquelle Marchand convie toutes les bonnes volontés³.

b) C'était une application intelligente de l'idée contenue en germe dans une disposition de la loi du 7 ventôse an III et qui avait été négligée par la loi de brumaire an IV. « Auprès de chaque école centrale, il y aura...
4^o une collection de machines et modèles pour les arts et métiers². »

Au moment où le Directoire projetait de donner « un attrait à la célébration des décadis, en ouvrant pendant ces jours, les divers musées », parce que « si ces établissements sont consacrés à la gloire des sciences et des arts et à leurs progrès, ils sont aussi des objets de curiosité pour le plus grand nombre »³, Joseph Marchand rêvait d'un musée des arts décoratifs qui était comme une réminiscence, dans le domaine artistique, de la conception de l'an II sur un « enseignement national supérieur », ayant pour but de contribuer « au bonheur de la société, à l'intérêt commun de la République »⁴. Sans doute, il y avait dans la conception du professeur de l'École de dessin d'Angers, toute la distance qui sépare la conception démocratique de l'an II de la conception bourgeoise de l'an VII. Sans doute, « pour améliorer les arts », il pense surtout au concours de ceux « que la fortune a favorisés » ; mais en même temps, il rêve d'un encouragement aux artistes, aux artisans, au meilleur ouvrier de chaque profession, comme on dirait aujourd'hui, et à ce titre, son initiative méritait de ne pas tomber dans l'oubli.

IV. — Conclusion

Telles furent les créations artistiques, littéraires et scientifiques qui se rattachent à l'École centrale par le concours qu'elles devaient apporter à l'enseignement de l'École et par le nom des professeurs qui en furent les maîtres-ouvriers : Jean Braux et Locatelli, pour la bibliothèque ; Merlet, pour le Jardin botanique ; Renou, pour le Musée d'histoire naturelle ;

¹ A. D., L. 918. Lettre au commissaire du département, 22 germinal an VII.

² BUISSON, D., p. 772, c. 1.

³ Rapport du ministre de la Police au ministre de l'Intérieur, 25 brumaire an VII. (An. Rév., 1922, p. 507.)

⁴ Rapport de Bouquier sur le dernier degré d'instruction (24 germinal an II-13 avril 1794). (BUISSON, D., p. 556, c. 1.)

Héron, pour le cabinet de physique et de chimie ; Joseph Marchand, pour les collections de dessin et le Musée de peinture.

Foyer intense de vie intellectuelle, recommandable à la fois par la culture des maîtres, le niveau élevé de leur enseignement et la valeur des élèves, l'École centrale participe à tout ce qui touche la cité et fait revivre, sur un mode nouveau, l'ancienne Université.

Comme l'École centrale de Besançon, elle était « une Université moderne au petit pied »¹. L'antique Université d'Angers avait rassemblé, au centre de la ville, autour du bâtiment des *grandes écoles*, diverses créations qui étendaient le champ de son action. De même, ayant son siège à l'ouest de la ville, dans le superbe local qui avait abrité avant elle le puissant Séminaire et où sont rassemblés les logements des professeurs, les salles de classes et les précieuses collections qui donneront naissance au futur Musée de la ville, l'École centrale d'Angers étend ses rameaux tout autour « de cette première enceinte »². A deux pas, le ci-devant évêché renferme la Bibliothèque publique qui, par ses richesses, « ne peut être comparée aux bibliothèques de la plupart des autres écoles centrales »³. A droite, se trouvent les bâtiments contigus de Toussaint, que, depuis longtemps, elle projette d'annexer pour l'installation du pensionnat qui lui manque. A gauche, se dresse la puissante tour Saint-Aubin, très propre, par son élévation et sa construction, à un observatoire « dont tout le monde sent l'utilité » et qui serait le « complément » de « l'instruction dans les sciences physico-mathématiques »⁴. En ajoutant à toutes ces annexes le Jardin botanique, situé à l'extrémité de la ville, on se trouve en présence d'une réalisation qui, dans son ensemble, laisse loin derrière elle les installations éparses et archaïques de la ci-devant Université.

L'École destinée, en principe, aux élèves de 12, 14 et 16 ans ouvre, en réalité, ses portes à toute la jeunesse universitaire qui fréquentait autrefois les diverses facultés. Non seulement ses cours de lettres s'adressent aux jeunes élèves qui constituaient la clientèle du collège de l'Oratoire et de la Faculté des Arts, mais les cours de Duboys reçoivent, en fait, les jeunes gens qui se destinent à l'étude de la législation et du droit. Les élèves en médecine, dont on parlera plus loin, y viennent assister aux leçons de Renou sur la physique et la chimie et les élèves de l'École centrale vont encore se mêler, dans les cours de botanique, aux étudiants de l'École de santé. Plus encore, ce n'est que sur les injonctions réitérées du ministre, que le département a cessé de faire figurer, sur le budget de l'École, les

¹ MATHIEZ, *An. Rév.*, 1926, p. 290.

² A. D., L 183. Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 27 pluviôse an VII.

³ *Ibid.*, L/t. *Ec. cent.* Etat des fonds nécessaires pour frayer aux dépenses de l'École centrale du département de Maine-et-Loire. *Signé* : Marchand, Benaben et Villier, 13 germinal an IX.

⁴ *Ibid.*

crédits destinés au cours d'anatomie et au traitement du professeur d'accouchements, l'illustre Chevreul¹.

Ainsi, aux yeux du département comme à ceux du public, l'École centrale, intimement liée à tout ce qui a rapport à l'instruction publique, apparaissait comme la véritable héritière de l'ancienne Université. Nous tombons d'accord avec ceux qui déclarent que les écoles centrales « étaient, par plus d'un trait, de vrais établissements d'enseignement supérieur »².

Sans prétendre assigner à l'École d'Angers un rang parmi les écoles centrales dont une partie seulement nous est connue jusqu'ici, on est porté à conclure qu'envisagée dans son ensemble, elle mérite de prendre place entre les écoles qui, comme celles de la Vendée et du Vaucluse, ont été en réalité « des insuccès »³ et celles de première grandeur, comme Poitiers, qui, pour M. G. Vallée « est la première de toute la région de l'Ouest »⁴, ou Besançon, qui connut une « réussite incontestable » et qui, aux yeux de son brillant historiographe, « ne redoutait aucune comparaison »⁵.

¹ A. D., L 917. *État des dépenses qui sont indispensablement nécessaires pour que l'inst. publique soit mise en activité dans le chef-lieu du département de Maine-et-Loire*, 28 germinal an IV. Au chap. *Ec. cent.* : sur un total de 22.100 francs concernant le traitement des professeurs, l'achat de dessins, etc., figurent : 1^o l'École spéciale établie par arrêté du Conseil général du département, 11 décembre 1791, confirmée par arrêté du représentant du peuple, 3 germinal an III, traitement du professeur, 1.000 francs ; 2^o Cours d'anatomie commencé le 22 frimaire an IV, en vertu d'un arrêté du département du 22 frimaire an IV sur la demande des élèves en chirurgie de divers hôpitaux, 1.000 francs. Le 21 floréal an IV, le ministre de l'Intérieur demande le retrait de ces deux crédits ; le 5 thermidor an V, il demande, en outre, le retrait de 1.200 francs prévus pour le cours d'accouchement. (*L/t. Ec. cent.*, an IV-an XIII.)

² LIARD, *ouv. cité*, t. II, p. 2. « Ils [Lakanal et Daunou] n'avaient pas conçu les écoles centrales comme des établissements purement secondaires. Ils estimaient qu'on pouvait y donner une partie de l'enseignement supérieur. » (VALLÉE, *An. Rév.*, 1917, p. 207.)

³ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 342.

⁴ G. VALLÉE, *An. Rév.*, 1918, p. 76.

⁵ A. TROUX, *ouv. cité*, pp. 212-214.

CHAPITRE VII

Les Sociétés scientifiques, littéraires et artistiques An III-an VIII

Durant la période de cinq années qui s'écoule du 9 thermidor au 18 brumaire, la bourgeoisie angevine, revenue aux affaires, profite de la détente politique pour donner libre cours à son goût marqué pour les sciences, les lettres et les arts. Alors se forment, en Maine-et-Loire comme dans les autres départements à la même époque¹, de nombreuses sociétés où se mêlent l'influence révolutionnaire et celle du passé.

Telles sont, dans l'ordre scientifique, la Société des officiers de santé (frimaire an V) qui essaie de faire revivre, sous le nom d' « École de santé », la Faculté de médecine disparue en 1792 et la Société d'agriculture (thermidor an VII), renouvelée de l'institution similaire de l'ancien régime.

Telles sont aussi, dans l'ordre littéraire, les « sociétés de littérature » de l'an IV et de l'an VIII, dans lesquelles les préoccupations politiques ne sont pas toujours absentes et qui furent gênées dans leur développement par la surveillance tatillonne et ombrageuse du Directoire exécutif.

Telle fut enfin dans l'ordre artistique, la formation, en l'an IV, d'un Institut de musique, dont le succès fut lié grandement à la pratique du culte décadaire.

I. — La Société des officiers de santé et l'École de santé

A) La Société des officiers de santé (an V-an VIII)

1. C'est le 22 frimaire an V, qu'une vingtaine de citoyens², membres pour la plupart « des ci-devant facultés de médecine et collèges de chirurg-

¹ « ... Chaque jour voit de nouvelles sociétés scientifiques ou littéraires s'établir dans les départements. On y discute les questions d'intérêt général ; on en fait des sujets de concours publics, comme à Châlons, à Dijon et dans plusieurs autres endroits, etc. » (*Bulletin décadaire*, n° 15, 3^e décade, pluviôse an VII.)

² Les associés étaient primitivement au nombre de 19 : Aveneau, Berger, Bachelier, Chevreul aîné, Chevreul jeune, Choudieu, Coutouly, Esnault, Guérin, Garnier aîné, Garnier jeune,

gie et de pharmacie », se constituent en société, « afin de recueillir, étendre et propager toutes les connaissances et observations qui peuvent intéresser l'humanité souffrante »¹.

Fondée sur l'initiative de Berger et de Chevreul², elle groupe dans son sein, une partie des anciens professeurs de l'Université, dissociés depuis par la vie politique. Pour la Faculté de médecine, à côté de Berger, ancien maire sous la Terreur et précédemment professeur jusqu'en 1792, on retrouve des noms qui s'étaient fait oublier à la même époque : Guérin, médecin militaire au Ronceray en 1792 ; Jouanneau ; Pantin, ci-devant doyen de la Faculté ; Choudieu, oncle du conventionnel et qui avait refusé le serment en 1791. A ceux-là s'ajoutent les anciens maîtres en chirurgie : Garnier, Lachèse, le célèbre Mirault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu jusqu'en germinal an II³ et l'illustre Chevreul, ci-devant inspecteur des cours d'accouchement de la généralité de Tours, depuis 1792 placé à la tête de « l'hospice des Enfants de la patrie », et dont les cours avaient continué à l'Esvière pendant toute l'époque révolutionnaire⁴.

Aux ex-professeurs de l'ancienne Université se joignent des noms mis en avant, à des titres divers, par les événements révolutionnaires : Maillocheau, absous le 26 germinal an II par le même jugement qui condamnait comme fédéralistes Dieusie, Tessié et Brevet de Beaujour⁵ ; puis deux noms qui se rattachent à l'École centrale : le professeur et savant naturaliste Merlet la Boulaye, le lettré Coutouly⁶, membre du jury d'instruction. La société compte encore, comme membres, de jeunes médecins

Hossard, Jouanneau, Lachèse, Maillocheau, Merlet La Boulaye, Mirault, Pantin et Roujou. Elle avait pour président : Guérin, pour vice-président : Coutouly, pour secrétaires : Hossard et Maillocheau. (Imprimé 4 p. in-12, Angers, Mame. A. N., F¹⁷ A 1751.)

¹ Le 22 frimaire an V (12 décembre 1796), Michel Chevreul, officier de santé, tant pour lui que pour les autres officiers de santé de la ville, au nombre d'une vingtaine, déclare « qu'ils sont dans l'intention de se former en société dans la maison de Saint-Serge pour y recueillir étendre et propager toutes les connaissances et observations qui peuvent intéresser l'humanité souffrante et être utiles à leurs concitoyens ». (*And.*, 12^e série, 1912, *Les Sociétés d'Angers* (1791-1852).)

² *Ibid.*

³ Chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu depuis la mort de son père (1782), il démissionne le 9 germinal an II, « sous les étreintes d'une fièvre putride. » Sera membre associé de la Société de médecine de Paris (1813) ; meurt en 1814, alors que les hôpitaux étaient encombrés de prisonniers, « après une longue et cruelle maladie dont il avait pris le germe, croit-on, au chevet des pestiférés ». (*PORT, D.*, t. II, p. 682.)

⁴ *Ibid.*, t. I, p. 694.

⁵ Reçu docteur en l'Université d'Angers, le 9 janvier 1792 ; membre du Comité de surveillance (15 mai 1793) ; arrêté le 9 septembre 1793 et remis en liberté, le 26 germinal an II ; médecin des prisons d'Angers en messidor an III, attaché à l'armée des côtes de Brest, en ventôse an IV ; secrétaire de la Société de Médecine en l'an V. (*Ibid.*, t. II, p. 572.)

⁶ Coutouly (Alphonse-Henri), né à Luçon (Vendée) en 1730 ; docteur de la Faculté de Médecine de Montpellier en 1751 ; venu à Angers en 1762 ; membre de l'Académie des Belles-Lettres en 1773 ; inspecteur de la librairie de la Généralité de Tours en 1782. Il compose et chante l'*Hymne à la Liberté*, pour les 9 et 10 thermidor, sur l'air de la Marseillaise ; les *Hymnes pour la fondation de la République* (1^{er} vendémiaire an V) et pour la fête de la Reconnaissance (10 prairial an V). Nommé en l'an IV, membre du jury d'instruction pour l'arrondissement d'Angers. (*PORT, D.*, t. I, p. 786, c. 2.)

dont les noms rappellent les dernières années de la Faculté : Hossard, reçu docteur en 1787¹ et Esnault, étudiant en 1790, médecin en chef de l'hospice militaire, le 2 nivôse an II². Elle prenait, à ses débuts, pour président, Guérin; pour vice-président, Coutouly; pour secrétaires, Hossard et Maillocheau.

Telle était cette société distinguée où se trouvaient rassemblés, en l'an V, par amour de l'art médical, des éléments de valeur inégale, venus des divers points de l'horizon politique et qui se proposaient de reprendre, sous une forme nouvelle, l'œuvre interrompue en 1792.

2. Correspondre avec les sociétés savantes et « recueillir le fruit de leurs travaux »; entendre deux fois par mois les communications faites par chacun de ses membres; s'occuper plus spécialement de tout ce qui se rapporte « à la salubrité publique, à l'instruction des élèves en médecine et au soulagement des indigents », tel est, d'après ses statuts, l'objet de cette société, qui tient ses séances dans l'ancienne abbaye Saint-Serge³.

Se substituant à l'ancienne Faculté de médecine, éteinte depuis 1792, et s'intégrant dans le cadre de la Constitution⁴, cette société libre se proposait un triple but : continuer les pratiques philanthropiques qui étaient de tradition dans l'ancienne corporation; rouvrir gratuitement, « en l'absence d'une école régulièrement créée, des cours d'enseignement sur l'art de guérir »; faire avancer les études médicales, « à l'instar de l'Institut créé par la loi du 3 brumaire an IV⁵ et dont chaque classe devait publier tous les ans ses recherches et ses travaux ».

Ce programme ne manquait ni d'ampleur ni d'élévation. Comment fut-il rempli?

3. En déclarant vouloir « continuer les pratiques philanthropiques qui étaient de tradition dans l'ancienne corporation », la *Société de santé* ne faisait, en effet, — si on en croit les témoignages du temps — que renouer une louable tradition.

On sait en effet que, chaque année, avant 1789, l'*Almanach* de la province ne manquait pas de vanter les mérites de la Faculté de médecine d'Angers, « une des plus célèbres du royaume tant par la science que

¹ PORT, D., t. II, p. 363, c. 2.

² Esnault (Pierre-Jean), né à Angers en 1763; reçu docteur en médecine à Montpellier en 1788; reprenait sa licence à Angers quand les cours furent supprimés en 1790. Nommé le 4 août 1793, médecin suppléant à l'hôpital civil; le 2 nivôse an II, médecin en chef de l'hospice militaire; puis, après le licenciement, attaché à l'hôpital civil (1^{er} ventôse an V), en devint le médecin en chef (28 fructidor an VII) et assura ces fonctions pendant trente ans. Mort en 1831. (PORT, D., t. II, p. 119.)

³ Statuts.

⁴ « Les citoyens ont le droit de fournir des établissements particuliers d'éducation et d'instruction, ainsi que des sociétés libres pour concourir au progrès des sciences, des lettres et des arts. » (Constitution, titre I, 300.)

⁵ Loi du 3 brumaire an IV, titre IV, art. 5.

par la *charité* avec laquelle la médecine est exercée dans cette ville »¹. Et c'est, on le sait², à peu près dans les mêmes termes que s'exprimait Chevreul dans son Mémoire au Comité de salubrité : « Nous ne saurions, sans injustice, ne pas faire l'éloge... de l'*humanité*, de la *générosité* des médecins et des chirurgiens qui exercent dans cette ville d'Angers. » (26 février 1791)³

A défaut de témoignages de cette nature, rien n'autorise à mettre en doute la philanthropie des signataires des statuts de frimaire an V.

4. En se proposant de rouvrir « gratuitement », en l'absence d'une école régulièrement créée, des « cours d'enseignement sur l'art de guérir », la *Société de santé* de frimaire an V ne faisait que reprendre, à son compte, comme on le verra plus loin, l'initiative prise par le département l'année précédente à la même époque (22 frimaire an IV). Mais elle eut le mérite de mener à bien cette tentative et « le cours complet d'enseignement sur l'art de guérir », ouvert gratuitement, en germinal an V, sous le patronage du département, et continué les années suivantes (an VI et an VII), fait honneur à la valeur des membres de la Société et à leur désintéressement.

5. Par contre, il ne semble pas que le troisième objet poursuivi par ce groupement professionnel ait été couronné de succès.

C'est à peine, en effet, si l'on retrouve quelques traces des réunions bi-mensuelles de cette société qui groupait dans son sein tant de noms connus et dont les premiers pas étaient encouragés à la fois par le pouvoir exécutif, qui lui recommandait de se maintenir en dehors de « toute question politique » (11 nivôse an V)⁴, par les autorités du département, qui assuraient les dépenses de première installation (18 frimaire an V)⁵ et par l'opinion publique qui ne lui ménageait pas les éloges (pluviôse an V)⁶.

Au cours de ses premières séances, « elle entend les mémoires de Che-

¹ *Almanach de l'Apanage de Monsieur*, 1782, p. 74, etc.

² Voir plus haut. *Introduction*, p. 19.

³ A. D., L/t 134.

⁴ « Cet établissement, autorisé par l'article 300 du titre I^{er} de l'acte constitutionnel, mérite toutes sortes d'encouragements et les administrateurs doivent s'empreser de lui assurer la protection qui lui est nécessaire pour s'occuper, dans un calme profond, des progrès de l'art de guérir. J'aime à me persuader que les citoyens estimables qui composent cette société se renfermeront tout entiers dans les grands objets de leur art, et que leur correspondance, étrangère à toute question politique, les distinguera toujours des membres de ces sociétés qualifiées *populaires* et qui sont proscrites par les articles 361 et 362 de l'acte constitutionnel. Vous exercerez à cet égard une surveillance qui ne peut que tourner à leur avantage, en vous mettant à portée d'assurer qu'ils sont dignes de la confiance du gouvernement et de la reconnaissance de leurs concitoyens. » (Lettre du ministre de l'Intérieur au commissaire du département, Paris, 11 nivôse an V.) (A. N., F¹⁷ A 1751.)

⁵ Le 18 frimaire an V, Esnault, médecin, au nom de ses collègues demande au département : une corde de bois, un poêle, 4 mains de papier, 2 bouteilles d'encre, 2 paquets de plumes, une armoire, 2 douzaines de chaises et plusieurs bancs « sans lesquels ils ne pourraient tenir leurs séances » (18 frimaire an V). Autorisation est donnée le même jour par le département au citoyen Letourneau, secrétaire en chef, de délivrer à ladite société une partie de ces objets et pour le surplus renvoie à l'Administration municipale d'Angers. (A. D., L/t 934.)

⁶ Voir l'article élogieux du *Moniteur universel*, reproduit dans les *Aff.*, n° 66, pluviôse an V.

vreul, Aurion, Guérin, Mirault, Garnier, Guilloteau, etc., puis, tout à coup, cesse de se réunir »¹.

La tiédeur républicaine de plusieurs de ses membres, après le 18 fructidor, ne fut sans doute pas étrangère à ce silence prématuré.

« Quant à leurs principes politiques, écrit le commissaire Guillier la Touche en nivôse an VI, à l'exception de celui que je vous ai nommé, dont la conduite n'a pas laissé de doute sur son attachement à la faction royaliste [François Delaunay], je crois tous les officiers de santé patriotes ; le plus grand nombre sont républicains : ceux qui n'ont pas d'enthousiasme prennent la chose en philosophes et montrent des sentiments civiques². »

Quoi qu'il en soit, tout esprit de vulgarisation de « l'art de guérir » n'était pas éteint chez les plus notables d'entre eux et, en fructidor an VII, à propos de l'épidémie de petite vérole qui, « depuis six mois », désole la ville, le chirurgien Mirault emprunte la voix de la presse pour ses communications et pour essayer de faire pénétrer dans les habitudes la pratique de la vaccination.

Après avoir cité les noms de plusieurs victimes de « la petite vérole naturelle », il s'élève contre le préjugé des familles, rappelle « qu'il est du devoir des officiers de santé d'indiquer et faire l'application du spécifique connu et assuré par des millions d'expériences ». Il a donné lui-même l'exemple avec ses propres enfants et a établi une maison d'inoculation dans le cloître Saint-Laud³.

Si l'on en juge par les annonces du temps⁴, la Société semble se maintenir jusqu'à la fin du Directoire. Elle renaîtra, avec des fortunes diverses, sous les gouvernements qui suivront⁵, pour aboutir, le 2 juin 1897, au glorieux centenaire de l'École de Médecine d'Angers⁶.

B) L'École de santé d'Angers (an IV-an VIII)

1. On sait que la Convention avait créé, le 14 frimaire an III, les trois écoles de santé de Paris, Montpellier et Strasbourg⁷. Ce sont ces écoles qui, « là où elles furent créées, prirent la place des anciennes écoles de

¹ *Centenaire de l'Ecole de Médecine d'Angers*. Angers, Grassin, 1897, article du D^r Quintard, p. 32.

² A. D., L. 225. *Compte du commissaire d'Angers au commissaire du département*, 28 nivôse an VI.

³ *Aff.*, 20 fructidor an VII, n° 175.

⁴ *Annuaire du dép.*, an VIII, pp. 61-70. Instruction publique. Association de médecins.

⁵ Réorganisée par arrêté du 13 thermidor an XIII sur les bases d'un règlement préparé par Maillocheau, puis dissoute et réformée en 1824. (PORT, D., t. I, p. 94.)

⁶ Le centenaire de l'Ecole de Médecine a été fêté le 2 juin 1897. (Voir *Centenaire de l'Ecole de Médecine*. Angers, Grassin, 1897.) (B. A., SH 3887.)

⁷ GUILLAUME, *Conv.*, t. V, p. 281 (rapport et décret) ; p. 285 (organisation générale) ; p. 315 (répartition des élèves par district, 24 frimaire an III) ; p. 316 (nomination des professeurs de l'Ecole de Paris).

médecine et de chirurgie »¹ et qui furent implicitement reconnues par la loi de brumaire an IV (titre III, art. 1^{er}). Ces écoles continuèrent sous le Directoire, en la modernisant, l'œuvre de l'ancien régime².

Le département de Maine-et-Loire, qui ne possédait aucune de ces écoles reconnues par la loi, était rattaché à celle de Paris³. Mais ce rattachement officiel n'avait pas empêché les élèves en chirurgie et médecine, employés à l'hospice militaire d'Angers, de prélever, depuis deux ans, sur la modicité de leurs ressources, le traitement d'un professeur d'anatomie⁴. Et c'est sur la pétition adressée par eux au département pour la création de cours publics et gratuits, que celui-ci prit, le 22 frimaire an IV, un arrêté qui marque l'origine de l'École de santé d'Angers. Considérant que « depuis trois ans, les cours de chirurgie et de médecine sont suspendus et que depuis longtemps, les élèves de cette partie n'ont eu presque aucun moyen d'instruction » ; considérant, d'autre part, « que l'art de guérir est de tous les arts celui qui doit être le plus encouragé, comme étendant son influence sur tous les hommes et presque sur tous les instants de la vie » ; considérant, enfin, que « les citoyens Chevreul le jeune⁵, Mirault⁶ et Garnier le jeune⁷, sur lesquels l'Administration a d'abord

¹ LIARD, t. I, p. 278.

² La loi du 14 frimaire an III, fixait les objets de l'enseignement et l'esprit des méthodes... les différentes parties de l'art de guérir jusque-là séparées étaient réunies ; le nombre des « chaires » était mis en rapport avec les divisions naturelles de la médecine et de la chirurgie ; les nouvelles écoles étaient assorties de tout ce qui pouvait en seconder l'enseignement : hôpitaux, laboratoires, collections ; enfin, à l'instruction jusque-là purement théorique et verbale s'ajoutaient l'enseignement clinique et l'enseignement pratique. Le moderne enseignement de la médecine était ainsi définitivement fondé. » (*Ibid.*, p. 279.)

³ En l'an III, le département avait répondu avec empressement aux instructions du 30 frimaire concernant le recrutement de cette école ouverte à la fin de ventôse. Le comité de trois membres, dont deux médecins, institué dans chaque district pour faire choix d'un candidat est partout constitué, et plusieurs des élèves choisis méritent une mention spéciale. A Angers, Charles Lebreton, qui a fait 7 années d'études en pharmacie, pharmacien à l'armée des Alpes, examiné par les commissions de santé de Grenoble et admis par le district (23 nivôse an III) ; à Saumur, trois candidats recommandables se présentent : Perrier, « initié à l'art de guérir depuis 17 mois », fils d'un officier de santé, maire de Vezins en 1790 et réfugié à Blois ; Urbain Fardeau, de Varennes-sur-Loire, ci-devant ecclésiastique, 28 ans, qui tiendra plus tard une place si brillante comme chirurgien aux armées de la République et de l'Empire ; enfin Hobock, officier de santé à Doué, que nous avons trouvé en 1792 subissant avec succès ses thèses de licence et de doctorat et qui fut désigné par le district (26 ventôse an III). (A. D., L 11/t, Dist. d'Angers, p. 105. — PORT, D., t. II, p. 473, article *Lebreton*. — A. D., L 11/32, Dist. de Saumur, Reg. de corresp. de l'agent national, n° 96, p. 220, 18 ventôse an III et D 27, Faculté de Médecine, Examens 1792.)

⁴ *Aff.*, n° 45, 28 frimaire an IV.

⁵ Sans doute frère de Michel Chevreul, et qu'il ne faut pas confondre avec le chimiste Chevreul Michel-Eugène, fils du précédent et savant chimiste né à Angers en 1786, mort à Paris en 1889.

⁶ Mirault (J.-B.-François), né à Angers en 1754 ; élève de l'Oratoire, puis à Paris de Baudelocque et de Désault ; docteur de la Faculté de Médecine de Reims en 1781 ; titulaire de la médaille d'or de l'Académie de Chirurgie de Paris en 1788 ; chirurgien à l'hôpital militaire d'Angers sous la Révolution. Deviendra, en 1807, professeur de clinique chirurgicale à l'École secondaire de Médecine d'Angers et, en 1813, associé de la Société de Médecine de Paris. (PORT, D., t. II, p. 682.)

⁷ Garnier (François-Claude), fils cadet du chirurgien Clément Garnier, né en 1759, maître en chirurgie en 1788 ; remplace son frère à l'Hôtel-Dieu en 1789, « succession de dévouement qu'il accepta pendant plus de 50 ans » ; « esprit modeste et réservé, professeur de parole claire et précise, praticien de main timide et circonspecte, mais sûre et ferme... d'une activité infatigable et d'une abnégation que ne fatigue jamais la clientèle impitoyable des pauvres ». (PORT, D., t. II, p. 229.)

jeté les yeux pour les préposer aux cours demandés, ont répondu à ses désirs », l'administration du département décide la création de ces cours et y rattache les cours d'accouchement, dirigés jusque-là par Michel Chevreul, organisés par le Conseil général en décembre 1791 et confirmés par le représentant du peuple, en germinal an III¹.

En transmettant l'arrêté de nomination au Directoire exécutif, le département rappelait la situation pénible créée par la disparition de l'ancienne Université et présentait le nouvel établissement comme « une mesure d'intérêt public »². Préjugant d'une autorisation, qu'il attendait avec « une ferme confiance », il faisait annoncer par la voix de la presse, l'ouverture des cours fixée au 1^{er} nivôse³. Il prenait, le 23 germinal, un arrêté invitant chaque canton à envoyer une femme chaque année, aux cours d'accouchement d'Angers. Au même moment (germinal an IV)⁴, il inscrivait, par avance, au budget de l'École centrale, une somme de 1.000 francs destinée au traitement du professeur à « l'école spéciale » d'accouchement, une autre de 3.000 pour les élèves venues « de toutes les parties du département » une autre enfin de 1.000 francs « sur la demande des élèves en chirurgie et des divers hôpitaux »⁵.

Ainsi, quoi qu'on ait écrit ailleurs⁶, c'est dans cette première initiative qu'il convient de rechercher les origines de l'École de santé d'Angers : l'arrêté du 22 frimaire an IV constitue en fait la véritable charte de cette école. En l'an IV, malgré les réponses dilatoires des pouvoirs publics, le cours de médecine, transféré pour plus de commodité à l'abbaye Saint-Serge, était devenu une réalité et le département pouvait, dans son compte rendu de brumaire an V, s'enorgueillir à juste titre des premiers résultats obtenus dans cette matière⁷.

¹ 10 Il sera établi un cours public et gratuit d'anatomie, d'opérations et d'accouchement, lequel commencera le 1^{er} nivôse prochain dans l'amphithéâtre ordinaire, près la maison de l'Esvière ;

² Les citoyens Chevreul le jeune, Mirault et Garnier le jeune sont nommés professeurs dudit cours ; en conséquence, ils se concerteront ensemble sur le nombre, le jour et l'heure de leurs leçons ; il sera alloué à ces derniers, par forme d'indemnité, une somme de 1.200 livres avec les professeurs déterminés par le Directoire exécutif ; copie de cet arrêt devait être envoyée au ministre de l'Intérieur. (A. D., L. Dépt. 22 frimaire an IV.)

³ *Ibid.*, L. 160. *Corresp.* Les administrateurs du département au ministre de l'Intérieur, 3 nivôse an IV.

⁴ *Aff.*, n° 45, 25 frimaire an IV.

⁵ Le 22 ventôse an V, la municipalité de Chemillé rappelant cet arrêté, demandait l'autorisation d'envoyer deux sujets au lieu d'un, le canton ne possédant « pas une seule femme en état de rendre les services que réclame journellement l'humanité ». (A. D., L/t 933.)

⁶ *Ibid.*, L. 917. Etat des dépenses nécessaires pour l'instruction publique dans le département. 28 germinal an IV.

⁷ Centenaire de la Société de Médecine d'Angers. *Compte rendu des fêtes du 22 juin 1897*. Angers, Germain, 1897, p. 30 et suiv. (B. A., SH 3887.)

⁸ « Quoique les démarches faites par l'Administration, tant auprès du corps législatif que du Directoire, pour obtenir une école spéciale de Santé pour la ville d'Angers n'aient pas encore eu tout le succès qu'elle en devait attendre, cependant ils [les professeurs] n'ont point interrompu leurs utiles travaux et, par des cours gratuits sur toutes les parties de la chirurgie et de la médecine, ont continué d'enseigner l'art de soulager l'humanité souffrante.

« L'Administration a placé cette école spéciale dans la maison nationale de Serge. Ce local

Telle fut cette première initiative du département, d'une portée plus générale que les mesures de même nature prises à Poitiers, en prairial an III, avec la création, à l'École centrale, d'un cours spécial d'hygiène, confié au chirurgien Canolla, attaché aux hôpitaux militaires de la ville¹. Elle devançait de plus de six mois l'initiative semblable, prise à Besançon, à la fin de l'an IV, par le jury d'instruction publique et, en vendémiaire an V, par le département du Doubs pour les cours de trois professeurs de médecine et d'anatomie².

2. Désavouée comme celle de Besançon³ dès le début, par le Directoire exécutif, qui se retranche derrière la légalité⁴, l'École de santé d'Angers se reconstitue dès l'année suivante sur de nouvelles bases. En même temps que subsistent, d'une part, les cours publics et gratuits d'accouchement, entretenus par le département⁵, la Société de santé organise dès sa fondation, en frimaire an V, des cours destinés, suivant l'esprit de ses statuts, à « l'instruction des élèves ».

« Le cours complet d'enseignement sur l'art de guérir » ouvert par la Société, apparaît comme la continuation du précédent et a lieu, comme lui, à la maison Serge, près du Jardin botanique. Il semble aussi prendre la place de l'ancienne Faculté. Ce sont, en effet, les officiers de santé des ci-devant Faculté de médecine et Collège de chirurgie d'Angers, qui le constituent. Au lieu de trois professeurs, comme en l'an IV, on n'en compte pas moins de douze, qui enseignent dix matières différentes

a paru d'autant plus convenable qu'il est plus voisin du Jardin botanique, proche la rivière et assez isolé pour que l'ouverture des cadavres et les préparations anatomiques ne puissent incommoder personne.

« Nous ne négligerons rien pour donner à cet utile établissement l'étendue et le degré de perfection dont il nous paraît susceptible. » (Compte rendu par l'administration centrale du département, 1^{er} brumaire an IV-1^{er} brumaire an V.) (B. A., H 2038, n° 22.)

¹ G. VALLÉE, *An. rév.*, 1917, p. 215.

² A. TROUX, *ouv. cité*, p. 187.

³ A Besançon, l'arrêté du département du 5 vendémiaire an V (26 septembre 1796), qui décidait que les trois professeurs de médecine Rougnas, Cusenier et France seraient assimilés aux professeurs de l'École centrale avec un traitement annuel de 2.000 francs, est cassé par le Directoire exécutif, le 29 vendémiaire an VI (20 octobre 1796). (A. TROUX, *ouv. cité*, p. 187.)

⁴ A deux reprises au cours de l'an IV, le ministre Bénézech, tout en rendant hommage aux « louables » motifs qui ont inspiré cette initiative, refuse de sanctionner l'arrêté du département et se retranche derrière l'existence des trois écoles de santé établies par la loi du 14 frimaire an IV. Il considère « les écoles excentriques », ainsi créées, comme ne pouvant exister qu'à titre « d'entreprise particulière » sans grever le trésor public. (A. D., L/t 933. Lettre au département, 19 pluviôse an IV ; — L/t. *Ec. cent.*, 21 floréal an IV.)

⁵ Arrêté du département (6 germinal an V), qui rappelle celui du 23 germinal an IV et qui porte : 1° ouverture du cours le 1^{er} prairial, dans le local des enfants naturels de la patrie, et par le citoyen Chevreul, instituteur nommé à cet effet par le département ; 2° obligation pour chaque élève de produire un certificat de capacité et bonne conduite délivré par sa municipalité ; 3° disposition concernant la nourriture et le logement dans ledit hospice, pendant la durée des cours et « aux frais de la République ». (*Aff.*, n° 98, 16 germinal an V.) — Annonce du département, le 5 floréal an VI, pour l'ouverture du cours, le 1^{er} prairial, aux Carmélites. (*J. de M.-et-L.*, n° 20, 10 floréal an VI.) — Arrêté du département, le 29 ventôse an V, rappelant l'ouverture des cours le 1^{er} floréal, par le citoyen Chevreul, officier de santé à l'hospice des enfants naturels de la patrie. (*Ibid.*, n° 94, 8 germinal an VII.) — Cette dépense était laissée à la charge du département par la loi du 28 messidor an VI, et cette création était recommandée à sa vigilance. (Lettre du ministre de l'Intérieur, 14 fructidor an VI.)

se rapportant à l'art de la médecine. Ce sont, dans l'ordre annoncé : « L'anatomie, le 21 frimaire, par Lachèse et Garnier le jeune ; les opérations et maladies des os, le 1^{er} germinal, par Mirault ; la physiologie et l'hygiène, le 15 pluviôse, par Esnault et Pantin ; la pathologie, le 1^{er} germinal, par Maillocheau. » Venaient ensuite : « La médecine clinique, tous les jours à 9 heures du matin, en l'hospice civil, par Guérin et Berger. Dans le même hospice également, tous les jours à 7 heures, la chirurgie clinique, par Garnier aîné. » Puis « les accouchements, le 1^{er} prairial, par le citoyen Chevreul » ; enfin « la chimie expérimentale et la matière médicale, le 1^{er} floréal, par Hossard, et la botanique, par Merlet »¹.

Que l'on rapproche ce vaste programme de celui des trois écoles de Paris, Montpellier et Strasbourg, on y trouve les mêmes objets d'enseignement, le même souci de la pratique des opérations et du contact des malades, la même liaison avec les sciences naturelles considérées comme annexes de la médecine².

3. Dans quelle mesure ce vaste programme fut-il rempli ? Nous savons que les cours gratuits de l'École de santé d'Angers ont lieu régulièrement chaque année et nous en avons la preuve dans les éloges dont ils sont l'objet.

En l'an V, les officiers de santé de la commune d'Angers, « fidèles aux principes de désintéressement et d'humanité qui les animent », rouvrent leurs cours le 21 frimaire³ et, donnant un exemple que *le Moniteur* signale à l'attention des autres départements, « continuent gratuitement les cours publics d'enseignement sur la médecine et l'histoire naturelle »⁴. D'autre part, les professeurs de l'École centrale, « dont le dévouement marche de pair avec celui des professeurs de médecine », reçoivent « gratuitement à tous leurs cours », les élèves de l'École de santé, leur procurant ainsi, sur « les sciences les plus usuelles », les notions préliminaires nécessaires à l'étude de la médecine⁵.

En l'an VI, le commissaire de la commune, Guillier de la Touche, ci-devant professeur à la Faculté de droit, fait un éloge sans réserve de l'École spéciale de santé : « Cet établissement est bien soutenu par les membres qui le composent. Ils font des cours d'études très bien dirigés sur les différentes parties de cette science si utile à l'humanité ; ils ont un grand nombre d'élèves à qui ils savent faire goûter leurs leçons en aplanissant par de bonnes méthodes les difficultés. On en peut juger par les succès

¹ A. N., F¹⁷ A 1751. *Avis*, placard, Mame, imprimeur du département.

² LIARD, t. I, p. 278.

³ A. D., L 160. *Corresp.* Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 21 frimaire an V.

⁴ Article du *Moniteur universel*, reproduit dans *les Aff.*, n° 66, 13 pluviôse an V.

⁵ L 917. Lettre collective des professeurs de l'École centrale au département, 19 thermidor an V. *Signé* : Merlet, Bénaben, Braux, Marchand, T. Grille, Riffault, Héron, Dubois.

des jeunes élèves dans les opérations de la chirurgie qui ne dépendent que de leurs talents et de leur attention à profiter des maîtres. Cette partie de l'art de secourir l'humanité souffrante peut, dans ses élèves même, fournir des maîtres d'opérations chirurgicales. » Et il terminait cette partie de son rapport en rendant « hommage à cette pléiade émérite ; la confiance publique dans l'habileté des professeurs de toutes les parties de l'École spéciale de santé doit être entière tant pour la théorie qui concerne l'enseignement des élèves, que pour la pratique à l'égard des malades et encore pour leurs soins charitables envers les pauvres, à l'égard desquels ils usent du plus grand désintéressement » ¹.

Enfin, en nivôse an VII, le département énumérant toutes les causes qui militaient en faveur de l'établissement d'un lycée à Angers, faisait encore valoir l'importance des études de médecine qu'on y faisait : « Cet enseignement, qui n'a pas été interrompu pendant la Révolution dans cette commune, est suivi par un grand nombre d'élèves, dont la plupart, venus des départements voisins, sont attirés par la célébrité des professeurs de l'ancienne École » ².

Telle fut cette initiative qui fait honneur au département et qui peut soutenir la comparaison avec tout ce qui s'est fait ailleurs, dans le même sens, à la même époque ³.

4. A la vérité, le zèle des professeurs et des élèves était entretenu par l'espoir d'obtenir, pour Angers, la création de l'une de ces écoles spéciales complémentaires que le Directoire, en l'an V, projetait d'établir dans quelques-unes des grandes communes de la République ⁴. Le 22 vendémiaire an V, les élèves en chirurgie adressaient, dans ce sens, une pétition au département, revêtue de 18 signatures ⁵ et cette pétition, transmise au

¹ A. D., L. 225. Dép. Compte décadaire du commissaire d'Angers à ses collègues du département, 29 nivôse an VI.

² *Ibid.*, L. 914. L'administration centrale du département au Corps législatif, 29 frimaire an VII.

³ Voir les cours gratuits de médecine et d'anatomie professés à Besançon, à partir de l'an V, tant à l'École centrale elle-même que dans les hôpitaux de la ville. (A. TROUX, *L'École centrale du Doubs à Besançon*, pp. 188-190.)

⁴ LIARD, t. I, p. 285 et suiv.

⁵ « Le désir de soulager l'humanité, l'amour de notre patrie, les périls de nos compatriotes que l'amour de la liberté fait voler tous les jours à de nouveaux combats contre les ennemis de la République, les vœux que nous formons pour leur succès et leur conservation, les avantages que nous pouvons tirer des habiles démonstrateurs de cette commune, le Jardin botanique qui tous les jours prend de nouveaux accroissements et dont l'utilité vous est connue ; le concours d'un nombre infini de jeunes élèves qui se destinent à un état qui devient de jour en jour plus précieux à l'humanité et qui ne sont point épouvantés par la mort qui a moissonné une partie de ceux qui se sont empressés de porter des secours aux militaires blessés dans les hôpitaux ou à la suite des armées ; la pénurie de sujets instruits où l'Etat se trouverait bientôt, votre amour pour les arts utiles parmi lesquels celui-ci tient le plus haut rang et qui cependant est le seul, il faut l'avouer, dont les écoles soient fermées dans ce moment, la seule saison favorable à ce genre d'études ; tout enfin, citoyens, nous presse de vous engager à renouveler vos instances auprès du Comité de Santé pour que les écoles centrales de chirurgie et de médecine soient mises en activité dans le plus court délai, ou pour en obtenir des fonds suffisants pour subvenir aux frais et dépenses que nécessitent des cours comme il en existait l'année dernière.

« Angers, ce vingt-deux vendémiaire de l'an cinq de la République une et indivisible. Signé :

ministre Bénézech¹, était envoyée en même temps au Directoire exécutif en la personne de La Révellière-Lépeaux et au « bon » Leclerc, membre influent du Conseil des Cinq-Cents². Pour l'établissement d'une École spéciale de santé, Angers était alors en concurrence avec Rennes qui semblait devoir l'emporter³; néanmoins, sur le conseil de Vallée, secrétaire de La Révellière-Lépeaux, les cours de l'École de santé d'Angers étaient repris gratuitement afin de prouver qu'il s'agissait, pour Angers, « non d'un nouvel établissement », mais de la continuation d'une école dont la ville était en possession et pour laquelle elle « conservait constamment des professeurs instruits, désintéressés et toujours en activité »⁴.

Tant de démarches, on le sait, devaient rester vaines. Rien ne fut changé en fait aux créations de la Convention et l'École de santé d'Angers ne se maintint, jusqu'à la fin du Directoire, que grâce au désintéressement des maîtres, soutenus par l'appui moral du département⁵. Ce ne sera que vingt ans plus tard que l'arrêté du département du 22 frimaire an IV, recevra sa consécration par la création officielle de l'École secondaire de Médecine d'Angers⁶.

5. Néanmoins, il importe de souligner les heureux effets produits par l'initiative désintéressée des dignes héritiers de l'ancienne faculté de médecine, secondée par le zèle de l'administration du département.

A une époque où la liberté de l'exercice de la médecine avait donné naissance à des abus qui affligeaient les amis du bien public⁷, l'École

Meslet, Pirard, Dandigné, Logerais, Picou, Cullerier, Cochard, Labrideraic, Davène, Barbe, Latouche, Pellé, Dandigné le jeune, Chaillou, Normand, Maugars, Guépin, Chalopin. » (A. D., L/t 934.)

¹ *Ibid.*, L 158, 28 vendémiaire an V.

² *Ibid.*, 26 vendémiaire an V.

³ « Rennes aussi demande une école spéciale de santé. La proximité de cette ville et de la nôtre ne permettent pas de fixer dans chacune d'elles un établissement pareil; il n'est donc question que de décider laquelle des deux rivales obtiendra la préférence... L'examen de leurs prétentions a été renvoyé par le Conseil des Cinq-Cents à une commission particulière. Son rapport est tout prêt et malgré le vœu unanime des départements qui vous avoisinent, malgré les observations présentées à ce sujet par le ministre de l'Intérieur, ce rapport vous sera défavorable. Defermont, le tout-puissant Defermont a fait pencher la balance pour la ville qui l'a vu naître, etc. » (Lettre de Mamert-Coullion au département, 14 brumaire an V.) (A. D., L/t 934.)

⁴ *Ibid.*, 14 brumaire an V.

⁵ La rumeur publique accusant les chirurgiens de l'École de santé « de s'emparer et d'égorger de sang-froid » des citoyens pour les dissections qui se faisaient à la maison Serge, le département prend un arrêté (25 frimaire an V), portant défense à tous citoyens de chercher à troubler l'exercice des cours de médecine et de chirurgie (art. 1^{er}) et menace de poursuites tous ceux qui qualifieront « d'écorcheurs » ou autrement, ceux qui se vouent à ce genre d'instruction (art. 2). (*Aff.*, n° 43, 27 frimaire an V.)

⁶ Des cours continuèrent après le 18 brumaire en l'an VIII et en l'an IX avec Riffault. (*L'Ami de la Liberté*, 7 ventôse an VIII, n° 34 et 28 germinal an IX, n° 14.) — Un décret du 31 mai 1807 institua, auprès de l'hôpital, six cours pratiques de médecine, de chirurgie et de pharmacie qui assuraient le service hospitalier, sans conférer aucun grade aux étudiants. Et ce n'est que le décret du 18 mai 1820 qui fonda une réorganisation nouvelle sous le nom d'École secondaire de médecine. (PORT, D., t. I, p. 80.)

⁷ Lettre de Moreau, commissaire du département au commissaire de Candé (16 vendémiaire an VII), à propos d'un individu dangereux qui exerce la profession d'officier de santé. « Jusqu'à ce que le corps législatif ait déterminé par une loi les formalités à remplir, je n'ai point de marche certaine à vous tracer... Je vous invite seulement à examiner si ses papiers sont en règle, et à

spéciale de santé avait fait revivre dans le département, les études de médecine que l'École de Paris était insuffisante à assurer pour tout le territoire de son ressort ¹.

Et s'il n'avait pas dépendu des administrateurs du département ni de la députation de Maine-et-Loire que des subsides réguliers vinssent soutenir l'initiative privée, du moins, forçant en quelque sorte la main aux pouvoirs publics et, s'appuyant sur des décisions antérieures qu'il se refusait à considérer comme périmées, le département, nous l'avons vu plus haut, avait continué à régler et subventionner les cours d'accouchement que lui avait légués en quelque sorte l'époque révolutionnaire.

II. — *La Société d'agriculture* (an VI)

1. Postérieure à la *Société de santé*, la *Société d'agriculture* s'organise en thermidor an VI. Renouvelée de l'ancien bureau disparu en 1793, et destinée, comme lui, à développer l'économie rurale, elle a pour promoteurs : Coutouly, vice-président de la Société de santé et ci-devant membre en 1774 de la Société royale d'Agriculture ; et Renou, professeur d'histoire naturelle à l'École centrale ².

Le 16 thermidor a lieu la première réunion dans l'une des salles de l'ancienne abbaye Saint-Serge ³, abbaye qui abrite déjà les cours de botanique de Merlet et les cours de la Société de santé.

2. « Les membres de la Société se permettent d'établir leur bureau, dans la saison d'hiver, dans une des chambres du pavillon au midi, ayant vue sur la ville et sur la rivière réservant, pour leurs grandes assemblées et leurs séances d'été, la grande salle dite ci-devant salle des Actes, avec la chambre à côté dans le grand dortoir n° 1, etc. »

En attendant qu'elle dispose « des instruments aratoires et du terrain que comporte un tel projet », la Société se propose de « seconder les vues du gouvernement » en faisant connaître aux cultivateurs « les découvertes les plus intéressantes des hommes célèbres en ce genre de connaissances »,

veiller à ce qu'il prenne une patente... Si vous découvrez qu'il est réellement dangereux, soit par ses principes politiques, soit par son ignorance dans son état, dénoncez-le moi, je prendrai contre lui les mesures convenables. » (A. D., L 221 *ter.*)

¹ Le département envoyait, comme au temps de la Convention, un élève par district. Le 27 nivôse an V, le ministre prévient le département que celui-ci a trois élèves à remplacer : ceux des districts d'Angers, Saumur et Vihiers (A. D., L 934). — Par arrêté du 4 pluviôse, le département, conformément à la loi du 21 fructidor an IV, nomme les trois élèves demandés avec l'espoir que ces jeunes élèves s'empresseront de justifier la confiance qu'il leur a témoignée. » (*Ibid.*, L 160. *Corresp.*)

² Pétition adressée aux membres de l'Administration du département, 1^{er} thermidor an VI. (A. D., L/t 925.)

³ Lettre des commissaires Renou et Coutouly au département, 19 thermidor an VI. (*Ibid.*)

à l'aide d'une sélection des écrits « des Duhamel, Dumonceau et de tant d'autres grands maîtres dans le premier des arts¹. Elle mettra le même soin à se procurer des associés parmi « les cultivateurs éclairés et zélés du département », dont elle accueillera les observations et les mémoires, pour les faire servir au progrès général et à l'avantage de la Société².

C'était là d'ailleurs le programme du *Bulletin décadaire*, créé par la loi du 13 fructidor an VI³ et ce programme ne devait pas tarder à passer dans le domaine de la réalité. Tel fut en particulier l'envoi, en pluviôse an VII, par le citoyen Vallée, secrétaire de La Révellière-Lépeaux, d'une provision de glands de chêne-liège, avec notice explicative concernant un essai de culture à tenter dans le département⁴. Cette tentative fut l'objet d'une communication très étudiée du président Merlet la Boulaye sur un essai à réaliser dans la vallée de l'Authion⁵.

Placée sous les auspices du département et de la municipalité⁶, également recommandable par le nombre et la qualité de ses membres⁷, par l'étendue de ses fins et par ses ambitions⁸, cette Société était une création bien vivante.

La Société d'agriculture d'Angers de l'an VI, dont le nom rappelle les créations similaires de la fin du XVIII^e siècle, s'efforçait d'atteindre un but qui n'avait jamais été atteint par les premières : entrer en relations avec « les cultivateurs éclairés » pour servir « le progrès général ». Dirigée par le botaniste Merlet, par le professeur d'histoire naturelle Renou, et par le médecin Coutouly, membre du jury d'instruction publique, elle est, au point de vue pratique, une sorte de prolongement de l'enseignement scientifique donné à l'École centrale. Elle constitue une création pénétrée

¹ A. D., L/t 925. 19 thermidor an VI.

² *Ibid.*, 1^{er} thermidor an VI.

³ « ... Il contiendra un article instructif sur l'agriculture et les arts mécaniques... L'article instructif sur l'agriculture et les arts mécaniques doit être tout entier d'utilité pratique. Ce ne sont pas des théories savantes, des expériences compliquées, ni des hypothèses qui peuvent convenir à l'intelligence du peuple, à l'étendue et à la destination du bulletin décadaire. » (*Bulletin décadaire*, 1^{re} décade, vendémiaire an VII.)

⁴ Lettre du citoyen Vallée, secrétaire du citoyen La Révellière-Lépeaux, membre du Directoire exécutif, aux citoyens composant la Société d'Agriculture d'Angers. Paris, 3 pluviôse an VII. (*Bulletin décadaire*.)

⁵ Observations du citoyen Merlet La Boulaye, président de la Société, Angers, 28 pluviôse an VII. (*Ibid.*)

⁶ Le président de l'Administration centrale et de la Municipalité sont à perpétuité membres honoraires et délibérants de ladite Société. (A. D., L/t 925. Lettre de Renou et Coutouly au département, 1^{er} thermidor an VI.)

⁷ En l'an VIII : Merlet la Boulaye, Coutouly et Villier, présidents ; Bénaben et Héron, secrétaires ; Renou, agent de la Société ; Braux, Bardet, Gautier, Brulon, Berger, Boreau-Besnardière, Chabert, Chevreul, Esnault, Garnier jeune, Guérin, Hossard, Heurtelou, Huard-Béchalrière, Joubert-Bonnaire, Lachèse, Lebreton, Maillocheau, Marchand, Milscent, Pantin, Prévost-La Chauvelière, Préséau, etc. (*Annuaire du dép.*, an VIII, pp. 61-70.)

⁸ Ses 40 membres sont, d'après le règlement du 26 ventôse an VII, partagés en 8 sections concernant l'agriculture, l'industrie, les routes, les canaux, la topographie du département, etc. (*Ibid.*)

de l'esprit révolutionnaire ; aussi sera-t-elle tenue en suspicion après le 18 brumaire¹. Elle reparaitra sous la Restauration (1831), avec un autre esprit, et fera revivre alors, sous le nom de Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers, les deux sociétés de 1685 et 1761², disparues avec la Révolution.

III. — *Les sociétés de littérature et les cercles constitutionnels* (an IV-an VIII)

1. — La fin des sociétés populaires (an III)

Avec le 9 thermidor, les clubs cessent d'être les écoles de civisme qu'ils avaient été jusque-là. Dans un temps où les événements mènent les hommes et leur enlèvent toute liberté de jugement, ils deviennent les adulateurs du fait accompli. A Angers, la Société populaire approuve sans réserve « la mort du tyran » et déclare que « la Convention sera toujours son point de ralliement »³. Celle de Saumur, si bien inspirée en l'an II, en apprenant « l'infâme trahison de Robespierre et de ses complices », « se déclare en permanence » à l'exemple de la Convention et, acceptant sans discussion l'événement survenu à Paris se contente de réitérer son serment de « Vivre libre ou mourir »⁴.

Dans les mois qui suivent, et durant toute la réaction thermidorienne, on ne devait plus trouver dans les manifestations des clubs, et en particulier dans celles du club d'Angers, que dénonciations successives contre « les hommes de sang » qui avaient participé à la Terreur angevine. Le seul intérêt que présente la principale de ces accusations (frimaire an III)⁵ est un intérêt historique : Adresse à la Convention contre le Mémoire justificatif de Hentz et Francastel, etc. Dans ce long factum d'une trentaine de pages, qui constitue le procès des comités révolutionnaires, où sont rassemblés sans ordre et sans style les actes d'arbitraire et de cruauté qui caractérisent la Terreur en Anjou, et plus spécialement à

¹ Le Consulat créa à Angers un Conseil d'agriculture, de commerce et des arts, dont la mission et les attributions rappelleront le rôle du Bureau d'agriculture par rapport à la Société libre créée à la fin du XVIII^e siècle. (Voir *Annuaire du dép.*, an XI, p. 84.)

² Mémoires de la Soc. d'Agr., Sc. et Arts, 1831, 1^{er} numéro. Introduction historique, par Blordier-Langlois, pp. xvj à xviii.

³ Adresse à la Convention, 13 thermidor an II. (A. D., L 1311-1319.) (A. M., *Reg. délib. de la Soc. pop.*, séance extraordinaire du 13 thermidor.)

⁴ BRUAS, *Les Soc. pop. de l'an II*.

⁵ Adresse à la Convention contre le Mémoire justificatif de Hentz et Francastel « sur les fusillades et noyades commises dans cette commune et pays circonvoisins » — Entrée en séance, les 5 et 10 frimaire. — Appel nominal des signataires, 12 frimaire. — Impression aux frais de la Société à 500 exemplaires portée à 800 le 25 frimaire. (A. M., *Reg. délib. Soc. pop.*) *Les citoyens composant la Soc. pop. d'Angers à la Conv. nat.*, 5 frimaire. Angers, Mame, an III, 28 p. B. A., H 2029 (N) et H 2030 (68).

Angers et dans les communes environnantes, on chercherait vainement la trace de cet esprit démocratique qui avait fait, en d'autres temps, l'honneur du club d'Angers. Le décret du 6 fructidor an III (23 août 1795), qui abolit les sociétés populaires, vient mettre fin à des manifestations qui n'étaient plus que « les convulsions » d'une longue « agonie »¹.

2. — La Société de littérature ou des Gilotins (frimaire an IV)

Au mois de brumaire an IV, « à un moment où la réaction triomphe, où le peuple est dégoûté et abattu² », les derniers patriotes, sous l'inspiration de Babeuf, fondent, chez le traiteur Cardinaux, « dans l'ancien couvent des Génovéfains, derrière le Panthéon, une société de la réunion des amis de la République » (29 brumaire an IV, 20 novembre 1795)³.

a) Ce mouvement gagne les départements, et si le Maine-et-Loire ne compte pas parmi ceux où il fut le plus actif⁴, Angers eut cependant à cette époque sa société des « patriotes ».

Le 25 frimaire an IV (16 décembre 1795), Étienne-René Jahier, imprimeur, et Claude-Pierre Reyneau, défenseur officieux, déclarent, à l'Hôtel de Ville d'Angers, « qu'ils ont l'intention, avec plusieurs associés, d'ouvrir une *Société de littérature et de jeux* dans la maison Michel Gillot, gendarme, rue Haute-du-Figuier, n° 13 »⁵. D'où le nom de Société des *Gilotins* qui lui fut donné par la suite.

Comme la société du Panthéon, celle d'Angers a pour promoteurs les amnistiés sortis de prison ou délivrés de la surveillance de la police⁶. Sur 57 noms que compte la liste des sociétaires⁷, 9 étaient des amnistiés

¹ BLORDIER, *ouv. cité*, t. I, p. 235.

² DOMMANGET, *La structure et les méthodes de la conjuration des Egaux*. (An. Rév., 1922, p. 178).

³ PARISET, *La Révolution (1792-1799)*, p. 307.

⁴ DOMMANGET, *An. rév.*, 1922, p. 286.

⁵ UZUREAU, *Les sociétés à Angers, 1791-1852* (And., 12^e sér., 1912). Le citoyen Gillot, originaire de Cholet, était gendarme. « Ses grandes qualités le firent choisir par la Commission militaire, pour les fouilles et les recherches à faire sur les détenus. Gillot en a si bien profité, qu'il a acheté une maison à Angers très bien meublée... Il est tellement révolutionnaire qu'il n'a cessé de fréquenter les ennemis du gouvernement et de la Constitution de 1795. Son attachement pour eux s'est prouvé en leur donnant une salle pour y tenir société, etc. » (Lettre du commissaire du Directoire exécutif du canton d'Angers Le Pendry au capitaine de la gendarmerie Edon, 18 ventôse an IV-8 mars 1796.) (UZUREAU, *Anj. h.*, Une société de terroristes à Angers, 1795-1796, p. 547 et encore, *And.*, 14^e sér., 1914, p. 218 et suiv.)

⁶ Décret d'amnistie prononçant l'abolition des procédures pour faits purement relatifs à la Révolution (26 octobre 1795-4 brumaire an IV). Ils étaient au nombre de 25 à Angers : Audio, Boniface, Bousac, Brémaud, Choudieu, Cordier, David, Félix, Geslin, Girard-Rethureau, Goupil, Hudoux, Laporte, Martin-Lusson, Mellet, Millier, Morin, Nicolas, Obranier père et fils, Proust, Thierry, Vacheron, Vaillant et Vial. (*Anj. h.*, t. IV, pp. 521-523 et t. V, 1913, p. 540, note 2.)

⁷ Audio, notaire ; Audio, menuisier ; Ayasse, Baudron, sans état ; Berthe, relieur ; Bertry, réfugié ; Boniface, Boré, réfugié ; Bousac, Brémaud, huissier ; Brouillet, cabaretier ; Cadeau, marchand ; Cadelbergue, potier à Saint-Laud ; Chardon, Constantin, tailleur ; Cordier, employé aux charrois ; David, vitrier ; Delille, réfugié ; Denis, Deschamps, directeur du Théâtre ; Dillerin, Duboueix, ex-grand vicaire ; Dusouchay, revendeur ; Fouquereau, revendeur ; Galland, tailleur ; Geslin, imprimeur ; Goupil, apothicaire ; Guillot, réfugié de la Vendée ; Guinhut, maré-

et, parmi les plus marquants, se trouvaient les principaux membres du gouvernement révolutionnaire à Angers¹ : Boniface, ci-devant bénédictin de Saint-Aubin, ex-président du Comité révolutionnaire² ; Goupil, apothicaire, et membre de la Commission militaire où il s'était signalé par « un zèle implacable³ » ; Thierry, dit *Brutus*, membre du Comité révolutionnaire de septembre 1793 à mars 1794⁴. Avec eux, la société comptait dans son sein : l'ex-grand vicaire constitutionnel Duboueix, rédacteur du journal *L'Ami des Principes*⁵ et l'ex-prêtre Renou, marié en l'an IV, et horloger⁶ ; les imprimeurs Geslin et Jahyer⁷ ; le relieur Berthe⁸ ; le directeur du théâtre Deschamps ; plusieurs gendarmes ; des artisans et de nombreux réfugiés.

Dénoncée sans relâche par le commissaire du Directoire exécutif du canton d'Angers, Lependry, au général Hédouville, lieutenant de Hoche et qui commandait alors à Angers⁹, la Société des *Gilotins* fut fermée par ordre de Hoche le 16 ventôse au soir (6 mars 1796)¹⁰. Elle avait survécu de

chal ; Guittet, apothicaire ; Héron, réfugié de la Vendée ; Hunault, réfugié de la Vendée ; Jahyer, imprimeur ; Lebreton, réfugié de la Vendée ; Leduc, tailleur ; Levoyer, réfugié ; Loir la Chenays, Mabiliot, limonadier ; Marais, réfugié ; Marion, horloger ; Martin du Houssay ; *Martin-Lusson*, chapelier ; *Mellet*, gendarme ; Minguet, réfugié ; Péan, réfugié ; Piquelin, marchand ; Poitrast ; lieutenant de gendarmerie ; Rayneau, ex-gendarme ; Renou, ex-prêtre ; Reyneau, ex-administrateur du département ; Royer-Saget, tailleur ; *Thierry*, marchand ; Tiercelin, cordonnier ; Vernier. (A. D. L/t 935. Liste notifiée par le commissaire Le Pendry, 24 ventôse an IV ; cité par UZUREAU, *Anj. h.*, 1913, pp. 538-539.)

¹ Sur le Comité révolutionnaire d'Angers, voir F. UZUREAU, *And.*, 25^e sér., 1927, p. 412 et suiv.

² PORT, D., t. I, p. 412.

³ Goupil avait essayé d'un appel à l'opinion, en publiant *Justification* (Angers, an III, Jahyer et Geslin, in-8° de 32 p., dont 20 de pièces justificatives), sans se couvrir d'autres excuses que l'obéissance aux lois qui condamnaient à mort les brigands de la Vendée. Arrêté et enfermé à Angers, il est l'auteur principal d'un placard sur papier gris, in-folio, portant appel par *Les républicains angevins détenus dans la prison d'Angers, au citoyen directeur du jury d'accusation, accusateur public et commissaire provisoire du Directoire exécutif...* De la prison d'Angers, 6 frimaire an IV. Signé : Goupil fils, apothicaire ; Obranier père, Brémaud, Girard-Retureau, *Thierry aîné*. (Angers, Jahyer et Geslin, an IV.) (PORT, D., t. II, p. 283, c. 2.)

⁴ Thierry publie un *Compte rendu aux patriotes de Maine-et-Loire par le premier Comité de surveillance et révolutionnaire de la commune d'Angers*, le 26 nivôse an III de la République. (Angers Jahyer et Geslin, in-8°.) Vial le dénonce comme le principal auteur de la mort de Dieusie, dans son *Discours*, pp. 161-162. (PORT, D., t. III, p. 575, c. 1.)

⁵ Voir chapitre suivant : *La presse à Angers sous le Directoire*.

⁶ Renou (*Denis-Jacques*), d'Angers, vicaire de Cheviré-le-Rouge, curé constitutionnel de Chalonnès (22 mars 1791), renonce au culte (23 brumaire an II). « C'est le même, je crois, le révolutionnaire D.-J. Renou, capitaine de chasseurs » comme il s'intitule, qui, cette année même, le 20 prairial, fournit les deux *Hymnes pour la fête de l'Etre suprême d'Angers*. (Angers, Mame, in-8° et in-4°, et in-12 de 12 p., avec les poésies de Desforges et de Coutouly ; et aussi : *A tous les fanatiques qui ont encore un peu de raison et en particulier à ceux de la Vendée*, couplets sur l'air du pauvre Jacques ; et *A tous les despotes ligués contre la République*.) (PORT, D., t. III, p. 243, c. 2 ; p. 244, c. 1.)

⁷ Voir *L'Ami des Principes*, supp. au n° 4, 9 nivôse an V.

⁸ Berthe (Jacques-André). Volontaire en 1793, blessé à plusieurs reprises ; nommé commandant de bataillon par Francastel en 1794 ; conserve le grade d'adjudant-major jusqu'en 1817. Gardien du Musée en avril 1839 « où il retrouvait vivants les personnages et les souvenirs de son héroïque jeunesse », il a laissé à la Bibliothèque une précieuse collection de brochures révolutionnaires, de nombreux manuscrits ; en particulier une *Histoire de la garde nationale d'Angers de 1789 à 1817*, mss. 908-909 et une *Notice autobiographique*, mss. 572 (catalogue Lemarchand). (PORT, D., t. I, p. 331, c. 1.)

⁹ *Anj. h.*, 1913, p. 540 et suiv.

¹⁰ « Le général en chef Hoche... a ordonné la fermeture de cette Société, le 16 ventôse au soir, en présence du commandant de la place, de deux officiers municipaux et d'un juge de paix.

quelques jours à celle du Panthéon, fermée par Bonaparte le lendemain de l'arrêté directorial du 8 ventôse an IV (27 février) qui en ordonnait la suppression ¹.

b) Que fut en réalité la Société jacobine d'Angers?

Si l'on en croit les dénonciations incessantes du commissaire Lependry, la Société d'Angers, « soi-disant société des patriotes par excellence », affiliée à celle de Nantes, et « opérant sur les mêmes bases, ne s'occupe qu'à travailler dans l'ombre à la perte des autorités civiles et militaires » (Lettres du général Hédouville, 2 et 6 ventôse an IV-21 et 25 février 1796) ². Mêmes accusations et dans les mêmes termes quelques jours plus tard, de Hédouville au Directoire exécutif : « Société d'hommes se disant *patriotes par excellence* et dont le but paraît être de travailler dans l'ombre la perte des autorités civiles et militaires ; l'un des membres, Robin (ci-devant secrétaire de Carrier) a déclaré que sa correspondance était plus étendue qu'on ne pensait et qu'il informait les patriotes des différentes villes de ce qui se passait. Les règlements de cette société portent que ses membres garderont un secret inviolable et se promettent assistance et secours. Elle est à l'instar de la Société de Nantes, dont Naux et Sullivan sont chefs. » (11 ventôse an IV, 1^{er} mars 1796 ³.)

Un an plus tard, le directeur des *Affiches*, Ch. Mame, au service des constitutionnels, écrivait encore avec passion à l'adresse de Piquelin, l'un des membres de la Société : « La Société des *Gilotins*... n'était composée... que de la lie de la commune d'Angers... C'est bien dommage que le général Hoche ait fait fermer ce cloaque où les échappés à la vindicte publique s'agitaient dans la fange : vous auriez fait votre chemin avec eux... » (19 pluviôse an V, 7 février 1797.) Même langage encore, quelques jours après (6 germinal, 26 mars), à l'adresse de Duboueix, « président et oracle » des *Gilotins* qui a « dû perdre avec eux le peu d'urbanité » qu'il avait « peut-être acquise » ⁴.

c) A ces accusations, plusieurs *Gilotins* répondent en se récusant. Le 1^{er} germinal an IV, le citoyen Audio, notaire public à Angers, déclare à l'administration municipale « qu'en consentant à faire partie d'une société qui vient d'être dissoute en cette commune, sa seule intention fut de se

On n'y trouva rien et je le présumas d'avance, car Robin et Rivière étant partis d'Angers ou s'y étant cachés avaient enlevé ce dont il était essentiel de se saisir, etc... » (Lettre de Lependry au ministre de la Police générale de la République, 8 mars 1796.) (*Ibid.*, p. 545.)

(Robin, ex-secrétaire de Carrier et membre de la Société de Nantes, avait été envoyé à Angers comme chef du dépôt des jeunes gens de la première réquisition et était l'un des chefs de la Société d'Angers.)

¹ PARISET, *Rév.*, 1792-1799, p. 307.

² *Anj. h.*, 1913, p. 540.

³ *Ibid.*, p. 542, note 2 (d'après A. N., AFIII 355, dossier 1655).

⁴ *Ibid.*, p. 539, note 1 et p. 538, note 3.

procurer quelque délassement par la lecture des papiers publics. Ses occupations ne lui permirent que très rarement de se rendre à cette société où il ne fut témoin d'aucune correspondance ni dénonciation, ni délibération politique ; chacun lui parut occupé de la lecture des lois et des opérations du corps législatif, ainsi que de jeux ordinaires et permis. Néanmoins, à peine s'aperçut-il que cette société donnait de l'inquiétude à ses concitoyens, qu'il s'en abstint entièrement pour n'en faire plus partie et ne s'y jamais présenter ¹.» C'était un premier désaveu. En voici un second du même jour, mais avec un peu plus de courage. René-Olivier Reyneau, officier de santé et ex-administrateur du département : « Par un mouvement spontané de ma libre et très libre volonté, absolument indépendante de la fermeture ou non fermeture de la société qui se réunissait dans deux chambres de la maison occupée par le citoyen Gillot, je déclare être déterminé à n'en plus faire partie, et être désireux de n'être plus inscrit au rang des sociétaires. Je dois à la vérité de déclarer en même temps que, dans le très peu de fois que j'ai eu occasion de voir et de connaître cette réunion, je n'y ai vu et reconnu qu'une assemblée d'hommes amis des lois, de la liberté, de l'égalité, de la République enfin ², ne délibérant pas politiquement et dont la seule distraction était de s'adonner à la lecture des papiers, nouvelles et à divers jeux usités dans toutes les autres sociétés de cette commune ³. »

A un an de distance (8 germinal an V, 28 mars 1797), et à une époque où il y avait peut-être encore un certain courage à le faire, Duboueix répondait dans *l'Ami des Principes* aux attaques des *Affiches* : « Mame avoue que j'ai été président d'une société cruellement devenue suspecte pour quelques mauvaises têtes qu'elle renfermait dans son sein ⁴. Cette société n'eut jamais de président, pas plus que les autres sociétés de lecture de la commune d'Angers. Seulement j'y fus chargé, avec un autre, de lire les nouvelles tout haut, parce qu'on trouvait que je me faisais mieux entendre. Cette société a été dissoute, et Mame est un de ses plus ardents persécuteurs ; si elle était en faveur, Mame serait à ses genoux ⁵ ! »

Après tous les autres babouvistes angevins, dispersés et traqués par la

¹ *Anj. h.*, 1913, p. 538, note 2.

² Les mots soulignés ne le sont pas dans le texte.

³ *Anj. h.*, 1913, p. 539, note 2.

⁴ Allusion peut-être à l'attitude plus résolue des babouvistes Robin et Rivière-Maronne, dénoncés par Lependry comme ayant « tenu des propos tendant à l'aviilissement du gouvernement et au rétablissement de la Constitution de 1793. » (Lettre à Hédouville, 3 mars 1796, 13 ventôse an IV), ou encore à Rethureau et Martin-Lusson, « qui étaient du nombre de la société anarchiste qui existait dans cette commune », « amnistiés et les deux plus cruels ennemis de la Constitution de 1795 », dénoncés par Bénaben et qui manifestèrent à la fête de la Jeunesse, 10 germinal. (Lettre au ministre de la Police, 19 germinal-8 avril.) (*Anj. h.*, art. cité, p. 549.)

⁵ *Ibid.*, p. 32 ; p. 538, note 3. — Voir *L'Ami des Principes*, an V, supp. n° 4.

police¹, le principal d'entre eux, Duboueix, connaîtra à son tour la persécution. Condamné à la déportation « pour avoir toujours été et être encore, plus que jamais, un des plus ardents fauteurs de l'anarchie » (arrêté du 4 frimaire an VII), il sera remis en liberté *provisoire* (26 frimaire). « Patriotisme, lumières, désintéressement, probité, infortune, misère, rien ne peut trouver grâce pour lui, écrivait J.-B. Piquelin, son ami, comme Savary, Talot et Duboys². »

3. — Projet d'une Société littéraire (30 nivôse an VI)

La Société des Gilotins avait été, malgré son titre officiel de *Société de littérature et de jeux* et malgré les protestations de ses membres, une société essentiellement politique. C'est une société purement littéraire, inspirée par le souvenir de l'*Académie royale des Belles-Lettres d'Angers*, que se proposent de fonder, au milieu de l'an VI, les professeurs de l'École centrale. Le 30 nivôse, ils exposent leurs vues sur cet objet au commissaire du département.

Sur leur initiative est reprise l'ancienne conception des sociétés littéraires, « réunion d'artistes, de gens de lettres et de savants qui, par le concours de leurs lumières, puissent contribuer au progrès de l'esprit humain ». Mais sur ce point, Angers « pleure encore Dieusie, Brevet de Beaujour et Tessié-Ducloseaux, dont le premier avait cultivé avec succès les sciences exactes ; le second s'était distingué dans les belles-lettres ; le troisième avait fait son étude favorite de la chimie ». Les autres membres de l'ancienne académie royale, « ayant appartenu à la caste nobiliaire ou sacerdotale », ont émigré et « ne méritent point de regrets ». « Il ne reste plus, pour ainsi dire, à la ville d'Angers, d'hommes qui aient l'amour des lettres et qui en fassent leur principale occupation que les membres de l'École de santé, les professeurs des écoles centrales et une partie des membres des autorités constituées. « Comme il importe à la chose publique que ces hommes précieux puissent se réunir », les professeurs de l'École

¹ Des passeports sont refusés à Robin et Rivière, traqués par les neuf commissaires de la ville (14 ventôse an IV) ; Rethureau et Martin-Lusson sont dénoncés par Bénaben (19 germinal) ; Thierry et Jahyer se réfugient chez Vial, beau-père du gilotin Hunault, « correspondant de tous les anarchistes d'Angers » et qui demeure à Paris, rue du Bac, n° 467 (9 germinal) ; Choudieu décrété d'arrestation par le Directoire exécutif (19 floréal) est traqué dans les communes de Beaulieu et de Faye (15 prairial), etc. (*Ibid.*, p. 544 et suiv.). — Bénaben, dans ses notes publiées par Launay, rappelle ces poursuites sans ajouter aucun commentaire :

Germinal, 13. « Plusieurs individus, membres du premier Comité révolutionnaire de notre ville viennent d'être mis en état d'arrestation. »

Floréal, 2. « Un mandat d'arrêt a été pris contre Thierry, Hudoux, Martin-Lusson, Boussac, René Geslin, imprimeur, membres du Comité révolutionnaire ; Charles Davril, vitrier ; Michel-René Gillot, gendarme ; Alexandre Julien, dit Lindor, homme de couleur, tambour-major et Vaillant, ouvrier de Geslin. Hudoux, Martin-Lusson, Boussac et Davril sont en fuite, mais leur signalement a été envoyé partout. » (A. LAUNAY, *Corresp. et papiers de Bénaben*, pp. 126, 127.)

² PORT, *D.*, t. II, p. 71, c. 2.

centrale en ont pris l'initiative dès l'an V, et l'administration leur a offert alors un local au département. Mais, dans « un temps » où la réaction semblait vouloir proscrire toutes les nouvelles institutions », cette tentative n'eut pas de suite. Les professeurs de l'École centrale projettent de la reprendre au moment où, réunis dans le même local, ils vont pouvoir donner « à leurs travaux cet ensemble, cet accord si nécessaires à l'instruction publique »¹.

Ce projet devait néanmoins rester lettre morte jusqu'à la fin du Directoire.

4. — Cabinet de lecture (frimaire an VII)

C'est encore une tentative sans lendemain, imitée des *cabinets de lecture* de la fin du XVIII^e siècle, que fut la *Société littéraire*, créée, en frimaire an VII, par le libraire Fourier-Mame, gendre et héritier de l'imprimeur Charles Mame². Ce groupement, qui avait pour but de mettre, par souscription, à la disposition des abonnés « tous les journaux et quantité de bons livres connus », inspire au commissaire Morainville les plus vives inquiétudes. Il y voit, par avance, l'origine « d'une société de diplomates, qui ne s'occuperaient que d'affaires politiques », à l'encontre « du vœu du gouvernement »³.

Ce cabinet de lecture était condamné avant d'avoir vécu.

5. — Les cercles constitutionnels en l'an VII

a) Au lendemain de l'anéantissement des babouvistes, et alors que se formait, dans le salon de Gibert-Desmolières, rue de Clichy, une société mondaine qui se prêtait aux intrigues des royalistes⁴, il n'y eut pas à Angers, ni dans le département, de salons comme à Paris. Les sociétés y sont nombreuses cependant. La principale d'entre elles, est celle fondée, en floréal an VI (11 avril 1798), par François Huard, directeur des messageries et propriétaire de l'enclos des Récollets. Dans une partie de cet enclos est la Société des *Pères de famille*, « où on lit les papiers-nouvelles, où l'on joue à la boule ou autres jeux simples d'amusement et de récréation »⁵.

Au mois d'avril 1799 (floréal an VII), l'administration municipale du canton d'Angers, ayant dressé la liste des sociétés qui existaient alors en

¹ A. D., L 917. *Ec. centrale d'Angers*. Lettre des professeurs au citoyen Moreau, 30 nivôse an VI.

² PORT, D., t. II, p. 196.

³ A. D., L 225. Le commissaire municipal au commissaire central du département, 4 frimaire an VII.

⁴ PARISET, *ouv. cité*, p. 327.

⁵ *And.*, 12^e sér., 1912. *Les sociétés à Angers, 1791-1852*.

cette ville, on en compte 25 chez des citoyens cabaretiers, épiciers ou autres¹. Dans cette ville de province, la vie mondaine était celle d'une petite bourgeoisie en quête de distractions.

b) Mais au moment où le cercle constitutionnel de l'hôtel de Salm, comptait près de 600 membres (juillet 1797, messidor an V)² et où, aux salons royalistes et au groupement de Clichy, les républicains opposaient les clubs politiques, les « cercles constitutionnels » se multiplièrent à Paris et dans les départements.

La loi du 19 fructidor an V (6 août 1797), qui rapportait les mesures prohibitives relatives aux sociétés populaires provoqua, en Maine-et-Loire comme dans toute la France, la formation de sociétés nombreuses : « cercles constitutionnels » ou « sociétés littéraires » qui, sous couvert de littérature, se consacraient surtout à la politique. Fréquentées par « des acquéreurs de biens nationaux disposés à défendre leurs propriétés »³, ces réunions ont pour objet « la préparation des élections de l'an VI, d'où dépendent peut-être les destinées de la République »⁴. « Que ces institutions soient le quartier général des patriotes ; qu'ils s'y rallient pour déjouer les projets des méchants ; que leur évangile soit la constitution ; qu'ils la prêchent au peuple et qu'ils la fassent aimer par leur sagesse et leur modération »⁵ ; tel est le but que leur assignent les patriotes du département.

Tel est l'esprit qui anime les sociétés de cette nature créées à Chalonnes, à Montjean, à Rochefort-sur-Loire et aux Ponts-Libres⁶, à Saumur⁷ où la société est vite tenue en suspicion parce que comprenant des éléments douteux, enfin à Baugé où, en frimaire an VI, un cercle constitutionnel « formé de vrais patriotes, amis du gouvernement et partisans de la Constitution de l'an III », est encouragé parce qu'il se propose « d'éclairer le peuple »⁸.

c) A la fin de l'an VII, sous le coup des défaites militaires, le pouvoir recherche l'appui de ces patriotes et le commissaire du département préside lui-même, comme à Angers, en germinal an VII, des « banquets civiques ». « Tous les hymnes qu'enfanta l'amour de la patrie y sont chantés avec enthousiasme. » Ils sont suivis « du serment républicain » et de toasts

¹ *And.*, 12^e sér., 1912, *Les sociétés à Angers, 1791-1852* (d'après une note aux archives de la mairie).

² *PARISET, ouv. cit.*, p. 337.

³ *L'Ami des Principes*, n° 16, 2 thermidor an V.

⁴ *Ibid.*, n° 7, 14 nivôse an VI.

⁵ *Ibid.*, n° 3, supp. vendémiaire an VI.

⁶ *Ibid.*, n° 23, 14 brumaire an VI.

⁷ *A. D.*, L 221 *ter*. Le commissaire du département à son collègue de Saumur, 29 frimaire an VII.

⁸ *Ibid.*, 16 frimaire et 19 nivôse an VI.

successifs à la République, à l'union du corps législatif avec le Directoire exécutif, aux armées, à la Constitution de l'an III, à l'instruction publique, au commissaire central du département (30 germinal an VII).

Dans ces réunions, où la politique était au premier plan, on n'oubliait pas que l'instruction publique devait être le fondement des institutions républicaines : « Puissent ses influences bienfaisantes régénérer nos mœurs et assurer l'espérance de la patrie contre les séductions de l'erreur et les prestiges du fanatisme ¹. »

d) Mais, après l'événement du 30 prairial an VII (18 juin 1799), la suspicion règne de nouveau à l'égard de ces groupements.

A Angers, en thermidor, une « réunion populaire » est ébauchée à l'occasion de la fête du 10 août « pour contribuer à soutenir l'amour de la patrie ». Sa première séance a lieu le jour anniversaire de la chute de la royauté, dans la ci-devant église Saint-Michel la Palud, avec désignation, comme « régulateur », du citoyen le plus âgé ; puis, prestation du serment civique et, pour finir, « la strophe : *Amour sacré de la patrie*, chantée avec ce respect et cet enthousiasme qui n'appartiennent qu'aux républicains ² ».

La déclaration de la Société, faite le jour même, l'avait été aux termes des art. 361 et suivants de l'acte constitutionnel. La Société devait se réunir tous les jours à 5 heures du soir dans la ci-devant église de la Palud ³ (près de celle de Saint-Aubin).

Blordier-Langlois dit en parlant de ce club : « Il compta quatre-vingts membres à la tête desquels était l'ex-abbé Duboueyx, précédemment premier vicaire de l'évêque Hugues Pelletier, homme d'esprit, rédacteur d'un journal d'opposition, imprimé chez Jahier, auquel répondait M. Bénaben. Le lieu des séances était l'église Saint Michel-de la Palud, située tout près de celle de Saint-Aubin. Le mobilier était si pauvre qu'un des sociétaires m'a dit qu'on était réduit à s'y asseoir sur des tufeaux. Lui lisant le nom des personnages influents de ce club ⁴, il m'arrêta à l'un d'eux, auquel il appliqua le sobriquet de *Tu-la-s-as* parce que le porteur de ce nom faisait toujours cette réponse quand il présidait à celui qui lui demandait la parole... Ce club n'eut guère que huit à dix séances ⁵. »

Dès les premières séances en effet, « les calomnies les plus atroces »

¹ *Journal de M.-et-L.*, n° 107, quartidi 4 floréal an VII.

² Séance du 10 août 1799 (23 thermidor an VII). Voir l'*Ami de la Liberté*, n° 28, 26 thermidor an VII.

³ *And.*, 1912, 12^e sér. (*Les sociétés à Angers, 1791-1852.*)

⁴ De ce nombre étaient Joseph Clémenceau, Rosier, Belville, capitaine de gendarmerie ; Reyneau, homme de loi ; Jahyer jeune, Royer, Boré aîné, Courballay, Duboueix, Clémenceau de Saint-Florent-le-Vieil. (*Ibid.*)

⁵ BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 53.

sont répandues sur le compte de ses membres ¹. Le 6 fructidor, le nouveau commissaire du département, Guillou aîné ², suspendait ses séances ³. Le groupement d'Angers disparaissait ainsi, en même temps que la société mère de la rue du Bac ⁴.

IV. — *Institut de musique* (an IV)

1. A côté des « sociétés de littérature » des « cercles constitutionnels », qui ne furent en réalité qu'une survivance affaiblie des anciens clubs, ce fut une création originale et toute nouvelle que celle à Angers, en l'an IV, de l'*Institut de musique*, inspiré des idées de Leclerc ⁵, et qui précéda, de plusieurs années, le *Conservatoire national de musique* ⁶.

Sur l'initiative du célèbre musicien Voillemont, ci-devant maître de la psalette Saint-Maurice, rallié à la Révolution ⁷, et sous les auspices de

¹ *L'Ami de la Liberté*, n° 31, 2 fructidor an VII.

² Guillou (Esprit-Antoine), né à Cholet en 1764... commandant en 1793 du régiment des guides, composé des Vendéens patriotes et qui rendit de si éminents services à la pacification du pays... attaché comme commissaire central à l'Administration départementale avec des pouvoirs très étendus qui lui permirent de contrecarrer résolument l'influence perfide de l'abbé Bernier, et de mettre en liberté plusieurs prêtres arrêtés par ses dénonciations. (PORT, *D.*, t. II, p. 333, c. 2.) Avait succédé à Moreau-Gossureau après l'événement du 30 prairial an VII et resta en fonctions jusqu'à la fin du Directoire.

³ *J. du dép. de M.-et-L.*, n° 168, sextidi 6 fructidor. (Lettre du commissaire du département au régulateur de la Société.)

⁴ C'est par erreur que Blordier place la date de ce club avant la fin de 1795 (*ouv. cité*, p. 53). La pièce qu'il cite aux *Annexes* corrige d'ailleurs cette erreur : *Questions présentées par Lecointe-Puyraveau à la municipalité et leurs réponses* (24 frimaire an VIII-15 décembre 1799).

⁵ D. — A-t-il existé des clubs dans la commune d'Angers? S'il en a existé, quels principes y étaient professés? Quels en étaient les principaux membres?

R. — « Au commencement de la Révolution, il y eut des clubs dans cette commune; ils furent suivis par les bons citoyens jusqu'à ce que les hommes de 93 s'en emparèrent. Après l'événement de prairial, il s'en forma un composé d'environ 80 membres. Les premières opérations de cette Société furent de critiquer les arrêtés des administrations, d'aliéner la confiance des administrés et de se proclamer les partisans de la Constitution de 1793; alors tous les citoyens furent alarmés, et l'indignation générale fit regretter à celui qui avait protégé cette association, sa trop faible complaisance. Elle se dispersa à sa voix et déjà l'opinion publique l'avait noyée dans le mépris, lorsque la clôture de la Société mère de la rue du Bac à Paris achéva la désertion du petit nombre d'entre eux dont l'audace avait résisté à la réprobation générale. »

(BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, *Pièces justificatives*, n° 29, pp. 390, 391. Voir *Reg. des délib.*, t. VIII, f° 132, s. 24 frimaire an VIII. Voir sur la Société du Manège transportée à la rue du Bac, 27 juillet 1799, et fermée le 13 août, PARISET, *ouv. cité*, p. 421.)

⁶ « Il y aura dans chaque canton un ordonnateur des fêtes, chargé d'enseigner le chant, de faire des répétitions et de veiller à ce que la musique soit toujours complète... Il y aura dans les villes où il existait autrefois des cathédrales ou des concerts, une école pour les instruments et pour le chant. Cette dernière partie sera consacrée aux personnes qui se destineront aux fonctions d'ordonnateur des fêtes. » (LECLERC, *Essai sur la propagation de la musique en France*, pp. 55, 56.)

⁷ Créé par la loi du 7 frimaire an VII (28 novembre 1798).

⁸ Né à Troyes (15 mars 1750); entré à 6 ans à la Psalette de la collégiale Saint-Etienne, prêtre à 21 ans, élève de Girault, maître de chapelle des Innocents à Paris; chargé de la maîtrise d'Angers en 1775, où il se distingue par son talent; lauréat en 1781 du concours pour la maîtrise de Notre-Dame à Paris, au départ du célèbre Lesueur; vicaire d'Angers en 1792 et organisateur

la municipalité, est créé, dès le début du Directoire, l'orchestre symphonique, qui devait donner aux fêtes civiques, particulièrement en l'an VI et en l'an VII, un si puissant caractère artistique.

C'est au cours de l'an IV que se forme « le noyau » de cette phalange musicale ¹, rapidement accrue et limitée, en floréal an VII, à 62 exécutants, pour l'orchestre symphonique, et à 26 pour celui de la musique de la garde nationale ². « Le tout consiste en dix maîtres de musique », salariés par la municipalité ; « les autres sont des amateurs, exemptés seulement du service de la garde nationale ». « Le Conservatoire est divisé en musique vocale et instrumentale. » Une bibliothèque musicale a été créée par les soins de Voillemont, et celui-ci « a recueilli scrupuleusement en morceaux de chant et de symphonie, tout ce qui a été susceptible de donner, aux cérémonies décadaires, un caractère de majesté. » Un abonnement a été contracté au journal de musique des frères Gaveau à Paris ; un archiviste veille aux moindres détails de cette organisation ³.

En l'an IV et en l'an V, les comptes rendus des fêtes nationales ne manquent jamais de signaler « les hymnes et les morceaux de musique » exécutés par l'orchestre ⁴ et en particulier, le soir du 10 août, au dire des *Affiches*, « tandis que des danses populaires ont lieu sous les halles et à la maison commune, l'Institut de musique donne, sous les fenêtres du commissaire exécutif Guillier la Touche, place du Ralliement, un concert où s'était portée une foule immense et où l'on voyait, avec satisfaction, les plus jolies femmes de la commune » ⁵.

En l'an VI et en l'an VII, comme nous le dirons ailleurs, c'est au temple décadaire et parfois au Mail, à la Baumette ou dans la prairie Saint-Serge qu'ont lieu, avec un succès sans cesse croissant, ces auditions qui alternent avec les discours et les chœurs et qui exercent sur les âmes un si puissant attrait.

L'Institut de musique était une création de circonstance qui devait

des cérémonies publiques ; marié en frimaire an II ; secrétaire du district en l'an III, employé à la manufacture Joubert en l'an V et à l'administration du département en l'an VI ; meurt en 1814, laissant un nombre considérable de compositions religieuses ou patriotiques. (PORT, D., t. III, p. 747.)

¹ QUERUAU-LAMERIE, *Les fêtes décadares d'Angers et l'Institut de musique du citoyen Voillemont* (Rev. d'Anj., juillet-octobre 1922, p. 35).

² *Ibid.*, p. 52.

³ Lettres du commissaire Morainville au citoyen Lhéritier, commissaire à Tours, 4 messidor an VI ; à la municipalité de Nantes, 12 pluviôse an VII. (A. M., Reg. de corresp. de l'agent national.)

⁴ *Aff. d'Ang.*, 12 germinal an IV : compte rendu de la fête de la Jeunesse. « Une nombreuse musique jouant des airs patriotiques a porté dans tous les cœurs cet enthousiasme qui fait naître l'amour de la patrie. » — *Aff.*, 12 prairial an IV : compte rendu de la fête des Victoires. — *Aff.*, n° 169, 8 fructidor an V ; arrêté de l'administration municipale pour la fête de la Vieillesse. Art. 6 : Pendant la cérémonie du couronnement, « la musique exécutera des airs relatifs à la fête, etc. »

⁵ *Aff.*, n° 162, thermidor an V.

disparaître avec les cérémonies dont il était le principal ornement. En l'an VIII, il compte encore 60 citoyens au moins ¹; en 1802, au temps du Consulat, il est rentré dans l'oubli.

2. Telle fut à Angers cette création de l'époque directoriale, dont on pourrait rechercher la première idée dans les « concerts » antérieurs à la Révolution ², et qui se retrouve aujourd'hui sous une forme brillante avec la Société des Concerts populaires.

A l'époque révolutionnaire, l'Institut de musique d'Angers n'est pas, comme ailleurs, rattaché directement à l'École centrale ³. Mais, comme le Lycée de musique de Besançon, et formé à la même époque, il est l'ornement des fêtes décadaires et, pour les citoyens, un objet de jouissances artistiques.

A ce titre, il prend place dans cet ensemble de créations diverses qui, au point de vue scientifique, littéraire et artistique, faisaient d'Angers à cette époque un véritable foyer de culture intellectuelle.

¹ *Annuaire du dép.*, an VIII. *Instruction publique*, pp. 61-70.

² *Les origines de l'Institut de musique* (And., 1908, p. 65, d'après les *Aff.* du 26 novembre 1773; 1917, p. 350, d'après les *Aff.* 1783).

³ A. TROUX, *ouv. cité*, pp. 183-186.

CHAPITRE VIII

L'éducation des adultes sous le Directoire Fêtes décadaires, Théâtre, Presse

En l'an IV « la République n'existe guère que dans les formes politiques ; œuvre de l'élite, mais de la minorité de la nation, elle n'apparaît à la masse que comme un expédient passager, trop souvent même comme une invention diabolique de l'impiété et du crime. La République reste à fonder dans les âmes ¹. »

C'est pour faire naître ces mœurs républicaines chez les jeunes générations, que les patriotes de l'an IV ont élaboré une nouvelle organisation de l'instruction publique qui, suivant l'expression de Daunou, constituera « le pouvoir moral » ² servant de complément à tous les autres. C'est pour faire vivre la République pendant la génération adulte qu'ils reprennent « la tentative de Robespierre », ébauchée au 18 floréal et abandonnée au 9 thermidor, « pour uniformiser le culte révolutionnaire ». « Ils craignent que c'en soit fait à bref délai de la République si on ne renforce pas les institutions politiques par des institutions morales et religieuses correspondantes ³. »

De là les dispositions contenues dans un titre spécial de la loi scolaire de brumaire an IV sur les fêtes nationales ⁴, solennités qui, dans la pensée de Daunou, « peuvent exister sans se mettre en concurrence avec les cultes particuliers, le patriotisme étant devenu le culte commun de tous les Français » ⁵. De là, après le 18 fructidor, la restauration du culte décadaire de l'an II, devenu alors, avec la célébration exacte du décadi un véritable culte d'État, destiné, en réalité, à supplanter les autres religions et en particulier la religion catholique ⁶. Dès lors se multiplient les décrets,

¹ A. MATHIEZ, *Théophilanthropie*, p. 15.

² HIPPEAU, *ouv. cité*, p. 471 (rapport de Daunou, 27 ventôse an IV).

³ A. MATHIEZ, *ouv. cité*, p. 18.

⁴ Titre VI, Fêtes nationales, quatre articles.

⁵ HIPPEAU, *ouv. cité*, p. 485.

⁶ Arrêté du 14 germinal sur la stricte exécution du calendrier républicain. — Lois des 17 thermidor et 23 fructidor an VI, sur le repos décadaire. — Loi du 13 fructidor an VI sur le mode de célébration du décadi. (A. MATHIEZ, *Théophilanthropie*, pp. 418-420, 424, etc.)

arrêtés, circulaires, instructions sur l'organisation du culte décadaire¹, qui toutes tendent vers une même fin : substituer à la fête religieuse du dimanche, la fête civique du décadi.

Dans cet ordre d'idées, la propagande se continue par le livre et le théâtre. Pour assurer le succès du culte décadaire, le Directoire, après fructidor, « répandit dans le public les écrits anti-chrétiens ; il essaya de faire servir le théâtre et la littérature à sa propagande philosophique »².

En Maine-et-Loire, où l'influence des promoteurs de la religion civile, La Révellière-Lépeaux³ et J.-B. Leclerc⁴ était grande, les fêtes nationales et le culte décadaire devaient être célébrés avec succès dans la moitié du département qui avait échappé à la guerre civile et particulièrement à Angers. Le théâtre dans cette ville sera étroitement surveillé et les spectacles seront républicains. Enfin le journal créé par le commissaire du Directoire exécutif du département, en l'an VI, viendra s'ajouter aux publications officielles du Directoire, pour agir sur l'opinion et sur les mœurs.

I. — *Les fêtes nationales et le culte décadaire dans le département* (an III-an VIII)

Nous avons dit ailleurs ce qu'ont été les fêtes nationales et le culte décadaire à Angers ; il reste à rappeler ici comment, dans l'ensemble du département, ces institutions ont, de l'an IV à l'an VIII, contribué à la formation des adultes et agi sur les hommes faits.

1. Avant le 18 fructidor, le calendrier républicain et les fêtes civiques sont, comme partout, tombés en désuétude. L'arrêté du département, du 23 frimaire an II, qui réglait les foires et marchés sur le nouveau calendrier⁵, avait été pris, suivant l'expression du commissaire du département Monnier, « dans le moment d'un sage enthousiasme pour le bien public ». Mais cette mesure, n'ayant pas été suivie par les départements voisins, est

¹ Voir en particulier pour les fêtes décadaires, les circulaires de F. de Neufchâteau. (B. N., Lf 182¹⁶, *Recueil des lettres, circulaires, discours et autres actes publics émanés du ministère de l'Intérieur*, thermidor an V-1820 ; et Lf 182¹⁷, *Table chronologique et alphabétique*.)

² *Théophilanthropie*, p. 459.

³ Voir *Réflexions sur le culte, sur les cérémonies civiles et sur les fêtes nationales* (12 floréal an V). — *Discours prononcé à la cérémonie funèbre exécutée en mémoire du général Hoche au Champ-de-Mars, le 10 vendémiaire an VI. — Essai sur les moyens de faire participer l'universalité des spectateurs à tout ce qui se pratique dans les fêtes nationales*, 22 vendémiaire an VI. (Voir A. MATHIEZ, *Théop.*, pp. 144, 191, 193 et B. A., H 1567, n^{os} 1, 4 et 2.)

⁴ Voir Leclerc et le *Livre de famille* (*Théop.*, p. 198). — Les discours de Leclerc (an V-an VI), sur la poésie, sur l'instruction publique, sur l'utilité d'une religion civile, sur l'institution d'un livre de famille et l'*Essai sur la musique*, imprimés à part se trouvent réunis avec ceux de La Révellière-Lépeaux sous le titre commun d'*Opuscules moraux*. (B. A., H 1567.)

⁵ B. A., H 2029, n^o 14-4.

battue en brèche, en l'an IV et en l'an V, comme préjudiciable au commerce local¹. Les fêtes nationales sont tombées dans l'oubli. Celles du 9 thermidor et du 10 août sont passées inaperçues en l'an V, même à Angers et à Saumur. La fête de l'agriculture n'a été célébrée que dans deux cantons : à Brain-sur-Allonnes et à Saumur *extra muros*. « Le royalisme et la superstition qui infectent les campagnes n'ont que trop réussi à fortifier le préjugé contre ces nouvelles solennités et à en perpétuer d'autres dont l'ancienneté est toute puissante pour les âmes ignorantes et crédules². »

2. Mais, au lendemain du 18 fructidor, un zèle nouveau anime le Directoire. « C'est à la réforme des mœurs publiques... qu'il faut principalement travailler », déclare le ministre. Pour y arriver, il faut « mettre en vigueur les institutions républicaines..., donner de l'intérêt et de la solennité aux fêtes nationales » ; mettre en honneur le décadi (19 brumaire an VI)³.

C'est la même pensée qui, sous une autre forme, se retrouve dans la correspondance du département. Pour « régénérer l'opinion », dans un milieu « où l'esprit public s'y ressent encore des agitations inséparables d'une grande révolution », le commissaire du département Moreau, compte « sur la prompte organisation des fêtes nationales et sur la célébration du décadi ». « J'ai constamment remarqué, dit-il, que les jours de fêtes républicaines, les esprits paraissent oublier tous motifs de haine et de défiance. » En conséquence, il se propose de rapprocher les citoyens de la ville d'Angers par la formation d'une société théophilanthropique⁴, favorisée par La Révellière-Lépeaux⁵, « institution qui, dans sa pratique, est très propre à retremper l'esprit public », à régénérer les mœurs, à inspirer « l'amour de toutes les vertus ». Il s'efforce de donner de l'intérêt au décadi, en faisant alterner « la lecture des lois et les discours de morale », avec « les sons enchanteurs » de la musique « qui a sur toutes les âmes une grande influence »⁶. (12 nivôse an VI) Un mois plus tard, en présence du succès des réunions décadaires improvisées à Angers⁷, de l'affluence qui « augmente progressivement » et du « recueille-ment reli-

¹ A. D., L 160. Lettre du citoyen Monnier au ministre, 7 pluviôse an IV et 8 prairial an V.

² *Ibid.*, 6 fructidor an V.

³ Lettre du ministre de l'Intérieur aux administrations centrales du département et aux administrations municipales de toute la République (19 brumaire an VI). (A. D., L 184. Reçue au bureau du Bien public : 2 frimaire an VI.)

⁴ Il abandonne cette idée par la suite et en subordonne la réalisation au succès des fêtes décadaires. (A. D., L 158. Rap. decad., 4 pluviôse, an VI.)

⁵ Pour l'appui prêté par La Révellière-Lépeaux à la théophilanthropie, voir A. MATHIEZ, *Théophilanthropie*, chap. III, pp. 125-182.

⁶ A. D., L 158. Rapport déc., 12 nivôse an VI.

⁷ A. N., F¹ C 111 M.-et-L. 6. Compte rendu de la première fête décade à Angers (21 nivôse an VI).

gieux qui caractérise les assistants », il exprime « l'intime conviction que ces fêtes produiront un effet bien plus avantageux sur les mœurs lorsque le pouvoir législatif les aura définitivement organisées »¹. (4 pluviôse an VI) Il trace enfin le contraste entre l'état d'esprit du citoyen « qui fréquente le temple de la superstition et du mensonge » et celui qui se retrempe au décadi dans la pratique « des fêtes républicaines »².

3. Lorsque paraît l'arrêté du Directoire exécutif (14 germinal an VI), sur les mesures concernant « la stricte exécution du calendrier républicain »³, il souligne dans ses instructions le but à atteindre : donner au peuple de nouvelles idées, changer ses vieilles habitudes, lui inspirer le goût des mœurs plus simples et plus dignes de la liberté. « Après l'écroulement de la double tyrannie du trône et de l'autel, il s'agit de chercher à anéantir jusqu'aux empreintes qu'elle a laissées dans les esprits »⁴. De même encore, lorsque sont publiées les lois du 17 thermidor an VI sur le repos décadaire, et celle du 13 fructidor sur le mode de célébration de la décade, l'administration du département adresse aux municipalités une instruction pressante, insistant sur « l'uniformité convenable » dans le cérémonial du décadi⁵ (nivôse an VII). En fructidor, Moreau écrivait aux commissaires des cantons du département : « Citoyen collègue, vous voyez le but des institutions républicaines et particulièrement de l'établissement de l'ère nouvelle. C'est par elles que le règne de la royauté et du fanatisme doit achever de disparaître du sol de la République »⁶.

Puis, pénétrant dans la pratique, il montre ce que doit être, chaque décadi, cette réunion patriotique où « le citoyen ne sachant pas lire », et « trop peu fortuné » pour se procurer un journal, apprendra « à connaître les lois » qui le concernent, les principaux faits de « notre étonnante histoire » ; où les lectures morales seront entremêlées « d'hymnes à l'éternel et de chansons patriotiques » connues de tous et dont « les refrains énergiques seront répétés par tout le peuple » ; où des exercices publics, faits pour le développement de la force physique seront sanctionnés par un jury nommé

¹ A. D., L 158. Rap. decad., 4 pluviôse an VI.

² « Les citoyens qui se reposent, pendant les jours que le fanatisme leur indique, se rendent en foule dans les temples de la superstition et du mensonge. Là ils n'entendent jamais parler de liberté, ils n'y reçoivent que des leçons d'incivisme. Qu'ils se reposent les jours de fêtes nationales. L'oisiveté ou la curiosité, sinon l'amour de la patrie les porteront à se réunir dans les lieux des fêtes républicaines ; ils se familiariseront avec les idées de liberté, d'égalité, de république ; ils y seront portés à l'amour de la vertu par des discours moraux prononcés avec l'accent du patriotisme ; ils seront peu à peu éclairés sur leurs propres intérêts, et parviendront enfin à mépriser et à abjurer tous les funestes préjugés qui les avaient retenus dans la haine ou l'indifférence du gouvernement républicain. » (A. N., F¹ C 111 6. Rap. decad., 5 messidor an VI.)

³ A. MATHIEZ, *Théophilanthropie*, p. 418.

⁴ A. D., L 215. Corresp. générale avec les cantons, 11 floréal an VI.

⁵ A. N., F¹ C 111 M.-et-L. 11. Circ. imprimée de l'administration centrale du département aux administrateurs municipaux de son arrondissement. (Angers, Boutron, 4 nivôse an VII.)

⁶ A. D., L 215. Le commissaire du département aux commissaires cantonaux (12 fructidor an VII).

à cet effet ; où enfin, l'agriculture, « l'art le plus utile à la société », y sera honorée et récompensée. « C'est ainsi qu'une administration zélée saura faire aimer la liberté et retremper les mœurs ¹. »

Enfin, il insiste à maintes reprises sur toutes les mesures de détail qui doivent retenir l'attention : suppression des croix placées à proximité des bourgs ² ; interdiction du son des cloches même le décadi, excepté « en cas d'inondation ou d'incendie » ³ ; enlèvement des emblèmes religieux jusque dans le temple décadaire, commun à tous les cultes, « afin que la liberté des uns ne soit pas limitée par les privilèges des autres » ⁴. Puis, interdiction encore de toutes les coutumes qui peuvent rappeler l'ancienne religion, en particulier habitude de demander à la Noël, de porte en porte, « la part à Dieu » ⁵ ; foires et marchés à des dates correspondant à l'ancien calendrier ⁶ et à Angers, marché aux fleurs reporté aux jours de décadi, « ce qui leur donnera un air de fête » ⁷ ; interdiction encore des réunions et des danses aux ci-devant dimanches ⁸ ; puis surtout application rigoureuse des mesures concernant la pratique du décadi : fermeture des ateliers et boutiques, conformément à l'article 8 de la loi du 17 thermidor an VI ⁹, défense de travailler le jour du décadi ¹⁰, défense aussi de tenir les cabarets ouverts pendant la cérémonie décadaire ¹¹.

Mais ce n'est pas encore assez. Pour faire triompher le décadi, les commissaires et tous les fonctionnaires doivent d'abord donner l'exemple, autant par leurs actes que par leurs discours ¹², savoir user de la persuasion ¹³ et s'ingénier à rendre le décadi intéressant, en joignant les diver-

¹ *Ibid.* Correspondance générale avec les cantons (23 nivôse an VI).

² *Ibid.* Feneu (23 fructidor an VI).

³ A. D., L. 221 bis, Longué (11 vendémiaire an VII) ; Port-la-Vallée (4 pluviôse an VI). — L. 221 ter, Gennes (26 nivôse an VI).

⁴ *Ibid.* L. 221 ter, Mazé (14 thermidor an VI).

⁵ *Ibid.* L. 221 bis, Angers (17 nivôse an VII).

⁶ *Ibid.*, L. 221 bis, Angers, marché au poisson (8 floréal an VI). — L. 221 ter, Nueil (28 fructidor an VI-3 nivôse an VII et 11 pluviôse an VII) ; Pellouailles (2 thermidor an VI et 8 messidor an VI) ; Chalonnes (8 frimaire an VII) ; Candé (29 fructidor an VI) ; Fontevault (28 vendémiaire an VII) ; Saint-Georges-des-Sept-Voies (13 thermidor an VI) ; Puy (7 vendémiaire an VII) ; Ingrandes (27 messidor an VI), etc.

⁷ *Ibid.*, L. 221 bis, Angers (26 germinal an VI).

⁸ *Ibid.*, L. 221 ter, La Meignanne (7 et 24 thermidor an VI).

⁹ *Ibid.*, L. 221 ter, Ingrandes (9 fructidor an VI).

¹⁰ *Ibid.*, L. 221 bis, Angers (24 ventôse an VI et 9 prairial an VI) ; Trélazé (12 floréal an V, 29 vendémiaire an VII et 14 brumaire an VII). — L. 221 ter, Savennières (19 fructidor an VI) ; Thouarcé (14 brumaire an VII).

¹¹ *Ibid.*, L. 221 bis, Angers (13 vendémiaire an VII).

¹² « Voyez les habitants de votre arrondissement, visitez les laboureurs, parlez-leur le langage de la raison et même de leur intérêt particulier. Dites-leur sans cesse que le maintien de leur tranquillité dépend de leur obéissance aux lois, etc. » — A. D., L. 221 ter, Saint-Martin-du-Bois (14 fructidor an VI). — Seiches (2 et 26 ventôse an VI). — Longué (14 messidor an VII). — Morannes (16 brumaire an VI). — Martigné (7 germinal an VI).

¹³ *Ibid.*, L. 221 ter, Lettre de Moreau aux ouvriers des carrières du canton d'Angers (9 messidor an VI). — Lettres au commissaire du canton (11 prairial an VI, 14 brumaire et 1^{er} frimaire an VII). — Lettres au commissaire de Brain-sur-Allonnes (27 fructidor an VI).

tissements à l'instruction¹ et en faisant toujours régner le bon ordre pendant les cérémonies². Faire prospérer les fêtes décadaires apparaît comme le plus pressant des devoirs³; de là dépend « le relèvement de l'esprit public » et, par suite, « l'affermissement de la République »⁴.

4. Tant d'efforts d'ailleurs pour « mettre le décadi en vigueur sur les racines du dimanche »⁵, ne furent pas vains et, du 18 fructidor au 18 brumaire, le culte décadaire devint une réalité à Angers et dans plusieurs cantons situés dans l'est du département.

A Angers, comme nous l'avons montré ailleurs⁶, depuis le premier décadi célébré avec « recueillement » le 21 nivôse an VI⁷, jusqu'au 18 brumaire, le décadi fut fêté régulièrement dans la ci-devant cathédrale, devenue « le temple Maurice » et les fêtes nationales se déroulèrent dans la ville avec un éclat exceptionnel, « trouvant dans les talents des citoyens qui en font les frais, un élément heureux qui ne peut se rencontrer dans les communes moins florissantes et dans les campagnes »⁸.

Dans le département, en pluviôse an VI, en dehors des cantons où le culte décadaire se borne à de banales manifestations en présence des « fonctionnaires publics » et « d'une vingtaine de citoyens », quatre ou cinq cantons « éprouvent constamment les heureux effets de ces réunions patriotiques »⁹. De ce nombre sont, à la fin de l'an VI, autour d'Angers, Blaison¹⁰ et Ingrandes¹¹; dans le Saumurois, Saumur d'abord, qui s'est toujours distingué par son « patriotisme »¹² et les cantons de Gennes¹³ et de Brain-sur-Allonnes¹⁴; enfin, dans le Baugeois, Bauge¹⁵, Mazé¹⁶ et Noyant¹⁷. Là on commence à se rendre aux fêtes décadaires (messidor an VI)¹⁸. En pluviôse an VII, on constate dans toute cette partie du

¹ « Il faut tenir la main à ce que la colonne mobile de cette commune se rassemble tous les décadis pour faire quelques exercices militaires, etc. » A. D., L 221 bis, Angers (6 vendémiaire an VII). — Sur le secours à attendre des chants patriotiques, L 221 ter, Noyant (22 germinal an VI).

² Ne laisser entrer au temple que les enfants conduits par des instituteurs ou par leurs parents. *Ibid.*, L 221 bis, Angers (23 ventôse an VI). — Décence nécessaire dans les mariages, Port-la-Vallée (14 brumaire an V), etc.

³ *Ibid.*, L 221 bis, Savennières (12 pluviôse an VI). — L 221 ter, Nueil (21 ventôse an VI); Noyant (22 germinal an VI).

⁴ *Ibid.*, L 221 ter, Beaufort *intra* (22 germinal an VI).

⁵ *Ibid.*, L 221 ter. Lettre au commissaire de Morannes, 16 brumaire an VI.

⁶ Voir thèse complémentaire.

⁷ A. N., F¹ C 111 M.-et-L. 6, 21 nivôse an VI.

⁸ *Ibid.*, 4 pluviôse an VI.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ A. D., L 221 ter, 17 messidor et 5 fructidor an VI.

¹¹ *Ibid.*, 14 messidor an VI.

¹² *Ibid.*, L 221 ter, Saumur *intra* (6 et 13 pluviôse, 15 ventôse, 19 germinal, 28 floréal, 18 prairial, 6 messidor, 27 thermidor an VI; 7 vendémiaire an VII); Saumur *extra* (21 ventôse an VI, 9 vendémiaire an VII).

¹³ *Ibid.*, L 221 ter, 26 pluviôse et 27 ventôse an VI.

¹⁴ *Ibid.*, 27 fructidor an VI.

¹⁵ *Ibid.*, 16 messidor an VI.

¹⁶ *Ibid.*, 14 thermidor an VI.

¹⁷ *Ibid.*, 22 pluviôse an VI.

¹⁸ A. N., F¹ C 111 M.-et-L. 6. Rap. décad., 5 messidor an VI.

département un « regain d'activité »¹ et « dans les communes populeuses ces fêtes ont toujours un aspect imposant » (floréal an VII)².

Peu à peu les nouvelles cérémonies religieuses commencent à entrer dans les mœurs. Là en effet tout était en français et accessible à tous les esprits : chants patriotiques et discours sur la morale du citoyen. « C'était, comme le fait justement remarquer M. F. Brunot, une supériorité des cultes révolutionnaires, une de celles sur lesquelles comptaient leurs créateurs, que cette faculté d'être compris des foules »³.

5. Néanmoins, la vie du culte décadaire se trouvait étroitement subordonnée à la vie politique. En Maine-et-Loire, lorsqu'après les événements du 30 prairial an VII, Guillou aîné remplace Moreau Gossureau à la tête du département (6 messidor)⁴, l'activité du nouveau commissaire sera accaparée entièrement par la lutte incessante contre les bandes armées qui débordent la partie républicaine du département, apparaissent en thermidor au sud du Saumurois⁵ et aux portes d'Angers⁶ et pénètrent, en vendémiaire an VIII⁷, jusqu'au centre du Bugeois, pillent les diligences⁸, interceptent les denrées et cherchent à affamer les villes⁹. En présence des incursions des chouans « qui couvrent la moitié du département depuis trois mois et font chaque jour de nouveaux prosélytes »¹⁰, le parti royaliste relève audacieusement la tête¹¹, « l'esprit public » tombe dans « l'insouciance et l'apathie »¹², « les temples décadaires sont déserts et les fêtes républicaines à peine remarquées »¹³.

A la vérité, ces fêtes survivront dans le département comme dans les autres au 18 brumaire, mais elles n'auront plus le même caractère. Il en sera, en effet, à Angers comme à Beauvais où « la plupart des citoyens, les hommes publics mêmes, communiaient maintenant », à l'égard des symboles des cultes révolutionnaires, « sinon dans l'hostilité, du moins dans la plus large indifférence »¹⁴.

¹ *Ibid.*, 8 pluviôse an VII.

² *Ibid.*, 9 floréal an VII.

³ F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 378.

⁴ PORT, D., t. II, p. 333, c. 2.

⁵ *L'Ami de la Liberté*, n° 18, 6 thermidor an VII, p. 144.

⁶ *Aff.*, 10 thermidor an VII, n° 155.

⁷ *L'Ami de la Liberté*, n° 22, 13 brumaire an VIII.

⁸ « La diligence d'Angers à Nantes a été pillée trois fois. » (*L'Ami de la Liberté*, n° 23, 16 thermidor an VII.)

⁹ A. N., A F¹¹¹, 172. Bulletin décad. de la police générale, 10-20 fructidor an VII (M.-et-L., 22^e division militaire, etc.).

¹⁰ *Ibid.*, F¹ CIII M.-et-L., 6. Rap. décad., 2 vendémiaire an VIII.

¹¹ « Voulez-vous avoir un échantillon de l'esprit public depuis la régénération du 30 prairial, disait hier un citoyen. Lisez un de ces journaux. Naguère, ils étaient d'une circonspection qui allait jusqu'à la lâcheté. Tout à coup, on les a vus tomber à bras raccourcis sur les triumvirs. Ils ne parlaient que des crimes des triumvirs. Aujourd'hui, ce sont des anarchistes qui ont l'honneur de leur attention, et l'on sait que tout républicain est un anarchiste aux yeux de ces messieurs, etc. » (*L'Ami de la Liberté*, t. IV, n° 23, 16 thermidor an VII.)

¹² A. N., F¹ CIII M.-et-L., 6. Rapport décad., 15 thermidor an VII.

¹³ *Ibid.*, 2 vendémiaire an VIII.

¹⁴ Maurice DOMMANGET, *Le symbolisme et le prosélytisme révolutionnaires à Beauvais et dans l'Oise* (An. Rév., 1926, p. 362).

Pour avoir peu duré¹ et n'avoir exercé qu'une influence passagère sur les esprits, ces fêtes n'en ont pas moins constitué, dans un milieu où l'empreinte religieuse est si profonde, une innovation hardie, qui a eu son heure de succès et qui est liée étroitement à la vie civique dans le département.

II. — *Le théâtre à Angers* (an III-an VIII)

A) Le théâtre pendant l'époque thermidorienne (an III)

De même qu'après l'élan révolutionnaire de l'an II, et au lendemain de thermidor, la lassitude des esprits s'était traduite par l'abandon des fêtes nationales, de même au théâtre, c'est par un recul des idées démocratiques qu'est marquée l'époque thermidorienne

1. Les pièces patriotiques, plus faites pour la culture civique que pour la distraction intellectuelle, disparaissent du répertoire et cèdent la place au théâtre classique. Ce retour soudain au passé n'est pas d'ailleurs sans provoquer de vives protestations.

Au début de l'an III, au moment « où les mœurs sont encore à l'ordre du jour », l'agent national Fillon dénonce comme « immorale » la pièce de Molière : *le Médecin malgré lui*, jouée par la troupe de Deschamps (12 brumaire)² et, quelques jours plus tard, le Conseil de ville, à son tour, interdit la farce *l'Avocat Pathelin*, « qui n'est autre chose que le triomphe de la friponnerie³ ».

2. Quelques mois plus tard, la lutte entre l'esprit révolutionnaire et l'esprit thermidorien éclate au théâtre, à Angers comme à Paris, sous forme de manifestations violentes. A Paris, la jeunesse dorée exige que, dans les théâtres, la *Marseillaise* fasse place au *Réveil du Peuple*⁴. A Angers ont lieu des scènes de même nature : séparation des spectateurs en deux camps qui demandent, l'un le *Réveil du Peuple*, l'autre le chant révolutionnaire : « *Quels accents ! quels transports !* » (13 germinal)⁵ ; même manifestation suivie d'arrestations (16 germinal)⁶ ; déci-

¹ La dernière fête décadaire aura lieu, à Angers, le 20 thermidor an VIII (8 août 1800).

² A. M., *Reg. délib.*, t. V, f° 168.

³ *Ibid.*, t. V, f° 178.

⁴ « On chante le *Réveil du peuple* qui n'est pas un chant royaliste, mais que les royalistes ont adopté et auquel les républicains répondent par la *Marseillaise*. » (A. AULARD, *Rév. française*, p. 525.)

⁵ QUERUAU, *Le théâtre à Angers*, p. 114.

NOTA. — Bénaben, dans ses notes rappelle le fait en deux lignes, sans commentaires : (*ouv. cité*, 13 germinal). « Des gens ayant empêché à la comédie, à la fin du spectacle que l'on chantât le *Réveil du peuple*, d'autres décidèrent de le chanter au prochain spectacle ; la municipalité prit des mesures et on le chanta sans suites fâcheuses. » (A. LAUNAY, *Correspondance et papiers de Bénaben*, p. 126.)

⁶ Parmi les accusés : Louis-Antoine Thierry, dit Brutus, beau-frère du directeur Deschamps ;

sion de la municipalité, qu'il ne sera plus fait état des écrits qui seraient jetés sur la scène ; qu'aucune chanson ne sera chantée sans autorisation préalable, et que sera interdite celle qui commence par ce mots : *Je suis montagnard et je m'en fais gloire*, « comme contraire aux principes que manifeste, en ce moment, la Convention nationale » (26 germinal)¹. Enfin, après de nouveaux désordres, la municipalité décide que *le Réveil du Peuple* « sera chanté » à chaque spectacle, sans même avoir été demandé, « immédiatement après la première pièce » et à l'exclusion de toute autre chanson (7 prairial)². C'était, malgré les efforts du directeur jacobin Deschamps³, la condamnation, sur la scène d'Angers, de l'esprit révolutionnaire.

3. Plus vives encore furent, à Saumur, les scènes de même nature : « A l'instar des muscadins de Paris, les jeunes gens de la ville sont thermidoriens. Armés de grosses cannes à pommes énormes ou à crosses recourbées, exhibant de larges cravates vertes, ils se placent au théâtre derrière les femmes, jurant d'exterminer les terroristes, et menaçant tous ceux qui n'applaudissent pas la chanson du *Réveil du Peuple*⁴. » Chanté malgré le peu d'empressement des acteurs, et sur les instances de Menuau, ce chant symbolique donne lieu, sur la scène, à des violences inouïes qui s'achèvent au dehors par des rixes jusqu'au jour où la municipalité prend le parti d'interdire toute chanson au théâtre⁵.

B) Le théâtre sous le premier Directoire (avant le 18 fructidor an V)

1. Un premier caractère du théâtre à Angers avant le 18 fructidor, c'est le relâchement qui correspond à la recherche effrénée des plaisirs, consécutive à la Terreur. L'ancienne salle, ou salle des Halles, dirigée, à partir de ventôse an IV, par le citoyen Ross⁶, cède volontiers au goût du

Manet-Boussac, Martin-Lusson, anciens membres du Comité révolutionnaire et tous membres du club babouviste des *Gilotins* depuis frimaire an IV. Ils sont poursuivis « pour contravention contre la police des théâtres et non pour avoir voulu exciter une émeute. » Plusieurs citoyens : Lindor, Gillot et David, autres gilotins, sont condamnés à 8 jours de prison et 100 francs d'amende et sont relâchés après avoir fait de la prison préventive. (*Ibid.*, p. 120.) Un mandat d'arrêt sera lancé contre eux le 2 floréal, à la suite de la fermeture du club des *Gilotins*.

¹ A. M., *Reg. délib.*, t. VI, f° 62.

² *Ibid.*, t. VI, f° 95.

³ « Porté sur la liste de ceux qui devaient être désarmés par mesure de sûreté pour son intimité avec les individus qui avaient participé à la tyrannie de Robespierre, pour avoir toujours montré la plus grande opposition à ce que l'on chantât au théâtre la chanson intitulée *le Réveil du peuple*, etc. » (*Ibid.*, t. VI, f°s 96-100.)

⁴ DESMÉ, *ouv.* cité, p. 303.

⁵ *Ibid.*, p. 304.

⁶ A. D. L/t 941. État nominatif de la troupe de Ross du 24 ventôse an IV, comprenant 24 artistes.

jour. En thermidor an IV, elle donne la *Mère coupable* et le *Tableau parlant*, avec des acteurs qui, au dire du citoyen Huard, directeur des Messageries, se livrent à des « indécences si marquées qu'elles constituent des abus que le siècle le plus corrompu ne laisserait point impunis »¹.

Par la suite, le directeur Ross, avec la protection de la municipalité, fait revivre par abonnement les « redoutes ou bals parés »², qui avaient eu lieu « de tout temps » dans cette commune et qui n'avaient été suspendus, depuis plusieurs années, « que par l'effet des temps malheureux »³. Suivant l'expression de l'annonce des *Affiches*, « le calme succède à l'orage ; le plaisir à la peine ; les jeux, les ris à la tristesse et aux pleurs ; ainsi va le monde »⁴. La réaction politique va de pair, au théâtre, avec la licence des mœurs. La chanson thermidorienne, le *Réveil du Peuple*, continue à provoquer entre spectateurs, à Angers, les mêmes manifestations tumultueuses qu'à Paris⁵. Et, lorsque le Directoire, le 18 nivôse an IV, fait défense « de chanter, laisser ou faire chanter sur les théâtres l'air homicide du *Réveil du Peuple* »⁶, l'application de cette mesure provoque des incidents sans cesse renouvelés. A partir du 13 ventôse, une garde suffisante doit être requise pour le spectacle, afin de réprimer l'opiniâtreté que l'on met à demander le *Réveil du Peuple* et de « faire arrêter ceux qui se permettraient de le réclamer »⁷.

2. D'autre part, jusqu'au 18 fructidor, le répertoire est composé, en majeure partie, de pièces rétrogrades ; les unes venues de Paris ; les autres particulières à l'Anjou.

Au nombre des premières, il faut citer la pièce de Ducancel : *les Aristides modernes ou l'intérieur des comités révolutionnaires*⁸. Donnée pour la seconde fois, le 9 brumaire an V, par la troupe de Deschamps, à la Salle Neuve, cette pièce de circonstance fut accueillie avec autant de faveur qu'elle l'avait été au Palais-Royal⁹. Interprétée devant « une affluence extraordinaire », elle provoque « un concert unanime de bravos »¹⁰ et le

¹ *Aff.*, n° 168, 3 fructidor an IV, p. 716. Voir n° 170 du 7 fructidor, supp. p. 729, la réponse de l'un des artistes, Montariol, qui en appelle « à l'esprit à la mode » et demande de ne pas rendre l'ensemble de la troupe « responsable des licences particulières ».

² *Ibid.*, n° 170, 7 fructidor, supp. p. 729.

³ A. M., *Reg. délib.*, t. VII, f° 160.

⁴ *Aff.*, n° 55, 21 nivôse an V.

⁵ A. AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, t. II, p. 639. (Arrêté du Directoire, 18 nivôse an IV, t. II, pp. 369, 645, 659 ; incidents au théâtre des Italiens, 17 brumaire an IV ; — au Marais, 20 nivôse an IV ; — au théâtre Feydeau, 23 nivôse an IV, etc.)

⁶ TERSOT, *Les fêtes et les chants de la Rév. française*, p. 199.

⁷ *Rev. d'Anj.*, 1887, t. XV, p. 70.

⁸ Comédie en trois actes et en prose, représentée pour la première fois à Paris sur le théâtre de la *Cité-Variétés*, le 8 floréal an III (27 avril 1795), par le citoyen Ducancel. (Paris, Barba, r. André-des-Arts, an V, 64 p. in-8°.

⁹ MOLAND, *Introduct.*, p. xxvi.

¹⁰ *Aff.*, n° 20, 11 brumaire an V.

bonnet rouge, « insigne du crime et du carnage », y est foulé aux pieds « à la demande et aux applaudissements universels »¹.

Avec beaucoup de sens et de raison, *l'Ami des Principes* écrivait à propos de telles pièces « qu'elles seraient bonnes à jouer dans vingt-cinq ou trente ans » et qu'il était « atrocement impolitique de les exposer aux regards du public, dans un instant où il serait intéressant d'adoucir les esprits et de cicatriser les cœurs, plutôt que de les aigir et de les ulcérer »².

3. De même inspiration que *l'Intérieur des comités révolutionnaires* est la pièce angevine : *les Détenues du Calvaire*, ou *la Générosité récompensée par l'amour*, drame en deux actes et en prose³, dû à la plume de Papin, professeur d'histoire à l'École centrale, et donné par la troupe de Deschamps, à la Salle Neuve, le 12 pluviôse an V.

Une intrigue amoureuse, qui permet de mettre en scène la commission militaire d'Angers et de faire le procès de la Terreur : tel est le thème de la pièce.

L'action se déroule dans la cour du Calvaire d'Angers, au lendemain d'une fusillade. Au lever du rideau, après la relève de la garde, Dorval fait à son ami Melcourt le récit de sa passion pour Adèle Dorsan, détenue avec sa mère et dont il appréhende la mort (sc. III). Sans crainte du danger, et malgré les protestations des deux victimes déjà prêtes au martyre, Dorval veut les arracher au supplice, qui n'a été retardé que par d'odieuses desseins amoureux du président de la commission militaire (sc. V). Au second acte, Adèle Dorsan, soutenue par sa mère, repousse avec horreur les avances de son persécuteur (sc. IV) ; l'ordre est donné de les conduire au Bon-Pasteur pour la fusillade du lendemain ; les gardes, à deux reprises, refusent d'obéir (sc. VI et IX) ; arrivent successivement : Dorval, qui a obtenu la mise en liberté des victimes par une promesse de mariage (sc. VIII), puis Torcy, secrétaire du représentant du peuple, qui annonce la destitution du président de la commission militaire, invite les dames Dorsan « à la joie d'être libres » et Dorval « au bonheur d'être époux ». (sc. X et XI)

Malgré les critiques justifiées de Duboueix dans *l'Ami des Principes*⁴, la pièce n'était pas sans valeur littéraire. De ce point de vue, on peut lui reprocher des longueurs dans l'exposition, l'exagération dans les situations,

¹ *Ibid.*, n° 28, 27 brumaire an V.

² *L'Ami des Principes*, n° 32, 30 brumaire an V.

³ La pièce avait pour épigraphe cette phrase de Tacite : « Certes nous fûmes un prodigieux modèle de patience », et elle est précédée d'une épître dédicatoire à M^{me} Cauvin, chargée du rôle d'Adèle. (Angers, Mame, an V, 64 p. in-8°.) (Se trouve à la B. A., B 2352.)

⁴ « Qu'est-ce que cet entassement trivial de lieux communs, d'amplifications dégoûtantes, cette répétition fatigante de jérémiades pillées dans *le Moniteur*, etc. » (*L'Ami des Principes*, n° 23, 17 pluviôse an V.)

la tournure oratoire des tirades¹ et l'abus des épithètes à la mode². Néanmoins, le contraste dans les situations et les caractères ; l'opposition entre la générosité désintéressée de Dorval et l'hypocrisie cupide de son rival ; la pitié inspirée par les deux héroïnes ; parfois aussi une certaine fermeté dans le dialogue et dans le style³ sont, aux yeux de Grille, ami et collègue de l'auteur, autant de « beautés »⁴. La pièce de Papin n'est pas inférieure aux productions du même genre.

Mais ce qui, pour les thermidoriens, constituait son principal intérêt, c'était moins son côté littéraire que son caractère politique. Devant un public, encore tout meurtri par la Terreur, l'auteur osait mettre aux prises « les victimes de la veille, les vaincus du jour, toutes les passions vivantes sous des masques transparents dont le public évoquait bruyamment les noms »⁵.

De là le succès d'une pièce « que le vent de l'aristocratie », suivant l'expression de Duboueix, « allait faire voguer à pleine voile »⁶. Pour le journal thermidorien des *Affiches*, « seuls se refusent de prendre part au succès de la pièce, un ramas de scélérats à qui il ne reste plus que l'impuissance du crime »⁷. Par contre, aux yeux des patriotes de l'*Ami des Principes*, « rien n'apparaît plus dangereux que de mettre en scène les abominables tragédies qui ont eu lieu dans ce pays, quand les chouans « en étaient les maîtres », et que de « provoquer ainsi l'explosion des vengeances et la soif du sang »⁸.

En pluviôse an V, près de trois ans après thermidor, le royaliste Papin, alors professeur à l'École centrale⁹, secondé par son collègue et ami Grille¹⁰, servait ainsi la cause thermidorienne dans un milieu où la Terreur

¹ « Quelle horreur ! des magistrats du peuple qui ne peuvent rien pour le peuple ! Des hommes respectables rampant devant de vils étrangers, venus de je ne sais où, promus par je ne sais qui, et soufferts, je ne sais comment ! Une poignée de scélérats tirés de la fange de cette commune, et qui font planer sur elle la terreur et la mort. Et nous nous disons un peuple libre ! Insensés ! », etc. (Acte I, sc. IV, p. 16.)

² *Comité sanguinaire, tribunal assassin, tribunal de sang* (acte I, sc. IV) ; *entrepôt de la mort, palme du martyre* (sc. V) ; *hommes de sang* (acte II, sc. I) ; *mains impures et sanguinaires, âmes de boue, les mânes des victimes* (sc. IV) ; *le délire de la tyrannie* (sc. VIII) ; *les lâches satellites* (sc. IX) ; *le monstre qui exhale sa fureur* (sc. XI), etc.

³ *Dorval* : « Ainsi donc je resterai tranquille spectateur des plus grands forfaits !... Sublime Corday est-ce ainsi que ton exemple parle à nos cœurs ?... — *Melcourt* : Cette Corday que j'admire autant que toi, à quoi a servi son dévouement ?... Pour un scélérat, la patrie a perdu une héroïne à qui l'antiquité eût élevé des autels. Ne te souvient-il plus qu'une foule imbécile entoura son char funèbre des cris formés d'une joie insultante ? — *Dorval* : Du fond de son tombeau, j'entends une voix qui me crie d'imiter son courage. — *Melcourt* : Qu'espères-tu faire ?... », etc. (Acte II, sc. I, p. 341.)

⁴ *Aff.*, n° 67, 15 pluviôse an V.

⁵ *PORT, D.*, t. III, p. 47. Voir Camille BOURCIER, *Essai sur la Terreur en Anjou*, chap. XIII, pp. 209-229. *Mœurs des membres du Comité des tribunaux révolutionnaires*, etc., chap. XV, pp. 256-268. *Caractères généraux, traits d'humanité et de courage*, etc.

⁶ *L'Ami des Principes*, n° 21, 12 pluviôse an V.

⁷ *Aff.*, n° 67, 15 pluviôse an V.

⁸ *L'Ami des Principes*, n° 23, 17 pluviôse an V.

⁹ Il fut destitué le 24 vendémiaire an VI (15 octobre 1797).

¹⁰ Un an après l'apparition de la pièce (29 nivôse an VI-18 janvier 1797), Guillier de la Touche,

sanglante, provoquée par la guerre civile, avait sévi avec une rigueur extrême¹. Il avait les haines politiques là où les représentants du peuple et les membres de la Commission militaire, qui s'étaient montrés inflexibles², paraissent avoir échappé à la corruption³ contre laquelle avait eu à lutter le Comité de Salut public⁴.

4. Durant tout l'hiver de l'an IV, se maintient le même état d'esprit et la scène d'Angers continue à donner à la fois l'opéra et les pièces thermidoriennes à la mode⁵.

Ce n'est qu'en floréal an V qu'un changement commence à se produire. La nouvelle troupe de Deschamps ramène alors sur la scène les classiques des siècles précédents à la satisfaction des patriotes. « Nous espérons — écrit *l'Ami des Principes* — que le beau genre de la comédie trop longtemps oublié va reparaitre dans notre cité et que nous pourrions admirer de nouveau le génie des Corneille, Racine, Voltaire, Molière et autres grands auteurs⁶. »

Durant tout le printemps de l'an V les pièces du XVIII^e siècle avec Beaumarchais, Colin d'Harleville, les opéras, avec Grétry, les compositions du comédien Monvel, tiennent le répertoire et font oublier la médiocrité des pièces thermidoriennes⁷.

ancien doyen de la Faculté de droit et commissaire du Directoire exécutif du canton d'Angers écrivait, dans son rapport décadaire :

« On n'a pas oublié et on n'oubliera pas que quand le professeur d'histoire, le royaliste Papin, a voulu consacrer dans une assez mauvaise pièce de théâtre, la qualification de « monsieur », et avilir celle de « citoyen », en ne la mettant que dans la bouche d'un scélérat, le professeur de belles-lettres Grille a pris sa défense avec autant d'indécence que d'éclat dans un journal (*les Affiches*). C'est pour le moins une complaisance très condamnable et scandaleuse et jusqu'à ce qu'il en ait fait abjuration avec autant d'éclat, on l'appellera « Monsieur Grille ». (A. D., L 225. Voir aux *Annexes*. Cité dans *l'Anj. h.*, 1907, p. 635.)

¹ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, pp. 88, 89.

² Blordier-Langlois appréciant les événements révolutionnaires, accuse la dureté des terroristes angevins sans attaquer leur honnêteté. « Les hommes du régime passé [la Terreur] furent renvoyés de la Société populaire. Celle-ci fit une réponse au *Mémoire* par lequel Hentz et Francastel avaient prétendu justifier leur barbarie et prit en même temps à partie les individus qui avaient le plus contribué à établir le système inexorable de la Montagne. Ceux-ci s'excusèrent sur les représentants, comme les représentants avaient rejeté leurs cruautés sur des ordres supérieurs. Leurs *factums* sont, à mon avis, plus odieux encore que leurs actes, car ils se défendent de sang-froid et après réflexion ; ils ne se repentent de rien ; ils déclent une révoltante inflexibilité de principes, une dureté de cœur impardonnable. » (BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 46.)

³ Hentz et Francastel, dénoncés par la Société populaire de l'Ouest à la Convention (18 germinal an III-7 avril 1795), réussirent à se justifier et ne furent pas inquiétés ; — Félix, président de la Commission militaire et Laporte, vice-président, désignés comme *membres de la Commission militaire de Tours*, furent du nombre des douze juges qui, au 22 prairial, devaient siéger avec le jury (décret du 22 prairial an II, art. 3). (POITOU, *Les représentants du peuple en mission dans le département de M.-et-L.*, 1793-1794, dans *Rev. d'Anj.*, 1852, t. II, p. 320. — Sur le Comité révolutionnaire d'Angers, voir encore F. UZUREAU, *And.*, 25^e sér., 1927, p. 412 et suiv.)

⁴ A. MATHIEZ, *Rév.*, t. III, p. 142.

⁵ « Aujourd'hui, 23 pluviôse... 1^{re} représentation de *La Cinqquantaine* ou *La force de l'exemple*, opéra en deux actes, précédé de *Cange*, commissaire de la maison de détention Saint-Lazare, à Paris, fait historique en deux actes, où la cruauté du régime révolutionnaire et la bienfaisance de l'indigent Cange, offrent le contraste le plus frappant » (*Aff.*, n° 71, 23 pluviôse an V). « Aujourd'hui, 1^{re} représentation du *Bon Fermier* ou *Les Victimes de la Terreur*, fait historique, suivi du *Chanoine de Milan* ou *Les Français en Italie*, terminée par *Le Secret*, opéra » (*Aff.*, n° 84, 18 ventôse an V), etc.

⁶ *L'Ami des Principes*, n° 28, 26 floréal an V.

⁷ « Aujourd'hui, *Eugénie*, drame en cinq actes de Beaumarchais, suivi de *L'Épreuve villageoise*,

C) Le théâtre sous le second Directoire (après le 18 fructidor)

1. Au lendemain du 18 fructidor, le Directoire, renouvelant les dispositions de son arrêté du 25 pluviôse an IV, qui remet la police des théâtres aux mains des municipalités, se préoccupe « d'épurer » le théâtre et de faire de cette institution, « où l'attrait du plaisir appelle en foule les citoyens », une école « de morale et de républicanisme ». Désormais, « la scène ne doit plus retenir que des oracles de la morale, des maximes sacrées de la philosophie et de grands exemples de vertu ». Aux administrateurs, appartient « l'examen le plus sévère du répertoire » et le soin d'interdire « les pièces propres à troubler la tranquillité publique, à dépraver l'esprit républicain et à réveiller l'amour de la royauté »¹.

En communiquant ces instructions à ses lecteurs, *l'Ami des Principes* les appliquait avec joie à ce qui s'était passé à Angers depuis deux ans. Il opposait l'attitude du citoyen Deschamps, désarmé comme suspect, parce qu'il s'était refusé à faire « chanter l'air homicide du *Réveil du Peuple* », à l'attitude de Ross, son rival, « intrigant royaliste », qui avait banni du spectacle « non seulement toutes les pièces patriotiques, mais encore tous les chefs-d'œuvre de nos grands poètes qui sont du moins des modèles de goût, s'ils ne sont pas toujours une école de républicanisme »².

2. Il ne semble pas qu'au début de l'an VI, la surveillance se soit appesantie fortement sur les deux scènes d'Angers. Si le théâtre de Deschamps, qui est à son déclin³, se soumet volontairement à la censure de la municipalité⁴, par contre, son rival ne cesse d'apporter « la plus grande négli-

opéra en deux actes. Demain, *Les Châteaux en Espagne*, comédie en cinq actes, de Colin d'Harleville, suivie de *Sylvain*, opéra en un acte, musique de Grétry » (*Ibid.*, n° 29, 28 floréal), etc., « Seconde représentation des *Amours de Bayard*, comédie en quatre actes du citoyen Monvel, suivie de *La Soirée orageuse*, opérette en un acte » (*Ibid.*, n° 41, 22 prairial an V). Le 21 floréal, 1^{re} représentation du *Lovelace français* ou *La Jeunesse du clerc de Richelieu*, comédie en cinq actes de Monvel... « Nous espérons avec tous les amis de la décence et de l'honnêteté publique, que la morale si bien mise en action dans le *Lovelace français*, ne sera pas perdue pour le sexe auquel elle est le plus parfaitement adressée » (*Ibid.*)

¹ Le ministre de la police générale aux administrations centrales des départements, aux bureaux centraux et administrations municipales des cantons de la République (3 vendémiaire an VI). (*L'Ami des Principes*, n° 16, 30 vendémiaire an VI.)

² *Ibid.*

³ En vendémiaire an VI, Deschamps quitte Angers, pour Orléans, laissant à sa femme la direction de la salle du Ralliement qui continue à donner la comédie et l'opéra. En germinal an VI, celle-ci quitte à son tour Angers et la salle, incomplètement soldée par son acquéreur, demeure sous la garde de l'administration des Domaines. (*Rev. d'Anj.*, 1888, t. XVI, p. 105.)

⁴ Interdiction par l'agent national de la commune de jouer la tragédie *Agamemnon* et autres œuvres dans lesquelles se trouveraient des rôles de rois et de tyrans, 29 vendémiaire an V. (*Ibid.*, p. 197.)

gence » à faire connaître le répertoire de ses pièces ¹. En frimaire an VI, Ross, à l'occasion de la foire de la Saint-Martin, si suivie à Angers, donne les pièces en vogue et particulièrement *Madame Angot* ou *la Paysanne parvenue* ², jouée à Paris avec tant de succès ³.

3. Mais peu à peu, la surveillance se resserre autour du spectacle : interdiction aux acteurs de Ross « de se parer de signes contre-révolutionnaires, ainsi qu'ils le font tous les jours » (22 frimaire an V) ; observations à Devilliers, successeur de Deschamps et de Ross, à propos d'un costume indécent de la citoyenne Rosembert dans le rôle d'Iphigénie (27 pluviôse) ⁴.

A partir de l'an VI, sous l'impulsion du commissaire Moreau, préoccupé de faire rendre au théâtre « l'heureux effet qu'on a droit d'en attendre » ⁵, la censure s'exerce à la fois sur la moralité et sur la réglementation du théâtre. Défense est faite à l'artiste Devilliers, directeur de la troupe, d'arborer, à la représentation de *Paméla*, un chapeau « avec une large cocarde noire », « la cocarde tricolore étant le seul signe de ralliement des bons citoyens » (8 ventôse an VI) ⁶. Dans le même temps (18 pluviôse), interdiction au citoyen Val, physicien, de se servir, à la nouvelle salle de spectacle, dans ses jeux de cartes, « des termes : rois, messieurs et dames », qui « reportent aux temps qui ont précédé la Révolution » ⁷. Enfin, en l'an VII, les mesures de rigueur se multiplient : interdiction pour cause « d'immoralité » de la pièce ayant pour titre *le Séducteur* (25 pluviôse an VII) ; « correction fraternelle » au directeur de la troupe, Devilliers, pour fausse annonce dans le spectacle, à propos de *la Revue de l'an VI* (18 germinal) ; puis pour infraction à la police du théâtre, sur les heures de représentation (25 germinal) ⁸, etc. L'abus de la réglementation allait de pair avec le souci ombrageux de la moralité.

4. Néanmoins, sous l'effet de cette surveillance, le répertoire évolue dans sa composition et s'oriente dans un sens nettement démocratique.

Les événements patriotiques donnent lieu à des manifestations éclatantes : discours improvisé prononcé par l'artiste Rezécourt, le 9 brumaire, entre les deux parties de la représentation, à l'occasion de la paix de Campo-Formio ⁹ ; apothéose du général Hoche, le 23 brumaire an VI, pour honorer les cendres du héros qui avait su mettre fin à la guerre de

¹ Lettre de l'agent national de la commune, 22 frimaire an V. (*Ibid.*, p. 206.)

² *Aff.*, n° 34, 8 frimaire an VI.

³ MOLAND, *Théâtre de la Rév.*, Introd., p. XXIX et pp. 404-446.

⁴ *Rev. d'Anj.*, 1887, pp. 206-208.

⁵ Lettre au commissaire près l'Administration municipale, 5 nivôse an VI. (A. D., L 221 bis.)

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Rev. d'Anj.*, 1887, pp. 305-312.

⁹ *Aff.*, n° 20, 10 brumaire an VI (31 octobre 1797).

Vendée¹ ; manifestation patriotique, avec chants, sur les victoires de la République, à l'occasion de la présence, au théâtre, du général Kellermann, de passage à Angers² ; manifestation de reconnaissance et glorification du courage civique, à l'occasion d'un acte de dévouement accompli par un acteur de la troupe, le citoyen Langlade (6 nivôse an VII)³.

5. D'autre part, un lien étroit rattache désormais le théâtre aux fêtes nationales et chacune d'elles y est dignement marquée par une représentation spéciale, propre à exalter le civisme du peuple : 2 pluviôse an VII, la tragédie de *Brutus*, suivie de *l'Enrôlement supposé*, données, par ordre, pour l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français⁴ ; le 30 ventôse, *Guillaume Tell*, pour obéir à l'arrêté du Directoire exécutif concernant la fête de la *Souveraineté du peuple* et qui porte que, « le soir, les théâtres doivent retentir des chants patriotiques et n'offrir que des spectacles propres à inspirer l'horreur du royalisme et de l'anarchie, ces deux éternels ennemis de la souveraineté du peuple » ; le 1^{er} germinal, jour de la *Fête de la Jeunesse*, le théâtre donne le *Dissipateur*, de Destouches, et la *Rencontre en voyage*⁵. Déjà l'année précédente, au 10 fructidor : *Fête de la Vieillesse*, les vieillards, héros du jour, assistaient à la représentation et y recevaient des couronnes, après l'exécution, par l'orchestre, de l'air connu : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille*⁶.

6. En l'an VII d'ailleurs, le théâtre d'Angers est d'une belle tenue et l'artiste Larive rehausse par sa présence l'intérêt du spectacle, avec les pièces classiques : *Iphigénie en Tauride* (28 floréal) ; *Œdipe* (4 prairial), les pièces de Voltaire : *Mahomet et Alzire* ou les *Américains* (14 et 21 prai-

¹ « Jamais l'affluence n'a été si grande ; les Angevins sont venus en foule pleurer encore une fois sur la tombe du jeune héros qui leur donna la paix et le bonheur. Le moment où le général Hoche, couronné par la victoire, a paru sur un nuage, entre la liberté qui lui présentait la palme de la reconnaissance et la gloire qui le conduisait au temple de mémoire, a produit le plus grand effet et a excité des applaudissements unanimes et prolongés. La belle musique du célèbre Chérubini, l'ensemble avec lequel elle a été exécutée, ont rendu cette scène aussi brillante dans son exécution que touchante par son but. » (*Aff.*, n° 27, 24 brumaire an VI.)

² *Aff.*, n° 26, 22 brumaire an VII, p. 102. Une couronne de chêne lui est décernée au cours de la représentation et un couplet fait en son honneur, par le directeur Devilliers, est chanté par l'artiste Langlade.

Couplet au général Kellerman sur l'air : *Veillons au salut de l'empire*.

Honneur au soutien de la France,
Au héros, la terreur des rois !
Qu'il reçoive la récompense
Qu'on doit à ses rares exploits.

Couronnons, couronnons
Ce front embelli par la gloire.
Mais nos cœurs, mais nos cœurs
Le fêtent plus que nos mains.
Son nom consacré par l'histoire
Sera cher aux républicains.

³ *L'Ami de la Liberté*, n° 4, 8 nivôse an VII ; — *Aff.*, n° 49 (même jour).

⁴ *Rev. d'Anj.*, 1887, t. XV, p. 305.

⁵ *Ibid.*, p. 306.

Ibid., p. 210.

rial) et le 26, avec *le Cid*, de Corneille ¹. Les *Affiches* d'Angers couvrent d'éloges celui dont elles rappellent le succès dans le rôle de Zamore, en présence de Voltaire (1778) ², et « dont le talent sublime, couronné par vingt ans de succès et de triomphe, est justement célèbre dans l'Europe entière » ³. L'agent national de la commune Morry, rendant compte de l'impression produite sur la foule des spectateurs écrivait à son tour : « J'ai parcouru divers rassemblements et j'ai remarqué que tout ce qui rappelait à l'âme les sentiments qui l'honorent, que tout ce qui caractérisait l'amour de la patrie, faisait une sensation très forte ; point de ces plates et misérables allusions avec lesquelles on jette du ridicule sur les institutions républicaines ⁴. »

Ainsi s'accroissait chaque jour davantage l'heureux contraste que présentait la physionomie de la scène angevine avant et après le 18 fructidor.

7. Enfin, il convient de faire une place ici à deux tentatives, de fortune inégale, qui se rattachent à la fois à la vie littéraire et à celle du théâtre et qui sont, l'une et l'autre, postérieures au 18 fructidor.

Tout d'abord, en vendémiaire an VI, une *société d'amateurs* fit représenter, dans l'ancien couvent des *Ursulines*, les tragédies de Voltaire : *Mérope*, *Zaire* et autres pièces étrangères à l'époque révolutionnaire. Par application des mesures de surveillance du Directoire ⁵, l'agent national de la commune mit fin aussitôt à une tentative qui lui apparaissait suspecte au point de vue politique : « Comme il est à craindre que le royalisme et le fanatisme, à qui tous les moyens sont propres pour la propagation de leurs principes, n'aient dirigé celui-ci, j'ai recommandé au citoyen Miet, propriétaire, de refuser le local qu'il a accordé pour ses représentations ⁶. »

Ce fut, par contre, une création durable que celle du *Lycée dramatique*, société d'amateurs « très attachés au gouvernement, fidèles observateurs de ses lois » ⁷, et dont les efforts aboutirent, en frimaire an VII, à l'ouverture d'un théâtre particulier dans l'ancien couvent de la Fidélité ⁸. Le

¹ *Rev. d'Anj.*, 1887, p. 312.

² *Quand Lekain expira sous le poids de sa gloire*

Du fond de son tombeau, ses mânes t'enhardiront,

Et par tes grands talents, le public entraîné

Partagea les transports du vieillard de Ferney

Dont les mourantes mains, à l'envi, t'applaudirent, etc.

(*Aff.*, n° 124, 6 prairial an VII.)

³ *Ibid.*, n° 130, 20 prairial an VII.

⁴ A. D., L. 225. Le commissaire Morry au commissaire du département (*rapport décad.* 4 messidor an VII).

⁵ Lettre du ministre de la Police générale aux administrations centrales des départements, 3 vendémiaire an VI. (*Aff.*, n° 16, 30 vendémiaire an VI.)

⁶ A. M., *Reg. de l'agent national de la commune*, 27 vendémiaire an VI.

⁷ Lettre de Beaumanoir, propriétaire du local, au citoyen commissaire Morainville, 19 frimaire an VII. (*Rev. d'Anj.*, 1887, p. 308.)

⁸ *Maison de Bénédictines*, située sur l'emplacement actuel de la rue des Arènes. (PORT, D., t. I, p. 74.)

promoteur de ce groupement était l'imprimeur Charles Mame¹, secondé par des esprits comme lui d'opinion gouvernementale². Le répertoire de cette scène improvisée s'en tenait aux pièces classiques ou antérieures à la Révolution : *Pygmalion* et *les Folies amoureuses* (20 frimaire) ; *Brutus* (13 germinal) ; *le Barbier de Séville*, donné au profit de l'artiste Devilliers, guide éclairé de ces acteurs de bonne volonté (17 germinal)³. Le *Lycée dramatique*, d'abord suspecté puis encouragé par les autorités constituées, ne devait disparaître qu'en fructidor an IX⁴.

Telle fut la vie du théâtre d'Angers après fructidor.

III. — *La presse dans le département* (an IV-an VIII)

A) Avant le 18 fructidor

La Constitution de l'an III avait proclamé que « nul ne peut être empêché de dire, écrire, imprimer et publier sa pensée » (art. 353, § 1), et, par suite, qu'il n'y a pas de « limitation à la liberté de la presse », « toute loi prohibitive en ce genre quand les circonstances la rendent nécessaire [étant] essentiellement provisoire » (art. 355, §§ 1 et 2).

Sous ce régime de liberté de la presse périodique, aucun organe royaliste ne paraît dans le département et deux feuilles républicaines sollicitent seules les lecteurs, l'une de nuance constitutionnelle, *les Affiches* d'Angers, et l'autre de nuance jacobine, *l'Ami des Principes*.

1. *Les Affiches d'Angers*, ou *Moniteur national du département de Maine-et-Loire*⁵, réglées depuis deux ans sur le calendrier républicain⁶, moins chères et par suite plus répandues que les journaux de Paris⁷, constituent un organe semi-officiel, thermidorien en l'an III, directorial

¹ A. D., L/t 943. Lettre d'invitation des membres du *Lycée dramatique* à l'administration centrale du département, signée Mame père, Mame fils aîné, Gourry (13 germinal an VII).

² Bourgeois l'aîné, auteur de plusieurs hymnes révolutionnaires (PORT, D., t. I, p. 451, c. 1) ; Bourgeois jeune, capitaine à l'armée du Rhin (*Ibid.*, p. 451, c. 2) ; Delaunay fils ; Gourry, ingénieur qui contribua à la défense de la ville assiégée par les Vendéens (*Ibid.*, t. II, p. 287), etc.

³ « Puissent tous les amis des arts se réunir au spectacle, sourire avec indulgence aux efforts de ces jeunes amateurs de l'art dramatique et surtout ne pas oublier que leur conduite est purement fondée sur la reconnaissance et l'estime. » (*Aff.*, 16 germinal an VII, p. 392.)

⁴ *Aff.*, 28 fructidor an IX (dissolution de la société et vente du mobilier).

⁵ A. D., sér. K. — B. N., L. Cⁿ, 25 (2).

⁶ Depuis le 1^{er} janvier 1794, le journal suit l'ère républicaine, paraît tous les deux jours, cinq fois par décade et fait partir ses abonnements du 1^{er} vendémiaire de chaque année.

⁷ Après l'impôt du timbre créé par la loi du 9 vendémiaire an VI, le prix de l'abonnement est augmenté et porté à 5 francs 15 sous par trimestre pour la ville, à 7 francs 5 sous par la poste ; soit 23 francs par an pour la ville et 29 francs par la poste. (*Rev. d'Anj.*, 1892, p. 142.) — Dans le même temps, le *Moniteur*, avec une feuille d'impression coûtait 100 livres au lieu de 80 ; et le *Journal de Paris*, pour une demi-feuille, 42 livres au lieu de 25 précédemment. (AULARD, *Rév.*, p. 620.)

en l'an IV. Ce qui en constitue l'intérêt au point de vue des idées, c'est qu'on y trouve, sous l'inspiration de son directeur, le républicain Charles Mame, et sous la plume de ses rédacteurs habituels, les professeurs de l'École centrale : Bénaben, Papin, Dubois, Toussaint Grille, une certaine liberté d'esprit dans la critique. Héritiers de la bourgeoisie angevine de 1792 ; porte-parole dans le département des républicains « bourgeois » ou « directoriaux »¹ de 1795, ils se font les défenseurs passionnés de la Constitution. Partisans de la modération, pour ramener les Vendéens à la République², mais sans verser dans le royalisme, ils prennent parti contre l'élément démocrate, représenté par *l'Impartial* ou *l'Ami des Principes*.

2. De même que les *Affiches* prolongent en Anjou sous le Directoire, la nuance girondine, de même *l'Ami des Principes* ou *Journal du républicain impartial et juste*, fondé en vendémiaire an V³, représente le parti jacobin, toujours en infime minorité dans le département, mais toujours en éveil lorsqu'il s'agit des intrigues qui menacent la République. Deux noms seuls font vivre ce journal : l'imprimeur Jahyer le jeune⁴, originaire de la commune patriote de Mazé, ancien élève de l'Oratoire et gilotin en frimaire an IV ; le rédacteur Duboueix, ci-devant vicaire épiscopal de l'évêque constitutionnel Pelletier, venu de bonne heure à la Révolution⁵, patriote exalté et adversaire irréductible du parti thermidorien⁶.

Avec eux, la polémique prend, dès le premier jour, un tour nettement agressif. Le prospectus qui annonce la fondation du journal se déclare « ami de l'ordre » et proteste de son respect pour la loi qui rend hommage aux principes, en consacrant la liberté illimitée de la presse. Il fait appel à la collaboration « des républicains éclairés », mais fait en même temps le procès des journaux « tour à tour dévoués aux dominateurs », des écrivains

¹ *Ibid.*, p. 627.

² *Aff.*, n° 36, 13 frimaire an V.

³ « *L'Ami des Principes* paraîtra cinq fois par décade, par feuilles de 8 pages in-8°. Il contiendra des nouvelles étrangères qui, par ce temps de combats et de guerres sont si impatientement attendues ; des nouvelles de l'intérieur et des opérations des deux Conseils et du Directoire exécutif ; des nouvelles des départements ci-devant insurgés, les renseignements fournis par la conservation des hypothèques, enfin des articles contenant des annonces et le compte rendu des livres récemment parus... Le prix de l'abonnement est de 4 francs par trimestre pour la ville et 5 francs 10 sous pour le reste de la République. Le premier numéro paraîtra le 1^{er} vendémiaire an V. » (A. D., sér. K, an V, t. I, prospectus. — *Rev. d'Anj.*, 1892, t. XXIV, p. 305.)

⁴ PORT, D., t. II, p. 390.

⁵ Il avait publié successivement : *Demands, plaintes et doléances de M. D. B., chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin, prieur-curé de R...*, présentées à l'Assemblée du clergé de la sénéchaussée d'Anjou (1789, in-8°, 20 p.) ; puis : *Essais sur les vœux*, ouvrage dans lequel on fait, par occasion, quelques réflexions sur la Constitution civile du clergé en France (Angers, 1791, in-8°, 156 p.), dédié au député Coustard, membre de la Législative et guillotiné à Nantes en 1793. (*Ibid.*, D., t. II, p. 71.)

⁶ Dans une lettre publiée dans les *Aff.*, n° 43 du 27 frimaire an V, Duboueix déclare avoir été le rédacteur de tous les articles non signés, parus dans *L'Ami des Principes* depuis sa publication ; mais il a, dit-il, abandonné la direction de cette feuille depuis son numéro 41. (*Rev. d'Anj.*, 1892, p. 307.)

« dont la plume adulatrice encensa successivement le crédit et la faveur » et en particulier « de ces prêtres... qui changent comme le temps et qui varient avec les circonstances ». Cette allusion transparente aux rédacteurs des *Affiches*, et surtout au principal d'entre eux l'ex-oratorien Bénaben, devait être le point de départ d'une polémique ardente où les attaques personnelles et les joutes d'esprit l'emportaient souvent de part et d'autre sur la discussion des idées.

3. Durant cette période (vendémiaire an V-fructidor an V), ce ne sont dans les deux camps que provocations incessantes : portraits satiriques ¹, épigrammes véhémentes ², acrostiches insultants ³, accusations mutuelles de perfidie ⁴.

Dans cette polémique où, suivant l'expression de l'honnête Dubois, « les petites passions individuelles » remplacent souvent « la grande passion du public », une seule voix indépendante ose s'élever, celle du futur professeur de législation à l'École centrale. « Eh ! qu'importe... que le citoyen Mame ait ou n'ait pas porté le bonnet rouge ⁵ ? Qu'importe... que l'*Essai sur les Vœux* ⁶ soit lu ou reste en magasin ? Que les rédacteurs veuillent bien nous faire grâce de ces débats ridicules, s'oublier eux-mêmes et qu'ils emploient leur talent à nous peindre les bienfaits d'un gouvernement libre, à éclairer les hommes sur leurs droits et sur leurs devoirs... alors leurs efforts pour le bien général produiront aussi leur avantage particulier ⁷. »

¹ Portrait du « terroriste » qui cherche « à aiguïser de nouveau les poignards qui doivent mettre la patrie en lambeaux » (*Aff.*, 17 vendémiaire an V). — Riposte de Duboueix contre l'accusation « d'anarchie » et « d'homme de sang » portée contre lui (*L'Ami des Principes*, 18 vendémiaire). — Portrait de Bénaben « toujours blâmant mais toujours se rangeant sous l'égide du parti dominant », par Piquelin (*L'Ami des Principes*, 19 vendémiaire).

² A Bénaben :

*Bénaben, je le crois, tu respectes ta mère,
Tu l'aimes et ne veux lui causer de douleur
Pourquoi donc, mon ami, de la haine en ton cœur ?
C'est peu d'être bon fils, il faut être bon frère.*

(*L'Ami des Principes*, 19 vendémiaire an V.) (GENEST, défenseur officieux.)

³ Premier acrostiche écrit sous le nom de Bénaben, à l'adresse des « jacoquins », donné par *l'Ami des Principes*, n° 14, 23 vendémiaire an V ; second acrostiche en réponse du premier, écrit sous le nom de Duboueix (*Ibid.*, n° 12, 20 vendémiaire). — Voir encore sur le même sujet : les commentaires de Duboueix (*l'Ami des Principes*, n° 12, 20 vendémiaire) et ceux de Bénaben (*Aff.*, n° 11, 23 vendémiaire an V).

⁴ Voir en particulier dans les *Affiches*, les articles de Papin : *Un mot sur les intrigants* (n° 84 et 86, 18 et 22 ventôse an V) ; — *Contre le rétablissement des clubs* (le *Petit postillon*, numéro annexé aux *Affiches* du 14 messidor an V). — Voir dans le même sens : discours de Bénaben à la fête anniversaire du 14 juillet contre les horreurs qui « ont souillé la Révolution » (*Aff.*, 28 et 30 messidor an V) ; — ou encore : les invectives de T. Grille contre « le ramas de scélérats » qui se sont refusés à applaudir au théâtre la pièce de Papin : *Les Détenués du Calvaire* (*Ibid.*, n° 67, 15 pluviôse an V). — Voir dans le camp opposé les attaques de *l'Ami des Principes* contre les prêtres « renégats », choyés des royalistes (n° 2, 5 nivôse an V) ; — contre les pièces rétrogrades au théâtre et en particulier celle de Papin (n° 32, 30 brumaire an V) ; — contre les « perfidies » du sieur Mame, autrefois « agent subalterne » de Francastel, aujourd'hui « persécuteur des patriotes » (supp. au n° 4, 3 nivôse an V).

⁵ Allusion aux rapports de Mame avec Francastel au temps de la Terreur.

⁶ Ouvrage de Duboueix, publié en 1791.

⁷ *L'Ami des Principes*, supp. au n° 6, 12 germinal an V. (Lettre de Dubois, datée du 9 germinal.)

B) Après le 18 fructidor

Après le 18 fructidor, la presse du département subit l'effet des « mesures prohibitives » prises par le Directoire¹ et change de caractère : *l'Ami des Principes*, que ses tendances montagnardes et son esprit d'indépendance rendent suspect, ne tarde pas à être supprimé; les *Affiches* perdent leur caractère officieux et redeviennent un journal d'annonces sans nuance politique; enfin, une nouvelle feuille : *Le Journal du département de Maine-et-Loire*, fondée en germinal an VI sur l'initiative du commissaire Moreau, joue auprès du département le rôle officieux que le *Rédacteur* remplit lui-même auprès du Directoire exécutif.

1. *L'Ami des Principes*, qui avait applaudi à la destitution des autorités constituées en fructidor, et qui avait accueilli avec satisfaction les nouveaux administrateurs du département, ne tarde pas à douter de leur zèle républicain. « Angers était plein d'émigrés. Sont-ils tous partis dans le délai légal? Un seul a-t-il été arrêté? Et les prêtres rebelles n'y célèbrent-ils pas, comme par le passé, quoique avec un peu moins de publicité leurs impies et sacrilèges mystères? Ne continuent-ils pas d'y souffler sourdement, au nom d'un Dieu de paix, le feu de la guerre civile²?... »

Pour *l'Ami des Principes*, cette « inertie » va de pair avec la bienveillance inopportune du Directoire à l'égard des Vendéens, spécialement en ce qui concerne l'exemption de la réquisition militaire³. « Ce qui est, déclare-t-il, n'est pas toujours ce qui devrait être.⁴ » Il ne voit autour de lui que tiédeur et faiblesse et va même jusqu'à écrire à l'adresse du commissaire du département de la Mayenne :

¹ L'art. 35 de la loi du 19 fructidor an V, met pour un an les journaux et feuilles périodiques sous l'inspection de la police qui pourra les prohiber. Cette disposition est prorogée pour une autre année par la loi du 9 fructidor an VI et ne sera abrogée que par la loi du 14 thermidor an VII (A. AULARD, *Rév. française*, p. 617). Déjà antérieurement : la loi du 27 germinal an IV (17 avril 1796), pour lutter contre le mouvement babouviste, punit de mort « tous ceux qui, par leurs discours ou par leurs écrits... provoquent la dissolution de la représentation nationale, ou celle du Directoire... ou le rétablissement de la royauté, ou celui de la Constitution de 1793... ou l'invasion des propriétés publiques ou le pillage et le partage des propriétés particulières, sous le nom de la loi agraire ou de toute autre manière ». La loi du 17 avril obligea, sous de sévères pénalités, les éditeurs de tous imprimés à publier le nom des auteurs et l'adresse de l'imprimerie. (G. PARISET, *La Révolution, 1792-1799*, pp. 311, 312.)

² *L'Ami des Principes*, n° 10, 18 vendémiaire an VI, Variétés (article signé Duboueix).

³ Lettre du ministre de la Guerre au commissaire du Directoire exécutif de Maine-et-Loire, 6 vendémiaire an VI (reproduite dans *l'Ami des Principes*, n° 6, 10 vendémiaire an VI).

⁴ *Ami des Principes*, n° 6, 10 vendémiaire an VI.

« Ce ne sont pas des hommes de cette trempe que les chouans assassinent¹. »

Tant d'audace ne devait pas manquer d'attirer sur lui les foudres administratives. En ventôse an VI, Moreau, commissaire du Directoire exécutif, suspend, de sa propre autorité, pendant huit jours, *l'Ami des Principes* et fait apposer les scellés sur ses presses (23 ventôse an VI).

Tout en blâmant cette mesure illégale², le Directoire du département prononce la prohibition du journal, « rédigé dans un esprit de révolte contre les mesures dictées au gouvernement par la Constitution et par les lois » (3 germinal an VI)³. Cette mesure s'accordait avec l'éloignement des derniers montagnards suspects de babouvisme⁴, mais elle dépassait les attaques du gilotin Jahyer⁵. Elle frappait en même temps une feuille d'esprit nettement démocratique qui comptait de mille à douze cents lecteurs⁶, et un patriote aux convictions ardentes, l'honnête Duboueix, taxé de fauteur de guerre civile⁷, et qui, dans ses écrits et dans ses actes, s'était toujours montré un républicain ferme et désintéressé⁸.

2. Plus modérée, et aussi plus intéressée, paraît l'attitude du rédacteur des *Affiches* après le 18 fructidor. Ayant épuisé la majeure partie de ses ressources⁹, et ayant cessé d'être l'imprimeur du département, Charles

¹ *L'Ami des Principes*, 10 nivôse an VI.

² L'arrêté directorial du 23 brumaire an VI, subordonnait la prohibition des journaux à l'approbation du Directoire. (A. AULARD, *Rév. française*, p. 617.)

³ Les scellés sont de nouveau apposés sur les presses de Jahyer. Lettre de Moreau au juge de paix du premier arrondissement d'Angers, 6 germinal an VI. (A. D., L 221 bis.)

⁴ A. AULARD, *Rév. française*, p. 679.

⁵ « J'ai parcouru avec inquiétude les numéros de mon journal et je n'y ai rien trouvé qui ne soit conforme aux principes, rien surtout qui n'ait été dicté par les intentions les plus pures. » (*L'Ami des Principes*, n° 1 et dernier, 4 germinal an VI. *Avis aux abonnés*.)

⁶ *Appel aux lecteurs*. « Citoyens et amis, etc... », par Jahyer, 24 germinal an VI, 2 p. in-8°.

⁷ C. PORT, *D.*, t. II, p. 71.

⁸ La prohibition du journal eut pour effet de le faire revivre sous un autre nom : le *Copiste fidèle* (24 ventôse an VI), en collaboration avec la veuve Pavie ; puis *l'Ami de la Constitution de l'an III* (6 germinal), avec l'imprimeur Toudenon ; enfin *l'Ami de la Liberté, journal d'Angers* (1^{er} vendémiaire an VII), sous la direction de Jahyer. Mais toutes ces tentatives successives avaient épuisé ses ressources et à la détresse de ses affaires, correspond le fléchissement de son ardeur révolutionnaire. *L'Ami de la Liberté* n'a plus rien de commun avec *l'Ami des Principes* et fait preuve, jusqu'au 18 brumaire, d'une déférence absolue à l'égard du pouvoir. (A. D., L 221 bis. Lettre de Moreau au juge de paix d'Angers, 30 germinal an VI. — L/t 938. Lettre de Jahyer le jeune à Moreau, commissaire du département, 16 brumaire an VII. — *L'Ami de la Liberté*, 14 thermidor an VII (sur la mise en liberté de Duboueix, enfin « vengé des injures sans nombre qu'il avait éprouvées ».)

⁹ Le 3 nivôse an V, dans une pétition aux administrateurs du département, Mame expose sa situation « douloureuse ». Il a reçu du département 90.000 livres en mandats résultant de 2.500.000 livres qui lui étaient dues pour impressions et fournitures faites au département jusqu'en germinal an IV. A cette époque, les mandats valaient 30 sols et le gouvernement lui devait réellement 90.000 livres valeur fixe. Pour sauver les débris de sa fortune, il a souscrit pour cette somme des biens nationaux. Depuis, il n'a rien touché ; et cependant depuis 15 mois, il paie ses ouvriers en numéraire ; ses ressources sont absolument épuisées... et sa situation est critique. (A. D., L/t 938, police de la librairie et imprimerie.)

Mame se détourne de la politique et vit du revenu de ses presses. Son journal cesse d'être un journal d'opinion et redevient, comme avant 1789, les *Affiches d'Angers*, avec, en sous-titre : *Le Moniteur du département de Maine-et-Loire*. Comme avant 1789, il réserve la première place aux annonces, insérant à la suite, sans commentaire, les communiqués officiels¹. Pour rendre sa feuille intéressante, il publie les extraits d'autres journaux, omettant par prudence d'indiquer les sources où il a puisé². En collaboration avec lui, ses fils, libraires à Angers, rue Centrale, qui avaient fait imprimer en fructidor an IV le *Calendrier de la République française*³, en l'an V deux romans philosophiques de Diderot : *Jacques ou le Fataliste* et *la Religieuse*⁴, en l'an VI l'*Acte constitutionnel de l'an III*⁵, changent également d'attitude. Par intérêt politique, plus sans doute que par conviction, ils font paraître, en fructidor an VI, des almanachs, réglés d'après le calendrier grégorien et qui se répandent dans les cantons du département, « au préjudice des institutions républicaines »⁶.

3. C'est pour servir spécialement ces institutions que paraît, à partir du 2 germinal an VI, la feuille officieuse *Le Journal du département de Maine-et-Loire*⁷. Le titre choisi révèle l'esprit du journal. Cette publication semble faire suite à la feuille publiée sous le même nom, en 1791, par les *Amis de la Constitution*. Celui qui la fait paraître est l'imprimeur du département et ses presses sont installées dans l'une des salles de l'ancienne abbaye Saint-Aubin, où siège l'administration centrale. Enfin, la rédaction du journal est modelée sur celle de l'organe du Directoire. S'inspirant du *Rédacteur* pour les affaires intérieures, et du *Journal des défenseurs de la patrie* pour les affaires militaires, il publie, comme lui, les actes officiels et tout ce qui peut servir la politique du gouvernement : « principaux arrêtés du département et de la municipalité d'Angers ; comptes rendus des fêtes nationales et parfois discours prononcés dans ces cérémonies ; nouvelles extérieures, etc., et, pour intéresser le lecteur : nomenclature des mariages

¹ *Aff.*, n° 78, 6 ventôse an VI, p. 31 (annonce).

² A. D., L 221 bis. Observations du commissaire Moreau au citoyen Mame, imprimeur à Angers.

³ « Cet almanach contient le calendrier ancien et le nouveau, la déclaration des droits et des devoirs de l'homme un précis sur le gouvernement, un précis sur l'instruction publique, les divers jurys d'instruction, les écoles centrales et les professeurs... un aperçu sur le Jardin botanique, sur la Bibliothèque nationale... une instruction sur les poids et mesures dont l'uniformité a été décrétée depuis longtemps avec la division de la livre en décimes et en centimes, etc. Il paraîtra sous six jours. » (*Aff.*, n° 178, 23 fructidor an IV.)

⁴ *Aff.*, n° 3, 17 brumaire an V (livres nouveaux qui se trouvent chez le citoyen Mame).

⁵ Avec une édition spéciale « en caractères neufs et gros », afin « de ménager la vue des enfants » (*Aff.*, n° 121, 2 prairial an VI.)

⁶ A. D., L 221 ter. Le commissaire Moreau aux commissaires du Lion-d'Angers, Ingrandes et Morannes (24 fructidor an VI) ; de Mazé (4 vendémiaire an VII), etc.

⁷ *Ibid.*, sér. K. *Journal du dép. de Maine-et-Loire*, an VI-an VIII. Angers, Boutron, 3 vol. in-8° (collection incomplète).

célébrés et des décès survenus dans la décade ; parfois énigmes, charades et logogriphes ¹. »

Ce qui en constitue le caractère propre, c'est qu'on y retrouve le même esprit gouvernemental, qui inspire les circulaires et la correspondance du département. Pour épigraphe, le journal prend cette pensée de Rousseau : « La patrie ne peut subsister sans la liberté, ni la liberté sans la vertu. » Pour glorifier la vertu sous toutes ses formes, le *Journal de Maine-et-Loire*, s'inspirant du *Bulletin décadaire de la République* ², fait connaître « les traits de bravoure et les actions propres à inspirer le civisme et la vertu » spécialement ceux dont le département est le théâtre. Les faits de cette nature abondent dans les colonnes du journal : traits de courage à Angers de l'artiste Langlade pour sauver un noyé sous la glace et honneurs rendus publiquement au temple décadaire (nivôse an VII) ³ ; fermeté et bravoure d'une paysanne à Cornillé, attaquée chez elle par un « brigand », avec annonce d'une indemnité de 100 francs pour traitement des blessures et lecture à la décade suivante de cet acte de courage « au peuple assemblé » (nivôse-pluviôse an VII) ⁴. Autres traits encore de courage civique ⁵ : à Segré, de François Chaussé, qui recevra le jour de la fête funéraire de nos plénipotentiaires assassinés à Rastadt, une couronne de chêne, « le seul prix que son cœur a paru désirer » (prairial an VII) ⁶ ; puis fin glorieuse, à Châteauneuf, d'un grenadier de la 28^e brigade d'infanterie légère, aux prises avec les chouans, et tombé en criant : « Vive la République ! » (2^e décade, thermidor an VII) ⁷.

Ainsi se trouvait réalisée l'intention du législateur de pénétrer les esprits « des lumières » nécessaires pour initier les citoyens « aux affaires générales de la République » ; « combattre l'influence délétère des journaux infidèles ou mal instruits » ; « nourrir les âmes des sentiments élevés » qui apprennent « à mettre l'intérêt public avant l'intérêt personnel » ; former en un mot cette éducation civique « sans laquelle la liberté n'est pas réellement fondée » ⁸.

¹ *Rev. d'Anj.*, 1892, p. 318.

² Créé par la loi du 13 fructidor an VI.

³ *Journal de Maine-et-Loire*, 21 nivôse an VII.

⁴ *Ibid.*, 23 nivôse an VII. (Lettre et procès-verbal de Binet, commissaire de Jarzé, 12 nivôse an VII.)

⁵ A. N., F¹ C¹¹¹ M.-et-L., 11, 25 pluviôse an VII et 7 germinal an VII, reproduit dans le *Bulletin décadaire*, n° 22, 1^{re} décade, floréal an VII.

⁶ *Journal de Maine-et-Loire*, n° 131. (Lettre du commissaire de Segré Massonneau, 14 prairial an VII.)

⁷ *Bulletin décadaire*, n° 32, 2^e décade de thermidor an VII.

⁸ Plan du *Bulletin décadaire*, n° 1, 1^{re} décade, vendémiaire an VII. (A. D., sér. K.)

Conclusion

Telles furent, dans leur ensemble, ces multiples « institutions » qui, sous des formes diverses, ont contribué, dans une certaine mesure, à la formation intellectuelle du département, du 9 thermidor au 18 brumaire. Telle fut cette seconde reconstruction scolaire, faite non plus dans un sens démocratique comme la première, mais surtout pour une classe — la bourgeoisie — et au profit de cette classe.

A la base, en effet, dans la seule moitié du département qui soit en cause ici, une soixantaine d'écoles primaires payantes avec gratuité seulement pour le quart des élèves. En fait cependant, des écoles viables où pénètre un peu d'éducation civique, mais en petit nombre, aux programmes étriqués, ouvertes surtout, comme avant 1789, aux enfants de la petite bourgeoisie et des artisans des bourgs. En face se multiplient les écoles particulières, dont le caractère confessionnel fait le succès et qui font le vide autour des écoles constitutionnelles.

D'autre part, dans les chefs-lieux de canton où siègent les nouvelles municipalités composées de citoyens aisés, les fêtes décadaires, célébrées régulièrement en l'an VI, les « cercles constitutionnels » ou « sociétés littéraires » qui, en l'an VII, ont succédé aux sociétés populaires de l'an II, contribuent, mais dans une faible mesure, à l'éducation civique des adultes.

Au sommet du nouvel édifice scolaire et sans intermédiaire entre les deux extrémités, se trouve l'École centrale d'Angers, qui donne à la fois et non sans succès, l'enseignement secondaire et une partie de l'enseignement supérieur. Comme les écoles primaires, l'École centrale entr'ouvre seulement ses portes aux enfants pauvres et, d'autre part, l'absence d'internat limite son champ d'action aux portes de la ville. Mais, avec ses multiples annexes et sa vitalité, elle constitue, comme l'ancienne Université d'avant 1789, un véritable foyer intellectuel, le principal où, plus exactement, le seul de la région.

A la fin du Directoire Angers tient une place marquée au point de vue intellectuel. Aussi lorsqu'en frimaire an VII, le Directoire exécutif reprenant l'idée de Condorcet, projette la création, au-dessus des écoles centrales de cinq lycées destinés à l'enseignement supérieur¹, c'est à bon droit que cette ville pouvait faire valoir, dans une éloquente énumération,

¹ LIARD, t. I, pp. 298-306. BUISSON, D., pp. 491-493 (rapport de Roger Martin, 6 brumaire an VI et 19 brumaire an VII).

tous « les titres glorieux » qui militaient en sa faveur et lui donnaient « une préférence méritée » sur les chefs-lieux des départements voisins : « ... la célébrité de l'École centrale ; une bibliothèque enrichie de plus de 40.000 volumes ; un jardin botanique regardé, après celui des plantes de Paris, comme le plus riche ; un cabinet d'histoire naturelle, un de physique, un de chimie, un musée, une école de médecine en activité, un institut de musique, des bâtiemnts vastes et commodes... » La requête faisait valoir encore : « le patriotisme de ses habitants, toujours supérieur aux événements, leur attachement à la République qui se manifeste avec tant d'éclat dans les fêtes nationales et dans les assemblées du peuple ». Elle se terminait par ce défi : « Où les sciences et les arts trouveraient-ils une terre plus hospitalière, des amis plus zélés, des maîtres plus habiles, des élèves plus avides d'instruction ¹ ? »

Telle fut, dans son ensemble, cette seconde reconstruction scolaire, de conception bourgeoise, mais non entièrement fermée à la démocratie, et qui, malgré ses faiblesses, n'était pas sans valeur ni sans mérite.

¹ A. D., L 102 et L 914 (Lycée), s. 1^{er} nivôse an VII. Projet d'adresse au corps législatif, à l'effet d'obtenir pour la commune d'Angers, chef-lieu du département, un des cinq lycées dont l'établissement a été soumis à la discussion du corps législatif, 29 frimaire an VII. *Signé* : Leterme-Saulnier, Chauvin, Bonnet, Dandenac. — Ce projet présenté par la députation de Maine-et-Loire est renvoyé par arrêté du Conseil des Cinq-Cents du 9 nivôse an VII, aux commissions d'instruction et des institutions républicaines. (Lettre de la députation de Maine-et-Loire au département. *Signé* : J. Bonnaire, Delorme, Desmazières, Brichet, Gautret, Mamert-Coullion, J.-B. Leclerc, Pilastre, Talot, Lorier, reçue au département le 16 nivôse an VII. L 914, Lycée). — Voir le compte rendu de la s. du 9 nivôse aux Cinq-Cents, dans *les Affiches*, n° 52, 14 nivôse an VII.

ÉPILOGUE

**Fin des institutions scolaires
et des créations intellectuelles de la Révolution
18 brumaire an VIII-11 floréal an X (1^{er} mai 1802)**

ÉPILOGUE

Fin des institutions scolaires et des créations intellectuelles de la Révolution 18 brumaire an VIII-11 floréal an X (1^{er} mai 1802)

« La crise de la Révolution française... a décrit une courbe ascendante vers la démocratie jusqu'à la chute de Robespierre au 9 thermidor an II ; elle est redescendue ensuite à l'oligarchie bourgeoise du Directoire, pour aboutir finalement à la dictature militaire de Bonaparte ¹. » Avec l'événement de brumaire, en effet, il n'y a plus, malgré les apparences, de représentation nationale ; les citoyens sont devenus des fonctionnaires publics qui exécutent les volontés du premier consul. Le retour au passé trouvera sa consécration politique quatre ans plus tard, dans la proclamation de l'Empire (28 floréal an XII, 18 mai 1804).

Parallèlement à la disparition des institutions républicaines, a lieu celle des créations scolaires de la Révolution. En même temps que la destruction de l'église constitutionnelle, l'abolition des fêtes décadaires et le retour au Concordat (26 messidor an IX, 15 juillet 1801), commencent des « bouleversements » ² qui vont transformer le système d'instruction publique. A l'Ecole centrale, qui était « une république destinée à former des hommes et des citoyens animés d'un esprit moderne, habitués à la recherche personnelle, capables de réflexion », va se substituer le lycée qui sera « une caserne, pépinière d'officiers et d'administrateurs rompus à l'obéissance mécanique, bourrés de latin et de mathématiques, mais sans contact avec les sciences de la nature ou les sciences sociales ³ » (11 floréal an X, 1^{er} mai 1802). A l'école primaire de l'an IV, chargée d'enseigner « les éléments de la morale républicaine » ⁴, succédera, avec la même loi de floréal an X — et de même année que le Concordat — une création plus modeste, remise entre les mains des communes et dans laquelle, comme

¹ A. MATHIEZ, *Les enseignements de la Rév. française* (An. Rév., 1922, p. 353.)

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 423.

³ A. MATHIEZ, *An. Rév.*, 1926, p. 290.

⁴ Loi de brumaire an IV, titre I, art. 5.

avant 1789, « le maître d'école redeviendra l'auxiliaire docile et soumis du curé...¹ ».

Enfin, avec la disparition progressive de toute liberté politique commence une période de réaction contre la liberté intellectuelle : suspicion à l'égard des « idéologues » ; mutilation de l'Institut (pluviôse an XI)² ; exil des écrivains indépendants.

Seule désormais se trouve tolérée la culture mathématique et scientifique qui s'accorde avec les besoins militaires du premier Consul. Les sociétés littéraires deviennent sans objet, la presse prend un caractère officiel et le théâtre est un instrument d'adulation.

C'est à marquer la fin rapide des institutions scolaires et des créations intellectuelles d'une époque de liberté désormais disparue, que sont consacrées les dernières pages de cette étude.

I. — *Fin de l'École centrale de Maine-et-Loire* (brumaire an VIII-fructidor an XIII)

1. En Maine-et-Loire, le nouvel ordre de choses avait pris corps, au point de vue administratif, avec l'installation du préfet Montault-Desisles (8 germinal an VIII, 29 mars 1800)³, la formation du Conseil général et celle des cinq conseils d'arrondissement (12 prairial an VIII)⁴, enfin l'organisation des nouvelles municipalités (brumaire an IX)⁵. Au point de vue religieux, la séparation des Églises et de l'État prend fin avec l'arrivée, à Angers, de l'évêque concordataire, Mgr Montault, frère du préfet, 17 prairial an X (6 juin 1802)⁶ et avec les premières mesures pour la restauration du diocèse⁷.

¹ REUSS, *ouv. cité*, p. 298.

² A. AULARD, *Rév. française*, p. 745.

³ A. D., L. 104, s. du 8 germinal an VIII. — *L'Ami de la Liberté*, n° 6, 11 germinal an VIII.

⁴ A. D., N. Conseil général, liasse an VIII-an XI. *Listes arrêtées par le premier consul, le 12 prairial an VIII, reçues par le préfet, le 22 prairial.*

⁵ A Angers, le Conseil municipal nommé par le préfet du département, en exécution de l'art. 20 de la loi du 28 pluviôse an VIII, le 19 brumaire an IX (10 novembre 1800), est installé le 13 nivôse. Il comptait 30 membres (art. 15 de la loi, villes de plus de 5.000 habitants). Parmi ses membres se trouvaient deux notaires (Moron et Hébert), neuf négociants (Aynès, Joubert, Boutton, Joseph Trottoin, etc.), onze propriétaires (Coutouly, Vial, etc.), un architecte (Quincé) et cinq chirurgiens ou médecins (Chevreul, Esnault, Guérin, Hossard), un apothicaire (Coustard). (A. M., *Reg. délib.*, 19 brumaire an IX-26 nivôse an II.) — Farran (Jean), avait été installé de nouveau maire par le préfet Desisles, le 30 prairial an VIII-19 juin 1800. (PORT, D., t. II, p. 135.)

⁶ Elève de l'Oratoire de Saumur, évêque constitutionnel de la Vienne (septembre 1790), détenu pendant la Terreur, démissionnaire en 1802. Esprit conciliant, appelé à l'évêché d'Angers sur la sollicitation de son frère (1755-1839). (PORT, D., t. II, p. 697.)

⁷ Invitation de l'évêque à tous les curés et desservants du diocèse à se rendre à Angers, le jeudi 25 frimaire (16 décembre) ou le 1^{er} nivôse (22 décembre), pour, en conformité des art. 6 et 7 du Concordat du 15 juillet 1801, « prêter leur serment de fidélité entre les mains du préfet de Maine-et-Loire, dans l'église cathédrale d'Angers et recevoir ensuite l'institution canonique » (Aff., n° 40, 20 frimaire an XI.) — (F. UZUREAU, *Les premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers*, 1801-1803. Angers, Siraudeau, 1901, in-8°, 106 p.)

2. Les nouvelles administrations ne se montrèrent pas tout d'abord hostiles aux écoles centrales. A Angers, la rentrée de l'École, en frimaire an VIII, a lieu, comme par le passé, au temple décadaire¹ et, jusqu'à l'an XI, les exercices publics et les distributions de prix continuent à se dérouler sous la présidence des autorités constituées². En l'an XII, cette cérémonie coïncide, non plus avec la fête du 1^{er} vendémiaire, mais avec l'anniversaire du 18 brumaire³; en l'an XIII, avec le couronnement de l'empereur⁴.

3. Bientôt cependant la sollicitude qui entourait l'École au temps du Directoire commence à se ralentir. Si, au 1^{er} vendémiaire an X, le préfet croit devoir faire ressortir quelques améliorations d'ordre intérieur, réalisées dans l'établissement⁵, en fait, depuis le 18 brumaire, des mesures successives n'ont cessé de paralyser la vie de l'École : retard apporté au paiement des traitements des professeurs et des dépenses de l'an VIII⁶; occupation par les troupes d'une partie des bâtiments (frimaire an XI)⁷; compressions budgétaires qui, à partir de l'an VIII, viennent frapper les annexes⁸ et qui, en l'an X, provoquent les observations courageuses des professeurs⁹; transfert précipité de la bibliothèque (25 pluviôse an XII, 15 février 1804)¹⁰; fermeture officielle de l'École fixée au 30 fructidor an XI¹¹, avec continuation, en l'an XII et en l'an XIII, de cours qui prolongent son agonie¹².

¹ *L'Ami de la Liberté*, an VIII, n° 34. *J. du dép. de Maine-et-Loire*, n° 35, 8 frimaire an VIII.

² B. A., H 3804, opusc. 40, 35 et 37 (distribution des prix, 1^{er} vendémiaire an IX, 1^{er} vendémiaire an X, 1^{er} vendémiaire an XI).

³ Sér. T. Lettre des professeurs au préfet, 25 fructidor an XII.

⁴ *Aff.*, n° 82, 12 ventôse an XIII.

⁵ « C'est avec le plus vif intérêt que j'ai vu les améliorations et les accroissements que l'École centrale a reçus cette année, ce cabinet de physique transporté dans un local plus convenable et disposé dans un meilleur ordre, celui d'histoire naturelle à l'arrangement duquel l'élégance et le goût ont présidé, enfin, cette superbe galerie de peinture qui fait aujourd'hui l'ornement de l'École et le plus beau monument de la cité. » (B. A., H 3804, n° 35.)

⁶ Lettre collective des professeurs au ministre (19 germinal an IX), pour se plaindre de ce que « de tous les fonctionnaires publics du département, les professeurs de l'École centrale ont été les plus négligés par le payeur ; ils n'ont encore touché que le premier semestre de leur traitement pour l'an VIII, etc. » Le 8 floréal an IX, ils se plaignent encore de n'avoir reçu que 1.200 francs et « pas un sol des sommes allouées par le ministre de l'Intérieur pour les dépenses de l'École centrale. » (A. D., sér. T. *Ec. centrale*.)

⁷ Ils ont dû céder une portion des bâtiments pour placer des troupes. « Deux professeurs font leurs cours dans leurs chambres », etc. (*Ibid.*, 29 frimaire an IX.)

⁸ La moitié du traitement de Locatelli, aide-bibliothécaire est supprimée pour l'an IX ; le crédit du Jardin botanique est ramené de 1.500 francs à 1.200 francs, etc. (Lettre des professeurs au ministre, 19 germinal an IX.) (*Ibid.*)

⁹ *Observations sur le projet du budget pour l'an X* (13 germinal an IX). (*Ibid.*)

¹⁰ Transfert de la bibl. de l'évêché dans le local de l'école. *Ibid.*, L/t. *Ec. cent.*

¹¹ Arrêté du 16 floréal an XI (6 mai 1803) qui ordonne la fermeture, à dater du 30 fructidor, des trois écoles centrales de Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe (art. 2), la mise sous scellés de la Bibliothèque, des cabinets et autres dépôts de l'École (art. 3). (*Bulletin des lois de la République*, n° 298, arrêté n° 2953.)

¹² Pour répondre au vœu du Conseil général, les professeurs acceptent « par amour du bien public » de continuer leurs cours jusqu'à l'ouverture du lycée (Lettre collective des professeurs. Signé : Riffault, T. Grille, Villier, Dubois, Merlet, Bénaben, 25 fructidor an XII). Ils reçoivent sur les fonds du lycée, la moitié de leur traitement pour les cours faits en l'an XIII (Lettre du conseiller d'Etat, directeur de l'Inst. publique au préfet, 16 ventôse an XIII). La seconde moitié leur sera payée si les cours continuent dans le deuxième semestre (Lettre du ministre, 7 mars 1806). (A. D., sér. T, 25 fructidor an XII.)

4. En même temps, des deuils successifs sont venus décimer le corps des professeurs.

En prairial an XI (25 mai 1803), disparaît Pierre Braux « qui ne vivait que par les livres »¹. Sa mort précède de quelques mois seulement le jour où, malgré les protestations indignées des amis de l'instruction publique², la bibliothèque, dont le service était déjà paralysé depuis longtemps par la suppression de l'aide bibliothécaire³, doit quitter l'évêché pour faire place au nouvel évêque⁴. Elle fut peu après amputée de ses plus belles richesses⁵.

En germinal an XII (mai 1804), disparaît à son tour Joseph Marchand, auquel la ville d'Angers était redevable de la belle ordonnance de son musée de peinture dont il avait publié, en l'an X, le premier catalogue⁶.

Enfin, au moment où, malgré son désintéressement, Merlet sentait s'effondrer les espérances qu'il avait fondées sur l'avenir du Jardin botanique⁷, des vexations officielles injustifiées le déterminaient à abandonner

¹ BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 150.

² Lettre au préfet Nardon, 22 vendémiaire an XI, de MM. Dubois (professeur de droit), Chevreul (médecin), Avenau (officier de santé), Cormier (ingénieur), Sébile (chirurgien), Hossard (médecin) et Esnault (médecin), 22 vendémiaire an XI. (B. M., mss. 1037, n° 1.)

³ « Nous répéterons encore ici ce que nous avons dit les années précédentes sur la nécessité d'un aide-bibliothécaire supprimé par le ministre. La Bibliothèque d'Angers est très considérable, disposée dans plusieurs salles et ne doit point être comparée aux bibliothèques de la plupart des écoles centrales... Le service de la Bibliothèque, la sûreté des livres exige impérieusement un aide, ou bien il faut renoncer à la rendre publique et priver les citoyens et les élèves des grands avantages que cette publicité leur procure. » (A. D., L/t. Ec. cent. *Etat des fonds nécessaires pour frayer aux dépenses de l'Ecole centrale pour l'an X*, 13 germinal an IX.)

⁴ Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet, ordonnant, sur la plainte de l'évêque, « qui a besoin de tranquillité et de secret », le transfert immédiat de la Bibliothèque à l'Ecole centrale (25 pluviôse an XII-26 janvier 1804). Le 3 ventôse an XII (23 février 1804), le préfet Nardon ordonna ce transfert qui fut fixé par arrêté du maire Joubert-Bonnaire, au 10 germinal an XII (31 mars 1804). (A. D., sér. T. Ec. cent.) « Les livres furent charroyés sans préparatifs, sans dispositions convenables. Ils furent déposés avec le moins de désordre possible dans des salles basses et humides et dans une salle haute tellement insuffisante qu'on ne peut lui donner que le nom de *salle provisoire de lecture*... Un grand nombre de manuscrits, peut-être précieux, furent entassés dans un grenier, etc. » (BLORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 150.)

⁵ Avec les dépouilles de la Bibliothèque, sont formées des bibliothèques spéciales pour la Cour d'appel, pour l'Evêché, pour le Lycée et pour le Séminaire. (A. D., *Conseil général*, an XIII. *Rapport du préfet* : «... La maison épiscopale est décente... et pourvue même d'une bibliothèque considérable extraite de la Bibliothèque nationale, etc. » — Arrêté du ministre de l'Intérieur, 8 frimaire an XII, qui porte que « les 1.500 volumes accordés à chaque lycée pour sa bibliothèque, par l'arrêté du 19 frimaire an XI et désignés par le catalogue imprimé du département, seront pris dans la Bibliothèque centrale de la ville où le lycée est situé, et mis par le maire à la disposition du proviseur. » — Ventes faites sans catalogues et réduction du précieux dépôt à 20.000 volumes. — BÉRAUD, dans *Mémoires de la Société d'Agriculture*, 2^e sér., 1856, p. 133 et suiv. et dans *Rev. d'Anj.*, 1852, t. II, p. 54. — F. UZUREAU, *Le palais épiscopal et la Bibliothèque d'Angers sous le Consulat*, Anj. h., 1905, pp. 84-103.)

⁶ PORT, D., t. II, p. 590, c. 2.

⁷ En fructidor an VIII, les réparations de la serre chaude restent en souffrance. (A. D., L/t. Ec. centrale. Lettre du 5 fructidor an VIII. *Signé* : Marchand, Grille, Villier.) — « Il est pénible pour moi de vous annoncer que mes facultés étant épuisées par les avances que j'ai faites jusqu'à ce jour, je ne puis plus fournir aux dépenses que nécessite l'entretien de l'établissement qui m'a été confié... Je vous annonce donc que toute la culture va cesser au Jardin des Plantes, parce que décadi prochain, qui est le dernier de l'an VIII, je congédierai tout travailleur ou journalier employé au jardin... ne pouvant plus salarier personne. » Et, après avoir rappelé qu'il n'avait encore reçu que 300 francs sur les fonds de l'an VIII, il oppose l'administration du département « qui ne trouve pas le moyen de subvenir à l'entretien d'un établissement qui existait avant la Révolution », à celle de la Mayenne, « qui vient de créer à grands frais un jardin botani-

une place qu'il avait occupée si glorieusement depuis plus de vingt années (nivôse an XV, décembre 1806)¹. Il laissait un nom considérable² et le souvenir de l'un des meilleurs serviteurs de la Révolution dans le département.

5. Frappée dans son personnel et dans ses œuvres vives, l'École centrale sent grandir autour d'elle, au fur et à mesure que s'affaiblit l'idée républicaine, les pensionnats privés qui l'attaquent dans son recrutement. A Angers, les « bonnes écoles »³, déjà prospères sous le Directoire, malgré les mesures spéciales du gouvernement⁴ et la vigilance du département⁵, l'emportent chaque jour davantage sur une école dépourvue d'internat et qui ne donne pas l'instruction religieuse.

Le « collège » Saint-Nicolas, établi dans l'ancienne abbaye du même nom, termine, en l'an X, ses cours par des exercices littéraires qui rappellent ceux de même nature au collège d'Anjou avant la Révolution⁶. Dirigé par les citoyens Godfroy, Delaporte, Chrétien, il compte en l'an XI 150 élèves, tous pensionnaires⁷. Dès la rentrée de l'an IX, François Labussière, instituteur public depuis messidor an IV, a donné sa démission pour ouvrir, montée Saint-Maurice, dans l'ancienne cure de la paroisse

que à Laval », et à celle de Rennes qui vient d'imiter cet exemple. Il rappelle, non sans ironie, le temps où d'autres administrateurs, « pénétrés de l'importance... de cette portion précieuse du bien public, surent trouver dans les temps les plus difficiles des ressources dans d'autres caisses » et « lui ont constamment prêté secours et appui malgré les ravages du siège de cette ville, malgré les troubles de la guerre civile qui empêchaient la perception des deniers publics ». (*Ibid.*, *Lettre de Merlet à ses collègues de l'École centrale*, 28 fructidor an VIII.) — En transmettant cette requête au département, les professeurs rappelant leurs appels restés deux fois sans réponse, posent collectivement le dilemme : « Il s'agit de décider si l'on conservera ou si l'on abandonnera le Jardin. » (*Signé* : Villier, Dubois, Merlet, Grille, Marchand, Riffault, Braux, Héron, Renou, Bénaben.) — En l'an IX, réduction par le ministre des frais d'entretien à la somme dérisoire de 200 francs, et, en l'an X, protestation courageuse, mais vaine, des professeurs de l'École centrale : « Avant la Révolution, le Jardin botanique d'Angers était, après ceux de Paris et de Montpellier, le plus considérable et le plus riche de France. La somme allouée par le ministre ne suffirait pas pour entretenir et nettoyer les allées de ce jardin. Sur quels fonds prendra-t-on les frais des serres, des plantations, des semis, des arrosages d'été, des pots, des caisses, des fumiers, des terreaux, des tuteurs pour les arbres, des plaques indicatives du nom des plantes?, etc., etc. Veut-on faire de ce beau jardin un jardin d'apothicaire? » (*L/t. Ec. centrale*. Etat des fonds nécessaires pour l'an X, 13 germinal an IX.)

¹ BOREAU, *ouv. cité*, p. 68.

² Il meurt en février 1807. Il était alors : membre des sociétés d'histoire naturelle et philotechnique de Paris (7 décembre 1792-1^{er} vendémiaire an V), de l'Institut départemental de la Loire-Inférieure (5 fructidor an VII), de la Société d'Agriculture du Morbihan (4^e jour comp. an VIII) ; président de la Société d'Agriculture d'Angers (24 fructidor an VII). (PORT, *D.*, t. II, pp. 602, 603.)

³ BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 429.

⁴ Arrêté du 27 brumaire an VI (27 novembre 1797), qui fait une obligation à ceux qui sollicitent une place du gouvernement, de produire un certificat de fréquentation de l'une des écoles centrales de la République. Arrêté du 17 pluviôse an VI (5 février 1798), sur la surveillance générale des maisons particulières d'éducation. (BUISSON, *D.*, art. Directoire, pp. 714, 715.)

⁵ « Il a bien existé quelques pensionnats dans le département, mais on s'y bornait à l'instruction primaire et les écoles centrales n'en recevaient aucun secours... D'ailleurs, une partie de ces pensionnats ont éveillé la surveillance des administrations, par leur mauvaise composition et les principes que l'on y professait. Ils ont été fermés. » (A. D., L 183. Lettre du département au ministre de l'Intérieur, 18 ventôse an VI.)

⁶ B. A., H 3804. (Exercices littéraires des élèves de l'an X, 1 pièce.)

⁷ *Annuaire du dép.*, an XII, p. 205.

du même nom, un *pensionnat* qui, à la fin de l'année scolaire de l'an X, compte 153 élèves, dont 33 pensionnaires et 120 externes¹. Dirigée par les citoyens Cinet et Papin, l'école Saint-Julien compte, en l'an XI, 40 pensionnaires et 45 externes². Ces trois institutions deviendront des écoles secondaires particulières avec la loi du 11 floréal an X³.

Ainsi, avant même que fût votée la loi de floréal an X qui supprimait définitivement les Écoles centrales et leur substituait les lycées, avant même que fût sanctionnée par cette loi la main-mise des maisons particulières sur l'instruction du second degré⁴, l'École centrale d'Angers était fortement concurrencée auprès de la bourgeoisie angevine. L'enseignement privé à Angers, comme dans le département⁵, regagnait le terrain perdu sous la Révolution.

6. Néanmoins, en disparaissant, l'École centrale forçait l'estime de ceux qui s'étaient détournés de la Révolution pour servir le nouvel état de choses.

« Labussière enseigne la morale, la tenue des livres de commerce, l'écriture et la grammaire française ; Pieau, la grammaire française, la langue latine et les mathématiques ; Blordier (plus tard sous-bibliothécaire de la ville et auteur de l'ouvrage : *Angers et le département de M.-et-L.*, 1887-1830, 2 vol. in-8°, Angers, Pavie, 1837), l'histoire, la géographie, la grammaire française et la langue latine ; Couchot, l'écriture et l'arithmétique. Les élèves sont distribués dans ces cinq classes dans la proportion suivante : écriture, tenue des livres et pratique du calcul : 153 ; géographie et histoire : 40 ; grammaire française : 60 ; langue latine : 33 ; mathématiques : 6... On y admet quelques maîtres externes pour les arts d'agrément. » (Rapport du préfet, 17 messidor an X-6 juillet 1802. — F. UZUREAU, *L'école secondaire de Saint-Maurice d'Angers, 1801-1807*, *Anj. h.*, 1914, p. 536. — *Annuaire* an XII, p. 205, voir *Compte rendu des exercices de l'école secondaire de Saint-Maurice d'Angers, dirigée par Labussière*, — *Aff. d'Angers*, 1^{er} vendémiaire an XIII et 14 vendémiaire an XIV.)

² *Annuaire*, an XII, p. 205. — *Compte rendu des exercices de l'école secondaire Saint-Julien d'Angers*. (*Aff.*, n° 2, vendémiaire an XIV.)

³ Arrêté des consuls du 13 frimaire an XI. (*Annuaire du dép.*, an XII, p. 204.)

⁴ Loi du 11 floréal an X (1^{er} mai 1802), titre III, art. 6 : « Toute école établie par les communes ou tenue par les particuliers, dans laquelle on enseignera les langues latine et française, les premiers principes de la géographie, de l'histoire et des mathématiques, sera considérée comme une école secondaire. » Art. 8 : « Il ne pourra être établi d'écoles secondaires sans l'autorisation du département. Les écoles secondaires ainsi que toutes les écoles particulières dont l'enseignement sera supérieur à celui des écoles primaires, seront placées sous la surveillance et l'inspection particulière des préfets. » (BUJSSON, *D.*, p. 515, art. *Consulat*.)

⁵ L'arrêté du 13 frimaire an XI qui avait reconnu trois écoles secondaires à Angers, reconnaissait en même temps comme telles : les deux établissements dirigés à Saumur par l'abbé Blondeau, et à Beaupréau par l'abbé Mongazon.

Aucun renseignement ne nous est fourni par les états des préfets en réponse à la circulaire du 21 prairial an XIII (26 juin 1805), sur les maisons d'éducation qui aspirent à être élevées au rang d'institutions secondaires. Le département de Maine-et-Loire est absent de la statistique des écoles libres, fournie par F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, pp. 450-472.

Il existe alors cependant, à Angers et dans le département, plusieurs autres établissements qui, sans avoir le titre d'écoles secondaires, « sont dirigés dans les mêmes principes et réunissent les mêmes moyens d'enseignement ». A Angers : pensionnat des Ursules, directeurs, les citoyens Gravelle et Guémas, 70 élèves tant pensionnaires qu'externes ; pensionnat rue Centrale, n° 98, directeurs, Edeline et Hourmann, 72 élèves ; pensionnat place du Pilon, directeurs, Riffault, docteur en médecine, Focard, Quélin. Dans le département : à Baugé, deux maisons d'éducation qui comptent environ 60 élèves externes, l'une dirigée par le citoyen Lafond, l'autre par le citoyen Lemaistre ; à Fontevault, pensionnat du citoyen Besnard, 50 élèves ; à Seiches, au hameau du Verger, pensionnat du citoyen Benoist, institution qui existe depuis 8 ans, etc. (*Annuaire du dép.*, an XII, pp. 209, 210.)

A Angers, l'institution des Ursulines fondée rue Saint-Laud, n° 81, en l'an IV, par les ci-devant Frères des Ecoles chrétiennes Gravelle et Focard, auxquels s'était associé Guémas, maître ès arts de l'Université ; transférée en l'an VI dans l'ancien couvent des Ursulines (contigu au collège d'Anjou), et devenue école secondaire en 1808. (F. UZUREAU, *And.*, 15^e sér., 1914, p. 68.)

« Quelles que soient les vues du département, déclare en l'an X le Conseil d'arrondissement d'Angers, nous ne pouvons taire les services que les professeurs de notre École centrale rendent à l'instruction par leurs talents, leur zèle et leur parfait dévouement à leurs fonctions ; plusieurs sujets, reçus à l'École polytechnique et dans des chaires de législation, attestent les connaissances des maîtres ; les autres parties ont formé des jeunes gens non moins recommandables ¹. »

Même appréciation élogieuse, la même année, du Conseil général de Maine-et-Loire. « L'intérêt de cette École, le rang qu'elle occupe, ses succès et l'éloge mérité que le Conseil en fait à chacune de ses sessions, seraient la mesure des regrets du département, s'il n'espérait la conserver sous un nom plus pompeux et avec des attributs dont elle est déjà digne ². »

Trois ans plus tard, et l'année même de la fermeture de l'École, le préfet, à son tour, reflétait l'opinion publique, lorsqu'il rendait justice aux professeurs de l'École à propos des collections diverses qui étaient devenues « l'ornement de la ville ». « C'est dit-il à leurs soins, à leurs talents, que nous devons la réunion et la conservation de ces dépôts des sciences ³. »

Aux témoignages officiels viennent s'ajouter « les démonstrations particulières d'attachement et de reconnaissance » des élèves. Le 17 fructidor an XIII, à la clôture définitive des cours, une fête champêtre et symbolique est donnée par « les jeunes gens » au nombre de 40, des cours de droit et de botanique, à leurs professeurs Duboys et Merlet la Boulaye. « La place du professeur de droit avait été désignée par une couronne de chêne, celle du professeur de botanique par une couronne de fleurs. Au moment où l'on s'est mis à table, l'air *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille*, exécuté par quelques élèves, a préparé les convives aux plus douces émotions. Vers le milieu du repas, M. Cellier, au nom de ses condisciples a d'abord adressé à M. Duboys des remerciements. M. Davy de La Roche, au nom des élèves de botanique, prenant ensuite la parole, a fait l'éloge de M. Merlet et de la botanique. Les professeurs, profondément émus par ces hommages, y ont répondu de manière à accroître encore, s'il eût été possible, les sentiments dont leurs élèves étaient pénétrés. ⁴ »

Enfin, après les administrateurs du département et après les élèves, c'est aux professeurs eux-mêmes qu'appartient la parole.

¹ Et encore : « Nous ne prétendons pas affirmer que les écoles centrales telles qu'elles existent, soient arrivées au degré de perfection dont elles sont susceptibles, mais nous pensons qu'elles sont un premier pas vers cette perfection, etc... Nous formons hautement le vœu qu'aucune des parties de l'enseignement actuel n'en soit distrait, etc. » (A. D., *Conseil d'arrondissement d'Angers, Proc.-verb.*, 13 germinal an X.)

² *Ibid.*, Conseil général. Rapport du 11 prairial an X. Voir dans le même sens LIAUD, *ouv. cit.*, t. II, p. 8.

³ *Ibid.* Rapport du préfet au Conseil général, 1^{er} floréal an XIII.

⁴ F. UZUREAU, *L'Ec. centrale de M.-et-L.*, 1789-1805 (dans *Anj. H.*, 1913, pp. 396-408) d'après *les Aff. d'Angers*, 17 fructidor an XIII (4 septembre 1805).

« Les écoles centrales sont encore là, dit Duboys à la dernière rentrée officielle de frumaire an XII, qu'on ne les juge pas sans les connaître. » Avec une grande indépendance d'esprit et non sans courage, le professeur de législation esquisse à grands traits la noble conception qui, huit ans auparavant, avait trouvé dans Fourcroy un si ardent défenseur. « On peut voir comment on y suit les procédés de la nature, et par quelle gradation heureuse et facile on conduit l'élève, des premiers exercices de la mémoire, aux derniers efforts de la méditation. Les jeunes gens s'accoutument, par le dessin, à bien saisir la physionomie de la nature, en étudient les merveilles à la surface et dans l'intérieur du globe, apprennent les langues de Démosthène et de Virgile, de Cicéron et d'Homère ; à l'aide des calculs et des combinaisons savantes des mathématiques, connaissent les lois du mouvement et les propriétés des corps ; prennent en main le fil de l'analyse, pour découvrir les ressorts les plus cachés de l'entendement ; forment leur goût, en nourrissant leur génie de tout ce que les orateurs et les poètes ont produit de gracieux et de grand, lisent sur les tables de l'histoire les grands crimes et les grandes vertus, et finissent par découvrir, dans les rapports naturels qui existent entre les hommes, les droits comme les devoirs des individus, dans leur famille et dans l'État, le but des sociétés politiques, le terme où l'obéissance n'est plus un devoir et où vient s'arrêter la puissance des chefs des nations ¹. »

Et il terminait ce discours, qui ne fut peut-être pas étranger à la fermeture hâtive de l'École, par une réserve qui était à la fois un éloge de la conception révolutionnaire et une critique à peine voilée de la création des lycées : « S'il est un reproche fondé à faire à ceux qui les ont créées, c'est celui d'avoir pris une idée trop élevée de leur siècle et des lumières de leurs contemporains et de s'être trop attachés à des abstractions dont on croit maintenant sinon impossible, du moins dangereux de réaliser l'objet ². »

Telle fut la fin de l'École centrale d'Angers.

Après une année d'interruption totale des études, an XIV (1805-1806) ³, et après des démarches pénibles au cours desquelles s'étaient envolées les dernières ambitions de la bourgeoisie angevine ⁴, s'ouvra, le 11 novem-

¹ *Journal de M.-et-L.*, 1803, n° 44. Compte rendu de la rentrée de l'École centrale, 2 frumaire an XII.

² *Ibid.*

³ « Dans l'état actuel des choses, Angers, l'une des quinze ou des vingt premières villes de l'Empire est privée de tout moyen d'enseignement. » (*Lettre du préfet au ministre*, 15 janvier 1806. A. D., sér. T. *Enseignement secondaire*.)

⁴ « Dès l'an XI, les projets installaient l'établissement nouveau dans les bâtiments de Tous-saint, réunis aux deux Séminaires, mais les devis évaluaient la dépense à plus de 220.000 francs, et le maire Joubert, en les soumettant au Conseil municipal, proposa de reporter les vues de la ville sur le bâtiment inoccupé et magnifique de la *Rossignolerie*. Telles étaient les illusions et l'attente de « développements extraordinaires », que ce local, après de longues discussions, fut accepté, mais simplement comme annexe de réserve disponible (24 pluviôse an XII). Le décret

bre 1806 (20 brumaire an XV), le lycée de second ordre d'Angers¹. Dernier en date des établissements de cette nature sous le Consulat², il viendra s'installer dans le modeste local de *La Rossignolerie* que venaient à leur tour d'évacuer à cet effet les derniers frères des Écoles chrétiennes³.

II. — *Fin des écoles primaires constitutionnelles*

I. Avec le gouvernement consulaire, qui s'appuyait sur les classes dominantes, et qui ne concevait les lycées, seuls établissements entretenus aux frais du trésor public⁴, que comme « une pépinière d'officiers et d'administrateurs rompus à l'obéissance mécanique »⁵, l'éducation populaire devenait sans objet et les écoles primaires passaient à l'arrière-plan.

Aussi, après le projet de Chaptal, en brumaire an IX (novembre 1800), assez semblable, en ce qui concernait l'instruction primaire, à celui que Lakanal avait fait voter le 27 brumaire an III⁶ et qui, pour cette raison sans doute, n'eut aucune suite, après l'enquête consécutive prescrite par la circulaire du 25 ventôse an IX (16 mars 1801) et inspirée par le souci de restaurer « les collèges florissants » d'avant 1789, ce fut la loi scolaire du 11 floréal an X (1^{er} mai 1802) qui, en matière d'instruction primaire, abrogea celle de brumaire an IV et fit revivre l'école de charité de l'ancien régime. On s'en remettait désormais aux communes du soin d'établir les

officiel calma ces exagérations en établissant là même le lycée, dont l'ouverture après nombre d'atermoiemens, annoncée pour le 1^{er} frimaire an XIV, se fit attendre plus de quatre ans, par la suite du désarroi des finances et de la négligence de l'Administration. » (PORT, *D.*, t. I, p. 80, c. I.)

¹ Inauguration, à l'église Saint-Joseph, le 10 novembre 1806 : les classes sont ouvertes le lendemain par une messe du Saint-Esprit, dite par M. Pavie, aumônier du lycée (*Aff.*, 1806, n° 158). — Programme des cours (B. A., H 3804). — Sur la fondation du lycée : voir F. UZUREAU, *Installation du lycée, Anj. h.*, 1917, pp. 420-433. — Sur l'histoire du lycée depuis sa fondation : SORIN (E.), *Hist. du lycée d'Angers* (Angers, 1873, in-12); — SIMON (R.), *Le lycée d'Angers de sa fondation à 1925* (*Revue des études napoléoniennes*, mai-juin 1925).

² De tous les lycées provisoires nouvellement établis, celui d'Angers est le seul qui se trouve ainsi arrêté. (Lettre de Fouchy au proviseur Ferry de Saint-Constant, 1^{er} février 1806; A. D., sér. T. *Enseignement second.*)

³ En l'an VIII, il y avait encore à la *Rossignolerie* deux ci-devant Frères : Payen et Mathieu, qui tenaient une école primaire et un pensionnat, alors réduit à 10 ou 12 pensionnaires. (A. D., L/t. *Inst. second. Pétition au préfet*, 11 germinal an VIII.) Ils y restent jusqu'en l'an XI, époque où ils évacuent le local destiné au lycée (QUÉRUAU-LAMERIE, *La Rossignolerie*; B. A., SH 2521).

⁴ Loi du 11 floréal an X, titre I, art. 1^{er} : « L'instruction sera donnée : 1° dans des écoles primaires établies par les communes; 2° dans des écoles secondaires établies par des communes ou tenues par des maîtres particuliers; 3° dans des lycées et des écoles spéciales entretenues aux frais du trésor public. » (BUISSON, *D.*, p. 515, art. *Consulat.*)

⁵ A. MATHIEZ, *An. Rev.*, 1926, p. 290.

⁶ Ce projet estimait à 23.000 environ, le nombre d'écoles *municipales*, avec un traitement de 400 à 1.000 francs payé moitié par la municipalité, moitié par l'arrondissement; au-dessus se trouvaient 250 écoles environ, dites *communales*. Tout département devait en avoir au moins une, et celles qui existent sous le nom d'écoles *centrales* doivent conserver leur emplacement. Les premières devaient coûter 5 millions, les secondes 3 millions; les écoles spéciales qui constituaient le 3^e degré d'enseignement étaient évaluées à 1.300.000 francs; l'Institut national devait coûter 266.000 francs. Au total : 9.572.600 francs. (BUISSON, *D.*, p. 513.)

écoles primaires (titre I^{er}, art. 1), et on abandonnait aux maires et aux conseillers municipaux le choix des instituteurs (titre II, art. 3)¹. « L'expérience de ce qui se faisait autrefois, déclare Fourcroy, l'a convaincu qu'il faut en confier le soin aux administrations locales qui y ont un intérêt direct, et qui en feront une affaire de famille. » Comme l'a dit M. F. Brunot, « on rappelle ce qui se faisait autrefois : l'école de la commune va devenir une affaire de famille, au lieu d'être une affaire d'État². » Si l'on ajoute, qu'avec le *Concordat*, le clergé retrouvera dans chaque commune l'influence prépondérante qu'il avait avant 1789 dans chaque paroisse, on se rendra compte que partout « le maître d'école redeviendra l'auxiliaire docile et soumis du curé... »³. Avant même qu'avec la création de l'Université impériale (1806-1808), les principes de la religion catholique ne servent de base à l'enseignement⁴, les écoles primaires sont en fait livrées de nouveau à la domination de l'Église.

2. En Maine-et-Loire, où les églises étaient presque partout rouvertes dix-huit mois avant la signature du *Concordat*⁵ et où, le 10 décembre 1805, le préfet prescrivait de mettre les curés et les desservants en possession des églises et presbytères non vendus⁶, les écoles avaient depuis longtemps cédé le pas au clergé.

En l'an IX, le nombre des écoles primaires publiques est ramené à Angers de dix à six⁷ et deux ans plus tard (floréal an XI), le Conseil général constate l'absence d'instituteurs publics dans le département. « Il n'y a plus de maîtres et de maîtresses salariés que dans les communes un peu considérables ; encore ce salaire se borne-t-il le plus souvent au logement tel quel... Les maîtres n'enseignent que l'hiver, parce que le reste de l'année les enfants sont occupés au travail de la terre ou à la garde des bestiaux... la proportion des habitants sachant signer est de six dixièmes dans les villes et de deux dixièmes dans les campagnes, où il n'y a personne pour tenir les registres de l'état civil⁸. »

En présence d'une telle détresse, ceux qui étaient seuls qualifiés pour formuler les doléances du département ne trouvent à exprimer qu'un seul regret, celui « que la dernière loi sur l'instruction publique (11 floréal an X) ne l'ait pas liée davantage avec la religion... Ici où presque tous les

¹ BUISSON D., p. 515.

² F. BRUNOT, *ouv. cité*, t. IX, p. 498.

³ REUSS, *ouv. cité*, p. 298.

⁴ G. WEILL, *Hist. de l'enseignement secondaire*, pp. 21 et 34.

⁵ F. UZUREAU, *La séparation de l'Église et de l'État dans un grand diocèse (1800-1802)*, 1907, 28 p., extrait de la *Revue des Sciences ecclésiastiques*. (Voir compte rendu, A. MATHIEZ, *An. Rev.*, 1908, p. 363.)

⁶ F. UZUREAU, *Les premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers*, p. 76.

⁷ Arrêté du 23 nivôse an IX.

⁸ A. D. Conseil général (session de floréal an XI).

citoyens sont catholiques, il en eût résulté les meilleurs effets ¹. » Aussi le Conseil général propose-t-il, dès l'an IX, de faire appel pour le recrutement du personnel aux anciennes communautés religieuses ², et attend-il, de la nouvelle loi scolaire « des instituteurs sages et vertueux... unissant leurs efforts à ceux des pasteurs pour faire régner dans les cœurs la plus saine morale » et qui, « dans les principales communes » apprendront « à savoir lire et écrire et connaître le devoir de l'homme en société » (floréal an X) ³.

C'était, sans ambages, le retour à la conception de l'ancien régime. La religion est un frein pour les peuples, et ses ministres, auxiliaires du gouvernement, composeront, comme on l'a dit, « une gendarmerie sacrée. » ⁴ Entre leurs mains, l'école primaire conçue par la Révolution pour affranchir les esprits, redeviendra, comme l'avait été l'école de charité de l'ancien régime, le vestibule de l'Église ⁵.

III. — *Fin des créations intellectuelles*

1. Des créations intellectuelles de la Révolution, les collections diverses qui provenaient de l'École centrale, seules subsistent. Mais elles cessent d'être un objet d'études et deviennent, suivant l'expression du préfet du département, « l'ornement de la ville » ⁶.

Le Muséum, après avoir été l'annexe des cours de dessin, d'histoire naturelle, de physique et de chimie expérimentales, n'est plus qu'une source d'agrément pour les esprits cultivés. Le jardin botanique cesse d'être un champ d'observations pour se transformer en un lieu de prome-

¹ *Ibid.*, session de prairial an X (*Rapport sur l'esprit public*).

² « Dans cette pénurie, votre bureau vous propose d'inviter le gouvernement à se faire donner par le ministre de l'Intérieur tous les renseignements possibles sur les anciens Oratoriens, Bénédictins, Doctrinaires ou tous autres professeurs qui se livraient jadis à l'éducation de la jeunesse et de les adresser aux préfets des départements, en laissant à la sagesse du gouvernement à décider, si oui ou non, il serait utile d'en former des espèces d'associations ou congrégations dont l'engagement unique et formel serait de se livrer à cet honorable employ. » (*Ibid.*, session de germinal an IX. *Rapport sur l'Inst. publique*.)

³ *Conseil général. Rapport sur l'Inst. publique*, 11 prairial an X. A rapprocher du discours de Fourcroy au Corps législatif, 10 floréal an X : « Sans doute, apprendre à lire, écrire et chiffrer est le besoin de tous les hommes vivant en société ; mais quel est le peuple nombreux où il existe dans toutes les communes, une école gratuite ? Si cela n'existe nulle part... c'est qu'il n'est pas dans la nature des choses que cela existe ; c'est qu'il est hors de la limite du possible qu'une pareille organisation soit établie chez un grand peuple. » (BUISSON, *D.*, art. *Consulat*, p. 517.)

⁴ Voir dans ce sens *An. Rév.*, 1923, p. 415. Une circulaire de Fouché aux évêques, Paris, 5 fructidor an XII, avec commentaire de G. Vauthier.

⁵ « L'école, là où elle existait, n'avait plus rien de commun avec l'école idéale que les révolutionnaires avaient rêvée. Elle retournait à sa destination d'autrefois. Elle redevenait un catéchisme. Des communes eussent voulu un bon maître, elles n'avaient qu'un bon chantre. » (F. BRUNOT, *ouv. cit.*, p. 502.)

⁶ A. D., *Rapport au Conseil général*, 1^{er} floréal an XIII.

nade. La Bibliothèque, amputée d'une partie de ses richesses, et transférée de l'Évêché à l'ancien Séminaire, cesse d'appartenir au public pour constituer l'apanage des lettrés.

2. Les Sociétés savantes et littéraires changent de caractère ou disparaissent.

La Société de santé, déjà méconnue par le Directoire exécutif et un moment réorganisée en thermidor an XIII par Maillocheau, est bientôt détruite et ne se reconstituera que vingt ans plus tard¹. La Société libre d'agriculture, fondée en l'an VI, s'efface en l'an XI devant le *Conseil d'Agriculture, de Commerce et des Arts*, organisme officiel « dont le préfet est le président-né » et « dont la mission est seulement consultative et confidentielle »². Les sociétés littéraires, qui avaient eu peine à s'affranchir des préoccupations politiques sous le Directoire, disparaissent. La principale d'entre elles, le *Lycée dramatique*, se disperse en l'an IX³. L'Institut de musique, dont le sort était lié à celui des fêtes décadaires, disparaît avec elles, pour revivre, en l'an XII, sous la forme d'une société philharmonique privée⁴.

3. Enfin, en Maine-et-Loire comme ailleurs, le silence est partout. Nulle voix indépendante ne s'élève dans le département. Les Angevins restés fidèles à l'idéal révolutionnaire sont en exil, comme Choudieu réfugié en Hollande⁵, ou se taisent : tels La Révellière-Lépeaux, Pilastre et Leclerc, retirés, le premier à Angers après le 18 brumaire⁶, les deux autres dans leurs terres en l'an XI⁷. Les autres, de moindre envergure, rentrent dans l'ombre des bibliothèques, comme le ci-devant bénédictin

¹ PORT, *D.*, t. I, p. 94, c. 1.

² *Annuaire du dép.*, an XI, p. 84 ; an XII, p. 223.

³ *Aff.*, 28 fructidor an IX.

⁴ PORT, *D.*, t. I, p. 95, c. 1.

⁵ Choudieu avait été compris dans la mesure qui ordonnait la déportation de 130 jacobins, à la suite de l'attentat du 3 nivôse an VIII contre la vie du premier consul. (BOUGLER, *Mouv. provinc.*, t. I, p. 437.)

⁶ La Révellière-Lépeaux s'était retiré du pouvoir « plus pauvre qu'il n'y était entré » et animé d'une « haine inflexible » contre Napoléon. En 1811, il refusa une pension et son entrée au Sénat, parce « qu'il aimait mieux doter son fils du fruit de ses privations que du fruit de son déshonneur ». Il mourut le 27 mars 1824 (*Ibid.*, t. I, pp. 216, 217-219.)

⁷ « M. Pilastre... revint sans bruit à sa terre de Soudon (commune de Cheffes), où il passa près de vingt années de sa vie dans la pratique de toutes les œuvres de bienfaisance et de progrès... On le vit enfin se dévouer sans réserve et sans relâche à l'accomplissement de toutes les inspirations d'une philanthropie qui dans ses principes, il faut bien le reconnaître, était une manière infaillible de prouver que la philosophie et l'humanité peuvent, sans le secours des idées religieuses, produire de grandes améliorations dans le cours ordinaire de la vie... Un grand concours se pressait à ses funérailles (24 avril 1830), mais nul signe religieux, nulle apparence de culte ne se mêlèrent à cette pompe funèbre. » (*Ibid.*, t. I, pp. 310, 311, 316.)

« M. Leclerc... entra au Corps législatif d'où l'éloignement de Napoléon pour les idéologues ne tarda pas à le faire exclure... Il revint à Chalonnes où il passait la plus grande partie de son temps livré aux études littéraires ou s'occupant d'œuvres de bienfaisance et de philanthropie... Exilé en 1816, pour avoir adhéré aux Cent jours, rentré à Chalonnes en 1819, mourut le 11 novembre 1826. On se conforma à ses désirs en conduisant directement ses restes à sa tombe, sans réclamer l'intervention d'aucun ministre du culte et sans autre pompe que l'assistance de ses parents et de ses amis. » (*Ibid.*, t. I, pp. 331-333.)

Toussaint Grille¹ en 1805 ou s'enferment dans leurs chaires professorales, comme Bénaben en 1806².

La presse cesse d'être un organe politique. La presse officielle, porte-parole des volontés du premier consul est représentée, comme dans les autres départements, par le *Moniteur universel* (nivôse an VIII)³. Les deux feuilles locales, *L'Ami de la Liberté* et les *Affiches d'Angers* n'ont désormais aucun caractère politique. La première, avec Jahyer, qui avait accueilli sans réserve le 18 brumaire⁴, est l'objet de la bienveillance de Fouché⁵, puis disparaît en l'an XI⁶. La seconde, également respectueuse du fait accompli⁷, redevient, comme avant 1789, un simple journal d'annonces.

Le théâtre, étroitement surveillé, cesse d'être un moyen d'éducation. Comme sous l'ancien régime, il n'est plus qu'un simple divertissement et un instrument d'adulation. Les pièces révolutionnaires disparaissent du répertoire et les deux salles de spectacle d'Angers donnent, avec des troupes de passage, des opéras-comiques et des concerts, parfois aussi des pièces de circonstance dont le titre seul suffit à indiquer l'inspiration : *La Revue de l'an VIII*, *l'Hommage à Bonaparte ou à la fête de la Paix*⁸.

En fait, après le 18 brumaire, l'activité intellectuelle qui avait caractérisé l'époque révolutionnaire prend fin. Comme l'écrit avec à propos le Conseil général du département : « Ici comme ailleurs, les sciences exactes s'élèvent aux dépens des autres connaissances... les lettres ont peu d'amants passionnés... Nous ne voyons point ici de ces sociétés littéraires dont l'influence se fait sentir dans d'autres endroits ; peu de ces cabinets, de ces bibliothèques qui ailleurs font l'éloge des Muses⁹... » Et c'était là, sans le vouloir, la condamnation du nouvel état de choses.

¹ « Succéda à dom Braux dans la direction de la Bibliothèque municipale (19 thermidor an XIII-7 août 1805). Il devait y passer plus de 30 ans (1805-1837). Il mourut au milieu de ses richesses littéraires le 23 septembre 1850, avant d'en avoir tiré lui-même tout le parti qu'il en rêvait depuis tant d'années. » (PORT, D., t. II, pp. 305, 306.)

² Appelé par décret impérial du 7 mars 1806 au Lycée... il y professa d'abord à la fois la première et la seconde année de mathématiques, puis, à partir de 1810, les mathématiques transcendantes, avec le titre de docteur ès sciences qu'il reçut en 1812. Il quitta le Lycée en 1814 et mourut le 10 novembre 1824. (*Ibid.*, t. I, p. 303, c. 2.)

³ Devenu journal officiel le 7 nivôse an VIII. (A. AULARD, *Rév. française*, p. 745.)

⁴ « Puissance d'un nom ! Qui peut le méconnaître !... Qui a donné à tout ce peuple une si grande allégresse ? Qui a répandu partout la confiance et l'espoir ? C'est un nom, etc. » (*L'Ami de la Liberté*, n° 30, 28 brumaire an VIII.) — « La Constitution de l'an III dans laquelle nous avions cherché un abri contre les orages politiques n'était déjà plus qu'un fantôme et des jours affreux menaçaient de renaître... Le 18 brumaire éclata. Cette journée arrêta la patrie sur le bord de l'abîme, etc. » (*Ibid.*, n° 43, 20 frimaire an VIII.)

⁵ Lettre du ministre de la Police au commissaire du département, autorisant la levée des scellés apposés en floréal an VI chez Jahyer le jeune (29 nivôse an VIII). (*L'Ami de la Liberté*, n° 18, 5 pluviôse an VIII.)

⁶ *R. d'Anj.*, 1892, t. XXIV, p. 322.

⁷ « L'espérance sillonne enfin de ses rayons l'horizon politique. La patrie touche au plus beau moment de ses triomphes et ce sera cette même journée [18 brumaire] qui l'aura sauvée. » (*Aff.*, 30 brumaire an VIII.)

⁸ QUERUAU-LAMERIE, *Le théâtre d'Angers sous le Consulat et l'Empire* (*R. d'Anj.*, 1888, t. XVI, p. 110).

⁹ A. D., Conseil général, an X. *Rapport sur l'esprit public, les mœurs, le caractère et les opinions des habitants.*

IV. — Conclusion

1. Arrivé au terme de cette étude, il nous faut conclure. Si l'on s'en remet à la formule étroite de M. Uzureau, il n'est pas besoin de chercher loin cette conclusion. L'enquête scolaire de l'an IX, dont il a, pour le département, rassemblé méthodiquement les éléments ¹, suffit, d'après lui, à nous éclairer. « On peut dire, en employant une expression chère aux vieux scolastiques que nous avons, dans les premières questions de l'enquête, le *terminus a quo*, et, dans les dernières, le *terminus ad quem* de l'œuvre scolaire de la Révolution en Anjou ². »

On sait en effet que les quatre premières questions de cette enquête concernaient le passé, non comme l'écrit M. Uzureau, « le passé de l'enseignement national », expression qui n'a pas de sens avant 89, mais le passé en soi, c'est-à-dire la situation des établissements scolaires avant la Révolution. Les cinq dernières questions avaient pour objet l'état de ces établissements, au lendemain même de la Révolution, avec l'indication des ressources nécessaires pour en faciliter le rétablissement. Le contraste est troublant entre les premières réponses et les secondes et M. Uzureau tire de son exposé cette conclusion qui lui est commune avec les écrivains catholiques ³, « qu'on voit là, comme en beaucoup d'autres endroits, l'influence délétère et destructive de la Révolution ⁴ ».

Certes, ce n'est pas dénigrer la Révolution que de la montrer telle qu'elle fut dans la réalité, ni de convenir que, dans le domaine des institutions scolaires, spécialement en ce qui concerne l'enseignement secondaire, elle a plus détruit que reconstruit. En particulier, il n'en doit pas coûter de reconnaître qu'en Anjou, à part l'École centrale du département, rien n'est venu remplacer l'Université ni les collèges de l'ancienne province. C'est là un fait qu'il serait puéril de contester ; mais ce n'est là qu'une partie des conclusions qui s'imposent.

Ce qu'il faut ajouter, en effet, c'est qu'au moment où Chaptal projette d'établir, sous le nom d'écoles *communales*, environ 250 établissements du second degré, correspondant aux écoles centrales et rassemble une documentation sur la situation scolaire, ce qui l'intéresse, c'est bien moins le bilan de la Révolution, que les ressources encore existantes, provenant

¹ F. UZUREAU, *L'Enquête scolaire de l'an IX dans le département de Maine-et-Loire et les arrondissements de Château-Gontier et de La Flèche*. (Extrait des *Mémoires de la Soc. nat. d'Agr., Sciences et Arts d'Angers*, tirage à part. Angers, Lachèse, 1898, 27 p. in-8°.)

² *Ibid.*, p. 22.

³ ALLAIN, *L'œuvre scolaire de la Révolution*, pp. 302-322.

⁴ F. UZUREAU, *opus. cité*, p. 22.

des créations de l'ancien régime. A une époque où, comme avant 89, les classes fortunées sont seules en cause, le ministre se fait leur porte-parole en se proposant de restaurer à leur profit « ces collèges florissants où une jeunesse nombreuse trouvait une instruction facile et suffisante ¹ ». Lorsqu'il propose de « ne plus rien donner à la théorie trompeuse des illusions » ², on sait assez ce qu'il faut entendre par cette expression. En l'an IX, l'esprit démocratique a disparu et l'enquête passe sous silence les efforts tentés pendant dix ans pour former des générations de citoyens.

Ce n'est donc pas dans cette enquête officieuse et intéressée qu'il nous faut chercher un jugement équitable sur l'œuvre scolaire de la Révolution. Ce n'est pas, pour l'Anjou, dans les renseignements souvent imprécis des conseils d'arrondissement qu'il est possible de trouver une appréciation motivée. Ce n'est pas davantage dans les avis d'une bourgeoisie défaillante, qui appelle le retour des anciennes congrégations ³ et qui voit dans la création d'un Séminaire métropolitain à Angers, un « dédommagement » ⁴ à la perte de sa faculté de droit, qu'il nous faut chercher une conclusion objective.

2. Cette conclusion se dégage d'elle-même de l'ensemble des documents qui ont pris place dans cette étude. On se rend compte tout d'abord, en effet, que, si au point de vue scolaire, la Révolution en Anjou comme ailleurs, a beaucoup détruit, c'est qu'alors, l'enseignement était essentiellement chose d'église. Celle-ci en avait le monopole ; elle en fournissait à peu près tous les cadres ; elle en inspirait les programmes. A partir de 1789, chacune des réformes qui atteignent l'Église en tant que puissance féodale et privilégiée, a son contre-coup sur les institutions scolaires. Enfin, lorsque la Révolution, après de multiples efforts, dut à regret renoncer à faire entrer le catholicisme dans le cadre du nouvel état de choses, ce fut le schisme dans le domaine religieux, la répression contre les prêtres passés à la contre-révolution et, par suite la disparition de l'école confessionnelle. Alors, en Anjou comme partout, après quatre années d'une vie scolaire transitoire, s'écroule presque entièrement le vieil édifice encore imposant en 1789.

S'il est vrai, d'autre part, qu'en Anjou comme partout, la Révolution,

¹ *Lettre du ministre de l'Intérieur aux préfets, 25 ventôse an IX. (F. UZUREAU, opus. cité, p. 2.)*

² *Ibid.*

³ « Le Conseil général invite le gouvernement à se faire donner, par le ministre de l'Intérieur, tous les renseignements possibles sur les anciens Oratoriens, Bénédictins, Doctrinaires ou tous autres professeurs qui se livraient jadis à l'éducation de la jeunesse et de les adresser aux préfets des départements, en laissant à la sagesse du gouvernement à décider, si oui ou non, il serait utile d'en former des espèces d'associations ou congrégations dont l'engagement unique et formel serait de se livrer à cet honorable emploi. » (Conseil général, an IX. F. UZUREAU, *opus. cité*, p. 27, note 1.) Voir dans le même sens, BUISSON, *D.*, p. 574. Statistique des départements.

⁴ A. D. Conseil général, an XIV. *Rapport sur l'Inst. publique.*

après avoir beaucoup détruit a peu reconstruit, l'explication s'en trouve encore, en partie, dans la question religieuse. L'une des causes de l'échec des lois scolaires à cette époque fut, on le sait, la pénurie du personnel. Or, de l'an II à l'an VIII, pour combler les vides qu'elle n'avait pu remplir autrement, la Révolution n'eut à son service qu'une faible partie des cadres scolaires de 1789 : anciens prêtres constitutionnels aux abois et anciens membres des congrégations dissoutes. En Anjou, quelques ci-devant prêtres mariés et un petit nombre d'ex-frères des écoles chrétiennes dirigent des écoles primaires et quelques-uns seulement des professeurs de l'École centrale appartiennent aux communautés bénédictines et oratoriennes de la province. Par contre, la Révolution s'est heurtée, dans tout le département, et particulièrement dans la Vendée angevine, à l'opposition irréductible des insoumissionnaires. C'est l'Église rebelle qui, en faisant pression sur les consciences timorées, a battu en brèche les institutions révolutionnaires et en particulier a fait le vide autour de l'école constitutionnelle réglée sur le décadi, au profit de l'école particulière, respectueuse du dimanche.

« Trois choses essentielles, dit Reuss, ont manqué aux meneurs de la Révolution pour réaliser leur idéal d'instruction publique... les hommes, l'argent et surtout le temps ¹. » De ces trois choses la plus importante est à coup sûr la première et si la Révolution n'a pu combler tous les vides, c'est au passé, c'est à l'Église qu'il faut d'abord en demander le pourquoi.

3) Malgré cette pénurie du personnel, malgré cette opposition de l'Église, il s'est trouvé un moment, à l'époque révolutionnaire, où le problème scolaire a été posé dans toute son ampleur. Aux jours critiques de 1793, alors que la Révolution paraissait perdue, l'énergie montagnarde a réussi, dans les circonstances les plus tragiques, à mettre sur pied un programme scolaire qu'elle a fait passer dans la réalité.

Pour la première fois, avec la loi de frimaire, a été créée une école primaire *démocratique*, la même pour tous les citoyens, reposant sur les principes qui nous semblent aujourd'hui si modernes, de l'obligation et de la gratuité. Pour la première fois les livres élémentaires, remis entre les mains des enfants, ne sont plus les *heures* et le *catéchisme*, mais « les droits de l'homme, la constitution, le tableau des actions héroïques ou vertueuses. » Cette institution démocratique est confiée non plus au « maître d'école », docile auxiliaire de l'Église comme avant 1789, mais à des « instituteurs » nationaux, rétribués par l'État, dont on s'est efforcé de hausser le niveau moral. Leur mission est d'instruire la masse du peuple français et de former des générations nouvelles de libres citoyens. Pour la seconder dans sa tâche, l'école démocratique de l'an II est placée sous

¹ REUSS, *ouv. cité*, p. 309.

l'égide des sociétés populaires, groupements spontanés de citoyens qui, par les réunions, par les fêtes, par les cérémonies patriotiques entreprennent l'éducation civique des adultes. Avec l'élan révolutionnaire de l'an II, la conception montagnarde en matière d'éducation, commence à porter ses fruits.

Le 9 thermidor devait mettre fin à cette première reconstruction scolaire. Mais si le temps lui a manqué pour laisser une empreinte durable, elle n'en a pas moins, malgré les difficultés de toutes sortes, connu un commencement de réalisation. En Anjou, comme ailleurs, et malgré la guerre civile qui est venue aggraver la crise économique et financière, a été réalisée partiellement, à cette époque, l'école la plus démocratique qui ait jamais existé. Et c'est là une première chose passée entièrement sous silence dans les réponses au questionnaire de l'an IX.

4. Ce qui ne se trouve pas davantage dans ces réponses, c'est la trace de l'effort prolongé, tenté après thermidor, dans ce département comme dans tous les autres, pour créer une école primaire bourgeoise, mais encore républicaine par plus d'un trait.

Au cours de cette seconde reconstruction scolaire, avec un plan d'ensemble qui a eu pour lui l'avantage de la durée, la bourgeoisie angevine, encore animée de la philosophie libérale du XVIII^e siècle, s'est efforcée, pendant cinq ans, de multiplier, dans la moitié du département qui a échappé à la guerre civile, les écoles primaires constitutionnelles. Malgré toutes ses lacunes, malgré la concurrence acharnée de l'école confessionnelle, l'école payante mais républicaine de brumaire a été comme l'école gratuite et démocratique de l'an II, et même plus qu'elle parce qu'ayant vécu plus longtemps, une réalité. Les nombreux documents, qui attestent l'existence de cette école dans le département, sont une protestation contre le silence de l'enquête de l'an IX sur ce point. Les courtes allusions de plusieurs conseils d'arrondissement, sur l'insuffisance des écoles primaires à cette époque¹, ne rendent pas suffisamment justice aux efforts tentés sous le Directoire dans cette partie du domaine scolaire.

Plus équitable est cette enquête lorsqu'elle rappelle, à plusieurs reprises, en termes élogieux, la valeur de l'École centrale, celle aussi des multiples créations qui rayonnent autour d'elle, et dont plusieurs, remontant à la

¹ « ... Depuis plusieurs années, il y a, à Bauge, un instituteur qui n'ayant aucun des moyens et des ressources qui, avant la Révolution étaient affectés au collège, ne peut remplir avec autant d'avantages le but de cette institution. » (Bauge).

« Sept ou huit communes seulement ont des instituteurs et, dans ce nombre, il s'en trouve à peine un qui réunisse les qualités et les lumières nécessaires pour remplir dignement ses devoirs » (Segré). (F. UZUREAU, *opus. cité*, pp. 17, 18.)

« Les bons instituteurs sont très rares » (Saumur an IX, 1^{re} session). « Les instituteurs élémentaires, assez nombreux, savent à peine lire et écrire et n'ont ni les connaissances, ni les talents nécessaires pour instruire dignement la jeunesse... Les écoles primaires doivent, d'après la loi, apprendre à lire, écrire, le calcul, la géographie et l'histoire. Ils en sont loin. » (*Ibid.*, an X.)

fin de l'ancien régime, ont été précieusement conservées et développées par les diverses assemblées révolutionnaires, démocratiques ou bourgeoises.

« L'École centrale, — écrivait le préfet en l'an IX, — qui est au chef-lieu, joint, au précieux avantage de posséder des professeurs habiles, l'avantage peut-être encore plus rare de réunir divers établissements scientifiques du plus haut intérêt : une bibliothèque nombreuse, riche et de la plus belle tenue ; un des jardins de botanique les plus complets qui existent en France ; un musée de peinture dont une ville de second ordre s'enorgueillirait ; enfin des cabinets d'histoire naturelle et de physique qui ne sont pas à la vérité aussi complets qu'ils pourraient l'être, mais où l'on remarque néanmoins de très grandes richesses ¹. » A côté du passif, c'est là l'actif et cette réalité s'accorde mal avec « l'influence délétère et destructive » reprochée à la Révolution ².

A la vérité, ce qui frappe surtout lorsqu'on serre de près les données de l'enquête de l'an IX, c'est, comme nous l'avons dit, l'état d'esprit d'une bourgeoisie qui, en appelant de ses vœux le retour des anciennes communautés religieuses ³, et en demandant aux instituteurs « d'unir leurs efforts à ceux des pasteurs » ⁴, nous reporte à l'ancien régime. La courbe décrite depuis dix ans, et qui avait atteint son point culminant en juin 1793, nous ramène au point de départ.

5. Faut-il donc conclure que rien n'a survécu de l'œuvre de la Révolution en matière d'enseignement ?

On peut répondre d'abord que rien n'est jamais perdu de ce qui est semé dans le vaste champ de la pensée. L'époque révolutionnaire qui a été, en Anjou comme ailleurs, le premier éveil intellectuel de la masse populaire, n'a pas en vain ébranlé les esprits.

A un point de vue plus particulier, une chose au moins nous reste de cette époque : la première ébauche de l'école du citoyen. Et lorsqu'à plus d'un siècle de distance nous cherchons à réaliser enfin, une école nationale, également accessible à tous, réglée à tous ses degrés sur les aptitudes et non plus sur la fortune, c'est encore de la Révolution qu'il nous faut nous inspirer.

L'Anjou sur ce point a apporté sa pierre à l'édifice, et le conventionnel angevin Jean-Baptiste Leclerc, malgré ses attaches girondines et bourgeoises, voyait juste en matière d'éducation, lorsqu'à la fin de 1792, il écrivait : « Commençons par supprimer la dénomination d'écoles primaires ; substituons-y celle d'écoles du citoyen... J'ai pris l'engagement de

¹ F. UZUREAU, *opus. cité*, pp. 16, 19, 24.

² *Ibid.*, p. 22.

³ Conseil général, an IX. F. UZUREAU, *opus. cité*, p. 27.

⁴ *Ibid.*, Conseil général. Rapport sur l'Inst. publique, 11 prairial an X.

prouver que les écoles du citoyen ne sont d'aucune utilité à la patrie, si elles ne sont pas rigoureusement communes à tous... Que faut-il donc pour régénérer nos mœurs ? Une éducation commune. Grâce à l'éducation commune, l'instruction se répand partout, et l'on est assuré qu'elle est en bonnes mains. Tous les citoyens y ayant même intérêt... les écoles sont bien dirigées. L'homme estimable qui est à leur tête y met d'autant plus de soin que les regards de tous ses concitoyens sont continuellement fixés sur lui. Au moyen de l'instruction commune, vous déjouez toutes les passions funestes au bien public, vous dérobez le cœur des enfants à l'aristocratie des parents, à leur orgueil, à leur fanatisme... Vous les accoutumez à la sociabilité, à l'égalité. Devenus hommes, ils sont toujours amis, « des frères tous accordants ensemble », comme dit le bon Plutarque, pour avoir été dans leur enfance acheminés à une même trace et moulés sur une même forme de la vertu ¹. »

¹ *Discours sur l'Instruction publique par le citoyen J.-B. Leclerc, député de Maine-et-Loire* (séance du 18 décembre 1792, l'an 1^{er} de la République).
(Voir aux *Annexes*.)

APPENDICE

Documents

APPENDICE

Les documents donnés ci-dessous sont en majeure partie inédits et constituent autant de pièces justificatives. On trouvera, en tête de chacun d'eux, la page du texte auquel il se rapporte.

I. — Documents relatifs à l'état de l'instruction en Anjou, avant la Révolution

(P. 34) 1. — EXTRAIT DE LA STATISTIQUE MAGGIOLO, 1880 (Collection du ministère de l'Instruction publique, STATISTIQUE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, t. second, Imp. nat., 1880, CCXVIII, 528 p.).

En 1880, M. Maggiolo, recteur honoraire, au nom du Ministère de l'Instruction publique et par l'intermédiaire des Inspecteurs et des Instituteurs fit relever « sur les registres » de paroisse demeurés dans les archives communales, le nombre des mariages, ainsi que le nombre des époux et celui des épouses ayant signé l'acte pendant trois périodes quinquennales : de 1686 à 1690 ; de 1786 à 1790 ; de 1816 à 1820.

Les extraits ci-dessous des tableaux d'ensemble fournissent les résultats de cette enquête pour le département de Maine-et-Loire. (Voir t. second, pp. CLXXI-CLXXIII.)

a) *Degré de l'instruction en France apprécié d'après le nombre des conjoints qui ont signé l'acte de leur mariage aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.*

Département	Nombre des mariages de			Nombre des conjoints ayant signé leur acte de mariage						Nombre des conjoints sur 100 ayant signé leur acte de mariage					
	1686 à 1690	1786 à 1790	1816 à 1820	de 1686 à 1690		de 1786 à 1790		de 1816 à 1820		de 1686 à 1690		de 1786 à 1790		de 1816 à 1820	
				Époux	Épouses	Époux	Épouses	Époux	Épouses	Époux	Épouses	Époux	Épouses	Époux	Épouses
Maine-et-Loire	6049	6483	6477	1111	664	1196	802	1513	1079	18,37	10,98	18,45	12,37	23,36	16,66

b) *État comparatif indiquant, par département, le degré d'instruction des conjoints aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.*

N ^o d'ordre	DÉPARTEMENT	Nombre sur 100 des conjoints ayant signé l'acte de leur mariage			Numéros d'ordre des départements pour les années		
		de 1686 à 1690	de 1786 à 1790	de 1816 à 1820	1686 à 1690	1786 à 1790	1816 à 1820
49	Maine-et-Loire	14,66	15,41	20,01	41	66	67

*
* *

(P. 34) 2. — NOMBRE DES CONJOINTS AYANT SIGNÉ L'ACTE DE LEUR MARIAGE (1786-1790) DANS LES COMMUNES ACTUELLES DU CANTON DE BAUGÉ (d'après les A. M. : GG. État civil).

NOM des COMMUNES	NOMBRE de MARIAGES	Nombre de conjoints ayant signé leur acte de mariage		Nombre de conjoints ayant signé (sur 100)	
		Époux	Épouses	Époux	Épouses
Baugé (1).....	123	48	41	39,02	33,33
Bocé.....	26	4	1	15,38	3,84
Charténé.....	9	1	»	11,11	»
Chevire (2).....	68	13	6	19,11	8,82
Clefs (3).....	42	3	3	7,14	7,14
Coon.....	26	2	1	7,69	3,84
Échemiré.....	30	4	1	13,33	3,33
Fougeré.....	48	3	7	6,25	14,58
Guédéniau.....	27	6	2	22,22	7,40
Montpollin.....	»	»	»	»	»
Pontigné (4).....	25	3	2	12	8
Saint-Martin-d'Arcé.....	4	»	1	»	25
Saint-Quentin-les-Beaurepaire.....	15	5	3	33,33	20
Vieil-Baugé.....	55	10	2	18,18	3,63
Volandry (5).....	22	1	»	4,54	»

¹ Pour Baugé (596 reux en 1790), le registre de 1790 est absent et la statistique ci-dessus a été établie pour les cinq années : 1786-87-88-89 et 91. (A. M., GG 20, État civil.)

² Des personnes charitables se chargeaient, avant 1789, de l'instruction des enfants. (A. D., SPAL, mss.)

³ Une école existait dans la commune, dont les biens furent vendus en l'an IV. (A. D., Q, Table; 1^{re} origine, f^o 32, n^o 449.)

⁴ Une donation de 1729 faisait obligation au curé de verser annuellement 20 l. à une maîtresse d'école. (A. D., Reg. des conclusions de l'Assemblée du Clergé d'Anjou, n^o 683, p. 559.)

⁵ En 1713, les habitants construisirent « une maison dans le bourg, pour le logement d'une maîtresse d'école qui instruira et enseignera les enfants de la dite paroisse dans la foy catholique, à lire et à écrire ». La première titulaire, Perrine Jouanneaux, mourut en 1739. (A. D., G 2383 ; Ch. URSEAU, *L'Inst. prim.*, p. 319.)

(P. 32) 3. — STATISTIQUE DU NOMBRE DES SIGNATURES SUR LES PROCÈS-VERBAUX DE LA SÉNÉCHAUSSÉE SECONDAIRE DE SAUMUR, POUR LA NOMINATION DES DÉPUTÉS AUX ÉTATS GÉNÉRAUX (mars 1789). (Relevé d'après les procès-verbaux, conservés aux A. D. Sér. B, dossiers I et II.)

PAROISSES	Date du procès- verbal	NOMBRE DE			PAROISSES	Date du procès- verbal	NOMBRE DE		
		feux ¹	comparants	signatures			feux	comparants	signatures
						Report	1348		559
Ambillou	8 mars	227	31	18	Saint-Juste-sur-Dives ..	8	100	38	12
Antoigné	8 —	95	54	12	Saint - Lambert - des				
Allonnes	4 —	333	39	30	Levées.....	6 —	474	»	28
Argenton - l'Église et					Longué	6 —	417	50	13
Bagneux (2).....	1 ^{er} —	380	26	25	Louresse	4 —	104	33	13
Aubigné	4 —	100	35	16	Louerre.....	4 —	200	39	19
La Breille.....	6 —	108	18	8	Saint-Maur.....	6 —	35	25	5
Bagneux (Saint-Pierre) ..	8 —	36	24	5	Saint-Macaire ..	1 ^{er} —	180	16	12
Blou	»	186	94	22	Saint - Martin - de - la				
Brossay	3 —	54	39	7	Place.....	4 —	200	26	9
Brigné	8 —	130	»	6	Marson	8 —	62	30	5
Brion (en Marche) (3) ..	1 ^{er} —	130	10	9	Martigné-Briand	8 —	290	25	16
Brain-sur-Allonnes.....	6 —	267	43	19	Meigné	8 —	52	14	3
Braye.....	1 ^{er} —	88	36	8	Montfort.....	4 —	35	17	3
Boisillé-Saint-Paul	6 —	140	19	9	Montsoreau	8 —	180	30	18
Chênehutte-l/-Tuffeaux ..	8 —	138	23	6	Montreuil-Bellay	1 ^{er} —	440	98	50
Par. enclave des Tuf-					Noyant.....	6 —	53	20	10
feux (4).....	8 —	»	11	5	Neuillé	6 —	138	17	13
Saint-Cyr-en-Bourg	8 —	160	»	11	Nueil-Passavant	8 —	400	32	13
Cerqueux - sous - Pas-					Saint-Paul-du-Bois	6 —	190	81	17
savant.....	6 —	70	37	12	Passavant	5 —	90	25	10
Cuoñ	3 —	127	19	15	Parnay	8 —	124	55	12
Cunault.....	6 —	77	31	9	La Plaine.....	5 —	200	77	31
Courchamps	8 ¹ —	102	43	9	Rou	8 —	49	18	6
Cernusson	3 —	80	52	15	Saint-Rémy-la-Varenne ..	8 —	218	33	20
Chacé	8 —	140	60	13	Russé	6 —	46	24	4
Chavagne.....	6 —	31	17	8	Soulanger.....	8 —	217	42	20
Chemellier.....	4 —	170	23	17	Souzay	8 —	170	19	12
Concourson	8 —	106	16	14	Tigné	8 —	307	65	22
Cléré	7 —	140	35	9	Tancoigné	6 —	108	24	19
Coudray-Macouard	8 —	130	20	9	Trémont	1 ^{er} —	128	26	12
Courléon	7 —	52	29	8	Turquant (8).....	8 —	(132)	55	22
Ville de Doué (5).....	8 —	400	55	39	Saint-Aubin-de-Trèves ..	8 —	70	31	4
Denezé.....	6 —	140	38	9	Ulmes	8 —	100	33	15
Distré.....	8 —	130	50	8	Varenne	5 —	58	26	6
Douces.....	8 —	176	39	18	Varrains	5 —	65	16	11
Dampierre (6).....	8 —	(82)	87	15	Verrie.....	1 ^{er} —	42	34	3
Fontevault	1 ^{er} —	384	53	25	Villebernier	6 —	230	60	10
Forges	6 —	40	20	6	Varenne-sous-Montso-				
Gohier	6 —	67	30	16	reau	5 —	440	40	22
Gennes	8 —	140	7	12	Varenne-sous-Doué	1 ^{er} —	64	20	5
Grézillé	8 —	150	23	22	Verchers		198	77	23
Saint - Georges - Châ-									
telaion.....	8 —	197	23	11	TOTAL		2739	1107	(9)
Saint - Hilaire - le									
Doyen (7).....	8 —	(36)	22	9					
Saint-Hilaire-l'Abbaye									
et Saint-Barthélemy ..	8 —	130	24	15					
A reporter....		1348	559						

¹ L'escalopier, intendant de la généralité de Tours, dans son *Mémoire* de 1766, calcule la population de la généralité, à raison de quatre personnes par feu. (Voir LEVASSEUR, *Démographie*, t. 1, p. 268.)

² En Marche commune d'Anjou et de Poitou.

³ Paroisse contestée par la généralité de Beaufort. (Par exception, le cahier est attenant au pr.-verb.)

⁴ Réunion « au lieu de la Croix-Rouge », « à l'endroit accoutumé ». Le nombre des feux n'est pas indiqué.

⁵ La liste des comparants est suivie de la mention « et plusieurs autres qui ont déclaré ne savoir signer ».

^{6, 7, 8} Pour Dampierre, Saint-Hilaire-le-Doyen et Turquant, le nombre de feux n'est pas indiqué. Les chiffres donnés entre parenthèses sont ceux qui figurent sur le tableau annexé au pr.-verb. du 18 janvier 1790 pour la formation du département. (A. D. L. 440-442, mss. 12 feuillets.)

⁹ La moyenne de 40 % concernant le nombre des signatures ainsi obtenues est manifestement supérieure à la réalité, et n'a qu'une valeur approximative. En effet :

a) Le nombre total des comparants doit être augmenté pour les quatre paroisses de Brigné, Saint-Cyr-en-Bourg

Gennes et Saint-Lambert-des-Levés, d'un nombre de comparants au moins égal à celui des signatures, soit $6 + 11 + 12 + 12 = 41$. Et ce nombre est manifestement inférieur à la réalité puisque nulle part le nombre des signatures n'est égal au nombre des comparants ;

b) D'autre part, s'il est possible de connaître avec quelque certitude le nombre des signatures, il y a lieu de noter que très souvent les listes des comparants sont incomplètes. Souvent en effet l'énumération des électeurs présents est suivie de la mention : « et autres paroissiens » (La Breille) ; « et autres » (Concourson) ; « et autres en grande affluence » (Nueil-sous-Passavant) ; « et autres habitants » (Souzay), etc. Et si l'on tient compte de l'ordre de préséance observé dans la rédaction des procès-verbaux et reproduit dans l'ordre des signatures (*voir ci-dessous le fac-similé des signatures du pr.-verb. de Fontevrault*), on est fondé à conclure que les électeurs ains passés sous silence appartiennent à la catégorie la plus médiocre et, par suite, la plus ignorante du peuple.

c) Enfin, c'est faire preuve d'un optimisme insoutenable que de conclure de l'existence d'un nombre donné de signatures, à l'existence d'un nombre égal d'électeurs « sachant lire et écrire ». (J. SPAL, *Bulletin de Cholet*, 1893.) L'examen de ces signatures atteste au contraire qu'un tiers au moins d'entre elles, dans les petites paroisses en particulier, sont presque informes et dénotent une ignorance presque totale. (*Voir plus loin le fac-similé des signatures des pr.-verb. de Douces et de Marson.*)

THE
SUN

The sun is a star, a ball of gas, and a source of light and heat. It is the center of our solar system, and all the planets, moons, and other objects in the system orbit around it. The sun is made up of hydrogen and helium, and it is constantly burning these gases to produce energy. This energy is what keeps the planets warm and allows life to exist on Earth. The sun is also the source of the solar wind, a stream of charged particles that flows out from the sun in all directions. This wind can affect the Earth's magnetic field and cause auroras in the polar regions. The sun is a very important part of our lives, and without it, life on Earth would not be possible.

(P. 33) 4. — FAC-SIMILÉ DES SIGNATURES DU PROCÈS-VERBAL DE FONTEVRAULT
(1^{er} MARS 1789)¹

(Réduction aux 8 / 10)

¹ Fontevault : 384 feux, 53 comparants, 25 signatures.

Les 53 comparants se répartissent ainsi qu'il suit : 2 avocats au Parlement, 1 procureur syndic, 1 maître en chirurgie, 1 contrôleur des actes, 1 ancien officier d'infanterie, 9 marchands, 23 artisans, 3 vigneron, 1 bûcheron, 9 journaliers, 2 sans profession indiquée.

Les numéros (qui n'existent pas sur le procès-verbal) indiquent l'ordre dans lequel les signataires sont inscrits : 1, avocat au Parlement, lieutenant du siège ; 2, avocat au Parlement ; 3, procureur syndic de la municipalité ; 4, marchand « municipal de la paroisse » ; 5, maître en chirurgie « municipal » ; 6, marchand « municipal » ; 7, « municipal » ; 8, marchand « municipal » ; 9, tonnelier « municipal » ; 10, contrôleur des aides au dit lieu ; 11, ancien officier d'infanterie ; 12-13, marchands ; 17, boulanger ; 18, marchand ; 19, tonnelier ; 21, marchand ; 22, tailleur d'habits ; 23, boulanger ; 25, tisserand ; 26, marchand ; 29, tailleur d'habits ; 31, boucher ; 41, jardinier ; 44, serrurier.

(P. 33) 5. — FAC-SIMILÉ DU PROCÈS-VERBAL DE DOUCES (8 MARS 1789) ¹
(Réduction aux 8/10)

M^{re} yvon¹ & Grignon² Jeancoiffard
Berge³ Boutin Louve³
Gauthier Sébastien Rabcien
un jeune homme Rigault
florant Richardin Lusselle³
René Robin François Jamain
Bazille³ René Guittard
Simon³ Eliad René parant

Thibault Chambault
Baillon
C greffier

(P. 33) 6. — FAC-SIMILÉ DES SIGNATURES DU PROCÈS-VERBAL DE MARSON
(8 MARS 1789) ²
(Réduction aux 8/10)

André Pillier Jacques Motard
René Auoger Jacques Garner
Guemon syndic

¹ 176 feux, 39 comparants, 18 signatures (1, procureur syndic ; 2, marchand fermier ; 3, notaire royal et procureur de fabrique ; et 15 sans profession indiquée).

² 62 feux, 30 comparants, 5 signatures (sans indication de profession).

II. — Documents relatifs à la vie religieuse (1790-1792)

(P. 98) 1. — MANDEMENT DE MONSIEUR L'ÉVÊQUE D'ANGERS, QUI ORDONNE QUE LE « TE DEUM » SERA CHANTÉ DANS TOUTES LES ÉGLISES DE SON DIOCÈSE, EN ACTIONS DE GRÂCES DE LA NOMINATION DES ADMINISTRATEURS DU DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE.

(B. A., H 2038, n° 7. — Paris, Imp. nat. 1790, 7 p. in-8°.)

*Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale
Pour être envoyé à tous les évêques du Royaume,
suivant le Décret du 15 juin 1790.*

Michel-François Couet du Viviers de Lorry, par la miséricorde Divine et la grâce du Saint-Siège apostolique, Évêque d'Angers, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, etc. Au Clergé Séculier et Régulier, et aux Fidèles de notre Diocèse, Salut et Bénédiction en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Celui, Nos très chers Frères, qui du haut des Cieux pénètre jusqu'au fond de nos cœurs, qui y voit et dirige tout par sa puissance, a exaucé l'humble prière que nous lui avons adressée en commençant l'Assemblée de vos Représentans.

Nous lui demandions de répandre sur eux son divin esprit, sa sagesse, et son amour du bien public ; et nous venons de lui rendre dans son Temple, de solennelles actions de grâces, pour avoir choisi, dans sa miséricorde, des hommes sages et éclairés, qui, après l'avoir fait adorer, feront régner sa justice et sa bonté sur les rives de la Maine et de la Loire.

Unissez, N. T. C. F., vos cantiques aux nôtres, pour lui exprimer votre reconnaissance de ce nouveau bienfait accordé à cette Province. Vous êtes les descendans de ces bons et généreux Français, qui se sont distingués dans tous les temps par leur amour pour la Religion et pour la Patrie, par la douceur de leurs mœurs, et cette aimable sociabilité qui les a rendus célèbres dans tout l'univers. Vous vous êtes, jusqu'à présent, montrés les héritiers de leur caractère et de leurs vertus, vous devez les transmettre à vos enfans, aussi purs que vous les avez reçus de vos pères.

Gravez de bonne heure dans leurs jeunes cœurs cette grande vérité, que la Religion est la seule base solide et inébranlable de la gloire et du bonheur des hommes. Faites-leur bégayer dès leur enfance les noms de Dieu, de Frère et de Patrie ; faites-leur prononcer le serment d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, serment qui est devenu le cri de tout Français-Citoyen.

Et vous, nos co-opérateurs, chargés de l'honorable fonction de travailler avec zèle et sagesse au bonheur du troupeau qui vous est confié ; Ministres d'un Dieu juste et clément, unissez à la sublimité de vos leçons, la force irrésis-

tible de l'exemple. Lisez souvent et méditez l'Évangile. Imitiez notre maître et notre fondateur.

Il fut, durant sa vie mortelle, compatissant pour les faibles et miséricordieux pour les pécheurs. Partout il prêcha la paix et la concorde, le pardon des injures et l'amour de ses frères. Il accomplissait la loi et donnait le premier l'exemple de la soumission aux puissances qui gouvernaient alors la Judée. Voilà, mes Frères, le chef et le modèle des vrais Pasteurs.

Ses apôtres, témoins de sa vie et de sa mission, marchèrent sur ses traces, et se répandirent dans tout l'univers, pour y faire adorer Jésus mort et ressuscité. Sans distinctions et sans biens, riches de leurs seules vertus, ils fondèrent et étendirent l'empire de la Croix par la douceur de la persuasion et la sainteté de leur vie. On les révérait, on les chérissait, on les croyait, parce qu'ils pratiquaient les premiers ce qu'ils enseignaient aux autres ; tant le pouvoir de la vertu et de l'exemple a de force sur les hommes.

Successeurs des Apôtres et des Disciples du Christ, retraçons dans notre conduite la simplicité de leur vie, la sainteté de leurs mœurs, la douceur de leur zèle, la constance de leur charité ; soyons leurs imitateurs, comme ils l'ont été de J.-C. ; revêtons-nous de leurs vertus, que rien n'en altère la pureté, et nous verrons bientôt renaître la vénération et l'amour des premiers fidèles, pour leurs Pères, leurs consolateurs et leurs bienfaiteurs. Ce peuple religieux et bon ne s'est point éloigné de nous, il reviendra toujours chercher dans notre sein les seules consolations véritables. C'est le propre de notre ministère d'être constamment honoré, respecté et chéri. Eh ! qui voudrait nous priver du pouvoir de faire du bien, d'édifier et de consoler ! Nous serons toujours assez riches pour vivre, et trop pour mourir...

Fidèles à Dieu, à la Nation, à la Loi et au Roi ; amis de l'ordre, de la justice et de la paix ; tendres et bienfaisans pour nos frères ; soumis à tout ce que la providence ordonnera, faisons revivre les beaux jours de l'Église naissante, et dignes émules des fidèles de Corinthe et de Rome, nous verrons les pasteurs et le troupeau, unis des mêmes sentiments, ne faire qu'un corps et qu'une âme.

A ces causes, Nous ordonnons que le *Te Deum* qui a été solennellement chanté jeudi dernier dans notre Église Cathédrale, en actions de grâces de la nomination des administrateurs du Département de Maine-et-Loire, sera pareillement chanté dans toutes les Églises de cette ville et du Diocèse, exemptes ou non exemptes, le dimanche qui suivra immédiatement la réception de notre présent Mandement, lequel sera lu et publié au prône des messes paroissiales de la Ville et des Campagnes, et affiché par-tout où besoin sera.

Donné à Angers, dans notre Palais Épiscopal, sous notre seing, le sceau de nos armes, et le contre-seing de notre Secrétaire ordinaire, le trente mai mil sept cent quatre-vingt-dix.

M. FR., *Évêque d'Angers.*

Par Monseigneur,
CHIVAILLE, *chanoine-secrétaire.*

*
* *

(P. 98)

2. — PROPAGANDE DANS LES MAUGES CONTRE LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

Procès-verbal rapporté par le Directoire du District de Cholet relativement à une bale de papier à l'adresse de M. Denis, libraire à Cholet, apporté d'Angers par le S^r Mancel, postillon (9 mars 1792).

(A. D., LT 938. Police de la librairie et de l'imprimerie 1791,
an VII, 4 p. mss.)

Le vendredi neuf mars mil sept cent quatre-vingt-douze, séance de l'après-midi, il a été apporté au Directoire par le S^r Mancel, postillon d'Angers, un gros paquet de papier. Ouverture faite de ce paquet par le sccrétaire dans la persuasion qu'il contenait des loix, il a été qu'il contenait au contraire différents petits ouvrages relatifs aux affaires du tems et particulièrement à la Religion et qu'il était adressé par double adresse au S^r Denis, libraire à Cholet.

Sur quoi le Directoire sur les Conclusions de M. le Procureur Syndic a fait refermer le paquet et fait appeler le S^r Mancel qui a déclaré que ce paquet avait été remis à son auberge par un des garçons du S^r Pavie, libraire, rue S. Laud à Angers. M. Denis ayant été appelé pour retirer ce même paquet sans autre avertissement, il l'a reçu, est reparti pour le porter chez lui ; mais, ayant par ordre du Directoire été ramené à la salle de séance, il a été fait en sa présence et en celle de M. Chéreau, maire et de M. Avril, officier municipal, commissaire nommé par la Municipalité sur la demande du Directoire, ouverture et inventaire du paquet dont il s'agit, après que préalablement le S^r Denis a reconnu qu'il lui était adressé et s'y est trouvé ce qui suit :

1^o Intitulé. Un exemplaire en brochure de 387 pages, in-8^o. *Le Témoignage de la Raison et de la foi contre la Constitution civile du Clergé*, par M. Vauvillé, avec l'épigraphe suivant : « *Les vérités ont été altérées par les enfants des hommes ; je consacre mes travaux au Roi.* » A Paris, chez la Vve Desain, imprimeur-libraire, rue de la Harpe, n^o 133 ; Dufresne, libraire, au Palais, et Lallemand, libraire, au pont 9, n^o 10, 1791 ; finissant par ces mots : « *Une mauvaie foi qui tronque, alterre, dénature, controuve ou falsifie les textes et les faits dont on invoque l'autorité* » ;

2^o 2 exemplaires d'une petite brochure de 27 pages intitulée : *L'Ami de la paix et de la Liberté civile et religieuse, aux Administrateurs du département de Maine-et-Loire*, à Paris, chez Devaux, libraire au Palais-Royal, 1792, finis-

sant par ces mots : « et de conserver à des malheureux le seul bien qu'on leur a laissé : La Liberté »¹ ;

3^o 50 exemplaires d'une petite brochure de 15 pages intitulée : *Conversation entre deux jeunes filles de campagne sur les affaires du tems*, 1792, finissant par ces mots : « Ainsi soit-il, » à Paris, chez Crespard, imprimeur-libraire, place Saint-Michel, 1792 ;

4^o 22 exemplaires d'une petite brochure de 23 pages, intitulée : *Lettre d'un Curé catholique d'Anjou à ses paroissiens, ou préservatif contre l'enseignement des pasteurs constitutionnels* ; à Bruxelles, de l'Imprimerie de Lemaire, 1792, finissant par ces mots : « pourvu qu'il éloigne l'affreux incendie qui ravage la maison du Seigneur, c'est dans ces sentiments que je suis, etc. »² ;

5^o 48 exemplaires d'une brochure de 96 pages, intitulée : *Catéchisme dogmatique et pratique sur l'obéissance due à l'Église, à l'usage de ceux qui veulent conserver la foi dans les circonstances présentes*, rédigée d'après les Brefs authentiques de N. S. P. le pape Pie VI, à Paris, chez Devaux, imprimeur-libraire au Palais-Royal, 1792, finissant par ces mots : « tous les ouvrages de l'abbé Baudraud, etc. »³ ;

6^o 25 exemplaires d'une brochure de 44 pages, intitulée : *Les Préjugés philosophiques ou préservatifs contre la contagion du siècle corrompu par le délire d'une passion exaltée*, par demandes et réponses, avec cet épigraphe : « le premier pas vers la philosophie peut mener à l'athéisme, mais la vraie philosophie, celle qui embrasse l'enchaînement de toutes choses et leur dépendance d'un souverain moteur, conduit nécessairement à la religion », à Paris, chez le marchand de nouveautés et finissant par ces deux vers :

Mais le tendre amour de la Loi nous rend éternels comme toi ⁴.

7^o 22 exemplaires d'une brochure de 16 pages, intitulée : *Discours adressé au Département de la M. par un des M^{rs} assemblés en Conseil général*, à Paris, de l'Imprimerie de Crepard, 1792 ; finissant par ces mots : « C'est le vœu de la Loi, c'est le mien, pourrait-il n'être pas le vôtre ? »

¹ B. A., H 1563, n^o 6.

NOTA. — Cette brochure est une protestation contre la conduite du département et son arrêté du 1^{er} février 1792, relativement aux prêtres non assermentés. La Constitution en établissant les corps administratifs « n'a pas prétendu leur déléguer un pouvoir despotique » ; chaque citoyen a le droit de « mesurer » non « leur autorité » mais l'usage « qu'ils en font », etc. (p. 27).

² *Ibid.*, H 1563, n^o 9 (probablement de Chatizel).

³ *Ibid.*, H 1563, n^o 7.

NOTA. — L'ouvrage est divisé en sept instructions concernant l'Église et la Constitution civile. La septième est intitulée : *Règles de conduite pour tous les fidèles dans les circonstances présentes*. Il y est recommandé de ne pas envoyer les enfants aux catéchismes des prêtres assermentés, de s'adresser pour le baptême au curé véritable, etc. (voir H 1563, n^o 4). La septième instruction est détachée dans une brochure intitulée : *Abrégé du catéchisme dogmatique et pratique à l'usage de ceux qui veulent conserver la foi dans les circonstances présentes*. Paris, Desvaux, 1792, 24 p.

⁴ *Ibid.*, H 1563, n^o 1.

NOTA. — Le titre indiqué ci-dessus est incomplet. L'exemplaire de la B. A., porte à la suite : « ... à l'usage des personnes de tout âge, de tout sexe et de toutes conditions, qui désirent se prémunir contre la séduction des philosophes sans mœurs, sans probité, sans foi. » (Paris, chez Crepard, place Saint-Michel, 1792.)

8^o Enfin, 20 exemplaires d'une brochure de 16 pages, intitulée : *Lettre pastorale de M. L'évesque de La Rochelle au Clergé séculier et régulier de La Rochelle*, finissant par ces mots : « et c'est être impie et sacrilège que de vouloir changer, cette disposition, *obsecro, ergo, sol, frater, per dominum* ». Pampelune en Espagne 21 novembre 1791, signé : Jean-Charles, Evêque de La Rochelle.

Sur interpellation, le S^r Mancel a déclaré qu'il croit être que c'est un des garçons de M. Pavie qui lui a remis ce paquet à l'auberge de la Sirène, en présence du domestique et de la nièce de l'aubergiste et a signé Mancel fils, Signé à l'original Mancel fils.

Il a été demandé au S^r Denis par M. le Vice-président s'il reconnaissait l'adresse et la main qui l'a écrite, s'il attendait ce paquet et si enfin il reconnaissait que le présent procès-verbal est exact et contient vérité, à quoi il a répondu qu'effectivement ce paquet était bien à son adresse, mais qu'il ne connaissait point la main qui l'a écrite et qu'il n'attendait rien de M. Pavie, que seulement il avait demandé à M. Mame autre imprimeur quelques rudiments et qu'au reste il reconnaît que le procès-verbal contient l'exacte vérité et a le S^r Denis signé. Signé à l'original : Denis.

Le Directoire délibérant ensuite après avoir entendu le Procureur syndic en ses conclusions a arrêté : 1^o, qu'il sera envoyé cette nuit au département par la voie de la Gendarmerie une copie de ce Procès-verbal avec un exemplaire de chaqu'un des ouvrages y inventoriés à l'exception du premier dont il n'y a qu'un exemplaire, lequel demeurera joint à la minute du présent et déposé au secrétariat du District avec un exemplaire de chacun des dits ouvrages et les deux adresses du paquet paraphé de M. le Vice-Président et du Secrétaire ; 2^o Qu'une copie du Procès-verbal et l'exemplaire des dits ouvrages inventoriés, le premier excepté, seront remis par le Secrétaire au juge de paix sous récépissé pour être par celui fait ce qu'il apartiendra ; 3^o M. le procureur syndic a été chargé en outre de prendre tous les moyens que sa prudence lui suggérera et qu'exigeront les circonstances pour qu'il soit fait dans cette affaire toutes les suites que demande l'intérêt public ¹.

Clos et arrêté le présent procès-verbal le dit jour, neuf mars mil sept cent quatre vingt douze, huit heures du soir sous les signatures des Membres du Directoire et de MM. Chéreau et Avril. Signé à l'original, Mingnet, Tharreau, V. P. Testreau L. ; G. Maugars, Chéreau, maire ; Avril L., Debeauveau, pr. syndic et Duval S^{re} G.

Pour copie conforme :

THARREAU, V. P. Duval, S^{re} Gén.

¹ Dans une lettre jointe au procès-verbal, les administrateurs et officiers municipaux de Choët, réunis le 8 mars 1792 prient le département « de faire visiter la boutique et imprimerie du sieur Pavie, afin qu'il cesse de distribuer ses poisons dans le département ». (A. D., L/T 938.)

*
* *

(P. 118) 3. — PÉTITION DU CLUB D'ANGERS AU DÉPARTEMENT
CONTRE L'ÉDUCATION RELIGIEUSE (1792)¹
(A. D., Lt 932, 4 p. mss.)

Messieurs,

En applaudissant aux mesures de circonstance que vous avez pris contre le fanatisme², nous vous dirons que les plus essentiels restent à prendre. L'enseignement est encore confié dans plusieurs endroits à des prêtres. Ces hypocrites se servent de l'ascendant qu'ils ont sur les jeunes gens pour en faire des ennemis de notre constitution. Il est instant de faire cesser un mal qui peut avoir des suites aussi dangereuses. Les premières impressions, vous le savez, ne s'effacent que difficilement. Il faut de longues années d'expérience et de réflexion pour perdre les préjugés de son enfance. Ravailiac ne s'en guérit même jamais. Craignez, si vous ne donnez d'autres instituteurs à la jeunesse, que l'esprit de parti et de division ne se prolonge et que la tranquillité ne repa-
raisse de sitôt. Nous devons placer nos espérances les plus chères dans la gé-
nération qui nous suit, ce ne sera que lorsqu'elle occupera les places que la Con-
stitution sera parfaitement affermie. Nous devons donc lui accorder tous nos
soins et empêcher que les prêtres ne s'en emparent. C'est d'après ces motifs
que nous vous dénonçons tous les instituteurs publics qui n'ont pas prêté
leur serment civique³ et qui doivent être remplacés d'après la loi du...

Nous vous dénonçons de même toutes les communautés de religieuses qui
reçoivent chez elles de jeunes pensionnaires⁴. Il est bien important de donner
à nos femmes une autre éducation que celle qu'elles reçoivent dans ces maisons
où elles n'apprennent rien de ce qu'elles devraient (*sic*) scavoir. Il semble que
nous n'aions cherché jusqu'à ce moment qu'à les rendre petites et minutieuses
afin de les dominer plus sûrement ; mais quel est l'observateur un peu attentif
qui n'aperçoit pas combien nos moeurs sont vicieux, lors qu'il les considère

¹ Pétition postérieure au 10 août (date du serment civique) et antérieure au 22 octobre 1792 (date de la fermeture du collège de Beaupréau). A rapprocher des autres initiatives de même nature à la même époque : « C'est une des *grandes colères* du Père Duchesne (journal d'Hébert), de voir que l'instruction publique ne va que d'une aile... Voir ses *bons avis* sur toutes les sociétés populaires, pour qu'elles donnent le grand coup de collier à l'instruction des sans-culottes afin d'écraser une bonne fois le fanatisme et la tyrannie. » (F. BRUNOT, *Hist. de la langue*, t. IX, p. 138, note 1, d'après HATIER, *Hist. de la Presse*, t. VI, p. 522.)

² Allusion aux mesures contre les prêtres réfractaires prises par le Directoire du département. Internement au Séminaire (juillet 1792) sur l'initiative de la garde nationale ; demande d'appli-
cation de la loi du 26 août sur la déportation des prêtres réfractaires (séance du 30 août).

³ Serment du 10 août.

⁴ A Angers : les Ursulines, les Dames de la Croix, La Providence, etc.

dans la Société, les unes mues par les avis d'un directeur hypocrite qui presque toujours porte le trouble au sein des familles, les autres par leurs anciens préjugés. Elles ne peuvent faire plier leur vanité sous les droits sacrés de l'égalité, elles maintiennent les distinctions de l'ancien régime ; on ne les voit point se confondre avec leurs semblables, comme le font déjà les hommes ; elles paraissent ignorer encore que la vertu seule doit mettre de la différence entre elles. Et à quoi devons nous attribuer cette dégradation d'un sexe dont le créateur fit l'âme si sensible ? Si ce n'est à l'éducation des couvents, « écoles, dit le bon Jean-Jacques, de coquetterie, non de cette coquetterie honnête permise aux filles à marier, mais de celle qui produit tous les travers des femmes et fait les plus extravagantes petites maîtresses ; il me semble, ajoute-t-il, qu'en général dans les pays protestants, il y plus d'attachement de famille, de plus dignes épouses et de plus tendres mères que dans les pays catholiques, on ne peut douter que cette différence ne soit due en partie à l'éducation des couvents ». C'est donc avec cet ami des meurs et de la liberté que nous vous dirons, en vous priant d'acquiescer à nos demandes, que si des poupées convenaient à des esclaves, il faut des femmes à des hommes libres.

Nous vous prions surtout de vous occuper d'une manière plus particulière du collège de Beaupréau¹. Ce collège s'est toujours distingué par le grand nombre de fanatiques qu'il a donné à ce pays, et si vous ne trouvez pas d'instituteurs à mettre dans la place de ceux qui y sont, fermez cette source de fanatisme et d'immoralité. Il vaut mieux manquer d'instruction que d'en avoir une qui nous empoisonne².

Signé : Maillocheaux, Talot, *Bénaben*, Marbeaux, Chotard fils, J.-B. Cordier, Commeau, Léger, F. Bruneau, Commeau fils, Viger, Berrué, Papiau, Martin aîné, Moutard fils, J.-B. Piquefeu, Morel, *T. Grille*, *Mabille*, Bretault, De Vert, Lacroix, Nory, Bellanger, Defranc, Faucheux, Chevalier, Michel Coullion, Chevalier, Rozé, L. Wyriot, Fouchet, Michel Doguereau, Gusseau, L. Joulain, Lachèse, Myonnet, *L. Macé, vic. épiscopal* ; Jubin, Boullon, Bardon, *Hugues Pelletier, évêque* ; Bérot, Reyneau, Bougère, De La Révellière, René Abafond, L. Philbert, L.-M. La Révellière-Lépeaux, Sermoise³.

¹ L'arrêté de fermeture du collège de Beaupréau, par le district de Saint-Florent est du 20 octobre 1792.

² Le mss. porte en marge : *Bureau du public*, n° 1720. Ajourné jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait rendu son décret sur l'éducation primaire actuellement soumis à sa discussion.

³ Les noms en italique sont ceux qui appartiennent au clergé constitutionnel ou à d'anciens ordres religieux (cette distinction n'existe pas dans l'original).

III. — Documents concernant l'enquête de 1792 sur les établissements scolaires et sur les fonds employés jusque-là à cet objet

(P. 99 et suiv.) Des quatre commissions formées au sein du Comité d'Instruction publique le 10 novembre 1791, la première, composée de Dupin et Gausseraud avait à dresser un tableau d'ensemble des établissements d'enseignement et « des fonds actuellement consacrés à l'instruction, dans toute l'étendue de l'empire ». De là : une circulaire adressée aux districts par l'intermédiaire des départements et à laquelle étaient joints deux tableaux à remplir, le premier relatif aux « revenus des établissements de tout genre » ; le second concernant les « dépenses » de ces mêmes établissements (23 novembre 1791). Complétant ces premières dispositions, le ministre de l'Intérieur invita les départements à rédiger un mémoire « qui contiendra une notice sur chacun des établissements d'éducation et d'instruction qui existent dans l'étendue du département » (15 décembre 1791). (Guil., *Proc.-verb. Législative* : pp. 19-20-28-29-30 à 33-45-46.)

Les documents adressés au Comité sont rassemblés aux A. D. F¹⁷, 1311-1317 et concernent 69 départements (Allain, *L'Œuvre scolaire de la Rév.*, p. 344). Aucun d'eux ne se rapporte au département de Maine-et-Loire. C'est pour combler cette lacune que nous donnons ci-dessous la copie des pièces manuscrites, d'ailleurs incomplètes, contenues aux Archives départementales (dossier LT 924). Pour plus de netteté, nous les avons groupées dans l'ordre suivant :

A) *Tableau des établissements relatifs à l'Instruction publique, situés dans l'arrondissement du canton d'Angers* (Angers, 6 juillet an IV de la liberté, Pilastre, maire, 6 p. mss.).

B) *Tableaux concernant les collèges, dressés par les municipalités et les districts en 1792.*

1. Collège de Saumur (7 janvier 1792).
2. Collège de Baugé (2 mars 1792).
3. Collège de Beaufort (19 février 1792).
4. Collège de Beaupréau (9 janvier 1792).

C) *Tableaux concernant les districts, dressés en 1792.*

1. District de Châteauneuf : tableau des revenus (juin 1792).
2. District de Segré : tableau des revenus (23 juin 1792).
3. District de Cholet : deux tableaux (6 juillet 1792).
4. District de Vihiers : deux tableaux (2 mai 1792).

*
* *

A) ÉTAT DES ÉTABLISSEMENTS RELATIFS A L'INSTRUCTION PUBLIQUE, COMPRIS DANS L'ÉTENDUE DU CANTON D'ANGERS, AINSI QUE DES FONDS ET REVENUS QUI Y SONT ATTACHÉS ¹.

1. *L'Académie des Sciences*, établie en 1685, est composée de quarante membres et n'a aucun revenu. Elle tient ses séances, tant publiques que privées, dans une des salles de la maison commune.

2. *La Société d'Agriculture*, créée par un des intendants de la généralité de Tours, en 1761, pour servir de bureau de correspondance entre les différentes parties de son arrondissement, a toujours languï sous le poids du despotisme et n'a jamais pu surmonter les entraves qu'un mauvais régime opposait sans cesse à l'agriculture et au commerce de ce pays. Les différents membres qui la composaient tenaient leurs séances dans une des salles de la maison commune, et n'avaient, pour subvenir aux frais de la correspondance, qu'une somme de 500 livres qui était payée sur les fonds libres de l'intendance.

3. *La Société des Botanophiles*, formée par quelques amateurs, s'est soutenue pendant plusieurs années au moyen des souscriptions volontaires des associés ; mais depuis quelque temps cet établissement s'est singulièrement augmenté par les secours que lui a accordés le département et par l'acquisition que la municipalité a faite du terrain sur lequel il était établi, des églises, jardins et maisons de l'ancienne cure de Saint-Samson, qu'elle y a réunis ². Nous ne craignons pas d'assurer que cette institution, une des plus riches et des plus belles en son genre qu'il y ait en France, est peut-être unique par la diversité du sol sur lequel elle est située, par la variété de ses expositions, par l'agrément d'une source qui fournit abondamment plusieurs réservoirs et enfin par la proximité des maisons et jardins d'une abbaye de Bénédictins ³ dont les bâtiments sont très propres à recevoir un grand établissement d'instruction publique ⁴. Nous ajouterons que nous avons la douce satisfaction de voir chaque jour s'accroître le goût de nos concitoyens pour cette intéressante partie de l'histoire naturelle, et nous rendrons hommage au zèle et aux

¹ Une publication de ce document a été faite par P. MARCHEGAY, dans *Archives d'Anjou*, t. I, pp. 92-97. Dans sa publication, Marchegay a supprimé les numéros d'ordre ; par contre, il a intercalé entre crochets des mentions destinées à l'intelligence du texte. Ce sont ces additions que nous avons rappelées en note en les mettant à jour. L'ouvrage de Marchegay se trouve aux A. D. (salle de travail) ; à la B. M., H 2011 ; à la B. N., LK ²/₁₃₆.

² Jardin des Plantes.

³ Saint-Serge.

⁴ Ancien Séminaire Saint-Serge. Actuellement, le Collège de jeunes filles.

lumières de quelques membres de la Société, qui, depuis plusieurs années, y ont donné gratuitement et avec le plus grand succès, des cours de botanique ¹.

4. *L'Académie des Exercices* était dirigée par un écuyer qui avait sous ses ordres un sous-écuyer et des maîtres d'armes, de danses et de langues qui venaient donner des leçons dans la maison. Cet établissement consiste : 1^o en un vaste bâtiment propre à loger quatre-vingts maîtres et autant de domestiques, avec des cours, manèges et écuries spacieux et commodes ². Cet édifice fut bâti, en 1759, des deniers de la ville qui y employa une somme de 400.000 livres ou environ, sur laquelle elle en redoit encore 104.000, reste de l'emprunt qu'elle fut autorisée à faire pour cette construction, et dont elle paye l'intérêt à cinq pour cent. . . 2^o en soixante-sept arpens de prés pris sur les communaux de la vallée d'Anjou, dont la première herbe fut donnée à la ville pour favoriser cette école.

5. *L'Université* est composée de quatre facultés : de théologie, de droit, de médecine et des arts, qui seront détaillés ci-après.

Elle possède : 1^o la métairie des Noues, affermée 1.200 l. ; 2^o la maison de la Librairie, louée 300 l. ; 3^o celle du Petit-Palais, 250 l. ; 4^o la salle des Arts, 567 l. ; 5^o une cave à l'Université, 30 l. ; 6^o plusieurs rentes assises sur maisons, 219 l. 10 s. ; 7^o autres rentes sur des particuliers 70 l. ; 8^o une sur le clergé, 120 l. Total : 2.756 l. 10 s.

Elle avait, en outre, sur les droits supprimés : 1^o pour exemption du clergé d'un droit sur les boissons, 300 l. ; 2^o sur les messageries, 400 l. ; 3^o sur les boissons, 2.400 l. Total 3.100 l.

Total général des revenus de l'Université : 5.856 l. 10 s.

Ces revenus étaient partagés par cinquièmes entre les quatre facultés, savoir : un cinquième à la théologie ; deux cinquièmes au droit ; un cinquième à la médecine, un cinquième aux arts.

6. *La Théologie* était enseignée par deux professeurs rétribués 1.200 l. chacun. Ils donnaient leurs leçons dans un vieux bâtiment qui, ainsi que la science qu'on y professait, était depuis de longues années croulant. Il a été aliéné à la Municipalité d'Angers qui l'a fait démolir, et de son emplacement a formé une place publique ³. Elle avait en outre le cinquième du revenu de l'Université.

7. *Les Écoles de Droit civile et canonique* ont quatre professeurs aux appointements d'environ 1.600 l., y compris le casuel ; elles possèdent, outre les deux cinquièmes du revenu de l'Université ci-dessus détaillé : 1^o la moitié du bâtiment des Grandes Écoles ⁴, où étaient les classes. Cet édifice aussi authentique que celui de la théologie, est digne du même sort ; 2^o les thèses et réceptions à 80 l. par bachelier et 76 l. par licencié y compris les inscriptions.

8. *Les Écoles de Médecine*. — Cinq cours y sont donnés chaque année par

¹ MM. de la Richerie, La Révellière-Lépeaux, Merlet La Boulaye, etc.

² Ancienne caserne de l'Académie. Actuellement l'École primaire supérieure de garçons.

³ Place Saint-Maurice.

⁴ Dans la rue de ce nom. Actuellement place du Ralliement.

les docteurs régents de la Faculté, qui alternent entr'eux, savoir : les cours d'anatomie, physiologie, de pathologie, de matière médicale et de chirurgie, Chacun de ces professeurs est rétribué 600 l. ; y compris le casuel.

Outre ces différents cours, un citoyen, ami zélé du bien ¹ a donné avec le plus grand succès, pendant plusieurs années, des cours de chimie ; mais sans secours, et abandonné à ses propres moyens, il a été obligé d'interrompre ses utiles et intéressantes leçons.

Cette faculté a : 1^o un cinquième dans les revenus de l'Université ; 2^o la moitié des bâtimens des Grandes Écoles ; 3^o les thèses de réception montant, comme celles de droit, à 80 l. par bachelier et 76 l. pour les licenciés.

9. *L'École de Chirurgie.* — Quatre cours publics y sont donnés chaque année par les maîtres en chirurgie de la ville, savoir : les cours d'anatomie, d'opérations chirurgicales, d'accouchemens et de principes ². Chacun de ces cours était rétribué 50 l. pris sur la bourse commune, et cette bourse était alimentée par les réceptions des chirurgiens montant chacune à 20 l. et par les inscriptions des élèves qui étaient de 14 l. Les biens de cette communauté qui égalaient à peu près à ses dettes, ont passé à la nation ainsi que ceux des autres maîtrises et jurandes.

10. *L'École d'Accouchement.* — Cet établissement précieux pour l'humanité fut institué en 1779, par arrêt du Conseil, pour l'instruction des sages-femmes. Il consistait en vingt et un démonstrateurs pour la généralité de Tours dont un résidant à Angers. Ils instruisaient chacun quatre femmes, à l'exception de ceux d'Angers et du Mans qui en instruisaient cinq et donnaient deux cours par année. Ils étaient payés à raison de 30 l. par élève ; et cette somme était prise sur le bon des capitations. Ces cours ont cessé depuis deux ans, à raison du défaut de fonds que les circonstances n'ont sans doute pas permis à la nouvelle administration de faire.

11. Le Collège auquel a été réunie la Faculté des Arts est tenu par les prêtres de l'Oratoire. Cette maison est composée d'un supérieur et d'un préfet de classes, de six instituteurs pour l'enseignement de la langue latine aux appointemens de 80 l., et de trois professeurs pour la philosophie, la physique et les mathématiques, aux mêmes appointemens, à l'exception de celui des mathématiques ; et enfin d'un préfet pour le pensionnat, institué en 1765 aux frais de la ville pour vingt-cinq pensionnaires, qui a 150 l. payés par la commune d'Angers.

A cet établissement sont attachés les propriétés et revenus suivans : 1^o le cinquième des revenus de l'Université ; 2^o la maison dite des Pères de l'Oratoire, dont les bâtimens sont assez vastes, mais dont les jardins, cours et issues sont resserrés, ce qui la rend peu propre à faire un grand établissement ; 3^o les bâtimens de classes ou le Collège, qui est éloigné de quelques cent toises de la maison ci-dessus. Il a été construit aux frais de la ville et n'est point

¹ M. Tessié du Clozeau.

² Les démonstrations anatomiques se faisaient dans une maison située sur le Tertre Saint-Laurent.

encore terminé¹. Il n'y a ni cours ni jardin ; cependant sa proximité d'un côté du Champ de Mars et de l'autre d'une communauté religieuse, qui le sépare de la maison des prêtres de l'Oratoire, pourrait la rendre propre à quelque établissement public tel que magasin ou caserne ; 4^o la prairie d'Allemagne sise près la promenade² affermée 575 l. ; 5^o la maison dite collège de la Porte de Fer, 500 l. ; 6^o celle dite Salle des Arts, 576 l. ; 7^o huit maisons situées dans les environs de l'Oratoire et du Collège, affermées 1.430 l. ; 8^o une closerie appelée l'Hermitage, située paroisse de la Madeleine de cette ville, affermée 425 l. ; 9^o la somme de 150 l. payée par la commune d'Angers pour le professeur de mathématiques ; 10^o différentes autres menues rentes, 177 l. ; 11^o il est en outre payé 7 l. 4 s. par chaque écolier, dont 1 l. 4 s. sert à acheter des prix et 6 l. à rétribuer les instituteurs. Cette somme peut être évaluée de 1.000 à 1.200 l. ; 12^o une maison annexée au pensionnat, dont la ville paye un loyer de 450 l. ; total 3.824 l.

Outre les objets ci-dessus énoncés, cette maison jouit encore dans l'étendue du département, tant en domaines que rentes et dîmes de 12.000 livres de revenu sur quoi, d'après l'état qui nous en a été présenté, il y avait 7.000 l. de charges ou revenus supprimés ; reste net 5.000 l.

Ce qui fait un total de 8.794 l. sans y comprendre la contribution de 6 l. par écolier et le cinquième du revenu de l'Université.

12. *Le Collège de Bueil*³ institué pour faciliter à quelques jeunes gens de ci-devant provinces du Maine et de Normandie, les moyens de venir étudier à l'Université d'Angers était divisé en huit bourses, dont une pour le principal, qui était à vie, une pour l'aumônier, et six pour les étudiants.

Cet établissement possède : 1^o une maison spacieuse sise dans la ville d'Angers, actuellement affermée à plusieurs particuliers 1.500 l. ; 2^o une closerie appelée le Petit-Bueil, sise paroisse de Saint-Samson de cette ville, affermée 120 l. ; 3^o une dîme, paroisse de Fromentières, qui était affermée 1.200 l. ; total 3.820 l.

N. B. — On fit, il y a quelques années, à la maison principale d'Angers des réfections très considérables, et comme les fonds en caisse n'étaient pas suffisants, on a affecté au paiement de la dette contractée le traitement du principal, dont la place vaua à cette époque.

13. *Les Grand et Petit Séminaires*. — Ces maisons étaient destinées à former des ecclésiastiques. On enseignait, dans le petit, la logique, la physique, et dans le grand, l'art du ministre catholique.

Ces deux établissements avaient des revenus assez considérables qui ont été vendus au profit de la nation. Il ne reste plus que les maisons composées de plusieurs grands corps de logis, avec des cours et jardins convenables ; le tout suffisamment spacieux pour y loger trois à quatre cents personnes⁴.

¹ Actuellement la mairie.

² Le Mail.

³ Rue de la Roë.

⁴ Musée et Bibliothèque ; ancienne caserne de la rue Courte ; actuellement cours municipaux

14. *La Rossignolerie*. — Cet établissement, tenu par les Frères des Écoles chrétiennes, avait le double objet d'y enseigner publiquement et gratuitement, à lire, écrire, et les premiers élémens de mathématiques et détenir les prisonniers d'État. Il est situé à deux cents toises à l'est des portes de la ville et a plusieurs vastes bâtimens construits depuis peu d'années, avec beaucoup de solidité, et susceptibles, tant par leur étendue que par leur distribution, de loger commodément plus de trois cents pensionnaires avec leurs instituteurs et gardiens¹. Les cours et jardins, quoique moins étendus qu'on eût pu le désirer dans une maison de cette importance sont cependant commodés, aérés et très salubres. Cet institut possède encore un autre établissement dit de Saint-Joseph, où les Frères des Écoles chrétiennes avaient formé leur premier établissement, lequel objet est actuellement affermé 450 l.

15. *L'École du Saint-Esprit*, située dans la partie Ouest de notre ville, était tenue par les Frères des Écoles chrétiennes qui y enseignaient publiquement et gratuitement à lire et à écrire. Le défaut de maîtres les a obligés de l'abandonner dans le courant de septembre dernier et ils ont été remplacés par un maître séculier. Les bâtimens servant à l'école sont vieux et en mauvais état. Ils ne consistent qu'en une salle pour les classes et en un très petit logement pour l'instituteur. Les revenus de cette maison consistaient en 400 l. de rente que payaient les religieuses bénédictines du Ronceray et qui sont actuellement fournies par la Municipalité.

16. *L'École de charité de Saint-Maurille*, ou petit couvent de Saint-Charles², tenue par trois à quatre dames de charité, a été instituée pour instruire des maîtresses d'écoles de la campagne dans l'art de soigner les malades et pour y enseigner à lire aux enfants peu fortunés. Cette maison possède 1^o l'institut, dont les bâtimens sont très peu considérables et n'ont ni cours ni jardins ; 2^o une autre maison située Port Ligny, appelée la Motte-Barreau, affermée 200 l. ; 3^o une rente de 20 l. sur la métairie de la Tinaudière, par Segré.

17. *L'École de charité des Ursulines*³ est dirigée par les dames de cet ordre. On y enseigne gratuitement à lire et à écrire. Elle n'a aucun revenu.

18. *La Providence*⁴ est tenue par des dames de charité. On y enseigne gratuitement aux jeunes personnes du sexe à lire, à coudre et à filer. Les bâtimens de cette institution sont grands avec des cours et jardins assez étendus. Elle a 50 l. de rentes sur la fabrique de Saint-Jacques et ne se soutient que par les profits qu'elle retire de ses pensionnaires et les dons qu'elle reçoit.

19. *La Croix*⁵ est aussi sous la direction de quelques dames de charité. Cet établissement n'a aucun fonds pour faire l'école publique et gratuite. La maison de l'institut est assez spacieuse. On y prend des pensionnaires. C'est son unique revenu.

¹ Lycée David d'Angers.

² Près de la place du Ralliement.

³ Dans la rue de ce nom.

⁴ Faubourg Saint-Jacques.

⁵ Rue Lionnaise.

20. *Les Écoles de charité de Saint-Michel du Tertre*¹ étaient divisées en deux, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles. La première avait une maison où logeait le maître d'école à 400 ou 500 l. de revenu ; mais depuis que l'établissement de la Rossignolerie a eu lieu, celui-ci devenant inutile, à raison du voisinage de cette dernière école, la maison a été donnée au curé de la nouvelle paroisse de la Madeleine et les revenus affectés au bureau de secours de la commune. L'école des filles a une petite maison où loge l'institutrice et où l'on fait la classe, plus une somme de 300 l. donnée par la municipalité pour la rétribution de la maîtresse.

Arrêté à la maison commune, par nous maire et officiers municipaux d'Angers, ce 6 juillet an IV de la liberté (1792)².

PILASTRE, *maire*.

*
* * *

B) TABLEAUX CONCERNANT LES COLLÈGES, DRESSÉS PAR LES MUNICIPALITÉS ET LES DISTRICTS.

Les tableaux ci-dessous concernent les collèges de Saumur (dist. de Saumur) ; Baugé et Beaufort (dist. de Baugé) ; Beaupréau (dist. de Saint-Florent). Ils sont dressés d'après un plan uniforme, différent de celui établi le 23 novembre 1791, par Dupin et sans doute conforme aux Instructions données par le Ministre de l'Intérieur le 15 décembre 1791 (GUILLAUME. *Proc.-verb.*, 45).

Par exception, au tableau concernant le collège de Saumur (A. D. L. T. 924) nous avons pu joindre le premier des tableaux demandés par Dupin le 23 novembre 1792 et concernant les revenus du collège. Ce document est contenu dans le dossier L 11 / T 169 *bis* (dist. de Saumur). D'autre part, au tableau de Beaupréau est joint une note non datée, et non signée émanant de l'administration du département. Bureau du bien public n° 7408 et se rapportant à la situation du collège en 1792.

¹ Près de la Mairie.

² C'est par erreur que la publication de Marchegay donne l'année 1795 ; le mémoire est du 6 juillet 1792. — Seule la dernière mention : « Arrêté à la maison commune », etc., est de la main de Pilastre.

CAILLEAU, *maire*, DENIAU, SÉBILLE, LEBLANC, POPELIN, LOIR-MONGAZON.

DÉPARTEMENT DE MAYENNE-ET-LOIRE.

*District et Municipalité de Saumur.***Collège de Saumur**

QUESTIONS

RÉPONSES

Droits réels fonciers non supprimés.....
 Droits réels fonciers supprimés.....
 Rentes constituées, créances et capitaux.....

Il n'en reste pas au collège actuel, les prêtres de l'Oratoire qui ont abandonné ce collège il y a huit ans, ont réuni à la maison de retraite qu'ils ont dans la même ville, les rentes, domaines, et ce qu'ils possédaient à raison dudit collège, montant à quatre à cinq mille livres de rente.

Somme affectée sur les revenus communaux.....

Trois mille livres. Cette somme était hypothéquée sur les anciens et nouveaux octrois qui sont supprimés.

Souscriptions

Néant.

Rétributions payées par les élèves.....

Deux cent quarante livres environ, qui sont destinés pour les dégradations et menues réparations.

Bourses

Néant.

Dimensions et distributions des bâtimens.....

Il y a trois corps de bâtimens : celui destiné aux pensionnaires peut en contenir soixante, ce sont d'anciens bâtimens auxquels on vient de faire les réparations les plus urgentes.

Valeur locative des bâtimens.....

Cinq cents livres environ.

Bâtiment donné à loyer.....

Trois cents livres.

Dimensions et valeur locative des cours et terrains vides

N'ont aucune valeur indépendante de celle des bâtimens et ne contiennent qu'environ une boissellée.

Étendue et valeur locative des jardins potagers ou fruitiers

Il n'y en a pas.

Étendue des jardins d'agrément.....

Il n'y en a qu'un petit jardin d'une boissellée environ.

Nombre et désignation des professeurs, maîtres, boursiers et autres membres.....

Un principal, cinq professeurs d'humanités, deux professeurs de philosophie et un professeur de mathématiques.

Honéraires et Pensions.....

Le principal est chargé de l'administration de la Maison et de payer les professeurs au moins de la rétribution ci-dessus qui ne permet d'avoir que des jeunes gens qui acceptent ces places en attendant le tems d'être ordonnés (prêtres).

Rétributions casuelles.....

Néant.

Entretien de biens et bâtimens.....

Le loyer de 300 l. de la maison indiqué ci-dessus et principalement affecté aux réparations des bâtimens.

Entretien du mobilier, dépenses domestiques.....

Cela regarde le principal qui est obligé d'y pourvoir sur la somme qui lui est donnée.

Dettes non constituées.....

Il n'y en a pas ou du moins elles regardent personnellement le principal. Les prêtres de l'Oratoire en avaient contracté au moins de l'insuffisance des revenus attachés à ce collège. C'est ce qui les a déterminés à l'abandonner.

Dettes constituées.....

Il y a à Saumur deux Écoles gratuites pour apprendre à lire aux petites filles, l'une tenue par les Religieuses des Ursulines et l'autre par les Sœurs de la Providence.

(A. D., L 11 /T, 169 bis (dist. de Saumur).

PROFESSEURS			INSTRUCTION		REVENUS EXISTANTS			REVENUS SUPPRIMÉS	BOURSES	OBSERVATIONS
Laïcs	Ecclesiastiques	Traitement	Temps de leurs services	Gratuite	Payée	Batiments	Biens-fonds	Rentes		
Le S ^r Dutruit Mestre d'écriture			deux ans	Quatre peuvres de la paroisse du Vieil-Baugé et huit livres pour le latin. Douze livres pour la ville de Baugé, et arithmétique.	Vingt-quatre livres pour le latin. Douze livres pour la ville de Baugé, et arithmétique.	Ses batiments situés en bon état avec de beaux jardins évalués deux cent livres cy 200 l.	Une pièce de terre au bout du jardin du dit collège estimée cent livres cy 100 l.	Une autre de vingt sept livres assise sur une maison près les Halles de Baugé 27 l.		Le S ^r Houdet, principal dudit collège ayant été nommé curé de Chaudelonds. Il n'y a pas eu de supérieur nommé depuis la sortie, mais la municipalité s'occupe en ce moment à chercher un sujet propre à l'administration d'un collège et à l'Education. NOTA. — Une partie des biens dudit collège étant fondée pour une école gratuite de lecture, écriture et arithmétique pour un certain nombre de pauvres, comme il est énoncé à la colonne de l'instruction gratuite. Le maître d'écriture, par délibération du comité municipal de la ville de Baugé en date du 3 janvier 1790 a la jouissance sur les biens-fonds et rentes dénommés d'une rente de trente livres payables par les pauvres de l'Hôtel-Dieu. 30 l. de la moitié du bien de l'Hermiterie, paroisse de Cuon 60 l. la closerie de Savigné, paroisse de Vieil-Baugé. 120 l.
	Le S ^r Houdet prêtre		sorti				Un pré sis au Vieil-Baugé estimé trente livres cy 30 l.	Autre rente de trente livres due par les pauvres de l'Hôtel-Dieu de Baugé 30 l.		

Nous maire et officiers municipaux de la ville de Baugé, chef-lieu de district, département de Mayenne-et-Loire, soussignés, certifions le présent état véritable, à Baugé, le trois janvier mil sept cent quatre-vingt-douze.

FERRIÈRE, *maire* ; DESVIGNES, LAIR, RAGUDEAU, NICOLAU, COMMEAU, secrétaire de la commune ; MOREAU, proc. sindic.
Vu et certifié en Directoire du district de Baugé le deux mars mil sept cent quatre vingt-douze :
L. CHEVRÉ, procureur sindic ; POILPRÉ, LEDEUX, secrétaire.

Collège de Beaufort

PROFESSEURS				INSTRUCTION		REVENUS EXISTANTS				REVENUS SUPPRIMÉS		BOURSES			OBSERVATIONS			
Ecclesiastiques, leurs noms	Religieux, leurs noms	Leurs traitements	Temps de leurs services	Gratuité	Payée par les écoliers et la quotité payée par chacun	Bâtimens servant aux écoles. Leur évaluation	Biens, fonds, soit en maison de ville soit en maison de campagne	Rentes parmi lesquelles on doit faire entrer celles sur le clergé, sur ses biens d'état sur les domaines, et autres caisses publiques	Par suppression de dîmes	Par suppression des aides, d'octrois	Leur nombre	Leur valeur	A qui appartient leur					
Louis Château prêtre principal.	Le principal	300 l.	1 an	Six pauvres enfants de la paroisse.	30 l. par an pour le latin, 15 l. pour l'écriture, etc.	Les bâtimens sont commodes et en bon air, une cour vaste au milieu et un beau jardin contenant 10 boisselées et un cinquième, à raison de 100 chaînes l'arpent. Le tout évalué 200 l.	1° Une petite maison et un petit jardin, ville de Beaufort, affermé 13 l.; 2° 3 boisselées de terre par. de Beaufort au petit chemin affermé, 15 l.; 3° Une autre de 11 l. 10 s.; 3° 3 quartiers de vigne aux Seillaudiers, par. de Beaufort, estimés 30 l.	1° Une rente foncière de 40 s. due par le sieur de Roulleau sur maison à Beaufort cy..... 2 l. 2° Autre de pareille somme due par le Sr Pailloncneau à cause de sa maison située à Beaufort cy..... 2 l. 3° Une autre de 11 l. due par le Sr Cabreau sur maison à Beaufort cy 11 l. 4° Autre de 17 l. 10 s. due par les enfans Deleuche sur maison à Beaufort cy 17 l. 10 s.; 5° Autre de 4 l. 10 s. due par la veuve Souillard sur maison à Beaufort cy 4 l. 10 s.; 6° Autre de 30 l. due par la fabrique de B. cy 30 l.; 7° Autre de 22 l. due par l'Hôtel-Dieu de B. cy 22 l.	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	12 l. qui étaient dues par la ville et assignés sur les octrois	Néant	Néant	Néant	Le collège de B. est dans une position très avantageuse dans un lieu très peuplé et entouré de bourgs considérables, à peu de distance de la grande levée de la Rivière Loire. On y enseigne les humanités depuis les divers éléments jusqu'à la rhétorique inclusivement. Il y a ordinairement un maître d'écriture et d'arithmétique. Il y a eu jusqu'à 43 pensionnaires; un grand nombre de sujets qui s'y sont formés occupent des places distinguées. Ce collège est vacant depuis quelques mois par la nomination du principal et de ses régents à des cures; mais la municipalité s'occupe en ce moment à chercher un sujet propre à l'administration du dit collège et à l'éducation. Vu certifié en directoire du district à Baugé le 2 mars 1792. L. CHEVRÉ, pr. syndic. POULPÉ. J.-C. LEDRUX, secrétaire.

Nous maire et officiers municipaux de la commune de Beaufort soussignés, certifions le présent état véritable. Fait à Beaufort, ce 19 février 1792.
BOUVIER, HAUTREUX, RENAULT, PÉCHARD, PHILIPPEUX, SEAUZE (pr. s.),
MAHON, CHAILLOU, BREVET, secrétaire-greffier.

PROFESSEURS		INSTRUCTION		CLASSES DE PHILOSOPHIE ET DE THÉOLOGIE		REVENUS EXISTANTS				REVENUS SUPPRIMÉS			BOURSES			OBSERVATIONS
Laïcs, leurs noms	Ecclésiastiques, leurs noms	Leurs traitements	Temps de leurs services	Gratuité	Payée par les écoliers et la quotité payée par chacun	Biens-fonds soit en maison de ville, soit en maison de campagne	Rentes parmi lesquelles on doit faire entrer celles sur le clergé, sur les pays d'États, autres caisses publiques.	Par la suppression des dîmes	Par la suppression des octrois	Par la suppression des aides,	Leur nombre	Leur valeur	A qui appartient leur nomi-			
	MM. Darondeau, principal...	Prétend avoir la disposition géné- rale du collège sans avoir de traitement fixe.	43	La gratuité est à la volonté du principal.	Le prix du paye- ment est de 30 l. par an pour les humanités et de 7 l. 10 s. pour l'écri- ture, les enfants de Beaupréau et Saint- Martin ne payent que 15 l. par an.	Un vaste corps de bâtiment, bâti à neuf par le princi- pal actuel depuis dix ans évalué au revenu net de 250 l.	Néant	Néant	Néant	Néant			A la volonté du principal, aucunes de fondées			
	Denaix, préfet.....	300	14													
	Blouin, professeur de rhétorique.....	150	14													
	Loir-Mongazon, régent de seconde.....	150	2													
	Hervé, régent de troi- sième.....	80	2													
	Joubert, régent de qua- trième.....	80	3													
	Richou, régent de cin- quième.....	80	2													
	Savatier, régent de sixième.....	80	2													
	Marais } régents de Motet } septième	80	2													
	Leberré, maître d'écri- ture, arithmétique, mathématiques, géo- graphie.....	80	11													
	TOTAUX.....	1080 l.														

Certifié par les administrateurs composant le Directoire du District de Saint-Florent ; à Saint-Florent ce 9 janvier 1792.
RENOU, procureur syndic, MICHELIN, LETORT.

Certifié par les administrateurs composant le Directoire du District de Saint-Florent ; à Saint-Florent ce 9 janvier 1792.
RENOU, procureur syndic, MICHELIN, LETORT.

Bien public n° 7408. Collège de Beaupréau

On a l'honneur d'observer que le collège est nouvellement construit, qu'il est l'âme du canton de Beaupréau, parce qu'il nourrit en partie les pauvres de Saint-Martin et fait une consommation considérable dans tous les genres à cause du grand nombre des élèves qui y viennent.

Nous passons sous silence la réputation de ses supérieurs qui s'empressent de donner la meilleure éducation morale et scientifique.

Il existe une grande question au sujet de l'administration, il est certain que dans tous les temps, les supérieurs comme les professeurs et régents ont été salariés, conséquemment ils ne peuvent demander le mobilier d'autant moins qu'ils rendaient tous les ans des comptes aux sulpiciens et avouent le droit de prendre le salaire, preuve plus que suffisante pour démontrer que le Collège est à la nation. D'ailleurs on ne peut nier qu'on ait été obligé de recourir aux épargnes et profit de la ditte communauté pour aider les différentes constructions du collège, puisqu'il existe encore pour 26.000 l. de contrat de constitution.

Tous les supérieurs et professeurs du sus dit collège ayant constamment refusé le serment civique, il devient absolument nécessaire de prendre un mode pour remplacer et faire en sorte que le pays ne soit pas abandonné aux événements funestes qui pourraient survenir si on ne prévoit pas le moyen d'entretenir cette heureuse institution.

C) TABLEAUX CONCERNANT LES DISTRICTS

Le département comptait 8 districts. Quatre d'entre eux n'ont rien laissé en dehors des tableaux sur les collèges publiés ci-dessus : Ce sont les districts d'*Angers*, de *Saumur*, de *Baugé*, de *Saint-Florent*. Pour deux autres : *Châteauneuf* (6 cantons, 37 communes) et *Segré* (6 cant. 46 com.) nous n'avons retrouvé que le premier tableau demandé par Dupin (tableau des revenus, 28 juin et 23 juin 1792). Le district de Cholet (9 cant. 42 com.) a fourni les deux tableaux demandés (6 juillet 1792), mais s'est borné pour le second à une remarque d'ordre général. Seul le district de Vihiers (7 cant. 44 com.) a fourni une réponse complète (2 mai 1792).

Tandis que les tableaux sur la situation des collèges renferment des réponses précises, les tableaux d'ensemble sur la situation dans les districts ne fournissent le plus souvent que des renseignements « par aperçu » sur les fondations scolaires (dist. de Châteauneuf) ou une appréciation d'ensemble « sur l'insuffisance des revenus pour payer des maîtres ou maîtresses d'école » (dist. de Cholet). Le seul tableau des dépenses qui nous soit parvenu, celui de Vihiers, mentionne seulement une maîtresse d'école à Brissac et une autre à Saint-Hilaire-du-Bois et un maître d'école à Thouarcé.

S'il est vrai, comme on l'a dit, que l'enquête de 1792 atteste la part prise dans les dotations scolaires par le clergé, par les pouvoirs locaux et par les particuliers¹ (voir spécialement le tableau détaillé du dist. de Cholet); elle atteste aussi d'une façon irréfutable l'insuffisance de ces fondations (voir en particulier le tableau du dist. de Segré. Dans trois cantons sur six : Bouillé-Ménard avec 10 communes ; Saint-Martin-du-Bois avec 7 et Le Lion-d'Angers avec 7, « il ne s'y rencontre aucun établissement d'instruction ; » et on « n'ose demander qu'une école primaire » par canton.

ALLAIN, *ouv. cité*, p. 345

District de Châteauneuf.

Revenus des établissements de tout genre

NOMS des MUNICIPALITÉS	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS	REVENUS FONCIERS	Droits réels fonciers non supprimés	Droits réels fonciers supprimés	Rentes constituées. créances et capitaux	Sommes affectées sur les revenus communaux	Souscriptions	Rétributions payées par les élèves	Bourses	Dimension et distribution des bâtiments	Valeur locative des bâtiments	Bâtiments donnés à loyer	Dimensions et valeurs locatives des cours et terrains vides	Étendue et valeur locative des jardins potagers ou fruitiers	Étendue des jardins d'agrément	OBSERVATIONS
(1) Châteauneuf	École	100 l.														(1) NOTA. — Le revenu consistait dans une maison qui a été vendue.
Estriché.....	Néant															
Brissarthe.....	École	300 l.														(2) NOTA. — Partie de ces lieux ont été vendus.
Juvardeil.....	id.	150 l.														
(2) Tiercé.....	id.	400 l.														(3) NOTA. — Tous les lieux sont vendus.
Brillay	»															
Montreuil	»															NOTA. — Cet état n'est que par aperçu ; n ont pu se procurer de chaque municipalité tous les renseignements nécessaires pour sa juste confection.
Soucelles	École	50 l.														
Dural	»															
Huillé	»															
Baracé	Collège	300 l.														
(3) Champigné	École	120 l.														
Marigné	Néant															
Querré	Néant															
Chanteusé	École	150 l.														
Thorigné.....	Néant															
Chemillé	»															
Sceaux.....	»															
Cheffea	École	60 l.														
Feneu	Néant															
Soulaire.....	École	60 l.														
Ecuillé	Néant															
Grez-Neuville	Collège	650 l.														
Pruillé.....	Néant															
Morannes.....	École	100 l.														
Daumeray	École	200 l.														
Chemiré.....	Néant															
Contigné	»															
Miré.....	École	100 l.														
Seudres.....	Néant															
Cherré.....	»															

Le présent état arrêté par nous, administrateurs composant le Directoire du District de Châteauneuf, le 28 juin 1792. L'an 4 de la Liberté.
BARETHIER-AUBIN, CASTINEAU, LEBLANC, PRUDHOMME, LEMOTHEUX, secrétaire.

NOTA. — Les numéros (1) (2) (3) qui figurent dans le corps du tableau ont été ajoutés pour l'intelligence du texte.

NOM DES MUNICIPALITÉS	Désignation des Établissements	Revenus fonciers	Droit réels fonciers non supprimés	Droits réels fonciers supprimés	Rentes consti- tuées. Créances et capitaux	Sommes affectées sur les revenus commu- naux	Souscriptions	Rétributions payées par les élèves	Bourses	DIMENSIONS ET DISTRIBUTION DES BATIMENTS
Canton de Segré :										
(1) Segré La Chapelle-sur-Oudon Sainte - Gemmes près Segré Marans Saint-Aubin-du-Pavoil.. Chazé-sur-Argos La Ferrière.....	un petit collège	300 l.						6 l. par an par chaque élève en état de payer.		(1) Deux chambres basses, un escalier au milieu, rotis chambres hautes, un cabinet, deux greniers et une écurie, le tout très vaste.
Canton de Pouancé .										
(2) Pouancé et St-Aubin Carbai La Prévière..... Saint-Michel-et-Chan- vaux (3) Armaillé..... Vergonnes (4) Chazé-Henry..... (5) La Chapelle-Hullin. (6) Noëllet	un petit collège une école une école une école idem	 200 l. 50 l. 120 l.						18 l. par an par chaque écolier.		(2) Quatre chambres basses. Trois chambres hautes, un grenier, nue écurie et une buanderie. Le tout assez vaste. Deux chambres bas- ses.
Canton de Candé :										
(7) Candé..... (8) Chalais (9) Angrie Loiré (10) Le Tremblai Freigné	un petit collège une école une école	235 l. 120 l. 50 l. 250 l.						1.500 l. par an provenant du pen- sionnat.		(7) Une salle, un salon, un réfectoire, une cuisine, chambre de dé- charge, une cave, une boulangerie, une buan- derie, dix chambres hau- tes à cheminées, un très vaste corrydor, un gre- nier, sur le tout remise, le tout très vaste et très commode.
(11) Canton de Bouillé :										
Bouillé Châtellais..... L'Hôtellerie..... Nioiseau Grugé..... L'Hopital-Saint-Gilles.. Noyant Combrée Le Bourg-l'Evesque... Le Bourg-d'Iré.....	 une école	 300 l.								
(12) Canton de Saint- Martin :										
Saint-Martin Montguillon (13) Chambellai La Jaille-Yvon..... Louvaines et Jaillette.. Aviré Saint-Sauveur	 									(13) Une chambre, un grenier.
(14) Canton du Lion- d'Angers :										
Le Lion d'Angers..... Montreuil Andigné Gené Vern La Pouéze Brain-sur-Longuenée ..	une école									Deux chambres bas- ses, un grenier.

NOTA. — Les numéros qui figurent dans le corps de ce tableau ont été ajoutés pour l'intelligence du texte.

valeur locative des bâtiments	Bâti-ments donnés à loyer	Dimensions et valeurs locatives des cours et terrains vides	Étendue et valeur locative des jardins potagers ou fruitiers	Étendue des jardins d'agrément	OBSERVATIONS
150 l.		un demi-arpent	un demi-arpent		(1) Au moyen de ce que la maison du Collège de Segré se trouve située dans une position fort saine et fort belle, et qu'elle est assez vaste, on pourrait en faire au moyen de quelques réparations un établissement fort utile.
120 l.		un demi-arpent	un demi-arpent		(2) Il y avait autrefois un Ecclésiastique à la tête de l'administration de ce Collège. On y faisait de bonnes études, un laïque lui a succédé, ce n'est plus qu'un petit cours et il n'a que très peu d'Écoliers, une institution serait bien placée eu égard à la population et à la situation de la maison où il existe beaucoup de commodités. (3) Messieurs et Dames de la Forêt cy-devant Seigneurs ont légué à la commune un fonds de 4.000 l. pour l'éducation de la jeunesse ; on ignore la date de cette fondation. (4) Le vicaire de la paroisse fait l'école. il jouit en conséquence de la vente de la maison. (5) Une sœur de charité instruit les filles et le vicaire de la paroisse enseigne les garçons, au moyen des deux rentes dont on a parlé. (6) La maison servant à l'instruction a été concédée par l'hôpital qui n'en retire aucun produit à cause de l'utilité publique. (7) Le bourg et la paroisse sont considérables, un établissement de première instruction pour la campagne serait bien placé. (8) La même observation que celle cy-dessus est applicable à cette commune tant à cause de sa population que de son étendue. <i>Idem.</i> (9) Cet établissement a été fondé pour l'instruction de la jeunesse et des malades pauvres. (10) <i>Idem</i> (11) Quoique ce canton soit d'une population considérable, on n'y rencontre aucun établissement d'instruction, les habitants désirent qu'une école primaire soit placée au chef-lieu de canton.
300 l.			un arpent environ		
20 l.			un quart d'arpent		(12) Dans ce canton ainsi que dans celui de Bouillé-Ménard, il ne s'y rencontre aucun établissement d'instruction publique, les habitants demandent pareillement qu'une école primaire soit placée au chef-lieu de canton
30 l.					(14) Au moyen de ce que le canton est d'une grande population, il serait bon d'y établir une école primaire ; tous les habitants le désirent.

Le présent état arrêté et certifié véritable par nous administrateurs composant le Directoire du district ; à Segré le 23 juin 1792, L'an 4^e de la Liberté.

CHAMPROUX (p. syndic). VALLAT, J. F. LEGUEN, LEGUÉ.

NOM des MUNICIPALITÉS	Désignation des Établissements	Revenus fonciers	Droits réels fonciers non supprimés	Droits réels fonciers supprimés	Rentes constituées. Créances et capitaux	Sommes affectées sur les revenus communaux	Souscriptions	Rétributions payées par les élèves	BOURSES	DIMENSIONS ET DISTRIBUTION des bâtiments
(1) Cholet	École d'éducation pour les garçons connue sous le nom de St-Julien.	85 l. 15 s.	85 l. 15 s.					1.800 l.		(1) Maison composée de 3 cham- bres basses et 2 greniers, 1 petit grenier entre les 2 premières chambres, un petit jardin partie en cour, le tout en très mauvais état et contenant environ 2 b. ½.
2) Idem	École d'éducation pour les filles con- nue sous le nom de Providence.	85 l. 10 s 15 boisseaux de froment et 6 boisseaux de seigle mesure de Cholet.	82 l. 10 s. 15 boisseaux de froment et 6 boisseaux de seigle mesure de Cholet.					1.500 l.		(2) Une maison composée de 2 chambres basses, autant de greniers avec 2 petits apentis.
3) Idem	École d'éducation pour les filles tenue à l'hôpital par les sœurs.	138 l.	138 l.					400 l.		Néant.
(4) Montfaucon ..	École d'éducation pour les garçons connue sous le nom de Sainte-Cathe- rine.	216 l.	216 l.					"		(4) Consistant en 2 ch. basses; 2 hautes, 1 écurie et une fumerie, le tout en très mauvais état.
(5) Idem	École des filles con- nue sous le nom de Charité.	144 l. 6 s.	144 l. 6 s.							(5) Consistant en 4 chambres basses et 2 hautes.
(6) Le Longeron..	École des filles de la Sagesse.	30 l.	30 l.							(6) Consistant en 2 chambres basses et 2 hautes.
(7) Saint-Macaire.	École de garçons.	94 l.	94 l.							(7) Consistant en 4 chambres basses et 2 hautes.
(8) Le May.....	École de garçons.	147 l.	147 l.							(8) Une maison composée de 2 chambres basses et autant de hautes.
(9) Idem	École de filles.	85 l.	85 l.							(9) Une maison composée de 2 chambres basses et 2 chambres hautes.
(10) Chemillé	École de garçons.	100 l.	100 l.							(10) Une maison nommée Lan- debry, composée de 2 chambres basses et 2 hautes.
(11) Trémentines.	École de filles.	20 l.	20 l.							(11) Une maison composée de 3 chambres basses.
12) Maulévrier ..	d°	50 l.	50 l.							(12) Une maison composée de 2 chambres basses, 2 hautes, une grange.
(13) Gesté	d°	10 l.	10 l.							(13) Une maison composée de 2 chambres.
14) Roussay	d°	120 l.	120 l.							Néant.

NOTA. — Les numéros qui figurent dans le corps de ce tableau ont été ajoutés pour l'intelligence du texte.

Valeur locative des bâtiments	Bâtiments donnés à loyer	Dimensions et valeurs locatives des cours et terrains vides	Étendue et valeur locative des jardins potagers ou fruitiers	Étendue des jardins d'agrément	OBSERVATIONS
140 l.		1 jardin de 2 boisselées.	1 jardin de 2 boisselées de la valeur de 20 livres.		(1) Ces revenus consistent en 50 l. rentes foncières affectées sur le lieu de la Grange, dépendant du château de Cholet, et 30 l. 16 s. affectées sur la haye Bureau appartenant à M ^{me} Morice. Ils sont fondés depuis environ 100 ans.
150 l.		"	Un petit jardin d'environ une boisselée de la valeur de 12 livres.		(2) Les revenus de cette école consistent en 26 l. rentes foncières sur la fumerie de la Sulpicière, 3 l. 10 s. sur les biens des Guérins, 2 l. 5 s. sur ceux de M ^{me} Lacoudre, 4 l. sur ceux de M. Omory, 36 l. 15 s. sur la haye Bureau dépendant du château, 15 boisseaux froment et 6 de seigle, mesure de Cholet, sur les biens de MM. Grimaut père, Hersat, Moronière, Joubert et Retaille.
néant		"	"		(3) Le revenu est affecté sur les droits des cuirs et des sels de Paris.
70 l.		"	(4) Un jardin d'environ 1 boisselée ½ de la valeur de 12 liv.		(4) Les revenus consistent en 1 journal de pré à Saint-Germain, valeur... 20 l. 1 pièce de terre, 5 boisselées à Saint-Lazare..... 15 l. 1 autre 4 boisselées au Bouchardy avec une de 5 boisselées..... 22 l. 6 boisselées de terre au fief Bordage..... 12 l. 1 septier de froment sur le Plessis, mesure de Montfaucon..... 32 l. 1 — de seigle et 5 l. d'argent sur la Bretaudière en St-Maurice..... 24 l. 1 — de seigle sur les boisselées en Montigné, estimé..... 30 l. 4 boisseaux de seigle sur la Barboise, en Saint-Germain..... 6 l. 8 — — — Barboise, en Saint-Germain, estimés..... 12 l. 6 — — — Coptière, paroisse de La Varanne..... 14 l. 4 — — — Chevaudière en Saint-Germain..... 6 l. 5 — — — Clergerie en St-Germain et 18 sur la Chevalerie. 3 l.
60 l.	Une maison en St-Macaire du revenu de 6 livres.	"	(5) Un jardin d'une boisselée de la valeur de 6 livres.		(5) [Liste résumée : une hypothèque 15 l. + 2 l. sur des héritiers de M. la Jurée + 6 l. pièce de terre + 4 l. <i>idem.</i> + rente foncière, 6 boisseaux de froment, 12 l. + une rente foncière de 22 l. 10 s. + une autre en Saint-Philbert de 13 l. + 12 l. sur une autre + 12 l. sur terre et maison + 7 l. sur la Bardenière en Saint-Macaire + 1 poule + 5 l. 11 s. sur un pré + 12 l. 5 s. sur un jardin + 9 l. sur les héritiers d'Antoine Rousse, etc. Au total : 140 l. 26 s.];
30 l.	Néant.	"	(6) Petit jardin, une boisselée, val. 6 liv.		(6) Les revenus consistent dans la maison et son jardin.
50 l.	Une maison au bourg de la valeur de 15 l.	"	(7) Petit jardin, une boisselée, valeur 8 livres.		(7) Les revenus consistent dans une pièce de terre de 7 boisselées du revenu de 34 l. de rente sur des maisons de Saint-André..... 34 l. 7 boisseaux et 1/3 de seigle, mesure de Mortagne sur la Bonne-Chasse, en Saint-André..... 13 l. 15.
40 l.	"	"	d ^o		(8) Un boisseau de froment sur la maison neuve métairie..... 22 l. Une petite maison au bourg du revenu de..... 9 l. 14 boisseaux de seigle sur les métairies de la maison Logerai..... 34 l.
40 l.	Une petite maison de la valeur de 9 l.	"	(9) Jardin d'une boisselée, valeur 6 l.		(9) Les revenus consistent en 55 l. de rente sur la Guibertière..... 55 l. 25 boisseaux de seigle sur M. D'Andigné et sur Bégon, estimés..... 45 l. La première herbe des prés de la rivière estimée..... 25 l. Cet article est pour l'éc. des garçons et l'article supérieur est pour l'éc. des filles.
80 l.	"	"	(10) Jardin, 2 boisselées valeur annuelle : 12 l.		(10) Tous les revenus de cette école (Chemillé) consistent dans la maison et son jardin.
20 l.	"	"	(11) Jardin ½ boisselée valeur 6 l.		Tous les revenus de cette école (Trémentines) consistent dans la maison et son jardin.
50 l.	"	"	(12) Jardin 1 boisselée, partie en cour.		(12) Tous les revenus de cette école (Maulévrier) consistent dans la maison et son jardin.
10 l.	"	"	"		(13) Tous les revenus de cette école (Gesté) consistent dans la maison et son jardin;
Néant.	"	"	"		(14) Ces revenus (Roussay) consistent dans la rente foncière de 120 l. due par les héritiers de M. Dufrenne.
Vu et certifié par nous véritable, en Directoire du district, par nous administrateurs soussignés, à Cholet, 6 juillet 1792, an 4 de la Liberté.					
TESTRAUT l'ainé, BEAUVAU, procureur syndic, BARBIER secrétaire-greffier.					
— Signé : MAUGARS, MINGUET, ROULLEAU.					

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE.

Instruction publique

District de Cholet.

Revenus des établissements de tout genre

NOM des MUNICI- PALITÉS	Dési- gnation des établisse- ments	Nombre et dési- gnation des profes- seurs, maîtres, boursiers et autres membres.	Hono- raires et pensions	Rétri- butions casuelles	Entretien des biens et bâtiments	Entretien du mobilier	Dépenses domes- tiques	Dettes non consti- tuées	Dettes consti- tuées	OBSERVATIONS
										Nous observons que tous les revenus attachés aux divers établissements d'école publique, détaillés dans notre tableau des revenus des établissements de tous genres, ne peuvent suffire pour payer des maîtres ou maîtresses d'école, l'entretien des bâtiments, du mobilier, des dépenses générales et particulières et qu'enfin les bâtiments en général des écoles connues dans notre district ne peuvent être bien avantageux à la nation, vu qu'ils sont tous en bien mauvais état.

NOM des MUNICIPALITÉS	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS	REVENUS FONCIERS	DROITS RÉELS FONCIERS non supprimés	DROITS RÉELS FONCIERS supprimés	Rentes constituées. Créances et capitaux	Sommes affectées sur les revenus communaux	Souscriptions	Rétributions payées par les élèves	Bourses
(1) Saint-Georges- Châtelaion	Le prieuré de St-George dépendant de l'Oratoire d'Angers dont la désignation détaillée est consignée dans le mémoire ci-joint..... (a)	2.000 l.	Rentes en blé, fro- ment, métal, orge et avoine, rentes en argent aussi dé- taillé dans le mé- mémoroire, 1.018 l. Droit de rente et issues 200 l.	Dixmes suppli- mées, et droits de sixte déduits, 4.000 l.					
(2) Brissac	Une maison de peu de valeur. Vingt boisselées de terre et un quartier de vigne, le tout affermé en argent..... En froment, mesure de Brissac pesant 28 liv. estimé prix commun, 45 s..... La maîtresse d'école jouit de ces revenus pour faire l'école aux pauvres.	20 l. 24 boisseaux							
Saugé	La rente de 12 l léguée à la maîtresse d'école sur les fonds laïcs.....	12 l							
Luigné	La rente de 12 l. d'une part sur des fonds laïcs, celle de 100 l. d'autre part, cette dernière sur le clergé, le tout touché par la maîtresse d'école	112 l.							
(3) Thouarcé.....	La chapelle St-Vincent composée d'une maison con- sistant en 2 chambres basses, une cuisine, 2 chambres hau- tes et un cabinet affermé... Un pré affermé..... Le tout fondé pour l'école.	90 l. 150 l.							
Faye	La chapelle de La Tousse composée d'une maison de maître. Un jardin, le verger con- tenant 8 boisselées, un quar- tier de pré y tenant, 26 quar- tiers de vigne, 2 quartiers de pré, 168 boisselées de terre valant de revenu..... Le tout fondé pour faire l'école.	800 l.							
(4) Saint-Hilaire- du-Bois	Une maison, le jardin occupé par la maîtresse d'école	30 l.							
	Une petite borderie com- posée d'une maison, un jar- din de 3 boisselées, et 28 bois- sellées de terres affermées..	60 l.							
	Une rente constituée de.	30 l.							
	Une autre rente constituée de.....	13 l.							
Gonnord.....	Une rente foncière de...	35 l.							
La Plaine	Une petite maison valant.	6 l. de loyer							
La Salle.....	Une maison louée.....	30 l.							

(a) Voir le relevé dressé par Baranger proc. syndic du district le 30 août 1792. (A. D., L. T. Consistance 924.
du maire de Saint-Georges-Châtelaion dépendant de l'Oratoire d'Angers, 4 p. mss.)

NOTA. — Les numéros qui figurent dans le corps de ce tableau ont été ajoutés pour l'intelligence du texte.

de tout genre

DIMENSION ET DISTRIBUTION des bâtiments	Valeur locative des bâtiments	Bâtiments donnés à loyer	Dimensions et valeurs locatives des cours et terrains vides	Étendue et valeur locative des jardins potagers ou fruitiers	Étendue des jardins d'agrément	OBSERVATIONS
Voyez le détail porté au mémoire.	100 l.				Néant.	
	(2) 60 l.					
	(3) 90 l.					
	50 l.					
	(4) 30 l.					

Certifié véritable par nous administrateurs, composant le Directoire du district de Vihiers.

Le deux mai mil sept cent quatre-vingt-douze.

POUPARD, CHAUVIN, GENDRON, BARANGER (Pr syndic).

NOM des MUNICIPALITÉS	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS	Nombre et désignation des professeurs, maîtres, boursiers et autres membres.	Honoraires et pensions	Rétributions casuelles	Entretien de biens et bâtiments	Entretien du mobilier	Dépenses domestiques	Dettes non constituées	Dettes constituées	OBSERVATIONS
Saint - George - Châtelaion	Le prieuré dépendant de l'Oratoire d'Angers, consistant en un vaste bâtiment, cour, jardin, vignes, prés, terres la- bourables, quatre mé- tairies, un moulin à eau et à vent (1).	Cet établissement dépendant de l'Oratoire, la ré- ponse à cette ques- tion se trouvera dans la lettre que fera le district d'Angers.			200 l.					
Brissac	La maison portée au tableau ci-joint.	Une maîtresse d'école.			10 l.					
Thouarcé.....	La maison de Saint- Vincent.	Un maître d'école.			10 l.					
Faye	La Tousche	Vacant par mort.			50 l.					
Saint-Hilaire	La maison de l'école, etc	Une maîtresse.			10 l.					

(1) Voir le relevé dressé par Baranger proc. syndic du district le 30 août 1792. (A. D., L. T. 924. (Consistance du prieuré de Saint-Georges Châtelaion dépendant de l'Oratoire d'Angers, 4 p. mss.).

IV. — Documents sur la situation des études de médecine (1791)

(P. 101). — RÉPONSE DU DISTRICT D'ANGERS AUX QUESTIONS PROPOSÉES PAR LE COMITÉ DE SALUBRITÉ PUBLIQUE (26 février 1791)

(A. D., LT 934 mss.)

1. — Dans une lettre adressée aux directoires des 83 départements du royaume, le 16 janvier 1791, le *Comité de Salubrité* de l'Assemblée nationale « désirant parvenir à la connaissance exacte et complète de l'état actuel de l'art de guérir dans toute la France » proposait une série de questions auxquelles chaque district était invité à répondre¹.

Pour le district d'Angers, M. Chevreul « docteur-médecin et chirurgien préposé aux cours et examens des sages-femmes, dont les talents sont connus du public, a complètement répondu à toutes les questions »². C'est ce rapport qui a été adopté par le Directoire du district et dont une copie a été adressée au département le 26 février 1791 pour être envoyée au Comité de Salubrité³.

2. — *Analyse.* — Après avoir rappelé le texte de la lettre du Comité de Salubrité, l'auteur répond aux demandes du Comité, article par article : Art. 1 : *Relevé général et nominatif des médecins chirurgiens et pharmaciens établis dans les villes et les campagnes du district. Médecins* : 8 à Angers dont les 5 de la Faculté ; 2 à la campagne (Chalonnnes et Champtocé) ; *chirurgiens* : 15 à Angers (dont Chevreul l'ainé et Chevreul le jeune, Mirault, Garnier fils aîné et Garnier fils cadet) ; et 42 à la campagne ; Champtocé 2 ; Ingrandes 5 ; Louroux, 3 ; Saint-Georges, 3 ; Saint-Martin-du-Bois, 2 ; Savennières, 2 ; Saint-Clément, 2 ; Bécon, 1 ; La Membrolle, 1 ; Villevêque, 2 ; Plessis-Grammoire, 1 ; Saint-Sylvain, 1 ; Brain-sur-l'Authion, 1 ; Ponts-de-Cé, 5 ; Chalonnnes, 5 ; Chaudefonds, 2 ; Rochefort, 1 ; Denée, 1 ; Mozé, 1 ; Soullaines, 1 ; Blaison, 1 ; *pharmaciens* : 9 à Angers, aucun à la campagne. — Art. 2 : *Médecins qui remplissent des fonctions publiques.* Médecins dans les hôpitaux (Guérin et Berger) ; chirurgiens dans les hôpitaux (Garnier fils aîné, Mirault et Lachèse aîné). Chargé avant 89 de l'inspection des cours d'accouchement dans la ci-devant généralité de Tours, Chevreul, docteur en médecine et maître en chirurgie. — Art. 3 : *Facultés et Collèges.* Une faculté de médecine à Angers « très ancienne et qui jouit d'une grande réputation » ; une communauté de chirurgie « qui ne jouit pas du titre de collège, mais en remplit les fonc-

¹ A. D., L/T 934. Imprimé signé Guillotin, président et Gallot, secrétaire du dit Comité. Enregistré au bureau de Correspondance f° 238, séance du 24 janvier 1791. Une copie est envoyée à chaque district avec demande de renseignements pour le 28 janvier 1791.

² *J. du dép. de Maine-et-Loire*, n° 8, 3 mars 1791, p. 190.

³ A. D., L/T 934. Cinq feuillets manuscrits. Signé : Pérard, membre du district.

tions depuis 1771, époque à laquelle elle a commencé à donner des cours, qu'elle continue à donner sans émoluments, avec amphithéâtre, construit à ses frais. Les cours d'anatomie, d'opérations, d'accouchement, de principes, etc., s'y donnent avec la plus grande exactitude et le nombre des élèves est considérable ». — *Divers autres établissements* : celui formé pour l'instruction des sages-femmes à la campagne, cours de chimie de M. Tessié interrompu « faute d'encouragements ».

A propos de la dernière question : *Sur la répartition des secours médicaux dans le district*, le mémoire se termine par le passage ci-dessous : sur l'insuffisance des chirurgiens de campagne, la nécessité de réunir les deux branches de l'art de guérir, la médecine et la chirurgie, et les autres réformes nécessaires.

3. — *Extrait. — D. — De la répartition actuelle des secours médicaux de tout genre dans le district d'Angers et même dans le département et du changement dont elle serait susceptible.*

R. — Il vous reste maintenant pour remplir complètement les vues du Comité, de prendre en considération la répartition des secours médicaux dans ce district.

Nous croyons qu'en général cette répartition est infiniment défectueuse, nous ne pourrions sans injustice ne pas faire l'éloge des talents, de l'humanité, de la générosité des médecins et des chirurgiens qui exercent dans la ville d'Angers. Ces deux corps ont toujours joui non seulement dans ce département, mais encore dans les départements qui nous entourent d'une réputation méritée. Les écoles de médecine ont de tout temps été l'école d'élite des ci-devant bretons, manceaux, poitevins et tourangeaux, celles de chirurgie ne le cèdent en rien à celles de médecine ; il y a peu de collèges (comme nous l'avons déjà dit) où les cours se donnent avec plus de soin, plus d'exactitude et de succès.

Mais si ces deux branches de l'art de guérir s'exercent avec autant de splendeur et d'utilité dans cette ville, il n'en est pas ainsi malheureusement dans le plus grand nombre des campagnes. Nous ne comptons, dans le district d'Angers, que deux médecins répandus soit dans les petites villes, soit dans les campagnes ou du moins s'il en existe d'autres, leur réputation n'est pas encore parvenue jusqu'à nous. Il n'en est pas de même des chirurgiens, il en existe un nombre assez grand tel que le tableau ci-dessus le prouve et, parmi eux, nous le dirons à regret, il y en a un grand nombre qui sont peu propres aux fonctions qu'ils doivent remplir comme chirurgiens de campagne.

En effet, si l'on jette un regard rapide mais juste sur les devoirs qui sont imposés au chirurgien de campagne, on voit qu'il y est absolument étranger, lorsqu'il commence à s'y livrer ; ce qui est une suite presque inévitable de la forme de ses études. Pour le concevoir, suivons pas à pas l'élève en chirurgie, qui se destine à exercer à la campagne, suivons-le, dis-je, dans ses études ; apprécions la réception à laquelle les statuts de chirurgie l'assujettissent et jugeons ensuite s'il est propre aux fonctions qu'il va remplir.

D'abord l'élève en chirurgie, même en suivant les derniers règlements concernant les études en chirurgie donnés en 1764, est obligé de suivre deux années de cours et assujetti à trois années d'exercice sous un maître en chirurgie ou deux années dans les hôpitaux de Paris. Après ces trois années d'études et d'exercice, cet élève se présente alors pour être reçu, cette réception consiste dans un seul examen, si l'endroit où il va se fixer est un bourg ou un village à foire et marché, ou si c'est une petite ville. Ainsi l'on calcule le degré de connaissance nécessaire au chirurgien d'après la grandeur de la ville, du bourg ou du village qu'il va habiter. Ainsi la santé ou même la vie des hommes devient plus ou moins précieuse suivant que les pays qu'ils habitent sont plus ou moins fameux par le nombre de leurs habitants.

Mais en quoi pouvaient consister de pareils examens, en de simples généralités, en des demandes superficielles sur quelques maladies chirurgicales seulement, je dis seulement, car c'eût été un crime de questionner l'aspirant sur une maladie interne. Les chirurgiens qui se le fussent permis, eussent été rappelés à l'ordre, l'aspirant lui-même eût pu leur dire : Je suis chirurgien, je n'ai étudié que les maladies externes ; je sais très bien que les principes relatifs aux maladies internes sont les mêmes que ceux des maladies externes, mais vous ne pouvez transgresser la loi, elle est impérative, vous devez m'interroger pendant trois heures sur les principes de la chirurgie, les saignées, les apostèmes, les playes et les médicamens (voir les Statuts de chirurgie), vous ne pouvez rien me demander au delà. Les opérations même de chirurgie, suivant les statuts, me sont étrangères, je ne dois en connaître que les cas où il faut les pratiquer, puisqu'il m'est défendu d'en faire et qu'il m'est enjoint d'appeler un de vous, ou un membre d'une autre communauté. Tels sont les examens, les épreuves, auxquels sont soumis les chirurgiens de campagne.

Voyons actuellement ce qu'on va exiger d'eux lorsqu'ils seront reçus. Sera-ce de la chirurgie proprement dite ? Non ou du moins bien peu. Au contraire, ce seront des connaissances de médecine et des connaissances pratiques jointes à celles de la chimie pharmaceutique, mais ils n'ont pas suivi de cours de maladies internes, mais ils n'ont aucune connaissance de thérapeutique médicale, de chimie, de pharmacie ; n'importe : telle est la tâche qu'ils vont remplir, ils n'ont étudié que de la chirurgie et ils ne vont faire que de la médecine et de la pharmacie, car ou celui qui a une maladie chirurgicale est pauvre ou il est riche. S'il est pauvre, il viendra dans un hôpital et il n'y a d'hôpitaux que dans les villes ; ou il est riche, et alors il se procurera la visite ou les soins d'un chirurgien de ville. Dans l'un et l'autre cas, le chirurgien de campagne n'est donc pas appelé, ou s'il l'est, c'est pour faire un pansement ordinaire ou faire ce qu'un autre chirurgien aura prescrit ; il s'ensuit donc qu'un chirurgien de campagne ne fait plus ce à quoi il s'est exercé ; il s'ensuit donc que la forme des études de la chirurgie est éminemment mauvaise, qu'elle est absolument immorale, et qu'on ne peut former des vœux trop ardents pour que le Comité de Salubrité n'adopte des moyens efficaces pour régénérer cette partie de l'art de guérir.

*Si nous osions ici exprimer quelques sentiments, ils seraient pour rénnir ces deux branches de l'art de guérir, dont les principes nous paraissent les mêmes, dont les connaissances sont tellement enchaînées et si nécessairement liées qu'elles nous semblent ne pouvoir être désunies sans que l'humanité n'en souffre : nous voulons parler de la médecine et de la chirurgie*¹.

Alors nous verrions de grands médecins pour les maladies internes et de grands médecins pour les maladies externes. Parmi eux il pourrait encore y en avoir qui se borneraient à l'exercice d'une partie exclusivement aux autres, mais ils exerceraient alors avec un succès d'autant plus assuré qu'ils seraient étayés dans leur pratique par de plus grands principes. En effet, il y a peu de maladies externes qui n'ayent besoin de secours médicaux et les maladies internes ne diffèrent des externes que parce que les unes ont leur siège à l'extérieur et les autres à l'intérieur, mais les moyens de les combattre diffèrent peu quant aux remèdes. Ce sont les premières qui conduisent à la connaissance des secondes.

Quant à la nécessité d'augmenter ou diminuer le nombre des médecins, des chirurgiens, des pharmaciens et des sages-femmes dans les villes ou dans les campagnes, nous pensons que le nombre des médecins est assez considérable pour la ville, ainsi que celui des chirurgiens, mais que celui des chirurgiens en suivant le régime actuel est trop peu nombreux dans les campagnes et que celui des chirurgiens comme chirurgiens, le serait peut-être trop. Nous croyons qu'on remédierait pour la suite à ces deux vues en adoptant le projet que nous avons énoncé de réunir ces deux parties de l'art de guérir.

Nous pensons pour les pharmaciens, qu'il y en a assez à Angers, et qu'il serait utile qu'il y en eût de dispersés dans les campagnes, qui fussent soumis tous les ans à une inspection pour leurs drogues, sans qu'on pût empêcher les médecins de la campagne d'en avoir chez eux. On sent que tout règlement contraire serait infiniment préjudiciable à l'humanité, puisqu'il arriverait souvent qu'un malade pourrait périr, avant qu'on eût pu se procurer les moyens de le remédier, quelque rapprochés que pussent être les pharmaciens distribués dans les campagnes.

Nous ne parlons point de la nécessité d'établir des hospices dans les campagnes, l'humanité réclame qu'il y en ait au moins un dans chaque district ; il pourrait peut-être être plus utile qu'il y en eût un dans chaque canton, ou bien que chaque médecin de canton fût chargé de donner aux malheureux des secours gratuits.

Pour les sages-femmes, nous ne pouvons que manifester nos vœux pour que les cours qui étaient institués en leur faveur dans chaque département, continuent, et que l'Assemblée Nationale prenne des mesures sages pour que chaque paroisse en ait au moins une d'instruite et pour empêcher que dans les paroisses où il y en a ou aura d'instruites, celles qui ne le sont pas, continuent d'exercer.

¹ Ce passage n'est pas souligné dans le texte. Il nous a paru devoir retenir spécialement l'attention en raison de la pensée qu'il renferme.

V. — Documents sur la vie patriotique sous la Convention

(P. 218, note 2.) 1. — RÉCEPTION PAR LE DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT D'UNE DÉPUTATION DE LA COMMUNE DE MAZÉ (DISTRICT DE BAUGÉ) (26 février 1793). (A. D., L 77. *Extrait du Reg. des délib. du Directoire exécutif du dép. de M.-et-L.*, 26 février 1793.)

Séance publique du 26 février 1793, an 2^{me} de la République

..... On a annoncé une députation de la commune de Mazé, district de Baugé ; le président l'ayant fait introduire, l'orateur de cette députation a dit :

« Citoyens,

« Le Conseil général et la Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité de la commune de Mazé ont donné la plus grande publicité à votre adresse du 22 janvier dernier. Ils n'ont rien épargné pour enflammer le zèle de leurs concitoyens ; ils ont ouvert un Registre ; hommes, femmes et enfants, tous ont voulu partager l'avantage d'être inscrits sur ce Registre, chacun a fait son offrande pour nos Frères des Bataillons. Il en résulte qu'il a déposé : 1^o en argent 25 l. 11 s. ; 2^o en cartes qui ne sont point du département, 3 l. 7 s. ; 3^o 772 l. 7 s. en assignats qui ont été convertis en achats de 66 paires de souliers, 20 chemises, 28 paires de bas, 36 mouchoirs, 2 culottes, l'une de drap, l'autre de toile. Nous avons été députés pour vous remettre ce dépôt. Citoyens, nous avons applaudi à votre ARRÊTÉ pris le 22 janvier contre les volontaires égarés qui ont quitté le poste d'honneur : 71 de nos concitoyens servent dans les bataillons de Maine-et-Loire ; aucun ne s'est rendu ; aucun ne se rendra ; nous en sommes certains, que quand les despotes ligüés contre nous seront terrassés et anéantis. Quoi ! n'entendent-ils pas la voix du brave Dumouriez qui les appelle pour voler de nouveau à la gloire ! Au nom de la Patrie, et pour l'honneur de nos Frères égarés, nous vous prions de faire exécuter cet arrêté contre les lâches qui ne voudraient point obéir à vos sollicitations fraternelles et patriotiques. »

Le Président, après avoir répondu que la commune de Mazé donnait en ce moment un grand exemple à toutes les communes du département, après avoir remercié au nom du Directoire, ses citoyens patriotes de leurs offres généreuses

et les avoir félicités sur le courage, le patriotisme, la bonne conduite des 71 guerriers qu'ils ont envoyés au secours de la patrie, et qui sentant vivement le prix de la liberté, ont mieux aimé souffrir les rigueurs du froid et de la faim que d'abandonner leurs drapeaux et faciliter par leur retraite le succès de nos ennemis, a engagé le Directoire à délibérer sur les moyens les plus prompts et les plus sûrs de donner au civisme de la commune de Mazé toute la publicité qu'il mérite.

Le Directoire flatté de trouver dans son territoire une commune qui manifeste des sentiments vraiment républicains et qui donne des preuves aussi multipliées de son amour et de son zèle pour la liberté et l'égalité ; convaincu que si son exemple était suivi par toutes les autres communes de la République, les despotes coalisés contre nous seraient promptement anéantis, et que l'étendard de la liberté, flottant sur les ruines de leur palais, annoncerait bientôt le retour de la paix et le règne heureux de la fraternité universelle :

Arrête unanimement qu'il en sera fait mention honorable sur ses registres, que le discours des citoyens députés de la commune de Mazé et le présent arrêté seront imprimés et envoyés dans tous les districts et communes du département, qu'une expédition sera adressée à la Convention nationale et une autre à la commune de Mazé.

Arrêté en Directoire, à Angers, les jours et an susdits. *Signé* : Villier, v. p. ; Bricbet, Bardet, Delavigne, Mamert Coullion, Coulonnier, Charlery, Papin, Boulet, procureur-général syndic, et Barbot secrétaire général.

(P. 216, note 2.) 2. — LETTRE DE L'IMPRIMEUR CH. MAME AU DÉPARTEMENT
(29 brumaire an II)

(A. D., Lt 938.)

Le républicain Mame aux républicains administrateurs du département de Maine-et-Loire.

Citoyens administrateurs,

Votre imprimeur, jaloux comme vous, de donner à la République une preuve non équivoque d'un véritable dévouement, croit devoir vous instruire du faible hommage qu'il fait pour le salut de la Patrie ; il eût eu plus de mérite, s'il eût pu le taire, mais il est des circonstances si impérieuses, qu'en vrai sans-culotte, alors qu'il voudrait qu'on ignorât ses bonnes actions, il se croit dans la triste nécessité de les faire connaître.

La lecture d'une lettre aux Représentants du Peuple, vous fera connaître mes sentiments pour la chose publique.

Copie d'une lettre du républicain Mame aux Représentants du Peuple près l'Armée de l'Ouest.

Citoyens représentants,

Il est d'un bon et brave républicain de faire des sacrifices, surtout lorsqu'ils peuvent désiller les yeux du peuple trop longtemps abusé.

Un imprimeur national, chargé de la confiance des autorités constituées, ne peut ni ne doit débiter des ouvrages qui, tout en prouvant l'imbécillité de nos bons ayeux, portent encore la teinte du fanatisme ; dont le frontispice est décoré des armoiries d'un ci-devant évêque ; qui sont terminés par des privilèges qu'un vrai sans-culotte voit toujours avec horreur.

Aussi, m'empressé-je de vous faire passer tous les usages, catéchismes, heures et paroissiens que j'ai eu en magasin. Ce sacrifice m'est d'autant plus agréable qu'il me fournit une nouvelle occasion d'être utile à ma Patrie.

On a consommé et on consomme beaucoup de papier pour faire des cartouches ; en employant à cet usage celui que j'offre à la Nation, il lui deviendra doublement avantageux. . . Mes sept enfants dont les deux aînés combattent toujours avec une constance et une bravoure républicaine les tyrans coalisés, depuis que la Patrie fut déclarée en danger, ne me feront aucun reproche du sacrifice que je fais pour la chose publique ; ils sont trop bons patriotes et trop bons républicains. D'ailleurs, en continuant de se bien conduire, ils acquerront des droits aux bienfaits et aux récompenses de la Convention.

Voilà, citoyens administrateurs, ce que j'ai fait et ce dont j'ai cru devoir vous faire part ; je ne suis mû que par le sentiment du salut de la chose publique, toute autre interprétation serait injuste.

Salut, fraternité :

Votre dévoué concitoyen,

MAME,

Votre imprimeur.

An 2^{me} de la République une et indivisible. Angers, 29 brumaire.

(P. 221) 3. — EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE DE L'OUEST, A ANGERS
(A. M., sér. I, 2 (89).)

Séance du 10 prairial, l'an 2^{me} de la République française, une et indivisible

Sur les deux heures après midi, les membres de cette Société réunis aux corps constitués, à la Garde nationale et à la Garnison, sont partis de l'ancienne salle de leurs séances, pour se rendre à la nouvelle, précédés d'une musique guerrière.

Arrivés au nouveau local, nous l'avons trouvé rempli d'une foule immense de Citoyens et Citoyennes des deux sexes.

Le Président ayant pris place, la séance a été ouverte par un discours du sans-culotte Gouron, qui a été couvert d'applaudissemens.

Le Président fait ensuite un autre discours, qui a été interrompu par l'arrivée des élèves du citoyen Guillonneau instituteur, qui ont défilé dans le sein de la Société, aux applaudissemens de toute l'assemblée.

Un membre ayant obtenu la parole, invite les citoyens et citoyennes de cette assemblée à se trouver assiduellement aux séances de cette société, et demande qu'il soit fait chaque jour où il n'y aura pas de séance de discussion, lecture des Loix et des nouvelles.

Les Élèves de Guillonneau, dit le Bataillon de l'Espérance, chantent ensuite des himnes patriotiques, dont les refrains chéris sont répétés par toute l'assemblée.

Les Membres de la Commission Militaire et plusieurs Chefs de la Garnison se présente ; un deux obtient la parole, et invite les Citoyens et Citoyennes de cette commune à fraterniser avec les Sans-culottes de cette société. Le Président au nom de la société lui vote des remerciemens et les invite d'assister aux séances de cette société, aussi souvent que leurs occupations pourront le leur permettre.

Plusieurs Citoyens et Citoyennes exécutent aux applaudissemens de l'assemblée, différents chants patriotiques, répétés avec ces hélans qui caractérisent si bien les vrais Républicains Sans-culottes, et entretiennent dans tous les cœurs, l'amour sacré de la Liberté et la haine des Tirans.

Un membre donne lecture d'une adresse de cette Société à la Convention, d'après un arrêté de la dernière séance¹.

Un membre propose et la société arrête de supprimer dans la rédaction de la dite adresse, les mots, *que la société s'épure* et qu'au surplus elle sera envoyée telle qu'elle est.

On demande et la société arrête, que pendant la décade prochaine, il n'y ait comme à l'ordinaire, que quatre séances, et que la première soit ouverte par la lecture du Rapport de Robespierre.

On lève la séance².

¹ « Sur la proposition de faire à la Convention une adresse de félicitations sur son Décret, que tout Français républicain reconnaît l'Etre suprême et l'immortalité de l'âme, arrête que le Comité de correspondance présentera à la prochaine séance la rédaction de la dite adresse. » (Séance du 5 prairial an II.)

² L'orthographe du texte a été respectée dans son entier.

(P. 244.) 4. — L'ÉCOLE DE MARS (Proclamation du district de Baugé),
6 messidor an II.

(A. D. L. 11 /t., dist. de Baugé, carton 31, Inst. sup.)

(Imprimé reçu par le département, 18 messidor an II)

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

District de Baugé

École de Mars

Liste

Des jeunes citoyens choisis par l'agent national près l'administration du District de Baugé, conformément au Décret de la convention nationale du 13 prairial dernier, pour se rendre à l'École de Mars, placée à la plaine des Sablons près de Paris.

1^o Joseph Lemonnier, de la commune de Baugé
2^o Pierre Château, de celle de Beaufort,
3^o Étienne-Florent Motreuil, de celle de Longué
(ville);

4^o Pierre Ossand, de Longué (campagne).
5^o François-Pierre Santerre, de Mazé;
6^o Henri-Toussaint Latabe, de Mazé.

Ces jeunes citoyens sont partis le 6 messidor. Le Directoire du District a chargé Pierre Ossand de la surveillance fraternelle sur ses collègues en route.

Au moment du départ, l'agent national leur a dit au nom de l'administration :

Citoyens,

Trop long-temps vos pères ont langué dans l'esclavage, les premières leçons qu'ils vous ont données étaient dictées par la crainte qu'inspirait le tyran; la philosophie travaillait alors au bonheur des Français; bientôt, elle a porté le Flambeau de la Raison sur tous les points de ce sol heureux; le fanatisme a disparu, le trône est renversé, la France est libre.

L'aurore de cette révolution vous a donné une nouvelle vie; vous avez passé subitement de l'esclavage à celui d'hommes libres, vous pouvez vous dire actuellement à vous-mêmes : Nous sommes comptés dans la société! Cette existence nouvelle doit nourrir dans vos cœurs l'amour de la patrie, dont vous allez devenir les enfants chéris et la haine des rois, que vous devez jurer d'exterminer. La Convention nationale vous appelle auprès d'elle pour vous faire instruire dans l'art de la guerre : C'est près du sanctuaire auguste des lois, que vous allez recevoir les premières leçons des exercices militaires : c'est sous

les yeux du Comité de Salut public, sous la surveillance de ces vertueux Républicains, dont la mémoire est à l'abri des siècles, que vous apprendrez à devenir l'effroi des tyrans et des traîtres.

Songez à vous rendre dignes du poste où vous êtes appelés; des mœurs sévères, un travail assidu; l'obéissance aux lois, sont les vertus qui caractérisent les vrais Républicains. que le bonheur de la Patrie soit le premier objet qui vous anime dans vos études et dans vos exercices; apprenez à étendre sa gloire, et à ménager ses intérêts; montrez aux tyrans, ligués contre elle, que les français savent allier les talents militaires à la valeur républicaine; faites dire à la race future que si l'Angleterre eut pour ministre un des plus grands scélérats de l'univers, les enfants de Mars ont su le faire rentrer dans le néant, et contribuer au bonheur et à la liberté des Peuples de l'Europe.

Arrêté par nous administrateurs du Directoire du District de Baugé; le six Messidor, l'an second de la République Française, une et indivisible. *Signé* : C.-A. Haran, Poilpré, Léonard, Ledoux, Caillot, agent national; J.-G. Ledoux, secrétaire.

A Angers, de l'imprimerie nationale, chez Mame, imprimeur du département.

(P. 244) 4. — L'ÉCOLE DE MARS : Lettre des élèves du district de Saumur
(16 messidor an II)

(A. D., L 11/T 175. Dist. de Saumur.)

*A la Plaine des Sablons, le 16 messidor de l'an 2^{me} de la République française,
une et indivisible*

Citoyen agent national,

Nous n'avons pas cru devoir séjourner plus longtemps ici sans t'annoncer notre arrivée qui a été très précipitée.

Nous sommes arrivés le 15 messidor n'ayant pris qu'un séjour en route et en faisant quelquefois double route.

La Plaine des Sablons où nous avons été tout de suite sans voir Paris est une vaste plaine large comme le Chardroneret et 3 fois plus longue ; elle est située à l'entrée du Bois de Boulogne ; tout y prend l'aspect le plus guerrier, l'exercice matin et soir ; aussitôt le 20 messidor nous serons organisés ; des académies de géographie se construisent au milieu de nous ; c'est là où nous comptons apprendre à être utiles un jour à la République. Le 30 messidor nous défilerons dans le sein de la Convention, nous y serons dans un nouveau costume. Les représentants viennent nous dire tous les jours les nouvelles satisfaisantes qui viennent de toutes les armées.

On nous a mis dans différentes milleries.

Nous sommes, avec reconnaissance, les élèves de l'École de Mars.

BONNIN, CAILLEAU, BAUDOUIN, DAVALLE, BOUGOUIN, PELTIER.

Au Citoyen Riffault, agent national du district de Saumur, à Saumur.
Département de Maine-et-Loire.

(P. 191, note 6.) VI. — **Discours sur l'instruction publique,**
par J.-B. Leclerc, député de Maine-et-Loire

(18 décembre 1792, l'an I de la République)

(Paris Jansen an VI^e, 24 p. in-8° : B. N., Le 38 2545. Musée pédagogique, n° 11.728. B. A., H 1567 (7). Publié d'autre part par J. Guillaume, *Proc.-verb. du Comité I. P., Conv.*, t. I, pp. 192-198.)

Citoyens,

Votre Comité n'a pas assez cherché les moyens de faire fréquenter universellement ce qu'il appelle les *écoles primaires* et par cela seul il a manqué son but.

Si vous admettez tel qu'il est le projet de décret qui vous est présenté, vous regretterez bientôt de n'avoir fait au peuple qu'une vaine promesse ; au lieu d'une institution utile et respectable, vous ne ferez qu'étendre sur la surface de la République la plaie mortelle des écoles dites *de charité* ; vos nouveaux établissements ne seront ni moins déserts, ni mieux dirigés ; vous n'aurez, au lieu d'instituteurs, que des maîtres d'école semblables à ceux que l'insouciance du gouvernement laissa jusqu'ici dans nos campagnes et même dans nos villes ; ainsi, avec des frais énormes, le peuple restera ou mal instruit ou sans instruction.

Mais cette ignorance du peuple n'est ni le seul ni le plus grave des maux qu'entretiendrait dans l'État l'admission pure et simple du projet de décret, J'y vois de plus un obstacle invincible à l'inauguration des mœurs républicaines, et, par conséquent, à l'établissement de la République.

Je vais développer ces propositions.

Je ne considérerai pas les écoles primaires comme faisant partie du système général d'instruction publique ; j'en dirai les raisons.

Je prouverai que ces écoles ne peuvent être profitables à l'État, si tous les citoyens sans distinction ne sont pas rigoureusement tenus d'y envoyer leurs enfants. J'indiquerai des moyens qui concilieront la sévérité de ce principe avec la liberté individuelle et les obstacles qui pourraient naître des localités.

Il ne s'agit point ici de poser les bases d'un système scientifique. Une école dans laquelle on enseigne, comme le porte l'article 1^{er} du projet qui vous est présenté, *les connaissances rigoureusement nécessaires à tous les citoyens*, ne saurait rester unie dans la pensée avec tous les autres degrés d'instruction ; cet objet important de la prospérité de l'État veut être traité isolément et d'après les seuls principes de la politique.

C'est pour n'avoir assez médité cette distinction que votre Comité a mal défini les devoirs de l'État relativement à l'instruction publique. Je n'aime pas à disputer sur les mots : néanmoins cela devient nécessaire pour préciser les idées et mettre dans un plus grand jour ma manière d'envisager cet objet. Je vais donc me permettre un léger examen de la définition du Comité.

Je vois dans la première ligne du rapport de Lanthenas, que l'instruction publique est *la première dette de l'État envers tous les citoyens*.

Ceci dit trop peu pour les écoles primaires et pour les autres degrés d'instruction. L'établissement des écoles primaires n'est pas une simple dette dont le créancier peut faire la remise et pour lequel le débiteur a tout fait lorsqu'il s'est mis en posture de payer ; c'est une obligation qui emporte réciprocité, de manière que si, d'un côté, chaque citoyen doit naître avec la certitude d'être instruit des choses qui lui sont *rigoureusement nécessaires*, il naît aussi avec le devoir de se procurer ces connaissances. Pour ce qui est des autres degrés d'instruction, au contraire, personne n'étant tenu de les parcourir, s'ils sont, comme j'en conviens, une dette de la République, tout homme sensé doit convenir aussi que ce serait en exagérer l'importance que de la placer au premier rang. Ainsi, de ces deux parties évidemment distinctes, l'une est plus que *la première dette de l'État* et l'autre l'est moins, d'où il suit que votre Comité a fait une confusion d'idées. Gardons-nous de l'imiter. Écartons dans cette discussion tout ce qui a trait au système général de l'enseignement. De quoi s'agit-il ici ? De disposer aux sciences ou aux arts les enfants de la Patrie ? Non : mais de leur apprendre ce qu'il importe que tout citoyen sache, de telle manière qu'il puisse, absolument parlant, être heureux et bien servir la République sans être obligé de recourir à des notions plus relevées. Traitons donc cette matière en législateurs plutôt qu'en savants, et, pour éviter toute espèce de rapprochement dans les idées, commençons par supprimer la dénomination *d'écoles primaires* ; substituons-y celle *d'écoles du citoyen*. Cette dénomination porte avec elle un sens plus précis et indique mieux les rapports sous lesquels cet objet doit être envisagé.

J'ai pris l'engagement de prouver que les *écoles du citoyen* ne seront d'aucune utilité à la Patrie si elles ne sont pas rigoureusement communes à tous : j'ai peu

Je ne m'appuierai ni sur l'opinion des philosophes ni sur l'exemple des républiques anciennes ; je puiserai toutes mes preuves dans la pratique du projet du Comité et dans ses effets sur le caractère national.

J'examine d'abord ce projet comme plan d'instruction seulement.

Votre Comité permet aux riches de s'abstenir des écoles, ou plutôt il semble les y inviter, puisqu'il ne leur cache pas qu'il spéculé sur la préférence qu'ils donneront à l'éducation particulière de leurs enfants, pour diminuer dans les villes le nombre d'instituteurs.

Les riches ne seront que trop disposés à céder à cette insinuation ; ainsi, en supposant qu'un beau zèle anime tout le reste de la société, voilà déjà une portion considérable pour laquelle l'établissement qu'on vous propose devient un objet à peu près indifférent, et c'est précisément celle qu'il était le plus

important d'y intéresser, parce que, par son éducation, sa lumière et ses loisirs, elle est plus que l'autre en état de choisir de bons instituteurs et de les surveiller ensuite dans leur enseignement.

Mais de l'autre portion, n'y aura-t-il pas encore une subdivision ? Ceux qui se croieront trop éloignés de l'école, les pauvres qui tirent parti des bras de leurs enfants dès qu'ils ont un peu de consistance ; enfin les insoucians, les hommes qui ne se croient pas faits pour l'instruction parce qu'ils ont l'habitude d'une ignorance héréditaire (et ceux-là sont en grand nombre dans les campagnes) ; tous ces citoyens dis-je, ne se tiendront-ils pas aussi à l'écart ?

Non, répondra quelqu'un, les écoles primaires sont universellement demandées, attendues ; tous les citoyens s'empresseront de profiter de leur établissement, parce que le nouvel état des choses a fait généralement sentir le besoin d'instruction.

Je dis que cela n'est pas exact : ce ne sont pas les citoyens qui demandent les écoles primaires qui en ont le plus besoin. Ceux-là sont dans une ignorance si profonde qu'ils ne savent même pas que vous leur préparez ce bienfait ; mais parmi les personnes mêmes qui vous pressent de les établir, combien en est-il que les fanatiques éloigneront par cela seul que vous aurez eu la sagesse d'écarter de l'enseignement tout ce qui a trait à la religion ? N'en doutez pas, bien des pères surpris, scandalisés même de ce que vous aurez fait composer des livres nouveaux pour remplacer *les Heures* et *le Catéchisme*, ouvriront facilement leurs cœurs aux malignes impressions des prêtres ; et soit par leur propre faiblesse, soit par condescendance pour celle de leurs femmes, ils voueront volontairement leurs enfants à l'ignorance, tant les préjugés religieux ont encore d'empire.

A quoi se réduit alors le nombre de vos élèves ? Quels hommes avez-vous pour leur choisir des instituteurs, et qui daignera se mettre sur les rangs pour l'être ? Je le dis avec douleur : vos écoles seront à peine aussi suivies que celles que nous nommons maintenant écoles de charité. Les instituteurs seront ridiculement choisis, tant parce que la classe éclairée des riches ne mettra aucun intérêt à ce choix, que parce qu'il n'y aura parmi les candidats que les ignorants ou les hommes de mauvaises mœurs qui ont avili jusqu'ici les fonctions de maître d'école.

On m'objecte que, pour ne pas faire usage des écoles primaires, les hommes éclairés ne se feront pas moins un devoir de guider leurs concitoyens dans le choix de bons instituteurs et de porter sur un établissement aussi précieux l'œil de la surveillance.

Que ne m'est-il permis d'y croire ! mais l'expérience ne le prouve que trop, où l'homme n'a pas un intérêt personnel il n'agit qu'avec tiédeur, et ce n'est pas dans une chose aussi pleine d'ennuis et de dégoûts qu'on peut s'en rapporter au patriotisme seul ; voici d'ailleurs une réflexion qui détruit toute espérance à cet égard.

Il y a dans la tendresse paternelle un certain intérêt d'orgueil, un sentiment exclusif que les pères se dissimulent, mais qui agit sur les plus vertueux,

comme furtivement et à leur insu. Ce sentiment, que je suis loin de condamner, les porte à voir avec un certain plaisir tout ce qui promet à leurs enfants de la supériorité, soit dans les formes extérieures, soit dans les grâces de l'esprit. Quelque impérieuse que soit la voix de la patrie, l'ambitieux fera son possible pour empêcher que des talents capables de lui faire ombrage ne sortent de la foule par les soins d'un instituteur habile. Il intriguera à sa place pour mettre un homme incapable, et l'homme de bien lui-même se retirera de l'élection, satisfait d'avoir acquitté sa conscience en donnant son suffrage au plus digne, mais joyeux peut-être d'avoir perdu sa voix, parce qu'il restera plus assuré par là que ses enfants n'auront point d'émules à craindre.

La même chose arrivera dans la surveillance. Tel est le cœur de l'homme ; son zèle ne se déploie dans toute son étendue que dans les choses qui l'intéressent directement ; il est tiède pour ce qui n'intéresse que les autres, et prêt à composer avec ses devoirs pour s'opposer à ce qui pourrait blesser ou son ambition, ou son amour-propre.

Quel fruit retirerez-vous donc de vos écoles ? Aucun. Elles seront complètement nulles pour l'instruction, et alors c'en est fait de l'égalité, car il n'en existe point chez un peuple dont une portion est, par quelque cause que ce soit, dans la dépendance de l'autre. Or, il est évident que l'ignorance absolue des habitants d'une partie de la République les met dans la dépendance des hommes instruits.

C'en est encore fait de la paix publique, car il n'en existe point chez un peuple où les intrigants et les ambitieux peuvent aisément exciter la multitude : or, rien n'est plus facile à mettre en mouvement que les hommes qui ne connaissent ni leurs droits, ni leurs devoirs.

Maintenant, quelle influence auront vos écoles sur le caractère national ?

Aucune. Elles ne produiront pas le plus petit changement dans les mœurs. En vain feriez-vous composer des bibliothèques entières, l'aristocrate n'en communiquera pas moins à son fils les principes qui sont dans son cœur. L'enfant du riche n'en sera pas moins orgueilleux de son gouverneur ; il n'en regardera pas moins en pitié les enfants du pauvre, avec lequel il ne communiquera point. Le fanatique n'en fera pas moins de ses fils des imbéciles qui lui ressembleront et troubleront la société comme leur père : en un mot, tout ira comme par le passé ; car ce ne sont pas les livres, mais les passions qui dirigent les hommes.

Que faut-il donc pour régénérer nos mœurs ? Une éducation commune. On n'y parviendra point sans ce moyen, et avec lui, rien n'est plus facile.

En effet, grâce à l'éducation commune, l'instruction se répand partout, et l'on est assuré qu'elle est bonne. Tous les citoyens y ayant le même intérêt, on peut choisir les instituteurs parmi les pères de famille respectables, il s'en présente un grand nombre, et l'on voit disparaître de la liste des candidats ces êtres grotesques que les simples croyaient fort habiles, parce qu'ils lisent et écrivent vaille que vaille. Alors les écoles sont bien dirigées. L'homme estimable qui est à leur tête y met d'autant plus de soin que les regards de tous ses concitoyens sont continuellement fixés sur lui.

Au moyen de l'instruction commune, vous déjouez toutes les passions funestes au bien public, vous dérobez le cœur des enfants à l'aristocratie des parents, à leur orgueil, à leur fanatisme. Vous les accoutumez à la sociabilité, à l'égalité. Devenus hommes, ils sont toujours des amis, des frères, tous *accordans ensemble*, comme dit le bon Plutarque, *pour avoir été, dans leur enfance, acheminés à une même trace, et moulés sur une même forme de la vertu*.

J'entends souvent parler de l'utilité, de la nécessité même des fêtes civiques. Eh bien, en pouvez-vous imaginer une source plus abondante que l'instruction commune? En sera-t-il de plus intéressantes que celles où vous aurez à donner, en présence de tous les parents réunis, des éloges et des encouragements, soit aux instituteurs, soit aux élèves qui se seront le plus distingués? Ne voyez-vous pas accourir à ces fêtes toutes les mères entourées de leur famille, et le célibat honteux s'enfuir à l'aspect des transports de la joie paternelle? Ah! comment votre Comité a-t-il pu négliger ce ressort politique? Citoyens, si le vaisseau de l'État peut être sauvé, si la République doit arriver à bon port, c'est parce que vous aurez fait usage de ce gouvernail : sans lui vos voiles vous précipiteront d'écueils en écueils, et vous périrez après une longue tourmente.

Mais, dira quelqu'un, n'est-ce pas gêner la liberté que de forcer les parents à envoyer leurs enfants à l'école du citoyen? Non, c'est assurer, au contraire, que chaque individu aura les moyens de la conserver, et là-dessus la République ne doit s'en rapporter qu'à elle-même.

— Mais, poursuit-on, n'est-ce pas blesser l'autorité paternelle?

Non. C'est seulement exercer celle de la patrie, et d'ailleurs on verra, par les articles que j'ai à proposer que mon intention est de l'adoucir assez pour qu'on ne l'accuse pas d'être tyrannique.

Mais enfin, ajoute-t-on encore, n'est-ce pas attenter à la propriété du pauvre, qui reçoit souvent une partie de sa subsistance du travail de ses enfants?

Non ; car je propose d'indemniser l'indigent de la privation des enfants qui lui servent de soutien, et je n'ai qu'un mot à répondre à ceux qui m'objecteraient l'énormité des frais que cela nécessite. Les riches ne songent pas assez que c'est surtout à eux qu'il importe que leurs frères ne restent pas dans l'ignorance, que l'état républicain est mêlé de dangers, et que souvent de légers sacrifices en empêchent de plus grands. Je les invite à bien méditer cet avertissement.

A Sparte, le père qui ne voulait pas soumettre son fils à l'éducation commune était privé des droits de citoyen : cela était juste ; il donnait lieu à des soupçons, il contrariait les lois établies ; il faisait preuve d'égoïsme, et la première qualité du républicain est le dévouement entier à la cause générale. Je vous propose de décréter la même chose, avec des modifications que cependant je crois convenables à nos mœurs et à notre localité.

Je ne développe pas ici ces modifications, parce qu'il suffira de les énoncer dans le projet de décret que j'ai à vous présenter, pour en faire sentir les motifs ; mais je ne puis passer sous silence une observation qui sert à démontrer que, s'il est toujours juste que celui qui ne veut pas que ses enfants soient

élevés sous les yeux de la République ne participe pas aux droits du citoyen, cette mesure est surtout nécessaire dans les circonstances où nous nous trouvons.

Le virus aristocratique et sacerdotal circule encore dans les veines de bien des hommes ; une loi sur l'instruction commune vous les fera connaître. Qui-conque refusera d'y obéir peut légitimement être soupçonné d'être atteint de l'une ou de l'autre de ces maladies, et certes, il n'est personne de vous qui ne sente la nécessité de l'éloigner de toutes les assemblées politiques, comme un contagieux qu'il faut séparer de la foule, de peur que son mal ne devienne épidémique.

Je propose de substituer au premier article du projet du Comité, celui-ci :

« Il sera établi, dans toute l'étendue de la République, des *écoles du citoyen*. On y enseignera les connaissances rigoureusement nécessaires à tous les citoyens. Les personnes chargées de l'enseignement dans ces écoles s'appelleront *instituteurs*. »

Je propose ensuite d'ajouter au projet les articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Nul ne sera dispensé d'envoyer ses enfants aux *écoles du citoyen*.

ART. 2. — Il sera dressé, sur les soins des officiers municipaux de chaque commune, un état de tous les enfants ayant atteint l'âge de sept ans. Cet état sera remis à l'instituteur.

ART. 3. — Celui-ci tiendra registre des enfants qui ne se rendront pas à son école, et en fera un rapport au moins une fois par mois à la municipalité, qui sera tenue de mander devant elle le père, ou autre parent, chargé de chaque enfant. Le maire lui lira la présente loi, lui fera publiquement une représentation amicale et fraternelle, et lui dira ensuite : *Au nom de la république, je me plains de ce que vous ne remplissez pas envers l'enfant dont vous êtes chargé les devoirs que vous impose la patrie.*

ART. 4. — Si, dans le courant du mois qui suivra cet avertissement, l'enfant ne paraît point aux écoles du citoyen, l'instituteur en fera son rapport à la municipalité, qui mandera de nouveau le père, ou autre parent chargé de l'enfant. Le maire lui rappellera la présente loi, l'avertissement précédent, et finira par ces mots : *Au nom de la république, et pour la dernière fois, je me plains de ce que vous ne remplissez pas envers l'enfant dont vous êtes chargé les devoirs que vous impose la patrie, et je vous préviens que, si dans le courant du mois prochain il ne suit pas les écoles, vous aurez perdu vos droits de citoyen, si c'est un homme, et le droit d'assister aux fêtes civiques, si c'est une femme.*

ART. 5. — Si ce second avertissement est inutile, l'instituteur en fera son rapport, et la municipalité prononcera que tel a perdu les droits de citoyen, ou que telle a perdu le droit d'assister aux fêtes civiques.

ART. 6. — Ne seront néanmoins tenus d'assister avec assiduité ceux dont la demeure sera distante de plus de cinq cents toises, à condition toutefois que les parents justifieront qu'ils sont en état, soit par eux-mêmes, soit par d'autres, de procurer à leurs enfants les mêmes connaissances que celles qui seront

enseignées dans les écoles du citoyen, mais ces enfants seront tenus de se rendre auxdites écoles au moins une fois par semaine pour y subir un examen.

ART. 7. — Si, par cet examen, il est constaté que l'enfant manque d'instruction, ou par faute d'enseignement, ou par un mauvais mode d'enseigner, l'instituteur exigera qu'il rentre dans l'assiduité commune, et s'il y manque, il fera son rapport à la municipalité, qui se conformera à ce qui est prescrit aux articles 3, 4 et 5 du présent décret.

ART. 8. — Si les parents prétendent que l'enfant est suffisamment instruit, la municipalité ordonnera un nouvel examen en sa présence, un jour d'instruction publique et jugera.

ART. 9. — Les Comités de secours, d'instruction publique et des finances se réuniront pour présenter, sous quinze jours, les moyens les plus efficaces de subvenir aux besoins des enfants indigents et d'indemniser leurs parents de la perte qui pourrait résulter pour eux du temps que ces enfants consacreront à leur instruction dans les écoles du citoyen.

**VII. — Documents sur les écoles primaires de Maine-et-Loire
(an II-an VIII)**

1. — Sur l'application de la loi du 29 frimaire an II dans le district de Baugé. (Extrait d'un état de mandatement dressé par application de l'art. 13 de la loi.)

2. — Sur l'application de la loi du 27 brumaire an III. (Extrait du registre des délibérations du jury d'instruction du dist. de Baugé. Admissions et refus d'instituteurs.)

3. — Sur l'application de la loi du 3 brumaire an IV : Arrêté du département sur la constitution des jurys d'instruction (22 frimaire an IV).

4. — Arrêté de l'administration du département portant Règlement scolaire départemental (23 germinal an IV.)

5. — Tableau des Instituteurs nommés par le jury d'instruction et confirmés par l'administration (an IV-an V inclus.)

6. — État nominatif des Instituteurs établis dans le département et auxquels sont dues chacun an les sommes tenant lieu d'indemnité de logement (4 ventôse an IV-14 ventôse an VIII.)

(P. 209) 1. — *État des visas apposés par le Directoire du district de Baugé en conformité de la loi du 29 frimaire an 2^{me} sur l'organisation de l'instruction publique, article 13, sur les mandats des municipalités, délivrés au profit des instituteurs de leur arrondissement.*

(A. D. L 11 /T. Dist. de Baugé (dos. 31.)

NOMS des MUNICIPALITÉS	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS	Nombre d'écouliers qui ont suivi leurs leçons pendant chaque mois			DATES des VISAS	MONTANT des MANDATS
		PENDANT LE MOIS	PENDANT LE MOIS	PENDANT LE MOIS		
Guédéniau.....	Desvignes (Pierre) instituteur.	Du 20 floréal au 20 prairial, an II, 35.	Du 20 prairial au 20 messidor, 36.	Du 20 prairial au 20 thermidor 21.	28 thermidor, an II.	153 l. 5 s.
Guédéniau.....	Chevalier (Marie) institutrice.	Du 20 floréal au 20 prairial, an II, 18.	Du 20 prairial au 20 messidor, 16.	Du 20 messidor au 20 thermidor, 10.	8 fructidor an II.	55
Jarzé.....	J.-B.-Laurent Decorce. institutrice	Du 13 prairial au 13 messidor, an II, 30.	Du 13 messidor au 13 thermidor, 30.	Du 13 thermidor au 13 fructidor. 30.	17 fructidor, an II.	185
Baugé.....	Citoyenne Thibault, institutrice.	Du 5 prairial, an II.			18 fructidor, an II.	205 12 6 d.
Baugé.....	Citoyenne Bardet, institutrice.	Du 5 prairial, an II, au 5 messidor.			26 fructidor	102 10 10
Lehemiré.....	Citoyenne Cailliot, institutrice.	Du 21 prairial, an II, au 25 du dit, 20.	Du 25 prairial au 28 du dit, 40.	Du 28 prairial au 21 fructidor, an II, 47.	7 vendémiaire, an III	163 11 10
Jarzé.....	Citoyenne M. Marquet, institutrice.	Du 22 prairial, an II, au 22 mess., 30.	Du 22 messidor au 22 thermidor, 30	Du 22 thermidor 22 fructidor, 30.	13 vendémiaire, an III.	112 10
Mazé.....	Citoyenne Pellé, institutrice.	Du 5 messidor au an II, au dernier fructidor, 33.	Du 10 thermidor an II, jusqu'au dernier fructidor, 5		26 vendémiaire, an III.	127 5 10
Baugé.....	Orfray (François), instituteur.	Du 13 thermidor, an II.		Au 12 brumaire, an III.	26 brumaire, an III.	228 10 9
Baugé.....	Planchet (J.-Baptiste), instituteur.	Du 6 thermidor, an II.		Au 5 brumaire, an III.	26 brumaire, an III.	157 4 2
Guédéniau.....	Desvignes (Pierre), instituteur.	Du 20 thermidor au 20 fructidor, 20.	Du 20 fructidor au 20 vendém., an III, 20.	Du 20 vendémiaire au 20 brum., an III, 20.	28 brumaire, an III.	100
Baugé.....	Lemasson, institutrice.	Du 26 thermidor au 26 fructidor.		Au 26 brumaire, an III.	28 brumaire, an III.	118 2 6
Baugé.....	Bardet, institutrice.	Du 5 fructidor au 5 vendémiaire.		Au 5 frimaire, an III.	7 frimaire, an III.	64 7 6
Baugé.....	Thibault (sœur), institutrice.	Du 5 fructidor au 5 frimaire, an III.			13 frimaire, an III.	158 2 6
Jarzé.....	Decorce (Jean-Baptiste- Laurent).	Du 13 fructidor, an II.		Au 13 frimaire, an III.	14 frimaire, an III.	186 14 5
Guédéniau.....	Chevalier (Marie), institutrice.	Du 20 thermidor au 20 fructidor, 7.	Du 20 fructidor au 20 vendém., an III, 7.	Du 20 vendémiaire au 20 brumaire, 11.	21 frimaire, an III.	31 5
Corné.....	Le Mercier (Madeleine), institutrice.	Du 1 ^{er} vendémiaire 3 ^e année.		Au 1 ^{er} nivôse, 3 ^e année.	2 nivôse, an III.	123 15
Corné.....	Le Mercier (Bernard), instituteur	Du 1 ^{er} vendémiaire an III.		Au 1 ^{er} nivôse, 3 ^e année.	2 nivôse, an III.	153 2

(P. 282) 2. — EXTRAITS DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU JURY D'INSTRUCTION DU DISTRICT DE BAUGÉ.

(A. D., L 11/T 31.)

Admission n° 3. Dud. jour Nonodi 3^e Décade de Ventôse.

Le Jury assemblé comme dit est de l'autre part dans la Salle de ses séances, s'est présentée Citoyenne Anne Bardet, Vve Nicolas Guinebert demeurante Commune dud. Baugé, laquelle a demandé la place d'institutrice dans la Commune de Clefs, offrant subir l'examen au cas requis, ce qu'ayant été fait et le jury l'ayant trouvée suffisamment instruite pour occuper l'employ qu'elle requert, le Jury luy a conféré l'employ d'institutrice dans la d. Commune de Clefs après avoir représenté son certificat de civisme et promettant de s'appliquer à acquérir quelques connaissances qui lui manquent et à perfectionner son écriture, observant qu'elle lit bien et que c'est une mère de famille recommandable par les soins qu'elle s'est donnée pour inspirer une bonne conduite à ses enfants et leur procurer une bonne éducation et à la charge par elle d'apporter au Jury le vœu de la Commune de Clefs.

HAUTREUX ; BOULIGUIN ; CAILLIOT.

.....

Refus n° 1^{er}. Dud. jour

S'est présenté au Jury Citoyen Charles Malard de la Commune de Clefs lequel a requis l'employ d'instituteur dans la Commune de Clefs et ayant été procédé à l'examen de ses talents et remarqué qu'il n'a aucun principe d'écriture, que la sienne est fort mauvaise, qu'il ne sait pas la division, qu'il est très faible sur les trois autres règles premières et qu'il n'a pas la moindre teinture de géographie et d'arpentage, le Jury l'a jugé incapable d'occuper la place qu'il désirait.

HAUTREUX ; BOULIGUIN ; CAILLIOT.

(P. 295) 3. — ARRÊTÉ DU DÉPARTEMENT SUR LA CONSTITUTION DES JURYS D'INSTRUCTION (22 frimaire an IV).

(A. D., L 88. Dép. *Proc.-verb.* S. 23 frimaire an IV. *Aff.*, n° 44, 27 frimaire an IV.)

Séance publique du 22 frimaire an IV

L'administration du département, considérant qu'une des plaies les plus profondes que la Révolution ait imprimées à la France est la désorganisation et

la cessation entière de tout enseignement ; que, dans ce département en particulier, l'éducation, depuis six ans, est dans un tel état de nullité et d'abandon, que la jeunesse y consume dans l'oisiveté le seul tems de la vie qui soit propre à l'instruction, que ses facultés que la culture aurait développées, accrues, multipliées, s'abâtardissent et s'émoussent ; qu'une génération presque entière a été perdue ainsi pour la liberté et la patrie si même elle ne lui devient pas funeste, puisque l'ignorance est le plus grand fléau des gouvernements libres ;

Considérant que l'établissement de l'instruction publique si longtemps promis et si impatiemment attendu ne peut plus désormais éprouver d'obstacles puisqu'il est décrété constitutionnellement et que la Convention nationale avant de terminer sa session a rendu les lois organiques destinées à la mettre en activité ; que d'ailleurs cet établissement est invoqué par le cri général des pères de famille, des jeunes gens eux-mêmes et de tous les amis des talens et des mœurs ;

Considérant qu'une mesure préliminaire, indispensable à prendre avant de procéder à ce grand ouvrage, est de nommer des jurys d'instruction dont tous les membres soient d'un patriotisme et d'un talent distingués, qui, connaissant toute l'importance, l'étendue et difficulté de leurs fonctions portent dans les choix qui leur seront confiés cette impartialité qui, sourde à toutes les avances s'élève au-dessus de toutes les affections et cette sévérité qui ne fait pas plus de grâce à l'immoralité qu'à l'ignorance.

Arrête sur ce oui le commissaire du Directoire exécutif :

ARTICLE PREMIER. — Le territoire du département est divisé, pour l'instruction publique, en cinq arrondissements, savoir : Angers, Saumur, Baugé, Le Lion, Beaupréau.

Le tableau des cantons faisant partie de ces divers arrondissements demeurera joint au présent arrêté.

ART. 2. — Les jurys d'instruction des écoles primaires sont composés ainsi qu'il suit :

Angers : Les citoyens Mamert-Coullion, ex-administrateur du département ; Bardet, *idem* ; Coutouly, officier de santé.

Saumur : Cadieu, ex-administrateur du district ; Rossignol, Taillefer, *idem* ; Cosnard, médecin.

Baugé : Meignan de Boiserie, Ferrière, juge de paix ; Cailliot, Rochellerie, notaire.

ART. 3. — La position où se trouvent les arrondissements du Lion-d'Angers et Beaupréau ne permettant pas que l'on y organise l'instruction publique, il est sursis à la formation des jurys dans cette partie du département.

ART. 4. — Les administrations municipales présenteront, dans le plus court délai, leurs vues sur le nombre d'écoles qu'il convient d'établir dans leur canton et désigneront les lieux de leur placement. Ce travail doit être dégagé de tout esprit de localité et n'offrir qu'un résultat de combinaisons sages, basées sur l'intérêt public et les progrès de l'instruction.

ART. 5. — Les membres composant les jurys d'instruction publique en

chaque arrondissement entreront de suite en activité, afin de préparer, par un choix d'instituteurs probes, instruits et patriotes l'ouverture des écoles primaires qui aura lieu aussitôt que l'Administration départementale, d'après l'avis de celle du canton, aura désigné les communes où elles seront établies.

ART. 6. — Le jury d'instruction pour les écoles primaires de l'arrondissement d'Angers fera en même temps les fonctions de jury pour l'école centrale du département ; en conséquence, les membres qui le composent procéderont à l'examen des citoyens qui aspireront aux places de professeurs dans cette école.

ART. 7. — Les citoyens qui se dévoueront à l'enseignement public tant dans les écoles primaires que dans l'École centrale, se feront inscrire, savoir : Les premiers dans le lieu qu'indiquera à cet effet chaque jury d'instruction dans son arrondissement et les seconds au secrétariat de l'administration du département.

Le présent arrêté sera imprimé tant en in-8° qu'en placard, affiché dans tous les lieux où besoin sera ; il sera envoyé à toutes les administrations municipales, à chaque membre des divers jurys et au ministre de l'Intérieur.

*Département de Maine-et-Loire divisé pour l'instruction publique
en cinq arrondissements*

Angers (13 cantons) : Angers, La Meignanne, Les Ponts-de-Cé, Blaison, Rochefort, Chalonnes, Saint-Mathurin, Trélazé, Pellouailles, Savennières, Saint-Georges, Ingrandes, Le Louroux.

Beaupréau (15 cantons) : Beaupréau, Montglonne, Champtoceaux, Montrevault, La Pommeraie, Sainte-Christine, Cholet, Saint-Léonard, Montfaucon, Vezins, Maulévrier, Jallais, Yzernay, La Romagne, Saint-Macaire.

Saumur (19 cantons) : Saumur, Ambillou, Brezé, Coudray, Doué, Fontevrault, Gennes, Saint-Georges-des-sept-Voies, Montreuil-Bellay, Le Puy, Vihiers, Coron, Nueil, Martigné, Brissac, Thouarcé, Chanzeaux, Brain-sur-Allonne, Les Rosiers.

Baugé (10 cantons) : Baugé, Beaufort, Longué, Seiches, Mouliherne, Mazé. Noyant, Vernail, Fougeré, Jarzé.

Le Lion (13 cantons) : Segré, Châteauneuf, Morannes, Tiercé, Durtal, Contigné, Champigné, Feneu, Pouancé, Candé, Bouillé-Ménard, Le Lion-d'Angers, Saint-Martin-du-Bois.

(P. 295) 4. — ARRÊTÉ DE L'ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE PORTANT RÈGLEMENT SCOLAIRE DÉPARTEMENTAL (23 germinal an IV).

(A. D., L 90. Dép. S. 23 germinal an IV. Imprimé en 806 p. Angers, Mame, imprimeur du D. — Reproduit dans *les Aff.*, n° 117, 22 floréal an IV, p. 503.)

*Séance publique du 23 germinal
l'an 4^{me} de la République française une et indivisible*

... Un membre a exposé que déjà un grand nombre d'instituteurs primaires ont été nommés dans le département, qu'il convient de les subordonner à un régime uniforme en même temps que l'on déterminera la rétribution qui leur sera payée pour chaque élève.

L'administration considérant qu'elle ne croira avoir rien fait pour l'instruction publique tant qu'il en restera quelque partie à organiser ; qu'en traçant aux instituteurs leurs obligations, elle doit, en conformité de la loi, y attacher une indemnité proportionnelle à leurs soins et à leurs veilles ;

Considérant que le calendrier républicain en établissant une nouvelle division des mois ne permet plus de suivre l'heure ancienne pour la fixation des jours de repos ;

Considérant que l'enseignement public doit être dégagé de toute pratique religieuse, que la manifestation d'opinions ou de principes qui auraient pour but de consacrer tel ou tel culte serait aussi impolitique que dangereuse ;

Considérant enfin que tous les instituteurs primaires sont sous la surveillance immédiate des administrations ; que, destinés à élever l'enfance et à faire germer dans son cœur l'amour de la Patrie et le désir de la servir, un jour, ce n'est que par un plan uniforme d'éducation vraiment nationale qu'ils régleront cette tâche imposante et justifieront la confiance de leurs concitoyens ;

Arrête sur ce, ouï le commissaire du pouvoir exécutif et vu l'article 8 de la loi du 3 brumaire :

ARTICLE PREMIER. — La rétribution annuelle des instituteurs primaires sera par chaque élève de 24 livres payables par trimestre en mandats ou assignats, valeur représentative du mandat.

ART. 2. — Conformément à l'article 9 de la loi du 3 brumaire, les administrations municipales pourront excepter de cette rétribution un quart des élèves pour cause d'indigence.

ART. 3. — Les instituteurs pourront accorder six jours de congé par mois à leurs élèves qui seront nécessairement les décadis et quintidis.

ART. 4. — Toute pratique religieuse, tout enseignement relatif à un culte quelconque sont expressément défendus dans les écoles primaires.

ART. 5. — Les instituteurs enseigneront à lire, à écrire et à calculer ; en attendant les livres classiques dont le Conseil législatif a ordonné l'impression

et l'envoi au département, ils mettront aux mains de leurs élèves le catéchisme républicain, les droits de l'homme, l'acte constitutionnel et quelques élémens de géographie.

ART. 6. — Les administrations municipales veilleront à ce que le nombre des élèves pour chaque instituteur ne soit pas porté à plus de quarante, afin que les soins moins partagés s'étendent également sur tous ; dans le cas où un seul instituteur ne paraîtrait pas suffisant pour l'arrondissement, en raison de sa population, les administrateurs municipaux en avertiront ceux du département qui, sur leur demande, en accordera un second.

ART. 7. — La durée des écoles sera déterminée par l'administration municipale, suivant les convenances et les localités ; dans tous les cas, elle ne pourra être moindre de quatre heures par jour.

ART. 8. — Les administrations municipales ne perdront jamais de vue que la République ne peut se consolider ni atteindre ses hautes destinées que par les progrès de la morale et de l'instruction ; elles en environneront le berceau et leur bienveillance toujours active sera un mutuel encouragement pour l'instituteur et les élèves.

Elles sont chargées de tenir la main à l'exécution du présent.

ART. 9. — Le présent arrêté sera soumis à l'approbation du directoire exécutif conformément à l'article 10 de ladite loi.

Au département de Maine-et-Loire, séance publique à Angers, le 23 germinal an 4^{me} de la République française une et indivisible. Signé VILLIER, président ; LETERME-SAULNIER, BRICHET, BARANGER, GAUDAI, A. MONNIER commissaire du pouvoir exécutif ; Letourneau, secrétaire en chef.

P. S. — Vu la lettre du ministre de l'Intérieur en date du 6 floréal portant qu'en attendant que le Directoire exécutif ait prononcé sur l'arrêté ci-dessus, il en autorise l'exécution provisoire.

L'administration du département arrête que son arrêté sera provisoirement exécuté dans les écoles primaires du département.

(P. 300) 5. — TABLEAU DES INSTITUTEURS DU DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE NOMMÉS PAR LE JURY D'INSTRUCTION ET CONFIRMÉS PAR L'ADMINISTRATION.

NOMS DES INSTITUTEURS	DATE DE LEUR NOMINATION par le jury	Confirmation de leur nomination par le département	Noms des communes de leur résidence	Nom des chefs-lieux de cantons de la commune	Indemnité pour tenir lieu de logement	OBSERVATIONS
François Cassius.....	25 pluviôse	4 ventôse	Neuillé	Brain-s.-Allonnes	200 l.	117 l. 15 s. 6 d
François Ferdriau.....		2 idem.	Port-la-Vallée	Port-la-Vallée	200	remplacé.
Maurice Lecoq.....		24 thermid., an IV	idem	idem	200	116 l. 13 s. 4 d
François Loquier *		6 ventôse	Beaufort	Beaufort	200	107 15 2
Pierre Couronné.....		22 idem	Varains	Saumur	200	108 6 3
Maurille Simon.....	15 ventôse	21 idem	Ponts-de-Cez	Ponts-de-Cez	200	108 6 3
Ayma d Dubord.....	5 idem	21 idem	Martigné	Martigné	200	108 6 3
Pierre Poisson.....	idem	21 idem	Georges-les-Mines	idem	200	104 19 9
François Brunels *	26 idem	27 idem	Meurs	Ponts-Libres	200	101 2 2
Besnard.....		4 germinal	Baugé	Baugé	200	101 2 2
François Lausaouis.....	3 idem	4 idem	Sulpice-s.-Loire	Blaison	220	94 19 5
Louis Poisson *	10 idem	15 idem	Beaucite	Beaucite	200	88 17 6
Marie Keller.....	25 idem an IV	26 idem	Ponts-Libres	Ponts-Libres	200	85 11 »
Nicolas Guichard.....	18 idem	2 floréal	Longué	Longué	200	83 6 8
Chevreux *		6 idem	Châteauneuf	Châteauneuf	200	83 6 8
Jean de la Place *		6 idem	Ponts-Libres	Ponts-Libres	200	77 3 11
François Guillier.....		17 idem	Autance	idem	200	71 13 1
Pierre Péricard.....		27 idem	Remi-la-Varanne	Blaison	200	142 4 »
Georges Martin *	26 floréal	28 idem	Angers	Angers	400	138 17 6
Muzet.....	27 idem	1 prairial	idem	idem	400	137 15 4
Jean Perrier *	29 idem	2 idem	idem	idem	400	137 15 4
Mathurin Papin.....	1 ^{er} prairial	2 idem	idem	idem	400	103 6 6
François Labussière.....	1 ^{er} messidor	3 messidor	idem	idem	400	103 6 6
Jean-Guillain Cinet.....	idem	3 idem	idem	idem	400	93 5 4
Jean Tijou.....		3 idem	Rochefort	Rochefort	200	36 6 8
Joseph-P. Guillonneau *		12 idem	Angers	Angers	400	32 3 8
Gaudin.....	4 prairial	6 thermidor	idem	idem	400	29 19 4
Maurice Lecoq le Jeune *		8 idem	Port-la-Vallée	Port-la-Vallée	200	18 17 8
René Guittonneau.....	12 messidor	12 idem	Montreuil-Bellay	Montreuil-Bellay	200	9 19 6
Frelon *	22 thermidor	2 fructidor	Fougeré	Fougeré	200	1 2 2
TOTAL					7600 l.	

Fait au dép. de Maine-et-Loire le 11 fructidor, an IV de la Rép. une et indivisible.

Signé : VILLIER, GAUDAIS, SCOTY, secrét.-adjt.

1^{er} état supplétif (envoyé au ministre de l'Intérieur le 6 ventôse, an V).

Hubert.....	25 prairial	28 prairial, an IV	Angers	Angers	400 l.	
Perdriau père *	3 brumaire, an IV	3 nivôse, an V	Saumur	Saumur	300	
Marc-Antoine Lamy *	15 fructidor, an IV	18 fructidor, an IV	Trelazé	Trelazé	200	
Alexandre Linard.....	25 nivôse, an V	28 nivôse, an V	Martin-de-la-Place	Rosiers	200	
Anne Daviau (veuve Brintais).....	23 idem	28 idem	Clément-des-Lev.	idem	200	
Renée Petit, femme Champigny.....	21 idem	28 idem	idem	idem	200	
François-Pierre Beaurepaire *	18 fructidor, an IV	14 pluviôse, an V	Lion	Lion	200	
Louis Jollivet.....	15 pluviôse, an V	16 idem	Bécon	Le Louroux	200	

2^e état supplétif (envoyé le 29 thermidor, an V).

Françoise Besnard.....	3 brumaire, an IV	14 ventôse, an III	Denée	Rochefort	200 l.	
Pélagie-Anne-Perrine Paysan, femme de René Guittonneau.....	19 messidor, an IV	12 thermidor	Montreuil-Bellay	Montreuil-Bellay	200	
Le citoyen Mallard.....	26 fructidor	4 ^e jour complém.	Clefs	Fougeré	200	
— Courteil.....	idem	3 vendém., an V	Durtal	Durtal	200	
— Cailleau *	6 messidor, an IV	4 idem	Baugé	Baugé	200	
Philippe-Joseph Adam.....	6 vendém., an V	21 idem	Feneu	Feneu	200	
Maillet.....	18 vendém., an V	1 ^{er} frimaire, an V	Baugé	Baugé	200	
La veuve Louis Duroz.....	5 frimaire, an V	11 idem	Neuillé	Brain-sur-Allonnes	200	
Anne Bardet, veuve Guinebert.....	26 fructidor, an IV	23 idem	Clefs	Fougeré	200	
Françoise Brunet-Merlin.....	22 pluviôse, an V	24 ventôse, an V	Les Rosiers	Les Rosiers	200	
Marie Botton.....	9 ventôse, an V	21 germinal, an V	Baugé	Baugé	200	
Jean-François Lecomte.....	30 floréal, an IV	24 idem	Montsoreau	Fontevault	200	
Théodore-Constant Dufoy.....	3 thermidor, an V	7 thermidor, an V	Ingrande	Ingrande	200	30 l. 3 d
Mathurine-Françoise Dudouet.....	idem	idem	Blaison	Blaison	200	31 4 6
Jean Lemonnier.....	1 ^o messidor, an V	1 ^o messidor, an V	Ponts-Libres	Ponts-Libres	50	
Jean-Baptiste Cognard.....	29 floréal, an V	29 floréal, an V	Cheffes	Champigné	200	67 15 6

3^e état supplétif... (Le tableau reste inachevé).

* Les noms marqués d'un astérisque sont ceux qui ne figurent pas sur l'état suivant postérieur au 14 ventôse, an VIII.

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE.

(P. 301) 6. — ÉTAT NOMINATIF DES INSTITUTEURS PRIMAIRES ÉTABLIS EN L'ÉTENDUE DU DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE ET DES SOMMES QUI LEUR SONT DUES CHACUN AN PAR FORME D'INDEMNITÉ POUR LEUR TENIR LIEU DE LOGEMENT, SUIVANT L'ARRÊTÉ DE LA DITE ADMINISTRATION DU 12 MESSIDOR AN 4^{me}, D'APRÈS LA LOI DU 3 BRUMAIRE PRÉCÉDENT.

(A. D. L/T 930. Tableau mss. 4 p. papier. Sur la page de couverture on lit : *Instituteurs*, art. 16 et 25).

NUMÉROS	NOMS	PRÉNOMS	DATE DE LEUR NOMINATION au département	NOMS DES COMMUNES de la résidence	NOM DES CHEFS-LIEUX de canton	Sommes dues pour leur tenir lieu de logement
1	Cassius	François	4 ventôse an IV	Neuillé	Alonnes	200 l.
2	Poisson	Pierre	21 idem	Georges-les-Mines	Martigné	200
3	Simon	Maurille	idem	Ponts-Libres	Ponts-Libres	200
4	Dubord	Aymard	idem	Martigné	Martigné	200
5	Couronné	Pierre	22 idem	Varrains	Saumur (extra)	200
6	Besnard		4 germinal dite	Baugé	Baugé	200
7	Losauois	François	idem	Georges-Sableuses	Blaison	200
8	Keller	Marie	26 idem	Ponts-Libres	Ponts-Libres	200
9	Guichard	Nicolas	2 floral dite	Longué	Longué	200
10	Guillier	François	17 idem	Aubance	Ponts-Libres	200
11	Perricard	Pierre	27 idem	Varennes	Blaison	200
12	Muzet	Pierre	1 ^{er} prairial	Angers	Angers	400
13	Papin	Mathurin	2 idem	idem	idem	400
14	Hubert	Claudes	28 idem	idem	idem	400
15	Cinet	Jean	3 messidor	idem	idem	400
16	Tijou	Jean	idem	Rocheftort	Rocheftort	200
17	Labussière ¹	François	idem	Angers	Angers	200
18	Gaudin		6 thermidor	idem	idem	400
19	Lecoq	Maurice	8 idem	Port-la-Vallée	Port-la-Vallée	200
20	Guittonneau	Pelagie Paysan, f ^e	12 idem	Montreuil-Bellay	Montreuil-Bellay	200
21	Guittonneau	René	idem	idem	idem	200
22	Mallard		4 ^e complm.	Clefs	Fougeré	200
23	Courthail		3 vendém. an V	Durtal	Durtal	200
24	Adam	Philippe	21 idem	Feneu	Feneu	200
25	Maillet		1 ^{er} frimaire	Baugé	Baugé	200
26	Duroz	V.-Louis	11 idem	Neuillé	Alonnes	200
27	Guinebert	Anne Bardet, v ^e	23 idem	Clefs	Fougeré	200
28	Perdriau		3 nivôse	Saumur (intra)	Saumur (intra)	300
29	Brintais	Anne Daviau, v ^e	28 idem	Martin-la-Place	Les Rosiers	200
30	Champigny	Renée Petit f ^e	idem	Clément-des-Levés	idem	200
30 bis	Linard	Alexandre	idem	Martin-la-Place	idem	200
31	Jollivet	Louis	16 pluviôse	Bécon	Le Louroux	200
32	Besnard	Françoise, v ^e	14 ventôse	Denée	Rocheftort	200
33	Brunet-Merlin ²	Françoise	idem	idem	idem	200
34	Botton	Marie	21 germinal	Baugé	Baugé	200
35	Lecomte	Jean	24 idem	idem	idem	200
36	Coignard	Jean-Baptiste	29 floral	Cheffes	Champigné	200
37	Lemonnier	Jean	1 ^{er} messidor	Ponts-Libres	Ponts-Libres	200
38	Dudouet	Mathurine	3 thermidor	Blaison	Blaison	200
39	Dufoy	Théodore	7 idem	Ingrandes	Ingrandes	200
40	Dauvesse	Julien	19 fructidor	La Pommeraye	La Pommeraye	200
41	Pinot	Pierre	16 vendémiaire an VI	Le Coudray	Le Coudray	200
42	Jamet	Pierre	9 frimaire	Mûrs	Ponts-Libres	200
43	Besnard	Michel	28 ventôse	Fontevault	Fontevault	200
44	Langlois	veuve	11 germinal an VI	Angers	Angers	400
45	Guyet	René	18 idem	idem	idem	400
46	Marais	Jean	27 idem	Marigné	Champigné	200
47	Drouin	Renée	28 idem	Angers	Angers	400
48	Hézar	Marie	1 ^{er} floral	idem	idem	400
49	Detraill	Veuve Louis	9 idem	idem	idem	400
50	Siretude	Louis	11 idem	Vihiers	Vihiers	200
51	Lego	François	12 idem	Cheffes	Champigné	200
52	Pernollet	Théodore	29 idem	Ingrandes	Ingrandes	200
53	Delaporte		5 prairial	Les Rosiers	Les Rosiers	200
54	Vilneau	Anne	8 idem	Angers	Angers	400
55	Boban	Luce	25 idem	Ponts-Libres	Ponts-Libres	400
56	Godfrin	Nicolas	26 idem	Clément-la-Place	Les Rosiers	200
57	Gravrand	Jean	1 ^{er} thermidor	Cornuaille	Le Louroux	200
58	Daufresne	Louis	11 idem	Pouancé	Pouancé	200
59	Mougin	Jacques	9 fructidor	Candé	Candé	200
60	Desbois	Jean	13 vendémiaire an VII	Le Louroux	Le Louroux	200
61	Sicard	Jacques	21 brumaire	Saumur (intra)	Saumur (intra)	300
62	Dauger	Joseph-Denis	25 pluviôse an VII	Corné	Mazé	200
63	Éffray	Jean-René	25 germinal	Douces	Doué	200
64	Ratier	Louis-Charles	24 idem	Vernoil	Vernoil	200
65	Trainard	Antoine	1 ^{er} dem	Souzay	Fontevault	200
66	Benoist	Noël	14 nivôse an VIII	Angers	Angers	400
67	Boban	Luce	14 ventôse	Chalonnnes	Chalonnnes	200

¹ Le 18 brumaire an IV, le citoyen Labussière s'est démis de sa place d'instituteur et la municipalité d'Angers a nommé à sa place le citoyen Perrier, cy-devant instituteur primaire.

² Est mise aux Rosiers sur l'état précédent.

**VIII. — Documents concernant l'École centrale de Maine-et-Loire
(an IV-an VIII)**

1. — Règlement intérieur de l'École centrale (8 floréal an IV).
2. — État des différentes dépenses qui sont indispensablement nécessaires pour que l'instruction soit mise en activité dans le chef-lieu du département (28 germinal an IV).
3. — Tableau des dépenses de l'École centrale, arrêté par le ministre de l'Intérieur (6 pluv. an VII).
4. — Répartition des fonds ordonnancés par le ministre de l'Intérieur pour le cours de l'an VII (1^{er} messidor an VII).
5. — Prospectus concernant l'ouverture du cours de botanique.
6. — Compte rendu de l'exercice public de mathém. et des discours prononcés par l'élève Beaussier et le Président Leterme-Saulnier, au temple décadaire (21 nivôse an VII).
7. — Idylle : *Le Sage Hylas à la jeunesse de son canton*, par l'élève J. Grille (germinal an VII).

**P. 349. 1. — RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ÉCOLE CENTRALE
(8 floréal an V)**

(A. D., L 95, 8 floréal an V, f^{os} 18-21.)

(Extrait du registre des délibérations du Directoire du département.)

Séance publique du 8 floréal an V

Le département assemblé au lieu ordinaire de ses séances où étaient présents et assistaient les citoyens Villier, président ; Baranger, Leterme-Saulnier, Bricbet administrateur ; Monnier, commissaire du Directoire exécutif.

Il a été donné lecture d'un projet de règlement pour l'École centrale du département qui, après discussion, a été adopté et est ainsi conçu :

Vu l'art. 9 du titre 2 de la loi du 3 germinal an IV, sur l'organisation de l'instruction publique portant que les règlements relatifs aux écoles centrales seront arrêtés par les administrateurs du département et confirmés par le Directoire exécutif.

L'administration centrale de Maine-et-Loire ayant préalablement pris l'avis

des professeurs de l'École centrale ¹ et après avoir entendu le commissaire du Directoire exécutif.

Arrête le règlement suivant :

ARTICLE PREMIER. — Un bâtiment national sera affecté à l'École centrale.

ART. 2. — Les professeurs et le bibliothécaire seront logés dans le bâtiment de l'École.

ART. 3. — Les professeurs et le bibliothécaire réunis nommeront entre eux par la voie du scrutin 3 membres qui formeront un conseil d'administration.

ART. 4. — Les fonctions du Conseil d'administration seront : 1^o de prendre toutes les mesures pour la police dans l'intérieur de l'établissement, la tenue et la discipline de l'École. Il pourra autoriser chaque professeur à exclure provisoirement l'élève qui se serait rendu coupable d'une faute, mais l'exclusion ne sera définitive qu'après avoir été approuvée par l'assemblée générale des professeurs ;

2^o De veiller, sous sa responsabilité, à la conservation des dépôts d'instruction formés près de l'École.

L'inventaire des livres, instruments et machines renfermés dans ces dépôts sera remis aux archives de l'École et à l'administration du département.

La vérification de ces objets sera faite tous les ans dans les dix derniers jours de la clôture de l'assemblée scolaire par un commissaire nommé par l'Assemblée générale ou par un autre nommé par l'administration centrale du département, lesquels seront tenus d'en rendre compte, le 1^{er} aux professeurs réunis et le deuxième au département ;

3^o Le conseil d'administration nommera le concierge et les hommes de peine nécessaires au service de l'École après que, sur sa demande, le nombre en aura été fixé par l'administration départementale ;

4^o Il présentera chaque année à l'administration départementale l'état des dépenses nécessaires à l'établissement ;

5^o Le conseil d'administration nommera parmi ses membres un secrétaire chargé des détails du travail, de la tenue du registre des délibérations et de celui de l'inscription des élèves. Il fera aussi les fonctions de trésorier, recevra la contribution annuelle de chaque élève payées en compte aux professeurs ;

6^o Le conseil d'administration s'assemblera au moins une fois par décade ;

7^o Il sera renouvelé par tiers tous les trois mois, les deux premières fois par le vote et ensuite par le rang de l'ancienneté de nomination : le membre sortant.

ART. 5. — Les professeurs et le bibliothécaire de l'école se réuniront tous les trois mois en assemblée générale et plus souvent lorsqu'ils seront convoqués par le conseil d'administration. ¶

ART. 6. — L'année scolaire commencera le 1^{er} brumaire et finira le 1^{er} fructidor.

¹ *Ibid.*, L 917, liasse. Projet de règlement signé Duboys, Bénaben, Merlet, Héron, Grille, Riffault, Braux.

ART. 7. — La distribution du temps sera réglée ainsi qu'il suit :

Première section : Langues anciennes, depuis 8 heures jusqu'à 10.

Histoire naturelle, dessin : depuis la rentrée jusqu'au 1^{er} germinal à 2 heures après-midi jusqu'à 4. Depuis le 1^{er} germinal jusqu'aux vacances à 3 heures du soir jusqu'à 5.

2^e section : Mathématiques, depuis 11 heures jusqu'à midi et demi. Physique et chimie depuis 9 heures jusqu'à 10 h. $\frac{1}{2}$.

3^e section : Grammaire générale, depuis 8 heures jusqu'à 9.

Belles-lettres, depuis 10 heures jusqu'à 11.

Histoire, depuis 3 heures jusqu'à 4.

Législature, tous les jours pairs et le nonidi depuis 2 jusqu'à 4 heures.

Il ne sera donné aucunes leçons le quintidi et le décadi.

ART. 8. — Pendant la durée des cours, nul professeur ne pourra s'absenter sans un congé du conseil d'administration approuvé par l'administration municipale.

ART. 9. — L'année scolaire se terminera par des exercices publics sur les diverses parties de l'enseignement.

Il sera distribué des prix aux élèves qui auront fait le plus de progrès.

ART. 10. — Le présent arrêté sera soumis à l'approbation du Directoire exécutif ¹.

Signé : BRICHET, BARANGER, LETERME-SAULNIER, LETOURNEAU.

¹ Adressé par le département au ministre de l'Intérieur, le 16 floréal an V. Celui-ci le soumettra au Directoire exécutif « dans un travail général sur tous les règlements de cette nature » ; et en attendant accorde l'autorisation provisoire. (A. N., F¹⁷ A 1344²³ M.-et-L.)

(P. 348) 2. — ÉTAT DES DIFFÉRENTES DÉPENSES QUI SONT INDISPENSABLEMENT NÉCESSAIRES POUR QUE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SOIT MISE EN ACTIVITÉ DANS LE CHEF-LIEU DU DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE. (28 germinal an IV.)

(A. D. L/T 917, 4 p. mss.)

DÉTAIL DES OBJETS NÉCESSAIRES A L'INSTRUCTION PUBLIQUE	MONTANT	DES
	FIXES	DÉPENSES VARIABLES
<i>Bibliothèque nationale.</i>		
Traitement du bibliothécaire par an, à raison de 1.000 miriagrammes à 2 l.	2.000 l.	
idem de l'adjoint du bibliothécaire.	1.500	
idem du concierge et garçon de bibliothèque.	800	
Pour papier, encre, plumes, balais et confection du catalogue.	600	
Préparation du nouveau local du ci-devant évêché destiné à servir de bibliothèque, suivant le devis estimatif envoyé au ministre de l'Intérieur le 16 germinal, montant à.		2.468 l. 45 s
Pour frais de transport des livres dans le nouveau local.	600	
L'entretien du bâtiment.	300	
<i>École centrale.</i>		
Traitement de huit professeurs à raison de 1.000 miriagrammes de 2 l.	16.000	
idem du concierge chargé de balayer les classes.	800	
Préparation du local du ci-devant collège, destiné à l'enseignement, suivant le devis estimatif envoyé au ministre de l'Intérieur, le 22 ventôse, montant à.		2.219 65
Pour achat de dessins.		600
idem d'instruments de physique et de chimie.		3.000
Entretien du bâtiment.	300	
École spéciale établie en vertu d'un arrêté du Conseil général du département du 11 décembre 1791 (V. S.) et confirmé par arrêté du représentant du peuple du 3 germinal an III. Traitement du professeur.	1.000	
Pour dépenses des élèves qui se rendent au cours de toutes les parties du département.	3.000	
Cours d'anatomie commencé le 22 frimaire an IV, en vertu d'un arrêté du département du 22 frimaire an IV.		
Sur la demande des élèves en chirurgie de divers hôpitaux.	1.000	
<i>Jardin botanique.</i>		
Au directeur pour son traitement, par an.	2.000	
Un jardinier en chef pour son traitement par an.	1.600	
A quatre aides pour leur traitement par an.	1.600	
Réparations indispensables aux murs de clôture, aux serres endommagées par le siège.		6.000
Dépenses extraordinaires telles qu'achats et transports de plantes étrangères et éloignées du département.	1.000	
Réparations des bâtiments, achats de fumier, de terre et bois pour entretien des serres.	1.000	
<i>Musée.</i>		
Au directeur pour traitement par an.	2.000	
Au sous-directeur pour traitement par an.	1.500	
Au concierge pour traitement par an.	800	
Entretien tant du cabinet d'histoire naturelle que du salon des tableaux et des bâtiments.	1.000	
	40.300	14.287 70
Arresté à Angers le 28 germinal.		

(P. 350) 3. — TABLEAU DES DÉPENSES DE L'ÉCOLE CENTRALE POUR L'AN VII
(A. D. L/T 917, 4 p. mss.)

NATURE DES DÉPENSES	SOMMES DEMANDÉES	Observations de l'adm. centrale sur la demande	SECOURS ALLOUÉS	APOSTILLES ET DÉCISIONS DU MINISTRE
<i>Instruction publique.</i>				
École centrale placée à Angers, commune de 30.000 individus.				
Traitemens.				
9 professeurs à 2.000 par an.....	18.000			
1 bibliothécaire à 2.000.....	2.000	20.000	20.000	Accordé.
20 élèves à nommer suivant la loi du 3 brumaire an IV pour jouir de la pension temporaire au minimum de 300 l., fixation provisoire de la commission des dépenses.				La circulaire du 14 fructidor an 6 prescrit des listes des élèves à nommer pour jouir de la pension.
Gages et salaires de				
3 concierges à 600 l. par an.....	1.800			
3 portiers à 600 l. par an.....	1.800	5.800	3.800	Il ne devrait être alloué, suivant la commission des dépenses que 1.000 l. tant pour le concierge ou portier que pour le garçon de salle et le jardinier. Celui-ci ne peut être porté sur l'état qu'autant qu'il s'occupe de la culture des plantes pour la classe de botanique et non le jardin potager qui doit être à la charge de ceux qui en recueillent les fruits. Et cependant on alloue ici 3.800 pour être répartis entre eux.
1 jardinier au Jardin botanique.....	1.000			
2 garçons de salles à 600 l.....	1.200			
<i>Dépenses variables.</i>				
Achat et entretien des instruments de physique.....	600			
Achats des modèles pour l'école de dessin	600	2.800	2.000	Dans ces 2.000 l. alloués pour dépenses variables doivent être comprises tant celles des instruments et autres objets d'étude que l'achat des livres élémentaires à distribuer gratuitement aux élèves déclarés exempts de la rétribution pour cause d'indigence.
— l'entretien du Musée.....	600			
— des serres du Jardin botanique. 1.000				
Menues dépenses de l'École.....	1.000		600	Dans ces 600 sont compris les frais d'administration particulière et le chauffage des classes.
— — de la Bibliothèque..	600	2.800	1.200	Les autres 1.200 l. sont alloués pour la bibliothèque et le Jardin botanique.
— — du Jardin botanique. 600				
Prix des réparations des divers bâtiments servant à l'École centrale, Bibliothèque, Musée, etc.....	3.000	3.000	3.000	Dans ces 3.000 l. ne peuvent être comprises aucune dépense pour le logement des professeurs autres que celles de premier établissement. Elles s'appliquent à l'entretien des bâtiments et à l'ameublement des classes.
<i>Distribution des prix aux élèves.....</i>				
	600		600	Le choix des ouvrages qui seront distribués pour prix doit être fait sous la surveillance de l'administration centrale. Toutes les contre-factions sont rejetées de ce choix attendu qu'elles sont une contravention à la loi qui garantit la propriété des auteurs ainsi frustrés des fruits de leurs travaux, parce que son exécution intéresse également les sciences, les arts et la morale publique dont les premières leçons doivent se donner dans les écoles.
Dépenses de premier établissement.....	3.000		4.000	Il est ici alloué 4.000 l., vérification faite qu'il n'a été accordé aucun fonds pour cet objet et sauf l'envoi du devis au ministre pour être examiné et autorisé préalablement à l'exécution des travaux.
Construction de serres et autres.....				
Dépenses du Jardin botanique.....	1.000			
			41.200	Le total des sommes allouées pour l'École centrale est de quarante et un mille deux cent francs, cy 41.200.

Arrêté par le ministre de l'Intérieur le 16 pluviôse an VII de la République.

Signé : François DE NEUFCHÂTEAU.

(P. 350.) 4. — RÉPARTITION DES FONDS ORDONNANCÉS PAR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR POUR LE SERVICE DE L'ÉCOLE CENTRALE DE MAINE-ET-LOIRE PENDANT LE COURS DE L'AN VII. (A: D. L./T 917. 2 p. mss.)

EMPLOI DES FONDS		SOMMES	RAPPORT AVEC LE TABLEAU DU 7 PLUVIOSE AN VII	
1	Appointements des prof. et du bibliothécaire...	20.000	Traitement	20.000
2	— de vingt élèves à 300.....	6.000	Élèves	6.000
3	— de l'adjoint à la bibliothèque..	1.000		
4	— du jardinier du Jardin botanique	1.000		
5	— du concierge de l'École centrale	500	Gages et salaires des employés	3.800
6	— — de la Bibliothèque ...	500		
7	— du commissaire Guilloteau, artiste employé près les cabinets, Musée et Jardin des plantes	800		
8	— de Simier dit l'Aiguille, garçon de salle.....	400		
9	— d'un aide jardinier.....	600		
10	Dépenses de l'École des mathématiques.....	300		
11	— — de dessin.....	400		
12	— des Cabinets de physique et de chimie	500	Dépenses variables.....	3.800
13	— de la Bibliothèque	300		
14	Serres du Jardin botanique.....	1.000		
15	Dépenses variables du dit.....	600		
16	Dépenses variables de l'École centrale.....	600		
17	Réparations des bâtiments.....	1.500	Réparations	3.000
18	Distribution des prix.....	600	Distribution des prix.....	600
19	Frais de construction pour l'histoire naturelle.	1.900		
20	— pour le dessin et le Musée.....	1.700	Dépenses de premier établissement	4.000
	— pour le Jardin des Plantes.....	1.000		
	Somme totale.....	41.200	Total	41.200

Arrêté et certifié par nous, professeurs de l'École centrale de Maine-et-Loire. A Angers, le 1^{er} messidor an VII de la République française une et indivisible.

MARCHAND, HÉRON, BÉNABEN, RENOU, MERLET LA BOULAYE, VILLIER, T. GRILLE, RIFFAULT.

(P. 372) 5. — ÉCOLE CENTRALE

(A. N., F¹⁷ A 1736.)*Cours de botanique*

« Le citoyen Merlet la Boulaye, professeur à l'École centrale ouvrira son cours de botanique le 1^{er} prairial.

« Il se propose de développer les principes philosophiques et systématiques de cette science. Il analysera comparativement les systèmes les plus connus en Europe, tels que ceux de Tournefort, de Linnæus, d'Adanson et de Jussieu. Il commencera par la physique végétale, dans laquelle il joindra à l'anatomie intérieure et extérieure des végétaux, la description de leurs organes et de leurs fonctions. Il présentera ensuite quelques idées sur le sexe des plantes et les amours des fleurs. Il enseignera l'art de former des herbiers, de connaître de dessécher, de conserver les plantes les plus utiles en médecine, dans les arts ; dans l'économie rurale. Enfin, il fera sentir les avantages que l'on peut retirer à tous les âges de cette charmante étude.

« Ce cours aura lieu à 7 heures du matin, dans la maison Serge. Les élèves s'y présenteront munis d'inscriptions prises à l'École centrale. Le local offre de l'intérêt ; on y trouve dans un joli jardin, des plantes exotiques et indigènes, ordonnées en école Linnéenne, dans lequel le professeur fera la description de chaque plante, en insistant principalement sur sa culture et ses propriétés, ainsi que sur son état de santé et de maladie. Chaque élève reconnu capable d'observer, pourra y étudier les plantes à loisir, avant ou après la leçon.

« Les herborisations dans les campagnes environnantes seront surtout nécessaires, et on ne se bornera pas à quelques courses rapides, plus fatigantes qu' instructives, où l'on arpente beaucoup de terrain sans s'arrêter, et où l'on ne voit qu'en passant les principales espèces de végétaux indigènes. Dans nos herborisations, on choisira les lieux les plus riches en plantes. On examinera ces plantes sur le terrain même et sans les arracher. On en décrira la hauteur, le port, le site, la foliation, la floraison, la fructification. Ensuite on les tirera de la terre, on enlèvera avec soin leurs racines qu'on examinera avec le même soin. On fera ces promenades botaniques dans les différentes saisons, pour voir les plantes dans leurs différents états. On se propose enfin d'exercer les élèves pour être sûrs qu'ils pourront d'eux-mêmes déterminer les plantes nouvelles qu'ils rencontreront, sans commettre, à cet égard, d'erreurs préjudiciables. »

A Angers : de l'Imprimerie nationale chez Boutron, imprimerie du département rue Aubin, maison du département.

(P. 388) 6. — COMPTE RENDU DE L'EXERCICE PUBLIC SUR LES MATHÉMATIQUES ET DES DISCOURS PRONONCÉS AU TEMPLE DÉCADAIRE PAR L'ÉLÈVE BEAUSSIER ET LE PRÉSIDENT LETERME-SAULNIER (21 nivôse an VII).

(A. D. L/102. *Rég. des délib. et L 917, copie.*)

... Aujourd'hui 21 nivôse an VII de la République française une et indivisible; 3 heures après midi.

Sur l'invitation faite par les professeurs des écoles centrales de ce département d'assister ce jour à l'exercice que doit soutenir le citoyen... Beaussier sur la géométrie transcendante, se sont réunis au lieu ordinaire des séances de l'administration centrale les membres du jury d'Instruction, ceux des autorités civiles et militaires, les élèves des écoles centrales et un grand nombre de citoyens.

Le cortège escorté d'un détachement et ayant à sa tête la musique de la garde nationale s'est mis en marche et s'est rendu au temple décadaire, lieu indiqué. Après que tous les membres et les citoyens ont eu pris les places qui leur étaient désignées, le citoyen Beaussier est monté à la tribune, lequel interrogé, n'a répondu dans la solution des différents problèmes qui lui ont été proposés que par le calcul infinitésimal. La facilité avec laquelle s'est énoncé ce jeune élève, l'ordre, la méthode et la rapidité qu'il a mis dans ses opérations, a prouvé qu'il possédait parfaitement sa matière. C'est une justice que se sont empressés de lui rendre les savans qui l'ont interrogé, et surtout le Président de l'administration centrale, qui n'a été que l'interprète des sentiments de l'Assemblée.

Le citoyen Beaussier qui avait été l'un des vainqueurs, lors de la distribution générale et solennelle des prix de l'École centrale qui eut lieu à la fin de l'année scolaire a été couronné une seconde fois au milieu des plus vifs applaudissemens et a ensuite prononcé le discours suivant :

Citoyens,

Dans l'exercice public que j'eus l'honneur de soutenir devant vous l'année dernière, sur la première de toutes les sciences, je veux dire sur les mathématiques, je ne parus en quelque sorte que dans le vestibule du temple de cette déesse du Génie ; je vais m'enfoncer aujourd'hui dans son sanctuaire et m'entretenir avec vous de ses mystères les plus secrets.

Oh ! si transporté dans ces siècles brillants de la Grèce, si, introduit dans cette célèbre académie, dans ce fameux lycée d'Athènes, il m'eût été permis de les dévoiler aux Platons et aux Aristotes ; pénétrés d'un grand étonnement et d'une sorte de respect religieux, les Platons et les Aristotes m'auraient

écouté en silence ; mais ces vérités sublimes qui auraient été vraiment étonnantes dans ces siècles antiques, ne le sont plus pour vous aujourd'hui, citoyens, et tandis qu'il m'eût été facile de prétendre à l'admiration des plus grands philosophes de la Grèce, je me croirai trop heureux de pouvoir obtenir votre indulgence.

A Dieu ne plaise, citoyens qu'en rendant à notre siècle les hommages qui lui sont dus, je cherche à déprécier le mérite de ces anciens géomètres dont le genre humain s'honore ; je sais ce que l'on doit de respect et de reconnaissance à leur génie et à leurs travaux ; mais ainsi que les grandes productions de la nature ont de longs périodes à parcourir avant d'arriver à ce degré de perfection dont elles sont susceptibles, de même les progrès des mathématiques ont été d'autant plus lents qu'ils embrassent dans leur immensité presque toutes les connaissances humaines ; et qu'elles n'ont d'autres bornes pour ainsi dire que celles de l'Univers.

Déjà les poètes les plus illustres avaient embouché la trompette héroïque, tiré de leur lyre les sons les plus hardis et les plus mélodieux et étonné la scène de leurs chefs-d'œuvre dramatiques ; déjà les plus fameux orateurs avaient tonné sur la tribune aux harangues et remué à leur gré une foule immense d'auditeurs ; déjà les peintres et les sculpteurs les plus célèbres avaient animé la toile et fait respirer le marbre ; déjà les plus sages législateurs avaient fait graver sur l'airain leurs lois immortelles ; les plus grands capitaines avaient rempli l'univers du bruit de leurs exploits, et les meilleurs historiens consacré dans leurs écrits les faits les plus mémorables de l'histoire ; enfin tous les arts, toutes les sciences avaient été portés à leur plus haut degré de perfection et les mathématiques n'étaient encore qu'à leur enfance.

Mais cette enfance, citoyens, avait quelque chose de majestueux et d'imposant ; l'évidence et la conviction environnaient sans cesse le berceau de cette reine des sciences ; les plus graves philosophes venaient recevoir avec respect ses ordres sacrés avant de parler à leurs disciples : et si se piquant d'une rigidité sévère, elle eût osé franchir le cercle étroit qu'elle s'était tracé ; si se conformant davantage à la faiblesse de l'esprit humain, elle eût voulu adopter un langage plus simple et qui eût renfermé de longs raisonnements sous un petit nombre d'expressions symboliques, sans doute qu'elle aurait fait les mêmes progrès que les autres sciences qui sont devenues ses tributaires.

En vain le fameux problème de la duplication du cube proposé dit-on par l'oracle d'Apollon : en vain les problèmes non moins fameux de la multisection de l'angle et de la quadrature du cercle dont la solution dépendait d'une géométrie plus relevée, semblèrent en différents temps devoir exciter la sagacité des géomètres et les engager à secouer leurs vieilles entraves, tous leurs efforts se bornèrent à imaginer quelques courbes qui firent, il est vrai, beaucoup d'honneurs à leurs inventeurs, mais qui étendirent peu le domaine des mathématiques. Le seul Apollonius, en inventant les sections coniques fit un pas de géant dans cette science et créa en quelque sorte une nouvelle géométrie connue sous le nom de géométrie transcendante.

Ce fut, Citoyens, un effort étonnant pour l'esprit humain et la nature, comme fatiguée, se reposa pendant 18 siècles. A cette époque Tartaléa et Ferrari marchant tous deux sur les traces de Déophante résolurent, l'un les problèmes du 3^e, l'autre ceux du 4^e degré. Viette en substituant des lettres aux quantités numériques rendit leur solution plus générale, et appliquant l'algèbre à la géométrie créa une analyse bien supérieure à celle du divin Platon ; enfin le fameux Descartes en exprimant par une équation la loi d'une courbe, et surtout en inventant les lieux géométriques, porta cette nouvelle géométrie à une hauteur qu'il ne paraissait plus possible de surpasser.

Mais de quoi, Citoyens, n'est pas capable l'audace de l'esprit humain ! Éclairés par quelques lueurs répandues çà et là dans les écrits de Cavalleri, de Fermat, de Pascal et de quelques autres géomètres, le grand Leibnitz, le sublime Newton oseront sonder les abîmes de l'infini et nous y frayer une route. C'était aller chercher la nature dans ses premiers éléments ; c'était dérober en quelque sorte au créateur la connaissance de ces lois générales qu'il a employées à la formation de l'Univers ; et si dans un exercice consacré à la vérité, il m'est permis d'employer le langage de la fable, Prométhée ravissant le feu sacré du ciel pour animer sa statue montra moins d'audace peut-être que n'en firent éclater et Leibnitz et Newton en imaginant le calcul infinitésimal.

Qu'on se figure en effet, Citoyens, s'il est possible, des quantités si petites qu'elles n'aient point de rapport assignable avec le plus petit atome lumineux : qu'on se représente des quantités infiniment plus petites encore que les premières ; d'autres infiniment plus petites que les secondes et ainsi de suite sans jamais trouver de terme ; que remontant après d'infini en infini, on parvienne aux infiniment grands des différens ordres et on aura l'idée du plus vaste édifice qu'il fût permis à l'esprit humain de concevoir et de former.

C'eût été peu pour l'homme, Citoyens, d'avoir enfanté ces différens ordres d'infinis qui effraient l'imagination, de les avoir enchaînés l'un à l'autre par une loi commune ; d'avoir décomposé une quantité en ses premiers élémens et d'être remonté de ces élémens aux quantités qui les avaient formées ; ç'aurait été peu dis-je, pour lui, d'avoir assigné par leur moyen les points d'inflexion et de rebroussement d'une courbe, son rayon de courbure, sa quadrature, sa rectification et tout ce que la géométrie a de plus élevé, si uniquement occupé de satisfaire son imagination, il n'eût ramené le calcul différentiel et intégral à des objets intellectuels, c'est-à-dire aux phénomènes de la nature.

Ce sera donc, Citoyens, non seulement des principes de ce calcul sublime, mais encore de leur application aux problèmes les plus curieux et les plus intéressans de la mécanique dont j'aurai l'honneur de vous entretenir. Sans doute que l'abondance et l'importance des matières auraient exigé un plus grand nombre de séances, peut-être même les aurai-je obtenues de votre amour pour les sciences, pour les arts, si les soins importans d'une vaste administration vous eussent permis de disposer de votre temps et du genre de vos travaux.

Après de très longs applaudissemens le citoyen Leterme-Saulnier, Président

de l'administration centrale est monté à la tribune et a prononcé un discours ainsi conçu :

Jeune citoyen,

Vous venez de justifier la haute idée que nous conçûmes de vos heureuses dispositions pour les mathématiques lorsque, à pareille époque, l'année dernière, nous fûmes témoins de vos premiers succès ⁶.

L'administration centrale applaudit avec transport à votre nouveau triomphe. S'il est beau, s'il est glorieux pour vous de mériter des couronnes, il est bien doux pour elle de vous les décerner.

Élève d'une école déjà célèbre par les hommes qu'elle a produits, vous avez ajouté à son lustre en obtenant au concours, ainsi qu'un de vos condisciples, une place que le gouvernement n'accorde qu'au mérite et aux talents. Marchez avec assurance dans la carrière qui vous est ouverte, vous y rencontrerez des obstacles à vaincre, mais aussi vous y trouverez des lauriers à cueillir ; et cette maison, le professeur habile qui a deviné votre génie, vous l'a rendue en quelque sorte familière.

Jeune citoyen vous devez à la patrie le tribut de vos connaissances ; étendez-les pour sa gloire et pour sa prospérité.

C'est en son nom que le magistrat vous parle et qu'il récompense vos travaux. Vive la République !

La séance a été levée au milieu des vifs applaudissements et d'une musique qui a fait entendre des airs consacrés à la Révolution.

Signé : LETERME-SAULNIER, BUNEL, CHAUVIN, DANDENAC, MOREAU, LETOURNEAU

⁶ « ... Les membres composant l'Administration centrale du département de Maine-et-Loire, réunis au lieu ordinaire de leurs séances, le président a dit que ce jour et heure, l'Administration était invitée à assister à un exercice de mathématiques, auquel devait répondre le citoyen Joseph Beaussier d'Angers, élève de l'Ecole centrale.

« La séance levée, les administrateurs se sont rendus dans la salle des actes du ci-devant Séminaire où étant, s'y sont trouvés réunis les membres du jury d'instruction, des membres des différentes autorités civiles et militaires, de la Société de Santé et beaucoup d'autres citoyens. Le citoyen Benaben, professeur de mathématiques ayant présenté le citoyen Beaussier, l'un de ses élèves, celui-ci a soutenu un exercice fort étendu sur les différentes parties des mathématiques avec des applications nombreuses aux sciences et aux arts. Son essai lui a mérité les applaudissements de toute l'Assemblée et ayant manifesté le désir de multiplier ses connaissances pour les consacrer à la prospérité et au bonheur de sa patrie, le citoyen Leterme-Saulnier présenta au nom de l'Administration au citoyen Beaussier *Le Cours d'astronomie de La Lande*. Cet ouvrage précieux, lui a-t-il dit, doit acquérir aujourd'hui un nouveau prix à vos yeux ; il est celui de vos travaux et le gage de l'estime de vos concitoyens... il a ensuite fait une invitation à tous les jeunes gens de suivre les cours des écoles centrales. »

(Compte rendu de la séance du 5 frimaire an VI. A. D., L. 917.)

(P. 389) 7. — IDYLLE COMPOSÉE PAR L'ÉLÈVE FRANÇOIS GRILLE (germinal an VII) ET PUBLIÉE DANS *les Affiches* DU 18 GERMINAL PAR SON ONCLE LE PROFESSEUR TOUSSAINT GRILLE, POUR RÉPONDRE AUX « DÉTRACTEURS DES ÉCOLES CENTRALES ». ¹ (Voir aussi : B. d'Ang. B 1261) (12).

(Par le citoyen F.-J. Grille d'Angers, élève du cours de belles-lettres à l'École centrale, âgé de 16 ans ².)

Idylle

Le sage Hylas, à la jeunesse de son canton

(Le sujet de cette composition a été donné le 29 ventôse dernier.)

Couronne-toi de fleurs, ô brillante jeunesse !
Fais éclater ton alégresse ;
Que l'écho retentisse au loin de tes chansons ;
Le printems, à l'aile légère,
Est descendu dans nos vallons :
La neige en blancs flocons ne couvre plus la terre,
Les autans déchainés n'agitent plus les airs ;
Et les brouillards, froids enfans des hyvers,
Ne feront plus pâlir l'astre qui nous éclaire.

¹ La publication de cette première idylle était précédée, dans *les Aff.* du 18 germinal, de la lettre suivante de T. Grille :

« Angers, 17 germinal an VII.

« Au rédacteur des *Affiches d'Angers*.

« Citoyen,

« Si, parmi les fonctions dont je suis chargé, il en est une que j'aime et qui soit douce à remplir, c'est celle assurément qui me met à portée de rendre compte du succès de mes élèves, d'annoncer aux amis des lettres et de la patrie, de jeunes talents prêts à s'élancer dans la carrière, et sur qui l'œil de l'espérance puisse déjà se fixer. Oui, citoyen rédacteur, je vous le répète, c'est par cette considération surtout que j'ose me croire honoré de ma place ; c'est par elle que je m'applaudis franchement de rabaisser les réclamations indécentes des détracteurs des écoles centrales et de tout ce qui tend au système républicain. Ajoutez d'autre part, combien ce moyen de produire au grand jour les essais de mes élèves, devient pour eux un motif puissant d'émulation et d'enthousiasme. Avec quelle force il doit agir sur l'extrême sensibilité de leur âge, et remplacer avantageusement les moyens coercitifs dont usèrent trop longtemps les maîtres des anciens collèges ! En voilà, je pense, plus qu'il en faut pour vous déterminer à insérer les deux idylles ci-jointes, dans votre prochain numéro.

« Salut et fraternité, T. GRILLE, professeur de belles-lettres. »

² NOTA. — La première de ces idylles a été publiée par *les Affiches*. »

³ Grille (François). Né à Angers en 1782 ; chef de bureau des sciences et des beaux-arts au ministère en 1812 ; destitué en 1822 ; homme politique en 1830 ; bibliothécaire d'Angers à la mort de son oncle, 1837 ; préfet de la Vendée en 1848 ; mort en 1853, laissant un nombre considérable de livres ou brochures dont la seule énumération remplit six colonnes du *Dictionnaire* de C. Port (t. II, pp. 308-311) ; et de nombreux manuscrits recueillis à la B. A. (Voir catalogue Lemarchand, table des auteurs, pp. 465-466).

Les roses et les lys renaissent dans nos champs ;
Les oiseaux, par leurs doux ramages,
Charment les bois et les bocages ;
Tout à l'envi célèbre le printemps.

Jeunesse, ainsi que lui, tu répands l'espérance,
Et les fleurs naissent sous tes pas ;
Il nous annonce l'abondance ;
Ne nous la présentes-tu pas ? ...
Les fleurs et les moissons que nos champs font éclore,
Sont des présents délicieux ;
Mais ces dons fortunés de Pomone et de Flore
N'ont pas droit, plus que toi, d'être chers à nos yeux.
Couronne-toi de fleurs, ô brillante jeunesse !
Fais éclater ton alégresse ;

Les roses et les lys renaissent dans nos champs ;
Les oiseaux, par leurs doux ramages,
Charment les bois et les bocages ;
Tout à l'envi célèbre le printemps.

Les charmantes filles de Flore
Les fleurs, renaissent tous les ans ;
Chaque printemps les voit éclore :
Mais ton printemps, jeunesse, hélas ! n'est qu'une aurore ;
Et tes beaux jours ne sont que des instans.
L'ennui suit les plaisirs alors qu'on en mésuse ...
Jeunesse, prend bien garde à leur charme trompeur ;
Crains surtout de l'amour la cruelle douceur :
De tant de passions que nourrit notre cœur,
Aucune, autant qu'amour ne séduit et n'abuse ;
Aucune, autant qu'amour, ne détruit le bonheur ...

Mais quel pressentiment ! quelle cruelle image !
Se pourrait-il, ô ciel ! ces malheureux enfans,
Qui naguère enchantaient leurs maîtres, leurs parens,
Cèderaient, emportés par le libertinage ! ...
Tourmentés d'horribles fureurs,
Un monstre de malheur avide,
Une impitoyable Euménide
De ses feux dévorans embraserait leurs cœurs.
Ils seraient animés de toute sa furie
Dieux ! ... que dis-je ? ... ah ! fuyez, songes trop effrayans ...

Notre jeunesse ainsi ne peut être flétrie ;
Elle est digne de sa patrie ;
Elle est . . . elle est le baume et la vie
Du vieillard accablé sous le fardeau des ans . . .

Pour ces frayeurs, en mon âme élevées,
Faites-moi grâce, ô mes jeunes amis !
Le plus doux sentiment les avait inspirées :
Ah ! quand je viens étaler vos trophées ;
Quand je foule avec vous les champs, les prés fleuris,
Pourriez-vous m'accuser, dans vos sombres pensées,
De vouloir vous ravir vos plaisirs et vos ris ?
Non ; non, je ne hais point tes fêtes, ô jeunesse !
Leur spectacle toujours fit palpiter mon cœur ;
S'il ne m'est plus permis de montrer ton ivresse,
Je suis heureux encor de sentir ton bonheur.
Couronne-toi de fleurs, ô brillante jeunesse !
Fais éclater ton alégresse ;

Les roses et les lys renaissent dans nos champs ;
Les oiseaux par leurs doux ramages,
Charment les bois et les bocages ;
Tout à l'envi célèbre le printems.

(P. 337) IX. — **Plan d'une École centrale et supplémentaire à Saumur, proposé par l'Administration municipale de la commune**

(A. D., L 922. Publié par O. Couffon. Extrait du *Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts du Saumurois*, avec opuscule séparé, Saumur, Godet, 1913, 8 p. in-8°.)

La loi du 3 brumaire dernier sur l'organisation de l'instruction publique permet aux communes qui possédaient des Établissements d'instruction connus sous le nom de collèges et dans lesquels il ne sera pas placé d'École centrale, de conserver les locaux qui étaient affectés aux dits collèges, pour y organiser, à leurs frais, des écoles centrales supplémentaires.

Une pétition a été remise à cette administration par un grand nombre de citoyens de cette commune, conformément à l'article 11, du titre II de cette loi, dans laquelle ils manifestent le désir ardent qui les anime de voir s'élever dans leur cité une école centrale supplémentaire. Les Officiers Municipaux s'empressent en conséquence d'en proposer un plan.

Saumur est du nombre des communes qui, n'étant point chef-lieu du département, a droit à la conservation des bâtiments de son collège et à ce qu'il soit établi l'école supplémentaire dont il s'agit. Cette commune dont la population est de près de douze mille âmes est située au milieu de cantons très peuplés et environnés de plusieurs villes avec lesquelles elle a des rapports fréquents de commerce et qui sont plus voisines d'elle que des chefs-lieux de département dont elles dépendent ; un coup d'œil sur sa position topographique suffit pour démontrer la nécessité d'y former un établissement d'instruction publique. Le collège qu'elle avait précédemment a joui de tous les temps, et dernièrement sous les Oratoriens, malgré le voisinage du superbe collège de La Flèche qui n'existe plus, d'une célébrité qu'il est de l'intérêt public de faire revivre dans tous les endroits qui en sont susceptibles, puisqu'il est bien reconnu que les connaissances et les lumières répandues sont des véritables soutiens de la Liberté.

Les bâtiments du collège de cette commune ont été dénaturés entièrement ; la principale manutention de l'armée de l'Ouest y a été établie, des greniers considérables y ont été construits ; des fours, boulangeries et magasins ont été élevés à la place du jardin et des appartements destinés à l'instruction ; les démolitions et reconstructions qui seraient nécessaires occasionneraient de très grands frais. Il entrera peut-être dans les vues du gouvernement de conserver le local dont l'édifice qui se trouve placé dans le lieu le plus peuplé et le plus mouvant de la commune et dont plusieurs façades donnent sur les rues, pro-

duirait le plus grand avantage au trésor public, soit qu'il soit loué, soit qu'il fût vendu. Toutes ces considérations déterminent l'Administration municipale à demander en échange des bâtiments dont il s'agit, que la loi du 3 brumaire destine à l'établissement d'une école centrale supplémentaire ceux qui forment la ci-devant communauté des Ursulines.

La moindre connaissance des localités démontre que ces bâtiments dont la plus grande partie donne sur des cours et des endroits retirés, seraient beaucoup moins productifs à la République que ceux de l'ancien collège de cette commune, quoique la maison des Ursulines réunisse d'ailleurs une partie des avantages que réclame l'instruction de la jeunesse.

L'Administration rappelle à celle centrale du département que cette commune renferme quelques bibliothèques provenant des maisons ci-devant conventuelles et autres maisons nationales de l'arrondissement de l'ancien District de Saumur.

Puisque tous les ouvrages qui les composent se trouvent en double dans les bibliothèques des maisons nationales des autres districts du département de Maine-et-Loire, l'Administration fait en conséquence la demande des livres, gravures, tableaux et autres objets d'instruction recueillis ci-devant par l'administration du District de Saumur. Indépendamment que cette commune ait droit à plusieurs de ces bibliothèques, notamment à celle de son ancien collège et de la maison de repos, c'est qu'étant dans l'intention du corps législatif et du gouvernement de propager les lumières, il est assurément dans leurs idées de partager les moyens de les répandre.

Si la commune de Saumur ne consultait que les motifs d'utilité d'un établissement d'instruction publique dans son sein, elle le demanderait semblable à ceux décrétés pour les chefs-lieux de département, mais les intérêts du trésor les ayant mis à la charge des habitants dans les communes non chefs-lieux, elle sent la fâcheuse nécessité de réduire celui qu'elle sollicite pour ne pas en faire une charge trop onéreuse pour ses concitoyens.

L'organisation suivante qu'elle propose est rapprochée autant que les localités le permettent, du plan commun des écoles centrales du département.

Organisation

ARTICLE PREMIER. — Il y aura six professeurs dont un fera fonction de bibliothécaire.

Première section. — Professeur de Dessin, professeur de Langues.

2^e section. — Professeur de Mathématiques, professeur de Physique générale.

3^e section. — Professeur de Grammaire, professeur de Belles-Lettres ; le professeur de belles-lettres sera en même temps Bibliothécaire.

ART. 2. — Les professeurs seront examinés et élus par le jury d'Arrondissement, comme pour les écoles centrales, avec approbation pour leur élection de l'Administration municipale.

Ils ne pourront être destitués que sur un arrêté de la même administration, de l'avis du jury, et après avoir été entendus.

ART. 3. — Le salaire annuel et fixe de chaque professeur sera les trois quarts de celui attribué aux professeurs des écoles centrales.

Il sera en outre réparti entre les professeurs moitié du produit d'une rétribution annuelle de 25 l. que chaque élève sera tenu de payer ; l'autre moitié devant aider à l'entretien de la Bibliothèque.

L'Administration se réserve le droit d'excepter de cette contribution ceux des citoyens qui n'auraient pas de facultés suffisantes.

ART. 4. — L'Administration municipale traitera avec un maître de pension ou un des professeurs pour la tenue et l'entretien du pensionnat qu'il y a lieu d'établir dans ses bâtiments.

ART. 5. — Il y aura une Bibliothèque publique formée des livres, gravures, tableaux et autres objets d'instruction recueillis ci-devant par l'Administration du district de Saumur.

ART. 6. — L'école, ainsi que la Bibliothèque, seront établies dans les bâtiments de la ci-devant communauté des Ursulines pour tenir lieu de ceux formant l'ancien collège de la commune.

Fait et arrêté le présent plan pour être proposé à l'Administration du département de Maine-et-Loire, qui sera priée de vouloir bien donner son approbation et solliciter un décret du Corps législatif, conformément à l'article 11 de la loi du 3 brumaire cy-dessus citée. En séance publique de l'Administration municipale de la commune de Saumur, le 12 prairial an IV de la République française une et indivisible.

Signé : CAILLEAU, président, OLLIVIER fils, J. R. ALLAIN, BERTHELOT, PINEAU, AMOUREUX, officiers municipaux ; BROSSEAU, secrétaire.

X. — Situation de l'instruction publique d'Angers (nivôse an VI)

(P. 330) (EXTRAIT DU COMPTE DÉCAIRE DU CITOYEN LOUIS GUILLIER DE LA TOUCHE COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF, PRÈS L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DU CANTON D'ANGERS.) (29 nivôse an VI) (18 janvier 1798).
(A. D., L. 225. Publié par F. Uzureau, *Anj. H.*, 1907, pp. 629-640.)

.....
L'éducation et l'instruction se trouvent réunies dans les mêmes mains, contre la disposition expresse de la loi du 27 brumaire an III (17 novembre 1794), qui porte que les instituteurs ne peuvent recevoir chez eux comme pensionnaires aucun de leurs élèves ; on suit encore l'ancienne routine, quel moyen aurait-on de pratiquer d'autres méthodes ? Il a été fait un assez grand nombre de bonnes lois pour poser les bases de l'éducation et de l'instruction. La loi précitée du 27 brumaire an III a institué des *écoles primaires*, celle du 3 brumaire an V (25 octobre 1795) a interrompu le long silence d'une année pour instituer les écoles de filles et déterminer l'objet de leur instruction, une autre enfin du même jour sur l'organisation de l'instruction publique a encore parlé des écoles primaires.

De tout ce qui est établi et prescrit par ces lois, il n'a encore été exécuté que trois dispositions de la dernière précitée : l'article 3 relatif à la nomination des instituteurs primaires (on en a nommé dix dans la commune d'Angers), l'article 6 portant qu'il sera alloué à l'instituteur une somme annuelle pour lui tenir lieu de logement, enfin les articles 8 et 9 concernant la rétribution que les instituteurs primaires peuvent recevoir de leurs élèves et l'exemption par l'Administration municipale de cette rétribution en faveur d'un quart des élèves de chaque école primaire pour cause d'indigence.

Nous avons visité quelques-unes de ces écoles, les plus nombreuses et les plus en vogue. Nous y avons trouvé des instituteurs habiles. L'instruction y est bonne pour la lecture, l'écriture, le calcul, la géographie, et même pour la langue française, mais *les anciennes pratiques superstitieuses y tiennent lieu de toute éducation*. Dans quelques-unes, les instituteurs, lâchement dévoués aux ennemis du Gouvernement, n'allaitent leurs élèves que des poisons mélangés du *fanatisme* intolérant et du royalisme, et les disposent ainsi à un état de guerre perpétuel contre les autres jeunes citoyens qui seront élevés dans les principes de la morale républicaine et l'amour de nos lois. Telle est l'école de Willemenot et Godefroy et celle de Soulice que je vous ai dénoncés dans la lettre du 29 du mois dernier. Dans toutes les écoles règnent l'ancienne routine, les anciennes pratiques ; on se sert des anciens livres. Plusieurs de ces instituteurs ont en cela

des vues criminelles sans doute, mais on peut dire qu'il n'y a pas de la faute des autres, du moins ils sont très excusables ; ils ont donné, d'ailleurs, des preuves non équivoques de leur patriotisme et nous ont témoigné la volonté de remplir les vues du Gouvernement dès qu'il jettera sur eux un regard favorable et aura pris des mesures pour les mettre en état de suivre les beaux plans d'éducation et instruction tant annoncés et pour l'exécution desquels ils n'ont encore aucun moyen.

Où sont, en effet, les livres élémentaires d'instruction et de morale républicaine, les règlements qui doivent leur servir de guide, tant de fois annoncés dans les lois mêmes ?

C'est une question à laquelle nous n'avons pu répondre. Elle nous a été faite par tous les instituteurs et les institutrices, les uns par un désir sincère d'avoir des secours et des moyens d'atteindre le but louable qu'ils se sont proposés, celui de former de bons citoyens, des républicains ; les autres nous ont posé cette question comme une objection insoluble pour s'en faire un rempart et s'autoriser à maintenir vigoureusement les anciens abus. Que pouvons-nous opposer à cette raideur, que des avis ? Pourquoi nos législateurs n'ont-ils pas encore adopté des livres élémentaires parmi ceux qui leur ont été proposés ? On présume qu'il doit y en avoir de suffisamment bons en attendant qu'il y en ait de meilleurs. Ne connaîtrait-on point encore les bases de la pure et saine morale ? N'aurait-on encore sur cet objet que des idées fantastiques ? Dans le fait *nous n'avons pas même un syllabaire qui ne soit farci de prières et de maximes superstitieuses* ; les imprimeurs n'osent en imprimer d'autres de crainte qu'ils ne leur restent en pure perte. Ne faudrait-il pas en publier de nouveaux et faire défendre les anciens sous des peines ? Il s'agit de la vie du Gouvernement républicain.

Les enfants commencent donc par être imbus dès leur bas-âge des préjugés qu'ils n'auraient jamais dû connaître. Comment pourraient-ils un jour s'en dégager ? Les voilà privés des premières vérités qui pourraient développer en eux les principes de la nature, animer insensiblement leurs âmes du feu céleste de la raison et en faire un foyer de lumières utiles pour eux et leurs semblables. Et quand un jour elles leur seront présentées dans tout leur éclat, n'en seront-ils point éblouis au point de les craindre, comme on craint le feu de la foudre ? La plupart préféreront rester comme leurs pères dans les ténèbres de l'ignorance, sans connaissances utiles, sans lumières, sans raison. Ils n'auront pour guide qu'un instinct grossier qui ne pourra résister aux insinuations mensongères de la séduction, à la tyrannie de la superstition et du fanatisme, à la fougue des passions, aux erreurs de tout genre.

Il est encore un grand obstacle pour les citoyens dans l'éducation et l'instruction des enfants, c'est le défaut des moyens de la fortune. L'instruction présumée gratuite pour un quart des élèves sur la nomination des municipalités laisse encore aux parents la charge non seulement de les nourrir et vêtir, mais encore de leur fournir les livres et autres accessoires nécessaires. — On avait annoncé un plan de secours tels que les enfants du citoyen indigent pourraient

participer à la même éducation et instruction que les enfants du citoyen riche et aisé. Que nous sommes loin encore de l'égalité pour laquelle les premiers moyens comme les premières leçons devraient naître avec l'homme citoyen, puisque c'est l'un de ses premiers droits ! Ne résulte-t-il pas une contradiction frappante de ce qu'aucun citoyen ne pourra être admis à aucune fonction publique, si, pour son instruction, il n'a pas fréquenté les écoles nationales, ce qui est très bien vu, et que cependant il reste des citoyens dans l'impossibilité d'exécuter la loi ? Voilà donc l'isolement d'une classe de Français qui ne pourront jamais être fonctionnaires publics, voilà des îlotes.

Je passe à l'*École centrale*. Quant au plan, on convient généralement qu'il est mesquin, ce n'est qu'une ébauche. Sans doute, on s'occupe d'en donner un autre ou de perfectionner les premiers qui valaient beaucoup moins que celui qu'on a adopté. Où est Condorcet ?

On a beaucoup tardé à organiser l'*École centrale* d'Angers, quoiqu'il y eût un assez grand nombre de sujets bons et connus qui se fussent inscrits sur le registre du département et qui avaient fait leurs preuves. Je ne puis assurer d'une manière positive quelles étaient les vues de l'Administration centrale d'alors, mais l'opinion du public (le public est toujours soupçonneux et malin mais quelquefois clairvoyant quand ses intérêts sont compromis, soit dit entre nous deux), l'opinion était qu'on avait ajourné l'organisation de l'*École centrale* après l'événement des élections en faveur de certains fonctionnaires qui ne seraient pas perpétués dans leurs places ; ils l'ont été. C'est d'après ce résultat des élections que le jeune professeur de législation a obtenu de voir couronner ses talents et son mérite très longtemps après la nomination et l'installation solennelle des autres professeurs. On doit regretter qu'on ait été privé pendant si longtemps de ses leçons, elles auraient beaucoup servi à soutenir l'esprit public qui tombait alors d'une manière alarmante. On peut souhaiter aussi qu'il réserve ses talents et tout son temps aux devoirs de sa place, s'il est bien salarié pour cela par la République. Les distractions, disons vrai, la presque totalité de son temps qu'il donne à plaider devant les tribunaux, rappelle tout à fait l'ancien régime. Je m'en rapporte à vous, citoyen-collègue, de juger si vous devez lui faire là-dessus des observations fraternelles ; il mérite des égards, j'aime à me persuader qu'il n'abusera pas de ceux que vous aurez pour lui, et qu'il déférera à vos avis.

Les professeurs de l'*École centrale* ont des talents, aiment leur état et sont bien capables d'en remplir la tâche honorable. Ceux qui ont parlé à la solennité de la rentrée de l'*École*, ont donné une idée avantageuse de tout cet établissement, leurs discours ont annoncé beaucoup d'instruction et d'érudition respirent le patriotisme et garantissent au public que leurs collègues sont leurs dignes émules. Il en est un cependant qui a besoin de rassurer les vrais républicains sur ses principes ; on n'a pas oublié et on n'oubliera pas que quand le professeur d'histoire, le royaliste Papin, a voulu consacrer dans une assez

mauvaise pièce de théâtre la qualification de « Monsieur » et avilir celle de « Citoyen », en ne la mettant que dans la bouche d'un scélérat, le professeur de belles-lettres Grille a pris sa défense avec autant d'indécence que d'éclat dans un journal. C'est pour le moins une complaisance très condamnable et scandaleuse, et jusqu'à ce qu'il en ait fait abjuration avec autant d'éclat, on l'appellera « Monsieur Grille ».

Cette faute ne doit point rejaillir sur les autres professeurs. Cependant on peut reprocher à quelques-uns d'avoir eu des liaisons trop amicales avec des royalistes avant le 18 fructidor (4 septembre 1797) ; j'ai vu le bibliothécaire dans la place publique se donner les mains et s'embrasser bien fraternellement avec le médecin Delaunay, franc royaliste, ainsi qu'il s'est montré au temps des dernières élections en sollicitant les suffrages pour les honnêtes gens et conseillant de les refuser aux républicains pour le bien de la paix. Je veux bien croire que ces témoignages ne partaient pas du cœur, mais ces liaisons de politesse, pour servir au besoin, décèlent l'homme faible, sans caractère, qui certes n'eût pas fondé la République, qui veut avoir des amis partout parce qu'il a peur des revenants. Du reste, il est très bien placé à la bibliothèque ; il y serait même précieux s'il se tenait assidûment à son poste, mais on se plaint qu'il n'y passe qu'une heure par jour et laisse depuis longtemps la charge du travail au citoyen Locatelli, qui ne devrait être que son aide. Celui-ci ne peut qu'entretenir l'opération sans l'avancer. Le public attribue à la négligence du citoyen Braux le retard de l'ouverture de la Bibliothèque, dont il est fâché que les gens de lettres soient privés. Je tiens ceci d'un de ses amis qui, par intérêt qu'il prend à lui, croit urgent de lui faire faire par l'Administration centrale des observations sérieuses auxquelles un homme à sentiments comme lui sera certainement sensible. Il doit à la République l'emploi de tout son temps et de tous ses moyens.

N'omettons pas l'*École spéciale de santé*. Cet établissement est bien soutenu par les membres qui le composent. Leurs talents et leurs travaux répondent aux vues qu'a eues le Gouvernement en la formant. Ils font des cours d'études très bien dirigés sur les différentes parties de cette science si utile à l'humanité, ils ont un grand nombre d'élèves à qui ils savent faire goûter leurs leçons en aplanissant par de bonnes méthodes les difficultés. Ils auraient l'espoir de porter promptement cet établissement à un haut degré d'amélioration en tout genre, si cette école obtenait des secours pour les dépenses exigées par la chimie, pour les machines nécessaires à l'enseignement de la physique expérimentale et pour l'entretien et l'augmentation du Jardin botanique. On peut en juger par les succès des jeunes élèves dans les opérations de la chirurgie, qui ne dépendent que de leurs talents et de leur attention à profiter des leçons des maîtres. Cette partie de l'art de secourir l'humanité souffrante peut, sans ses élèves mêmes, fournir des maîtres d'opérations chirurgicales. La confiance publique dans l'habileté des professeurs de toutes les parties de l'*École spéciale*

de Santé doit être entière, tant pour la théorie qui concerne l'enseignement des élèves que pour la pratique à l'égard des malades et encore pour les soins charitables envers les pauvres à l'égard desquels ils usent du plus grand désintéressement. Quant à leurs principes politiques, à l'exception de celui que je vous ai nommé, dont la conduite n'a pas laissé de doute sur son attachement à la faction royaliste, je crois tous les officiers de santé patriotes. Le plus grand nombre sont bons républicains, ceux qui n'ont pas d'enthousiasme prennent la chose en philosophes et montrent des sentiments civiques.

Vous me demandez quelles raisons ont empêché l'établissement d'un *Musée* dans cette grande commune et des *sociétés scientifiques, littéraires et d'agriculture*. Hélas ! Angers avant la Révolution renfermait dans son sein tous ces établissements qui en faisaient un musée, tel qu'il pouvait exister alors.

Quelques-uns n'auraient jamais dû naître, ils devaient leur existence aux *d'apôtres de la superstition* qu'ils poussaient jusqu'au *fanatisme* ; ils couvraient d'apôtres de la superstition qu'ils poussaient jusqu'au fanatisme ; ils couvraient de leur ombre ténébreuse les lettres, les sciences et les beaux-arts, ils en entravaient les succès, ils en ternissaient l'éclat. Fasse le ciel qu'ils disparaissent pour jamais du sol français et de la surface de la terre. La guerre et la tyrannie surtout ont failli tout détruire sans distinction ; les sciences utiles ont vu désert leurs palais, les jardins et parterres des lettres sont restés sans culture, la philosophie a été dépouillée de son manteau par l'ignorance impudente, un grand nombre de leurs prosélytes ont péri dans les combats ou sont tombés sous la hache des Commissions militaires, et les muses effrayées se sont dispersées. L'aurore de la paix leur annonce des jours plus favorables, les muses aiment la paix ; rappelées par les chants d'allégresse des républicains, elles vont hâter leur retour, elles rassembleront bien vite autour d'elles leurs nourrissons dont nous voyons déjà différents groupes réunis, elles n'ont besoin que de quelques années de paix pour en former d'autres en grand nombre.

Notre canton en était la pépinière du temps de l'esclavage, malgré tous les obstacles qu'y mettait le despotisme. Que ne produira-t-il point en ce genre sous le règne de la liberté ? La liberté protégera les lettres, les sciences et les arts ; le goût formera le plan du temple des muses, les habitants de cette heureuse contrée le rebâtiront avec enthousiasme ; ce succès fera comme autrefois, mais avec plus de fruit, leur gloire et leur bonheur.

Nous avons dans le canton d'Angers un *jury central d'instruction*. Suivant les lois, il doit être composé de trois membres ; ils doivent être pris parmi les pères de familles ; il doit être renouvelé par tiers tous les six mois ; ils doivent, pendant le Gouvernement révolutionnaire, examiner, lire et surveiller les instituteurs et institutrices et les professeurs des écoles centrales, sous l'approbation de l'Administration du département. Le Comité d'instruction publique

est chargé d'arrêter les règlements sur le régime et la discipline intérieure des Écoles centrales ; j'en ai un sous les yeux du 18 ventôse (8 mars 1897), c'est peu de chose, il ne répond pas à l'importance de son objet. — J'ignore ce qui s'est passé pour la formation du jury central d'instruction, les règlements qu'il a faits, ses travaux relativement aux nominations, examen et surveillance de tous les instituteurs et institutrices des écoles primaires et des professeurs des écoles centrales ; j'ignore pourquoi on ne nomme pas à la place de professeur d'histoire. C'est à vous, citoyens-collègues, qu'appartient le droit de demander que le jury rende compte sur tous ces points ; ce jury n'est pas sous l'inspection des administrations municipales. L'Administration du département le nomme, c'est à cette administration à éclairer ses opérations. Je ne doute point que vous ne l'invitez à s'en occuper, dans ce moment surtout où il paraît que le Gouvernement prend à tâche de faire réussir toutes les institutions républicaines comme étant la base la plus importante qui puisse consolider la République.

Je finis par une observation sur les *écoles libres* dont parle la loi du 27 brumaire. Ce mot a ouvert la porte à tous les abus. *De toutes parts, des hommes, des femmes, des religieuses surtout qui ne sont pas soumises aux lois, tous ennemis jurés et irréconciliables de la République, ont ouvert des écoles libres et y ont librement dressé les enfants des deux sexes au fanatisme*, au mépris des lois et du Gouvernement, leur ont assuré et bien persuadé qu'y obéir est une source de maux et le plus grand de tous les crimes ! *Le droit d'établir des écoles libres n'est qu'un droit imaginaire, selon moi, il doit être rayé du Code de notre législation.* — Tout établissement d'école, en quelque genre d'art ou de science que ce soit, ou proposé par des citoyens zélés et bien intentionnés, ne doit se former que par les soins et l'autorité du Gouvernement ; il doit être non pas libre, mais subordonné et dirigé selon les lois et les règlements faits sur cet objet et communs à toutes les écoles du même genre, *sans quoi on ne réussira ni à une bonne instruction, ni à une éducation républicaine.* Dans toutes les écoles les élèves sont les enfants de la patrie, ils doivent donc tous n'avoir d'éducation et d'instruction que suivant les règles prescrites par les lois pour le bien de la patrie, elle doit être la même pour tous.

Signé : GUILLIER DE LA TOUCHE.

XI. — Plan et cartes

(P. 5). PLAN DE LA VILLE D'ANGERS (1789)

Le plan donné plus loin a été levé en 1775 par J.-B. Dubois, géomètre-arpenteur, pour figurer à la suite d'une notice de Moithey sur la ville d'Angers ¹.

J.-B. Dubois en a donné une nouvelle impression en 1789, reproduite dans *l'Almanach du département de Maine-et-Loire* en 1793 ².

Le plan de J.-B. Dubois se trouve encore en tête de l'édition de Péan de la Tuilerie : *Description de la ville d'Angers* (1778), faite par C. Port en 1869 ³. Le plan porte les chiffres d'une légende qui a été reconstituée par l'éminent archiviste. (Voir p. XXI, note.)

C'est à cette légende que sont empruntées les indications que nous avons données concernant l'emplacement des établissements scolaires et des paroisses de la ville d'Angers en 1789.

(P. XII) CARTE DE LA PROVINCE D'ANJOU (1780)

1. La carte de la province d'Anjou, donnée plus loin est la réduction aux 7/10^e, d'une partie de la *Carte des provinces d'Anjou et de Touraine dressée par J.-B. de la Fosse, en 1780*.

L'original se trouve aux Archives départementales (Bibliothèque angevine), et nous a été communiqué par l'archiviste, M. Saché.

La carte de J.-B. de la Fosse (1780), comme celle de Piganiol de la Force en 1754, est une reproduction de la *Carte d'Anjou et de Touraine ou de la partie méridionale de la généralité de Tours, par Guillaume de l'Isle, premier géographe du Roy, de l'Académie royale des Sciences*, Amsterdam, chez Jean Covens et Corneille Mortier, géographes, dressée vers 1720 ⁴.

¹ Voir B. A., H 2060. *Recherches historiques sur la ville d'Angers avec le plan assujéti à ses accroissements, embellissements et projets*. Dédié et présenté à Monsieur, frère du roi. Par le sieur Moithey, ingénieur-géographe du roi. Paris, Imp. de Morin, 1776, in-4^o de 44 p.

² Voir B. A., H 5508. *Almanach du département de Maine-et-Loire* 1793. Angers, Mame, p. 117. (Plan de J.-B. Dubois, avec indication des chiffres de référence portés sur le plan et du nom des rues.)

³ Voir B. A., H 179.

⁴ « Les frères Delisle, géographes du roi offrirent à la ville de dresser une carte de l'Anjou en quatre feuilles, moyennant 8.000 livres. L'imprimeur de Paris, Coignard, qui imprimait la *Coutume d'Anjou*, prit à son compte mille exemplaires qu'il insérerait dans autant d'exemplaires de cet ouvrage ; l'autorité municipale fit à son tour l'avance de 2.000 livres, ce qui compléta la somme demandée par les frères Delisle. » (BLORDIER, *Angers et l'Anjou sous le régime municipal*, p. 261.)

Comme la précédente, la carte de J.-B. de la Fosse donne les divisions de l'Anjou par *Élections*.

2. A ce point de vue, l'Anjou « formait les cinq *Élections* d'Angers (227 paroisses), la ville non comprise ; de Baugé (86 par.), de Saumur (85 par.), de Château-Gontier (69 par.), de Montreuil-Bellay (57 par.), et partie des élections de La Flèche (29 par.) et de Richelieu (57 par.), ensemble 605 paroisses dont 70 du Maine, 23 de la Touraine et le double du Poitou »¹. Cette division a été maintenue jusqu'en 1789.

3. Cependant en 1787, le *Règlement pour la formation des Assemblées de la Généralité de Tours* prévoyait la division de chacune des trois Assemblées provinciales en plusieurs districts².

Le 12 octobre 1787, l'Assemblée provinciale d'Anjou arrête : 1^o « Que la province d'Anjou sera divisée en seize districts » ;

2^o « Que cette division se ferait sans mêler les six élections, mais en les partageant de la manière la plus égale qu'il serait possible »³.

« D'une part on évitait une nouvelle division de la province qui embarrasserait, pendant plusieurs années, la répartition et le recouvrement de l'impôt » ; d'autre part, on tenait compte des divisions naturelles créées par les nombreuses rivières du pays ; et pour faciliter la tâche des commissaires du district « on choisissait pour chef-lieu les villes où les foires et marchés attirent le plus de monde ; on rapprochait le plus possible des chefs-lieux des dits districts, les paroisses qui les composent ».

C'est sur ces bases que le Bureau des districts nommé par l'Assemblée provinciale d'Anjou, le 17 octobre 1787, procéda à la répartition des paroisses.

Les 16 districts de la province furent ainsi composés :

1^o *Élection d'Angers* : I. District de la ville d'Angers (par. de la ville : 16 ; de la campagne : 29) ; II. D. de Châteauneuf : 28 ; III. D. de Segré : 48 ; IV. D. de Saint-Georges : 34 ; V. D. de Brissac : 36 ; VI. D. de Beaupréau : 52 ;

2^o *Élection de Saumur* : VII. D. de Saumur : 38 ; VIII. D. de Doué : 42 ;

3^o *Élection de La Flèche* : IX. D. de La Flèche : 50 ; X. D. de Sablé : 50 ;

4^o *Élection de Château-Gontier* : XI. D. de Château-Gontier : 36 ; XIII. D. de Craon : 33 ;

5^o *Élection de Baugé* : XIII. D. de Baugé : 40 ; XIV. D. de Château-la-Vallière : 40 ;

6^o *Élection de Montreuil-Bellay* : XV. D. de Montreuil : 30 ; XVI. D. de Cholet : 27⁴.

Soit, au total, 629 paroisses⁵.

¹ PORT, D., t. I, *Introd.*, p. XXIV.

² *Règlement du 18 juillet 1787*, art. 7 et 8. (A. D., C 165 mss.)

³ *Procès-verbaux de l'Ass. prov. d'Anjou*, p. 24. (*Ibid.*, C 166.)

⁴ A. D., C 166, *Proc.-verb.* imprimé de l'Ass. prov. d'Anjou, 15 octobre 1787, pp. 28-42. C 164, *Proc.-verb.* imprimé de l'Ass. des trois prov., 23 novembre 1787, p. 45.

⁵ Sur les 73 par. des élections de La Flèche et de Château-Gontier contestées par l'Ass. prov. du Maine, voir : *Proc.-verbal de l'Ass. prov. d'Anjou*, s. des 24 et 25 octobre 1787, pp. 24-28. *Id.*, *Proc.-verb. de l'Ass. générale des trois prov.*, 25 novembre 1787, p. 59.

(P. 99) CARTE DU DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE (1790)

1. La carte donnée plus loin est la reproduction aux 7/10^e de la première carte du département. Elle est empruntée à l'*Atlas national de France*, publié en 1790, « sous les yeux du Comité révolutionnaire », et « où, dans une carte séparée, exécutée avec une netteté et une précision qui ne le cèdent pas à la beauté du burin, chaque département présente ses différents rapports et tous ses détails ». (*Précis élémentaire et méthodique de la nouvelle géographie de la France*, par les auteurs de l'*Atlas national de France*, Paris, 1791. Introd., p. Vj 2.)

Nous en devons la communication à l'aimable bibliophile angevin M. Olivier Couffon.

2. Cette carte donne la division du département en 8 districts et 99 cantons, telle qu'elle a été décrétée par l'Assemblée le 19 janvier 1790. « Angers est le chef-lieu du département et néanmoins il alternera avec Saumur, à moins que le département assemblé ne juge cet alternat contraire à ses intérêts, auquel cas le siège demeurera fixé à Angers ¹. » L'Assemblée électorale du département se prononce le 24 mai contre l'alternat et le décret du 22 juin 1790 désigne Angers comme chef-lieu ². Le nom provisoire de *département d'Anjou* (décret, 19 janvier 1790) est changé en celui de *Mayne-et-Loire* (décret, 26 février 1790), puis, de *Mayenne-et-Loire* et finalement de *Maine-et-Loire* ³. Le nombre des paroisses du département, à raison d'une par communauté (décret du 18 janvier 1790) est de 413, non compris celles d'Angers ⁴.

3. Conformément aux instructions générales du 12 août 1790 l'Assemblée générale du département procède, au cours de sa seconde session (novembre-décembre 1790), à une réduction du nombre des cantons motivée par l'organisation des justices de paix. Le 11 décembre 1790, le nombre est réduit : pour

¹ Voir pour la formation du département : A. N., D IV 32. — A. D., L 440-442, *Proc.-verb.* du 18 janvier 1790, signé des députés inter-provinciaux de Touraine, de Maine et d'Anjou, 12 feuillets mss. — B. A., H 2028, n° 10, Instruction pour l'organisation du département de Maine-et-Loire avec sa division par districts et cantons. Angers, Mame, 1790, in-4° 39 p. — UZUREAU, *Les divisions administratives de la province d'Anjou et du département de Maine-et-Loire*, dans *Mémoires de la Soc. d'Agr. d'Angers*, 5^e sér., 1907, pp. 159-219.

² BLORDIER, *Angers et le dép. de Maine-et-Loire*, t. I, pp. 112-116.

³ Voir sur cette question : AULARD, *Comité de Salut public*, t. III, p. 70, note (d'après les documents fournis par C. Port).

⁴ « En s'appropriant définitivement vers le sud et vers l'ouest, la meilleure partie des Marches poitevines et les 12 paroisses de l'Evêché de Nantes comprises entre la Maine, la Divatte et la rive gauche de la Loire, la circonscription nouvelle abandonnait vers l'est et vers le nord, 106 paroisses angevines aux départements riverains (Sarthe 29 ; Mayenne 51 ; Indre-et-Loire, 26). (PORT, D., t. I, Introd., p. xxxii.)

Saumur de 15 à 12 ; Baugé de 10 à 7 ; Châteauneuf de 9 à 7 ; Segré de 10 à 6 ; Saint-Florent de 9 à 6 ; Vihiers de 10 à 7 ; Cholet de 11 à 9¹. Le 19 mars 1791, le Directoire du département adopte le plan de répartition proposé par le district d'Angers, réduction de 17 à 12². Soit au total : 70 cantons au lieu de 99. (Décret du 9 avril 1791)³.

4. Les appellations des communes furent modifiées sous la Convention⁴. Pour le département : Voir 1^o Adresse de la commune de Saint-Florent (30 janvier 1793, an II), tendant à être autorisée, d'après la loi du 20 juin 1790 et ses arrêtés des 30 septembre 1790 et 11 janvier 1793, à changer le nom de Saint-Florent-le-Vieil en celui de *Montglone*, son nom primitif⁵ ; 2^o L'arrêté du district d'Angers du 29 germinal an II (18 avril 1794), adressé au département le 16 floréal an II⁶ ; 3^o Pour les noms des communes des autres districts, voir la division en 70 cantons arrêtée par le département la 5 brumaire an IV, et où figurent les nouvelles appellations.

5. Le 29 vendémiaire an IV, l'Administration du département, en exécution de la loi du 19 du même mois « sur la division du territoire de la République, sur le placement et l'organisation des autorités administratives et judiciaires », procède à la nouvelle division du département : suppression des administrations de district ; création de 72 municipalités cantonales, par suite de l'établissement de deux municipalités : 1^o à Beaufort (*B. intra-muros* à Beaufort et *B. extra muros*, avec siège à Fontaine-Guérin), et 2^o à Saumur (*S. intra-muros* et *S. extra muros*, avec siège à Saumur)⁷.

6. L'Administration du département procéda par la suite à la répartition des cantons : 1^o au point de vue judiciaire, application de la loi du 19 vendémiaire an IV (11 octobre 1795), qui établit 5 tribunaux correctionnels dans le

¹ A. D., L 9. Dép. Reg. de délib. — A. N., F¹ C^{III} M.-et-L., 5, n^o 269 (6 feuillets).

² A. D., L 33.

³ Les almanachs de M.-et-L. pour 1792 et 1793 mentionnent à la fois la division en 99 cantons pour l'organisation administrative et la division en 70 cantons pour l'organisation judiciaire. (B. A., H 5508.)

⁴ AULARD, *Les noms des communes pendant la Révolution (Rév. française, 1898, t. XXXIV, pp. 227-236).*

⁵ A. D., L 12 (30 janvier 1793).

⁶ Sur 72 communes, 21 noms sont changés, 7 sont modifiés. (Voir placard imprimé Angers, Imp. Nat., chez Jahyer et Geslin, rue Milton.)

NOTA. — A la suite de la liste, l'affiche porte cette mention : « La plupart des communes du district, soit par insouciance, soit par attachement à leurs anciennes dénominations féodales ou superstitieuses ayant négligé d'en choisir de nouvelles, le Conseil du district a été obligé de les suppléer, mais avant d'arrêter définitivement les nouvelles dénominations, il invite toutes les communes à lui faire part, dans le délai de trois jours, de leurs observations et des changements qu'elles désiraient y faire. » (Signé : Bellanger, président ; Villier, agent national ; Geslin le jeune, secrétaire.) (A. D., L 33. Dist. d'Angers. Divisions administratives 2 M 9. Publié par QUÉRUAU-LAMERIE, *Rev. d'Anj.*, 5^e sér., 1885, pp. 168-171.)

⁷ A. D., L 87. Dép. Proc.-verb. Arrêté du 29 vendémiaire et du 5 brumaire an IV. Voir un exemplaire imprimé de la division du département en 70 cantons avec l'énumération des communes de chaque canton.

département ¹ ; 2^o au point de vue de l'instruction publique, entre les cinq jurys d'instruction (arrêté du 23 frimaire an IV, 14 décembre 1795) ² ; 3^o au point de vue financier, en 5 arrondissements pour le recouvrement des impôts (arrêté du Directoire du département, 18 avril 1797, et de l'Administration du département, 5 juillet 1797 (22 germinal an V-17 messidor an V) ³.

Ces divisions subsistèrent jusqu'au Consulat.

¹ Voir aux A. D., une carte extraite de l'*Atlas national portatif de la France*, par les auteurs de l'*Atlas national de la France* 1792, avec au verso la répartition des 70 cantons entre les 5 tribunaux.

² A. D., L. 88. Dép. Proc.-verb.

³ *Ibid.*, L. 90. Dép. Proc.-verb.

6 novembre 1928;

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.

Vu

ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur
de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ERRATA

- Page XXII, ligne 2 : *au lieu de Mémoires lire Mémoire.*
Page XXII, ligne 20 : *au lieu de Instruction... (S 1120) lire Tables de comparaison... (S 1121). Voir titre exact, p. 362, note 7.*
Page XXX, ligne 34 : *au lieu de Dealaunay lire Delaunay.*
Page XXXII, les deux premiers ouvrages cités ont seuls été publiés par F. Uzureau.
Page XXXIII, ligne 2 : *au lieu de Uzureau (F.). — Correspondance... lire Correspondance...*
Page XXXV, ligne 6 : *au lieu de l'obligation lire l'obligeance.*
Page XXXVI, ligne 32 : *au lieu de établis lire établie.*
Page XLI, ligne 6 : *au lieu de diosèce lire diocèse.*
Page XLIV, ligne 11 : *au lieu de Angres lire Angers.*
Page LIII, lignes 26-27-28 : *au lieu de B 11 lire B 11.*
Page LIII, ligne 35 : *au lieu de an III lire an II.*
Page LIV, ligne 21 : *au lieu de catalogue lire catalogues.*
Page LVI, ligne 9 : *au lieu de publié lire publiée.*
- Page 7, ligne 16 : *au lieu de privilégiée lire privilégiée.*
Page 13, ligne 18 : *au lieu de « psallettes ou écoles de grammaire et de chant » lire « psallettes » ou « écoles de grammaire et de chant ».*
Page 20, note 3 : *au lieu de chap. VII lire t. VII.*
Page 23, ligne 15 : *au lieu de qu'en en tirera lire qu'on en tirera.*
Page 24, ligne 20 : *au lieu de et ; en toute saison lire et en toute saison.*
Page 156, note 7 : *au lieu de manque des ubordination lire manque de subordination.*
Page 166, ligne 19 : *au lieu de Univerité lire Université.*
Page 170, note 3 : *au lieu de il les comblaient lire ils les comblaient.*
Page 177, ligne 29 : *au lieu de le Société lire la Société.*
Page 192, ligne finale : *au lieu de le revision lire la revision.*
Page 192, note 4 : *au lieu de Coupé de l'Oise lire Coupépé de l'Oise.*
Page 193, ligne 9 : *au lieu de d'un complot. Robespierre lire d'un complot, Robespierre*
Page 194, note 6 : *au lieu de Républiqua lire République.*
Page 213, note 3 : *au lieu de ugement lire jugement.*
Page 217, ligne 19 : *au lieu de mmbres lire membres.*
Page 230, note 8 : *au lieu de la premission lire la permission.*
Page 244, ligne 22 : *au lieu de les chants patriotique lire les chants patriotiques.*
Page 246, note 3 : *au lieu de hâter e travail lire hâter le travail.*
Page 263, note 4 : *au lieu de collationé lire collationné.*
Page 269, ligne 17 : *au lieu de Coupé lire Coupépé.*
Page 303, note 5 : *au lieu de Barbet-Marbois lire Barbé-Marbois.*
Page 315, note 3 : *au lieu de dits lire dit.*
Page 327, note 5 : *au lieu de las arrêter lire les arrêter.*

Page 327, note 5 : *au lieu de Port-de-France lire Port-au-Prince.*
 Page 328, ligne 20 : *au lieu de dsetitution lire destitution.*
 Page 332, ligne 1 : *au lieu de impndement lire impudemment.*
 Page 360, note 1, ligne 22 : *au lieu de afins lire afin.*
 Page 370, note 1, ligne 4 : *au lieu de le donne lire je donne.*
 Page 370, note 2, ligne 7 : *au lieu de rempli lire remplis.*
 Page 373, note 6, ligne 8 : *au lieu de entierer lire entières.*
 Page 377, ligne 11 : *au lieu de enattribue lire en attribue.*
 Page 377, note 3, ligne 25 : *au lieu de je connais lire je ne connais.*
 Page 415, ligne 7 : *au lieu de établissements lire établissements.*
 Page 421, ligne 1 : *au lieu de Aurion lire Auriou.*
 Page 427, note 3, ligne 2 : *au lieu de permettent lire permet.*
 Page 428, ligne 11 : *au lieu de (an VI) lire (an VI-an VIII).*
 Page 439, ligne 5 : *au lieu de (an IV) lire (an IV-an VIII).*
 Page 451, ligne 3 : *au lieu de ce mots lire ces mots.*
 Page 472, note 5, ligne 3 : *au lieu de Parm lire Parmi.*
 Page 472, note 5, ligne 4 : *au lieu de Joubert, i lire Joubert.*
 Page 478, ligne 2 : *au lieu de frumaire lire frimaire.*

Page 496, ligne 9 : *au lieu de ains lire ainsi.*
 Page 505, ligne 39 : *au lieu de Cho et lire Cholet.*
 Page 515, ligne 27 : *au lieu de eut démontré lire est démontrée.*
 Page 516, ligne 20 : *au lieu de contienne lire contiennent.*
 Page 516, ligne 38 : *au lieu de au moins lire au moien.*
 Page 545, ligne 5 : *au lieu de croieront lire croiront.*
 Page 557, colonne 1, ligne 7 : *au lieu de Ayma d lire Aymard.*
 Page 557, colonne 4, ligne 17 : *au lieu de Autance lire Aubance.*
 Page 562, titre, colonne 1 : *au lieu de montant fixes lire montant des dépenses fixes ;*
 titre, colonne 2 : *au lieu de des dépenses variables lire montant des dépenses variables.*
 Page 580, lignes 14 et 15 : *rétablir ainsi préjugés, c'était malheureusement les prédominants. Ils s'étaient composés d'apôtres de la superstition qu'ils poussaient jusqu'au fanatisme ; ils couvraient...*
 Page 585, ligne 13 : *au lieu de la lire le.*
 Page 608, ligne 22 : *au lieu de distribution lire distributions.*

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES

NOTA. — Les noms de lieux sont indiqués en italique. — L'n qui suit un chiffre indique la note de la page

A

Alfort, 241, 241 n.
 Allain, administrateur, 325 n.
 Allin (Marie), maîtresse d'école, 119 n.
Allonnes, 298, 323.
Angers, 3, 5 et suiv., 10 n., 14 n., 15 et suiv., 21, 29, 37, 39 et suiv., 46 et suiv., 51 et suiv., 57 et suiv., 62 et suiv., 67 et suiv., 71 et suiv., 75, 76, 77, 78 n., 81, 84 et suiv., 89 et suiv., 99 et suiv., 103, 104, 105, 106 et suiv., 111, 112, 113, 114, 114 n., 115, 116 et suiv., 123, 125, 128 et suiv., 133, 152, 153, 153 n., 160 et suiv., 198, 199 et suiv., 217 et suiv., 221, 227, 230 et suiv., 233, 238, 252, 258, 269, 275 et suiv., 295, 298 et suiv., 311, 320, 322, 325, 329, 336 n., 338, 343, 348, 348 n., 351, 353, 355, 356, 358, 362 n., 414, 421, 426 et suiv., 435 et suiv., 448, 450 et suiv., 460 et suiv., 475.
 Arbogast, conventionnel, 190, 212 n., 283 n.
 Aubert du Petit-Thouars, botaniste, 71, 72.
 Aubert (Jacquine), institutrice, 329 n.
 Audio, notaire, 433.
 Audusson aîné, commissaire, 331 n.
 Auriou, médecin, 421.
 Autichamp (d'), chef vendéen, 410 n.
Auverse, 14 n.
 Auvray (demoiselle), maîtresse d'école, 58.
 Avril, instituteur, 205.

B

Babeuf, 431.
 Babin (Mathurine), maîtresse d'école, 119 n.
 Bailleul, conventionnel, représentant en mission, 280 n., 336, 336 n.
 Bancal, conventionnel, 335.
 Bancelin (Olivier), administrateur, 197, 247, 270, 275, 327 n.
Baracé, 31 n.
 Baranger, administrateur, 49, 214 n., 241 n., 291, 327 n.
 Barbé-Marbois, conventionnel, 303 n.
 Bardet, administrateur, 295 n.
 Bardet (Anne, veuve Guinebert), institutrice, 209 n., 282, 304.
 Barère, conventionnel, 230, 239, 239 n., 241.
 Bastard, chirurgien, 400.
Baugé, 11 n., 12, 14, 21, 25, 29 n., 104, 105, 114, 132, 152 n., 158 n., 159 n., 166 n., 173, 198, 209 n., 218 n., 244, 247, 269, 277, 280, 281 n., 284, 295, 302, 328 n., 403, 437, 448.
Beaufort, 12, 14 n., 21, 25, 25 n., 28, 28 n., 55, 75 et suiv., 104, 104 n., 113, 113 n., 132, 159 n., 166, 218, 219, 297 et suiv., 302 n., 323.
 Beaumarchais, 64, 455.
Beaupréau, 104, 109, 118 n., 132, 175, 295, 476 n.
 Beaurepaire (de), colonel des volontaires

- de M.-et-L., 127, 224, 224 n., 231 n., 356.
- Beaussier (Joseph), élève de l'École centrale, 389, 389 n.
- Beauveau (marquis de), 88.
- Béclard, chirurgien, 400.
- Bécon, 86, 301 n.
- Bénaben, oratorien, 46, 47, 105 n., 107 et suiv., 123, 136, 142, 143 147, 156, 168, 172, 270, 338 n., 339, 343, 349 n., 351, 353, 358 n., 359 n., 361 et suiv., 371, 374, 375, 382 et suiv., 387, 389, 429 n., 435 n., 438, 450 n., 461, 462, 462 n., 475 n., 482.
- Bénézech, ministre de l'Intérieur, 292, 294, 325 n., 341, 394, 424 n., 427.
- Benoist, curé, instituteur, 277 n., 310, 320 n.
- Berger, professeur, maire d'Angers, 6 n., 43 n., 100 n., 103 n., 122 n., 197, 199 n., 235 n., 276, 352 n., 417 n., 418, 425, 429 n.
- Bernardeau (Anne), institutrice, 200 n.
- Bernier (abbé), professeur de théologie, 100 n.
- Bernier, institutrice, 329.
- Berthe, relieur, 432, 432 n.
- Berthelot-Dupaty, docteur, 63, 68.
- Bertin, contrôleur général, 67.
- Besnard, maître d'école, 10 n.
- Besnard (François-Yves), curé, écrivain, 8, 8 n., 12, 12 n., 17 n., 18, 18 n., 19, 19 n., 21 n., 24, 24 n., 26 n., 47, 47 n., 51, 51 n., 58, 58 n.
- Besnard (Flavie), institutrice, 205, 301 n.
- Besson, administrateur, 49.
- Bézard, conventionnel, représentant en mission, 256, 275 n., 276, 276 n.
- Billault, imprimeur, 81, 84 n., 85, 85 n.
- Blaison, 14 n., 111, 219, 306.
- Bletteau, administrateur, 247 n.
- Blondeau (abbé), principal de collège, 12, 80, 105, 105 n., 476 n.
- Blot (Marguerite), institutrice, 114.
- Blou, 209 n.
- Blouère (La), 34 n., 35 n.
- Blouin (demoiselle), maîtresse d'école des sourds-muets, 38, 38 n., 52 et suiv., 114 n., 118 n.
- Bodard, administrateur, 76, 100 n.
- Body, avocat, 44, 76.
- Boislève, officier municipal, 325 n.
- Boissy d'Anglas, conventionnel, 215, 287.
- Boniface, bénédictin, 199 n., 218, 432.
- Bonnet, prêtre, 292.
- Bouchemaine, 205.
- Bourdon (Léonard), 191, 211 n.
- Bourgelat (école d'Alfort), 241 n.
- Bourgonnier, prêtre réfractaire, 323.
- Bourgueil, 13.
- Bouquier, conventionnel, 193, 215, 238, 335 n., 413 n.
- Boussac, babouviste, 435 n., 450 n.
- Bouton, agent national, 242.
- Boylèsve, recteur, 42 n.
- Brain-sur-Allonnes, 297, 298, 445, 448.
- Brain-sur-l'Authion, 206.
- Brain-sur-Longuenée, 323.
- Brard (Jean), instituteur, 209 n.
- Braux (dom), bénédictin, 72, 156, 162, 162 n., 200 n., 240, 250, 251, 251 n., 256, 269, 271, 339, 342, 345 n., 347 n., 353, 353 n., 358 n., 362, 395, 395 n., 397, 429 n., 474, 475 n.
- Breil, 281 n.
- Bressuire, 336 n.
- Brevet de Beaujour (Louis-Étienne), avocat, 43 n., 66, 72, 122, 251, 251 n.
- Brevet (Mathurin), procureur de la nation de Bretagne, 7 n., 103 n.
- Brézé, 15, 158.
- Brézé (marquis de), 158 n., 278 n.
- Brichet, administrateur, 291.
- Brinthis (veuve), institutrice, 208 n.
- Brion, 29, 29 n., 30.
- Brissac (Mont-Fidèle), 14 n., 71 n., 86, 202, 297, 299 n.
- Brossay, 208.
- Brosseau, officier municipal, 325 n.
- Brossier, prêtre, 76.
- Brunel, instituteur, 304.
- Brunet (Marie), institutrice, 209.
- Bueil (collège de), 8, 111, 111 n.
- Burolleau, médecin, botaniste, 71, 72.
- Buron (dit Leroi), instituteur, 323.

C

- Cadieu, administrateur, 295 n.
- Cady (Françoise), maîtresse d'école, 116, 119 n.
- Cailleau, maire de Saumur, 49, 197, 278 n., 325 n.
- Cailleau (le jeune), 228.

- Cailleau, principal du collège de Baugé, 21, 31 n., 56, 105, 302, 304, 306 n.
 Caillot (Joseph), notaire, 280 n., 295 n.
 Caillot, institutrice, 209 n.
 Cambon (François), instituteur, 209 n.
 Candé, 203, 275, 294, 312, 318, 323, 328, 328 n., 447 n.
 Cassin (abbé), 249 n.
 Cassius, instituteur, 304.
 Caval, élève d'Alfort, 241 n.
 Chabert, élève d'Alfort, 241 n.
 Chacé, 279 n.
 Chaloché (abbaye de), 82, 152 n., 154, 154 n.
 Chalonnès, 56, 336 n., 437, 446 n.
 Chalopin, instituteur, 329.
 Chalotais (La), 41 n., 50 n.
 Chambellay, 353.
 Champigné, 13, 13 n., 111, 111 n.
 Chapelle-Hulin (La), 33.
 Chaptal, ministre du Consulat, 479.
 Charette, chef vendéen, 316, 316 n., 355 n.
 Charlier, conventionnel, 194 n.
 Chartier (Michel), médecin, 71.
 Charzé, 300 n.
 Château (abbé), principal de collège, 104, 104 n.
 Château-Gontier, 13, 14, 14 n., 20 n., 21, 166 n.
 Châteauneuf-sur-Sarthe, 111 n., 114 n., 118, 198, 202, 217, 246, 248, 248 n., 259, 275, 302 n., 328 n., 336 n., 465.
 Chatizel (abbé), député à la Constituante, 33, 83, 88, 88 n.
 Chaudfonds, 116.
 Chauvin, commissaire, 327 n.
 Cheffes, 302 n.
 Chemillé, 56, 294, 302 n., 336 n., 423 n.
 Chênehutte-les-Tuffeaux, 208, 323.
 Chénier (M.-J.), conventionnel, 215 n., 231 n., 263 n.
 Chevalier (Marie), institutrice, 209 n., 322.
 Chevire, 209 n.
 Chevré, commissaire, 152, 152 n., 166 n.
 Chevreul (Michel), chirurgien, 45, 46, 71, 101, 101 n., 199 n., 415, 417 n., 418, 420, 421, 422 n., 423, 425, 472 n., 474 n.
 Chevreul (le jeune), médecin, 400, 417 n., 422, 422 n., 423 n., 429 n.
 Chevreux, institutrice, 328.
 Chiron, instituteur, 329 n.
 Cholet, 14, 114, 156 n., 174, 198, 202, 243, 246, 274, 294 n., 306, 328 n., 336 n.
 Chollet (François), curé, 12, 200 n., 292 n., 318.
 Chollet (Julie), institutrice, 329 n.
 Choudieu, médecin, 6 n., 43 n., 100 n., 102 n., 103 n., 417 n., 418.
 Choudieu, conventionnel, 168, 196, 290 n., 481.
 Chouteau, député à l'Ass. législative, 291.
 Cinet, instituteur, 476 n.
 Clairfons, acteur et auteur dramatique, 232, 234.
 Clavreul, vicaire, 228.
 Clefs, 302 n.
 Clément, instituteur, 329.
 Coignard, instituteur, 310.
 Colin d'Harleville, auteur dramatique, 455, 456 n.
 Collot d'Herbois, auteur dramatique et conventionnel, 91, 91 n.
 Concourson, 293 n.
 Condorcet, 136 n., 147 n.
 Contades (comte de), 77.
 Contades (marquis de), émigré, 66, 257 n., 258 n., 355.
 Contigné, 204, 293 n.
 Coquereau (fille), institutrice, 322.
 Coquille d'Alleuds (Jacques-Antoine), ré-collet, curé constitutionnel, 76 n., 80, 80 n., 109, 109 n., 178, 179, 179 n., 183, 183 n.
 Cordier (J.-B.), orateur et polémiste, 89, 89 n., 93 n., 113 n., 152, 155, 155 n., 168, 170.
 Corné, 209 n., 281 n., 302 n.
 Cornillé, 465.
 Cornuaille (La), 301 n.
 Coron, 293 n., 328 n., 336 n.
 Corzé, 330 n.
 Cosnard, membre du jury d'instruction de Saumur, 279, 295 n.
 Cossé, 115.
 Cossé-Brissac (marquis de), émigré, 257 n.
 Cottereau, instituteur, 202.
 Coudray (Le), 302 n., 312.
 Couet du Vivier de Lorry, évêque, 66, 72, 73, 123, 318, 318 n.
 Coullion-Mamert, administrateur, 295 n., 403 n., 408, 408 n., 409, 427 n., 468 n.
 Couppé de l'Oise, conventionnel, 192 n., 269.
 Couraudin de la Noue (Aimé), administrateur, 122 n., 166.
 Courteille (Pierre), instituteur, 307, 324.
 Coustard, procureur-syndic, 472 n.

Coutet, délégué à l'École normale, 269.
 Coutouly, médecin, 66, 156, 199 n., 295 n.,
 352 n., 417 n., 418, 418 n., 419, 428,
 428 n., 429, 429 n., 432 n., 472 n.
 Coutures, 119.
 Craon, 13, 14, 21.
 Crochard (Armand), émigré, 247.

D

Daburon de Mantelon (Pierre-Jean-François), oratorien, 76, 79 n.
 Daguenière (La), 204, 205.
 Dampierre, 207, 278 n.
 Dandenac (Jacques), conventionnel, 147 n.,
 152, 155, 155 n., 277 n., 290 n.
 Danton, 191, 194 n., 202.
 Darondeau, principal de collège, 12, 12 n.,
 22, 23, 104, 109, 109 n., 110.
 Daubenton, naturaliste, 403 n.
 Daumeray, 14 n.
 Daunou, conventionnel, 270 n., 271 n.,
 288, 289 n., 335 n., 361, 443.
 Dauvesse (Julien), instituteur, 301 n.,
 302 n.
 David, babouviste, 451 n.
 David, agent national, 277 n.
 David d'Angers, sculpteur, 389.
 Decorce, instituteur, 209 n., 282.
 Dehaies, frère des Écoles chrétiennes,
 331 n.
 Delaleine, curé constitutionnel, 320 n.
 Delaunay (François), professeur, 6 n.,
 43 n., 100 n., 421.
 Delaunay (Joseph), conventionnel, 44, 44 n.,
 66, 72, 88 n., 122 n., 150, 257 n.
 Delaunay (Pierre-Marie), dit le Jeune,
 conventionnel, 76, 112, 112 n., 113,
 152, 152 n., 276 n., 277 n., 290 n., 336 n.
 Delessart, 160.
 Denais, professeur, 110 n.
 Denée, 204, 205.
 Denezé-sous-Doué, 207, 279 n.
 Deschamps, directeur de théâtre, 103 n.,
 231, 234, 235, 431 n., 432, 451, 452,
 455, 456, 456 n.
 Desmarests, acteur, 90.
 Desmarquets (François), frère des Écoles
 chrétiennes, 117.
 Desmazières, député à la Constituante, 66.
 Desmoulins (Camille), conventionnel, 49 n.
 Desvignes, instituteur, 209 n.
 Devilliers, directeur de théâtre, 457.

Diderot, 69.
 Dieusie (comte de), administrateur, 72, 82,
 88, 247 n., 418.
 Douces, 207, 312 n.
 Doué, 12, 14, 21, 24, 29, 56, 76, 133, 153 n.,
 198, 218, 248 n.
 Drain, 111.
 Drouin (Renée), institutrice, 301 n.
 Dubois-Crancé, conventionnel, 274.
 Duboueix, prêtre constitutionnel, 319 n.,
 327, 431 n., 432, 433, 434, 438, 438 n.,
 453, 461, 462 n., 463, 464 n.
 Dubois (Jacques), professeur de l'Uni-
 versité, 20, 67.
 Dubois (Sébastien), curé de La Pomme-
 raye, 83.
 Dubois (Jean-Jacques), professeur à
 l'École centrale, 345 n., 347 n., 355,
 381, 389, 474 n., 475 n., 477, 478.
 Ducancel, auteur dramatique, 452, 452 n.
 Duclos, maître d'école, 57.
 Ducluzel, intendant, 38, 49, 52.
 Dudouet (Françoise), institutrice, 116,
 205, 276 n., 301 n., 304.
 Duhaill (veuve), institutrice, 200 n., 301 n.
 Duhem, conventionnel, 273, 273 n.
 Dumas, conventionnel, 293.
 Dumoulin, maître d'école, 133.
 Duplessy, professeur, 100 n., 103 n.
 Durand (René), maître d'école, 119 n.
 Duroz (veuve), institutrice, 298.
 Durtal, 14, 29 n., 173, 218, 219, 275, 297,
 298, 307, 312 n., 328.
 Dusillon, élève de l'École normale, 269.
 Dussouchay (Jean), curé, 277 n., 320 n.,
 321 n.
 Dutour, instituteur, 209 n.
 Duverdiér (de la Sorinière), 67.

E

Échemiré, 209 n., 281 n.
 Édeline, instituteur, 331 n.
 Édin (Françoise, veuve Besnard), insti-
 tutrice, 205, 276 n., 301 n., 304.
 Émery (abbé), directeur de Saint-Sulpice,
 115, 318.
 Épée (abbé de l'), 52 et suiv., 241 n.
 Esnault, médecin, 417 n., 419, 419 n.,
 425, 429 n., 472 n., 474 n.
 Estienvrot (Jeanne), institutrice, 208 n.
 Évain, élève de l'École centrale, 389.

F

Fabre d'Églantine, conventionnel, 225, 227.
 Faifeu (Louise), institutrice, 209 n., 282.
 Farran, maire d'Angers, 199 n., 276, 327 n., 472 n.
 Farrayres, curé, député à la Constituante, 88, 88 n.
 Fauchaux, maître d'école, 10 n.
 Faye, 27, 435 n.
 Félix, président de la commission militaire, 203 n., 218.
 Feneu, 27, 111, 301 n.
 Ferrière, administrateur, 44, 49, 295 n.
 Fêtu, instituteur, 331 n.
 Fillon, agent national, 113 n., 199 n., 200, 214 n., 450.
 Finetti (demoiselle), maîtresse d'école, 134.
 Focard, frère des Écoles chrétiennes, 320 n., 321 n., 476 n.
 Fontaine-Guérin, 299, 324.
 Fontevrault, 153, 155, 208 n., 248 n., 278 n., 302 n., 323, 447 n.
 Fosse-de-Tigné (La), 34 n.
 Fougeu de la Marre, peintre, 77, 248 n., 249, 250 n.
 Fougeré, 297, 298, 302, 306.
 Fourcroy, 191, 303 n., 384, 478, 480, 481 n.
 Fourmault (dom), bénédictin, botaniste, 162 n.
 Fourmereau, institutrice, 201 n.
 Francastel, conventionnel, représentant en mission, 123 n., 169 n., 197, 199 n., 217, 218, 219 n.
 François de Neufchâteau, ministre, 306 n., 309, 352 n., 369, 284 n., 386, 444 n.
 François, récollet, 249 n.
 Frémont (abbé), disciple de l'abbé de l'Épée, 52 n.
 Freslon, instituteur, 304.
 Fresneau, institutrice, 209 n.

G

Garat, conventionnel, 229 n., 271, 281 n.
 Gardes (Les), 155.
 Garnier, chirurgien, 17 n., 418, 421, 422, 422 n., 423 n., 425, 429 n.
 Garnier (Marie), institutrice, 329 n.

Garreau, représentant du peuple, 217.
 Gasnault, professeur, 6 n., 42 n., 123 n.
 Casnier (abbé), déporté, 249 n.
 Gastineau, professeur à l'Université, 6 n., 66, 100 n., 103, 122, 122 n.
 Gaudais, administrateur, 291, 327 n.
 Gaudin du Plessis, médecin, 6 n., 43 n.
 Gautier, commissaire, 331 n.
 Caveau (frères), musiciens, 440.
 Gazeau, prêtre réfractaire, 317.
 Gée, 299.
 Gendron, vicaire, 247 n.
 Gennes, 447 n., 448.
 Geslin, imprimeur, 431 n., 432, 435 n.
 Geslin (Michelle), maîtresse d'école pensionnée, 277 n.
 Gillot, babouviste, 431, 435 n., 451 n.
 Giraud, peintre, 257, 257 n.
 Goddes de Varennes (Auguste-François), 82, 395 n.
 Godefroy, frère des Écoles chrétiennes, 117, 117 n., 199, 277, 320 n.
 Goffaux (François-Joseph), député à l'Assemblée législative, 118 n.
 Gonnord, 118.
 Goupil, membre de la Commission militaire, babouviste, 432, 432 n.
 Gournay, prêtre constitutionnel, 317 n.
 Gouron, cordonnier, membre du Club de l'Ouest, 218.
 Grangereau (Étienne), élève à l'École de Mars, 244 n.
 Gravelle, frère des Écoles chrétiennes, 320 n., 321 n., 476 n.
 Grégoire, conventionnel, 191, 220, 246 n., 252, 252 n., 254 n.
 Grétry, 455, 455 n.
 Grez-Neuville, 13, 13 n., 300 n.
 Grille (Toussaint), professeur à l'École centrale, 27, 103 n., 347 n., 349, 349 n., 350 n., 388, 454, 454 n., 461, 462 n., 475 n., 482.
 Grille (François), élève de l'École centrale, 389, 389 n.
 Gruget, prêtre réfractaire, 317.
 Guédéniau (Le), 209 n., 281 n.
 Guémas, frère des Écoles chrétiennes, 476 n.
 Guépin, élève de l'École centrale, 400.
 Guérin (Daniel), médecin, 6 n., 42 n., 43 n., 100 n., 71, 102 n., 103 n., 417 n., 418, 418 n., 419, 421, 425, 429 n., 472 n.
 Guérin (P.), oratorien, 76.
 Guet, instituteur, 202, 301 n., 306 n.

Guillemet, membre du Comité révolutionnaire de Saumur, 277 n., 325 n.

Guillier de la Touche (Louis-Jean), professeur à l'Université, commissaire exécutif, 6 n., 42 n., 43 n., 100 n., 102, 103 n., 122, 122 n., 129, 310, 321, 327, 329 n., 330, 331, 331 n., 421, 455 n.

Guillier (François), professeur à l'Université, 100 n., 102, 103 n.

Guillonnet fils, instituteur, 10 n., 59, 133, 200 n., 221, 301 n., 306 n.

Guilloteau, médecin, 421.

Guillou aîné, commissaire du département, 439, 439 n., 449.

Guyot, élève de l'École normale, 269, 269 n.

Guyton de Morveau, parlementaire, 41 n.

H

Hardouin, instituteur, 209 n.

Haudeville, officier municipal, 321.

Hédouville, général, 432.

Hentz, conventionnel, représentant en mission, 123 n., 197, 199 n., 217, 219 n., 455 n.

Héron, professeur à l'École centrale, 46, 100 n., 105 n., 107 n., 269, 338 n., 343, 345 n., 347 n., 249 n., 352, 353, 358 n., 376, 403 n., 407, 429 n., 475 n.

Hervé, maîtresse d'école, 116.

Hervé, professeur, 110 n.

Hézar, institutrice, 301 n.

Hocdé, prêtre réfractaire, 114.

Hoche, 316, 355 n., 432, 432 n., 457.

Hôpital Saint-Gilles, 33.

Hossard, médecin, 418 n., 419, 425, 429 n., 471 n., 472 n.

Houdebine, prêtre réfractaire, 317.

Houdet, prêtre, principal de collège, 104, 104 n., 105, 133.

Houestard, commissaire, 331 n.

Houlières (Louis-Charles-Auguste de), maire d'Angers, 88, 115 n., 161.

Houtreux, officier de santé, 280 n.

Huard, directeur des Messageries, 436, 452.

Huard, élève de l'École normale, 269.

Hubert, commissaire, 249.

Hubert (Claude), instituteur, 301 n.

Hudoux, membre de la Commission militaire, 217.

Huillé, 299.

Huvelin-Duvivier, homme de loi, 166.

I

Ingrandes, 301 n., 328 n., 447 n., 448.

J

Jaffary, instituteur, 300 n.

Jahyer (André-Jacques), imprimeur, 87.

Jahyer (Étienne-René), dit le Jeune, imprimeur, 177, 431, 431 n., 432, 435 n., 438, 461, 464, 464 n., 482.

Jarzé, 209 n., 218 n., 281 n.

Jaunaie (La), 316, 336 n.

Jodin (M^{lle}), actrice et auteur, 90, 90 n.

Jollivet, instituteur, 206, 276 n.

Jossette (Anne), institutrice, 320 n.

Jouanneau, professeur, 6 n., 418, 418 n.

Jubaudière (La), 34 n., 35 n.

Jubin, étudiant en droit, administrateur, 125, 127, 127 n., 327 n.

Juilly (marquis de), 63.

K

Kellermann, 458, 458 n.

L

Labarque (Anne), maîtresse d'école, 114.

Labussière, instituteur, 300 n., 301 n., 306 n., 475, 476 n.

Lachèse, médecin, 71, 418 n., 425, 429 n.

La Flèche, 10 n., 11, 11 n., 37, 40, 40 n., 166 n.

Lakanal, 102 n., 267, 271, 272 n., 283 n., 288 n., 335, 335 n., 336 n., 479.

Lamarck, 74, 162 n.

Lamothe-Baracé (marquis de Sénonnes), 395 n.

Lamoureux, instituteur, 208 n.

Laneau (Pierre), acteur, 234.

Langlade, acteur, 458, 466.

Langlois, instituteur, 301 n.

Lanthenas, 190.

Laporte, membre de la Commission militaire, 455 n.

Larive, acteur, 458.

Lasserre, préposé instituteur, pour l'exploitation des salpêtres, 242.
Lathan (château du), 71 n., 246, 248 n., 403.
Laval, 10 n., 235.
 Leclerc (Jean-Baptiste), conventionnel, 44, 48, 66, 72, 76, 88, 88 n., 150, 166, 168, 191, 212, 273, 290, 290 n., 399 n., 409, 439, 444, 444 n., 468 n., 482.
 Lecointe-Puyraveau, 194 n., 274, 439 n.
 Lecoq (Maurice), instituteur, 304.
 Lecouvreur, institutrice, 310, 311.
 Ledoux, administrateur, 327.
 Lekain, acteur, 459 n.
Le Mans, 10 n., 235.
 Lemasson, institutrice, 209 n.
 Lemeignan (Julien-Camille), administrateur, 49, 290 n.
 Le Mercier, instituteur, 209 n.
 Le Mercier, institutrice, 209 n.
 Lemonnier, instituteur, 301 n.
 Lemotheux, administrateur, 49, 292.
 Lenoir, prêtre, 76.
 Le Peletier (Michel), conventionnel, 158, 191, 192.
 Lependry, commissaire, 291, 432, 433, 433 n.
 Le Roy Duverger, élève d'Alfort, 241 n.
 Lescalopier, intendant, 10, 38, 42 n., 157.
 Leterme-Saulnier, administrateur, 291, 347 n., 389 n., 397.
 Letourneux, ministre, 349 n., 388 n.
 Levasseur (de la Sarthe), conventionnel 273.
 Lindor, babouviste, 351 n.
Lion-d'Angers (Le), 34 n., 35 n., 293 n., 295, 312 n.
 Livois (Éveillard de, Pierre-Louis), 83, 83 n., 257, 257 n., 410.
 Locatelli, bénédictin, bibliothécaire, 349 n., 397, 397 n., 473 n.
Loiré, 27, 27 n.
 Loir-Mongazon, commissaire, 292.
 Loizillon, administrateur, 217.
Longeron (Le), 114.
Longué, 14, 159 n., 218 n., 310, 312 n., 324, 328 n., 447 n.
 Loquier, instituteur, 306, 306 n.
Lorient, 119.
Loroux (abbaye du), 154.
Louerre, 28, 28 n., 29 n., 111.
Louresse, 208.
 Louet, chancelier, 42 n., 100 n.
Louroux (Le), 33, 34 n., 35 n., 301 n.

Lude (Le), 13.
Luigné, 111.
 Luthier (Philippe-Pierre, baron de la Richerie), botaniste, 71, 72.

M

Mahoux (Louis), élève de l'École de Mars, 244 n.
 Maillé (de), 76.
 Mail ocheau, médecin, 418 n., 419, 425, 429 n., 482.
 Malliet, curé, 77.
 Mame (Charles), imprimeur, 76, 79 n., 81, 81 n., 84 n., 85, 85 n., 176, 177, 205, 232, 240, 460, 460 n., 461, 462, 462 n.
 Marans, 34 n., 35 n.
 Marchand (Joseph), professeur de dessin à l'École centrale 338 n., 345 n., 347 n., 349 n., 355, 356, 358 n., 373, 374, 389, 408, 408 n., 409, 409 n., 410, 412, 474, 474 n.
 Marchand, curé constitutionnel, 319 n.
Marigné, 13, 13 n., 114.
 Marquet (Jean), principal de collège, 21.
 Marquet, institutrice, 209 n., 329.
Martigné, 282, 312 n., 447 n.
 Martin (Jeanne), maîtresse d'école, 116.
 Martin-Lusson, babouviste, 434 n., 450 n.
 Martineau, professeur à l'Université, 6 n., 66, 100 n., 102, 103 n., 122, 122 n., 166.
 Maslin, frère des Écoles chrétiennes, 200 n., 301 n.
 Masson, prêtre réfractaire, 317.
 Mathieu, frère des Écoles chrétiennes, 117, 199, 277, 479 n.
Maulévrier, 293.
May (Le), 115.
Mazé, 31 n., 173, 209 n., 219, 281 n., 324, 447 n., 448.
 Mazet (Pierre), instituteur, 301 n.
Mazières, 34 n.
 Meignan, curé constitutionnel, 217, 228.
 Meignan de Boiserie, membre du jury d'instruction, 295 n.
 Meignan (Mathurin), instituteur, 205.
 Meilloc, supérieur du Séminaire, 115, 318.
Melay, 115.
 Ménager (Félicité), institutrice, 10 n., 58, 200 n.
 Menau (Jeanne), institutrice, 119 n.
 Mennetou, institutrice, 118.
 Menuau, conventionnel, 278 n., 290 n., 451.

- Merlet, député à l'Assemblée législative, 158 n., 173.
- Merlet (Gabriel-Éléonore), dit *Merlet de la Boulaye*, botaniste, professeur à l'École centrale, 66, 71 n., 72, 102, 151, 162, 202, 251 n., 252, 253, 255, 256, 257, 257 n., 269, 278, 343, 347 n., 349 n., 351 n., 354, 358 n., 363, 364 n., 372, 372 n., 376, 389, 400, 401, 402, 406 n., 418, 418 n., 425, 429 n., 474, 474 n., 477.
- Merlet (Jean), agent national, 222, 223.
- Méron, 208.
- Merveilleux, recteur, 42, 68.
- Métivier (Jeanne), institutrice, 200 n.
- Métivier, élève de l'École centrale, 389 n.
- Meunier, curé réfractaire, 323.
- Mévolhon, oratorien, 46, 105 n., 107 n., 123, 131, 132, 169, 169 n., 217 n., 218, 225, 226, 239, 240.
- Millet (Pierre-Aimé, dit Millet de la Turtaudière), élève de l'École centrale, 400.
- Milscent (Claude-Michel-Louis, dit l'Américain), polémiste, 138 n., 178, 179, 180, 181, 186.
- Milscent (Marie-Joseph), avocat, député à la Constituante, 44, 166, 269.
- Mirault (Jean-Baptiste-Christophe), chirurgien, botaniste, 71.
- Mirault (Jean-Baptiste-François), chirurgien, 418, 418 n., 421, 422, 422 n., 423, 425.
- Miré, 29 n., 114.
- Moissy (René), instituteur, 204, 204 n.
- Momoro, membre du Comité révolutionnaire de Saumur, 217.
- Mondon (Marie de), maîtresse d'école pensionnée, 277 n.
- Mongazon, professeur, 110 n., 476 n.
- Monnier, commissaire du département, 291, 291 n., 294, 327 n., 444, 445, 445 n.
- Montansier (M^{lle} de), directrice de théâtre, 90, 181.
- Montariol, acteur, 452 n.
- Montault-Desisles, préfet, 12, 23, 395, 395 n., 406 n., 412 n., 472, 472 n.
- Montault (Charles), évêque concordataire, 472.
- Montfaucon, 34 n., 35 n., 114.
- Montfort, 207.
- Montjean, 29, 29 n., 34 n., 35 n., 154, 437.
- Montreuil-Belfroy, 248 n.
- Montreuil-Bellay, 15 n., 28, 28 n., 30, 302 n., 312.
- Montsoreau, 218, 302 n.
- Monvel, acteur et auteur, 455, 456 n.
- Morainville, commissaire à Angers, 305, 311 n., 327, 327 n., 331, 331 n., 436.
- Morannes, 204, 275, 275 n., 318, 447 n.
- Moreau-Gossureau, commissaire du département, 305, 327, 329 n., 388 n., 427 n., 446, 447 n., 463, 464, 465 n.
- Moreau, institutrice, 202.
- Morin (Claire), institutrice, 200 n.
- Morry, commissaire à Angers, 333 n., 386 n., 459, 459 n.
- Mouliherne, 111.
- Mûrs, 301 n.
- Muzet (Pierre), instituteur, 200 n., 277 n.

N

- Neuillé, 218, 298, 302 n.
- Neveu (sœurs), institutrices, 320 n.
- Nollet (l'abbé Jean-Antoine), physicien, 37, 47.
- Noüe (de la), physiocrate, 68.
- Noyant, 328 n., 448.

O

- Ollivier, administrateur, 325 n.
- Orfray, instituteur, 209 n., 282.

P

- Pantin, professeur à l'Université, 6 n., 43 n., 100 n., 102 n., 123 n., 418, 418 n., 425.
- Papiau, récollet, 249 n.
- Papin (Louis-Guillaume), professeur à l'École centrale, 200 n., 240, 269, 269 n., 271, 343, 345 n., 349 n., 356, 357, 357 n., 358 n., 453, 454, 454 n., 461, 462 n.
- Papin (Mathurin), instituteur, 301 n., 311 n.
- Parein, président de la Commission militaire, 103 n.
- Paulmier, administrateur, 71.
- Paumard, maître d'école, 10 n.
- Pavie (Louis-Victor), imprimeur, 145, 177, 178.
- Pavis, instituteur, 206.
- Payelle, prêtre constitutionnel, 240, 269, 269 n., 320 n.

Payen, frère des Écoles chrétiennes, 117, 117 n., 199, 200 n., 277, 479 n.
 Pelé, institutrice, 209 n.
 Pellereault, émigré, 249 n.
 Pelletier (Hugues), évêque constitutionnel, 83, 109 n., 123, 227, 255 n.
 Pellouailles, 34 n., 35 n., 328 n., 447 n.
 Perdereau, instituteur, 306 n.
 Péricard, bénédictin, instituteur, 304.
 Pérollet, instituteur, 304.
 Perrier, instituteur, 277 n., 300 n., 306 n.
 Péteuil, prêtre, instituteur, 205.
 Pilastre de la Brardière (Urbain-René), maire d'Angers, conventionnel, 42 n., 45 n., 46 n., 48, 72, 73, 88, 88 n., 103, 161, 166, 168, 290, 290 n., 399 n., 409, 468 n.
 Pinvert, principal de collège, 105, 105 n., 108, 108 n., 217.
 Piquelin, jacobin et babouviste, 331, 432, 433, 435.
 Pisatière (La), commune du Lion-d'Angers, 247 n.
 Planche de Ruillé (J.-Guillaume de la), député à la Constituante, 66, 150.
 Poisson, prêtre assermenté, instituteur, 205, 269, 269 n., 304, 320 n.
 Pommeraye (La), 83 n., 293.
 Pontivy, 126, 126 n.
 Ponts-de-Cé, 328 n.
 Portiez, député de l'Oise, conventionnel, 48 n.
 Pouancé, 14, 31 n., 293 n., 312 n.
 Poullain, émigré, 247 n.
 Poupard, instituteur, 209 n.
 Précigné, 13, 21, 56.
 Préseau, naturaliste, 162 n., 399, 400, 401, 429 n.
 Prévost (François), professeur à l'Université, 42 n., 43, 44, 44 n., 63, 67.
 Prévost (Jacques-Louis), sieur de la Chauvelière, frère du précédent, professeur à l'Université, 6 n., 100 n., 102, 103 n.
 Proust (Joachim), polémiste, 92, 182, 218.
 Prouveur, directeur de théâtre, 230.
 Puiset-Doré (Le), 35 n.
 Puy-Notre-Dame (Le), 15 n., 30, 447 n.

Q

Querré, 29 n.
 Quesnay, physiocrate, 38.

R

Rabaut-Saint-Étienne, conventionnel, 215.
 Rablay, 27, 27 n.
 Rabouin, institutrice, 201 n.
 Rangeard (abbé), député à la Constituante, écrivain, 66, 83, 88, 88 n., 150, 184, 186.
 Raymond (Jacques), dit Raymond de Varennes, administrateur, écrivain, 136, 144 à 147, 155.
 Raynal (abbé), économiste, 64, 64 n.
 Renou (Joseph-Étienne), professeur à l'École centrale, 49, 248 n., 292, 338 n., 347 n., 350 n., 355, 364 n., 371, 371 n., 372, 389, 402, 403, 403 n., 404, 404 n., 405, 406, 406 n., 428, 428 n., 429 n., 429, 475 n.
 Renou (Denis-Jacques), curé constitutionnel, commissaire, 292, 432, 432 n.
 Réthureau, babouviste, 435 n.
 Révellière-Lépeaux (Louis-Marie de La), 12, 18 n., 23, 44, 46 n., 47 n., 48, 61, 66, 72, 89 n., 109 n., 122 n., 127, 127 n., 130, 150, 162, 166, 168, 170 n., 174, 175, 196, 290, 290 n., 318 n., 327, 351, 357 n., 395, 399, 400, 403, 403 n., 404 n., 407, 408, 409, 444, 445, 445 n., 482.
 Reyneau (Claude-Pierre), officier de santé et babouviste, 431, 434, 438 n.
 Rézécourt, acteur, 456.
 Richard (député de la Sarthe), représentant en mission, 196.
 Riffard, instituteur, 200 n., 277 n.
 Riffault (François), médecin et homme politique, 49, 77, 79, 173, 197, 207 n., 217, 220, 279, 291, 325 n.
 Riffault, professeur à l'École centrale, 339, 345 n., 347 n., 349 n., 353, 358 n., 364 n., 369 et suiv., 473 n., 475 n.
 Rillé (de), émigré, 76.
 Rivière, babouviste, 435 n.
 Robespierre, 42 n., 191, 193, 220, 228, 229, 254, 260, 263, 430.
 Robin, babouviste, 433.
 Roche (La), commune de Noyant-la-Gravoyère (terre et seigneurie de Dieusie), 247 n.
 Rochefort-sur-Loire, 116, 205, 297, 301 n., 306, 437.
 Roland, 37, 41 n., 63, 63 n., 69, 113 n., 160.
 Romagne (La), 34 n., 35 n.
 Romme, conventionnel, 192, 225, 270, 273.

Rosiers (Les), 218, 219, 279 n., 312 n.
Ross, directeur de théâtre, 452, 456, 457.
Rossignol, général républicain, 202.
Rossignol, administrateur, 295 n.
Rossignolerie (La), institution des Frères des Écoles chrétiennes, 9, 51, 115, 199, 277, 298 n., 479.
Route (P. de la), professeur, 47.
Roy (P.), oratorien, principal du Collège, d'Anjou, 6 n., 78 n., 124, 127.

S

Saint-André-de-la-Marche, 35 n.
Saint-Augustin, 35 n.
Saint-Barthelmy (Bon-Air), 204, 205.
Sainte-Christine, 14 n., 28, 28 n., 29, 29 n., 30.
Saint-Clément-de-la-Place, 301 n.
Saint-Clément-des-Levés, 302 n.
Saint-Cyr-en-Bourg, 208.
Saint-Florent-le-Vicil (Le Montglonne), 28, 28 n., 29, 30 n., 153, 153 n., 154, 154 n., 174, 198, 202, 243, 246, 246 n., 248, 249 n., 268, 274, 292, 293, 316, 322, 336 n.
Saint-Florent-le-Jeune (près Saumur), 82, 153, 154.
Saint-Georges-du-Bois, 324.
Saint-Georges-Châtelaison (Georges des Mines), 302 n.
Saint-Georges-du-Puy-de-la-Garde, 153, 317.
Saint-Georges-des-Sept-Voies, 447 n.
Saint-Georges-sur-Loire (Beaucite), 204, 275, 275 n., 297, 298, 300 n.
Saint-Hilaire-le-Doyen, 207.
Saint-Hilaire-Saint-Florent, 208, 279 n.
Saint-Jean-de-la-Croix, 116.
Saint-Just, 196, 220, 262 n.
Saint-Laurent-de-la-Plaine, 175.
Saint-Laurent-sur-Sèvre, 317.
Saint-Lézin-d'Aubance, 34 n.
Saint-Léger-des-Bois, 33, 205.
Saint-Macaire-en-Mauges, 31 n.
Saint-Martin-du-Bois, 447 n.
Saint-Martin-de-la-Place, 208, 279 n., 302 n.
Saint-Mathurin, 307.
Saint-Maur, 154, 248, 249 n.
Saint-Melaine, 298.
Saint-Pierre-Montlimart, 322.
Saint-Rémy-en-Mauges, 322.

Saint-Rémy-la-Varenne, 301 n.
Saint-Sauveur-de-Landemont, 33.
Saint-Sulpice, 301 n.
Salle-de-Vihiers (La), 28, 33.
Sarrigné, 204, 205.
Sartre, membre de la Société d'Agriculture, 68.
Saulgé, 111 n., 274, 292 n.
Saumur, 10 n., 11, 11 n., 14, 14 n., 21, 29, 39, 56, 75, 76, 77, 78 n., 103, 104 n., 105, 108 et suiv., 113, 123, 153 n., 155, 158, 173, 196, 197, 198, 202, 218, 219, 220, 220 n., 221, 228, 229, 231, 235, 244, 248, 248 n., 255 n., 269, 277, 278 n., 279, 284, 295, 301, 325, 329, 337 n., 430, 437, 445, 448, 450, 451, 476 n.
Sautré (commune de Feneu), 82, 395 n.
Sauzé (Pierre), instituteur, 208 n.
Savary, général et député, 290.
Savennières, 448 n.
Ségré, 118, 198, 202, 246, 294, 300 n., 465.
Séguinière (La), 34 n.
Seiches, 328 n., 447 n.
Serrant (comte de), 88, 88 n.
Servan-Duvivier, oratorien, 123.
Sicard (l'abbé), directeur des sourds-muets, 247.
Sicard, instituteur, 306 n.
Sieyès, 335 n.
Simon, accusateur public, 222 n.
Simon, instituteur, 301 n.
Simonneau, maire d'Étampes, 170, 224, 231.
Sorges, 34 n.
Soulaines, 14 n., 27 n., 29, 29 n., 30, 31 n., 298.
Soulard, élève à l'École de Mars, 244 n.
Souzay, 302 n.
Stofflet, chef vendéen, 316, 316 n.

T

Taillefer, administrateur, 295 n.
Talleyrand, 120, 136, 141, 142 n.
Talot, conventionnel, 290 n.
Tancoigné, 218-219.
Tessié-Ducloseau, médecin, administrateur, 6 n., 37, 44, 45, 72, 100 n., 102 n., 103, 257 n., 402, 406, 418.
Tessoualle (La), 34 n.
Thibaudeau, conventionnel, 192 n.
Thibault, instituteur, 209 n.
Thierry, dit Brutus, babouviste, 432, 435 n., 450 n.

Thouarcé, 14 n., 33, 298, 447 n.
Thourel (Le), 207.
Thureau, 336 n.
Thuriot, 227.
Tiercé, 28, 29, 29 n., 30, 111, 111 n., 114.
Tinard, instituteur, 208, n.
Touchet, professeur de théologie, 100 n.
Touchet, instituteur, 208 n.
Touchaleaume (Victoire), institutrice, 200 n.
Tourault, instituteur, 209 n.
Trélazé, 447 n.
Tremblay, instituteur, 205.
Tremblier, administrateur, 77, 277 n.
Trèves-et-Cunault, 208.
Troussard (Jeanne), maîtresse d'école, 31 n.
Truvé, curé, 77.
Turbilly (marquis de), physiocrate, 61, 67, 67 n., 68, 68 n. et suiv.
Turgot, 38.

V

Vaillot (Marie), institutrice, 323.
Vairelle, frère des Écoles chrétiennes, 117.
Valcourt, acteur, 90.
Vallée, institutrice, 331 n.
Vallée, prêtre assermenté, secrétaire de
La Révellièrre-Lépeaux, 83, 351, 351 n.,
 354 n., 408, 409 n., 427, 429, 429 n.
Vallin, élève d'Alfort, 241 n.
Van Spaendack, peintre, 408.
Varennes-sous-Montsoreau, 31 n., 158, 173,
 218, 219, 222, 223, 224, 312 n., 323.
Vauchrétien, 34 n., 35 n.
Vaudelnay (Le), 207.
Vaulandry, 70, 299.

Vaux, 207.
Vernantes, 28, 28 n., 154 n., 209 n., 218 n.,
 219, 281 n., 298.
Vernoil, 209 n., 218 n., 281 n., 298, 312 n.
Vezins, 33.
Vial, administrateur, 197, 239, 432 n.,
 435 n.
Viaud, administrateur, 197.
Vieil-Baugé, 29, 29 n., 55, 56, 79 n., 209 n.
Viger, député à la Convention, 48, 64, 64 n.,
 66, 76, 109 n.
Vihiers, 35, 35 n., 71 n., 174, 198, 202,
 214 n., 242, 243, 244 n., 246, 274, 312 n.,
 336 n.
Villedieu-en-Mauges, 34 n., 35 n., 111.
Villeminot, frère des Écoles chrétiennes
 277, 320 n., 322, 326, 331 n.
Villevêque, 14, 311.
Villier, oratorien, administrateur, professeur
 à l'École centrale, 77, 113, 123, 136,
 139, 156, 174, 197, 269, 271, 291, 327 n.,
 344 n., 350 n., 352, 353, 357 n., 380,
 429 n., 474 n.
Vilneau, médecin et homme politique, 173,
 249, 249 n.
Vivy, 173, 323.
Voillemont, musicien, 439, 439 n.
Volange, acteur, 90.
Volney, 88, 125, 166, 166 n., 222 n., 290, 339.
Voltaire, 50, 66, 66 n., 69, 182.

Y

Ydrac, administrateur, 147 n.
Young (Arthur), voyageur anglais et écri-
 vain, 70.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>PRÉFACE</i>	XI
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	XVII

INTRODUCTION

INSTITUTIONS SCOLAIRES ET CRÉATIONS INTELLECTUELLES EN ANJOU, AVANT LA RÉVOLUTION

(1762-1789)

CHAPITRE PREMIER

Tableau des institutions scolaires de l'ancien régime Une imposante façade

- I. A Angers. — Université : importance, étudiants, privilèges, ressources. — Collège de l'Oratoire et pédagogies. — Communautés pour l'éducation des filles. — Frères des Écoles chrétiennes et écoles de charité pour les enfants du peuple..... 5
- II. Dans la province. — Collèges : nombre, répartition, caractère. La Flèche, Saumur, Beaupréau. — Petites écoles et fondations scolaires..... 10

CHAPITRE II

La réalité : institutions féodales et religieuses en désaccord avec les besoins nouveaux

- I. Pratiques surannées de l'Université. — Vénalité (faculté de droit et faculté de théologie), partialité dans la délivrance des grades (faculté de médecine), insuffisance des études, petit nombre et manque de zèle des élèves..... 17
- II. Décadence des petits collèges de la province. : Saumur, Doué, Baugé. — Une exception : Beaupréau, prospérité et légende. — Vie des petits collèges. — Aspirations nouvelles : cahiers de doléances..... 20

III. Insuffisance des écoles de charité. — Existence précaire, petit nombre de fondations scolaires durables, absence de préparation des maîtres, gratuité et rétribution, fréquentation scolaire, programmes, faiblesse des résultats, misère intellectuelle des campagnes, cahiers de doléances.....	26
--	----

CHAPITRE III

Aspirations nouvelles et essais de réforme

I. Initiatives de l'Université. — Mémoires adressés au Parlement de Paris (1762). Esprit de réforme (1762-1789). — Initiatives des professeurs : François Prévost, Tessié-Ducloseau, Chevreul.....	40
II. Une institution qui va de l'avant : le collège de l'Oratoire. — Élèves, professeurs, études, enseignement : français, mathématiques, physique, philosophie cartésienne. — Libéralisme. — Contribution des petits collèges à la culture intellectuelle de la province.....	46
III. Une institution démocratique : les Frères des Écoles chrétiennes à Angers. — Hostilité de la municipalité (1762-1787), victoire des Frères sur l'indifférence de la bourgeoisie, satisfaction donnée aux goûts du siècle. — Le pensionnat de <i>la Rossignolerie</i> , enseignements nouveaux, esprit libéral.....	49
IV. Une institution philanthropique : école des Sourds-Muets d'Angers. — Sa fondation, son caractère.....	52
V. Nouveautés pédagogiques. — Réclames et prospectus des anciens collèges (1762 à 1789), nouveaux collèges (Chalonnès, Chemillé, Cholet), pédagogies et pensionnats de demoiselles, réclames diverses.....	55

CHAPITRE IV

Créations intellectuelles avant 1789

Sociétés littéraires et scientifiques

I. Académie royale d'Angers. — Fondation, vitalité de 1775 à 1789, questions d'éducation, <i>Mémoire</i> de Viger (1781), plan de réformes économiques et sociales, les membres de la Société en 1789.....	62
II. Bureau d'Agriculture. — Fondation, travaux, Turbilly, création éphémère, mais sans portée.....	67
III. Botanophiles. — Fondation, vitalité, travaux.....	71

CHAPITRE V

Sociétés secrètes et créations diverses

Bibliothèques et cabinets de lecture, la presse, le théâtre

I. Sociétés secrètes : loges maçonniques. — Nombre, composition, esprit, action.....	75
--	----

II. Bibliothèques et cabinets de lecture. — Angers : absence de bibliothèques publiques, premier cabinet de lecture. — En province : riches bibliothèques privées.....	80
III. Presse. — Affiches. — Almanachs. — <i>La Sentinelle</i> de Volney et les libelles.	83
IV. Théâtre. — Salle, acteurs, répertoire. — La mascarade allégorique et philosophique de Joachim Proust.....	89
Conclusion.....	93

PREMIÈRE PARTIE

DESTRUCTION DE L'ÉDIFICE SCOLAIRE DE L'ANCIEN RÉGIME

(1789-1792)

CHAPITRE PREMIER

Les réformes. Leur contre-coup sur les institutions scolaires

I. Disparition de l'Université d'Angers. — Suppression des droits féodaux, suppression des privilèges et Constitution civile du clergé, situation pécuniaire précaire, efforts des corps administratifs : cours d'accouchement, fin de l'Université (novembre 1792-juin 1793).....	99
II. Disparition des collèges. — Suppression des droits, appauvrissement, obligation du serment, efforts des corps administratifs pour prolonger la vie des collèges, fin des collèges d'Angers, Saumur et Beaupréau (1792-1793).....	103
III. Disparition des écoles de charité. — Vente des biens du clergé, annulation des ventes fautives, refus du serment, défection du personnel, fin des écoles de charité (1792-1793), maintien de la Rossignolerie.....	110

CHAPITRE II

Influence des événements révolutionnaires sur la vie scolaire

Professeurs, élèves, études

I. Maîtres. — Participation des professeurs de l'Université à la vie publique, attachement des Oratoriens d'Angers et de Saumur à la Révolution, participation des professeurs aux affaires de la cité, esprit de civisme des Frères des écoles chrétiennes.....	122
II. Élèves. — Participation des élèves à la vie politique, troubles de Bretagne, fédération de Pontivy, délégations à l'Assemblée électorale du département (1790), les patriotes au collège de Beaupréau, premières fêtes civiques.....	124
III. Études. — Vitalité diminuée à l'Université, données statistiques, initiatives de la faculté de droit, les principes de la Révolution, substitution du français au latin, les études dans les collèges, tentatives de rénovation, évolution des petites écoles.....	128

CHAPITRE III

**Recherches sur un nouveau plan de reconstruction scolaire
(1789-1792)**

I. <i>Nouveau plan d'éducation</i> (Villier)	136
II. <i>Manuel des Instituteurs</i> (B.)	142
III. <i>Les Idées patriotiques</i> (Raymond de Varennes)	144

CHAPITRE IV

**Disparition des sociétés de l'ancien régime.
Ébauche de créations nouvelles. Bibliothèques publiques,
système uniforme des poids et mesures, Jardin botanique**

I. Disparition des anciennes sociétés	150
II. Ébauche de nouvelles créations intellectuelles :	
A) Bibliothèques publiques tirées des bibliothèques monastiques, mesures de conservation, inventaires, nombre des volumes, nature des ouvrages, dilapidations, projets de création de bibliothèques publiques	151
B) Étude préparatoire à l'uniformité des poids et mesures avant 1789, enquête de 1790, <i>Mémoire</i> du district de Baugé	157
C) Création du Jardin botanique : origine, caractère, rôle de Merlet de la Boulaye	160

CHAPITRE V

**Créations propres à la première période révolutionnaire
Le bureau de correspondance et les clubs
Évolution de la presse et du théâtre**

I. Bureau de correspondance d'Angers	165
II. Clubs. — <i>Les Amis de la Constitution</i> , <i>Le club de l'Ouest</i> , sociétés populaires dans le département (rive droite de la Loire). — Sociétés populaires au sud de la Loire, le club ambulant des Mauges	167
III. Presse. — Son évolution, <i>Les Affiches</i> , <i>Le Journal du département de Maine-et-Loire</i> , <i>L'Observateur provincial</i> , <i>Le Creuset</i>	175
IV. Théâtre. — Son évolution, direction, répertoire, <i>Le prêtre réfractaire ou le nouveau Tartuffe</i> (Coquille d'Alleuds), <i>Les Philosophes du Club des Jacobins de Paris</i> (J. Rangeard)	181

DEUXIÈME PARTIE

PREMIÈRE PÉRIODE DE RECONSTRUCTION SCOLAIRE

(20 SEPTEMBRE 1792-9 THERMIDOR AN II)

(Décret du 29 frimaire an II)

CHAPITRE PREMIER

Création des écoles nationales du premier degré

Loi du 29 frimaire an II-19 décembre 1793

	Pages
I. Premiers projets d'éducation démocratique (septembre 1792-juillet 1793), rapport Lanthenas, 12 décembre 1792, plan d'éducation nationale de Michel Le Peletier, soutenu par Robespierre, 13 juillet 1793.....	189
II. Le vote de la loi scolaire. — Décret du 30 vendémiaire. — Projet Bouquier, décret du 29 frimaire,.....	192
III. Situation du département de Maine-et-Loire au moment de l'application de la loi scolaire de frimaire an II.....	196
IV. Application de la loi de frimaire an II, dans le département (germinal an II-brumaire an III). — A Angers et à Saumur. — Dans les districts ravagés par la guerre civile : Saint-Florent, Cholet, Vihiers, Segré et Châteauneuf. — Dans les trois districts d'Angers, Saumur, Baugé. — Jugement sur la loi de frimaire an II et sur son application dans le département	199

CHAPITRE II

Éducation des adultes en l'an II

Sociétés populaires, fêtes civiques, théâtre

I. Sociétés populaires. — Leur caractère, leur nombre en Maine-et-Loire, situation sociale des membres, attributions, participation à l'éducation scolaire, appréciation.....	216
II. Fêtes civiques. — Caractère éducatif, le <i>Calendrier du peuple franc</i> de Mévolhon, calendrier républicain, fête de la <i>Raison</i> , fête de l' <i>Être suprême</i>	224
III. Théâtre. — Instrument d'éducation. Deschamps, directeur à Angers, l'acteur Clairfons et <i>Le siège et la prise de Cholet</i> , fermeture du théâtre (frimaire an II), réouverture (floréal an II)	230

CHAPITRE III

Éducation des adultes en l'an II
Écoles spéciales, Bibliothèques districales, Jardin botanique.
Muséum.

I. Participation du département aux écoles spéciales. — Initiatives particulières : Mévolhon et Papin. — Les écoles spéciales et le projet Bouquier. — Création de l'École des Poudres et Salpêtres (pluviôse an II), de l'École de Mars (prairial an II), participation des huit districts du département à ces deux écoles spéciales	238
II. Création de bibliothèques <i>districales</i> (décret du 8 pluviôse an II). — Situation des districts où sévit la guerre civile (Saint-Florent, Cholet, Vihiers, Segré). — Application du décret dans les districts de Châteauneuf, de Baugé et de Saumur. Rôle des sociétés populaires, activité des commissaires : Vilneau à Saumur, dom Braux à Angers, résultats	245
III. Conservation du Jardin botanique d'Angers. — Conception révolutionnaire de l'enseignement de l'histoire naturelle, rôle de Merlet de la Boulaye.	252
IV. Création d'un Muséum au chef-lieu du département (arrêté du 5 janvier 1793). — Merlet, conservateur du Musée angevin, les premières collections, destruction au moment du siège (frimaire an II, essai de reconstitution, développement en frimaire an III, appauvrissement causé par la loi de restitution (ventôse an III))	253
V. Première application du nouveau système de poids et mesures. — Mesures générales, participation du département.	258
VI. Jugement d'ensemble sur l'œuvre scolaire de l'an II.	260

TROISIÈME PARTIE

SECONDE PÉRIODE DE RECONSTRUCTION SCOLAIRE
(9 THERMIDOR AN II-18 BRUMAIRE AN VIII)

Lois scolaires thermidoriennes de l'an III et de l'an IV

CHAPITRE PREMIER

Les écoles primaires à la fin de la Convention.
Application dans le département de la loi
du 27 brumaire an III

I. Participation du département à la création éphémère de l'École normale de l'an III : 1 ^{er} pluviôse an III (20 janvier 1795) à 30 floréal an III (19 mai 1795) ..	267
--	-----

II. Caractères de la loi scolaire du 27 brumaire an III (17 novembre 1794).....	271
III. Application de la loi de brumaire an III dans le département. — Vendée angevine et Segréen. — Situation à Angers, dans les districts de Saumur et de Baugé.....	274
IV. Jugement sur l'application de la loi de brumaire an III dans le département.	283

CHAPITRE II

Les écoles primaires sous le Directoire
Application, dans le département, de la loi
du 3 brumaire an IV

I. Caractères de la loi scolaire du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795).....	287
II. Situation politique du département au moment de l'application de la loi. — Nouvelles municipalités, abstention de la partie du département située au sud de la Loire.....	290
III. Création des écoles primaires publiques dans le département en l'an IV. — Jurys d'instruction, règlement scolaire, propositions des municipalités, première carte scolaire du département, nomination des instituteurs publics, réalisations.....	294
IV. Organisation pédagogique des écoles primaires publiques de l'an IV à l'an VIII. — Stabilité des écoles, valeur des maîtres, traitement, installation des écoles, manuels scolaires, pratiques constitutionnelles; conclusion.....	302

CHAPITRE III

Les écoles primaires sous le Directoire
Lutte entre les écoles publiques ou « constitutionnelles »
et les écoles privées ou « particulières » (an IV-an VIII)

I. Circonstances favorables au développement des écoles particulières.....	315
II. La lutte scolaire jusqu'au 18 fructidor. — A Angers, dans les Mauges et le Segréen, dans le Saumurois et le Baugeois, résistance des municipalités.....	320
III. La lutte scolaire après le 18 fructidor. — Les nouvelles administrations, les destitutions scolaires, les mesures de défense républicaine à Angers, situation scolaire à Angers au 18 brumaire.....	326

CHAPITRE IV

L'École centrale de Maine-et-Loire à Angers (an IV-an VIII)
Son organisation

I. Dispositions générales des lois du 7 ventôse an III et du 3 brumaire an IV sur les écoles centrales.....	335
---	-----

	Pages
II. Fondation de l'École centrale. — Arrêté du département (4 nivôse an IV), cérémonie d'inauguration (1 ^{er} germinal an IV).....	338
III. Administration de l'École centrale. — Assemblée générale des professeurs et Conseil d'administration. jury d'instruction, administration départementale et budget, installation de l'École au logis Barrault (1 ^{er} frimaire an VI), contrôle de l'État.....	341
IV. Professeurs et bibliothécaire. — Biographie des professeurs : Bénében, Héron, Villier, Grille, Riffault, Braux, Merlet de la Boulaye, Renou, Duboys, Marchand. — Leur situation matérielle, traitement, rétribution scolaire, logement, paiement des pensions aux professeurs ci-devant membres des congrégations. — Leur situation morale.....	351
V. Élèves. Nombre et répartition dans les classes.....	363

CHAPITRE V

L'École centrale de Maine-et-Loire Son enseignement

I. La rentrée des classes.....	367
II. Les horaires.....	368
III. Les programmes et les méthodes. — Langues anciennes, histoire naturelle, dessin, mathématiques, sciences physiques et chimiques, grammaire générale, belles-lettres, histoire, législation.....	368
IV. Valeur de cette conception.....	381
V. Succès des élèves. — Distribution de prix, exercices publics, résultats.....	386

CHAPITRE VI

Les annexes de l'École centrale Bibliothèque, Jardin botanique, Muséum

I. Bibliothèque. — Formation, composition, fonctionnement.....	392
II. Jardin botanique.....	398
III. Muséum du département. — Cabinet d'histoire naturelle, cabinet de physique et laboratoire de chimie, musée de peinture et de sculpture, projet d'un musée des arts décoratifs.....	401
IV. Conclusion.....	413

CHAPITRE VII

Les Sociétés scientifiques, littéraires et artistiques an III-an VIII)

I. Société des officiers de santé (an V-an VIII). — École de santé d'Angers (an IV-an VIII).....	417
II. Société d'agriculture (an VI-an VIII).....	428

III. Sociétés de littérature et cercles constitutionnels. — Fin des sociétés populaires (an III), Société de littérature des <i>Gilotins</i> (frimaire an IV), projet d'une société littéraire (30 nivôse an VI), cabinet de lecture (frimaire an VII), cercles constitutionnels en l'an VII.....	430
IV. Institut de musique (an IV-an VIII).....	439

CHAPITRE VIII

L'éducation des adultes sous le Directoire

Fêtes décadaires, Théâtre, Presse

I. Fêtes nationales et culte décadaire dans le département (an III-an VIII). — Avant le 18 fructidor, après le 18 fructidor, mesures concernant le décadi....	444
II. Le théâtre à Angers (an III-an VIII). — Époque thermidorienne (an III), premier Directoire (avant le 18 fructidor an V), second Directoire (après le 18 fructidor).....	450
III. La presse dans le département (an IV-an VIII). — Avant le 18 fructidor : <i>Affiches d'Angers</i> ou <i>Moniteur national du département</i> ; <i>l'Impartial</i> ou <i>l'Ami des Principes</i> . — Après le 18 fructidor : une feuille officieuse, <i>Journal du département de Maine-et-Loire</i>	460
Conclusion	467

ÉPILOGUE

FIN DES INSTITUTIONS SCOLAIRES

ET DES CRÉATIONS INTELLECTUELLES DE LA RÉVOLUTION

18 BRUMAIRE AN VIII-II FLORÉAL AN X (1^{er} MAI 1802)

I. Fin de l'École centrale de Maine-et-Loire (an VIII-an XIII). — Mesures de compression, perte de plusieurs professeurs, pensionnats privés. — Jugement du département, des élèves et des professeurs sur l'École centrale. — Fermeture de l'école (an XIII).....	472
II. Fin des écoles primaires <i>constitutionnelles</i> . — La loi de floréal an X et les <i>écoles communales</i> , retour à l'ancien régime.....	479
III. Fin des créations intellectuelles. — Les collections deviennent un objet d'agrément, disparition des sociétés savantes et littéraires, la presse et le théâtre instruments d'adulation.....	481
IV. Conclusion. — L'enquête de l'an IX dans le département, analyse et critique, les enseignements de la Révolution française en matière d'instruction publique.	484

DOCUMENTS

I. Documents relatifs à l'état de l'instruction en Anjou avant la Révolution. —	
1. Extrait de la statistique Maggiolo pour le département de Maine-et-Loire.	
— 2. Nombre des conjoints ayant signé l'acte de leur mariage (1786-1790) dans les communes actuelles du canton de Baugé. — 3. Statistique du nombre des signatures sur les procès-verbaux de la Sénéchaussée secondaire de Saumur, pour la nomination des députés aux États généraux (mars 1789). — 4, 5 et 6. Fac-similé (avec réduction aux 8/10) des signatures des procès-verbaux de Fontevault (1 ^{er} mars 1789), de Douces (8 mars 1789) et de Marson (8 mars 1789).....	493
II. Documents relatifs à la vie religieuse (1790-1792). — 1. Mandement de Mgr l'Évêque d'Angers qui ordonne que le <i>Te Deum</i> sera chanté dans toutes les églises de son diocèse, en actions de grâces de la nomination des administrateurs du département de Maine-et-Loire (30 mai 1790). — 2. Procès-verbal rapporté par le Directoire du district de Cholet, relativement à une balle de papier à l'adresse de M. Denis, libraire à Cholet (9 mars 1792). — 3. Pétition du club d'Angers au département, contre l'éducation religieuse (1792).....	501
III. Documents concernant l'enquête de 1792 sur les établissements scolaires et sur les fonds employés jusque-là à cet objet :	
A) État des établissements relatifs à l'instruction publique dans le canton d'Angers, ainsi que des fonds et revenus qui y sont attachés (6 juillet an IV de la liberté) (1792).....	509
B) Tableaux concernant les collèges : Saumur (7 janvier 1792). — Baugé (3 janvier-2 mars 1792). — Beaufort (19 février 1792). — Beaupréau (9 janvier 1792).....	514
C) Tableaux concernant les districts : Châteauneuf, tableau des revenus (28 juin 1792). — Segré, tableau des revenus (23 juin 1792). — Cholet, tableau des revenus (6 juillet 1792) et tableau des dépenses (12 mai 1792). — Vihiers, tableau des revenus (2 mai 1792) et tableau des dépenses (s. d.).	520
IV. Document sur la situation des études de médecine en 1791. — Réponses du district d'Angers (26 février 1791) aux questions proposées par le Comité de Salubrité publique (16 janvier 1791).....	533
V. Documents sur la vie patriotique sous la Convention. — 1. Réception par le Directoire du département d'une députation de la commune de Mazé (district de Baugé, 26 février 1793). — 2. Lettre de l'imprimeur Mame au département (29 brumaire an II). — 3. Extrait du Registre des Délibérations de la Société populaire de l'Ouest à Angers (séance du 10 prairial an II de la République). — 4 et 5. L'École de Mars : Proclamation du district de Baugé (6 messidor an II). — Lettre des élèves du district de Saumur (16 messidor an II).....	537
VI. Discours sur l'instruction publique par le citoyen J.-B. Leclerc, député de Maine-et-Loire. (Séance de la Convention du 18 décembre 1792, l'an I de la République.).....	543

VII. Documents sur les écoles primaires (an ^{II} -an VIII). — 1. Sur l'application de la loi du 29 frimaire an II dans le district de Baugé (état des visas du district sur les mandats des municipalités délivrés aux instituteurs). — 2. Sur l'application de la loi du 27 brumaire an III dans le même district (extrait du registre des délibérations du jury d'instruction). — 3. Sur l'application de la loi du 3 brumaire an IV (arrêté du département sur la constitution des jurys d'instruction (22 frimaire an IV). — 4. Arrêté de l'administration du département portant Règlement scolaire départemental (23 germinal an IV). — 5. Tableau des instituteurs nommés par le jury d'instruction et confirmés par le département (an IV-an V). — 6. État nominatif des instituteurs pour le paiement des indemnités de logement (ventôse an IV-ventôse an VIII).	550
VIII. Documents sur l'École centrale de Maine-et-Loire (an IV-an VIII). — 1. Règlement intérieur de l'École (8 floréal an V). — 2. État des dépenses nécessaires pour mettre l'instruction publique en activité dans le chef-lieu du département (28 germinal an IV). — 3. Tableau des dépenses de l'École arrêté par le ministre de l'Intérieur (16 pluviôse an VII). — 4. Répartition des fonds ordonnancés par le ministre de l'Intérieur pour l'an VII (1 ^{er} messidor an VII). — 5. Prospectus concernant l'ouverture du cours de botanique. — 6. Compte rendu de l'exercice public sur les mathématiques et des discours de l'élève Beaussier et du président Leterme-Saulnier au temple décadaire (21 ^e nivôse an VII). — 7. Idylle : Le Sage Hylas à la jeunesse de son canton par l'élève F. Grille (germinal an VII).	559
IX. Plan d'une école centrale et supplémentaire à Saumur, proposé par l'administration municipale de la commune (12 prairial an IV).	573
X. Situation de l'instruction publique à Angers en nivôse an VI. — Extrait du compte décadaire du citoyen Guillier de la Tousche, commissaire du Directoire exécutif, près l'administration municipale du canton d'Angers (29 nivôse an VI-18 janvier 1798).	576
XI. Plan et cartes	582
1. Notice sur le plan géométrique de la ville d'Angers, par J.-B. Dubois (1789).	
2. Notice sur la carte de la province d'Anjou, par J.-B. de la Fosse (1780).	
3. Notice sur la carte du département de Maine-et-Loire. (Atlas national de France, 1790).	
(Plan et cartes à la fin du volume.)	

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES.	589
---	-----



Voir documents aux Annexes.

LÉGENDE

C5-21 L'Université (rue des Grandes-Écoles).
D5-10 La Faculté des Arts.
B5-13 Académie des Sciences et Belles-Lettres et Bureau d'Agriculture (Hôtel de Ville).
C5-12 Collège d'Anjou.
D4-4 — Porte de Fer.
C4-36 — de Bueil.
B5-20 La maison de l'Oratoire (hôtel Lancreau).
B5-11 L'Oratoire.
C4-8 Hôtel d'Anjou (Pension verte).

D7-2 Rossignolerie (Frères des Écoles chrétiennes).
E3-1 L'Esivière (Frères des Écoles chrétiennes).
D2-18 Chapelle du Saint-Esprit (Frères des Écoles chrétiennes).
D6-6 Ecole de charité de la paroisse de Saint-Michel.

D5-8 Logis Barrault (Grand Séminaire).
D5-1 Petit Séminaire.

A5-6	Église paroissiale	Saint-Samson.
B5-14	—	Saint-Michel.
C3-8	—	Trinité.
C5-18	—	Saint-Denis.
C5-9	—	Saint-Maurille.
C5-22	—	Saint-Pierre.
D4-18	—	Saint-Aignan.
D4-25	—	Sainte-Croix.
D4-30	—	Saint-Maurice.



s).
 chrétiennes).
 el de la Palud.

- | | | |
|-------|--|---------------------------|
| D5-5 | Église paroissiale | Saint-Michel de la Palud. |
| D5-9 | — | Saint-Martin. |
| D5-12 | — | Saint-Julien. |
| E4-6 | — | Saint-Evrout. |
| F1-1 | — | Saint-Nicolas. |
| F2-2 | — | Saint-Jacques. |
| F3-3 | — | Lesvière. |
| F4-11 | — | Saint-Laud. |
| C5-13 | Ursulines. | |
| C4* | Communauté de l'École de charité (Saint-Charles Borromée). | |
| E2-6 | Maison de la Providence. | |
| C2-21 | Communauté de la Croix. | |

NOTA. — D6-6 École de la paroisse de Saint-Michel la Palud et
 C4* Communauté de l'École de Saint-Charles ne figurent pas au
 plan de J.-B. Dubois ; leur emplacement a été déterminé à l'aide
 du texte de Péan et des notes de C. Port.





EXTRAIT DE LA
CARTE DES PROVINCES
D'ANJOU ET DE TOURAINE

Dressée

Suivant les nouvelles Observations
de M^{rs} de l'Accadémie Royale
des Sciences.

Par J.B. de la Fosse 1780.

ECHELLE

Lines d'Anjou de 2300 toises chacune ou de $24 \frac{3}{4}$ au Degré

Lines communes de Ponthu de 2382 toises ou de $24 \frac{1}{2}$ au Degré

Lines de Touraine de 2000 toises ou de $28 \frac{1}{4}$ au Degré

LECTION DE LA FLECHE
LES VAUX
LE LUD D
BAUGE
ELECTION



Voir documents aux Annexes.



D E

Decreté le 19 Janvier 1790

РАК

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

divisé en 8. Districts

et en 99 Cantons

Savoir

Districts

Cantons

SEGRE

Pouanco
Bouille Monard
la Ferruccio
S. Martin du Bois
le Lion d'Angers
Vern
Curo
Quelpon
Cambree et Siegre
Querrio
Contagne
Moranne
Durtal
Baraco
Terco
Penco
Chieffes
Boiseau-neuf

Montagne
Céle
Gardes
Noyers
Parcay
Vernol le Fourrier
Longue
Beaufort
Mazé
Beaune
Seiches
Jardi
Beaugé
Loire
Moulherne
Sumelle
Fontaine Guéron

BEAUGÉ

Rosiers
St Lambert des Tourvies
Brin sur Morne
Villebriquet
Fontbrouard
Montreuil Belloy
Puy Notre Dame
Dauis
Dence
Genne
St Georges des 7 Fours
Saumur
Chaze
Courchamp
Distro

SAUMUR

S^t Lambert du Lattay



17 Longitude 5 de l'île de 10 Fer 15 20 25 30 35 40 45 60 55

N°64





A Paris, chez M. de la Harpe, N° 20.
 Et au Depot general des cartes
 de France, rue de la Harpe, N° 3.



LEMENT DES DEUX

SEVRES

DISTRICT DE

THOUARS

DISTRICT DE LOUDON

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DISTRICT DE CHARENTA

DEPARTEMENT



TERS
m d'Evêche

JOHNTON

LEFT

ERS

